



ANNUAIRE  
DES  
DROITS DE L'HOMME  
POUR 1963

NATIONS UNIES, NEW YORK, 1966

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

Numéro de vente : 66.XIV.1

Prix : 5,75 dollars des Etats-Unis  
(ou l'équivalent en monnaie du pays)



# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION . . . . .	3
------------------------	---

## PREMIÈRE PARTIE

### ÉTATS

	Page		Page
AFGHANISTAN . . . . .	9	LIBYE . . . . .	220
AFRIQUE DU SUD . . . . .	10	LIECHTENSTEIN . . . . .	221
ALGÉRIE . . . . .	16	LUXEMBOURG . . . . .	222
ARGENTINE . . . . .	22	MADAGASCAR . . . . .	223
AUSTRALIE . . . . .	23	MALI . . . . .	228
AUTRICHE . . . . .	26	MAROC . . . . .	229
BELGIQUE . . . . .	28	MAURITANIE . . . . .	230
BRÉSIL . . . . .	30	MONACO . . . . .	231
CAMBODGE . . . . .	36	NICARAGUA . . . . .	233
CANADA . . . . .	37	NIGER . . . . .	236
CEYLAN . . . . .	43	NIGÉRIA . . . . .	238
CHILI . . . . .	47	NORVÈGE . . . . .	241
CHINE . . . . .	50	NOUVELLE-ZÉLANDE . . . . .	243
CHYPRE . . . . .	56	OUGANDA . . . . .	245
COLOMBIE . . . . .	58	PAKISTAN . . . . .	247
CONGO (BRAZZAVILLE) . . . . .	68	PANAMA . . . . .	249
CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU) . . . . .	78	PARAGUAY . . . . .	250
COSTA RICA . . . . .	80	PAYS-BAS . . . . .	251
CÔTE-D'IVOIRE . . . . .	82	PÉROU . . . . .	254
CUBA . . . . .	84	PHILIPPINES . . . . .	255
DAHOMÉY . . . . .	86	POLOGNE . . . . .	260
EL SALVADOR . . . . .	87	PORTUGAL . . . . .	263
EQUATEUR . . . . .	88	RÉPUBLIQUE ARABE UNIE . . . . .	266
ESPAGNE . . . . .	89	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE . . . . .	269
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE . . . . .	106	RÉPUBLIQUE DE CORÉE . . . . .	271
ETHIOPIE . . . . .	118	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE . . . . .	280
FÉDÉRATION DE MALAISIE . . . . .	119	RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE . . . . .	288
FINLANDE . . . . .	130	RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE . . . . .	299
FRANCE . . . . .	135	RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE . . . . .	306
GABON . . . . .	140	ROUMANIE . . . . .	314
GHANA . . . . .	147	ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD . . . . .	317
GUATEMALA . . . . .	153	SAMOA-OCIDENTAL . . . . .	323
HAÏTI . . . . .	158	SÉNÉGAL . . . . .	324
HAUTE-VOLTA . . . . .	159	SOMALIE . . . . .	327
HONDURAS . . . . .	169	SOUDAN . . . . .	341
HONGRIE . . . . .	170	SUÈDE . . . . .	342
INDE . . . . .	179	SUISSE . . . . .	343
IRAK . . . . .	182	SYRIE . . . . .	345
IRAN . . . . .	185	TANGANYIKA . . . . .	346
IRLANDE . . . . .	188	TCHÉCOSLOVAQUIE . . . . .	347
ISRAËL . . . . .	190	THAÏLANDE . . . . .	351
ITALIE . . . . .	198	TOGO . . . . .	357
JAMAÏQUE . . . . .	204	TRINITÉ ET TOBAGO . . . . .	359
KENYA . . . . .	207		
LAOS . . . . .	216		
LIBAN . . . . .	217		

	Page		Page
TUNISIE . . . . .	360	VENEZUELA . . . . .	374
TURQUIE . . . . .	365	YUGOSLAVIE . . . . .	377
UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES . . . . .	368	ZANZIBAR . . . . .	388

## DEUXIÈME PARTIE

### TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET TERRITOIRES NON AUTONOMES

#### A. TERRITOIRES SOUS TUTELLE

<i>Australie</i>	
Territoire sous tutelle de Nauru . . . . .	401
Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée . . . . .	402
<i>Etats-Unis d'Amérique</i>	
Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique . . . . .	405

#### B. TERRITOIRES NON AUTONOMES

<i>Australie</i>	
Territoire du Papua . . . . .	408
<i>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</i>	
Bahamas . . . . .	409
Souaziland . . . . .	417

## TROISIÈME PARTIE

### ACCORDS INTERNATIONAUX

#### NATIONS UNIES

Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale . . . . .	429
---	-----

#### ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Convention concernant la protection des machines, 1963. . . . .	432
---	-----

#### ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE

Charte de l'Organisation de l'unité africaine . . . . .	436
---	-----

#### CONSEIL DE L'EUROPE

Protocole n° 2 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fonda- mentales attribuant à la cour européenne des droits de l'homme la compétence de donner des avis consultatifs, 1963 . . . . .	439
Protocole n° 3 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fonda- mentales modifiant les articles 29, 30 et 34 de la Convention, 1963. . . . .	440
Protocole n° 4 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fonda- mentales reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier Protocole additionnel de la Convention, 1963. . . . .	440

#### AUTRES ACCORDS INTERNATIONAUX

Accord relatif à la création d'un Office africain et malgache de la propriété industrielle . .	442
--	-----

#### ÉTAT DE CERTAINS ACCORDS INTERNATIONAUX

ÉTAT DE CERTAINS ACCORDS INTERNATIONAUX . . . . .	444
---	-----

INDEX . . . . .	449
-----------------	-----

**ANNUAIRE  
DES DROITS DE L'HOMME  
POUR 1963**

## INTRODUCTION

Comme l'Annuaire de 1962 et les annuaires précédents, le présent *Annuaire des droits de l'homme* pour 1963 comporte trois parties consacrées respectivement aux Etats, aux Territoires sous tutelle ou non autonomes et aux accords internationaux. La première partie passe en revue l'évolution constitutionnelle, législative et judiciaire dans 92 Etats ; la deuxième partie fait de même pour deux Territoires sous tutelle et trois Territoires non autonomes ; enfin, la troisième partie contient le texte ou des extraits d'accords internationaux portant sur les droits de l'homme.

Sur le plan constitutionnel on a, au cours de l'année 1963, enregistré l'adoption de nouvelles constitutions en Algérie, au Kenya, dans la République Dominicaine, au Togo, en Yougoslavie et à Zanzibar. Chacune de ces constitutions tient manifestement compte de certains des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et deux d'entre elles mentionnent expressément la Déclaration. L'article 11 de la Constitution de la République algérienne démocratique et populaire, adoptée le 10 septembre 1963, stipule, par exemple, que « la République donne son adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'homme », et dans le préambule de la Constitution de la République togolaise, adoptée le 5 mai 1963, le peuple togolais proclame solennellement son attachement « aux principes de la démocratie et des droits de l'homme tels qu'ils ont été définis dans la Déclaration universelle du 10 décembre 1948 ». De nouvelles constitutions ont aussi été promulguées aux Bahamas et au Souaziland.

Parmi les faits nouveaux survenus en 1963 dans le domaine constitutionnel, il faut également signaler la suspension de la Constitution guatémaltèque de 1956 et la promulgation de la Charte fondamentale de gouvernement qui la remplace, ainsi que l'établissement de nouveaux projets de constitution en Afghanistan, au Congo (Brazzaville) et en République démocratique du Congo.

Par ailleurs, des amendements aux constitutions du Chili, du Costa Rica, de la Côte-d'Ivoire, de la Fédération de Malaisie, de la Libye, de Madagascar, de l'Ouganda, des Pays-Bas, de la République centrafricaine et du Sénégal ont été mis en vigueur au cours de l'année 1963.

Les lois, décrets et ordonnances administratives mentionnés dans le présent volume ont trait, notamment, au droit à la nationalité, à la liberté de mouvement et de résidence, au droit de participer au gouvernement de son pays et à la liberté de réunion et d'association à des fins pacifiques.

Des mesures législatives concernant le droit à la nationalité ont été adoptées en 1963 en Algérie, loi n° 63-96 du 27 mars 1963 ; en France, ordonnance n° 62-285 du 21 avril 1962 ; dans la République fédérale d'Allemagne, loi du 19 décembre 1963 ; et en Tunisie, décret-loi du 28 février 1963.

Des lois relatives à la liberté de mouvement et de résidence ont été promulguées dans la Fédération de Malaisie, loi du 26 août 1963 sur l'immigration ; au Ghana, loi de 1963 sur les voyages à l'étranger (permis de sortie) ; et en Ouganda, loi du 25 février 1963 relative aux pouvoirs d'exception.

De nombreux gouvernements se sont préoccupés en 1963 du droit de chacun à participer au gouvernement de son pays et les pays ci-après ont adopté de nouvelles mesures législatives sur la question : Congo (Brazzaville), Ordonnance n° 63-9 du 16 octobre 1963 concernant l'organisation des élections à l'Assemblée nationale ; Kenya, Règlement électoral de 1963 ; Portugal, Décret n° 45 408 du 6 décembre 1963 régissant l'élection des membres des conseils législatifs dans les provinces d'outre-mer ; République centrafricaine, loi organique n° 62-424 du 19 novembre 1963 concernant l'élection des députés à l'Assemblée nationale ; République de Corée, loi n° 1255 du 16 janvier 1963 relative aux commissions électorales, loi n° 1256 du 16 janvier 1963 sur l'élection des membres de l'Assemblée nationale et loi du 1<sup>er</sup> février 1963 sur les élections présidentielles ; enfin, Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (administré

par les Etats-Unis d'Amérique), Charte de la législature du district de Truk, en date du 25 septembre 1963.

Les lois électorales ont été amendées dans un certain nombre de pays : à Ceylan, où la loi n° 9 de 1963 portant amendement des dispositions relatives aux élections locales accorde aux partis politiques la même reconnaissance pour les élections locales que pour les élections parlementaires ; en Iran, où le Conseil des ministres a promulgué, le 3 mars 1963, un décret-loi abrogeant les dispositions de la loi électorale concernant la Chambre des représentants et de celle concernant le Sénat en vertu desquelles les femmes n'avaient ni le droit de vote ni celui d'être élues ; en Irlande, où, comme le gouvernement l'indique dans sa note, la loi électorale de 1963 « rénove et assouplit la loi relative aux élections au *Dáil Eireann* et introduit, partout où il est nécessaire, des modifications correspondantes dans la loi régissant les élections présidentielles et locales » ; enfin à Madagascar, où les lois n°s 63-016 et 63-020 du 15 juillet 1963 sont venues modifier respectivement certaines dispositions de la loi organique n° 3 du 6 juin 1959 régissant l'exercice du droit de vote et de la loi organique n° 5 du 9 juin 1959 concernant le nombre des membres de l'Assemblée nationale et leur élection, ainsi que l'organisation et le fonctionnement de cette assemblée.

Depuis la promulgation, dans la République de Corée, le 31 décembre 1962, de la loi n° 1246 sur les partis politiques et son entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1963, cette loi régit dans ce pays la formation de partis politiques. Au Pakistan, la loi de 1962 sur les partis politiques, qui régissait la constitution de ces partis, a été modifiée par l'Ordonnance I de 1963 sur les partis politiques (amendement) qui vise à mettre les personnes frappées d'incapacité dans l'impossibilité de se livrer à des activités politiques en devenant membre d'un parti politique ou en maintenant d'une autre façon des rapports avec un parti politique.

En ce qui concerne la liberté de réunion et d'association à des fins pacifiques, la Turquie a adopté la loi n° 171 du 10 février 1963 qui régit les rassemblements, réunions et défilés. Des lois relatives aux activités des partis politiques ont été adoptées en 1963 en Ouganda, loi du 25 février 1963 relative aux pouvoirs d'exception, et dans la République de Corée, loi du 16 mars 1963 instituant des procédures destinées à mettre fin à l'urgence nationale.

Les garanties constitutionnelles touchant les droits fondamentaux sont généralement complétées par des dispositions législatives détaillées. A titre d'exemple des mesures législatives de cette nature adoptées en 1963, on peut citer la loi de 1963 de la République de Corée sur les pétitions, qui complète la réglementation de l'exercice du droit de pétition reconnu au peuple, ainsi que les divers codes pénaux, code de procédure pénale et code de procédure civile dont on trouvera des extraits ou des résumés dans le présent volume de l'*Annuaire*, tels que le Code pénal du Gabon, promulgué par la loi n° 21-63 du 31 mai 1963 ; le Code pénal du Maroc, promulgué par le dahir du 26 novembre 1962 ; le Code de procédure pénale de la République du Congo (Brazzaville), promulgué par la loi n° 1-63 du 13 janvier 1963 ; le Code de procédure pénale de la Somalie, en date du 1<sup>er</sup> juin 1963 ; la loi tchécoslovaque n° 99/1963 concernant le Code de procédure civile ; la loi finlandaise n° 320 du 20 juin 1963, définissant à nouveau le champ d'application de la loi pénale finlandaise ; et les nouveaux Code civil et Code de procédure civile de la République socialiste soviétique d'Ukraine, promulgués le 18 juillet 1963, qui remplacent le Code civil de 1922 et le Code de procédure civile de 1929 afin de tenir compte des transformations radicales « qui se sont produites dans l'économie, la structure sociale et l'organisation politique de la République socialiste soviétique d'Ukraine ».

Le Gouvernement colombien a indiqué dans sa note qu'il procédait à une réforme judiciaire intéressant le Code pénal et la compétence du pouvoir judiciaire, aussi bien que son organisation. Des amendements ont été apportés en 1963 au Code pénal du Ghana et à celui de l'Ouganda, ainsi qu'aux codes de procédure pénale de Ceylan, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, de Monaco et de la République de Corée, et au Règlement des tribunaux d'honneur de la République socialiste soviétique de Biélorussie. A ce propos, il y a lieu également de mentionner la loi norvégienne du 8 février 1963, apportant certains amendements aux clauses suivant lesquelles un suspect ou un inculpé peut être arrêté ou détenu.

Certains des codes pénaux mentionnés plus haut et des amendements apportés aux codes en vigueur ainsi qu'un certain nombre de nouvelles lois traitent expressément de la protection de la jeunesse. En Chine, par exemple, la loi de 1963 portant application des mesures tendant à la préservation de la paix publique prévoit des mesures éducatives destinées à réformer les jeunes délinquants ; au Costa Rica, le décret-loi n° 3260 du 21 décembre 1963 a trait à la protection des adolescents ; au Maroc, le Code pénal du 26 novembre 1962 énonce des principes fondamentaux concernant les jeunes délinquants ; en Thaïlande, des lois de 1963 établissent des tribunaux pour mineurs ainsi que la procédure de ces tribunaux ; au Ghana, l'amendement du 7 mai 1963 au Code de procédure pénale contient des dispositions concernant les jeunes délinquants ; en Hongrie, le décret n° 5 du Ministre de la culture, en date du 25 août 1963, concerne les mesures préventives nécessaires aux enfants et aux adolescents et l'organisation de leur surveillance ; dans la République arabe unie, l'amendement de 1963 à la loi n° 124 de 1949 sur les mineurs vagabonds prévoit une peine d'emprisonnement pour celui qui aura incité un mineur au vagabondage ou l'aura préparé ou entraîné à l'état de vagabondage ; au Samoa-Occidental, la loi de 1963 portant amendement de la législation pénale modifie d'Ordonnance pénale de 1961 en précisant les modalités d'exécution de la sentence de mort

et en exemptant de la peine de mort les personnes âgées de moins de 18 ans et les femmes enceintes.

On trouvera dans le présent volume le résumé de décisions judiciaires relatives aux droits de l'homme rendues par divers tribunaux en Autriche, en Belgique, au Canada, à Ceylan, au Chili, aux Etats-Unis d'Amérique, en Inde, en Irlande, en Israël, en Italie, à la Jamaïque, au Japon, en Nigéria, aux Philippines, dans la République fédérale d'Allemagne, en Roumanie et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Ces décisions sont groupées selon le droit qu'elles concernent, à savoir la liberté d'association et de réunion, le droit à l'égalité devant la loi, le droit à un jugement équitable, le droit à la liberté de mouvement et de résidence, le droit à la liberté d'opinion et d'expression, le droit à la sûreté de la personne, le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion et le droit au travail et au libre choix du travail.

Le présent volume indique les mesures qui ont été adoptées en 1963 au sujet du traitement des délinquants et des prisonniers. Il s'agit notamment de la loi sur les prisons adoptée par le Gouvernement ghanéen le 12 décembre 1963 ; du règlement des prisons adoptés au Kenya en 1963 ; du règlement concernant les prisonniers promulgué par le Gouvernement de la République de Corée en 1963 ; de la loi sur les asiles et les centres de réadaptation promulguée le 28 juin 1963 par le Gouvernement sud-africain ; et de la loi n° 36 de 1963 portant amendement de la loi néo-zélandaise sur les institutions pénitentiaires.

Des lois sur la presse ont été adoptées en 1963 au Ghana, loi de 1963 sur le permis pour journal ; en Irak, loi n° 24 du 4 avril 1963 sur les publications ; en Afrique du Sud, loi du 28 mars 1963 sur les publications et les spectacles ; et en Nouvelle-Zélande, loi de 1963 sur les publications indécentes. Parmi les autres mesures législatives adoptées en 1963 qui intéressent la liberté d'opinion et d'expression, on peut citer les décrets brésiliens n°s 52 286, du 23 juin 1963 et 52 795, du 31 octobre 1963 — dont le premier est relatif aux activités des stations brésiliennes de radio et de télévision, et le second approuve le règlement relatif aux services de radiodiffusion et de télévision — et la loi vénézuélienne de 1963 sur le droit d'auteur.

Des lois concernant le mariage et la famille ont été promulguées dans les pays ci-après : Tchécoslovaquie, loi n° 94/1963 contenant des dispositions relatives au mariage et à la famille dans une société socialiste ; Canada, loi de 1963 sur la dissolution des mariages, qui autorise le Sénat canadien à dissoudre un mariage en adoptant une résolution sur requête de l'une ou l'autre des parties intéressées ; Gabon, loi n° 9/63 du 12 janvier 1963 relative à l'obligation alimentaire du père d'un enfant né hors mariage et loi n° 20/63 du 31 mai 1963 portant interdiction de la dot ; Inde, loi n° 32 de 1963 sur les mariages spéciaux (amendement) qui autorise les mariages entre personnes parentes à un degré prohibé par la loi principale ; Nouvelle-Zélande, loi n° 71 de 1963, sur le mariage et ses modalités, qui unifie la législation existante sur les modalités du mariage en y apportant quelques modifications importantes, et loi n° 72 de 1963 sur la propriété dans le mariage qui améliore le règlement des conflits patrimoniaux entre époux ; Samoa-Occidentale, loi de 1963 qui modifie la législation sur le divorce et le mariage en donnant à chacune des parties à une action en divorce le droit de soumettre l'autre partie à un contre-interrogatoire en audience publique et en limitant le droit de former un recours contre les décisions du tribunal dans une action en divorce ; enfin, Suède, amendement à la loi sur l'avortement, qui autorise celui-ci dans un cas particulier.

La législation du travail figure en bonne place dans le présent volume. Des règlements concernant le travail ont été adoptés par les Gouvernements d'El Salvador (décret n° 241 du 23 janvier 1963), du Guatemala (décret-loi n° 1 du 2 avril 1963), de la Libye (décret royal du 22 novembre 1963), du Mali (loi n° 62-67/AN-RM du 9 août 1962) et de la Mauritanie (loi n° 62-23 du 23 janvier 1963). Les Gouvernements de la République arabe syrienne (par le décret législatif n° 218 du 20 octobre 1963) et du Panama (par la loi n° 29 du 29 janvier 1963) ont modifié le code du travail en vigueur dans leurs pays respectifs. D'autres aspects des droits syndicaux ont fait l'objet de lois adoptées en 1963 dans les Etats ci-après : Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chypre, Cuba, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gabon, Hongrie, Irak, Iran, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Suède et Suisse.

Les Etats-Unis d'Amérique et l'Italie ont adopté en 1963 des lois relatives au travail des femmes. Aux Etats-Unis, la loi fédérale sur l'égalité des salaires adoptée en juin 1963 à titre d'amendement au *Fair Labour Standards Act*, garantit aux femmes, pour la première fois dans toute la nation, l'égalité de salaire pour un travail égal. En Italie, la loi n° 66 du 9 février 1963 traite de l'accès des femmes aux emplois et charges publics et la loi n° 7 du 9 janvier 1963 abolit, dans les contrats de travail, la clause dite de célibat et interdit le licenciement des travailleuses pour cause de mariage.

Ces lois sont conformes à la tendance qui existe partout dans le monde à éliminer la discrimination fondée sur le sexe ; il en est de même des textes législatifs adoptés en Iran (décret-loi du 3 mars 1963 modifiant la loi électorale concernant la Chambre des représentants et celle concernant le Sénat qui privaient la femme du droit de vote et du droit d'être élue) et en Libye (amendement du 26 avril 1963 à la Constitution du Royaume-Uni de Libye, en date du 7 octobre 1951, par lequel le droit de vote a été accordé aux femmes).

Il convient également de mentionner les dispositions relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités qui figurent dans les nouvelles Constitutions de l'Algérie, du Kenya, de la République Dominicaine, du Togo, de la Yougoslavie, et de Zanzibar, ainsi que dans la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

De nombreux pays se sont préoccupés en 1963 de la législation agraire. Des lois traitant pour la plupart du statut juridique des terres ont été promulguées dans les pays suivants : Cuba, loi du 3 septembre 1963 portant nationalisation des biens-fonds ruraux ; Honduras, décret-loi n° 127 du 14 juin 1963 modifiant la loi de réforme agraire ; Nicaragua, décret n° 797 du 3 avril 1963, promulguant la loi de réforme agraire ; Philippines, loi de la République n° 3844 de 1963 promulguant le Code de réforme agraire ; République arabe unie, loi n° 15 du 14 janvier 1963 interdisant aux étrangers la possession de terres agricoles ; Samoa-Occidental, loi sur le statut de Samoan disposant notamment que seuls les Samoans jouissent de certains droits fonciers ; Tunisie, loi n° 6317 du 27 mai 1963 portant encouragement au développement de l'agriculture et loi n° 63-19 du 27 mai 1963 relative à la coopération dans le secteur agricole.

Un certain nombre d'Etats ont, en 1963, pris des mesures et adopté des lois intéressant la santé publique ; il s'agit d'Haïti, de la Pologne, du Portugal, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

En ce qui concerne le droit à l'éducation, des lois ont été promulguées en 1963 en vue de développer l'enseignement professionnel, secondaire et supérieur en Autriche, en Espagne, aux Etats-Unis d'Amérique, en Hongrie, en Pologne, au Portugal, dans la République socialiste soviétique de Biélorussie, dans la République socialiste soviétique d'Ukraine, en Roumanie, en Thaïlande, en Turquie et dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Le Pérou a adopté un texte spécial, le décret-loi n° 14 491 de 1963, pour rendre obligatoire pour les analphabètes la fréquentation des centres d'alphabetisation.

La deuxième partie du présent *Annuaire* a trait aux Territoires sous tutelle administrés par l'Australie (Nauru et Nouvelle-Guinée) et par les Etats-Unis d'Amérique (Iles du Pacifique), ainsi qu'à des territoires non autonomes administrés par l'Australie (Papua) et par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Bahamas et Souaziland).

La troisième partie contient le texte, ou des extraits, des accords internationaux ci-après : la Convention concernant la protection des machines, adoptée le 25 juin 1963 par la Conférence internationale du Travail à sa quarante-septième session ; la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, en date du 25 mai 1963 ; les Protocoles n°s 2, 3 et 4 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, adoptés par le Conseil de l'Europe les 6 mai et 16 septembre 1963 ; enfin, l'Accord relatif à la création d'un Office africain et malgache de la propriété industrielle. La troisième partie fait en outre le point de la situation de certains accords multilatéraux adoptés depuis 1946 dans le domaine des droits de l'homme.

Par ailleurs, la troisième partie contient le texte de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adoptée par l'Assemblée générale à sa 126<sup>e</sup> séance, le 20 novembre 1963 [résolution 1904 (XVIII)]. L'adoption de la Déclaration marque une nouvelle et importante étape dans l'œuvre des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme ; si ce texte a pu être adopté en 1963, c'est parce que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social ont, aussi bien que l'Assemblée générale, accordé à cette question une priorité absolue. Dans sa résolution 1905 (XVIII) relative à la diffusion de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général et les institutions spécialisées « de faire en sorte que la Déclaration soit diffusée immédiatement et sur une grande échelle et, à cette fin, d'en faire publier et distribuer des versions dans toutes les langues possibles ».

Le quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme a été célébré en 1963 selon des plans arrêtés par un comité spécial et approuvés par la Commission des droits de l'homme et par le Conseil économique et social.

L'index du présent volume est établi en fonction des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme — droits individuels, civils, politiques, sociaux, économiques et culturels.

Les désignations utilisées dans l'*Annuaire* et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTATS



## AFGHANISTAN

### NOTE<sup>1</sup>

En mai 1963 le Gouvernement afghan, selon un directif de Sa Majesté le Roi, désigna un Comité préparatoire d'experts pour préparer le projet de la nouvelle Constitution de l'Afghanistan. Le Comité avait parmi ses documents de base la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies.

Le texte de la nouvelle Constitution de l'Afghanistan sera transmis pour être publié dans l'*Annuaire* après sa ratification et signature par les autorités compétentes.

---

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement de l'Afghanistan.

# AFRIQUE DU SUD

## LOI SUR LES PUBLICATIONS ET LES SPECTACLES

Loi n° 26 de 1963, approuvée le 28 mars 1963<sup>1</sup>

1. 1) Dans la présente loi, sauf indication contraire :

i) Le terme « Commission » désigne la Commission chargée du contrôle des publications mentionnée à l'article 2 ; (vii)

ii) L'expression « film cinématographique » vise tout mot reproduit sur le film cinématographique ou sur la bande sonore, toute image destinée à être montrée à l'aide d'un appareil mécanique, toute partie de film cinématographique projetée à titre de publicité pour ledit film, et toute illustration exposée à la vue du public ayant trait d'une manière ou d'une autre à un film cinématographique quelconque ; (viii)

iii) Le terme « département » désigne le Département d'Etat relevant du ministre auquel l'application de la présente loi est au moment même confiée ; (i)

iv) Le terme « importateur » a le sens qui lui est attribué dans la *Customs Act* (loi sur les douanes) de 1955 (loi n° 55 de 1955) ; (ii)

v) Le terme « ministre » désigne le Ministre de l'intérieur ; (iii)

vi) Le terme « lieu » comprend tout véhicule, navire ou aéronef ; (v)

vii) Le terme « prescrit » signifie prescrit par les règlements pris en application de la présente loi ; (ix)

viii) Les termes « publication ou objet » s'appliquent :

a) A tout journal dont le propriétaire n'est pas membre de la *Newspaper Press Union of South Africa* ;

b) A tout livre, périodique, brochure, affiche, ou autre imprimé, à l'exception des affiches publiées comme publicité pour un journal dont le propriétaire est membre de la *Newspaper Press Union of South Africa* ;

c) A tout manuscrit ou écrit dactylographié qui a été reproduit d'une manière quelconque ou distribué au public ou à une partie quelconque du public ;

d) A tout dessin, image, illustration, peinture, gravure ou représentation analogue ;

e) A tout imprimé, photographie, estampe ou lithographie ;

f) A toute forme, à tout moulage, à toute sculpture ou statue ou à tout modèle ; et

g) A tout disque ou autre appareil ou dispositif dans lequel ou sur lequel le son a été enregistré aux fins de reproduction ; (vi)

ix) Le terme « indésirable » signifie indésirable au sens du paragraphe 2 de l'article 5 ; (iv)

2) Aux fins de la présente loi, l'importateur de toute publication ou de tout objet qui n'est pas une publication ou un objet

a) Importé sous licence délivrée dans les conditions prévues à l'article 8 ; ou

b) Qui, conformément à la décision rendue par la Commission en vertu du paragraphe 3 de l'article 21 de la loi sur les douanes de 1955 (loi n° 55 de 1955), n'est pas indécent, obscène, ou répréhensible,

est réputé être l'imprimeur, l'éditeur, le fabricant ou le producteur de ladite publication ou dudit objet et avoir imprimé, publié, fabriqué ou produit ladite publication ou ledit objet au lieu où il réside habituellement.

2. 1) Le Ministre nommera une commission qui portera le nom de Commission chargée du contrôle des publications et exercera les fonctions qui lui sont attribuées par la présente loi.

3. La Commission :

a) Examine toute publication, objet ou film cinématographique qui lui est soumis en vertu de la présente loi ;

b) Prend tous les renseignements qu'elle juge nécessaires sur tout spectacle public ou destiné à être rendu public qui est présumé de nature à relever de l'article 12 ou que la Commission a des raisons de croire tel ;

c) Donne son avis au Ministre sur toutes questions que le Ministre peut lui soumettre au sujet de l'application de toute disposition de la présente loi ; et

d) Exerce toute autre fonction que lui attribue la présente loi ou toute autre loi.

4. 1) Si elle le juge nécessaire, la Commission peut de temps à autre nommer des comités pour examiner toute publication, objet, ou film cinématographique qui lui sont soumis, ou tout spectacle relevant de l'article 12 qui est porté à son attention, et lui faire rapport à ce sujet.

<sup>1</sup> *Statutes of the Republic of South Africa, 1963*, pp. 276 à 301.

## 5. 1) Nul n'est autorisé :

a) A imprimer, publier, fabriquer ou produire une publication ou un objet indésirable quelconque ; ou

b) A mettre en circulation, montrer, exposer, vendre, offrir ou détenir en vue d'en faire commerce une publication ou un objet quelconque si cette publication ou cet objet

i) A été déclaré indésirable au cours de la poursuite d'un délit visé à l'alinéa a), ou

ii) Est jugé indésirable par la Commission dans une déclaration faite en vertu de l'article 8 (qui n'est pas une déclaration faite en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 1 dudit article) ou est déclaré indécemment, obscène ou répréhensible par décision de la Commission prise en vertu du paragraphe 3 de l'article 21 de la loi sur les douanes de 1955 (loi n° 55 de 1955) et que ladite déclaration ou décision n'a pas été infirmée en vertu de l'article 14 de la présente loi,

et que la Commission a fait publier le jugement, la déclaration ou la décision dans la *Gazette*.

c) Sauf sous licence délivrée conformément à l'article 8 :

i) A importer une publication ou un objet quelconque broché dont le prix de vente net à un importateur de la République n'excède pas 50 cents ; ou

ii) A importer une publication ou un objet quelconque dont l'importation a été interdite par la Commission en vertu de l'alinéa d) du paragraphe 1 dudit article.

2) Est considéré indésirable toute publication ou tout objet qui est, en tout ou en partie :

a) Indécemment, obscène, offensant ou contraire à la morale publique ;

b) Blasphématoire ou offensant pour les convictions ou les sentiments religieux d'un groupe quelconque de la population de la République ;

c) De nature à exposer une partie quelconque de la population de la République au ridicule ou au mépris ;

d) Préjudiciable aux relations entre des groupes de la population de la République ;

e) Préjudiciable à la sûreté de l'Etat, au bien-être général ou à la paix et à l'ordre public ;

f) Ou qui, dans le cas de procédures judiciaires, divulgue

i) Quoi que ce soit d'indécemment, d'obscène, d'offensant ou de contraire à la morale publique, ou tout détail médical, chirurgical ou physiologique indécemment ou obscène et dont la divulgation risque d'être offensante ou contraire à la morale publique ;

ii) Dans les cas de dissolution ou de déclaration de nullité d'un mariage, de séparation de corps ou de restitution des droits conjugaux, tous renseignements autres que

aa) Les noms, adresses et qualités des parties et des témoins ;

bb) Un exposé succinct des faits allégués tant par le demandeur que par le défendeur qui ont été étayés par des preuves ;

cc) Les conclusions relatives à tout point de droit intervenues au cours de l'instance et la décision du tribunal à leur sujet ;

dd) Le verdict et la décision du tribunal ainsi que toutes observations faites par le juge en rendant sa décision.

3) Les dispositions du sous-alinéa ii) de l'alinéa f) ne doivent pas être interprétées comme autorisant la divulgation de renseignements contraires aux dispositions du sous-alinéa i) dudit alinéa.

4) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas en ce qui concerne :

a) La reproduction sous forme imprimée de tout plaidoyer, de toute copie de preuves ou d'autres pièces destinées à être utilisées dans une procédure judiciaire ou leur communication aux personnes parties au procès ;

b) La reproduction sous forme imprimée ou la publication :

i) De tout avis ou rapport donnant suite aux directives d'un tribunal ;

ii) De tout texte publié sous volume séparé ou en tant que partie de tout recueil de jurisprudence sérieux qui ne fait pas partie d'une autre publication et ne contient que des comptes rendus de séances de tribunal ;

iii) Quoi que ce soit dans une publication de caractère technique, scientifique ou professionnel dont le véritable objet est de servir au progrès ou à la pratique d'une profession ou d'une activité artistique, littéraire ou scientifique quelconque ; ou

iv) Quoi que ce soit dans toute publication de caractère authentiquement religieux.

5) Dans les conditions qu'elle juge appropriées, la Commission peut exempter par écrit toute personne ou institution d'une disposition quelconque du présent article, pour une période déterminée ou indéterminée, et peut à tout moment, par notification écrite adressée à la personne ou à l'institution intéressée, annuler toute exemption accordée en vertu du présent paragraphe.

6) Tout contrevenant aux dispositions du présent article est coupable d'un délit.

6. 1) Si, au cours d'une action judiciaire intentée en vertu de la présente loi, la question se pose de savoir ce qui est indécemment, obscène, offensant ou contraire à la morale publique, sera considéré :

a) Indécemment ou obscène tout ce qui, de l'avis du tribunal, a tendance à dépraver ou à corrompre l'esprit des personnes susceptibles d'être exposées à ses effets ou à son influence ; ou

b) Offensant pour la morale publique tout ce qui, de l'avis du tribunal, risque de susciter l'indignation ou l'aversion des personnes susceptibles de le lire ou de le voir ; ou

c) Contraire à la morale publique, tout ce qui, de l'avis du tribunal, présente sous un jour improprie le meurtre, le suicide, la mort, l'horreur, la cruauté, la violence, le tapage délictueux, les mauvais traitements, le mépris des lois, le banditisme, le vol, le crime, la technique du crime et les criminels, l'ivrognerie, l'ivresse, le trafic ou l'usage des stupéfiants, la contrebande, les rapports sexuels, la prostitution, la promiscuité, la

traite des blanches, la débauche, la luxure, les scènes d'amour passionnées, l'homosexualité, les attentats à la pudeur, le viol, la sodomie, le masochisme, le sadisme, la bestialité sexuelle, l'avortement, le changement de sexe, le noctambulisme, les attitudes évocatrices, la nudité, l'habillement insuffisant ou inconvenant, le divorce, l'infidélité conjugale, l'adultère, l'illégitimité, la perversion ou la dépravation humaine ou sociale ou tout autre phénomène analogue ou connexe ;

d) indécent ou obscène, offensant ou contraire à la morale publique, tout ce qui, de l'avis du tribunal, est de toute autre manière de nature à corrompre les mœurs.

2) En décidant de ce qui est indécent, obscène, offensant ou contraire à la morale publique au sens du paragraphe 1, le tribunal ne tient aucun compte de l'intention de la personne qui a imprimé, publié, fabriqué, produit, mis en circulation, montré, exposé, vendu, offert ou détenu en vue d'en faire commerce l'objet en cause.

7. La poursuite des délits visés à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 5 n'a lieu que sur instruction expresse du Procureur général.

8. 1) La Commission est habilitée :

a) A la demande de toute personne et, sauf dans le cas d'une personne à laquelle des fonctions ont été attribuées par la présente loi ou par la loi sur les douanes de 1955 (loi n° 55 de 1955) une fois acquittés les droits prescrits, à examiner toute publication ou objet et à déclarer si, à son avis, ladite publication ou ledit objet est indésirable ou non ;

b) A la demande de toute personne enquêtant sur l'un des délits prévus par la présente loi ou la loi sur les douanes de 1955 (loi n° 55 de 1955), à examiner toute publication ou tout objet et à déclarer si, à son avis, ladite publication ou ledit objet est indésirable ou non ;

c) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, à approuver l'importation par toute personne, pendant une période quelconque de durée déterminée, de toute publication ou de tout objet visé à l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 5 qui :

- i) Est publié par un éditeur donné ; ou
- ii) Entre dans une catégorie particulière de publication publiée par un éditeur donné ; ou

iii) Traite d'un sujet donné, si, à son avis, ladite publication ou ledit objet n'est pas indésirable ou ne risque pas de l'être, et à retirer à tout moment, à sa discrétion, toute autorisation qu'elle aura donnée en vertu du présent paragraphe.

d) Par voie d'avis dans la *Gazette*, à interdire l'importation, sauf sous licence délivrée par la Commission, de publications ou d'objets qui

- i) Sont publiés par un éditeur donné ; ou
- ii) Traitent d'un sujet donné,

si, à son avis, lesdites publications ou lesdits objets sont indésirables ou risquent de l'être.

2) Toute autorisation délivrée en application de l'alinéa c) du paragraphe 1 est donnée par une licence, délivrée dans les formes prescrites une fois acquittés les droits prescrits.

3) Si, après qu'un exemplaire d'une édition donnée d'une publication ou d'un objet visé à l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 5 lui a été soumis, la Commission exprime l'opinion que l'édition en question n'est pas indésirable, elle fait délivrer à la personne par laquelle l'édition a été soumise, une fois acquittés les droits prescrits, une licence dans la forme prescrite pour l'importation de cette édition de la publication ou de l'objet.

4) Quiconque importe une publication ou un objet visé à l'alinéa c) du paragraphe 1 ou une édition visée au paragraphe 3 autrement que sous licence délivrée conformément au paragraphe 2 ou 3, est coupable d'un délit.

5) Chaque fois que la Commission rend une décision en application de l'alinéa a) du paragraphe 1 déclarant indésirable une publication ou un objet ou accorde ou retire une autorisation en application de l'alinéa c) dudit paragraphe, elle fait sans retard publier cette décision, cette approbation ou ce retrait dans la *Gazette*.

6) Aucune publication ou aucun objet ne donnera lieu à des poursuites en application de la présente loi si la Commission a déclaré conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 que ladite publication ou ledit objet n'est pas, à son avis, indésirable, ou, conformément au paragraphe 2 ou 3, a fait délivrer une licence pour l'importation de ladite publication ou dudit objet.

9. 1) Nul n'est autorisé à :

a) Exposer en public ou dans tout lieu dont l'accès est subordonné à la qualité de membre d'une association de personnes ou au versement, direct ou indirect, d'une somme quelconque, ou à la contribution à un fonds quelconque, un film cinématographique qui n'a pas été approuvé par la Commission ; ou

b) Mettre en circulation tout film cinématographique, destiné à être ainsi projeté, qui n'a pas été approuvé.

2) La Commission peut, à sa discrétion et aux conditions qu'elle juge appropriées, par voie d'avis dans la *Gazette*, exempter des dispositions du paragraphe 1 tout film cinématographique donné ou toute catégorie donnée de films cinématographiques ou tout film cinématographique destiné à être projeté à une catégorie donnée de personnes ou dans toute circonstance donnée, et peut, à sa discrétion, retirer à tout moment toute exemption qu'elle a accordée en vertu du présent paragraphe.

3) Lorsque la Commission approuve un film cinématographique, elle rend cette approbation publique en délivrant un certificat dans les formes et selon la manière prescrites.

4) La Commission peut, à sa discrétion, approuver ou rejeter un film cinématographique ou approuver un film cinématographique à la condition qu'il ne soit projeté qu'à un certain groupe de personnes, à des personnes appartenant à une certaine race ou à une certaine catégorie, ou après coupure d'un ou plusieurs passages donnés.

5) Si la Commission approuve un film cinématographique sous réserve qu'un ou plusieurs passages en soient coupés, nul ne sera autorisé

a) A projeter ou à publier de publicité pour ce film si cette publicité contient une référence

quelconque à celui ou à ceux des passages coupés ou à couper, quand bien même la projection ou la publication de cette publicité aurait été antérieurement approuvée ; ou

b) A projeter ledit film ou à le mettre en circulation après coupure du ou des passages en question, sans qu'il n'ait été de nouveau soumis à l'approbation de la Commission, étant entendu que la Commission peut, à sa discrétion, en autoriser la projection ou la mise en circulation sans procéder à un nouvel examen après que la ou les coupures voulues auront été effectuées.

6) Les droits prescrits devront être acquittés pour tout film cinématographique soumis à l'approbation de la Commission.

7) Quiconque

a) Contrevient à une disposition des paragraphes 1 ou 5 ;

b) Projette ou met en circulation sans l'autorisation de la Commission un film cinématographique qui, après avoir été approuvé par la Commission, a été remanié ou modifié de quelque manière ;

c) Projette un film cinématographique sans respecter les conditions auxquelles la Commission a soumis sa projection ; ou

d) Projette un film approuvé par la Commission sans annoncer l'approbation de la Commission dans les formes prescrites, est coupable d'un délit.

10. La Commission n'approuve aucun film cinématographique qui, à son avis,

a) Traite d'un sujet préjudiciable à la sûreté de l'Etat ;

b) Peut avoir pour effet :

- i) De troubler la paix et le bon ordre ;
- ii) De porter atteinte au bien-être général ;
- iii) D'être incompatible avec la décence ;
- iv) De choquer les convictions ou les sentiments religieux d'une partie quelconque de la population de la République ;
- v) D'exposer une partie quelconque de la population de la République au ridicule ou au mépris ;
- vi) D'être préjudiciable aux relations entre des groupes de la population de la République ; ou
- vii) De propager ou de favoriser le communisme, tel qu'il a été défini dans le *Suppression of Communism Act, 1950* (Loi de 1950 relative à la suppression du communisme) (loi n° 34 de 1950) ; ou

c) Dépeint de façon choquante :

- i) Le Chef d'Etat ;
- ii) Les forces armées de la République ou un de leurs membres ;
- iii) La mort ;
- iv) Des formes humaines ;
- v) Des scènes d'amour ;
- vi) Des questions politiques controversées ou des problèmes internationaux ;
- vii) Des personnalités publiques ;
- viii) La délinquance juvénile ;

ix) La criminalité et la technique du crime ;

x) Les combats brutaux ;

xi) L'ivresse et le tapage délictueux ;

xii) La toxicomanie ;

xiii) Les scènes de violence auxquelles participent des Blancs et des non-Blancs ;

xiv) Le mélange de personnes blanches et non blanches ; ou

xv) La violence ou les mauvais traitements à l'égard des femmes ou des enfants.

11. 1) Quiconque s'estime lésé par la décision de la Commission relative à un film cinématographique qu'il a soumis à son approbation peut, dans les trente jours qui suivent la décision de la Commission et après avoir acquitté les droits prescrits, former un recours contre cette décision devant le Ministre dans les formes prescrites.

2) Le Ministre ou toute personne commise par lui procédera alors à une enquête, examinera la question, et pourra confirmer, modifier ou infirmer la décision de la Commission ou rendre toute autre décision qu'il jugera équitable.

3) La décision du Ministre ou de la personne commise par lui ne pourra faire l'objet d'un recours devant un tribunal ni d'un nouvel examen, de la part d'un tribunal et sera considérée, aux fins de la présente loi, comme une décision de la Commission.

12. 1) La Commission peut, par notification écrite ou par télégramme adressé à toute personne qui a ou que la Commission croit avoir la responsabilité de tout spectacle public ou destiné à être rendu public, interdire la présentation de ce spectacle si elle est convaincue que ledit spectacle public

a) Peut avoir pour effet

i) De choquer les convictions ou les sentiments religieux d'une partie quelconque de la population de la République ou

ii) D'exposer une partie quelconque de la population de la République au ridicule ou au mépris ; ou

b) Est contraire à l'intérêt public ou est indécent, obscène, offensant ou contraire à la morale publique.

2) Quiconque présente ou autorise la présentation de tout spectacle public en violation d'une interdiction émise en application du paragraphe 1) sera coupable d'un délit, à moins qu'il ne soit prouvé que l'intéressé ignorait ladite interdiction et qu'il n'était raisonnablement pas possible qu'il ait pu en avoir eu connaissance.

3) Dans le présent article, les termes « spectacle public » comprennent tout spectacle, quel qu'en soit le lieu, auquel l'admission est subordonnée à la qualité de membre d'une association de personnes ou au versement, direct ou indirect, d'une somme quelconque, ou à la contribution à un fonds quelconque, et s'appliquent à la projection de tout film cinématographique qui n'est pas soumis aux dispositions de l'article 9.

13. 1) Toute personne qui est, au moment même, préposée à la garde d'un lieu où un film cinématographique est projeté ou un spectacle public présenté devra y admettre gratuitement, sur demande,

tout agent de police ou toute autre personne, notamment un membre de la Commission, sur présentation du titre prescrit.

2) Tout contrevenant aux dispositions du paragraphe 1 est coupable d'un délit.

14. 1) Toute personne qui :

a) A la responsabilité d'un spectacle public ou destiné à être rendu public ; ou

b) Est importateur de marchandises mentionnées au paragraphe 3 de l'article 21 de la loi sur les douanes de 1955 (loi n° 55 de 1955) ; ou

c) A, conformément au paragraphe 3 de l'article 8, soumis une édition donnée d'une publication ou d'un objet à la Commission, et qui s'estime lésée par une décision de la Commission concernant ledit spectacle, lesdites marchandises ou ladite édition, ou toute personne qui s'estime lésée par une décision prise par la Commission en application de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 8, peut dans les 30 jours qui suivent la décision de la Commission former un recours contre cette décision par voie de requête introduite auprès de toute division provinciale ou locale de la Cour suprême d'Afrique du Sud.

2) La division de la Cour suprême auprès de laquelle le recours est formé procède à une enquête et examine la question, et peut confirmer, modifier ou infirmer la décision de la Commission ou rendre toute autre décision qu'à son avis la Commission aurait dû rendre et elle fixe les dépens comme elle le juge approprié.

3) Tout arrêt ou ordonnance rendu par une division provinciale ou locale de la Cour suprême en application du paragraphe 2 peut faire l'objet

d'un recours devant l'*Appellate Division of the Supreme Court of South Africa* de la même manière et dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un jugement ou d'une ordonnance rendu au civil par cette division provinciale ou locale.

4) Aux fins de la présente loi, toute décision rendue par la Cour en application des paragraphes 2 ou 3 concernant toute publication ou objet, tout spectacle public ou destiné à être rendu public, ou toutes marchandises, est considérée comme une décision de la Commission.

15. 1) Quiconque est reconnu coupable d'un délit en vertu de la présente loi est passible

a) Dans le cas d'une première condamnation, d'une amende de 300 rands au moins à 500 rands au plus ou d'un emprisonnement de six mois au plus ou de ces deux peines combinées ;

b) Dans le cas d'une deuxième condamnation, d'une amende de 1.000 rands au moins à 2.000 rands au plus ou d'un emprisonnement de six mois au plus ou de ces deux peines combinées ;

c) Dans le cas d'une troisième condamnation ou de toute condamnation suivante, d'une amende de 2.000 rands au moins ou d'un emprisonnement de six mois au moins ou de ces deux peines combinées ;

2) Lorsque la Cour reconnaît une personne coupable d'un délit en vertu de la présente loi, elle peut déclarer acquis à l'Etat toute publication, tout objet ou film cinématographique cause du délit et ladite publication ou ledit objet ou film cinématographique connaîtra alors la destination que la Commission décidera.

## LOI SUR LES ASILES ET LES CENTRES DE RÉFORMATION

Loi n° 86 de 1963, sanctionnée le 28 juin 1963<sup>2</sup>

2. Quiconque n'aura pas atteint l'âge de 18 ans ne pourra être placé, transféré ni admis à titre volontaire dans un asile, un centre de réformation ou un asile agréé.

4. Le séjour dans un asile ou un centre de réformation aura pour objet d'améliorer la condition physique, mentale ou morale des pensionnaires :

a) En développant et en améliorant leur état physique par un traitement physique adapté à leurs aptitudes et leurs besoins particuliers et, le cas échéant, par un traitement médical et mental approprié ;

b) En leur inculquant des habitudes de travail ;

c) En corrigeant, sous surveillance médicale, psychiatrique, sociale ou psychologique, les troubles du comportement, y compris les troubles dus à l'alcoolisme, qui nuisent à la bonne adaptation sociale de l'intéressé ;

d) En appliquant toutes autres mesures qui pourraient être nécessaires pour corriger ou surmonter des déficiences particulières ; et

e) D'une façon générale, en leur inculquant des habitudes qui facilitent leur adaptation sociale et en fassent de bons citoyens.

6. 1) Le Ministre créera dès que possible après la promulgation de la présente loi, un organisme qui sera désigné sous le nom de Conseil consultatif national pour l'alcoolisme (ci-après désigné sous le nom de Conseil consultatif), qui devra :

a) Conseiller le Ministre sur toutes questions relatives à l'alcoolisme que ledit Ministre lui renverra pour avis ou sur lesquelles il estimera lui-même devoir présenter un avis ;

b) Coordonner les mesures relatives à la lutte contre l'alcoolisme ou au traitement des alcooliques ;

c) Organiser les recherches dans le domaine de l'alcoolisme et fournir des directives aux autres organismes qui se consacrent à ces recherches.

14. 1) Lorsqu'une personne (y compris un agent de service social) affirme par écrit sous la foi du serment, devant un représentant du ministère public, qu'un individu se trouvant dans le ressort du tribunal auquel est rattaché ledit magistrat :

<sup>2</sup> *Statutes of the Republic of South Africa, 1963, p. 1177 à 1231.*

a) N'est, en règle générale, pas capable d'assurer sa propre subsistance ou celle des personnes qui sont légalement à sa charge, en raison de sa mauvaise conduite ou de sa négligence (notamment parce qu'il dilapide ses moyens d'existence par la pratique du jeu, des paris ou autrement); ou

b) S'adonne à la boisson ou aux stupéfiants et, par là, dilapide ses moyens d'existence ou ruine sa santé, provoque des disputes ou compromet de toute autre manière son propre bien-être ou celui de sa famille; ou

c) Sollicite habituellement de l'argent ou des biens en nature, ou incite d'autres personnes à mendier pareillement pour son propre compte; ou

d) Ne possède pas de moyens d'existence honnêtes suffisants; ou

e) Mène une existence oisive ou dissolue ou s'adonne à la débauche,

le greffier du tribunal lui adressera par l'intermédiaire d'un membre de la police sud-africaine, à la demande du ministère public, une sommation de comparaître devant le magistrat du district en question, à la date et au lieu indiqués sur ce document; ou, si le ministère public ne requiert pas une telle sommation, un magistrat du tribunal compétent pourra, à la demande du ministère public, décerner un mandat contre l'intéressé aux fins de son arrestation et de sa comparution ensuite dans les délais les plus brefs possibles devant un magistrat du ressort.

15. 1) a) Sous réserve des dispositions du présent article, le magistrat devant qui une personne est amenée à comparaître en application du paragraphe 1) de l'article 14 devra procéder à la vérification de l'identité de l'intéressé en sa présence de la façon qui est décrite dans ledit paragraphe.

b) Un membre du ministère public ou toute autre personne appropriée désignée par le magistrat compétent, participera à l'enquête et pourra convoquer des témoins et soumettre les témoins qui auront déposé au cours de l'enquête à un contre-interrogatoire.

c) La personne qui fait l'objet de l'enquête ou son représentant légal aura la possibilité de soumettre chaque témoin à un contre-interrogatoire, de présenter ses propres témoins, de témoigner elle-même et de démontrer qu'il n'y a pas lieu de prendre la décision visée au paragraphe 6).

6) Si le magistrat estime :

a) Que l'intéressé remplit les conditions décrites au paragraphe 1) de l'article 14, et

b) Qu'il a besoin, et tirerait probablement profit, du traitement fourni dans un asile, un centre de réformation ou un asile agréé, et

c) Qu'il serait souhaitable dans son propre intérêt ou, le cas échéant, dans celui des personnes

qui sont à sa charge, ou encore dans l'intérêt de la société, qu'il soit placé dans un asile, un centre de réformation ou un asile agréé,

il peut... si l'intéressé remplit les conditions décrites à l'alinéa b) du paragraphe 1) de l'article 14, décerner un mandat aux fins du placement de l'intéressé dans un asile ou un asile agréé ou, si l'intéressé remplit les conditions décrites aux alinéas a), c), d) ou e) du paragraphe 1) de l'article 14, dans un centre de réformation.

17. 1) a) Le magistrat qui conduit une enquête dans les conditions prévues à l'article 15 peut, s'il l'estime nécessaire ou utile, ajourner ou suspendre à certains moments ladite enquête pour des périodes d'une durée maximum de quatorze jours chacune, et peut, s'il le juge bon, ordonner qu'au cours de la période d'ajournement ou de suspension, l'intéressé sera placé dans un asile, un centre de rééducation, un asile agréé, un foyer, un foyer agréé, un établissement pénitentiaire, un poste de police, un établissement fermé ou tout autre lieu que le magistrat estimera convenable, ou mis en liberté sous caution exactement comme s'il s'agissait d'un inculpé dont le procès devant le tribunal aurait été ajourné ou suspendu.

b) En attendant que la personne au nom de laquelle un mandat a été émis en vertu du paragraphe 6) de l'article 15 soit placée dans un asile, un centre de rééducation ou un asile agréé, elle pourra être maintenue en détention ou libérée sous caution conformément aux dispositions du paragraphe a), comme dans le cas mentionné audit paragraphe.

c) Nul ne pourra être maintenu en détention pendant plus de 28 jours en vertu du présent paragraphe dans un poste de police ou un établissement fermé.

19. 1) Quiconque a été placé dans un asile, un centre de rééducation ou un asile agréé en vertu d'un mandat décerné en application de l'article 15, restera en détention pendant une période de trois ans à compter du jour où le mandat aura été décerné à moins qu'avant l'expiration de cette période, l'intéressé n'ait été remis en liberté ou n'ait bénéficié d'une mesure de libération conditionnelle en application d'une disposition quelconque de la présente loi.

2) Après consultation avec la direction de l'asile, du centre de rééducation ou de l'asile agréé en question, le Ministre peut soustraire un pensionnaire à l'application des dispositions de la présente loi à tout moment avant l'expiration de la période de détention.

# ALGÉRIE

## CONSTITUTION

### DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

du 10 septembre 1963<sup>1</sup>

#### PRÉAMBULE

Le peuple algérien a livré en permanence, pendant plus d'un siècle, une lutte armée, morale et politique contre l'envahisseur et toutes ses formes d'oppression, après l'agression de 1830 contre l'Etat algérien et l'occupation du pays par les forces colonialistes françaises.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, le Front de Libération Nationale appelait à la mobilisation toutes les énergies de la nation, le processus de lutte pour l'indépendance ayant atteint sa phase finale de réalisation.

La guerre d'extermination menée par l'impérialisme français s'intensifia et plus d'un million de martyrs payèrent de leur vie leur amour de la patrie et de la liberté.

En mars 1962, le peuple algérien sortait victorieux de cette lutte de sept années et demie menée par le Front de Libération Nationale.

En recouvrant sa souveraineté, après 132 années de domination coloniale et de régime féodal, l'Algérie se donnait de nouvelles institutions politiques nationales.

Fidèle au programme adopté par le Conseil national de la Révolution algérienne à Tripoli, la République algérienne démocratique et populaire oriente ses activités dans la voie de l'édification du pays, conformément aux principes du socialisme et de l'exercice effectif du pouvoir par le peuple dont les fellahs, les masses laborieuses et les intellectuels révolutionnaires constituent l'avant-garde.

Après avoir atteint l'objectif de l'indépendance nationale que le Front de Libération Nationale s'était assigné le 1<sup>er</sup> novembre 1954, le peuple algérien continue sa marche dans la voie d'une révolution démocratique et populaire.

La Révolution se concrétise par :

— La mise en œuvre de la réforme agraire et la création d'une économie nationale dont la gestion sera assurée par les travailleurs ;

— Une politique sociale, au profit des masses, pour élever le niveau de vie des travailleurs, accélérer l'émancipation de la femme afin de l'associer à la gestion des affaires publiques et au dévelop-

pement du pays, liquider l'analphabétisme, développer la culture nationale, améliorer l'habitat et la situation sanitaire ;

— Une politique internationale, basée sur l'indépendance nationale, la coopération internationale, la lutte anti-impérialiste et le soutien effectif aux mouvements en lutte pour l'indépendance ou la libération de leur pays.

L'Islam et la langue arabe ont été des forces de résistance efficaces contre la tentative de dépersonnalisation des Algériens menée par le régime colonial.

L'Algérie se doit d'affirmer que la langue arabe est la langue nationale et officielle et qu'elle tient sa force spirituelle essentielle de l'Islam ; toutefois, la République garantit à chacun le respect de ses opinions, de ses croyances et le libre exercice des cultes.

L'Armée Nationale Populaire, hier Armée de Libération Nationale, a été le fer de lance de la lutte de libération ; elle reste au service du peuple. Elle participe, dans le cadre du Parti, aux activités politiques et à l'édification des nouvelles structures économiques et sociales du pays.

Les objectifs fondamentaux de la République sont fidèles aux traditions philosophiques, morales et politiques de notre nation et conformes à l'orientation politique internationale que le peuple algérien a choisie.

Les droits fondamentaux reconnus à tout citoyen de la République lui permettent de participer pleinement et efficacement à la tâche d'édification du pays. Ils lui permettent de se développer et de se réaliser harmonieusement au sein de la collectivité, conformément aux intérêts du pays et aux options du peuple.

La nécessité d'un parti d'avant-garde et son rôle prédominant dans l'élaboration et le contrôle de la politique de la nation sont les principes fondamentaux qui ont déterminé le choix des solutions apportées aux différents problèmes constitutionnels qui se posent à l'Etat algérien.

Le fonctionnement harmonieux et efficace des institutions politiques prévues par la Constitution est assuré par le Front de Libération Nationale qui :

— Mobilise, encadre et éduque les masses populaires pour la réalisation du socialisme ;

— Perçoit et reflète les aspirations des masses par un contact permanent avec celles-ci ;

<sup>1</sup>Approuvée par référendum du 8 septembre 1963 et publiée dans le *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*, n° 64, du 10 septembre 1963.



— Elabore, définit la politique de la nation et en contrôle l'exécution ;

— Est composé, animé et dirigé par les éléments révolutionnaires les plus conscients et les plus actifs ;

— Base son organisation et ses structures sur le principe du centralisme démocratique.

Seul le parti, organe moteur puissant, qui tire sa force du peuple peut parvenir à briser les structures économiques du passé et y substituer un pouvoir économique exercé démocratiquement par les fellahs et les masses laborieuses.

Il appartient au peuple de veiller à la stabilité des institutions politiques du pays qui constitue une nécessité vitale pour les tâches d'édification socialiste auxquelles se trouve confrontée la République.

Les régimes présidentiels et parlementaires classiques ne peuvent garantir cette stabilité, alors qu'un régime basé sur la prééminence du peuple souverain et du parti unique peut l'assurer efficacement.

Le Front de Libération Nationale, qui est la force révolutionnaire de la nation, veillera à cette stabilité et sera le meilleur garant de la conformité de la politique du pays avec les aspirations du peuple.

## PRINCIPES ET OBJECTIFS FONDAMENTAUX

*Art. 1<sup>er</sup>.* L'Algérie est une République démocratique et populaire.

*Art. 4.* L'Islam est la religion de l'Etat. La République garantit à chacun le respect de ses opinions et de ses croyances, et le libre exercice des cultes.

*Art. 5.* La langue arabe est la langue nationale et officielle de l'Etat.

*Art. 8.* L'Armée nationale est populaire. Fidèle aux traditions de lutte pour la libération nationale, elle est au service du peuple et aux ordres du Gouvernement.

Elle assure la défense du territoire de la République et participe aux activités politiques, économiques et sociales du pays dans le cadre du parti.

*Art. 10.* Les objectifs fondamentaux de la République algérienne démocratique et populaire sont :

— La sauvegarde de l'indépendance nationale, l'intégrité territoriale et l'unité nationale ;

— L'exercice du pouvoir par le peuple dont l'avant-garde se compose de fellahs, de travailleurs et d'intellectuels révolutionnaires ;

— L'édification d'une démocratie socialiste, la lutte contre l'exploitation de l'homme sous toutes ses formes ;

— La garantie du droit au travail et la gratuité de l'enseignement ;

— L'élimination de tout vestige du colonialisme ;

— La défense de la liberté et le respect de la dignité de l'être humain ;

— La lutte contre toute discrimination, notamment celle fondée sur la race et la religion ;

— La paix dans le monde ;

— La condamnation de la torture et de toute atteinte physique ou morale à l'intégrité de l'être humain.

*Art. 11.* La République donne son adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Convaincue de la nécessité de la coopération internationale, elle donnera son adhésion à toute organisation internationale répondant aux aspirations du peuple algérien.

## DROITS FONDAMENTAUX

*Art. 12.* Tous les citoyens des deux sexes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs.

*Art. 13.* Tout citoyen ayant 19 ans révolus possède le droit de vote.

*Art. 14.* Le domicile est inviolable et le secret de la correspondance garanti à tous les citoyens.

*Art. 15.* Nul ne peut être arrêté ou poursuivi que dans les cas prévus par la loi, devant les juges qu'elle désigne et dans les formes qu'elle prescrit.

*Art. 16.* La République reconnaît le droit de chacun à une vie décente et à un partage du revenu national.

*Art. 17.* La famille, cellule fondamentale de la société, est placée sous la protection de l'Etat.

*Art. 18.* L'instruction est obligatoire, la culture est offerte à tous, sans autres discriminations que celles qui résultent des aptitudes de chacun et des besoins de la collectivité.

*Art. 19.* La République garantit la liberté de la presse et des autres moyens d'information, la liberté d'association, la liberté de parole et d'intervention publique ainsi que la liberté de réunion.

*Art. 20.* Le droit syndical, le droit de grève et la participation des travailleurs à la gestion des entreprises sont reconnus et s'exercent dans le cadre de la loi.

*Art. 21.* La République algérienne garantit le droit d'asile à tous ceux qui luttent pour la liberté.

*Art. 22.* Nul ne peut user des droits et libertés ci-dessus énumérés pour porter atteinte à l'indépendance de la nation, à l'intégrité du territoire, à l'unité nationale, aux institutions de la République, aux aspirations socialistes du peuple et au principe de l'unicité du Front de Libération Nationale.

## LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

*Art. 23.* Le F.L.N. est le parti unique d'avant-garde en Algérie.

*Art. 24.* Le Front de Libération Nationale définit la politique de la nation et inspire l'action de l'Etat.

Il contrôle l'action de l'Assemblée nationale et du Gouvernement.

*Art. 25.* Le Front de Libération Nationale reflète les aspirations profondes des masses.

Il les éduque et les encadre ; il les guide pour la réalisation de leurs aspirations.

*Art. 26.* Le F.L.N. réalise les objectifs de la Révolution démocratique et populaire et édifie le socialisme en Algérie.

## EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ L'ASSEMBLÉE NATIONALE

*Art. 27.* La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants à une Assemblée nationale, proposés par le Front de Libération Nationale et élus pour cinq ans au suffrage universel direct et secret.

*Art. 28.* L'Assemblée nationale exprime la volonté populaire ; elle vote la loi et contrôle l'action gouvernementale.

*Art. 29.* La loi exige le mode d'élection des députés à l'Assemblée nationale, leur nombre, les conditions d'éligibilité et le régime des incompatibilités.

En cas de contestation sur la régularité de l'élection d'un député, la Commission de vérification des pouvoirs et validation prévue par le règlement intérieur de l'Assemblée statue dans les conditions qui y sont fixées.

## LE POUVOIR EXÉCUTIF

*Art. 39.* Le pouvoir exécutif est confié au Chef de l'Etat qui porte le titre de Président de la République.

Il est élu pour cinq ans au suffrage universel, direct et secret, après désignation par le parti.

Tout musulman, Algérien d'origine, âgé de 35 ans au moins et jouissant de ses droits civils et politiques, peut être élu Président de la République.

## LA JUSTICE

*Art. 60.* La justice est rendue au nom du peuple algérien dans les conditions déterminées par la loi sur l'organisation judiciaire.

*Art. 61.* En matière pénale, le droit à la défense est reconnu et garanti.

*Art. 62.* Dans l'exercice de leurs fonctions, les juges n'obéissent qu'à la loi et aux intérêts de la Révolution socialiste.

Leur indépendance est garantie par la loi et par l'existence d'un Conseil supérieur de la magistrature.

## RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

*Art. 71.* L'initiative de la révision constitutionnelle appartient conjointement au Président de la République et à la majorité absolue des membres de l'Assemblée nationale.

*Art. 72.* La procédure de révision constitutionnelle comprend deux lectures et deux votes à la majorité absolue des membres de l'Assemblée nationale, séparés par un délai de deux mois.

*Art. 73.* Le projet de loi est soumis à l'approbation du peuple par voie de referendum.

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

*Art. 76.* La réalisation effective de l'arabisation doit avoir lieu dans les meilleurs délais sur le territoire de la République. Toutefois, par dérogation aux dispositions de la présente loi, la langue française pourra être utilisée provisoirement avec la langue arabe.

## LOI N° 63-96 DU 27 MARS 1963 PORTANT CODE DE LA NATIONALITÉ ALGÉRIENNE <sup>2</sup>

### Chapitre I<sup>er</sup>

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Article 1<sup>er</sup>.* Les conditions nécessaires pour jouir de la nationalité algérienne sont fixées par la loi et éventuellement par les traités ou accords internationaux ratifiés et publiés, et notamment ceux signés le 18 mars 1962 entre les représentants de l'Algérie et ceux de la France.

En cas de conflit, les dispositions des traités ou accords internationaux ratifiés et publiés prévalent sur celles de la loi interne.

*Art. 2.* Les dispositions relatives à l'attribution de la nationalité algérienne comme nationalité d'origine s'appliquent aux personnes nées avant la date de mise en vigueur de ces dispositions.

Cette application ne porte cependant pas atteinte à la validité des actes passés par les intéressés sur le fondement des lois antérieures, ni aux droits

acquis par des tiers sur le fondement des mêmes lois.

Les conditions d'acquisition ou de perte de la nationalité algérienne sont régies par la loi en vigueur à la date des faits ou des actes propres à entraîner cette acquisition ou cette perte.

*Art. 3.* Est majeure au sens de la présente loi toute personne de l'un ou de l'autre sexe ayant atteint l'âge de 21 ans.

Les âges et délais prévus au présent code se calculent suivant le calendrier grégorien.

*Art. 4.* L'expression « EN ALGÉRIE » s'entend de tout le territoire algérien, des eaux territoriales algériennes, des navires et aéronefs algériens.

### Chapitre II

#### DE LA NATIONALITÉ D'ORIGINE

*Art. 5.* Est de nationalité algérienne par la filiation :

- 1) l'enfant né d'un père algérien ;
- 2) l'enfant né d'une mère algérienne et d'un père inconnu.

<sup>2</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*, n° 18, du 2 avril 1963.

**Art. 6.** Est de nationalité algérienne par la naissance en Algérie :

- 1) l'enfant né en Algérie d'une mère algérienne et d'un père apatride ;
- 2) l'enfant né en Algérie de parents inconnus.

Toutefois, l'enfant né en Algérie de parents inconnus sera réputé n'avoir jamais été algérien si, au cours de sa minorité, sa filiation est également<sup>3</sup> établie à l'égard d'un étranger et s'il a, conformément à la loi nationale de cet étranger, la nationalité de celui-ci.

L'enfant nouveau-né trouvé en Algérie est présumé, jusqu'à preuve du contraire, né en Algérie.

- 3) l'enfant né en Algérie d'une mère algérienne et d'un père étranger lui-même né en Algérie, sauf répudiation de la nationalité algérienne par l'enfant dans le délai de 2 ans qui précède sa majorité.

**Art. 7.** L'enfant qui est de nationalité algérienne en vertu des articles 5 et 6 ci-dessus est réputé l'avoir été dès sa naissance, même si l'existence des conditions requises par la loi pour l'attribution de la nationalité algérienne n'est établie que postérieurement à sa naissance. L'attribution de la qualité de national algérien dès la naissance ainsi que le retrait ou la répudiation de cette qualité en vertu des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 6 ne portent pas atteinte à la validité des actes passés par l'intéressé ni aux droits acquis par des tiers sur le fondement de la nationalité apparente antérieurement possédée par l'enfant.

### Chapitre III

## DE L'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ ALGÉRIENNE

### Paragraphe 1

#### ACQUISITION PAR LE BIENFAIT DE LA LOI

**Art. 8.** Acquisition par participation à la lutte de libération : sauf opposition du Ministre de la Justice, ceux qui ont participé à la lutte de libération nationale et qui résident en Algérie ont droit à la nationalité algérienne.

Ils devront formuler une déclaration au Ministre de la Justice et ce dans les six mois de la promulgation du présent code.

**Art. 9.** Acquisition de la nationalité algérienne par la voie de l'option prévue aux accords d'Evian : acquièrent la nationalité algérienne par une demande d'inscription ou de confirmation de leur inscription sur les listes électorales au terme du délai de 3 années à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1962 :

- 1) les personnes nées en Algérie et justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination ;
- 2) les personnes justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination et dont le père ou la mère, né en Algérie, remplit ou aurait pu

remplir les conditions pour exercer les droits civiques algériens ;

- 3) les personnes justifiant de vingt années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination.

Toutefois l'enfant né antérieurement à la date d'acquisition par son père ou sa mère de la nationalité algérienne en vertu des dispositions des trois alinéas précédents conserve sa nationalité d'origine. Il peut, à sa majorité, acquérir la nationalité algérienne par déclaration dans les formes administratives prévues au chapitre V, articles 27 et 28, de la présente loi.

**Art. 10.** Ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article précédent les personnes convaincues de crimes contre la Nation postérieurement au 18 mars 1962.

**Art. 11.** Acquisition de la nationalité algérienne par la naissance et la résidence en Algérie :

Sauf opposition du Ministre de la Justice conformément à l'article 23 ci-après, acquiert la nationalité algérienne, si dans les 2 ans précédant sa majorité il déclare vouloir acquérir cette nationalité et si au moment de la déclaration il a une résidence habituelle et régulière en Algérie :

- 1) l'enfant né en Algérie d'une mère algérienne et d'un père étranger né hors du territoire algérien ;
- 2) l'enfant né en Algérie de parents étrangers qui y seront eux-mêmes nés postérieurement à la promulgation du présent code ;

Le silence du Ministre de la Justice après le délai de 6 mois à compter du dépôt de la demande vaut acquiescement.

**Art. 12.** La femme étrangère qui épouse un Algérien peut acquérir la nationalité algérienne par l'effet du mariage.

Elle devra déclarer expressément avant la célébration du mariage qu'elle répudie sa nationalité d'origine.

Cette déclaration peut être faite sans autorisation même si la femme est mineure.

La demande est adressée au Ministre de la Justice qui peut la rejeter.

Faute de rejet dans un délai de 6 mois, la nationalité algérienne est acquise et prend effet à compter de la date du mariage à la condition que le mariage n'ait été ni annulé ni dissous à la date de l'acquiescement exprès ou tacite du Ministre de la Justice.

Les actes passés par la femme conformément à sa loi nationale antérieure demeurent valables.

Les mêmes dispositions sont applicables aux femmes étrangères ayant épousé un Algérien antérieurement à la promulgation du présent code.

### Paragraphe 2

#### NATURALISATION

**Art. 13.** L'étranger qui en formule la demande peut acquérir la nationalité algérienne à condition :

- 1) d'avoir sa résidence en Algérie depuis 5 ans au moins au jour de la demande ;
- 2) d'avoir sa résidence en Algérie au moment de la signature du décret accordant la naturalisation ;

<sup>3</sup> Le mot également a été rectifié par la loi n° 63-96 du 27 mars 1963 portant code de la nationalité algérienne (rectificatif), publiée dans le *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*, n° 21 du 12 avril 1963, et remplacé par le mot également.

- 3) d'être majeur ;
- 4) d'être de bonnes vie et mœurs et de n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation infamante ;
- 5) de justifier de moyens d'existence suffisants ;
- 6) d'être sain de corps et d'esprit.

La demande est adressée au Ministre de la Justice qui peut toujours la rejeter dans les conditions de l'article 28 ci-après.

#### *Art. 14. Dérogation.*

Le Gouvernement peut ne pas tenir compte de la condamnation infamante intervenue à l'étranger.

Peut être naturalisé, nonobstant les dispositions du paragraphe 6 de l'article 13, l'étranger dont l'infirmité ou la maladie a été contractée au service ou dans l'intérêt de l'Algérie.

Peut être naturalisé, nonobstant les conditions prévues à l'article précédent, l'étranger qui a rendu des services exceptionnels à l'Algérie ou dont la naturalisation présente un intérêt exceptionnel pour l'Algérie. La femme et les enfants de l'étranger décédé qui aurait pu de son vivant entrer dans la catégorie visée au présent paragraphe, peuvent demander sa naturalisation à titre posthume en même temps que leur propre naturalisation.

*Art. 15.* La naturalisation est accordée par décret.

L'acte de naturalisation pourra, à la demande de l'intéressé, modifier ses nom et prénoms.

Sur simple production de l'acte de naturalisation, l'Officier d'état civil rectifie sur ses registres toutes les mentions relatives à la naturalisation et éventuellement aux nom et prénoms.

*Art. 16.* Le bénéfice de la naturalisation peut toujours être retiré à son bénéficiaire s'il apparaît, deux ans après la publication du décret de naturalisation, qu'il ne remplissait pas les conditions prévues par la loi ou que la naturalisation a été obtenue par des moyens frauduleux.

Le retrait a lieu dans les mêmes formes que l'octroi de la naturalisation. Cependant, l'intéressé, dûment averti, a la faculté, dans le délai de deux mois de l'avertissement, de produire des pièces et mémoires.

Lorsque la validité des actes passés antérieurement à la publication de la décision de retrait était subordonnée à la possession par l'intéressé de la qualité d'Algérien, cette validité ne peut être contestée pour le motif que l'intéressé n'a pas acquis la nationalité algérienne.

#### *Paragraphe 3*

##### **RÉINTÉGRATION**

*Art. 17.* La réintégration dans la nationalité algérienne peut être accordée par décret à toute personne qui, ayant possédé cette nationalité comme nationalité d'origine et l'ayant perdue, en fait la demande après 18 mois au moins de résidence habituelle en Algérie.

#### *Paragraphe 4*

##### **EFFETS DE L'ACQUISITION**

*Art. 18.* Effet individuel : La personne qui acquiert la nationalité algérienne jouit à dater du jour de cette acquisition de tous les droits attachés à la qualité d'Algérien.

*Art. 19.* Néanmoins pendant un délai de 5 ans, l'étranger naturalisé algérien ne peut être investi de mandats électifs. Il peut être relevé de cette incapacité par le décret de naturalisation.

*Art. 20.* Effet collectif : Les enfants mineurs des personnes qui acquièrent la nationalité algérienne en vertu de l'article 11 du présent code deviennent Algériens en même temps que leur auteur.

Les enfants mineurs non mariés de la personne réintégrée, lorsqu'ils demeurent effectivement avec cette dernière, recouvrent ou acquièrent de plein droit la nationalité algérienne.

L'acte de naturalisation peut accorder la nationalité algérienne aux enfants mineurs de l'étranger naturalisé. Cependant ils ont la faculté de renoncer à la nationalité algérienne entre leur dix-huitième et leur vingt et unième année.

### *Chapitre IV*

## **DE LA PERTE ET DE LA DÉCHÉANCE**

### *Paragraphe 1<sup>er</sup>*

#### **PERTE**

*Art. 21.* Perd la nationalité algérienne :

1) l'Algérien qui a acquis volontairement à l'étranger une nationalité étrangère et est autorisé par décret à renoncer à la nationalité algérienne ;

2) l'Algérien, même mineur, qui ayant une nationalité étrangère d'origine est autorisé par décret à renoncer à la nationalité algérienne ;

3) la femme algérienne, qui épousant un étranger acquiert effectivement du fait de son mariage la nationalité de son mari et a été autorisée par décret, préalablement à la célébration de l'union, à renoncer à la nationalité algérienne ;

4) l'Algérien qui déclare répudier la nationalité algérienne dans le cas visé au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 20 ;

5) l'Algérien qui, occupant un service public dans un Etat étranger ou une armée étrangère, le conserve 6 mois après l'injonction qui lui aura été faite par le Gouvernement algérien de le résigner.

*Art. 22.* La perte de la nationalité prend effet :

1) dans les cas visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> de l'article 21 à compter de la publication du décret qui autorise l'intéressé à renoncer à la nationalité algérienne ;

2) dans le cas visé au paragraphe 3 à compter de la conclusion du mariage ;

3) dans le cas prévu au paragraphe 4 à compter du jour où a pris date la demande souscrite valablement par l'intéressé et adressée au Ministère de la Justice ;

4) dans le cas visé au paragraphe 5 à compter de la publication du décret déclarant que l'intéressé a perdu la nationalité algérienne.

Ce décret ne peut intervenir que 6 mois après l'injonction de résigner l'emploi à l'étranger et à la condition que l'intéressé ait été à même de présenter ses observations. Le décret peut être rapporté s'il est établi que l'intéressé a été, au cours du délai accordé, dans l'impossibilité de résigner son emploi à l'étranger.

*Art. 23.* La perte de la nationalité algérienne étend de plein droit ses effets aux enfants mineurs non mariés de l'intéressé vivant effectivement avec lui, dans les cas prévus aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> de l'article 21 ci-dessus.

Dans le cas prévu au paragraphe 5<sup>e</sup>, la perte ne s'étend aux enfants mineurs que si le décret le déclare expressément.

#### *Paragraphe 2*

##### **DÉCHÉANCE**

*Art. 24.* Toute personne qui a acquis la nationalité algérienne peut être déchue :

1) si elle est condamnée pour un acte qualifié crime ou délit contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat algérien ;

2) si elle est condamnée en Algérie ou à l'étranger pour un acte qualifié crime à une peine de plus de 5 ans d'emprisonnement ;

3) si elle s'est volontairement soustraite à ses obligations militaires ;

4) si elle a accompli au profit d'un Etat étranger des actes incompatibles avec la qualité d'Algérien et préjudiciables aux intérêts de l'Etat algérien.

La déchéance n'est encourue que si les faits reprochés à l'intéressé se sont produits dans un délai de 10 ans à compter de la date de l'acquisition de la nationalité algérienne.

Elle ne peut être prononcée que dans un délai de 5 ans et à compter desdits faits.

*Art. 25.* La déchéance est prononcée par décret après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations.

Il aura pour ce faire un délai de 2 mois.

*Art. 26.* La déchéance peut être étendue à la femme et aux enfants mineurs de l'intéressé.

Elle ne peut toutefois être étendue à ceux-ci si elle ne l'est également à leur mère.

#### *Chapitre VII*

##### **DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

*Art. 43.* Sont considérés comme Algériens ceux qui remplissent les conditions prévues à l'article 5 ci-dessus, mais pourvus avant la promulgation du présent code d'une nationalité étrangère acquise par un acte volontaire, soit par eux-mêmes, soit par leurs parents, en vertu des dispositions sur la naturalisation ou l'accession aux droits de citoyen ayant été appliquées aux Algériens jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1962.

Toutefois ces personnes pourront répudier la nationalité algérienne à la condition d'en aviser le Ministre de la Justice dans le délai de 6 mois à compter de la promulgation du présent code par une déclaration écrite adressée soit au Ministre de la Justice, soit aux représentants diplomatiques et consulaires à l'étranger et qui sera déposée contre récépissé.

## ARGENTINE

### DÉCRET-LOI N° 667 DU 9 AOÛT 1963 RÉGISSANT LE TRAVAIL DANS LES PORTS

#### RÉSUMÉ

Le texte de ce décret-loi a été publié dans le *Boletín Oficial*, n° 20198, du 19 août 1963.

L'article 1<sup>er</sup> du décret-loi se lit comme suit :

« Dans chacun des ports du pays, la coordination des attributions imparties aux organismes d'Etat, l'harmonisation des services prêtés par les personnes privées, la réglementation des opérations portuaires, le progrès de leur industrialisation et de leur mécanisation, le règlement des différends du travail qu'elles peuvent susciter et la police du travail dans les ports seront assumés par une commission coordonnatrice présidée par un directeur exécutif, l'ensemble de ces commissions constituant l'Administration générale des ports. »

D'autres dispositions du décret-loi traitent de la composition et des attributions d'une commission coordonnatrice ; du règlement du travail portuaire ; du tribunal tripartite créé sous la juridiction de la commission coordonnatrice ; de la police du travail portuaire ; du centre d'affectation du personnel du port ; et de la caisse du personnel du port.

Le texte du décret-loi en espagnol et des traductions de ce texte en anglais et en français ont été publiés par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1963 — Arg. 1.

# AUSTRALIE

## DROITS DE L'HOMME EN 1963<sup>1</sup>

### I. Législation

#### 1. DROIT À LA SÉCURITÉ SOCIALE

En vertu du *Disabled Persons Accommodation Act (Commonwealth)* de 1963 le Commonwealth peut fournir une aide pour le logement de certains infirmes. Il existe déjà en Australie des établissements connus sous le nom d'« ateliers protégés » qui offrent des emplois aux infirmes. La loi a pour objectif de mettre le Commonwealth en mesure d'octroyer des subventions aux organisations religieuses et charitables et à d'autres organisations de bienfaisance agréées pour les aider à procurer aux infirmes travaillant dans les ateliers protégés un logement proche de leur lieu de travail.

#### 2. DROITS DES ABORIGÈNES

Le *Aborigines Protection (Amendment) Act (New South Wales)* de 1963 modifie la loi de 1900-1943 de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud relative à la protection des aborigènes en en supprimant toutes les dispositions protectrices de caractère restrictif.

Le *Native Welfare Act (Western Australia)* de 1963 confirme et modifie la loi relative au bien-être des aborigènes de l'Etat d'Australie occidentale. L'article 5 de la loi crée un département du bien-être des indigènes qui sera placé sous l'autorité d'un ministre d'Etat et aura pour fonctions d'améliorer la situation des aborigènes. Les attributions du Département sont précisées à l'article 7. Il devra, notamment :

« Suivre de près et soumettre à un contrôle général l'ensemble des questions concernant les intérêts et le bien-être des aborigènes dans toute la mesure où le ministre estime opportun de le faire pour favoriser l'assimilation économique et sociale de ces derniers au sein de l'Etat, et pour les protéger contre toute injustice, exaction ou fraude. »

### II. Décisions judiciaires

#### 1. DROIT À UN JUGEMENT ÉQUITABLE

LA REINE C. DOOLAN

(1962) *Queensland Reports* 449  
*Cour d'appel criminelle du Queensland*

L'appelant avait été inculpé, conjointement avec deux autres personnes, de vol qualifié commis en groupe et tous trois avaient été reconnus coupables. Au procès l'appelant, à la différence de ses co-accusés, ne bénéficiait pas de l'assistance d'un conseil.

Il a été établi que l'un des inculpés, Tallis, avait fait une déposition écrite à la police qui pouvait être considérée comme incriminant l'appelant. Il a également été établi qu'une copie de cette déposition avait été remise à l'appelant qui, après l'avoir lue, a dit qu'il n'aurait pas cru Tallis assez stupide pour faire une déposition à la police, ajoutant : « Il nous a mis dans de beaux draps. »

Après l'exposé des charges et l'audition des témoins de l'accusation, les deux autres inculpés ont déposé sous serment. Après leur déposition, le Président du tribunal a demandé à l'appelant s'il voulait être entendu, mais il ne lui a pas demandé s'il souhaitait appeler d'autres témoins à la barre. L'appelant a répliqué qu'il n'avait rien à dire au jury et qu'il ne tenait pas à déposer au banc des prévenus.

L'article 618 du Code pénal du Queensland dispose, entre autres, qu'« après l'audition des témoins à charge, le magistrat compétent est tenu de demander à l'accusé s'il entend produire des preuves à sa décharge... ».

La Cour a jugé que tout accusé — surtout lorsqu'il ne bénéficie pas de l'assistance d'un conseil — doit absolument être informé de son droit à « produire des preuves », c'est-à-dire à déposer lui-même ou à faire entendre des témoins, et s'il n'est pas certain que l'appelant ait eu l'intention de faire comparaître des témoins à son procès, il n'est pas non plus certain que telle n'ait pas été son intention. Dans ces conditions, il y a eu mal jugé et la décision condamnant l'appelant doit être infirmée.

La Cour a jugé également que les remarques que l'appelant avait faites au sujet de la déposition de Tallis étaient tout à fait recevables, qu'il appartenait à la juridiction de jugement de décider s'il

<sup>1</sup> Note communiquée par M. Patrick Brazil, Département de l'Attorney-General, Canberra, correspondant de l'Annuaire des droits de l'homme désigné par le gouvernement.

fallait refuser de les admettre. Ces remarques n'équivalaient pas nettement à une confirmation de la déposition de Tallis, et le jury n'était pas en droit de les retenir contre l'appelant.

LA REINE C. LES MAGISTRATS DE RANKINE RIVER

*Sur requête de Sydney, sur requête de Pluto*

3 *Federal Law Reports* 215

*Cour suprême des territoires du nord de l'Australie*

Deux aborigènes avaient été jugés selon la procédure sommaire pour voies de fait par deux magistrats dont le premier dirigeait l'exploitation d'élevage où travaillaient les aborigènes et le plaignant. L'impartialité des procès a été contestée devant la Cour suprême, aux motifs :

1) Que le premier juge était récusable du fait que les parties travaillaient sous ses ordres ;

2) Que les déclarations et le comportement du deuxième juge pendant et entre les procès révélaient du parti-pris de sa part.

La Cour a jugé que, s'agissant du deuxième juge, le recours était fondé et que les jugements de condamnation devaient être infirmés.

Le juge Bridge, se référant aux observations formulées par le deuxième juge (M. Richardson), a dit avoir acquis la conviction que la plupart des actes que M. Richardson avait, de son propre aveu, accomplis dans l'exercice de ses fonctions de juge le jour du procès étaient, à un degré ou à un autre, critiquables. Il a émis l'avis que la manière dont M. Richardson avait choisi de présenter ses observations, était, pour le moins, indigne d'un tribunal. Un magistrat devait s'exprimer dans des termes compatibles avec la dignité de ses fonctions. Le juge Bridge a souligné qu'une des observations formulées manquait à cette dignité, et surtout laissait entrevoir une discrimination entre Noirs et Blancs.

Une autre remarque du juge a été qualifiée par le juge Bridge de « très déplacée ». Tout individu raisonnable assistant au procès aurait été en droit de penser, en l'entendant, que M. Richardson voyait dans la procédure sommaire une procédure plus disciplinaire que judiciaire. Une telle manière de voir serait manifestement gravement préjudiciable à une saine administration de la justice. Il y avait de bonnes raisons de penser que, dans les deux procès, la justice n'avait pas été rendue dans de bonnes conditions du fait qu'il existait une sérieuse présomption de partialité de la part de M. Richardson. Le juge Bridge s'est déclaré convaincu que le juge avait, inconsciemment mais incontestablement, laissé les préventions de caractère discriminatoire et disciplinaire qu'il éprouvait à l'encontre des deux accusés l'emporter dans son esprit sur l'impartialité dont il devait faire preuve en sa qualité de magistrat.

## 2. DROITS DES ACCUSÉS INTERROGATOIRE DE POLICE

LA REINE C. EVANS (1962)

*South Australia State Reports* 303

*Cour suprême de l'Etat d'Australie méridionale*

Il s'agissait essentiellement de savoir si une déclaration qui n'avait pas été faite sous la foi du serment était une preuve recevable. Mais dans le

corps de l'arrêt qu'ils ont rendu en commun, le président Napier et les juges Maoy et Chamberlain ont déclaré (aux pages 306-307) :

« Compte tenu de ce qui s'est passé dans la présente affaire, il est clair que certains membres de la police se font une idée quelque peu erronée de leurs devoirs et nous estimons le moment venu pour la Cour de déclarer, sans ambages, qu'il est inadmissible de la part d'un officier de police de continuer à interroger des personnes en détention après même qu'elles ont manifesté le désir de ne rien dire ou de ne pas en dire plus. A plus forte raison, selon nous, l'interrogatoire devrait-il s'arrêter lorsque le suspect refuse de parler hors de la présence de son conseil. Et ce, à notre avis, parce que les membres de la police — tout comme d'ailleurs ceux du Parquet — devraient se rendre compte que, sans parler des conseils qu'il peut donner, l'avocat protège son client, par sa seule présence, contre tout risque d'interprétation erronée ou de déformation de ses réponses.

« A cet égard, il y a lieu de souligner que, tel qu'il est conduit à l'heure actuelle, l'interrogatoire des personnes en détention a des chances d'être partial. Le suspect est conduit à un commissariat de police et interrogé par deux agents ou plus. Les questions et les réponses ne sont généralement pas transcrites à ce moment-là, mais plus tard — le jour suivant ou même après — par un des agents, lequel se fie uniquement à sa mémoire, et le compte rendu ainsi établi est par la suite considéré comme le procès-verbal authentique de l'interrogatoire [cf. Opinion du juge Sholl dans : La Reine c. le Gouverneur de la prison métropolitaine ; sur requête de Molinari (1962) *Victorian Reports* 156]<sup>2</sup>.

« Que cette pratique soit généralement admise sans discussion est, selon nous, le plus bel hommage qui puisse être rendu à l'honorabilité et à l'intégrité de la police de notre Etat ; mais on ne saurait, selon nous, en vouloir à un accusé s'il refuse de se fier à ce mode d'établissement du procès-verbal et s'il préfère exercer un certain contrôle en la matière. Nous comprenons qu'un détective s'impatiente lorsque, voulant mener sa tâche à bien, il se heurte à un obstacle de ce genre mais l'avertissement d'usage n'est pas de pure forme. Le fait est que le suspect n'est pas tenu de dire quoi que ce soit, et que s'il refuse de parler en dehors de la présence de son conseil, le membre de la police qui fait de l'excès de zèle ou qui essaie de soutirer des réponses au suspect par l'intimidation ou par la ruse peut faire grand tort au corps auquel il appartient et à la justice elle-même.

« Dans l'affaire dont nous sommes saisis, il semble que l'intransigeance des parties ait placé le juge d'instance dans une situation difficile. La question qu'il se proposait de poser au témoin McCallum était tout à fait pertinente. Il est parfaitement normal qu'un membre de la police dise à une personne en détention : « Un tel me dit telle chose ; avez-vous quelque chose à dire à ce sujet ? ». Cela dit, lorsqu'il a été demandé en termes généraux au fonctionnaire de police res-

<sup>2</sup> Cité dans la contribution de l'Australie à l'Annuaire des droits de l'homme pour 1962, p. 14.



ponsable de l'enquête si le fait que les marchandises se trouvaient en la possession de l'appelant avait été expliqué d'une manière ou d'une autre, et que cette question a donné lieu à objection, nous estimons que le juge aurait pu passer outre à l'objection, mais nous pensons en tout cas qu'il

aurait été préférable qu'il déclarât irrecevables les informations recueillies dans la suite de l'interrogatoire. Il est manifeste que la police a essayé de tirer parti au maximum du refus de l'appelant de parler avant d'avoir vu son conseil, et c'est là une chose que la Cour ne saurait admettre. »

## AUTRICHE

### LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LA LÉGISLATION ET LA JURISPRUDENCE EN 1963<sup>1</sup>

Il faut avant tout souligner que l'Autriche, comme on l'a déjà mis en lumière à plusieurs reprises, est dotée d'un système de libertés fondamentales qui a commencé à se développer il y a une centaine d'années. Dans ces conditions, il est inutile de mentionner que le système juridique autrichien est en parfaite harmonie avec les normes fondamentales de l'action menée sur le plan international dans ce domaine, telles qu'elles se concrétisent dans un projet de pacte international sur les droits civils et politiques. A cet égard, donc, l'Autriche s'efforce avant tout de faire en sorte que la communauté reste consciente et soucieuse de ses droits fondamentaux qui sont consacrés par le système juridique de l'Autriche en vue de la protection de l'individu contre l'Etat. C'est à cette fin qu'a été établie une juridiction constitutionnelle, qui est chargée par la constitution de veiller au respect, par l'administration mais aussi par le législateur, des droits fondamentaux et des libertés individuelles garantis par la constitution.

A l'heure actuelle, la protection des droits de l'homme sur le plan international revêt une importance particulière.

Au cours de l'année considérée, l'Autriche a donc non seulement pris une part active aux efforts des Nations Unies concernant les droits de l'homme, mais également participé avec les autres Etats Membres à la rédaction, dans le cadre du Conseil de l'Europe, d'un quatrième protocole additionnel à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme qui a été signé à Strasbourg le 7 septembre 1963, en vue de la protection des droits de l'homme sur le plan régional. En vertu de ce protocole additionnel, l'interdiction de la prison pour dettes, le droit à la liberté de mouvement, le droit de quitter tout *Land* quel qu'il soit, le droit de ne pas être expulsé de son pays d'origine, le droit de retourner dans sa patrie à tout moment ainsi que l'interdiction de toute mesure collective de bannissement figurent désormais au nombre des principes fondamentaux garantis par la Convention européenne des droits de l'homme. Il convient de signaler que ce protocole additionnel a été ratifié par l'Autriche en 1964.

On trouvera ci-après quelques indications plus précises :

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement autrichien.

#### A. Législation (lois et arrêtés)

##### I. LIBERTÉS FONDAMENTALES

###### 1. DROIT D'ÊTRE JUGÉ ÉQUITABLEMENT

a) La loi fédérale *BGBI* n° 66/1963 permet de reprendre certaines procédures de recours en matière pénale en vue de garantir le droit à l'égalité de la défense.

b) Un décret du Ministère fédéral de la justice (*BGBI* n° 39) prévoit le transfert à Kapfenberg du greffe d'Aflenz, et ce qui, étant donné la répartition de la population dans cette région, rend la tâche plus facile aux plaideurs.

###### 2. DROIT DE CHOISIR LIBREMENT SON ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

La loi fédérale *BGBI* n° 35/1963 remplace les dispositions relatives à la publicité par une réglementation des professions industrielles, commerciales et artisanales.

###### 3. DROIT DE PARTICIPER À L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE NATIONALE

a) En vertu de la loi fédérale sur l'initiative populaire (*BGBI* n° 197/1963), la procédure à suivre pour présenter et mener à bien de telles initiatives est réglementée sur la base de la constitution fédérale. Ainsi se trouvent considérablement renforcées les dispositions de la constitution qui ressortissent à la démocratie directe.

b) La loi fédérale *BGBI* n° 286/1963 accorde aux clubs des partis candidats aux élections au Conseil national une subvention pour les aider dans l'exercice de leurs fonctions parlementaires.

##### II. DROITS CULTURELS

1. La loi sur l'aide à l'éducation (*BGBI* n° 249/1963) accorde, dans des conditions très libérales, des bourses aux étudiants et aux élèves des écoles des beaux-arts, elle garantit par là, aussi largement que possible, le droit à la culture à toutes les couches de la population, indépendamment de leurs revenus.

2. Il faut également mentionner ici les décrets *BGBI* n°s 135, 136, 137, 142, 143, 153, 154, 155, 156, 157, 162 et 207/1963. Ces décrets prévoient de nouveaux programmes d'études pour diverses catégories d'établissements d'enseignement.

## B. Décisions judiciaires

Parmi les nombreuses décisions rendues par la Cour constitutionnelle dans ses fonctions de gardienne des droits de l'homme, on peut citer :

1. Les décisions judiciaires du 12 mars 1963 (B/132/1962), par lesquelles la Cour constitutionnelle a déclaré que le refus, au mépris de la Constitution, d'un avantage fiscal prévu par la loi représente une atteinte au droit de propriété garanti par la Constitution.

2. La décision de la Cour constitutionnelle du 25 mars 1963 (B/182/1962), aux termes de laquelle il y a violation du droit, garanti par la Constitution, à choisir librement son activité professionnelle lorsque la pratique ou l'exercice d'une activité rémunérée déterminée est interdite par déci-

sion des autorités administratives et que cette interdiction repose sur une loi inconstitutionnelle ou n'est fondée sur aucune loi, l'impossibilité d'appliquer la loi étant assimilée à l'absence de loi.

3. La décision de la Cour constitutionnelle du 7 décembre 1962 (B/14-17/1962), qui n'a été appliquée qu'au cours de l'année considérée et qui mérite d'être mentionnée ici. Dans cette décision, la Cour constitutionnelle déclare que les dispositions législatives d'application générale qui n'ont pas été publiées officiellement, sont inadmissibles pour la conscience juridique du peuple autrichien.

4. La décision du 29 juin 1963 (B/233/1962), aux termes de laquelle la Cour constitutionnelle a jugé que les fonctionnaires jouissent, eux aussi, du droit garanti par la Constitution à choisir librement leur activité professionnelle.

## BELGIQUE

### NOTE<sup>1</sup>

#### I. Législation

Loi du 28 janvier 1963 modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail (*Moniteur belge* du 8 février 1963).

Cette loi tend à unifier la législation concernant les conseils d'entreprise et les comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail. Elle introduit la représentation des jeunes travailleurs âgés de moins de 21 ans. Les arrêtés d'exécution de la loi permettent aux jeunes travailleurs de participer à l'élection de leurs représentants dès qu'ils ont atteint l'âge de 16 ans accomplis et adaptent les conditions d'électorat des travailleurs étrangers aux dispositions du Traité de Rome. (Un commentaire détaillé de cette loi et de ses arrêtés d'exécution est contenu dans la *Revue du Travail*, mars 1963, p. 172-180).

Loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés (*Moniteur belge* du 23 avril 1963) et arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés (*Moniteur belge* du 13 juillet 1963), qui assurent la refonte d'une législation datant de 1958 (loi du 28 avril 1958, *Moniteur belge* du 14 mai 1958) qui n'avait pu recevoir une application vraiment efficiente. (Un commentaire détaillé de ces nouvelles dispositions a paru dans la *Revue du Travail*, avril 1963, p. 350-357 ; juillet 1963, p. 629-650).

Loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale (*Moniteur belge* du 25 juillet 1963), qui organise la gestion paritaire par des représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, d'une série d'organismes d'intérêt public régissant les différentes branches de la sécurité sociale. La *Revue du Travail* de juillet 1963 a publié un commentaire détaillé des dispositions de cette loi aux pages 661 et 662.)

Loi du 10 juin 1963 modifiant la loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt pu-

blic en temps de paix (*Moniteur belge* du 2 juillet 1963) qui permet au Roi, dans certaines conditions, de déterminer lui-même les mesures, prestations ou services qui doivent absolument être assurés pour pouvoir satisfaire aux besoins vitaux, lorsque les commissions paritaires sont en défaut de le faire ou lorsqu'il n'existe pas de commission paritaire. (De plus amples commentaires ont été publiés par la *Revue du Travail* de juillet 1963, p. 659 et 660.)

Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1963 portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale (*Moniteur belge* du 17 juillet 1963). Cette loi a pour objet d'accorder des indemnités de promotion sociale : d'une part aux jeunes travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale ; d'autre part aux travailleurs qui ont terminé avec succès un cycle complet de cours d'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle. (De plus amples détails sur cette législation ont été publiés dans la *Revue du Travail* de juillet 1963, p. 628 et 629.)

Loi du 30 juillet 1963 fixant le statut des représentants de commerce (*Moniteur belge* du 7 août 1963). Cette loi met un terme à la controverse sur l'existence ou non d'un lien de subordination, en créant une présomption selon laquelle, sauf preuve contraire, les représentants de commerce sont toujours engagés dans les liens d'un contrat d'emploi. Elle instaure l'octroi d'une indemnité d'éviction pour perte de clientèle et fixe les règles applicables au droit et au calcul de la commission, aux clauses de non-concurrence, d'insolvabilité de clientèle et d'arbitrage. (Un commentaire détaillé de cette loi a paru dans la *Revue du Travail* d'août 1963, p. 767-776.)

L'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles (*Moniteur belge* du 11 septembre 1963) a pour objet d'étendre aux employés et aux bateliers le droit d'absence avec maintien de la rémunération qui était déjà légalement reconnu aux ouvriers. (Un commentaire de cette réglementation a paru dans la *Revue du Travail* d'août 1963, p. 782 et 783.)

<sup>1</sup> Note basée sur les renseignements et textes communiqués par M. Edmond Lesoir, Secrétaire général d'honneur de l'Institut international des Sciences administratives, Bruxelles, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement de la Belgique.

## II. Décisions judiciaires

1. La deuxième Chambre de la Cour suprême d'appel a rejeté le 25 mars 1963 l'appel interjeté contre la décision de la Cour d'appel de Bruxelles du 26 janvier 1963 relative à la violation des droits de défense d'un inculpé. En l'espèce, l'inculpé s'est vu refuser la communication de certains dossiers lui permettant de connaître les motifs du mandat d'arrêt qui a été délivré contre lui. La Cour suprême d'appel considère que les articles 10.40 de la loi du 25 mars 1876 organique des droits de la défense et 6 (3) (b) de la Convention pour la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales approuvée par la Belgique par la loi du 13 mai 1955 n'ont pas été violés. En ce qui concerne l'article 6 (3) (b) de la Convention européenne, la Cour suprême a déclaré que cet article concerne les droits de la défense devant la juridiction de jugement et ne s'applique pas aux cas d'arrestation ou de détention préventive.

2. La troisième Chambre du tribunal de première instance de Bruxelles a déclaré le 5 février 1963 que l'action intentée contre l'Etat belge par cinq ressortissants belges qui avaient été arrêtés en France pour y avoir introduit des publications politiques sur la guerre d'Algérie n'était pas fondée. La Cour a déclaré que la transmission de renseignements de police à police — en l'espèce, la transmission de la police belge à la police française de renseignements concernant les activités politiques des personnes arrêtées — ne constituait pas une violation de l'article 11 de la loi du 15 mars 1874 sur l'extradition, attendu que cet article, en fait, n'interdit pas l'exécution d'une demande

adressée par un tribunal à un autre (commission rogatoire) à l'effet de faire procéder à une enquête sur des délits politiques, à l'exception des cas où l'enquête tend à faire opérer une visite domiciliaire, à arrêter les personnes ayant commis le délit ou à saisir les pièces à conviction.

La Cour a également déclaré que l'Etat belge n'avait pas violé l'article 14 de la Constitution qui garantit la liberté d'opinion, attendu que, dans l'exercice de ce droit, les demandeurs ont commis un délit qui porte atteinte non seulement à la sécurité de la France, mais également à celle de la Belgique.

3. La Cour militaire de Bruxelles a, le 13 décembre 1962, rejeté l'appel interjeté contre la décision du Conseil de guerre de Bruxelles du 26 novembre 1962 de refuser de remettre le jugement du prévenu à une audience ultérieure. La Cour a déclaré que cette décision ne constituait pas une violation des droits de défense du prévenu, droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, attendu que, depuis sa mise en prévention jusqu'au jour de sa comparution devant le juge, le prévenu a disposé d'un délai suffisant pour préparer sa défense.

A propos de cette affaire, la Cour militaire a également rejeté, le 13 décembre 1962, l'appel interjeté par le prévenu contre la décision du Conseil de guerre au sujet de sa mise en détention préventive. La Cour a déclaré que le droit constitutionnel du prévenu à la liberté individuelle, garanti également par la Convention susmentionnée, n'a pas été violé. La gravité du cas — en l'espèce l'insubordination — justifiait la détention.

## BRÉSIL

### DÉCRET N° 52 286 DU 23 JUILLET 1963 RELATIF AUX ACTIVITÉS DES STATIONS DE RADIO ET DE TÉLÉVISION BRÉSILIENNES<sup>1</sup>

*Article premier.* Toutes les stations de radiodiffusion et de télévision brésiliennes, y compris celles de l'Union, des Etats et des municipalités, doivent transmettre tous les jours des programmes en direct.

1) Par programme en direct on entend tout programme qui suppose la présence effective des différentes catégories d'agents professionnels mentionnées dans le décret réglementant les activités professionnelles de radiodiffusion.

2) Les programmes en direct diffusés par les stations de radiodiffusion et de télévision doivent avoir un but éducatif et culturel conforme aux intérêts supérieurs du pays.

3) Il appartient au Ministère de l'éducation et de la culture de définir les principes et les critères généraux relatifs aux émissions éducatives et culturelles.

*Art. 9.* Les programmes de radiodiffusion et de télévision enregistrés par quelque procédé que ce soit ne seront considérés comme programmes en direct que lors de leur première diffusion par la station qui les aura réalisés, avec le concours des agents professionnels et conformément à la législation du travail.

*Art. 10.* Les programmes enregistrés sur ruban magnétique, qui auront été réalisés par une autre station de télévision brésilienne, seront considérés comme programmes en direct jusqu'à concurrence d'une heure par période, sauf en ce qui concerne les pièces présentées intégralement par la télévision, auquel cas la diffusion pourra durer aussi longtemps que le texte l'exigera.

*Art. 11.* Un programme reçu directement d'une autre station de télévision ne sera considéré comme programme en direct que jusqu'à concurrence de trente minutes pour chaque période.

*Paragraphe unique.* Un programme de radio reçu directement d'une autre station de radiodiffusion ne sera pas considéré comme programme en direct.

*Art. 12.* Les programmes du type télévision et radiodiffusion scolaire ne seront considérés comme programmes en direct que s'ils ont été dûment approuvés et autorisés par le Ministère de l'éduca-

tion et de la culture et par les services du Secrétariat à l'éducation.

*Art. 13.* Les films documentaires et bandes d'actualités ne seront considérés comme programmes en direct que s'ils ne durent pas plus de dix minutes et s'ils sont commentés ou doublés en portugais.

*Art. 14.* Les dessins animés seront considérés comme programmes en direct jusqu'à concurrence de dix minutes par jour, qu'ils soient ou non doublés ou accompagnés de sous-titres en portugais, à condition qu'ils ne soient pas présentés à des fins publicitaires.

*Art. 15.* La publicité diffusée entre les programmes par les stations de radiodiffusion et de télévision sera classée dans la catégorie des programmes en direct.

*Paragraphe unique.* Le temps imparti à la publicité entre les programmes ne devra pas dépasser cinq minutes pour les stations de télévision et trois minutes pour les stations de radiodiffusion.

*Art. 16.* Le temps imparti à la publicité commerciale de toute nature sur les chaînes de radiodiffusion et de télévision ne devra pas représenter plus de 25 p. 100 de la durée totale des émissions quotidiennes.

*Art. 17.* Pour s'acquitter de leur tâche d'information, les stations de radiodiffusion devront consacrer au moins 5 p. 100 de la durée totale de leurs émissions à la transmission des nouvelles.

*Art. 18.* Tous les films étrangers diffusés par la télévision, à l'exception de ceux qui sont mentionnés à l'article 14, devront être doublés en portugais.

*Art. 19.* Les stations de télévision sont tenues de présenter chaque semaine un film brésilien réalisé pour la télévision, d'une durée minimum de vingt-cinq minutes, si toutefois de tels films existent sur le marché et si leur prix ne dépasse pas de plus de 50 p. 100 le prix moyen des films de télévision de même catégorie.

*Art. 20.* La part représentée par les programmes en direct sera calculée sur une base hebdomadaire mais en tenant compte uniquement des périodes et horaire obligatoires.

*Art. 21.* Il incombe au Conseil national des télécommunications de veiller à l'application du présent décret.

*Art. 22.* Toute infraction au présent décret devra être signalée au Conseil national des télécommunications par les organisations syndicales.

<sup>1</sup> Des extraits de ce décret ont été publiés dans le *Rapport annuel sur la liberté de l'information, 1963-1964*, établi par le Secrétaire général (document E/CN./4878), p. 20-22.

*Art. 23.* Au cas où une irrégularité serait effectivement constatée, le Conseil national des télécommunications fera connaître son avis et proposera au Ministère de la justice et des affaires intérieures les sanctions appropriées.

*Art. 24.* Les décisions ministérielles seront susceptibles de recours devant le Ministre de la justice lui-même.

*Art. 25.* Le délai du recours sera de trois jours (3) à compter de la date de publication de la décision au Journal officiel.

*Art. 26.* A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1964, la présentation à la télévision de films policiers de quelque nature que ce soit, de « westerns » ou de films de caractère sexuel et la diffusion de pièces de ce genre écrites pour la radio ou la télévision seront formellement interdites avant 22 h. 30.

## DÉCRET N° 52 795 DU 31 OCTOBRE 1963 APPROUVANT LE RÈGLEMENT RELATIF AUX SERVICES DE RADIODIFFUSION ET DE TÉLÉVISION<sup>2</sup>

### TITRE PREMIER

#### Introduction

##### Chapitre premier

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Article premier.* Les services de radiodiffusion et de télévision qui assurent la transmission du son (radiodiffusion) et la transmission du son et des images (télévision) aux fins de réception directe et sans entrave par le public sont régis par les dispositions de la loi n° 4 117 du 27 août 1962<sup>3</sup>, le Code brésilien des télécommunications et les règlements d'application de ce Code — décret n° 52 026 du 20 mai 1963, les dispositions du présent règlement et la réglementation édictée par le Conseil national des télécommunications (CONTEL).

*Paragraphe unique.* Les services de radiodiffusion et de télévision seront également soumis aux dispositions des accords internationaux actuellement en vigueur, ou qui pourraient être conclus ultérieurement, et qui auront été ratifiés par le Congrès national.

*Art. 2.* L'Union est seule habilitée à trancher toute question relative aux services de radiodiffusion et de télévision.

#### Chapitre II

#### BUT DE CES SERVICES

*Art. 3.* Les services de radiodiffusion et de télévision doivent avoir un but éducatif et culturel même dans leurs programmes d'information et de variétés ; ils sont considérés comme d'intérêt national et leur exploitation commerciale n'est permise que dans la mesure où elle n'est pas contraire à cet intérêt et à ces objectifs.

*Paragraphe unique.* Afin d'atteindre cet objectif, le CONTEL fournira, conformément à la législation en vigueur, les locaux nécessaires à l'installation et au fonctionnement des stations de radiodiffusion sur le territoire national.

...

<sup>2</sup> Texte de ce décret publié dans le *Rapport annuel sur la liberté de l'information, 1963-1964*, établi par le Secrétaire général (document E/CN.4/787), p. 22-35.

<sup>3</sup> On trouvera des extraits du Code brésilien des télécommunications dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 30-33.

### TITRE IV

#### Compétence

##### Chapitre premier

#### AUTORISATIONS

*Art. 6.* L'Union est seule habilitée à autoriser l'exploitation de services de radiodiffusion et de télévision sur tout le territoire national, y compris les eaux territoriales et l'espace aérien.

1. Le Président de la République est habilité à accorder des concessions pour l'exploitation de services de télévision et de radiodiffusion régionaux ou nationaux.

2. Le CONTEL est habilité à :

a) Accorder des autorisations pour l'exploitation des services de radiodiffusion locaux ;

b) Accorder des autorisations pour l'installation de stations relais et de stations de répéteurs.

#### Chapitre II

#### EXPLOITATION

*Art. 7.* Sont habilitées à exploiter des services de radiodiffusion et de télévision les personnes juridiques suivantes :

a) L'Union ;

b) Les Etats et les territoires ;

c) Les municipalités ;

d) Les universités ;

e) Les sociétés nationales par actions et sociétés à responsabilité limitée, à condition que les actions ou les parts appartiennent uniquement à des citoyens brésiliens de naissance ;

f) Les fondations.

*Paragraphe unique.* Les personnes de droit public, en particulier les universités, auront priorité en ce qui concerne l'exploitation des services de radiodiffusion et de télévision.

*Art. 8.* Les directeurs et les administrateurs des entreprises qui exploitent des services de radiodiffusion et de télévision devront obligatoirement être brésiliens de naissance.

#### Chapitre III

#### CONTRÔLE DES ACTIVITÉS

*Art. 9.* L'Union sera seule habilitée à exercer, par l'intermédiaire du CONTEL, un contrôle sur

les activités des services de radiodiffusion et de télévision pour toutes les questions relatives à l'observation des lois, règlements et instruments internationaux en vigueur dans le pays, de la réglementation édictée par le CONTEL, et des engagements contractés par les entreprises concessionnaires et autorisées qui découlent de la concession ou de l'autorisation.

*Paragraphe unique.* Ce contrôle sera exercé par les autorités régionales, dans leur ressort, ou par des personnes agréées par le CONTEL.

## TITRE VII

### Des émissions

#### Chapitre premier

##### DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

*Art. 62.* La liberté de la radiodiffusion et de la télévision n'exclut pas la répression des abus.

*Art. 63.* Aucune personne juridique ne peut limiter ou entraver la liberté de la radiodiffusion ou de la télévision sauf dans les cas où la loi l'y autorise.

*Art. 64.* Dans l'intérêt de la sûreté nationale, l'exploitation des services de radiodiffusion et de télévision sur l'ensemble du territoire national sera assujettie, en cas de péril national ou de proclamation de l'état de siège, aux dispositions qui seront prises à cet effet.

*Art. 65.* Les discours prononcés au Congrès national ainsi que les votes et opinions de ses membres jouissent de l'immunité parlementaire pour ce qui est de leur diffusion.

*Paragraphe unique.* Pendant la durée de l'état de siège, aucun discours, vote ou opinion ne sera diffusé sans l'autorisation expresse du Bureau de la Chambre à laquelle appartient le membre du Congrès dont ils émanent.

*Art. 66.* Les opinions défavorables et les critiques, même véhémentes, peuvent être librement exprimées; les faits authentiques, y compris les actes de toute autorité officielle, peuvent être librement relatés, sous réserve des seules restrictions prévues par la loi.

#### Chapitre II

##### DES PROGRAMMES

*Art. 67.* Etant donné le caractère éducatif des services de radiodiffusion et de télévision, les entreprises concessionnaires et autorisées devront, dans l'établissement de leurs programmes :

1. Respecter des normes morales et civiques élevées et ne pas autoriser la diffusion de pièces, chants, scènes, anecdotes ou expressions portant atteinte à la famille, aux bonnes mœurs ou à la décence ;

2. Limiter à 25 p. 100 de la durée totale des émissions le temps imparti à la publicité commerciale ;

3. Consacrer au moins 5 p. 100 de la durée de leurs programmes quotidiens à la diffusion de bulletins d'information.

*Art. 68.* Les stations de radiodiffusion, mais non les stations de télévision, seront tenues de retrans-

mettre chaque jour de 19 à 20 heures, sauf les samedis, dimanches et jours fériés, le programme officiel d'information des autorités brésiliennes.

*Paragraphe unique.* Trente minutes de ce programme seront réservées aux organes du pouvoir exécutif et judiciaire et les trente minutes restantes aux deux Chambres du Congrès national.

*Art. 69.* Les entreprises concessionnaires ou autorisées devront conserver dans leurs archives le texte original dûment signé par les responsables de tous les programmes, y compris les bulletins d'information, pendant une période de dix jours.

*Paragraphe unique.* Sauf en ce qui concerne les émissions imposées par la loi, les débats, pour lesquels il n'est pas établi de texte original écrit, devront être enregistrés et les entreprises concessionnaires ou autorisées devront conserver ces enregistrements dans leurs archives pendant cinq jours à compter de l'émission si l'installation est d'une puissance égale ou inférieure à 1 kW, et pendant dix jours dans tous les autres cas.

#### Chapitre III

##### DES CAMPAGNES ÉLECTORALES ET DE LA PROPAGANDE POLITIQUE

*Art. 70.* Pendant les quatre-vingt-dix jours précédant des élections nationales générales ou des élections locales, où qu'elles se déroulent, les stations de radiodiffusion et de télévision réserveront gratuitement deux heures par jour, dont une heure pendant la journée et une heure entre 20 et 23 heures, pour la campagne électorale; ce temps sera alloué aux différents partis à tour de rôle et proportionnellement au nombre de leurs représentants au Congrès national et dans les assemblées législatives.

1. Aux fins du présent article, c'est le Tribunal électoral qui, après avoir entendu les représentants des dirigeants des différents partis, allouera à chacun le temps qui lui revient.

2. Lorsque des partis auront demandé l'autorisation de mener leur campagne conjointement, le temps visé au paragraphe précédent sera réparti entre les différents groupes de partis qui auront présenté une telle demande.

3. Le temps qui ne sera pas utilisé par un parti sera réparti entre les autres partis et aucun parti ne pourra renoncer au temps qui lui aura été alloué, ni le céder à un autre.

4. La Cour électorale se prononce sur les différends qui pourraient découler de l'application du présent article.

*Art. 71.* Les stations de radiodiffusion sont tenues de transmettre, soixante jours avant la date des élections mentionnées à l'article précédent, les avis du Tribunal électoral, pendant trente minutes au maximum.

*Art. 72.* Les stations de radiodiffusion et de télévision ne fixeront pas, pour la campagne électorale, de tarif plus élevé que celui qui était en vigueur pour la publicité ordinaire pendant les six mois précédents.

*Art. 73.* Aucune station de radiodiffusion appartenant à l'Union, aux Etats et territoires ou municipalités ou dont ces personnes morales de droit public détiennent la majorité des parts ou actions



ne peut être utilisée pour une campagne politique ou pour diffuser des opinions pour ou contre un parti politique, ses organes, ses représentants ou ses candidats, si ce n'est dans les conditions prévues par la loi électorale.

Art. 74. Sauf en ce qui concerne les émissions imposées par la loi, les programmes politiques et autres déclarations similaires pour lesquels il n'est pas établi de texte original écrit seront enregistrés et les entreprises concessionnaires et autorisées devront conserver ces enregistrements dans leurs archives pendant cinq jours à compter de l'émission si l'installation est d'une puissance égale ou inférieure à 1 kW et pendant dix jours dans tous les autres cas.

#### Chapitre IV

##### DES ÉMISSIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES

Art. 75. Seules les stations émettant sur ondes courtes peuvent, sous réserve de l'autorisation préalable du CONTEL, diffuser des programmes en langues étrangères.

1. Quiconque désire diffuser de tels programmes devra les soumettre au Ministère des affaires étrangères pour approbation préalable.

2. A des fins de contrôle, le CONTEL n'en autorisera la diffusion que lorsque la formalité prévue au paragraphe précédent aura été accomplie.

3. Echapperont à cette formalité : les cours de langues étrangères et les entretiens et interviews occasionnels, lesquels devront être, autant que possible, suivis d'une traduction.

Art. 76. Le Ministère des affaires étrangères se chargera de l'établissement des programmes spéciaux en langue étrangère destinés à assurer la diffusion à l'étranger d'informations sur le Brésil, et devant être transmis par l'Agence nationale et les stations émettrices officielles.

#### Chapitre V

##### DES RETRANSMISSIONS

Art. 77. Aucune station de radiodiffusion ou de télévision ne pourra diffuser ou utiliser, en totalité ou en partie, des émissions d'autres stations brésiliennes ou de stations étrangères, sans leur autorisation préalable.

Paragraphe unique. Au cours de l'émission, la station devra annoncer qu'elle retransmet ou utilise l'émission d'une autre station, et indiquer son identité et son emplacement ainsi que ceux de la station d'origine.

Art. 78. En aucun cas un programme diffusé à l'aide d'engins spatiaux (satellites) ne pourra être retransmis sans l'autorisation expresse du CONTEL.

#### TITRE XVI

##### Des délits et des peines

##### Chapitre premier

##### DES DÉLITS

##### Section première. Nature des délits

Art. 122. Aux fins du présent règlement, seront considérés comme des délits relatifs à l'exploitation

des services de radiodiffusion les actes ci-après commis par des entreprises concessionnaires ou autorisées :

1. Incitation à enfreindre les lois ou les décisions judiciaires ;

2. Divulgaration de secrets d'Etat ou de questions pouvant nuire à la défense nationale ;

3. Outrage à l'honneur national ;

4. Propagande incitant à la guerre ou à des actes de violence ayant pour objet de troubler l'ordre politique ou social ;

5. Encouragement à la discrimination pour des motifs de classe, de couleur, de race ou de croyance ;

6. Incitation à la rébellion ou à la révolte dans l'armée ou dans les services assurant l'application de la loi ;

7. Actes de nature à compromettre les relations internationales du Brésil ;

8. Atteintes à la famille, aux bonnes mœurs ou à la décence ;

9. Calomnie, outrage ou diffamation envers les pouvoirs législatif, exécutif ou judiciaire ou leurs représentants ;

10. Diffusion de fausses nouvelles, constituant une menace à l'ordre public, économique ou social ;

11. Transmission ou utilisation de la totalité ou d'une partie des émissions d'autres stations, nationales ou étrangères, sans leur autorisation préalable ;

12. Inobservation de la règle obligeant à annoncer, au cours d'une retransmission, qu'il s'agit d'un programme retransmis et à indiquer l'identité et l'emplacement de la station d'émission qui a autorisé la retransmission ;

13. Inobservation de la règle selon laquelle les directeurs et les administrateurs doivent être brésiliens de naissance ;

14. Inobservation de la règle selon laquelle les techniciens responsables du fonctionnement des appareils émetteurs, à l'exception des agents visés à l'article 58 du présent règlement, doivent, qu'ils soient brésiliens ou étrangers, avoir leur résidence officielle et exclusive au Brésil ;

15. Introduction, sans l'agrément du Gouvernement fédéral, de modifications dans les statuts ou actes constitutifs ;

16. Transfert direct ou indirect, sans l'agrément préalable du Gouvernement fédéral, de l'autorisation ou de la concession ;

17. Transfert d'actions ou de parts sans l'agrément préalable du Gouvernement fédéral, sauf dans les conditions prévues à l'article 105 du présent règlement ;

18. Inobservation, dans l'établissement des programmes, des principes définis à l'article 67 du présent règlement ;

19. Nomination à un poste de directeur ou d'administrateur d'une personne participant déjà à l'administration d'une autre entreprise concessionnaire ou autorisée fournissant le même type de services dans la même localité, ou d'une personne jouissant de l'immunité parlementaire ou de privilèges spéciaux ;

20. Non-retransmission dans les conditions prévues par le présent règlement des programmes officiels des autorités brésiliennes ;

21. Inobservation des dispositions relatives à la propagande électorale ;

22. Destruction du texte original des programmes dûment autorisés, y compris celui des bulletins d'information, avant l'expiration du délai de dix jours à compter de la date de l'émission ;

23. Inobservation de la règle obligeant à conserver, sauf en ce qui concerne les émissions obligatoires visées dans le présent règlement, l'enregistrement des débats ou des programmes politiques, ou de programmes similaires pour lesquels il n'est pas établi de texte original écrit ;

a) Pendant cinq jours à compter de la date de l'émission, pour les stations exploitant une installation d'une puissance égale ou inférieure à 1 kW ;

b) Pendant dix jours à compter de la date de l'émission pour les stations exploitant une installation d'une puissance supérieure à 1 kW ;

24. Inobservation de la règle obligeant à conserver le texte original ou l'enregistrement des programmes jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa décision finale, alors que le demandeur a signalé, par la voie judiciaire ou extra-judiciaire, qu'il intentait une action en réparation d'un préjudice moral ;

25. Refus de diffuser une réponse nonobstant une décision de justice ;

26. Création d'une situation pouvant mettre des vies humaines en danger ;

27. Interruption des émissions pendant plus de trente jours consécutifs, sans raison valable officiellement reconnue par le CONTEL ;

28. Inobservation de décisions de caractère juridique, technique ou économique, révélant l'incompétence du titulaire de la concession ou de l'autorisation ;

29. Fait, pour une entreprise concessionnaire ou autorisée, d'autoriser ou de ne pas empêcher des autorités, personnes, organismes ou agences d'information exerçant légalement leurs activités dans le pays, d'utiliser ses émetteurs pour commettre un des délits mentionnés aux paragraphes 1 à 10 du présent article, même si ladite entreprise n'est pas responsable du programme incriminé ;

30. Inobservation des prescriptions définies aux articles 34, 35 et 36 du présent règlement ;

31. Non-interruption, pendant la période où l'affaire est en suspens, d'un programme ayant donné lieu à des plaintes, nonobstant notification du Ministre de la justice ;

32. Non-rétractation d'une injure, dans les délais prévus par la notification du Ministre de la justice, ou défaut de publication d'une déclaration rectificative ;

33. Transformation ou remplacement du matériel ou des installations approuvés par le CONTEL sans l'autorisation préalable du CONTEL ;

34. Exploitation d'une station de radiodiffusion ou de télévision en violation des termes du contrat, ou inobservation des règles et conditions prévues pour cette exploitation ;

35. Refus d'interrompre des émissions ou de rectifier des annonces constituant une infraction à la législation électorale ;

*Art. 123.* — Si la diffusion de fausses nouvelles, visée au paragraphe 10 de l'article précédent, procède d'une erreur d'information, et si la rectification est diffusée immédiatement, l'entreprise concessionnaire ou autorisée ne fera l'objet d'aucune sanction.

*Paragraphe unique.* Aux fins du présent article, le terme « information erronée » s'appliquera à toute nouvelle inexacte communiquée à l'entreprise concessionnaire ou autorisée par une agence d'information exerçant légalement ses activités au Brésil, ou par un service officiel.

## TITRE XVII

### Droit de réponse

*Art. 154.* Toute personne qui estime avoir été victime d'une déclaration diffamatoire par la voie de la radiodiffusion ou de la télévision jouit d'un droit de réponse.

*Art. 155.* Le droit de réponse consiste dans la diffusion de la réponse écrite de la personne lésée, dans les vingt-quatre heures qui suivent sa réception, au même moment de la journée, dans le même programme et par la station d'émission par laquelle la déclaration diffamatoire a été diffusée.

1. Si les dispositions qui précèdent ne peuvent être observées parce que le programme n'est pas diffusé à nouveau dans les vingt-quatre heures, la station diffusera la réponse à la même heure, au cours de son programme quotidien.

2. Si le défendeur n'est pas lié par une obligation ou par un contrat à l'entreprise concessionnaire ou autorisée, le coût de la réponse sera à la charge soit du défendeur soit du plaignant, selon la suite que donnera le tribunal, à la demande d'exercice du droit de réponse.

3. Dans le cas visé au paragraphe précédent, la station devra diffuser la réponse vingt-quatre heures après que le plaignant aura fourni la preuve qu'il a saisi le tribunal d'une demande d'exercice du droit de réponse.

4. Si la station ne diffuse pas la réponse dans le délai prévu au paragraphe précédent, elle perdra, même si le délit est imputable à un tiers, ses droits à être défrayée du coût de la réponse, conformément au paragraphe 2 du présent article.

*Art. 156.* Le droit de réponse peut être exercé par la personne lésée elle-même, son représentant légal, ou son mandataire dûment autorisé.

*Paragraphe unique.* Lorsque le délit a été commis contre une personne décédée, le droit de réponse peut être exercé par son conjoint, ses ascendants, descendants, ou collatéraux.

*Art. 160.* La diffusion de la réponse sera refusée :

a) Si les faits mentionnés n'ont aucun rapport avec l'émission incriminée ;

b) Si la réponse contient des propos calomnieux, diffamatoires ou injurieux à l'égard de l'entreprise concessionnaire ou autorisée ;

c) Si elle met en jeu des publications ou des documents officiels ;

d) Si elle mentionne des tiers qui pourraient, de ce fait, se trouver autorisés à répondre à leur tour ;

e) Si une période de plus de trente jours s'est écoulée entre l'émission incriminée et la demande de réponse.

*Art. 161.* La diffusion d'une réponse autre qu'une réponse spontanée n'empêchera pas la partie lésée de demander réparation des dommages qui lui ont été causés.

## TITRE XVIII

### Réparation du préjudice moral

*Art. 162.* Indépendamment des poursuites pénales, toute personne ayant été victime de diffamation, de calomnies ou d'injures par la voie de la radiodiffusion ou de la télévision, peut intenter devant les tribunaux civils une action en réparation du préjudice moral ; dans ce cas les poursuites seront dirigées à la fois contre l'auteur du délit, l'entreprise concessionnaire ou autorisée, s'il apparaît qu'elle s'est rendue coupable d'un acte de commission ou d'omission, et toute personne ayant joué un rôle dans l'affaire ou en ayant tiré un profit quelconque.

1. Le procès se déroulera suivant la procédure normale prévue par le Code de procédure civile.

2. Le délai de prescription de l'action est de trente jours à compter de la date de l'émission diffamatoire, calomnieuse ou injurieuse.

3. Si la personne lésée désire exercer son droit de réponse, elle doit en aviser l'entreprise concessionnaire ou autorisée, par la voie judiciaire ou extra-judiciaire, afin que celle-ci n'efface pas l'enregistrement ou ne détruise le document original visé aux articles 69 et 74 du présent règlement ; la notification doit être adressée dans un délai de cinq jours si l'installation a une puissance égale ou inférieure à 1 kW et dans un délai de dix jours dans tous les autres cas.

4. L'entreprise concessionnaire ou autorisée ne doit pas effacer l'enregistrement ou détruire le document original, sur lesquels porte la notification mentionnée au présent article, tant que le tribunal n'a pas statué définitivement sur l'action en réparation du préjudice moral.

## TITRE XIX

### Abus de pouvoir

*Art. 169.* Toute autorité qui gêne ou entrave la liberté de la télévision et de la radiodiffusion s'expose, sauf si la loi l'y autorise, aux sanctions prévues à l'article 322 du Code pénal, dans la mesure où ces sanctions sont applicables.

*Art. 170.* Toute entreprise concessionnaire ou autorisée dont les droits ont subi une atteinte quelconque peut introduire un recours, notamment en vue de préserver sa viabilité financière, si elle est mise en danger par des mesures administratives autres que celles qui sont prévues par les lois et les règlements en vigueur.

## LOI N° 4214 DU 2 MARS 1963 PORTANT STATUT DU TRAVAILLEUR RURAL

### RÉSUMÉ

Le texte de cette loi a été publié dans le *Diario Oficial*, n° 52, du 18 mars 1963.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi se lit comme suit :

« La présente loi régit les relations du travail rural et rend nulle de plein droit toute disposition tendant à la limitation et à l'abandon des avantages qui y sont expressément visés. »

La loi traite, en outre, du livret d'identité professionnelle (à pourvoir à toutes les personnes, sans distinction de sexe ou de nationalité, qui sont

majeures de quatorze ans et qui s'adonnent à une activité rurale) ; de la durée du travail rural ; de la rémunération et du salaire minimum ; du repos hebdomadaire payé ; du congé annuel payé ; de l'hygiène et de la sécurité du travail ; du travail des femmes ; du travail rural des mineurs ; de l'organisation syndicale ; et des services sociaux.

Des traductions de la loi en anglais et en français ont été publiées par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1963 — Bra. 1.

## **CAMBODGE**

### **NOTE**

Le Ministre des affaires étrangères du Royaume du Cambodge a porté à la connaissance du Secrétaire général des Nations Unies que le Gouvernement royal ne possédait pas de textes susceptibles d'être publiés dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1963*.

# CANADA

## NOTE<sup>1</sup>

### I. LÉGISLATION FÉDÉRALE

#### 1. DISSOLUTION DU MARIAGE

En vertu de la loi sur la dissolution et l'annulation des mariages<sup>2</sup>, les résidents de Terre-Neuve et de la province de Québec, où il n'existe pas de tribunaux de divorce, peuvent désormais utiliser une procédure accélérée au lieu de devoir solliciter du Parlement un décret de divorce, seule procédure qui était jusque là à leur disposition. Cette loi autorise le Sénat canadien à dissoudre ou à annuler un mariage en adoptant une résolution sur requête de l'une ou l'autre des parties intéressées. Le Sénat ne peut adopter la résolution qu'après que les deux parties ont été entendues par l'un de ses commissaires. Les deux parties peuvent se pourvoir contre la résolution de dissolution ou d'annulation devant le Parlement canadien.

Cette nouvelle voie de droit n'est pas limitée aux résidents de Terre-Neuve et du Québec mais dans la pratique les choses se passeront vraisemblablement comme elles se passent actuellement pour les demandes de décret de divorce<sup>3</sup>, les demandeurs domiciliés dans les provinces où il existe des tribunaux de divorce étant généralement renvoyés aux tribunaux de leur province à moins qu'il n'y ait incertitude quant au domicile.

#### 2. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DE PROMOTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Un nouveau programme de développement de l'emploi et de promotion de la main-d'œuvre<sup>4</sup>, destiné à réduire le chômage, à favoriser la promotion de la main-d'œuvre et à accroître la sécurité de l'emploi, est venu coordonner et renforcer les mesures existantes, et a ajouté quelques dispositions nouvelles. La loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle a notamment été modifiée<sup>5</sup> à l'effet d'augmenter la participation fédérale aux dépenses effectuées par les provinces en ce qui concerne les allocations de formation

aux chômeurs et la formation industrielle et d'autoriser le gouvernement fédéral à continuer de contribuer aux dépenses d'équipement des provinces en matière d'installations destinées à la formation. Le Programme d'encouragement à l'emploi et à la formation des travailleurs âgés<sup>6</sup> a été entrepris pour aider ces travailleurs à trouver des emplois rémunérés; il prévoit le versement de primes aux employeurs qui engagent, pendant les mois d'hiver, des travailleurs âgés remplissant les conditions requises et leur donnent une formation en cours d'emploi. Le nouveau Programme tendant à encourager la construction de maisons en hiver<sup>7</sup> prévoit une prime à la construction en hiver afin de stimuler l'emploi pendant cette saison. C'est aux mêmes fins que les subventions versées aux municipalités au titre du Programme tendant à encourager l'exécution de travaux publics dans les municipalités en hiver ont été augmentées<sup>7</sup>.

En troisième lieu, on a créé, au Ministère du travail, un service consultatif de la main-d'œuvre<sup>7</sup> qui est chargé d'aider les travailleurs et les employeurs à faire face aux problèmes que posent, du point de vue de l'emploi, les progrès techniques et autres accomplis dans l'industrie. On a également prévu l'octroi d'une assistance financière aux employeurs et aux syndicats pour leur permettre d'effectuer des recherches sur l'adaptation de la main-d'œuvre aux progrès techniques futurs.

#### 3. PRÊTS AUX MUNICIPALITÉS

En vue également de favoriser l'accroissement de l'emploi, particulièrement en hiver, la loi sur le développement et les prêts municipaux<sup>8</sup> autorise le gouvernement fédéral à consentir des prêts aux municipalités pour leur permettre d'amplifier ou d'accélérer leurs programmes de grands travaux.

#### 4. LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA

Le Conseil économique du Canada<sup>9</sup> a été institué pour favoriser le plein emploi et le développement national. Composé de représentants de tous les secteurs de l'économie — commerce, industrie, organisations agricoles, syndicats et grand public

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement canadien. Traduction établie par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

<sup>2</sup> *Statuts du Canada*, 1963, chap. 10.

<sup>3</sup> *Débats du Sénat canadien*, 1<sup>er</sup> août 1963, p. 470 du texte anglais.

<sup>4</sup> *Canada, Débats de la Chambre des Communes*, 10 juin 1963, pp. 821 à 823 du texte anglais.

<sup>5</sup> *Statuts du Canada*, 1963, chap. 22.

<sup>6</sup> *Ibid.*, chap. 42; SOR/63-439, publié dans la *Gazette du Canada* du 27 novembre 1963.

<sup>7</sup> *Ibid.*, SOR/64/66, publié dans la *Gazette du Canada* du 26 février 1964.

<sup>8</sup> *Ibid.*, chap. 13.

<sup>9</sup> *Ibid.*, chap. 11.

— le Conseil a pour tâche fondamentale « de renseigner... et de... faire des recommandations sur la façon dont le Canada peut atteindre les plus hauts niveaux d'emploi et de production utile, afin que le pays puisse connaître un rythme accéléré et soutenu d'expansion économique et que tous les Canadiens puissent participer à la hausse du niveau de vie... ». Il doit en particulier étudier les perspectives économiques à long et à moyen termes et recommander les programmes d'action les plus propres à faciliter la réalisation des possibilités d'expansion de l'économie. Afin d'assurer la réalisation des objectifs de la loi par laquelle il a été créé, le Conseil doit encourager au maximum les consultations et la collaboration entre le salariat et le patronat. Il doit également, « pour stimuler et accélérer la productivité dans tous les secteurs de l'économie, encourager et stimuler... le maintien de relations harmonieuses au sein de l'industrie [et] le recours aux programmes de formation à tous les paliers de l'industrie et le recours aux programmes de rééducation afin de satisfaire aux besoins nouveaux en main-d'œuvre... ».

#### 5. ASSURANCE-VIEILLESSE

Le taux annuel des pensions versées au titre de la loi sur l'assurance-vieillesse a été porté à 75 dollars à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1963<sup>10</sup>.

#### 6. ASSISTANCE-VIEILLESSE ET ALLOCATIONS AUX INVALIDES

La législation fédérale a été modifiée, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1963<sup>11</sup>, à l'effet de porter de 65 à 75 dollars par mois la tranche des allocations qui est partiellement financée par le gouvernement fédéral. En outre, le plafond du revenu total permettant de bénéficier de ces allocations a été porté à 1.260 dollars par an pour les célibataires, à 2.220 dollars par an pour les couples mariés et à 2.580 dollars si le mari est aveugle. En avril 1964, ces relèvements des plafonds s'étendaient aux dix provinces.

#### 7. ALLOCATIONS AUX AVEUGLES

La législation fédérale a été modifiée à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1963<sup>12</sup>, à l'effet de porter de 65 à 75 dollars par mois le montant maximum de la tranche des allocations qui est partiellement financée par le gouvernement fédéral. Le plafond du revenu total permettant de bénéficier de ces allocations a en outre été porté à 1.500 dollars par an pour les célibataires, à 1.980 dollars par an pour les personnes non mariées avec un ou plusieurs enfants à charge, à 2.580 dollars par an pour les couples mariés. Dans ce dernier cas, le plafond est de 2.700 dollars lorsque les deux époux sont aveugles. L'augmentation des allocations et le relèvement des plafonds étaient applicables à toutes les provinces en avril 1964.

## II. LÉGISLATION PROVINCIALE

### 1. MESURES ANTIDISCRIMINATOIRES

Deux provinces ont adopté de nouvelles mesures antidiscriminatoires. La Nouvelle-Ecosse a promulgué la loi sur les droits de l'homme<sup>13</sup>, qui groupe en les renforçant trois lois antidiscriminatoires précédentes : la loi sur les pratiques équitables en matière d'emploi (*Fair Employment Practices Act*), la loi sur l'égalité des salaires (*Equal Pay Act*) et la loi sur les pratiques équitables en matière de logement (*Fair Accommodation Practices Act*). La nouvelle loi énonce un principe nouveau et important, celui de l'interdiction des pratiques discriminatoires dans la location des appartements. En vertu de ces dispositions, toute personne qui refuse à une autre personne, pour des motifs fondés sur la race, la religion, la croyance religieuse, la couleur ou l'origine ethnique ou nationale, l'autorisation d'occuper un appartement quelconque dans tout immeuble comportant plus de quatre logements indépendants tombe sous le coup de la loi pénale. La loi interdit également toute discrimination fondée sur les mêmes motifs en ce qui concerne les conditions d'occupation d'un appartement.

Dans le Québec, une nouvelle loi sur les hôtels<sup>14</sup> interdit la discrimination dans les hôtels, les restaurants ou les terrains de camping. Elle interdit au propriétaire ou gérant de tout établissement de cette nature de refuser à quiconque les repas, le logement ou tout autre service destiné au public ou d'exercer, en ce qui concerne les services fournis, une discrimination fondée sur la race, la croyance, la couleur, la nationalité, l'origine ethnique ou le lieu de naissance.

### 2. DROITS POLITIQUES

Dans l'Ontario, un amendement à la loi sur la fonction publique<sup>15</sup> a donné aux fonctionnaires de la Couronne, à l'exception des sous-ministres et autres fonctionnaires supérieurs, le droit, sous certaines réserves, de poser leur candidature à des postes électifs. Les employés de l'administration de l'Ontario avaient été privés de ce droit en 1897 par une résolution de la législature interdisant aux fonctionnaires et employés des services publics de participer activement aux élections fédérales ou provinciales ou de se présenter aux élections des conseils municipaux. L'amendement donne à tout employé de la Couronne (n'appartenant pas à une catégorie qui fait l'objet de restrictions) la possibilité de se livrer à des activités politiques dans sa municipalité sans être tenu d'obtenir une autorisation ou une mise en disponibilité. L'intéressé peut, sous certaines réserves, poser sa candidature à un poste municipal électif, occuper un tel poste ou faire campagne pour un candidat à un poste municipal.

Tout employé de la Couronne qui désire se présenter à une élection fédérale ou provinciale doit, par l'intermédiaire du ministre dont il relève, demander une mise en disponibilité au Lieutenant-Gouverneur en conseil qui est tenu de faire droit

<sup>10</sup> *Ibid.*, chap. 16.

<sup>11</sup> *Ibid.*, chap. 26.

<sup>12</sup> *Ibid.*, chap. 26.

<sup>13</sup> *Statutes of Nova Scotia*, 1963, chap. 5.

<sup>14</sup> *Statuts du Québec*, 1963, chap. 40.

<sup>15</sup> *Statutes of Ontario*, 1962-1963, chap. 118.

à la demande. S'il est élu au Parlement ou à une assemblée provinciale, l'intéressé doit immédiatement démissionner, mais il conserve, pendant une période déterminée, certains droits à réintégration. Ses droits à pension sont également protégés.

Dans l'île du Prince-Edouard <sup>16</sup> une nouvelle loi électorale a uniformisé les conditions de l'électorat et a aboli la condition du droit de vote liée à la propriété foncière ainsi que le vote plural. En vertu de la loi antérieure la moitié des trente membres de l'Assemblée législative devaient être élus par des propriétaires fonciers et les électeurs pouvaient voter dans chacune des circonscriptions où ils possédaient des biens immeubles. La propriété foncière figurait également parmi les conditions à l'une desquelles devaient satisfaire les électeurs des quinze autres représentants.

La loi sur la législature du Québec <sup>17</sup> a été modifiée : désormais les membres du Conseil législatif désignés après le 1<sup>er</sup> juillet 1963 n'exerceront leurs fonctions que jusqu'à l'âge de 75 ans au lieu d'être désignés à vie.

Par une nouvelle loi électorale <sup>18</sup>, la province de Québec a ramené de 21 à 18 ans l'âge minimum du vote, devenant ainsi, après le Saskatchewan, la deuxième province à ouvrir le droit de vote aux personnes de 18 ans. L'âge minimum est de 19 ans dans l'Alberta et la Colombie britannique et de 21 ans dans les autres provinces.

La nouvelle loi électorale du Québec contient également un certain nombre de nouvelles dispositions destinées à renforcer la protection du droit de vote et à améliorer les procédures de vote. Le Directeur du scrutin est désormais désigné non plus par le Lieutenant-Gouverneur en conseil mais par l'Assemblée législative et le parti auquel est affilié le candidat doit maintenant figurer sur le bulletin. Par ailleurs, la loi limite les dépenses électorales des partis et candidats et prévoit le remboursement partiel de ces dépenses aux candidats.

### 3. POURSUITES CONTRE LA COURONNE

La loi sur les poursuites contre la Couronne <sup>19</sup>, 1962-63, adoptée en Ontario, a aboli tous les privilèges et immunités dont bénéficiait jusqu'alors la Couronne, ce qui permet à toute personne d'actionner en justice la Couronne, ainsi que ses fonctionnaires et agents au même titre que n'importe quelle autre personne juridique. La Couronne ne pouvait auparavant faire l'objet d'une action en dommages-intérêts ou d'un autre recours que sous réserve de son consentement et par voie de pétition.

### 4. PROCÉDURES D'EXPROPRIATION

Pour remédier aux inégalités résultant de l'application d'une trentaine de dispositions relatives à l'expropriation et à l'indemnisation, ainsi que pour renforcer la protection des droits de propriété individuelle, l'Ontario a adopté la loi sur les procédures d'expropriation, 1962-63 <sup>20</sup>. La nouvelle loi uniformise les procédures que doivent suivre les

autorités provinciales en matière d'expropriation et elle prescrit aussi de nouvelles conditions de publicité et fixe un certain nombre de délais. En outre, l'intéressé peut dans chaque cas demander à être entendu par le tribunal, droit qui aux termes de certaines lois antérieures était exclusivement réservé à l'autorité expropriante. Pour venir en aide aux petits propriétaires, le tribunal qui prononce l'expropriation ou celui qui entend les parties en cause est maintenant habilité à adjuger les frais et dépens.

Une autre province, l'Alberta, a réformé ces dernières années sa législation en matière d'expropriation et a adopté en 1961 une loi sur la procédure d'expropriation <sup>21</sup>. Cette loi classe les autorités expropriantes en quatre catégories et prescrit une procédure distincte pour chacune de ces catégories, qui sont néanmoins toutes soumises à certaines dispositions générales. Une loi analogue est en vigueur depuis quelque temps au Manitoba <sup>22</sup>.

## 5. ASSISTANCE GÉNÉRALE

### Ontario

Un règlement adopté dans l'Ontario <sup>23</sup> au sujet de l'assistance accordée par l'administration provinciale aux veuves et aux femmes non mariées établit un nouveau programme qui prévoit le versement d'allocations de 75 dollars au plus par mois aux veuves et aux femmes non mariées âgées de 60 ans ou plus. Sont assimilées aux « femmes non mariées » la femme dont le mari est hospitalisé dans un asile d'aliénés, un sanatorium, un hôpital pour malades chroniques ou une maison de santé ou a été placé dans un hospice de vieillards pour six mois au moins ; la femme dont le mari est en prison pour six mois au moins ; la femme divorcée et non remariée ; et la femme qui vit séparée de son mari depuis sept ans au moins.

L'allocation est accordée, selon les moyens dont elles disposent, aux femmes qui entrent dans la catégorie ainsi définie et qui résident dans l'Ontario depuis un an au moins. Les avoirs liquides de l'intéressée et, dans le cas des femmes appartenant à l'un des trois premiers groupes mentionnés plus haut, les avoirs liquides du mari, ne doivent pas dépasser 1.000 dollars. Les règlements énoncent les éléments qui doivent entrer dans le calcul du revenu, lequel ne doit pas dépasser 1.260 dollars par an, y compris l'allocation. Les personnes qui bénéficient d'allocations du gouvernement au titre d'autres programmes, ou qui sont en traitement dans un asile d'aliénés, un hôpital privé, un sanatorium, un hôpital psychiatrique, un hôpital public, un hospice de vieillards ou une maison de santé n'ont pas droit à l'allocation prévue par le règlement en question.

Les bénéficiaires de cette allocation ont droit aux services médicaux gratuits prévus par tout accord écrit en vigueur, conclu entre la province de l'Ontario et l'Association médicale de l'Ontario.

<sup>16</sup> *Statutes of Prince Edward Island*, 1963, chap. 11.

<sup>17</sup> *Statuts du Québec*, 1963, chap. 12.

<sup>18</sup> *Ibid.*, chap. 13.

<sup>19</sup> *Statutes of Ontario*, 1962-63, chap. 109.

<sup>20</sup> *Ibid.*, chap. 43.

<sup>21</sup> *Statutes of Alberta*, 1961, chap. 30.

<sup>22</sup> *Revised Statutes of Manitoba*, 1954, chap. 78.

<sup>23</sup> O. Reg. 111/63, publié dans la *Gazette* du 18 mai 1963, modifié par O. Reg. 337/63, publié dans la *Gazette* du 28 décembre 1963.

### Alberta

La loi sur la protection sociale (*Public Welfare Act*)<sup>24</sup> a subi plusieurs modifications importantes. Cette loi, qui autorisait déjà le Ministre de la protection sociale à fournir une assistance aux indigents résidant dans la province à titre provisoire ou permanent, l'autorise maintenant à venir en aide à toute personne qui a besoin d'un secours immédiat.

L'amendement a rayé de la loi la clause en vertu de laquelle un chômeur qui a sollicité une aide matérielle ou qui reçoit déjà une telle aide est tenu, si la municipalité ou le Ministère de la protection sociale le lui demande, de participer à des travaux publics visant à réduire le chômage. Il a aussi éliminé la clause qui dispensait la municipalité ou le ministère de continuer à fournir une aide aux personnes ayant refusé de participer à de tels travaux.

#### 6. ALLOCATIONS AUX MÈRES

##### Ile du Prince-Edouard

En vertu des amendements apportés au règlement sur les allocations aux mères<sup>25</sup>, le plafond du revenu brut permettant de bénéficier de ces allocations a été porté de 900 à 1.800 dollars par an pour une mère ayant un enfant (l'ancien plafond a été élevé de 100 dollars par an pour chaque nouvel enfant, à concurrence de 600 dollars au plus). Le plafond du revenu mensuel pour une mère ayant un enfant a été porté de 35 à 70 dollars par mois.

##### Nouveau-Brunswick

Un amendement apporté à la loi sur l'assistance sociale (première partie, assistance fournie par la province)<sup>26</sup> a porté de 90 à 115 dollars le montant maximum de l'allocation dont peut bénéficier une mère, ou mère adoptive, nécessaire avec des enfants à charge. Un règlement<sup>27</sup> a porté de 35 à 60 dollars le montant maximum de l'assistance mensuelle dont peut bénéficier une mère ayant un enfant à charge.

#### 7. PROTECTION DE L'ENFANCE

##### Ontario

En vertu d'un amendement à la loi sur la protection de l'enfance<sup>28</sup>, l'âge minimum exigé des parents adoptifs a été ramené de 25 à 21 ans.

##### Manitoba

En vertu d'un amendement à la loi sur la protection de l'enfance<sup>29</sup>, le Directeur de la protection sociale peut, de même que toute société d'aide à l'enfance, demander à un juge d'un tribunal de comté de faire exception à la règle selon laquelle tout enfant doit être placé dans une famille ou dans une institution de sa confession religieuse,

dans les cas où il n'existe pas de famille ou d'institution appropriée remplissant cette condition. La demande doit être notifiée, par lettre ou par avis public, aux personnes désignées par le juge. Si le juge est convaincu qu'il est de l'intérêt de l'enfant de renoncer à la condition concernant la religion, il peut rendre une ordonnance à cet effet.

##### Alberta

En vertu d'un amendement à la loi sur la protection de l'enfance<sup>30</sup>, la définition de l'enfant abandonné comporte désormais une clause générale qualifiant d'enfant abandonné tout enfant qui a besoin de protection et spécifiant un certain nombre de cas dans lesquels un enfant peut être considéré comme abandonné.

Selon les nouvelles dispositions, est considéré comme ayant besoin de protection au sens de la loi : tout enfant né hors mariage dont la mère consent à ce qu'il soit déferé à un tribunal pour transfert de la tutelle au Directeur général de la protection de l'enfance ; tout enfant dont le développement physique, mental, moral ou affectif risque d'être compromis par le comportement des parents ou de toute autre personne titulaire de la garde (mauvais traitements, indifférence, abandon ou inconduite notoire) ; tout enfant dont une institution, une crèche ou une tierce personne prend soin gratuitement, dans des circonstances indiquant que les parents ne s'acquittent pas de leurs obligations à son égard.

#### 8. SOINS MÉDICAUX

Dans l'Alberta, un programme d'assurance médicale à effet différé, subventionné par le gouvernement, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre<sup>31</sup>. Aux termes de ce programme, les résidents de la province peuvent bénéficier de services médicaux complets auprès du médecin de leur choix, en souscrivant auprès de la compagnie de leur choix une assurance pour laquelle le montant des primes ne peut dépasser un maximum fixé par les pouvoirs publics ; l'Etat prend à sa charge une partie des primes dues par les personnes dont le revenu ne dépasse pas un niveau déterminé. Dans une autre province, le Saskatchewan, un programme d'assurance-soins médicaux est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1962<sup>32</sup>.

#### 9. ACCIDENTS DU TRAVAIL

Cinq provinces ont modifié leur législation en matière d'accidents du travail<sup>33</sup>, certains amendements prévoient non seulement l'augmentation des indemnités versées aux invalides et des versements

<sup>24</sup> *Statutes of Alberta*, 1963, chap. 52.

<sup>25</sup> Règlement publié dans la *Gazette* du 29 juin 1963.

<sup>26</sup> *Statutes of New Brunswick*, 1963, chap. 20.

<sup>27</sup> O.C. 63-324, publié dans la *Gazette* du 21 mai 1963.

<sup>28</sup> *Statutes of Ontario*, 1962-63, chap. 12.

<sup>29</sup> *Statutes of Manitoba*, 1963, chap. 10.

<sup>30</sup> *Statutes of Alberta*, 1963, chap. 7.

<sup>31</sup> *Ibid.*, chap. 70. Règlement de l'Alberta 280/63, publié dans la *Gazette* du 15 juillet 1963, modifié par le Règlement de l'Alberta 452/63, publié dans la *Gazette* du 15 octobre 1963 et par le Règlement de l'Alberta 463/63, publié dans la *Gazette* du 31 octobre 1963.

<sup>32</sup> Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 32.

<sup>33</sup> *Statutes of Manitoba*, 1963, chap. 98 ; *Statutes of New Brunswick*, 1963, chap. 44 ; *Statutes of Ontario*, 1962-63, chap. 145 ; *Statutes of Prince Edward Island*, 1963, chap. 38 ; *Statuts du Québec*, 1963, chap. 41.



en cas de décès, mais reconnaissent en outre la nécessité d'améliorer les services de réadaptation destinés à aider les ouvriers blessés à retrouver un emploi rémunérateur. La province du Québec a étendu la portée de sa législation et l'Ontario a élargi la définition de l'accident de manière à permettre le versement d'une indemnité pour toute blessure ou invalidité causée par le travail. Le plafond des revenus annuels servant au calcul de l'indemnité a été relevé dans l'Ontario, le délai d'attente a été réduit dans l'Ontario et le Québec et cette dernière province a relevé le montant de la prestation minimum due en cas d'invalidité totale. Le Manitoba a relevé le plafond de ses dépenses annuelles en matière de formation professionnelle et le Québec a supprimé le plafond fixé pour les dépenses annuelles de réadaptation. Les pensions versées pour les enfants à charge ont été augmentées dans l'Ontario et l'île du Prince-Edouard a supprimé le plafond des prestations mensuelles prévues en faveur de la veuve et de ses enfants ou des orphelins. Dans cette même province les prestations pour enfants en cours d'études sont désormais versées jusqu'à 21 ans au lieu de 18 ans et au Québec, elles sont maintenant versées pendant toute la période où l'enfant poursuit des études régulières.

#### 10. RELATIONS DU TRAVAIL

Les amendements apportés à la loi de la Colombie britannique sur les relations du travail<sup>34</sup> en vue d'apaiser le mécontentement dans l'industrie et de réduire le nombre des arrêts de travail ont amélioré la procédure de présentation des plaintes. L'un d'entre eux permet notamment aux parties à un différend né des dispositions d'une convention collective de soumettre leurs plaintes pour règlement du différend à la Commission des relations de travail, procédure plus rapide et moins onéreuse que celle de l'arbitrage. Un autre amendement rend obligatoire l'inclusion dans toute convention collective d'une clause régissant le renvoi et la suspension d'un employé lié par la convention, les différends relatifs à des renvois ou suspensions étant assujettis à la procédure de présentation des plaintes. Un troisième amendement autorise expressément la Commission des relations de travail, ou tout autre organe auquel une plainte a été soumise, à ordonner à un employeur de rendre son emploi à un employé renvoyé à tort et de le rembourser, ou à « prendre toute décision qui lui paraît juste et raisonnable compte tenu des termes de la convention collective ».

Terre-Neuve a abrogé une disposition très controversée qui avait été adoptée en 1959 et selon laquelle la Cour suprême pouvait dissoudre un syndicat s'il apparaissait qu'un nombre suffisant de ses dirigeants se trouvant en dehors de la province avaient été reconnus coupables d'infractions très graves et conservaient néanmoins leurs fonctions dans le cadre du syndicat. Dans la même province, un amendement relatif aux services hospitaliers prévoit que, dans des circonstances spéciales, la procédure normale de règlement des différends peut être remplacée par une procédure d'exception<sup>35</sup>.

Un amendement apporté à la loi de l'Ontario sur la fonction publique<sup>36</sup> autorise la création d'un mécanisme de négociation pour les fonctionnaires provinciaux, de sorte que l'Ontario est, après le Saskatchewan, la seconde province à accorder aux fonctionnaires le droit de négociation. La nouvelle disposition prévoit l'institution d'un Conseil mixte qui est habilité à négocier toute question relative aux conditions d'emploi des fonctionnaires (conditions de travail, rémunération, congé et horaires de travail), ainsi que la désignation d'une commission d'arbitrage de la fonction publique compétente pour prendre, en cas d'impasse dans les négociations, une décision ayant force obligatoire.

#### 11. ENSEIGNEMENT ET FORMATION

Un certain nombre de provinces ont adopté des mesures qui doivent permettre aux travailleurs d'acquérir une formation optimum pour pouvoir répondre aux exigences d'une économie de plus en plus fondée sur la technique. La législation du Manitoba a été modifiée à l'effet de rendre la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans et l'amendement prévoit que cet âge sera porté à 16 ans en 1965<sup>37</sup>. L'Ontario<sup>38</sup> a supprimé la limite d'âge des apprentis, ce qui permet à des travailleurs plus âgés de suivre un apprentissage, et l'île du Prince-Edouard a adopté la loi sur l'apprentissage et la compétence professionnelle des artisans (*Apprenticeship and Tradesmen's Qualification Act*)<sup>39</sup>, qui prévoit la formation des apprentis et la délivrance d'un certificat de compétence professionnelle aux artisans. Les amendements apportés à la législation de la Colombie britannique prévoient l'expansion et l'amélioration des programmes d'apprentissage et la délivrance obligatoire de certificats sanctionnant dûment la compétence professionnelle des artisans<sup>40</sup>.

#### III. DÉCISIONS JUDICIAIRES

Dans l'affaire *Robertson et Rosetanni c. la Reine*<sup>41</sup>, qui a été jugée par la Cour suprême du Canada en octobre 1963, il s'agissait de savoir si la loi concernant le Jour du Seigneur<sup>42</sup> portait atteinte à la liberté religieuse et si elle avait été rendue caduque par la Déclaration canadienne des droits<sup>43</sup>.

Les plaignants avaient fait l'objet d'une déclaration de culpabilité pour avoir ouvert leur établissement de jeu de boules un dimanche en contravention de la loi concernant le Jour du Seigneur. La déclaration de culpabilité a été contestée au motif que la loi concernant le Jour du Seigneur, ayant pour objet et pour effet de contraindre tous les habitants du Canada, sous peine de sanctions pénales, à considérer le dimanche comme fête

<sup>36</sup> *Statutes of Ontario*, 1962-63, chap. 118.

<sup>37</sup> *Statutes of Manitoba*, 1963, chap. 74.

<sup>38</sup> *Statutes of Ontario*, 1962-63, chap. 4.

<sup>39</sup> *Statutes of Prince Edward Island*, 1963, chap. 1.

<sup>40</sup> *Statutes of British Columbia*, 1963, chap. 3.

<sup>41</sup> (1964) 4 ; D.L.R. (2d), p. 485.

<sup>42</sup> S.R.C. 1952, chap. 171.

<sup>43</sup> 1960 (Can.), chap. 44.

<sup>34</sup> *Statutes of British Columbia*, 1963, chap. 20.

<sup>35</sup> *Statutes of Newfoundland*, 1963, chap. 82.

religieuse chômeuse, portait atteinte à la liberté religieuse, et au motif que la Déclaration canadienne des droits<sup>44</sup> avait en fait abrogé la section<sup>45</sup> de la loi concernant le Jour du Seigneur, qui interdit toute activité lucrative le dimanche.

La Cour suprême a jugé à la majorité (avec une opinion dissidente) que, bien que la loi concernant le Jour du Seigneur sanctionne un principe de la religion chrétienne, elle ne supprime, ne restreint ni n'enfreint la « liberté religieuse » garantie par la Déclaration canadienne des droits et n'est donc pas rendue caduque par ce dernier instrument. En outre, la Cour a jugé que les libertés énoncées dans la Déclaration des droits devaient se définir par référence à celles qui existaient immédiatement avant la promulgation de ce document et elle a affirmé que la pensée religieuse était, au Canada, entièrement libre et l'expression des croyances religieuses libre de toute entrave avant l'adoption de la Déclaration des droits et malgré la loi concernant le Jour du Seigneur. Historiquement, des mesures législatives comme la loi concernant le Jour du Seigneur n'avaient jamais été considérées

<sup>44</sup> La section pertinente est ainsi conçue : « 2. Toute loi du Canada, à moins qu'une loi du Parlement du Canada ne déclare expressément qu'elle s'appliquera nonobstant la Déclaration canadienne des droits, doit s'interpréter et s'appliquer de manière à ne pas supprimer, restreindre ou enfreindre... [la liberté religieuse] ni en autoriser la suppression, la diminution ou la transgression... »

<sup>45</sup> La section 4 est ainsi conçue : « Sauf les dispositions de la présente loi et les dispositions des lois provinciales actuellement ou désormais en vigueur, nul ne peut légalement, le dimanche, vendre, offrir en vente ou acheter des marchandises, des effets ou autres biens meubles ou des immeubles, exercer ou poursuivre une besogne de son état ordinaire ou quelque besogne accessoire de cet état, ou, pour quelque gain, exécuter, au cours de cette journée, un travail, une besogne ou un ouvrage, ou y employer une autre personne. »

comme portant atteinte à la liberté religieuse telle qu'elle est garantie par la Déclaration des droits et aucune disposition de cette loi ne portait atteinte en aucune manière à la liberté de conscience et à la liberté du culte d'aucun citoyen. Ses conséquences pratiques, pour ceux que leur religion obligeait à observer un jour de repos autre que le dimanche, étaient de nature purement laïque et financière, toute activité leur étant également interdite le dimanche.

En janvier 1963, dans l'affaire *Guay c. Lafleur*<sup>46</sup>, la Cour du Banc de la Reine de Québec a confirmé le jugement rendu par la Cour supérieure<sup>47</sup> au sujet du droit d'une personne à une audition impartiale de sa cause par un tribunal administratif pour la définition de ses droits et obligations.

L'affaire avait trait à une enquête officielle menée au sujet d'un contribuable par une commission d'enquête créée aux termes de la loi relative à l'impôt sur le revenu. L'intéressé prétendait avoir le droit d'assister, ainsi que son avocat, à l'enquête. La Cour supérieure a enjoint en 1961 à la commission d'autoriser le contribuable à assister à l'enquête.

En appel, la Cour du Banc de la Reine a confirmé à la majorité qu'en vertu d'un principe de justice fondamental, toute enquête ou instruction, même d'ordre purement administratif, doit être effectuée de façon juste et impartiale. Un contribuable a donc le droit d'assister aux séances d'une commission d'enquête instituée au terme de la loi relative à l'impôt sur le revenu pour examiner ses affaires, et de s'y faire représenter.

Le jugement d'appel a fait l'objet d'un recours devant la Cour suprême du Canada.

<sup>46</sup> (1963) R.J.B.R. n° 7, p. 623.

<sup>47</sup> (1962) 31 D.L.R. (2d), Part 8, p. 575, jugement signalé dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 39.

## CEYLAN

### NOTE<sup>1</sup>

#### I. LÉGISLATION

##### A) DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

###### *Loi n° 9 de 1963 portant amendement des dispositions relatives aux élections locales*

Cette loi accorde aux partis politiques la même reconnaissance pour les élections locales que pour les élections parlementaires ; elle modifie la loi définissant la notion de pressions illicites et interdit certaines pratiques, qui consistent par exemple à solliciter des voix, à effectuer des démarches auprès des électeurs, à persuader les électeurs de ne pas voter pour un candidat déterminé, à persuader les électeurs de s'abstenir aux élections et à distribuer ou exposer aux yeux du public des écriteaux, des placards, des affiches ou des avis concernant les élections, dans un rayon de 50 yards à partir de l'entrée des bureaux de vote. Elle interdit également d'utiliser des véhicules afin de transporter les électeurs en direction ou en provenance des bureaux de vote. Une exception est néanmoins admise dans le cas où le propriétaire d'un véhicule utilise celui-ci pour se rendre à un bureau de vote ou en revenir ou bien pour transporter sur ce trajet les personnes vivant sous le même toit que lui, et dans le cas des transports publics.

##### B) PROCÉDURE JUDICIAIRE

###### *1. Loi n° 10 de 1963 portant amendement du code de procédure pénale*

Il s'agit d'une disposition provisoire modifiant l'article 444 A 8) du Code de procédure pénale, ainsi rédigée :

« 8) i) Lorsqu'une personne est invitée à comparaître devant la Cour suprême en application du présent article, le procès peut être ouvert ou poursuivi en l'absence de l'intéressé, s'il est reconnu par la Cour :

a) que l'intéressé s'est soustrait aux poursuites ou a échappé à la justice, ou

b) que l'intéressé n'est pas en mesure de comparaître devant la Cour ou d'assister à la suite de son procès en raison de son état de santé, et qu'il a consenti à ce que le procès soit ouvert ou poursuivi en son absence, ou

c) que l'intéressé n'est pas en mesure de comparaître devant la Cour ou d'assister à la suite du

procès en raison de son état de santé et que l'ouverture ou la poursuite du procès en son absence ne saurait lui causer aucun préjudice.

ii) Le fait d'ouvrir ou de poursuivre le procès d'une personne devant la Cour suprême en application du présent article, en l'absence de l'intéressé, ne sera pas considéré ou interprété comme portant atteinte au droit de l'intéressé à être défendu au procès par un avocat ».

Cet amendement ne sera applicable qu'aux procès, engagés devant la Cour suprême en vertu de l'article 440 A, qui auront été ouverts antérieurement et seront en cours à la date de l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée.

###### *2. Loi n° 12 de 1963 portant amendement de la loi sur les comités de conciliation*

Cette nouvelle disposition modifie la loi régissant la constitution des comités de conciliation.

##### C) DROITS ÉCONOMIQUES

###### *1. Loi n° 5 de 1963 portant amendement du Ceylon Petroleum Corporation Act*

En vertu de la présente loi, la *Ceylon Petroleum Corporation* jouit de droits exclusifs, notamment du droit d'importer, d'exporter, de vendre, de livrer et de distribuer certaines catégories de produits pétroliers.

###### *2. Loi n° 6 de 1963 réglementant la fabrication des allumettes*

Cette loi fixe les normes auxquelles tous les fabricants d'allumettes doivent se conformer et les prix maximum, prévoit l'inspection des usines et des magasins, et définit certaines infractions.

###### *3. Loi financière n° 11 de 1963*

Le titre III de cette loi interdit à certaines catégories de personnes d'exercer à Ceylan le métier de prêteur ou de prêteur sur gages. L'article 50 de cette loi modifie également la loi n° 2 de 1961 sur la Compagnie d'assurances et fait de la Compagnie d'assurances de Ceylan la seule compagnie autorisée à effectuer des opérations d'assurance de quelque type que ce soit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1964 inclusivement.

Le chapitre VIII de la loi autorise la Banque populaire, créée par la loi n° 29 de 1961, à acqué-

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement ceylanaise.

rir, moyennant le paiement d'une indemnité, tous locaux agricoles, résidentiels ou commerciaux, si lesdits locaux ont été vendus ou transférés en exécution d'une dette hypothécaire, aux fins de les louer à certaines personnes.

## II. JURISPRUDENCE

### A) DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES

#### 1. *La Reine contre Liyanage*, 65 N.L.R. 73

Le 23 juin 1962, le Procureur général a déposé contre les défendeurs un acte d'accusation devant la Cour suprême, en application des dispositions spéciales de la loi pénale n° 1 de 1962. Les défendeurs ont été cités à comparaître par le greffier de la Cour suprême et une citation a été signifiée à chacun d'eux. L'ordre émanait des trois juges désignés par le Ministre de la justice pour former le tribunal. Le 3 octobre 1962, le tribunal s'est déclaré incompétent pour cette raison que le Ministre avait, en désignant les juges, outrepassé les pouvoirs qui lui sont conférés par la Constitution. Le tribunal n'a pas prononcé d'acquiescement et les défendeurs ont donc été maintenus en détention préventive en vertu des mandats de détention émis en application des dispositions d'urgence.

Le 21 novembre 1962, le Procureur général a déposé un second acte d'accusation en application des dispositions de la loi pénale n° 31 de 1962, qui avait été votée par le Parlement, le 14 novembre 1962, en partie pour résoudre le problème que posait l'ordonnance rendue par le tribunal le 2 octobre 1962. L'article 6 de la loi n° 31 de 1962 disposait notamment que le premier acte d'accusation, déposé le 23 juin 1962, devait être considéré, à toutes fins utiles, comme nul et non avenue.

Selon l'argumentation présentée par la défense, 1) la Cour suprême restait saisie du premier acte d'accusation déposé le 23 juin 1962, et la Cour, ou les juges désignés, devaient ouvrir le procès sur la base de cet acte d'accusation et n'étaient pas fondés à ouvrir le procès sur la base du second acte d'accusation déposé le 21 novembre 1962 et 2) les lois n° 1 de 1962 et n° 31 de 1962 n'étaient pas valides, car elles n'étaient pas rédigées en cingalais, que la loi consacre comme l'unique langue officielle.

La Cour a statué 1) que le Ministre ayant outrepassé ses pouvoirs en désignant les juges qui constituaient le premier tribunal, ceux-ci n'étaient pas compétents pour émettre des citations à comparaître. Il n'y avait donc pas eu exercice du pouvoir judiciaire de la Cour suprême sur la base de l'acte d'accusation du 23 juin 1962. Il s'ensuivait qu'il n'y avait pas d'acte du judiciaire que le Parlement aurait pu contrecarrer de façon inconstitutionnelle en adoptant la loi n° 31 de 1962. 2) que la loi n° 33 de 1956 relative à la langue officielle ne prévoyant pas de façon explicite que tous les textes de loi devraient être rédigés en cingalais, il n'était pas nécessaire que toutes les lois adoptées par le Parlement après le 1<sup>er</sup> janvier 1961 fussent rédigées dans cette langue. Même si l'on peut dire qu'à la lecture de l'article 2 de la loi susmentionnée, il apparaît que l'intention du législateur est

que les lois adoptées par le Parlement soient rédigées en cingalais, il est certain que le Parlement a néanmoins le pouvoir d'adopter des lois incompatibles avec certaines dispositions de la législation antérieure. En conséquence, dans le cas des lois n° 1 de 1962 et n° 31 de 1962, ainsi que de toutes les autres lois postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1961, le Parlement n'a fait qu'exercer son droit de passer outre à ce qui avait pu être son intention au moment où il avait adopté la loi relative à la langue officielle.

#### 2. *L'Office des transports ceylanais contre Samastha Lanka Motor Sevaka Samithiya*, 65 N.L.R. 185

La loi sur les différends du travail investit les conseils de prud'hommes d'un simple pouvoir arbitral et non pas du pouvoir judiciaire. En conséquence, une décision d'un conseil de prud'hommes ne peut être considérée comme nulle pour l'unique raison que ledit conseil n'a pas été nommé par la Commission des services judiciaires conformément à l'article 55 de la Constitution de Ceylan.

#### 3. *Ibralebbe contre la Reine*, 65 N.L.R. 433

Les appels interjetés devant le Comité judiciaire du Conseil privé contre une décision rendue en matière pénale par un tribunal ceylanais demeurent recevables, l'accession de Ceylan à l'indépendance n'ayant pas entraîné la suppression de cette voie de recours.

La structure des tribunaux et le mécanisme des voies de recours existant à l'époque où Ceylan a accédé à l'indépendance n'ont été modifiés par aucun des instruments qui ont conféré au pays le statut d'Etat indépendant. Si, en vertu de son pouvoir législatif, le Parlement de Ceylan a la faculté, s'il le juge utile, de modifier ou de supprimer à tout moment l'appel devant le Conseil privé des décisions rendues par les tribunaux de ce pays, ces recours ne compromettent en aucune façon la véritable indépendance du pays, tant que l'organe législatif souverain ne décide pas d'y mettre fin.

### B) LA RÉTROACTIVITÉ

#### *La Reine contre Liyanage*, 65 N.L.R. 73

Les dispositions de l'article 19 de l'ordonnance relative aux tribunaux, des articles 2, 69 et 72 du Code pénal, de l'article 36 de la Constitution et de l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, proclamée par les Nations Unies, n'interdisent pas de juger et de condamner l'auteur d'un délit rétroactivement défini comme tel par la loi. En conséquence, d'après l'article 19, ainsi que d'après les articles 18 et 21 de la loi pénale n° 1 de 1962 (dispositions spéciales), l'intention du Parlement est que les faits désormais incriminés par l'article 115 du Code pénal, tel qu'il a été modifié par l'article 6 de la loi susmentionnée, soient rétroactivement considérés comme des délits à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1962.

### C) LE DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE

#### 1. *Hemapala contre la Reine*, 65 N.L.R. 121

Lorsque, dans un procès se déroulant devant la Cour suprême, l'accusé choisit d'être jugé par un jury de langue anglaise conformément à l'arti-

de 165 B, les articles 224 1), 225 c) et 229 du Code de procédure pénale prévoient que l'ensemble du procès devra être mené en anglais.

2. *La Reine contre Liyanage*, 65 N.L.R. 837

Dans un procès pénal porté devant la Cour suprême en vertu d'un acte d'accusation déposé par le Procureur général conformément à l'article 440 A du Code de procédure pénale introduit par la loi pénale n° 31 de 1962, la Cour a statué que les inculpés étaient en droit d'obtenir, avant de déposer leur défense, et avant l'ouverture du procès proprement dit, les renseignements suivants :

a) La liste des témoins et des pièces de l'accusation ;

b) Copies des dépositions faites devant le juge d'instruction par les témoins de l'accusation ou par les inculpés eux-mêmes, lorsque le Procureur général a l'intention de les produire au cours du procès ; et

c) Copies des documents sur lesquels repose l'accusation.

La Cour a statué en outre que, bien qu'en Angleterre cette procédure s'applique uniquement en cas de délit mineur, la loi ceylanaise ne prévoit depuis 1915 aucune restriction de ce genre.

3. *La Reine contre Vincent Fernando*, 65 N.L.R. 265

Dans un procès devant la Cour suprême, l'enregistrement de témoignages sur les lieux de l'infraction est illégal et n'est pas justifié par les dispositions de l'article 238 du Code de procédure pénale. Le jury ne doit pas non plus être amené en divers endroits au cours de la descente sur les lieux.

En vertu de l'article 32 du Code pénal :

« Lorsqu'un acte délictueux est commis par plusieurs personnes, d'un commun accord, chacune d'elles est responsable de cet acte comme si elle l'avait commis isolément. »

Il a été jugé que pour que l'article 32 soit applicable, un accord purement intellectuel ne suffit pas ; il faut que cet accord se soit manifesté par un acte délictueux ou une omission délictueuse, traduisant l'état d'esprit.

4. *La Reine contre Punchi Banda*, 65 N.L.R. 342

Lorsqu'au cours d'un procès devant la Cour suprême, le jury, après s'être retiré pour délibérer, est divisé par quatre voix contre trois, ni l'article 247 2) ni aucune autre disposition du Code de procédure pénale n'habilite le Président à enjoindre aux membres du jury à se retirer de nouveau pour reprendre ses délibérations. Dans ce cas, le Président a uniquement la faculté de renvoyer le jury, conformément à l'article 250.

5. *La Reine contre Brampy Appuhamy*, 65 N.L.R. 361

La question de savoir si, compte tenu des circonstances de la cause, un accusé a outrepassé les droits de la défense est une question de fait qu'il appartient au jury de trancher.

6. *La Reine contre Santin Singho*, 65 N.L.R. 445

En cas de présomptions, le juge du fond qui indique dans son résumé à l'intention du jury qu'il appartient à l'accusé de réfuter chacun des faits établis par l'accusation et, ce faisant, contredirait une indication donnée auparavant selon laquelle les faits doivent non seulement être compatibles avec l'hypothèse de la culpabilité, mais également être incompatibles avec l'hypothèse de l'innocence. Il est erroné de dire que s'il existe un commencement de preuve, l'accusé est tenu de fournir des explications.

7. *La Reine contre Siripinaa*, 65 N.L.R. 545

Une fois que le juge a décidé d'accepter la déclaration d'une personne comme élément de preuve, il est tenu de l'inviter à prêter serment ou à faire une déclaration en forme solennelle selon le cas. L'article 9 de l'ordonnance sur le serment qui stipule qu'un témoignage n'est pas invalidé par l'omission du serment vise uniquement l'omission accidentelle, et non l'omission délibérée.

8. *De Jong contre la police de Dematagoda*, 65 N.L.R. 165

Un juge de première instance n'a plus la faculté de statuer en référé en application de l'article 152 3) du Code de procédure pénale lorsque la procédure ordinaire a été entamée et que l'on a recueilli les dépositions de témoins au cours de l'instruction menée dans le cadre de cette procédure ordinaire.

Les éléments de preuve recueillis par le juge de première instance afin de décider s'il doit statuer en référé en application de l'article 152 3) du Code de procédure pénale ne peuvent être pris en considération par lui au cours du procès, à moins qu'il ne les recueille à nouveau aux fins dudit procès.

9. *Murugiah contre Outschoorn*, 65 N.L.R. 372

Lorsqu'au cours d'une procédure de référé, l'avocat de la défense désire prendre la parole devant le tribunal avant la clôture des débats, le juge n'a pas le droit de le lui interdire.

10. *La Reine contre Liyanage*, 65 N.L.R. 289

Il a été jugé, dans un procès avec jury où les accusés demandaient à être libérés sous caution en attendant l'ouverture des débats, que cette libération ne devait pas être accordée, eu égard à la nature des infractions et à la peine correspondante fixée par la loi, et au fait que le procès était déjà entamé.

Des observations ont été formulées sur l'opportunité d'appliquer les règles pertinentes de l'ordonnance sur les prisons pour assurer un traitement civilisé et humain aux personnes détenues en vertu d'un mandat d'arrêt émis en application des dispositions d'urgence prises dans le cadre de la loi de sécurité publique.

11. *La Reine contre Ibralebbe*, 65 N.L.R. 470

Dans un procès où plusieurs personnes étaient mises en accusation sous treize chefs, dont sept étaient fondés sur une présomption d'association illicite, et dont les six autres n'auraient pu entraîner la condamnation de deux ou plusieurs accusés

que si les infractions visées avaient été commises en exécution d'une intention commune, il a été jugé que la fusion des deux catégories de chefs d'accusation était licite.

12. *John contre Perera*, 65 N.L.R. 382

Lorsqu'un appelant n'a pas payé les droits supplémentaires dont il est redevable pour communication d'une copie du dossier, un délai de paiement peut lui être accordé, en application de l'article 4 1) des dispositions spéciales de la loi relative aux recours devant la Cour suprême, à condition que ce délai ne cause aucun préjudice matériel à l'intimé.

D) DROITS ÉCONOMIQUES

1. *Suptd. Walapane Estate contre Walapane Sri Lanka Watu Kamkaru Sangamaya*, 65 N.L.R. 8

L'article 23 de l'ordonnance relative à la main-d'œuvre des plantations permet à un employeur qui a mis fin de façon licite au contrat d'un travailleur de mettre également fin au contrat de travail du conjoint dudit travailleur.

2. *Stanley J. Perera contre Yoosoof-Sah*, 65 N.L.R. 193

Si, conformément à l'article 33 de la loi sur les différends du travail, un conseil de prud'hommes peut décider qu'un travailleur doit être réintégré dans son emploi et, qu'à défaut, une indemnité doit lui être versée, il ne peut pas ordonner le

paiement d'une indemnité s'il n'a pas décidé que l'intéressé devait être réintégré dans son emploi. Le paiement d'une indemnité étant une solution de rechange, il ne peut être ordonné indépendamment et il ne peut être exigé qu'à défaut de réintégration.

3. *Office des transports ceylanais contre Samastha Lanka Motor Sewaka Samithiya*, 65 N.L.R. 566

Un travailleur employé par l'Office des transports ceylanais a été renvoyé pour avoir enfreint un règlement qui dispose que tout employé utilisant un véhicule appartenant à cette administration, soit sans autorisation, soit sans être en possession d'un permis de conduire, sera renvoyé. Il a été jugé que le renvoi n'était pas une sanction trop sévère. Lorsqu'il s'agit d'examiner si une décision de renvoi est « juste et équitable », le pouvoir discrétionnaire du juge doit être exercé raisonnablement et non arbitrairement.

4. *Stratheden Tea Company Ltd. contre R. R. Selvadurai*, 66 N.L.R. 6

Bien que l'article 17 1) de la loi sur les différends du travail confère à l'arbitre des pouvoirs très larges, ceux-ci doivent être exercés conformément à la justice et à l'équité, et non pas arbitrairement. Si les deux parties sont innocentes et que l'une d'entre elles a subi une perte, il n'existe aucun motif ni en justice ni en équité pour reporter le fardeau de la perte sur l'autre partie. Dans ce cas, la perte doit être supportée par celui qui l'a subie.

# CHILI

## NOTE<sup>1</sup>

### I. LÉGISLATION

Loi n° 15177 du 6 mars 1963 (*Diario Oficial* n° 25449 du 22 mars 1963).

Porte création de la Confédération mutualiste du Chili (*Confederación Mutualista de Chile*) qui groupera les institutions de secours mutuel du pays et qui aura pour tâche d'étudier et de résoudre les problèmes de la mutualité chilienne et de la représenter auprès des pouvoirs publics.

Loi n° 15295 du 1<sup>er</sup> octobre 1963 (*Diario Oficial* n° 25660 du 8 octobre 1963).

Modifie l'article 10 (10) de la Constitution politique de l'Etat. Un rapport sur cette réforme constitutionnelle est publié au-dessous.<sup>2</sup>

Décret suprême n° 116, Sous-Secrétariat aux transports, 26 février 1963 (*Diario Oficial* n° 25481 du 11 mars 1963).

Prévoit qu'il sera appliqué aux élèves des écoles primaires, secondaires et techniques ainsi qu'aux étudiants des universités un tarif unique de 0,02 escudo dans les transports en commun.

Décret suprême n° 382, Ministère de la Justice, 29 janvier 1963 (*Diario Oficial* n° 25486 du 7 mars 1963).

Porte création d'un tribunal pour enfants à Concepción, qui connaîtra de toutes les affaires nées de l'application des lois n°s 14907 et 14908 sur la protection des mineurs, l'abandon de famille et le paiement de pensions alimentaires.

Décret suprême n° 249, Sous-Secrétariat à l'économie, 7 mars 1963 (*Diario Oficial* n° 25487 du 8 mars 1963).

Déclare de première nécessité les dépenses afférentes aux services éducatifs ou d'enseignement fournis par les établissements scolaires privés, telles que droits d'inscription, frais de scolarité ou tous

autres droits perçus pour l'entrée à un tel établissement et les études au cours de l'année scolaire, y compris la pension d'internat, la demi-pension ou l'externat, en d'autres termes le coût du logement, des repas, des déplacements, etc.

Décret suprême n° R.R.A. 20, 23 février 1963 (*Diario Oficial* n° 25511 du 5 avril 1963).

Répond, en le mettant à jour et en l'uniformisant, le texte du décret-loi n° 326 de 1960 sur les coopératives ; et définit les coopératives comme étant les institutions à but non lucratif ni politique qui ont pour objet l'aide mutuelle de leurs membres dans les domaines qu'il indique.

Décret suprême n° S 2 - 136 du 19 mars 1963 (*Diario Oficial* n° 25519 du 17 avril 1963).

Porte approbation des statuts de la Croix-Rouge chilienne.

Décret suprême n° 91 du 15 février 1963, Ministère des relations extérieures (*Diario Oficial* n° 25521 du 19 avril 1963).

Publie un traité avec la République argentine sur l'échange de professeurs, de publicistes, d'artistes, de savants, de techniciens, de journalistes et d'étudiants universitaires.

Décret suprême n° 92 du 15 février 1963, Ministère des relations extérieures (*Diario Oficial* n° 25521 du 19 avril 1963).

Publie un traité avec la République argentine sur le fonctionnement des commissions rogatoires.

Décret suprême n° 158 du 9 avril 1963, Ministère des relations extérieures (*Diario Oficial* n° 25549 du 25 mai 1963).

Etend à la Fondation Ford les dispositions de l'accord relatif à l'octroi de facilités aux institutions bénévoles de secours et de relèvement qui exercent leur activité au Chili.

### II. DÉCISIONS JUDICIAIRES

La Cour suprême de justice a refusé l'extradition du citoyen allemand Walther Rauff (procès de membres responsables du régime nazi).

<sup>1</sup> Note communiquée par M. Julio Arriaga Augier, ancien Sous-Secrétaire à l'instruction publique, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* nommé par le gouvernement.

<sup>2</sup> Des extraits de la Constitution politique de l'Etat figurent dans l'*Annuaire des droits de l'homme* pour 1946, pp. 58-60.

RAPPORT SUR LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE DU 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1963

La garantie constitutionnelle relative au droit de propriété est contenue dans le paragraphe 10 de l'article 10 de la loi fondamentale, qui est ainsi conçu :

« Article 10. La Constitution garantit à tous les habitants de la République :

« 10. L'inviolabilité de toutes les propriétés sans aucune distinction.

« Nul ne peut être privé de sa propriété en tout ou en partie, ni du droit qu'il pourrait avoir à cette propriété, si ce n'est en vertu d'une sentence judiciaire ou d'une expropriation pour cause d'utilité publique, fondée sur une loi. En ce dernier cas, il sera versé préalablement au propriétaire une indemnité fixée à l'amiable ou déterminée par le jugement correspondant.

« L'exercice du droit de propriété est soumis aux limitations ou aux règles qu'exigent le maintien et le progrès de l'ordre social, et, à cet égard, la loi pourra imposer des obligations ou des servitudes d'utilité publique en faveur des intérêts généraux de l'Etat, de la santé des citoyens et de la salubrité publique ».

Ces dispositions énoncent un principe fondamental du système institutionnel en même temps qu'elles assurent le respect de l'un des droits essentiels de la personne humaine qui sont proclamés dans la Constitution politique du Chili. Aux termes du deuxième alinéa de la règle en vigueur, l'une des formes de privation de la propriété est l'expropriation pour cause d'utilité publique fondée sur une loi ; il est stipulé à cet égard qu'en pareil cas il sera versé préalablement au propriétaire une indemnité fixée à l'amiable ou déterminée par le jugement correspondant. Etant donné que le but de l'indemnisation est d'accorder à l'exproprié une somme qui représente la valeur du bien dont il est privé, le principe constant du législateur et de notre jurisprudence a été d'indemniser l'exproprié en espèces afin de lui permettre de remplacer le bien dont il est privé par un autre.

L'article premier de la loi n° 15020 du 15 novembre 1962 concernant la réforme agraire dispose :

« L'exercice du droit de propriété sur les fonds ruraux fait l'objet des limitations imposées par le maintien et le progrès de l'ordre social. En particulier, il est soumis aux limitations qu'exige le développement économique de la nation, ainsi qu'aux obligations et interdictions établies par la présente loi et à celles que prévoit la réglementation édictée dans son cadre.

« Tout propriétaire foncier est tenu de cultiver sa terre, d'en augmenter la productivité et la fertilité, de conserver les autres ressources naturelles et d'effectuer les dépenses nécessaires pour améliorer l'exploitation ou l'utilisation du sol en même temps que les conditions d'existence des travailleurs, le tout en tenant compte des progrès de la technique ».

En accord avec ces dispositions, l'article 15 de la même loi stipule qu'est déclarée d'utilité publique et autorisée, aux fins de la réforme agraire, l'expropriation des fonds ruraux suivants :

« a) Les domaines abandonnés, ainsi que ceux qui font notoirement l'objet d'une mauvaise exploitation et dont la productivité atteint des niveaux insuffisants au regard des conditions économiques qui prévalent, dans la région, pour les terrains à vocation analogue ».

La réforme constitutionnelle dont il s'agit vise à faciliter l'application de la loi concernant la réforme agraire, dont les objectifs fondamentaux sont de favoriser le développement agricole et d'encourager le partage correspondant des fonds ruraux ; à cette fin, elle permet que le paiement de l'indemnité soit différé, mais seulement dans le cas des domaines ruraux abandonnés ou faisant notoirement l'objet d'une mauvaise exploitation et dont la productivité atteint des niveaux insuffisants au regard des conditions économiques qui prévalent normalement dans la région, pour les terrains à vocation analogue ; cette règle concorde avec celle qui est énoncée à l'alinéa a) de l'article 15 susmentionné de la loi n° 15020.

Le premier alinéa du paragraphe b) stipule qu'un montant équivalant à 10 p. 100 de l'indemnité doit être versé préalablement au propriétaire, et que le solde doit être réglé par annuités égales pendant une période qui ne peut dépasser 15 ans ; à ces annuités devront s'ajouter les intérêts dont le taux sera déterminé par la loi.

Le deuxième et le troisième alinéas du paragraphe b) prévoient certaines garanties pour ce système d'indemnisation avec paiement différé. C'est ainsi qu'il est prévu qu'un tribunal spécial sera créé pour connaître des réclamations formées contre les expropriations, et que ses décisions pourront faire l'objet d'un recours devant la Cour d'appel de la circonscription ; ce tribunal a été institué par les articles 29 et suivants de la loi n° 15020 susmentionnée.

On s'est préoccupé, peu après, d'une dévaluation possible de la monnaie et l'on a prévu, à cette fin, que la loi établirait un système de rajustement annuel du solde des indemnités, afin d'en maintenir la valeur, ce qui est manifestement équitable si l'on considère que l'indemnisation de l'expropriation ne doit entraîner aucune perte pour l'exproprié.

Les dispositions dont il s'agit, qui visent à garantir au mieux le principe de l'inviolabilité du droit de propriété, stipulent qu'il ne sera pas possible d'entamer ou d'effectuer de nouvelles expropriations dans le cadre du système d'indemnisation avec paiement différé s'il existe des retards dans le règlement des sommes dues au titre d'une expropriation antérieure de biens qui répondent aux conditions indiquées plus haut ; enfin, le dernier alinéa dispose que la loi budgétaire prévoira toujours l'ouverture d'un poste nécessaire au service desdites sommes, en d'autres termes que des crédits seront ouverts pour l'indemnisation de ces expropriations.

En outre, les annuités échues au titre des indemnités d'expropriation serviront à éteindre toute dette, quelle qu'elle soit, à l'égard du fisc et la Trésorerie générale de la République sera tenue de verser les sommes échues, majorées de tout



rajustement et des intérêts, sur présentation des titres correspondants.

La réforme constitutionnelle prévoit en particulier, au paragraphe a), l'adjonction d'un membre de phrase au second alinéa du paragraphe 10 de l'article 10, afin d'autoriser la prise de possession effective du bien à exproprier avant même que les formalités d'expropriation soient achevées. Cette disposition habilite le juge à autoriser la prise de possession effective après le prononcé du jugement de première instance dans deux cas seulement : premièrement, lorsqu'il s'agit d'une expropriation pour des travaux publics urgents, en

d'autres termes si un retard apporté à l'occupation du terrain est préjudiciable ; deuxièmement, quand l'expropriation porte sur des fonds ruraux. Des réserves sont prévues dans un cas comme dans l'autre ; en premier lieu, cette procédure ne peut être appliquée que si l'intéressé conteste uniquement le montant de l'indemnité, et non le fondement de l'expropriation ; en second lieu, il faut que le propriétaire ait reçu au préalable, en tout ou en partie, l'indemnité prévue au troisième alinéa du texte définitif du paragraphe 10 de l'article 10 ; ces dispositions visent également à garantir l'inviolabilité du droit de propriété.

## LOI N° 15295 DU 1<sup>er</sup> OCTOBRE

### PORTANT MODIFICATION DE LA CONSTITUTION POLITIQUE DE L'ÉTAT

*Article unique.* Les modifications suivantes sont introduites dans l'article 10 (10) de la Constitution politique de l'Etat<sup>3</sup> :

a) Est ajoutée au second paragraphe la phrase finale suivante :

« Après avoir rendu son jugement en première instance, le juge pourra autoriser la prise de possession matérielle du bien exproprié lorsqu'il s'agit d'expropriations pour travaux publics urgents ou lorsqu'il s'agit de biens-fonds ruraux, à condition qu'il n'y ait contestation que sur le montant de l'indemnité et que l'on ait octroyé préalablement au propriétaire tout ou partie de l'indemnité visée au paragraphe suivant et qui aura été fixée dans le jugement ».

b) Sont insérés après le second paragraphe les nouveaux paragraphes suivants :

« Si toutefois, dans le but de procéder à un morcellement opportun du bien-fonds rural, il est procédé à l'expropriation pour cause d'utilité publique des biens-fonds ruraux abandonnés ou faisant

manifestement l'objet d'une mauvaise exploitation ou d'une exploitation insuffisante au regard des conditions normales qui prévalent dans la région pour des terrains à vocation analogue, il y aura lieu d'octroyer préalablement au propriétaire dix pour cent (10 %) de l'indemnité, le solde devant être réglé par annuités égales dans un délai maximum de quinze ans et assorti d'un intérêt que la loi déterminera.

« Cette forme d'indemnisation ne peut être utilisée que conformément à la loi qui permet de faire opposition à l'expropriation devant un tribunal spécial dont la décision peut faire l'objet d'un recours devant la Cour d'appel, et qui fixe un système de rajustement annuel du solde de l'indemnisation en vue d'en maintenir la valeur. Aucune expropriation nouvelle comportant indemnisation par versements échelonnés ne pourra être entamée ou effectuée s'il existe un retard dans le paiement des sommes dues au titre des expropriations antérieures réalisées conformément au paragraphe ci-dessus.

« La loi de finance portera un poste budgétaire suffisant pour le règlement desdites sommes et les annuités échues de ces dernières pourront servir à éteindre toutes catégories d'obligations en faveur du Trésor. La Trésorerie générale de la République paiera les annuités plus un rajustement et des intérêts sur présentation du titre correspondant ».

<sup>3</sup> Des traductions en anglais et en français de l'article 10 (10) de la Constitution politique de l'Etat comme modifié ont été publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le *Recueil de législation, alimentation et agriculture*, Vol. XIII-n° 2V/1 b.

## CHINE

### MESURES PRISES EN 1963 POUR RENFORCER LA SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME<sup>1</sup>

#### I. INTRODUCTION

La République de Chine a toujours attaché une grande importance à la sauvegarde des droits de l'homme. Divers droits et libertés populaires sont explicitement stipulés et garantis par la Constitution. D'autres lois et ordonnances ayant trait à la sauvegarde des droits de l'homme — citons l'*Habeas Corpus*, la loi relative à la détention et à la détention préventive ou rééducative, la loi relative à la réparation en cas de détention et d'exécution injustes, et le statut relatif à la désignation d'office d'avocats — ont également été promulgués et mis en vigueur en vue de coordonner les efforts dans ce sens.

Etant donné qu'il n'existe en Chine ni discrimination raciale, ni esclavage, toutes les mesures prises pour sauvegarder les droits de l'homme visent essentiellement l'équité et la justice des décisions des tribunaux et la punition des crimes et délits. Au cours des dernières années, diverses sections du pouvoir judiciaire ont accompli des efforts considérables dans ce sens, assurant ainsi la stabilité sociale et la bonne administration de la justice. Le 11 janvier 1963, alors que, comme de coutume, la nation célébrait son dix-huitième Jour de la justice, le Président fit une déclaration exhortant les fonctionnaires de l'Etat dépendant du pouvoir judiciaire « à sauvegarder les droits de l'homme par l'établissement de systèmes légaux, et à consolider le gouvernement du peuple par le peuple par la règle de droit », et définissant ainsi l'objectif de toutes les mesures prises par le Gouvernement chinois pour sauvegarder les droits de l'homme.

#### II. ADOPTION ET PROMULGATION DE LA LOI PORTANT APPLICATION DES MESURES TENDANT À LA PRÉSERVATION DE LA PAIX PUBLIQUE<sup>2</sup>

Des mesures sont prises en vue de la préservation de la paix publique afin de prévenir, par des dispositions correctives appropriées, la commission de crimes et de délits. Si on les compare aux mesures de caractère purement punitif, elles contiennent un élément supplémentaire visant l'éducation ou l'amendement du délinquant. Durant l'année 1963, le Gouvernement chinois a pris les mesures nécessaires en vue de la rédaction d'un projet de loi

sur la mise en vigueur des mesures pour la préservation de la paix publique, projet qui fut approuvé par le corps législatif et promulgué le 3 juillet de la même année par décret présidentiel. Cette loi prévoit expressément des mesures éducatives destinées à aider les jeunes délinquants à se réformer, ainsi qu'un traitement approprié pour les toxicomanes et les récidivistes, et concernant le lieu et la manière dont ces mesures doivent être exécutées. Les organes appropriés du Ministère de la justice ont également prévu divers règlements subsidiaires en vue de l'application de la loi dès 1964.

#### III. PRÉPARATIFS EN VUE DE L'APPLICATION DU STATUT SUR LE TRAITEMENT DES JEUNES DÉLINQUANTS

D'une manière générale, dans la province chinoise de Taiwan, la délinquance juvénile ne constitue pas encore un problème considérable. Néanmoins, le Gouvernement chinois a pris dans ce domaine des mesures préventives et, pour protéger les intérêts des jeunes délinquants, rédigé et publié, en 1962, un statut sur le traitement des affaires où sont impliqués de jeunes délinquants. En 1963, d'autres mesures précises ont été prises pour préparer l'application de ce statut : des règlements relatifs à la maison de détention des jeunes délinquants et à l'institut de rééducation des jeunes délinquants, ainsi que d'autres règlements complémentaires appropriés, ont été rédigés, et tous ces projets ont été soumis aux organismes compétents pour examen, dans l'espoir que les processus législatifs auraient terminé leurs cours l'année suivante. Entre-temps, des programmes détaillés sur la formation de juges pour les tribunaux de la jeunesse et le personnel pour la maison de détention des jeunes délinquants ont été établis, afin de permettre l'application de l'ensemble de toutes les règles et de tous les règlements.

#### IV. DÉCRETS RELATIFS À L'APPLICATION ET À LA STRICTE OBSERVATION DE LA PROCÉDURE SUR LA DÉTENTION ET À LA STRICTE INTERDICTION DU RECOURS À LA VIOLENCE EN VUE D'ARRACHER DES AVEUX<sup>3</sup>

Au cours des dernières années, le nombre des détenus dans les locaux prévus à cet effet auprès des divers tribunaux locaux a augmenté, en partie à cause des contacts et des activités plus étendus

<sup>1</sup> Renseignements communiqués par le Gouvernement de Chine.

<sup>2</sup> On trouvera ci-dessous des extraits de cette loi.

<sup>3</sup> On trouvera ci-dessous le texte de ces décrets.

au sein d'une société plus évoluée. Craignant que même une négligence minime dans le respect des règlements relatifs à la détention ne mette en danger les droits de l'homme, le Ministère de la justice a publié, le 30 octobre 1963, un décret réaffirmant les dispositions prises précédemment, aux termes desquelles les juges et procureurs étaient invités à prendre toutes les précautions possibles pour déterminer si, après interrogatoire, un accusé remplissait en fait les conditions prescrites pour sa détention, et si cette détention était nécessaire. Il convient également de relever que, dans les enquêtes et procès des tribunaux chinois, l'usage

de la force physique en vue d'obtenir des aveux de la part des accusés est interdit depuis longtemps. Toutefois, des cas se sont présentés où l'accusé a prétendu que, durant l'enquête, certains organes de la police judiciaire avaient, en les interrogeant, eu recours à la force physique. Bien que ces accusations, après enquête officielle, aient été trouvées sans fondement, le Ministère de la justice, pour réaffirmer sa politique constante de sauvegarde des droits de l'homme, a publié à nouveau, le 19 août 1963, un décret ordonnant à tous les tribunaux et aux bureaux du procureur de respecter la stricte interdiction de ces pratiques.

## DÉCRET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ORDONNANT LA STRICTE OBSERVATION DE LA PROCÉDURE RELATIVE À LA DÉTENTION

[Décret : Tai (52) / Hsin (II) 6243, du 30 octobre 1963,  
cinquante-deuxième année de la République de Chine]

1. L'application de la procédure de détention est d'une importance essentielle pour la liberté personnelle de l'accusé. Lorsque, donc, il s'agit de déterminer si les conditions prescrites ont été observées lors de la détention d'un accusé dans une affaire pénale et si cette détention est nécessaire, l'article 101 du Code de procédure pénale est applicable et doit être strictement observé. En déterminant si un accusé détenu devrait être relâché sous conditions, ou moyennant la restriction de son domicile et de ses déplacements, il convient de tenir compte des dispositions des articles 107, 109, 115, 116 et 120 du Code précité. Des affaires impliquant la détention d'un accusé doivent être traitées avec le plus grand soin, pour éviter qu'il soit porté atteinte aux droits de l'homme. Le Ministère de la justice a publié à maintes reprises des décrets à cet effet ; pourtant, la liste des détenus

inculpés dans des affaires pénales récemment soumises au président précité et au procureur général montre une augmentation du nombre des détenus propre à causer une surpopulation dans les locaux de détention. Il est décrété par le présent acte que les juges et procureurs de tous les tribunaux devront dorénavant, dans le traitement des affaires après l'interrogatoire de l'accusé, prendre les plus grandes précautions pour déterminer si les conditions prescrites ont été remplies en ce qui concerne la détention, s'il est nécessaire de détenir l'accusé, et si aucune négligence n'a été commise à cet égard.

2. Les décrets précédemment publiés à ce sujet sont dûment confirmés. Vous avez pour instructions de communiquer ce décret à tous les fonctionnaires de l'Etat placés sous votre autorité, et d'en assurer la stricte observation. Vous devez également faire des inspections périodiques.

## DÉCRET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RELATIF À LA RÉAFFIRMATION DE L'INTERDICTION DU RECOURS À LA VIOLENCE POUR L'OBTENTION D'AVEUX ET À DIVERS SUJETS QU'IL CONVIENT DE SOULIGNER

[Décret : Tai (52) / Hsin (II) 4666, du 19 août 1963,  
cinquante-deuxième année de la République de Chine]

1. Le Ministère de la justice a reçu, le 8 août de cette année, du Yuan exécutif, le décret Tai 52/Fa 5262, rédigé comme suit :

« 1. Le recours à la force physique en vue de l'obtention d'aveux, ou l'usage de la violence, de menaces, de promesses, de tromperies ou d'autres méthodes injustes d'interrogatoire et d'enregistrement des dépositions, constitue non seulement une violation des principes humanitaires, mais également un acte illégal. Le Yuan exécutif a ordonné à maintes reprises que ces pratiques soient strictement interdites. Le Yuan de contrôle a également introduit à de nombreuses reprises des projets de loi destinés à réprimer ces abus. 2. Afin d'assurer que ces décrets seront scrupuleusement observés et que des mesures seront prises pour prévenir leur violation, quelle qu'elle soit, le Yuan exécutif réaffirme par le présent décret tous les décrets pré-

cédents sur le même sujet et vous donne pour instructions de communiquer ce décret à tous les fonctionnaires de l'Etat sous votre juridiction. Il convient d'attirer l'attention tout particulièrement sur les points suivants : au cours d'enquêtes ou de procès relatifs à des affaires pénales, si l'on constate que la violence ou toute autre méthode incorrecte a été effectivement utilisée pour l'obtention d'aveux ou pour recueillir des dépositions, les fonctionnaires de l'Etat impliqués doivent être remis sur le champ aux autorités compétentes pour enquêtes et, en cas de culpabilité, châtimement ; si le procureur, le juge ou le fonctionnaire des organes militaires ou judiciaires chargé de l'affaire ne prend pas les mesures nécessaires concernant ces abus, ou tarde à remettre les coupables aux autorités compétentes, le magistrat ou le fonctionnaire

compétent devra faire une enquête et prendre contre le procureur, juge ou magistrat, les mesures disciplinaires prévues par la loi ; cependant, si l'on constate que, dans les affaires pénales, les accusés ou des membres de leurs familles ont prétendu que l'on avait eu recours à la violence pour obtenir des aveux, et ne l'ont fait que pour créer une sensation et dans l'espoir d'échapper ainsi à leur responsabilité pénale, ils doivent également subir le traitement prévu par la loi afin que soit sauvegardée la règle de droit. 3. Le présent décret a

été communiqué à tous les organismes intéressés de l'Etat. Vous avez pour instructions de vous y conformer et d'en communiquer la teneur à tous les fonctionnaires de l'Etat sous votre juridiction, afin qu'ils règlent leur conduite en conséquence ».

2. Le Ministère de la justice a envoyé le décret précité aux divers tribunaux en vue de les guider et afin qu'ils s'y conforment. Vous avez pour instructions d'en communiquer la teneur à tous les fonctionnaires de l'Etat sous votre juridiction, aux mêmes fins.

## LOI PORTANT APPLICATION DES MESURES TENDANT À LA PRÉSERVATION DE LA PAIX PUBLIQUE

(Promulguée par décret présidentiel, le 3 juillet 1963, cinquante-deuxième année de la République de Chine)

### Chapitre premier

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Art. 1<sup>er</sup>.* Les mesures tendant à la préservation de la paix publique seront mises en vigueur selon les dispositions de la présente loi, à moins que la législation sur cette question ne contienne d'autres dispositions.

*Art. 2. i)* Les mesures tendant à la préservation de la paix publique sont mises en vigueur dans : 1) une institution de redressement et de travail obligatoire, ou 2) un établissement de désintoxication sous surveillance tutélaire avec traitement obligatoire.

ii) Les institutions pour la protection de la paix publique décrites au paragraphe précédent sont créées par le Ministère de la justice, ou par les organes administratifs locaux les plus élevés à la demande du Ministère de la justice.

iii) Le Ministère de la justice exerce la direction et la surveillance de l'application des mesures de préservation de la paix publique.

*Art. 3. i)* Le Ministère de la justice envoie des fonctionnaires inspecter les institutions de protection de la paix publique au moins une fois par an, et il peut également autoriser tout tribunal provincial à en faire autant.

ii) Le Procureur surveille l'application des mesures de préservation de la paix publique, et il peut suggérer toute amélioration nécessaire ; il peut également présenter à ce sujet des rapports spéciaux au Ministère de la justice.

*Art. 4. i)* Les mesures de préservation de la paix publique sont exécutées selon les décisions du tribunal.

ii) Dans le traitement d'affaires où sont impliquées des personnes confiées à l'autorité de surveillance pour des soins ou pour un traitement obligatoire, le tribunal peut, en cas de besoin et d'urgence, ordonner l'exécution de mesures de préservation de la paix publique par décision spéciale avant que le jugement soit rendu.

iii) Dans le traitement d'affaires où sont impliquées des personnes confiées à l'autorité de surveillance pour des soins ou pour un traitement obligatoire, le Procureur peut également — si au cours de l'enquête il s'avère nécessaire de prendre

sans délai des mesures de préservation de la paix publique — demander au tribunal de prendre une décision à cet effet.

iv) Il peut être appelé, au cours du procès, contre une décision prise en vertu des deux paragraphes précédents, dans les cinq jours suivant la notification de cette décision.

v) Cet appel n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la décision. Néanmoins, le tribunal original, ou le tribunal qui a été saisi de l'appel, peut prendre une décision tendant à la suspension de l'exécution.

*Art. 5. i)* En vue de l'exécution des mesures de préservation de la paix publique, le Procureur désigne un membre de la police judiciaire pour envoyer l'accusé, en même temps que le texte du jugement et tous les documents afférents, dans une institution prévue pour l'exécution de ces mesures.

ii) Les dispositions de l'article 473 du Code de procédure pénale sont applicables, *mutatis mutandis*, à l'exécution des mesures de préservation de la paix publique autres que celles concernant le redressement.

*Art. 6. i)* Si, après examen médical, on constate que l'accusé souffre d'une maladie contagieuse aiguë ou d'une maladie grave, le Procureur n'ordonne pas l'envoi de l'accusé dans une institution pour l'exécution des mesures de préservation de la paix publique ; si les circonstances l'exigent, il envoie l'accusé à l'hôpital pour traitement ou le confie à la garde d'une personne compétente. Si l'on constate que l'accusé souffre de déformations ou d'infirmités physiques ou d'une maladie incurable, et qu'il est par là même inapte au travail obligatoire, le Procureur peut demander au tribunal de prendre une décision portant rémission des mesures prescrites.

ii) Les dispositions de la première partie du paragraphe précédent sont applicables, *mutatis mutandis*, à une femme accusée enceinte de plus de cinq mois ou qui a accouché moins de deux mois auparavant.

*Art. 7.* Une institution pour l'exécution des mesures de préservation de la paix publique peut refuser d'exécuter de telles mesures si l'accusé qui lui est envoyé appartient à l'une des catégories mentionnées au paragraphe précédent. Dans ce

cas, l'accusé est tout d'abord envoyé dans un hôpital pour traitement ou confié à une personne compétente pour surveillance, et le Procureur en est informé.

*Art. 10.* Les accusés qui sont l'objet de mesures de redressement ou de travail obligatoire sont répartis en diverses catégories et on leur accorde un traitement de nature progressive, afin d'encourager la repentance et de développer leur sens du respect de soi.

*Art. 11. i)* Lors de l'admission de l'accusé dans une institution pour l'exécution des mesures de préservation de la paix publique, celui-ci fait l'objet d'un examen quant à sa personne et aux fonds ou aux effets personnels qu'il peut avoir sur lui.

*Art. 12.* Si l'accusé meurt, ses proches, les membres de sa famille ou d'autres ayants droit en sont informés et ils sont habilités à réclamer tous les fonds et effets personnels laissés par l'accusé ; si ces derniers ne sont pas réclamés dans un délai d'un an après le décès de l'accusé, ils reviennent à l'Etat. Ces dispositions sont également applicables dans le cas où un accusé s'évaderait et ne serait pas repris dans un délai d'un an après son évasion.

*Art. 14. i)* Si l'accusé a des objections concernant la décision ou les dispositions prises par l'institution pour la préservation de la paix publique, il peut interjeter appel auprès d'une autorité supérieure par l'intermédiaire du fonctionnaire responsable de l'institution.

ii) Lorsque le fonctionnaire responsable d'une institution pour la préservation de la paix publique reçoit un appel comme celui mentionné au paragraphe précédent, il doit le transmettre sans délai à l'organe de surveillance approprié.

*Art. 15. i)* Les institutions pour la préservation de la paix publique sont habilitées à prendre toutes les mesures disciplinaires et protectrices nécessaires.

ii) Les règles et règlements concernant l'application des mesures disciplinaires et protectrices par ces institutions sont fixés par le Ministère de la justice.

*Art. 17.* . . .

ii) Ni tabac ni boissons alcooliques ne sont tolérés dans les institutions pour la préservation de la paix publique.

*Art. 18. i)* En cas de maladie du détenu, des soins médicaux sont donnés sans délai, et la protection nécessaire accordée, par l'institution intéressée ; si le médecin estime nécessaire de suspendre le travail qu'effectue l'accusé, ce travail doit être suspendu.

*Art. 21.* Les institutions pour la préservation de la paix publique doivent régler la conduite des détenus de manière telle que le développement de leur personnalité ne soit pas mis en danger. Néanmoins, des mesures doivent être prises pour empêcher évasions, suicides, brutalités ou autres activités illégales.

*Art. 22. i)* Les institutions pour la préservation de la paix publique autorisent l'accusé à recevoir des visites de sa famille, de ses parents et amis.

*Art. 25.* Le courrier entrant et sortant du détenu est soumis à examen. Si son contenu se trouve être contraire au maintien de l'ordre dans l'institution pour la préservation de la paix publique, l'autorisation d'envoyer ou de remettre, selon le cas, ce courrier peut être suspendue ; le détenu, ou son correspondant peuvent aussi recevoir l'ordre d'effacer les passages incriminés avant que la permission d'envoyer ou de remettre ce courrier ne soit accordée.

*Art. 26. i)* Tout détenu est relâché par l'institution de préservation de la paix publique au plus tard avant midi le jour suivant la date marquant la fin des mesures prescrites, à moins qu'il n'en soit disposé autrement par la loi.

ii) Les mesures de protection à prendre au moment de la mise en liberté du détenu sont fixées et, après son entrée dans l'institution, vérifiées et examinées avant sa sortie. Un contact étroit doit être maintenu avec les organisations ou groupes de protection en tout temps, afin que des dispositions opportunes et appropriées puissent être prises concernant l'emploi, l'orientation professionnelle, les vêtements, la nourriture, le logement, le transport et autres questions connexes pour le compte de l'accusé.

iii) C'est aux organisations de protection judiciaire qu'incombe la responsabilité de prendre les mesures de protection prévues au paragraphe précédent, sauf pour celles prises par des organisations que les institutions pour la préservation de la paix publique désigneront ou par les proches de l'accusé.

*Art. 29.* Si l'accusé meurt durant la période d'exécution des mesures prescrites, ou si toutes celles-ci ont été prises, rapport doit être fait à ce sujet au Procureur du tribunal responsable. Si l'accusé s'évade durant la période d'exécution de ces mesures, un rapport à ce sujet est fait immédiatement au Procureur, qui ordonne l'arrestation du fugitif.

## Chapitre II

### EDUCATION EN VUE DU REDRESSEMENT

*Art. 30. i)* L'éducation en vue du redressement de l'accusé se fait dans le cadre d'une école sous surveillance militaire ; un accusé qui n'a pas encore atteint l'âge de quatorze ans peut être placé à cet effet dans une famille.

*Art. 32.* Dans la rééducation de l'accusé, l'accent doit être mis sur le développement du caractère moral et sur celui de connaissances professionnelles permettant à l'accusé d'assurer sa propre subsistance.

*Art. 33.* Les détenus peuvent organiser des services religieux, prier ou accomplir tous autres rites propres à leur religion, pour autant que ces services ou rites ne soient pas préjudiciables au maintien de l'ordre.

*Art. 42. i)* Si un détenu exécute des travaux durant la période de rééducation, il est payé chaque mois selon la qualité de son travail.

*ii)* La moitié de ces sommes peut être utilisée par le détenu pour ses besoins personnels. Le reste est mis de côté par l'institution de rééducation et rendu au détenu au moment de sa mise en liberté.

*Art. 43.* Si un accusé mis en liberté sous caution ne se présente pas aux autorités responsables de la rééducation lorsqu'il reçoit à ce sujet une notification du Procureur, des mesures peuvent être prises pour l'obliger à se conformer à cet ordre. La période de rééducation commence le jour où l'accusé s'est présenté à cette fin aux autorités responsables.

*Art. 44. i)* Un mandat d'arrêt est nécessaire pour obliger un accusé à se présenter aux autorités responsables de sa rééducation.

### Chapitre III

#### DÉTENTION TUTÉLAIRE

*Art. 46.* Si l'accusé est soumis à détention tutélaire pour cause de démence, de faiblesse d'esprit, ou parce qu'il est sourd-muet, le Procureur doit désigner une institution pour malades mentaux, un hôpital, une organisation charitable, un proche de l'accusé, ou prendre toute autre mesure appropriée de séjour sous surveillance, selon les cas.

*Art. 47.* L'institution pour malades mentaux ou l'hôpital auquel l'accusé est confié en vue d'une détention tutélaire pour cause de démence ou de faiblesse d'esprit doit lui appliquer un traitement approprié et surveiller ses activités, selon les besoins.

### Chapitre IV

#### SOINS MÉDICAUX PENDANT LA DÉTENTION

*Art. 49.* L'institution où s'effectue la cure de désintoxication pendant la détention reçoit l'aide de médecins ainsi que l'équipement médical et les facilités appropriées.

*Art. 50.* L'institution où s'effectue la cure de désintoxication pendant la détention doit s'efforcer de dispenser le traitement approprié et de veiller à la santé physique de l'accusé.

### Chapitre V

#### TRAVAIL OBLIGATOIRE

*Art. 52. i)* Les institutions de travail obligatoire établissent divers ateliers et fermes, en tenant compte des conditions sociales locales.

*ii)* Une institution de travail obligatoire peut, si cela est nécessaire, demander l'approbation de l'organe de surveillance responsable pour autoriser les détenus à travailler pour des ateliers publics ou privés, des fermes, ou autres entreprises en dehors de l'institution.

*Art. 55.* Les individus exécutant un travail obligatoire doivent recevoir une formation leur permettant d'acquérir une connaissance de la vie cou-

rante et des responsabilités qui incombent à un bon citoyen.

*Art. 58.* Un détenu peut recevoir des félicitations ou récompenses pour :

- 1) l'excellente exécution de son travail ;
- 2) une conduite exemplaire ;
- 3) des renseignements donnés concernant une tentative d'évasion, ou des brutalités, de la part d'un codétenu ; ou
- 4) d'autres activités louables.

*Art. 59.* Les félicitations et récompenses prennent la forme suivante :

- 1) citation publique ;
- 2) témoignage de satisfaction ou prix ; ou
- 3) autres méthodes appropriées d'encouragement.

*Art. 60. i)* Si un détenu persiste à avoir une mauvaise conduite ou manque à la discipline de l'établissement le fonctionnaire responsable de l'institution de préservation de la paix publique peut prendre des mesures disciplinaires sous l'une des formes suivantes :

- 1) réprimande verbale ;
- 2) suspension des activités en plein air pour une durée d'un à cinq jours ;
- 3) déduction de points de crédit ;
- 4) suspension du droit aux visites pour une à trois fois ;
- 5) suspension du droit au courrier pour une à trois fois ;
- 6) prolongation de deux heures de la journée de travail, pour une durée d'un à cinq jours au maximum.

*ii)* Avant de prendre les mesures prévues aux points 2) et 6) du paragraphe i) ci-dessus, il convient de prendre l'avis du personnel médical.

*Art. 61.* Avant de prendre l'une des mesures indiquées à l'article précédent, il convient de donner au détenu la possibilité de se défendre ; si ses explications sont considérées comme valables, aucune de ces mesures ne doit être prise.

*Art. 62.* Si un détenu meurt à la suite de blessures reçues ou de maladies contractées durant son travail, il peut être versé aux ayants droit une indemnité appropriée.

*Art. 63. i)* En cas de décès d'un détenu, le total des sommes mensuelles ou l'indemnité pour cause de décès sont versés à ses proches, ou aux membres de sa famille, ou encore à d'autres ayants droit.

### Chapitre VI

#### SURVEILLANCE DE PROTECTION

*Art. 64. i)* La surveillance de protection est exercée par un organisme de la police, une autorité locale ou une organisation charitable, ou par l'un des proches de l'accusé, par des membres de sa famille ou par toute autre personne appropriée, au lieu de résidence de l'accusé ou ailleurs.

*ii)* Le Ministère de la justice peut nommer auprès d'un tribunal de district un fonctionnaire spécialement chargé d'exécuter les tâches relevant de la surveillance de protection.

*Art. 65.* Le Procureur contrôle les activités des personnes chargées de la surveillance de protection, et effectue des inspections mensuelles.

*Art. 66.* Une personne chargée de tâches relevant de la surveillance de protection peut établir certaines règles de conduite que l'accusé doit observer, et elle peut réprimander l'accusé ou restreindre sa liberté s'il refuse d'obéir.

*Art. 69.* En cas de décès de l'accusé, la personne chargée de la surveillance de protection en ce qui le concerne en informe immédiatement le Procureur.

### Chapitre VII

#### TRAITEMENT MÉDICAL OBLIGATOIRE

*Art. 78.* Un traitement médical obligatoire est administré dans une clinique pour le traitement des maladies vénériennes, dans une maison pour lépreux ou dans un hôpital public.

*Art. 79.* Les institutions où l'accusé reçoit un traitement médical obligatoire doivent lui donner des soins efficaces, et veiller à sa santé physique.

### Chapitre VIII

#### EXPULSION

*Art. 82.* Tout étranger dont l'expulsion a été ordonnée est remis par le Procureur à l'organe de la police judiciaire responsable.

*Art. 83.* Le Procureur notifie le mandat d'expulsion à l'organe compétent de la police judiciaire, soit un mois avant que l'étranger intéressé ait terminé sa période de détention, soit après que la peine qui lui a été imposée a été remise.

*Art. 84.* Le Procureur fait au Ministère des affaires étrangères un rapport complet sur les circonstances dans lesquelles l'étranger est expulsé; et le Ministère des affaires étrangères en informe, si besoin est, l'ambassade ou le consulat, en République de Chine, du pays d'origine de l'étranger expulsé.

*Art. 85. i)* Lorsqu'un étranger expulsé possède un passeport de son pays d'origine valable pour se rendre dans ce pays, ou un document l'autorisant à se rendre en un autre lieu, les compagnies de transport publiques ou privées maritimes, ferroviaires, routières ou aériennes ayant des escales dans ce pays ou en ce lieu ne peuvent refuser passage à l'étranger expulsé.

ii) Lorsque des compagnies aériennes, ferroviaires, routières ou aériennes mentionnées au paragraphe précédent refusent d'accorder passage à l'étranger expulsé, l'organe local de la police judiciaire peut imposer une pénalité en vertu de l'article 54, paragraphe 11, du *Punishment of Police Offences Act*.

*Art. 86. i)* Si l'étranger expulsé qui a purgé sa peine ou qui a bénéficié d'une remise de peine ne peut trouver de bateau, train, autocar ou avion pour le transporter et s'il éprouve des difficultés à assurer sa propre subsistance, la nourriture et le logement peuvent lui être assurés jusqu'à ce qu'il ait trouvé une place sur l'un de ces moyens de transport.

ii) Durant la période d'attente mentionnée au paragraphe précédent, l'organe compétent de la police exerce une surveillance des déplacements de l'étranger mais ne peut, sauf pour une raison importante, limiter la liberté de sa personne.

*Art. 87.* Un étranger expulsé doit payer son propre passage; s'il est dans le besoin et incapable d'en supporter le coût, l'organe auquel il incombe d'exécuter l'expulsion peut demander des fonds spéciaux afin que la mesure d'expulsion puisse être exécutée.

### Chapitre IX

#### DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

*Art. 88. i)* L'organisation de l'institution pour l'exécution des mesures de préservation de la paix publique est fixée par la loi.

ii) Un personnel d'experts techniques est recruté pour le service de l'institution pour l'exécution des mesures de préservation de la paix publique.

*Art. 89.* La date d'entrée en vigueur de la présente loi et les régions auxquelles elle s'applique feront l'objet d'un décret du Yuan exécutif.

# CHYPRE

## NOTE<sup>1</sup>

### 1. ORDONNANCES RELATIVES À LA DURÉE DU TRAVAIL

Un des buts et principes fondamentaux du Ministère du travail et des assurances sociales de la République de Chypre est d'améliorer et de développer la législation sociale en vigueur et de faire adopter une législation sociale moderne, laquelle intéresse indirectement la protection des droits de l'homme. Parmi les actes qui entrent dans cette catégorie figurent notamment les ordonnances relatives à la durée du travail, qui limitent la durée du travail à 44 heures par semaine pour les employés de commerce et de banque et à 40 heures par semaine pour les mineurs de fond. Le titre exact de ces deux ordonnances est : a) l'ordonnance de 1961 relative à la durée du travail dans les mines et carrières et b) l'ordonnance de 1961 relative à la durée du travail des employés.

### 2. LOI SUR L'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS ATTEINTS DE PNEUMOCONIOSE

Cette loi a été promulguée vers la fin de 1960. Elle a pour objet de créer le dispositif juridique nécessaire à la constitution et à la gestion d'une

Caisse chargée du paiement d'indemnités en cas d'invalidité ou de décès causés ou accélérés par la pneumoconiose ou par la pneumoconiose accompagnée de tuberculose. La pneumoconiose, au sens de cette loi, comprend la silicose, la sidéro-silicose et l'asbestose.

Cette caisse est financée au moyen de cotisations mensuelles à la charge exclusive des employeurs dont le taux varie selon l'industrie et le nombre de travailleurs employés, et elle est gérée par le Ministère du travail et des assurances sociales. Le taux des cotisations est fixé par une ordonnance du Conseil des ministres et il peut varier de temps à autre, notamment lorsqu'un rapport actuariel montre, soit que les fonds dont la caisse dispose sont devenus suffisants — ou risquent de le devenir — pour lui permettre de faire face à toutes ses obligations, soit qu'ils sont plus qu'amplement suffisants — ou ont toutes chances de continuer de l'être — à cette fin.

Les indemnités en cas d'invalidité consistent en versements hebdomadaires, payables à partir de la date à laquelle l'invalidité est survenue et pendant toute sa durée; elles sont calculées selon les barèmes ci-après :

### BARÈME DES PENSIONS D'INVALIDITÉ

Degré d'invalidité (en pourcentage)	Montant de la pension			
	Montant hebdomadaire	Majoration pour une personne à charge	Majoration pour deux personnes à charge	Majoration pour plus de deux personnes à charge
	(mils)	(mils)	(mils)	(mils)
91-100 . . . . .	2.850	1.000	1.500	1.800
81- 90 . . . . .	2.580	900	1.350	1.620
71- 80 . . . . .	2.310	800	1.200	1.440
61- 70 . . . . .	1.990	700	1.050	1.260
51- 60 . . . . .	1.720	600	900	1.080
41- 50 . . . . .	1.400	500	750	900
31- 40 . . . . .	1.130	400	600	720
1- 30 . . . . .	860	300	450	540

Toutes les demandes d'indemnisation au titre de cette loi sont présentées à un fonctionnaire spécialement chargé de celles-ci nommé par le Ministère du travail et des assurances sociales, conformément à la loi. Une commission médicale de la

pneumoconiose composée de trois médecins a également été constituée pour constater l'invalidité et en déterminer le pourcentage, en cas d'invalidité, et pour faire rapport sur les causes du décès, en cas de décès.

Le système s'applique rétroactivement à tous les cas de décès ou d'invalidité imputables à la pneumoconiose survenus depuis le mois de janvier 1958.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement de la République de Chypre.



Cette loi a pris son plein effet en 1961, avec la publication des *Pneumoconiosis (Medical Arrangements) Regulations* qui arrêtent les modalités des examens médicaux, les conditions de validité des certificats délivrés par la Commission, etc.

### 3. SÉCURITÉ SOCIALE

L'article 9 de la Constitution dispose :

« Chacun a droit à des conditions de vie décentes et au bénéfice de la sécurité sociale. La loi assure la protection des travailleurs, l'assistance aux indigents et un système d'assurances sociales. »

Dans le discours sur les activités du gouvernement et le programme quinquennal qu'il a prononcé devant la Chambre des représentants le 21 août 1961, le Président de la République a déclaré notamment :

« Non seulement le gouvernement s'efforcera de créer les conditions nécessaires pour assurer le plein emploi, mais il poursuivra également une politique visant à améliorer les conditions de travail. A cette fin, le gouvernement se propose de prendre les mesures suivantes :

a) Modifier la législation relative aux assurances sociales pour assurer une majoration de 40 à 50 p. 100 de toutes les prestations versées au titre du régime des assurances sociales. Les cotisations aux assurances sociales seront majorées en proportion. Le projet de loi correspondant sera soumis à la Chambre des représentants d'ici un mois.

b) Reviser la loi sur la réparation des accidents du travail dans le sens d'une importante majoration des prestations versées en cas d'accident du travail. La législation actuelle prévoit une indemnité maximum de 600 livres en cas de décès et de 800 livres en cas d'invalidité totale. Aux termes de la modification apportée à la loi, cette indemnité sera portée à 2.000 livres au maximum, et elle sera payable soit sous la forme d'une somme globale, soit sous forme de pension.

c) Etendre l'affiliation obligatoire au régime des assurances sociales à certains groupes de personnes qui travaillent pour leur propre compte, tels qu'avocats, médecins, commerçants et travailleurs agricoles ».

A la suite de cette déclaration de politique, le Conseil des ministres a élaboré et approuvé vers la fin de 1963 un nouveau projet de loi sur les assurances sociales. Le bénéfice de la nouvelle loi est acquis à pratiquement toute personne exerçant un emploi lucratif à Chypre. La loi prévoit notamment les prestations suivantes :

a) *Personnes employées en vertu d'un contrat de fourniture de services ou d'apprentissage* : Prestations en espèces en cas de mariage, de maternité, de maladie, de chômage, de décès du conjoint ou des parents, de vieillesse ou de décès, et presta-

tions en espèces et soins médicaux gratuits en cas d'accident du travail.

b) *Personnes travaillant pour leur propre compte, y compris les agriculteurs* : Prestations en espèces en cas de mariage, de décès du conjoint ou des parents, de vieillesse et de décès.

Aux termes de la nouvelle loi, les prestations en espèces versées en cas de maladie, de chômage, de vieillesse ou de décès du conjoint seront majorées d'environ 50 p. 100 et correspondront ainsi aux barèmes fixés par la Convention n° 102 de l'OIT concernant la norme minimum de la sécurité sociale. La loi sur les assurances sociales comprend pour la première fois des dispositions relatives aux accidents du travail, et les prestations attribuées au-delà d'un certain pourcentage d'invalidité sont servies sous la forme de versements hebdomadaires. Leur montant est supérieur à celui fixé par la Convention susmentionnée.

La loi prévoit également que les assurées qui travaillent auront droit à une allocation de maternité qui leur sera versée pendant une période de 12 semaines à compter de la sixième semaine avant la date prévue pour l'accouchement.

Toutes ces prestations sont attribuées sans distinction de race, de couleur ou de nationalité. Les pensions de vieillesse et d'invalidité, ainsi que les pensions versées aux survivants, sont payables en dehors de Chypre sans aucune restriction.

### 4. RÈGLEMENTS RELATIFS À L'ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ DANS LES MINES ET CARRIÈRES

Ces règlements ont été publiés dans le *Journal officiel* du mois de juillet 1963 et sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1963. En application de ces règlements, des comités de sécurité au sein desquels les travailleurs seront représentés devront être créés dans toutes les mines et carrières occupant plus de 20 personnes. Les comités examineront les questions relatives à la sécurité et à l'hygiène dans les mines et les carrières et feront, le cas échéant, des recommandations à la direction et au gouvernement.

On compte que ces règlements contribueront à éveiller chez les travailleurs un sens des responsabilités touchant leur propre sécurité et leur hygiène, qu'ils inciteront les travailleurs et la direction à unir leurs efforts pour faire régner dans les mines des conditions de sécurité et d'hygiène, qu'ils donneront aux travailleurs la possibilité de faire connaître officiellement et à bon escient leur point de vue et qu'ils donneront à la direction, à laquelle la responsabilité juridique et morale de la sécurité et de l'hygiène des travailleurs incombe principalement, la possibilité de mettre à profit l'expérience et les connaissances acquises directement par les travailleurs qui sont constamment exposés aux dangers que comporte ce genre de travail.

# COLOMBIE

## ASPECTS DE LA RÉFORME JUDICIAIRE<sup>1</sup>

### I. CAUSES

Ce n'est pas à l'improviste ni par caprice que l'on en est arrivé à la conclusion irréfutable qu'il était nécessaire de rénover de fond en comble et par voie légale l'administration de la justice du pays.

De 1934 à 1938, l'organisation judiciaire répondait peut-être aux exigences de l'époque, mais ayant été soumise à des limitations d'ordre temporel et à la dégénérescence que peut subir toute forme statique de droit, comme la loi, elle ne convenait pas à un pays évolué et individualisé. Ce système juridique, et l'on éprouve quelque tristesse à l'avouer, a servi à la République pendant une très courte période. L'évolution de la jurisprudence et les profondes transformations qui ont eu lieu ultérieurement dans les domaines social, économique et culturel ont rattrapé à mi-chemin les prévisions des codes. Plus tard est intervenue une terrible secousse qui s'est accompagnée d'un déclin du respect des principes constitutionnels, de l'oubli de la loi écrite, de l'incertitude de l'avenir économique ; ses conséquences évidentes ont constitué des arguments en faveur de la réforme.

On a déjà étudié la période de l'histoire pendant laquelle s'est opérée la réforme judiciaire qui a été véritablement mise en route lors de l'arrivée au pouvoir, en 1958, du Gouvernement du Front national<sup>2</sup>. Il convient de répéter toutefois que les arguments invoqués par les auteurs des propositions formulées à cette époque demeurent entièrement valables.

Nous n'essayerons pas d'étudier à fond le sujet, mais nous nous bornerons à exposer, en premier lieu, la situation de la justice au cours de la période 1958-1964 :

a) *Inadaptation des codes aux circonstances actuelles.* Certains soutiennent que, d'une manière générale, tant le Code pénal que le Code de procédure pénale sont des chefs-d'œuvre dont il ne faut pas modifier le texte plein de sagesse. Peut-être cette affirmation est-elle fondée, mais il existe un contraste entre l'étalage qui est fait du respect

théorique des textes et l'incapacité de les appliquer. Il faut reconnaître que l'application intégrale de leurs dispositions aurait pu donner des résultats différents ; mais, en fait, non seulement un grand nombre d'entre elles n'ont pas été appliquées, mais elles sont inapplicables tant que l'on ne créera pas certaines institutions administratives, que l'on ne disposera pas de fonds suffisants ou que l'on ne formera pas du personnel technique. En vingt-cinq ans, ces conditions n'ont pas été remplies et le monument de sagesse que représentent les codes semble porter une muette accusation contre le législateur. C'est dans cette période de transition entre un système créé mais non appliqué et un autre système improvisé et appliqué dans des conditions très difficiles que nous avons vécu depuis 1938.

Dans l'intervalle, la population du pays a doublé, les activités commerciales, industrielles et bancaires ont connu un développement exceptionnel, la législation du travail est née et a pris sa place dans la vie juridique, des troubles graves se sont produits dans la vie des institutions du pays et l'un des plus terribles fléaux, la violence, a conquis droit de cité. Ces phénomènes socio-économiques, juridiques et politiques se sont reflétés dans le fonctionnement de la justice. Le nombre d'actions civiles et pénales, de différends du travail, d'affaires administratives a quintuplé ; la procédure est devenue compliquée et tatillonne : le système des peines ne correspondait pas aux nouvelles formes d'infractions et le scepticisme du public a ébranlé l'œuvre législative grandiose de la période 1936-1938.

b) *Insuffisance du système judiciaire.* Pour faire face aux gigantesques problèmes qui allaient se poser, nos législateurs ont déployé de grands efforts qui visaient essentiellement à lutter contre l'encombrement des rôles en créant de nouveaux postes. Peu de temps après l'entrée en vigueur du code de procédure pénale, on s'efforçait déjà d'augmenter le nombre des juges en introduisant des réformes dans les tribunaux supérieurs et en organisant de nouveaux circuits ; par la suite, on a créé le Ministère de la justice et l'une de ses sections, la Section d'instruction criminelle, a pris une ampleur considérable au point que le nombre des juges d'instruction a atteint 350.

Ces remèdes n'ont cependant pas donné les résultats escomptés. Après tant de réformes, on se trouve en présence d'un demi-million d'actions pénales en suspens ; chaque année, 150.000 personnes environ sont inculpées de délits, un minimum de 500.000 actions civiles, actions devant les

<sup>1</sup> Note rédigée par M. Gabriel Gutierrez Tovar, Directeur du Bureau d'études criminologiques du Ministère de la justice, et communiquée par le Gouvernement colombien.

<sup>2</sup> Rapport de M. Lisandro Martínez Zuñiga au deuxième Congreso de Abogados Javerianos, Universitarios, juin 1964, pp. 125 à 134.

tribunaux du travail, les tribunaux administratifs et les tribunaux de police sont abandonnées, et plus de 80 p. 100 des actions pénales sont terminées par la solution facile et décourageante de la prescription.

L'un des plus graves défauts du système en vigueur a été la différence marquée entre la somme de travail fournie par les divers fonctionnaires. Certains tribunaux surchargés de besogne peuvent être accusés d'incurie et d'autres dont la tâche est moins lourde se vantent d'être à jour. Alors que soixante-quinze tribunaux supérieurs ont vu s'accumuler 80.000 procès dont la plupart nécessitent l'intervention d'un jury, les 300 tribunaux municipaux se sont offert le luxe de ne statuer que sur dix affaires par an. Les juges d'instruction et les autorités policières sont chargés des enquêtes ; les premiers ont échoué pour s'être heurtés dans leur difficile travail à l'incompréhension, l'instabilité et l'absence d'encouragements, et les seconds n'ont pas réussi faute de formation spéciale.

Pour améliorer un peu un état de choses aussi désastreux, on a promulgué en 1950 et 1951 divers décrets modifiant les compétences, établissant des sanctions contre les fonctionnaires négligents et simplifiant certaines règles de procédure pénale. Dans la même intention, on a entrepris une campagne d'intimidation dans le domaine pénal en augmentant les sanctions, en limitant la mise en liberté provisoire et en supprimant, dans de nombreux cas, les grâces et les commutations de peines. On a organisé une juridiction douanière et on a même créé plus tard des postes de fonctionnaires chargés de l'instruction et dépendant du Service des renseignements colombien. En 1955, pour remplacer la législation initiale sur les vagabonds, les malfaiteurs et les pickpockets, ont fait leur apparition les textes législatifs relatifs aux situations particulièrement dangereuses (*estados de especial peligrosidad*) sous forme du décret 014 si inopportun et si controversé.

c) *Incapacité de la part des juges et des magistrats d'assurer la permanence et l'efficacité de la justice.* Une dernière observation devait être formulée pour expliquer le malaise créé par l'existence d'un sentiment très fort d'impunité, de rapacité et d'insécurité : les juges ne sont pas appuyés par la collectivité, ils n'ont pas reçu une formation professionnelle suffisante, leur éthique laisse beaucoup à désirer et ils sont très mal rémunérés.

Ce serait une erreur et une injustice grave que d'étendre cette observation à toute la justice. Heureusement, la majeure partie des magistrats et des juges colombiens se sont bien acquittés d'une mission qui nécessite tant d'abnégation. Ils se sont trouvés en présence d'une multitude de crimes dont ils n'étaient pas responsables et ils ont essayé de se frayer un chemin à travers une masse de difficultés inextricables.

Les autres, triste minorité, ont contribué à discréditer les plus méritants et ont créé une atmosphère de vénalité, de corruption et de temporisation avec le crime ; mais il n'a pas été possible de leur infliger un châtiment exemplaire en raison de l'impuissance relative à laquelle notre législation réduit le ministère public<sup>3</sup>.

d) *Manque de moyens et d'institutions.* Ce tableau peu engageant est lié à une politique d'hésitation et d'avarice quant à la dotation en personnel et en matériel, l'administration et la modernisation des services judiciaires auxiliaires, des maisons d'observation et de correction pour mineurs, ainsi que des maisons d'arrêt et des établissements pénitentiaires pour adultes. La médecine légale est l'œuvre de quelques hommes éclairés ; la création d'une police judiciaire spécialisée n'est qu'une simple espérance ; le traitement des mineurs abandonnés, en danger moral ou physique, ou délinquants, n'occupe qu'une place peu importante et négligée ; il y a, dans les prisons nationales, 32.000 hommes, dont 6.500 à peine ont été condamnés et plus de 80 p. 100 sont complètement oisifs. Les évasions, qui ne sont pas toujours le problème le plus grave qui se pose dans les prisons, font désormais partie des événements quotidiens.

e) *Absence de solidarité morale.* Une désorganisation si prolongée et si stérile, la constatation par la collectivité du fait que les méthodes et systèmes en vigueur étaient totalement inefficaces pour punir sans retard le crime et rétablir le règne du droit et le déclin de plus en plus marqué de la moralité de certains fonctionnaires ont amené un dangereux état de scepticisme à l'égard des textes législatifs, du rôle éducatif des lois et de la valeur d'exemple qu'elles pouvaient avoir. Les vieux principes de solidarité face à l'injustice, qui incitaient les gens à repousser ceux qui osaient violer la loi, se sont complètement effondrés. On a composé avec l'illégalité, les témoignages ont perdu toute valeur, du fait de la peur ou du désir immoral de mal agir, le recel s'est généralisé et l'on a vu naître l'habitude extrêmement regrettable de faire soi-même justice et d'imposer le système arbitraire des raisons personnelles.

Les citoyens, scandalisés par la concentration inhumaine des détenus dans les prisons, ont oublié que la pitié doit aussi aller, et aller d'abord, aux victimes du crime. Par surcroît, un ferment de matérialisme antichrétien a pénétré toutes les couches de la société, augmentant la convoitise pour les biens de ce monde, que n'arrêtent ni l'honneur, ni la liberté, ni la sécurité, ni l'intégrité ou la vie d'autrui. C'est ce qui explique que l'on en soit arrivé au point extrême de se livrer, sans vergogne, à l'apologie néfaste de la brutalité érigée en principe de gouvernement dans une île des Caraïbes ; c'est ce qui explique que, chaque jour, on commette des meurtres pour entrer en possession de quelques misérables centimes ou pour satisfaire un appétit charnel ; enfin, c'est ce qui explique, justement, que nous renversions l'ordre logique des choses en invoquant l'*habeas corpus* en faveur de sinistres personnages mais que nous oublions le sacrifice cruel des humbles paysans.

Il est certain que la responsabilité est partagée et que la punition du coupable ne peut avoir que très peu de sens si l'on n'essaie pas tout d'abord de combattre la maladie, le chômage, la misère, l'ignorance, d'élever les sentiments spirituels et d'augmenter les possibilités économiques de la population. Mais on ne saurait se dérober à la justice punitive sous prétexte qu'il n'y a pas de justice sociale. La première empêchera l'insécurité et

<sup>3</sup> Burdeau, *Método de la Ciencia Política*, p. 32 à 76.

l'absence de la seconde peut retarder le progrès. Mieux vaut toutefois la sécurité sans le progrès que le progrès sans la sécurité. Dans le cas de la justice punitive, l'action principale incombe à l'Etat. Dans celui de la justice sociale, la communauté tout entière se trouve engagée.

Examinons maintenant la manière dont le gouvernement s'est acquitté du devoir d'assurer dans les meilleures conditions possibles l'administration de la justice.

## II. NATURE DE LA RÉFORME JUDICIAIRE

a) *Question pénale.* En exerçant les pouvoirs extraordinaires que le Congrès lui a conférés par la loi n° 27 de 1963, le gouvernement s'est efforcé en premier lieu de résoudre un ancien problème qui n'offrait d'intérêt que du point de vue de la jurisprudence : celui de l'application des peines en cas de concours d'infractions. Jusqu'à la mise en vigueur du décret n° 2525 de 1963, certains soutenaient que la durée des peines prévues à l'article 45 du Code pénal était au maximum de vingt-quatre ans, même dans les cas où des poursuites étaient entamées contre les auteurs de plusieurs infractions commises séparément ou conjointement. Le gouvernement estimait que les articles 31 (concours idéal d'infractions) et 33 (concours réel d'infractions) du Code pénal qui prévoyaient, en raison du cumul, une augmentation correspondant au maximum au tiers de la peine ou à une durée égale ne pouvaient, sous peine de contradiction flagrante avec les dispositions de la partie spéciale du Code pénal, être soumis aux limites maximums fixées à l'article 45.

Le gouvernement n'a pas augmenté la durée des peines en ce qui concerne les infractions prévues dans le décret. Cependant, il a précisé le mode d'application des peines en cas de cumul, de manière qu'on ne condamne pas à vingt-quatre ans de travaux forcés un individu qui assassine une personne et à la même peine un individu qui en assassine dix. En vertu des dispositions des articles 31 et 33 du Code pénal, la limite peut être portée à quarante-huit ans dans le cas d'infractions revêtant un caractère d'extrême gravité.

On a également modifié les articles 168 (prévarication) et 208 (association de malfaiteurs) afin d'obtenir un double résultat : assainir l'administration de la justice et combattre une des manières véritablement monstrueuses de violer les droits de la communauté en s'associant pour commettre un crime.

b) *Compétence et organisation judiciaires.* On a noté qu'au nombre des causes de la réforme judiciaire figurait l'existence de systèmes propres à entraver, en dépit de l'extrême diligence et des efforts des juges, la marche de la justice. Augmenter les effectifs judiciaires ne suffisait pas. Relever les traitements en prétendant assurer ainsi une meilleure marche des enquêtes n'était rien de plus qu'un manque de respect à l'égard des fonctionnaires eux-mêmes ; ainsi que l'a dit un illustre ministre italien : « S'il est exact qu'il est du devoir de l'Etat de rétribuer convenablement les juges, nous estimons qu'il est offensant pour la magistrature d'écrire, ainsi qu'on l'a fait récemment, que

seul un bon salaire fait un bon juge, comme si seule l'assurance d'un traitement stable déterminait et entretenait la vocation de l'homme de loi dans son travail quotidien ».

La solution pour équilibrer le travail des fonctionnaires, faciliter au public l'accès des services judiciaires et décongestionner les rôles dans les grands centres a été l'adoption du système dit de la « pleine compétence » ; il faut entendre par là que les juges des diverses municipalités ont des pouvoirs étendus pour connaître de toutes les affaires civiles, pénales et du travail, à l'exception de celles où la loi n° 27 de 1923 déjà mentionnée a prévu l'intervention d'un jury.

En vertu du décret n° 528 de mars 1964, les juges municipaux connaissent d'affaires auparavant portées devant les juges de circuit et même les juges des tribunaux supérieurs. Cette réforme amène la suppression des circuits, mais non celle des juges puisque chaque juge municipal, outre les affaires de sa compétence propre, connaîtra des affaires qui relevaient auparavant des juges de circuit. Naturellement, afin d'éviter, dans toute la mesure possible, que les services ne soient à nouveau surchargés et pour de pures raisons d'économie, on a établi des bases différentes pour déterminer la compétence, compte tenu de la valeur du litige. Le juge municipal peut ainsi statuer en dernier ressort sur un plus grand nombre d'affaires, compte tenu de l'élargissement de sa compétence qualitative et quantitative, et les citoyens peuvent compter sur un règlement plus rapide de leurs litiges mineurs.

Ces innovations, à savoir la « pleine compétence » et la « décentralisation », ont immédiatement convaincu le gouvernement de la nécessité de modifier les compétences des tribunaux supérieurs de district ; en effet, par suite de la disparition des circuits, les affaires devront passer directement des tribunaux municipaux aux tribunaux de district.

Etant donné le caractère administratif de certaines affaires et l'existence d'une juridiction pour en connaître (article 137 de la Constitution), on a établi une définition précise qui permet à la Cour suprême de justice de se limiter à sa tâche d'une importance immensurable de gardienne de la Constitution et de cour de cassation et de révision, et de donner compétence exclusive aux tribunaux administratifs pour ces questions. Le décret n° 528 de 1964 a déterminé la compétence de chacune des chambres de la Cour suprême de justice, supprimant celle des affaires générales, réorganisant la division du Conseil d'Etat en chambres et modifiant la compétence tant du Conseil que des tribunaux administratifs.

On a accordé une importance particulière, en vue de trancher tout conflit qui pourrait s'élever entre la Cour suprême de justice et le Conseil d'Etat, à la création d'un tribunal des conflits, en application de l'article 217 de la Constitution nationale. Le décret n° 528 de 1964 indique le mode d'élection des magistrats du tribunal des conflits, les conditions requises pour remplir ces fonctions, la durée du mandat, les incompatibilités, la nature des fonctions, le traitement ainsi que la procédure à suivre en cas de conflit entre les tribunaux ordinaires et les tribunaux administratifs.

Le décret n° 528 de 1964 prévoit, à partir du chapitre III, diverses formes d'organisation judiciaire tendant à résoudre les problèmes que posent les incapacités et les récusations des fonctionnaires des juridictions civiles, pénales et du travail, le transfert d'actions pénales et la procédure en matière de cassation. En ce qui concerne le recours en cassation, le décret réduit le nombre des motifs de pourvoi en exigeant que ces motifs correspondent, des points de vue scientifique et technique, à la nature du recours extraordinaire exercé.

c) *Nouvelle division judiciaire du territoire.* L'organisation judiciaire du pays était devenue un facteur de nature à compromettre la bonne marche de la justice. La justice était administrée à partir de vingt-deux chefs-lieux de district dotés de tribunaux où le nombre de magistrats variait de quatre à vingt-quatre et comptait en outre soixante-quinze tribunaux supérieurs surchargés de travail et d'innombrables tribunaux de circuit, près de la moitié d'entre eux jugeant au civil et au pénal, ainsi que plus de neuf cents juges municipaux dont la plupart jugeaient au civil et au pénal et avaient une compétence limitée; il n'y avait pas de fonctionnaires d'instruction directement rattachés aux tribunaux ni de système de surveillance approprié : la justice n'était donc pas adaptée aux conditions résultant des transformations fondamentales intervenues dans le pays. On n'avait pas tenu compte, en créant les circuits judiciaires, de facteurs simples comme les distances, les facilités de communication et l'homogénéité économique, ethnique et géographique. Quant aux tribunaux de district, en en établissant un dans chaque département, à l'exception des départements de Caldas, Boyacá, Valle et Santander, on avait donné l'impression fautive que seuls les chefs-lieux de départements devaient être le siège d'un tribunal et qu'il ne convenait pas d'essayer de rapprocher les deux degrés de juridiction des petites agglomérations. A cet égard, la nouvelle division territoriale se présente de façon entièrement différente. La municipalité colombienne a beaucoup perdu de son importance, elle est tombée à l'abandon du point de vue économique et a été privée d'aide morale et d'influences intellectuelles. Comme c'est justement dans ces régions que naissent une bonne partie des affaires qui vont ensuite être laissées en suspens dans les grandes villes éloignées, la solution territoriale, liée au changement des compétences, consistait à doter chaque municipalité du nombre de juges nécessaires pour assurer, sur les lieux mêmes où les infractions étaient commises et où surgissaient les litiges civils, commerciaux et du travail, toute la marche de l'affaire. Il n'est rien de plus encourageant pour une petite communauté que de voir la justice rendue et de se sentir dotée des instruments juridiques indispensables pour assurer sa tranquillité. Quant aux affaires plus graves, un net rapprochement, effectué au moyen de nouveaux tribunaux supérieurs, servira aussi à mettre les citoyens en contact plus étroit, par l'intermédiaire du jury, avec les criminels qui troublent l'ordre public dans la région où ils résident. On a considéré comme une initiative très utile le fait d'offrir aux diverses localités la possibilité d'exercer la justice dont elles ont besoin et, peut-être, la justice qu'elles méritent.

Enfin, une fois établie la « pleine compétence » des juges municipaux et une fois supprimés les circuits judiciaires, on devrait terminer cet utile travail de décentralisation en augmentant le nombre des tribunaux supérieurs et en les installant, selon les besoins judiciaires, la population et l'étendue des nouveaux districts, dans les villes qui en ont le plus besoin.

C'est une erreur que de croire que l'augmentation du nombre de districts judiciaires a été dictée par des pressions locales ou par la propagande et les intérêts d'une politique partisane.

Ceux qui qualifient de hâtives ou de trop ambitieuses les initiatives du gouvernement font également fausse route. Aux fins de la nouvelle division judiciaire du territoire, le Bureau d'études criminologiques du Ministère de la justice a rédigé plusieurs volumes et a tenu principalement compte des facteurs suivants : a) nombre et emplacement des districts et des circuits existants ; b) volume, dans chacun d'entre eux, des affaires civiles, pénales et du travail ; c) population des municipalités et taux positifs et négatifs de l'accroissement annuel ; d) densité de la population, altitude par rapport au niveau de la mer, température et activités prédominantes dans chaque municipalité ; e) nombre des affaires soumises aux tribunaux supérieurs et municipaux ; f) criminalité apparente par municipalité au cours des trois dernières années ; g) moyens de communication entre deux municipalités voisines et entre ces municipalités et le nouveau chef-lieu de district ; h) distance par voie aérienne, fluviale, maritime et terrestre d'un lieu à un autre (chemin de fer, routes, chemins) ; i) liens et affinités entre certaines municipalités et le chef-lieu de district envisagé ; j) milieu social et culturel dans les nouveaux chefs-lieux ; k) superficie de chaque municipalité et de chaque nouveau district ; l) évaluation approximative du nombre de fonctionnaires indispensables dans chaque district et du nombre de magistrats dans chaque tribunal ; m) demandes précises des habitants de chaque municipalité ou région.

Les nombreux renseignements obtenus directement ou par l'intermédiaire d'institutions et d'organismes officiels, semi-officiels et privés ont dû être soumis également aux normes fondamentales de compétence énoncées dans le décret n° 528 de 1964. On peut donc dire que les décrets n° 1356 et n° 1701 de 1964 n'ont pas simplement modifié la division du territoire colombien à des fins judiciaires, mais qu'ils ont établi une division entièrement nouvelle, efficace et commode pour servir les idéaux élevés de la réforme.

Des exemples concrets de l'évolution provoquée par la réforme permettront de mieux comprendre les innovations introduites dans le système juridique. Supposons qu'un homicide ait été commis dans la localité de Cajicá (Cundinamarca). Selon l'ancien système, le juge municipal se tenait prudemment à l'écart de l'enquête tandis que le maire faisait les premières démarches et demandait l'intervention d'un juge d'instruction criminelle. Ce juge se présentait, en général, plusieurs jours plus tard, lorsque avaient vraisemblablement disparu tous vestiges, témoins et détails de l'événement. Il accomplissait sa tâche dans un milieu qui

lui était inconnu, avec l'aide médiocre que pouvaient lui apporter le maire et quelques agents de police. Enfin, quelques jours plus tard, le dossier se trouvait à Bogotá, dans le bureau d'un juge supérieur, peut-être parmi plus de 800 ou 1.000 autres dossiers qui étaient arrivés antérieurement. Le moment venu, le juge examinerait l'affaire, prendrait une décision ou ordonnerait un complément d'information. Quoi qu'il en soit, on ne chasserait jamais de l'esprit des membres de la communauté intéressée l'idée que l'homicide était demeuré impuni. Quatre ou cinq ans plus tard, ils apprendraient peut-être que l'on avait décidé de surseoir provisoirement au jugement et, bien entendu, ils ne seraient jamais informés de la prescription.

Le nouveau système est bien différent. Le maire ou l'inspecteur de police, en qualité de fonctionnaires de la police judiciaire, sont obligés de remplir les premières formalités, non pas dans un délai qu'ils fixeraient arbitrairement, mais en quarante-huit heures. Ensuite, le dossier devra obligatoirement être remis au juge municipal, qui devra achever l'enquête et transmettre ce dernier au juge du tribunal supérieur situé à 12 kilomètres (à Zipaquirá), lequel ne laisse pas des milliers d'affaires en suspens mais en connaît une moyenne de soixante-dix par an. Le jury de jugement sera composé d'habitants de la région. Dans un délai de moins de six mois, l'affaire peut être jugée en appel par le tribunal de deuxième instance de Zipaquirá. La nouvelle que l'auteur de l'homicide a été condamné à dix ou vingt ans de prison se répandra dans toute la région.

A l'avantage de la rapidité de l'instruction s'ajouteront l'attention particulière que les avocats de villes moins importantes que les chefs-lieux de département accorderont aux affaires qui leur sont confiées et une intervention beaucoup plus active du ministère public.

Le nombre des tribunaux passe de vingt-deux à soixante. Les 363 juges de circuit sont supprimés. Le nombre des juges municipaux est porté de 980 à 1.900 environ. On supprime 340 tribunaux d'instruction criminelle. Le nombre des tribunaux supérieurs passe de 75 à 132. Les tribunaux de police, de prévention, d'instruction pénale douanière et les tribunaux territoriaux sont supprimés.

Cependant, il est intéressant de souligner que toutes les régions du pays sont également favorisées par la nouvelle division judiciaire du territoire. Il existe des districts, comme Riosucio et Armenia, qui ont une superficie réduite mais où la densité de la population est élevée, et il en existe d'autres où le nombre d'habitants varie entre 100.000 et 1.500.000. Dans des départements comme ceux de Valle del Cauca, Caldas, Antioquia, Santander, Cundinamarca et Boyacá, il y aura deux fois plus de tribunaux répartis équitablement entre les principales villes et dont l'importance ne devra pas être évaluée en fonction du nombre de postes prévus pour chacun d'entre eux mais d'après la compétence de ceux qui occuperont ces postes.

De toute manière, pour juger de la nouvelle division judiciaire du territoire, il convient de se placer d'un point de vue qui permette d'observer la réforme dans son ensemble et de tenir compte des divers facteurs mentionnés.

d) *Ministère public.* Divers décrets contiennent des dispositions relatives au ministère public, organisation de surveillance et de contrôle de la fonction publique chargée d'assurer l'application des lois, de défendre le droit et de faire régner la justice. Mais c'est dans le décret n° 1698 du 17 juillet 1964 que l'on trouve les innovations essentielles. On craint que les juges, dotés par la réforme de pouvoirs étendus, ne commettent des abus. Cette redoutable possibilité pourrait se réaliser si l'on ne créait pas une organisation de surveillance active, énergique et rapide. En premier lieu, des règles qui jusque-là étaient dispersées ou plus ou moins inefficaces — contrôle judiciaire, sanctions disciplinaires, tribunaux correctionnels — ont maintenant force légale. Les fonctions du procureur général de la République sont renforcées au moyen de la création d'un poste de procureur délégué au contrôle judiciaire et de procureurs de district, à raison d'un procureur par district ; ces postes sont, dans notre système juridique, une innovation véritable et prometteuse. Les procureurs de district exercent, dans une circonscription réduite, une fonction aussi importante que celle que remplit le procureur général pour la République tout entière mais son rôle est beaucoup plus efficace en raison de son caractère local et de la possibilité qu'il offre de contrôler les résultats du système.

Le décret prévoit également, pour le ministère public, un autre type de fonctions qui est nouveau dans l'organisation de nos institutions : celles des juges instructeurs. Etant donné que les tribunaux municipaux seront pleinement compétents pour instruire toutes les affaires et pour statuer sur celles qui ne nécessitent pas l'intervention d'un jury, la mission des juges instructeurs sera tout à fait exceptionnelle. Il s'agit d'établir un corps de fonctionnaires de catégorie élevée, versés dans la technique de l'enquête et extrêmement mobiles, qui agiront sur l'ordre du procureur général ou des procureurs de district lorsqu'il s'agira d'infractions extrêmement complexes ou dont les conséquences s'étendent ou se ramifient jusqu'à plusieurs municipalités ou districts.

f) *Carrière judiciaire.* Lorsque l'on parle de justice, le concept de « carrière », compensation méritée de difficultés que soulève l'exercice de la magistrature, suscite un immense intérêt. Après de nombreuses années d'attente, la vieille ambition des serviteurs de l'Etat s'est enfin réalisée grâce au décret n° 1698 de 1964. A notre avis, la carrière judiciaire offre quatre aspects fondamentaux : a) elle permet de sélectionner les juges et les magistrats ; b) elle leur assure la sécurité de l'emploi et des possibilités d'avancement ; c) elle encourage les fonctionnaires à se perfectionner sur le plan intellectuel et moral ; d) elle empêche ceux qui ont obtenu leur poste par voie de concours de s'embourgeoiser ou de tomber dans la routine. Les deux premiers aspects sont communs à toute organisation du même genre. Les deux derniers sont de véritables conquêtes du décret n° 1698 ; en effet, selon le système prévu par ce décret, des concours doivent avoir lieu avant la date d'expiration des mandats ; ceux qui sont en poste bénéficient de points supplémentaires, mais ils sont obligés en conscience, par des efforts supplémentaires d'ordre pratique et théorique, d'augmenter leur avance pour écarter la possibilité d'être



évincés par des candidats qui ne sont pas des fonctionnaires judiciaires mais qui ont des mérites, des connaissances et des qualifications supérieures.

Dans les pays qui ont essayé d'appliquer le système de la carrière judiciaire, on a envisagé avec crainte une paralysie éventuelle des services, un affaiblissement de l'intérêt à l'égard des études approfondies et, d'une certaine manière, une stagnation de la jurisprudence, phénomènes qui peuvent se manifester lorsque juges et magistrats deviennent complètement inamovibles. Le système mis au point en Colombie évite précisément de telles conséquences. On a dû concilier les mandats prévus par la constitution et les principes de la carrière judiciaire et on l'a fait si heureusement que les juges et les magistrats continueront à jouir de la sécurité de l'emploi, non pas gratuitement, mais à condition de se perfectionner et d'élargir leurs connaissances.

g) *Services auxiliaires.* Il serait très difficile et extrêmement long de commenter chacun des 18 décrets adoptés par le gouvernement dans l'exercice des pouvoirs extraordinaires que le Parlement lui a conférés par la loi n° 27 de 1963. Etant donné que les lacunes et les défauts de l'administration de la justice se présentaient sous de multiples aspects, les remèdes applicables devaient faire l'objet de décrets concernant des questions distinctes. En réalité, les décrets susmentionnés ont constitué la pierre angulaire de la réforme. Il n'en demeure pas moins que la modernisation des services et organismes auxiliaires a fait l'objet d'une attention particulière, par exemple : 1) le décret n° 1483 du 23 juin 1964 a permis de résoudre le vieux problème de la répartition du travail entre les chambres du Conseil d'Etat et d'habiliter les juges à annuler les saisies et les mesures adoptées, en ce qui concerne les biens ruraux, par les anciens tribunaux de conciliation et d'équité ; 2) le décret n° 1700 du 16 juillet 1964 a réorganisé l'Institut de médecine légale et créé l'Ecole supérieure de sciences médico-légales ; 3) le décret n° 1726 du 17 juillet 1964 a prévu la création et l'organisation de la police judiciaire, étant bien entendu qu'il s'agissait là d'une fonction auxiliaire indispensable mais non, à proprement parler, d'un corps armé dépendant du Ministère de la justice. Le même décret a précisé quelles étaient les personnes qui pouvaient exercer de façon permanente ou provisoire les fonctions d'agents de la police judiciaire ; 4) le décret n° 1727 de 1964 augmentait le nombre de magistrats dans les tribunaux administratifs de Cundinamarca, Antioquia, Caldas et Valle del Cauca et créait des postes de procureurs auprès de ces trois derniers tribunaux ; 5) le décret n° 1728 du 17 juillet 1964 créait une Division de la carrière judiciaire au Ministère de la justice et réorganisait le Bureau d'études criminologiques. Ce bureau était chargé non seulement de la préparation de la majeure partie de la documentation utilisée aux fins de la réforme judiciaire, mais également de l'organisation du secrétariat de la Commission consultative, de la rédaction du texte de certains décrets et des activités destinées à faire connaître et à défendre la réforme judiciaire ; 6) le décret n° 1818 du 17 juillet 1964 portait création du Conseil colombien de protection sociale des mineurs et de la famille et réorganisation de la Division des mineurs

du Ministère de la justice ; 7) le décret n° 1817 du 17 juillet 1964 apportait certaines modifications si importantes au décret 1405 de 1934 qu'il le remplace entièrement en tant que Code national pénitentiaire. Il n'est certainement pas sans intérêt de relever dans ce monumental texte législatif (369 articles) les passages concernant la classification des détenus (article 25), la création, dans la Division des prisons, d'une section de l'éducation, de l'instruction et des cultes et d'une section de développement de l'industrie, de l'agriculture et de l'élevage (articles 47 et 51), la création des « avocats des pauvres » dénommés « avocats procureurs » permettant de fournir une meilleure assistance judiciaire aux condamnés (article 81), l'organisation du service social postpénitentiaire (article 356) et la création de l'Ecole nationale pénitentiaire en vue de la formation et de la préparation des membres du personnel de l'administration pénitentiaire (article 93).

h) *Procédure pénale.* Il est extrêmement important que les lois reflètent les plus hautes valeurs de la conscience sociale, qu'elles se rapportent aux événements de l'histoire récente du pays et que la technique législative elle-même garantisse l'efficacité des règles établies, en évitant ce qui est inutile et pédant et en se gardant des réglementations purement contingentes. Il ne s'agit pas d'introduire dans les textes des dispositions législatives les thèses les plus modernes ni de se livrer, en ces temps difficiles, à des prouesses dialectiques et grammaticales. Les nouvelles lois relatives à la réforme de la justice sont fondées avant tout sur les réalités du pays, sur l'expérience de tous ceux qui ont participé à leur rédaction, sur des faits concrets. Peut-être est-ce là l'unique moyen d'éviter qu'elles ne se transforment, à brève échéance, en immenses œuvres théoriques propres à classer dans les archives où sont reléguées les réglementations inutiles.

Le décret n° 1358 de 1964 a introduit dans le Code de procédure pénale des modifications utiles qui vont au fond de problèmes aujourd'hui pratiquement insolubles. Il est difficile, sans procéder à un examen approfondi de chaque disposition, de révéler quelles sont les modifications principales. On peut indiquer, cependant, qu'elles simplifient une procédure que le public avait coutume de qualifier de compliquée. 1) En ce qui concerne l'instruction, étant donné que la responsabilité en incombe au premier chef aux juges municipaux, les délais sont beaucoup plus stricts et l'application des règles d'une extrême simplicité. 2) Le procès se transforme en un rite rigoureusement observé, quelle que soit l'infraction qui ait été à l'origine de l'affaire. Certaines mesures, par exemple l'évaluation obligatoire des dommages occasionnés par l'infraction, contribuent à établir des bases précises pour l'indemnisation et c'est là une manière d'assurer la justice qui est loin d'être négligeable. 3) Les pouvoirs du juge qui préside une audience publique sont élargis afin de faire disparaître le triste spectacle qu'offrait la transformation des jugements oraux en débats d'une impressionnante médiocrité et d'une verbosité inutile. 4) L'intervention du ministère public est renforcée lorsqu'il faut juger au minimum deux prévenus au cours de la même audience. 5) Pour ce qui est du tirage au sort des jurés, le chapitre 2 du décret prévoit une procédure rapide offrant d'excellentes garanties d'hon-

nêteté et d'efficacité. 6) La procédure des affaires ordinaires est unifiée (article 35) ; le décret prévoit en outre la révision de la décision de surseoir au jugement (article 32) et stipule que le fait d'interjeter appel contre une ordonnance conservatoire n'empêchera pas l'arrestation du prévenu ni l'application de mesures préventives concernant ses biens si l'ordonnance le prévoit. 7) Dans le but évident d'éviter les conséquences déplorables pour les actions pénales de l'abondance des cas de nullité, problème qui a été résolu en partie au moyen de la pleine compétence des juges municipaux, les articles 37 et 38 du décret n° 1358 de 1964 réduisent les causes de nullité. 8) L'application des dispositions relatives à l'arrestation, à la détention et à la mise en liberté des inculpés s'est heurtée à de graves difficultés en raison de l'imprécision de la terminologie du code de procédure. Les articles 41 à 55 du décret susmentionné règlent la question de façon très claire, pratique et non équivoque. Le droit qu'a l'inculpé d'obtenir, à bref délai, le règlement de sa situation se concilie parfaitement avec le délai dont doit disposer le fonctionnaire chargé de l'instruction pour s'acquitter consciencieusement de sa tâche. 9) On a institué pour la première fois en Colombie, le plus simplement du monde, un recours en *habeas corpus*, grâce auquel quiconque s'estime arbitrairement privé de sa liberté dispose d'un moyen aisé et rapide d'être entendu et de bénéficier d'une protection légale. 10) Enfin, l'article 65 du décret n° 1358 relève la limite de la juridiction des autorités de police, qui peuvent connaître des délits mineurs contre la propriété (à concurrence de 3.000 dollars) et des dommages corporels susceptibles de désistement (15 jours d'incapacité sans conséquences permanentes). En tant que facteur de simplification de la procédure, cette disposition est des plus louables. Elle évite, sans nul doute, que les tribunaux municipaux de pleine compétence et les tribunaux supérieurs ne voient leurs efforts compromis par la nécessité de juger des affaires qui doivent être réglées sommairement par les autorités de police, même dans les endroits les plus reculés.

j) *Conduite antisociale*. Le décret n° 014 de 1955 destiné à combattre les situations dites « dangereuses » a constitué une erreur magistrale ; il a été justement critiqué, en son temps, comme nous le prouvent ces paroles de M. Jorge Enrique Gutiérrez Anzola : « Parmi les nombreux mensonges légaux parés d'un langage juridique incompréhensible, le décret n° 014 représente un pas de plus sur la voie de l'augmentation du chaos. Placer les Colombiens en face de la dure réalité que représente une mesure inconsidérée et irréflectie, qui produira des maux plus nombreux que ceux qu'on voulait prévenir est un devoir sacré dicté par la conscience et une nouvelle offrande à la cause de la justice qui constitue notre plus ardente passion ».

Non seulement d'un point de vue scientifique et juridique, mais également dans le domaine de l'application pratique, la notion de situation dangereuse a été un échec. En étendant la procédure prévue au chapitre V du décret aux délits contre les biens (article 81), on a rendu la procédure extrêmement difficile et l'on a introduit, dans la conduite des juges, un germe de diversification dont les conséquences ont été graves.

En procédant à la réforme judiciaire, le gouvernement a voulu, en vertu du décret n° 1699 du 18 juillet 1964, remplacer l'infraction mixte délit-contravention-crédation d'une situation dangereuse, prévue par le décret n° 014, par l'infraction de conduite antisociale ; c'est là une mesure beaucoup plus compréhensible et beaucoup plus logique, étant donné qu'elle fait entrer dans le cadre de la législation de nombreux actes qui sont manifestement nuisibles mais qui sont négligés aujourd'hui en raison des silences du code pénal et restent impunis. Nul ne doute de la nécessité de combattre, avec des armes juridiques immédiatement utilisables, les attentats contre le bétail, la fausse mendicité, la détention d'instruments appropriés pour commettre des infractions contre la propriété, les mille subterfuges utilisés pour faire obstacle à la récupération ou à l'identification d'automobiles volées, l'émission de chèques sans provision et toutes sortes de pratiques préjudiciables pour les mineurs de moins de 18 ans, comme l'incitation à l'ivresse. De même, il était extrêmement urgent de définir et de faire entrer dans des dispositions de cette nature le trafic des stupéfiants, la fabrication et le port d'armes et les activités destinées à provoquer des actes de barbarie et de terrorisme.

Il convient de faire tout particulièrement mention de l'article 27 du décret n° 1699 qui est conçu comme suit : « Tout individu qui, sans raison valable, laisse sans assistance économique ou morale des personnes auxquelles il est obligé de prêter assistance, s'expose à une peine de prison d'une durée de six mois à deux ans ».

Il ne s'agit pas là, comme certains l'ont cru, d'une disposition concernant exclusivement les cas d'abandon du foyer par des pères de famille qui violent et méconnaissent sans scrupule les obligations et les devoirs qu'ils se sont volontairement engagés à remplir. Il est manifeste que c'est sur le mépris de ces obligations et de ces devoirs que porte principalement le décret susmentionné, car la conduite irresponsable de certains hommes plonge dans une misère effrayante un grand nombre de femmes et d'enfants dont l'existence devient une lutte terrible et désespérée.

On s'est efforcé également de lutter contre l'irresponsabilité des mères qui, du fait qu'elles travaillent, refusent parfois toute assistance morale à leurs enfants lesquels, de ce fait, seront profondément affectés par leur conception déformée de la vie.

Une société qui crée des problèmes ne peut fermer les yeux sur ces problèmes. Ceux qui, délibérément, se placent dans des situations difficiles ne peuvent, sans contribuer à la déchéance morale de la communauté, précipiter sans pitié dans l'angoisse et la pauvreté les fruits de leur plaisir éphémère. Cette disposition légale est un sérieux avertissement ; elle appelle l'attention du public sur ces êtres sans conscience, que n'attire que ce qui est sordide et vulgaire et qui doivent commencer à répondre de leurs actes avant qu'une autre justice infinie et sans appel ne leur demande de payer la totalité de leur incroyable dette.

1) *Législation douanière*. Il est apparu très nettement, dès l'abord, que le Gouvernement national, dans l'exercice des pouvoirs qui lui ont été conférés par la loi n° 27 de 1963, introduirait des réformes



dans la législation douanière, considérée exclusivement sous son aspect répressif ou pénal. Résultant des restrictions imposées par les exigences de la politique économique, la fraude en matière de droits de douane constitue l'un des problèmes les plus graves et les plus répandus de l'époque actuelle. Rares sont ceux qui, peut-être devant le flot général du relâchement moral, comprennent le grave préjudice que subit le pays lorsqu'une majorité très importante de citoyens s'emploie à commettre des fraudes fiscales. De plus en plus, la pression de l'impôt compromet la réalisation de vastes entreprises de développement dans les domaines de l'enseignement, des travaux publics, du logement, du développement communautaire et des campagnes de lutte contre les maladies. On attribue cette situation aux erreurs financières commises par le gouvernement et l'on oublie très souvent que des œuvres entreprises grâce à un effort national véritable et énergique ne peuvent être menées à bien qu'avec la coopération directe ou indirecte de tous les bons citoyens. Si un secteur prétend tirer parti de la fraude douanière aux dépens de ceux qui cherchent à progresser dans les limites du respect des lois établies, non seulement il sera lui-même directement touché par le marasme économique qu'entraînera sa fraude, mais également il soumettra injustement à des privations la communauté tout entière. C'est ce qui explique que le contrebandier doit être considéré comme l'un des éléments les plus nuisibles et les plus dangereux de la société en raison des désordres que provoquent ses obscures manœuvres.

Dans le décret 1821 du 17 juillet 1964, le gouvernement a unifié la législation pénale douanière qui était dispersée. Il a défini à nouveau et avec précision certains termes usuels en la matière, il a fixé les cas dans lesquels il y a contrebande, il a indiqué les faits qui constituent une présomption légale du délit, il a établi une échelle des peines simple et sévère, il a organisé la justice douanière en simplifiant la procédure et en chargeant les juges municipaux d'instruire les affaires de contrebande. En outre, il a augmenté le nombre des tribunaux douaniers supérieurs et a supprimé les tribunaux d'instruction pénale douanière.

m) *Date d'entrée en vigueur et modifications.* Comme l'a dit M. Alfredo Araujo Grau, Ministre de la justice, lorsqu'il a défendu, devant le Sénat de la République, la loi sur les pouvoirs extraordinaires : « Ce dont il s'agit ici, c'est, en réalité, de faire un effort pratique pour que la justice soit efficace et rapide, non pas au moyen d'une révolution, mais grâce à une série de mesures qui, ainsi que la réflexion et l'expérience l'ont prouvé, sont appropriées et nécessaires. On n'a rien suggéré de mieux que ce qui est proposé aujourd'hui ».

Bien qu'on ait diffusé, en 1962 et en 1963, plus de 8.000 volumes de travaux préparatoires, et qu'on ait ainsi offert à tous les citoyens la possibilité de présenter leurs critiques, on n'a pas reçu de propositions mieux conçues ni de plans fondamentaux pour résoudre le problème judiciaire. Le gouvernement a attendu jusqu'à la dernière minute cette généreuse collaboration.

Même après la promulgation des décrets n°s 528, 1356 et 1358 en 1964, il a examiné toutes les

demandes qui lui ont été présentées et même, faisant preuve d'un désir patriotique de réussite, il a modifié et complété, dans les décrets n°s 1701 et 1819 du 17 juillet 1964, les dispositions qu'il avait adoptées à l'origine. Peu de réformes reposent sur une base plus large et plus solide que la réforme judiciaire de 1964, pour ce qui est des études, de la connaissance de la situation nationale, de l'interprétation des statistiques, de la prise en considération de multiples facteurs et d'un noble désintéressement tendant à placer la branche judiciaire du gouvernement sur un plan élevé de sécurité, de dignité et de grandeur au service du peuple.

Ce n'est pas une entreprise facile que de mettre en mouvement le mécanisme de la réforme. Le décret n° 1822 du 17 juillet 1964 prévoit un ingénieux système de dates d'entrée en vigueur pour éviter les interruptions dans le fonctionnement des services judiciaires et donner effet, en temps utile, aux modifications concernant les compétences.

### III. APPRÉCIATION GÉNÉRALE

a) *Critiques sans fondement.* Certaines personnes se sont refusées à reconnaître la valeur intrinsèque des décrets portant réforme de la justice. Le désordre et l'indigence des critiques formulées ne permettent pas de s'engager dans une polémique de fond en faveur de la réforme. Il existe, entre toutes ces critiques, un dénominateur commun : ignorance des bases tactiques et juridiques, ignorance des études préalables, ignorance du texte même des décrets et ignorance de leurs résultats éventuels. Il faudra juger, tôt ou tard, cette croisade en faveur de la justice. Nous qui avons été témoins de la genèse, du développement et de l'épanouissement de la réforme, nous avons la certitude d'avoir accompli une œuvre honnête, importante et sérieuse. Ce n'est pas une œuvre parfaite, mais c'est une contribution appréciable à la solution du problème posé par la situation désastreuse dans laquelle nous nous trouvons.

Il est évident que l'on a formulé de pénibles affirmations dont l'inefficacité est directement proportionnelle à leur caractère de généralité. Nous avons pu voir, noir sur blanc, les phrases suivantes qui ne veulent rien dire pour les spécialistes mais qui peuvent faire beaucoup de mal lorsqu'elles sont entendues par des personnes peu instruites. Au sujet des nouveaux tribunaux de district, on dit qu'ils sont « trop nombreux », qu'il se formera un « chaos de jurisprudence », qu'ils ont été « créés dans des villages sans importance », qu'ils ne sont pas en harmonie avec la « réalité nationale », qu'ils constituent une scandaleuse « prolifération bureaucratique », qu'ils « entraîneront des dépenses excessives » et que l'on n'a pas « prêté attention aux avertissements de juristes compétents » ; au sujet du décret relatif à la division judiciaire du territoire les arguments avancés sont, par exemple, une « ignorance absolue de la géographie » et le « mépris des villes et villages ». Le magistrat d'un tribunal supérieur est allé jusqu'à employer au sujet du décret relatif à la carrière judiciaire une expression qui, pour nous, se transforme automatiquement en éloge immérité : il a dit que le décret

semblait conçu d'un « point de vue de maître d'école ».

Pour ce qui est des critiques, la situation est bien décourageante.

b) *Avantages et facteurs négatifs.* La réforme présente des avantages évidents et l'on en tirera d'énormes profits que nous nous abstiendrons volontairement d'énumérer à nouveau. Elle revêt cependant des aspects négatifs qu'il convient de passer en revue : a) la transition d'un système législatif à un autre peut produire une paralysie momentanée ; b) les esprits conformistes préconiseront, comme solution courante, l'augmentation du nombre de postes et le relèvement des traitements ; c) on ne parviendra pas, à brève échéance, à la connaissance parfaite des décrets, ni à leur application aux fins de la réforme ; d) il se peut que certaines régions jugent « leurs droits » lésés par une réduction du nombre des fonctionnaires judiciaires ou par la création d'un tribunal dans une municipalité voisine des villes principales de chacune d'entre elles ; e) ceux qui ne possèdent ni aptitudes, ni mérites et qui ne peuvent prouver, de manière satisfaisante, leur honnêteté ou leur intégrité, seront logiquement hostiles à la carrière judiciaire ; f) un grand nombre d'avocats en exercice, fixés dans les grandes villes et jouissant d'un prestige important et mérité, peuvent voir diminuer le nombre de leurs clients par suite de la décentralisation des tribunaux et de la nomination de juges ayant pleine compétence ; g) les particuliers ou les fonctionnaires, habitués à faire des profits illicites en raison de la lenteur des affaires ou de l'impossibilité actuelle d'exercer un contrôle approprié sur leurs agissements, craindront nécessairement que ne prenne fin un état de choses aussi immoral ; h) il n'est pas improbable que l'on exerce certaines pressions d'ordre politique, précisément parce que l'on n'a pas tenu compte de ce facteur dans la division judiciaire du territoire et dans les autres décrets relatifs à la réforme. Les modifications adoptées peuvent entrer en conflit avec les intentions des politiciens de certaines régions ; i) la nomination du personnel des nouveaux services, des prisons de district, des établissements pour mineurs et la mutation du personnel subalterne exigeront d'importants crédits ; j) dans certains endroits, l'envoi de personnel compétent peut soulever de graves difficultés ; k) l'amélioration de la marche des affaires peut avoir un double aspect : elle règle la situation juridique des personnes qui purgent une peine de prison préventive en les transformant en condamnés ou elle augmente le nombre de ces personnes. Dans les deux cas, le nombre des détenus peut s'accroître provisoirement, ce qui entraînera des frais supplémentaires ; l) le lent déplacement des personnes qui exercent des fonctions juridiques vers les zones où se trouvent les nouveaux tribunaux peut provoquer une pénurie passagère d'assistance juridique.

#### IV. EXÉCUTION DE LA RÉFORME JUDICIAIRE

a) *Hommage aux artisans de la réforme.* Devenue aujourd'hui une réalité législative, la réforme juridique a nécessité beaucoup de temps et d'efforts. Ce processus s'est déroulé en trois étapes. Au

cours de la première, certains juristes renommés, on peut dire certains apôtres, ont posé les bases du plan général de réforme. Les noms de MM. Rodrigo Noguera Laborde, Jorge Enrique Gutiérrez Anzola, Gustavo Orjuela Hidalgo et Bernardo Gaitán Mahecha sont incontestablement liés, non seulement à la genèse, mais à la mise en œuvre de la réforme et leur aide sera indispensable pour parvenir à son exécution intégrale. Au cours de cette première étape, M. Germán Zea Hernández, Ministre de la justice, a été chargé de présenter et de défendre au Congrès de la République les grandes idées rénovatrices, sans obtenir le succès que beaucoup désiraient.

La deuxième grande étape débute par l'arrivée, au Ministère de la justice, de M. Vicente Laverde Aponte dont le dynamisme et l'énergie ont laissé une empreinte visible. Il a, non seulement organisé et stimulé avec énergie les études préparatoires à la réforme, grâce à l'intérêt constant qu'il a porté au Bureau d'études criminologiques, mais il a réuni une commission de juristes (Felipe Salazar Santos, Domingo Sarasty, Jesús Ramírez Suárez, Agustín Gómez Prada, Luis Gutiérrez Jiménez et Jesús Bernal Pinzón, sans compter MM. Orjuela Hidalgo, Noguera Laborde et Gutiérrez Anzola) qui ont révisé les projets primitifs et contribué, grâce à leurs connaissances étendues, à les perfectionner au maximum. Le ministre Laverde Aponte a consacré des mois entiers à défendre le plan de réforme avec un zèle sans précédent, mais sa ténacité et ses espérances ont dû céder brusquement devant le refus que la Chambre des représentants a opposé à son projet de règlement de l'article 12 du Plébiscite. A cette époque, cependant, les grandes lignes de la réforme étaient fermement tracées ; grâce aux publications du Bureau d'études criminologiques, le pays tout entier était informé des raisons géographiques, statistiques, juridiques et pratiques qui démontraient la viabilité et le caractère sérieux de la réforme judiciaire. Le Ministre, Héctor Charry Samper, comme l'avait fait avant lui M. Eliseo Arango, a prié instamment le Congrès de se prononcer sur les propositions dont il était saisi.

La troisième et dernière étape est plus longue que les précédentes et a débuté par l'arrivée, au Ministère de la justice, le 2 mai 1963, de M. Alfredo Araujo Grau. En quelques jours, il a obtenu l'accord des partis politiques en vue de faciliter l'adoption, par le Parlement, d'une loi prévoyant l'octroi de pouvoirs extraordinaires qui habiliterait le gouvernement à procéder à la réforme. Le succès de son projet au Parlement est dû à l'enthousiasme, à l'intelligence et au dévouement patriotique avec lesquels M. Araujo Grau a mené cette immense entreprise. La Commission consultative créée en vertu de l'article 2 de la loi n° 27 s'est réunie en septembre 1963. Elle était composée, conformément aux décrets 2171 et 2257, de MM. Gustavo Orjuela Hidalgo, Procureur général de la République, Emiliano Guzmán Larrea, Carlos Alberto Olano et Jesús Bernal Pinzón, sénateurs, et de MM. Alvaro Leal Morales, César Ordóñez Quintero et Pedro Arturo Sanabria Niño, représentants. Le Ministre a présidé la majeure partie des 142 séances qu'a tenues cet organisme. J'ai eu l'honneur pour ma part, d'assurer le secrétariat de la Commission et de préparer, sur l'ordre

de ladite Commission, huit décrets relatifs à la réforme judiciaire — sur un total de dix-huit.

Un grand nombre d'autres personnes, animées par un esprit de générosité, ont prêté leur concours à la réforme. Au Ministère de la justice se sont réunies des sous-commissions, composées d'éminents juristes, qui ont préparé les projets relatifs à la carrière judiciaire, au contrôle judiciaire, à la législation douanière, à la législation sur les mineurs, à la médecine légale et au régime pénitentiaire.

Bien que certains noms soient indissolublement associés à la réforme judiciaire de 1964, comme c'est le cas de MM. Laverde Aponte et Araujo Grau, ministres, de MM. Noguera Laborde et Orjuela Hidalgo, procureurs, et des professeurs Gutiérrez Anzola et Gaitán Mahecha, cette œuvre constructive est celle de tous les Colombiens. Deux gouvernements ayant eu pour Président, l'un M. Alberto Lleras Camargo et l'autre M. Guillermo León Valencia, d'appartenance politique différente, cinq ministres de la justice, dont deux conservateurs et trois libéraux, plus de quinze juristes conservateurs et un nombre égal de juristes libéraux, le Congrès de 1963 où étaient représentés les divers partis, le Cabinet ministériel des deux gouvernements du Front national, de distingués magistrats, des juges et des avocats en

exercice et un grand nombre de citoyens sont les véritables artisans de cette transformation.

b) *Responsabilité de ceux qui appliquent la réforme.* Nous abordons la quatrième étape de la réforme judiciaire. Elle se divise en trois phases : 1) Adoption des règlements d'application des décrets promulgués en vertu des pouvoirs extraordinaires ; 2) études, organisation, nomination du personnel, aménagement et fonctionnement de nouveaux services judiciaires et du ministère public ; 3) défense de la réforme tendant à empêcher des modifications arbitraires quant au nombre ou à la catégorie des services, des fonctionnaires ou des districts ou quant à leur compétence. Ce type de mesures peut facilement détruire ce qui a été conçu comme une entreprise globale beaucoup plus profonde et complète que les notions simplistes des insatisfaits.

Les auteurs des décrets relatifs à la réforme judiciaire se chargeront sans doute de la première phase. Au cours de la deuxième, le Ministre de la justice accomplira une tâche qui exige le plus grand soin. Quant à la troisième phase, elle relève de la compétence de spécialistes de bonne volonté.

Le succès de la réforme judiciaire dépend de la confiance qu'ont les Colombiens dans son efficacité. Tant ceux qui vont en assurer l'exécution — juges et magistrats — que ceux qui l'ont demandée sont moralement obligés de l'appuyer.

## CONGO (BRAZZAVILLE)

LOI N° 21-63 DU 15 JUIN 1963<sup>1</sup>

Cette loi autorise la ratification de l'accord relatif à la création d'un Office africain et malgache de la propriété industrielle, signé le 15 septembre 1962 à Libreville par les Gouvernements de la République centrafricaine ; de la République du Congo (Brazzaville) ; de la République de Côte-d'Ivoire ;

de la République du Dahomey ; de la République gabonaise ; de la République de Haute-Volta ; de la République malgache ; de la République islamique de Mauritanie ; de la République du Niger ; de la République du Sénégal ; et de la République du Tchad.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République du Congo*, n° 14, du 15 juin 1963.

<sup>2</sup> Voir p. 440-441.

### ORDONNANCE N° 63-2 DU 11 SEPTEMBRE 1963 PORTANT ORGANISATION PROVISOIRE DES POUVOIRS PUBLICS<sup>3</sup>

*Le Premier ministre,  
Chef du Gouvernement provisoire*

Considérant l'attachement du peuple congolais aux droits fondamentaux tels qu'ils ont été proclamés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et la Déclaration universelle du 10 décembre 1948 ;

Considérant la volonté du peuple congolais de coopérer avec les autres peuples dans la paix, la justice, la liberté et l'égalité ;

Le Conseil des ministres entendu,

*Ordonne :*

*Art. 1.* Le peuple congolais décidera souverainement de ses futures institutions dans le délai de trois mois.

Le projet de Constitution sera élaboré par le Gouvernement provisoire et soumis après avis de la Cour suprême au référendum populaire.

*Art. 2.* Une Assemblée nationale sera démocratiquement élue dans le mois qui suivra l'adoption par le peuple de la Constitution.

*Art. 3.* Pendant la période transitoire allant jusqu'à la convocation de l'Assemblée nationale, les pouvoirs publics seront exercés, ainsi qu'il est précisé ci-après, par le Gouvernement provisoire sur la base de la législation existante.

Les décisions prises antérieurement à la présente ordonnance par le Gouvernement provisoire demeurent en vigueur.

*Art. 4.* La forme du Gouvernement est et demeure la République.

*Art. 5.* Le Gouvernement provisoire arrête ses décisions soit sous forme d'ordonnance dans toutes les matières réservées à la loi par la précédente Constitution, soit sous forme de décret ou d'arrêté lorsqu'elles ont force de réglementation ou d'exécution.

*Art. 6.* Les ordonnances seront soumises à la ratification de l'Assemblée nationale, lors de sa première session.

*Art. 7.* Le Premier ministre, Chef du Gouvernement provisoire, nomme et révoque les ministres. Il détermine leurs attributions.

*Art. 8.* Le Premier ministre, Chef du Gouvernement provisoire, détermine et conduit la politique de la République. Il dispose de l'administration, de l'armée, de la gendarmerie et des forces de police.

*Art. 9.* Le Premier ministre, Chef du Gouvernement provisoire, exerce le droit de grâce.

*Art. 10.* Les ordonnances sont délibérées en conseil des ministres après avoir été soumises pour avis à la Cour suprême.

Elles sont signées du Premier ministre et contre-signées des ministres intéressés.

*Art. 11.* Les décrets engageant la politique générale, ceux qui intéressent plusieurs ministres sont

<sup>3</sup> *Journal officiel de la République du Congo*, n° 23, du 15 septembre 1963.

délibérés en conseil des ministres et contresignés des ministres intéressés.

Les décrets d'objet administratif sont pris par le Premier ministre sur proposition du ministre intéressé et contresignés par ce dernier.

*Art. 12.* Les traités internationaux et conventions internationales précédemment passés par la

République du Congo et régulièrement ratifiés demeurent en vigueur.

*Art. 13.* Les représentants diplomatiques des puissances étrangères sont accrédités auprès du Premier ministre, Chef du Gouvernement provisoire.

## ORDONNANCE N° 63-9 DU 16 OCTOBRE 1963 PORTANT ORGANISATION DES ÉLECTIONS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE<sup>4</sup>

### TITRE PREMIER GÉNÉRALITÉS

*Art. 1<sup>er</sup>.* Les membres de l'Assemblée nationale sont élus sur une liste nationale au scrutin de liste majoritaire à un tour sans panachage.

Le nombre des sièges à l'Assemblée nationale est fixé à cinquante-cinq.

Le suffrage électoral est direct et universel.

Le scrutin est secret.

### TITRE II DES ÉLECTEURS ET DES LISTES ÉLECTORALES

*Art. 7.* Sont électeurs les citoyens congolais des deux sexes âgés de 18 ans accomplis et jouissant de leurs droits civils et politiques.

*Art. 8.* L'exercice de l'électorat est subordonné à l'inscription sur la liste électorale.

*Art. 9.* Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale :

- 1° Les individus condamnés pour crime ;
- 2° Ceux condamnés pour un délit quelconque depuis moins de cinq ans à une peine d'emprisonnement sans sursis d'une durée supérieure ou égale à un mois ou à une peine d'amende supérieure ou égale à 100.000 francs.

Ceux condamnés pour un délit quelconque depuis plus de cinq ans à une peine d'emprisonnement sans sursis d'une durée supérieure ou égale à trois mois ou à une peine d'amende supérieure ou égale à 200.000 francs.

Ceux auxquels les tribunaux ont interdit le droit de vote et d'élection par application des lois qui autorisent cette interdiction.

- 3° Les faillis non réhabilités ;
- 4° Les interdits.

*Art. 10.* N'empêchent pas l'inscription sur la liste électorale :

- 1° Les condamnations pour délits d'imprudence hors le cas de délit de fuite concomitant ;
- 2° Les condamnations prononcées pour infractions autres que les infractions de la loi du 24 juillet

1867 sur les sociétés qui sont qualifiées délits mais dont cependant la répression n'est pas subordonnée à la preuve de la mauvaise foi de leurs auteurs et qui ne sont passibles que d'une amende ;

3° Les condamnations pour infractions à la réglementation sur la chasse et la pêche.

### TITRE III DE L'ÉLIGIBILITÉ

*Art. 13.* Est éligible à l'Assemblée nationale tout citoyen âgé de 23 ans révolus, ayant la qualité d'électeur, sachant lire et écrire et ayant satisfait définitivement aux prescriptions légales concernant le service militaire actif.

### TITRE V DE L'ORGANISATION DES ÉLECTIONS

*Art. 30.* La campagne électorale s'ouvre quinze jours avant le jour du scrutin.

La commission de propagande comprend :

- Un magistrat désigné par le ministre de la justice, président ;
- Un représentant du ministre de l'intérieur ;
- Un représentant du ministre de l'information.

Elle se réunit sur convocation de son président à Brazzaville cinq jours avant la date de clôture du dépôt des listes de candidatures.

Les moyens de propagande, les modalités de fonctionnement et les attributions de la commission de propagande demeurent fixés par le décret n° 59-98 du 12 mai 1959. La commission règle également les conditions d'utilisation de la radio-diffusion-télévision nationale.

### TITRE VII DU CONTENTIEUX ÉLECTORAL

*Art. 45.* En cas de contestation sur la régularité des élections, le litige est porté devant la Cour suprême qui statuera sur le vu des procès-verbaux et autres pièces annexes des opérations constatées.

*Art. 46.* Les séances de la Cour ne sont pas publiques...

<sup>4</sup> *Ibid.*, n° 25, du 1<sup>er</sup> novembre 1963.

## CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Promulgué par la loi n° 1-63 du 13 janvier 1963<sup>5</sup>

## TITRE PRÉLIMINAIRE

DE L'ACTION PUBLIQUE  
ET DE L'ACTION CIVILE

## Article premier

1. L'action publique pour l'application des peines est mise en mouvement et exercée par les magistrats et fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi.

2. Cette action peut aussi être mise en mouvement par la partie lésée, dans les conditions déterminées par le présent code.

## Article 2

L'action civile en réparation du dommage causé par un crime, un délit ou une contravention appartient à tous ceux qui ont personnellement souffert du dommage directement causé par les faits objets de la prévention.

## Livres premier

## De l'exercice de l'action publique et de l'instruction

## TITRE PREMIER

DES AUTORITÉS CHARGÉES  
DE L'ACTION PUBLIQUE  
ET DE L'INSTRUCTION

## Article 11

1. Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète.

2. Toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines de l'article 378 du code pénal.

## TITRE II

## DES ENQUÊTES

## Chapitre premier

## DES CRIMES ET DÉLITS FLAGRANTS

## Article 37

1. Est qualifié crime ou délit flagrant, le crime ou le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre. Il y a aussi crime ou délit flagrant lorsque, dans un temps voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique, ou est trouvée en possession d'objets, ou présente des traces ou indices, laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit.

2. Est assimilé au crime ou délit flagrant tout crime ou délit qui même non commis dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent a été

commis dans une maison dont le chef requiert le procureur de la République ou un officier de police judiciaire de le constater.

## Article 40

1. Si la nature du crime est telle que la preuve en puisse être acquise par la saisie des papiers, documents ou autres objets en la possession des personnes qui paraissent avoir participé au crime ou détenir des pièces ou objets relatifs aux faits incriminés, l'officier de police judiciaire se transporte sans désemparer au domicile de ces derniers pour y procéder à une perquisition dont il dresse procès-verbal.

## Article 41

1. Les opérations prescrites par l'article précédent sont faites en présence de la personne au domicile de laquelle la perquisition a lieu.

2. En cas d'impossibilité, l'officier de police judiciaire aura l'obligation de l'inviter à désigner un représentant de son choix ; à défaut, l'officier de police judiciaire choisira deux témoins requis à cet effet par lui, en dehors des personnes relevant de son autorité administrative.

## Article 42

Sous réserve des nécessités des enquêtes, toute communication ou toute divulgation sans l'autorisation de l'inculpé ou de ses ayants droit ou du signataire ou du destinataire d'un document provenant d'une perquisition à une personne non qualifiée par la loi pour en prendre connaissance est punie d'une amende de 36.000 à 360.000 francs et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans ou de l'une de ces deux peines seulement.

## Article 43

1. Sauf réclamation faite de l'intérieur de la maison ou exceptions, prévues par la loi ou lorsque l'état de siège est déclaré, les perquisitions et les visites domiciliaires ne peuvent être commencées avant 5 heures et après 19 heures.

2. Toutefois, les magistrats du ministère public, les juges d'instruction et les officiers de police judiciaire peuvent entrer, à toute heure du jour et de la nuit, en vue d'y constater toutes infractions, à l'intérieur de tout hôtel, maison meublée, pension, débit de boisson, club, dancing, cercle, lieu de spectacle et leurs annexes et en tout autre lieu ouvert au public ou utilisé par le public.

3. Les formalités mentionnées aux articles 40, 41 et au premier alinéa du présent article sont prescrites à peine de nullité.

## Chapitre II

## DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE

## Article 61

1. Les officiers de police judiciaire procèdent à des enquêtes préliminaires soit sur les instructions du procureur de la République, soit d'office.

<sup>5</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République du Congo*, Numéro spécial, n° 3, du 31 janvier 1963.

2. Ces opérations relèvent de la surveillance du procureur général.

#### Article 62

1. Les perquisitions, visites domiciliaires et saisies de pièces à conviction ne peuvent être effectuées sans l'assentiment exprès de la personne chez laquelle l'opération a lieu.

2. La mention de cet assentiment doit être consignée au procès-verbal.

ou alliés présents sur les lieux, à défaut en présence de deux témoins.

2. Le juge d'instruction doit se conformer aux dispositions des articles 41 et 43.

#### Article 83

Sous réserve des nécessités de l'information judiciaire, toute communication ou toute divulgation sans l'autorisation de l'inculpé ou de ses ayants droit ou du signataire ou du destinataire d'un document provenant d'une perquisition à une personne non qualifiée par la loi pour en prendre connaissance, est punie d'une amende de 36.000 à 360.000 francs et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans ou de l'une des deux peines seulement.

### TITRE III DE L'INFORMATION

#### Chapitre premier

#### DU JUGE D'INSTRUCTION

#### Section 2. — De la constitution de la partie civile et de ses effets.

##### Article 70

Toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit ou une contravention peut, en portant plainte, se constituer partie civile devant le magistrat instructeur.

##### Article 76

1. Quand, après une information ouverte sur constitution de partie civile, une décision de non-lieu a été rendue, l'inculpé et toutes personnes visées dans la plainte, et sans préjudice d'une poursuite pour dénonciation calomnieuse, peuvent, s'ils n'usent de la voie civile, demander des dommages-intérêts au plaignant dans les formes indiquées ci-après.

#### Section 3. — Des transports, perquisitions et saisies.

##### Article 77

1. Le juge d'instruction peut se transporter sur les lieux pour y effectuer toutes constatations utiles ou procéder à des perquisitions. Il en donne avis au procureur de la République, qui a la faculté de l'accompagner.

##### Article 79

Les perquisitions sont effectuées dans tous les lieux où peuvent se trouver des objets dont la découverte serait utile à la manifestation de la vérité.

##### Article 80

Si la perquisition a lieu au domicile de l'inculpé, le juge d'instruction doit se conformer aux dispositions des articles 41 et 43.

##### Article 81

1. Si la perquisition a lieu dans un domicile autre que celui de l'inculpé, la personne chez laquelle elle doit s'effectuer est invitée à y assister. Si cette personne est absente ou refuse d'y assister, la perquisition a lieu en présence de deux de ses parents

#### Section 4. — Des auditions de témoins

##### Article 86

1. Le juge d'instruction fait citer devant lui toutes personnes dont la déposition lui paraît utile dans les formes prévues aux articles ci-après.

2. Le juge d'instruction peut faire appel à un interprète âgé de 21 ans au moins.

3. Celui-ci, s'il n'est pas assermenté, prête serment de traduire fidèlement les dépositions.

##### Article 88

Toute personne nommément visée par une plainte assortie d'une constitution de partie civile peut refuser d'être entendue comme témoin. Le juge d'instruction l'en avertit après lui avoir donné connaissance de la plainte. Mention en est faite au procès-verbal. En cas de refus, il ne peut l'entendre que comme inculpé.

##### Article 91

Les enfants au-dessous de l'âge de quinze ans sont entendus sans prestation de serment.

##### Article 92

1. Toute personne citée pour être entendue comme témoin est tenue de comparaître, de prêter serment et de déposer.

2. Si le témoin ne comparaît pas, le juge d'instruction peut décerner contre lui mandat d'amener et sur les réquisitions du procureur de la République le condamner à une amende de 1.000 à 10.000 francs.

##### Article 94

Toute personne qui déclare publiquement connaître les auteurs d'un crime ou d'un délit et qui refuse de répondre aux questions qui lui sont posées à cet égard par le juge d'instruction sera punie d'un emprisonnement de onze jours à un an et d'une amende de 36.000 à 360.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

##### Article 95

Si un témoin est dans l'impossibilité de comparaître, le juge d'instruction se transporte pour l'entendre, ou délivre à cette fin commission roga-

toire dans les formes prévues aux articles 142 et suivants.

#### Article 96

Si un témoin entendu dans les conditions prévues à l'article précédent n'était pas dans l'impossibilité de comparaître sur la citation, le juge d'instruction peut prononcer contre ce témoin l'amende prévue à l'article 92.

#### Section 5. — Des interrogatoires et confrontations

#### Article 98

L'inculpé détenu peut, aussitôt après la première comparution, communiquer librement avec son conseil.

#### Article 99

1. Lorsque le juge d'instruction croit devoir prescrire, à l'égard d'un inculpé, une interdiction de communiquer, il ne peut le faire que pour une période de dix jours.

2. Il peut la renouveler, pour deux nouvelles périodes de dix jours.

3. En aucun cas, l'interdiction de communiquer ne saurait s'appliquer au conseil de l'inculpé.

#### Section 6. — Des mandats et de leur exécution

#### Article 104

1. Le juge d'instruction peut, selon les cas, décerner mandat de comparution, d'amener, de dépôt ou d'arrêt.

#### Article 107

1. Le juge d'instruction interroge immédiatement l'inculpé qui fait l'objet d'un mandat de comparution.

2. Il est procédé dans les mêmes conditions à l'interrogatoire de l'inculpé ou à l'audition du témoin arrêté en vertu d'un mandat d'amener ; toutefois, si l'interrogatoire ne peut être immédiat, l'inculpé est conduit à la maison d'arrêt où il ne peut être détenu plus de soixante-douze heures.

3. A l'expiration de ce délai, il est conduit d'office, par les soins du régisseur, devant le procureur de la République qui requiert le juge d'instruction, ou à son défaut le président du tribunal ou un juge désigné par celui-ci, de procéder immédiatement à l'interrogatoire, à défaut de quoi l'inculpé est mis en liberté.

#### Article 108

1. Toute personne arrêtée en vertu d'un mandat d'amener qui a été maintenue pendant plus de soixante-douze heures dans la maison d'arrêt sans avoir été entendue est considérée comme arbitrairement détenue.

#### Article 109

Si l'inculpé ou le témoin recherché en vertu d'un mandat d'amener est trouvé dans le ressort d'une juridiction autre que celle du siège du juge ayant décerné le mandat, il est conduit devant le procu-

reur de la République ou le magistrat investi de ses fonctions du lieu de l'arrestation.

## Livre II

### Des juridictions de jugement

#### TITRE PREMIER

#### DE LA COUR CRIMINELLE

##### Chapitre premier

#### DE LA COMPÉTENCE DE LA COUR CRIMINELLE

#### Article 215

La cour criminelle a plénitude de juridiction pour juger les accusés renvoyés devant elle.

##### Chapitre II

#### DE LA TENUE DE LA COUR CRIMINELLE

#### Section 2. — Du collège des jurés

#### Article 228

Les collèges de jurés sont formés au siège de chaque tribunal de grande instance dans le mois de la rentrée judiciaire pour l'année suivante.

#### Article 233

1. Sont incapables d'être jurés :

1° Les individus qui ont été condamnés à une peine criminelle ;

2° Ceux qui ont été condamnés à un mois au moins d'emprisonnement pour crime ou délit ;

3° Pendant cinq ans seulement à compter du jugement définitif ceux condamnés pour délit quelconque à un emprisonnement de moins d'un mois ou à une amende au moins égale à 100.000 francs ;

4° Les aliénés interdits ou internés ainsi que les individus pourvus d'un conseil judiciaire ;

5° Les faillis non réhabilités ;

6° Ceux auxquels les fonctions d'assesseurs ou de jurés ont été interdites par décision de justice ;

7° Les fonctionnaires et agents de l'Etat révoqués de leurs fonctions.

#### Article 234

Les fonctions de juré sont en outre incompatibles avec celles de membre du Gouvernement ou de l'Assemblée nationale, secrétaire général du Gouvernement, directeur dans un ministère, magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire, préfet, sous-préfet, officier ministériel, commissaire de police, militaires de l'armée de terre, de mer ou de l'air en activité de service.

##### Chapitre IV

#### DE LA PROCÉDURE PRÉPARATOIRE AUX SESSIONS DE LA COUR CRIMINELLE

#### Article 239

Si l'accusé ne peut être saisi, ou ne se présente pas, on procède contre lui par défaut.



*Article 242*

1. L'accusé est ensuite invité à choisir un conseil pour l'assister dans sa défense.

2. Si l'accusé ne choisit pas son conseil, le président ou son délégué lui en désigne un d'office.

3. Cette désignation est non avenue si, par la suite, l'accusé choisit un conseil.

*Chapitre VI**DES DÉBATS**Section 1. — Dispositions générales**Article 258*

1. Les débats sont publics, à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs. Dans ce cas, la cour le déclare par un arrêt rendu en audience publique.

2. Toutefois, le président peut interdire l'accès de la salle d'audience aux mineurs ou à certains d'entre eux.

3. Lorsque le huis clos a été ordonné, celui-ci s'applique au prononcé des arrêts qui peuvent intervenir sur les incidents contentieux visés à l'article 267.

4. L'arrêt sur le fond doit toujours être prononcé en audience publique.

*Article 261*

1. Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire en vertu duquel il peut, en son honneur et conscience, prendre toutes mesures qu'il croit utiles pour découvrir la vérité.

2. Il peut au cours des débats appeler, au besoin par mandat d'amener, et entendre toutes personnes ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraissent, d'après les développements donnés à l'audience, utiles à la manifestation de la vérité.

3. Les témoins ainsi appelés ne prêtent pas serment et leurs déclarations ne sont considérées que comme renseignements.

*Section 2. — De la comparution de l'accusé**Article 268*

1. A l'audience, la présence d'un défenseur auprès de l'accusé est obligatoire.

2. Si le défenseur choisi ou désigné ne se présente pas, le président en commet un d'office.

*Article 269*

L'accusé comparaît libre et seulement accompagné de gardes pour l'empêcher de s'évader.

*Article 271*

Si un accusé refuse de comparaître, sommation lui est faite au nom de la loi par un agent d'exécution commis à cet effet par le président et assisté de la force publique. L'agent d'exécution dresse procès-verbal de la sommation et de la réponse de l'accusé.

*Article 272*

1. Si l'accusé n'obtempère pas à la sommation, le président peut ordonner qu'il soit amené par la force devant la cour; il peut également, après lecture faite à l'audience du procès-verbal constatant sa résistance, ordonner que, nonobstant son absence, il soit passé outre aux débats.

*Section 3. — De la production et de la discussion des preuves**Article 295*

1. Dans le cas où l'accusé, les témoins ou l'un d'eux ne parlent pas suffisamment la langue française ou s'il est nécessaire de traduire un document versé aux débats, le président nomme d'office un interprète, âgé de vingt et un ans au moins, et lui fait prêter serment de remplir fidèlement sa mission.

2. Le ministère public, l'accusé et la partie civile peuvent récuser l'interprète en motivant leur récusation. La cour se prononce sur cette récusation. Sa décision n'est susceptible d'aucune voie de recours.

3. L'interprète ne peut, même du consentement de l'accusé ou du ministère public, être pris parmi les juges composant la cour, les jurés, le greffier qui tient l'audience, les parties et les témoins.

*Article 296*

1. Si l'accusé est sourd-muet et ne sait pas écrire, le président nomme d'office en qualité d'interprète la personne qui a le plus d'habitude de converser avec lui.

2. Il en est de même à l'égard du témoin sourd-muet.

3. Les autres dispositions du précédent article sont applicables.

4. Dans le cas où le sourd-muet sait écrire, le greffier écrit les questions ou observations qui lui sont faites; elles sont remises à l'accusé ou au témoin, qui donne par écrit ses réponses ou déclarations. Il est fait lecture du tout par le greffier.

*Chapitre VII**DU JUGEMENT**Section 2. — De la décision**Article 308*

Si l'accusé est absous ou acquitté, il est mis immédiatement en liberté s'il n'est retenu pour autre cause.

*Article 309*

Aucune personne acquittée légalement ne peut plus être reprise ou accusée à raison des mêmes motifs, même sous une qualification différente.

*Article 316*

1. Les accusés qui, régulièrement cités, ne comparaissent pas, sont jugés par défaut.

2. S'ils se constituent ou s'ils viennent à être arrêtés avant l'expiration des délais de prescription l'arrêt de condamnation est anéanti de plein droit et il est procédé de nouveau contre eux.

## TITRE II

### DU JUGEMENT DES DÉLITS

#### Chapitre premier

##### DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL

#### Section 1. — *De la compétence et de la saisine du tribunal correctionnel*

##### Paragraphe 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

#### Article 319

1. Le tribunal correctionnel connaît des délits.

#### Article 321

La compétence à l'égard d'un prévenu s'étend à tous coauteurs et complices.

#### Article 322

Le tribunal saisi de l'action publique est compétent pour statuer sur toutes exceptions proposées par le prévenu pour sa défense, à moins que la loi n'en dispose autrement, ou que le prévenu n'excite d'un droit réel immobilier.

##### Paragraphe 2. — *Du flagrant délit*

#### Article 330

Les témoins du flagrant délit peuvent être requis verbalement par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique. Ils sont tenus de comparaître sous les sanctions portées à l'article 92.

#### Section III. — *De la publicité et de la police de l'audience*

#### Article 335

1. Les audiences sont publiques.  
2. Néanmoins, le tribunal peut, en constatant dans son jugement que la publicité est dangereuse pour l'ordre ou les mœurs, ordonner, par jugement rendu en audience publique, que les débats auront lieu à huis clos.

3. Lorsque le huis clos a été ordonné, celui-ci s'applique au prononcé des jugements séparés qui peuvent intervenir sur des incidents ou exceptions ainsi qu'il est dit à l'article 394, alinéa 4.

4. Le jugement sur le fond doit toujours être prononcé en audience publique.

#### Article 336

Le président a la police de l'audience et la direction des débats. Il est investi du pouvoir discrétionnaire prévu à l'article 261.

#### Article 337

Le président peut interdire l'accès de la salle d'audience aux mineurs ou à certains d'entre eux.

#### Section IV. — *Des débats*

##### Paragraphe 3. — *De l'administration de la preuve*

#### Article 362

1. Hors le cas où la loi en dispose autrement, les infractions peuvent être établies par tout mode de preuve et le juge décide d'après son intime conviction.

2. Le juge ne peut fonder sa décision que sur des preuves qui lui sont apportées au cours des débats et contradictoirement discutées devant lui.

#### Article 363

L'aveu, comme tout élément de preuve, est laissé à la libre appréciation des juges.

#### Article 367

La preuve par écrit ne peut résulter de la correspondance échangée entre le prévenu et son conseil.

## TITRE III

### DU JUGEMENT DES CONTRAVENTIONS

#### Chapitre premier

##### DE LA COMPÉTENCE DU TRIBUNAL DE POLICE

#### Article 458

1. Le tribunal d'instance statuant en matière de police connaît des contraventions.

#### Chapitre III

##### DE LA SAISINE DU TRIBUNAL DE POLICE

#### Article 472

Le tribunal de police est saisi des infractions de sa compétence soit par le renvoi qui lui en est fait par la juridiction d'instruction, soit par la comparution volontaire des parties, soit par la citation délivrée directement au prévenu et à la personne civilement responsable de l'infraction.

## Livre III

### Des voies de recours extraordinaires

#### TITRE PREMIER

### DU POURVOI EN CASSATION

#### Chapitre premier

##### DES DÉCISIONS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ATTAQUÉES ET DES CONDITIONS DU POURVOI

#### Article 512

1. Les arrêts de la chambre d'accusation et les arrêts et jugements rendus en dernier ressort en matière criminelle, correctionnelle et de police peuvent être annulés en cas de violation de la loi sur pourvoi en cassation formé par le ministère public ou par la partie à laquelle il est fait grief, suivant les distinctions qui vont être établies.

## TITRE II DE LA DÉTENTION

### *Chapitre premier*

#### DE L'EXÉCUTION, DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE

##### *Article 625*

1. Les inculpés, prévenus et accusés soumis à la détention préventive la subissent dans une maison d'arrêt.

2. Il y a une maison d'arrêt près de chaque tribunal de grande instance et chaque section du tribunal.

##### *Article 627*

1. Chaque maison d'arrêt doit comprendre deux quartiers distincts suivant le genre de vie des prévenus.

2. Les modalités d'application à l'alinéa précédent feront l'objet d'un arrêté du garde des sceaux ministre de la justice.

3. Chaque quartier est lui-même divisé en sous-quartiers pour les hommes et pour les femmes de telle sorte qu'il ne puisse y avoir aucune communication entre eux.

##### *Article 628*

Toutes communications et toutes facilités compatibles avec les exigences de la discipline et de la sécurité de la prison sont accordées aux inculpés, prévenus et accusés pour l'exercice de leur défense.

### *Chapitre II*

#### DE L'EXÉCUTION DES PEINES PRIVATIVES DE LIBERTÉ

##### *Article 629*

Les condamnés à des peines privatives de liberté pour des faits qualifiés crimes ou délits de droit commun sont astreints au travail.

### *Chapitre III*

#### DES DISPOSITIONS COMMUNES AUX DIFFÉRENTS ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

##### *Article 635*

Si quelque détenu use de menaces, injures ou violences ou commet une infraction à la discipline, il peut être enfermé seul dans une cellule aménagée à cet effet ou même être soumis à des moyens de coercition en cas de fureur ou de violence grave, sans préjudice des poursuites auxquelles il peut y avoir lieu.

## TITRE III

### DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

##### *Article 638*

1. Les condamnés ayant à subir une ou plusieurs peines privatives de liberté peuvent bénéficier d'une libération conditionnelle s'ils ont donné des

preuves suffisantes de bonne conduite et présentent des gages sérieux de réadaptation sociale.

2. La libération conditionnelle est réservée aux condamnés ayant accompli trois mois de leur peine, si cette peine est inférieure à six mois, et la moitié de la peine dans le cas contraire. Pour les condamnés en état de récidive légale aux termes des articles 56 à 58 du code pénal, le temps d'épreuve est porté à six mois si la peine est inférieure à neuf mois et aux deux tiers de la peine dans le cas contraire.

3. Pour les condamnés aux travaux forcés à perpétuité, le temps d'épreuve est de quinze années.

4. Pour les condamnés à une peine temporaire assortie de la relégation, il est de quatre ans plus long que celui correspondant à la peine principale si cette peine est correctionnelle, et de six ans plus long si cette peine est criminelle.

## TITRE IV

### DU SURSIS

#### *Chapitre premier*

##### *Article 643*

En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si le condamné n'a pas fait l'objet de condamnation antérieure à l'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun, les cours et tribunaux peuvent ordonner, par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine principale.

## TITRE IX

### DE L'ENFANCE DÉLINQUANTE

#### *Chapitre premier*

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### *Article 685*

Les mineurs de dix-huit ans auxquels est imputée une infraction qualifiée crime ou délit ne sont pas déférés aux juridictions pénales de droit commun et ne sont justiciables que des tribunaux pour enfants ou de la cour criminelle des mineurs.

##### *Article 686*

1. Le tribunal pour enfants et la cour criminelle des mineurs prononcent suivant les cas les mesures de protection, d'assistance et d'éducation qui semblent appropriées.

##### *Article 687*

1. Le tribunal pour enfants et la cour criminelle des mineurs peuvent décider à l'égard des mineurs âgés de plus de seize ans qu'il n'y a pas lieu de retenir l'excuse atténuante de minorité.

2. Cette décision ne peut être prise que par une disposition spécialement motivée.

##### *Article 688*

Sont compétents le tribunal pour enfants du lieu de l'infraction, de la résidence du mineur

ou de ses parents ou tuteurs, du lieu où le mineur aura été trouvé ou du lieu où il a été placé soit à titre provisoire soit à titre définitif.

#### Article 689

1. Pour l'application des dispositions du présent titre, l'âge du mineur est déterminé par la production des pièces d'état civil, les jugements en tenant lieu ou tous autres documents corroborés par expertise médicale.

2. En cas de contrariété, la juridiction saisie apprécie souverainement l'âge du délinquant.

3. Dans tous les cas où seule l'année de naissance est connue la date de naissance doit être fixée au 31 décembre de l'année considérée.

#### Article 693

Le juge des enfants et le tribunal pour enfants peuvent, dans tous les cas, ordonner l'exécution provisoire de leur décision, nonobstant opposition ou appel.

### Chapitre II

#### DES POURSUITES

#### Article 695

1. Aucune poursuite en matière de crime ne peut être exercée contre les mineurs de dix-huit ans sans information préalable.

2. En cas de délit, le procureur de la République en saisit le juge des enfants.

#### Article 696

1. L'action civile peut être portée devant le juge des enfants, devant le tribunal pour enfants et devant la cour criminelle des mineurs.

2. Lorsqu'un ou plusieurs mineurs de dix-huit ans sont impliqués dans la même cause qu'un ou plusieurs majeurs l'action civile contre tous les responsables peut être portée devant le tribunal correctionnel ou devant la cour criminelle compétents à l'égard des majeurs.

3. En ce cas, les mineurs ne comparaissent pas à l'audience, mais seulement leurs représentants légaux. A défaut de choix d'un défenseur par le mineur ou par ses représentants, il lui en est désigné un d'office.

4. Dans le cas prévu à l'alinéa qui précède s'il n'a pas été encore statué sur la culpabilité des mineurs, le tribunal correctionnel ou la cour criminelle peut surseoir à statuer sur l'action civile.

### Chapitre III

#### DU JUGE DES ENFANTS

#### Article 698

1. Le juge des enfants effectue toutes diligences et investigations utiles pour parvenir à la manifestation de la vérité et à la connaissance de la personnalité du mineur ainsi que des moyens appropriés à sa rééducation.

2. A cet effet, il procède à une enquête, soit par voie officieuse, soit dans les formes prévues par

le chapitre premier du titre III du livre premier du présent code.

3. S'il est décidé que l'accusé mineur de dix-huit ans déclaré coupable ne doit pas faire l'objet d'une condamnation pénale, les mesures relatives à son placement ou à sa garde, sur lesquelles la cour est appelée à statuer, sont celles des articles 712 et 714.

### Chapitre V

#### DU TRIBUNAL POUR ENFANTS

#### Article 709

1. Le tribunal pour enfants est composé du juge des enfants, président, et de deux assesseurs.

#### Article 711

1. Chaque affaire est jugée séparément en l'absence de tous autres prévenus.

2. Seuls sont admis à assister aux débats les témoins de l'affaire, les proches parents, le tuteur ou le représentant légal du mineur, les avocats défenseurs, les représentants des associations de patronages et des services ou institutions s'occupant des enfants, les délégués à la liberté surveillée.

3. Le président peut, à tout moment, ordonner que le mineur se retire pendant tout ou partie de la suite des débats. Il peut de même ordonner aux témoins de se retirer après leur audition.

4. La publication du compte rendu des débats des tribunaux pour enfants dans les livres, la presse, la radiophonie, la cinématographie ou de quelque manière que ce soit est interdite. La publication par les mêmes procédés de tout test ou de toute illustration concernant l'identité ou la personnalité des mineurs délinquants est également interdite. Les infractions à ces dispositions sont punies d'une amende de 36.000 francs à 3.000.000 de francs.

5. En cas de récidive, un emprisonnement de deux mois à deux ans peut être prononcé.

6. Le jugement est rendu en audience publique, en la présence du mineur. Il peut être publié, mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué, à peine d'une amende de 36.000 à 300.000 francs.

#### Article 712

Si la prévention est établie à l'égard du mineur de treize ans, le tribunal pour enfants prononce, par décision motivée, l'une des mesures suivantes :

a) Remise à ses parents, à son tuteur, à la personne qui en avait la garde, ou à une personne digne de confiance ;

b) Placement dans une institution ou un établissement public ou privé d'éducation ou de formation professionnelle habilitée, ou dans toute œuvre publique ou privée d'assistance à l'enfance ;

c) Placement dans un établissement habilité ;

d) Placement dans un internat approprié aux mineurs délinquants d'âge scolaire.

*Article 713*

Si la prévention est établie à l'égard d'un mineur âgé de plus de treize ans, le tribunal pour enfants prononce par décision motivée l'une des mesures prévues à l'article précédent, ou le placement dans une institution publique d'éducation surveillée ou d'éducation corrective.

*Article 714*

1. Dans tous les cas prévus par les articles 712 et 713, les mesures sont prononcées pour le nombre d'années que la décision détermine, et qui ne peut excéder l'époque où le mineur aura atteint l'âge de vingt et un ans.

2. La décision doit préciser la date de l'expiration du placement.

# CONGO (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU)

## LOI CONSTITUTIONNELLE DU 18 JUILLET 1963 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI FONDAMENTALE DU 19 MAI 1960 RELATIVE AUX STRUCTURES DE L'ÉTAT<sup>1</sup>

### Article premier

Les articles 40 et 41 de la Loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures de l'Etat sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

*Art. 40.* Les Ministres ne peuvent faire l'objet de poursuites répressives qu'après avoir été mis en accusation par l'une des deux Chambres.

*Art. 41.* Il est institué une Haute Cour de Jus-

tice chargée de juger les Ministres mis en accusation dans les conditions prévues à l'article 40.

Une loi déterminera l'organisation de la Haute Cour ainsi que la procédure applicable devant elle.

*Art. 41 bis.* La Haute Cour est compétente, concurremment avec les juridictions de droit commun, pour juger les coauteurs et complices des Ministres traduits devant elle.

*Art. 41 ter.* La Haute Cour ne peut statuer que sur des faits tombant sous l'application des lois pénales et ne peut prononcer que les peines prévues par ces lois.

*Art. 41 quater.* Le Chef de l'Etat ne peut faire grâce au Ministre condamné par la Haute Cour que sur demande de l'une des deux Chambres.

<sup>1</sup> Texte de la Loi constitutionnelle publié dans le *Moniteur congolais*, n° 18, du 15 septembre 1963. Pour des extraits de la Loi fondamentale du 19 mai 1960, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1960*, p. 65-69.

## ORDONNANCE N° 226 DU 29 SEPTEMBRE 1963 CLÔTURANT LA SESSION PARLEMENTAIRE ET DÉSIGNANT UNE COMMISSION D'ÉLABORATION D'UN PROJET DE CONSTITUTION SOUMIS À RÉFÉRENDUM<sup>2</sup>

Le Président de la République,

Ordonne :

*Article premier.* La clôture de la session parlementaire en cours, et la réunion d'une Commission chargée uniquement de discuter et d'élaborer le projet de Constitution.

*Art. 3.* Les membres de cette Commission seront désignés par une ordonnance sur proposition du Conseil des Ministres.

*Art. 4.* La Commission ainsi réunie devra déposer le projet de la Constitution dans un délai maximum de cent jours à partir de la date de sa première réunion.

*Art. 5.* Le projet sera soumis à un référendum un mois au maximum après son dépôt.

*Art. 6.* L'organisation du référendum fera l'objet d'un arrêté du Chef du Gouvernement, pris après délibération du Conseil des Ministres.

*Art. 7.* Une fois plébiscité par le référendum, le projet sera proclamé comme Constitution nationale et entrera immédiatement en vigueur.

<sup>2</sup> *Ibid.*, numéro spécial, du 30 septembre 1963. Pour la composition et l'organisation de la Commission d'élaboration d'un projet de constitution, voir l'ordonnance n° 278 du 27 novembre 1963, publiée dans le *Moniteur congolais*, n° 24, du 15 décembre 1963.

## ORDONNANCE-LOI N° 250 DU 25 OCTOBRE 1963 SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL

### RÉSUMÉ

Le texte de l'ordonnance-loi a été publié dans le *Moniteur congolais*, n° 23, du 1<sup>er</sup> décembre 1963.

L'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance-loi définit une convention collective comme « un accord écrit relatif aux conditions de travail conclu entre, d'une part, un ou plusieurs employeurs ou une ou plusieurs

associations professionnelles d'employeurs et, d'autre part, une ou plusieurs associations professionnelles de travailleurs ».

En vertu de l'article 8, toute convention collective doit être rédigée en langue française et comporter obligatoirement le lieu et la date de sa conclusion. Le même article spécifie qu'une convention collective peut notamment comporter des dispositions concernant le libre exercice du droit syndical ; les salaires applicables par catégories professionnelles ; les conditions d'embauchage et de licenciement des travailleurs ; la durée de la période d'essai et celle du préavis ; les congés payés ; les modalités d'exécution des heures supplémentaires et leurs taux ; les primes d'ancienneté et d'assiduité ; les indemnités de déplacement ; les conditions générales de la rémunération au rendement lorsqu'un tel mode de rémunération sera reconnu possible ; la majoration pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ; l'organisation et le fonctionnement de l'apprentissage et de la formation professionnelle

dans le cadre de la branche d'activité considérée ; l'organisation, la gestion et le financement des services sociaux et médico-sociaux ; et en général toutes dispositions ayant pour objet de régler les rapports entre employeurs et travailleurs d'une branche d'activité déterminée.

L'ordonnance-loi traite aussi des commissions paritaires que le Ministre du travail (ou le gouvernement provincial, selon que le projet de négociation intéresse plusieurs provinces ou une seule), à la demande d'une association professionnelle représentative de travailleurs ou d'employeurs intéressés ou de sa propre initiative, peut instituer destinée à régler, par voie de convention collective, les rapports entre un ou plusieurs employeurs et les travailleurs d'une ou plusieurs branches d'activité déterminée.

Le texte de l'ordonnance-loi en français et une traduction de ce texte en anglais ont été publiés par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1963 — Congo (Léo) 1.

## COSTA RICA

### NOTE<sup>1</sup>

#### I. Constitution politique

Loi n° 3124 du 25 juin 1963, portant modification du texte de l'article 49 de la Constitution.

Le texte antérieur stipulait ce qui suit :

« Art. 49. Sont créés des tribunaux administratifs, faisant partie du Pouvoir judiciaire et ayant pour fonction de protéger toute personne dans l'exercice de ses droits administratifs lorsque ceux-ci auront été violés par des mesures de caractère définitif, quelle qu'en soit la nature, émanant du Pouvoir exécutif ou de ses fonctionnaires, des municipalités ou de tout organisme autonome ou semi-autonome de l'Etat, agissant comme personnes de droit public et dans l'exercice de pouvoirs réglementés par la loi ».

Le texte modifié de l'article 49 est conçu comme suit :

« Sont créés des tribunaux administratifs, faisant partie du Pouvoir judiciaire et ayant pour objet de garantir la légalité de la fonction administrative de l'Etat, de ses organismes et de toute autre entité de droit public. L'abus de pouvoir entachera de nullité les actes administratifs.

« La loi protégera, à tout le moins, les droits subjectifs et les intérêts légitimes des administrés ».

S'agissant de cette réforme constitutionnelle, l'exposé des motifs qui accompagnait le projet d'amendement contenait le passage suivant :

« L'article 49 de la Constitution politique empêche la promulgation d'une loi efficace sur les tribunaux administratifs. Tout d'abord, il ne se réfère qu'à l'activité du Pouvoir exécutif et des organismes décentralisés, oubliant que les autres pouvoirs exercent parfois une fonction administrative qui doit, elle aussi, être contrôlée par les tribunaux en question. Ensuite, il n'accorde la protection judiciaire qu'aux droits subjectifs des administrés, alors qu'il faut également l'étendre aux intérêts, tout au moins à ceux qui sont légitimes, et enfin, il limite le contrôle à « l'exercice de pouvoirs réglementés par la loi », excluant ainsi « l'exercice de pouvoirs discrétionnaires », distinction qui est inacceptable aujourd'hui comme critère d'admissibilité de l'intervention de tribunaux en la matière, étant donné que l'exercice par une autorité administrative de pouvoirs discrétionnaires constitue également une activité régie par la loi.

Il va sans dire que si la loi prévoit que l'administration peut agir d'une façon ou d'une autre, la solution qu'elle adoptera sur le fond ne pourra être modifiée par les tribunaux, étant légale dans l'un ou l'autre cas, mais il s'agit là d'une question concernant le fond de chaque cas et non de la simple recevabilité du recours, telle qu'elle est réglementée actuellement. En outre, il est possible que, dans l'exercice de ces pouvoirs discrétionnaires, l'Administration commette des erreurs ou vices de forme, de procédure ou des abus de pouvoir qui doivent inévitablement être soumis à un contrôle judiciaire pour que la justice administrative soit ce qu'elle doit être dans un Etat reposant sur le droit comme l'est le nôtre.

Il devient donc nécessaire de modifier le texte susmentionné de la Constitution politique. A cette fin, il faut lui donner une rédaction large, afin que le législateur ne soit pas empêché d'en développer les dispositions. »

#### II. Lois ordinaires

##### LOI ORGANIQUE SUR LES TRIBUNAUX POUR ENFANTS

(Décret-loi n° 3260 du 21 décembre 1963)

##### Titre premier

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### Chapitre premier

##### DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX POUR ENFANTS

Art. 1. Les tribunaux pour enfants connaissent de la situation des mineurs de moins de 17 ans qui se trouvent exposés à un danger social, ont compétence exclusive pour se prononcer sur les mesures applicables à ces mineurs et assurent l'exécution de leurs décisions, le tout dans le but de réadapter lesdits mineurs sur le plan moral et social. Aux fins de la présente loi, le terme « mineur » devra s'entendre de l'enfant qui n'a pas atteint l'âge indiqué au présent article.

Art. 2. Aux fins de l'article précédent, sera considéré comme étant exposé à un danger social tout mineur au sens indiqué à l'article premier auquel sera imputée une infraction qualifiée, en droit commun, de délit, quasi-délit ou contravention.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement costaricien.



## Titre II

## DES TRIBUNAUX POUR ENFANTS

## Chapitre premier

MESURES POUVANT ÊTRE ORDONNÉES  
À L'ÉGARD DES MINEURS

Art. 29. Les mesures pouvant être ordonnées à l'égard des mineurs sont les suivantes :

- a) L'admonestation ;
- b) La liberté protégée ;
- c) Le placement dans un autre foyer ;
- d) L'affectation à un travail ou à une occupation appropriés ;
- e) L'internement dans un établissement de rééducation ;
- f) Toute autre mesure que le juge estime être de l'intérêt du mineur.

## Chapitre II

NATURE DES MESURES POUVANT ÊTRE ORDONNÉES  
À L'ÉGARD DES MINEURS

Art. 30. L'admonestation est faite directement au mineur et, le cas échéant, en présence des personnes désignées par le juge, en termes clairs et de façon paternelle.

Art. 31. La liberté protégée consiste en la remise du mineur à sa famille ou à un gardien sous la protection du Département du service social, du tribunal ou de tout autre organisme, conformément aux recommandations faites par le juge.

Art. 32. La liberté protégée pourra être confiée au Patronage national de l'enfance, au Conseil supérieur de la défense sociale ou à un autre organisme social analogue du lieu de résidence du mineur.

Art. 33. Le placement dans un autre foyer consiste en la remise du mineur à une famille autre que la sienne, avec les modalités de protection indiquées aux articles 31 et 32.

Art. 34. L'internement du mineur peut être total ou partiel ; le mineur sera placé dans l'établissement ou l'institution indiqués par le juge, en vue soit de sa réadaptation sociale, soit de son rétablissement physique ou mental, pour une période qui ne pourra dépasser l'époque où le mineur aura atteint l'âge de 21 ans. Dans le cas de l'internement

total, le mineur passera le jour et la nuit dans l'institution ou dans un établissement qui en relève ; dans le cas de l'internement partiel, il ne demeurera dans l'institution qu'une partie du jour ou de la nuit.

Art. 35. Les établissements de protection des mineurs qui dépendent de l'Etat, des municipalités ou des organismes autonomes ou semi-autonomes, ainsi que les établissements privés qui bénéficient d'une subvention de l'une quelconque de ces entités, seront tenus de recevoir gratuitement les mineurs que les tribunaux leur remettent, pour la période que ceux-ci indiqueront, sans préjudice de l'obligation alimentaire pouvant incomber aux parents ou à d'autres personnes en faveur du mineur.

Art. 36. L'internement total ne sera ordonné que dans les cas graves, lorsque la famille du mineur est notoirement incapable de s'occuper convenablement de celui-ci et lorsque l'on ne peut avoir recours à la liberté protégée ou au placement dans un autre foyer.

Art. 37. Lorsque l'internement d'un mineur est ordonné, le juge fait parvenir à l'établissement qui doit le recevoir copie de la décision adoptée, accompagnée de toutes observations et recommandations qu'il juge utiles.

Art. 38. Le directeur de tout établissement où se trouvera placé un mineur fera parvenir au juge un rapport trimestriel sur la situation de l'interné, dans lequel il fera les recommandations qui s'imposent.

## III. Accords internationaux

a) Par la loi n° 3172, du 12 août 1963, le Costa Rica a ratifié la Convention n° 11 concernant les droit d'association et de coalition des travailleurs agricoles, adoptée par la Conférence internationale du Travail.

b) Par la loi n° 3170, du 12 août 1963, l'Assemblée législative a autorisé le Pouvoir exécutif à adhérer à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, signée *ad referendum* par le Costa Rica à la onzième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le 14 décembre 1960, à Paris.

# CÔTE-D'IVOIRE

## LOI N° 63-1 DU 11 JANVIER 1963 PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 64 DE LA CONSTITUTION <sup>1</sup>

*Article premier.* L'article 64, deuxième alinéa de la Constitution, est modifié comme suit :

« La Haute Cour est compétente pour juger les membres du Gouvernement, à raison des faits qualifiés crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, à l'exception des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et délits connexes. »

<sup>1</sup> Publiée dans le *Journal officiel de la République de Côte-d'Ivoire*, n° 3, numéro spécial, du 14 janvier 1963.

## LOI N° 63-2 DU 11 JANVIER 1963 PORTANT CRÉATION D'UNE COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT ET FIXANT SON ORGANISATION ET LA PROCÉDURE SUIVIE DEVANT ELLE <sup>2</sup>

### *Titre premier* ORGANISATION

*Article premier.* Il est créé une Cour de sûreté de l'Etat, compétente pour connaître des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, ainsi que des crimes et délits connexes.

Les faits relevant de sa compétence ne peuvent être amnistiés.

Elle est composée d'un président et de six juges titulaires.

Le président est nommé pour cinq ans par le Président de la République, sur avis du Président de l'Assemblée nationale.

En cas d'empêchement, il est remplacé par le juge titulaire le plus âgé.

Les six juges titulaires sont nommés pour cinq ans par le Président de la République, trois d'entre eux sur proposition du Président de l'Assemblée nationale.

Quatre juges suppléants sont également nommés selon les modalités et partage prévus à l'alinéa précédent.

Le président et les membres sont choisis parmi les personnalités connues pour leur compétence en matière politique, juridique ou administrative.

### *Titre II* PROCÉDURE

*Art. 8.* Les crimes et délits de la compétence de la Cour de sûreté de l'Etat sont poursuivis et

instruits selon les règles du droit commun, sous réserve des dispositions ci-après.

*Art. 11.* Le juge d'instruction ne peut informer qu'après avoir été saisi par un réquisitoire du ministère public, près la Cour de sûreté de l'Etat.

*Art. 16.* Si le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur de l'une des infractions de la compétence de la Cour de sûreté de l'Etat est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il déclare, par ordonnance, qu'il n'y a lieu à suivre.

L'inculpé préventivement détenu est mis en liberté.

*Art. 17.* Si le juge d'instruction estime qu'il existe contre l'inculpé des charges constitutives d'infraction de la compétence de la Cour de sûreté de l'Etat, il le déclare par ordonnance précisant la qualification légale des faits imputés et les motifs pour lesquels il existe des charges suffisantes. Cette ordonnance est portée dans les vingt-quatre heures à la connaissance de l'inculpé, et, dans le même délai, avis de cette ordonnance est donné au conseil.

La mise en accusation de l'inculpé devant la Cour de sûreté de l'Etat ne peut être décidée que par décret.

Dans ce cas, la Cour de sûreté de l'Etat est saisie par la citation délivrée directement à l'accusé pour l'une des plus proches audiences par le ministère

<sup>2</sup> *Ibid.*

public. Cette citation doit viser l'ordonnance du juge d'instruction constatant l'existence de charges suffisantes et le décret portant mise en accusation ; elle doit mentionner la qualification légale des faits.

Dans le cas contraire, l'inculpé est remis immédiatement en liberté, sur l'ordre du ministère public.

*Art. 18.* Si le juge d'instruction estime qu'il existe contre l'inculpé des charges constitutives d'infraction ne relevant pas de la compétence de la Cour de sûreté de l'Etat, il renvoie la procédure devant la juridiction normalement compétente.

Dans ce cas, les actes de poursuites et d'instruction ainsi que les formalités et décisions intervenues antérieurement demeurent valables et n'ont pas à être renouvelés.

*Art. 21.* Les débats de la Cour de sûreté de l'Etat sont publics, à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre. Dans ce cas, la Cour le déclare par un arrêt rendu en audience publique.

Toutefois, le président peut interdire l'accès de la salle d'audience aux mineurs ou à certains d'entre eux.

Lorsque le huis clos a été ordonné, celui-ci s'applique au prononcé des arrêts qui peuvent intervenir sur les incidents.

L'arrêt sur le fond doit toujours être prononcé en audience publique.

*Art. 22.* Les règles fixées par le Code de procédure pénale concernant les débats en matière correctionnelle sont applicables devant la Cour de sûreté de l'Etat, sous les modifications prévues aux alinéas ci-après.

La constitution de partie civile devant la Cour de sûreté de l'Etat n'est recevable que devant la juridiction de jugement. L'action civile n'appartient qu'aux personnes physiques qui ont, personnellement, souffert du dommage directement causé par l'infraction.

Le président de la Cour de sûreté de l'Etat est investi du pouvoir discrétionnaire prévu par l'article 310 du Code de procédure pénale.

Lorsqu'un procès paraît de nature à entraîner de longs débats le président peut ordonner avant la comparution de l'accusé qu'un ou plusieurs suppléants assisteront aux débats, pour remplacer, le cas échéant, les juges titulaires.

## CUBA

### LOI N° 1022 DU 27 AVRIL 1962 SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE DU TRAVAIL

#### RÉSUMÉ

Le texte de cette loi a été publié dans la *Gaceta Oficial*, n° 84, du 4 mai 1962.

En vertu de l'article premier de la loi, les organes d'administration de la justice du travail et la procédure applicable tant aux différends du travail qu'à ceux qui ont pour objet les prestations de sécurité sociale servies sous l'autorité du Ministère du travail sont assujettis aux règles prescrites par cette loi.

L'article 2 dispose que les travailleurs de l'un ou de l'autre sexe, majeurs de 18 ans, quel que soit leur état civil et sans autre formalité, auront capacité pour comparaître devant les organes de déci-

sion compétents et pour le saisir d'une plainte ou d'une requête.

D'autres dispositions de la loi traitent de la composition et de la compétence des commissions des plaintes ; de la procédure de règlement par les commissions des plaintes et des litiges ayant pour objet des prestations de sécurité sociale ; de la composition et de la compétence des commissions d'appel ; de la composition et de la compétence de la commission de révision du Ministère du travail ; et du recours en révision devant le Ministre du travail.

Des traductions de la loi en anglais et en français ont été publiées par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1962 — Cuba 2.

### LOI DU 3 OCTOBRE 1963 PORTANT NATIONALISATION DES BIENS-FONDS RURAUX<sup>1</sup>

*Art. 1<sup>er</sup>.* Tous les biens-fonds ruraux d'une superficie supérieure à soixante-sept hectares et dix ares (cinq *caballerías*) sont nationalisés et par conséquent transférés à l'Etat cubain.

*Art. 2.* Sont exemptés des dispositions de l'article ci-dessus les biens-fonds qui, antérieurement à la promulgation de la loi de réforme agraire<sup>2</sup>, étaient exploités en commun par plusieurs frères et sœurs, à condition que la part proportionnelle de superficie de ces biens-fonds qui revient à chacun de ces frères et sœurs n'excède pas soixante-sept hectares et dix ares (cinq *caballerías*).

*Art. 3.* Nonobstant les dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, le Président de l'Institut national de réforme agraire est habilité, sur proposition du délégué provincial du ressort, à exempter de l'application de la présente loi les biens-fonds qui ont été maintenus dans des conditions exceptionnelles de pro-

ductivité depuis la promulgation de la loi de réforme agraire et dont les propriétaires ou possesseurs se sont montrés pleinement disposés à coopérer à la réalisation des plans de production et de stockage de l'Etat en matière d'agriculture et d'élevage.

*Art. 4.* Aux effets de l'application de la présente loi et conformément aux interdictions énoncées dans la loi de réforme agraire, sont considérés comme nuls et de nul effet les transferts ou cessions de terres réalisés postérieurement au 3 juin 1959, date de promulgation de la loi précitée, par contrat de fermage, de métayage, autorisation verbale ou en vertu de tout autre titre, ainsi que les ventes et aliénations qui n'ont pas été approuvées par l'Institut national de réforme agraire en application de la résolution 113 du 31 décembre 1959 dudit Institut.

Il ne sera pas tenu compte dans la fixation des indemnités établies à l'article 6 des parties des biens-fonds expropriés en vertu de la présente loi qui auront fait l'objet des transferts ou cessions légales ci-dessus évoqués.

*Art. 5.* Au cas où le propriétaire ou possesseur affecté par les dispositions de la présente loi réside de façon permanente dans une habitation située sur les biens-fonds faisant l'objet de l'expropriation et ne possède pas d'habitation urbaine, il pourra continuer à y résider, s'il le désire, tant

<sup>1</sup> Texte publié dans la *Gaceta Oficial, Edición Extraordinaria*, n° 1, du 3 octobre 1963. Cette rubrique est constituée par une traduction française de la loi publiée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le *Recueil de législation*, vol. XIII, n° 2, V/1 b.

<sup>2</sup> Pour des extraits de la loi de réforme agraire, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1959*, p. 58-59, et aussi Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture : *Recueil de législation*, vol. VIII, n° 2.

qu'il n'aura pu obtenir une habitation dans la ville ou le village le plus proche des biens-fonds.

**Art. 6.** Les propriétaires des biens-fonds expropriés en vertu de la présente loi qui les exploitaient directement ou par l'intermédiaire d'un régisseur au moment de sa promulgation auront droit de percevoir pendant dix ans une indemnité mensuelle de quinze pesos par *caballeria* expropriée ou une somme proportionnelle dans le cas d'unités agricoles plus petites.

Les propriétaires des biens-fonds expropriés en vertu de la présente loi qui, au moment de sa promulgation, ne les exploitaient ni directement, ni par l'intermédiaire d'un régisseur, n'auront droit à aucune indemnité. Dans ces cas, les personnes qui sont en possession desdits biens-fonds ou celles qui les exploitent soit directement, soit par l'intermédiaire d'un régisseur, auront droit à percevoir pendant dix ans une indemnité mensuelle de dix pesos pour chaque *caballeria* exproprié ou une somme proportionnelle dans le cas d'unités agricoles plus petites.

En aucun cas, les indemnités mensuelles dont il est question dans le présent article ne pourront être inférieures à cent pesos, ni supérieures à deux cent cinquante pesos.

Ces indemnités constitueront le paiement total des biens expropriés y compris le bétail, le matériel et les installations et ne seront pas incompatibles avec les droits du propriétaire à tous autres revenus, même s'il s'agit de salaire, de pension ou de retraite.

**Art. 7.** Toutes les garanties réelles ou hypothécaires en faveur de personnes physiques ou morales

qui grèvent les biens-fonds visés par la présente loi, ainsi que les obligations qui en découlent, sont déclarées éteintes.

**Art. 8.** L'argent liquide appartenant aux personnes visées par la présente loi ainsi que leur compte courant bancaire garantiront :

a) le paiement des salaires échus de leurs employés lorsque ceux-ci ne les auront pas perçus avant l'occupation des biens-fonds ;

b) le paiement des dettes contractées par ces personnes envers les organismes fournisseurs de l'Etat ;

c) la liquidation des prêts bancaires déjà échus ou qui viendraient à échéance dans les trente (30) jours suivant la promulgation de la présente loi.

**Art. 9.** Les possesseurs ou propriétaires de biens-fonds d'une superficie supérieure à soixante-sept hectares et dix ares (cinq *caballerias*) qui les exploitent directement ou par l'intermédiaire d'un régisseur sont tenus, dans le cas où les biens-fonds en question n'auront pas été occupés dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent la promulgation de la présente loi, d'en informer le délégué provincial de l'Institut national de la réforme agraire dans les soixante-douze (72) heures suivantes, en indiquant qu'ils tombent sous le coup des dispositions de la présente loi.

L'inobservation des dispositions du présent article, ainsi que toute tentative d'empêcher ou d'éviter l'application de la présente loi aux biens-fonds en question, entraînera la perte de tous les droits aux indemnités prévues par ladite loi.

## DAHOMEY

### NOTE

La loi n° 63-3 du 26 juin 1963<sup>1</sup> porte attribution de juridiction en matière d'actions dirigées contre les offices, sociétés d'Etat et tous organismes publics et semi-publics dotés de la personnalité morale. L'article premier de cette loi dispose que sauf convention contraire expresse et sous réserve de dispositions contraires des conventions internationales, pour toutes les contestations relatives à des obligations nées, même en pays étrangers, d'un contrat ou quasi-contrat ou d'un délit ou quasi-délit, et quel que soit le lieu où ces obligations doivent être exécutées, les offices, sociétés d'Etat et tous organismes publics et semi-publics dotés de la personnalité morale seront traduits devant les tribunaux dahoméens.

---

<sup>1</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République du Dahomey*, n° 17, du 15 juillet 1963.

## EL SALVADOR

### DÉCRET N° 241 DU 23 JANVIER 1963 PORTANT CODE DU TRAVAIL

#### RÉSUMÉ

Le texte du décret a été publié dans le *Diario Oficial*, n° 232, du 1<sup>er</sup> février 1963.

Le présent Code, comme spécifié dans son article premier, a pour objet « d'harmoniser les relations entre le capital et le travail ».

D'autres dispositions du Code traitent des obligations et interdictions imposées aux employeurs ; des obligations et interdictions imposées aux tra-

vailleurs ; du travail des femmes et des mineurs ; des salaires, de la durée du travail, du repos hebdomadaire, des congés, des jours fériés et étrennes ; des associations professionnelles ; de la prévoyance et sécurité sociale ; et de la procédure de règlement des différends du travail.

Le texte du Code en espagnol et des traductions de ce texte en anglais et en français ont été publiés par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1963 — Sal. 1.

### DÉCRET N° 455 DU 27 NOVEMBRE 1963 PORTANT LOI ORGANIQUE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

#### RÉSUMÉ

Le texte de ce décret a été publié dans le *Diario Oficial*, n° 232, du 10 décembre 1963.

L'article premier du décret se lit comme suit :

« Le Ministère du travail et de la prévoyance sociale a les attributions suivantes : harmoniser les relations entre employeurs et travailleurs ; veiller à l'observation des normes du travail et de la prévoyance sociale ; favoriser la promotion technique, économique, morale, sociale et culturelle des travailleurs et exercer les autres attribu-

tions que lui confèrent le Code du travail<sup>1</sup> et les autres lois et règlements en vigueur ».

D'autres dispositions du décret traitent des attributions des divers départements du Ministère du travail et de la prévoyance sociale et aussi du louage de services à l'étranger, pour lequel une autorisation du ministère est requise.

Le texte du décret en espagnol et des traductions en anglais et en français ont été publiés par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1963 — Sal. 2.

<sup>1</sup> Pour un résumé du Code, voir le décret n° 241 du 23 décembre 1963.

# ÉQUATEUR

## NOTE<sup>1</sup>

Au cours de l'année 1963, tous les droits fondamentaux de l'homme énoncés dans la Constitution politique de la République ainsi que dans la législation connexe sur laquelle se fonde notre organisation démocratique nationale ont été pleinement et rigoureusement respectés en Equateur, car le peuple équatorien, tout au long de son évolution sociale et politique, a remporté des victoires d'ordre constitutionnel qui garantissent fermement les principes de base sur lesquels repose notre système démocratique, à savoir : la liberté, l'égalité et la justice, ces éléments qui impliquent naturellement le respect de la dignité humaine et protègent l'individu et ses droits essentiels.

Conformément à ces principes, l'Equateur s'est toujours attaché à respecter scrupuleusement les instruments internationaux, notamment ceux qui ont trait aux obligations découlant de la Charte

des Nations Unies et de la Déclaration des droits de l'homme, car ils traduisent, sur le plan juridique, les plus hautes aspirations du monde civilisé et leur application consacre la dignité humaine dans tous les domaines.

Les changements politiques intervenus dans notre pays en juillet 1963 n'ont aucunement diminué le respect que le Gouvernement national porte traditionnellement aux droits de l'homme dans le cadre de l'ordre public et des institutions républicaines et démocratiques.

L'ordre social n'a souffert aucune violation et, dans l'administration de la justice, les organes judiciaires appliquent les normes juridiques dans les mêmes conditions qu'avant les changements politiques. La junte militaire a pris le pouvoir en main précisément pour garantir et renforcer les principes fondamentaux démocratiques nécessaires pour que la société progresse et se développe dans un climat de paix et de sécurité et pour que règnent dans tous les milieux la liberté, l'égalité et la justice.

---

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement équatorien.



## ESPAGNE

### NOTE<sup>1</sup>

Les rapports antérieurs que, depuis de nombreuses années déjà, le Gouvernement espagnol n'a cessé de présenter périodiquement dans un même dessein, ont toujours fait observer que tous les droits proclamés dans la Déclaration adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies sont justement reconnus, convenablement réglementés et protégés par le droit espagnol.

Il convient notamment d'affirmer que certains des droits dont la reconnaissance universelle est relativement récente, ont depuis longtemps acquis droit de cité dans notre système juridique. Il suffit, à ce propos, de rappeler les lois connues sous le nom de « Lois des Indes », véritable monument juridique, orgueil de l'Espagne, qui pratiqua à l'égard des autochtones une politique d'assimilation, exceptionnelle à l'époque, et dont il faudrait rechercher des précédents dans les colonisations grecques et romaines. Reconnaisant pleinement la personnalité humaine de l'Indien et faisant de lui, à sa naissance et à sa mort, l'égal de tout homme des pays plus civilisés, cette législation proclama et réglementa les droits des Indiens, assura la protection de leur personne et de leurs biens, veilla à la prestation de leurs services et à la rémunération de leur travail en appliquant les systèmes européens de travail salarié libre ou corporatif, les éduqua et les instruisit, et les déclara égaux devant la loi en les assimilant aux Espagnols.

Que la réalité n'ait pas toujours reflété très fidèlement cette législation humanitaire — ce que l'on s'explique aisément eu égard aux circonstances et à l'époque où elle dut s'appliquer — cela ne diminue en rien sa grande valeur de preuve comme quoi à tout moment le droit espagnol a proclamé et réglementé les droits de l'homme. Cela d'autant plus si l'on considère qu'en prévision notamment d'éventuels abus de pouvoir de la part des autorités elles-mêmes et, partant, pour garantir la réalité de ces droits, une pratique avait été instituée portant le nom de « jugement de résidence », en vertu de laquelle les hauts fonctionnaires des colonies devaient, pendant un certain laps de temps après la fin de leur mandat, répondre des accusations qui pouvaient leur être portées pour préjudices causés et devaient rendre compte de l'usage des pouvoirs qu'ils avaient exercés.

Le nouvel Etat espagnol, à la fois fidèle représentant de l'esprit national traditionnel et renouvreur de cet esprit face aux inquiétudes et aux aspirations de l'époque actuelle, a non seulement su conserver l'ensemble de cet héritage de l'histoire, mais lui a encore donné la plus grande ampleur. Sa conception des droits de l'homme, de leur réglementation et de leur protection repose sur des principes d'ordre politique et juridique qui, comme l'ont fait ressortir à maintes reprises des rapports analogues, coïncident avec ceux qui figurent dans le préambule à la Déclaration universelle précitée du 10 décembre 1948 et dont celle-ci s'est inspirée.

C'est dans cette préoccupation constante de l'Etat espagnol à l'égard des droits de l'homme que de nouvelles dispositions légales ont été prises depuis le 31 août 1963, date à laquelle a été envoyé, à des fins analogues, notre dernier rapport. Le plus succinctement possible — car dans ces contributions à l'*Annuaire*, on a toujours le souci de la plus grande concision possible — nous traitons ci-après des dispositions qui, selon nous, offrent un intérêt particulier.

#### A. DROIT DE L'HOMME À LA LIBERTÉ, À L'ÉGALITÉ ET À LA SÉCURITÉ

Dans des rapports antérieurs, on a fait de nombreuses fois remarquer que le droit de l'homme, proclamé dans l'article 13 de la Déclaration universelle des Nations Unies, de sortir librement de son propre pays, et d'y retourner, est réglementé et protégé de façon précise, dans le droit espagnol, par la loi sur l'émigration, dont la base fondamentale — loi du 22 décembre 1960 et texte d'application du 3 mai 1962 — a fait l'objet d'exposés et de commentaires dans lesdits rapports.

Etant donné que l'émigration d'Espagne suit un rythme croissant, l'Etat a le souci constant de réglementer et de protéger ce droit de l'homme, comme en témoigne l'Instruction sur les infractions et les sanctions en matière d'émigration, approuvée par le décret du 26 septembre 1963.

Se fondant sur la reconnaissance explicite du droit que possède chaque Espagnol d'émigrer — droit qui est l'apanage des citoyens des pays libres — l'Instruction précitée veille au libre exercice de ce droit et en assure la pleine protection, grâce à l'application d'un système de contrôle administratif qui détermine les infractions pos-

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement espagnol.

sibles à la législation spéciale sur l'émigration et les sanctions correspondantes. Ce contrôle relève du Ministère du travail. Il s'exerce, sous l'autorité de la Direction générale de l'emploi, par l'Inspection du travail. En raison de son caractère administratif, les sanctions prévues sont essentiellement pécuniaires. Elle comportent suspension ou interdiction d'exercer des activités en rapport avec l'émigration et sont indépendantes de celles que les instances compétentes pourraient appliquer en matière de responsabilité civile ou pénale.

Mettant l'accent sur cette politique de protection du droit d'émigration, l'arrêté du 26 juillet 1963 du Ministère du travail, pris en application du Plan d'investissement du Fonds national de protection du travail de la même année, établit et réglemente une série de prestations dont pourront bénéficier les émigrants et éventuellement les rapatriés, en Espagne ou à l'étranger.

Ces prestations, qui ont un caractère à la fois varié et très large, revêtent notamment la forme d'indemnités de voyage et d'installation, de prêts, de bourses d'étude et de formation professionnelle, d'indemnité pour hospitalisation, de prestations médicales et chirurgicales, de subventions aux frais d'orientation et de défense des émigrants dans les litiges qui les opposent à des entreprises ou à des organismes étrangers, d'allocations à divers foyers et associations espagnols qui organisent des loisirs ou exercent une activité culturelle ou d'entraide en faveur des émigrants, de versement de la prime d'assurance d'émigration, etc.

Le souci particulier qu'a l'Etat de protéger l'exercice de la liberté de résidence se trouve confirmé dans la décision du 2 décembre 1963 de l'Institut espagnol d'émigration. L'Etat accorde tout son soutien et fournit à la Coopérative nationale de fourniture et de distribution des produits agricoles (COES) les crédits nécessaires à l'exécution d'un vaste programme de ravitaillement économique en produits typiquement espagnols à l'intention des nationaux vivant à l'étranger qui éprouvent de grandes difficultés à s'adapter au régime alimentaire du lieu de résidence.

Le cas spécial des émigrants espagnols ayant quitté le Royaume du Maroc a fait l'objet de l'arrêté du 29 novembre 1963 du Ministère du travail. Ce texte a institué des indemnités spéciales leur permettant de se déplacer, de se documenter, d'acquérir des outils et instruments et des subventions aux frais d'installation des familles d'émigrants qui, ayant quitté le Maroc en même temps qu'eux, se rendent en Espagne en attendant un regroupement familial qui interviendra plus tard. Ces prestations en espèces peuvent même être accordées à fonds perdus.

En ce qui concerne le droit à la liberté de résidence à l'intérieur du territoire national, en particulier pour les travailleurs, l'arrêté précité du 26 juillet 1963, tenant compte de la faiblesse plus grande de cette catégorie de citoyens, protège l'exercice de ce droit en recourant à une série de subventions qui facilitent en outre les mouvements de main-d'œuvre à l'intérieur du pays et qui, en essence, sont analogues à celles accordées en faveur et pour la protection des émigrants.

Parmi ces prestations figurent les subventions accordées aux établissements ou aux organismes de protection des travailleurs migrants pour couvrir les frais de logement et de nourriture. A cet effet a été institué un Bureau d'enregistrement des institutions de protection des travailleurs se déplaçant à l'intérieur du territoire. Le Bureau relève du Patronage national de protection du travail. La Direction générale de l'emploi a réglementé son fonctionnement par résolution du 14 novembre 1963.

En ce qui concerne le droit ou la liberté d'opinion et l'intervention des citoyens, par le vote, à l'activité publique, il convient de faire mention en particulier du décret du 7 décembre 1963 en vertu duquel les principes servant de base au régime autonome de la Guinée équatoriale — principes qui ont été approuvés par les Cortes — ont été soumis au plébiscite de tous les hommes et femmes âgés de plus de 21 ans, ayant la double qualité de nationaux et de résidents de Fernando Poo et de Rio Muni, par scrutin secret au moyen d'une feuille de papier blanc.

Conformément à l'exercice de ce droit à la liberté d'option politique, et à la suite du résultat de ce plébiscite, la loi du 20 décembre 1963 a promulgué les principes servant de bases au régime autonome de la Guinée équatoriale espagnole. Ce décret en date du 11 janvier 1964 a appelé les électeurs à voter en vue de la constitution des assemblées de résidents (conseils de quartiers), des conseils municipaux et des assemblées provinciales de Fernando Poo et Rio Muni, après modification du régime du Conseil des chefs de famille desdites provinces (Institution du Gouvernement général du 23 décembre 1963). Les instructions des 25 février, 6 et 7 mars 1964 ont décidé de la constitution des conseils de quartiers, des conseils municipaux et des assemblées provinciales, en conformité de la loi du 20 décembre 1963 déjà citée, dont le texte a été récemment approuvé par décret en date du 3 juillet 1964.

Ledit régime autonome est le résultat du droit des populations à décider de leur propre destin, droit que proclame nettement l'Etat espagnol.

Fidèle à la tradition dont nous avons brièvement parlé au début du présent rapport, l'Espagne, qui a l'insigne honneur d'être « la souche d'une grande famille de peuples auxquels elle se sent fraternellement et indissolublement liée », a toujours veillé au bien-être des habitants de Fernando Poo et de Rio Muni, leur a accordé les mêmes droits qu'aux autres Espagnols, tout en continuant de faire bénéficier ces territoires des recettes provenant de ses propres ressources sans qu'ils aient à apporter aucune contribution aux besoins généraux de l'Etat.

La loi qui réglemente ledit régime autonome proclame avant tout le droit à l'égalité et déclare, dans son article 2, que les nationaux autochtones de Fernando Poo et Rio Muni ont les mêmes droits et les mêmes obligations que les lois fondamentales prévoient pour les autres Espagnols. Les autres résidents de ces territoires ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autochtones. L'article 4 dispose que le droit de représentation aux Cortes est garanti, conformément à ce qu'établit la loi ayant constitué lesdites Cortes ; les représentants

aux Cortes de la Guinée espagnole sont désignés de la même façon que les représentants aux autres assemblées et conseils de la nation.

Le gouvernement et l'administration de cette région autonome, qui possèdent le même caractère de représentation organique, sont confiés à une assemblée générale et à un conseil de gouvernement (art. 12).

Dans chacun des territoires de Fernando Poo et de Rio Muni, il y a un gouverneur civil qui doit obligatoirement être un national autochtone du territoire où il exerce ses fonctions. Les conseils généraux et municipaux ainsi que les assemblées nationales sont organisés conformément aux principes de caractère représentatif organique. C'est dans le domaine de l'administration économique que se traduit le plus nettement le désintéressement absolu et l'extrême générosité de la métropole. L'article 44 de la loi qui nous occupe spécialement stipule que la Guinée espagnole sera exemptée de toute contribution aux obligations de l'Etat et disposera de son propre budget général des recettes et dépenses. Les recettes en provenance de ses propres ressources seront intégralement affectées à Fernando Poo et à Rio Muni, sans préjudice des subventions indirectes que le Gouvernement espagnol accorderait et des subventions directes que lui attribuerait le budget général pour compléter ses ressources financières. Les dépenses de l'administration de la justice et des forces armées, ainsi que celles du commissariat général, sont prises en charge par le budget général de l'Etat.

En ce qui concerne le droit à l'égalité, des rapports antérieurs ont fait état du caractère fondamental de la loi du 21 juillet 1960, en vertu de laquelle le produit intégral d'importantes ressources de l'Etat est destiné à encourager l'application pratique du principe de l'égalité des chances pour tous les Espagnols, dans le domaine de l'enseignement, de la recherche et de la formation professionnelle. Le Plan d'investissements du Fonds national prévu à cet effet pour cette année a été approuvé par l'arrêté du 15 juin 1964 du Ministère de l'éducation nationale. En raison des buts précis que fournit cette disposition, nous en ferons plus loin l'examen sommaire lorsque nous traiterons du droit à l'enseignement.

A propos des droits qui nous occupent présentement, il convient de signaler deux autres textes légaux fondés sur le principe de l'égalité devant la loi. Il s'agit de deux décrets pris par la Présidence du Conseil le 21 novembre 1963.

La première disposition réorganise les coopératives agricoles de Fernando Poo et de Rio Muni, en conformité des règles arrêtées par la loi de coopération du 2 janvier 1924 et par son règlement correspondant, normes qui s'appliquent à l'ensemble du territoire national.

Le second des décrets précités régit l'organisation de la justice dans la province du Sahara, en se fondant sur le principe de l'égalité par rapport au reste du pays, et l'adapte à l'organisation valable pour l'ensemble de l'Espagne, en y apportant quelques aménagements de détail touchant des cas et des compétences, et des variations motivées par des considérations de caractère

physique et social (distances et systèmes de vie collective). Ce principe d'égalité ne porte nullement atteinte — ce serait bien plutôt le contraire — au respect et au maintien des institutions et des pratiques séculaires de la province. Tel est notamment le cas de la juridiction coranique et des tribunaux coutumiers qui appliquent respectivement le droit coranique et le droit coutumier.

Le droit de la sécurité de la personne (art. 3 de la Déclaration universelle maintes fois citée) est largement reconnu et garanti dans la législation espagnole. Des commentaires appropriés en ont été faits dans des rapports antérieurs. En ce qui concerne plus particulièrement la sécurité des gens de mer, deux dispositions ont été arrêtées au cours de la période passée en revue par le présent rapport, à savoir :

L'arrêté du 10 décembre 1963, qui stipule l'éventuel remplacement de récepteurs radiotéléphoniques par des récepteurs de direction dans les bateaux de pêche dont le tonnage ne dépasserait pas 150 tonnes bruts déclarés et qui resteraient plus de 72 heures en mer, à condition que lesdits récepteurs devront être conformes aux spécifications prévues de façon à ce qu'ils puissent, à leur tour, satisfaire aux épreuves contre la pluie que la législation espagnole en vigueur prévoit pour le matériel radiotéléphonique (arrêté du 30 juin 1962).

L'arrêté du 17 mars 1964, qui complète les dispositions antérieurement en vigueur touchant le matériel de sauvetage dont doivent être pourvus les bâtiments de pêche, et définit les normes des canots de sauvetage (obligatoirement équipés d'un moteur), le poids maximal des radeaux de sauvetage et le matériel dont les canots et radeaux doivent être dotés en fonction des conditions dans lesquelles se déroulent les opérations de pêche, tout en tenant constamment compte des dispositions arrêtées par la Convention internationale sur la sécurité des gens de mer.

## B. DROITS DE LA FAMILLE

Les droits relatifs à la famille que proclament les trois paragraphes de l'article 16 de la Déclaration universelle des droits de l'homme sont entièrement reconnus, justement réglementés et dûment protégés par le droit espagnol. Cellule primaire de la société, la famille a toujours fait l'objet de toute l'attention de notre législation. Les lois fondamentales de l'Etat contiennent des déclarations générales et strictes sur les droits de la famille et sur leur protection. Comme des rapports antérieurs ont commenté de façon appropriée ces lois et diverses autres dispositions légales qui développaient et appliquaient les déclarations et les principes énoncés dans lesdites lois fondamentales, nous nous abstenons — pour ne pas nous répéter — de nous référer à ces préceptes antérieurs. Nous cantonnons dans la période visée par le présent rapport, nous nous devons de signaler — outre le souci de protéger la famille et les droits qui en découlent, qui ressort des dispositions légales dont l'objet n'est pas précisément la famille (notamment le décret du 2 janvier 1964 relatif à l'aménagement rural ; la convention collective syndicale du travail des imprimeries du Mouvement ; la décision du 9 août 1963 instituant un système de prestations familiales pour études ; et diverses dispositions

relevant essentiellement du droit du travail qui, en plus d'avantages en espèces connus sous le nom d'allocations familiales ou supplément de salaire, prévoient des prestations spéciales aux familles des agriculteurs) — la préoccupation et l'intérêt constants que le Gouvernement espagnol n'a cessé de manifester à l'égard de cette catégorie de droits de l'homme, comme en témoignent les dispositions légales que nous passerons brièvement en revue :

Les arrêtés des 17 juillet 1963 et 21 mars 1964 du Ministère de l'intérieur qui, réglementant l'application du Plan d'investissement pour 1963 et 1964 respectivement, du Fonds national d'assistance sociale, consacrent des sommes importantes à une aide ou à des prestations individuelles destinées aux enfants ou adolescents âgés de 4 à 16 ans reconnus comme déficients et dont l'existence et le traitement médical sont assurés dans leur propre ou dans une autre famille.

L'arrêté antérieurement cité du 26 juillet 1963 du Ministère du travail qui réglemente l'application dudit Plan d'investissement. Cet arrêté institue une vaste gamme de prestations en espèces en faveur des travailleurs émigrants et de ceux qui se déplacent à l'intérieur du territoire, avantages dont nous avons parlé lors de l'examen du droit (ou de la liberté) de sortir du pays et d'y retourner. Parmi ces prestations, certaines intéressent particulièrement la famille : subventions spécifiquement destinées à couvrir, en totalité ou en partie, les frais de déplacement ou de voyage des familles de travailleurs en vue du regroupement familial autour de son chef ; allocations destinées à couvrir les frais de première installation de ces familles et d'acquisition d'ustensiles de ménage ; bourses d'études ou d'un autre ordre accordées aux membres de ces familles ; assistance médicale et chirurgicale et en cas d'hospitalisation.

L'arrêté du Ministère du travail en date du 29 juillet 1963 relatif aux familles d'émigrés espagnols en provenance du Royaume du Maroc. Comme nous avons déjà fait mention de cette disposition légale, nous nous bornerons à vous demander de vous y reporter afin d'éviter d'inutiles répétitions. La protection que l'arrêté assure à ces familles est telle que les diverses formes d'aide prévues peuvent revêtir non seulement le caractère de prêts, mais également celui de remises à fonds perdus.

L'arrêté du 24 juin 1963 du secrétariat général du Mouvement et la circulaire du 11 octobre 1963 de la délégation nationale des associations, dont les dispositions visent les associations de chefs de famille qui peuvent s'organiser et fonctionner dans chaque commune. Lesdites associations possèdent la personnalité juridique et entière capacité d'agir, sans autres limitations que celles prévues par les textes précités ; elles possèdent un patrimoine propre.

L'entrée et l'inscription à ces associations sont volontaires. Pour cela, il faut et il suffit d'être recensé comme résident de la commune correspondante et d'avoir le droit de figurer au registre de quartier des chefs de famille. (art. 3).

Ces associations sont régies par le système de l'autogestion et par le principe de la représentation

qui sont assurés par l'intermédiaire des organes suivants : assemblée générale, comité de direction et présidence. Pour en améliorer le fonctionnement, ces organes peuvent en outre instituer en leur sein autant de commissions de travail qu'il sera jugé nécessaire.

Les associations de chefs de famille sont chargées d'une vaste mission qui ne vise qu'à une meilleure protection de la famille-institution. En termes concrets, leurs attributions sont les suivantes :

a) s'adresser aux pouvoirs publics pour les tenir informés des justes prétentions de la famille espagnole et solliciter l'adoption des mesures appropriées ;

b) défendre un développement social équitable, propre à élever, de façon suffisante et digne, les moyens d'existence et de subsistance des familles ;

c) représenter les intérêts familiaux de leurs membres dans toutes les questions de préoccupation commune, à condition qu'il s'agisse de leurs intérêts propres et qu'ils se situent dans le cadre communal, faisant office de centre local d'initiativés ;

d) collaborer au bon fonctionnement des établissements d'enseignement de la localité ; à cette fin, elles pourront communiquer aux organismes compétents les propositions appropriées ou des renseignements ;

e) prêter leur concours aux autorités et aux organismes de l'assistance publique sous toutes ses formes ;

f) donner des avis et prêter assistance aux émigrants, maintenir avec eux les contacts nécessaires et les informer ; venir en aide aux membres de leurs familles tant que le regroupement familial ne peut pas se faire ;

g) venir en aide moralement et financièrement aux familles nécessiteuses ; accorder des bourses d'études et toute autre allocation pour études ; contribuer à la solution du problème du logement, en créant des groupements bénévoles ou en collaborant avec les groupements existants ;

h) apporter son concours dans les questions de moralité publique, de protection des mineurs et toutes autres questions qui touchent à l'ambiance morale de la localité ;

i) promouvoir la défense du consommateur par tous les moyens légaux, notamment par l'intermédiaire de groupements créés à cet effet ;

j) toutes autres fonctions qui tendent à renforcer la famille en tant qu'institution et qui se traduisent par une participation active plus importante de la famille à la vie de la commune.

Loi du 28 décembre 1963 tendant à établir les principes de la sécurité sociale. Tenant compte de l'expérience acquise au cours des ans depuis que la Charte du travail a donné au régime de protection des travailleurs dans les cas d'incapacité ou d'invalidité un nouveau statut et un sens humain profond dont allaient devoir s'inspirer plus tard les systèmes modernes de sécurité sociale, la loi du 28 décembre établit les bases d'une nouvelle organisation et d'une nouvelle réglementation de la sécurité sociale en Espagne en partant du principe de la solidarité nationale

et en lui fixant des buts extrêmement vastes et humanitaires.

En ce qui concerne plus précisément la famille, la loi que nous examinons — en réalisant la fusion progressive en un seul régime des systèmes d'allocations et prestations familiales actuellement en vigueur sans modifier le montant global des cotisations des entreprises et des salariés et en respectant les droits déjà acquis — établit les bases qui, dans un avenir peu lointain, permettront d'instaurer le principe de justice distributive (à charge de famille égale, allocation égale) et, partant, d'instituer une véritable solidarité nationale et de supprimer les risques de discrimination entre travailleurs ; car ni les entreprises ni les futurs compagnons de travail de celui qui prétend y entrer ne subiront un préjudice quelconque en raison du fait que ce dernier a des enfants.

La protection de la famille est essentiellement reconnue au principe XI, qui déclare ce qui suit :

« Les prestations en espèces qui seront versées au titre du régime de protection de la famille, lequel couvrira l'actuel système d'allocations et prestations familiales, consisteront en :

« a) une allocation mensuelle uniforme pour chaque enfant légitime, légitimé, adoptif ou naturel reconnu, âgé de moins de seize ans ou inapte au travail. Les orphelins de père et de mère âgés de moins de seize ans ou inaptes au travail, qu'ils perçoivent ou non une pension de la sécurité sociale, auront droit à l'allocation qu'auraient reçue leurs ascendants ;

« b) une allocation mensuelle uniforme pour l'épouse, attribuée dans les conditions et les limites déterminées par voie de règlement.

« Le financement des prestations visées à l'article précédent sera assuré par : a) une contribution du Fonds national de protection du travail ; b) la partie de la cotisation que détermineront les règlements en conformité des principes énoncés par la présente loi, avec le souci que les charges supportées par les entreprises soient du même ordre pour toutes.

« Les travailleurs auront droit en outre aux prestations suivantes : a) un subside lorsqu'ils contractent mariage ; b) un subside à la naissance de chacun de leurs enfants.

« Le gouvernement revisera le système actuellement en vigueur de protection des familles nombreuses en instituant des dégrèvements fiscaux, des dispenses d'inscription dans les établissements d'enseignement, des bourses, des priorités d'accès à la formation professionnelle, des réductions du prix des transports, des crédits sociaux, des priorités dans l'attribution de logements construits sous l'égide de l'Etat et toutes autres mesures semblables d'ordre social propres à contribuer à la protection des familles nombreuses. Une protection particulière sera accordée aux familles ayant des enfants déficients.

« Les orphelins âgés de moins de dix-huit ans de travailleurs victimes d'accident du travail ou d'une maladie professionnelle jouiront d'une priorité absolue pour la formation professionnelle dispensée par les institutions et établissements publics de tout ordre.

« Des primes nationales et provinciales à la natalité seront attribuées chaque année ».

Résolution du 10 décembre 1963 de la Délégation nationale des syndicats, qui approuve les statuts de l'Union syndicale nationale des petits exploitants agricoles. Celle-ci groupe les cultivateurs dont les exploitations ont un caractère familial et qui, de ce fait, se trouvent dans une situation spéciale par rapport aux autres agriculteurs, étant donné que ces exploitations familiales ont des besoins particuliers en matière de formation et de vulgarisation agricoles, de facilités de crédit, de prestations sociales et de commercialisation.

L'Union syndicale nationale en question est la Fédération des organisations d'exploitations familiales des chambres syndicales agricoles officielles, lesquelles à leur tour se groupent en associations de petits exploitants agricoles des fraternités d'agriculteurs et d'éleveurs de bétail.

Au sein de l'Union syndicale nationale, les unions provinciales de petits exploitants agricoles assument une double fonction, celle d'organe provincial de l'Union nationale et celle de représentant et de mandataire des associations fédérales.

Les possesseurs d'exploitations familiales se livrant à l'agriculture et à l'élevage d'une fraternité syndicale pourront constituer, lorsqu'ils le jugent nécessaire, une association paysanne des petits exploitants pour la défense de leurs propres intérêts ; dans ce cas, l'association jouera à la fois le rôle de déléguée de l'Union provinciale et de défenseur des intérêts qu'elle représente, conformément aux règles prescrites par les statuts en ce qui concerne leur fonctionnement (art. 23).

L'Union — qui relève de l'autorité de la Fraternité syndicale nationale des agriculteurs et des éleveurs de bétail, à laquelle elle participera par l'intermédiaire de la section de cultivateurs agricoles — a pour but essentiel de défendre et d'améliorer les exploitations familiales (art. 2). A cet effet, elle a pour mission :

a) de représenter les intérêts des exploitations familiales dans leur ensemble et à l'échelle nationale auprès de l'administration de l'Etat, des organisations syndicales et des organismes avec lesquels elle entretient des rapports ;

b) d'étudier les mesures qui ont été prises dans les divers autres pays pour la défense des exploitations familiales, afin d'adopter celles qui pourraient convenir à nos agriculteurs ;

c) de conseiller et, éventuellement, représenter les associés auprès des pouvoirs publics et autres organismes — au cas où on la solliciterait et on l'autoriserait à donner des avis et à agir en représentation, pour ce qui a trait à ses propres problèmes ;

d) d'obtenir que l'enseignement agricole soit dispensé dans les meilleures conditions aux exploitants de ces entreprises familiales ;

e) de fournir les services consultatifs grâce auxquels les agriculteurs pourront acquérir les connaissances pratiques nécessaires ;

f) d'obtenir des crédits, par l'intermédiaire des sections intéressées ou par d'autres moyens à sa disposition, en faveur des exploitations familiales ;

g) d'encourager les coopératives, groupes de colonisation, associations et autres groupements à créer les moyens nécessaires à la commercialisation ;

h) de fournir tout service du même ordre.

L'Union syndicale nationale des petits exploitants agricoles jouit de la capacité juridique nécessaire pour atteindre les buts précités ; elle peut effectuer des opérations financières de toute sorte en n'engageant que son patrimoine propre (art. 3).

A propos de ce droit de la famille auquel nous faisons allusion, il convient de signaler le décret du 24 juillet 1963 émanant du Ministère du logement, qui refond et revise la législation antérieure relative aux logements bénéficiant de la protection officielle de l'Etat, et tient compte des buts poursuivis par le Plan national du logement approuvé le 20 octobre 1961 — qui ne visent en définitive qu'à trouver une solution à ce grave problème social — et à fournir à l'institution familiale — ou mieux encore au groupement familial — le cadre où il doit évoluer, c'est-à-dire son propre foyer. Comme nous l'avons indiqué en commentant la loi du 28 décembre 1963 tendant à établir les principes de la sécurité sociale, les familles nombreuses bénéficient de priorités pour l'attribution de logements de ce genre.

Sur le plan international, l'Etat ne cesse de se préoccuper de ce droit de l'homme, comme le prouvent les conventions et accords passés avec les Pays-Bas le 17 décembre 1962 et ratifiés le 20 septembre 1963 en matière de sécurité sociale ; avec le Portugal, également en matière de sécurité sociale, le 27 février 1963 (*Boletín oficial del Estado*, 30 octobre 1963) ; avec la France le 8 juillet et le 11 octobre 1963 en matière d'indemnités pour charges de famille. Toutes ces conventions et tous ces accords relatifs à la sécurité sociale protègent utilement (en leur offrant des garanties) les familles des travailleurs espagnols à l'étranger et celles des travailleurs étrangers en Espagne, selon le principe de la réciprocité.

### C. DROITS AU TRAVAIL

La préoccupation à l'égard de ce droit de l'homme et sa protection en ce qui concerne particulièrement le travail fourni par ce que l'on appelle aujourd'hui les « classes économiquement faibles » a de profondes racines dans le droit espagnol. Il suffit de rappeler notamment les dispositions suivantes : celles contenues dans le *Fuero Viejo* où il était prescrit que « tout maître paiera au serviteur un double salaire s'il le congédie sans motif, ou que tout maître qui, ayant engagé un serviteur pour une durée déterminée, le congédie avant terme, devra lui verser les gages de l'année entière », indemnité de congédiement dont la générosité n'est même pas atteinte dans les législations modernes les plus libérales ; les ordonnances de Pierre I<sup>er</sup> et des rois catholiques, qui réglementaient les salaires, limitaient la durée du travail et imposaient le repos dominical ; et, enfin, les lois des Indes évoquées au début du présent exposé : elles instituaient la journée de huit heures que Philippe II en personne a concédée aux ouvriers du monastère de l'Escorial.

Lorsque est apparu, à l'époque moderne, le droit social, industriel ou du travail qui, comme chacun sait, est né de l'impérieuse nécessité de résoudre les graves problèmes posés par le grand essor industriel au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Etat espagnol s'est entièrement consacré à cette nouvelle activité. Si l'on peut dire que le droit espagnol s'est, de tout temps, préoccupé de ce qui a trait à ce droit de l'homme, c'est avec l'avènement du nouveau régime, il faut toutefois le reconnaître, que cette préoccupation a connu toute son ampleur. C'est en pleine guerre de libération que fut même promulguée la Charte du travail. Par la suite, la Charte des Espagnols et la Loi fondamentale du Royaume du 17 mars 1958 ratifièrent les postulats de la première Charte ; depuis l'instauration du nouveau régime, une vaste gamme de dispositions diverses développe et applique les principes ou énoncés de ces règles légales arrêtées par l'autorité suprême et établit les structures d'un système légal de protection et de garantie du droit au travail. Les principes qui les inspirent sont, dans leur essence, égaux à ceux que proclame, en la matière, la Déclaration universelle des Nations Unies du 10 décembre 1948.

Au cours de la période passée en revue par le présent rapport, des dispositions ont été prises touchant le droit du travail. Vous trouverez ci-après, sous une forme succincte, les dispositions qui présentent un intérêt particulier.

Arrêté du 26 juillet 1963 pris par le Ministère du travail, qui fixe les règles d'application du Plan d'investissement du Fonds national de protection du travail pour 1963. Nous avons en partie examiné cette disposition dans la section A du présent rapport. Il convient d'ajouter que l'arrêté précité réglemente tout ce qui a trait : à la protection générale contre le chômage ; aux prestations fournies aux travailleurs agissant pour le compte d'autrui afin de leur permettre de devenir des travailleurs indépendants ; à la formation générale professionnelle intensive et à la formation des moniteurs devant assurer cet enseignement ; à l'adaptation au milieu des travailleurs faisant l'objet de mouvements migratoires ; à la formation des travailleurs en cours d'emploi ; à l'enseignement des règles d'hygiène et de sécurité du travail ; au coopératisme et à l'octroi de prêts aux travailleurs aux fins diverses qu'énonce ladite disposition.

L'arrêté du 24 janvier 1964, également pris par le Ministère du travail, offre un très grand intérêt, car il met en application le plan d'investissement du Fonds national de protection du travail, déjà cité, pour l'année 1964. Ce texte permet d'observer clairement la courbe ascendante que n'ont cessé de suivre les plans d'investissement approuvés chaque année dans le cadre dudit Fonds national.

Ce troisième programme d'investissement prévoit une dépense totale de 2.366.142.104,26 pesetas, dont les diverses rubriques sont groupées en neuf chapitres ayant trait aux activités suivantes : protection générale contre le chômage ; émigration ; migrations à l'intérieur du pays ; promotion sociale des travailleurs ; prestations familiales et affectations non précisées mais toujours destinées à la protection du travail ; cas de cécité résultant d'accident du travail ; sécurité du travail et pré-

vention des accidents ; et attribution des prestations non allouées au cours de l'exercice précédent.

Comme nous ne pouvons pas, faute de place, reproduire le contenu intégral de ces divers chapitres, nous devons nous borner à signaler qu'ils prévoient, de façon pourrait-on dire exhaustive, et avec une grande libéralité, tout ce qui concerne la protection du travail dans ses aspects les plus variés. On prévoit des prestations en faveur des travailleurs touchés par la reconversion d'entreprises ou par des crises. On réglemente l'octroi de prestations et de facilités aux travailleurs émigrants ou aux migrants à l'intérieur du pays et à leurs familles. On accorde une attention toute spéciale à la formation professionnelle et à la formation des instructeurs, ainsi qu'à tout ce qui peut faciliter l'accèsion des travailleurs à la propriété (conversion en travailleurs indépendants ou organisation d'entreprises sous forme d'associations ou de coopératives). On a réservé une somme de 500 millions de pesetas pour contribuer au financement des prestations familiales, conformément aux dispositions arrêtées par la loi du 28 décembre 1963 tendant à établir les principes de la sécurité sociale, texte dont nous avons parlé et dont nous reparlerons plus loin. Enfin, on accorde autant d'attention à tout ce qui a trait à la sécurité du travail, à la prévention des accidents et au versement des pensions qui en découlent.

L'intérêt prioritaire que le Gouvernement espagnol porte à la formation professionnelle se manifeste dans les dispositions qui ont été arrêtées au cours des douze derniers mois et que nous nous devons de mentionner brièvement.

A cet égard, il convient de signaler le programme d'investissement précité. Les montants prévus pour cet enseignement spécialisé atteignent 709 millions de pesetas, somme à laquelle il y a lieu d'ajouter les montants également très importants prévus pour cette formation professionnelle dans les budgets généraux de l'Etat.

L'action de l'Etat dans ce domaine s'est exercée dans deux directions, à savoir : développement des programmes d'enseignement dans les établissements déjà existants, et création de nouveaux centres. Au titre du premier aspect de cette action, il faut citer les arrêtés du Ministère de l'éducation nationale en date du 13 août, du 19 octobre et du 27 novembre 1963, et du 8 avril 1964, en vertu desquels on a développé l'enseignement dispensé dans diverses écoles de maîtrise et d'apprentissage industriels ; la création pour les femmes de programmes d'études pour le baccalauréat technique « agriculture-élevage » dans les établissements d'enseignement moyen et professionnel de Cangas de Onís, de Lebrija et de Villa Robledo, et pour le baccalauréat « administratif » dans ceux de Alcira, de Betanzos et de Constantina, ainsi que dans ceux de Ribadeo et de Saldaña.

En ce qui concerne la création de nouveaux centres d'enseignement professionnel, nous citerons :

L'arrêté du 10 août 1963, qui crée à Madrid deux établissements d'enseignement moyen et professionnel féminin, section « administration », qui enseigneront l'ensemble des matières du pro-

gramme du baccalauréat technique élémentaire supérieur.

L'arrêté du 9 juillet 1963, qui crée à Torrelavega une école d'apprentissage industriel comportant une section « métallurgie » (ajustage et outillage, tours et fraiseuses) et une section « électricité » (installation et montage, et bobinage).

Le décret du 30 janvier 1964, qui crée 17 instituts techniques pour l'agriculture et l'élevage, 23 pour l'industrie des mines, 2 pour la pêche en mer, dans des localités désignées par ledit décret, en raison de leurs particularités économiques.

Le décret du 20 février 1964, qui crée 31 écoles d'apprentissage industriel et 10 écoles de maîtrise industrielle ; une de ces dernières, celle de Baracaldo (Viscaye) préparant à la « maîtrise minière ».

Le décret du 5 mars 1964 qui, tenant compte du cas spécial de Ceuta et de son développement industriel, a institué dans cette ville une école de maîtrise industrielle.

Le décret du 18 mars 1964 et l'arrêté du 14 avril de la même année, qui ont créé une école de maîtrise industrielle féminine à Madrid et en ont arrêté les programmes d'études.

Il convient également de signaler, dans le cadre du développement de centres déjà existants, quatre arrêtés du Ministère de l'éducation nationale en date du 7 avril 1964, qui élargissent le programme d'études de divers centres d'enseignement moyen et professionnel et établissent le programme du premier cours préparant au baccalauréat technique supérieur, assorti d'une formation spéciale qui tient compte des caractéristiques économiques des localités où lesdits centres sont installés.

Les arrêtés du Ministère de l'éducation nationale du 26 juillet et du 18 septembre 1963 ont établi les programmes d'études et les calendriers des matières et des spécialités enseignées pour le diplôme d'apprenti et pour le baccalauréat technique supérieur. La décision du 10 avril 1964 de la Direction générale de l'enseignement technique a réglementé les épreuves en vue de l'obtention du diplôme de maîtrise industrielle.

En raison du rôle important que l'agriculture joue dans l'économie espagnole, la formation professionnelle agricole a naturellement retenu toute l'attention du gouvernement. L'arrêté du Ministère de l'agriculture du 10 décembre 1963 et la décision du 6 mars 1964 ont réformé et mis à jour les normes régissant les matières de la capacité en matière agricole. Ces écoles disposent d'une exploitation où sont effectués, conformément à la technique moderne, les travaux de tout ordre se rapportant à la spécialité enseignée dans chacune de ces écoles. Pour pouvoir y entrer, le candidat doit avoir 16 ans révolus et subir avec succès un examen démontrant qu'il possède les connaissances grammaticales et mathématiques exigées dans l'enseignement primaire, et des notions de base en matière agricole. On peut opter, dans ces écoles, pour les spécialités suivantes : contremaître agricole (chef d'exploitation) ; horticulture et culture des fruits ; sylviculture ; mécanique agricole ; élevage de bétail ; aviculture ; fléaux ; viticulture et élevage des vins ; industries laitières ; conserveries ; industries des oléagineux. L'aspect pratique de l'enseignement revêt, dans l'enseignement



de toutes ces spécialités, une très grande importance. Les cours pratiques sont dirigés par le professeur enseignant la matière correspondante, et les élèves exécutent personnellement tous les travaux de l'exploitation, suivant une rotation fixée par la direction de chaque école.

Tenant compte du fait que l'agriculture est la principale richesse des territoires de Fernando Poo et de Rio Muni, l'Instruction du gouvernement général en date du 13 mars 1964 a fixé et aménagé les cours de capacité en matière agricole dispensés dans ces territoires, en vue de l'obtention du diplôme de contremaître. Ce diplôme est réservé aux autochtones âgés de 16 à 22 ans qui se consacrent habituellement à l'agriculture.

L'arrêté du 4 septembre 1963 du Ministère du travail témoigne de l'importance que le gouvernement attache à la formation professionnelle. Ce texte établit la comptabilité des prestations dont bénéficient les travailleurs inscrits à l'assurance-chômage ; ils peuvent percevoir des bourses ou des « salaires de stimulation » s'ils suivent des cours de formation professionnelle intensive ou accélérée.

Il est enfin intéressant de signaler, à propos de cet aspect du droit du travail, l'expérience entreprise conjointement par le Ministère du travail et le Ministère des armées consistant à dispenser dans des universités de travailleurs des cours de formation professionnelle intensive aux soldats, qui peuvent se préparer à un métier tout en accomplissant leurs obligations militaires. En raison des excellents résultats obtenus, cette expérience réalisée sur le plan local, à savoir à l'Université des travailleurs de Séville en 1962, revêt désormais un caractère national.

La sollicitude de l'Etat en faveur de l'établissement de rapports harmonieux entre les travailleurs et les chefs d'entreprises s'est manifestée, en dernier lieu, dans l'arrêté du Ministère du travail du 18 mai 1964, qui approuve la Charte du travail dans l'industrie houillère. On y régleme tout ce qui touche l'organisation du travail, la classification de l'emploi, la formation professionnelle, les droits et obligations des travailleurs, le régime des fautes et sanctions, les primes et salaires ainsi que l'assistance médicale et sanitaire. Les normes fixées par la Charte sont minimales ; elles peuvent faire à tout moment l'objet d'amélioration au moyen de conventions collectives syndicales ou de toute autre disposition légale.

Le régime précité de conventions collectives syndicales, établi et régleménté par la loi du 24 avril 1958 et par le réglemént du 22 juillet de la même année, n'a cessé de s'étendre au cours de la période visée par le présent rapport, comme le prouvent les dispositions suivantes :

Convention collective syndicale interprovinciale de la presse du Mouvement national, approuvée par la décision de la Direction générale de l'organisation du travail en date du 9 août 1963.

Convention collective syndicale du sous-groupe des détaillants du groupe de commerce mixte du Syndicat des industries chimiques, de l'herboristerie et de l'orthopédie, approuvée par décision de la Direction générale précitée en date du 11 novembre 1963.

Convention collective syndicale interprovinciale des fabricants de contreplaqué, de planchers, de lattes, de portes, d'agglomérés et de bois scié de Guinée, et des industries connexes, approuvée par la décision de la Direction générale de l'organisation du travail du 14 décembre 1963.

Convention collective syndicale interprovinciale des entreprises de publicité, approuvée par la décision de la Direction générale de l'organisation du travail en date du 28 février 1964.

Convention collective syndicale interprovinciale des industries du tannage, des courroies et des cuirs industriels, du traitement des peaux pour la pelleterie, également approuvée par la Direction générale de l'organisation du travail par décision du 2 mai 1964.

Convention collective syndicale interprovinciale de l'industrie sucrière, approuvée par la Direction générale plusieurs fois citée, conformément à la décision du 11 mai 1964.

Comme nous l'avons déjà fait observer dans des rapports antérieurs, ce régime de conventions collectives est toujours favorable aux travailleurs, car il améliore les conditions de travail que définissent, sous une forme générale et en tant que dispositions minimales, les diverses réglementations nationales du travail.

En raison de l'intérêt manifesté par le gouvernement à l'égard du développement des activités touchant le travail et en raison de l'importance qu'elles ont prise, d'autres syndicats nationaux ont été créés dans les branches suivantes : presse, radio, télévision, publicité ; enseignement et activités sanitaires (loi d'unité syndicale du 26 janvier 1940, loi du 6 décembre 1940 établissant les bases de l'organisation syndicale ; décrets du secrétariat général du Mouvement national en date du 23 avril 1964).

Dans le domaine de la sécurité et de l'assistance sociales, la loi du 28 décembre 1963 tendant à établir les principes de la sécurité sociale présente un intérêt exceptionnel. Ce texte fondamental établit la sécurité sociale espagnole sur le principe de la solidarité de la nation entière ; il s'agit d'une mission nationale « qui impose des sacrifices aux jeunes à l'égard des personnes âgées ; aux individus en bonne santé à l'égard des malades ; à ceux qui ont un emploi à l'égard de ceux qui sont chômeurs ; aux vivants à l'égard des familles des défunts ; à ceux qui n'ont pas de charges de famille à l'égard de ceux qui en ont ; à ceux, enfin, qui exercent leurs activités dans des secteurs économiques connaissant l'expansion et la prospérité à l'égard de ceux qui travaillent dans des secteurs où il y a crise ».

Partant de l'évidence qu'à l'heure actuelle il ne peut y avoir de sécurité sociale sans la contribution de l'Etat, la loi en consacre le principe à caractère général et dispose que les budgets généraux devront affecter de manière permanente les sommes nécessaires à cette fin, en vue de parvenir à une redistribution du revenu national ; on sait en effet que la sécurité sociale peut y contribuer efficacement, selon des critères de justice et d'équité, car on peut la considérer comme un des moyens les mieux appropriés pour réduire les déséquilibres qui existent dans les niveaux de vie des citoyens.



Allant au-delà du système d'assurances sociales antérieur, la loi précitée vise à l'établissement d'un régime national de sécurité sociale, en partant de certaines idées directrices qui exposent succinctement la portée de la réforme et lui confèrent toute sa valeur. Les principales idées directrices sont les suivantes : tendance à l'unité ; participation des intéressés à la direction des organes de gestion ; suppression de l'éventuel esprit de lucre de ces derniers ; examen d'ensemble des situations et des cas protégés ; transformation du régime financier, participation plus marquée de l'Etat au maintien du système ; priorité accordée aux services de rééducation et de réadaptation.

La loi repose sur dix-neuf principes, un principe préliminaire, diverses dispositions finales, une disposition additionnelle et des dispositions transitoires dont le contenu est exposé succinctement ci-après :

*Principe préliminaire.* On y déclare que par la sécurité sociale, l'Etat espagnol garantit aux personnes qui, du fait de leurs activités, entrent dans le champ d'application de cette institution, ainsi qu'à leurs proches et aux personnes assimilées à des membres de la famille, lorsqu'ils sont à leur charge, une protection appropriée dans les cas et situations que définit ladite loi et l'élévation progressive de leur niveau de vie sur les plans sanitaire, économique et culturel. L'organisation, la juridiction et l'inspection de la sécurité sociale incombent à l'Etat, le Ministère du travail étant chargé de l'exercice des pouvoirs administratifs et réglementaires.

*Principe I.* Déclare que l'organisation de la sécurité sociale s'inspirera d'une vue d'ensemble des éventualités et des situations qu'elle a pour objet de couvrir et ne pourra en aucun cas donner lieu à des opérations lucratives de caractère mercantile. Dans la délimitation de son action protectrice, la détermination de la nature et du montant des prestations qu'elle a à servir, et la définition de ses ressources et de son régime financier, la sécurité sociale tendra à promouvoir la justice sociale que proclament les principes fondamentaux du Mouvement national et à favoriser une redistribution juste et équitable du revenu national, en harmonie avec le développement économique du pays.

*Principe II.* Définit le champ d'application de la loi et dispose qu'auront droit aux prestations de la sécurité sociale tous les Espagnols des deux sexes, quels que soient leur état civil et leur profession, résidant sur le territoire national et compris dans l'une des catégories suivantes : travailleurs salariés employés à titre permanent, temporaire ou occasionnel, âgés de plus de 14 ans ; travailleurs agissant à leur propre compte ou travailleurs indépendants, qu'ils possèdent ou non une entreprise individuelle ou familiale, âgés de plus de 18 ans, affiliés en tant que producteurs indépendants, à l'organisme syndical dont relève leur activité et réunissant les conditions expressément prescrites en l'espèce. Les principes de la loi s'appliquent également aux membres travailleurs d'une coopérative de production, aux employés domestiques, aux étudiants et aux fonctionnaires civils et militaires, quelle que soit leur situation.

Les Espagnols qui ne résident pas sur le territoire national relèveront également de la sécurité sociale espagnole pour autant que cela résulte des dispositions spéciales prises à cet effet. Seront assimilés aux Espagnols, dans les termes et conditions déterminés dans chaque cas par le gouvernement, les ressortissants des pays hispano-américains, les Andorrans, les Philippins, les Portugais et les Brésiliens qui résident sur le territoire espagnol. Le cas des ressortissants des autres pays sera régi par les dispositions des conventions ou accords ratifiés ou conclus en la matière, ou par le statut qui leur sera applicable en vertu de règles de réciprocité tacitement ou expressément reconnues. Les personnes visées par cette disposition ne pourront être affiliées à titre obligatoire, du fait du même emploi, à des régimes de prévoyance distincts de ce que régit la loi. Le conjoint, les ascendants, les descendants et les autres parents de l'employeur, par le sang ou par alliance jusqu'au troisième degré inclusivement, occupés dans son ou ses établissements de travail et vivant sous son toit ou à sa charge, ne seront assujettis à la sécurité sociale que si se trouve démontrée leur condition de salarié.

*Principe III.* Détermine les régimes et systèmes spéciaux de la sécurité sociale qui ont été institués pour les travailleurs suivants : fonctionnaires civils ; agents des régies autonomes de l'Etat ; personnel au service des organismes du Mouvement ; membres travailleurs d'une coopérative de production ; employés domestiques ; travailleurs agissant à leur propre compte ; étudiants ; personnel civil n'appartenant pas à la fonction publique et dépendant d'établissements militaires ; représentants de commerce ; les gens de mer ; les agriculteurs ; et toute autre catégorie de travailleurs et de personnes que fixera ou autorisera à l'avenir le Ministère du travail.

*Principe IV.* Etablit que l'affiliation à la sécurité sociale, obligatoire pour quiconque est inclus dans son champ d'application, est unique en ce sens qu'elle vaut pour le régime dans son entier et pour toute la vie de l'intéressé, sans préjudice des interruptions ou changements qui peuvent se produire postérieurement à l'inauguration de celle qui a occasionné son assujettissement.

*Principe V.* Indique la portée de l'action protectrice de la sécurité sociale, qui comprendra : l'assistance sanitaire en cas de maternité, de maladie ordinaire ou professionnelle ou d'accident du travail ou autre ; les prestations en espèces en cas d'incapacité temporaire de travail, d'invalidité, de vieillesse, de chômage, de décès ; les prestations aux survivants et celles qui pourront être octroyées dans certaines circonstances et situations spéciales à déterminer ; le régime de protection de la famille, et, dans les limites des moyens financiers dont dispose la sécurité sociale, les services sociaux qu'elle a la charge d'assumer ou dont la responsabilité pourra lui être assignée, pour ce qui est de l'assistance, de la médecine préventive, de l'hygiène et de la sécurité du travail, de la rééducation et de la réadaptation des invalides, de l'emploi ou du placement et de la promotion sociale, ainsi que dans tout autre domaine où l'institution de tels services apparaîtra opportune ou nécessaire. Les presta-

tions perçues au titre de l'action protectrice de la sécurité sociale seront exemptes de tout impôt, contribution, taxe ou autre charge quelconque.

*Principe VI.* Définit les prestations accordées : assistance médicale, services de médecine et hospitalisation, y compris les services de laboratoire et fourniture de produits pharmaceutiques, de prothèses chirurgicales fixes ainsi que d'appareils orthopédiques permanents ou temporaires, de la façon la plus générale possible.

*Principe VII.* A trait à l'incapacité temporaire de travail. On entend par là : les maladies ordinaires ou professionnelles ou les suites d'accidents dus ou non au travail, durant le temps que le travailleur recevra une assistance médicale de la sécurité sociale et sera empêché de travailler ; les périodes dites d'observation et les périodes assimilées ou équivalentes dans les cas de maladie professionnelle ; les périodes de congé, facultatif ou obligatoire, en cas de maternité. Le montant de l'indemnité en espèces afférente aux situations qui entraînent l'incapacité temporaire de travail sera calculé uniformément en pourcentage, sur la base du taux de cotisation, et versé dans les délais et conditions établis pour chaque catégorie de risques considérés.

*Principe VIII.* Définit les situations ou les états constituant des cas d'invalidité ; la prestation en espèces versée dans ces cas consistera en une rente viagère dont le taux sera fixé par les règlements en fonction du degré d'incapacité constaté. Les degrés suivants d'invalidité seront évalués : incapacité absolue, quand le travailleur est incapable de tout travail, et invalidité grave, quand le travailleur, par suite de pertes anatomiques ou fonctionnelles, est dans l'impossibilité d'effectuer les actes les plus élémentaires de l'existence et a besoin en permanence de l'aide d'autrui. Dans ce dernier cas, la pension de grand invalide sera majorée de 50 pour cent, ce supplément étant destiné à rémunérer la personne chargée de prendre soin du bénéficiaire, lequel peut, s'il le désire, renoncer à cet avantage financier en contrepartie de son admission dans un établissement d'assistance. A moins que l'invalidité n'ait atteint l'âge de 65 ans, les constats d'incapacité seront sujets en tout temps à révision, qu'il s'agisse soit d'établir que l'état de l'intéressé s'est amélioré ou aggravé, soit de rectifier une erreur de diagnostic.

*Principe IX.* A trait à la prestation en espèces en cas de vieillesse, qui revêtira la forme d'une rente viagère. Son montant sera fixé en fonction de la cotisation de base et du nombre d'années pendant lesquelles l'intéressé aura cotisé. Un système sera établi en vue de favoriser spécialement les personnes dans la cotisation de base se situe à un échelon inférieur. L'âge minimum pour l'obtention d'une pension de vieillesse sera de 65 ans, mais pourra être abaissé pour les travailleurs exerçant des activités professionnelles dont la nature justifie une telle mesure.

*Principe X.* Prévoit les cas de décès et de prestations aux survivants.

Dans le premier cas, il sera attribué une allocation funéraire en vue de permettre à qui les assume de faire face aux frais d'obsèques. Dans le second,

il sera attribué une pension de veuvage, rente viagère ou subside temporaire, suivant l'âge et l'aptitude au travail de la veuve, et une pension d'orphelin que percevra chaque enfant âgé de moins de 18 ans ou inapte au travail ; cette pension est compatible avec l'obtention, par le conjoint survivant, de n'importe quel revenu professionnel, de même qu'avec sa pension de veuvage.

*Principe XI.* Ce principe est entièrement consacré à la protection de la famille. Comme nous en avons déjà fait état dans la partie B du présent rapport, nous demandons au lecteur de s'y reporter afin d'éviter des répétitions inutiles.

*Principe XII.* Vise la situation des travailleurs salariés qui, sans cause qui leur soit imputable, perdront leur emploi, alors qu'ils sont capables ou désireux de travailler, ou subiront une réduction de leur durée réglementaire ou plutôt normale de travail. Dans de tels cas, les intéressés auront droit aux prestations suivantes : allocation en espèces en cas de licenciement définitif, indépendante de l'indemnité qui pourra leur être versée par l'entreprise, ou une indemnité pour licenciement temporaire, calculées l'une et l'autre selon un taux rapporté à la moyenne de leurs cotisations de base à la sécurité sociale ; un subside, calculé de la même façon, pour les périodes de chômage partiel ; et le versement, à leur nom, des cotisations patronales et ouvrières à la sécurité sociale. En outre, ils pourront obtenir d'autres prestations complémentaires qui seront fixées par voie de règlement.

*Principe XIII.* Se rapporte aux cotisations. Toute personne comprise dans le champ d'application de la sécurité sociale cotisera obligatoirement à cette institution. La cotisation se composera de deux contributions : celle des entreprises et celle des travailleurs assujettis à la sécurité sociale. Dans le régime de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, la cotisation sera entièrement à la charge des entreprises. Le texte prévoit un système de majorations volontaires des cotisations de sécurité sociale, et une cotisation dans les régimes et systèmes spéciaux ; cette dernière sera régie par les règles qui seront déterminées dans chaque cas.

*Principe XIV.* Traite du recouvrement des cotisations de sécurité sociale, soit normalement ou volontairement, soit par voie d'exécution, les organismes de gestion de la sécurité sociale étant chargés dudit recouvrement.

*Principe XV.* Etablit qu'indépendamment des prestations afférentes aux éventualités spécifiquement couvertes par la sécurité sociale, celle-ci pourra étendre son action aux services sociaux suivants : hygiène et sécurité du travail ; médecine préventive ; rééducation et réadaptation des invalides ; formation professionnelle des travailleurs, la sécurité sociale contribuant à élever leur niveau culturel et celui des membres de leur famille qui sont à leur charge, au moyen de bourses ou de toute autre façon.

*Principe XVI.* S'occupe du régime d'assistance dont pourront bénéficier, dans des cas particuliers, les travailleurs et les membres de leur famille qui sont à leur charge. Les secours prévus par ce

régime comprennent notamment l'aide devant permettre l'exécution, par les soins d'un médecin déterminé, d'un traitement ou d'une opération de caractère spécial; l'aide en cas de perte de salaire consécutive à la détérioration fortuite d'un appareil de prothèse.

*Principe XVII.* Relatif à l'administration de la sécurité sociale qui, sous la direction, la surveillance et la tutelle du Ministère du travail, est confiée à des organismes de gestion, dotés de la pleine capacité juridique et de patrimoine nécessaires à cette fin. Ces administrations sont, en ce qui concerne le régime général, l'Institut national de prévoyance et les mutuelles du travail. Pour les régimes spéciaux, les organismes de gestion seront ceux créés par les dispositions qui régissent lesdits régimes. L'organisation syndicale collabore à l'administration de la sécurité sociale.

Le gestion de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sera confiée, dans le régime général, aux mutuelles du travail, et pour les régimes spéciaux, aux organismes similaires de caractère mutualiste. Cette gestion sera compatible, dans les conditions que déterminent les règlements, avec les fonctions attribuées aux mutuelles d'employeurs.

*Principe XVIII.* Ce principe établit le régime économique et financier de la sécurité sociale, dont les moyens financiers sont constitués par : les cotisations des entreprises et des travailleurs, les subventions de l'Etat inscrites à demeure dans le budget général et celles qui seront allouées à des fins spéciales ou seront recommandées par les circonstances; les rentes et intérêts des fonds de réserve; et toutes autres recettes.

*Principe XIX.* Se réfère au régime judiciaire. Il appartient aux tribunaux du travail de connaître des litiges avec la sécurité sociale. Pour en appeler aux tribunaux du travail, le demandeur devra, sauf s'il s'agit d'un accident du travail, avoir formulé au préalable une réclamation par voie administrative. Contre une décision prise par une administration de la sécurité sociale dans une matière n'intéressant pas directement un bénéficiaire de cette institution, il ne pourra être recouru que par la voie administrative hiérarchique et, ce moyen épuisé, par voie de contentieux administratif, conformément aux lois en vigueur.

Les dispositions finales, additionnelles et transitoires ne présentent pas un intérêt spécial en ce qui concerne la matière essentiellement régie par les principes dont nous venons de faire la synthèse. Nous nous bornerons à signaler que la disposition additionnelle précitée prévoit que le régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires civils et militaires fera l'objet d'une ou de plusieurs lois spéciales.

En application de la loi que nous venons d'examiner, et précisément de sa tendance à substituer l'unité à la complexité antérieure en matière de procédure et de gestion, l'arrêté du 13 juin 1964 du Ministère du travail a établi et réglementé l'unification du versement des pensions attribuées par l'assurance-vieillesse et l'assurance-invalidité, dans le régime général, aux bénéficiaires qui seraient en même temps titulaires d'une pension de retraite, d'invalidité ou de veuvage versée par la

mutuelle ouvrière. Ce versement sera effectué par les organismes et, les délégations du Service des mutuelles ouvrières en même temps que celui de ses propres pensions.

L'Etat espagnol a le constant souci d'améliorer et d'élargir le système de prévoyance sociale. La décision du 19 mai 1964 et l'arrêté du 11 juin du Ministère du travail viennent d'en donner une nouvelle fois la preuve. La décision dispose que le personnel temporaire ou saisonnier, qu'il s'agisse de campagne continue ou non, occupé aux travaux de traitement des olives et de farcissage et engagé pour une durée qui dépasse généralement quatre mois, devra être inscrit par l'entreprise à l'assurance nationale contre le chômage, ladite entreprise étant tenue de verser les cotisations correspondantes à la durée de la campagne. Il appartient aux délégations du travail, judiciairement compétentes, d'en déterminer le montant, sur proposition des entreprises intéressées.

L'arrêté du 11 juin précité régit l'application de l'assurance-chômage aux travailleurs des ports. Il tient compte des caractéristiques spéciales de leur travail et des conditions également particulières dans lesquelles il s'effectue, et étend l'application de ladite assurance aux travailleurs temporaires dans les ports pendant la durée de leur emploi. Les dates de début et de fin de chaque saison ou campagne sont fixées par la Direction générale de l'emploi, sur rapport préalable de la junta technique locale.

En ce qui concerne les mutuelles ouvrières, les arrêtés du 6 août et du 7 octobre 1963 du Ministère du travail constituent des précédents intéressants de l'esprit qui anime la loi du 23 décembre 1963 déjà passée en revue. Le premier texte en date modifie les statuts de ces mutuelles et leur donne une plus grande souplesse. Le second régit le droit dont bénéficient les travailleurs affiliés à une mutuelle de travailleurs salariés qui perdraient cette condition pour acquérir celle de travailleurs agissant à leur propre compte, d'opter soit pour une mutuelle de travailleurs indépendants comme ils y ont droit, soit de continuer à cotiser à la mutuelle où ils étaient déjà inscrits (article 21 du Règlement général du mutualisme ouvrier, approuvé par l'arrêté du 10 septembre 1954 du Ministère du travail).

En ce qui concerne la direction, la gestion et le contrôle que l'administration doit exercer dans ce domaine, il convient de citer la décision du 13 décembre 1963 de la Direction de la promotion sociale qui a institué un registre des établissements et institutions de formation en cours d'emploi de travailleurs et l'arrêté du Ministère du travail du 22 janvier 1964 qui, dans les limites fixées par la loi tendant à établir les principes de la sécurité sociale, a créé, sous la présidence du sous-secrétaire d'Etat au travail, une commission chargée d'assurer la coordination entre les universités et les mutuelles ouvrières et dont les fonctions, précisées par ledit arrêté, ont essentiellement pour objet de favoriser ces rapports, d'en harmoniser les critères, et d'établir un moyen de communication entre les multiples organismes mutualistes et les universités ouvrières. Cette commission disposera de pouvoirs d'inspection sur les universités ouvrières et connaîtra, en tant que juridiction de

recours, des décisions que prendrait tout organe exécutif de ces établissements d'enseignement ouvrier, susceptibles d'entraîner une modification des rapports existant entre les boursiers et les mutuelles.

Enfin, toujours à propos des aspects variés et divers de ce droit de l'homme au travail, force nous est de mentionner la loi du 28 décembre 1963 qui a approuvé le Plan de développement économique et social pour la période quadriennale 1964-1967. Nul ne peut nier en effet l'étroite relation qui existe entre ces deux sphères de l'activité nationale et quel profit le travail et tout ce qui s'y rapporte pourront en tirer si, comme on doit l'espérer, le plan en question parvient à atteindre les buts ambitieux qu'il s'est fixés.

### A. DROIT À L'ENSEIGNEMENT

Traditionnel est également l'intérêt qu'à tout moment le système juridique espagnol a manifesté à l'égard de cet autre droit fondamental que proclame la Déclaration universelle dans son article 26. Si l'administration espagnole n'a cessé de faire preuve d'une grande activité dans ce domaine, il est indiscutable que cette activité s'est sensiblement accrue au cours de ces dernières années, à la suite des programmes nationaux de constructions scolaires, des campagnes d'alphabétisation et de vulgarisation culturelle, de l'instauration et de la réglementation d'un vaste système de bourses d'études, de la création ininterrompue de nouveaux établissements d'enseignement de divers degrés et de différente nature, du développement également continu des enseignements déjà existants, etc.

La variété et l'ampleur de cette activité ont trouvé leur apogée dans la loi du 21 juillet 1960, qui a notamment créé le Fonds national d'encouragement du principe d'égalité des chances, qui a pour objet précis de favoriser l'application pratique de ce principe d'égalité, pour tous les Espagnols, en ce qui concerne le droit à l'enseignement. Comme nous avons examiné, dans d'autres rapports, cette disposition légale extrêmement importante, nous nous abstenons de revenir sur ce que nous avons déjà exposé et nous nous bornerons à étudier le Plan d'investissement du Fonds précité pour 1964, qui a été publié en vertu de l'arrêté du 15 juillet 1964 du Ministère de l'éducation nationale.

Ce quatrième plan d'investissement marque la protection croissante dont jouit le droit à l'enseignement, le montant total des sommes affectées à cette rubrique — 2.200 millions de pesetas — représentant une augmentation de 200 millions de pesetas par rapport au programme de l'année antérieure. On a adopté, pour la répartition de ces 200 millions de pesetas (montant de la contribution du Fonds au budget pour l'année en cours), les critères de base suivants :

a) poursuite des programmes antérieurs, en raison de la nécessité de maintenir une continuité dans le renouvellement des aides accordées et de permettre à un certain nombre d'élèves sortant de l'école primaire d'entreprendre leurs études dans les divers cours moyens. A ce propos, le Plan fait ressortir que le nombre de boursiers, qui était de

80.000 pour l'exercice 1962-1963, est passé pour l'exercice 1963-1964 à plus de 115.000 ;

b) maintien des mêmes dotations pour les bourses scolaires, du fait des revisions en augmentation opérées par les programmes antérieurs, qui ont permis de mieux adapter le montant des bourses aux besoins financiers réels des bénéficiaires ;

c) ouverture de nouvelles rubriques ayant notamment trait aux prestations fournies aux élèves de pensionnats, à l'extension de l'assurance scolaire aux élèves préparant les baccalauréats supérieurs et aux assistants techniciens sanitaires, aux prestations accordées aux élèves des écoles de contre-maîtres agricoles.

Le programme en question comporte sept chapitres consacrés à l'enseignement primaire et moyen, à l'enseignement professionnel, à l'enseignement supérieur et à l'enseignement technique (cours moyen), aux bourses d'immatriculation, à des bourses exceptionnelles et à des fins diverses. Les divers articles et rubriques de ces chapitres prévoient des aides scolaires et des bourses d'études de toute sorte qui permettent de fournir à tous les Espagnols qui en ont besoin les moyens appropriés, afin que ce droit à l'éducation devienne pour eux une réalité.

Dans l'impossibilité matérielle de reprendre une à une les diverses dispositions qui ont été prises au cours des douze derniers mois à propos de l'enseignement, nous nous bornerons à relever les plus importantes, à l'exception de celles touchant la formation professionnelle dont nous nous sommes déjà occupés dans la partie C, lorsque nous avons parlé du droit au travail. Pour mieux systématiser notre exposé, nous avons groupé les dispositions en fonction des divers types d'enseignement qu'elles visent.

#### 1. Enseignement primaire

La réduction sensible des taux d'analphabétisme à laquelle on est parvenu ces dernières années grâce à la vaste et intense politique appliquée par le nouvel Etat en matière éducative n'excluait pas la nécessité d'une action à caractère exceptionnel visant à éliminer complètement l'analphabétisme. Tel est le but que poursuivent les campagnes d'alphabétisation, dont la réglementation la plus récente, le décret de la Présidence du Gouvernement en date du 10 août 1963, envisage une entreprise plus difficile que les précédentes, puisque, allant au-delà des minimums établis jusqu'alors, elle vise à rendre les analphabètes réellement capables de lire, d'assimiler, de reconstituer et d'exprimer par écrit sous une nouvelle forme ce qu'ils auront lu.

Le décret du 10 août 1963 précité dispose dans son article 9 que les analphabètes âgés de plus de 14 ans et n'ayant pas plus de 60 ans, s'ils sont du sexe masculin, et n'ayant pas dépassé la cinquantaine s'il s'agit de femmes, seront tenus de participer aux campagnes d'alphabétisation des adultes jusqu'à ce qu'ils soient libérés de cette incapacité. A cet effet, les intéressés ayant dépassé l'âge scolaire devront s'inscrire au « Registre de promotion culturelle » qui sera tenu dans les comités municipaux de l'enseignement primaire, et dans les

autres organismes et bureaux à désigner. Cette obligation pèse, à titre subsidiaire, sur les personnes investies de la puissance paternelle ou, chargées de la garde, de la surveillance ou de la tutelle des personnes visées plus haut, ainsi que sur les directeurs ou chefs d'associations, organismes ou entreprises dont ces personnes feraient partie, ou dont elles dépendraient, ou qui seraient à leur service, y compris à titre de domestiques (art. 10). L'inscription audit registre se fera au moyen d'une « carte de promotion culturelle » entièrement gratuite et sans la présentation de laquelle les personnes tenues de se la procurer ne pourront pas : a) bénéficier des camps, logis, résidences et établissements analogues aménagés par l'Etat, le Mouvement, l'organisation syndicale, les conseils généraux ou municipaux ; b) obtenir ni passeport ni permis de chasse ou de pêche ; c) percevoir des sommes ou obtenir des prêts, des prestations en espèces ou des indemnités de même nature versées par des banques ou des caisses d'épargne ou toutes autres catégories d'organismes publics ou privés ; d) percevoir des prestations en espèces de la sécurité sociale ; e) recevoir des prestations scolaires de toute sorte pour les personnes à leur charge ou sous leur garde, et f) prendre possession de terrains ou parcelles octroyés par l'Institut national de colonisation. Cette carte sera également exigée par les entreprises de leurs travailleurs analphabètes avant établissement du contrat de travail. Lorsque le titulaire de la carte aura pris part avec assiduité à quatre campagnes et ne sera pas parvenu à atteindre le niveau nécessaire à l'obtention du certificat d'études primaires, il pourra obtenir un certificat équivalent au certificat de scolarité et définitivement mais exclusivement valable du point de vue du travail (art. 11, 12 et 13).

La préparation et le développement de cette campagne d'alphabétisation ont été confiés au Ministère de l'éducation nationale. Y participeront : sa commission nationale, les commissions provinciales d'action culturelle, les comités communaux de l'enseignement, l'inspection professionnelle de l'enseignement primaire et le corps enseignant primaire. Tous les départements ministériels sont tenus de prêter leur entier concours au moyen des éléments et des services relevant de leur autorité (art. 16). Le Ministère de l'éducation nationale interviendra auprès des autorités ecclésiastiques pour que l'Eglise participe à la campagne ainsi qu'à la création et à la tenue du registre de promotion culturelle (art. 19). Le décret dispose en outre que la possession du certificat d'études primaires sera nécessaire pour : exercer le droit de vote, accomplir le service militaire à titre volontaire, occuper un emploi dans les administrations publiques et les régies autonomes de l'Etat, conclure des contrats de travail, travailler dans les établissements d'enseignement officiels au cas où l'intéressé serait âgé de plus de 12 ans et où l'on n'exigerait pas d'autres titres que ledit certificat (art. 7). Les recrues militaires de toute arme qui ne seraient pas titulaires du certificat d'études primaires ou du certificat de scolarité ne pourront bénéficier de permissions tant qu'elles n'auront pas fait la preuve de leur assiduité aux cours ou enseignements qui leur seront dispensés ; la durée de leur service militaire sera prolongée jusqu'à ce

qu'elles aient obtenu le certificat d'assiduité aux cours organisés dans l'armée à leur intention. Ce certificat tiendra lieu de « certificat de scolarité » et en produira tous les effets (art. 17).

A propos de cette campagne nationale de lutte contre l'analphabétisme, il convient de signaler les dispositions suivantes :

Le décret du 24 juillet 1963 portant création d'écoles spéciales pour l'alphabétisation des adultes ;

L'arrêté du 15 octobre 1963 qui élargit la Commission nationale de l'alphabétisation créée par le décret du 10 août 1963 et en énonce les attributions ;

La décision du 17 octobre 1963 de la Direction générale de l'enseignement primaire qui fixe les règles d'application du décret du 10 août 1963. Tenant compte du fait que les programmes nationaux et provinciaux d'alphabétisation peuvent difficilement être couronnés de succès en l'absence d'une planification à l'échelon municipal, qui exécutera désormais directement les prévisions touchant l'alphabétisation de chaque groupe déterminé de population illettrée, cette décision dispose à cet effet que les commissions municipales d'éducation agiront, à tous points de vue, en tant que commissions municipales d'alphabétisation et d'assistance culturelle aux adultes, réunies en assemblées plénières ou par l'intermédiaire d'un comité permanent. Les secrétaires d'administration locale des municipalités en feront partie, en raison du concours précieux qu'ils peuvent apporter dans cette entreprise d'alphabétisation (décision du 31 janvier 1964 de la Direction générale de l'enseignement primaire). Aux fins d'établir la liaison idoine et nécessaire entre les inspections provinciales de l'enseignement primaire et les maîtres affectés aux écoles spéciales d'alphabétisation des adultes, la décision du 17 octobre 1963 dispose en outre que, sur proposition de l'Inspecteur délégué de l'alphabétisation, lesdites inspections désigneront, dans chaque commune ou groupe de communes, un maître responsable dont les attributions sont fixées par le texte précité.

Dans le dessein d'assurer la continuité de cette campagne, l'arrêté du 7 novembre 1963 autorise le recrutement de maîtres ou de maîtresses en attente d'affectation ou de maîtres intérimaires pour pallier les défections parmi les membres enseignants des écoles spéciales d'alphabétisation, au cas où l'inspecteur ne dispose pas d'une réserve de maîtres pour assurer ce service.

Pour que l'enseignement primaire atteigne les localités les plus éloignées et où les communications sont les plus défectueuses, la décision du 9 novembre 1963 de la Direction générale de l'enseignement primaire a institué le ramassage scolaire et créé les écoles-pensionnats qui ont essentiellement pour objet de favoriser l'enseignement obligatoire des enfants vivant dans des zones à population disséminée ou dans des localités où le faible nombre d'habitants ne permet pas l'ouverture d'une école.

La loi du 29 avril 1964 présente un intérêt exceptionnel en ce qu'elle étend la période de scolarité et déclare qu'il est obligatoire pour tous les enfants espagnols âgés de 6 à 14 ans de suivre les

cours réguliers dispensés par les établissements d'enseignement.

Les dispositions précitées sont complétées par :

L'arrêté du 24 juillet 1963, qui a institué des primes annuelles de 10.000 pesetas décernées à des instituteurs du cadre national ou rural qui se seraient distingués dans l'exercice de leur profession.

L'arrêté du 14 janvier 1964, qui a créé un Conseil de l'école primaire, dont feront partie les instituteurs diplômés en matière d'organisation des services scolaires. Ledit Conseil a pour mission de contribuer à la solution des problèmes complexes de l'enseignement primaire et d'aider l'inspection nationale dans l'accomplissement de ses fonctions.

La décision du 21 février 1964 de la Direction générale de l'enseignement primaire, approuvée par le règlement des centres de collaboration pédagogique. Ces centres groupent les maîtres du cadre national de la même ou des mêmes localités ; ils sont organisés et dirigés, à l'intérieur de chaque province, par chaque inspection ; les réunions, qui ont lieu périodiquement et permettent des échanges de vues et d'expérience, ont pour but d'étudier, de rechercher et de vérifier toutes les solutions visant à améliorer les moyens et le rendement des établissements scolaires de l'enseignement primaire.

Le décret-loi du 2 juillet 1964 relatif aux constructions scolaires, modifie la loi du 22 décembre 1953. Il définit, en améliorant les dispositions antérieures, les conditions que doivent remplir les écoles publiques, ainsi que les règles concernant les frais de construction, d'installation et d'entretien.

L'enseignement primaire des aveugles a particulièrement retenu l'attention de l'Etat espagnol. Guidé par le constant souci d'améliorer cette forme d'enseignement, le décret du 12 décembre 1963 a confié cette tâche à l'Organisation nationale des aveugles, sans porter atteinte aux pouvoirs de direction qu'exerce, dans tous les domaines de l'enseignement, le Ministère de l'éducation nationale. Les professeurs de ces écoles spéciales devront être titulaires du diplôme correspondant.

## 2. Enseignement moyen

Au cours de la période de référence, le rayon d'action de ce niveau d'enseignement n'a cessé de s'étendre sur l'ensemble du territoire. Divers décrets (des 14 juillet, 10 août, 7 et 26 septembre, 24 octobre, 12 et 26 décembre 1963, 16 et 30 janvier, 20 février et 9 avril 1964) ont institué des sections déléguées et des filiales d'établissements déjà existants et facilité ainsi l'accès à l'enseignement moyen dans des localités qui ne possédaient pas de tels centres ou qui n'en possédaient pas suffisamment.

L'arrêté du 7 octobre 1964 a également développé de façon remarquable l'enseignement moyen des jeunes filles et créé des écoles d'art ménager au sein de divers lycées d'Etat. On y enseigne essentiellement les travaux de maison, la couture, la cuisine et la musique.

Le programme général de cours du soir pour l'année 1963-1964, dans les collèges d'Etat de l'enseignement moyen — études visant à étendre le plus possible le rayon d'action de ce type

d'enseignement — a été établi par l'arrêté du 25 juillet 1963 du Ministère de l'éducation nationale. Le décret du 29 septembre 1963 a fixé la durée des cours dans les classes du jour et le programme scolaire des établissements de l'enseignement moyen.

La décision du 26 février 1964 de la Commission générale de la protection scolaire a arrêté le règlement du concours général pour l'octroi de bourses d'enseignement moyen pour l'exercice 1963-1964. Le critère de sélection tient essentiellement compte de la situation financière et des aptitudes des intéressés.

La politique visant à étendre et à diffuser l'enseignement moyen dans de nouveaux milieux sociaux fait principalement l'objet des deux dispositions suivantes :

Le décret du 26 décembre 1963, qui a institué un centre expérimental de l'enseignement moyen au sein de l'entreprise et créé une section féminine de l'enseignement moyen élémentaire, relevant de l'institut « Infante Isabelle d'Aragon » à Barcelone, au centre de travail de la paroisse de Ripoll (Gerona) de la *Sociedad Anónima de Peinaje e Hilatura de Lana* (S.A.P.H.I.L.). Il s'agit d'améliorer la formation personnelle des travailleurs et, partant, leurs aptitudes professionnelles afin de leur permettre d'accéder à des situations économiques et sociales supérieures.

Le décret du 16 mai 1963, qui a créé le Centre national de l'enseignement moyen par la radio et la télévision, dont les programmes ont été aménagés par arrêté du 16 août 1963. A cet effet, on distingue trois catégories d'élèves : a) les élèves libres relevant du centre national ; b) les élèves libres réunis en groupes d'audition collective ; et c) les auditeurs ne dépendant pas du centre national. L'arrêté du 23 mars 1964 du Ministère de l'éducation nationale fixe les normes relatives aux examens de fin de cours que doivent subir les élèves des catégories a) et b).

Tenant compte de l'expérience de dispositions antérieures, l'arrêté du 22 avril 1964 réglemente les épreuves d'accès à l'enseignement préuniversitaire. Elles sont de deux sortes : une épreuve commune pour tous les élèves, et des épreuves spéciales pour chacune des sections littéraire ou scientifique. L'épreuve générale comporte un exercice écrit et un oral, les épreuves spéciales deux exercices écrits.

En ce qui concerne les deux degrés d'enseignement (primaire et moyen) que nous venons d'examiner, il convient de rappeler l'arrêté du 30 septembre 1963 du Ministère de l'information et du tourisme qui a institué, au sein du Conseil national de la presse, une commission consultative spéciale d'information et de publications pour les enfants et les jeunes. Ses objectifs sont les suivants : instruire les demandes d'autorisation de nouvelles publications périodiques de ce genre ; fournir des renseignements sur les publications de cette nature déjà existantes et proposer les mesures appropriées aux buts qu'elles poursuivent ; informer le public sur la distribution et la vente en Espagne des publications étrangères spécialisées dans ce domaine ; proposer les mesures propres à encourager la création de publications spécialisées et

renseigner le public sur l'attribution de prix qui pourraient être créés à ce sujet; proposer toutes mesures que la commission pourra juger nécessaires en vue de la formation spécialisée et du perfectionnement des professionnels chargés de la direction et de la rédaction de telles publications et faire connaître préalablement les normes que l'on envisage d'arrêter à cet effet (art. 3).

### 3. Enseignement universitaire

Au cours de la période passée sous revue, le Gouvernement espagnol a eu pour souci constant d'étendre la sphère des études universitaires et créé à cet effet de nouvelles sections, écoles et autres établissements dans les centres universitaires déjà existants. Les principales dispositions qui ont été prises dans ce sens sont, présentées dans l'ordre chronologique, les suivantes :

Arrêté du 5 juillet 1963, qui, au sein de la faculté de droit de l'université de Séville, a créé un Institut universitaire des sciences de l'entreprise, dont le but est d'enseigner les techniques et les connaissances touchant la nature, la constitution, la direction, l'organisation et l'administration des entreprises publiques et privées.

Arrêté du 27 juillet 1963, qui, dans l'université de Murcia, a institué un Institut universitaire d'administration et de direction des entreprises analogue à celui de Séville, quoique d'un domaine plus limité.

Les arrêtés du 13 décembre 1963 qui, à la faculté de médecine de l'université de Grenade, créent et réglementent l'enseignement professionnel de la médecine dans les spécialités suivantes : appareil digestif, pédiatrie et puériculture, psychiatrie, anesthésiologie, dermatologie médico-chirurgicale, maladies de l'appareil circulatoire, médecine du travail, obstétrique et gynécologie, et traumatologie et orthopédie. De même sont créées des écoles professionnelles d'électroradiologie et d'ophtalmologie à l'université de Madrid, de traumatologie et d'orthopédie à la faculté de médecine de l'université de Valence.

Arrêté du 5 février 1964 qui a créé, au sein de l'université de Murcie, et en hommage à un grand inventeur espagnol, la chaire « *Cierva-Codorniu* » en liaison avec l'Ecole de l'air. Cette chaire a été créée pour permettre aux élèves d'étudier toutes les matières ayant un rapport avec l'aéronautique et de compléter, ou parfaire leur formation générale.

Arrêté du 29 février 1964 qui a créé à l'université de Grenade une section de sciences mathématiques, aux universités de Salamanque et de Séville une section de sciences biologiques, et à l'université de Valladolid une section de sciences physiques.

Arrêté du 29 février 1964, qui a institué, à l'université de Saragosse, une section de philologie moderne.

Arrêté du 25 mai 1964, qui crée l'école professionnelle d'ophtalmologie à la faculté de médecine de l'université de Grenade et en approuve les statuts.

En application du Plan d'investissement du Fonds national d'encouragement du principe de

l'égalité de chances actuellement en vigueur et poursuivant la politique visant à faciliter l'accès à l'enseignement supérieur à tous les Espagnols dont les modestes moyens financiers pourraient y faire obstacle, la décision du 26 février 1964 du Commissariat général de la protection scolaire a établi le règlement du concours général pour l'attribution des bourses d'enseignement universitaire pour l'année 1964-1965.

En ce qui concerne les universités ecclésiastiques créées sur le territoire espagnol en conformité du canon 1376 du *Codex juris canonici* et reconnues par l'Etat en vertu de la Convention conclue avec le Saint-Siège le 5 avril 1962, le décret du 5 mars 1964 réglemente l'examen d'équivalence prévu à l'article 6 de l'instrument de ratification de ladite convention, que doivent subir les élèves de ces universités pour que leurs études soient civilement reconnues.

### 4. Enseignement technique

En raison des perspectives d'industrialisation que la présente conjoncture offre à l'économie du pays, cette branche d'enseignement fait actuellement l'objet de toute l'attention de l'administration espagnole, comme en témoigne remarquablement le Plan de développement économique et social déjà approuvé pour la période 1964-1967.

Comme dans les autres domaines de l'enseignement, l'on relève d'emblée, en matière d'enseignement technique, la continuité de son expansion. Pour que le présent rapport ne soit pas trop long, nous nous bornerons à citer certaines des dispositions à l'appui de cette constatation.

Le décret du 12 décembre 1963 a créé diverses écoles d'ingénieurs agronomes à Cordoue, d'ingénieurs industriels à Séville, d'ingénieurs des ponts et chaussées à Santander, d'experts agricoles à Lugo et León, d'experts en travaux publics à Burgos, d'experts navals au Ferrol. Pour ce qui est des écoles d'experts en général, la spécialisation de leur enseignement a été essentiellement choisie en fonction des caractéristiques de la région où elles ont été installées.

Les arrêtés du 30 décembre 1963 ont sensiblement élargi les cadres de l'enseignement dispensé à l'école d'experts industriels de Cadix, à celle d'experts des mines de Mieres et de Torrelavega et à l'école technique supérieure d'ingénieurs industriels de Madrid.

La politique visant à une plus grande perfection de cet enseignement et veillant à assurer au personnel qui en est chargé la meilleure formation possible trouve son application dans l'arrêté du 12 mars 1964 qui approuve le règlement du concours d'entrée au corps des maîtres d'ateliers ou de laboratoires et des contremaîtres des écoles techniques.

La loi du 29 avril 1964 réorganisant les programmes de l'enseignement technique revêt une importance exceptionnelle. Elle dispose qu'auront accès aux cours techniques supérieurs les bacheliers de toutes sections qui auront passé avec succès les épreuves terminales du cours préuniversitaire ou son équivalent dans les universités ouvrières. Auront également directement accès à cet enseignement, avec les validations auxquelles



ces études peuvent donner lieu par la suite, les officiers de l'armée qui auront suivi les cours normaux de l'Académie militaire et des académies spéciales, ou ceux de l'Ecole navale ou de l'air, les techniciens du grade moyen de toutes les spécialités ainsi que les professeurs des écoles commerciales. Auront accès à l'enseignement technique moyen les bacheliers de toute section ; les experts commerciaux, les maîtres des écoles industrielles et de l'enseignement primaire. Y auront également accès, après avoir suivi avec succès un cours d'adaptation, les bacheliers ouvriers du cycle élémentaire, sauf ceux qui auront choisi la section administrative. Après avoir suivi un cours préparatoire, y pourront également accéder les employés de l'industrie et les contremaîtres agricoles et forestiers diplômés d'une école d'Etat ou d'un établissement reconnu (art. 1 et 2).

La durée de l'enseignement supérieur sera de cinq ans ; elle sera de trois ans pour l'enseignement moyen. Les écoles supérieures techniques et les centres de recherche appliquée pourront enseigner des matières pour lesquelles des diplômes spécialisés seront attribués à ceux qui, ayant suivi avec succès des cours d'enseignement supérieur ou moyen, désireraient compléter leurs études. Pour pouvoir obtenir le titre de docteur en architecture ou de docteur-ingénieur, l'architecte ou l'ingénieur diplômé devra poursuivre pendant deux ans des études dont le programme sera établi par voie de règlements et soutenir avec succès une thèse qui sera présentée dans la forme que prévoient lesdits règlements. Certaines de ces études pourront être suivies dans des établissements d'enseignement ou de recherche situés en Espagne ou à l'étranger (art. 4 et 5).

##### 5. Enseignement des arts appliqués et des métiers

L'enseignement artistique fait également l'objet d'un développement constant et de perfectionnements incessants. Les dispositions prises dans ce domaine depuis la rédaction de notre dernier rapport et qui présentent un intérêt particulier sont les suivantes :

Décret du 24 juillet et arrêté du 27 décembre 1963 qui établissent et réglementent les programmes d'études des écoles d'art appliqué et de métiers artistiques. Tenant compte des caractéristiques spéciales de ces disciplines, de leur variété et de leurs particularités, la nouvelle réglementation institue, dans le cadre des matières actuellement enseignées, des sections nouvelles d'études théoriques et pratiques que devront poursuivre obligatoirement les élèves désireux d'obtenir des diplômes scolaires déterminés. Les autres élèves ont toutefois la liberté de s'inscrire aux cours ou aux ateliers qui conviennent le mieux à leur vocation ou qui s'adaptent le mieux au temps dont ils disposent après leur travail. Cette nouvelle réglementation reprend et réglemente les vœux maintes fois exprimés par certaines écoles et certaines entreprises artisanales d'organiser des cours spéciaux de formation accélérée, plus spécialement en ce qui concerne certains arts appliqués déjà très répandus dans d'autres pays et très recherchés à l'heure actuelle dans le nôtre en vue de la formation de spécialistes, notamment décorateurs, étagistes, modélistes.

Arrêtés du 19 octobre et du 31 octobre 1963, qui élargissent les programmes de l'enseignement dispensé dans un grand nombre d'écoles des arts et métiers, sur lesquels nous ne nous étendrons pas en raison du manque de place.

Décret du 4 juillet 1963, qui réglemente l'admission et garantit l'aptitude des futurs professeurs des écoles des arts et métiers.

En ce qui concerne le droit personnel ou privé d'enseigner, le décret du 18 juin 1964 canalise et réglemente l'initiative prise par certaines personnes de créer des établissements non officiels d'enseignement artistique, qui pourront être agréés et reconnus par l'Etat à condition qu'ils remplissent les conditions exigées des établissements officiels de même nature et de même niveau, et que leurs programmes spéciaux d'études soient approuvés par le Ministère de l'éducation nationale. Les élèves d'établissements non officiels devront remplir leurs formalités d'inscription au secrétariat de l'établissement officiel d'enseignement des arts de la localité où il siège, ou, à défaut, de la capitale de la province correspondante. Les élèves des établissements agréés devront passer leurs examens de fin d'année et de fin d'études aux centres officiels d'enseignement artistique dont ils relèvent. Les élèves des centres reconnus subiront leurs examens de fin d'année dans leur propre établissement, mais leurs épreuves de fin d'études seront notées par des jurys désignés par le Ministère de l'éducation nationale.

##### 6. Action sociale

Parmi les diverses dispositions relevant de cette rubrique et ayant trait à l'enseignement, il y a lieu de signaler les textes suivants :

Deux décrets du 4 juillet 1963 du Ministère de l'éducation nationale, qui déclarent que les élèves des écoles de journalisme et de cinéma et ceux des écoles normales bénéficient du régime d'assurance sociale créé par la loi du 17 juillet 1953 que nous avons déjà étudiée dans d'autres rapports.

Arrêtés du 26 novembre 1963 du Ministère de l'air et du 6 mars 1964 du Ministère de la marine qui étendent le système actuel de protection scolaire (bourses d'études) aux enfants d'officiers, sous-officiers, caporaux ou de grade similaire de l'armée de l'air et de la marine.

On pourrait encore citer diverses autres dispositions relatives à l'enseignement, car l'action exercée par l'Etat espagnol pour ce qui touche à ce droit de l'homme est à la fois si constante et si soutenue qu'il est matériellement impossible de les mentionner dans un document tel que le présent rapport. Rappelons, à titre d'exemple, le décret du 18 mars 1964 qui a créé le musée Sefardí dans la ville de Tolède et le décret du 30 avril de la même année qui a institué des écoles d'assistantes sociales. Mais dans l'obligation de conclure, nous devons renoncer à toute considération autre que celle de résumer notre exposé relatif au droit à l'enseignement ; pour cela, nous pensons qu'il suffit de faire allusion à deux dispositions générales du droit espagnol actuel, à savoir :

La loi du 28 décembre 1963 approuvant le budget de l'Etat. Les sommes affectées dans le budget général au Ministère de l'éducation natio-



nale sont inscrites pour un montant qui place cette administration au troisième rang derrière les Ministères des travaux publics et de l'intérieur.

Le Plan de développement économique et social pour la période 1964-1967, qui a été approuvé par la loi du 28 décembre 1963. Parmi les objectifs que se fixe ledit plan figure celui qui a trait à l'enseignement dans tous ses aspects et aux fins duquel on préconise une politique extrêmement large qui, sur le plan financier, implique des investissements en espèces bien supérieurs à ceux

dont l'enseignement a bénéficié jusqu'à maintenant. Il est permis d'espérer de l'application de ce plan des résultats très profitables à l'enseignement dans le pays.

Telles ont été, en résumé, les principales dispositions légales qui, dans le domaine des droits de l'homme proclamés par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948, ont été introduites dans le droit espagnol au cours de la période qui s'est écoulée depuis la présentation du dernier rapport.

# ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

## LES DROITS DE L'HOMME EN 1963

Résumé des mesures pertinentes qu'ont prises les pouvoirs publics fédéraux,  
les pouvoirs publics des Etats et d'autres pouvoirs publics<sup>1</sup>

### INTRODUCTION

Les garanties fondamentales des droits de l'homme et des libertés élémentaires sont définies dans la Constitution des Etats-Unis et dans la Constitution de chacun des Etats de ce pays, généralement dans des chapitres, titres ou articles spéciaux que l'on appelle collectivement *Bill of Rights*. L'exercice de l'autorité gouvernementale, à chaque échelon de l'administration, est limité par ces garanties constitutionnelles, et doit s'y conformer : liberté de parole, liberté de la presse, liberté des religions et des assemblées, liberté devant les tribunaux, égalité de protection devant la loi, et autres droits civils et politiques du même genre.

Les particuliers peuvent obtenir la protection de leurs droits en faisant appel aux tribunaux fédéraux ou aux tribunaux d'Etat qui, suivant la tradition, sont vigilants quand il s'agit d'empêcher, d'annuler ou de corriger une action officielle qui violerait les garanties constitutionnelles.

Tandis que le gouvernement fédéral a une partie des charges relatives au bien-être du pays, la législation relative aux questions économiques, sociales et culturelles dépend en grande partie du gouvernement de l'Etat et de la municipalité. Ces autorités, avec la coopération du gouvernement fédéral, sur le plan financier et sur d'autres plans, fournissent les éléments essentiels à l'égalité devant l'enseignement, les chances d'emploi, les services de santé publique, la jouissance d'un niveau de vie supportable, et d'autres conditions indispensables au développement de la personne et au respect de la dignité humaine.

### LA JOURNÉE DES DROITS DE L'HOMME

A l'occasion du quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du cent soixante-douzième anniversaire du *Bill of Rights* de la Constitution des Etats-Unis, le président Johnson a proclamé que la semaine comprise entre le 10 et le 17 décembre serait la Semaine des droits de l'homme. En invitant tous les citoyens des Etats-Unis à célébrer ces anniversaires, il a fait observer que bon nombre de principes figurant déjà dans le *Bill of Rights* ont été également insérés dans la Déclaration universelle ; il a poursuivi en ces termes :

« Considérant que l'année passée a vu dans notre pays un grand mouvement se faire jour pour assurer la pleine jouissance de ces droits et de ces libertés sans distinction de race, de sexe, de croyance, ni de couleur ; et

« Considérant que les divers idéaux énoncés dans le *Bill of Rights* et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ont toujours été souverains dans le cœur et la pensée de notre admirable trente-cinquième président, John Fitzgerald Kennedy ;

« En conséquence, aujourd'hui, moi, Lyndon B. Johnson, président des Etats-Unis d'Amérique, je proclame par la présente que la journée du 10 décembre 1963 sera la journée des droits de l'homme et que la journée du 15 décembre sera celle du *Bill of Rights* ; de plus, j'invite le peuple des Etats-Unis à célébrer la semaine comprise entre le 10 et le 17 décembre 1963 comme la Semaine des droits de l'homme. Partout, dans nos églises, dans nos écoles, dans nos foyers, dans les réunions de nos organisations civiques et patriotes, prenons le temps d'examiner une fois de plus ces documents précieux des droits de l'homme, afin de pouvoir entretenir une meilleure connaissance de notre héritage de liberté et de responsabilité personnelle.

« Une fois de plus, décidons de nous consacrer aux préceptes énumérés dans ces documents et prenons la résolution de consacrer notre énergie tout entière à faire en sorte que chaque être humain — sans considération de race, de sexe, de religion, de couleur ou d'origine — jouisse réellement et pleinement aussi de notre héritage de justice sous la protection de la loi. En agissant ainsi, nous élevons un monument impérissable et toujours vibrant à la mémoire de notre défunt président. »

Les gouverneurs de la plupart des Etats ont publié des proclamations invitant leur population, leurs écoles, leurs organisations civiques, patriotes et religieuses à observer la Journée des droits de l'homme et la Journée du *Bill of Rights*. Les maires de nombreuses villes ont également publié des proclamations. L'importance de cet anniversaire a été encore soulignée par l'ouverture d'une exposition organisée aux Archives nationales des Etats-Unis et consacrée à la mémoire de M<sup>me</sup> Eleanor Roosevelt, qui a tant lutté en faveur de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Les activités organisées pour cette Semaine des droits de l'homme ont pris une signification encore plus profonde par le fait qu'elles étaient consa-

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

créées à la mémoire du défunt président Kennedy, qui avait été assassiné le 22 novembre 1963, et que la nation tout entière portait encore officiellement le deuil pendant toute la Semaine des droits de l'homme. Parmi les manifestations qui ont marqué la Semaine, citons la création d'une œuvre du compositeur américain Howard Hanson, *A Song of Human Rights*. Cette manifestation avait été projetée quelques mois auparavant par la Commission nationale des Etats-Unis pour l'UNESCO, à titre de commémoration spéciale pour le quinzième anniversaire de la Déclaration universelle. L'œuvre fut jouée par l'Orchestre symphonique national (National Symphony Orchestra) au Constitution Hall de Washington le 10 décembre, dans un concert dédié au défunt président. L'œuvre fit même place à des passages tirés de son discours inaugural :

« Que, quittant ce lieu et cet instant, la parole parvienne aux oreilles des amis comme à celles des ennemis, leur disant ceci : le flambeau a passé aux mains d'une nouvelle génération d'Américains qui refusent de voir ou de permettre le lent effritement de ces droits de l'homme auxquels cette nation a adhéré, et qui nous lient tous aujourd'hui dans notre pays et dans le monde entier. »

#### PROTECTION ÉGALE PAR LA LOI

L'année 1963 a été marquée par l'accroissement des efforts visant à mettre fin à la discrimination dans l'ensemble du pays. De nouvelles mesures ont été adoptées pour supprimer les pratiques discriminatoires, qui avaient continué jusqu'ici en l'absence d'interdictions précises, pour que les garanties offertes par la Constitution des Etats-Unis soient intégralement et également appliquées à tous. De nombreuses manifestations ont eu lieu, dirigées par les Noirs et aussi par les Blancs pour protester contre les cas de discrimination dans l'enseignement, dans l'emploi, dans le logement, dans l'accès aux hôtels, aux restaurants et autres établissements publics. Au cours de l'année, la Cour suprême des Etats-Unis a pris des décisions relatives à diverses affaires de droits civiques, notamment à quatre des cas d'occupation (*sit in*) des locaux résultant de l'arrestation des manifestants qui protestaient contre la ségrégation appliquée aux établissements publics. La Cour a annulé des arrêts prononcés par les tribunaux d'Etat, en s'appuyant sur le fait que le refus d'admettre à l'égalité des Noirs dans ces établissements résultait de mesures administratives, exprimées dans des ordonnances municipales et dans des textes législatifs promulgués par des fonctionnaires, qui constituaient une violation de la Constitution fédérale, laquelle garantit à tous la protection égale des lois<sup>2</sup>.

Ainsi, la Cour suprême des Etats-Unis a cassé le jugement prononcé contre un Noir déclaré coupable d'outrage aux magistrats (*contempt of court*) dans un tribunal pour questions de circulation, parce qu'il avait refusé de prendre place dans la partie de la salle d'audience réservée aux Noirs (à Richmond, Virginia)<sup>3</sup>. La Cour a déclaré :

« Ce verdict n'a pas de fondement, car il n'est plus question qu'un Etat puisse exiger la ségrégation dans un lieu public sans contrevenir à la Constitution . . . La ségrégation imposée par l'Etat dans une salle de tribunal est une violation manifeste du devoir de l'Etat qui ne doit refuser à personne l'égalité dans la protection de ses lois. »

La Cour suprême des Etats-Unis a également cassé le jugement prononcé contre six jeunes Noirs qui avaient été arrêtés parce qu'ils refusaient de quitter un terrain de basket-ball municipal. Ces jeunes se conduisaient correctement, ils avaient reçu l'ordre de quitter les lieux simplement parce qu'ils étaient Noirs. La Cour a opiné que la Constitution leur donnait le droit d'utiliser le terrain, et que l'administration locale n'avait aucune autorité pour arrêter ou poursuivre des personnes qui désirent utiliser paisiblement un terrain ou établissement qu'elles ont le droit d'utiliser<sup>4</sup>.

Plus tard, la Cour suprême a rejeté le plan de la Commission des parcs de Memphis (Tennessee) qui visait à abolir au bout de quelques années la ségrégation de ses terrains et lieux de divertissements. La Cour a déclaré que « les garanties fondamentales de la Constitution sont valables en tout lieu et dès maintenant, et que, sous réserve d'une raison impérieuse, ces garanties doivent être appliquées immédiatement »<sup>5</sup>.

Vingt-six Etats ont mis en vigueur une législation interdisant la discrimination dans des domaines comme l'emploi, le logement, les établissements publics et les écoles. Certaines mesures ont pris la forme d'amendement aux constitutions des Etats. A partir du 31 décembre 1963, 31 Etats ainsi que le District de Columbia avaient des lois interdisant la discrimination raciale dans les hôtels, les restaurants et autres établissements publics.

Aux termes d'un Statut fédéral et de règlements adoptés en 1946, les hôpitaux construits avec l'aide des subsides fédéraux dans les Etats qui fournissaient habituellement aux Noirs et aux Blancs des services « séparés, mais égaux » avaient été exemptés de la disposition relative à la non-discrimination contenue dans la loi. En 1963, dans une affaire importante où le gouvernement fédéral s'est joint aux plaignants pour attaquer cette forme d'exemption, une Cour d'appel fédérale a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à des services « séparés mais égaux ». Dans le même cas, la Cour a décidé que certains hôpitaux privés, construits en grande partie avec des subsides du gouvernement fédéral en vertu de cette loi, n'en étaient pas moins — par suite de la participation croissante du gouvernement fédéral et de l'Etat à la surveillance et à la réglementation — soumis à la décision de ceux-ci, et par conséquent n'avaient aucun droit de refuser les avantages statutaires aux médecins et dentistes Noirs, ni de refuser aux patients Noirs l'accès aux services médicaux en raison de leur race<sup>6</sup>.

En 1963, l'Alabama et la Caroline du Sud ont aboli la ségrégation dans plusieurs écoles primaires sur injonction de la Cour, conformément à la décision adoptée en 1954 par la Cour suprême dans

<sup>2</sup> 373 U.S. 244 ; 373 U.S. 267 ; 373 U.S. 262 ; 373 U.S. 374.

<sup>3</sup> 373 U.S. 61, 62.

<sup>4</sup> 373 U.S. 284.

<sup>5</sup> 373 U.S. 526, 533.

<sup>6</sup> 323 F. 2d 959.

l'affaire *Brown contre Board of Education*. Les tribunaux fédéraux se sont prononcés contre les tentatives du gouverneur de l'Alabama visant à arrêter la déségrégation dans l'Université de l'Etat et dans les écoles de plusieurs villes<sup>7</sup>. Au Texas, une cour d'appel de l'Etat a opiné<sup>8</sup> que les tribunaux d'Etat avaient et le pouvoir et le devoir d'empêcher par injonction l'utilisation de fonds publics pour la construction et l'entretien de bâtiments scolaires dont les occupants seraient soumis à la ségrégation, même en l'absence de toute décision judiciaire antérieure poursuivant la déségrégation; la décision fut plus tard annulée par la Cour suprême du Texas, en tant que point de droit car, entretemps, la déségrégation avait été ordonnée dans les écoles et l'administration scolaire avait modifié en conséquence son programme de constructions<sup>9</sup>.

Des tentatives pour conserver la ségrégation dans les écoles en modifiant le tracé des districts scolaires ou en prenant des dispositions spéciales pour des transferts d'élèves ont également été jugées contraires à la Constitution. Dans plusieurs écoles du Tennessee, les conseils scolaires avaient changé les limites des zones scolaires en se fondant sur des attendus non raciaux, mais ils avaient prescrit que les élèves ainsi touchés par le changement de zone pouvaient être transférés à une école où leur race serait en majorité. Ainsi, la décision sur les transferts perpétuait la ségrégation dans les écoles. La Cour suprême des Etats-Unis a décidé que ces transferts, basés sur la race du postulant, étaient inconstitutionnels<sup>10</sup>. En Californie, un district scolaire de Pasadena fut entièrement retracé afin que l'on ait finalement une école où les Noirs étaient en forte majorité et une autre école où les Blancs étaient en majorité. Lorsqu'un écolier noir essayait de se faire transférer à l'école à majorité blanche qui était en fait beaucoup moins loin de son domicile, la Cour suprême de l'Etat de Californie l'autorisait à le faire, se basant sur le fait que le nouveau tracé des zones avait été établi pour conserver la ségrégation dans les écoles et qu'il privait ainsi l'élève de l'égalité de protection devant la loi<sup>11</sup>.

Les tribunaux et les administrations de plusieurs Etats ont eu à juger des cas où il s'agissait de savoir si les fonctionnaires des écoles avaient réellement le devoir d'atténuer le déséquilibre racial des écoles qui résultait des mouvements de population ou des nouvelles constructions. De façon générale, les tribunaux ont approuvé les arrangements scolaires que l'on avait effectués honnêtement et consciencieusement, en vertu d'un plan de voisinage, sans intention de favoriser la ségrégation sur une base raciale.

#### PROCÈS ÉQUITABLE ET DROIT DE SE FAIRE ENTENDRE

Le sixième amendement de la Constitution des Etats-Unis prévoit que « dans toutes les poursuites

criminelles, l'accusé jouira du droit . . . d'avoir l'assistance d'un avocat pour sa défense ». La loi prescrit depuis longtemps qu'une personne accusée d'un crime dit « fédéral » a le droit d'avoir pour la défendre un avocat désigné par le tribunal si elle ne peut s'offrir elle-même les services d'un « attorney »<sup>12</sup>. En 1963, la Cour suprême a opiné que l'assistance d'un avocat est si fondamentale et si indispensable à l'équité d'un jugement que la garantie du sixième amendement s'applique aussi bien aux personnes accusées de crimes d'Etat, et que, par suite, un prévenu indigent qui comparait devant un tribunal d'Etat a tout aussi bien le droit de se faire désigner un avocat pour le défendre<sup>13</sup>.

Dans une autre affaire, une cour d'appel d'Etat avait repoussé la demande de prévenus indigents qui désiraient un avocat pour les aider à faire appel contre leur condamnation. Après avoir examiné l'ensemble des faits, la cour décida que le fait de procurer un avocat aux inculpés « ne serait d'aucun profit à l'inculpé et ne servirait de rien à la cour d'appel ». La Cour suprême des Etats-Unis a annulé le jugement, considérant que le refus de fournir un avocat demandé par un accusé indigent pour la seule et unique forme d'appel qu'il pouvait interjeter, constituait un cas de discrimination entre riche et pauvre, et par suite une violation des garanties de procédure régulière et d'égalité de protection énoncées dans le quatorzième amendement de la Constitution fédérale<sup>14</sup>.

La Cour suprême a encore examiné l'effet de contrainte que la détention d'un inculpé au secret exerce sur l'admissibilité d'une confession écrite obtenue de lui pendant cette période; elle a conclu que sa confession avait été involontaire, provoquée par les menaces et les promesses et par suite inadmissible. L'inculpé avait été laissé pendant seize heures au secret (chose qui par elle-même contrevient à un statut précis de l'Etat); on lui avait dit qu'il ne pourrait téléphoner à sa femme avant d'avoir signé une confession. La Cour a décidé que le fait d'admettre comme preuve une confession obtenue dans ces circonstances était une violation de la clause du quatorzième amendement relative à la bonne et due forme<sup>15</sup>.

La Cour d'appel des Etats-Unis pour le district de Columbia a décidé dans l'affaire *Parti communiste contre Etats-Unis*<sup>16</sup> que l'immunité contre l'auto-accusation, garantie par le cinquième amendement de la Constitution, s'appliquait aux responsables du parti communiste et les justifiait légalement de refuser d'enregistrer le parti comme l'exigeait la loi sur le contrôle des activités subversives de 1950 (*Subversive Activities Control Act*)<sup>17</sup>, puisque tout membre qui aurait donné sa signature aurait par là reconnu son association au groupe réprouvé. Aux termes de la loi, les personnes autres que les responsables et les membres auraient pu

<sup>7</sup> 222 F. Supp 485.

<sup>8</sup> 368 S.W. 2d 873.

<sup>9</sup> 369 S.W. 2d 916.

<sup>10</sup> 373 U.S. 683.

<sup>11</sup> 382 F. 2d 878.

<sup>12</sup> 304 U.S. 458.

<sup>13</sup> 372 U.S. 335.

<sup>14</sup> 372 U.S. 353.

<sup>15</sup> 373 U.S. 503.

<sup>16</sup> 331 F. 2d 807.

<sup>17</sup> Titre I de l'Internal Security Act of 1950, 64 Stat. 987, 50 U.S.C., par. 781 et suivants.

signer la formule d'enregistrement au nom du parti (par exemple, des avoués, des agents). L'affaire fut renvoyée au tribunal de district pour y faire l'objet d'un nouveau procès, si le gouvernement en décidait ainsi.

#### ABOLITION DE LA SERVITUDE

L'année 1963 fut célébrée comme le centenaire de la Proclamation de l'émancipation, par laquelle le président Lincoln déclarait que toutes personnes tenues en esclavage dans les Etats ou parties de certains Etats alors en rébellion contre l'Union « seraient alors désormais et pour toujours libres ». Cette proclamation préparait la voie à l'adoption, qui eut lieu en 1865, du treizième amendement à la Constitution des Etats-Unis, qui mettait fin à l'esclavage et à la servitude non volontaire à l'intérieur des Etats-Unis et dans tout lieu soumis à leur juridiction.

En invitant ses concitoyens à célébrer ce centenaire, le président Kennedy déclarait que la Proclamation de l'émancipation « exprimait bien l'attitude de la nation, fondée sur la justice et la moralité, et qu'il convenait donc de célébrer le centenaire de cette proclamation historique pendant toute l'année 1963 ».

« Je prie tous les citoyens des Etats-Unis et tous les fonctionnaires des Etats-Unis, de chaque Etat en particulier, et de chaque pouvoir local, de veiller jalousement à ce que tout Américain jouisse de tous les droits garantis par la Constitution et les lois des Etats-Unis, quelle que soit sa race, sa couleur, sa religion ou son origine nationale. »

Le président Kennedy invita également la Commission des droits civiques des Etats-Unis à prendre une pleine part aux activités commémoratives. Pendant les cérémonies qui se déroulèrent à la Maison Blanche à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Lincoln, le 12 février, cette Commission a présenté un rapport spécial sur le siècle de l'émancipation, intitulé « Liberté pour les hommes libres » (*Freedom to the Free*), qui retraçait la longue lutte menée par les Noirs américains pour la complète reconnaissance de leurs droits, et qui qualifiait la période 1948-1962 de « percée vers l'égalité ».

#### DROIT D'ASILE ET NATIONALITÉ

Les Etats-Unis ont continué à donner asile à des réfugiés de diverses régions. Le plus grand nombre d'entre eux venait de Cuba. Conformément aux mesures législatives, des services administratifs furent créés pour apporter les secours d'urgence aux réfugiés de Cuba, notamment l'assistance financière, les soins médicaux, la formation professionnelle et l'enseignement de l'anglais. Des prêts du gouvernement furent mis à la disposition des étudiants cubains nécessiteux qui arrivaient aux Etats-Unis, et des cours spéciaux furent organisés pour compléter ou renouveler la formation de certains groupes choisis de personnes ayant une profession libérale, comme les médecins, les avocats et les enseignants. Grâce à l'effort commun des administrations des villes, de chaque Etat et de la Fédération, on estimait à la fin de 1963 que de nouveaux foyers et de nouveaux emplois avaient été trouvés dans des collectivités, un peu partout aux

Etats-Unis, pour environ 73.000 réfugiés cubains sur les 250.000 qui se trouvaient alors dans le pays.

Durant l'année 1963, plusieurs milliers de réfugiés sont arrivés aux Etats-Unis en provenance de leurs pays d'asile, situés en Europe et au Moyen-Orient. Ils étaient autorisés à entrer aux Etats-Unis par une loi adoptée en 1960 par le Congrès, ils pouvaient y rester définitivement grâce à un amendement de 1962 qui leur permet aussi de demander au bout de deux ans de séjour le statut de résident permanent. A la fin de 1963, quelque 13.300 réfugiés étaient déjà installés aux Etats-Unis en vertu de ce programme et près de 3.800 d'entre eux avaient déjà le statut de résident permanent.

Peu après l'afflux massif des réfugiés chinois à Hong-kong en 1962, le président Kennedy ordonna la mise en œuvre d'un programme d'autorisation spéciale pour les réfugiés chinois de Hong-kong, selon les dispositions de la loi sur l'immigration et la nationalité. A la fin de 1963, ce programme avait permis à 9.300 réfugiés chinois d'entrer aux Etats-Unis ; plusieurs milliers d'entre eux y étaient arrivés dans le cours de l'année.

L'expulsion de 42 étrangers fut contremandée, car ils auraient risqué de subir des poursuites et des châtiments corporels dans le pays où ils se proposaient de retourner.

C'est l'un des principes fondamentaux des lois sur l'immigration aux Etats-Unis que de favoriser la réunion des familles. Au cours de l'année civile 1963, 59.207 personnes apparentées à des citoyens américains ou à des étrangers résidant aux Etats-Unis furent acceptées comme immigrants.

Conformément à la tradition bien établie selon laquelle les Etats-Unis reconnaissent à tous le droit d'avoir une nationalité et une patrie, 117.857 immigrants ont été naturalisés citoyens des Etats-Unis en 1963 et 33.986 certificats de nationalité américaine ont été délivrés à des enfants de parents naturalisés ou à des enfants nés de parents américains dans un pays étranger.

La Cour suprême des Etats-Unis a déclaré contraire à la Constitution une disposition de la loi du 7 juin 1952 sur l'immigration et la nationalité<sup>18</sup> qui privait automatiquement un Américain de sa nationalité s'il avait quitté les Etats-Unis ou s'il était demeuré hors de la juridiction des Etats-Unis en temps de guerre ou . . . de crise nationale, avec l'intention d'éviter le service militaire dans l'armée, l'aviation ou la marine des Etats-Unis ou de s'y soustraire ». La Cour a estimé que la disposition était de caractère pénal et infligerait un châtiment sévère, sans procédure judiciaire régulière et sans la sauvegarde des garanties assurées par les cinquième et sixième amendements de la Constitution, à toute personne qui ferait l'objet de poursuites criminelles<sup>19</sup>.

#### LIBERTÉ DE RELIGION

Le premier amendement à la Constitution des Etats-Unis dispose que « le Congrès ne pourra faire

<sup>18</sup> 8 U.S.C. 1481 (a) (10). Une disposition analogue de la loi de 1940 sur la nationalité, paragraphe 401 (j), a également été déclarée inconstitutionnelle.

<sup>19</sup> 372 U.S. 144.

aucune loi concernant l'établissement d'une religion ou interdisant son libre exercice ». La Cour suprême des Etats-Unis a depuis longtemps décidé que la clause *due process* du quatorzième amendement étend cette interdiction aux gouvernements des Etats.

Dans l'affaire *Abington School District contre Schemp*<sup>20</sup>, la Cour suprême a opiné que la lecture de la Bible et la récitation du Notre Père dans les écoles publiques, ainsi que les lois de l'Etat de Pennsylvanie qui exigeaient ces pratiques, violaient l'interdiction constitutionnelle relative à l'« établissement » d'une religion. La Cour a de même invalidé, dans un cas du même genre, l'affaire *Murray contre Curlett*<sup>21</sup>, un règlement des *Baltimore Board of School Commissioners* exigeant chaque jour soit la récitation du Notre Père, soit la lecture d'un chapitre de la Bible. Le fait que les étudiants qui le désiraient étaient autorisés à s'abstenir de ces exercices religieux dans les deux cas ne changeait rien à la plainte que ces lois étaient contraires à la Constitution.

La Cour a déclaré :

« On affirme avec insistance que, si ces exercices ne sont pas autorisés, c'est une « religion de laïcité (*secularism*) » qui s'établit dans l'école. Nous admettons évidemment que l'Etat ne doit pas établir une « religion de laïcité » en s'opposant fermement aux pratiques religieuses ou en témoignant de l'hostilité envers la religion, « plaçant [ainsi] les élèves qui n'ont pas de religion au-dessus de ceux qui en ont une ». Cependant nous n'admettons en aucune façon que cette décision ait un tel effet. De plus, on peut dire à bon droit que l'éducation n'est pas complète sans une étude comparative des religions ou sans l'histoire des religions et de leurs rapports avec les progrès de la civilisation. On peut affirmer sans aucun doute que la Bible vaut d'être étudiée pour ses qualités historiques et littéraires. Rien de ce que nous avons dit ici ne signifie que l'étude de la Bible ou d'une religion, si elle est présentée comme une matière du programme laïc des études, soit contraire au premier amendement. Mais les exercices dont nous parlons sont d'un autre ordre. Ce sont des exercices religieux, exigés par les Etats en violation du premier amendement, selon lequel le gouvernement et l'administration doivent observer une stricte neutralité, et éviter de favoriser une religion aussi bien que de la défavoriser »<sup>22</sup>.

Dans une autre affaire, la Cour suprême des Etats-Unis reconnut qu'une employée avait droit aux indemnités de chômage, alors même qu'elle refusait de travailler le samedi, jour du Sabbat dans sa religion, et que la loi de l'Etat posait comme condition du droit aux indemnités le fait d'être disponible pour le travail (*availability for work*). Les dossiers montraient que 150 au moins des membres de la même religion travaillant dans le même secteur avaient réussi à trouver un emploi convenable qui ne les obligeait pas à travailler le samedi, de sorte que les convictions religieuses de l'intéressée ne pouvaient être considérées comme l'unique raison de son chômage. La Cour estima

que si l'on refusait de lui octroyer les allocations de chômage parce qu'elle refusait de travailler le jour qui est le jour traditionnel de repos dans sa religion, ce serait pour l'Etat une restriction à la garantie constitutionnelle du libre exercice de la religion<sup>23</sup>.

#### LIBERTÉ DE PAROLE, DE PRESSE ET D'ASSOCIATION

Le premier amendement à la Constitution dispose que « le Congrès ne pourra faire aucune loi . . . restreignant la liberté de la parole ou de la presse, ou touchant au droit des citoyens de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au Gouvernement pour le redressement de leurs griefs ».

Le 28 août 1963, plus de 200.000 citoyens défilèrent dans les rues de Washington pour manifester leur grave souci au sujet des droits civiques. Leur droit de parler librement et de s'assembler paisiblement fut soigneusement protégé par la police locale et par des détachements de la *National Guard*. Le président Kennedy, qui accepta de recevoir les porte-parole des manifestants, exprima l'opinion unanime du public en déclarant :

« On ne peut qu'être frappé par la profonde ferveur et la tranquille dignité qui caractérise les milliers de gens accourus de tous les coins du pays dans la capitale pour manifester leur foi et leur confiance dans notre forme démocratique de gouvernement. »

La Cour suprême des Etats-Unis révoqua les condamnations de 187 Noirs qui avaient organisé une manifestation de protestation sur les terrains de la *State House* de Columbia, en Caroline du Sud. La Cour décida que le droit des manifestants de s'exprimer et de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions pour le redressement de leurs griefs — droits protégés contre toute restriction par les Etats en vertu du quatorzième amendement — avait été violé par les arrestations et les condamnations<sup>24</sup>.

Un certain nombre d'affaires relatives aux droits civiques et que doivent trancher les tribunaux des Etats-Unis sont dues à l'initiative d'une organisation privée, la *National Association for the Advancement of Colored People* (Association nationale pour le progrès des gens de couleur). Celle-ci offre ses services juridiques aux Noirs dont les droits civiques auraient été violés. Un statut de Virginie dispose qu'il est illégal pour une personne physique ou morale de solliciter ou de trouver une affaire pour un avoué (*attorney*). La Cour suprême des Etats-Unis opina que « dans le contexte des objectifs de la NAACP, le fait de demander procès ou plaidoirie « est une forme d'expression politique » et par suite se trouve couvert par les quatrième et quatorzième amendements à la Constitution des Etats-Unis. » La Cour a déclaré que la loi de Virginie était inconstitutionnelle, puisqu'elle restreignait sans raison valable la liberté d'expression et d'association<sup>25</sup>.

<sup>20</sup> 374 U.S. 203.

<sup>21</sup> 374 U.S. 203.

<sup>22</sup> 373 U.S. 203, 225.

<sup>23</sup> 374 U.S. 203, 225.

<sup>24</sup> 372 U.S. 229.

<sup>25</sup> 371 U.S. 429.

## GOUVERNEMENT PAR LA VOLONTÉ DU PEUPLE

La Constitution des Etats-Unis garantit aux citoyens des Etats-Unis une forme républicaine de gouvernement choisie par le peuple, et elle dispose expressément que le droit de vote ne sera refusé à personne, ni restreint, pour raisons de race, de couleur et de sexe. A l'intérieur de ces limites, le droit de vote est généralement déterminé par les lois qui, dans les divers Etats, régissent les élections.

Dans une décision qui vient compléter les garanties constitutionnelles de protection égale pour tous en matière de représentation, la Cour suprême des Etats-Unis a déclaré inconstitutionnelle une loi de Géorgie réglementant les élections du premier degré et qui donnaient aux comtés de l'Etat une voix par comté. En vertu de la loi de la Géorgie, les candidats à un poste d'Etat devaient, pour être éligibles, recevoir une majorité des votes de comtés. Le résultat pratique de ce système, c'est que la voix d'une personne habitant une zone urbaine comptait pour moins que celle d'une personne habitant un comté agricole. La Cour a décidé comme suit :

« ... Dès lors qu'a été déterminée la zone géographique pour laquelle il faut choisir un représentant, tous ceux qui participent à l'élection doivent jouir de l'égalité de vote, quels que soient leur race, leur sexe, leur occupation, leur revenu et l'emplacement de leur domicile dans ladite zone géographique. Ainsi l'exige la clause sur la protection égale pour tous, qui figure dans le quatorzième amendement ... »

« ... La conception de l'égalité politique, depuis la Déclaration de l'Indépendance, jusqu'au discours de Lincoln à Gettysburg, jusqu'aux quinzisième, dix-septième et dix-neuvième amendements, ne peut signifier qu'une chose : une personne, une voix<sup>26</sup> ».

Selon les lois sur les droits civiques adoptées en 1957 et 1960 qui autorisent l'*Attorney General* des Etats-Unis à intenter des poursuites pour prévenir la discrimination raciale dans l'organisation des élections, 25 nouvelles affaires ont été enregistrées, et 14 ont été jugées en 1963. On notera spécialement la décision relative aux conditions posées par l'Etat de Louisiane, selon lesquelles un candidat au droit de vote devait être capable de donner une interprétation raisonnable de n'importe quel article de la Constitution de Louisiane ou de la Constitution fédérale. Les « examinateurs » avaient rejeté de façon arbitraire les réponses correctes des candidats Noirs et leur avaient refusé le droit de vote. Un tribunal fédéral décida que cette condition imposée par l'Etat était inconstitutionnelle et interdit d'appliquer cette loi<sup>27</sup>. De même, une Cour d'appel des Etats-Unis a confirmé une décision contre l'Etat d'Alabama et contre un conseil des « *registrars* » d'un comté — alors même que, dans l'affaire en question, ce conseil n'avait pas exercé de discrimination à l'encontre des électeurs Noirs — parce que le comportement des prédécesseurs dudit conseil et certains autres facteurs avaient créé un « risque prévisible » que les anciennes mesures de discrimination à l'encontre des Noirs viennent à se répéter<sup>28</sup>.

## PROGRÈS ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Si la population des Etats-Unis bénéficie du progrès économique, social et culturel, c'est avant tout grâce à la liberté laissée aux citoyens de choisir leur emploi, de recevoir un enseignement, et de profiter de toutes sortes de facilités sociales et culturelles mises à leur disposition par les entreprises privées ou par les pouvoirs publics. Ces derniers établissent les règlements qu'exige l'intérêt général, coopèrent avec les citoyens dans les études et recherches entreprises pour encourager le développement des ressources et la solution des problèmes ; ils peuvent également prendre l'initiative des mesures nécessaires sur le plan exécutif ou législatif.

Parmi les mesures officielles qui affectent un très large secteur, il faut citer le rapport de la Commission présidentielle sur la condition de la femme aux Etats-Unis, rapport publié le 11 octobre 1963. Créée par feu le président Kennedy en 1961, cette commission avait reçu pour mandat d'élaborer des plans propres à accélérer l'entière égalité des hommes et des femmes dans la participation à la vie nationale. Son rapport montre bien l'étendue du problème à résoudre. A titre d'exemple, en voici un extrait :

« Dans une « grande société », les talents sont stimulés et utilisés, les esprits créateurs sondent les frontières de la connaissance, et l'on s'efforce partout de parvenir à l'optimum. Tâcher d'améliorer le niveau de la vie américaine, c'est à quoi s'est en particulier appliquée cette Commission, à la fois par suite du rôle que des femmes éminentes pourraient y jouer, et parce que ce sont par excellence les femmes dans leur famille qui transmettent les valeurs essentielles de la culture. »

La Commission a recommandé une action constructive destinée à donner aux femmes beaucoup plus de possibilités, en tant qu'épouses, mères et travailleuses, à abolir les vieilles distinctions juridiques dans le droit familial et dans les autres secteurs du droit et à assurer aux femmes la plus complète reconnaissance de leurs droits et possibilités dans le service public. Comme suite aux recommandations de la Commission, le président Kennedy avait créé un Conseil consultatif de citoyens sur la condition de la femme, ainsi qu'un Comité interdépartemental destiné à stimuler les activités de ce genre au sein du gouvernement fédéral.

Auparavant, la même année, le président Kennedy avait eu des entrevues avec des citoyens représentant de nombreux genres de vie et de nombreux métiers — hommes d'affaires, chefs de syndicats, ecclésiastiques, organisations féminines et fonctionnaires de l'administration — afin d'obtenir leur appui pour ouvrir de nouveaux emplois et toutes autres facilités aux Noirs américains qu'il jugeait hors d'état de parvenir à l'égalité pratique par suite des mesures discriminatoires qui leur étaient encore appliquées en de nombreuses régions du pays, sur le plan de l'enseignement, des possibilités culturelles, etc. Des commissions de citoyens décidées à donner suite aux idées du président dressèrent des plans pour répondre à l'appel de celui-ci, renforçant ainsi les efforts du gouvernement par ceux des organisations volontaires et des secteurs évolués de l'opinion publique.

<sup>26</sup> 372 U.S. 368, 379-81.

<sup>27</sup> 225 F. Supp. 353 (E.D.La., 1963).

<sup>28</sup> 323 F. 2d, 733.

## CONDITIONS DE TRAVAIL JUSTES ET FAVORABLES

La loi fédérale de juin 1963 sur l'égalité des salaires a, pour la première fois dans toute la nation américaine, assuré aux femmes l'égalité de salaire pour un travail égal. Adoptée comme amendement au *Fair Labor Standards Act* (*Federal Wage and Hour Law*), qui s'applique aux employés des deux sexes travaillant dans certains secteurs commerciaux communs à plusieurs ou à tous les Etats du pays, cette loi exige que l'employeur paye dans son entreprise des salaires égaux aux hommes et aux femmes qui effectuent un travail équivalent à des postes requérant les mêmes qualifications, la même dépense d'énergie, la même responsabilité, et cela dans des conditions de travail analogues. Comme les autres dispositions de la loi, celles qui concernent l'égalité des salaires doivent être appliquées au moyen de contrôles réguliers et sur décision des tribunaux si un employé porte plainte, ou si la demande en est faite sur réclamation du Ministre du travail. De plus, vers la fin de 1963, vingt-quatre Etats avaient déjà appliqué chez eux la loi sur l'égalité de salaire. Plus de la moitié de toutes les femmes qui travaillent aux Etats-Unis habitent dans ces vingt-quatre Etats.

Le *Fair Labor Standards Act* exige un salaire minimum pour les travailleurs employés dans le commerce entre Etats ; dès septembre 1963, le tarif était de un dollar 25 cents pour l'heure de travail ; la semaine de travail était de 40 heures, et les heures supplémentaires étaient payées au même prix qu'une heure et demie de travail, à l'exception de certains employés nouvellement couverts par la loi, notamment dans le commerce de détail, dont le salaire minimum était de un dollar à l'heure, avec promesse d'une augmentation ultérieure. Vingt-neuf Etats, le District de Columbia et Porto Rico ont une législation des salaires qui porte sur le travail à l'intérieur de l'Etat, et les tarifs minimaux en vigueur y diffèrent peut-être du barème fixé par les autorités fédérales. En 1963, treize juridictions avaient déjà augmenté le taux de salaire minimal établi par la législation de l'Etat ou par les ordonnances sur les salaires ; à la fin de 1963, cinq Etats ainsi que Porto Rico avaient des taux de salaires officiels égaux ou supérieurs au tarif établi par les autorités fédérales. Lorsque le salaire fixé par un Etat est supérieur à celui de la loi fédérale, il a le pas sur ce dernier.

Les lois relatives à la durée maximale de la journée de travail ont été améliorées dans cinq Etats. L'Etat du Maine a appliqué la loi de la journée de travail même au personnel infirmier. L'Idaho et Rhode Island ont apporté à leur constitution des amendements pour que les femmes qui travaillent plus de 48 heures par semaine reçoivent pour leurs heures supplémentaires un salaire égal à une fois et demie le salaire habituel. L'Idaho a également ramené la durée maximale de la journée de travail pour les femmes de 9 à 8 heures. Le Colorado et le Connecticut ont exempté les femmes qui occupent certains types d'emploi de la loi régissant la durée maximale de la journée de travail.

Les interdictions portant sur le travail des enfants, qui existent dans tous les Etats, ont été renforcées. Le Wyoming a fixé à 16 ans l'âge minimum pour la plupart des emplois en dehors des heures de classe. Le Colorado a porté de 14 à 16 ans

l'âge minimum pour l'emploi des enfants pendant les heures de classe et pour leur emploi dans les usines à n'importe quel moment de la journée ; il a également fixé à 12 ans au minimum l'âge auquel on peut employer les enfants à des travaux agricoles en dehors des heures de classe ; quant aux dispositions relatives aux emplois dangereux pour les mineurs, il les a rendues plus étroitement conformes aux dispositions fédérales inscrites dans le *Fair Labor Standards Act*.

Des améliorations ont été également apportées aux lois qui concernent les travailleurs migrants. La Caroline du Nord et l'Oklahoma ont tous deux adopté des lois qui fixent les normes minimales de logement et d'installations sanitaires pour les camps de travailleurs migrants ; c'est désormais trente Etats qui appliquent ce genre de lois. Une loi californienne a reconnu qu'il fallait créer des centres de logement pour les travailleurs agricoles et elle a chargé les pouvoirs responsables du logement dans chaque localité d'adopter de tels projets de logements et de mettre ceux-ci à la disposition des travailleurs moyennant un certain loyer.

Dans le domaine des relations de travail, Hawaï a adopté une loi qui limite le droit des tribunaux de s'opposer à des grèves par voie d'« injonction » ; cette mesure porte à vingt-six le nombre de juridictions où existe une telle loi, presque toujours inspirée du *Federal Norris-La Guardia Act*, adopté en 1932. Hawaï a, de plus, étendu la portée de sa loi sur les relations professionnelles aux employeurs qui ont un minimum de deux employés, au lieu de huit, comme auparavant. Rhode Island et Hawaï ont interdit d'utiliser les briseurs de grève professionnels. La Californie et l'Oregon ont interdit l'usage du détecteur de mensonges, alors que jusqu'ici il fallait se soumettre à ces tests pour être embauché ; le Connecticut a autorisé l'étude de la possibilité d'abolir ces tests. Le droit aux négociations collectives, déjà assuré à tous les travailleurs du secteur privé et à de nombreux employés du secteur public, a été accordé aux employés des services publics dans le Connecticut et l'Oregon, aux employés des hôpitaux sans but lucratif dans la ville de New York, et aux agents de police des villes de Rhode Island.

Suivant la tendance de ces dernières années qui consiste à prévenir les dangers pouvant résulter de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, plusieurs Etats ont mis en vigueur des lois qui imposent ou qui renforcent le contrôle des activités touchant aux radiations. D'autres Etats ont amélioré leur législation relative à la sécurité dans la construction, le travail dans les mines, et le travail en ascenseur et monte-charge.

Les indemnités de compensation et les prestations médicales accordées aux ouvriers ont continué d'augmenter. Vingt-trois Etats ont augmenté leurs prestations en espèces ; dix-sept ont renforcé leurs règlements relatifs aux soins médicaux ; trois ont augmenté leurs prestations de réadaptation ; sept ont élargi les limites de temps autorisées pour déclarer toute maladie résultant de l'usage professionnel ou non des radiations nucléaires ; plusieurs Etats ont étendu leurs prestations à de nouvelles catégories de travailleurs, par exemple à certains employés dont le métier est dangereux ou aux employés des services publics.



*Egalité des chances devant l'emploi*

En 1963, le président Kennedy a affirmé une fois de plus la politique des Etats-Unis qui consiste à encourager par une action énergique la suppression de toute discrimination exercée du fait de la race, de la religion, de la couleur de peau ou de l'origine, de sorte que les possibilités d'emploi créées par les fonds de la Fédération soient ouvertes sans distinction à toutes les personnes qualifiées.

Son ordre exécutif de 1961 sur l'égalité devant l'emploi qui interdisait la discrimination dans les emplois dont le contrat émane directement de l'administration fédérale a été élargi pour couvrir également les emplois dans le bâtiment qui bénéficient de différentes formes de prêts de la Fédération ou d'autres aides financières. Une directive du président a également interdit la discrimination dans le choix des candidats à l'apprentissage. Une autre directive a interdit la discrimination raciale dans les emplois publics bénéficiant de l'assistance du gouvernement fédéral et soumis aux normes fédérales, au niveau de l'Etat comme à celui de la localité. Un memorandum présidentiel a également invité tous les organes gouvernementaux à honorer entièrement l'esprit et la lettre de la politique officielle fédérale pour évaluer les qualifications de chaque candidat ou employé âgé d'après ses aptitudes et non d'après son âge.

A la suite d'autres mesures législatives de l'Etat, plusieurs Etats ont mis en vigueur une législation relative à la discrimination dans l'emploi ; à la fin de 1963, vingt et un Etats et Porto Rico avaient promulgué des lois sur les pratiques équitables dans l'emploi applicables par procédures administratives ; d'autres Etats ont des lois dont la non-observation peut être punie seulement par la justice pénale.

Dans le cas d'un pilote Noir qui s'était vu refuser un emploi dans une compagnie d'aviation contrairement à une loi de l'Etat du Colorado contre la discrimination, la Cour suprême du Colorado décida que seules les autorités fédérales avaient compétence puisque la compagnie exerçait ses activités entre plusieurs Etats et se trouvait soumise aux règlements fédéraux. Cependant, après appel à la Cour suprême des Etats-Unis, celle-ci décida que les droits du Noir se trouvaient déjà défendus par les clauses de la loi d'Etat contre la discrimination. Elle affirma que la loi d'Etat ne causait pas de tort inconstitutionnel au commerce entre Etats et ne portait atteinte à aucune loi existante<sup>29</sup>.

## LOGEMENT

Les ressources en logements convenables n'ont pas cessé d'augmenter en 1963 pour répondre aux besoins de la poussée démographique. En cette année, on a commencé de construire près de 1.617.000 logements neufs, publics et privés, notamment des habitations rurales. L'augmentation des constructions nouvelles a été de 8,3 pour cent par rapport à l'année 1962, alors que pendant le même laps de temps la population augmentait d'environ 1,45 pour cent.

Conformément à l'*Executive Order on Equal Opportunity in Housing* publié en 1962 par le Président Kennedy, le Gouvernement fédéral a, en 1963, pris des mesures pour que l'accès à ces nouveaux logements et aux installations connexes bénéficiant de subsides du gouvernement soit ouvert aux Noirs comme aux Blancs. Le principe a encore été confirmé par une décision judiciaire : un tribunal de district des Etats-Unis a décidé que le propriétaire d'un motel situé sur un terrain remis en valeur sous contrôle gouvernemental, avec les fonds du gouvernement, et qui était soumis au contrôle approfondi et détaillé de l'autorité municipale chargée du logement, était soumis à la même clause de la Constitution fédérale sur l'égalité de protection, et par suite n'avait pas le droit de pratiquer la discrimination<sup>30</sup>.

Le District de Columbia a adopté une ordonnance sur l'accès équitable au logement, et plusieurs Etats ont renforcé les lois existantes. A la fin de l'année, dix-neuf Etats appliquaient des lois sur l'accès équitable au logement ; les lois de douze de ces Etats s'appliquaient au logement privé comme au logement construit avec subsides gouvernementaux ; de nombreuses villes des Etats-Unis, comme Chicago, Duluth, Albuquerque et Philadelphie, avaient des ordonnances analogues.

Le programme fédéral d'habitations publiques, commencé en 1934, intéressait à la fin de 1963 plus d'un demi-million de familles économiquement faibles dans plus de 2.000 agglomérations. De plus, le programme de construction pour les personnes âgées avait augmenté de 40 pour cent par rapport à celui de 1962 ; sa fonction consiste à procurer des logements à loyer modéré, spécialement conçus pour les personnes âgées. Des prêts fédéraux consentis au programme de logements universitaires ont facilité la construction de dortoirs et de chambres pour étudiants et professeurs sur le terrain même des collèges de tout le pays ; depuis son début en 1950, ce programme a permis de loger plus de 400.000 étudiants.

Les garanties fournies par le gouvernement pour les prêts à la construction de logements par les banques privées et les institutions de financement, et dont le but est de diminuer les risques pour les capitaux investis, ont continué de s'avérer fort utiles. Des arrangements ont été faits pour assurer des prêts hypothécaires privés sur un nombre total de 767.000 habitations, ce qui, à une exception près, est le chiffre le plus haut depuis 1934, année où débuta ce programme.

Les pouvoirs publics à tous les échelons ont continué de s'en prendre à l'usure et à la décadence urbaines. Le programme de rénovation urbaine prévoit l'amélioration des villes et des zones métropolitaines et vise à supprimer les taudis et l'insalubrité urbaine dans le cadre d'une vaste remise en état des collectivités. Des allocations fédérales ont été réservées à ces projets dans plus de 700 localités des Etats-Unis, ce qui représente une augmentation appréciable par rapport à 1962.

Les efforts pour améliorer le logement des Indiens d'Amérique ont été poursuivis. Deux nouveaux projets de construction de logements à loyer modéré ont été mis en chantier ; l'un d'eux com-

<sup>29</sup> 372 U.S. 714.<sup>30</sup> 220 F. Supp. 1 [M.D. Tenn. 1963].

prend un groupe de logements collectifs pour personnes âgées, un bâtiment avec cuisine collective et tous arrangements pour les repas. Suivant un nouveau programme de logement fondé sur l'assistance mutuelle, les Indiens peuvent obtenir des droits de jouissance en participant eux-mêmes aux travaux de construction. A la fin de l'année, cinquante-huit tribus avaient créé leur propre administration du logement, et la construction était déjà en cours dans cinquante réserves.

Les îles Vierges ont mis en vigueur une législation qui permet l'acquisition de terrains à crédit et l'exécution d'un programme de logements à long terme. Les autorités de l'île de Guam ont pris des mesures législatives pour atténuer la pénurie de logements résultant des destructions causées par les typhons de 1963 et 1962 ; le Congrès a également pris des mesures pour aider l'île à se relever de ses ruines.

#### SERVICES SOCIAUX ET DROIT À LA SÉCURITÉ

Un vaste programme fédéral d'assistance à la vieillesse, aux survivants et aux invalides fournit un soutien ininterrompu aux personnes et aux familles dont le revenu a baissé par suite de la vieillesse, de l'invalidité, de la retraite ou de la mort. Presque toutes les personnes occupant un emploi rétribué participent à ce programme. Les pensions sont calculées d'après la moyenne des salaires mensuels de l'assuré.

Les indigents qui ne peuvent participer à ce programme ou qui n'ont pas de revenus suffisants, même en y participant ou en bénéficiant d'autres appuis, reçoivent une assistance financière au titre des programmes d'assistance publique fédérale et de l'Etat pour l'aide à la vieillesse, l'aide aux aveugles, l'aide aux personnes entièrement et définitivement privées des moyens de travailler et l'aide aux familles ayant charge d'enfants. Le gouvernement fédéral participe également à cette aide en assurant aux personnes âgées une assistance médicale.

L'administration des services sociaux (*Welfare Administration*) a été créée en 1963 et fait partie du Département de la santé, de l'éducation et de l'assistance sociale : elle a pour but d'administrer ces services et d'autres services connexes, ainsi que de faire face à certains autres problèmes sociaux comme la délinquance juvénile.

Dans un message adressé au Congrès sur l'aide aux citoyens âgés, en février 1963, le Président a déclaré que le Conseil consultatif pour le financement de la sécurité sociale réexaminerait l'état des crédits disponibles et ferait rapport sur le degré et l'étendue de la protection assurée à tous les niveaux de revenus, qu'il vérifierait si les prestations sont suffisantes, s'il convenait d'améliorer les tests actuels dont le résultat décide du droit à la retraite, et d'autres aspects du régime de sécurité sociale, afin de trouver une manière raisonnable de l'améliorer et de l'adapter aux changements de l'économie.

L'assurance chômage, les indemnités de compensation aux travailleurs et les diverses formes d'assistance sont généralement l'affaire de l'Etat, et la Fédération fournit des subsides pour faciliter certains financements. Des arrangements extérieurs au gouvernement complètent les programmes gouver-

nementaux d'assurance sociale et services sociaux. De nombreuses sociétés commerciales ou autres prévoient des primes supplémentaires pour la retraite, l'invalidité et l'hospitalisation de leurs employés ; les plans relatifs aux pensions de retraite et aux indemnités d'hospitalisation figurent souvent parmi les avantages supplémentaires (*fringe benefits*) compris dans les négociations collectives entre syndicats et employeurs.

De plus, un grand nombre de salariés américains, travailleurs de bureaux ou d'usine, se procurent une assurance privée contre les accidents, la maladie ou les autres formes d'invalidité ; ou encore pour leurs vieux jours ou pour leurs survivants. Un grand nombre de services de toutes sortes sont mis à la disposition des citoyens par les municipalités ou par la nation par l'intermédiaire des organisations bénévoles et fondations sociales et par des collectes annuelles s'adressant à l'ensemble du public.

#### SANTÉ, SOINS MÉDICAUX ET PROTECTION DE L'ENFANCE

Les problèmes médicaux que soulève une société très mobile et de plus en plus urbanisée, sans compter l'allongement de la durée de la vie, continuent à compliquer l'administration du programme de santé publique, de l'hygiène du milieu et de la recherche médicale pure. Plus de 6 pour cent du revenu national passe des crédits publics ou privés aux services médicaux. Le gouvernement fédéral encourage et finance partiellement les améliorations ; il aide les Etats et les municipalités à instaurer et appliquer des programmes efficaces pour la prévention, le traitement et le contrôle des maladies et pour la prévention ou le contrôle des dangers que les conditions de vie actuelles font courir à la population.

En 1963, on a insisté spécialement sur la recherche et la formation professionnelle, relatives aux enfants qui représentent 40 pour cent de la population américaine ; on s'est efforcé de découvrir les causes des maladies mentales et de l'arriération mentale et de réadapter ceux qui en souffrent. Le *National Institute of Child Health and Human Development* a été officiellement inauguré à Washington, le 30 janvier 1963 ; il fait partie des instituts nationaux de la santé publique ; il a pour but de susciter et de faciliter les recherches et la formation pratique dans les questions qui touchent à la santé de la mère et de l'enfant et au développement de l'être humain tout au long de sa vie. La loi sur les institutions pour arriérés mentaux et sur la construction des centres municipaux d'hygiène mentale a prévu l'accroissement des crédits de construction ainsi que des crédits affectés aux projets de recherches et de démonstration sur le terrain, à la formation des moniteurs spécialisés dans la rééducation des enfants mentalement retardés ou autrement handicapés.

La majorité des projets de service sanitaire municipal mis à exécution en 1963 grâce à des subsides du gouvernement portaient sur les soins aux malades chroniques et aux personnes âgées dont l'état de santé n'exige pas l'hospitalisation. Actuellement, un grand nombre de ces personnes sont soignées dans les hôpitaux et contribuent à les surpeupler ; on recherche une solution partielle

en augmentant le nombre et les qualifications du personnel des maisons de soins.

Le vote par le Congrès de la loi contre la pollution de l'air (*Clean Air Act*) traduit l'inquiétude croissante de la nation au sujet de la pollution de l'air qui représente un grave danger pour la vie humaine et provoque d'importants dommages à la propriété. La loi fait ressortir la nécessité d'attaquer ce problème à l'échelon régional et reconnaît qu'à elles seules les agglomérations ne peuvent lutter efficacement contre la pollution de l'air qui dépasse largement les frontières de leur juridiction. Sur la demande du gouvernement fédéral et conformément à la recherche menée de pair par le gouvernement et les industriels, les constructeurs d'automobiles ont commencé en 1963 à installer sur les nouvelles voitures des dispositifs qui réduisent d'environ un quart la quantité totale d'hydrocarbures non consommés que rejettent les moteurs de voitures automobiles.

#### EDUCATION

L'éducation publique aux Etats-Unis est avant tout l'affaire des pouvoirs publics des Etats, qui généralement délèguent leurs pouvoirs aux districts scolaires municipaux pour tout ce qui concerne la construction et la surveillance des écoles publiques. Il existe également des écoles privées. L'éducation est gratuite pour tous dans les écoles publiques élémentaires et secondaires de l'ensemble du pays. La scolarité est obligatoire, au moins jusqu'à l'âge de 16 ans, dans presque tous les Etats; la plupart d'entre eux dispensent l'instruction gratuite jusqu'à l'âge de 21 ans pour les jeunes qui n'ont pas terminé les études secondaires.

Pour alléger le fardeau des pouvoirs municipaux et pour obtenir un niveau d'instruction uniformément élevé dans tout le pays, les pouvoirs publics des Etats, qu'il y a lieu de distinguer des districts scolaires municipaux, assument une part de plus en plus importante des frais d'exploitation. En 1963, plus d'un tiers des Etats ont accru leur aide financière aux écoles publiques, directement et en fournissant gratuitement aux élèves les manuels de classe et autres fournitures scolaires. L'emploi de la télévision (circuit ouvert ou circuit fermé) a continué de se répandre dans les écoles comme moyen d'enseignement; des réseaux de télévision éducative dirigés par l'Etat ont été créés dans plusieurs régions. La qualité des écoles a été encore améliorée par la réorganisation des districts scolaires en unités scolaires d'un rendement meilleur, par l'augmentation du traitement des enseignants et par l'élargissement des programmes destinés aux enfants exceptionnellement doués. Sans compter les universités d'Etat ni les collèges qui existent dans tout le pays et dont la fréquentation ne coûte pas très cher, il arrive de plus en plus souvent que les municipalités prévoient des collèges et d'autres établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de leur équipement scolaire. Les bourses et les prêts d'honneur ont été multipliés dans plusieurs Etats.

Le gouvernement fédéral fournit des services techniques et plusieurs formes d'assistance utiles aux administrateurs des écoles. En 1963, le Congrès a adopté deux lois de grande importance en élargissant les moyens d'éducation offerts aux jeunes. La

loi intitulée *Higher Education Facilities Act* a autorisé les prêts et subventions aux établissements d'enseignement supérieur, pour la construction de nouveaux bâtiments, pour la modernisation ou pour l'amélioration des salles de classe, des laboratoires, des bibliothèques et autres moyens d'éducation.

La loi de 1963 intitulée *Vocational Education Act* a élargi le rôle commun de l'Etat et de la Fédération dans ce domaine, où leur coopération datait déjà de 1917. Pour la première fois, elle a autorisé le gouvernement fédéral à verser des fonds pour la construction des écoles et, pour en faire profiter plus d'enfants, elle a supprimé les anciennes restrictions qui sévissaient encore. Elle prévoit la formation complémentaire des enseignants en cours d'emploi. De plus, la législation prévoit un programme expérimental de quatre ans pour créer des internats dans les écoles professionnelles; elle finance des programmes d'études en cours d'emploi dans les zones où règne le chômage et où les élèves quittent prématurément l'école. L'objectif de ce programme est tout à la fois de guérir et de prévenir, de briser le cercle vicieux de la misère et de la dépendance pour les jeunes gens qui n'ont pas de chance au départ.

La loi *National Defense Education Act* a été amendée pour augmenter de 50 pour cent en 1965 le montant autorisé des prêts aux étudiants. Les programmes d'orientation professionnelle et de consultation pour les jeunes ont été élargis; les instituts ont reçu l'autorisation de former des enseignants pour les élèves chez qui l'anglais n'est que deuxième langue. La loi de 1962 intitulée *Manpower Development and Training Act* a été amendée, de manière à augmenter le nombre des futurs maîtres qui bénéficieront d'indemnités de formation et pour augmenter le pourcentage des crédits octroyés aux élèves-maîtres les plus âgés. La loi octroie aux analphabètes vingt semaines d'éducation fondamentale (lecture, écriture) sans exiger à l'avance qu'ils aient choisi des objectifs professionnels précis. Comme la plupart de ces élèves ont des charges de famille, la nouvelle législation autorise le paiement d'allocations spéciales supérieures à la moyenne des prestations de chômage de l'Etat.

En 1963, il faut signaler aussi comme significative la loi *Health Professions Educational Assistance Act*. Y sont prévus de nouveaux programmes de prêts destinés à aider les étudiants de médecine et de chirurgie dentaire. Pour la première fois, elle accorde des subventions fédérales pour la construction ou la modernisation des écoles professionnelles qui forment le personnel sanitaire dont on a tant besoin.

Ces dernières années, le gouvernement fédéral a fait un réel effort pour améliorer la qualité de l'instruction et de l'éducation mises à la portée des Indiens d'Amérique qui vivent encore dans les réserves, en vue d'éliminer leur pauvreté relative. En 1963, le gouvernement fédéral a ouvert de nouvelles possibilités d'enseignement aux enfants indiens tout en continuant de prendre des dispositions pour faire place à un beaucoup plus grand nombre d'entre eux dans les écoles publiques ordinaires.

Le programme d'instruction à l'usage des adultes s'est élargi, lui aussi en 1963, avec la participation

de 140 collectivités et de divers programmes de formation professionnelle destinés à préparer les jeunes Indiens à occuper un emploi.

Autre aspect de l'appui apporté par le gouvernement aux écoles : le programme des cantines scolaires ; en l'absence de crédits municipaux suffisants, celui-ci dépend entièrement des crédits fédéraux. Au nombre des bénéficiaires des nouveaux programmes commencés en 1963, on compte 7.500 enfants fréquentant des écoles isolées dans les régions rurales des montagnes du Kentucky oriental.

#### CULTURE ET SCIENCE

Aux Etats-Unis, les activités culturelles dépendent en grande partie des efforts coopératifs de l'initiative privée et des organisations bénévoles, souvent avec l'aide de dons venant de particuliers et de fondations ou encore de subventions municipales et de celles de l'administration de chaque Etat. Par exemple, le *Lincoln Center for the Performing Arts*, inauguré à New York en 1962 avec l'ouverture du *Philharmonic Hall*, a reçu environ 40 millions de dollars sous forme de subventions ou de dons de la municipalité, de l'Etat et de l'administration fédérale, et plus de 101 millions de dollars des sociétés, d'autres sources privées et de gouvernements étrangers. Le Centre Lincoln a célébré son premier anniversaire en 1963 avec un nouvel opéra métropolitain en construction et un nouveau local pour le *American National Theater and Academy*.

Non contentes de fournir des bibliothèques publiques, des musées et des installations de ce genre, les autorités mettent régulièrement à la disposition des arts créateurs certaines grandes salles d'école, des amphithéâtres, des parcs et autres lieux de réunion. L'intérêt accru de l'administration fédérale pour l'expansion des activités culturelles s'est manifesté en juin 1963 lorsque le président Kennedy a créé un *President's Advisory Council on the Arts*, chargé d'étudier le besoin dans tous les Etats-Unis et de recommander les moyens d'encourager une participation plus générale aux activités culturelles.

Ces dernières années, le nombre des collectivités qui entretiennent des orchestres symphoniques et des programmes réguliers de concerts augmente rapidement ; il y a maintenant plus de 1.100 orchestres symphoniques de caractère professionnel ou semi-professionnel, alors qu'en 1920 on n'en comptait qu'une centaine. Parmi ces orchestres, vingt-six jouent chaque année plus de 2.300 concerts. Cette expansion a été pour une part facilitée parce que l'on a mieux reconnu l'importance de l'enseignement musical dans les programmes scolaires. On évalue maintenant à 85 pour cent la proportion des élèves des classes élémentaires qui suivent des cours de musique à l'école : ils apprennent à jouer d'un ou plusieurs instruments, à chanter et à écouter. Dans les écoles secondaires, une forte proportion des élèves adhèrent à des orchestres, à des chœurs *a capella*, et même à des orchestres symphoniques organisés par l'école. Certaines écoles ont également des chœurs dits *madrigal choirs*, des quintettes d'instruments à vent et d'autres formes d'orchestres ou

de chœurs témoignant de l'intérêt des élèves. En janvier 1963, la Conférence des professeurs de musique a annoncé que la Fondation Ford appuierait matériellement un projet destiné à favoriser les talents créateurs chez les jeunes musiciens en les encourageant à composer leur propre musique.

Quant aux adultes, on évalue à 33 millions le nombre des Américains qui jouent d'un instrument de musique pendant leurs loisirs.

L'activité scientifique s'est en général poursuivie aux Etats-Unis en 1963, élargissant à la fois le bien-être et la somme des connaissances de l'humanité, grâce à la coopération entre les organismes officiels et privés.

Il faut signaler comme spécialement importants pour les Etats-Unis et les autres pays les progrès de la transformation des eaux salées ou saumâtres. On a étudié l'efficacité pratique de presque tous les procédés qui semblaient assez prometteurs. Un groupe de chercheurs a contribué à approfondir nos connaissances sur l'emploi des grands réacteurs nucléaires pour la production de l'électricité et de la chaleur nécessaires à la distillation de l'eau de mer. D'autres ingénieurs et savants ont continué leurs recherches sur la manière la plus économique de séparer de l'eau de mer les sels minéraux comme le potassium, le calcium et le magnésium.

L'année 1963 a été marquée par la mise, sur orbite du satellite Syncom, qui tourne autour de la Terre à la même vitesse que celle-ci, exploite technique qui facilitera les progrès des télécommunications mondiales. Les satellites Telstar et Tírós ont permis de faire progresser la télévision et la prévision météorologique. Les hommes ont appris à mieux connaître Vénus et l'espace interplanétaire grâce aux données fournies par les signaux et le trajet de Mariner II qui ont été analysées dans le cours de l'année.

Les Etats-Unis ont continué leur participation intense à des entreprises coopératives ou communes telles que l'exploration de l'Antarctique et les recherches relatives à ce continent ; ils ont participé à l'*Upper Mantle Project* et à l'expédition internationale sur l'océan Indien. L'expédition dite *United States Geological Survey* a coopéré avec le Brésil et avec l'Association internationale d'hydrologie scientifique pour mesurer le débit et les autres caractéristiques du fleuve Amazone. Nous avons obtenu des renseignements importants sur les hommes primitifs au cours d'une expédition en Afrique du Sud patronnée par la Société nationale de géographie des Etats-Unis.

La connaissance précise de la structure moléculaire de l'ADN et du code génétique seront peut-être bientôt pour l'aventure humaine plus importantes encore que la découverte de l'énergie nucléaire. Dans le domaine de la chimie non organique, l'*Argonne National Laboratory* de Chicago a découvert au cours de ses recherches sur les gaz rares que le xénon, considéré jusqu'ici comme incapable de former des réactions chimiques avec quoi que ce soit, réagit au fluor dans des conditions relativement simples pour donner des cristaux stables de tétrafluorure de xénon dit  $X^eF_4$  ; c'est ainsi qu'un nouveau domaine de la chimie s'ouvre à l'exploitation.

## PROGRÈS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

En 1963, les Etats-Unis ont continué d'appuyer résolument les diverses activités des Nations Unies en vue de promouvoir la justice sociale et le bien-être économique chez tous les peuples.

Sans compter leurs contributions ordinaires aux Nations Unies et à leurs institutions spécialisées, les Etats-Unis ont versé 40 pour cent des fonds destinés au Programme élargi d'assistance technique et au Fonds spécial, 42 pour cent des fonds nécessaires au FISE, 33 1/3 pour cent des fonds qui financent le Haut Commissariat pour les réfugiés et 70 pour cent des fonds destinés à l'Agence de secours et de reconstruction pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient.

Plus de 7.900 personnes ont reçu du gouvernement des subventions destinées à financer hors de leur pays leurs voyages ou tournées d'étude, d'enseignement, de conférences, de recherche avancée, de consultation et d'observation dans divers domaines. Quelque 5.600 d'entre elles étaient des étrangers et provenaient de 130 pays et territoires ; 2.300 environ étaient des Américains qui se rendaient à l'étranger. Les domaines de spécialisation comprenaient la science, la technique, le service social, les humanités et l'enseignement. En outre, une quinzaine de groupes artistiques ont voyagé ailleurs qu'aux Etats-Unis et dans la plupart des cas ont eu des colloques et séances d'étude relatives à leur tournée. Bien que le programme officiel ne représente qu'une faible proportion de ces échanges et de ces voyages, l'assistance gouvernementale assure des contacts ininterrompus entre les dirigeants culturels des Etats-Unis et des autres pays dans les domaines de l'éducation et de la culture. Trois nouveaux accords exécutifs ont été signés en 1963 pour entretenir des programmes d'échange avec l'Afghanistan, la Malaisie et la Tunisie, pour le total de 49 pays avec lesquels s'exécute le programme d'échange de personnalités. Dans un bon nombre de ces pays, les candidats sont sélectionnés par des commissions ou des fondations communes aux deux nations intéressées.

Au nombre des accords bilatéraux qui sont entrés en vigueur en 1963 et qui reconnaissaient l'importance des droits de l'homme, on peut citer les traités d'amitié, d'établissement et de navigation conclus avec la Belgique et le Luxembourg. Ces traités garantissent un traitement équitable et une protection efficace aux nationaux de chacun des pays signataires à l'intérieur de l'autre pays,

notamment la liberté de conscience et de religion, la liberté de recueillir et de transmettre des renseignements susceptibles d'être diffusés pour le grand public à l'étranger, la liberté enfin de communiquer avec l'autre pays par courrier ordinaire, par télégraphe ou tout autre moyen ouvert au public en général. Les bénéficiaires ont également droit à la protection contre voies de fait et à la protection des tribunaux, des tribunaux administratifs, etc. ; ils ont aussi, en cas d'arrestation, le droit de communiquer avec le consulat de leur pays, le droit à un jugement rapide et le droit de disposer d'un avocat compétent. A la fin de 1963, les Etats-Unis étaient parties à 32 traités bilatéraux au moins, qui précisaient quelques-unes de ces garanties ou toutes.

Entre autres accords bilatéraux importants au point de vue des droits de l'homme, citons un accord conclu entre les Etats-Unis et la Thaïlande et qui créait un centre clinique pour s'occuper des recherches à long terme sur les maladies dont souffrent les habitants de l'Asie du Sud-Est ; des accords avec le Brésil et l'Argentine, visant à établir un programme de recherches radiobiologiques et un programme de recherches et de formation en sciences nucléaires ; citons encore des accords signés avec le Canada, la Suède, la Norvège et le Danemark, pour une participation commune à l'essai intercontinental de satellites expérimentaux destinés aux télécommunications. Le traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau est entré en vigueur le 10 octobre 1963 ; signé à l'origine par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique, il représente un premier pas dans le bon sens, c'est-à-dire un premier geste pour placer sous contrôle international les forces destructrices de l'énergie nucléaire. Son premier résultat positif a été de diminuer la quantité des retombées radioactives qui contaminent l'atmosphère ; la menace qui pèse sur la santé des hommes est ainsi elle-même diminuée.

D'autres accords sont entrés en vigueur au cours de l'année pour assurer la coopération de treize pays dans l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Un accord signé par les Etats-Unis et par le Japon avec l'Agence internationale de l'énergie atomique applique les garanties de cette Agence aux substances énumérées dans l'Accord de coopération américano-japonais. En outre, deux autres accords sont entrés en vigueur en 1963 pour régler l'assistance technique, l'assistance économique et l'assistance en général.

## ÉTHIOPIE

### PROCLAMATION SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL

Proclamation n° 210 de 1963 <sup>1</sup>

1. La présente proclamation pourra être intitulée « Proclamation de 1963 sur les relations de travail ».

2. Le décret sur les relations de travail (décret n° 49 de 1962) <sup>2</sup> s'intitule désormais Proclamation n° 210 de 1963 ; le texte en est inclus dans la présente proclamation, sous réserve des modifications ci-après :

[Ces modifications sont mineures et n'affectent pas les dispositions du décret n° 49 de 1962.]

Le texte anglais de la proclamation et sa traduction française ont été publiés par le Bureau international du Travail dans la *Série législative 1962* — Eth.-1A.

---

<sup>1</sup> Texte communiqué par le Gouvernement éthiopien.

<sup>2</sup> On trouvera des extraits de ce décret dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 95.

# FÉDÉRATION DE MALAISIE<sup>1</sup>

## LOI DE 1963 PORTANT AMENDEMENT À LA CONSTITUTION

Loi n° 25 de 1963 promulguée le 26 août 1963<sup>2</sup>

2. 1) Dans la deuxième clause de l'article 12 de la Constitution (qui, entre autres choses, autorise la Loi fédérale à prévoir une aide financière spéciale au profit des établissements musulmans d'enseignement et visant à assurer l'instruction religieuse musulmane des personnes appartenant à cette religion), les mots « ou la législation de l'Etat » seront insérés après les mots « la législation fédérale ».

3) La présente section sera considérée comme étant entrée en vigueur à compter du jour de la Merdeka.

<sup>1</sup> Depuis la promulgation de la Loi sur la Malaisie le 31 août 1963, la Fédération de Malaisie est devenue la Malaisie.

<sup>2</sup> *Journal officiel du Gouvernement de Sa Majesté*, volume VIII, n° 18, du 29 août 1963, supplément n° 4 à la loi. On trouvera des extraits de la Constitution de la Fédération de Malaisie dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 67-77.

## LOI SUR LA MALAISIE

Loi n° 26 de 1963 promulguée le 26 août 1963<sup>3</sup>

Considérant qu'il a été convenu, entre autres choses, au nom de la Fédération, que les colonies britanniques du Nord-Bornéo et de Sarawak et l'Etat de Singapour seront fédérés avec les Etats de la Fédération existants en tant qu'Etats de Sabah, Sarawak et Singapour, et que le nom de la Fédération sera dorénavant la Malaisie ;

Considérant que, pour donner effet à cet accord, il est nécessaire de modifier la Constitution de la Fédération de façon à prévoir l'admission de ces Etats et à résoudre les questions connexes ;

Considérant que la Conférence des chefs d'Etats a consenti à la promulgation de la présente loi dans la mesure où elle amende les articles 38 et 153 de la Constitution ou modifie les privilèges, situation, honneurs et dignités de Leurs Altesses ;

En conséquence il est maintenant décidé par le Duli Yang Maha Mulia Seri Paduka Baginda Yang di-Pertuan Agong, avec l'avis et le consentement des Dewan Negara et Dewan Ra'ayat réunis en Parlement, et en vertu de leur autorité, ce qui suit :

### Première Partie

#### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

2. Sauf manifestation d'une intention contraire, la présente loi entrera en vigueur le trente et unième jour d'août mil neuf cent soixante-trois ou à une date plus tardive qui aura été éventuellement fixée à cette fin avant ledit trente et unième jour d'août par voie de proclamation du Yang di-Pertuan Agong ; et dans la présente loi et toute autre loi écrite, le « Jour de la Malaisie » signifiera le jour où la présente loi sera entrée en vigueur.

<sup>3</sup> *Ibid.*

### Deuxième Partie

#### LES ÉTATS DE LA FÉDÉRATION

4. 1) La Fédération sera connue, en langue malaise et en anglais, sous le nom de « Malaysia ».

2) Les Etats de la Fédération seront :

a) les Etats de Malaisie, à savoir Johore, Kedah, Kelantan, Malacca, Negri Sembilan, Pahang, Penang Perak, Perlis, Selangor et Trengganu et

b) les Etats de Bornéo, à savoir Sabah et Sarawak ; et

c) l'Etat de Singapour.

3) Les territoires de chacun des Etats mentionnés dans le deuxième paragraphe sont les territoires compris dans les divers Etats immédiatement avant le Jour de la Malaisie.

### Troisième Partie

#### DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES D'ORDRE GÉNÉRAL

##### TITRE I

#### DISPOSITIONS D'ORDRE GÉNÉRAL RELATIVES AUX INSTITUTIONS FÉDÉRALES ET AUX INSTITUTIONS D'ÉTATS

##### Chapitre 3 — Parlement, Assemblées législatives et Constitutions des Etats

8. Dans l'article 45 de la Constitution, au paragraphe b) de la clause 1) (qui dispose que seize membres du Sénat seront nommés par le Yang di-

Pertuan Agong), les mots « vingt-deux » seront substitués au mot « seize ».

9. 1) La Chambre des représentants comprendra cent cinquante-neuf députés élus.

2) Soit

a) cent quatre députés des Etats de Malaisie,

b) seize députés de Sabah,

c) vingt-quatre députés de Sarawak,

d) quinze députés de Singapour.

11. 1) A la fin de l'article 53 de la Constitution (qui exige que, lorsqu'il s'agit de savoir si un membre de l'une quelconque des deux Chambres a perdu son mandat, la décision soit prise par la Chambre) sera ajouté le texte suivant :

« sous cette réserve que le présent article ne sera pas interprété comme interdisant la pratique suivie par la Chambre et qui consiste à retarder une décision jusqu'à ce que soit ouverte ou conclue une procédure quelconque de nature à modifier la décision (y compris une procédure tendant à écarter la disqualification) » ;

#### *Chapitre 4 — Le pouvoir judiciaire*

19. Est qualifiée pour être nommée en vertu de l'article 122 juge de la Cour fédérale ou juge de l'une des Hautes Cours, la personne qui réunit les deux conditions suivantes :

a) être citoyen, et

b) pendant les dix années antérieures à sa nomination, avoir exercé les fonctions d'avocat dans l'un de ces tribunaux (ou dans plusieurs d'entre eux) ou avoir été membre des services judiciaires et juridiques d'un Etat, ou avoir rempli alternativement ces diverses fonctions.

#### *Titre II*

#### *CITOYENNETÉ*

##### *Chapitre 1 — Citoyenneté en vertu de la loi*

23. 1) Sous réserve des dispositions de la présente partie sont citoyens en vertu de la loi :

a) toute personne née avant le Jour de la Malaisie qui est citoyen de la Fédération en vertu des dispositions contenues dans la première partie de la deuxième annexe ;

b) toute personne née le Jour de la Malaisie, ou postérieurement, et satisfaisant à l'une des exigences spécifiées dans la deuxième partie de la deuxième annexe ;

c) tout citoyen de Singapour.

2) Sous réserve des dispositions de la présente partie les règles relatives à la citoyenneté de Singapour peuvent être posées par la Constitution de cet Etat et modifiées par des lois votées par l'autorité législative de cet Etat et approuvées par une loi.

3) La citoyenneté de Singapour est inséparable de la citoyenneté de la Fédération, mais un citoyen de Singapour qui perd l'une des deux perd également l'autre (sous réserve de la disposition qui, dans la présente partie, prévoit l'inscription d'un citoyen de Singapour comme citoyen qui ne jouit pas de la qualité de citoyen de Singapour).

26. Sous réserve de l'article 18, toute personne âgée de 18 ans ou plus qui, le Jour de la Malaisie, a sa résidence habituelle dans un Etat de Bornéo, a le droit, si elle en fait la demande au gouvernement fédéral avant septembre 1971, d'être enregistrée comme citoyen, si elle prouve au gouvernement fédéral :

a) qu'avant le Jour de la Malaisie elle a résidé dans les territoires compris dans ces Etats et, après le Jour de la Malaisie, dans la Fédération, en dehors de Singapour, durant des périodes dont le total n'est pas inférieur à sept ans, au cours des dix années précédant immédiatement la date de la demande, et qui comprennent les douze mois immédiatement antérieurs à cette date ;

b) qu'elle a l'intention de résider de façon permanente dans la Fédération en dehors de Singapour ;

c) qu'elle jouit d'une réputation honorable ; et

d) sauf lorsque la demande est faite avant septembre 1965 et que le requérant est âgé de 45 ans à la date de la demande, qu'il a une connaissance suffisante de la langue malaise ou de la langue anglaise ou bien, s'il s'agit d'un requérant qui réside ordinairement dans l'Etat de Sarawak, de la langue malaise, de la langue anglaise ou de tout dialecte indigène actuellement employé dans le Sarawak.

27. 1) Sous réserve des clauses 7) et 9), le gouvernement fédéral peut, sur demande formulée par toute personne âgée de 21 ans ou plus qui n'est pas citoyen, lui accorder un certificat de naturalisation, s'il est convaincu :

a) i) que cette personne a résidé dans la Fédération en dehors de Singapour durant les périodes requises, et a l'intention, si le certificat lui est accordé, d'y résider de façon permanente ; ou

ii) que cette personne a résidé à Singapour pendant les périodes requises, et entend, si le certificat lui est accordé, y résider de façon permanente ;

b) que cette personne jouit d'une réputation honorable ;

c) qu'elle a une connaissance suffisante de la langue malaise.

2) Sous réserve de la clause 9), le gouvernement fédéral peut, dans les circonstances particulières qui lui semblent le justifier, sur demande formulée par toute personne âgée de 21 ans ou plus qui n'est pas citoyen, lui accorder un certificat de naturalisation s'il est convaincu

a) que cette personne a résidé dans la Fédération pendant les périodes requises, et a l'intention, si le certificat lui est accordé, d'y résider de façon permanente ;

b) que cette personne jouit d'une réputation honorable ;

c) qu'elle a une connaissance suffisante de la langue malaise.

3) Les périodes de résidence dans la Fédération ou dans telle partie de la Fédération qui sont requises pour l'octroi d'un certificat de naturalisation sont des périodes dont l'ensemble représente au moins dix années au cours des douze années précédant immédiatement la date de la demande de



certificat et comprenant les douze mois immédiatement antérieurs à cette date.

4) Aux fins des clauses 1) et 2), la résidence antérieure au Jour de la Malaisie dans les territoires compris dans les Etats de Bornéo sera considérée comme résidence dans la Fédération en dehors de Singapour; et, aux fins de la clause 2), la résidence à Singapour antérieure au Jour de la Malaisie sera considérée comme résidence dans la Fédération.

5) La personne qui recevra le certificat de naturalisation sera citoyen par naturalisation à compter du jour de l'octroi du certificat.

6) La personne qui recevra le certificat de naturalisation sera citoyen de Singapour, mais à la condition expresse que le certificat soit accordé par application du paragraphe a) ii) de la clause 1).

7) Aucun certificat de naturalisation comme citoyen de Singapour ne sera délivré sans le consentement du Gouvernement de Singapour.

8) Toute demande de naturalisation comme citoyen de Singapour formulée, mais n'ayant fait l'objet d'aucune décision avant le Jour de la Malaisie, sera à compter de ce jour considérée comme demande de naturalisation régulièrement faite en vertu du présent article, et toutes les mesures se rattachant à la demande prises avant ce jour-là, en vertu ou aux fins de la législation de Singapour, seront considérées comme ayant été régulièrement prises en vertu du présent article ou à ses fins.

9) Aucun certificat de naturalisation ne sera accordé avant que l'impétrant n'ait prêté le serment prévu à l'Annexe 1.

28. 1) Le gouvernement fédéral peut, sur demande formulée par un citoyen de Singapour âgé de 21 ans ou plus, l'inscrire comme citoyen qui ne jouit pas de la qualité de citoyen de Singapour, si le gouvernement fédéral est convaincu que, au cas où il aurait formulé en vertu de l'article 19 une demande de certificat de naturalisation comme citoyen ne jouissant pas de la qualité de citoyen de Singapour, les conditions des paragraphes a) i), b) et c) de la clause 1) de cet article relatives à l'octroi du certificat seraient remplies.

2) Quant aux citoyens de Singapour, les articles 15 et 15a leur donnent droit ou leur permettent d'être inscrits comme citoyens ne jouissant pas de la qualité de citoyen de Singapour au sens où les articles donnent droit ou permettent aux personnes qui ne sont pas citoyens d'être inscrites comme citoyens, sous cette réserve que ni les références à l'article 18 ni la clause 6) de l'article 15 ne s'appliquent.

3) Tout citoyen inscrit comme étant ou non citoyen de Singapour en vertu du présent article, ou de toute disposition correspondante de la Constitution de l'Etat de Singapour, est ou n'est pas citoyen de Singapour, selon le cas, à compter du jour de son inscription.

4) Si une personne a été inscrite en vertu du présent article comme citoyen qui ne jouit pas de la qualité de citoyen de Singapour et que le gouvernement fédéral soit convaincu que l'inscription

a) a été obtenue grâce à une fraude, à une

fausse déclaration ou à la dissimulation d'un fait pertinent quelconque, ou

b) a été accordée par erreur,

le gouvernement fédéral peut annuler l'inscription :

Sous cette réserve que l'article 27 s'applique quant à l'annulation de la même façon que lorsqu'il s'agit d'une décision fondée sur les articles 24, 25 ou 26 et privant une personne de sa citoyenneté.

5) Lorsque l'inscription d'une personne comme citoyen qui ne jouit pas de la qualité de citoyen de Singapour est annulée en vertu du paragraphe a) de la clause 4) et qu'à la suite de cette inscription son enfant a été également inscrit comme citoyen de cette catégorie d'après la clause 2) de l'article 15 appliquée par le présent article, le gouvernement fédéral peut également annuler l'inscription de l'enfant à moins que ce dernier ait atteint l'âge de 21 ans.

6) Lorsqu'en vertu du présent article ou d'une disposition quelconque de la Constitution de l'Etat de Singapour, l'inscription d'une personne comme citoyen de l'une ou de l'autre catégorie est annulée, cela laisse subsister sa responsabilité fondée sur des actes ou omissions antérieurs à l'annulation mais, sauf en ce qui concerne lesdits actes ou omissions, cette personne retrouve son statut antérieur comme citoyen.

29. 1) Dans l'article 16 de la Constitution (qui prévoit l'inscription comme citoyen de certaines personnes nées dans la Fédération avant le Jour de la Merdeka), au paragraphe a) seront insérés, après les mots « résidé dans la Fédération », les mots « en dehors de Singapour », et au paragraphe b) les mots « de ce faire en permanence » seront substitués aux mots « d'y résider en permanence ».

2) Les amendements suivants seront apportés à l'article 18 de la Constitution (qui pose des règles générales en vue de l'inscription de telles ou telles personnes comme citoyens en vertu des articles 15 ou 16) :

a) dans la clause 1) aux mots « articles 15 ou 16 » et dans les clauses 2) et 3) aux mots « l'un ou l'autre desdits articles » seront substitués dans chaque cas les mots « la présente Constitution » ;

b) dans la clause 2) après les mots « privé de la citoyenneté aux termes de la Constitution » seront insérés les mots « ou de la Constitution de l'Etat de Singapour ».

3) A l'article 20 de la Constitution (qui jusqu'à la fin de janvier 1964 prévoit des règles spéciales pour la naturalisation des membres des forces militaires de la Fédération) dans l'expression « de résider en permanence dans la Fédération » qui figurent au paragraphe b) de la clause 1), les mots « Etats de Malaisie » seront substitués au terme « Fédération ».

4) A l'article 26a de la Constitution (en vertu duquel un enfant peut être privé de sa citoyenneté lorsque son père ou sa mère perd la sienne, si l'enfant a été inscrit comme citoyen en vertu de la clause 2) de l'article 15), à l'expression « Clause 2) de l'article 15 » seront substitués les mots « la présente Constitution ou la Constitution de l'Etat de Singapour, et a été inscrit comme étant l'enfant de cette personne, ou de l'épouse ou du mari de cette personne ».

### Chapitre 3 — Dispositions diverses

30. 1) Aux fins des articles 24, 25, 26 et 26a, quiconque est citoyen en vertu de la loi comme jouissant du statut de citoyen de Singapour sera considéré

a) comme citoyen par immatriculation s'il a acquis ce statut par immatriculation ou s'il l'a acquis par voie d'inscription alors qu'il était (ou devait être à ces fins traité comme étant) citoyen de la Fédération par immatriculation ; et

b) comme citoyen par voie de naturalisation, s'il a acquis ce statut par naturalisation, ou s'il l'a acquis par voie d'inscription alors qu'il était (ou devait être à ces fins traité comme étant) citoyen de la Fédération par voie de naturalisation ;

et les renvois contenus dans lesdits articles à l'immatriculation ou à la naturalisation d'un citoyen seront interprétés dans ce sens.

2) Aux fins des articles 24, 25, 26 et 26a, quiconque le Jour de la Malaisie devient citoyen en vertu de la loi parce que, immédiatement avant cette date, il jouit du statut de citoyen du Royaume-Uni et de ses colonies sera considéré :

a) comme citoyen par voie d'immatriculation s'il a acquis ce statut par voie d'immatriculation ;

b) comme citoyen par voie de naturalisation s'il a acquis ce statut par voie de naturalisation, ou en conséquence de sa naturalisation ;

et les renvois contenus dans ces articles à l'immatriculation ou à la naturalisation d'un citoyen seront interprétés dans ce sens.

3) Lorsqu'en vertu du présent article une femme doit être considérée comme citoyen par immatriculation et que le statut en vertu duquel elle doit être ainsi considérée a été acquis par mariage, elle sera alors considérée aux fins de la clause 4) de l'article 24 et de la clause 2) de l'article 26 comme citoyenne par immatriculation en vertu de la clause 1) de l'article 15.

4) Lorsqu'une personne née avant le Jour de la Malaisie doit être en vertu du présent article considérée comme citoyen par immatriculation en raison de ses liens avec un Etat de Bornéo ou avec Singapour et lorsqu'elle n'est pas née dans les territoires compris dans les Etats de Bornéo ou, selon le cas, dans l'Etat de Singapour, l'article 25 lui sera appliqué comme si elle était citoyen par immatriculation en vertu de l'article 16a ou de l'article 17.

5) Bien qu'une personne ne doive pas être en vertu du présent article considérée comme citoyen par naturalisation, elle ne sera pas privée de sa citoyenneté au sens de l'article 25 si elle est née avant le Jour de la Malaisie dans les territoires compris dans les Etats de Bornéo et qu'elle doit être ainsi traitée en raison d'un statut acquis ou d'une naturalisation accordée dans ces territoires.

6) Sans préjudice des clauses précédentes, si le Jour de la Malaisie une personne devient citoyen en vertu de la loi en raison de son statut immédiatement antérieur et qu'elle puisse être privée de ce statut à la suite d'actes commis avant cette date par application de la loi qui le vise, le Gouvernement fédéral peut alors la priver par décret de sa citoyenneté si la procédure est ouverte avant septembre 1965 ; cependant la clause 2) de

l'article 26b et, sous réserve de la clause 7), l'article 27 s'appliqueront à un décret ainsi rendu dans le sens où ils s'appliquent à un décret rendu en vertu de l'article 25.

7) Lorsqu'une personne peut être privée de sa citoyenneté en vertu de la clause 6) et qu'avant le Jour de la Malaisie la procédure a été ouverte afin de la priver du statut qui lui a valu d'acquérir cette citoyenneté, cette procédure sera considérée comme procédure tendant à la priver de sa citoyenneté au sens de cette clause et sera poursuivie en conséquence ; mais elle sera poursuivie conformément à la loi qui visait ce statut immédiatement avant le Jour de la Malaisie, et, à cet égard, les fonctions du gouvernement fédéral seront déléguées à l'autorité de l'Etat en question que le gouvernement fédéral désignera.

31. 1) Nonobstant l'article 47, un citoyen de Singapour n'a pas qualité pour être élu à l'une ou l'autre Chambre du Parlement sauf comme député pour ou de Singapour ; et un citoyen qui n'est pas citoyen de Singapour n'a pas qualité pour être, dans l'une ou l'autre Chambre, représentant pour ou de Singapour.

2) Un citoyen de Singapour n'a pas qualité pour être élu à l'Assemblée législative d'un Etat autre que Singapour, et un citoyen qui n'est pas citoyen de Singapour n'est pas éligible à l'Assemblée législative de Singapour.

3) Nonobstant l'article 119, un citoyen ne peut, dans aucune circonscription, participer à une élection à la Chambre des représentants ou à une Assemblée législative

a) si la circonscription ne se trouve pas dans l'Etat de Singapour et qu'il soit citoyen de Singapour à la date prévue (telle qu'elle est déterminée par cet article) ; ou

b) si la circonscription se trouve dans l'Etat de Singapour et qu'il ne soit pas à cette date citoyen de Singapour.

4) Toute élection d'un représentant à l'une ou l'autre Chambre du Parlement ou à une Assemblée législative intervenue en violation de la clause 1) ou 2) sera nulle ; et si un membre de l'une ou de l'autre Chambre ou d'une Assemblée législative (qui n'est pas membre nommé) change de statut pour devenir ou cesser d'être citoyen de Singapour, son siège sera déclaré vacant.

32. 1) Dans le cas où, en vertu de la présente Constitution, une personne devient citoyen de Singapour par naturalisation, ou est inscrite comme citoyen ne jouissant pas de la citoyenneté de Singapour, ou, étant citoyen de Singapour, renonce à sa citoyenneté ou en est privé, et dans le cas où un certificat de citoyenneté ou autre est délivré en vertu de l'article 30 touchant la citoyenneté de Singapour, le gouvernement fédéral notifiera le fait au gouvernement de Singapour.

2) Dans le cas où, en vertu de la Constitution de l'Etat de Singapour, une personne devient citoyen de Singapour par immatriculation, ou est inscrite comme citoyen de Singapour, ou privée de sa citoyenneté, ou dans le cas où un certificat de citoyenneté est délivré en vertu de cette Constitution, le gouvernement de Singapour notifiera le fait au gouvernement fédéral.

33. 1) Dans l'article 24 de la Constitution les mots « à un moment quelconque après le Jour de la Merdeka », aux deux places où ils figurent, et dans le texte de l'article 25 les mots « commençant avant ou après le Jour de la Merdeka ou ce jour-là » dans la clause 2), seront supprimés ; et dans le texte de l'article 28 (qui prévoit des dispositions spéciales sur la perte de la citoyenneté pour les personnes devenues citoyens le Jour de la Merdeka) le texte suivant sera ajouté à la fin et constituera une nouvelle clause 3) :

« 3) La personne devenue de droit citoyen le Jour de la Merdeka comme jouissant de la citoyenneté de la Fédération immédiatement avant cette date ne sera pas privée de sa citoyenneté en vertu des clauses 1) ou 2) de l'article 24 à la suite d'actes commis avant cette date ou à cette date ; mais, en ce qui la concerne, la clause 2) de l'article 25 s'appliquera également en raison d'une période de résidence à l'étranger commençant avant le Jour de la Merdeka, ou après ce jour, ou ce jour même ».

2) L'article 25 de la Constitution (qui prévoit la perte de citoyenneté pour déloyauté, etc.) sera amendé comme suit :

a) les mots « Article 17 » seront remplacés partout où ils figurent par les mots « Article 16a ou 17 » ;

b) dans la clause 1a) les mots figurant entre « après » et « ultérieurement, et » seront supprimés et, à la fin de la clause, la réserve suivante sera introduite :

« Sous cette réserve qu'aucune personne ne sera privée de sa citoyenneté en vertu de la présente clause en raison d'aucun acte commis avant le début d'octobre 1962, même si cette personne était citoyen à l'époque » ;

c) dans la clause 2) les mots « consulat de Malaisie » au paragraphe b) seront remplacés par les mots « consulat de la Fédération ».

34. Dans le texte de l'article 22 de la Constitution (qui permet au Parlement de déterminer législativement quelles personnes seront citoyens en raison de leurs liens avec un territoire accueilli dans la Fédération conformément à l'article 2), les mots « après le Jour de la Malaisie » seront introduits après les mots « est admis dans la Fédération ».

### TITRE III

#### POUVOIRS LÉGISLATIFS

#### ET DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

39. 1) Dans l'article 150 de la Constitution (qui introduit des dispositions spéciales en matière de législation au cas où le Yang di-Pertuan Agong est convaincu de l'existence d'une grave crise menaçant la sécurité ou la vie économique de la Fédération ou de l'une de ses parties, qui résulte de la guerre, d'une agression extérieure ou de désordres internes) les mots « résulte de la guerre, d'une agression extérieure ou de désordres internes » seront supprimés dans la clause 1).

2) Dans le même article aux clauses 5) et 6) seront substituées les clauses suivantes 5), 6) et 6a) :

« 5) Sous réserve de la clause 6a), tant qu'une Proclamation d'état d'urgence sera en vigueur, le Parlement pourra, nonobstant toute disposition de la présente Constitution, voter des lois dans n'importe quel domaine, s'il apparaît au Parlement que l'état d'urgence les rend nécessaires ; et l'article 79 ne s'appliquera pas à ces propositions de lois ni à leurs amendements, non plus qu'aucune disposition de la présente Constitution ou d'une loi écrite quelconque exigeant un assentiment ou un consentement au vote d'une loi ou une consultation quelconque à cet égard, ou restreignant l'entrée en vigueur d'une loi après son vote ou la présentation d'une proposition au Yang di-Pertuan Agong en vue d'obtenir son assentiment.

« 6) Sous réserve de la clause 6a), aucune disposition d'aucune ordonnance édictée en vertu du présent article, et aucune disposition d'aucune loi votée durant l'état d'urgence et déclarant que le Parlement estime la loi nécessaire en raison de l'état d'urgence, ne seront nulles, comme incompatibles avec une disposition quelconque de la présente Constitution.

« 6a) La clause 5) ne s'étendra pas aux pouvoirs du Parlement en matière de droit musulman ou des coutumes de la Malaisie, ou en matière de droit ou coutumes indigènes d'un Etat de Bornéo ; la clause 6) ne validera pas non plus de dispositions incompatibles avec celles de la présente Constitution dans ces domaines, ou relatives à la religion, à la citoyenneté ou à la langue ».

### TITRE VI

#### PROTECTION D'INTÉRÊTS SPÉCIAUX

##### Chapitre 1 — Dispositions générales

60. 1) Dans la clause 2) de l'article 9 de la Constitution (qui garantit aux citoyens le droit de se déplacer librement dans toute la Fédération), les mots « Sous réserve de toute restriction imposée par la législation sur la sécurité de la Fédération » seront remplacés par les mots « Sous réserve de la clause 3) et de toute loi relative à la sécurité de la Fédération ou de l'une quelconque de ses parties », et à la fin de l'article sera ajouté le texte suivant, qui constituera la clause 3) :

« 3) Aussi longtemps qu'en vertu de la présente Constitution un autre Etat se trouvera dans une situation spéciale différente de celle des Etats de Malaisie, le Parlement pourra, par voie législative, restreindre, entre cet Etat et les autres Etats, les droits conférés par la clause 2) en ce qui concerne les déplacements et la résidence :

« Sous cette réserve que les seules restrictions à la liberté de déplacement entre l'Etat de Singapour et les Etats de Malaisie imposées en vertu de la présente clause le seront par une loi sur le travail ou l'enseignement, ou sur une matière où, compte tenu de la situation spéciale de l'Etat de Singapour, le Parlement estime opportun d'éviter la jouissance simultanée de droits dans l'Etat de Singapour et dans les Etats de Malaisie ».

2) Ladite clause 3) de l'article 9 de la Constitution s'appliquera aux lois votées avant le Jour de la Malaisie, les restrictions imposées entrant en vigueur ce jour-là.

3) Dans la clause 2) de l'article 10 de la Constitution (qui garantit aux citoyens les libertés de parole, de réunion et d'association, sous réserve des restrictions imposées dans l'intérêt de la sécurité de la Fédération, etc.) les mots « ou de l'une quelconque de ses parties » seront insérés après les mots « la sécurité de la Fédération » partout où ils figurent.

4) Dans la clause 1) dudit article 10, les mots « clause 2) » seront remplacés par les mots « clauses 2) et 3) » et à la fin de l'article sera ajouté le texte suivant qui constituera la clause 3) :

« 3) Des restrictions au droit d'association conféré par le paragraphe c) de la clause 1) peuvent aussi être imposées par une loi relative au travail ou à l'enseignement ».

### *Chapitre 2 — Etats de Bornéo*

61. 1) Aucune loi supprimant ou limitant l'emploi de la langue anglaise à l'une quelconque des fins visées dans les clauses 2) à 5) de l'article 152 ne s'appliquera à l'emploi de la langue anglaise dans les cas mentionnés dans la clause 2) du présent article avant que dix années ne soient écoulées depuis le Jour de la Malaisie.

2) La clause 1) s'applique :

a) à l'emploi de la langue anglaise dans l'une ou l'autre Chambre du Parlement par un représentant d'un Etat de Bornéo ou originaire de cet Etat ;

b) à l'emploi de la langue anglaise au cours des procédures de la Haute Cour de Bornéo, ou d'une cour inférieure d'un Etat de Bornéo, ou au cours des procédures de la Cour fédérale qui sont visées par la clause 4) ;

c) à l'emploi de la langue anglaise dans un Etat de Bornéo à l'Assemblée législative ou à d'autres fins officielles (y compris celles poursuivies par le Gouvernement fédéral).

3) Sans préjudice de la clause 1), aucune loi de cette nature n'entrera en vigueur en ce qui concerne l'emploi de la langue anglaise au cours des procédures de la Haute Cour de Bornéo ou de celles de la Cour fédérale qui sont visées par la clause 4), jusqu'à ce que la loi ou le passage pertinent de la loi ait été approuvé par décision des législatures des Etats de Bornéo ; et aucune loi de cette nature n'entrera en vigueur en ce qui concerne l'emploi de la langue anglaise dans un Etat de Bornéo dans tout autre cas visé aux paragraphes b) ou c) de la clause 2), avant que cette loi ou le passage pertinent de cette loi ait été approuvé par décision de la législature de cet Etat.

4) Les procédures devant la Cour fédérale visées aux clauses 2) et 3) sont des recours contre des décisions de la Haute Cour de Bornéo ou d'un de ses juges et des procédures engagées en vertu de la clause 2) de l'article 128 pour trancher une question soulevée au cours d'une procédure poursuivie devant la Haute Cour de Bornéo ou une cour inférieure d'un Etat de Bornéo.

5) Nonobstant l'article 152, dans un Etat de Bornéo une langue indigène couramment employée dans l'Etat peut être utilisée devant les tribunaux indigènes ou en vue de l'application de tout code ou coutume indigène, et, dans le cas de Sarawak, elle peut être utilisée, jusqu'à décision contraire de la législature, par un représentant parlant devant l'Assemblée législative ou l'une de ses commissions.

62. 1) Sous réserve de la clause 2), les dispositions des clauses 2) à 5) de l'article 153, dans la mesure où elles visent les emplois réservés des services publics, s'appliqueront aux Indigènes de l'un quelconque des Etats de Bornéo dans le sens où elles s'appliquent aux Malais.

2) Dans un Etat de Bornéo, l'article 153 prendra effet, la mention des Indigènes de l'Etat se substituant à la mention des Malais, mais, en ce qui concerne le bourses et autres privilèges et subventions en matière d'enseignement et de formation, la clause 2) de cet article n'entraînera pas la réserve au profit des Indigènes d'une proportion déterminée de ces facilités.

3) Avant qu'un avis soit soumis au Yang di-Pertuan Agong sur l'exercice de ses pouvoirs en vertu de l'article 153 relativement à un Etat de Bornéo, le Premier Ministre de l'Etat intéressé sera consulté.

4) Les Constitutions des Etats de Bornéo pourront comporter des dispositions correspondant (avec les modifications nécessaires) à l'article 153, compte tenu des changements introduits par la clause 2).

5) L'article 89 ne s'applique pas à un Etat de Bornéo, et l'article 8 n'annule ni ne prohibe aucune disposition du droit d'un Etat de Bornéo tendant à réserver des terres aux Indigènes de l'Etat, ou à les leur vendre, ou à leur accorder un traitement de faveur en cas d'aliénations de terres par l'Etat.

6) Dans le présent article, « Indigène » signifie :

a) pour Sarawak, une personne qui est citoyen et, ou bien appartient à l'une des races spécifiées dans la clause 7) comme race indigène dans cet Etat, ou bien est de sang mêlé, mais se rattache exclusivement à ces races ; et

b) pour Sabah, une personne qui est citoyen, qui est le descendant au premier ou au deuxième degré d'une personne dont la race est race indigène dans l'Etat de Sabah, et qui est née (le Jour de la Malaisie, ou postérieurement, ou à une autre date) soit à Sabah, soit d'un père domicilié à Sabah au moment de la naissance.

7) Au sens de la définition de l'« Indigène » donnée dans la clause 6), les races à considérer comme races indigènes dans le Sarawak sont les Bukitans, les Bisayahs, les Dusuns, les Dayaks du littoral et les Dayaks de l'intérieur, les Kadayans, les Kalabits, les Kayans, les Kenyaks (y compris les Sabups et les Sipengs), les Kajangs (y compris les Sekapans, les Kejanans, les Lahanans, les Punans, les Tanjongs et les Kanowits), les Lugats, les Lisums, les Malais, les Melanos, les Muruts, les Penans, les Sians, les Tagals, les Tabuns et les Ukits.

63. 1) Dans les cas où une disposition d'une loi (ou prise en vertu d'une loi), supprimant ou modifiant une condition de résidence, confère le

droit d'exercer devant une cour des Etats de Bornéo ou de l'un d'entre eux à des personnes qui jusqu'alors ne pouvaient le faire, cette disposition n'entrera pas en vigueur avant d'avoir été adoptée par les Etats ou l'Etat intéressés par voie législative.

2) Le présent article s'applique au droit d'exercer devant la Cour fédérale lorsqu'elle siège dans les Etats de Bornéo et connaît d'un recours contre une décision de la Haute Cour de Bornéo ou de l'un de ses juges ou d'une procédure introduite en vertu de la clause 2) de l'article 128 pour trancher une question soulevée au cours d'une procédure poursuivie devant la Haute Cour de Bornéo ou une cour inférieure d'un Etat de Bornéo.

64. 1) Aucune loi prévoyant pour un Etat de Bornéo une aide financière spéciale en vue de la création ou du maintien d'institutions musulmanes ou de l'instruction religieuse musulmane de personnes de cette confession ne sera promulguée sans le consentement du gouverneur.

2) Si, en vertu d'une disposition de la loi fédérale qui ne s'applique ni à Sabah ni à Sarawak, une aide de cette nature est accordée sous forme de subvention prélevée sur les fonds publics au cours d'une année quelconque, la Fédération verse au Gouvernement de Sabah ou de Sarawak selon le cas, au bénéfice des services sociaux de cet Etat, des sommes dont le montant doit représenter la même proportion du revenu tiré de cet Etat par la Fédération durant l'année que celle existant entre la subvention et le revenu tiré des autres Etats par la Fédération au cours de la même année.

3) Aux fins de la clause 2), le revenu tiré d'un ou de plusieurs Etats par la Fédération sera retenu déduction faite de toute somme affectée aux Etats en vertu de l'article 110 de l'Annexe 10; aucun compte ne sera tenu des contributions perçues par la Fédération sur les bénéfices des loteries organisées par le Bureau des loteries des services sociaux et d'assistance, ni des montants affectés à l'aide financière susmentionnée provenant de ces contributions ou en fonction de ces contributions.

65. Nonobstant la clause 4) de l'article 11, la Constitution d'un Etat de Bornéo pourra disposer qu'une décision de législature d'Etat réglementant ou restreignant la propagation d'une doctrine ou croyance religieuse parmi les personnes professant la religion musulmane ne pourra être adoptée que si elle a obtenu, en seconde ou troisième lecture ou dans les deux cas, à l'Assemblée législative, une majorité déterminée, sans que cette majorité puisse dépasser les deux tiers du nombre total des membres de l'Assemblée.

66. 1) A partir du vote de la loi sur la Malaisie aucun amendement à la Constitution relatif à l'admission d'un Etat de Bornéo au sein de la Fédération ne sera soustrait à l'application de la clause 3) de l'article 159 par le jeu de la clause 4) *bb*) de cet article; et aucune modification introduite quant à l'application de la Constitution à un Etat de Bornéo ne sera soustraite à l'application de la clause 3) de l'article 159 à moins que la modification n'ait pour effet d'assimiler la situation de cet Etat en vertu de la Constitution des Etats de Malaisie.

2) Aucun amendement ne sera apporté à la Constitution sans l'agrément du gouverneur de l'Etat de Bornéo ou de chacun des Etats de Bornéo intéressés, si l'amendement est de nature à modifier le fonctionnement de la Constitution sur les points suivants :

a) le droit à la citoyenneté des personnes nées avant le Jour de la Malaisie en raison des liens qui les rattachent à l'Etat, et (sauf dans la mesure où des dispositions différentes sont prévues par la Constitution en vigueur le Jour de la Malaisie) l'égalité de traitement, en ce qui concerne leur propre citoyenneté et celle des autres, des personnes nées ou résidant dans l'Etat et de celles nées ou résidant dans les Etats de Malaisie;

b) la constitution et la compétence de la Haute Cour de Bornéo et la nomination et la suspension des juges de cette cour ainsi que la décision les relevant de leurs fonctions;

c) les domaines dans lesquels la législature de l'Etat peut légiférer (ou le Parlement ne le peut pas), et le pouvoir exécutif de l'Etat dans ces domaines, et (pour autant qu'ils y sont liés) les accords financiers entre la Fédération et l'Etat;

d) la religion dans l'Etat, l'emploi de telle langue dans l'Etat et au Parlement et le régime spécial des Indigènes de l'Etat;

e) l'attribution à l'Etat, dans tout Parlement convoqué avant la fin d'août 1970, d'un contingent de membres de la Chambre des représentants non inférieur, proportionnellement au total attribué aux autres Etats membres de la Fédération le Jour de la Malaisie, au contingent attribué à l'Etat ce jour-là.

3) Aucun amendement à la Constitution qui modifie son fonctionnement quant au contingent de membres de la Chambre des représentants attribué à un Etat de Bornéo ne sera considéré aux fins de la clause 1) comme assimilant la situation de cet Etat à celle des Etats de Malaisie.

4) En ce qui concerne les droits et pouvoirs conférés par la législation fédérale au gouvernement d'un Etat de Bornéo touchant l'entrée dans l'Etat, la résidence dans l'Etat et les questions connexes (que la législation ait été ou non adoptée avant le Jour de la Malaisie), la clause 2) s'appliquera, sauf disposition contraire de la législation, comme si la législation avait été incorporée dans la Constitution et que ces droits et pouvoirs eussent été parmi les matières visées au paragraphe a) à e) de cette clause.

5) Dans le présent article, le mot « amendement » comprend les additions et les abrogations.

### Chapitre 3 — Singapour

67. Nonobstant l'article 152, tant que la législature de Singapour n'en aura pas décidé autrement par voie de promulgation, les langues anglaise, mandarine et tamoul pourront être employées à l'Assemblée législative de Singapour et la langue anglaise pourra être employée pour la rédaction du texte officiel de tous les projets à introduire dans cette Assemblée ou de tous les amendements à ces projets proposés dans cette Assemblée, ainsi que de tous les règlements promulgués par cette législature et de toute législation subsidiaire émanant du Gouvernement de Singapour.

68. Aucune disposition de la clause 2) de l'article 8 ni de la clause 1) de l'article 12 ne prohibera ou n'annulera la législation de l'Etat de Singapour prévoyant la promotion des Malais ; mais les Malais ne bénéficieront dans les services publics d'aucun emploi réservé en vertu de l'article 153 à pourvoir par recrutement à Singapour, ni de permis ou licences les autorisant à poursuivre à Singapour un métier ou un commerce.

69. 1) Aucun amendement ne sera apporté à la Constitution sans l'agrément du gouverneur si l'amendement est de nature à modifier le fonctionnement de la Constitution pour Singapour en ce qui concerne l'un des points suivants :

a) la citoyenneté de Singapour et les limites fixées au droit des citoyens de Singapour d'être dans l'une ou l'autre Chambre du Parlement, députés pour ou de Singapour, ou au droit de voter aux élections organisées à Singapour ;

b) la constitution et la compétence de la Haute Cour de Singapour et la nomination et la suspension des juges de cette Cour ainsi que la décision les relevant de leurs fonctions ;

c) les domaines où la législature de l'Etat peut légiférer (ou dans lesquels le Parlement ne peut pas le faire), le pouvoir exécutif de l'Etat dans ces domaines, le pouvoir pour l'Etat de contracter des emprunts et les accords financiers entre la Fédération et l'Etat ;

d) l'exercice des fonctions de la Commission des services publics ou de la Commission des services judiciaires et juridiques par une section instituée pour cet Etat, et l'institution de pareille section ;

e) la religion pratiquée dans l'Etat, l'emploi dans l'Etat ou au Parlement de telle langue déterminée, et la situation spéciale des Malais à Singapour ;

f) l'attribution à l'Etat, dans un Parlement convoqué avant la fin d'août 1970, d'un contingent de membres de la Chambre des représentants non inférieur, proportionnellement au nombre total attribué aux autres Etats membres de la Fédération le Jour de la Malaisie, au contingent attribué à l'Etat ce jour-là.

2) Dans le présent article, le terme « amendement » comprend les additions et abrogations.

## LOI SUR L'IMMIGRATION

Loi n° 26 de 1963 promulguée le 26 août 1963<sup>3</sup>

### PREMIÈRE PARTIE

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. La présente loi peut être citée comme loi sur l'immigration de 1963 et sera interprétée comme faisant corps avec l'ordonnance sur l'immigration de 1959<sup>4</sup>.

2. Sauf disposition contraire de la présente loi, ladite loi entrera en vigueur le Jour de la Malaisie.

3. 1) Sous réserve des dispositions de la présente loi, l'ordonnance sur l'immigration de 1959 s'étendra à toute la Malaisie (et les renvois qu'elle comporte à la Fédération seront interprétés en conséquence).

### DEUXIÈME PARTIE

#### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX ÉTATS DE BORNEO

4. 1) Réserve faite de l'application générale de l'ordonnance sur l'immigration de 1959 (dans les Etats de Bornéo comme dans les autres parties de la Fédération) en tant que loi générale pour la Fédération dans son ensemble, cette ordonnance vaudra également, sous réserve de la présente partie de la présente loi et conformément à ses dispositions, comme loi spéciale de chacun de ces Etats, comme si tout renvoi à la Fédération (sauf s'il s'agit d'un renvoi à un gouvernement de la Fédération ou à un citoyen de la Fédération) était remplacé par un renvoi à l'Etat de Bornéo.

3) Si, dans tel Etat de Bornéo, il n'existe pas de contrôleur, il existera un contrôleur adjoint, disposant, pour exercer les pouvoirs et les pouvoirs discrétionnaires attribués au contrôleur par l'ordonnance sur l'immigration de 1959 et exercer les fonctions dont il est chargé, de toute l'autorité nécessaire pour appliquer cette ordonnance comme loi spéciale de l'Etat.

5) Nonobstant toute disposition antérieure de la présente section, les pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires attribués au contrôleur par l'ordonnance sur l'immigration de 1959 en tant que loi spéciale d'un Etat de Bornéo ne seront pas exercés par lui pour exclure ou éloigner de l'Etat de Bornéo une personne qui a le droit de se trouver dans la Fédération en dehors de l'Etat de Bornéo, sauf afin de donner effet aux pouvoirs conférés par la présente partie aux autorités de l'Etat ; et aucune de ces personnes ne sera sommée de quitter la Fédération ni ne sera, sans son consentement, éloignée de la Fédération.

6. 1) Sous réserve de la sous-section 2) et des sections 7 et 8, aucun citoyen de la Fédération n'aura le droit d'entrer dans un Etat de Bornéo sans avoir obtenu un permis ou laissez-passer à cette fin, sauf :

a) s'il appartient à l'Etat de Bornéo ;

b) ou s'il est membre du gouvernement fédéral, ou du Conseil exécutif, ou de l'Assemblée législative de l'Etat de Bornéo (ou de tout Conseil investi dans l'Etat de fonctions du même ordre) ;

c) ou s'il est juge de la Cour fédérale ou de la Haute Cour de Bornéo, ou est désigné ou nommé pour en remplir les fonctions, ou s'il est membre d'une commission ou conseil institué par la Cons-

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> On trouvera le texte de cette ordonnance dans *Federal Ordinances and Acts, 1959*, publication officielle, p. 51-87.



titution fédérale ou par la Constitution de l'Etat de Bornéo ;

d) ou s'il est membre de l'un des services publics de la Fédération ou du service public de l'Etat de Bornéo, ou d'un service public commun fonctionnant dans l'Etat de Bornéo, ou est détaché dans l'un de ces services.

2) Lorsqu'un citoyen de la Fédération a le droit d'entrer dans l'Etat de Bornéo en vertu de la sous-section 1), ses enfants âgés de moins de 18 ans et (si c'est un homme) son épouse, lorsqu'ils entrent dans l'Etat de Bornéo avec ledit citoyen ou pour vivre avec lui ne seront pas tenus par la sous-section 1) d'obtenir pour cela un permis ou laissez-passer.

3) Lorsqu'un citoyen de la Fédération n'a pas le droit d'entrer dans un Etat de Bornéo en vertu de la présente section, l'ordonnance sur l'immigration de 1959, fonctionnant comme loi spéciale de l'Etat de Bornéo, s'appliquera comme s'il n'était pas citoyen :

Sous la réserve qu'un citoyen arrivant de la Fédération dans l'Etat de Bornéo ou dans l'autre des Etats de Bornéo et poursuivant son voyage jusqu'à une partie de la Fédération où il a le droit d'entrer aura droit au laissez-passer qui est raisonnablement nécessaire pour lui permettre de le faire.

4) La preuve du droit pour une personne d'entrer dans l'Etat de Bornéo en vertu de la présente section est à la charge de cette personne.

7. La sous-section 1) de la section 6 ne s'appliquera pas au citoyen de la Fédération qui entre dans l'Etat de Bornéo uniquement pour exercer une activité politique légitime ; mais il appartient à ce citoyen de prouver qu'il a le droit d'entrer dans l'Etat de Bornéo en vertu de la présente section.

8. 1) La sous-section 1) de la section 6 ne s'appliquera pas au citoyen de la Fédération dont l'entrée dans l'Etat de Bornéo est temporairement requise par le gouvernement fédéral afin de permettre à ce gouvernement de s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles et administratives.

2) Le ministre indiquera de temps à autre au contrôleur les personnes ou catégories de personnes dont l'entrée dans un Etat de Bornéo correspond à la nécessité susmentionnée et lui fournira les détails nécessaires lui permettant d'exercer ses fonctions à l'égard de ces personnes ; et, en ce qui concerne un Etat de Bornéo, la sous-section 1) ne sera pas interprétée comme applicable à une personne, à moins qu'elle ne soit une de celles (ou appartienne à une des catégories) qui ont fait l'objet d'une notification adressée au contrôleur en ce qui concerne cet Etat.

3) Le ministre n'adressera de notification au contrôleur en vertu de la sous-section 2) qu'après consultation des autorités de l'Etat.

9. 1) Les pouvoirs conférés au contrôleur par l'ordonnance sur l'immigration de 1959 seront exercés de façon à permettre l'entrée dans un Etat de Bornéo de toute personne dont l'entrée dans cet Etat est requise par le Gouvernement de l'Etat et répond aux objectifs de l'Etat.

2) L'autorité d'Etat signalera de temps à autre au contrôleur les personnes dont l'admission est requise aux conditions précitées, donnant les détails nécessaires pour permettre au contrôleur de s'acquitter de sa tâche à l'égard de ces personnes, et la sous-section 1) sera interprétée aux seules personnes ainsi signalées au contrôleur.

3) L'autorité d'Etat n'adressera de notification au contrôleur en vertu de la sous-section 2) qu'après consultation du ministre ; et si, dans l'intérêt de la nation, le ministre juge opportun de refuser l'admission à la personne en question et en informera l'autorité d'Etat, la notification ne sera pas envoyée.

10. 1) En ce qui concerne l'admission et la résidence dans un Etat de Bornéo et toutes les questions connexes, la personne pouvant dans cet Etat invoquer la présente section sera considérée, aux fins de l'ordonnance sur l'immigration de 1959, comme un citoyen de la Fédération.

2) Sous réserve des dispositions de la présente section, une personne pourra invoquer dans l'Etat de Sabah ou de Sarawak le bénéfice de la section si :

a) elle réside ordinairement dans l'Etat le Jour de la Malaisie, et a résidé, au cours des dix années immédiatement antérieures, sur les territoires compris dans les Etats de Bornéo et de Brunéi durant des périodes représentant dans leur ensemble au moins sept ans ;

b) et si, immédiatement avant le Jour de la Malaisie, en vertu de la loi sur l'immigration des territoires compris dans l'Etat, elle avait eu le droit, en tant que citoyen du Commonwealth (ou, si elle n'est pas citoyen du Commonwealth, avait eu, dans le cas de Sabah, ce droit comme étant née dans le Nord-Bornéo avant novembre 1931), de pénétrer sur ces territoires sans avoir obtenu de permis ou laissez-passer.

3) Nul ne pourra invoquer le bénéfice de la présente section après le début de septembre 1965 :

Sous la réserve que, si avant septembre 1965, une personne pouvant invoquer dans un Etat de Bornéo le bénéfice de la présente section, demande à être enregistrée comme citoyen de la Fédération, et que cette demande ne reçoive pas de solution avant le début dudit mois, elle continuera de jouir de ce droit jusqu'à ce qu'une solution soit intervenue.

4) Aussi longtemps qu'une personne peut, dans un Etat de Bornéo, réclamer le bénéfice de la présente section, ses enfants mineurs de moins de 21 ans et (si c'est un homme) son épouse seront considérés, en ce qui concerne l'admission et la résidence dans l'Etat et toutes les questions connexes, comme citoyens de la Fédération, aux fins de l'ordonnance de 1959 sur l'immigration.

5) Lorsqu'il s'agira de déterminer si le paragraphe b) de la sous-section 2) s'applique à une personne, toute question dont la solution, en vertu de la loi sur l'immigration des territoires compris dans un Etat de Bornéo, aurait relevé d'une autorité ou d'un agent du gouvernement de ces territoires, relèvera du ministre.

6) Aucune personne ayant quitté un Etat de Bornéo le Jour de la Malaisie ou postérieurement ne pourra invoquer dans cet Etat le bénéfice de la

présente section si le ministre estime que sa résidence dans l'Etat serait préjudiciable à la sécurité publique.

7) La présente section n'autorise aucune personne désirant se rendre dans un Etat de Bornéo à pénétrer ou à demeurer dans une partie quelconque de la Fédération, en dehors dudit Etat, sauf conformément à l'ordonnance de 1959 sur l'immigration, dans la mesure où elle s'applique aux personnes qui ne sont pas citoyens de la Fédération ; mais une personne qui, en vertu de la présente section, peut entrer dans un Etat de Bornéo pourra obtenir un laissez-passer répondant raisonnablement aux conditions exigées pour qu'elle puisse entrer dans une partie de la Fédération extérieure à cet Etat.

8) En ce qui concerne les personnes qui ont le droit d'entrer dans un Etat de Bornéo en vertu de la présente section, une réglementation édictée dans le cadre de l'ordonnance de 1959 sur l'immigration pourra, touchant les certificats de statut et autres questions, comporter des dispositions spéciales différentes de celles qui s'appliquent aux citoyens de la Fédération.

9) Aux fins de la présente section, la durée de la résidence sera calculée comme lorsqu'il s'agit d'enregistrer quelqu'un comme citoyen de la Fédération, et le mot « enfant » s'applique aussi, lorsqu'il s'agit d'une femme, à un enfant illégitime.

11. 1) Aux fins de la section 6, un citoyen de la Fédération sera considéré comme appartenant à un Etat de Bornéo :

a) s'il est, ou a été, au cours des deux années antérieures résident permanent dans l'Etat de Bornéo ; ou

b) s'il est devenu citoyen de la Fédération par l'une des voies suivantes, savoir :

i) de droit, le Jour de la Malaisie, étant citoyen du Royaume-Uni et des colonies résidant ordinairement dans l'Etat ; ou

ii) de droit le Jour de la Malaisie ou postérieurement, étant né dans la Fédération, et l'un de ses parents étant, lors de sa naissance, résident permanent dans l'Etat de Bornéo ; ou

iii) par voie d'immatriculation, se trouvant, le Jour de la Malaisie, résider ordinairement dans l'Etat de Bornéo.

2) Sous réserve de la sous-section 3), une personne ne sera pas considérée aux fins de la présente section

a) comme devenant résident permanent d'un Etat de Bornéo alors qu'elle ne l'était pas jusque-là, avant d'avoir, au cours d'une période de cinq ans au maximum, résidé dans cet Etat durant des périodes représentant trois années ; ou

b) comme étant résident permanent d'un Etat de Bornéo tant que, en vertu de la loi fédérale, il lui faut une autorisation pour y résider et qu'elle n'a pas obtenu d'autorisation de résidence de durée illimitée.

3) Le paragraphe a) de la sous-section 2) n'empêche pas une femme d'être considérée comme

résident permanent d'un Etat de Bornéo du moment qu'elle est mariée à un résident permanent de cet Etat et y réside ordinairement avec lui.

4) S'agissant de déterminer aux fins de la présente section si une personne est, ou était à un moment quelconque, résident permanent dans un Etat de Bornéo, on ne tiendra pas compte des périodes de résidence dans cet Etat au cours desquelles elle s'y trouve en vertu de la section 7 ou 8 ; mais une période de résidence, ou de résidence permanente, ne sera pas, aux fins de la présente section, considérée comme interrompue ou terminée

a) par une période d'absence de l'Etat inférieure à six mois ; ou

b) par une période d'absence de l'Etat justifiée par des études lorsque la nature de ces études, le pays où elles sont poursuivies et leur durée auront été de temps à autre, de façon générale ou spéciale, approuvés par l'autorité de l'Etat ; ou

c) par une période d'absence de l'Etat alors que cette personne est au service de la Fédération ou d'un Etat, si l'absence n'est pas incompatible avec la continuité essentielle de résidence dans l'Etat ; ou

d) par une période d'absence de l'Etat pour quelque autre motif reconnu de façon générale ou spéciale par l'autorité de l'Etat.

5) La personne qui, aux fins de l'ordonnance de 1959 sur l'immigration, est provisoirement considérée, en vertu de la section 10 de la présente loi, comme citoyen de la Fédération parce qu'elle se trouvait, le Jour de la Malaisie, résider habituellement dans un Etat de Bornéo, sera considérée, aux fins de la section 6 comme appartenant à cet Etat.

6) Toute autorité qualifiée, en vertu de l'ordonnance de 1959 sur l'immigration, considérée comme loi spéciale d'un Etat de Bornéo, pour délivrer des certificats de statut établissant qu'une personne appartient à cet Etat, devra (à moins que cette autorité soit une autorité de l'Etat) notifier à l'autorité de l'Etat toute demande de délivrance de semblable certificat, et, si l'autorité de l'Etat l'y invite, consulter cette autorité avant de délivrer le certificat.

12. Dans la présente partie de la présente loi, « Autorité de l'Etat » signifie, à toute fin relative à un Etat de Bornéo, le Premier Ministre de l'Etat ou un fonctionnaire de l'Etat désigné à cet effet par le Premier Ministre par voie de notification au *Journal officiel* de l'Etat.

### TROISIÈME PARTIE

### DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

13. 1) Sous réserve de toute exemption accordée en vertu de la section 55 de l'ordonnance de 1959 sur l'immigration, toute personne entrant en Malaisie ou dans un Etat de Bornéo et venant d'une partie de la Fédération autre que la Malaisie ou autre que cet Etat, selon le cas, devra présenter à l'agent de l'immigration soit un titre de circulation inté-



rieure délivré en vertu de la section 14, soit le passeport ou autre titre de circulation, portant s'il y a lieu le visa qui serait exigé par la loi alors en vigueur quant aux passeports, si elle venait d'un pays étranger à la Fédération.

2) Toute personne pénétrant en Malaisie ou dans un Etat de Bornéo contrairement aux dispositions de la sous-section 1) ou tentant de le faire, ou aidant un tiers à le faire, commet une infraction à l'ordonnance de 1959 sur l'immigration.

## FINLANDE

### NOTE<sup>1</sup>

#### 1. LÉGISLATION

##### 1. Principes généraux régissant l'administration de la justice en matière d'infractions criminelles

a) La loi n° 320 du 20 juin 1963 (parue dans le Journal officiel finlandais *Suomen Asetuskoelma*, désignée plus loin par l'abréviation *AsK* n° 320/63), amendant le chapitre 1 du Code pénal, définit à nouveau le champ d'application de la loi pénale finlandaise. Selon les termes de cet amendement, toute personne commettant une infraction en Finlande doit être jugée conformément à la loi finlandaise. Cet amendement s'applique également lorsqu'un ressortissant finlandais ou un étranger résidant d'une manière permanente en Finlande commet une infraction hors du territoire finlandais. En outre, un étranger qui ne vit pas en Finlande d'une manière permanente doit être jugé suivant la loi finlandaise pour une infraction commise hors du territoire finlandais, à bord d'un navire ou d'un aéronef finlandais, pour une infraction dirigée contre la Finlande, un ressortissant finlandais, une société, une institution, une fondation ou contre un étranger qui réside d'une manière permanente en Finlande, ou pour toute autre infraction commise dans un pays où, selon la loi de ce pays, l'infraction est passible d'une sanction pénale, ou pour une infraction commise dans une région où les lois d'aucun pays ne sont en vigueur.

A cet égard, on doit noter que le terme « infraction » est utilisé ici dans son sens large et comprend tous les actes criminels. En ce qui concerne le lieu où l'infraction a été commise, une stipulation est donnée dans l'amendement qui stipule qu'une infraction est censée avoir été commise aussi bien au lieu de sa consommation qu'au lieu où ses conséquences sont apparues ; et si l'infraction n'a pas dépassé le stade d'une tentative, au lieu où les conséquences d'une infraction consommée seraient apparues.

Si le Ministre de la justice n'a pas pris un arrêté à cet effet, un étranger ne pourra être inculqué en Finlande pour une infraction qui n'est pas dirigée contre la Finlande, un ressortissant finlandais, une société, une institution, ou une fondation, et qui

a été commise à bord d'un navire finlandais se trouvant dans les eaux territoriales finlandaises ou à bord d'un aéronef finlandais survolant le territoire finlandais.

De même une action pour une infraction commise hors du territoire finlandais ne pourra être intentée que si le Ministre de la justice a pris un arrêté à cet effet. Cependant un tel arrêté n'est pas nécessaire dans les cas suivants :

1) Si l'infraction a été commise à bord d'un navire ou d'un aéronef finlandais par une personne appartenant à l'équipage, par un passager ou une personne se trouvant, pour une autre raison, à bord du navire ou de l'aéronef.

2) Si l'infraction a été commise par un ressortissant finlandais et si elle est dirigée contre la Finlande, un ressortissant, une société, une institution ou une fondation finlandais.

3) Si l'infraction a été commise au Danemark, en Islande, en Norvège ou en Suède et si elle est passible d'une sanction selon la législation du pays où elle a été commise, à condition que le juge d'instruction compétent ait notifié l'infraction en vue d'une inculpation.

Sans un arrêté du Ministre de la justice, aucune personne ne pourra être inculpée en Finlande pour une infraction pour laquelle elle aura déjà subi une peine qui lui a été infligée par un tribunal étranger. Si cette action est intentée et si une sanction pénale est prononcée, la peine déjà subie par le condamné sera, à la discrétion du tribunal, décomptée de la peine à laquelle il aura été condamné ou sera considérée comme l'expiation de cette infraction.

Aucune action ne pourra être intentée pour une infraction déjà jugée par un tribunal danois, islandais, norvégien ou suédois sans un arrêté du Ministre de la justice à cet effet.

Sous réserve de ce qui précède, les limitations au champ d'application de la loi finlandaise basée sur la pratique généralement acceptée du droit international seront respectées.

Si un accord a été conclu avec un Etat étranger sur d'autres cas que ceux susmentionnés, de telles exceptions seront respectées comme le prévoit une loi séparée.

Quiconque, répondant à la convocation d'une autorité finlandaise, sera venu librement d'un pays étranger en Finlande pour y être entendu comme témoin dans une procédure pénale ne pourra, aussi

<sup>1</sup> Note rédigée par M. Voitto Saario, juge à la Cour d'appel, Helsinki, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement finlandais.

longtemps qu'il y séjournera pour ce motif ou qu'une raison légalement justifiée empêchera son départ, être inculpé ou arrêté pour des faits délictueux antérieurement commis, ou en vertu d'un jugement précédemment rendu, ou parce qu'il lui serait imputé d'avoir participé à des actes faisant l'objet du procès où il a été appelé à témoigner.

b) La loi n° 326 du 20 juin 1963 sur la coopération entre la Finlande et les autres pays nordiques concerne l'exécution des décisions judiciaires dans les procédures pénales (*AsK* n° 326/63).

La coopération étroite qui existe entre les pays nordiques a donné naissance à cette convention sur l'administration de la justice, qui est destinée à contribuer à la libre circulation des personnes dans tout le territoire des pays nordiques.

Selon les termes de cette loi, toute décision prise par un tribunal danois, islandais, norvégien ou suédois en vertu de laquelle une personne est condamnée à payer une amende, à une sanction, à la confiscation d'un objet particulier, d'un autre bien, d'une somme d'argent ou au paiement des dépens sera, sur demande, exécutée en Finlande.

Le montant de la somme à recouvrer sera converti en monnaie finlandaise selon le taux d'achat du jour précédant la sentence. Il sera procédé à l'exécution conformément à la loi finlandaise.

De même, une décision, telle que celle mentionnée ci-dessus, prononcée par un tribunal finlandais peut être exécutée au Danemark, en Islande, en Norvège ou en Suède.

Des dispositions similaires ont été prises au sujet des décisions judiciaires infligeant une peine de prison ou de travaux forcés. Ainsi, de telles condamnations prononcées en Norvège, au Danemark, en Islande ou en Suède peuvent, sur demande, être exécutées en Finlande, à condition qu'au moment de l'exécution le condamné soit un ressortissant finlandais, ou réside d'une manière permanente en Finlande, ou, si le condamné est étranger et ne réside pas d'une manière permanente en Finlande mais séjourne à ce moment-là dans le pays, et si les circonstances du moment nécessitent l'exécution de la sentence. Ces dispositions s'appliquent également au cas où une décision imposant une amende a été convertie en emprisonnement. Dans de tels cas, la sentence sera exécutée conformément à la loi finlandaise.

Si le condamné a déjà purgé une partie de sa peine dans un pays nordique, cette partie de sa peine sera déduite de la peine à accomplir en Finlande. Si le condamné a été transféré en Finlande pour l'exécution de sa peine, le temps nécessaire au transfert sera inclus dans la durée de la peine.

Si l'amende a été versée en totalité, l'emprisonnement en lequel l'amende a été convertie ne sera pas accompli. Si une partie seulement de l'amende a été versée, la peine d'emprisonnement sera réduite en proportion.

De même une peine d'emprisonnement ou de travaux forcés prononcée en Finlande, ou une amende imposée en Finlande et convertie en une autre peine, peut être exécutée au Danemark, en Islande, en Norvège ou en Suède, à condition qu'au moment de l'exécution le condamné soit un

ressortissant d'un de ces pays, ou y réside d'une manière permanente, ou que le condamné, s'il n'est pas ressortissant d'un de ces pays et n'y réside pas d'une manière permanente séjourne dans un de ces pays, et si les circonstances du moment justifient l'exécution de la sentence.

Si le condamné est transféré de Finlande en un autre pays nordique pour l'exécution de sa peine, la durée de sa peine sera comptée à partir du jour de sa mise en détention par une autorité finlandaise, à condition que l'exécution de la sentence n'ait pas commencé avant ce jour.

La surveillance d'une personne mise en liberté sous surveillance en Islande, au Danemark, en Norvège ou en Suède peut, sur demande, être exercée en Finlande. Si l'autorité compétente au Danemark, en Islande, en Norvège ou en Suède change les conditions que doit respecter la personne mise en liberté sous surveillance, ou déclare perdu le renvoi de l'exécution, une telle décision sera également applicable en Finlande. Après que la décision a été prise d'exercer la surveillance en Finlande, la loi finlandaise est applicable à la perte du renvoi de l'exécution.

Si le condamné ne respecte pas les conditions particulières ou les ordres qu'on lui a donnés, le tribunal de son lieu de résidence peut, à la demande de la personne chargée de sa surveillance, déclarer perdu le renvoi de l'exécution de la sentence.

Toute personne mise en liberté sous surveillance dans un autre pays nordique, mais pour laquelle il n'a pas été prévu de surveillance en Finlande peut, si elle est condamnée en Finlande pour une infraction commise pendant ou avant la période de mise en liberté sous surveillance, perdre le renvoi de l'exécution de sa peine. Dans ce cas, la loi finlandaise sera appliquée.

Au lieu de déclarer perdu le renvoi de l'exécution, la cour peut transmettre cette question, pour décision, au pays nordique où le condamné a été placé en probation ou dans lequel il est soumis à surveillance.

De même, la surveillance d'une personne mise en liberté sous surveillance en Finlande peut être organisée au Danemark, en Islande, en Norvège ou en Suède. En dépit de ces dispositions, le renvoi de l'exécution peut être déclaré perdu en Finlande, si le condamné a commis une infraction dans le pays pendant ou avant la période de mise en liberté sous surveillance, ou si l'autorité compétente d'un autre pays a transmis la question au tribunal finlandais qui a mis le condamné en liberté sous surveillance, pour qu'il prenne une décision. En outre, la surveillance d'une personne qui a bénéficié d'une mesure de mise en liberté conditionnelle après avoir purgé une partie de la peine de prison ou de travaux forcés qui lui a été infligée au Danemark, en Islande, en Norvège ou en Suède, peut, sur demande, être exercée en Finlande. Si l'autorité compétente d'un de ces pays change les conditions ou les ordres que doit exécuter la personne mise en liberté conditionnelle, ou annule la mesure de mise en liberté conditionnelle, une telle décision est applicable également en Finlande. Après que la décision aura été prise d'exercer la surveillance en Finlande, la loi finlandaise s'appliquera à cette surveillance.

Une personne mise en liberté conditionnelle dans un autre pays nordique, mais dont la surveillance n'est pas exercée en Finlande peut, si elle est condamnée en Finlande pour une nouvelle infraction commise pendant la période de liberté conditionnelle, se voir privée de cette liberté par un tribunal finlandais. Dans ce cas, le Ministre de la justice peut convertir une partie de la peine qui n'a pas été purgée en une peine similaire prescrite par la loi finlandaise, et l'exécution de la peine convertie sera accomplie conformément à la loi finlandaise.

Au lieu de déclarer perdue la liberté conditionnelle, le tribunal peut transmettre cette question au tribunal du pays nordique où la personne a bénéficié d'une mise en liberté conditionnelle, ou au lieu où s'exerce la surveillance, pour qu'il prenne une décision.

De même, la surveillance d'une personne mise en liberté conditionnelle peut être organisée et exercée au Danemark, en Islande, en Norvège ou en Suède. En dépit de ces dispositions, un condamné peut se voir privé de cette liberté conditionnelle par un tribunal finlandais s'il est condamné en Finlande pour une nouvelle infraction commise durant la période de liberté conditionnelle, ou si l'autorité compétente d'un autre pays nordique a transmis pour décision la question à une autorité finlandaise.

Si une autorité danoise, islandaise, norvégienne ou suédoise déclare perdue la liberté conditionnelle d'une personne mise en liberté conditionnelle, une telle décision est également applicable en Finlande.

La demande concernant l'exécution en Finlande d'une peine prononcée au Danemark, en Islande, en Norvège ou en Suède et les dispositions pour la surveillance en Finlande d'une personne mise en liberté sous surveillance ou mise en liberté conditionnelle dans un autre pays nordique est du ressort du Ministère de la justice. Avant que la demande ne soit acceptée, le condamné aura la possibilité de faire entendre sa cause, à l'exception des cas de recouvrement des amendes, à condition que ce recouvrement s'effectue sans difficulté. Si la demande est acceptée, le condamné peut interjeter appel contre cette décision conformément aux règles prévues par la loi.

La demande concernant l'exécution au Danemark, en Islande, en Norvège ou en Suède d'une sentence prononcée en Finlande, et l'organisation de la surveillance dans un autre pays nordique d'une personne mise en liberté sous surveillance ou en liberté conditionnelle en Finlande, seront faites par le Ministère de la justice.

Les dispositions de la loi finlandaise concernant les mesures de grâce seront également appliquées aux jugements prononcés en Islande, au Danemark, en Norvège ou en Suède, s'il a été décidé qu'ils seront exécutés en Finlande. Une décision prise par une autorité compétente dans un autre pays nordique concernant la grâce d'une personne condamnée dans ce pays sera respectée en Finlande, bien que la décision ait été prise d'exécuter la sentence en Finlande.

La question de la prescription de l'exécution d'un jugement sera décidée conformément à la loi du pays nordique où la sentence a été prononcée.

## 2. Droit à la santé et aux soins médicaux

Loi n° 364 du 4 juillet 1963 sur l'assurance-maladie (*AsK* n° 364/63).

Toute personne résidant en Finlande est assurée contre la maladie conformément aux dispositions de la présente loi. Dans le cadre du système d'assurance, une allocation est payée pour la grossesse et pour l'accouchement. Le bénéfice de cette loi s'étend aux ressortissants finlandais appartenant au service diplomatique à l'étranger, à leur épouse et à leurs enfants de moins de 21 ans, ainsi qu'aux travailleurs finlandais et aux ressortissants finlandais employés à bord des navires finlandais. Le bénéfice de cette loi ne s'étend pas aux étrangers résidant en Finlande qui appartiennent au service diplomatique d'un Etat étranger, ni à leur personnel étranger.

Toute personne assurée a droit au remboursement partiel des frais des traitements médicaux, des frais de voyage entrepris en vue de ces traitements, ainsi qu'à une allocation journalière pendant l'incapacité de travail causée par la maladie. L'allocation n'est payée que pour les frais de soins médicaux prescrits par un médecin. Toute personne est libre de choisir son propre médecin.

Le système d'assurance est administré par l'Institut national des pensions, par ses organes locaux, ses commissions et ses bureaux, ou par l'intermédiaire de certaines Caisses de l'emploi. A cette fin, il existe un Conseil consultatif de l'assurance-maladie qui fait partie de l'Institut national des pensions.

Afin de financer ce système d'assurance, les personnes assurées, les employés et l'Etat paient des cotisations à un Fonds spécial d'assurance géré par l'Institut national des pensions. A cette fin, toute personne assurée verse une somme égale à un penni (1/100<sup>e</sup> de finmark) pour chaque unité d'impôt sur le revenu qu'elle a versé au titre de l'imposition communale pour l'année précédente. Tout employeur paie un pour cent des salaires qu'il verse à ses employés. L'Etat paie, chaque année, une somme égale, au moins, au tiers des dépenses totales de la Caisse pendant l'année. Si, à la fin de l'année civile, le capital de la Caisse dépasse un huitième des dépenses totales pendant cette année, la contribution versée par l'Etat sera réduite afin que le capital de la Caisse soit égal à un huitième des dépenses totales.

Les dispositions concernant l'application de la présente loi sont contenues dans le décret n° 473 du 1<sup>er</sup> novembre 1963 sur l'assurance-maladie (*AsK* n° 473/63).

## 3. Soins particuliers et assistance maternelle et infantile

Loi n° 281 du 7 juin 1963 relative aux avances sur pension alimentaire (*AsK* n° 281/63).

Selon les termes de cette loi, des avances peuvent être faites sur les fonds de l'Etat lorsque les pensions alimentaires destinées aux enfants ne sont pas versées par ceux qui doivent les payer conformément à une décision de justice, ou par suite d'un accord conclu en ce sens.

Les conditions de versement de l'avance sont les suivantes :

1) que l'enfant, ou au moins un de ses parents, soit ressortissant finlandais ;

2) que l'enfant vive ou réside d'une manière permanente en Finlande ;

3) que l'enfant ne se trouve pas sous la garde de la personne qui doit verser la pension alimentaire et ne vive pas avec elle ;

4) que les parents ou l'un des parents de l'enfant et la personne qui doit payer la pension alimentaire ne vivent pas ensemble ;

5) que l'enfant ne reçoive pas de l'Etat ou de la commune d'autre assistance destinée à pourvoir à sa subsistance.

Pour un enfant légitime, les avances sont accordées et payées par le bureau social de la commune où réside le tuteur de l'enfant ; dans le cas où le tuteur de l'enfant ne vit pas en Finlande, ou si l'enfant n'est pas gardé par son tuteur, les avances sont accordées et payées par le bureau social de la commune du lieu de résidence de l'enfant. Pour les enfants illégitimes, les avances sont accordées et payées par le bureau social de la commune où un inspecteur officiel de l'enfance veille aux intérêts de l'enfant.

La demande d'avance peut être faite par le tuteur ou par la personne qui a la garde effective de l'enfant. Pour un enfant illégitime, l'avance peut être demandée à l'inspecteur officiel de l'enfance.

Actuellement, les avances sont accordées dès le début du mois de la demande jusqu'à la fin du mois où l'enfant atteint ses 18 ans. Si des raisons particulières les justifient, des avances peuvent être accordées, avec effet rétroactif, pour les trois mois qui ont précédé la demande.

Le montant de l'avance ne pourra être supérieur à 40 finmarks par mois et ne pourra dépasser le montant réel de la pension alimentaire dans chaque cas particulier. Lorsque l'avance est accordée, le bureau social est habilité à recouvrer les avances sur pension alimentaire qu'il a accordées auprès de la personne qui doit payer la pension alimentaire.

L'observation des dispositions de cette loi est contrôlée par le Ministre des affaires sociales.

#### 4. Droits liés aux problèmes du travail

a) Loi n° 331 du 28 juin 1963 sur le plein emploi (AsK n° 331/63).

L'Etat s'efforcera d'assurer le plein emploi à l'aide de mesures de politique économique générale et en favorisant l'établissement de nouvelles possibilités permanentes d'obtention d'emploi.

Afin de corriger les déséquilibres résultant des fluctuations de l'offre et de la demande, l'Etat, les communes et les unions de communes devront s'efforcer de concentrer la réalisation des travaux nécessitant des investissements aux époques de chômage. De même, l'Etat, les communes et les unions de communes devront s'efforcer de concentrer leurs commandes de travaux aux époques de chômage effectif ou probable dans les domaines économiques en question.

Afin d'assurer le plein emploi, des prêts et des subventions peuvent être accordés sur les fonds de

l'Etat réservés à cette fin dans le budget. Pour lutter contre le chômage, des cours de formation professionnelle peuvent être organisés ou soutenus par l'Etat. Pour assurer le plein emploi, des mesures de transfert de travailleurs d'une localité à une autre supportées en partie ou entièrement par l'Etat pourront être prises. L'Etat et les communes devront également, par avance, prendre des dispositions pour préparer le travail qui sera accompli lorsque cela se révélera nécessaire.

Pour déterminer quelle sera la contribution des communes dans l'organisation de l'offre de travail par rapport à celle de l'Etat, les communes sont classées en dix catégories selon leurs ressources économiques, et en cinq groupes selon leurs besoins et leurs possibilités d'offrir du travail, cela compte tenu de leur population et de la structure de leur vie économique. Cette classification est confirmée par le Ministère des communications et des travaux publics pour une année civile après que les organisations centrales de communes ont eu la possibilité d'exprimer leur opinion.

Si des travailleurs effectuent un travail offert par l'Etat, leur commune respective qui aurait dû, en fait, leur offrir du travail dans le cadre de la contribution qu'elle doit apporter, paiera une indemnité à l'Etat pour les dépenses qu'entraîne cette offre de travail conformément aux raisons données par le Ministère des communications et des travaux publics. De même, si une commune emploie plus de travailleurs et dépasse ainsi le nombre d'emplois qu'elle doit offrir dans le cadre de la contribution qu'elle doit faire, la commune recevra pour les mêmes raisons une indemnité de la Caisse de l'Etat.

L'administration générale et la surveillance de ces mesures dépendent du Ministère des communications et des travaux publics. Dans chaque commune, une commission de la main-d'œuvre sera chargée de diriger les travailleurs vers les travaux dont l'organisation a été préparée par l'Etat ou la commune. Cette commission veillera à l'accomplissement des autres tâches locales.

Le décret n° 333 du 28 juin 1963 sur le plein emploi donne des dispositions plus détaillées.

b) Loi n° 332 du 28 juin 1963, sur l'allocation-chômage (AsK n° 332/63).

Selon les termes de cette loi, toute personne dont le nom a été inscrit sur les dossiers tenus par la commission de la main-d'œuvre et qui n'a pu recevoir un emploi aura droit à une indemnité de chômage versée par l'Etat.

Le décret n° 334 du 28 juin 1963 donne des dispositions plus détaillées sur l'allocation-chômage (AsK n° 334/63).

## II. ACCORDS INTERNATIONAUX

1. Le décret n° 117 du 1<sup>er</sup> mars 1963 met en vigueur la Convention entre la Finlande, le Danemark, la Norvège, l'Islande et la Suède sur le recouvrement des créances alimentaires, conclue à Oslo le 23 mars 1962.

2. Le décret n° 128 du 22 février 1963 met en vigueur la Convention concernant l'égalité de

rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, adoptée par la Conférence internationale du Travail en 1951. La ratification de la Convention par la Finlande a été enregistrée le 14 janvier 1963.

3. Le décret n° 254 du 11 avril 1963 met en vigueur la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur adoptée à Genève le 6 septembre 1952. L'instrument de ratification en a été déposé par la Finlande le 16 janvier 1963.

## FRANCE

### NOTE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES DROITS DE L'HOMME EN 1962 ET 1963<sup>1</sup>

L'année 1962 a été marquée par la fin du long et douloureux conflit qui a ensanglanté l'Algérie et abouti à la proclamation d'indépendance du 1<sup>er</sup> juillet 1962.

Les remous provoqués dans la vie politique française dans les derniers mois du conflit et ceux qui ont suivi ont provoqué à nouveau l'intervention de mesures exceptionnelles dont nous faisons mention sous une rubrique spéciale.

Il convient de signaler aussi les dispositions en matière d'amnistie et celles concernant l'accueil aux personnes rapatriées d'Algérie.

Est publiée ci-dessous une ordonnance du 21 juillet 1962 contenant des dispositions concernant la nationalité française en faveur des personnes originaires d'Algérie.

L'activité législative a été beaucoup moins féconde au cours de l'année 1963 dans les domaines qui intéressent cette étude.

#### I. DROITS CIVILS ET INDIVIDUELS

##### 1. Amnistie

Un décret du 22 mars 1962<sup>2</sup> a prononcé une amnistie générale des actes accomplis « en vue de participer ou d'apporter une aide directe ou indirecte à l'insurrection algérienne ». Cette amnistie intéresse particulièrement les personnes de statut local ayant participé à la rébellion en Algérie. Elle a été étendue<sup>3</sup> aux mêmes catégories de personnes pour les actes accomplis sur l'ensemble du territoire de la République.

Un second décret du 22 mars 1962<sup>4</sup> porte amnistie des « infractions commises en Algérie dans le cadre des opérations du maintien de l'ordre dirigées contre l'insurrection algérienne avant le 20 mars 1962 ». Ce décret a été également rendu applicable à l'ensemble du territoire de la République<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Note préparée par M. E. Dufour, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, Paris, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement français.

<sup>2</sup> Décret 62-327, *Journal officiel*, mars 1962, p. 3143.

<sup>3</sup> Ordonnance 62-427, *Journal officiel*, avril 1962, p. 3892.

<sup>4</sup> Décret 62-328, *Journal officiel*, mars 1962, p. 3144.

<sup>5</sup> Ordonnance 62-428, *Journal officiel*, avril 1962, p. 3892.

##### 2. Actes de l'état civil

Les dispositions du décret du 3 août 1962<sup>6</sup> renforcent les dispositions antérieures (art. 47 et 57 du Code civil) relatives à la publicité des actes de l'état civil en vue de rendre plus efficace la protection du secret des naissances, notamment dans le cas de naissances illégitimes, de légitimation adoptive, d'adoption. Les tiers ne peuvent obtenir directement communication de renseignements sur les père et mère naturels de l'enfant intéressé.

##### 3. Adoption — Légitimation adoptive

Si la tendance du législateur français est d'encourager et favoriser l'adoption et la légitimation adoptive, des affaires douloureuses avaient récemment attiré l'attention sur les conflits possibles entre famille adoptive et famille naturelle, celle-ci contestant tardivement, mais avec parfois des motifs sérieux et graves, la régularité ou la légitimité de l'adoption.

C'est dans le climat d'émotion provoqué par ces affaires que le législateur a voté la loi du 1<sup>er</sup> mars 1963<sup>7</sup>, laquelle ne préjuge pas de modifications ultérieures plus profondes du régime de l'adoption, dont la réforme reste à l'étude.

Les mesures votées tendent d'abord à renforcer les précautions juridiques pour éviter que l'adoption ne soit consentie à la légère ou de façon inopportune. Elles instituent d'abord, à partir de la date où l'enfant est recueilli au foyer de l'adoptant, un délai de six mois, que certains eussent voulu plus long, avant lequel le jugement d'adoption ne peut être prononcé. Il s'agit d'un délai probatoire. Le texte prescrit : « L'adoption des mineurs de 16 ans ne peut être prononcée que si l'enfant a été recueilli au foyer du ou des adoptants depuis au moins six mois ».

D'autre part sont renforcés les moyens d'investigation du tribunal pour lui permettre de connaître le mieux possible tout ce qui concerne non seulement l'enfant, mais aussi ses futurs parents adoptifs et ses parents par le sang. Une enquête sérieuse peut éviter au tribunal d'ignorer des faits ou des situations qui seraient de nature à motiver plus tard un recours des parents naturels. Avec précaution, le législateur a autorisé pour faciliter une telle enquête une dérogation à la règle de

<sup>6</sup> Décret 62-921, *Journal officiel*, août 1962, p. 7918.

<sup>7</sup> Loi 63-215, *Journal officiel*, mars 1963, p. 2091.

secret très rigoureuse imposée aux services de l'aide sociale à l'enfance (art. 81 du Code civil).

La nouvelle loi renforce aussi les pouvoirs d'appréciation du tribunal en cas d'opposition des parents légitimes à une demande d'adoption. « Le tribunal peut prononcer l'adoption s'il estime abusif le refus de consentement opposé par les parents légitimes ou naturels, ou par l'un d'entre eux seulement, lorsqu'ils se sont désintéressés de l'enfant au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation. »

Concernant la légitimation adoptive, la nouvelle loi apporte une innovation intéressante, en ce qu'elle précise la notion d'abandon et celle d'enfant abandonné, jusque-là laissées en cette matière à l'appréciation du juge. Il résulte du nouveau texte que la légitimation adoptive est possible (mais reste facultative pour le juge) lorsque l'enfant est pupille de l'Etat, lorsque ses parents naturels ont encouru la déchéance de la puissance paternelle, ou encore dans le cas où la puissance paternelle sur l'enfant a été « déléguée » à un tiers, à une œuvre sociale, ou au service de l'aide sociale à l'enfance, conformément à la loi du 24 juillet 1889, d'ailleurs modifiée par la même loi de 1963. Mais en outre le juge peut prononcer la légitimation adoptive d'enfants abandonnés *en fait*, sous réserve que les conditions exigées par la même loi modifiée du 24 juillet 1889 pour une délégation de puissance paternelle se trouvent réunies. Par ce renvoi qui n'implique pas l'accomplissement des formalités de la délégation de puissance paternelle, se trouve garanti que l'interprétation de la notion d'abandon de fait ne subira pas d'errements préjudiciables aux familles.

Enfin la loi régleme la tierce opposition contre les jugements et arrêts prononçant l'adoption ou la légitimation adoptive. Si elle en admet le principe, elle en limite l'exercice à l'intérieur du délai d'un an à compter de la transcription du jugement ou de l'arrêt sur les registres de l'état civil, ce qui aura pour effet le plus souvent de l'interdire définitivement et correspond à un souci de favoriser la stabilité de la famille adoptive.

#### 4. Textes en relation avec la fin du conflit algérien

Le 19 mars 1962, à la suite des conversations dites d'Evian, étaient publiés simultanément le texte d'un « Accord de cessez-le-feu en Algérie »<sup>8</sup> et celui de huit « Déclarations gouvernementales relatives à l'Algérie ».

Approuvées par le référendum du 8 avril 1962<sup>9</sup>, les dispositions prévues par ces actes devaient permettre une consultation du peuple algérien le 1<sup>er</sup> juillet 1962, dont on sait qu'elle aboutit à la proclamation immédiate de l'indépendance de l'Algérie, reconnue solennellement par la France dans une « Déclaration du 3 juillet 1962 »<sup>10</sup>.

Mais la fin de cette guerre n'alla pas sans soubresauts dramatiques dans la vie politique française et dans les consciences des Français d'Algérie. Pour lutter contre des menées subversives, les pou-

voirs publics durent renforcer certains moyens de lutte et de répression. C'est ainsi qu'intervinrent l'ordonnance du 14 avril 1962<sup>11</sup> relative à la procédure concernant les crimes et délits en relation avec les événements d'Algérie; l'ordonnance de même date<sup>12</sup> modifiant la compétence du Tribunal militaire et la procédure devant cet organisme; l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juin 1962<sup>13</sup> instituant une Cour militaire de justice (voir *infra* Jurisprudence); l'ordonnance du 30 juin 1962<sup>14</sup> relative à l'institution de tribunaux des forces armées en Algérie; la loi du 15 janvier 1963<sup>15</sup> qui a attribué à une Cour de sûreté de l'Etat la compétence d'abord donnée au Tribunal militaire pour connaître des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et d'autres crimes et délits commis dans diverses circonstances.

#### 5. Jurisprudence

Parmi les textes intervenus en relation avec les événements politiques qui ont accompagné la fin du conflit algérien, figurait l'ordonnance précitée du 1<sup>er</sup> juin 1962 instituant une Cour militaire de justice.

Cette ordonnance a été déférée au Conseil d'Etat sur la base de la violation des droits traditionnels de la défense et des garanties ordinaires de procédure. Par décision du 19 octobre 1962<sup>16</sup>, le Conseil d'Etat a annulé cette ordonnance prise en vertu des pouvoirs spéciaux donnés au Président de la République par la loi du 13 avril 1962 (voir *supra* textes en relation avec la fin du conflit algérien) en constatant que les dispositions exorbitantes qu'elle contenait en matière de procédure, notamment par l'exclusion de toute voie de recours, comportaient une atteinte grave aux principes généraux du droit pénal qui n'était pas nécessitée par l'application des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962.

## II. DROIT SOCIAL

#### 1. Accidents du travail — Accidents de trajet

On sait que par des lois des 30 octobre 1946 et 26 juillet 1957 (cf. *Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 82), le législateur a étendu le régime de la réparation forfaitaire des accidents du travail aux victimes d'accidents survenus dans le trajet pour se rendre à son travail ou en revenir. Le principe de la réparation forfaitaire a pour contre-partie l'impossibilité pour la victime de réclamer à l'employeur ou à ses préposés aucune autre indemnisation au titre de la responsabilité civile de droit commun. Si l'on applique cette conséquence aux accidents survenus pendant le

<sup>8</sup> Accord du 19 mars 1962 et Déclarations gouvernementales, *Journal officiel*, mars 1962, p. 3019.

<sup>9</sup> Loi 62-421, *Journal officiel*, avril 1962, p. 3843.

<sup>10</sup> Déclaration, *Journal officiel*, juillet 1962, p. 6483.

<sup>11</sup> Ordonnance 62-429, *Journal officiel*, avril 1962, p. 3893.

<sup>12</sup> Ordonnance 62-430, *Journal officiel*, avril 1962, p. 3893.

<sup>13</sup> Ordonnance 62-618, *Journal officiel*, juin 1962, p. 5316.

<sup>14</sup> Ordonnance 62-718, *Journal officiel*, juillet 1962, p. 6392.

<sup>15</sup> Loi 63-22, *Journal officiel*, janvier 1963, p. 507.

<sup>16</sup> Décision 58502, *Rec. des décisions du Conseil d'Etat*, année 1962, p. 552.



trajet du domicile au lieu de travail ou vice versa, on aboutit à diminuer le droit à réparation de la victime lorsque le responsable de l'accident se trouve être soit l'employeur personnellement, soit un de ses préposés, par exemple un camarade de travail de la victime. Certaines cours d'appel, ayant senti le manque d'équité de cette situation dans le cas où l'auteur de l'accident s'est comporté en fait comme un tiers, avaient admis un recours de la victime même contre l'employeur ou son préposé, responsable d'un accident de trajet. Toutefois la Cour de cassation, chambres réunies, dans un arrêt du 27 juin 1962<sup>17</sup>, avait maintenu une application rigoureuse et littérale du texte de l'article 415-1 du Code de la sécurité sociale, lequel se borne, sans aucune réserve, à assimiler l'accident de trajet à un accident survenu à l'intérieur de l'entreprise.

Aussi le législateur est-il à nouveau intervenu par la loi du 6 août 1963<sup>18</sup>, laquelle permet désormais à la victime d'un accident de trajet survenu dans les conditions ci-dessus décrites de se retourner contre le tiers responsable et d'obtenir un complément de réparation, même s'il s'agit de l'employeur ou de l'un de ses préposés, et à moins que ce préposé ne fût lui-même en mission commandée par l'employeur, auquel cas le régime forfaitaire retrouve son emploi.

## 2. Droit syndical — Délégués du personnel

La jurisprudence en ces matières est appelée parfois à arbitrer des conflits entre la protection légale des fonctions exercées et la discipline nécessaire à l'intérieur des entreprises.

Les missions confiées aux délégués du personnel par la loi du 16 avril 1946 peuvent les amener à quitter leurs postes de travail momentanément dans la limite de temps de 15 heures par mois prévue par l'article 13 de cette loi.

La clause d'une convention collective qui subordonnerait l'exercice de ce droit à l'accord préalable du chef d'entreprise sur demande remise la veille ou l'avant-veille est illégale; son inobservation ne prive pas les intéressés de se prévaloir de leur qualité de délégués<sup>19</sup>.

## 3. Comités d'entreprise Étendue de leurs attributions

Si l'ordonnance du 2 novembre 1945, modifiée par la loi du 16 avril 1946, ne définit pas avec précision le domaine des « œuvres sociales » dont elle confie la gestion au chef d'entreprise, il arrive que la jurisprudence soit amenée à préciser l'étendue des pouvoirs des comités en ces matières.

C'est ainsi que la Cour de cassation a débouté une société qui contestait le droit de son comité d'entreprise d'accorder des indemnités journalières forfaitaires aux membres du personnel bénéficiaires des congés-éducation prévus par la loi du 23 juillet 1957 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme*

pour 1957, p. 82) lesquels ne sont pas rémunérés par l'entreprise.

L'arrêt justifie sa solution en admettant que « l'institution d'un régime d'indemnité destiné à faciliter l'éducation ouvrière du personnel de l'entreprise rentre dans les œuvres sociales destinées à l'amélioration des conditions collectives de travail et de vie du personnel »<sup>20</sup>.

## 4. Main-d'œuvre — Fonds national de l'emploi

Les changements et transformations dans la vie économique, dans les structures industrielles, l'évolution de la technique, posent aux travailleurs de difficiles exigences d'adaptation. Pour faciliter à la fois la recherche d'emplois nouveaux, le reclassement et la réadaptation, une loi du 18 décembre 1963<sup>21</sup> a créé un Fonds national de l'emploi. Son action s'exerce par des allocations de conversion en faveur des travailleurs salariés privés d'emploi qui suivent un stage de formation professionnelle en vue de se rendre aptes à d'autres emplois, et par des primes et indemnités diverses (de transport, de réinstallation, etc.) pour les travailleurs appelés à changer de région géographique.

Une action particulière d'orientation et de formation professionnelle est prévue en faveur des jeunes gens libérés des obligations militaires d'activité.

## 5. Travail pénal

L'intervention du décret du 13 avril 1962<sup>22</sup> portant modification du décret du 10 décembre 1949<sup>23</sup> est une occasion de rappeler que les diverses dispositions du code de la Sécurité sociale bénéficient aux détenus.

## 6. Départements d'outre-mer

Deux décrets du 31 juillet 1963<sup>24</sup> portent majoration du salaire interprofessionnel minimum garanti dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, et dans le département de la Réunion.

## 7. Développement contractuel du droit du travail Accords Renault

On a pu constater ces dernières années une tendance de plus en plus affirmée à compléter la législation du travail, voire à la suppléer, par des dispositions conventionnelles, soit internes à l'entreprise, soit étendues à la profession, lorsqu'elles s'expriment par des conventions collectives. Ce phénomène est né d'une disposition d'esprit modifiée des organisations syndicales patronales ou ouvrières; celles-ci ont découvert les avantages d'une réflexion en commun sur les perspectives

<sup>20</sup> Cass. Soc., 4 janvier 1962, *Droit social*, 1962, p. 164.

<sup>21</sup> Loi 63-1240, *Journal officiel*, décembre 1963, p. 11331.

<sup>22</sup> Décret 62-4777, *Journal officiel*, avril 1962, p. 4027.

<sup>23</sup> Loi 49-1585, *Journal officiel*, décembre 1949, p. 12021.

<sup>24</sup> Décrets 63-772 et 63-773, *Journal officiel*, août 1963, pp. 7133 et 7134.

<sup>17</sup> Cass., Ch. réunies, *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation*, 1962, p. 3-4.

<sup>18</sup> Loi 63-820, *Journal officiel*, août 1963, p. 7357.

<sup>19</sup> Cass. Crim., 22 février 1962, *Droit social*, 1962, p. 622.

d'avenir de leurs professions et sur les possibilités de développement que ces perspectives autorisent. Nombre des apports au droit social de ces conversations entre organisations patronales et ouvrières sont encore mal connues, parce qu'elles ne sont pas habituellement publiées.

C'est pourquoi la publication au début de l'année 1963 des « Accords Renault » du 29 décembre 1962<sup>25</sup> est apparue comme une manifestation spectaculaire de cette tendance. L'accord a été conclu pour une période de deux ans, entre la direction de la Régie nationale des usines Renault et les organismes syndicaux du personnel.

L'un des « avantages » stipulé par cet accord est l'octroi d'une quatrième semaine de congé rémunéré. L'exemple a fait tache d'huile et a été bientôt suivi au cours de l'année 1963 par de nombreuses et importantes entreprises métallurgiques.

Une autre clause de cet accord contient la promesse d'augmentations de salaires atteignant au cours de chacune des deux années à courir un taux minimum de 4 pour cent « en fonction des progrès techniques raisonnablement prévisibles dans les deux années à venir ».

Ainsi se développe en marge et parfois à contre-courant de l'action du gouvernement et du législateur un droit social contractuel qui témoigne par lui-même d'une amélioration du climat social, et qui ne manquera pas d'avoir à plus ou moins longue échéance d'importantes répercussions sur la législation.

#### 8. Personnes rapatriées

La perspective de l'indépendance algérienne a provoqué le retour en France d'un grand nombre de personnes soit d'origine française ou européenne, soit de statut indigène. Nous avons signalé (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 124, 127-128) que le gouvernement avait été autorisé par une loi à prendre toutes mesures pour faciliter la réinstallation, le reclassement, la réadaptation de ces personnes sur le sol métropolitain. Une série de textes ont mis en œuvre ces intentions :

a) par la création d'un régime particulier et provisoire de sécurité sociale et de prestations familiales (ordonnances du 14 février 1962)<sup>26</sup> ;

b) par des mesures en vue de favoriser le reclassement dans la fonction publique (ordonnance du 11 avril 1962<sup>27</sup> relative aux conditions d'intégration dans les services publics métropolitains des

fonctionnaires et agents des services publics algériens et sahariens) ; et

c) par des mesures en vue de favoriser ce reclassement dans les activités du secteur privé (ordonnance du 11 avril 1962<sup>28</sup> instituant une priorité temporaire d'emploi dans les entreprises occupant plus de 50 salariés ainsi que dans des secteurs professionnels à déterminer par décret).

En outre une ordonnance du 4 août 1962<sup>29</sup> a pris des dispositions en vue de constituer, notamment dans des zones incultes ou mal cultivées, des exploitations agricoles destinées à être attribuées aux agriculteurs rapatriés d'Algérie.

### III. CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le *Journal officiel* a publié :

a) La Convention de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle révisée en dernier lieu à Lisbonne le 31 octobre 1958 (décret 62-53, *Journal officiel*, janvier 1962, p. 637).

b) La convention du 14 septembre 1961 portant extension de la compétence des autorités qualifiées pour recevoir les reconnaissances d'enfants naturels (décret 62-833, *Journal officiel*, juillet 1962, p. 7286).

Le législateur a autorisé la ratification :

a) de la convention internationale des télécommunications signée à Genève le 21 décembre 1959 (loi 62-633 du 5 juin 1962, *Journal officiel*, juin 1962, p. 5411) ;

b) de la convention relative à la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères signée à La Haye le 12 juin 1956 (loi 62-704 du 29 juin, *Journal officiel*, juin 1962 p. 6339) ;

c) de la convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants signée à La Haye le 24 octobre 1956 (loi 62-704 précitée et décret de publication 63-646 du 3 juillet 1963, *Journal officiel*, juillet 1963, p. 6134).

La loi du 22 juin 1962 (loi 62-684, *Journal officiel*, juin 1962, p. 6066) a autorisé l'approbation du statut de la Conférence de La Haye de droit international privé du 31 octobre 1951 et a publié ledit statut.

La loi du 6 août 1963 (loi 63-811, *Journal officiel*, août 1963, p. 7334) a autorisé la ratification de la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage signée le 7 décembre 1956.

<sup>25</sup> Publiés dans le *Droit social*, 1963.

<sup>26</sup> Ord. 62-168 et 62-169, *Journal officiel*, février 1962, pp. 1605 et 1606.

<sup>27</sup> Ord. 62-401, *Journal officiel*, avril 1962, p. 3787.

<sup>28</sup> Ord. 62-400, *Ibid.*, p. 3786.

<sup>29</sup> Ord. 62-914, *Journal officiel*, août 1962, p. 7874.

ORDONNANCE N° 62-825 DU 21 JUILLET 1962<sup>30</sup> RELATIVE À CERTAINES DISPOSITIONS CONCERNANT LA NATIONALITÉ FRANÇAISE, PRISES EN APPLICATION DE LA LOI N° 62-421 DU 13 AVRIL 1962<sup>31</sup>

*Art. 1<sup>er</sup>.* Les Français de statut civil de droit commun domiciliés en Algérie à la date de l'annonce officielle des résultats du scrutin d'autodétermination conservent la nationalité française quelle que soit leur situation au regard de la nationalité algérienne.

*Art. 2.* Les personnes de statut civil de droit local originaires d'Algérie ainsi que leurs enfants peuvent, en France, se faire reconnaître la nationalité française selon les dispositions du titre VII du code de la nationalité française.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963, ces personnes ne pourront établir leur nationalité française que dans les conditions prévues à l'article 156 dudit code.

*Art. 3.* Les dispositions des articles 104 à 108 du code de la nationalité sont applicables aux personnes visées à l'article 2 de la présente ordonnance.

Pendant un délai de trois ans à compter de la publication de la présente ordonnance, l'enregistrement prévu à l'article 104 pourra être ajourné. L'ajournement interrompt le délai de six mois prévu à l'article 107 du code.

*Art. 4.* La nationalité française des personnes visées à l'article 1<sup>er</sup> nées en Algérie avant la publication de la présente ordonnance sera tenue pour établie, dans les conditions de l'article 143 du code de la nationalité française, si elles ont joui de façon constante de la possession d'état de Français.

*Art. 5.* Un décret en Conseil d'Etat déterminera, en tant que de besoin, les formalités de la procédure de reconnaissance prévue à l'article 2 ci-dessus. Cette procédure ne donnera lieu à la perception d'aucun droit ou taxe.

*Art. 6.* Le Premier ministre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, le ministre de l'intérieur, le ministre de la santé publique et de la population et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

<sup>30</sup> *Journal officiel*, juillet 1962, p. 7230.

<sup>31</sup> La loi n° 62-421 du 13 avril 1962, publiée dans le *Journal officiel*, avril 1962, p. 3843, traite des accords à établir et des mesures à prendre au sujet de l'Algérie sur la base des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962.

## GABON

### DÉCRET N° 6/PR DU 7 JANVIER 1963 PORTANT INSTITUTION D'UN RÉGIME DE PRESTATIONS FAMILIALES AU PROFIT DES TRAVAILLEURS GABONAIS ET PORTANT ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA CAISSE DE COMPENSATION DES PRESTATIONS FAMILIALES ET DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DU GABON<sup>1</sup>

#### RÉSUMÉ

En vertu de l'article premier du décret, un régime des prestations familiales est institué au profit de tous les travailleurs visés à l'article premier de la loi n° 88/61 du 4 janvier 1964<sup>2</sup>, portant institution du Code du travail de la République gabonaise, exerçant dans le territoire du Gabon une activité pour le compte d'une personne physique ou morale, publique ou privée, et ayant à sa charge un ou plusieurs enfants résidant dans ce territoire.

D'autres dispositions du décret traitent des allocations prénatales ; de la prime à la naissance ; des allocations familiales ; et de l'action sanitaire et sociale.

Le texte du décret en français et une traduction de ce décret en anglais ont été publiés par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1963 — Gab. 1.

<sup>1</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République gabonaise*, n° 12, du 1<sup>er</sup> juin 1963.

<sup>2</sup> Pour un résumé du Code du travail, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 98.

### LOI N° 9/63 du 12 JANVIER 1963 RELATIVE À L'OBLIGATION ALIMENTAIRE DU PÈRE D'UN ENFANT NÉ HORS MARIAGE<sup>3</sup>

*Art. 1<sup>er</sup>.* L'obligation alimentaire qui incombe au père d'un enfant né hors mariage est sanctionnée conformément aux dispositions de la présente loi.

*Art. 2.* La mère d'un enfant né hors mariage ou, à son défaut, la personne ayant effectivement la charge de l'enfant, dispose contre le père prétendu qui ne s'acquitte pas de son obligation alimentaire d'une action tendant à obtenir sa condamnation, à contribuer à l'entretien et à l'éducation de l'enfant jusqu'à l'âge de quinze ans accomplis.

*Art. 3.* L'action ne sera recevable que dans les cas ci-après :

1° Dans le cas de concubinage notoire du père prétendu et de la mère pendant la période légale de la conception ;

2° Dans le cas d'enlèvement ou de viol lorsque l'époque de l'enlèvement ou du viol se rapportera à celle de la conception ;

3° Dans le cas de séduction accomplie à l'aide d'abus d'autorité ou de promesse de mariage ;

4° Dans le cas d'aveu du père prétendu, soit exprès, soit tacite lorsque son comportement à l'égard de l'enfant a été celui d'un père.

*Art. 4.* L'action sera portée devant le tribunal de grande instance du lieu du domicile de la mère ou de la personne ayant effectivement la charge de l'enfant. Elle devra, à peine de déchéance, être introduite dans l'année qui suit l'accouchement, ou si la mère et le père prétendu ont vécu en concubinage, ou si le père prétendu a pendant un temps contribué à l'entretien de l'enfant, dans l'année qui suit la fin soit du concubinage, soit de cette contribution.

*Art. 5.* La procédure est gratuite. Pour l'exécution du jugement, le bénéfice de l'assistance judiciaire est de droit.

<sup>3</sup> *Journal officiel de la République gabonaise*, n° 3, du 1<sup>er</sup> février 1963.

### LOI N° 20/63 DU 31 MAI 1963 PORTANT INTERDICTION DE LA DOT<sup>4</sup>

*Art. 1<sup>er</sup>.* Est interdite la pratique connue en droit coutumier sous le nom de « dot » qui consiste

en la remise, à l'occasion du mariage, par le futur conjoint à la famille de la future épouse, de somme d'argent ou d'objets de valeur.

*Art. 2.* Toute mention de la dot dans un acte public ou privé est désormais prohibée.

<sup>4</sup> *Ibid.*, n° 14, du 1<sup>er</sup> juillet 1963.

Toute action en paiement ou en remboursement de la dot sera déclarée irrecevable.

Toutefois, en ce qui concerne les mariages, contractés antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, le remboursement de la dot pourra, en cas de divorce, être intenté contre les parents qui l'ont perçue.

*Art. 3.* Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 36 000 à 360 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque enfreindra les dispositions de la présente loi soit en exigeant ou acceptant, soit en remettant ou en promettant des présents en argent ou en nature à titre de dot, telle que celle-ci est définie à l'article premier.

Sont assimilées aux dons en nature les prestations de services.

La confiscation des sommes ou objets remis à titre de dot sera prononcée par le Tribunal.

*Art. 4.* Nul ne pourra réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage si celui-ci n'a pas été célébré devant l'officier de l'Etat civil et constaté par un acte inscrit sur les registres de l'Etat civil. Toutefois, les mariages contractés antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi dans les formes reconnues par la coutume continueront de produire leurs effets.

*Art. 5.* Des décrets d'application détermineront en tant que de besoin les modalités de la présente loi.<sup>5</sup>

. . .

<sup>5</sup> Le Décret n° 227/PR du 24 juillet 1963, publié dans le *Journal officiel de la République gabonaise*, n° 18, du 15 août 1963, détermine les modalités des remboursements des dots versées antérieurement à la date d'entrée en vigueur de cette loi.

## CODE PÉNAL DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

Promulgué par la loi n° 21-63 du 31 mai 1963<sup>6</sup>

### LIVRE PREMIER

#### DES PEINES ET PERSONNES PUNISSABLES

##### Chapitre premier

##### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

*Article premier.* Sont des crimes les infractions que la loi punit soit de la peine de mort, soit de celle des travaux forcés.

*Art. 2.* Sont des délits les infractions que la loi punit d'une peine d'emprisonnement de plus d'un mois ou d'une amende de plus de 24 000 francs.

*Art. 3.* Sont des contraventions les infractions que la loi punit d'une peine d'emprisonnement d'une durée d'un mois au plus ou d'une amende de 24 000 francs au plus, qu'il y ait ou non confiscation des choses saisies et quelle qu'en soit la valeur.

*Art. 4.* L'amende, la relégation, l'interdiction de séjour, l'interdiction à temps de certains droits civiques, civils et de famille, la fermeture d'établissements, l'interdiction d'exercer une profession et la confiscation spéciale du corps du délit, de ses produits ou des choses destinées à le commettre sont des peines accessoires ou complémentaires communes aux matières criminelle et correctionnelle.

Dans tous les cas, la confiscation des armes, objets et instruments ayant servi à commettre un crime ou un délit pourra être prononcée.

En matière de contraventions, la confiscation ne pourra être prononcée que dans les cas expressément prévus par la loi.

*Art. 5.* Nul crime, nul délit, nulle contravention ne peuvent être punis de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'ils fussent commis.

*Art. 6.* Toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a pas été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le crime même.

Il en est de même de la tentative des délits que la loi punit d'une peine d'emprisonnement de plus de cinq ans. Les tentatives des autres délits ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi.

*Art. 7.* En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte est seule prononcée. Lorsque la peine principale fait l'objet d'une remise gracieuse, il y a lieu de tenir compte, pour l'application de la confusion des peines, de la peine résultant de la commutation et non de la peine initialement prononcée.

*Art. 8.* Les condamnations aux peines établies par la loi sont toujours prononcées sans préjudice des restitutions et dommages-intérêts qui peuvent être dus aux parties.

En cas de concurrence de l'amende avec les restitutions et les dommages-intérêts, sur les biens insuffisants du condamné, ces dernières condamnations obtiendront la préférence.

##### Chapitre 2

##### DE LA PEINE DE MORT

*Art. 10.* Si une femme condamnée à mort se déclare et s'il est vérifié qu'elle est enceinte, elle ne subira la peine qu'après sa délivrance.

. . .

##### Chapitre 3

##### DES PEINES PRIVATIVES DE LIBERTÉ

*Art. 13.* La durée de toute peine privative de liberté compte du jour où le condamné est détenu

<sup>6</sup> *Ibid.*, numéro spécial, du 25 juillet 1963.

en vertu de la condamnation, devenue irrévocable, qui prononce la peine.

Quand il y aura eu détention préventive, elle sera intégralement déduite de la durée de la peine qu'aura prononcée le jugement ou l'arrêt de condamnation.

*Art. 14.* Les hommes condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles.

*Art. 15.* Les condamnations à la peine des travaux forcés à temps seront prononcées pour cinq ans au moins et vingt ans au plus.

*Art. 16.* Les condamnations à l'emprisonnement seront prononcées pour un jour au moins et dix ans au plus. La peine à un jour d'emprisonnement est de vingt-quatre heures, celle à un mois est de trente jours.

*Art. 17.* Quiconque aura été condamné à la peine de l'emprisonnement sera enfermé dans une maison de correction.

#### Chapitre 4

##### DES PEINES PRIVATIVES DE DROITS

*Art. 18.* La condamnation à une peine criminelle emportera interdiction de l'exercice des droits civiques, civils et de famille suivants :

1. De vote et d'élection ;
2. D'éligibilité ;
3. D'être appelé ou nommé aux fonctions d'assesseur dans une juridiction ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ;
4. Du port d'armes ;
5. De vote et de suffrage dans les délibérations de famille ;
6. D'être tuteur ou curateur, si ce n'est de ses enfants, et sur l'avis seulement de la famille ;
7. D'être expert ou employé comme témoin dans les actes ;
8. De témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations.

*Art. 19.* En matière correctionnelle, les tribunaux pourront, dans les cas expressément prévus par la loi, interdire, en tout ou en partie, pour une durée de cinq à dix ans l'exercice des droits civiques, civils et de famille mentionnés à l'article ci-dessus.

#### Chapitre 5

##### DE L'INTERDICTION DE SÉJOUR

*Art. 20.* L'interdiction de séjour consiste dans la défense faite à un condamné de paraître dans certains lieux.

Elle peut être prononcée contre tout condamné aux travaux forcés ou à une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à un an.

Le maximum de la peine d'interdiction de séjour est de vingt ans.

*Art. 21.* La liste des lieux interdits est fixée par le Ministre de l'intérieur par voie d'arrêtés collectifs ou individuels. Elle est notifiée au condamné avant sa libération à la diligence des autorités administratives.

*Art. 22.* L'interdiction de séjour part de la date de la libération du condamné.

#### Chapitre 8

##### DE LA RELÉGATION

*Art. 36.* La relégation consiste dans l'internement perpétuel dans des conditions qui seront déterminées par décret.

*Art. 37.* La relégation ne peut être prononcée que par les cours et tribunaux de droit commun et seules les condamnations prononcées antérieurement par ces juridictions entrent en ligne de compte pour l'application de cette peine.

*Art. 39.* Les condamnations qui auront fait l'objet de grâce, commutation ou réduction de peine pourront néanmoins être comptées en vue de la relégation. Ne le seront pas celles qui auront été effacées par la réhabilitation.

*Art. 40.* La relégation n'est pas applicable aux mineurs ni aux personnes qui seraient âgées de plus de soixante ans à l'expiration de leur peine.

#### Chapitre 12

##### DES CAUSES D'IRRESPONSABILITÉ ET DES EXCUSES

*Art. 50.* Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au moment de l'action ou lorsqu'il y a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister.

#### Chapitre 13

##### DE LA MINORITÉ PÉNALE

*Art. 56.* Lorsqu'un mineur de treize ans se sera rendu coupable de faits qualifiés crime ou délit, il sera déféré au président du Tribunal qui pourra prononcer par ordonnance soit la remise de l'enfant à ses parents, à son tuteur, à la personne qui en avait la garde ou à une personne digne de confiance, soit son placement dans une institution ou un établissement public ou privé d'éducation ou de formation professionnelle, ou dans un établissement médical. Ces mesures pourront être rapportées ou modifiées dans les mêmes formes.

*Art. 57.* Lorsqu'un mineur âgé de treize à dix-huit ans aura commis un crime ou un délit, il sera dans tous les cas déféré au juge d'instruction qui informera également sur les conditions d'existence et d'éducation de l'enfant. S'il ne le place sous mandat de dépôt, le magistrat instructeur pourra, par ordonnance spéciale, confier le mineur à toute personne ou institution de son choix qui en conservera la garde jusqu'à la décision du Tribunal.

*Art. 58.* Les mineurs âgés de plus de treize ans et de moins de dix-huit ans sont jugés par le Tribunal correctionnel ou par la Cour criminelle en audience non publique, à moins que le mineur ne soit inculpé dans la même cause avec un ou plusieurs coïnculpés majeurs. Dans tous les cas, le jugement ou l'arrêt est rendu en audience publique.

*Art. 59.* La juridiction saisie d'un crime ou d'un délit commis par un mineur âgé de plus de

treize ans et de moins de dix-huit ans devra dire s'il a agi ou non agi avec discernement. Dans le premier cas, le Tribunal pourra soit condamner le mineur aux peines prévues par la loi, soit le condamner à une peine inférieure dont le minimum sera celui des peines de simple police.

Dans le second cas, il ne sera pas prononcé de condamnation, mais le Tribunal prendra toutes mesures propres à assurer l'amendement du mineur et sa rééducation.

*Art. 60.* Les mineurs de dix-huit ans, prévenus ou condamnés, seront toujours placés dans un quartier spécial des établissements pénitentiaires.

La peine de mort ne sera jamais prononcée contre un mineur de dix-huit ans.

## LIVRE II

### DES CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

#### Chapitre 4

##### DES ATTEINTES À L'ORDRE ET À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, À L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT ET AU CRÉDIT DE LA NATION

*Art. 84.* Seront punis d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de 24 000 à 100 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement :

1. Ceux qui, en vue d'une réunion publique, auront fait une déclaration incomplète ou inexacte de nature à tromper sur les conditions de la réunion projetée ou qui, soit avant le dépôt de la déclaration prévue par la loi, soit après l'interdiction de la réunion, auront adressé par un moyen quelconque une convocation à y prendre part ;

2. Ceux qui auront participé à l'organisation d'une réunion publique non déclarée ou interdite.

*Art. 85.* Tous cris ou chants séditieux proférés dans les lieux ou réunions publics seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 24 000 à 120 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

*Art. 86.* Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 24 000 à 240 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura, par paroles, écrits, gestes ou de quelque autre manière, outragé le drapeau de la République gabonaise.

*Art. 87.* Sera punie d'un emprisonnement d'un à dix ans et d'une amende de 24 000 à 500 000 francs toute provocation adressée par propagande écrite ou orale, quels qu'en soient les moyens de diffusion, aux forces de sécurité intérieure, aux militaires des armées de terre, de mer ou de l'air, en vue de les détourner de leurs devoirs et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois, règlements, réquisitions, ordres émanant de l'autorité publique ou pour l'exécution des règlements militaires.

*Art. 88.* Sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 24 000 à 250 000 francs quiconque participera de quelque manière que ce soit à toute propagande écrite ou

orale tendant à troubler la paix publique, à inciter à la révolte contre les autorités de l'Etat, à porter atteinte à la République dans le prestige de ses institutions, à provoquer la désunion des citoyens, à inspirer la haine raciale, religieuse ou tribale et, d'une façon générale, à nuire aux intérêts vitaux de l'Etat et de la Nation.

*Art. 89.* Sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 24 000 à 500 000 francs quiconque recevra directement ou indirectement, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, des fonds de provenance étrangère destinés à la propagande et se livrera à une propagande politique. Les fonds ainsi reçus pourront être saisis en tout endroit où le destinataire les aura déposés et tout paiement à venir sera bloqué ou confisqué auprès du payeur.

*Art. 90.* Seront punis des mêmes peines ceux qui diffuseront ou détiendront en vue de la diffusion dans un but de propagande des tracts, bulletins ou papillons d'origine ou d'inspiration étrangère de nature à nuire à l'intérêt national ou à troubler la paix publique.

*Art. 91.* Quiconque aura sciemment diffusé ou reproduit des journaux ou écrits périodiques interdits dans les conditions prévues par la législation en vigueur sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 24 000 à 100 000 francs.

*Art. 92.* Sans préjudice de l'application de l'article 49-4° au cas où la provocation aurait été suivie d'effet, sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans quiconque aura, par propagande écrite ou orale, quels qu'en soient les moyens de diffusion, directement provoqué à un crime ou délit dirigé contre l'Etat ou les particuliers, contre les personnes ou les biens, ou fait l'apologie de ces crimes ou délits.

*Art. 93.* La diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, lorsque, faite de mauvaise foi, elle aura troublé la paix publique ou aura été susceptible de la troubler, sera punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 24 000 à 240 000 francs.

Les mêmes faits seront punis d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 50 000 à 500 000 francs lorsque la diffusion ou la reproduction, faite de mauvaise foi, sera de nature à ébranler la discipline ou le moral des forces armées.

#### Chapitre 11

##### DES OUTRAGES ET VIOLENCES ENVERS LES DÉPOSITAIRES DE L'AUTORITÉ ET DE LA FORCE PUBLIQUE

*Art. 157.* Toute atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne ou d'un corps dépositaire de l'autorité ou de la force publique commise par paroles injurieuses, diffamatoires ou menaçantes, écrits, dessins ou gestes, constitue un outrage.

*Art. 158.* L'outrage envers le Président de la République commis en quelque lieu, en quelque occasion et par quelque moyen que ce soit, est

puni d'un emprisonnement de un à trois ans et pourra l'être, en outre, d'une amende d'un montant maximum de 500 000 francs.

*Art. 159.* L'outrage commis publiquement envers les Chefs d'Etat ou de Gouvernement étrangers, les ambassadeurs et autres agents diplomatiques accrédités près du Gouvernement de la République gabonaise sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et pourra l'être, en outre, d'une amende d'un montant maximum de 300 000 francs.

La poursuite aura lieu à la demande de la personne outragée adressée au Ministre des affaires étrangères.

*Art. 160.* L'outrage commis publiquement envers les cours, les tribunaux, les armées, les corps constitués et les administrations publiques sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et pourra l'être, en outre, d'une amende d'un montant maximum de 300 000 francs.

*Art. 161.* Sera puni des mêmes peines l'outrage commis dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice, publiquement ou non, à condition dans ce dernier cas qu'il ait été adressé à la personne visée, envers un membre du Gouvernement, un membre de l'Assemblée nationale, un magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire ou un assesseur en justice, un commandant ou agent de la force publique, un officier ministériel, un fonctionnaire public ou citoyen chargé d'un ministère de service public.

*Art. 162.* Dans les cas visés aux articles 160 et 161, lorsque l'outrage a consisté en une allégation ou une imputation qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel il est imputé, la vérité des faits diffamatoires peut être prouvée, sauf lorsque l'imputation concerne la vie privée de la personne ou se réfère à un fait remontant à plus de dix années ou constitue une infraction amnistiée ou prescrite. Si la preuve du fait diffamatoire est rapportée, le prévenu sera renvoyé des fins de la plainte.

Dans ces cas, la poursuite n'aura lieu que sur plainte de l'intéressé ou, éventuellement, du ministre dont il relève, ou, s'il s'agit d'un corps constitué, sur une délibération prise en assemblée générale et requérant des poursuites ou, si le corps n'a pas d'assemblée générale, sur la plainte du chef du corps ou du ministre dont le corps relève.

### Chapitre 19

#### DE LA SORCELLERIE, DU CHARLATANISME ET DES ACTES D'ANTHROPOPHAGIE

*Art. 210.* Sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 50 000 à 200 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura participé à une transaction portant sur des restes ou ossements humains, ou se sera livré à des pratiques de sorcellerie, magie ou charlatanisme susceptibles de troubler l'ordre public ou de porter atteinte aux personnes ou à la propriété.

*Art. 211.* Sans préjudice de l'application de l'art. 229 en ce qui concerne le meurtre commis dans un but d'anthropophagie, tout acte d'anthro-

pophagie, toute cession de chair humaine à titre onéreux ou gratuit faite dans le même but, sera puni des travaux forcés à temps.

### Chapitre 20

#### DES OUTRAGES AUX BONNES MŒURS

*Art. 212.* Sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de 24 000 à 500 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque :

1. Aura fabriqué, détenu, distribué, importé, exporté, affiché, vendu, loué, édité ou offert de quelque manière que ce soit, tous imprimés, écrits, dessins, affiches, gravures, peintures, photographies, films ou clichés, matrices ou reproductions phonographiques, emblèmes, objets ou images contraires aux bonnes mœurs ;

2. Aura fait entendre publiquement des discours contraires aux bonnes mœurs ;

3. Aura publiquement attiré l'attention sur une occasion de débauche ou aura publié une annonce ou une correspondance de ce genre, quels qu'en soient les termes.

*Art. 213.* Les officiers de police judiciaire pourront, avant toute poursuite, saisir les écrits, ou autres objets visés à l'article précédent dont un ou plusieurs exemplaires auront été exposés aux regards du public et qui, par leur caractère contraire aux bonnes mœurs, présenteraient un danger immédiat pour la moralité publique. Ils pourront de même saisir, arracher, lacérer ou recouvrir les affiches de même nature.

### Chapitre 7

#### DES ATTENTATS AUX MŒURS

*Art. 255.* Toute personne qui aura commis un outrage public à la pudeur sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 24 000 à 120 000 francs.

### Chapitre 8

#### DES INFRACTIONS RELATIVES AU MARIAGE ET À LA FAMILLE

*Art. 264.* Quiconque donnera en mariage coutumier ou épousera coutumièrement une fille non consentante ou âgée de moins de 15 ans sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans.

*Art. 265.* Quiconque, lorsqu'il s'agit de la consommation d'un mariage célébré selon la coutume, aura accompli ou tenté d'accomplir l'acte sexuel sur la personne d'un enfant âgé de moins de 15 ans accomplis sera puni d'un emprisonnement de un à dix ans.

*Art. 266.* S'il en est résulté pour l'enfant des blessures graves, une infirmité, même temporaire, ou si les rapports ont entraîné la mort de l'enfant, le coupable sera puni des travaux forcés à temps.

*Art. 267.* La femme convaincue d'adultère subira la peine de l'emprisonnement pendant un mois au moins et deux ans au plus.



La poursuite ne pourra être intentée que sur plainte du mari qui restera maître de l'arrêter en consentant à reprendre sa femme.

Le complice de la femme adultère sera puni des mêmes peines. Les seules preuves qui pourront être admises contre lui seront, outre le flagrant délit, celles résultant de lettres ou autres pièces qu'il aura écrites.

*Art. 268.* Sera puni des mêmes peines le mari qui, hors les cas permis par la coutume, aura entretenu une concubine au domicile conjugal. La poursuite ne pourra être exercée que sur plainte de l'épouse.

*Art. 269.* La femme mariée qui, sans motif grave, aura abandonné le domicile conjugal, sera punie des peines réprimant l'adultère.

Le mari demeurera maître d'arrêter la poursuite en consentant à reprendre sa femme.

*Art. 270.* Hors les cas de polygamie autorisés par la coutume, quiconque, étant engagé dans les liens d'un mariage, en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans. L'officier public qui aura prêté son ministère à ce mariage, connaissant le précédent, sera condamné à la même peine.

*Art. 271.* Sera puni d'un emprisonnement de un mois à deux ans et d'une amende de 24 000 à 500 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement :

1. Le père ou la mère de famille qui abandonne sans motif grave pendant plus de deux mois la résidence familiale et se soustrait à tout ou partie des obligations d'ordre moral ou d'ordre matériel résultant de la puissance paternelle ou de la tutelle légale ; le délai de deux mois ne pourra être interrompu que par un retour au foyer impliquant la volonté de reprendre définitivement la vie familiale ;

2. Le mari qui, sans motif grave, abandonne volontairement sa femme, la sachant enceinte.

*Art. 272.* Seront punis des mêmes peines les père et mère ou autres personnes ayant légalement ou coutumièrement la garde d'enfant, qui compromettront gravement, par de mauvais traitements, par des exemples pernicioeux d'ivrognerie habituelle ou d'inconduite notoire, par un défaut de soins ou par un manque de surveillance nécessaire, soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants ou d'un ou plusieurs d'entre eux.

*Art. 273.* Sera punie des mêmes peines toute personne qui, au mépris d'une décision judiciaire exécutoire ou en méconnaissance d'une ordonnance ou d'un jugement la condamnant à verser une pension alimentaire, sera volontairement demeurée plus de deux mois sans fournir la totalité des subsides déterminés par le juge ni acquitter le montant intégral de la pension.

Le défaut de paiement sera présumé volontaire sauf preuve contraire. L'insolvabilité qui résulte de l'inconduite habituelle, de la paresse ou de l'ivrognerie ne sera en aucun cas un motif d'excuse valable pour le débiteur.

La pension ou les subsides déterminés par le juge seront payés ou fournis au domicile ou à la résidence de celui qui doit les recevoir, sauf déci-

sion contraire du juge. Le tribunal compétent pour connaître du délit sera celui du domicile de la personne qui doit recevoir la pension ou bénéficier des subsides.

Le titre de pension et tous actes de poursuite ou d'exécution auxquels il aura été procédé devront être déposés entre les mains du procureur de la République en même temps que la plainte.

*Art. 274.* Dans les cas visés au présent chapitre et au chapitre précédent, le condamné pourra être privé de l'exercice des droits civiques, civils et de famille visés à l'article 18.

## Chapitre 9

### DES CRIMES ET DÉLITS ENVERS L'ENFANT

*Art. 275.* Quiconque, par enlèvement, recel ou suppression d'un enfant, substitution d'un enfant à un autre ou supposition d'un enfant à une femme qui n'en est pas accouchée, supprimera ou tentera de supprimer l'état de cet enfant et détruira ou tentera de détruire les preuves de son existence ou de sa filiation, sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans.

*Art. 276.* Quiconque, étant chargé d'un enfant, ne le représente point aux personnes qui ont le droit de le réclamer, sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans.

*Art. 277.* Quiconque aura exposé ou fait exposer, délaissé ou fait délaissé un enfant ou un incapable hors d'état de se protéger eux-mêmes en raison de leur état physique ou mental, sera pour ce seul fait condamné à un emprisonnement de un à cinq ans et à une amende de 24 000 à 240 000 francs. S'il est résulté de l'exposition ou du délaissement une maladie ou incapacité de plus de vingt jours, la peine sera un emprisonnement de cinq à dix ans.

Si l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, ou s'il est resté atteint d'une infirmité permanente, les coupables subiront la peine des travaux forcés à temps. Lorsque l'exposition ou le délaissement aura occasionné la mort, les coupables seront punis des travaux forcés à perpétuité.

*Art. 278.* Quiconque aura, par fraude ou violence, enlevé ou fait enlever des mineurs, ou les aura entraînés, détournés ou déplacés des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés, subira la peine de cinq à dix ans d'emprisonnement. Si le coupable s'est fait payer ou a eu pour but de se faire payer une rançon par les personnes sous l'autorité ou la surveillance desquelles le mineur était placé, l'enlèvement emportera la peine de mort. Il en sera de même lorsque l'enlèvement aura été suivi de la mort du mineur.

*Art. 279.* Celui qui, sans fraude ni violence, aura enlevé ou détourné un mineur de seize ans sera puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 24 000 à 120 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Lorsqu'une mineure ainsi enlevée ou détournée aura épousé son ravisseur, celui-ci ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui ont qualité pour demander l'annulation du mariage et ne pourra être condamné qu'après que cette annulation aura été prononcée.

*Art. 280.* Quand il aura été statué sur la garde d'un mineur par décision de justice, provisoire ou définitive, le père, la mère ou toute personne qui ne représentera pas ce mineur à ceux qui ont le droit de le réclamer ou qui, même sans fraude ou violence, l'enlèvera ou le détournera des mains de ceux auxquels sa garde aura été confiée, ou des lieux où ces derniers l'auront placé, sera puni d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 24 000 à 240 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

*Art. 281.* Sera puni d'un emprisonnement de un à trois mois et d'une amende de 24 000 à 240 000 francs quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur de moins de 18 ans.

### Chapitre 11

#### DES ATTEINTES À L'HONNEUR ET À LA CONSIDÉRATION DES PARTICULIERS

*Art. 283.* Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne à laquelle elle est imputée est une diffamation. La publication directe ou par voie de reproduction de cette allégation ou de cette imputation est punissable même si elle est faite sous forme dubitative ou si elle vise une personne non expressément nommée, mais dont l'identification est rendue possible par les termes des moyens de diffusion incriminés.

*Art. 284.* Quiconque, hors les cas prévus aux articles 157 à 162, se rendra coupable de diffamation envers un particulier, soit par discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches exposés aux regards du public, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 24 000 à 300 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. La diffamation commise de la même manière envers un groupe de personnes qui appartiennent, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 50 000 à 500 000 francs lorsqu'elle aura pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou habitants.

*Art. 285.* La vérité des faits diffamatoires peut toujours être prouvée, sauf :

1. Lorsque l'imputation concerne la vie privée de la personne ;
2. Lorsque l'imputation se réfère à des faits qui remontent à plus de dix années ;
3. Lorsque l'imputation se réfère à un fait constituant une infraction amnistiée ou prescrite ou qui a donné lieu à une condamnation effacée par la réhabilitation ou la révision ;

4. Lorsque la preuve du fait diffamatoire est rapportée, le prévenu est renvoyé des fins de la poursuite.

### Chapitre 12

#### DE LA VIOLATION DU SECRET PROFESSIONNEL

*Art. 289.* Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession ou par fonctions temporaires ou permanentes, des secrets qu'on leur confie, qui, hors les cas où la loi les oblige ou les autorise à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de 24 000 à 240 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Lorsque les personnes susvisées seront appelées à témoigner en justice elles pourront être déliées par le tribunal du secret professionnel ; elles ne pourront, dans ce cas, refuser leur témoignage.

*Art. 290.* Tout directeur, commis ou ouvrier qui aura communiqué ou tenté de communiquer des secrets de la fabrique où il est employé sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 24 000 à 1 000 000 de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

### Chapitre 14

#### DES ATTEINTES À LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

*Art. 325.* Sera puni d'une amende de 24 000 à 600 000 francs quiconque se rendra coupable de contrefaçon d'œuvre littéraire ou artistique :

— Soit en éditant, important ou exportant des écrits, compositions musicales, dessins, peintures ou toute autre production imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs ;

— Soit en reproduisant, représentant ou diffusant par quelque moyen que ce soit, une œuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur tels qu'ils sont définis et réglementés par la loi.

La peine sera de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de 50 000 à 1 200 000 francs d'amende s'il est établi que le coupable s'est livré habituellement aux actes visés au présent article et la fermeture temporaire ou définitive des établissements exploités par le contrefacteur pourra être ordonnée.

*Art. 326.* Dans tous les cas prévus à l'article précédent, les coupables seront, en outre, condamnés à la confiscation de sommes égales au montant des parts de recettes produites par la reproduction, la représentation ou la diffusion illicites ainsi qu'à la confiscation de tout matériel spécialement installé en vue de la reproduction illicite et de tous les exemplaires et objets contrefaits. Le matériel ou les exemplaires contrefaits ainsi que les recettes ou parts de recettes ayant donné lieu à confiscation seront remis à l'auteur ou à ses ayants droit pour les indemniser d'autant du préjudice qu'ils auront souffert ; le surplus de leur indemnité, ou l'entière indemnité s'il n'y a pas eu de confiscation, sera réglé par les voies ordinaires.

# GHANA

## LOI DE 1963 (N° 3) SUR LE CODE CRIMINEL (MODIFIÉE)

Loi n° 157 de 1963, sanctionnée le 3 janvier 1963<sup>1</sup>

...  
2. 1) L'article 124 de la loi principale est amendé comme suit :

a) ledit article est désormais numéroté ainsi : article 124, 1) ; et

b) immédiatement après le paragraphe désigné par le chiffre 1) figure le nouveau paragraphe ci-après :

« 2) Lorsque le tribunal qui constate qu'une personne est coupable du délit du vol acquiert la certitude que cette personne a été déclarée coupable du délit de vol en au moins deux occasions antérieures, le tribunal ordonne que tout ou partie de la

<sup>1</sup> Imprimée et publiée par l'Imprimerie nationale, Accra (Ghana). Des extraits du Code pénal figurent dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 133-136.

peine de prison infligée par lui soit commuée en travail disciplinaire productif ».

2) Lorsqu'un tribunal prononce une condamnation en vertu du paragraphe 1), l'inculpé est privé du droit de vote lors de l'élection des délégués à l'Assemblée nationale ou à tout Conseil défini par le *Local Government Act*, 1961 (loi 54), et cesse d'être éligible à cette Assemblée ou à ce Conseil, pendant une période qui ne dépassera pas cinq ans.

3) Aux termes du présent article, le travail disciplinaire productif (*productive hard labour*) signifie le travail dans une entreprise de l'Etat, agricole ou industrielle, ou dans toute autre entreprise publique, coopérative ou collective, spécifiée par le Ministre.

4) Les « occasions antérieures » mentionnées au paragraphe 2) de l'article 124 du présent Code n'excluent pas les occasions qui ont pu se produire avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

...

## LOI DE 1963 SUR LE CODE DE PROCÉDURE CRIMINELLE (MODIFIÉE)

Loi n° 177 de 1963, sanctionnée le 7 mai 1963<sup>2</sup>

...  
4. 1) L'article 349 de la loi principale est amendé comme suit :

...  
c) Immédiatement à la suite du paragraphe 1) sont ajoutés les paragraphes ci-après :

« 2) Tout officier de police ou délégué à la liberté surveillée, ayant des motifs raisonnables de juger qu'un mineur a besoin de surveillance ou de protection au sens du paragraphe 1), et estimant qu'il est dans l'intérêt du mineur de mettre celui-ci en lieu sûr, a le droit de conduire le mineur dans un lieu de ce genre et de l'y faire garder pendant une période ne dépassant pas huit jours, ou jusqu'au moment où il pourra comparaître devant un tribunal, selon l'éventualité la plus prochaine.

<sup>2</sup> Imprimée et publiée par l'Imprimerie nationale, Accra (Ghana). Des extraits du Code pénal figurent dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 136-142.

« 3) Tout officier de police a le droit de faire comparaître un mineur devant un tribunal pour mineurs ou devant le plus proche tribunal de district, s'il a des motifs raisonnables de croire que ce mineur a besoin de surveillance ou de protection au sens du paragraphe 1). Les dispositions de l'article 341 s'appliqueront, dans la mesure du possible, aux mineurs qui comparaîtront devant un tribunal de district en vertu du présent article. » ;

...  
7. L'article 375 de la loi principale est amendé comme suit :

1) Le paragraphe 1) est remplacé par le nouveau paragraphe ci-après :

« 1) Lorsqu'un mineur a besoin de surveillance ou de protection ou lorsqu'il est reconnu coupable d'un délit, ou lorsqu'un adolescent est reconnu coupable d'un délit pour lequel le tribunal est habilité à infliger une peine de prison d'un mois ou davantage sans substitution d'amende, et lorsque, après enquête sur les circonstances de l'affaire, le tribunal estime que, vu ses

actes de délinquance ou sa tendance à la délinquance, ou encore par suite de son association avec des personnes de basse moralité, il conviendrait que le mineur subisse la détention, la formation et la discipline qui paraissent les plus propres à le redresser et à prévenir des délits de sa part, au lieu de condamner le mineur à une peine de prison ou toute autre peine, le tribunal a le droit d'ordonner le placement de l'intéressé

a) s'il s'agit d'un mineur qui a besoin de surveillance et de protection, dans une école ;

b) s'il s'agit d'un mineur reconnu coupable d'un délit, dans l'école ou l'insti-

tution que le tribunal jugera souhaitable de choisir dans l'intérêt du mineur ;

c) s'il s'agit d'une adolescente, dans une institution.» et

9. L'article 378 de la loi principale est abrogé et remplacé par le nouvel article ci-après :

« Lorsqu'un tribunal ordonne l'internement d'un mineur dans une école ou une institution et lorsqu'un tribunal ordonne l'internement d'un jeune délinquant dans une institution, l'ordonnance du tribunal fait autorité pour l'interner dans cet établissement jusqu'à la fin de la troisième année suivant la date de l'ordonnance. »

## LOI DE 1963 SUR LE PERMIS POUR JOURNAL

Loi n° 189 de 1962, sanctionnée le 23 juillet 1963<sup>3</sup>

1. 1) Sous réserve des dispositions de tout autre texte législatif, nul ne peut, après que la présente loi aura été en vigueur trois mois, imprimer, publier ni distribuer aucun journal, sans une autorisation valable pour ledit journal dûment octroyée à son éditeur en vertu du présent article (aux fins de la présente loi, cette autorisation a nom « permis pour journal »).

2) Un règlement stipule les modalités de délivrance et la durée de validité du permis pour journal et peut fixer le tarif à payer pour demander ou pour obtenir ce permis.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 de la présente loi, si le bénéficiaire d'un permis pour journal n'observe pas les conditions prescrites dans le permis, ou pour toute autre raison, le ministre a le droit de retirer ledit permis, définitivement ou pour la durée qu'il juge nécessaire, au moyen d'une ordonnance d'exécution publiée dans la *Gazette*.

3. 1) Si une personne ne se conforme pas aux exigences, conditions ou interdictions imposées par la présente loi ou en vertu de celle-ci, cette per-

sonne, et, s'il s'agit d'une entreprise ou d'une société, tout associé ou directeur de celle-ci est coupable de délit en vertu de la présente loi.

2) Un associé dans une entreprise ou un directeur de société n'est pas coupable de délit en vertu du présent article s'il peut prouver que ledit délit a été commis à son insu, ou qu'il avait pris des mesures raisonnables pour éviter qu'il ne fût commis.

3) Une personne reconnue coupable d'un délit aux termes de la présente loi est passible d'une amende ne dépassant pas cent livres ou d'une peine de prison ne dépassant pas douze mois, ou concurremment de ces deux peines.

4. Aucune poursuite ne peut être engagée en vertu de la présente loi sans l'assentiment écrit de l'*Attorney-General*.

5. Le ministre a le devoir ou le droit, selon la nécessité du cas, de formuler par voie législative les dispositions réglementant toute question qui, en vertu de la présente loi, doit faire l'objet d'une réglementation ou d'une détermination et, en général, de prendre toute mesure propre à donner effet aux dispositions de la présente loi.

<sup>3</sup> Imprimée et publiée par l'Imprimerie nationale, Accra (Ghana).

## LOI DE 1963 SUR LA PROCÉDURE CRIMINELLE (MODIFIÉE)

Loi n° 191 de 1963, sanctionnée le 9 octobre 1963<sup>4</sup>

3. La loi principale est amendée comme suit dans le titre VIII (qui concerne les voies de recours) :

d) L'article 335 est remplacé par le nouvel article suivant :

<sup>4</sup> Imprimée et publiée par l'Imprimerie nationale, Accra (Ghana). Des extraits du Code de procédure pénale figurent dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 136-142.

« 335. 1) Le plaignant peut se pourvoir en cassation par-devant la Cour suprême sur une question de droit, à propos de toute décision de la Haute Cour qui est de son ressort, en vertu du présent titre.

2) La défense peut se pourvoir en cassation par-devant la Cour suprême à propos de toute décision de la Haute Cour répondant aux conditions ci-après :

i) lorsque la décision contre laquelle il est fait appel est une condamnation et que l'appel se fonde uniquement sur une question de droit ;

- ii) lorsque la décision contre laquelle il est fait appel est une condamnation et que l'appel se fonde soit sur une question de fait uniquement, soit concurremment sur une question de droit et une question de fait, et que la défense a obtenu de la Cour suprême l'autorisation de faire appel ou du juge qui a instruit l'affaire, un certificat attestant que celle-ci peut à bon droit faire l'objet d'un appel, ou encore pour tout autre motif que la Cour suprême estime suffisant pour justifier un pourvoi;
  - iii) lorsque la décision contre laquelle il est fait appel est une condamnation autre que celles qui sont prévues par la Loi et que la défense a obtenu de la Cour suprême l'autorisation de faire appel.
- e) L'article 337 est remplacé par l'article ci-après :

« 337. 1) Le plaignant peut se pourvoir en cassation par-devant la Cour suprême pour une question de droit contre toute décision prise par la Haute Cour dans l'exercice de sa compétence originale, ou contre toute décision prise par un tribunal itinérant (*Circuit Court*) s'il s'agit d'un jugement sur inculpation.

2) La défense peut se pourvoir en cassation par-devant la Cour suprême contre toute décision semblable de la Haute Cour ou d'un tribunal itinérant (*Circuit Court*) dans les mêmes cas déjà spécifiés au paragraphe 2) de l'article 335 au sujet des recours contre des décisions prises par la Haute Cour dans l'exercice de sa compétence ».

## LOI DE 1963 SUR LE CHÂTIMENT DES CRIMINELS HABITUELS

Loi n° 192 de 1962, sanctionnée le 9 octobre 1963<sup>5</sup>

1. 1) Lorsqu'une personne qui n'a pas moins de vingt ans d'âge :

a) est reconnue coupable d'un délit non passible de la peine de mort ; et

b) a déjà été auparavant reconnue coupable de deux délits au moins, dont chacun peut être soit un crime soit une infraction grave (*misdemeanour*) ;

et :

c) si, après enquête sur les circonstances de l'affaire, la Haute Cour estime que, par suite de ses délinquances répétées, de son inclination à la délinquance ou de son association avec des personnes de basse moralité, il est opportun pour la protection du public que l'intéressé soit mis en détention préventive pendant une période relativement longue, le tribunal, sous réserve des dispositions de l'article ci-après, prononce (en lieu et place de toute autre condamnation) une condamnation à la détention préventive avec travail disciplinaire productif pour une période que le tribunal fixe, mais qui n'est pas inférieure à dix années.

2) Dans la présente loi, le terme de « travail disciplinaire productif » a le sens qui a été indiqué dans le *Public Property (Protection) and Corrupt Practices (Prevention) Act, 1962* (loi 121).

2. 1) Lorsque dans le cas d'un délinquant auquel s'appliquent les dispositions du paragraphe du précédent article, la Haute Cour a des raisons de croire que l'état physique ou mental du délinquant ne permet pas une condamnation à détention préventive avec travail disciplinaire productif, aux termes de cet article le tribunal doit, avant de prononcer une telle condamnation :

a) ordonner que soit effectuée une enquête, suivie de rapport écrit, au sujet de la santé physique et mentale du délinquant, par une commission médicale comprenant au moins deux médecins

cins dûment qualifiés, désignés par le tribunal après consultation avec l'administrateur principal du Ministère de la santé ;

b) examiner le rapport de la commission médicale et rechercher au sujet du délinquant tous autres renseignements d'ordre médical que le tribunal jugera nécessaires ; et

c) remettre au délinquant ou à son avocat une copie du rapport médical.

2) Lorsque, compte tenu de ce rapport ou de tous autres renseignements d'ordre médical, ou de toutes autres informations fournies par le délinquant ou en son nom, le tribunal est convaincu que la santé physique ou mentale du délinquant ne permet pas qu'il subisse la détention préventive avec travail disciplinaire productif — mais à l'exclusion de tout autre motif — le tribunal doit, au lieu de cette condamnation, prononcer telle autre condamnation autorisée par la loi pour le délit dont l'inculpé est reconnu coupable.

3. 1) Lorsque le tribunal par lequel un délinquant répondant aux conditions a) et b) du paragraphe 1) de l'article 1 de la présente loi a été reconnu coupable est un tribunal itinérant (*Circuit Court*), un tribunal de district ou un tribunal local, le tribunal ne prononce pas lui-même la condamnation, mais renvoie le délinquant à la Haute Cour pour que celle-ci décide de la condamnation et tout texte législatif relatif au pouvoir qu'a un tribunal en matière de renvoi s'applique, dans la mesure du possible, au pouvoir de renvoi pour verdict qu'il possède.

2) A la suite de ce renvoi, la Haute Cour a toute autorité pour traiter le délinquant comme s'il avait été déclaré par elle coupable du délit (et si le délit tombe effectivement sous le coup de la loi, comme si le délinquant avait été reconnu coupable sur inculpation), et la condamnation et la peine peuvent faire l'objet d'un recours comme s'il avait été déclaré par elle coupable.

<sup>5</sup> Imprimée et publiée par l'Imprimerie nationale, Accra (Ghana).

## LOI DE 1963 SUR LA DÉTENTION PRÉVENTIVE (MODIFIÉE)

Loi n° 199 de 1963, sanctionnée le 6 novembre 1963<sup>6</sup>

La loi de 1958 sur la détention préventive (n° 17)<sup>7</sup>, modifiée, est à nouveau amendée par l'adjonction, immédiatement à la suite de l'article 3, du nouveau paragraphe ci-après :

« 3A. Nonobstant les dispositions de l'article 2 de la présente loi, le Président peut, à tout moment avant l'expiration d'une peine infligée en vertu de cet article, décider que la durée de la détention autorisée par ce verdict soit prolongée d'une nouvelle période ne dépassant pas cinq ans si, à son avis, la libération du détenu risque d'avoir un effet nuisible aux termes des alinéas a), b) ou c) du paragraphe 1) de l'article 2 de la présente loi. »

<sup>6</sup> Imprimée et publiée par l'Imprimerie nationale, Accra (Ghana).

<sup>7</sup> Un extrait de cette loi figure dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1958*, pp. 72-73.

## LOI DE 1963 SUR LE SERVICE DE SÉCURITÉ

Loi n° 202 de 1962, sanctionnée le 27 novembre 1962<sup>8</sup>

1. 1) Il est établi par la présente loi un Service de sécurité (ci-après désigné sous le terme de « Service ») qui sera désormais l'un des services publics de la République directement responsables devant le Président.

2) Le Service sera composé de telles personnes que le Président aura désignées.

3. Le Service aura pour tâche de défendre la République contre les dangers extérieurs et intérieurs provenant d'activités subversives pour la République et dirigées soit de l'intérieur du Ghana, soit de l'étranger, ainsi que d'assumer toutes autres fonctions relatives à la sécurité de l'Etat et assignées au Service par le Président.

4. 1) Pour assurer l'exercice efficace des fonctions confiées au Service en vertu de la présente loi, des ordonnances peuvent être promulguées qui conféreront aux membres du département, du secteur ou de la division du Service précisés par lesdites ordonnances les pouvoirs des officiers supérieurs de police pour tout ce qui concerne les enquêtes, les perquisitions, l'arrestation et la détention.

<sup>8</sup> Imprimée et publiée par l'Imprimerie nationale, Accra (Ghana).

2) Tout membre du Service auquel auront été conférés de tels pouvoirs sera pourvu d'une carte d'identité spéciale, décrite dans les ordonnances susmentionnées et précisant qu'il a de tels pouvoirs.

3) Les pouvoirs conférés à un membre du Service en vertu du présent article ne pourront être exercés que si ledit membre du Service porte sur lui la carte d'identité spéciale susmentionnée.

4) Lorsqu'un membre du Service investi des pouvoirs mentionnés au paragraphe 2) du présent article exerce l'un ou l'autre des pouvoirs qui lui ont été conférés en vertu du paragraphe 1) du présent article, il doit, s'il en est prié par la personne sur laquelle il exerce ces pouvoirs, lui présenter sa carte d'identité spéciale et lui permettre de l'examiner.

5. Le Président a le droit de congédier ou de révoquer un membre du Service de sécurité pour tout motif que le Président estime suffisant dans l'intérêt général.

6. Aucune poursuite ne peut être intentée contre la République devant un tribunal quel qu'il soit, pour un acte accompli conformément aux dispositions de la présente loi et des ordonnances qui la complètent.

## LOI DE 1963 SUR LES VOYAGES À L'ÉTRANGER (PERMIS DE SORTIE)

Loi n° 212 de 1963, sanctionnée le 10 décembre 1963<sup>9</sup>

1. 1) Sous réserve des dispositions de tout autre texte législatif, aucun citoyen du Ghana ne doit quitter le Ghana sans être en possession d'une autorisation écrite valable, octroyée par le ministre ou au nom de celui-ci (autorisation désignée ci-après dans la présente loi sous le terme de « permis de sortie »).

Sous réserve que rien dans le présent paragraphe ne soit interprété comme exigeant qu'un ministre

du Ghana se procure un tel permis si, avant de quitter le Ghana, il obtient une approbation écrite du Président l'autorisant à agir ainsi.

2) Toute personne bénéficiant d'un permis de sortie doit se soumettre aux termes et conditions qui ont pu être prescrits dans le texte du permis.

3) Dans la présente loi, « le ministre » signifie le ministre chargé des questions d'immigration.

2. Tout citoyen du Ghana qui désire obtenir un permis de sortie doit :

a) en faire la demande au ministre dans les termes, sous la forme et dans les délais prescrits ;

<sup>9</sup> Imprimée et publiée par l'Imprimerie nationale, Accra (Ghana).

b) remettre son passeport ou ses autres titres de voyage, dans les délais prescrits, au ministre ou à la personne désignée par lui à cet effet ; et

c) donner au ministre toutes informations au sujet de sa demande qui ont pu être prescrites.

3. Toute personne qui contrevient

a) aux instructions prescrites dans le paragraphe 1) de l'article 1 de la présente loi ; ou

b) à l'une quelconque des conditions et formalités exigées pour l'obtention d'un permis de sortie, sera coupable d'infraction grave (*misdemeanour*).

## LOI DE 1963 SUR LES PRISONS

Loi n° 221 de 1963, sanctionnée le 12 décembre 1963<sup>10</sup>

### TITRE II

#### CRÉATION ET ADMINISTRATION DES PRISONS

##### *Installation et entretien des prisons*

41. 1) Il sera créé des prisons dans le secteur, le district ou la région que le ministre aura expressément désignés à cet effet.

2) Un instrument exécutif portant création d'une prison peut déclarer que n'importe quel bâtiment du secteur, du district ou de la région mentionnés au paragraphe 1) du présent paragraphe sera désormais une prison.

##### *Détention et traitement des prisonniers*

43. 1) Tout prisonnier, qu'il soit condamné à une peine de prison, ou qu'il soit en détention préventive, ou en instance de jugement ou détenu pour quelque autre raison conforme à la loi, peut être légalement interné dans une prison.

2) Par instrument exécutif, le ministre peut attribuer certaines prisons à certaines catégories de prisonniers, et tout prisonnier doit être placé dans une prison affectée à sa catégorie.

3) Les prisonniers seront mis dans la prison indiquée par le ministre ; ils peuvent, si le ministre l'ordonne, être évacués de leur prison, pendant le cours de leur détention, pour être transférés dans toute autre prison.

4) Un mandat, un ordre ou tout autre instrument juridique adressé au gardien d'une prison ou à toute autre personne, et désignant cette prison par son emplacement ou par toute autre indication suffisante, ne saurait être annulé pour la seule raison que la prison est généralement connue sous un autre vocable.

44. 1) Tout prisonnier sera considéré comme étant légalement détenu par le gardien de la prison.

2) Tout prisonnier sera considéré comme légalement détenu pendant qu'il est enfermé dans une prison, pendant qu'il est transféré d'une prison à une autre et pendant qu'il travaille ou se trouve pour toute autre raison hors de la prison sous la surveillance d'un fonctionnaire de la prison.

45. 1) Le ministre doit s'assurer de temps en temps que dans chaque prison tous les prisonniers disposent d'installations suffisantes.

46. Le règlement peut contenir des clauses autorisant le châtement corporel en cas de mutinerie, excitation à la mutinerie ou violences graves exercées sur un fonctionnaire de la prison ou sur toute autre personne employée dans le service, ou en cas de violences exercées personnellement sur un autre détenu, lorsque ces actes de violence ont été commis par une personne de sexe masculin purgeant une peine de prison, de détention préventive ou d'internement préventif.

47. 1) Un détenu peut être cité en justice et peut être, à cet effet, transféré de sa prison actuelle à une autre prison par le gardien de la prison où il se trouve, ou sous la direction de celui-ci, afin de comparaître devant un tribunal.

2) Quand une personne détenue dans une prison est accusée d'un délit et citée en justice devant un tribunal qui, si cette personne n'avait pas été déjà détenue, aurait eu le droit de lancer contre elle un mandat d'arrêt, au lieu de lancer un mandat d'arrêt le tribunal peut donner au gardien de la prison un ordre selon les formes prescrites, l'invitant à faire comparaître le détenu devant le tribunal conformément à l'ordre reçu.

3) Le règlement peut contenir une disposition précisant de quelle manière un appelant, aux termes du *Criminal Procedure Code* 1960 (loi 30), lorsqu'il est détenu, doit être transféré, gardé en détention, en tout lieu et place où il doit se trouver présent pour l'application de la loi, et ramené de ce lieu.

4) Le ministre peut :

a) s'il estime que la présence d'une personne détenue en prison est désirable en tout lieu autre qu'une prison dans l'intérêt de la justice ou pour l'exécution d'une enquête publique, donner l'ordre de conduire ladite personne en ledit lieu ;

b) s'il estime qu'une personne ainsi détenue a besoin d'un traitement médical ou chirurgical, quelle qu'en soit la nature, la faire conduire, aux fins de traitement, dans un hôpital officiel ou dans toute autre maison appropriée,

et quand, en vertu du présent paragraphe, un détenu est conduit dans tout autre local, à moins que le ministre n'en dispose autrement, ce détenu doit être gardé sous surveillance pendant le trajet, pendant le séjour et pendant le retour à la prison où il était interné conformément à la loi.

50. Le règlement peut contenir des dispositions selon lesquelles, dans des circonstances déterminées, une personne purgeant une peine de prison d'une durée prescrite peut être dispensée de purger

<sup>10</sup> Imprimée et publiée par l'Imprimerie nationale, Accra (Ghana).

une partie déterminée de ladite peine, en raison de son assiduité au travail et de sa bonne conduite, et si une personne est libérée de la prison, en vertu de cette rémission, sa sentence vient à expiration.

51. Le règlement peut contenir des dispositions prévoyant :

- a) la désignation de médecins et d'autres personnes autorisés à visiter une prison ;
- b) les conditions et la durée de cette désignation ;
- c) l'autorisation pour les visiteurs de prisons de former des commissions de visiteurs ; et
- d) les fonctions desdites commissions.

### *Travaux forcés*

52. 1) Tout détenu purgeant une peine de prison avec travail disciplinaire peut, conformément à un règlement élaboré en vertu de la présente loi ou d'un ordre du ministre, être astreint au travail disciplinaire à l'intérieur ou à l'extérieur de la prison et en n'importe quel point du Ghana.

2) Tout détenu travaillant dans ces conditions sera placé sous la surveillance, la direction et les ordres de personnes désignées par le ministre, et toute personne ainsi désignée détiendra vis-à-vis de lui les pouvoirs que comporte le rôle de gardien de prison.



# GUATEMALA<sup>1</sup>

## DÉCRET LÉGISLATIF N° 1 DU 2 AVRIL 1963 PROMULGUANT LA CHARTE DU TRAVAIL DU GUATEMALA<sup>2</sup>

### RÉSUMÉ

La Charte qui énonce les normes fondamentales de la législation du travail a été publiée dans *El Guatemalteco* n° 34 du 5 avril 1963 et traite, entre autres, des principes et des normes du travail (articles 1-4), des droits fondamentaux des travailleurs (art. 5) et du logement des travailleurs (art. 6)<sup>3</sup>.

Le texte de la Charte est identique à celui du chapitre V de la Constitution du Guatemala intitulé « Travail »<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Textes des décrets législatifs parus sous ce titre et publiés dans les *Decretos-Leyes emitidos por el Jefe del Gobierno de la República*, C.A. 1963, communiqués par M. Gilberto Chacón Pazos, Ministère des affaires étrangères, Guatemala, correspondant désigné par le Gouvernement guatémaltèque de l'*Annuaire des droits de l'homme*.

<sup>2</sup> *Op cit.*, p. 9-16.

<sup>3</sup> Le Code du travail guatémaltèque, promulgué par le décret n° 1441 du 29 avril 1961, reste en vigueur. Pour un résumé du Code, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 149.

<sup>4</sup> Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 108-110.

## DÉCRET-LOI N° 8 DU 10 AVRIL 1964 PORTANT PROMULGATION DE LA CHARTE FONDAMENTALE DU GOUVERNEMENT<sup>5</sup>

### Chapitre I

#### DU POUVOIR PUBLIC

*Art. 1<sup>er</sup>.* Le pouvoir public est exercé par l'armée du Guatemala, qui conserve sa hiérarchie militaire.

*Art. 2.* Le Ministre de la défense nationale est le chef du Gouvernement de la République.

*Art. 3.* Le chef du Gouvernement de la République exerce les fonctions exécutives et législatives ; c'est à lui qu'il appartient, par conséquent, d'élaborer, de promulguer et d'exécuter les lois, et d'approuver ou de ne pas approuver les traités internationaux et autres conventions internationales. Les décrets-lois sont pris en Conseil des ministres.

*Art. 4.* La Cour suprême de justice et les autres tribunaux et juges ont le pouvoir d'administrer la justice conformément aux lois, en toute indépendance et de façon exclusive.

*Art. 5.* Le Guatemala maintient et entretient les plus étroites relations avec les républiques sœurs qui faisaient partie de la Fédération de l'Amérique

centrale ; il est prêt à envisager toute action visant à sa restauration.

*Art. 6.* La République du Guatemala remplit ses obligations internationales ; elle règle ses actes sur les traités, conventions et pactes tendant à consolider les principes fondamentaux de la démocratie.

### Chapitre II

#### NATIONALITÉ

*Art. 7.* Sont Guatémaltèques d'origine :

1) Les enfants nés sur le territoire, les navires et les aéronefs du Guatemala, d'un père ou d'une mère guatémaltèque, de parents inconnus ou de parents dont la nationalité est inconnue.

2) Les enfants nés au Guatemala de parents étrangers si l'un d'entre eux est domicilié dans la République.

Les enfants nés au Guatemala d'étrangers de passage si, durant leur minorité, l'un de leurs parents ou eux-mêmes fixent leur domicile dans la République.

Les enfants nés au Guatemala d'étrangers de passage si, à leur majorité, ils établissent leur domicile dans la République et manifestent leur désir d'être Guatémaltèques. Cette disposition n'est pas applicable aux enfants des représentants diplomatiques ni à ceux des personnes qui exercent des charges juridiquement équivalentes.

<sup>5</sup> Texte paru dans *Decretos-Leyes emitidos por el Jefe del Gobierno de la República*, I, Guatemala, C.A. 1963, p. 30-45. La Constitution du Guatemala de 1956, dont des extraits figurent dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 101-112, a été suspendue le 31 mars 1963.

3) Les enfants nés hors du territoire de la République, d'un père et d'une mère guatémaltèques d'origine, dans les cas suivants :

a) s'ils établissent leur domicile dans le pays ;  
b) si les lois du lieu de naissance ne leur confèrent pas la nationalité étrangère ;

c) si, ayant eu le droit de choisir, ils ont opté pour la nationalité guatémaltèque.

4) Les enfants nés hors du territoire de la République d'un père ou d'une mère guatémaltèque d'origine, dans les cas suivants :

a) s'ils établissent leur domicile dans le pays et qu'ils optent pour la nationalité guatémaltèque ;

b) si les lois du lieu de naissance ne leur confèrent pas la nationalité étrangère ;

c) si, ayant eu le droit de choisir, ils ont opté pour la nationalité guatémaltèque.

Opter pour la nationalité guatémaltèque implique la renonciation à toute autre nationalité, condition qui doit être expressément constatée.

*Art. 8.* Sont également considérés comme Guatémaltèques d'origine les nationaux d'origine des autres républiques qui constituèrent la Fédération de l'Amérique centrale si, ayant fixé leur domicile au Guatemala, ils manifestent devant l'autorité compétente leur désir d'être Guatémaltèques. Dans ce cas, ils peuvent conserver leur nationalité d'origine.

*Art. 9.* Sont Guatémaltèques par naturalisation :

1) Les étrangers qui ont obtenu la carte de naturalisation conformément à la loi.

2) Les étrangers qui, ayant eu leur domicile et leur résidence dans le pays pendant le temps fixé par la loi, obtiennent la carte de naturalisation.

3) La femme étrangère mariée à un Guatémaltèque, si elle opte pour la nationalité guatémaltèque ou si, conformément à sa loi nationale, elle acquiert par le mariage la nationalité de son mari.

4) L'étranger marié à une Guatémaltèque qui compte au moins deux années de résidence, s'il opte pour la nationalité guatémaltèque, et à condition que le domicile conjugal se trouve établi au Guatemala.

5) Les Espagnols et les Latino-Américains de naissance qui sont domiciliés dans le pays et qui manifestent devant l'autorité compétente leur désir d'être Guatémaltèques.

*Art. 10.* La loi peut faciliter la naturalisation des immigrants qui viendraient dans le pays en vertu des plans de colonisation conçus par l'Etat ou de traités et de conventions ratifiés par le Guatemala.

*Art. 11.* Les personnes auxquelles est accordée la naturalisation guatémaltèque doivent renoncer expressément à toute autre nationalité et s'engager sous serment à être loyales envers le Guatemala et à respecter les institutions du pays.

*Art. 12.* Les causes de perte de la nationalité guatémaltèque sont les suivantes :

1) Naturalisation dans un pays étranger, sauf s'il s'agit d'un pays de l'Amérique centrale.

2) Pour les Guatémaltèques par naturalisation, résidence en dehors du territoire de l'Amérique

centrale pendant trois années consécutives au moins, sauf les cas prévus par la loi.

3) Pour les naturalisés, désaveu de leur qualité de Guatémaltèques dans un document publié ou utilisation délibérée d'un passeport étranger.

4) Révocation, conformément à la loi, de la naturalisation accordée.

*Art. 13.* Les causes de réintégration dans la nationalité guatémaltèque sont les suivantes :

1) Etablissement de domicile dans la République, s'agissant d'un Guatémaltèque d'origine qui avait perdu sa nationalité par naturalisation dans un pays étranger.

2) Etablissement de domicile dans le pays et manifestation du désir d'être Guatémaltèque, dans le cas d'un individu qui, ayant le droit de choisir entre deux nationalités, avait opté antérieurement pour une nationalité autre que la nationalité guatémaltèque.

3) Dissolution du mariage, lorsque la naturalisation dans un pays étranger était la conséquence d'une union conjugale, à condition que l'intéressé manifeste le désir d'être réintégré dans la nationalité guatémaltèque et, à défaut de cette manifestation, si la dissolution de son mariage entraîne la perte de la nationalité étrangère.

*Art. 14.* Les devoirs des Guatémaltèques sont les suivants :

1) Servir et défendre la patrie.

2) Observer les lois de la République et veiller à ce qu'elles le soient.

3) Travailler au développement civique, culturel, économique et social de la nation.

4) Contribuer aux dépenses publiques dans la forme prescrite par la loi.

5) Respecter les autorités.

6) Accomplir leur service militaire conformément à la loi.

*Art. 15.* Les étrangers, dès leur entrée dans le territoire de la République, sont tenus de respecter les autorités, de payer les contributions et de se conformer aux lois et règlements ; ils acquièrent le droit d'être protégés par la loi.

*Art. 16.* Nul Guatémaltèque, nul étranger ne pourra réclamer au gouvernement une indemnisation pour les dommages et préjudices causés à leurs personnes ou à leurs biens par suite de soulèvements armés ou de troubles civils.

### Chapitre III

#### DE LA CITOYENNETÉ

*Art. 17.* Sont citoyens :

1) Les Guatémaltèques du sexe masculin âgés de plus de 18 ans ;

2) Les Guatémaltèques du sexe féminin âgées de plus de 18 ans qui savent lire et écrire.

*Art. 18.* Les causes de suspension de la citoyenneté sont les suivantes :

1) Mandat d'emprisonnement décerné à raison d'un délit passible d'un emprisonnement correctionnel, lorsque la mise en liberté sous caution est exclue.

2) Condamnation définitive prononcée dans une affaire pénale.

## 3) Interdiction judiciaire.

*Art. 19.* La suspension de la citoyenneté prend fin pour les causes suivantes :

1) Ordonnance judiciaire définitive faisant cesser les effets du mandat d'emprisonnement.

2) Accomplissement de la peine imposée par le jugement, lorsque la réhabilitation n'est pas nécessaire.

3) Amnistie ou remise de peine en cas de délits politiques et de délits de droit commun.

## 4) Réhabilitation.

*Art. 20.* Les causes de perte de la citoyenneté sont les suivantes :

1) Perte de la nationalité guatémaltèque.

2) Prestation volontaire de services à des pays en guerre avec le Guatemala ou aux alliés de ces pays, lorsque lesdits services impliquent une trahison envers la patrie.

*Art. 21.* Les causes de réintégration dans la citoyenneté sont les suivantes :

1) Expiration d'un délai de trois ans après avoir recouvré la nationalité guatémaltèque.

2) Accord gouvernemental dans les cas fixés par la loi.

#### Chapitre IV

#### GARANTIES DE L'INDIVIDU

*Art. 22.* Sont reconnues les garanties suivantes :

1) La vie et l'intégrité corporelle de l'individu, sa personnalité morale et intellectuelle bénéficient d'une protection préférentielle.

2) La liberté de déplacement est garantie. Toute personne est libre de pénétrer dans le territoire de la République, d'y séjourner ou de le quitter, sauf exception déterminée par la loi.

3) Toute personne peut disposer librement de ses biens conformément à la loi. L'Etat se réserve le droit d'imposer des restrictions au droit de posséder des biens immeubles situés dans une zone de 15 kilomètres de profondeur le long des frontières, et dans une bande de 3 kilomètres de profondeur immédiatement contiguë à la zone maritime-terrestre des côtes de la République. Il ne pourrait y avoir expropriation que pour des raisons mettant en jeu l'intérêt public ou les besoins de l'Etat, dûment constatées et conformément à la loi.

4) Dans toutes les mesures qu'il édicte, l'Etat a le souci de ne pas porter préjudice aux biens des habitants ; et il n'est pas responsable des dommages causés par les factions ou par des émeutes ou par des troubles de l'ordre public, ni des dommages résultant des moyens employés pour les réprimer.

5) Toutes les religions peuvent librement s'exercer. Sont reconnues comme ayant la person-

nalité juridique les églises de tous les cultes ; elles peuvent acquérir et posséder des biens et en disposer à condition de ne les destiner qu'à des fins exclusivement religieuses, ou de caractère social ou éducatif.

6) Les habitants de la République ont le droit de s'associer librement à des fins diverses de l'activité humaine en vue de promouvoir, d'exercer et de protéger leurs intérêts syndicaux, économiques, religieux, sociaux, culturels, professionnels, ou de tout autre ordre.

Est cependant interdite l'organisation ou l'activité de groupes, associations ou mouvements qui agiraient soit en accord avec des organisations qui luttent en faveur de l'idéologie communiste ou de tout autre système totalitaire, soit sous les ordres de ces organisations.

7) La liberté d'expression par tout moyen de diffusion est reconnue, sans censure préalable, sauf limitations imposées par la loi.

8) La correspondance de toute personne, ses papiers et ses livres personnels sont inviolables.

9) L'inviolabilité du domicile est garantie ; seul un mandat émanant de l'autorité compétente peut y déroger.

10) Nul ne peut être détenu, si ce n'est en vertu d'un ordre écrit émanant de l'autorité compétente et justifié par un crime ou un délit, ou à titre de mesure de sécurité ; les cas de flagrant délit échappent à cette disposition.

11) Nul n'est tenu de témoigner dans une cause criminelle contre lui-même, son conjoint ou ses parents jusqu'au quatrième degré par consanguinité, ou au deuxième degré par alliance.

12) Nul ne peut être condamné sans avoir été cité, entendu et déclaré coupable par un tribunal<sup>6</sup>.

*Art. 23.* Le recours d'*habeas corpus*, ou comparution personnelle, est institué en vertu du présent article, afin de déterminer le traitement à appliquer aux détenus ou prisonniers. Les juges et tribunaux qui connaissent de ces recours se borneront à ordonner la comparution du détenu et mise en liberté s'il a été illégalement détenu. Le tribunal ne pourra ordonner la mise en liberté de quiconque sera détenu par mesure de sécurité en application de la loi sur la défense des institutions démocratiques.

*Art. 24.* L'exercice de tous les droits et la jouissance des garanties individuelles ne connaîtront d'autres limites que les mesures de sécurité édictées par le chef du gouvernement. Toute action communiste, individuelle ou collective, est passible de sanctions.

<sup>6</sup> Disposition modifiée par le décret-loi n° 64.

## LOI SUR LA DÉFENSE DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

(Promulguée par le décret législatif n° 9 du 10 avril 1963)

*Art. 1<sup>er</sup>.* Sont délictueuses et seront sanctionnées conformément au présent décret toutes les activités visant à attaquer, léser ou détruire le système démocratique sur lequel est fondée la vie institutionnelle de la nation.

*Art. 2.* Sont interdites sur le territoire national l'organisation et l'activité de partis politiques, groupements, associations, comités, cellules, groupes de lutte, bureaux, et en général toute sorte de mouvements collectifs d'idéologie communiste.

*Art. 3.* Sont également interdits l'établissement ou l'activité de mouvements nationaux ou internationaux qui, sous un quelconque prétexte, entretiendraient des relations avec les pays du bloc communiste. Ne sont pas visées par la présente loi les organisations internationales auxquelles appartient le Guatemala.

*Art. 4.* Seront punies de deux ans d'emprisonnement correctionnel :

1) Les personnes qui feraient circuler des brochures, pamphlets, affiches, disques, gravures ou toute sorte d'imprimés ou de gravures de toute provenance préconisant l'établissement au Guatemala de mouvements de type communiste.

2) Celles qui se livreraient à de la propagande communiste en recourant à un quelconque moyen de diffusion.

3) Celles qui fabriqueraient ou utiliseraient des emblèmes communistes ou celles qui en feraient le trafic.

4) Les Guatémaltèques qui se rendraient dans les pays du bloc communiste sans l'autorisation expresse du gouvernement.

5) Celles qui distribueraient en toute connaissance de cause des ouvrages de propagande de type communiste ou totalitaire.

6) Celles qui organiseraient des réunions publiques ou exécuteraient des actes visant à en provoquer, à des fins de propagande et d'agitation communiste ou totalitaire.

7) Celles qui feraient le trafic de l'un ou l'autre des ouvrages visés à l'alinéa 1 du présent article ; et celles qui — en recourant à tel ou tel moyen de diffusion — introduiraient de la propagande communiste ou totalitaire dans des programmes commerciaux ou culturels.

*Art. 5.* Seront punies de trois ans d'emprisonnement correctionnel :

1) Les personnes qui feraient de la propagande communiste dans des réunions publiques ou sur les lieux de travail.

2) Celles qui transmettraient, publiquement ou clandestinement, des communications de caractère ou d'origine totalitaire.

3) Celles qui détiendraient ou projetteraient des films à thèse communiste, ainsi que celles qui en feraient le trafic.

4) Celles qui contribueraient d'une façon ou d'une autre au soutien de partis ou mouvements communistes ou apparentés.

*Art. 7.* Seront punies de dix ans d'emprisonnement correctionnel :

1) Les personnes qui violeraient les interdictions énoncées aux articles 2 et 3 de la présente loi.

2) Celles qui appartiendraient à des partis communistes ou affiliés ou s'y inscriraient.

*Art. 14.* Le Gouvernement de la République pourra retirer leur nationalité aux naturalisés guatémaltèques qui se livreraient aux activités visées par la présente loi.

*Art. 15.* La durée des peines privatives de liberté inscrites sur un registre sera doublée, au cas où les délits auraient été commis à l'occasion ou du fait d'activités pédagogiques dans les établissements d'enseignement, ou par abus de fonctions, d'emploi ou de mission.

*Art. 16.* Tous les délits visés par la présente loi relèvent de la compétence exclusive des tribunaux militaires et seront jugés conformément à la procédure militaire.

*Art. 19.* Le Ministère de la défense nationale devra immédiatement établir selon des critères techniques un registre sur lequel figureront :

1) Les personnes affiliées à des partis ou mouvements communistes.

2) Les personnes ayant fait l'objet d'une condamnation définitive en vertu de la présente loi.

3) Les pays censés appartenir au bloc communiste.

4) Les groupements, organisations, mouvements ou partis à tendance communiste.

*Art. 20.* Le fait de figurer parmi les personnes visées aux alinéas 1 et 2 de l'article précédent constitue une présomption de culpabilité, sauf preuve contraire.

DÉCRET-LOI N° 23 DU 9 MAI 1963 ACCORDANT L'AUTONOMIE  
À L'UNIVERSITÉ DE SAN CARLOS DE GUATEMALA

*Article premier.* L'université de San Carlos de Guatemala est une institution autonome dotée de la personnalité juridique. Il lui appartient de façon exclusive d'organiser, de diriger et de développer

l'enseignement supérieur et la formation professionnelle dans le pays. Elle contribuera, par tous les moyens dont elle dispose, à la recherche scientifique et philosophique et à la diffusion générale

de la culture et participera, en cas de besoin, à l'étude des problèmes nationaux.

Le présent décret garantit l'autonomie de l'université pour la réalisation des buts culturels élevés qu'elle se fixe, dans le respect des lois, la sécurité de l'Etat et le maintien de l'ordre public.

*Art. 7.* La création et le fonctionnement d'autres universités est libre dans le pays, mais l'organisation et les programmes d'études de ces établissements doivent être approuvés par l'université de San Carlos de Guatemala. Les diplômes délivrés en vue de l'exercice de professions seront contresignés par le recteur de ladite université.

# HAÏTI

## NOTE<sup>1</sup>

Les décrets, lois, arrêtés et autres actes officiels du Gouvernement haïtien concernant les droits de l'homme, au cours de l'année 1963, ont été les suivants :

1. Décret du Président de la République du 9 mars 1962, pris en vertu des pleins pouvoirs qui lui ont été accordés par décret du corps législatif du 13 septembre 1961, adoptant et sanctionnant la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, signée à San Francisco le 17 juin 1948 (convention reproduite dans le *Moniteur* n° 20 du 7 février 1963) ;

2. Décret du Président de la République du 9 mars 1962, pris en vertu des pleins pouvoirs qui lui ont été accordés par le même décret du corps législatif du 13 septembre 1961, adoptant et sanctionnant la Convention sur les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles, signée à Genève, le 25 octobre 1921 (convention reproduite dans le *Moniteur* du 4 mars 1963) ;

3. Loi du 8 août 1963, élargissant le champ d'application du principe de la résidence obligatoire, en faveur des chirurgiens-dentistes, des pharmaciens, des infirmières, des anesthésistes, des sages-femmes, des techniciens de laboratoire et de tous autres techniciens médicaux.

L'obligation faite seulement aux nouveaux médecins diplômés de l'Université d'Haïti d'accomplir un

stage obligatoire de deux ans dans une localité désignée par le service compétent a été établie par un décret-loi du 17 juin 1942 afin d'accroître et d'améliorer les services médicaux dans les hôpitaux, dispensaires, sanatoriums, maternités, centres de santé ou cliniques, dans les milieux urbains et ruraux pour le bien-être de toute la communauté nationale. Cette obligation est imposée moyennant une allocation mensuelle versée par l'Etat pendant la durée de la résidence. Elle est maintenant étendue aux mêmes conditions aux chirurgiens-dentistes, pharmaciens et autres professionnels dont les services sont connexes aux activités médicales (*Moniteur* n° 72 du 19 août 1963) ;

4. Arrêté du Président de la République du 19 août 1963, déclarant d'utilité publique la Fondation Roger Riou, établie par le révérend prêtre catholique de même nom, dans l'île de la Tortue et y poursuivant d'une façon désintéressée des buts de haute portée sociale dans les domaines éducatif et moral, hygiénique et sanitaire, et aussi économique et artisanal ou technique ;

5. Arrêté du Président de la République du 2 octobre 1963, accordant grâce pleine et entière au nommé Robert Woodring, citoyen américain condamné à la peine de mort par jugement du 19 septembre 1963 de la Commission militaire siégeant aux casernes Dessalines, au Palais national, sous l'inculpation d'espionnage et d'attentat contre la sûreté intérieure de l'Etat, crimes prévus et punis par l'article 63 et suivants du Code pénal haïtien (*Moniteur* n° 92 du 3 octobre 1963).

<sup>1</sup> Note communiquée par M. Clovis Kernisan, doyen de la Faculté de droit à l'Université de Port-au-Prince, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement de la République d'Haïti.

# HAUTE-VOLTA

## NOTE<sup>1</sup>

### Première partie

#### PRINCIPES FONDAMENTAUX

1. La Constitution de la Haute-Volta, du 19 mars 1959<sup>2</sup>, dispose :

*Préambule* : « Le peuple de Haute-Volta affirme son attachement aux principes de la démocratie et des droits de l'homme, tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789 et garantis par la Constitution de la communauté. »

*Art. 36.* « Les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques », « la détermination des crimes et délits ainsi que des peines qui leur sont applicables, la procédure pénale », « l'organisation des tribunaux judiciaires et administratifs, le statut des magistrats et auxiliaires de la justice » ainsi que les principes fondamentaux « du régime pénitentiaire » sont du domaine de la loi, votée par l'Assemblée législative.

*Art. 58.* « Le Conseil supérieur de la magistrature garantit l'indépendance des magistrats du siège. Sa composition et son fonctionnement sont fixés par la loi.

« Le statut de la magistrature est fixé par la loi. »

*Art. 59.* « Les magistrats du siège sont nommés par le président du Conseil sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature. Ces magistrats sont inamovibles. »

*Art. 60.* « Le Conseil supérieur de la magistrature est la juridiction disciplinaire des magistrats. Lorsqu'il exerce sa juridiction disciplinaire, le Conseil supérieur est présidé par le magistrat occupant dans l'Etat la fonction judiciaire la plus élevée. »

Dans ses observations en date du 5 juillet 1962 sur le projet de monographie, le gouvernement de la Haute-Volta déclare :

« La nouvelle Constitution de novembre 1960 ne vise plus en son préambule la Constitution de la

communauté : elle vise en revanche la Déclaration universelle de 1948.

« L'article 36 de l'ancienne Constitution est repris par l'article 41 de la nouvelle : le régime pénitentiaire ne figure plus dans la liste des matières qui sont du domaine de la loi, qui comprend en revanche la procédure suivie devant les juridictions judiciaires et administratives ainsi que le statut des officiers ministériels.

« L'article 58 ancien est remplacé par les articles 41, 59 et 60 nouveaux. Le Président de la République est garant de l'indépendance des juges : il est assisté par le Conseil supérieur de la magistrature (art. 59). La loi fixe l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature (art. 60). La loi fixe le statut des magistrats (art. 41).

« L'article 59 ancien a été remplacé par l'article 61 nouveau. Les magistrats du siège sont désormais nommés par le Président de la République sur proposition du Garde des sceaux, ministre de la justice, après avis du Conseil supérieur de la magistrature.

« L'article 60 ancien est remplacé par l'article 60 nouveau, qui renvoie à une loi pour fixer la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature sans préciser quelles seront ces attributions ».

2. Conformément à la loi n° 7-59-AL du 19 mai 1959, le Conseil supérieur de la magistrature comprend cinq membres : le ministre de la justice, président ; le juge et le membre du ministère public du grade le plus élevé et ayant le plus d'ancienneté ; un magistrat désigné par le président du Conseil des ministres et choisi sur une liste établie par les présidents des juridictions de la Haute-Volta ; une personnalité n'appartenant pas à la magistrature, nommée selon la même procédure (article 1).

Le Conseil supérieur doit faire une proposition au président du Conseil des ministres pour chaque nomination ou affectation de juges (art. 4). C'est la seule autorité compétente pour prendre des sanctions disciplinaires (y compris la révocation) contre les juges (art. 7). En outre, le Conseil doit être consulté « sur toutes les questions concernant l'indépendance de la magistrature ainsi que sur celles qui concernent le droit pénal, l'organisation judiciaire, la procédure, l'exécution des peines » (art. 6).

<sup>1</sup> Le Gouvernement de la République de Haute-Volta a fait savoir qu'il désirerait que la monographie sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé en Haute-Volta (document de séance n° 82, du 11 juillet 1962, préparé par le Secrétariat des Nations Unies), soit publiée dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1963*.

<sup>2</sup> Pour des extraits de la Constitution de 1959, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1959*, p. 121.

*Deuxième partie*

**ARRESTATION ET DÉTENTION  
DE PERSONNES SOUPÇONNÉES  
OU INCULPÉES D'UNE INFRACTION  
PÉNALE  
INTRODUCTION**

3. L'arrestation et la détention de personnes soupçonnées ou inculpées d'une infraction pénale paraissent toujours être gouvernées par les dispositions du Code d'instruction criminelle français de 1808, modifié, tel qu'il avait été rendu applicable à la Haute-Volta. Jusqu'à présent, aucun texte ne semble avoir abrogé ou remplacé le Code d'instruction criminelle de 1808, modifié<sup>3</sup>. Il en est de même pour le Code pénal de 1810, modifié.

4. Il peut être utile, tout d'abord, de donner quelques renseignements sur la procédure pénale et la terminologie.

5. Les infractions pénales sont divisées en trois catégories : « contraventions de police », « délits correctionnels », et « crimes », par ordre de gravité croissante des peines applicables. Elles sont jugées respectivement par le « tribunal correctionnel » et la « Cour d'assises ».

6. Les « officiers de police judiciaire » reçoivent les plaintes et dénonciations. Ils rassemblent les indices et font rapport au ministère public.

7. Le « ministère public » est un corps de magistrats hiérarchisé, subordonné au Ministre de la justice. Ses membres (procureur général, procureurs de la République, substituts) sont chargés de la poursuite des crimes et délits. Le ministère public apprécie s'il convient de poursuivre l'affaire ou de ne pas donner suite. S'il décide de poursuivre, et s'il s'agit d'un fait qualifié « crime », le juge d'instruction doit être saisi par un réquisitoire introductif du ministère public. S'il s'agit d'un délit, l'instruction ne semble pas obligatoire et le procureur de la République peut citer le prévenu directement devant le tribunal correctionnel (art. 182).

8. Le « juge d'instruction » est un magistrat du siège qui jouit des garanties d'indépendance caractéristique de cet ordre. Il est saisi soit par le réquisitoire du ministère public, soit par une plainte de la partie lésée avec constitution de partie civile (art. 182). Le juge d'instruction, à l'issue de ses recherches, décide soit de classer l'affaire « si le fait ne présente ni crime, ni délit, ni contravention ou s'il n'existe aucune charge contre l'« inculpé » (ordonnance de non-lieu, art. 128), soit de renvoyer l'inculpé devant le tribunal compétent (ordonnances de renvoi, art. 129, 130 et 133).

9. Si l'on estime que le fait est susceptible d'entraîner une peine criminelle, l'affaire est portée devant la « Chambre des mises en accusation » (art. 133). Cette juridiction est composée de trois juges membres de la Cour d'appel désignés par le président de cette cour. Si la Chambre trouve des

charges suffisantes, elle renvoie l'inculpé devant la Cour d'assises (art. 231). La Chambre statue aussi sur les appels du procureur de la République, de la partie civile et de l'inculpé contre diverses décisions du juge d'instruction (art. 135).

10. Dans les territoires qui faisaient anciennement partie de l'Afrique occidentale française, un décret du 2 septembre 1933 disposait que les juges de paix pouvaient exercer, sous certaines conditions, les fonctions de procureur de la République et de juge d'instruction (« juges de paix à compétence étendue »). Le même décret du 2 septembre 1933 prévoyait que, en dehors du cercle où siègent les tribunaux de première instance et les juges de paix à compétence étendue, les commandants de cercle pouvaient se saisir d'office, aux fins d'instruction, de tout crime ou délit commis dans leur circonscription, à charge d'en informer immédiatement le procureur de la République et le juge d'instruction. Les commandants de cercle devaient se dessaisir, au profit du juge d'instruction, dès qu'ils en seraient requis par le procureur de la République ou le juge de paix à compétence étendue. On ignore si le décret du 2 septembre 1933 a été abrogé ou modifié. Dans ses observations, le gouvernement déclare : « Le décret du 2 septembre 1933 est toujours applicable. Cependant, depuis un décret du 22 août 1958, les juges de paix ont été remplacés par des juges de section, et les justices de paix à compétence étendue par des sections de tribunal ».

*A. Motifs pour lesquels une personne  
peut être arrêtée ou détenue du chef d'une infraction  
pénale, et procédures applicables en la matière*

1. PROCÉDURE ORDINAIRE

a) Privation de liberté ordonnée  
avant comparution devant l'autorité judiciaire

11. La loi ne définit pas la nature des motifs qui peuvent justifier l'arrestation d'un suspect. Ces questions sont laissées à l'appréciation de l'autorité compétente, qui est en principe le juge d'instruction.

12. Conformément aux articles 91 et 92 :

*Art. 91.* « En matière criminelle ou correctionnelle, le juge d'instruction pourra ne décerner qu'un mandat de comparution, sauf à convertir ce mandat, après interrogatoire, en tel autre mandat qu'il appartiendra.

« Si l'inculpé fait défaut, le juge d'instruction décernera contre lui un mandat d'amener. »

*Art. 92.* « Il peut aussi donner des mandats d'amener contre les témoins qui refusent de comparaître sur la citation à eux donnée, conformément à l'article 80, et sans préjudice de l'amende portée en cet article ».

13. Le mandat de comparution est une simple invitation écrite à se rendre au cabinet du juge d'instruction, tel jour et à telle heure ; il n'est pas appuyé par la contrainte. Le mandat d'amener, par contre, est un ordre donné aux agents de la force publique d'amener le suspect, de gré ou de force, devant le juge d'instruction (art. 99). L'emploi du mandat d'amener n'apparaît obligatoire que dans le cas où l'inculpé, objet d'un mandat de comparution, fait défaut.

<sup>3</sup> Dans le corps de la présente monographie, les termes « article ... du Code » ou « article ... » doivent être entendus comme se rapportant à l'article correspondant du Code d'instruction criminelle de 1808, modifié.



14. Si l'inculpé est en fuite, le juge d'instruction peut décerner un « mandat de dépôt ou d'arrêt ». Le mandat « de dépôt » ou « d'arrêt » est l'ordre donné à la force publique de rechercher l'intéressé, de l'arrêter et de l'écrouer dans une maison d'arrêt. Sa délivrance marque, en règle générale, le début de la « détention préventive » de l'inculpé, après sa première comparution. Toutefois, aux termes de l'article 94, le juge d'instruction a la faculté d'en faire usage, avant cette première comparution, si l'inculpé est en fuite et si le fait emporte la peine de l'emprisonnement ou une autre peine plus grave. Avant de décerner ce mandat, le juge d'instruction doit entendre le procureur de la République.

15. Tous ces mandats doivent être signés par celui qui les décerne et munis de son sceau ; l'inculpé doit y être nommé ou désigné le plus clairement possible (art. 95). Les mandats doivent être notifiés et exhibés à l'intéressé, à qui il doit être délivré copie (art. 97).

16. L'article 93, alinéas 1 et 2, dispose :

« Dans le cas de mandat de comparution, le juge d'instruction interroge de suite ; dans le cas de mandat d'amener, dans les vingt-quatre heures au plus tard de l'entrée de l'inculpé dans la maison de dépôt ou d'arrêt. A l'expiration de ce délai, l'inculpé est conduit d'office et sans aucun délai, par les soins du gardien-chef, devant le procureur de la République qui requiert du juge d'instruction l'interrogatoire immédiat. En cas de refus, d'absence ou d'empêchement dûment constaté du juge d'instruction l'inculpé est interrogé sans retard par le président du tribunal ou par le juge qu'il désigne. Dans le ressort des justices de paix à compétence étendue, le gardien-chef fait conduire l'inculpé devant le juge de paix à compétence étendue.

« Tout inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'amener qui, en violation du paragraphe précédent, aura été maintenu pendant plus de vingt-quatre heures dans la maison de dépôt ou d'arrêt sans avoir été interrogé par le juge d'instruction ou conduit, comme il vient d'être dit, devant le procureur de la République, sera considéré comme arbitrairement détenu ».

17. Les articles 3 à 5 du décret du 5 juillet 1930 définissent la procédure dans le cas où l'inculpé est trouvé hors du ressort de la juridiction où a été délivré le mandat d'amener. L'inculpé doit être conduit devant le procureur de la République ou le juge de paix à compétence étendue de la juridiction dans le ressort duquel il a été trouvé (art. 3 du décret). Ce magistrat interroge l'inculpé sur son identité, reçoit et acte ses déclarations, après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire, et « l'interpelle afin de savoir s'il consent à être transféré ou s'il préfère prolonger les effets du mandat d'amener en attendant, au lieu où il se trouve, la décision du juge d'instruction saisi de l'affaire. Si l'inculpé déclare s'opposer au transfèrement, avis immédiat en est donné au magistrat qui a signé le mandat » (art. 4 du décret). Les pièces nécessaires, avec le procès-verbal de comparution, sont transmises au juge d'instruction. L'article 5 du décret dispose que « le juge d'instruction saisi de l'affaire décide, aussitôt après la réception de cet envoi, s'il y a lieu d'ordonner le transfèrement ».

18. Il ressort de ces articles que dans ces circonstances la première comparution devant le juge d'instruction peut être retardée dans une certaine mesure ; néanmoins la loi souligne que la communication des pièces nécessaires et les décisions appropriées doivent être prises avec la plus grande célérité.

19. La délivrance des divers mandats est, en principe, de la compétence du juge d'instruction ou du juge de paix à compétence étendue. Toutefois, comme il a été indiqué, le décret du 2 septembre 1933 autorisait les commandants de cercle, sous certaines conditions, à décerner des mandats de comparution et d'amener.

b) *Privation de liberté ordonnée après comparution devant l'autorité judiciaire (détention préventive).*

i) *Conditions de la mise en détention préventive, et procédure applicable*

20. Pour que l'inculpé puisse être placé en état de détention préventive sous mandat « de dépôt » ou « d'arrêt », il faut tout d'abord qu'il ait comparu devant le juge d'instruction (art. 94, alinéa 1). Lors de cette première comparution, le juge d'instruction doit se borner à constater l'identité de l'inculpé, à lui faire connaître les faits qui lui sont imputés, à recevoir ses déclarations, et à l'avertir qu'il a le droit de choisir un conseil (décret du 5 juillet 1930, art. 2) : il ne peut l'interroger sur le fond.

21. Il faut ensuite que « le fait emporte la peine de l'emprisonnement ou une autre peine plus grave » (Code, art. 94, alinéa 1).

22. Enfin, le juge d'instruction doit, avant de décerner un mandat d'arrêt, entendre le procureur de la République (art. 94, alinéa 2).

23. Si ces conditions sont remplies, le juge d'instruction jouit, semble-t-il, d'un pouvoir discrétionnaire pour décider si les circonstances justifient ou non la détention préventive.

24. Les juges de paix à compétence étendue peuvent également décerner mandat d'arrêt ; ce faisant, « ils ne sont pas tenus de se conformer aux prescriptions ci-dessus concernant la délivrance... des mandats d'arrêt » (art. 94, modifié par décret du 2 septembre 1933).

25. L'article 56 du Code (modifié par le décret du 2 septembre 1933) dispose que les commandants de cercle, qui peuvent, sous certaines conditions, agir en tant que juges d'instruction, ne peuvent toutefois décerner mandat d'arrêt ou de dépôt ; ils doivent en demander délivrance au juge d'instruction du ressort. Néanmoins, précise cet article, « ils peuvent garder le prévenu à leur disposition jusqu'à la délivrance du mandat de dépôt, qu'ils doivent aller demander sans délai ».

26. La mise en détention préventive peut aussi être ordonnée contre l'inculpé libre par le tribunal correctionnel s'il apparaît, à l'audience, que le fait est de nature à mériter une peine criminelle ; le tribunal peut alors décerner de suite mandat d'arrêt ou de dépôt, tout en renvoyant le prévenu devant le juge d'instruction compétent (art. 193, alinéa 1).

27. Enfin, si le fait reproché est qualifié crime, l'inculpé renvoyé devant la Cour d'assises doit être mis en état d'arrestation, sur « ordonnance de prise de corps », rendue par la Chambre des mises en accusation (art. 126) ; c'est, semble-t-il, le seul cas dans lequel la détention préventive apparaît obligatoire.

28. Il ressort de ces dispositions que, dans le cadre de la procédure ordinaire, l'autorité compétente pour ordonner la détention préventive est toujours l'autorité judiciaire.

ii) *Durée de la détention préventive ; mise en liberté provisoire*

29. La mise en liberté provisoire est de droit, « en matière correctionnelle, ... cinq jours après l'interrogatoire de première comparution, en faveur du prévenu domicilié, quand le maximum de la peine prononcée par la loi sera inférieur à deux ans d'emprisonnement. La disposition qui précède ne s'appliquera ni aux prévenus déjà condamnés pour crime, ni à ceux déjà condamnés à un emprisonnement de plus d'une année » (art. 113, alinéas 2 et 3). L'inculpé devra promettre « de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis » (art. 113, alinéa 1).

30. Si les conditions précitées ne sont pas remplies, la détention préventive peut durer jusqu'au jour du jugement définitif. Toutefois, il peut y être mis fin avant cette date par l'effet des dispositions résumées ci-après.

31. Au cours de l'instruction, le juge d'instruction peut, « quelle que soit la nature de l'inculpation, donner mainlevée du mandat de dépôt ou d'arrêt, à la charge pour l'inculpé de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis ; « le magistrat instructeur ne peut, toutefois, prendre une telle décision que « sur les conclusions conformes du procureur de la République » » (art. 94, alinéa 3). Le même pouvoir appartient aux juges de paix à compétence étendue, mais il résulte de l'article 94, alinéa 5, que ces derniers ne sont pas tenus d'obtenir les conclusions conformes du procureur. L'ordonnance de mainlevée n'est pas susceptible d'appel (art. 94, alinéa 4).

32. En toute matière, et en toute période de la procédure, la mise en liberté provisoire peut être accordée sur la demande de « tout inculpé, prévenu et accusé » (art. 113 et 116).

33. Cette requête peut être formée par le détenu devant l'autorité ou la juridiction, soit d'instruction, soit de jugement qui est saisie. Il est statué sur la requête en chambre de conseil (c'est-à-dire en séance privée), le ministère public entendu, et au vu des observations écrites à la partie civile (art. 117 et 118). On verra plus loin que l'inculpé peut interjeter appel contre le refus d'octroyer la liberté provisoire.

34. La liberté provisoire sur demande de l'inculpé — mais non pas la liberté provisoire de droit, ni la mainlevée du mandat d'arrêt ou de dépôt — peut être subordonnée au dépôt d'un cautionnement qui, selon l'article 114, garantit :

« 1) La représentation de l'inculpé à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement ;

« 2) Le paiement dans l'ordre suivant :

« a) des frais faits par la partie publique ;

« b) de ceux avancés par la partie civile ;

« c) des amendes ».

35. L'article 120 précise que ce cautionnement doit être fourni en espèces, soit par un tiers, soit par l'inculpé ; le montant de chacune des deux parties du cautionnement doit être déterminé par l'ordonnance de mise en liberté (art. 114 et 120).

36. Conformément à l'article 122, si l'inculpé dûment cité ne comparaît pas, sans motif légitime d'excuse, « la première partie du cautionnement est acquise à l'Etat ». Néanmoins, poursuit cet article, « en cas de renvoi des poursuites, d'absolution ou d'acquiescement, le jugement ou l'arrêt pourra ordonner la restitution de cette partie du cautionnement ».

37. L'article 123 dispose que « la seconde partie du cautionnement est toujours restituée en cas d'acquiescement, d'absolution ou de renvoi des poursuites ».

38. Enfin, à la clôture de l'instruction, l'inculpé doit être remis en liberté : si le juge d'instruction estime que le fait reproché, bien que constituant un délit correctionnel, n'entraîne pas une peine d'emprisonnement (art. 131) ; s'il considère qu'il s'agit d'une contravention de simple police (art. 129) ; ou enfin s'il est d'avis « que le fait ne présente ni crime ni délit ni contravention, ou qu'il n'existe aucune charge contre l'inculpé » (ordonnance de non-lieu, art. 128).

39. Dans tous les cas ci-dessus exposés, sauf dans ceux prévus par les articles 128 et 129, l'inculpé libéré doit prendre l'engagement de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement.

40. Le procureur de la République peut faire opposition à toute ordonnance du juge d'instruction. L'inculpé qui bénéficie d'une ordonnance de mise en liberté, conformément aux articles 113, 128, 129 et 131, est maintenu en détention jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'opposition du ministère public contre les ordonnances libératoires, ou jusqu'à l'expiration du délai d'opposition, qui est de vingt-quatre heures (art. 135).

iii) *Réincarcération de l'inculpé.*

41. L'article 125 dispose que si « après avoir obtenu la liberté provisoire, l'inculpé cité ou ajourné ne comparaît pas, le juge d'instruction, le tribunal ou la cour, selon les cas, pourront décerner contre lui un mandat d'arrêt ou de dépôt, ou une ordonnance de prise de corps ».

42. En outre, même si l'inculpé ne fait pas défaut, l'article 115 dispose que « la mise en liberté aura lieu sans préjudice du droit que conserve le juge d'instruction, dans la suite de l'information, de décerner un nouveau mandat d'amener, d'arrêt ou de dépôt, si des circonstances nouvelles et graves rendent cette mesure nécessaire. Toutefois, si la liberté provisoire avait été accordée par la Chambre des mises en accusation réformant

l'ordonnance du juge d'instruction<sup>4</sup>, le juge d'instruction ne pouvait décerner un nouveau mandat qu'autant que la cour, sur les réquisitions du ministère public, aurait retiré à l'inculpé le bénéfice de la décision.»

43. Cet article ne paraît pas couvrir l'hypothèse où l'inculpé est libéré, à la clôture de l'information, en vertu d'une ordonnance de non-lieu. En effet, dans ce cas, l'affaire est classée. La réouverture de l'instruction ne peut être ordonnée qu'à la suite d'un nouveau réquisitoire introductif du ministère public; le juge d'instruction ne saurait se saisir lui-même, à nouveau, de l'affaire et décerner d'emblée un mandat d'amener ou d'arrêt.

44. Si l'inculpé a été libéré à la clôture de l'instruction, parce que le délit reproché ne paraissait pas devoir entraîner une peine d'emprisonnement (hypothèse de l'article 131), il peut néanmoins être réincarcéré par le tribunal correctionnel, s'il apparaît, à l'audience, qu'il s'agit d'un délit de droit commun et si la peine prononcée est au moins d'une année d'emprisonnement» (art. 193). Il est aussi prévu, dans le même article, que le tribunal correctionnel peut, tout en renvoyant l'affaire devant le juge d'instruction, décerner mandat d'arrêt ou de dépôt si le fait paraît mériter une peine criminelle.

45. Enfin, dans le cas où l'intéressé, accusé d'un crime, aurait été néanmoins placé en liberté provisoire en cours d'instruction, la remise en détention apparaît obligatoire dès que la Chambre des mises en accusation a décidé de renvoyer l'accusé devant la cour d'assises (art. 126).

## 2. PROCÉDURES SPÉCIALES

### a) Arrestation et détention en cas d'infraction flagrante

46. L'article 41 définit le flagrant délit comme « le délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre. Seront aussi réputés flagrants délits le cas où le prévenu est poursuivi par la clameur publique et celui où le prévenu est trouvé saisi d'effets, armes, instruments ou papiers faisant présumer qu'il est auteur ou complice, pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit ». En outre, selon l'article 46, les règles relatives aux flagrants délits s'appliquent également « toutes les fois que, s'agissant d'un crime ou délit même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison requerra le procureur de la République de le constater ».

47. L'article 106 dispose :

« Tout dépositaire de la force publique, et même toute personne, sera tenu de saisir le prévenu surpris en flagrant délit; ou poursuivi, soit par la clameur publique, soit dans les cas assimilés au flagrant délit, et de le conduire devant le procureur de la République, sans qu'il soit besoin de mandat d'amener, si le crime ou délit emporte peine afflictive ou infamante » (c'est-à-dire une peine criminelle).

<sup>4</sup> Cette disposition envisage le cas où, sur appel de l'inculpé, la Chambre des mises en accusation a accordé la mise en liberté provisoire, refusée par le juge d'instruction (voir plus loin sous « C. Voies de recours... »).

48. Le procureur de la République, qui se transporte sur les lieux (ou, par délégation, un officier de police judiciaire auxiliaire du ministère public), « fera saisir les prévenus présents contre lesquels il existe des indices graves » (art. 40, alinéa 1). Si le prévenu n'est pas présent, le procureur décerne contre lui un mandat d'amener (art. 40, alinéa 2).

Toutefois, l'alinéa 3 de l'article précise que « la dénonciation seule ne constitue pas une présomption suffisante pour décerner cette ordonnance contre un individu ayant domicile ». Ces pouvoirs ne peuvent être exercés que si l'infraction flagrante paraît devoir entraîner une peine criminelle.

49. Le procureur de la République doit interroger « sur-le-champ » le prévenu amené devant lui (art. 40, alinéa 4). Il doit transmettre « sans délai », tous les procès verbaux et pièces pertinentes au juge d'instruction, auquel il appartient de décider de la mise en détention préventive (art. 45). Le juge d'instruction peut « refaire les actes ou ceux des actes qui ne lui paraîtraient pas complets » (art. 60).

50. En cas d'infraction flagrante punie de peines correctionnelles, la loi du 20 mai 1863, modifiée, dispose que le procureur de la République peut, après avoir interrogé l'inculpé, le traduire sur-le-champ devant le tribunal correctionnel. En ce cas, le procureur peut décerner mandat de dépôt. La loi met l'accent sur la célérité de la procédure. Si le tribunal estime que l'affaire n'est pas en état d'être jugée, il en renvoie l'examen à l'une des plus prochaines audiences, et peut ordonner la mise en liberté provisoire de l'inculpé. Ce dernier doit jouir du temps et des facilités nécessaires pour préparer sa défense.

### b) Pouvoirs d'arrestation de certaines autorités administratives

51. L'article 10 dispose :

« Le gouverneur pourra faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 ».

52. Cet article paraît autoriser certaines autorités administratives à exercer des pouvoirs d'arrestation et des fonctions d'instruction. Le gouvernement déclare : « Ces pouvoirs ont été transférés au président du Conseil des ministres du fait de l'accession de la Haute-Volta à l'indépendance. »

## B. Droits de la personne arrêtée ou détenue du chef d'une infraction pénale

### 1. DROIT, POUR LA PERSONNE ARRÊTÉE OU DÉTENUE, D'ÊTRE INFORMÉE DE SES DROITS ET OBLIGATIONS

53. On n'a pas trouvé de règle générale prescrite aux autorités d'informer la personne arrêtée ou détenue de l'ensemble de ses droits et obligations. Toutefois, le décret du 5 juillet 1930, article 2, dispose que lors de la première comparution, le juge d'instruction doit informer l'inculpé de son droit de choisir un conseil. L'article 4 de ce même décret dispose que si l'inculpé est arrêté hors du ressort de la juridiction où a été délivré le mandat,

il est conduit devant le procureur de la République qui doit recevoir ses déclarations, « après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire ». Ce même avertissement n'est pas imposé par la loi si l'inculpé est arrêté dans le ressort du juge d'instruction mandant.

## 2. DROIT, POUR LA PERSONNE ARRÊTÉE OU DÉTENUE, D'ÊTRE INFORMÉE DE L'INFRACTION REPROCHÉE

54. La loi n'exige pas que les mandats de comparution et d'amener mentionnent l'infraction reprochée.

55. Conformément au décret du 5 juillet 1930, article 2, le juge d'instruction, lors de la première comparution de l'inculpé, doit « lui faire connaître les faits qui lui sont imputés ».

56. Les mandats de dépôt et d'arrêt, qui ordonnent la détention préventive de l'inculpé, doivent contenir « l'énonciation du fait pour lequel ils sont décernés et la citation de la loi qui déclare que ce fait est un crime ou un délit » (art. 96 du Code).

57. L'article 134 du Code précise que les ordonnances du juge d'instruction (non-lieu ou renvoi devant le tribunal compétent) doivent contenir « l'exposé sommaire (des faits) et la qualification qu'il existe ou qu'il n'existe pas de charges suffisantes. » Conformément aux articles 10 et 12 du décret du 5 juillet 1930, toute ordonnance du juge d'instruction doit être communiquée au conseil de l'inculpé.

58. Au cas où l'inculpé est accusé d'un fait qualifié crime, l'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises et l'acte d'accusation du procureur général doivent exposer la nature de l'infraction et les faits (Code, art. 232 et 241). Ces pièces doivent être signifiées à l'accusé, et il doit en recevoir copie (Code, art. 242).

## 3. DROIT DE COMMUNICATION

59. Conformément à l'article 7 du décret du 5 juillet 1930, le juge d'instruction, après la première comparution et la mise en détention préventive, peut prescrire à l'égard de l'inculpé une « interdiction de communiquer », pour une période de dix jours au maximum. Il peut la renouveler, mais seulement pour une nouvelle période maximum de dix jours. Il est précisé que cette mesure ne saurait en aucun cas s'appliquer au conseil de l'inculpé. La loi n'exige pas que l'interdiction de communiquer soit l'objet d'une ordonnance motivée.

## 4. DROIT À L'ASSISTANCE D'UN CONSEIL

60. On ignore si la personne arrêtée peut choisir un conseil et communiquer avec lui avant sa comparution devant le juge d'instruction. Le gouvernement déclare : « Aucun texte n'autorise une personne arrêtée par la police ou la gendarmerie à choisir un conseil et à communiquer avec lui ; en effet, il ne s'agit encore que d'une enquête préliminaire ».

61. Le décret du 5 juillet 1930, article 2, impose au juge d'instruction, lors de la première comparution, l'obligation d'informer l'inculpé « de son droit de choisir un conseil parmi les avocats-défenseurs résidant au siège de l'instruction ».

62. L'inculpé détenu peut, « aussitôt après la première comparution, communiquer librement avec son conseil. Si ce dernier ne réside pas au siège de l'instruction, il peut librement lui écrire et recevoir ses réponses » (décret du 5 juillet 1930, art. 6). Il a déjà été indiqué qu'en aucun cas l'interdiction de communiquer ne s'applique au conseil.

63. Les conseils ont le droit d'« assister aux interrogatoires et confrontations de l'inculpé » ; lors de ces interrogatoires et confrontations ils « ne peuvent prendre la parole qu'après y avoir été autorisés par le magistrat. En cas de refus, mention de l'incident est faite au procès-verbal. Les conseils peuvent se faire assister d'un interprète de leur choix assermenté » (décret, art. 8). L'article 9 du décret précise qu'afin d'assurer leur présence aux interrogatoires et confrontations, « les conseils, s'ils résident au siège de l'instruction, doivent être avisés par le juge d'instruction des jours et heures des interrogatoires et confrontations. Cet avis leur est donné par lettre missive au moins 24 heures à l'avance ».

64. Toutefois, poursuit l'article 9 du décret, « le juge d'instruction peut procéder à un interrogatoire immédiat et à des confrontations si l'urgence résulte soit de l'état d'un témoin ou d'un co-inculpé en danger de mort, soit de l'existence d'indices sur le point de disparaître ou encore s'il se transporte sur les lieux en cas de flagrant délit ».

65. Les conseils « peuvent prendre communication de la procédure la veille de chaque interrogatoire ou confrontation » (décret, art. 9). En outre, il doit être donné connaissance au conseil de toute ordonnance du juge d'instruction trois jours au plus tard après l'avis donné aux conseils de la mise à leur disposition au greffe du dossier de l'affaire » (décret, art. 10).

66. L'article 11 du décret précise que le conseil de l'inculpé, tant au cours de l'instruction qu'après avoir pris connaissance de la procédure du greffe, peut « conclure par écrit à l'audition de nouveaux témoins, à des confrontations, expertises et tous actes d'instruction qu'ils jugeront utiles à la défense de l'inculpé... Le juge doit motiver l'ordonnance par laquelle il refuse de procéder aux mesures d'instruction complémentaires qui lui sont demandées. Le prévenu (et son conseil) peuvent former opposition à cette ordonnance. L'opposition doit être formée au greffe du siège de l'instruction dans un délai de 24 heures qui court à compter du moment où la communication de l'ordonnance est donnée par le greffier aux conseils. Elle peut être faite par les conseils, le cas échéant, entre les mains du greffier de leur résidence ».

## 5. DROITS EN MATIÈRE D'INTERROGATOIRE

67. Sauf en ce qui concerne la présence du conseil (voir plus haut), ni le Code d'instruction criminelle ni le décret du 5 juillet 1930 ne précisent les garanties de l'inculpé aux interrogatoires. En revanche, le Code pénal (art. 344) prévoit la peine des travaux forcés à perpétuité « si l'individu arrêté, détenu ou séquestré a été menacé de mort », et la peine de mort « si les personnes arrêtées, détenues ou séquestrées ont été soumises à des tortures corporelles ».

68. On ne dispose pas de renseignements concernant la protection de la personne arrêtée ou détenue contre d'autres pratiques d'interrogatoire abusives : promesses, interrogatoires indûment prolongés, questions captieuses, moyens d'explorer le subconscient de la personne interrogée (hypnotisme, « détecteur de mensonge », narco-analyse), etc. Le gouvernement déclare :

« Les principes généraux relatifs aux droits de la personne humaine tels qu'ils ont été déterminés par la cour de Cassation française jusqu'à l'indépendance de la Haute-Volta seront certainement maintenus par les juridictions d'un Etat qui s'inspire toujours des mêmes principes. Ces derniers interdisent les pratiques indiquées ci-dessus ».

69. Le gouvernement déclare :

« Des aveux obtenus par les procédés énumérés au paragraphe 68 seraient certainement déclarés irrecevables par les juridictions ».

## 6. TRAITEMENT DANS LES LIEUX DE DÉTENTION

70. Le Code d'instruction criminelle dispose que les « maisons d'arrêt et de justice » destinées aux inculpés « seraient entièrement distinctes des prisons établies pour peines » (art. 604).

71. Les gouverneurs doivent veiller à ce que « ces différentes prisons soient non seulement sûres, mais propres, et telles que la santé des prisonniers ne puisse en être aucunement affectée... » (Code, art. 605). Diverses autorités administratives doivent veiller « à ce que la nourriture des prisonniers soit suffisante et saine » (Code, art. 613).

72. L'article 614 du Code dispose que le prisonnier qui « use de menaces, injures ou violences » envers les gardiens ou envers les autres prisonniers sera « resserré plus étroitement, enfermé seul, même mis aux fers en cas de fureur ou de violence grave ».

73. Le Code prévoit que le procureur général surveillera les prisons (art. 605), et que le gouverneur « est tenu de visiter, au moins une fois par an, toutes les maisons de justice et prisons, et tous les prisonniers » (art. 611).

## C. Voies de recours ouvertes à la personne arrêtée ou détenue, et sanctions prévues en cas de violation de ses droits

### 1. PROCÉDURES UTILISÉES POUR FAIRE CESSER LA DÉTENTION INJUSTIFIÉE

74. Conformément à l'article 135, alinéa 3, l'inculpé peut former opposition à l'ordonnance qui lui refuse la mise en liberté provisoire.

75. Le délai de recours est de 24 heures à compter de la communication de l'ordonnance à l'inculpé détenu (art. 135, alinéa 4), et cette communication doit lui être faite dans les 24 heures de la date de l'ordonnance (art. 135, alinéa 5).

76. L'opposition est portée devant la Chambre des mises en accusation, qui doit statuer « toutes affaires cessantes » (art. 135, alinéa 6).

### 2. ANNULATION DE LA PROCÉDURE EN CAS DE VIOLATION DES DROITS DE LA PERSONNE ARRÊTÉE OU DÉTENUE

77. Les articles 407 et suivants du Code prévoient que les arrêts rendus en matière criminelle et correctionnelle « ainsi que l'instruction et les poursuites qui les auront précédés », peuvent être annulés s'il y a eu « violation ou omission de quelques-unes des formalités que le présent Code prescrit sous peine de nullité ». L'annulation est aussi prévue, en matière criminelle, « tant dans les cas d'incompétence que lorsqu'il aura été omis ou refusé de prononcer soit sur une ou plusieurs demandes de l'accusé, soit sur une ou plusieurs réquisitions du ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, bien que la peine de nullité ne fût pas textuellement attachée à l'absence de la formalité dont l'exécution aura été demandée ou requise ».

### 3. SANCTIONS PÉNALES

78. L'article 341, alinéas 1 et 2, du Code pénal dispose que « seront punis de la peine des travaux forcés à temps ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir les prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques. Quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou la séquestration subira la même peine ». L'alinéa 3 (ajouté par un décret du 19 novembre 1947) prévoit la même peine pour ceux qui « auront conclu une convention ayant pour objet d'aliéner, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, la liberté d'une tierce personne ».

79. La peine est celle des travaux forcés à perpétuité si la détention a duré plus d'un mois (art. 342), si l'arrestation a été exécutée avec un faux costume, sous un faux ordre de l'autorité publique, ou si l'individu détenu a été menacé de mort (art. 344, alinéas 1 à 3). La peine de mort est encourue si la personne détenue a été soumise à des tortures corporelles (art. 344, alinéa 4).

80. Les articles susmentionnés sont applicables aux particuliers ou aux fonctionnaires publics agissant hors de l'exercice de leurs fonctions.

81. Les articles 10 à 18 de la loi n° 15-AL du 31 août 1959 sont applicables aux fonctionnaires publics agissant dans l'exercice de leurs fonctions. Cette loi a pour effet de renforcer les peines prévues par les articles 114 à 122 du Code pénal, à présent abrogés.

82. L'article 10, alinéa 1, de cette loi dispose que « lorsqu'un fonctionnaire public... aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire à la liberté individuelle..., il sera puni de la réclusion ».

83. L'alinéa 2 précise que : « si le fonctionnaire justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur était dû l'obéissance hiérarchique, il sera exempté de la peine, laquelle sera, dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre ».

84. L'article 11 de cette loi précise que si c'est un ministre qui a ordonné ou fait l'un de ces actes arbitraires, et s'il a négligé ou refusé de

réparer ces actes, il sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

85. Si l'acte a été fait d'après une fausse signature du nom d'un ministre ou d'un fonctionnaire public, les auteurs du faux et ceux qui en auront sciemment fait usage seront punis des travaux forcés à temps, dont le maximum sera toujours appliqué dans ce cas (art. 14 de la loi).

86. Les fonctionnaires publics chargés de la police administrative ou judiciaire qui refusent ou négligent « de déférer à une réclamation légale tendant à constater les détentions illégales et arbitraires soit dans les maisons destinées à la garde des détenus, soit partout ailleurs, et qui ne justifieront pas les avoir dénoncées à l'autorité supérieure, seront punis des travaux forcés à temps... » (art. 15 de la loi).

87. Conformément à l'article 16 de la loi, encourent une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans et une amende « les gardiens et concierges des maisons de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine qui auront reçu un prisonnier sans mandat ou jugement, ou sans l'ordre provisoire du gouvernement; ceux qui l'auront détenu, ou qui auront refusé de le représenter à l'officier de police ou au porteur de ses ordres, sans justifier de la défense du procureur de la République ou du juge; ceux qui auront refusé d'exhiber leurs registres à l'officier de police... »

88. La peine des travaux forcés à temps est enfin prévue pour tous les fonctionnaires publics et juges qui auront, hors le cas de flagrant délit, et sans les autorisations légales, ordonné l'arrestation de ministres ou de membres de l'assemblée nationale (art. 17 de la loi). Ceux qui auront « retenu ou fait retenir un individu hors des lieux déterminés par le gouvernement ou par l'administration publique, ou qui auront traduit un citoyen devant une cour d'assises, sans qu'il ait été préalablement mis légalement en accusation, encourent la peine de réclusion » (art. 18 de la loi).

89. Le Code d'instruction criminelle, en son article 112, prévoit que l'inobservation des formalités prescrites pour les mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt, ainsi que toute violation des mesures protectrices de la liberté individuelle prescrites par les articles 113, 114, 116, 119, 37, 38 et 88, « seront punies d'une amende de 5 000 francs contre le greffier ».

90. Les articles 479 à 503 du Code d'instruction criminelle instituent des procédures spéciales, solennelles, applicables en cas de crimes ou délits commis par les juges et membres du ministère public dans l'exercice ou hors de l'exercice de leurs fonctions.

#### 4. SANCTIONS DISCIPLINAIRES

91. Conformément à l'article 60 de la Constitution, le Conseil supérieur de la magistrature (dont on a exposé la composition dans la première partie) est la juridiction disciplinaire « des magistrats », terme qui paraît englober les juges et les membres du ministère public. L'article 7 de la loi n° 7-59-AL du 19 mai 1959 précise qu'en matière disciplinaire, le Ministre de la justice n'assiste pas aux séances du Conseil et que cet organe est alors

présidé par le magistrat occupant en Haute-Volta la fonction judiciaire la plus élevée. Le gouvernement déclare :

« La nouvelle constitution ne précise pas les pouvoirs disciplinaires du conseil supérieur de la magistrature. La loi n° 7-59-AL du 19 mai 1959 n'attribue compétence au conseil supérieur de la magistrature en matière disciplinaire qu'en ce qui concerne les juges, ce qui écarte les magistrats du parquet (membres du ministère public) ».

92. Le gouvernement déclare :

« Les sanctions et la procédure disciplinaire applicables aux officiers de police judiciaire sont fixées par les articles 279 à 282 du code de l'instruction criminelle. L'article 279 les place sous la surveillance du procureur général; en cas de négligence, le procureur général leur adressera un avertissement qui sera consigné sur un registre (art. 280). En cas de récidive dont les conditions sont fixées par l'article 282, le procureur général dénoncera les officiers de police judiciaire à la cour d'appel qui statue en chambre du conseil et qui peut leur adresser des injonctions ».

#### 5. RÉPARATION EN CAS D'ARRESTATION OU DE DÉTENTION INJUSTIFIÉE

93. Conformément au droit commun de l'article 1382 du Code civil, toute faute ou négligence qui cause à autrui un dommage donne lieu à réparation. Si le fait mis en cause constitue une infraction pénale, l'action en dommages-intérêts peut être intentée soit devant la juridiction criminelle, en même temps que l'action publique, soit séparément, devant la juridiction civile.

94. L'article 70 du Code d'instruction criminelle précise que l'inculpé qui a bénéficié d'un non-lieu peut demander des dommages-intérêts au dénonciateur.

95. Si la personne mise en cause est un juge ou un membre du ministère public agissant dans l'exercice de ses fonctions, l'action en réparation est gouvernée par les règles spéciales, restrictives, de la « prise à partie » (art. 505-516 du Code de procédure civile). Il apparaît que la prise à partie est autorisée pour toute inobservation des formalités prescrites pour les mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt, ainsi que pour toute violation des mesures protectrices de la liberté individuelle prescrites par les articles 113, 114, 116, 119, 37, 38, 87 et 88 du Code d'instruction criminelle, et du chef des infractions définies par les articles 10 et 15 de la loi n° 15-AL du 31 août 1959 (voir section précédente).

96. L'article 13 de la loi du 31 août 1959 précise que les dommages-intérêts à raison des infractions définies aux articles 10 et 15 de cette loi ne peuvent être inférieurs à 1 000 francs pour chaque jour de détention illégale et pour chaque individu.

97. Le gouvernement déclare :

« La responsabilité civile de l'Etat à raison d'arrestation ou de détention injustifiée commise ou ordonnée par des fonctionnaires publics peut être mise en cause devant les tribunaux de l'ordre judiciaire ».

*Troisième partie*

**DÉTENTION  
POUR DES MOTIFS ÉTRANGERS  
AU DROIT PÉNAL**

98. La loi n° 13-AL du 31 août 1959 autorise le gouvernement à exercer, semble-t-il, de façon permanente certains pouvoirs supérieurs de police à l'égard de « tout individu dont les agissements apparaissent dangereux pour l'ordre ou la sécurité public, ou tendraient à compromettre l'unité de la République de Haute-Volta ou le crédit de ses institutions ou la cohésion de la communauté » (art. 2, alinéa 1, de la loi). Ces individus peuvent notamment « être internés dans un établissement désigné par le gouvernement suivant des modalités qui seront prises par décret soumis à l'avis du Conseil supérieur de la magistrature (art. 2, alinéa 3, de la loi). Ces mesures ne sont applicables aux membres de l'Assemblée législative que si l'Assemblée a autorisé l'arrestation (art. 34 de la Constitution, rappelé par l'art. 1 de la loi).

99. L'internement est ordonné par arrêté du président du Conseil contresigné par le Ministre de l'intérieur (art. 3 de la loi).

100. On ignore si l'arrêté d'internement doit, ou non, être motivé, et si les motifs doivent être communiqués à l'intéressé. Le gouvernement déclare :

« Sous réserve de l'appréciation souveraine des juridictions administratives, il semble qu'un contrôle de la légalité des arrêtés d'internement administratifs soit possible de la part des juridictions administratives. Il faudrait donc que ces arrêtés soient motivés même sommairement ».

101. La loi ne fixe pas de durée maximum pour l'internement. La mesure peut être « rapportée à tout moment » par arrêté du président du Conseil contresigné par le Ministre de l'intérieur (art. 3 de la loi).

102. Une « Commission de vérification » doit, d'office, dans les huit jours « donner son avis sur le maintien, la transformation ou le retrait de la mesure en cause » (art. 5, alinéa 1, de la loi). La loi dispose également que « la commission, ainsi que le conseil des ministres, peut à tout moment, être appelée à procéder à un nouvel examen du dossier » (art. 5, alinéa 3, de la loi). Cette commission est composée du Ministre de la justice, président, d'un représentant de l'Assemblée législative, d'un représentant du Ministre de l'intérieur, d'un membre non magistrat désigné par le conseil supérieur de la magistrature, et d'un notable désigné par la section constitutionnelle du conseil juridique et du contentieux (art. 4 de la loi).

103. On ne dispose pas de renseignements relatifs à la procédure suivie par la commission de vérification et aux droits de l'intéressé devant cet organe, en ce qui concerne notamment la possibilité pour l'interné d'avoir connaissance des preuves à charge, de protester contre la mesure, de faire des observations, de jouir de l'assistance d'un conseil, de comparaître en personne devant la commission, et d'être confronté avec les dénonciateurs et témoins.

104. Le gouvernement déclare en ce qui concerne les autres arrestations et détentions pour des motifs étrangers au droit pénal :

*« A. Contrainte par corps :*

« Elle n'existe qu'en matière pénale pour garantir le paiement des amendes et frais de justice ; en outre, à la demande des parties civiles, après consignation de leur part, la contrainte par corps peut être exercée pour garantir le paiement des dommages-intérêts. La durée de l'incarcération est fonction du montant des amendes et frais de justice ou des dommages-intérêts. Les textes de base en la matière sont la loi du 22 juillet 1867 ; la loi du 19 décembre 1871 ; et la loi n° 54/293 du 17 mars 1954.

*« B. Internement des aliénés :*

« Il est prononcé par arrêté du Ministre de l'intérieur et de la sécurité en vertu de l'arrêté n° 2125/S/SM du 28 juin 1958.

*« C. Détention des toxicomanes :*

« La loi du 24 décembre 1953 a ajouté à la loi du 16 novembre 1951 un article 117/ter qui dispose que les personnes reconnues comme faisant usage de stupéfiants et inculpées par les juges d'instruction pourront être astreintes, par ordonnance de ces derniers, à subir une cure de désintoxication dans un établissement spécialisé, et dans des conditions déterminées par un règlement d'administration publique, qui, sauf erreur, n'est jamais intervenu.

*« D. Détention des alcooliques :*

« Aucun texte, sauf erreur, ne l'autorise.

*« E. Détention des malades contagieux :*

« L'autorité sanitaire, lorsqu'elle le juge nécessaire, peut prescrire des mesures d'isolement dans des locaux affectés à cet usage en vertu du décret du 14 avril 1904 et d'un arrêté d'application paru au *Journal officiel* de l'A.O.F. de 1906, page 293.

*« F. Détention des étrangers en instance d'expulsion :*

« Sauf erreur, aucun texte n'existe en la matière. »

*Quatrième partie*

**ARRESTATION ET DÉTENTION  
COMME MESURES D'URGENCE  
OU D'EXCEPTION**

105. La loi n° 14-AL du 31 août 1959 dispose que « l'état d'urgence peut être déclaré soit en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public, soit en cas d'événement présentant par leur nature et leur gravité le caractère de calamité publique » (art. 1 de la loi).

106. Conformément à l'article 37 de la Constitution, repris par l'article 2 de la loi, « l'état d'urgence est décrété en conseil des ministres — la prorogation de l'état d'urgence au-delà des 12 jours ne peut être autorisée que par l'Assemblée législative, qui se réunit alors de plein droit ». L'article 6 dispose que l'état d'urgence peut porter sur tout ou partie du territoire national.

107. Aux termes de l'article 3 de la loi, pendant l'état d'urgence « le président du Conseil peut, par décret en Conseil des ministres, prendre toutes mesures susceptibles de ramener l'ordre et la tranquillité et notamment :

« a) restreindre ou suspendre l'exercice de certains droits tels que : ... la liberté de circulation des personnes ; l'inviolabilité du domicile ; ... procéder à la réquisition des personnes... ».

108. En outre, le président peut, par décret en Conseil des ministres et en accord avec la communauté, confier à la justice militaire la connaissance de certains crimes et délits spécifiés, notamment des infractions contre la sûreté de l'Etat, même si ces infractions sont commises par des civils (art. 3 b) 2) de la loi). On ne dispose pas de renseignements précis concernant les mesures d'arrestation et de détention qui pourraient être prises en état d'urgence, et les garanties et droits de recours dont jouissent les personnes visées par ces mesures.

109. L'état d'urgence, précise l'article 6, alinéa 2, de la loi, est levé par décret pris en conseil des ministres « dès que la tranquillité est suffisamment rétablie ».

#### *Cinquième partie*

### EXIL ET INTERDICTION DE SÉJOUR À L'INTÉRIEUR DU TERRITOIRE NATIONAL

#### *A. Exil*

110. L'article 8 du Code pénal prévoit la peine criminelle du bannissement, éloignement forcé du territoire national. Cette peine ne peut être prononcée que par jugement.

#### *B. Interdiction de séjour à l'intérieur du territoire national*

##### 1. INTERDICTION DE SÉJOUR À TITRE DE PEINE

111. La peine accessoire de l'interdiction de séjour, à l'intérieur du territoire national, est prévue par la loi du 27 mai 1885. Les peines criminelles des travaux forcés à temps, de la détention et de la réclusion emportent interdiction de séjour pendant 20 ans, sauf dispense ou réduction. Cette peine ne peut être prononcée que par jugement.

##### 2. INTERDICTION DE SÉJOUR À TITRE DE MESURE PRÉVENTIVE

112. La loi n° 13-AL du 31 août 1959, mentionnée dans la troisième partie, prévoit, outre des mesures d'internement, l'interdiction faite à certains individus de paraître dans diverses agglomérations dont la liste doit être fixée par décret.

113. La loi n'exige pas que la mesure d'interdiction de séjour soit motivée, ni que les motifs soient portés à la connaissance de l'intéressé. Aucune durée maximum n'est fixée.

114. Toute infraction à l'arrêté d'interdiction de séjour est punie de l'emprisonnement pour 5 ans au maximum (art. 2 de la loi). Les dispositions relatives aux catégories d'individus visés, aux autorités compétentes, à la procédure suivie et à l'intervention de la commission de vérification sont identiques pour l'internement et pour l'interdiction de séjour. On se reportera, à ce sujet, à la troisième partie.



## HONDURAS

### DÉCRET N° 127 DU 14 JUIN 1963 MODIFIANT LA LOI DE RÉFORME AGRAIRE<sup>1</sup>

#### RÉSUMÉ

Le texte de ce décret a été publié dans *La Gaceta*, n° 18.010, du 28 juin 1963.

Le décret modifie les articles 7, 17, 29, 39, 49, 50, 51, 52, 53, 57, 166 et 204 de la loi de réforme agraire.

L'article 7 de la loi de réforme agraire, tel que modifié, se lit comme suit :

« 7. Est reconnue, par les présentes, la fonction sociale de la propriété privée de la terre. Le propriétaire a les obligations suivantes :

« a) faire valoir sa propriété directement ou, sinon, en assurant lui-même la direction et la responsabilité de l'exploitation sur le plan économique, sauf dans les éventualités où la présente loi prévoit un faire-valoir indirect ;

« b) exploiter avec efficience le terrain lui appartenant. La réglementation établira les principes à appliquer pour déterminer dans quels cas l'exploitation est efficiente et elle fixera notamment à cet effet les pourcentages minimums de la superficie qu'il faut maintenir en état d'exploitation, en fonction de la classe des terrains et du mode de faire-valoir en présence, ainsi que les travaux nécessaires de conservation des ressources naturelles, tant renouvelables que non renouvelables ;

« c) appliquer fidèlement les lois relatives au travail agricole salarié et aux autres rapports de travail du monde rural ;

« d) se conformer strictement aux lois fiscales sur la propriété foncière ;

« e) appliquer les lois d'hygiène publique et collaborer aux programmes de mise en valeur agricole et pastorale exécutés par les autorités compétentes dans la zone où est située la propriété ;

« f) faire enregistrer la propriété rurale au Cadastre agraire national ; et

« g) collaborer à la conservation des ressources naturelles. »

Les autres articles de la loi, tels que modifiés, traitent du patrimoine de l'Institut national agraire (art. 17) ; des terrains déclarés soustraits à la réforme agraire (art. 29) ; des terrains *ejidales*<sup>2</sup> que l'Institut national agraire, aux fins de la réforme agraire, peut réclamer (art. 39) ; de la procédure concernant l'acquisition du bien-fonds qui a été déclaré soumis à l'expropriation (art. 49-53) ; des terrains qui ne sont pas à considérer comme incultes ou oisifs (art. 57) ; des règlements relatifs au bail de la terre (art. 166) ; et de la responsabilité des autorités, des fonctionnaires et des agents qui interviennent dans l'application de la présente loi.

Des traductions du décret en anglais et en français ont été publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le *Recueil de législation, alimentation et agriculture*, 1963, Vol. XII - n° 3, V/1 b.

<sup>1</sup> Pour un résumé de la loi de réforme agraire, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 106-107. Des traductions de la loi en anglais et en français ont été publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le *Recueil de législation, alimentation et agriculture*, 1962, vol. XII, n° 1.

<sup>2</sup> Terrains *ejidales* : terrains soumis à l'*ejido*, qui est une sorte de tenure communautaire.

# HONGRIE

## NOTE<sup>1</sup>

### I. DÉCRET-LOI N° 34 DE 1963 RÉGLANT LES QUESTIONS RELATIVES À LA PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE DES TRAVAILLEURS

Les changements importants qui se sont produits dans la vie sociale et économique de la République populaire de Hongrie depuis la réglementation générale des relations de travail (décret-loi n° 7 de 1951 portant code du travail) ont appelé d'autres mesures législatives. C'est à ces fins que le texte législatif mentionné dans le titre ci-dessus a été promulgué.

L'article 4 de cette loi présente un intérêt spécial ; il fait peser sur l'employeur une responsabilité causale plus rigoureuse pour les accidents du travail et autres atteintes à la santé des travailleurs. La responsabilité de l'employeur est causale en ce sens que la preuve de son innocence n'est pas une excuse : il ne peut se libérer de sa responsabilité qu'en apportant la preuve que la cause du dommage qui lui est imputée était inévitable et qu'elle était étrangère à l'exploitation de l'entreprise, ou que le dommage résulte entièrement d'un acte inévitable du travailleur blessé. Cette responsabilité est plus rigoureuse que la responsabilité causale prévue par le Code civil en cas de préjudice résultant de l'exploitation d'une entreprise dangereuse. Tandis que cette dernière responsabilité ne recouvrait que les dommages subis au cours d'une activité impliquant un danger accru, la nouvelle mesure étend la responsabilité causale de l'employeur à tout le domaine du travail.

*Article premier.* Les paragraphes 82 à 92 du décret-loi n° 7 de 1951 portant Code du travail sont remplacés par les dispositions suivantes :

#### *Protection du travail*

##### *Création et exploitation d'entreprises*

*Paragraphe 82.* La création et l'exploitation de nouvelles entreprises (bâtiments, machines, outillages, etc.), le transfert, la modernisation et, après de longues périodes de stagnation, la remise en exploitation d'entreprises déjà existantes, l'application de nouvelles méthodes et l'utilisation de nouvelles sortes de matériaux dans le processus de fabrication ne peuvent être réalisés que s'il a été veillé à ce que les conditions de travail assurent la

sécurité et la santé des travailleurs. On peut également exiger un contrôle préliminaire de la protection du travail, ainsi qu'une autorisation, afin de s'assurer que le travail s'effectue dans des conditions propres à sauvegarder la sécurité et la santé.

#### *Mesures sociales et sanitaires*

*Paragraphe 83.* 1) Conformément aux dispositions pertinentes, les entreprises doivent créer et entretenir pour les travailleurs des douches, des bains et toutes autres installations sanitaires ou commodités sociales.

2) Les directeurs d'entreprises doivent veiller à ce que les lieux de travail et les installations mentionnées au paragraphe 1) soient maintenus en état de propreté et en bon ordre.

3) Les directeurs d'entreprises doivent fournir les installations et commodités sanitaires exigées par les conditions de travail particulières.

*Paragraphe 84.* Les soins médicaux doivent être garantis aux travailleurs dans les entreprises si la nature du travail ou d'autres circonstances l'exigent.

#### *Mesures de sécurité*

*Paragraphe 85.* 1) Si l'organisation des ateliers, des changements techniques ou d'autres mesures (par exemple, la séparation des ateliers) sont insuffisants pour éliminer les dangers que le travail peut porter à la santé ou à l'intégrité physique, le directeur de l'entreprise prendra des mesures de sécurité appropriées et fournira des dispositifs de sécurité, des appareils et instruments individuels de sécurité, des vêtements de protection ou des aliments ou boissons prophylactiques.

2) Les mesures de sécurité prévues au paragraphe 1) ne peuvent être remplacées par une compensation pécuniaire.

3) Les mesures de sécurité doivent être levées lorsque cessent les risques mettant en danger la santé ou l'intégrité physique des travailleurs.

4) Les travailleurs qui, malgré un avertissement, ne font pas usage des dispositifs ou appareils de protection mentionnés au paragraphe 1) ne peuvent être autorisés à travailler.

#### *Conditions nécessaires de l'engagement*

*Interdiction d'engager, pré-engagement et contrôles médicaux périodiques*

*Paragraphe 86.* 1) Si, dans certains genres de travaux, la maladie ou l'infirmité du travailleur

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement hongrois.

est susceptible d'augmenter les risques d'accident ou d'exercer des effets néfastes sur la santé publique, le travailleur doit se voir interdire le travail ou l'affectation à cette sorte de travail. Si en effectuant ce travail, la santé ou l'intégrité physique du travailleur peut s'en ressentir, on doit faire dépendre son engagement ou son affectation à ce travail du résultat d'un examen médical préalable.

2) Les travailleurs doivent être soumis à des visites médicales, à intervalles réguliers, si, étant donné les conditions de travail régnant, leur santé est exposée à des dangers, ou si la sécurité de la circulation routière ou d'autres considérations d'intérêt public l'exigent. La prolongation de l'engagement d'un travailleur soumis à un contrôle médical est fondée sur le résultat du diagnostic médical. Le travailleur qui, malgré un avertissement, ne se soumet pas à un contrôle médical n'est pas autorisé à travailler.

3) Le contrôle médical mentionné aux paragraphes 1) et 2) est gratuit. Les travailleurs ne subissent pas de perte de gain en se présentant à ces contrôles.

#### *Cours de formation en matière de protection sanitaire et de prévention des accidents*

*Paragraphe 87.* 1) Afin de permettre aux travailleurs de prendre connaissance des prescriptions relatives à la sécurité et à la salubrité des conditions de travail, avant que l'engagement ne soit effectif, ces prescriptions sont inscrites au programme des cours de formation, selon le genre d'établissement d'enseignement qu'ils fréquentent.

2) La direction de l'entreprise veille à ce que les travailleurs prennent connaissance des prescriptions relatives à la sécurité et à la salubrité des conditions de travail dans le domaine de leur travail. Les travailleurs ne doivent pas être engagés avant d'en avoir pris connaissance, sauf s'ils sont soumis à une surveillance directe.

3) Des mesures doivent être prises pour que les travailleurs dont le travail les conduit à prendre des mesures pour la sécurité et la salubrité des conditions de travail connaissent les dispositions applicables, et qu'ils subissent un examen sur ce sujet. Avant l'examen, les travailleurs ne doivent pas être engagés pour des travaux de ce genre sans surveillance.

#### *Mesures destinées à la sécurité et à la salubrité des conditions de travail*

*Paragraphe 88.* 1) Les directeurs d'entreprises sont responsables de l'établissement de conditions de travail présentant toutes garanties de sécurité et de salubrité, de l'accomplissement des tâches en question et de la création de modèles d'établissements appropriés. A ces fins, ils prévoient un programme d'amélioration des conditions de travail et, si nécessaire, ils prennent toutes mesures utiles, même en dehors du champ des dispositions légales, pour éliminer les dangers menaçant la sécurité et la santé des travailleurs.

2) Les plans d'entreprises doivent prévoir les moyens propres à assurer la sécurité et la salubrité des conditions de travail.

3) Les directeurs d'entreprises procèdent à des inspections, à intervalles réguliers, afin de s'assurer que les mesures nécessaires à la sécurité et à la salubrité des conditions de travail sont prises.

4) Les travailleurs ont l'obligation de se conformer aux prescriptions sur la sécurité et la salubrité des conditions de travail; ils doivent prendre une part active à la prévention des accidents et des maladies professionnelles en général.

#### *Direction et coordination de l'exécution des tâches relatives à la sécurité et à la salubrité des conditions de travail*

*Paragraphe 89.* 1) La direction et la coordination de l'exécution des tâches relatives à la sécurité et à la salubrité des conditions de travail incombent au Conseil hongrois des syndicats ouvriers dans les limites du présent Code et des règlements élaborés par le Conseil des ministres.

2) L'organisation et la direction des mesures propres à créer la sécurité et la salubrité des conditions de travail incombent au ministre contrôlant l'entreprise en cause.

#### *Contrôle de l'application des prescriptions relatives à la sécurité et à la salubrité des conditions de travail*

*Paragraphe 90.* 1) L'application des prescriptions relatives à la sécurité et à la salubrité des conditions de travail est soumise à un contrôle régulier.

2) L'organisation et la direction de ce contrôle incombent au Conseil des syndicats ouvriers hongrois.

3) Le Ministère de la santé et d'autres organes de l'Etat sont responsables de l'organisation et de la direction du contrôle dans les limites d'autres dispositions légales.

4) Les organes de contrôle jouissent du pouvoir discrétionnaire de prendre des mesures et de prélever des amendes conformément à des dispositions légales séparées.

*Paragraphe 91.* Les circonstances dans lesquelles se sont produits les accidents du travail, ainsi que d'autres cas de violation des prescriptions relatives à la sécurité et à la salubrité des conditions de travail font l'objet, dans chaque cas, d'une enquête; parallèlement, on prend des mesures pour éliminer leurs causes et établir les responsabilités.

*Paragraphe 92.* 1) Des programmes de stimulation efficace sont mis sur pied et les conditions d'octroi des récompenses définies, afin de favoriser l'exécution des obligations découlant des prescriptions relatives à la sécurité et à la salubrité des conditions de travail.

2) Un travailleur coupable d'une faute ou d'une négligence en matière de sécurité et de salubrité des conditions de travail peut, conformément aux directives édictées par le ministre avec la participation du syndicat ouvrier, être privé, en tout ou en partie, de son droit à une prime ou à une part de bénéfice qui lui serait normalement due. Cette disposition n'empêche pas d'inculper le travailleur pour d'autres motifs.

*Art. 2.* Le chapitre II du Code du travail est complété par les dispositions suivantes :

### *Prescriptions sur la protection du travail*

*Paragraphe 6/A. 1)* C'est d'abord en matière de prévention des accidents et de prescriptions sanitaires qu'il convient d'élaborer des règles détaillées sur la sécurité et la salubrité des conditions de travail.

2) Les prescriptions à élaborer en matière de protection du travail s'appliquent à toutes les entreprises (prévention des accidents en général et prescriptions sanitaires), ainsi qu'à chacune des diverses branches de commerce (prévention des accidents dans le commerce et prescriptions sanitaires).

3) L'élaboration de prescriptions sur la protection du travail et l'étendue de leur champ d'application sont définies par le Conseil des syndicats ouvriers hongrois, d'accord avec le Ministre de la santé.

*Art. 3.* Le chapitre VII du Code du travail est complété par la section suivante :

#### *Vêtements de travail*

*Section 80/A. 1)* Les travailleurs peuvent recevoir des vêtements de travail gratuits lorsque le travail qu'ils accomplissent est spécialement salissant ou s'il entraîne une usure particulière de leurs vêtements ; de même que si la protection contre les intempéries le requiert ou dans toute autre circonstance propre à l'exploitation de l'entreprise industrielle.

2) Les travailleurs peuvent recevoir un uniforme lorsque le maintien de l'ordre et de la discipline l'exige.

*Art. 4.* Le titre du chapitre XII du Code du travail est changé en « Responsabilité causale » et ce chapitre est complété par les dispositions suivantes :

#### *Responsabilité causale des entreprises pour les accidents du travail et autres atteintes à la santé*

*Section 123/A. 1)* L'entreprise doit dédommager le travailleur — ou, en cas de mort, ses proches — pour les dommages causés à sa vie, à sa santé ou à son intégrité physique dans le cadre des relations de travail. Cette disposition ne s'applique pas aux indemnités pour préjudices subis par le travailleur alors qu'il se rend à son lieu de travail ou en revient, sauf lorsqu'il utilise un moyen de transport de l'entreprise.

2) L'entreprise est libérée de sa responsabilité si elle apporte la preuve que le dommage est dû à une cause inévitable, étrangère à l'exploitation de l'entreprise, ou s'il résulte exclusivement d'un acte inévitable du travailleur blessé. Si cette preuve n'est pas apportée, l'entreprise est néanmoins libérée de son obligation de réparer la part du dommage qui a été causée par une négligence caractérisée du travailleur blessé.

3) L'appréciation des dommages et leur évaluation, dans le cadre de la responsabilité causale prévue aux paragraphes 1) et 2), sont déterminées par le Conseil des ministres.

*Art. 5. 1)* Le présent décret-loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1964.

2) Le présent décret-loi n'affecte en rien les dispositions sur la protection du travail contenues dans la loi III de 1960 sur l'extraction minière.

### II. ORDONNANCE N° 39/1963 (XII.26) ET RÈGLEMENT T.C.U. N° 2/1963 (XII.26) SUR L'APPLICATION DU DÉCRET N° 34 DE 1963 RELATIF AUX QUESTIONS DE PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE DES TRAVAILLEURS

Ces textes législatifs définissent en détail les méthodes et les moyens d'application du décret-loi analysé sous chiffre I ci-dessus ; ils réglementent notamment :

— la salubrité et la sécurité des conditions de travail ;

— la forme des prescriptions sociales et sanitaires ;

— les mesures de protection ;

— les conditions préalables à l'engagement, y compris l'interdiction d'engager, le pré-engagement et les contrôles médicaux périodiques, les cours de formation en matière de prophylaxie et de prévention des accidents ;

— la garantie de la sécurité et de la salubrité des conditions de travail ;

— le contrôle de l'application des prescriptions ;

— les prescriptions sur la protection du travail.

### III. ORDONNANCE N° 33/1963 (XII.3), SUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS PARTIELLEMENT INVALIDES PAR SUITE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL OU DE MALADIES PROFESSIONNELLES, OU EN RAISON D'AFFECTIONS TUBERCULEUSES, DANS CERTAINS GENRES DE TRAVAUX

En vue d'accroître la protection des intérêts des travailleurs, l'ordonnance réglemente en détail les conditions de travail des travailleurs qui ont été victimes d'accidents du travail, ainsi que le calcul de leurs suppléments de salaire. Elle stipule que ces travailleurs seront affectés à des travaux particuliers, conformes à leur incapacité partielle de travail, et qu'ils recevront des suppléments de salaire appropriés qui tiendront compte de leurs gains moyens avant l'accident.

Ce sont des considérations semblables qui sont à la base des prescriptions sur la protection des travailleurs atteints de tuberculose.

*Article premier.* La présente ordonnance s'applique aux travailleurs qui :

a) par suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle reçoivent une indemnité pour accident ou une pension d'invalidité qui, en raison de leur invalidité partielle, ne peuvent accomplir leur travail normalement (ci-après : victimes d'accidents du travail) ;

b) en raison d'une affection tuberculeuse sont empêchés par la loi d'accomplir leur genre de travail.

#### *Emploi des victimes d'accidents du travail*

*Art. 2. 1)* L'embauche des victimes d'accidents du travail est garantie tant en ce qui concerne la nature du travail qu'en ce qui concerne les conditions de travail qui doivent être conformes à leur état de santé. En outre, il faut remarquer que ces travailleurs devraient, si possible, être affectés à des travaux convenant à leurs aptitudes et à leurs connaissances.

2) Pour se conformer au paragraphe 1), l'entreprise doit veiller à ce que la victime d'un accident de travail :

a) continue à travailler, sous réserve de modification de ses conditions de travail, si possible à son lieu de travail antérieur et pour le même travail; ou

b) soit mutée à un autre poste (ou lieu de travail) ou, en cas de besoin, dans une autre entreprise; ou, de préférence, qu'elle

c) soit préparée à un autre emploi ou qu'elle reçoive une formation professionnelle et qu'elle soit ensuite affectée à un genre de travail lui convenant.

3) Outre les mesures mentionnées au paragraphe 2), le travailleur peut, à la suite d'un accord entre le directeur et lui-même, être employé pour un horaire réduit, en dérogation de l'horaire à plein temps qui sert normalement de base pour ce genre de travail.

4) Plusieurs mesures énoncées aux paragraphes 2) et 3) peuvent également s'appliquer simultanément (par exemple, mutation et réduction du nombre des heures de travail).

Art. 3. 1) Les mesures mentionnées aux paragraphes 2) et 3) de l'article 2 sont prises par le directeur de l'entreprise à la demande du travailleur. Elles peuvent aussi être proposées par le médecin de la fabrique. Même en l'absence d'une telle demande ou proposition, le directeur de l'entreprise doit prendre ces mesures lorsqu'il affecte le travailleur à un genre de travail que la loi lui interdit d'accomplir, en raison de son état de santé.

2) Cette demande ou cette proposition peuvent être faites en tout temps, tant que le travailleur est employé et reçoit une indemnité pour son accident ou une pension d'invalidité.

3) Conformément à l'article 2, le directeur de l'entreprise doit prendre ces mesures dans un délai de quinze jours à partir de la date de réception de la demande ou de la proposition, ou à partir du jour où il apprend qu'en raison de sa maladie, le travailleur est empêché par la loi d'accomplir son travail. Avant de prendre ces mesures, le directeur prend l'avis de la Commission d'entreprise pour les personnes partiellement invalides (voir art. 4).

4) Le travailleur reçoit un avis écrit l'informant des mesures proposées; s'il s'agit d'un avis de mutation, il lui est donné quinze jours à l'avance.

Art. 4. 1) Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 2 et de surveiller les activités des travailleurs partiellement invalides, chaque entreprise constitue une Commission interne pour les personnes partiellement invalides (ci-après : Commission d'entreprise).

2) La Commission d'entreprise se compose de trois membres. Le Comité du syndicat ouvrier et le directeur de l'entreprise nomment chacun un membre. Le troisième membre est le chef du service sanitaire de la fabrique ou, en son absence, un médecin désigné par un office sanitaire spécial du comité exécutif du Conseil local (district, ville, district urbain). Le président de la Commission

d'entreprise est choisi parmi les membres du Comité syndical.

3) La Commission d'entreprise informe le directeur de l'entreprise de ses propositions sur les conditions d'engagement de la victime d'un accident du travail, dans un délai de trois jours.

4) Les méthodes et moyens d'organisation des bureaux, établissements et entreprises disposant d'un personnel restreint peuvent être définis par le Ministre du travail, d'accord avec le Ministre de la santé et le Conseil des syndicats ouvriers, en dérogation aux paragraphes 1) et 2).

Art. 5. Conformément aux dispositions concernant les litiges du travail, la victime d'un accident du travail a le droit de s'adresser à la justice à l'encontre des mesures prises par le directeur en vertu de l'article 3, ou du fait que le directeur ne prend pas de mesures dans un délai de quinze jours.

Art. 6. Afin d'aider le directeur à prendre des mesures et la Commission d'entreprise à s'acquitter de ses fonctions, la Commission d'experts médicaux pour les incapacités de travail doit non seulement apprécier l'étendue de la réduction de la capacité de travail, mais donner son avis sur les conditions de travail dans lesquelles on peut employer la victime d'un accident du travail.

#### *Règles sur le calcul et le paiement des suppléments de salaire*

Art. 7. 1) Si la réduction de la capacité de travail atteint 36 pour cent ou davantage, le salaire de la victime d'un accident du travail est porté à 80 pour cent du salaire moyen qu'elle gagnait avant l'accident, mais jusqu'à 2 200 forints au maximum par mois, pour autant que la somme totale du salaire moyen qu'elle reçoit pour son travail (à son lieu de travail), la somme qu'elle reçoit à titre d'indemnité d'accident ou de pension d'invalidité, ou le montant des dommages et intérêts versés par la partie responsable de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle, selon le cas, n'atteigne pas 80 pour cent de son salaire moyen. Le supplément de salaire ne doit pas dépasser 25 pour cent du salaire moyen gagné avant l'accident.

2) Si le nouveau travail exige une formation professionnelle ou un apprentissage et que, durant cette période de formation, le travailleur — dont la capacité de travail a diminué d'au moins 36 pour cent — ne travaille pas, l'indemnité de travail ou la pension d'invalidité de la victime d'un accident du travail est complétée, pendant la durée de sa formation, pour atteindre 80 pour cent de son salaire moyen, ou 2 000 forints au plus.

#### *Protection des travailleurs atteints de tuberculose*

Art. 14. Les articles 2 à 13 s'appliquent, compte tenu de l'article 15, à tout travailleur atteint de tuberculose,

a) lorsque sa tuberculose a été diagnostiquée par un hôpital pour tuberculeux, et

b) lorsqu'au moment du diagnostic il est employé pour un travail que la loi interdit aux tuberculeux, si bien que son affectation à un autre travail (ou à un autre lieu de travail) est devenue nécessaire.

IV. DIRECTIVE N° 158/1963 (M. K.14)  
DU MINISTÈRE DE LA CULTURE  
SUR L'AIDE DE L'ÉTAT AUX ÉTUDIANTS EXTERNES  
DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Gouvernement de la République populaire de Hongrie s'efforce de décharger le plus possible les parents du fardeau de l'éducation de leurs enfants. La directive ministérielle règle en détail la forme et les conditions de l'aide matérielle accordée aux étudiants (bourses d'études, repas, logement dans les foyers pour étudiants, aide financière). La principale caractéristique de cette réglementation est qu'elle met l'accent sur l'aide aux étudiants qui en ont besoin pour des raisons matérielles, ainsi qu'à ceux qui obtiennent de bons résultats scolaires.

La directive s'applique aux étudiants externes — à l'exception des titulaires de bourses étrangères — des universités, collèges de niveau universitaire, académies, écoles normales, écoles pour jardinières d'enfants, écoles techniques supérieures et écoles supérieures de commerce (ci-après : établissements d'enseignement supérieur).

L'aide de l'Etat peut consister en a) prestations sociales et b) bourses d'études. Si les conditions

requises sont remplies, ces deux formes d'aide sont accordées indépendamment l'une de l'autre.

a) *Prestations sociales*

1. Les prestations sociales prennent la forme de logement dans des foyers pour étudiants, de prestations pécuniaires régulières, de repas à prix réduits et d'allocations de secours.

En matière de prestations sociales, on peut, d'après le revenu de chacun de leurs parents ou soutiens de famille (ci-après : soutiens de famille) classer les étudiants selon les trois catégories suivantes :

Catégorie I : Etudiants dont les soutiens de famille ont un revenu inférieur à 800 forints par mois et par personne ;

Catégorie II : Etudiants dont les soutiens de famille ont un revenu qui se situe entre 800 et 1 100 forints par mois et par personne ;

Catégorie III : Etudiants dont les soutiens de famille ont un revenu supérieur à 1 100 forints par mois et par personne.

2. Les prestations sociales consistent en :

a) logement dans des foyers pour étudiants, repas à prix réduits ou aide pécuniaire, comme suit :

Bénéficiaires	Prestations	Catégories		
		I	II	III
A. Etudiants logeant dans des foyers pour étudiants	Repas	Petit déj. déjeuner dîner	Petit déj. déjeuner dîner	Petit déjeuner dîner
	Aide pécuniaire régulière	300 for.	200 for.	—
B. Etudiants ne logeant pas dans des foyers pour étudiants				
	a) si les soutiens de famille n'habitent pas au lieu de l'établissement d'enseignement supérieur	Repas à prix réduits	Déjeuner	Déjeuner
		Aide pécuniaire régulière	350 for.	250 for.
				—
b) si les soutiens de famille habitent au lieu de l'établissement d'enseignement supérieur	Repas à prix réduits	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
	Aide pécuniaire régulière	200 for.	100 for.	—

b) allocations de secours qui peuvent être accordées, sans limites particulières, aux étudiants qui en ont besoin.

3. Le logement dans les foyers pour étudiants doit être assuré, avant tout, aux enfants dont les parents habitent en dehors du lieu de l'établissement d'enseignement supérieur. La priorité est accordée aux enfants de travailleurs manuels ayant de petits revenus.

Les étudiants échouant par négligence ne se verront pas accorder le logement dans les foyers pour étudiants.

4. a) Les étudiants logeant dans les foyers (voir point A, sous chiffre 2a) paient tous, indistinctement, 200 forints par mois pour la pleine pension.

b) Les étudiants qui reçoivent des repas à prix réduits (voir point B sous chiffre 2a) paient 4 forints par déjeuner.

c) Lorsque des considérations d'ordre social le justifient, le dîner est offert à un prix réduit, en plus du déjeuner (étudiants des catégories I et II). Cette faveur est accordée avant tout aux étudiants dont les parents habitent en dehors du lieu de l'établissement d'enseignement supérieur. Le prix réduit de chaque dîner est de 2,50 forints.

## b) Bourses d'études

1. Il existe a) des bourses générales, b) des bourses d'Etat et c) des bourses sociales.

2. Les bourses générales peuvent être octroyées à des étudiants qui ont obtenu au moins la mention « bien » pour la moyenne de leurs notes. L'octroi des bourses d'études est décidé par le bureau du doyen ou du directeur, pour une période de six mois.

Selon les résultats scolaires, le montant d'une bourse générale peut varier entre 100 et 300 forints par mois. Le montant mensuel d'une bourse générale est de 300 forints pour les étudiants qui ont la mention « excellent », de 250 forints pour ceux qui ont la mention « très bien » et de 150 forints pour ceux qui ont la mention « bien ».

3. Les bourses d'Etat peuvent être octroyées, dans certaines limites, pour la durée d'une année scolaire par le ministre exerçant le contrôle de l'établissement d'enseignement supérieur.

Il y a deux sortes de bourses d'Etat :

On peut octroyer une bourse d'Etat de type I (1 000 forints par mois) à des étudiants, de la deuxième à la sixième année, qui ont obtenu au cours de l'année précédente la mention « excellent » et qui font preuve dans leurs études d'une discipline exemplaire, qui prennent une part active aux travaux facultatifs et qui, par leur conduite, manifestent leur loyalisme envers la République populaire et le peuple des travailleurs.

On peut octroyer une bourse d'études de type II (700 forints par mois) à des étudiants, de la deuxième à la sixième année, qui ont obtenu au moins la mention « très bien » au cours de l'année précédente et qui ont montré des connaissances exceptionnelles dans au moins un domaine, qui font preuve dans leurs études d'une discipline exemplaire, prennent une part active aux travaux facultatifs et, par leur conduite, manifestent leur loyalisme envers la République populaire et le peuple des travailleurs.

Chaque année, le 10 août au plus tard, les directeurs des établissements d'enseignement supérieur présentent au ministre chargé de la surveillance des propositions pour l'octroi de bourses d'Etat.

4. Une réglementation spéciale sera établie au sujet des bourses sociales.

V. ORDONNANCE N° 22/1963/XI.21  
SUR LES BOURSES SOCIALES

A côté des fonds pris sur le budget de l'Etat pour l'enseignement secondaire et universitaire, les ressources de la société présentent une importance croissante. La présente ordonnance a pour but d'aider avant tout à répondre à la demande toujours plus grande de spécialistes dans le pays.

*Article premier.* Les entreprises étatiques et autres organisations économiques de l'Etat, coopératives, unions et centres coopératifs, organismes sociaux, ainsi que les institutions financées par l'Etat (ci-après : donateurs) octroient principalement des bourses sociales (ci-après : bourses) aux enfants de leurs travailleurs manuels, en veillant avant tout à satisfaire les besoins en spécialistes dans les entreprises situées à la campagne.

*Art. 2. 1)* Des bourses peuvent être octroyées à ceux qui ont présenté une demande d'admission aux cours du jour d'un établissement d'enseignement supérieur ou d'une école secondaire, ou qui suivent les cours d'un établissement d'enseignement supérieur, pour autant que leur conduite soit irréprochable et que leurs résultats scolaires soient au moins satisfaisants.

2) Le donateur et le boursier concluent un contrat écrit réglant l'octroi et l'acceptation de la bourse, ainsi que toute autre question y relative.

3) L'octroi d'une bourse, c'est-à-dire la validité du contrat qui a pour objet la bourse, est soumis au consentement du directeur de l'établissement en question, ou, s'agissant d'une université avec plusieurs facultés, au consentement du doyen compétent. On n'accorde pas de bourse aux étudiants de dernière année, aux étudiants qui ont échoué par leur propre négligence ou qui ont interrompu leurs études sans autorisation. De même, on n'accorde pas de bourse d'études secondaires aux enfants lorsque le revenu mensuel par membre de leur famille est supérieur à 800 forints.

*Art. 8. 1)* Le montant des bourses octroyées aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur se calcule sur la base d'un minimum qui varie selon le revenu mensuel de chaque membre de la famille de l'étudiant. Il est de

— 450 forints par mois, si le revenu est inférieur à 800 forints ;

— 350 forints par mois, si le revenu est d'au moins 800 forints, mais inférieur à 1 100 forints ; et

— 200 forints par mois, si le revenu est supérieur à 1 100 forints.

L'établissement d'enseignement supérieur délivre à l'étudiant, à la fin de chaque année scolaire, un certificat indiquant le revenu mensuel par membre de sa famille.

2) Tout étudiant d'un établissement d'enseignement supérieur qui, dans le contrat par lequel lui est octroyée la bourse, s'est engagé à accepter de travailler à la campagne, reçoit un supplément de bourse. Ce supplément est de 200 forints par mois.

3) Compte tenu des résultats scolaires du semestre précédent, le supplément de bourse accordé aux élèves des établissements d'enseignement supérieur est de

a) 300 forints par mois, si la moyenne des notes est « excellent » ;

b) 250 forints par mois, si la moyenne des notes est « très bien » ;

c) 150 forints par mois, si la moyenne des notes est « bien » ;

d) 100 forints par mois, si la moyenne des notes est « satisfaisant » et si l'octroi du supplément se justifie par d'autres considérations touchant l'étudiant en question.

4) Au cours du premier semestre de la première année scolaire, le supplément de bourse est de 150 forints pour les élèves des établissements d'enseignement supérieur.

*Art. 9. 1)* Les bourses accordées aux enfants des écoles secondaires se situent sur une base de 200 forints par mois.

2) Compte tenu des résultats scolaires des précédents six mois, le supplément de bourse des élèves des écoles secondaires est de

a) 150 forints par mois, si la moyenne des notes se situe entre 4,5 et 5 ;

b) 75 forints par mois, si la moyenne des notes se situe entre 3,5 et 4,5.

3) Au cours de la première année d'école, le supplément de bourse est de 75 forints par mois pour les élèves des écoles secondaires.

*Art. 10.* Sous réserve d'autres conditions, les boursiers d'établissements d'enseignement supérieur reçoivent l'allocation familiale due à tout employé. L'allocation familiale et la bourse sont versées par le donateur de cette dernière.

*Art. 12. 1)* Le donateur s'engage, dans le contrat, à verser le montant de la bourse conformément aux dispositions légales. Il a aussi l'obligation de surveiller, aider et assister le boursier en vue du progrès de ses études et de son épanouissement moral et politique.

2) Le boursier s'engage, dans le contrat, à mettre en œuvre toutes ses aptitudes pour remplir son devoir d'étudier et de se présenter aux examens, ainsi qu'à se conduire d'une manière irréprochable du point de vue moral et politique ; après avoir obtenu leur diplôme, les élèves d'un établissement d'enseignement supérieur s'engagent en outre à entrer dans le service, selon ce qui a été stipulé dans le contrat.

3) Le donateur a l'obligation ou la faculté, selon qu'il s'agit d'enseignement supérieur ou d'études secondaires, de stipuler que le boursier accepte, à la fin de ses études, ou à la demande du donateur ou d'un organisme désigné par celui-ci, d'être employé pendant un certain temps pour un certain travail conforme à ses qualifications, dans un certain district du pays ou dans une certaine entreprise (institution, organisme), mentionné dans le contrat. Le boursier peut être obligé d'offrir ses services pendant un nombre d'années ne pouvant pas dépasser le nombre d'années pendant lesquelles il a reçu une bourse. Dans ces cas, le donateur doit lui procurer un emploi adéquat. La période de service militaire accompli par le boursier qui a achevé ses études secondaires et qui doit accepter de prendre un emploi sera imputée sur les années de travail stipulées dans le contrat.

4) Le donateur peut aussi poser d'autres conditions au sujet des progrès réalisés dans les études. La validité des conditions relatives à la formation professionnelle du boursier et à ses projets d'études est soumise au consentement du doyen.

*Art. 14.* Le donateur ne peut résilier le contrat que si le boursier :

a) n'a pas complété avec succès, pour quelque raison que ce soit, la période de six mois qui lui avait été impartie ; ou n'a pas obtenu au moins la mention « satisfaisant » à la fin de l'année scolaire ;

b) s'est montré indigne de la bourse par sa conduite reprehensible du point de vue moral ou politique ; et

c) n'a pas, pour une raison qui lui est imputable, rempli ses obligations contractuelles concernant ses études, son emploi, etc.

2) Avant de résilier le contrat, le donateur prend l'avis du directeur de l'établissement d'enseignement supérieur ou — s'agissant d'une université avec plusieurs facultés — du doyen compétent, ou du directeur de l'école secondaire. S'il ne le fait pas, la résiliation du contrat est nulle et de nul effet. Si c'est le doyen ou le directeur qui a pris l'initiative de résilier le contrat, le donateur doit le résilier dans les trente jours.

3) Le boursier peut mettre fin au contrat si

a) en raison d'une maladie ou d'un accident, ou pour toute autre raison sérieuse, il est incapable de poursuivre ses études ;

b) malgré ses instances, le donateur n'a pas fait de versements pendant deux mois ; et

c) après avoir achevé ses études secondaires, le boursier qui s'est engagé par contrat à accepter un emploi a été admis aux cours du jour d'un établissement d'enseignement supérieur.

4) La résiliation de part et d'autre doit être portée à la connaissance de l'autre partie sous forme écrite. Le contrat cesse de déployer ses effets le jour suivant celui de la remise de cette notification.

5) Lorsque le contrat a été résilié par le donateur, ou lorsque le boursier ne remplit pas les obligations contractuelles acceptées pour la période suivant l'achèvement de ses études, ou lorsque l'emploi stipulé dans le contrat a pris fin pour une raison imputable au boursier avant la limite prévue par le contrat, le donateur peut demander qu'il lui restitue tout ou partie des versements qui lui ont été faits au titre de bourse d'études.

6) Lorsqu'il a été mis fin au contrat, les versements ne peuvent être réclamés et, dans le cas indiqué sous lettre b), paragraphe 3), le donateur est tenu de les effectuer jusqu'à la fin de l'année scolaire.

7) Une action civile portant sur la rupture du contrat par l'une ou l'autre partie peut être intentée. Le droit du demandeur se prescrit une année après la date d'expiration du contrat.

8) Un avis de résiliation écrit doit être envoyé sans retard à l'établissement scolaire.

*Art. 17. 1)* Les litiges portant sur le contrat sont portés devant la justice.

2) La Cour réduit, s'il y a lieu, le montant des versements devant être rétrocédés.

#### VI. DÉCRET N° 5/1963/VIII:25

##### DU MINISTRE DE LA CULTURE

##### SUR LES MESURES PRÉVENTIVES NÉCESSAIRES AUX ENFANTS ET AUX ADOLESCENTS ET SUR L'ORGANISATION DE LA SURVEILLANCE

Le Gouvernement hongrois voue un grand soin à l'éducation et à la protection de la jeunesse. Outre les fonds considérables consacrés à ce but, un certain nombre de lois assurent la protection des intérêts de la jeunesse.

Le décret en question est le résultat d'une refonte de dispositions légales antérieures destinées à promouvoir le développement moral et la bonne édu-



cation des mineurs, ainsi que la protection de leur santé. Ce décret insiste d'une part sur les responsabilités des parents et réglemente d'autre part en détail les tâches et les compétences des divers organes de l'Etat.

### Mesures prophylactiques

*Article premier.* 1) Dans l'intérêt de l'enfant ou de l'adolescent (ci-après : le mineur), l'autorité de tutelle ordonne des mesures prophylactiques si le développement moral, l'éducation et la surveillance du mineur ne sont pas garantis dans l'ambiance de la personne qui a la garde du mineur (ci-après : les parents).

2) L'autorité de tutelle prend l'initiative de pourvoir à des mesures prophylactiques lorsque :

a) elle est requise de le faire par la police, le procureur public ou le tribunal ;

b) une telle initiative se justifie par une demande bien fondée ; et lorsque

c) elle apprend un fait qui rend ces mesures nécessaires.

3) L'autorité de tutelle ouvre un dossier au nom du mineur si elle prévoit, sur la base d'un rapport préliminaire sur la situation du mineur, qu'il faudra prendre des mesures prophylactiques.

*Art. 2.* 1) Selon les circonstances, l'autorité de tutelle peut prendre les mesures prophylactiques suivantes :

a) elle convoque les parents ou le mineur ; elle porte les faits à leur connaissance, ensemble ou séparément, et elle les entend sur la question ;

b) elle s'entretient avec le mineur et lui donne renseignements et conseils ; elle avertit le mineur de ses erreurs de conduite ; cet avertissement est dûment enregistré ;

c) en l'absence du mineur, elle avertit les parents des conséquences de leur conduite ; elle les somme de modifier leur conduite ; elle peut les obliger à prendre l'avis d'un spécialiste en neuropathologie infantile et en éducation, et à se conformer à l'avis ainsi reçu ; l'avertissement et la sommation, qui peuvent être répétés en cas de nécessité, sont dûment enregistrés ;

d) elle demande au directeur de l'école, à la commission permanente ou à la sous-commission pour l'éducation publique (ci-après : Commission permanente), à l'employeur et au comité du syndicat ouvrier compétent de persuader les parents de changer leur conduite préjudiciable à l'éducation du mineur ;

e) si les mesures prises conformément aux paragraphes précédents s'avèrent inefficaces, elle oblige les parents à remplir les devoirs mentionnés dans la sommation, en attirant leur attention sur les mesures indiquées au paragraphe 4) et sur la menace d'une amende ;

f) en collaboration avec les organismes administratifs spéciaux compétents, elle aide le mineur âgé de plus de 14 ans à obtenir un emploi adéquat, en tenant compte des dispositions relatives à la fréquentation obligatoire de l'école (art. 7 du décret-loi n° 13 de 1962).

2) Si le développement moral d'un mineur est gêné par manque des moyens matériels nécessaires,

l'autorité de tutelle peut user de son influence pour améliorer les conditions de travail des parents et elle peut leur verser une allocation de tutelle.

3) Afin d'écarter de son milieu un danger menaçant la santé du mineur, l'autorité de tutelle peut prendre des mesures, d'accord avec les autorités sanitaires compétentes (médecin-chef du district, médecin des assurances sociales, médecin sanitaire de l'école, etc.).

4) Dans le cadre des mesures prophylactiques, l'autorité de tutelle peut entamer des démarches en vue de mettre fin à la surveillance des parents, en vue du paiement de la pension alimentaire, du transfert du mineur dans un autre lieu, de la convocation des parents devant le tribunal de la fabrique ou devant un tribunal pénal, et en vue de soumettre ceux-ci à une cure de réforme morale.

*Art. 3.* 1) Les fonctions mentionnées au paragraphe 1) de l'article 2 sont remplies, dans les villages, par le secrétaire du Comité exécutif du conseil local, en collaboration avec la Commission permanente. Si ses démarches s'avèrent inefficaces, il peut transmettre le dossier à l'autorité de tutelle.

2) En s'acquittant des tâches susmentionnées, les autorités de tutelle des municipalités et des districts urbains agissent en collaboration avec la Commission permanente, avec l'institut de neuropathologie infantile compétent et avec les fonctionnaires chargés de la protection de la jeunesse.

*Art. 4.* 1) En cas de nécessité, l'autorité de tutelle peut, en tout temps, envoyer un protecteur auprès d'un mineur en danger, afin d'assurer et de contrôler son développement d'une manière suivie.

2) Sur recommandation de la Commission permanente, toute personne présentant les aptitudes et conditions nécessaires pour contribuer à l'éducation du mineur peut être désignée comme protecteur. La décision de nomination précise les tâches du protecteur.

3) Le protecteur a pour tâche de veiller sur la conduite du mineur qui lui est confié, de faire en sorte que son éducation se fasse correctement et, si cela est nécessaire, d'aider les parents à éduquer l'enfant.

4) En cas de nécessité, mais au moins une fois tous les trois mois, le protecteur fait rapport à l'autorité de tutelle sur le résultat de ses efforts et sur ses expériences. En même temps, il peut faire à l'autorité de tutelle une proposition visant à mettre fin à la surveillance, si les changements intervenus dans la situation du mineur justifient une pareille mesure.

*Art. 5.* 1) Si les mesures prophylactiques se sont avérées inefficaces, ou si l'on ne peut en attendre aucun succès, l'autorité de tutelle peut ordonner que le mineur soit pris en charge par l'Etat.

2) Lorsqu'elle ordonne que l'enfant soit pris en charge par une institution de l'Etat, l'autorité de tutelle peut proposer au directeur de la maison d'accueil pour enfants, en tant que tuteur d'office, que l'enfant soit placé dans une maison de correction spéciale.

### Surveillance post-pénitentiaire

*Art. 6.* 1) A la demande de la Cour, l'autorité de tutelle ouvre un dossier au nom du mineur si celui-ci :

- a) est placé en probation ;
- b) a été condamné à des travaux pénitentiaires ;
- c) a été condamné à l'emprisonnement et que la peine ait été remise, et
- d) a été libéré conditionnellement.

*Art. 7.* 1) Dans ces cas, l'autorité de tutelle rédige un rapport sur la situation ; puis elle convoque le mineur, elle lui donne des directives sur son mode de vie et elle l'informe qu'il ne peut changer de résidence et d'emploi qu'avec le consentement préalable de l'autorité de tutelle. Tout cela est dûment enregistré.

2) En recourant à tous les moyens possibles, l'autorité de tutelle veille à ce que le mineur soit placé dans un milieu qui ait une influence favorable sur son développement.

*Art. 8.* 1) Sur recommandation de la Commission permanente, l'autorité de tutelle envoie un protecteur auprès du mineur faisant l'objet d'une surveillance post-pénitentiaire. La décision de nomination du protecteur contient les règles de conduite prescrites par le tribunal ou par le conseil de la maison de correction, ainsi que la date à laquelle expire la période de probation. L'autorité de tutelle envoie une copie de cette décision à la Cour ou au directeur de la maison de correction.

2) Les fonctions du protecteur sont régies par les dispositions du paragraphe 3) de l'article 4.

3) Le protecteur peut consulter les pièces de la procédure pénale ; tous les trois mois il fait rapport à l'autorité de tutelle sur les résultats de ses efforts et sur ses expériences. L'autorité de tutelle envoie une copie du rapport du protecteur au tribunal ou au directeur de la maison de correction.

*Art. 9.* 1) A l'expiration du délai de probation, l'autorité de tutelle fait savoir au tribunal ou au directeur de la maison de correction si la conduite du mineur pendant la période de surveillance a été irréprochable ou s'il a atteint sa dix-huitième année.

2) Si la conduite du mineur durant la surveillance a été critiquable et que le protecteur se soit avéré n'être d'aucun secours, celui-ci fait rapport à ce sujet à l'autorité de tutelle. Cette dernière en informe immédiatement le tribunal ou le directeur de la maison de correction.

*Art. 10.* 1) La surveillance post-pénitentiaire prend fin à l'expiration du délai de probation, mais au plus tard à la majorité de l'enfant.

2) Si le mineur sous surveillance atteint sa majorité pendant la surveillance post-pénitentiaire, l'autorité de tutelle ne peut prendre de mesures directes pour la surveillance du mineur après sa majorité, mais elle veille à sa bonne évolution, en s'adressant à l'assistant social du département sanitaire compétent, en l'informant des circonstances du cas. Si besoin est, l'assistant social demande à la commission permanente pour la santé et les

affaires sociales, au comité du syndicat ouvrier ou au comité de la jeunesse, de continuer à surveiller la conduite et les conditions de vie de l'adulte soumis à la surveillance et de lui donner l'aide et l'assistance qu'il peut requérir.

3) Le précédent paragraphe s'applique aux mesures que doit prendre l'autorité de tutelle envers une personne libérée d'un établissement pénitentiaire en raison de sa majorité, si le directeur de l'établissement pénitentiaire s'adresse à cet effet à l'autorité de tutelle.

#### VII. ORDONNANCE N° 24/1963/XI.28 SUR LA PENSION VERSÉE PAR LES ASSURANCES SOCIALES AUX JURISTES

Cette très importante ordonnance, relative à la sécurité sociale des juristes, stipule que, sauf quelques divergences, les juristes sont soumis au décret-loi n° 40 de 1958 sur la pension versée par les assurances sociales aux travailleurs. Cela signifie que les juristes et les personnes qui sont à leur charge ont droit aux mêmes prestations que les travailleurs salariés et leurs proches. Les divergences mentionnées ci-dessus résultent principalement de la manière différente de calculer la période de service ainsi que le montant de la pension, et d'alimenter le fonds de pension.

#### VIII. DÉCRET-LOI N° 33 DE 1963 SUR LES FONCTIONS D'OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL ET SUR LA CÉRÉMONIE DU MARIAGE RÈGLEMENT D'APPLICATION N° 38/1963/XII.25

Ces textes réglementent de manière uniforme le contrôle des registres, les modes d'enregistrement, la délivrance de certificats, ainsi que la cérémonie du mariage.

Les principales dispositions concernant les citoyens hongrois sont les suivantes :

a) C'est un devoir pour l'officier de l'état civil d'encourager la célébration des naissances et des mariages, en tant qu'événements sociaux, afin de souligner la sollicitude de l'Etat ;

b) les règles relatives à l'enregistrement mettent fortement l'accent sur le but de l'adoption, savoir l'intégration de l'enfant adopté dans la famille ; il en résulte que les parents adoptifs (ou le parent adoptif, s'il n'y a qu'une seule personne) sont dûment enregistrés comme parents du sang ;

c) les règles concernant la cérémonie du mariage stipulent que le mariage est un acte libre et volontaire ; elles simplifient les formalités, ainsi que les démarches en vue d'obtenir les documents exigés pour une licence de mariage, et

d) les règles facilitent la vérification de l'identité des citoyens en prévoyant que les certificats délivrés par l'officier de l'état civil sont suffisants pour vérifier les données qui y figurent, sans présentation d'aucun autre document.

## INDE

### LE DÉVELOPPEMENT DES DROITS DE L'HOMME EN 1963<sup>1</sup>

#### I. CONSTITUTION

La loi de 1963 relative à la Constitution (quinzième amendement) apporte plusieurs modifications importantes à la Constitution. L'âge de la retraite pour les juges de Cour d'appel est porté de 60 à 62 ans. Il est prévu en outre que, s'il y a contestation quant à l'âge du juge (le cas s'étant effectivement produit à propos de la date de mise à la retraite d'un juge de la Cour d'appel de Calcutta), la question, au lieu d'être portée devant un tribunal, sera tranchée, s'agissant d'un juge de la Cour suprême, par une autorité spéciale instituée en vertu d'une loi du Parlement et, s'agissant d'un juge de Cour d'appel, par le Président, après consultation avec le plus haut magistrat de l'Inde.

En vertu d'un amendement à l'article 226, il est désormais prévu qu'en cas de recours contre le gouvernement central ou le gouvernement d'un Etat, la Cour d'appel dans le ressort de laquelle l'action est intentée peut également avoir compétence pour donner les directives, rendre les ordonnances ou formuler les injonctions voulues. Avant l'adoption de cet amendement, la Cour d'appel du Pendjab était la seule, aux termes de l'article 226, à avoir cette compétence quand le Gouvernement central était en cause, ce qui créait des difficultés considérables aux parties.

Comme suite à une proclamation du Président affirmant les droits souverains de l'Inde, en droit international, sur les fonds sous-marins et le sous-sol du plateau continental adjacents à son territoire et situés au-delà de ses eaux territoriales, l'article 297 a été modifié de manière à préciser que toutes les terres, les ressources minérales et autres richesses qui se trouvent au fond de l'océan dans les limites du plateau continental appartiennent également à l'Union et servent à ses fins.

Par un amendement à l'article 311, on a cherché à préciser qu'avant de prendre une sanction contre un fonctionnaire à l'issue d'une enquête menée dans le cadre du service intéressé, il convient de donner audit fonctionnaire la possibilité de contester aussi la sanction envisagée, mais en utilisant

uniquement les éléments de preuve produits au cours de l'enquête.

Pour prévenir toute tentative de sécession et préserver la souveraineté et l'intégrité de l'Union indienne, il s'est avéré nécessaire d'autoriser l'adoption de lois restreignant les droits fondamentaux que sont la liberté de parole et de réunion et la liberté d'association et qui sont garantis par l'article 19 de la Constitution. En conséquence ledit article a été dûment modifié par la loi de 1963 relative à la Constitution (seizième amendement) à l'effet de permettre la mise en vigueur de dispositions législatives apportant des restrictions raisonnables à l'exercice desdits droits. Cette loi a également modifié la formule du serment que doivent prêter les membres du Parlement, les ministres, les juges, etc. : désormais les intéressés s'engagent solennellement, avant d'entrer en fonctions, à défendre la Constitution et à préserver l'intégrité et la souveraineté de l'Union.

#### II. LÉGISLATION

##### A. Droits politiques et droits de l'individu

###### *Législation du Gouvernement central*

La loi de 1963 relative aux langues officielles (loi n° 19 de 1963) dispose que la langue anglaise continuera, après le 26 janvier 1965, d'être utilisée, en plus de l'hindi, à toutes les fins de l'Union et dans le cadre des travaux parlementaires. Cette loi s'imposait car l'article 343 de la Constitution dispose que la langue officielle est l'hindi et ne permet l'emploi de l'anglais que pour une période de 15 ans à compter de l'entrée en vigueur de la Constitution.

Promulguée conformément à l'article 239 a) de la Constitution, la loi de 1963 relative au gouvernement des territoires de l'Union (loi n° 20 de 1963) prévoit l'institution d'un Parlement élu et d'un conseil de ministres dans chacun des territoires de l'Union administrés à l'échelon central — à savoir Himachal Pradesh, Manipur, Tripura, Goa, Daman, Diu et Pondichéry. Cette loi contient également des dispositions concernant la délimitation, dans lesdits territoires, des circonscriptions électorales (élections au Parlement et à l'Assemblée).

###### *Législation des Etats*

La loi de 1963 relative à la langue officielle de l'Orissa (amendement) (loi n° 18 de 1963 de l'Etat d'Orissa) prévoit que la langue anglaise continuera,

<sup>1</sup> Renseignements communiqués par Shri G. R. Rajagopal, chargé de mission auprès du Ministère de la justice, ancien secrétaire spécial auprès du Gouvernement indien, membre de la Commission juridique indienne et correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement indien.

après le 26 janvier 1965, d'être utilisée, en plus de l'oriya, dans le cadre des travaux parlementaires.

La loi du Rajasthan relative à la lutte contre le bruit (loi n° 12 de 1963 du Rajasthan) contient des dispositions concernant la lutte contre les bruits de haut-parleurs, amplificateurs et autres appareils dans les lieux publics ou à proximité des hôpitaux, des établissements scolaires, etc. Cette loi habilite notamment les tribunaux de district à interdire les bruits quels qu'ils soient en tout lieu et à tout moment, si l'intérêt public l'exige.

#### *B. Mesures législatives affectant la liberté individuelle prises en vertu de l'état d'urgence*

L'état d'urgence proclamé par le Président le 26 octobre 1962 à la suite de l'agression chinoise a été maintenu pendant toute l'année. Le décret pris le même jour par le Président en vertu de l'article 359 de la Constitution, à l'effet de suspendre le droit des citoyens de se pourvoir devant les tribunaux pour faire respecter les droits fondamentaux garantis par l'article 14 (égalité devant la loi), par l'article 21 (garanties de procédure) et par l'article 22 (protection contre l'arrestation et la détention) a été soumis à l'examen de la Cour suprême dans l'affaire *Makhan Singh Tarsikka* contre *Etat du Pendjab* (A.I.R. 1964, S.C. 381), à propos de requêtes présentées sur la base de l'article 491 du Code d'instruction criminelle de 1898 par plusieurs personnes mises en état de détention en vertu des règlements relatifs à la défense de l'Inde. Dans sa décision du 23 septembre 1963, la Cour suprême a jugé que le décret présidentiel revenait en quelque sorte à suspendre ou à interdire en bloc l'introduction ou la poursuite de toute action contentieuse fondée sur une atteinte aux droits fondamentaux spécifiés dans le décret. Le fait que l'on eût invoqué une loi du Parlement, telle que le Code d'instruction criminelle de 1898, ne changeait rien aux choses car faire droit aux requêtes serait revenu à donner effet à ceux-là mêmes des droits fondamentaux dont l'effet avait été suspendu. A l'argument selon lequel la proclamation risquait de demeurer en vigueur pendant trop longtemps et l'exécutif d'abuser de ses pouvoirs, la Cour a répondu que si l'exécutif recevait des pouvoirs d'urgence c'était parce qu'il y avait urgence et que ces pouvoirs n'étaient conférés que pour la période d'urgence. C'est bien entendu à l'exécutif que doit revenir le soin de décider de la durée de l'état d'urgence, car lui seul connaît les exigences de la situation et quels effets peuvent avoir les mesures de contrainte qui interviennent en période de crise grave. Dans un Etat démocratique, c'est en dernière analyse l'existence d'une opinion publique éclairée, vigilante et s'exprimant librement qui offre la meilleure garantie contre les abus de pouvoir de l'exécutif en temps de paix ou en cas d'urgence.

#### *C. Quelques aspects des droits de la famille*

La seule loi importante qui mérite d'être mentionnée ici est la loi n° 32 de 1963 amendant la loi sur les mariages spéciaux qui autorise les mariages entre personnes parentes à un degré prohibé par la loi principale, si l'une de ces personnes peut se

prévaloir d'une coutume notoire autorisant un tel mariage.

#### *D. Droits sociaux et économiques*

##### *Législation du gouvernement central*

En vue d'accroître les ressources du pays aux fins du développement national, la loi de 1963 relative au régime des dépôts obligatoires (loi n° 21 de 1963) exige de certaines catégories de personnes qu'elles déposent une partie de leurs revenus auprès des pouvoirs publics dans le cadre d'un régime à aménager à cet effet. Les sommes déposées porteront intérêt et seront remboursables au bout de cinq ans.

La loi de 1952 relative aux caisses de prévoyance pour les salariés qui prévoyait l'institution pour le personnel des usines et autres entreprises de caisses de prévoyance alimentées par des cotisations obligatoires s'applique maintenant à 79 industries et autres branches d'activité et à plus de 35 millions de travailleurs. En vertu d'un amendement à cette loi (loi n° 28 de 1963), le bénéfice de la loi s'étend maintenant aux travailleurs employés par un entrepreneur ou par son intermédiaire. En outre, des dispositions détaillées prévoient qu'un conseil d'administration central gèrera la Caisse.

Aux termes de la loi n° 37 de 1963 relative aux dommages corporels (assurance-indemnisation), les personnes qui emploient des travailleurs dans les usines, les mines, les grands ports, les plantations, etc., sont tenues de verser une réparation aux victimes de dommages corporels si l'indemnité due en vertu de la loi de 1923 sur la réparation des accidents du travail excède le montant de l'indemnité due en vertu de la loi de 1962 sur les dommages corporels (dispositions spéciales). Il est à signaler à cet égard qu'aux termes de ladite loi de 1962, l'employeur n'est plus tenu de verser aux victimes de dommages corporels (dans le cas des blessures de guerre) l'indemnité prévue par la loi de 1923 sur la réparation des accidents du travail. La loi de 1963 prévoit en outre un plan d'assurance des employeurs auquel participent les pouvoirs publics.

##### *Législation des Etats*

La loi de l'Etat de Mysore relative aux entreprises industrielles (fêtes nationales et jours fériés) (loi n° 24 de l'Etat de Mysore, 1963), prévoit que le personnel des entreprises industrielles a droit à une journée de congé payé le jour anniversaire de la proclamation de la République indienne, le jour anniversaire de l'indépendance et à l'occasion de cinq autres fêtes nationales choisies d'un commun accord entre les employeurs et leur personnel.

La loi du Bengale occidental relative aux magasins et entreprises (loi n° XIII du Bengale occidental, 1963) contient des dispositions concernant les jours chômés, les heures de travail, la rémunération et les congés des personnes employées dans des magasins et autres entreprises commerciales. Les heures de travail prescrites sont différentes selon qu'il s'agit d'adultes, de jeunes ou de femmes.

La loi du Bengale occidental relative à l'enseignement primaire (loi n° XXVIII du Bengale occidental, 1963) prévoit que les autorités municipales des

régions urbaines assureront un enseignement primaire gratuit et obligatoire.

La loi du Pendjab relative à la greffe de la cornée (loi n° 13 du Pendjab, 1963) autorise le prélèvement des yeux sur le cadavre des personnes qui ont exprimé, par écrit, avant leur décès, le désir qu'après leur mort, leurs yeux soient utilisés à des fins médicales. Une loi analogue a été adoptée par le Parlement de l'Andhra Pradesh (loi n° 22 de l'Andhra Pradesh, 1963).

### III. DÉCISIONS JUDICIAIRES

#### 1. Protection contre la discrimination ; égalité devant la loi

Aux termes de la Constitution, tout citoyen possède le droit fondamental à l'égalité devant la loi et la doctrine jurisprudentielle préconisant une classification fondée sur des critères raisonnables n'est qu'un corollaire visant à faire respecter ledit droit dans la pratique. Dans l'affaire *Lachman Dass contre Etat du Pendjab* (A.I.R. 1963, S.C. 222), la Cour suprême a jugé qu'en faisant une trop large place à cette doctrine ou en s'employant trop activement à justifier une classification, on risquait de priver peu à peu et imperceptiblement l'article en question de tout ce qui en fait la valeur et d'en venir fatalement, de la sorte, à substituer la doctrine de la classification au principe de l'égalité.

#### 2. Liberté de constituer des associations

Un arrêté du gouvernement avait pour effet d'obliger les fonctionnaires à se retirer de toute association de fonctionnaires qui cessait d'être officiellement reconnue ou qui n'était pas reconnue dans un délai de six mois à compter de sa création. Dans l'affaire *O. K. Ghosh et consorts contre E. X. Joseph* (A.I.R. 1963, S.C. 812), la Cour suprême a refusé de déclarer ce règlement valable en soulignant que, ce faisant, elle rendrait inopérant, voire illusoire, le droit de constituer des associations ou des syndicats garanti à l'alinéa i c) de l'article 19. Le droit fondamental garanti par l'article 19 appartient aussi bien aux fonctionnaires qu'aux autres personnes.

#### 3. Droit de circuler librement et de choisir sa résidence

En vertu de l'alinéa i d) de l'article 19 de la Constitution, les prostituées ont, comme tous les autres citoyens, le droit fondamental de circuler librement sur le territoire indien et, en vertu de l'alinéa e), celui de résider et de s'établir en n'importe quelle région de l'Inde. L'article 20 de la loi de 1956 relative à la répression de la traite des femmes et des jeunes filles à des fins immorales, en vertu de laquelle un magistrat peut assigner à une prostituée une résidence autre que la sienne, dans les limites de son ressort ou en dehors, apporte sans aucun doute une restriction aux droits fondamentaux des citoyens, mais la question est de savoir si cette restriction est raisonnable. En examinant la question, la Cour suprême a déclaré dans l'affaire *Etat d'Uttar Pradesh contre Kaushaliya* (A.I.R. 1964, S.C. 416) que pour déterminer si cette restriction était raisonnable, il fallait

tenir compte des valeurs en honneur dans la société considérée, de la situation existant au moment où la restriction était imposée, de l'ampleur et de la gravité du mal contre lequel on cherchait à lutter, ainsi que d'autres facteurs analogues. Si, en un lieu donné, la prostitution est un vice endémique qui avilit ceux qui en vivent et corrompt ceux qui y sont exposés, le législateur peut avoir à imposer de sévères restrictions au droit de la prostituée de se déplacer et de choisir son domicile. Si le mal prend des proportions particulièrement inquiétantes, il peut se révéler nécessaire d'éloigner les prostituées les plus dangereuses du secteur où elles travaillent. Dans certains cas, il peut être aussi nécessaire de leur interdire de résider dans le ressort de la juridiction saisie. Dans ces conditions, la Cour a décidé que l'article 20 n'imposait aucune restriction abusive.

#### 4. Sécurité de la personne

Un règlement de l'exécutif permettait de procéder à des visites domiciliaires chez les individus ayant des antécédents judiciaires en vue de surveiller leurs déplacements. Dans l'affaire *Kharak Singh contre Etat d'Uttar Pradesh* (A.I.R. 1963, S.C. 1295), la Cour suprême a déclaré que le fait de faire irruption chez un citoyen et de frapper à sa porte, troublant ainsi son sommeil et sa tranquillité, tendrait à porter atteinte à la liberté individuelle garantie par l'article 21. Il s'agit d'une intrusion non autorisée chez un individu et le tort qui est causé de ce fait à l'intéressé constitue en quelque sorte une violation d'un droit naturel de l'homme — qui est la condition suprême d'une liberté bien conçue, sinon l'essence même de la civilisation.

#### 5. Droit des minorités de faire fonctionner des établissements d'enseignement

Dans l'affaire *Rev. Sidhrajibhai Sabbai et consorts contre Etat de Gujarat* (A.I.R. 1963, S.C. 540), la Cour suprême a déclaré que le droit consacré au paragraphe 1 de l'article 30 de la Constitution est censé assurer effectivement la protection des minorités en ce qui concerne la création d'établissements d'enseignement de leur choix. Ce droit ne saurait être amenuisé par des mesures dites d'application conçues dans l'intérêt non pas des établissements d'enseignement d'une minorité, mais du public ou de la nation dans son ensemble. Les conditions qui peuvent légitimement être mises par voie législative ou réglementaire à l'octroi d'une subvention ou à la reconnaissance officielle doivent viser à assurer l'efficacité de cet établissement, tout en lui conservant son caractère d'institution destinée à une minorité. La réglementation doit être raisonnable, porter sur les fonctions éducatives de l'établissement et aider celui-ci à fournir un enseignement satisfaisant tant à la communauté minoritaire intéressée qu'à d'autres personnes. Si un règlement des pouvoirs publics prévoit que des places devront être réservées conformément à des directives officielles, cette disposition s'accompagnant d'une menace de suspension de la subvention ou de la reconnaissance, il porte atteinte à ce droit fondamental.

# IRAK

## NOTE<sup>1</sup>

### LOI N° 24 DU 4 AVRIL 1963 SUR LES PUBLICATIONS<sup>2</sup>

*Article premier.* Aux fins de la présente loi, l'expression « publication » désigne :

1) Les publications périodiques paraissant régulièrement en numéros formant série, à intervalles déterminés, telles que les journaux et revues ;

2) Les publications non périodiques, ne paraissant qu'une fois ou paraissant en un nombre déterminé de parties, telles que les livres, représentations graphiques, etc., imprimées, manuscrites ou produites par tout autre procédé en plus d'un exemplaire et destinées à la circulation.

#### *Propriétaires et rédacteurs en chef*

*Art. 2.* Toute publication périodique doit avoir un propriétaire et un rédacteur en chef.

*Art. 3. 1)* Le propriétaire d'une publication périodique doit remplir les conditions ci-après :

a) Avoir 25 ans révolus ;

b) N'avoir été reconnu coupable d'aucun délit ou infraction entraînant la privation des droits civiques ;

c) Etre domicilié au lieu de la publication ;

d) N'occuper d'emploi dans aucun organisme officiel ou semi-officiel ;

e) Etre titulaire du diplôme de l'Association irakienne des journalistes attestant qu'il est journaliste qualifié.

2) Si le propriétaire d'une publication est une société par actions, elle doit avoir son siège en Irak. La demande d'autorisation de publier déposée par la société doit être accompagnée d'une copie certifiée conforme du certificat d'enregistrement et des statuts de la société et indiquer les nom, adresse, nationalité et âge du président et de tous les membres du conseil d'administration.

3) Si le propriétaire d'une publication est une association ou un parti, ils doivent avoir leur siège en Irak et déposer une copie certifiée conforme de l'acte autorisant leur création, en indiquant les noms du président et de tous les membres du comité directeur.

*Art. 4. 1)* Le rédacteur en chef d'une publication périodique doit remplir les conditions ci-après :

a) Etre ressortissant irakien de naissance ou avoir été naturalisé depuis cinq ans au moins ;

b) Avoir 25 ans révolus ;

c) N'avoir été reconnu coupable d'aucun délit ou infraction grave entraînant la privation des droits civiques ;

d) Etre titulaire du diplôme de l'Association des journalistes attestant qu'il est journaliste qualifié.

2) Le propriétaire d'une publication périodique peut également en être le rédacteur en chef.

3) Nul ne peut être rédacteur en chef de plusieurs publications périodiques en même temps.

*Art. 6. 1)* Le Ministre de l'instruction publique accorde l'autorisation ou rejette la demande comme il l'entend, compte tenu des besoins de la révolution et des publications périodiques autorisées dans toutes les provinces.

2) Le requérant peut, dans les quinze jours qui suivent la date à laquelle il a été avisé du rejet de sa demande, en appeler de la décision du ministre auprès du Conseil des ministres, dont la décision est définitive.

*Art. 7.* Un étranger peut faire paraître une publication périodique en Irak sur autorisation du Ministère de l'instruction publique approuvée, sous réserve de réciprocité, par le Ministère des affaires étrangères.

*Art. 8. 1)* Si le propriétaire d'un périodique est un étranger, il doit remplir les conditions ci-après :

a) Avoir 25 ans révolus ;

b) N'avoir été reconnu coupable en Irak ou ailleurs d'aucun délit grave ni d'aucune infraction entraînant la privation des droits civiques ;

c) Etre domicilié au lieu de publication ;

d) N'occuper d'emploi dans aucun organisme officiel ou semi-officiel.

2) Le rédacteur en chef d'une publication périodique publiée par un étranger doit remplir les conditions exigées par la présente loi.

3) L'étranger qui demande l'autorisation de publier un écrit périodique doit l'adresser au Ministère de l'instruction publique, accompagnée d'un certificat du représentant diplomatique ou consulaire de l'Etat dont il est ressortissant attestant qu'il satisfait aux conditions énoncées au paragraphe 1 du présent article.

*Art. 9. 1)* Une mission diplomatique étrangère ou un organisme qui lui est rattaché peut faire paraître une publication périodique en Irak sur

<sup>1</sup> Renseignements communiqués par le Gouvernement irakien.

<sup>2</sup> Texte publié dans *Waqay'i'u al'Iraqiya*, n° 795, du 12 avril 1963.

autorisation du Ministre de l'instruction publique approuvée, sous réserve de réciprocité, par le Ministère des affaires étrangères.

2) Une mission diplomatique étrangère ou un organisme qui lui est rattaché doit, s'il souhaite faire paraître une publication périodique, en faire la demande, en proposant un rédacteur en chef satisfaisant aux conditions énoncées dans la présente loi.

*Art. 10.* Rien dans le contenu d'un écrit périodique publié par un étranger ne doit :

1. Pouvoir être considéré comme une ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak ;

2. Se rapporter à la politique étrangère de l'Irak ou être contraire à cette politique.

*Art. 11.* Le Ministre de l'instruction publique peut, avec l'assentiment du Ministère des affaires étrangères, retirer à un étranger l'autorisation de publier un écrit périodique s'il a contrevenu aux dispositions de l'article précédent.

*Art. 12.* 1) Les correspondants de revues ou de journaux étrangers ou d'agences de presse étrangères ne peuvent exercer leur profession en Irak qu'avec l'autorisation du Ministre de l'instruction publique.

2) S'il apparaît que des informations concernant l'Irak répandues par un correspondant visé au paragraphe précédent sont exagérées, contradictoires, tendancieuses ou déformées, leur auteur recevra un avertissement ; en cas de récidive son autorisation lui sera retirée.

*Art. 16.* 1) Le propriétaire d'une publication périodique doit publier gratuitement la réponse qu'il reçoit de toute personne qui a été diffamée dans la publication. Si la victime de la diffamation est décédée, ses fils et petits-fils possèdent le même droit.

2) Le propriétaire d'une publication périodique doit publier gratuitement toute réponse qui lui est adressée par le gouvernement au sujet d'un article paru dans la publication.

3) Les réponses visées aux deux alinéas précédents doivent être publiées, à la même place que l'article incriminé, dans le numéro qui suit immédiatement leur réception ou, en cas d'impossibilité, dans le numéro suivant. La réponse ne peut occuper plus du double de la place de l'article diffamatoire.

#### *Publications non autorisées*

*Art. 17.* Il est interdit de publier :

1. Toute déclaration ou discours concernant le président de la République, le vice-président ou son remplaçant, si ce n'est avec le consentement de l'autorité compétente.

2. Tout outrage au président de la République ou au vice-président.

*Art. 19.* Il est interdit d'imprimer dans une publication :

1. Des articles contraires aux postulats ou aux principes de la révolution ou contenant de la propagande en faveur du colonialisme, de la réaction ou du régionalisme ou des incitations pouvant com-

promettre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

2. Des écrits incitant à commettre des délits, à transgresser la loi ou à entraver l'action de la justice.

3. Des articles de nature à provoquer la haine, l'inimitié ou la discrimination entre les individus ou les sectes religieuses.

4. Des attaques contre une religion reconnue par la République d'Irak.

5. Des écrits obscènes.

*Art. 20.* Il est interdit d'imprimer dans une publication :

1. Le compte rendu des séances à huis clos d'un tribunal, du Conseil national directeur de la révolution ou du Conseil des ministres, ou toute communication officielle secrète, sans le consentement de l'autorité compétente.

2. Le compte rendu des délibérations ou des décrets du Conseil des ministres ou tout autre décret officiel, sans le consentement de l'autorité compétente.

3. Le texte d'un accord ou d'une convention conclus par le Gouvernement irakien ou de tout règlement, loi ou instruction avant sa publication au *Journal officiel*.

4. Le compte rendu d'une enquête pénale, sans l'autorisation du magistrat instructeur.

5. Toute décision ordonnant des mouvements des forces armées, de la police ou de la garde nationale, ou tout article concernant leur organisation, administration, armement ou répartition, sans le consentement de l'autorité compétente.

*Art. 21.* Il est interdit d'imprimer dans une publication :

1. Tout article de nature à influencer un juge dans l'examen d'une affaire dont il est saisi.

2. Tout article de nature à influencer le Ministre public, le défenseur ou le magistrat instructeur, un témoin ou l'opinion publique dans une affaire en cours d'instance.

3. L'opinion dissidente d'un juge, sans l'assentiment du tribunal.

*Art. 22.* Il est interdit d'imprimer dans une publication :

1. Toute ordonnance relative à la fixation des prix, aux importations, aux tarifs douaniers ou aux échanges, avant que l'autorisation de publier n'ait été donnée.

2. Toutes informations de nature à déprécier la monnaie nationale ou les obligations de l'Etat ou à ébranler la confiance à leur égard, en Irak ou à l'étranger.

#### *Interdiction d'importer des publications injurieuses*

*Art. 23.* Toute personne qui importe une publication parue à l'étranger doit, avant de la mettre en vente ou en circulation en Irak, en soumettre un exemplaire au Ministre de l'instruction publique afin d'obtenir une autorisation à cet effet.

*Art. 24.* Il est interdit de mettre en circulation en Irak une publication périodique importée contenant :

1. Des articles contraires à la politique de la République d'Irak.

2. De la propagande en faveur des tendances colonialistes, sous leur forme nouvelle ou ancienne, ou des articles présentant sous un jour inexact un mouvement de libération nationale.

3. De la propagande en faveur de mouvements racistes, tels que le sionisme et autres mouvements analogues.

4. Des calomnies contre les forces armées (armée, police ou garde nationale) ou des articles révélant des secrets ou des mouvements militaires.

5. Des articles de nature à susciter la haine, l'animosité ou la discrimination entre les individus, les communautés ou les sectes religieuses.

6. Des écrits contraires à la décence et à la morale.

7. Des attaques malveillantes à l'encontre de pays amis.

**LOI N° 55 DU 15 JUIN 1963  
PORTANT RÉFORME  
À LA LOI SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE  
(N° 26) DE 1956<sup>3</sup>**

L'article 26 de la loi sur la sécurité sociale est supprimé et remplacé par l'article 1 de la nouvelle loi. Ce nouvel article prévoit la création d'un Conseil de sécurité sociale composé de quatre membres, dont l'un est choisi comme président. Les membres du Conseil sont le directeur général du Conseil, le gouverneur de la Banque centrale ou le directeur général de la Banque radifaine, un représentant des employeurs et un représentant des salariés. Chacun des quatre membres a un suppléant. Le président, les membres du Comité et les suppléants sont désignés par le Conseil des ministres.

**LOI DE RÉHABILITATION (N° 93)  
DU 5 AOÛT 1963<sup>4</sup>**

*Article premier.* a) Quiconque aura été condamné pour un crime non politique ou pour un délit ayant porté atteinte à l'honneur d'autrui sera déchu des droits suivants :

<sup>3</sup> La traduction anglaise de la loi n° 55 de 1963 a été publiée dans la *Weekly Gazette of the Republic of Iraq*, n° 48, du 27 novembre 1963. Pour les extraits de la loi sur la sécurité sociale de 1956, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 138.

<sup>4</sup> La traduction anglaise du texte de cette loi a été publiée dans le n° 6 de la *Weekly Gazette of the Republic of Iraq* du 5 février 1964.

1) Le droit de vote et celui de présenter des candidats aux élections aux assemblées publiques ainsi qu'aux élections à des conseils, associations et organismes divers ;

2) Le droit d'être nommé à des fonctions officielles ou semi-officielles ou d'occuper de telles fonctions ;

3) Le droit au port d'armes ;

4) Le droit de tutelle et le droit d'être investi d'un mandat ;

5) Le droit au port de décorations ; et

6) Tous autres droits dont il pourra être déchu par décision législative.

b) Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux mineurs.

*Art. 2. a)* La réhabilitation d'une personne condamnée pour un crime non politique ou pour un délit ayant porté atteinte à l'honneur d'autrui pourra être accordée par décision législative, aux conditions suivantes :

1) La peine devra avoir été purgée ou avoir fait l'objet d'une remise légale ;

2) L'intéressé devra justifier d'une bonne conduite pendant son incarcération, et, après sa libération, pendant un délai de cinq ans au moins s'il a été condamné pour un crime, et de trois ans au moins s'il a été condamné pour un délit, ces délais étant doublés en cas de récidive ;

3) L'intéressé devra, soit s'être acquitté de ses obligations financières envers la personne en faveur de laquelle la décision le concernant aura été prise, soit avoir transigé à leur sujet ; et

4) En cas de banqueroute, il devra avoir fait l'objet d'une réhabilitation commerciale.

*Art. 3. a)* Est considéré comme crime politique tout crime qui a été commis pour des raisons politiques et non pour de simples raisons d'intérêt personnel qui portent atteinte aux droits civiques et politiques de l'individu. Ne constituent pas des crimes politiques les infractions suivantes :

1) Homicide ;

2) Blessures graves ;

3) Attentats aux propriétés par incendie volontaire, destruction, inondation ou pillage ; et

4) Actes portant atteinte à l'honneur d'autrui.

b) Les tribunaux décident dans chaque cas d'espèce si un crime est politique ou de droit commun, leur décision étant sujette à révision de la part du pouvoir législatif.



# IRAN

## NOTE<sup>1</sup>

### DÉCRET-LOI DU 7 JANVIER 1963 SUR LA PARTICIPATION DES OUVRIERS AUX BÉNÉFICES DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET DE PRODUCTION

#### Résumé

Le texte de ce décret-loi a été publié dans *Rouznameh Rasmi Chahanahi Iran*, n° 5296, du 23 avril 1963.

En vertu de l'article premier du décret-loi, dont l'entrée en vigueur sera déterminée par une commission présidée par le Ministre du travail et des affaires sociales ou son représentant, les employeurs des entreprises industrielles et de production assujetties à la loi du travail<sup>2</sup>, devront assurer l'application en temps voulu des dispositions de la présente loi aux ouvriers à leur service.

L'article 2 dispose que les chefs des entreprises qui, en application des décisions de ladite commission, sont soumises aux dispositions de la présente loi devront, à la fin du mois de khordad 1342 (21 juin 1963) au plus tard, conclure, avec le représentant des ouvriers de l'entreprise ou le syndicat qui groupe la majorité d'entre eux, une convention collective tendant soit à l'octroi de primes en fonction de la production ou des économies réalisées sur les frais généraux ou grâce à la diminution des pertes, soit à la participation des ouvriers aux bénéfices nets, soit à toute autre mesure semblable, soit encore à la combinaison de deux ou plusieurs de ces mesures ayant pour effet une augmentation des gains des ouvriers.

D'autres dispositions du décret-loi traitent du devoir du Ministère du travail et des affaires sociales de faire des recommandations sur les mesures à prendre en vue de la conclusion d'une convention collective au cas où l'employeur et le représentant des ouvriers n'arrivent pas à conclure une telle convention ; du renvoi des questions à la commission mentionnée à l'article premier, si les recommandations du Ministère du travail et des affaires sociales sont rejetées par le représentant des ouvriers ; du devoir de faire participer les ouvriers

aux bénéfices nets de l'entreprise, si les recommandations du Ministère du travail et des affaires sociales sont rejetées par l'employeur ; et du règlement des litiges ayant pour origine les conventions collectives prévues par la présente loi.

Des traductions du décret-loi en anglais et en français ont été publiées par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1963 - Iran 1.

### LOI ÉLECTORALE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DU 1329 HEJRI GHAMARI

#### PREMIÈRE PARTIE

##### Section 1

##### GÉNÉRALITÉS

*Article premier.* La Chambre des représentants (Majlis) est composée de deux cents membres représentant la capitale et les provinces. Tous les dix ans, pour tenir compte d'un accroissement éventuel de la population du pays, il est ajouté dans chaque circonscription électorale un représentant pour chaque tranche supplémentaire de cent mille habitants dans la circonscription en question. Une loi distincte régissant les circonscriptions électorales sera promulguée.

##### Section 2

##### QUALITÉS REQUISES DES VOTANTS

*Art. 9.* Pour être admis au scrutin, il faut :

- 1) Être citoyen iranien ;
- 2) Être âgé d'au moins 20 ans ; et
- 3) Avoir résidé dans une circonscription électorale pendant au moins six semaines avant l'élection.

*Art. 10.* Ne pourront être admises au scrutin les personnes suivantes :

- 1) abrogé par le décret-loi du 3 mars 1963 ;
- 2) les aliénés ;
- 3) les ressortissants de pays étrangers ;
- 4) les individus qui ne sont plus considérés comme Musulmans par suite de la décision d'une autorité religieuse ;
- 5) les personnes âgées de moins de 20 ans ;
- 6) les personnes en faillite ;
- 7) les personnes qui tirent leur subsistance de revenus malhonnêtes ;

<sup>1</sup> Cette note s'inspire de textes communiqués par le professeur A. Matine-Daftary, membre du Sénat iranien, Président de l'Association iranienne pour les Nations Unies et correspondant désigné par le Gouvernement iranien pour l'*Annuaire des droits de l'homme*.

<sup>2</sup> Pour un résumé de la loi du travail, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1959*, p. 158.

8) les assassins, voleurs et autres délinquants ; et  
 9) les condamnés pour délits politiques qui mettent en danger la démocratie et l'indépendance de la nation.

### Section 3

#### CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

*Article 12.* Tout candidat à l'élection doit remplir les conditions suivantes :

- 1) être disciple religieux de Muhammed bin Abdullah Sali Allah Alaihe Wasallam ;
- 2) être citoyen iranien ;
- 3) être capable de lire et d'écrire couramment ;
- 4) être connu dans sa circonscription électorale ;
- 5) être âgé de 30 ans au moins et de 70 ans au plus ; et
- 6) avoir une réputation d'honnêteté et de sérieux.

*Art. 13.* Ne peuvent être éligibles les personnes suivantes :

- 1) les princes (apparentés à la famille de Sa Majesté impériale le Chahinchah) ;
- 2) abrogé par le décret-loi du 3 mars 1963 ;
- 3) les ressortissants de pays étrangers ;
- 4) les fonctionnaires de l'Etat et officiers des forces armées, à l'exception des titulaires de grades honoraires ;
- 5) les gouverneurs et leurs adjoints, tant qu'ils sont en service actif ;
- 6) les fonctionnaires du Département des contributions (de l'Etat et des provinces) ;
- 7) les fonctionnaires des tribunaux, juges et avoués (de l'Etat et des provinces) ;
- 8) les directeurs administratifs du Département des affaires étrangères, de même que les ministres et leurs adjoints ;

*Note :* D'autres fonctionnaires du gouvernement sont éligibles, à condition qu'après leur élection, ils quittent le service actif pour la durée de leur mandat à la Chambre de représentants.

- 9) les individus déclarés en faillite ;
- 10) les individus reconnus coupables de meurtre, de vol ou d'autres délits punissables selon la loi islamique ;
- 11) les individus reconnus coupables de débauche et d'hérésie religieuse et qui, par tant, ne sont plus considérés comme musulmans par suite d'une décision d'un chef spirituel de la mosquée d'une communauté ;
- 12) les individus reconnus coupables de délits politiques mettant en danger la démocratie et l'indépendance de la nation ;
- 13) les membres de la Chambre des représentants ne peuvent accepter une fonction publique qu'après l'échéance de leur mandat au *Majlis*, ou que s'ils donnent leur démission trois mois avant d'accepter ladite fonction.

### Section 7

#### CONTESTATIONS ÉLECTORALES

*Art. 40.* Si, durant une élection, un électeur ou un candidat conteste la validité de celle-ci, le scrutin

ne sera pas suspendu, mais le contenu de la plainte figurera dans le rapport électoral.

*Art. 41.* Durant la semaine suivant l'élection, les comités de surveillance prendront note de toute plainte déposée concernant cette élection. A la fin de la semaine, les comités examineront ces plaintes et annonceront sur-le-champ leur décision.

*Art. 42.* Les personnes contestant la validité d'une élection et les comités de surveillance peuvent présenter leurs doléances à la Chambre des représentants durant la première semaine suivant son entrée en session. La décision de la Chambre des représentants est sans appel. Toute plainte relative à une élection faite après que la Chambre soit entrée en session lui sera soumise durant la semaine suivant la dissolution des comités de surveillance.

*Art. 43.* Seules des personnes ayant qualité d'électeur peuvent contester la validité d'une élection.

*Art. 44.* Des élections résultant de menaces ou de promesses de récompense se sont considérées comme nulles et non avenues. Les auteurs de ces menaces ou promesses sont passibles d'emprisonnement pour une durée d'un an et se voient retirer le droit de vote pour au moins deux ans.

## LOI ÉLECTORALE DU SÉNAT DU 14 ORDIBEHESHT 1339

### Section 1

#### GÉNÉRALITÉS

*Article premier.* En vertu de l'article 42 de la Constitution, le Sénat est composé de soixante membres. Conformément à l'article 45 de la Constitution, trente de ses membres sont désignés par Sa Majesté impériale le Chahinchah et les trente autres sont élus par le peuple.

### Section 2

#### QUALITÉS REQUISES DES VOTANTS

*Art. 6.* Ont le droit de vote, les citoyens iraniens remplissant les conditions suivantes :

- 1) ils doivent être âgés de 20 ans, révolus ; et
- 2) ils doivent avoir résidé dans un district électoral pendant au moins six mois avant l'élection.

*Art. 7.* Ne seront pas admises au scrutin les personnes suivantes, même si elles remplissent les conditions prévues à l'article 6 :

- 1) les personnes sous tutelle ; et
- 2) les auteurs de crimes ou délits ayant été condamnés à la perte des droits civiques, même s'ils ont été réhabilités.

*Art. 8.* Les officiers de l'armée, de la marine et de l'aviation ne sont pas non plus admis au scrutin, à moins qu'ils n'aient été mis à la retraite.

### Section 3

#### CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

*Art. 9.* Sont admis à se présenter à l'élection au Sénat les citoyens iraniens remplissant les conditions suivantes :

1) ils doivent être connus dans la circonscription électorale ou y résider ;

2) ils doivent être âgés de 40 ans révolus ;

3) ils doivent être réputés honnêtes et bien informés de la situation intérieure du pays ; et

4) ils doivent être musulmans, ou appartenir à la religion zoroastrienne, à la religion chrétienne ou à la religion juive.

*Art. 10.* Outre les qualités précitées, tout candidat à l'élection au Sénat doit également appartenir à l'une des catégories suivantes :

Les personnalités considérées comme ayant la plus haute autorité spirituelle, cette catégorie comprenant les membres de la Chambre des représentants ayant siégé pour au moins trois mandats, les gouverneurs généraux et procureurs ou présidents de Cours suprêmes ayant au moins vingt ans de pratique judiciaire ;

Les officiers en retraite tels que généraux de brigade, généraux de division et généraux de corps d'armée, ainsi que les professeurs ayant au moins dix années d'expérience ;

Les ambassadeurs et sous-secrétaires ministériels ayant au moins vingt ans d'expérience ;

Les propriétaires terriens et commerçants ayant au moins cinq cent mille rials en contributions directes et les avoués ayant au moins quinze années d'expérience au Ministère de la justice et le titre de docteur en droit ; s'ils ne possèdent pas ce titre, les avoués doivent avoir au moins vingt ans d'expérience du barreau.

*Art. 11.* Même si elles remplissent les conditions prévues aux articles 9 et 10, ne sont pas admises à se présenter à l'élection au Sénat les personnes suivantes :

1) les fonctionnaires du gouvernement en service actif ;

2) les auteurs de crimes ou de délits ayant été condamnés à la perte des droits civiques, même s'ils ont été réhabilités ; et

3) les personnes sous tutelle.

Les dispositions des articles 9, 10 et 11 ne sont pas applicables aux personnes nommées par Sa Majesté impériale le Chahinchah.

### DROITS POLITIQUES DES FEMMES<sup>3</sup>

Le 3 mars 1963, le Conseil des ministres a adopté un décret-loi abrogeant la loi électorale de la Chambre des représentants du 1329 Hejri Ghamari (art. 10 et 13) et la loi électorale du Sénat du 14 Ordibehesht 1339 (art. 6 et 9), en vertu desquelles les femmes n'avaient ni le droit de vote, ni celui d'être élues. L'article 2 du décret-loi indique que « le Ministre de l'intérieur demandera, après l'ouverture du Parlement, l'approbation du présent décret sous forme de loi ». Le Gouvernement de l'Iran a fait savoir au Secrétariat des Nations Unies, le 10 mars 1963, que le présent décret-loi est entré en vigueur.

<sup>3</sup> Note rédigée d'après les textes et renseignements fournis par le Gouvernement de l'Iran.

## IRLANDE

### NOTE<sup>1</sup>

#### I. LÉGISLATION

La loi de 1963 sur la *prévoyance sociale (dispositions diverses)* a prévu le relèvement du taux des principales prestations d'assurance sociale et des allocations. Les taux hebdomadaires des allocations de chômage, des pensions de vieillesse, des pensions d'aveugle et des pensions de veuve sans financement ouvrier et patronal et les taux mensuels des allocations pour les enfants ont été augmentés à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1963. Les taux des pensions de vieillesse et des pensions de veuve avec participation patronale et ouvrière ont été augmentés à compter du 3 janvier 1964 et les taux des prestations d'invalidité, de chômage et des allocations de maternité à compter du 6 janvier 1964.

Le taux des prestations en vertu de la loi de 1942 sur l'assurance (*chômage temporaire*) a été augmenté par législation spéciale à compter du 26 août 1963.

La loi de 1963 du gouvernement local (*planification et développement*) remplace les lois sur la planification urbaine et rurale de 1934 et 1933. Elle prévoit en gros :

- a) de créer un nouveau régime de planification plus souple sous la direction des autorités locales ;
- b) de permettre aux autorités locales de faciliter le développement industriel et commercial et de repenser le développement des zones déjà construites qui ne répondent plus aux lois d'une économie moderne ou qui sont surpeuplées ;
- c) de garantir que les beaux sites dans les villes et dans les campagnes soient préservés et améliorés ; et
- d) de verser aux propriétaires de biens des indemnités selon les restrictions imposées par les décisions de planification individuelle plutôt que selon les dispositions des projets de planification, et de mettre un terme à l'obligation où ils se trouvaient de payer les frais d'amélioration.

Les autorités responsables de la planification en vertu de cette loi sont les conseils de comté, les conseils de circonscription, les conseils de communes et les conseils municipaux des arrondissements urbains. De larges pouvoirs leur sont accordés pour mener à bien une planification efficace : ils peuvent acquérir des terrains et en assurer

le développement, surtout en ce qui concerne la modernisation des zones urbaines, et aménager des zones ou faire construire des bâtiments en vue de faciliter le développement industriel et économique de la communauté. Ils ont le droit de passer des décrets garantissant la préservation de belles régions, naturelles ou non, ou de tous autres agréments de vues et perspectives.

La loi de 1963 sur les sociétés a donné effet à un certain nombre de recommandations parmi les plus importantes du Comité de réforme de la loi sur les sociétés. Cette loi complète la précédente et rassemble toute la législation sur ce sujet en un seul ensemble. Elle apporte un certain nombre de modifications importantes en ce qui concerne les renseignements qui doivent figurer dans les appels invitant le public à souscrire des actions ou des obligations, en exigeant que soient données de nombreuses précisions supplémentaires. En outre, pour être sûr qu'après avoir fait appel aux souscripteurs, aucune société ne commencera à fonctionner sans disposer d'un minimum de ressources lui donnant une chance raisonnable de survie, la loi prévoit que le montant minimum qui doit être souscrit avant que des actions puissent être distribuées au public doit être suffisant pour couvrir le prix d'achat de tout bien acquis par la société, ainsi que les dépenses préalables et les commissions. Il doit également être suffisant pour assurer le capital d'exploitation de la société. Parmi un certain nombre de dispositions nouvelles, il en est une qui donne pouvoir à la Haute Cour de rendre un arrêt de mise en liquidation obligatoire d'une société, s'il est établi que ses affaires sont menées d'une manière tyrannique.

La loi de 1963 sur les finances a institué pour la première fois un impôt sur le chiffre d'affaires. Cet impôt est perçu sur les recettes provenant de certaines activités, principalement la vente de marchandises en cours d'opérations commerciales, la location de biens, la fourniture de services au cours d'opérations commerciales et l'acceptation de paris par l'entremise d'un bookmaker autorisé ou au moyen d'un totalisateur. Les personnes tenues de payer cet impôt sont, dans le cas de la vente de marchandises, le vendeur, et dans le cas de la location de biens, la personne qui les loue, etc. L'impôt est payable tous les mois au taux de 2 ½ pour cent du chiffre d'affaires imposable. L'intérêt est imposable sur le moratoire au taux de un pour cent pour chaque mois ou partie de mois où il reste impayé.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement irlandais.

La loi électorale de 1963 a permis de codifier d'une manière assez précise le système électoral. Elle rénove et assouplit la loi relative aux élections au *Dáil Eireann* et introduit, partout où il est nécessaire, des modifications correspondantes dans la loi régissant les élections présidentielles et locales et les référendums. La loi comporte toutes les dispositions statutaires relatives au droit de vote et à l'inscription des électeurs ainsi qu'aux nominations pour les élections au *Dáil*.

La loi de 1963 sur les propriétaires d'hôtels modifie et codifie la loi relative aux hôtels et aux hôteliers. Elle impose aux propriétaires d'hôtels de nouveaux droits, taxes et obligations identiques à ceux régissant dans le passé la profession d'hôtelier en vertu du droit coutumier et en remplacement de ceux-ci.

Les autres mesures importantes décrétées en 1963 comprennent la loi sur les secrets officiels, la loi sur les droits d'auteur et la loi sur les marques de fabrique. Ces lois complètent par des amendements les lois sur les questions auxquelles elles se rapportent.

## II. DÉCISIONS JUDICIAIRES

En juillet 1963, le juge Kenny de la Haute Cour de justice a rejeté une demande mettant en question la validité constitutionnelle de la loi sanitaire de 1960 (*fluorisation des eaux*) aux termes de laquelle le Ministre de la santé peut demander aux autorités sanitaires d'ajouter du fluor dans certaines eaux du service d'eau. D'après la partie plaignante, la loi n'était pas valide du fait :

1) qu'elle constitue une violation des droits imprescriptibles et inaliénables garantis à la famille par l'article 41 de la Constitution ;

2) qu'elle constitue une violation du droit et du devoir inaliénable des parents d'assurer selon leurs moyens l'éducation de leurs enfants du point de vue religieux, moral, intellectuel, physique et social, aux termes de l'article 42 de la Constitution ;

3) qu'elle est une infraction à la garantie donnée par l'Etat aux termes de l'article 40, section 3, de la Constitution « de respecter dans ses lois et, autant que ses lois le permettent, de défendre et de faire valoir les droits personnels du citoyen ». La partie plaignante fait deux réserves indépendantes l'une de l'autre : à savoir, premièrement, que l'article 40, section 3, lui assure le droit à l'intégrité physique et que les *Oireachtas* (Parlements) en votant cette loi n'ont pas respecté ce droit ; et, deuxièmement, que la fluorisation de l'eau du service d'eau est ou peut être dangereuse pour la santé de tous les citoyens ou de quelques-uns et qu'en votant cette loi, les *Oireachtas* (Parlements) n'ont pas respecté et, autant que les lois le permettent, n'ont pas défendu et fait valoir le droit du citoyen à la vie et à l'intégrité physique.

Le juge a estimé que la fluorisation de l'eau en Irlande ne constitue pas une violation des droits constitutionnels de la partie plaignante et a décidé que les frais du procès seraient imputés à celle-ci. Dans son jugement, il conclut que l'ingestion d'eau potable contenant du fluor dans la proportion de un millionième a pour résultat de réduire sensiblement les caries dentaires chez les enfants et il s'est déclaré « convaincu sans le moindre doute que dans ce pays la fluorisation de l'eau du service d'eau à la concentration de un pour un million ne causera ni tort ni dommage à la santé de quiconque... ».

Le 3 juillet 1964, la Cour suprême a rejeté l'appel contre la décision de la Haute Cour et imputé les frais du procès au défenseur. Elle a estimé que la loi en question ne violait aucun des trois articles de la Constitution sur lesquels la partie plaignante fondait sa requête et qu'il n'avait pas pu réfuter l'évidence selon laquelle la fluorisation n'est pas seulement le moyen le plus efficace, mais à vrai dire le seul moyen efficace d'aborder le problème des caries dentaires. La Cour suprême a retenu les conclusions du juge Kenny selon lesquelles la fluorisation à la concentration de un pour un million ne constituerait pas un danger pour ce pays.

# ISRAËL

## LES DROITS DE L'HOMME EN ISRAËL EN 1963<sup>1</sup>

### I. LÉGISLATION

1. La liste des effets personnels et ustensiles techniques (tels que vêtements, outils, matériel agricole, etc.) qui ne peuvent être saisis en exécution d'un jugement a été complétée; elle comprend maintenant les machines utilisées professionnellement par le débiteur jusqu'à concurrence d'une valeur de 2 000 livres israéliennes<sup>2</sup>.

2. L'action disciplinaire contre les fonctionnaires est maintenant régie par la loi<sup>3</sup> et non plus, comme c'était le cas jusqu'à présent, uniquement par des réglementations intérieures. Les instances disciplinaires sont constituées par un homme de loi qui réunit les conditions requises pour être magistrat, une personne choisie sur une liste établie par l'administration et une personne choisie sur une liste établie par le syndicat de fonctionnaires le plus important; les désignations sont du ressort du Ministre de la justice et sont valables pour cinq ans<sup>4</sup>. Il est expressément prévu que, dans l'exercice des fonctions que leur confie la loi, les membres des tribunaux disciplinaires ainsi constitués ne relèvent d'aucune autre autorité que la loi elle-même<sup>5</sup>; ils relèvent cependant, comme s'ils étaient juges, de la loi de 5713-1953 sur la magistrature (*Judges Act*)<sup>6</sup>. Le tribunal disciplinaire a, comme un tribunal ordinaire, les pouvoirs nécessaires pour recueillir des témoignages, faire prêter serment et appeler à comparaître les parties et les témoins<sup>7</sup>. Les poursuites sont intentées et menées soit par l'administration soit par le procureur (ou une personne déléguée par ce dernier ou par l'administration)<sup>8</sup>. Par infrac-

tions à la discipline qui sont du ressort du tribunal, il faut entendre des faits ou une conduite préjudiciables au maintien d'une bonne discipline dans l'administration, l'inexécution de l'un des devoirs des fonctionnaires ou la négligence dans leur exécution, une conduite répréhensible ou une condamnation pour un délit impliquant l'immoralité du coupable<sup>9</sup>. Le tribunal peut prononcer toutes les sanctions suivantes ou l'une d'entre elles seulement: avertissement, réprimande, rétrogradation ou réduction de salaire, transfert à un autre poste, interdiction d'exercer tous ou certains emplois, renvoi avec ou sans compensation et publication dans la presse<sup>10</sup>. En cas de renvoi ou d'interdiction de remplir certains emplois, l'appel est possible devant un juge de la Cour suprême siégeant seul<sup>11</sup>. Le tribunal peut commettre un homme de loi à la défense de l'accusé, aux frais de l'Etat, et en cas d'acquiescement il peut également mettre les frais de l'instance à la charge de l'Etat<sup>12</sup>. La procédure n'est pas publique; toute publication non autorisée concernant une affaire est un délit<sup>13</sup>. L'accusé a le droit d'assister à toutes les séances du tribunal et d'interroger tous les témoins appelés à déposer<sup>14</sup>; lorsque la maladie l'empêche d'assister aux débats, la procédure peut être différée jusqu'à ce qu'un médecin atteste que l'incapacité a pris fin<sup>15</sup>. En attendant que le tribunal siéger, l'accusé peut être suspendu; pendant sa suspension, il a droit à la moitié de son salaire; en cas d'acquiescement, le solde dû pour la période de suspension lui est versé, mais non en cas de renvoi, auquel cas, néanmoins, le condamné n'est pas tenu de rembourser la moitié qui lui a été versée; si une autre sanction lui est infligée, l'administration peut lui payer tout ou partie du solde; en tout état de cause, l'accusé n'est pas redevable des sommes qu'il a gagnées pendant sa suspension grâce à d'autres activités<sup>16</sup>. La revision est possible, comme dans les affaires

<sup>1</sup> Note rédigée par M. Haïm Cohn, juge à la Cour suprême d'Israël, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement d'Israël.

<sup>2</sup> Loi de 5723-1963 modifiant l'ordonnance concernant la procédure civile, adoptée le 5 février 1963 (*Sefer Ha-Hukim* 388, p. 46).

<sup>3</sup> Loi de 5723-1963 concernant la discipline du personnel de l'Administration, adoptée le 26 février 1963 (*Sefer Ha-Hukim* 390, p. 50).

<sup>4</sup> Article 3, *ibid.*

<sup>5</sup> Article 8, *ibid.*, conforme à une disposition identique de la loi de 5713-1953 sur la magistrature (*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 164).

<sup>6</sup> Article 10, *ibid.*

<sup>7</sup> Article 11, *ibid.*

<sup>8</sup> Articles 14-16, *ibid.*; le Ministère de la justice et le Procureur général peuvent enjoindre aux procureurs

d'initier des poursuites dans n'importe quel cas: article 32, *ibid.*

<sup>9</sup> Article 17, *ibid.*

<sup>10</sup> Article 34, *ibid.*

<sup>11</sup> Article 43, *ibid.*

<sup>12</sup> Articles 36 et 37, *ibid.*

<sup>13</sup> Article 41, *ibid.*

<sup>14</sup> Article 38, *ibid.*

<sup>15</sup> Articles 44 et 45, *ibid.*

<sup>16</sup> Articles 47 à 55, *ibid.*

criminelles<sup>17</sup>. La responsabilité disciplinaire sanctionnée par la loi n'est pas exclusive de la responsabilité pénale au titre d'une autre loi<sup>18</sup>, mais personne ne peut être poursuivi deux fois pour une même infraction à la discipline et les mesures disciplinaires qui auraient été prises ou appliquées contre l'accusé au titre d'une autre loi empêchent toute nouvelle procédure au titre de la loi en question<sup>19</sup>. La poursuite des infractions à la discipline est prescrite à l'expiration d'un délai d'un an après qu'elles ont été commises ou découvertes<sup>20</sup>. La démission offerte par un fonctionnaire n'exclut pas que des mesures disciplinaires se rapportant à des actes commis au cours de son service, puissent être prises contre lui<sup>21</sup>. Tout fonctionnaire peut demander qu'une enquête disciplinaire soit ouverte sur sa conduite si son comportement dans l'exécution de ses fonctions a publiquement fait l'objet de commentaires défavorables; il lui est loisible de publier les résultats de l'enquête, qui doivent lui être communiqués par écrit<sup>22</sup>. Après l'entrée en vigueur de la loi, tout renvoi ou toute suspension de fonctionnaire est illicite, sauf en vertu d'une décision du tribunal<sup>23</sup>.

3. L'ordonnance de 1944 sur les délits civils (*Civil Wrongs*) (Palestine) a été modifiée; aux termes de l'amendement qui lui a été apporté, la grève et le lock-out dans les conflits du travail ne constituent plus la provocation d'une rupture de contrat<sup>24</sup>.

4. Une nouvelle expérience tentée dans le domaine du traitement des toxicomanes a été sanctionnée par la loi<sup>25</sup>. Toute personne condamnée à une peine d'emprisonnement de six mois ou plus, qui souffre de toxicomanie médicalement attestée, peut, si le tribunal est convaincu que le délit pour lequel elle a été condamnée est dû à la toxicomanie et que de ce fait il est probable qu'elle en commettra d'autres, être hospitalisée dans une institution pénitentiaire pour y être traitée. L'ordonnance d'hospitalisation ne peut être rendue par le tribunal que s'il a été avisé par le Ministère de la santé qu'une institution appropriée offre la place nécessaire. La période d'hospitalisation ne peut excéder trois ans, à moins que le condamné ne doive subir une peine d'emprisonnement de plus de trois ans; la période d'hospitalisation est imputée sur l'emprisonnement. Une commission composée d'un juge, qui la préside, d'un psychiatre et d'un troisième membre, tous nommés par le Ministre de la justice, peut mettre fin à l'hospitalisation du prisonnier, avec ou sans conditions, si elle est convaincue

qu'il n'a plus besoin de traitement médical ou qu'il est incurable. Le tribunal qui a prononcé la décision d'hospitalisation a le même pouvoir et il peut reviser, modifier ou abroger sa décision tous les six mois. Libéré de l'hôpital, le condamné n'en reste pas moins tenu de purger le reste de sa peine<sup>26</sup>.

Pour dissiper tous les doutes qui auraient pu se produire, il est maintenant expressément prévu que le tribunal peut mettre en liberté surveillée une personne condamnée à une peine d'emprisonnement. Le tribunal a également le pouvoir de prolonger le sursis, même lorsque le condamné a commis un deuxième délit<sup>27</sup>. Il a même été habilité à différer jusqu'à deux fois l'exécution de la peine<sup>28</sup>.

Le plaignant qui est à l'origine d'une procédure criminelle terminée par l'acquiescement de l'accusé peut être condamné à supporter les frais de la défense; toutefois, aucun arrêt ne sera rendu à cet effet sans que le plaignant ait eu la possibilité de se défendre; celui-ci pourra faire appel de toute décision mettant à sa charge les frais de la défense<sup>29</sup>.

5. La procédure à suivre dans les affaires disciplinaires intentées contre des membres de la police, qui était régie jusqu'à présent par le code militaire britannique, a maintenant été révisée et mise en harmonie avec la procédure criminelle appliquée devant les tribunaux ordinaires. Le membre de la police dont la conduite est contestée judiciairement jouit maintenant dans les procédures disciplinaires de tous les droits des accusés dans un procès criminel<sup>30</sup>.

6. Les jugements des tribunaux militaires qui, dans certains cas exceptionnels, n'étaient pas appelables<sup>31</sup>, sont maintenant sujets à appel<sup>32</sup>.

7. La loi relative à la tromperie criminelle et au chantage a été révisée et confirmée<sup>33</sup>. Est maintenant une infraction criminelle le fait d'une personne qui exploite la détresse, la faiblesse mentale ou la débilité physique d'une autre personne aux fins de recevoir quelque chose d'elle, ou de lui payer déraisonnablement moins que ce qui lui est raisonnablement dû, ou de recevoir d'elle déraisonnablement plus que ce qu'elle doit raisonnablement pour des services qui lui seraient rendus ou des marchandises qui lui auraient été fournies<sup>34</sup>. Quiconque prétend exercer la magie, la sorcellerie ou la divination autrement qu'à titre de pur divertissement se rend coupable d'un délit<sup>35</sup>.

<sup>26</sup> Article 6, *ibid.*

<sup>27</sup> Article 7, *ibid.*

<sup>28</sup> Article 10, *ibid.*

<sup>29</sup> Article 13, *ibid.*

<sup>30</sup> Loi de 5723-1963 portant modification de l'ordonnance sur la police, adoptée le 1<sup>er</sup> juin 1963 (*Sefer Ha-Hukim* 395, p. 86).

<sup>31</sup> Conformément à la réglementation exceptionnelle concernant la défense (Palestine) de 1945.

<sup>32</sup> Loi de 5723-1963 modifiant la juridiction militaire (appel) adoptée le 9 juillet 1963 (*Sefer Ha-Hukim* 400, p. 120).

<sup>33</sup> Loi de 5723-1963 portant révision de la loi pénale (fraude et extorsion) adoptée le 5 août 1963 (*Sefer Ha-Hukim* 403, p. 130).

<sup>34</sup> Article 13, *ibid.*

<sup>35</sup> Article 4, *ibid.*

<sup>17</sup> Articles 56 à 60, *ibid.*, conforme à l'article 9 de la loi de 5717-1957 sur les tribunaux (*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 141).

<sup>18</sup> Article 61, *ibid.*

<sup>19</sup> Articles 62 et 63, *ibid.*

<sup>20</sup> Article 64, *ibid.*

<sup>21</sup> Article 66, *ibid.*

<sup>22</sup> Article 67, *ibid.*

<sup>23</sup> Articles 68 et 69, *ibid.*

<sup>24</sup> Loi de 5723-1963 portant modification (n° 6) de l'ordonnance sur les délits civils, adoptée le 27 mars 1963 (*Sefer Ha-Hukim* 393, p. 76).

<sup>25</sup> Loi portant modification (n° 5) de la révision de la loi pénale (nature des peines) adoptée le 4 juin 1963 (*Sefer Ha-Hukim* 394, p. 80).

8. Dans le domaine de la législation du travail, la coutume établie de longue date qui consiste à verser une indemnité à l'employé lors de son renvoi a maintenant reçu la sanction de la loi<sup>36</sup>. L'indemnité est due à tout employé renvoyé après avoir été au service de l'employeur pendant une période d'un an ou plus<sup>37</sup>. Pour l'application de la loi, il y a renvoi lorsqu'il est mis fin au service de l'employé dans les conditions suivantes : mort de l'employeur ou de l'employé, démission pour cause de maladie ou de maternité ou de changement de résidence; expiration du contrat d'emploi<sup>38</sup>. Lorsque les conditions de travail se sont substantiellement altérées, la démission de l'employé est également considérée comme renvoi<sup>39</sup>. Le montant de l'indemnité est égal au salaire du dernier mois multiplié par le nombre d'années de service lorsqu'il s'agit d'employés rémunérés au mois; dans les autres cas, l'indemnité correspond au salaire de deux semaines multiplié par le nombre d'années de service<sup>40</sup>. L'indemnité est due sans préjudice de la pension ou de tous autres émoluments payables à l'employé sur des fonds spéciaux auxquels aurait contribué l'employeur; toutefois, lorsque la pension est due en vertu d'une loi, elle remplace et exclut l'indemnité<sup>41</sup>. Le droit à l'indemnité est assorti d'un privilège en cas de banqueroute ou de liquidation<sup>42</sup>. Toute renonciation ou transaction concernant l'indemnité doit se faire par écrit<sup>43</sup>. La loi peut ajouter mais non retrancher aux stipulations du contrat d'emploi et l'employé peut prétendre obtenir le plus important des avantages prévus soit par la loi soit par le contrat<sup>44</sup>.

9. Une loi a été adoptée qui donne au Ministre de l'intérieur le pouvoir d'instituer des parcs nationaux et des réserves naturelles et d'y affecter des terres du domaine de l'Etat<sup>45</sup>.

10. La loi de 5724-1964 sur la détermination de l'âge<sup>46</sup> prévoit la possibilité d'obtenir un jugement déclaratoire lorsque la date de naissance ou l'âge d'une personne n'a pas été ou a été mal enregistré ou consigné. Le jugement déclaratoire rendu par le tribunal en vertu de la loi détermine irrévocablement l'âge du demandeur à toutes fins utiles<sup>47</sup>. Pour la détermination de l'âge, le tribunal peut, s'il estime que la justice l'exige, s'écarter des règles générales relatives aux éléments de preuve<sup>48</sup>.

11. Aux termes d'une modification<sup>49</sup> apportée à la loi de 5718-1958<sup>50</sup>, sur la protection des salaires, les salaires peuvent être payés non plus seulement à l'employé lui-même mais encore, sur instruction écrite de sa part, à son conjoint, à un parent, un enfant ou un collègue, ou encore à la colonie agricole (*kibboutz*) dont il est membre, ou encore à une banque ou à une autre institution autorisée à cet effet par le Ministère du travail<sup>51</sup>. Toute demande d'indemnité fondée sur un retard dans le paiement des salaires est prescrite à l'expiration d'un délai de un an à compter du début du retard de paiement<sup>52</sup>. L'indemnité peut être réduite par le tribunal ou par la direction des salaires si le retard de paiement est dû à une erreur commise de bonne foi ou à une contestation sur le montant dû, ou encore à des causes indépendantes de la volonté de l'employeur<sup>53</sup>.

## II. DÉCISIONS DE JUSTICE

### 1. LIBERTÉ DE LA PRESSE

#### OUTRAGE AU TRIBUNAL

#### PUBLICATIONS PRÉJUDICIALES À UN DÉFENDEUR

##### *Cour suprême d'Israël*

##### *siégeant comme Cour d'appel criminelle*<sup>54</sup>

*Dissentchik et consorts contre le Procureur général*  
20 février 1963

Un homme du nom de Blitz avait été accusé de meurtre. Son procès s'ouvrit le 5 novembre 1958 devant le tribunal du district de Tel-Aviv; en ce jour, il plaida non coupable. Son procès se poursuivit durant plusieurs jours. Le 6 novembre 1958, les appelants, qui sont respectivement l'éditeur et le chroniqueur judiciaire d'un quotidien, publièrent un compte rendu des débats dans lequel, après mention du fait que l'accusé avait plaidé non coupable, on trouvait le commentaire suivant : « Antérieurement, avant l'ouverture du procès, l'accusé avait donné une réponse toute différente à la question d'un journaliste. Toutefois, ce que l'accusé déclare à un journaliste ne l'engage pas aussi longtemps qu'il ne le répète pas devant le tribunal. Ainsi, le tribunal va maintenant devoir instruire son procès sur la base des témoignages qui seront fournis... ».

Les appelants furent accusés d'avoir contrevenu à l'article 41 de la loi de 5717-1957<sup>55</sup> sur les tribunaux et furent acquittés par le tribunal de la magistrature pour la raison que la publication « ne visait pas à influencer sur le cours ou l'issue du procès ». Sur appel, le tribunal de district reforma cette décision et considéra que les appelants étaient coupables. La possibilité d'un appel devant la Cour suprême fut accordée.

<sup>49</sup> Loi de 5724-1963 portant amendement du régime de protection des salaires, adoptée le 24 décembre 1963 (*Sefer Ha-Hukim* 412, p. 35).

<sup>50</sup> Voir *Annuaire des droits de l'homme pour 1958*, p. 102.

<sup>51</sup> Article 1, *ibid.*

<sup>52</sup> Article 5, *ibid.*

<sup>53</sup> Article 6, *ibid.*

<sup>54</sup> Rapporté dans 17 *Piskei-Din* 169.

<sup>55</sup> Reproduite intégralement dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 141.

<sup>36</sup> Loi de 5723-1963 sur l'indemnité de cessation d'emploi adoptée le 6 août 1963 (*Sefer Ha-Hukim* 404, p. 136).

<sup>37</sup> Articles 1 et 2, *ibid.*

<sup>38</sup> Articles 4 à 9, *ibid.*

<sup>39</sup> Article 11, *ibid.*

<sup>40</sup> Article 12, *ibid.*

<sup>41</sup> Articles 14 et 15, *ibid.*

<sup>42</sup> Article 27, *ibid.*

<sup>43</sup> Article 29, *ibid.*

<sup>44</sup> Article 31, *ibid.*

<sup>45</sup> Loi de 5723-1963 concernant les parcs nationaux et réserves naturelles, adoptée le 7 août 1963 (*Sefer Ha-Hukim* 404, p. 149).

<sup>46</sup> Adoptée le 12 novembre 1963 (*Sefer Ha-Hukim* 407, p. 7).

<sup>47</sup> Article 5.

<sup>48</sup> Article 4.



Sur nouvel appel, celle-ci a confirmé la condamnation.

Selon le juge Sussman : « ... Le conseil des appelants soutient que, dans ce pays où les procès se déroulent uniquement devant des juges professionnels, l'influence que pourraient exercer les publications dans les journaux est vraisemblablement bien moindre que dans les pays où les faits sont établis par un jury... Je conviens que notre procédure criminelle justifie une attitude plus libérale à l'égard des publications relatives à des affaires en instance. Le juge professionnel qui passe les témoignages au crible et donne par écrit les raisons de ses conclusions est moins vulnérable aux commentaires de presse qu'un juré qui revient au tribunal simplement pour proclamer un accusé « coupable » ou « non coupable », sans jamais révéler les raisons de sa position. Toutefois, si c'est à bon droit que le public en général présume qu'un juge professionnel est capable de ne pas se laisser influencer par ce qu'il lit dans les journaux, il n'en résulte pas moins que chacun est tenu, envers le juge, de ne pas tenter de susciter en lui un préjugé ou une idée préconçue à propos d'une affaire en instance devant le tribunal dont il fait partie. Ce serait une erreur de croire que le pouvoir judiciaire est une machine rigoureuse qui, sur la base des témoignages qui lui sont fournis, donne les conclusions exactes qui doivent en découler. Comme l'a déclaré le juge Frankfurter <sup>56</sup> : « Les juges sont également des êtres humains et nous « savons mieux que nos devanciers combien puissant est l'entraînement de l'inconscient et combien bien fallacieuse la démarche rationnelle... »

« D'une manière générale, il n'est pas possible de déterminer si, en réalité, une publication a ou n'a pas exercé une influence. C'est pourquoi la culpabilité de l'éditeur ne peut dépendre du tort effectivement causé par la publication. Le risque qu'un tort soit causé suffit à entraver le bon exercice de la justice ; dans nos tribunaux, la justice est administrée par l'audition publique des témoignages et des arguments et toute enquête qui subit une influence extérieure, soit du fait d'une déclaration publique soit du fait d'un écrit public, n'est plus une procédure judiciaire...

« La présente accusation est soutenue en vertu d'une loi récemment adoptée par le pouvoir législatif. Elle est donc sans rapport avec le fait que le délit d'outrage à un tribunal a été conçu à l'origine dans un régime de monarchie absolue et que, primitivement, l'outrage aux juges du roi équivalait à un outrage au roi lui-même. Nous ne considérons plus ici l'outrage à un juge déterminé qui a été saisi d'une affaire... Ce dont il s'agit, c'est d'une immixtion dans une procédure judiciaire sous la forme d'une déclaration contraire à ce qui s'est manifesté dans un tribunal public, à savoir que le défenseur a admis sa culpabilité devant le journaliste alors qu'il l'a niée devant le tribunal. Cela revient à inviter le public à juger l'affaire sur la base de ce qui a été déclaré au journaliste, comme si l'enquête judiciaire menée suivant les règles qui s'imposent au tribunal n'avait aucune importance. Si libre et si démocratique que soit le régime,

l'intégrité de l'activité judiciaire doit être sauvegardée si l'on veut éviter que liberté et anarchie ne deviennent synonymes...

« Toute question relative à un procès peut être traitée devant le public soit avant l'ouverture du procès soit après sa clôture. Ce n'est que pendant le déroulement du procès que, par une sorte de moratoire, tout débat public est interdit. Le public a le droit de connaître tout ce qui se passe au tribunal pendant le procès, mais en quoi l'intérêt public est-il servi si l'on rapporte que le défenseur a fait une déclaration privée à un journaliste qui contredit la position qu'il a adoptée devant le tribunal ? Il est vrai qu'une révélation de ce genre peut avoir un caractère sensationnel et susciter une tension dramatique ; toutefois, ce n'est pas en vue de satisfaire des désirs de ce genre que la liberté de la presse existe. De même que la liberté d'expression ne comporte pas la liberté d'insulter, elle n'implique pas non plus la liberté d'empiéter sur la compétence des tribunaux et de se prononcer sur la culpabilité d'un homme dont le procès est en cours...

« En Angleterre, il a été jugé que la publication de la confession d'un meurtre par un homme qui avait été arrêté mais non encore accusé, constituait le délit d'outrage aux tribunaux <sup>57</sup>. *A fortiori* dans le cas présent, où un homme a été accusé et plaide non coupable, la publication ne peut avoir eu pour but que de donner l'impression que sa défense n'était pas sincère. Contester l'accusation est un droit fondamental de tout accusé ; il est alors présumé innocent jusqu'à ce que la preuve de sa culpabilité ait été rapportée. La publication des appelants constitue une violation de ce droit ; elle tend à réduire l'efficacité de la défense de l'accusé et, en conséquence, d'ébranler la présomption d'innocence.

« Je tiens à ajouter que je suis surpris de constater que — dans ce cas comme en de nombreuses autres occasions — la police permet aux journalistes d'interroger les accusés pendant leur procès. Aussi longtemps que le procès est en instance, les journaux ne peuvent rien publier qui soit de nature à influencer le déroulement du procès ; quel sens y a-t-il à autoriser des journalistes à recueillir une documentation qu'aussi bien ils ne pourront publier ? Il n'est en rien conforme à l'intérêt public que des accusés soient interrogés par la presse pendant leur procès et je pense qu'il devrait être mis fin à ces pratiques. »

Selon le juge Berinson : « ... L'argument selon lequel la publication incriminée était conforme à l'intérêt public me paraît dépourvu de pertinence. La loi détermine ce qu'il est de l'intérêt public de publier ou de ne pas publier et la loi dispose que tout ce qui peut influer sur l'issue d'un procès ne peut être publié, sans qu'il importe de savoir si la publication est ou non conforme à l'intérêt public.

« Quiconque tente d'influencer un juge, même en privé, concernant la culpabilité ou l'innocence d'une personne attrait devant lui, se rend coupable du « délit d'outrage grave au tribunal » <sup>58</sup> et

<sup>57</sup> *R. contre Clarke* 103 L.T.R. 636.

<sup>58</sup> *Affaire Dyce Sombre* (1849) 41 Eng. Rep., p. 1209.

<sup>56</sup> *Affaire Pennekamp contre Florida*, 66 S.C., p. 1042.

la presse ne jouit d'aucun privilège par rapport aux particuliers<sup>59</sup>. Au contraire, la presse remplit une importante fonction publique et les informations de presse sont normalement et généralement considérées comme véridiques. L'information selon laquelle un accusé a reconnu sa culpabilité devant un journaliste induit tout lecteur normal à considérer que cet homme est coupable; un juge lui-même, qu'il le veuille ou non, peut être influencé par une publication de ce genre; il n'est qu'un être humain et il ne peut savoir lui-même s'il a réussi à ne tenir aucun compte d'un renseignement qui peut l'avoir atteint par mégarde... La tâche du juge le plus consciencieux et le plus prudent est déjà suffisamment ardue pour qu'il ne soit pas permis de la compliquer encore en autorisant la publication irresponsable de données dont il ne devrait pas avoir connaissance...

« Je voudrais cependant déclarer, à l'honneur de la presse israélienne, que lorsqu'il s'agit de procès en cours elle agit en général avec réserve et discrétion et avec tout le respect dû aux tribunaux. En cette occasion — la première où il est donné à ce tribunal de connaître d'un appel dans ce domaine — il est d'autant plus fondé à proclamer sans équivoque que la Cour suprême de ce pays ne tolérera pas que la presse s'immisce dans un procès en instance devant une juridiction. Afin que la presse soit parfaitement avertie de ce qui l'attend si l'on tente d'introduire dans ce pays le système du jugement dans les journaux, les tribunaux sont par devoir tenus de faire avorter par une attitude énergique toute tentative de ce genre et d'empêcher que cette pratique ne s'insinue dans notre vie juridique et sociale... »

## 2. PEINES — INTERPRÉTATION LA PLUS FAVORABLE — MISE EN PROBATION DES DÉLINQUANTS

*Cour suprême d'Israël*  
*siégeant comme Cour d'appel criminelle*<sup>60</sup>

*Le Procureur général contre Weigel*  
23 avril 1963

L'intimé avait été reconnu coupable d'infractions à la loi de 5722-1962 portant révision du droit pénal (délits de prostitution)<sup>61</sup>. En vertu de l'article 10 de ladite loi, toute personne reconnue coupable d'un délit de ce genre « sera punie d'une peine d'emprisonnement, complétée ou non d'une autre peine, et l'exécution de la peine d'emprisonnement ne sera pas suspendue ». Au lieu d'infliger une peine au coupable, le tribunal de district avait ordonné qu'il soit mis sous la surveillance d'un agent du service de probation pour une période de trois ans<sup>62</sup>. Sur appel du procureur général, il a été soutenu qu'en vertu de la loi une condamnation à une peine de prison était obligatoire et que l'ordonnance de mise en probation n'était pas conforme.

La Cour a jugé, à la majorité, que l'ordonnance de mise en probation était valable.

<sup>59</sup> R. contre Gray (1900) 2 Q.B.D., p. 40.

<sup>60</sup> Rapporté dans 17 *Piskei-Din* 712.

<sup>61</sup> Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 123.

<sup>62</sup> En vertu de l'ordonnance sur la mise en probation des délinquants (Palestine) de 1944.

Selon le juge Berinson : « ... La loi prévoit expressément qu'il ne peut être prononcé de peine dont l'exécution soit suspendue, mais elle ne dit rien en ce qui concerne la probation. Si l'intention du législateur avait été d'exclure également les mises en probation, rien ne lui était plus facile que de le préciser. Le principe général est que l'abolition ou l'exclusion de l'application d'une loi en vigueur ne peut être présumée ou implicite; il faut à cet effet une législation expressée, *a fortiori* lorsque la loi en vigueur est à l'avantage d'une personne inculpée ou reconnue coupable d'un délit criminel... »

« L'ordonnance concernant la mise en probation des délinquants permet au tribunal d'ordonner la mise en probation du coupable au lieu de le condamner; il n'y a donc pas nécessairement contradiction entre cette ordonnance et la loi en question. Celle-ci prévoit que certaines peines sont obligatoires si le tribunal se prononce pour condamner l'inculpé, mais elle ne prescrit aucune peine, obligatoire ou non, pour le cas où le tribunal déciderait non de condamner le délinquant, mais de le mettre sous probation... La probation est une méthode de traitement totalement différente des peines ordinaires. Il s'agit d'une méthode purement éducative à laquelle ne s'attache rien d'humiliant. Elle se fonde sur la confiance en l'homme et dans les qualités qu'il recèle et qui peuvent être mises en évidence si l'on prend la peine de l'aider et de le conduire sur le bon chemin. La peine, d'autre part, est trop souvent une mesure désespérée prise par la société pour se protéger lorsque aucune autre mesure ne s'est avérée efficace. Il me paraît inconcevable que le pouvoir législatif prive les tribunaux de cette autre possibilité importante et intéressante que constitue la probation, sans le dire expressément... »

## 3. POUVOIRS PUBLICS — ENTRAVES À L'EXERCICE DES DROITS PRIVÉS — PAS D'EXÉCUTION FORCÉE SANS UN PROCÈS EN BONNE ET DUE FORME

*Cour suprême d'Israël*  
*siégeant comme Cour d'appel civile*<sup>63</sup>

*Buhakov contre le Conseil municipal de Herzlia*  
11 juillet 1963

L'intimé est investi du pouvoir de construire et d'élargir les routes et, à cette fin, de prendre possession et d'exproprier le sol sous réserve de l'observation de certaines conditions stipulées par la loi<sup>64</sup>. Il avait été signifié à l'appelant que l'intimé avait l'intention d'exercer ses pouvoirs à l'égard d'une partie du sol dont il est propriétaire; dans la signification, l'appelant était invité à vider les lieux dans un délai d'un mois, faute de quoi l'intimé en prendrait possession et l'expulserait de force. L'appelant refusa de se conformer à la signification. Deux mois plus tard, l'intimé prit possession du sol, abattit une clôture qui s'y trouvait, déracina quelques arbres et élargit la route qui longeait la parcelle.

<sup>63</sup> Rapporté dans 17 *Piskei-Din* 1583.

<sup>64</sup> Ordonnance de 1936 sur l'aménagement des villes (Palestine).

L'appelant cita l'intimé en justice pour violation de propriété, demandant qu'il lui soit enjoint de respecter son droit de propriété, de rétablir le *statu quo ante* et de lui verser des dommages. Les deux tribunaux inférieurs qui eurent à connaître de cette affaire donnèrent tort à l'appelant.

Sur nouvel appel, la Cour a réformé leur jugement.

Selon le juge Manny : « ... La règle suivant laquelle personne ne peut se faire justice à soi-même est l'un des fondements de notre droit et le pouvoir législatif est présumé, sauf disposition contraire expresse, avoir l'intention de maintenir cette règle... Le pouvoir donné aux autorités de prendre possession du sol pour élargir les routes a un caractère substantiel et non formel ; il s'agit d'un pouvoir de l'autorité publique dont l'exécution peut être imposée, en cas de nécessité, par le recours aux tribunaux. Cependant, aucun droit, qu'il soit dévolu à une autorité publique ou à un particulier, ne peut être exercé par la force sans que la loi le prévoie expressément... »

Selon le juge Halévy : « ... La loi relative à la pénétration de force dans une propriété par une personne qui est autorisée à en prendre immédiatement possession n'est pas la même en Israël qu'en Angleterre. D'après un texte remontant à 1381 (*Statutes of forcible entry*), un tel acte est passible de peines, mais d'après la *Common Law* anglaise, le propriétaire ou le légitime occupant a toujours eu le droit de pénétrer sur sa propriété ou d'en prendre possession même de force. Telle n'a jamais été la loi en Israël, où le propriétaire et l'occupant légitime eux-mêmes doivent recourir aux tribunaux pour reprendre possession de leur bien<sup>65</sup>. La même règle a été applicable lorsque le propriétaire a demandé et reçu l'aide de la police pour expulser celui qui troublait sa jouissance ; ni lui ni la police ne peuvent recourir à la force pour pénétrer sur une propriété sans avoir au préalable obtenu un jugement du tribunal compétent<sup>66</sup>. La pénétration de force est un délit en Israël également<sup>67</sup> et il peut être commis aussi bien par celui qui viole le droit de propriété que par le légitime propriétaire<sup>68</sup>. Rien dans la loi invoquée ne justifie une dérogation à la règle générale en faveur de l'intimé ; ayant exercé son pouvoir discrétionnaire en matière d'élargissement de route, ce qui nécessitait qu'il soit pris possession d'une partie du fonds de l'appelant, l'intimé se trouvait dans la situation d'une personne ayant légitimement droit à la possession immédiate du sol, ce qui lui donnait une excellente base pour agir devant les tribunaux, mais ne lui donnait pas le droit de pénétrer de force dans la propriété... »

Arrêt en faveur de l'appelant, avec mise à charge des frais.

<sup>65</sup> Article 24 de la loi de 1913 sur la magistrature ottomane.

<sup>66</sup> *Goldstein contre le Gardien des biens de propriétaires absents* (1949) dans *Piskei-Din*, p. 726.

<sup>67</sup> Article 91 de l'ordonnance de 1936 relative au Code pénal (Palestine).

<sup>68</sup> *Kahanovitz contre le Procureur général* (1949) 2 *Piskei-Din* 890.

#### 4. ACCÈS AUX TRIBUNAUX — DISCRIMINATION — JURIDICTION ÉTRANGÈRE

*Cour suprême d'Israël*  
*siégeant comme Cour d'appel civile*<sup>69</sup>

*Union Insurance Co. contre Moshe*  
18 mars 1963

La société appelante avait délivré à l'intimé une police d'assurance contenant une stipulation aux termes de laquelle toute contestation serait du ressort des tribunaux du pays où il résidait à l'époque. Plus tard, l'intimé dut quitter le pays à cause de persécutions religieuses et raciales. Lorsqu'il quitta le pays, tous ses biens furent saisis par l'État sans compensation et il fut privé de sa nationalité ainsi que de tous ses droits civils.

Il introduisit une action concernant la police d'assurance devant les tribunaux d'Israël. Le tribunal de district rejeta la thèse de l'appelant selon laquelle, en vertu de la police, l'action aurait dû être intentée dans le pays où l'intimé avait eu autrefois sa résidence et qui déclinait la compétence des tribunaux israéliens.

Sur appel, la Cour suprême a confirmé le jugement dont il était fait appel. Lorsque les tribunaux israéliens sont investis par la loi israélienne d'une compétence déterminée, ils ne peuvent la dénier pour le seul motif que les parties seraient convenues de régler leurs litiges dans un pays étranger si la partie qui se fonde sur les termes de cet accord s'assure ainsi la possibilité d'échapper en tout ou en partie aux obligations qu'elle a contractées envers l'autre partie, ou si l'une des parties appartient à un groupe à l'égard duquel le pays étranger en question pratique une discrimination pour des raisons de race, de religion, de politique ou d'opinion en général, ou pour des raisons de propriété ou de statut.

#### 5. LIBERTÉ DE MOUVEMENT

##### — DROIT DE QUITTER LE PAYS —

PRIORITÉ DU DROIT DES ENFANTS À L'ENTRETIEN

*Cour suprême d'Israël*  
*siégeant comme Cour d'appel civile*<sup>70</sup>

*Howard contre Howard*  
30 avril 1963

L'appelant était domicilié en Australie et possédait la nationalité australienne. Il devait entretenir sa fille en bas âge, résidant en Israël, en vertu d'un jugement d'un tribunal israélien. Une ordonnance fut demandée au tribunal, et obtenue, lui interdisant de quitter le pays jusqu'à ce qu'il ait garanti le paiement de la rente d'entretien qu'il devait à sa fille jusqu'à sa majorité (18 ans).

Sur appel, la Cour suprême a confirmé le jugement.

Selon la cour : dans un cas antérieur<sup>71</sup>, la cour s'était demandé si elle était compétente pour limiter la liberté de mouvement des personnes lorsqu'il y avait des raisons de penser qu'elle pourraient ne pas se conformer à leurs obligations à l'avenir. La

<sup>69</sup> Rapporté dans 17 *Piskei-Din* 646.

<sup>70</sup> Voir 17 *Piskei-Din* 747.

<sup>71</sup> *Kovatz contre Kovatz* (1952) 6 *Piskei-Din*, p. 116.

cour avait trouvé une réponse affirmative tant dans les dispositions de la loi ottomane que dans les dispositions de la loi juive<sup>72</sup> qui, toutes deux, traitent du cas des obligations non encore sanctionnées par un jugement. Il ne fait aucun doute que la règle s'applique *a fortiori* lorsqu'il existe une dette fixée par jugement et qui n'a pas été acquittée. Le droit d'un visiteur ou d'un citoyen à quitter le pays est soumis aux limitations imposées par la loi en vue de protéger d'autres droits supérieurs et il ne peut jamais être invoqué pour faire obstacle au droit à l'entretien d'un enfant en bas âge.

Ordonnance rapportée à la condition qu'une garantie bancaire soit fournie au greffier du tribunal de district.

6. BIEN-ÊTRE DES ENFANTS  
— DROITS DES PARENTS —  
CONFLITS DE RELIGIONS

*Cour suprême d'Israël  
siégeant comme Cour d'appel civile*<sup>73</sup>

*El-Zaffadi contre le Procureur général et consorts*  
11 juillet 1963

L'appelant, musulman, prétendait être le père d'un enfant né d'une mère juive hors des liens du mariage et qui était décédée entre-temps. Il apparut que l'enfant était l'unique héritier d'une propriété que sa mère lui avait laissée. Sur demande de l'appelant, le tribunal islamique *Sharia* rendit une ordonnance aux termes de laquelle l'appelant était reconnu comme le père de l'enfant et en recevait la garde ainsi que celle de la propriété. Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère la loi<sup>74</sup>, le Procureur général demanda au tribunal de district de rendre une ordonnance interdisant à l'appelant de prendre l'enfant sous sa garde et de s'immiscer dans l'administration de ses biens.

L'ordonnance fut rendue et, sur appel, maintenue.

Selon le juge Cohn : « ... Le savant juge du tribunal et le savant conseil qui comparaissent devant nous ont étudié avec la plus grande minutie et avec beaucoup de peine les complexités de la loi islamique et de la loi juive ainsi que la loi qui règle les rapports entre les religions ; je crois cependant que cette affaire tourne autour d'un point très simple, à savoir le bien-être de l'enfant en question. La loi<sup>75</sup> dispose que les parents, père et mère ensemble, ont en commun la garde de leurs enfants, peu importe s'ils sont mariés l'un à l'autre ou non. En cas de décès de l'un d'entre eux, le parent survivant obtient la garde à la condition que le tribunal compétent n'en décide pas autrement, toujours eu égard uniquement au bien-être de l'enfant. Le pouvoir ainsi reconnu aux tribunaux est en fait un devoir qui leur est imposé ; le bien-être de

l'enfant passe avant toute autre considération<sup>76</sup> et l'emporte sur les droits, des parents, et, si l'on peut faire confiance aux parents pour faire valoir leurs droits, c'est lorsque ces droits doivent vraisemblablement entrer en conflit avec les intérêts bien compris des enfants que les tribunaux sont tenus d'intervenir...

« Le tribunal du jugement duquel il est fait appel était convaincu, sur la base des éléments dont il disposait, qu'il était conforme à l'intérêt bien compris de l'enfant qu'elle demeure dans l'institution où elle avait été élevée depuis la mort de sa mère. A l'encontre de cette opinion, l'appelant soutient qu'il a maintenant obtenu un jugement du tribunal islamique *Sharia* dans lequel il est déclaré, notamment, qu'il est apte et digne d'avoir la garde de l'enfant et que celle-ci est musulmane ; il soutient donc qu'il est de l'intérêt de l'enfant qu'elle soit élevée avec son père et dans la foi musulmane. Je reconnais qu'en général il est de l'intérêt de l'enfant d'être élevé dans la foi de ses parents, mais je ne pense pas que cette considération doive être déterminante. Lorsque l'alternative qui se présente au tribunal est d'assurer le bien-être physique et mental de l'enfant ou de le faire élever dans la foi de son père, et qu'il est impossible de combiner les deux, le bien-être physique et mental doit avoir la priorité sur la foi. Dans l'affaire qui nous occupe, le tribunal n'était pas convaincu, sur la base des témoignages dont il disposait, et compte dûment tenu des conclusions du tribunal islamique *Sharia*, que l'appelant fût capable ou désireux d'entourer l'enfant de tous les soins requis... En outre, la foi du père était ici en conflit avec celle de la mère, et la question de la priorité entre elles était une question controversée.

« Dans un cas de ce genre, la compétence d'un tribunal islamique *Sharia* dépend de la question de savoir si l'enfant est musulman ou non. Il apparaît que la loi islamique la considère comme musulmane parce que son père est musulman et la loi juidaïque comme juive parce que sa mère est juive. Ce conflit ne doit pas nécessairement être résolu dans le cas présent, étant donné que, de toute manière, quelle que soit la loi religieuse personnelle de l'enfant, c'est son bien-être qui passe en premier lieu et qui doit être la seule considération à retenir. Il me semble cependant que, par analogie avec les personnes qui ont une double nationalité ou un double domicile, lorsqu'une personne a, en raison de la loi, deux religions, c'est la religion « effective » qui en détermine les droits. Lorsqu'il s'agit d'un adulte, le caractère « effectif » de l'une des religions ressort de la vie de l'individu en question, de sa conduite et de l'expression de son opinion. Dans le cas d'un enfant mineur, il n'est pas possible de tirer valablement de telles conclusions ; le caractère effectif d'une religion ne peut alors être déterminé qu'en fonction de ses intérêts essentiels, non seulement parce que les intérêts vitaux de l'enfant sont, en tout état de cause, la considération déterminante dans toutes les questions qui le concernent, mais encore parce que la loi doit présumer que, si l'enfant pouvait exprimer ses pré-

<sup>72</sup> Article 656 de la *Mejelle*, et *Hoshen Mishpat* 73, 10.

<sup>73</sup> Voir 17 *Piskei-Din* 1419.

<sup>74</sup> Loi de 5715-1955 sur l'intérêt public (procédure applicable aux affaires concernant les mineurs, les personnes atteintes de maladies mentales et les absents) ; voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 154.

<sup>75</sup> Loi de 5711-1951 sur l'égalité de droit des femmes, article 3.

<sup>76</sup> Selon le juge Silberg dans *Steiner contre Procureur général*, *Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 155.

férences, il choisirait la religion (le domicile, ou la nationalité) qui serait pour lui la plus avantageuse et lui apporterait le plus grand bien-être... Il s'ensuit que le tribunal islamique *Sharia* n'aurait pu se déclarer compétent qu'après qu'il aurait été établi que l'Islam était la religion « effective » de l'enfant ; mais, comme ce fait n'a jamais été établi, le tribunal islamique n'était pas compétent. »

7. ORDRE PUBLIC — PROTECTION DE LA FAMILLE —  
CONTRAT EN VUE D'UN MARIAGE FUTUR

*Cour suprême d'Israël*  
*siégeant comme Cour d'appel civile*<sup>77</sup>

*Riesenfeld contre Jacobson*  
15 mai 1963

L'appelant, homme marié, était convenu avec l'intimée qu'après dissolution de son mariage il l'épouserait. Entre-temps, ils vécurent ensemble dans un appartement acheté par l'appelant mais au nom de l'intimée. Il avait été expressément conclu entre eux qu'en cas de séparation (avant ou après leur mariage), l'appartement reviendrait à l'appelant et lui serait restitué. En réalité, l'appelant et l'intimée ne se marièrent jamais et ils se séparèrent, l'appartement restant occupé par l'intimée. Une instance introduite par l'appelant en vue d'obtenir qu'il soit déclaré que l'appartement était bien sa propriété et que l'enregistrement au nom de l'intimée soit annulé, avait été rejetée par le tribunal de district, motif pris que le contrat conclu entre les parties était contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs et qu'il ne pouvait servir de base à aucune action.

Sur appel, la Cour a réformé le jugement à la majorité.

Selon le juge Cohn : « ... A supposer que le contrat par lequel un homme marié s'engage à épouser une autre femme après la dissolution de son mariage, ou que le contrat par lequel un homme marié s'engage à vivre maritalement avec une autre femme, soient illégaux ou immoraux, la question se pose de savoir si l'instance en cause se fonde sur un tel contrat... Le seul contrat qui puisse être présenté comme la cause de l'instance est la promesse faite par l'intimée de restituer l'appartement à l'appelant dans l'éventualité (notamment) où ils ne se marieraient pas l'un à l'autre. Si le contrat aux termes duquel ils s'engageaient à se marier l'un à l'autre après la dissolution du mariage de l'appelant était entaché d'immo-

ralité ou d'illégalité, la légalité et la morale ont repris leurs droits lorsque l'intimée a refusé d'exécuter le contrat; ce faisant, elle a fait triompher le droit et la morale et elle s'est par là même obligée à exécuter la stipulation selon laquelle elle devait restituer l'appartement à l'appelant. Pourquoi les tribunaux devraient-ils refuser l'exécution de cette stipulation ?

« Quoi qu'il en soit, si le droit coutumier anglais a toujours considéré comme contraires à l'ordre public et, de ce fait, comme inapplicables, les contrats conclus par des hommes mariés en prévision de la dissolution de leur mariage, tel n'est pas le cas de la loi d'Israël... La règle anglaise tire son origine de la conception sacramentelle du mariage<sup>78</sup> et son but est de protéger une institution sacrée de toute atteinte qui pourrait provenir de l'exécution d'obligations contractuelles contraires. Mais, différente en cela de la loi anglaise, la loi judaïque, qui s'applique en Israël aux mariages entre juifs, n'institue aucun « état » de mariage dont les parties, dès qu'elles y sont entrées, ne pourraient se libérer que par un acte législatif ou judiciaire. Dans la loi judaïque, le mariage est un contrat, très solennel certes, entre l'homme et la femme ; comme ils ont conclu librement ce contrat, ils peuvent toujours le rompre librement en tout temps et pour quelque raison que ce soit. Lorsque les époux conviennent de dissoudre leur mariage, le tribunal ne joue qu'un rôle de contrôle et d'exécution ; contrairement à ce qui se passe dans d'autres systèmes, il ne « prononce » pas le divorce, mais veille simplement à ce que le divorce, convenu par les parties, soit convenablement exécuté. C'est en ce point, où elle s'écarte des autres lois, que réside la singularité, et l'on peut même dire la modernité, de la loi judaïque. Pas d'état imposé qu'on le veuille ou non, mais le droit pour les deux époux de déterminer librement s'ils se marieront et quand ils se marieront, ou s'ils rompent les liens du mariage et quand ils le feront. Il s'ensuit que l'on ne peut prétendre qu'un accord est contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs pour la seule raison qu'il présuppose ou prévoit le consentement préalable d'un tiers à la dissolution du mariage ; les parties sont liées par leurs contrats aussi longtemps seulement qu'elles ne conviennent pas d'y mettre fin et il n'y a aucun mal à souscrire à un accord qui ne devra entrer en vigueur que lorsqu'il pourra être exécuté de manière qu'un contrat antérieur ne soit pas rompu... »

<sup>77</sup> Rapporté dans 17 *Piskei-Din* 1009.

<sup>78</sup> Citant l'opinion de lord Russell de Killowen dans l'affaire *Fender contre Mildmay* (1938) A.C. 1.

## ITALIE

### NOTE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES DROITS DE L'HOMME EN 1963<sup>1</sup>

#### I. LÉGISLATION

*Loi n° 66 du 9 février 1963 (Gazzetta Ufficiale n° 48 du 19 février 1963) relative à l'accès des femmes aux fonctions et emplois publics*

Les articles 3 et 51 de la Constitution italienne (qui sont conformes aux principes énoncés aux articles 7 et 21 de la Déclaration universelle) disposent respectivement que tous les citoyens ont la même dignité sociale et sont égaux devant la loi, sans distinction de sexe, et que tous les citoyens « des deux sexes » peuvent, dans des conditions d'égalité, accéder aux fonctions publiques et aux charges électives. Etant donné la présence dans la Constitution de ces normes obligatoires, il était nécessaire d'abroger la loi n° 1176 du 17 juillet 1919 ainsi que le règlement d'administration publique pertinent pris par le décret royal n° 39, daté du 4 janvier 1920, qui imposaient des limitations considérables à la participation des femmes aux emplois et charges publics. [Déjà, par sa décision n° 33<sup>2</sup> du 13 mai 1960, la Cour constitutionnelle avait déclaré inconstitutionnel l'article 7 de la loi de 1919.]

A l'heure actuelle, avec la loi du 9 février 1963, toutes les limitations à l'accès des femmes aux emplois et charges publics ont disparu en droit.

L'article premier de cette loi dispose que « Les femmes peuvent accéder à toutes les charges, fonctions et emplois publics, y compris la magistrature, cette faculté s'étendant à tous les tableaux, carrières et catégories, sans limitation aucune quant aux attributions et au déroulement de la carrière, sous réserve des conditions fixées par la loi. L'enrôlement des femmes dans les forces armées et dans les formations spéciales est régi par des lois particulières ». L'article 2 prononce l'abrogation de la loi n° 1176 du 17 juillet 1919 et du règlement d'administration publique n° 39 du 4 janvier 1920, ainsi que de toute autre disposition incompatible avec la présente loi.

Il existe un autre texte législatif visant à protéger les droits des femmes qui travaillent : il s'agit de

la loi n° 7 du 9 janvier 1963 (G.U. n° 27 du 30 janvier 1963), qui abolit, dans les contrats de travail, la clause dite de célibat, clause qu'un tribunal italien, dans une décision rendue en 1961, avait déjà déclarée illégale, parce qu'elle était incompatible tant avec les normes constitutionnelles pertinentes qu'avec les principes de la morale sociale<sup>3</sup>.

Cette loi du 9 janvier 1963 interdisant le *licenciement des travailleuses pour cause de mariage et modifiant la loi n° 860 du 26 août 1950 sur la protection physique et économique des mères qui travaillent*, vise tant à donner effet à l'article 37 de la Constitution — qui sanctionne l'égalité des droits entre la femme qui travaille et le travailleur masculin et, en même temps, protège l'exercice des fonctions familiales de la femme (conformément aux principes énoncés au paragraphe 2 de l'article 23 et au paragraphe 2 de l'article 25 de la Déclaration universelle) — qu'à donner plein effet, sur le plan normatif interne, aux principes établis en matière de protection de la maternité par la Convention 103 de l'Organisation internationale du Travail.

La loi frappe de nullité et considère comme « non avenues » les clauses de quelque nature qu'elles soient, figurant dans des contrats individuels, des conventions collectives ou des règlements, et qui prévoient la résolution du contrat de travail des femmes en cas de mariage. Sont également frappés de nullité les licenciements pour cause de mariage (article premier).

Etant donné qu'il est extrêmement difficile pour celui qui prête ses services de prouver que le contrat de travail a été résilié pour cause de mariage, on inscrit, dans ce même article premier, une présomption *juris et de jure*, selon laquelle les licenciements ordonnés pendant la période allant du jour où a été présentée la demande de publication des bans jusqu'à un an après la célébration du mariage seront censés avoir été ordonnés pour cause de mariage, sauf si l'employeur peut prouver que le licenciement est dû à l'un des autres motifs prévus par la loi n° 860, du 26 août 1950<sup>4</sup>, à l'article 3, paragraphe 2, a, b, c, (à savoir : faute de la part de la travailleuse, constituant un motif valable ; cessation de l'activité de l'entreprise ;

<sup>1</sup> Note rédigée par M<sup>lle</sup> Maria Vismara, Directrice des études et publications de l'Association italienne pour les Nations Unies, rédactrice en chef de la *Comunità internazionale*, publication de ladite Association, correspondante de l'*Annuaire des droits de l'homme* désignée par le Gouvernement italien.

<sup>2</sup> Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1960*, p. 190.

<sup>3</sup> Voir la décision du tribunal de Milan rendue le 6 avril 1961, citée dans la communication pour 1961. Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 173.

<sup>4</sup> Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 255.

achèvement de la tâche pour laquelle la travailleuse a été engagée ou résolution du contrat de travail par expiration de la période pour laquelle il a été conclu. En vue également d'empêcher les licenciements déguisés sous le nom de « démissions volontaires » (procédé assez fréquent), la loi dispose (article premier) que seront frappées aussi de nullité les démissions présentées par la travailleuse pendant la « période » susmentionnée, sauf si celle-ci les confirme au bureau du travail, dans un délai d'un mois.

Suite logique de la nullité du licenciement, l'article 2 précise que l'employeur reste tenu de verser à la travailleuse congédiée illégalement la « rémunération globale effective jusqu'à sa réintégration ». La travailleuse qui, invitée à reprendre son travail, déclare qu'elle résilie son contrat a droit au traitement prévu en cas de démission pour motif valable. Les dispositions susmentionnées s'appliquent aux femmes occupées dans des entreprises privées de quelque nature qu'elles soient — à l'exclusion seulement (vu la nature particulière de leur travail) des auxiliaires familiales et des domestiques — et aux femmes qui travaillent dans des entreprises publiques, sous réserve des clauses prévoyant un traitement préférentiel.

L'article 3 vise à faire disparaître la cause principale des licenciements pour cause de mariage, à savoir le désir de l'employeur d'échapper aux charges découlant de la législation sur la protection de la maternité (le législateur a en effet estimé que les interdictions et les sanctions, quelle que soit leur sévérité, ne réussiraient pas à résoudre complètement le problème). Aussi a-t-on pensé qu'en instituant pour ces charges un système mutualiste, on éliminerait la cause la plus importante de licenciement. C'est là précisément l'objectif de l'article 3 qui remplace l'article 17 de la loi n° 860 du 26 août 1950, et généralise le principe selon lequel l'indemnité due aux mères qui travaillent pendant la période d'interruption obligatoire du travail est versée — pour toutes les travailleuses au service d'employeurs privés — par les instituts, les services ou les caisses responsables de l'assurance maladie obligatoire.

L'article 4 apporte plusieurs améliorations au système des indemnités forfaitaires prévues par l'article 22 de la loi précitée de 1950, en faveur des travailleuses agricoles en cas d'accouchement ; l'article 5 concerne la façon dont seront couvertes les charges résultant de l'application des deux articles précédents. L'article 6 dispose que les conditions de traitement préférentiel prévues pour les travailleuses dans les conventions collectives et les contrats individuels de travail et par les dispositions législatives et réglementaires pertinentes restent applicables.

La loi n° 389, du 5 mars 1963 (G.U. n° 90 du 3 avril 1963), qui porte création d'une « Mutuelle des pensions » pour les ménagères a par la suite étendu le régime d'assurance invalidité et vieillesse [paragraphe 1 de l'article 25 de la Déclaration universelle]. Du fait même de leur nombre, les ménagères constituent une catégorie professionnelle d'une importance considérable ; d'autre part, comme on l'a fait justement observer dans un rap-

port parlementaire, les fonctions irremplaçables qu'elles assument dans la famille et la société font que les ménagères sont incontestablement fondées à attendre de l'Etat qu'il contribue à assurer la sécurité de leur avenir.

Avec la loi du 5 mars 1963, la coopération de l'Etat se traduit par une action directe et indirecte. L'action indirecte, qui consiste à fonder sur des normes législatives la rémunération soumise à retenue, offre en général aux mutualistes les meilleures garanties ; mais, en l'espèce, ce système présente en outre l'avantage de mettre les cotisations des mutualistes à l'abri des diminutions qu'elles ne manqueraient pas de subir si les opérations d'assurance étaient exécutées par des sociétés à but lucratif. L'action directe se traduit au contraire par la majoration, que l'Etat prend — dans certaines limites — à sa charge, des recettes provenant des cotisations versées par les mutualistes.

La loi précitée (article premier) porte création, auprès de l'Institut national de la prévoyance sociale, de la « Mutuelle des pensions » chargée de gérer l'assurance volontaire au profit des ménagères. Peuvent s'affilier à cette mutuelle (art. 2) les femmes âgées de 15 ans au moins et de 50 ans au plus et, sans limitation d'âge, les personnes déjà inscrites, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à l'assurance facultative aux termes du paragraphe 4 de l'article 85 du décret-loi n° 1827 du 4 octobre 1935, à moins qu'elles ne soient affiliées à un régime d'assurance obligatoire, ou qu'elles ne reçoivent déjà une pension de retraite, ou qu'elles n'aient le droit, étant déjà affiliées à un desdits régimes, de continuer à cotiser volontairement. Lorsqu'elle s'inscrit à la mutuelle (art. 3), l'intéressée doit notamment indiquer le montant de la pension mensuelle minimum qu'elle désire se constituer lorsqu'elle aura atteint l'âge de 65 ans.

La pension de vieillesse (art. 7) est versée, sur demande de l'ayant droit, à l'âge de 65 ans accomplis. La pension d'invalidité (art. 8) peut être servie — après cinq ans d'affiliation et sous réserve du versement de 120 cotisations au moins — aux mutualistes dont la capacité de travail normale, en tant que ménagère, est diminuée d'un tiers au moins.

Les femmes qui n'ont pas dépassé 55 ans peuvent s'inscrire à la mutuelle (seulement pour la pension de vieillesse) dans le courant de la première année d'application de la loi susmentionnée (art. 16). En outre (art. 15), dans un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de cette loi, les ménagères, entre 50 et 65 ans, peuvent se constituer une rente viagère qui prend effet à partir de 65 ans au moins, tandis que les ménagères âgées de plus de 64 ans peuvent se constituer une rente viagère différée d'au moins un an.

On a prévu des ajustements de pension qui sont à la charge d'un « fonds spécial » de la « Mutuelle des pensions », au crédit duquel est portée notamment la contribution de l'Etat (art. 13) ; ces ajustements varient selon le montant total de la pension et sont appliqués sous réserve de l'existence de certaines situations économiques déterminées (art. 10, 11 et 15).



## II. TRAITÉS ET CONVENTIONS CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME RENDUS EXÉCUTOIRES EN ITALIE EN 1963

Convention sur l'établissement d'un contrôle de sécurité dans le domaine de l'énergie nucléaire, avec protocole, signée à Paris le 20 décembre 1957. Rendue exécutoire en Italie par la loi n° 38 du 3 janvier 1963 (G.U. n° 40 du 12 février 1963).

Convention européenne d'extradition, signée à Paris le 13 décembre 1957. Rendue exécutoire en Italie par la loi n° 300 du 30 janvier 1963 (G.U. n° 84 du 28 mars 1963).

Accord entre la République italienne et la République fédérale d'Allemagne relatif à l'indemnisation des citoyens italiens victimes de mesures de persécution national-socialistes, avec échange de notes, conclu à Bonn le 2 juin 1961. Rendu exécutoire en Italie par la loi n° 404 du 6 février 1963 (G.U. n° 93 du 6 avril 1963).

Convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, adoptée à Genève le 25 juin 1958. Rendue exécutoire en Italie par la loi n° 405 du 6 février 1963 (G.U. n° 93 du 6 avril 1963).

Echange de notes entre l'Italie et les Etats-Unis d'Amérique, relatif à la contribution du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au quatrième programme d'alimentation des enfants, exécuté par l'*Amministrazione per le Attività Assistenziali Italiane ed Internazionali* (A.A.I.), intervenu à Rome le 19 juillet 1960. Rendu exécutoire en Italie par la loi n° 558 du 4 mars 1963 (G.U. n° 114 du 30 avril 1963).

Convention de sécurité sociale entre l'Italie et la Principauté de Monaco, conclue à Rome le 11 octobre 1961. Rendue exécutoire en Italie par la loi n° 627 du 2 mars 1963 (G.U. n° 122 du 9 mai 1963).

Convention entre l'Italie et la Suisse relative à la sécurité sociale, avec protocole final et déclarations communes, conclue à Rome le 14 décembre 1962. Rendue exécutoire en Italie par la loi n° 1781 du 31 octobre 1963 (G.U. n° 326 du 17 décembre 1963).

## III. DÉCISIONS JUDICIAIRES

Pour ce qui est de l'égalité de tous les êtres humains et, notamment, de la protection des droits des enfants nés hors mariage (Déclaration universelle, article premier et premier alinéa de l'article 2; dans le même esprit, Principe 3 de la Déclaration des droits de l'enfant), la décision n° 7 de la Cour constitutionnelle, datée du 16 février 1963 est particulièrement pertinente.

A la suite d'un jugement rendu par le tribunal de Vibo Valentia, qui refusait de lui reconnaître la qualité de fils légitime, le sieur D. S. a intenté une action en reconnaissance de paternité contre le père prétendu, D. C. Le Ministère public a fait valoir que le demandeur étant né avant le 1<sup>er</sup> juillet 1939 (date d'entrée en vigueur du premier livre du Code civil), son action ne répondait pas, en l'espèce, aux conditions de recevabilité fixées par l'article 123 des dispositions transitoires du Code civil.

Le tribunal, sur exception invoquée par la partie civile, a rendu une ordonnance par laquelle il soumettait à la Cour constitutionnelle la question de la constitutionnalité du premier alinéa de l'article 123 des dispositions transitoires du Code civil, cet alinéa étant contraire aux articles 3 et 30 de la Constitution.

La Cour constitutionnelle a admis le bien-fondé de la question qui lui était soumise. Dans sa décision, elle a rappelé que les dispositions précitées concernant les enfants illégitimes nés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1939 (avec, pour les enfants adultérins, les restrictions prévues par l'article 278 du Code civil) n'admettent la recherche de paternité, aux fins de reconnaissance judiciaire, que dans les cas prévus par l'article 189 du Code de 1865 (c'est-à-dire lorsqu'il y a eu enlèvement ou viol). Or, aux termes de l'article 269 du code en vigueur, l'action devient recevable dans quatre cas; il est donc évident qu'avec le passage de l'ancienne à la nouvelle législation des individus appartenant à la même catégorie font l'objet d'un traitement différent, selon qu'ils sont nés avant ou après la date d'entrée en vigueur du Code.

La Cour a ensuite examiné la question de savoir si, en l'espèce, les dispositions contestées respectaient ou non le principe fondamental d'égalité, énoncé à l'article 3 de la Constitution : « Principe qui... permet certainement au législateur ordinaire d'édicter des normes différentes applicables à des situations objectivement différentes, à condition que ces normes soient telles que la différence de traitement découle de considérations logiques et objectives, qui rationnellement justifient l'adoption desdites normes.

« Or, les dispositions contestées ne semblent pas répondre à cette dernière condition, si l'on considère non seulement les raisons qui ont déterminé l'adoption des nouvelles dispositions législatives en faveur des enfants illégitimes, mais également, les critères de libéralité que le même législateur a posés pour la rétroactivité de ces dispositions.

« ... le code en vigueur a augmenté le nombre des cas où la reconnaissance est admise, en l'étendant, avec certaines restrictions, aux enfants incestueux et adultérins; il a également élargi le champ de l'action en recherche de paternité (art. 269 et 278).

« A l'heure actuelle, les dispositions transitoires (art. 122) ont attribué la pleine rétroactivité aux dispositions relatives à la reconnaissance; car, comme le dit le Garde des sceaux dans son rapport, « toute autre solution aurait compromis presque totalement les objectifs de la réforme. Toujours en conformité avec l'esprit de cette réforme..., ces dispositions ont en outre validé, en application du principe de la rétroactivité des lois, les reconnaissances effectuées sous l'empire de la législation antérieure, lorsqu'elles correspondaient à des cas prévus par la nouvelle législation.

« De la même façon, s'agissant de l'acquisition d'une rente viagère sur la succession du père naturel, l'article 136 des dispositions transitoires dispose que les articles 580 et 594 du Code s'appliquent également aux successions ouvertes avant le 21 avril 1940 (date d'entrée en vigueur du livre II relatif aux successions), sauf si les droits y afférents



ont été déjà liquidés par voie de décision judiciaire ou d'accord; le deuxième alinéa de l'article en question prévoit que lesdites dispositions peuvent être également invoquées par les enfants naturels qui, se trouvant dans les conditions visées aux paragraphes 1 et 4 de l'article 269, ne peuvent obtenir la reconnaissance judiciaire parce qu'ils sont nés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1939. Il convient de noter, à cet égard, que le rapport ministériel souligne que le fait d'établir une distinction entre les successions selon qu'elles se sont ouvertes avant ou après la date d'entrée en vigueur des nouvelles normes aurait créé à l'intérieur d'une même catégorie de personnes, à savoir celle des enfants naturels, une inégalité injustifiée, fondée sur le fait fortuit que la mort du père est survenue avant ou après le 21 avril 1940.

« Des observations qui précèdent il est facile d'induire que les dispositions du Code en vigueur favorables aux enfants illégitimes... avaient, dans l'esprit du législateur, une telle importance qu'il est nécessaire d'assurer, dans les cas d'espèce invoqués... la rétroactivité effective des modifications susmentionnées. On ne saurait donc nier que la limitation touchant la recherche de paternité, apportée à titre transitoire par le premier alinéa de l'article 123, et la différence de traitement qui en découle, aille à l'encontre de l'objectif que le législateur a expressément déclaré vouloir atteindre. Eu égard à la logique du système, cette situation ne trouve pas de justification objective dans le fait que l'enfant naturel est né avant ou après le 1<sup>er</sup> juillet 1939, d'autant plus que la discrimination est fondée sur un événement naturel (la naissance de l'enfant) analogue à l'événement que, dans d'autres dispositions susmentionnées favorables aux enfants naturels, le même législateur n'a pas jugé devoir prendre en considération pour interdire, ou limiter, la rétroactivité des nouvelles dispositions.

« La discrimination visée ci-dessus, qui s'exerce entre individus d'une même catégorie, apparaît donc contraire aux principes énoncés au premier alinéa de l'article 3 de la Constitution <sup>5</sup>.

« Il convient d'ajouter que les dispositions contestées ne sont pas non plus conformes au troisième alinéa de l'article 30 de la Constitution <sup>6</sup>. Ce texte... répond à la nécessité d'une évolution législative en faveur des enfants illégitimes destinée à faire disparaître des situations juridiquement et socialement défavorables, tout en respectant les droits des membres de la famille légitime...

« Or, les dispositions contestées aboutissent, en définitive, à restreindre ces garanties à l'égard des enfants naturels nés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1939, en ce qu'elles apportent des restrictions plus poussées, et quoi qu'on en dise injustifiées, aux actions en recherche de paternité que ne le fait le code en

vigueur en vertu du dernier alinéa de l'article 30 susmentionné <sup>7</sup>. »

La Cour déclare donc inconstitutionnel le premier alinéa de l'article 123 des dispositions transitoires du Code civil. Par voie de conséquence (en application de l'article 27 de la dernière partie de la loi n° 87 du 11 mars 1953 <sup>8</sup>) la Cour, se référant aux articles 3 et 30 de la Constitution, déclare également inconstitutionnels le deuxième alinéa de cet article 123 et le deuxième alinéa de l'article 136 des dispositions transitoires <sup>9</sup>.

Dans sa décision n° 72 du 30 mai 1963, la Cour constitutionnelle a sanctionné les droits à la liberté individuelle et à la liberté de mouvement, proclamés aux articles 3 et 13 respectivement de la Déclaration universelle. Dans une ordonnance rendue en mai 1962, le tribunal de Chiavari avait soulevé la question de la constitutionnalité de l'article 162 de la loi de sécurité publique <sup>10</sup>, en se référant aux articles 13 et 16 de la Constitution <sup>11</sup>.

<sup>7</sup> Article 30 de la Constitution, dernier alinéa : La loi établit les règles et les limites de la recherche de la paternité.

<sup>8</sup> Normes relatives à la constitution et au fonctionnement de la Cour constitutionnelle.

<sup>9</sup> Dispositions transitoires du Code civil :

*Article 123, premier alinéa* : L'action en recherche de paternité ne peut être intentée par les enfants nés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1939 que dans les cas où se trouvent réalisées les conditions prévues à l'article 189 du Code de 1865. Elle peut être intentée également, dans les mêmes conditions, par les enfants adultérins en faveur desquels ladite action est admise par l'article 278 du nouveau code.

*Article 123, deuxième alinéa* : Les enfants naturels qui se trouvent dans les conditions prévues aux paragraphes 1 et 4 de l'article 269 du Code, mais qui ne peuvent obtenir la reconnaissance judiciaire de leur filiation paternelle parce qu'ils sont nés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1939, ne peuvent intenter d'action que pour demander des aliments.

*Article 136, deuxième alinéa* : Peuvent également se prévaloir des dispositions des articles 580 [droits des enfants naturels non reconnus ou dont la reconnaissance n'est pas admise] et 594 [pension servie aux enfants naturels non reconnus ou dont la reconnaissance n'est pas admise], les enfants naturels qui se trouvent dans les conditions prévues aux paragraphes 1 et 4 de l'article 269 du Code, mais qui ne peuvent obtenir la reconnaissance judiciaire de leur filiation paternelle parce qu'ils sont nés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1939.

<sup>10</sup> T.U. lois de sécurité publique :

*Article 162, premier alinéa* : Les personnes condamnées à une peine de détention pour crime ou délit ou qui ont fait l'objet d'un avertissement pour une contravention de simple police ou qui sont placées sous le régime de la liberté surveillée sont tenues, dès leur sortie de prison ou des établissements visés à l'article précédent, de se présenter aux autorités locales chargées de la sûreté publique, qui leur remettent, le cas échéant, la feuille de route obligatoire.

*Article 162, deuxième alinéa* : Les repris de justice dangereux peuvent être mis en état d'arrestation et traduits devant les autorités susmentionnées.

<sup>11</sup> Article 13 de la Constitution, premier alinéa : La liberté individuelle est inviolable.

*Deuxième alinéa* : Ne sont admises sous aucune forme la détention, l'inspection ou la perquisition personnelle, non plus qu'aucune autre restriction quelconque à la liberté individuelle, si ce n'est en vertu

(Suite p. 202)

<sup>5</sup> Article 3 de la Constitution : « Tous les citoyens ont la même dignité sociale et sont égaux devant la loi, sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinion politique, de condition personnelle et sociale. »

<sup>6</sup> Article 30, troisième alinéa, de la Constitution : « La loi assure aux enfants nés hors mariage toutes garanties juridiques et sociales compatibles avec les droits des membres de la famille légitime. »

Cette ordonnance avait été rendue pendant la procédure pénale intentée contre le sieur G. S., qui était précisément accusé d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 162 susmentionné.

Dans sa décision, la Cour constitutionnelle a considéré que les dispositions du deuxième alinéa de l'article 162 de la loi de sécurité publique, en vertu desquelles les repris de justice dangereux peuvent être mis en état d'arrestation et traduits devant les autorités de police, sont contraires aux principes énoncés au deuxième alinéa de l'article 13 de la Constitution, motif pris de ce que l'ordre d'arrestation prévu audit article 162 n'émane pas de l'autorité judiciaire, mais des autorités chargées de la sûreté publique. On ne peut pas dire non plus que les dispositions du deuxième alinéa de l'article 162 correspondent aux cas visés au troisième alinéa de l'article 13 de la Constitution<sup>12</sup>, puisqu'elles ne se réfèrent pas à des cas de nécessité et d'urgence d'un caractère exceptionnel; en effet, on ne saurait retenir le fait que l'intéressé est dangereux comme constituant un cas de nécessité et d'urgence d'un caractère exceptionnel. A cela s'ajoute le fait que les dispositions en question confèrent à la seule autorité chargée de la sûreté publique le pouvoir d'apprécier si un individu est dangereux et ne prévoient aucune intervention de l'autorité judiciaire, que ce soit avant ou après l'ordre d'arrestation.

Se référant à l'article 16 de la Constitution, qui sanctionne la liberté de mouvement et de séjour du citoyen dans toute partie du territoire national, la Cour a également déclaré inconstitutionnelle la règle énoncée dans la partie du premier alinéa de l'article 162 qui dispose que l'autorité chargée de la sûreté publique remet, le cas échéant, la feuille de route obligatoire aux personnes qui sont tenues de se présenter devant elle. Il est incontestable que cette disposition confère un pouvoir autonome à l'autorité chargée de la sûreté publique qui pourrait tirer de ladite disposition, si elle restait en vigueur, le pouvoir de délivrer la feuille de route obligatoire en dehors des cas prévus par la loi n° 1423 du 27 décembre 1956<sup>13</sup>. En conséquence, la Cour a déclaré cette disposition incompatible avec l'article 16 de la Constitution, tout en reconnaissant

que la suppression à l'article 162 du passage en question n'implique pas que les mesures restreignant la liberté individuelle et la liberté de mouvement qui sont prévues par d'autres dispositions, ne sont pas applicables aux personnes visées audit article, si les conditions fixées par l'application de ces mesures se trouvent réalisées.

En revanche, la Cour a considéré que la question de la constitutionnalité de la première partie du premier alinéa de l'article 162 n'était pas fondée : cette disposition n'est pas incompatible avec l'article 13 ni avec l'article 16 de la Constitution, car le fait d'être tenu de se présenter devant l'autorité chargée de la sûreté publique ne constitue pas en soi — et dans un contexte donné — une restriction à la liberté individuelle. En fait, il s'agit d'une obligation prescrite par la loi, pour des motifs de sécurité, à des personnes définies précisément par la loi elle-même, sur la base de critères généraux et absolument objectifs<sup>14</sup>.

La Cour a donc déclaré inconstitutionnelles les règles énoncées au deuxième alinéa de l'article 162 de la loi de sécurité publique et dans la partie du premier alinéa de ce même article où il est dit que l'autorité chargée de la sûreté publique remet, le cas échéant, la feuille de route obligatoire.

Dans sa décision n° 155 du 13 décembre 1963, la Cour constitutionnelle a confirmé l'égalité des citoyens devant la loi en matière fiscale (Déclaration universelle, article 7).

Au cours d'une action en justice intentée par la Société à responsabilité limitée « TIS-Termo idraulica sanitaria » contre le Bureau de district des contributions directes de Milan, la Commission de district des contributions directes de Milan a soulevé, dans une ordonnance de novembre 1962, la question de la constitutionnalité des articles 2 et 3 de la loi n° 1346 du 10 décembre 1961 portant augmentation de l'impôt additionnel ECA, motif pris de ce que ces articles étaient à l'origine d'une différence de traitement entre contribuables, qui était incompatible avec l'article 3 de la Constitution (qui proclame l'égalité de tous les citoyens devant la loi) en relation avec l'article 53 de la Constitution, en vertu duquel « Chacun est tenu de concourir aux dépenses publiques proportionnellement à sa capacité contributive... ». En effet, d'après les normes contestées, quiconque avait été ou serait inscrit au rôle des contribuables après le 1<sup>er</sup> janvier 1961 devait payer, pour les revenus acquis avant 1961, l'impôt additionnel ECA ou la majoration de cet impôt, prévu à l'article premier de la loi n° 1346 de 1961, tandis que les personnes inscrites avant cette date étaient exonérées dudit impôt.

La Cour a jugé fondée la question de la constitutionnalité de ces normes, car les articles contestés impliquaient, en ce qui concerne l'obligation fiscale, une différence évidente de traitement entre les contribuables qui avaient été inscrits au rôle avant une certaine date et ceux qui avaient été ou qui seraient inscrits après cette même date.

(Suite de la note 11)

d'un acte motivé de l'autorité judiciaire, et seulement dans le cas et selon les formes prévues par la loi.

*Article 16 de la Constitution* : Tout citoyen peut circuler et séjourner librement dans toute partie du territoire national, sous réserve des restrictions générales que la loi prescrit pour des raisons d'hygiène ou de sécurité. Aucune restriction ne peut être motivée par des raisons politiques...

<sup>12</sup> *Article 13 de la Constitution, troisième alinéa* : Dans les cas de nécessité et d'urgence d'un caractère exceptionnel, et expressément prévus par la loi, les autorités chargées de la sûreté publique peuvent prendre des mesures provisoires qui doivent, dans les quarante-huit heures, être portées à la connaissance des autorités judiciaires, et si celles-ci, dans les quarante-huit heures qui suivent, ne les valident pas, ces mesures seront réputées révoquées et resteront sans effet.

<sup>13</sup> Voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 150.

<sup>14</sup> La Cour constitutionnelle avait déjà affirmé ce principe dans ses décisions n° 30 du 22 mars 1962, et n° 20 du 8 mars 1962.

Après avoir exposé le fonctionnement de l'impôt ECA, la Cour a déclaré : « ... il est incontestable que l'article 2 de la loi n° 1346 de 1961, est incompatible avec le premier alinéa de l'article 53 de la Constitution ; en effet, cet article, qui constitue notamment un développement harmonieux, dans un domaine déterminé, du principe d'égalité énoncé à l'article 3 de la Constitution, implique, en matière d'impôt sur le revenu, que les revenus égaux seront frappés d'un impôt égal et que les revenus différents seront frappés d'un impôt différent. En réalité, l'impôt additionnel et sa majoration, tels qu'ils sont prévus, finissent par avoir des incidences différentes, et ce sans justification aucune, selon les contribuables, bien que la situation de chacun d'entre eux, prise comme critère préalable d'imposition, soit objectivement identique... »

Se référant aux articles 3 et 53 de la Constitution, la Cour a donc déclaré inconstitutionnels les deux alinéas de l'article 2 de la loi n° 1346, uniquement dans la mesure où ils se réfèrent à des périodes d'imposition pour lesquelles un impôt est exigible *à une certaine date* pour certains contribuables, tandis qu'il est exigible *antérieurement à cette même date* pour d'autres contribuables.

Pour ce qui est de l'article 3 de la loi précitée, qui régit le recouvrement de l'impôt en question, la Cour a estimé que la déclaration d'inconstitutionnalité de l'article 2 comportait en soi une restriction automatique du champ d'application de l'article 3, sans qu'il soit besoin, pour ce dernier article, d'une déclaration expresse d'inconstitutionnalité.

\*  
\*\*

Dans sa décision n° 66 du 10 mai 1963, la Cour constitutionnelle a affirmé le droit du travailleur à un repos périodique<sup>15</sup> (Déclaration universelle, article 24).

Le tribunal de Milan a sollicité, dans une ordonnance de février 1962, l'avis de la Cour constitutionnelle sur la question de savoir si la partie de l'article 2109 du Code civil, relatif aux *congés payés*, qui confère au travailleur le droit à des congés payés annuels, *à condition* qu'il ait accompli « une année de travail ininterrompu », est constitu-

tionnelle eu égard au troisième alinéa de l'article 36 de la Constitution<sup>16</sup>.

La Cour a affirmé dans sa décision que « La disposition de l'article 2109 du Code civil qui pose comme condition préalable au droit du travailleur à une période annuelle de congés payés l'accomplissement d'une année de travail ininterrompu est incompatible avec le troisième alinéa de l'article 36 de la Constitution.

« La disposition constitutionnelle susmentionnée confère au travailleur le droit à des congés annuels et par conséquent à une période de repos dont il bénéficie au cours de chaque année de travail. Autrement dit, il faut que les congés soient pris dans le courant de l'année et non pas, comme le prescrit le Code civil, à l'expiration de l'année de travail. La partie civile a fait justement observer que le droit aux congés annuels vise à protéger les forces psychologiques et physiques du travailleur, et que l'affirmation de ce droit reste justifiée même lorsque le travailleur n'a pas accompli une année de travail : on pourrait, dans ce dernier cas, admettre qu'il a besoin d'un congé moins long, et ne pas rejeter complètement la nécessité d'un repos. On pourrait encore admettre qu'il appartient à l'employeur de choisir la période de temps pendant laquelle les congés doivent être accordés, compte tenu des exigences de l'entreprise et des intérêts du travailleur, étant entendu toutefois que l'on ne saurait refuser à ce dernier le repos qui lui est garanti par la Constitution.

« L'interprétation que la jurisprudence a donnée de la disposition contestée constitue la meilleure preuve qu'elle est incompatible avec la Constitution. On n'a pas considéré que le licenciement d'un travailleur pendant l'année de travail lui donne droit à une période de congés ou à une indemnisation ; c'est ainsi qu'à partir de l'article 2109 du Code civil on a abouti à la conclusion que l'on pourrait refuser au travailleur le droit à un repos spécial pendant plusieurs années de suite pendant lesquelles celui-ci n'a jamais réussi à travailler douze mois de suite chez un même employeur, par suite de licenciements survenus à des intervalles rapprochés... »

En conséquence, la Cour, se référant au troisième alinéa de l'article 36 de la Constitution, a déclaré inconstitutionnels les termes « à l'expiration d'une année de travail ininterrompu », qui figurent au deuxième alinéa de l'article 2109 du Code civil.

<sup>15</sup> Voir dans la communication pour 1962, la décision n° 76 du 22 juin 1962, par laquelle la Cour constitutionnelle réaffirme le droit du travailleur au repos hebdomadaire (*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 141 et 142).

<sup>16</sup> *Troisième alinéa de l'article 36 de la Constitution* : Le travailleur a droit au repos hebdomadaire et à des congés annuels payés ; il ne peut y renoncer.

## JAMAÏQUE

### NOTE<sup>1</sup>

Au cours de l'année 1963, la Jamaïque a continué de se rapprocher des vastes objectifs sociaux, économiques et politiques fixés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il n'y a à signaler aucun amendement constitutionnel, texte législatif, décret général du gouvernement ou règlement administratif concernant les droits de l'homme. Mais un jugement important a été rendu en la matière ; c'est la première fois qu'un jugement de cette nature est rendu par un tribunal du pays.

Il s'agit de l'affaire *R. contre Patrick Nasralia*, que l'on peut résumer ainsi :

L'accusé a comparu les 4, 5, 6, 7, 8 et 11 février 1963 à Kingston devant le *Home Circuit Court*, où siégeaient le juge Small et un jury ; il était accusé d'avoir commis, le 9 octobre 1962, un meurtre sur la personne de Gilbert Gillespie.

Le 11 février 1963, le jury a déclaré l'accusé non coupable du crime de meurtre, mais il n'est pas parvenu, en dépit de délibérations prolongées, à dire s'il y avait ou non homicide ; en conséquence, le juge a renvoyé le jury.

Le Ministère public a demandé au juge d'ordonner que l'accusé soit jugé à nouveau, sous l'inculpation d'homicide, soit au cours de la même session du *Home Circuit Court*, soit à l'une des sessions suivantes.

Le 25 février 1963, le juge Small a décidé par voie d'ordonnance que le procès reprendrait à la session suivante du *Circuit Court* sous le chef d'homicide involontaire ; cette ordonnance était censée être rendue en application de l'article 45 (3) de la *Jury Law*, chapitre 186 des *Laws of Jamaica*, dont l'article 45 (1) stipule que tout juge peut, s'il estime improbable que le jury puisse parvenir

à un verdict, renvoyer ce jury à tout moment après l'expiration d'un délai d'une heure à compter du moment où le jury s'est retiré pour la première fois afin de délibérer.

L'accusé s'est alors pourvu devant la cour en audience plénière contre l'ordonnance susmentionnée en alléguant que celle-ci allait à l'encontre de ses droits individuels, tels qu'ils sont définis à l'article 20 (8) de la Constitution de la Jamaïque, dont voici le texte :

« Quiconque pourra prouver avoir été jugé pour un acte délictueux par un tribunal compétent et condamné ou acquitté ne pourra être jugé de nouveau pour ce même acte ou pour un autre acte délictueux dont il aurait pu être déclaré coupable au même procès, si ce n'est sur ordonnance d'un tribunal supérieur prise au cours d'une procédure d'appel se rapportant à cette condamnation ou à cet acquittement ; de même, quiconque pourra prouver avoir été grâcié pour un acte délictueux ne pourra être jugé de nouveau pour le même acte. »

Cette requête a été présentée en vertu de l'article 25, paragraphes 1 et 2, de la Constitution, qui stipule que toute personne victime d'une atteinte à ses droits constitutionnels peut introduire un recours devant la Cour suprême afin d'obtenir satisfaction.

La Cour réunie en audience plénière a rejeté cette requête au motif qu'une personne ne se trouve pas en danger du simple fait que sa cause est portée devant un jury ; au cours de son procès, le requérant ne risquait pas d'être condamné pour homicide involontaire étant donné que, sur ce chef d'inculpation, aucun verdict n'avait été rendu, et, par ailleurs, il n'y a pas eu acquittement complet. L'intéressé a interjeté appel contre cette décision rendue par la Cour en audience plénière.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement de la Jamaïque.

# JAPON

## NOTE<sup>1</sup>

### I. LÉGISLATION

#### 1. *Loi sur la protection des vieillards (loi n° 133 du 11 juillet 1963)*

Depuis quelques années, la vie des vieillards, diminués intellectuellement et physiquement par l'âge, est devenue moins sûre et moins stable, à cause de l'augmentation de leur nombre, de la diminution du soutien qu'ils reçoivent de leurs proches, de la complexité sans cesse accrue des milieux sociaux où ils évoluent, etc. Dans cette optique, la présente loi a été promulguée pour apporter une solution positive au problème des vieillards.

Le sens profond de cette loi est que les vieillards ont droit au respect, car leur longue existence a contribué au progrès et à l'avancement de la société ; il faut leur garantir une vie paisible et saine et attendre d'eux qu'ils prennent soin de rester physiquement et intellectuellement en bonne santé ; il faut qu'ils participent d'une manière positive aux activités sociales en mettant à profit les connaissances multiples et l'expérience qu'ils ont accumulées. De plus, la société doit leur donner la possibilité d'avoir des activités en rapport avec leurs désirs et leurs capacités.

Cette loi prévoit des mesures concrètes, qui doivent être appliquées par les autorités locales ou les autorités de l'Etat, ou sous leur direction, et qui comprennent l'obligation pour les personnes âgées de se soumettre à des visites médicales, prévoient leur logement dans des foyers de vieillards, les soins à domicile, si elles vivent chez elles, par des travailleurs sociaux qui leur sont envoyés à cet effet, des subventions pour la mise en service de clubs de vieillards et la création d'activités susceptibles d'améliorer leur bien-être. De plus, cette loi déclare que le 15 septembre sera désormais la « Journée des vieillards », afin que de cette façon le public en général participe et s'intéresse à leur bien-être.

#### 2. *Loi sur les dispositions temporaires relatives à la procédure de confiscation de biens appartenant à un tiers dans les affaires pénales (loi n° 138 du 12 juillet 1963)*

Le 28 novembre 1962, dans une affaire de violation de la loi sur la douane, la Cour suprême a rendu un arrêt aux termes duquel la confiscation de biens appartenant à un tiers est contraire aux articles 29 et 31 de la Constitution<sup>2</sup>. Par cette décision, la confiscation de biens appartenant à un tiers ou le recouvrement d'une somme équivalente en contrepartie n'est plus autorisée.

En vue de garantir le droit des tiers dans le cadre de la Constitution, la loi n° 138 a été adoptée en tant que disposition réparatrice temporaire, modifiant les clauses pertinentes du Code de procédure pénale, en attendant la révision générale de la loi et des décrets relatifs au régime de confiscation à la fois dans le droit positif et dans le droit pénal.

Le point capital de cette loi est que dans une affaire pénale entraînant la confiscation de biens appartenant à une personne autre que l'accusé, ce tiers peut, s'il s'oppose à la confiscation, avoir le droit de participer au processus de ladite affaire pénale, et de donner son avis, de faire amende honorable et de prendre toute autre disposition pour sa défense en ce qui concerne la confiscation, dans la mesure où sa participation ne nuit pas à l'examen du fond de l'affaire.

### II. DÉCISIONS JUDICIAIRES

#### *Décision du 22 mai 1963 de la Cour suprême, relative à l'autonomie de l'Université et aux limites des pouvoirs de la police*

Cet arrêt a été rendu à la suite de violences infligées par les accusés et plusieurs autres jeunes gens, étudiants de l'université de Tokyo, à deux policiers qui assistaient à une représentation théâtrale donnée par le groupe dramatique *Poporo* de l'université de Tokyo, dans la salle de cours n° 25 des sections de droit, littérature et sciences économiques. Le 20 février, à 19 h. 30, ils se sont livrés à des actes tels que saisir la main droite des policiers, ou mettre la main dans leurs poches, ou arracher les boutons de leurs capotes. Fondant leur décision sur les dispositions de l'article 23 de la Constitution, les Cours de première et de seconde

<sup>1</sup> Note préparée par M. Shinjiro Suzuki, Directeur du Bureau des libertés civiles, correspondant de l'Annuaire des droits de l'homme désigné par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Voir *Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 153 et 154.

instance avaient toutes deux statué que l'entrée des policiers dans l'enceinte de l'université était illégale et que les actes des étudiants n'étaient pas contraires à la loi ; elles avaient donc acquitté les étudiants. La Cour suprême a cassé l'arrêt de la Cour de seconde instance et lui a renvoyé l'affaire.

La décision de la Cour suprême peut se résumer dans les deux paragraphes suivants :

1) La liberté de l'enseignement garantie par l'article 23 de la Constitution<sup>3</sup> comprend la liberté de la recherche et la liberté de publication des résultats de ladite recherche ; et si ce même article garantit cette liberté à tous, il tend plus spécialement à garantir à l'université et à ses professeurs cette liberté de recherche et de publication.

2) Bien que la réunion d'étudiants ait été permise par l'université, du fait que le véritable but de cette réunion n'est ni l'étude ni la publication des résultats d'une telle étude, mais l'accomplissement d'activités correspondant dans la société à des activités politiques et sociales, l'université n'a pas le droit d'invoquer la liberté de l'enseignement et l'autonomie dont elle jouit dans le cas d'une réunion de ce genre.

### III. AUTRES FAITS NOUVEAUX

#### 1. *Aperçu général du système des commissaires aux libertés publiques*

Le 31 décembre 1963, le nombre des commissaires aux libertés publiques s'élevait à 8 970, dont 899 femmes, accusant une augmentation de 163 par rapport au chiffre du 31 décembre 1962. Ces commissaires sont généralement envoyés dans des agglomérations, villes ou villages à travers tout le pays, où ils s'efforcent de s'acquitter de leur tâche ; celle-ci consiste à protéger les droits civiques des habitants de la localité où il ont été nommés.

L'assemblée générale de la Fédération nationale japonaise des assemblées consultatives des commissaires aux libertés publiques pour 1963 s'est tenue le 11 octobre 1963 à Osaka. Entre autres questions, l'assemblée a délibéré sur la situation actuelle de l'instruction obligatoire aussi bien pour l'enseignement primaire que pour l'enseignement

secondaire et elle a adopté une résolution sur ce point.

#### 2. *Semaine des droits de l'homme*

Au cours de la quinzième Semaine des droits de l'homme, diverses manifestations ont été organisées dans tout le pays pour mieux faire connaître le concept des droits de l'homme.

#### 3. *Système d'assistance judiciaire*

Dans le domaine de l'assistance judiciaire, les résultats des travaux accusent une courbe qui s'élève d'année en année. Le nombre des affaires où une assistance judiciaire a été demandée s'élevait en 1963 à 1 802 (y compris les affaires reportées de l'année précédente) ; sur ce nombre, 505 se sont vu accorder l'assistance judiciaire.

Au cours de l'année budgétaire 1963, le Trésor national a affecté à cet effet une subvention de 10 millions de yens.

Il faut ajouter que, pour la période allant de 1958 à 1963, le nombre total de demandes d'assistance judiciaire s'élevait à 6 487, dont 2 426 ont été satisfaites. Cela signifie qu'il a été décidé d'accorder une assistance judiciaire dans environ 37 pour cent des cas du total des demandes.

Quant à la nature des procès, le pourcentage est le suivant : 44 pour cent concernent des affaires d'argent ; 24 pour cent, des biens immeubles ; 21 pour cent, des relations humaines, et les 11 pour cent restants, d'autres affaires. Pour environ 95 pour cent de ces affaires, l'objectif de l'assistance judiciaire a été atteint.

#### 4. *Tendances relevées en matière de violation des droits de l'homme*

En 1963, comme au cours de l'année précédente, le nombre de cas de violation des droits de l'homme, y compris ceux commis par le personnel des services publics, a eu tendance à diminuer. D'autre part, il est à noter que, dans la plupart des cas, il s'agit de différends entre personnes privées survenus dans la vie quotidienne, tels que des infractions touchant à l'inviolabilité du domicile, l'emploi de la coercition et de l'oppression, et l'atteinte à la réputation et à l'honneur. Il est caractéristique de voir que toutes ces affaires présentent des aspects extrêmement compliqués.

<sup>3</sup> Constitution, article 23. La liberté de l'enseignement est garantie.

# KENYA

## CONSTITUTION DU KENYA<sup>1</sup>

### TITRE PREMIER

#### PROTECTION DES DROITS FONDAMENTAUX ET LIBERTÉS DE L'INDIVIDU

1. Considérant que chacun au Kenya peut se prévaloir des droits fondamentaux et des libertés de l'individu, c'est-à-dire du droit, quels que soient sa race, sa tribu, son lieu d'origine, ses opinions politiques, sa couleur, ses croyances ou son sexe, mais sous réserve des droits et libertés d'autrui et de l'intérêt public,

a) à la vie, à la liberté, à la sûreté de sa personne et à la protection de la loi ;

b) à la liberté de conscience, d'expression, de réunion et d'association ; et

c) au respect de son domicile et de ses biens et à la protection contre toute privation de ses biens sans indemnité.

Les dispositions du présent titre seront appliquées pour assurer la protection desdits droits et libertés, sous réserve des limitations prévues dans ces dispositions, qui visent à assurer que la jouissance de ces droits et libertés par un individu ne porte pas atteinte aux droits et libertés d'autrui ou à l'intérêt public.

2. 1) Nul ne sera intentionnellement privé de la vie, si ce n'est en exécution d'une sentence d'un tribunal qui l'a jugé coupable d'un crime en vertu des lois du Kenya.

2) Sans préjudice des responsabilités encourues pour contravention à toute autre loi à l'occasion de l'emploi de la force dans les cas énoncés ci-après, nul ne sera considéré comme ayant été privé de la vie en violation du présent article si sa mort résulte de l'usage de la force dans la mesure où les circonstances le justifiaient raisonnablement :

a) pour défendre une personne contre un acte de violence ou pour défendre un bien ;

b) pour effectuer une arrestation légale ou empêcher l'évasion d'une personne légalement détenue ;

c) pour réprimer une émeute, une insurrection ou une mutinerie ; ou

d) pour éviter que l'intéressé ne commette un crime, ou si sa mort est imputable à des actes licites de guerre.

3. 1) Nul ne sera privé de sa liberté personnelle sauf dans les conditions où la loi peut l'autoriser dans l'un quelconque des cas suivants :

a) en exécution d'une sentence ou d'une ordonnance rendue par un tribunal établi pour le Kenya ou tout autre pays, du chef d'une infraction dont l'intéressé a été jugé coupable ;

b) en exécution d'une ordonnance de la Cour suprême, de la Cour d'appel du Kenya ou de tout tribunal compétent en vertu de l'article 166 de la présente Constitution, le punissant du chef d'outrage à l'un de ces tribunaux ou à tout autre tribunal ;

c) en exécution d'une ordonnance rendue par un tribunal pour assurer l'exécution d'une obligation que la loi impose à l'intéressé ;

d) aux fins de comparution devant un tribunal en exécution d'une décision d'un tribunal ;

e) s'il existe des motifs raisonnables de penser que l'intéressé a commis ou est sur le point de commettre une infraction au regard des lois du Kenya ;

f) dans le cas d'une personne qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans, aux fins de son éducation ou de son bien-être ;

g) pour prévenir la propagation d'une maladie infectieuse ou contagieuse ;

h) dans le cas d'une personne qui est ou dont on a des motifs raisonnables de penser qu'elle est aliénée, toxicomane, alcoolique ou en état de vagabondage, pour lui assurer les soins ou le traitement nécessaires ou pour assurer la protection de la société ;

i) pour empêcher l'entrée illégale de l'intéressé au Kenya ou pour procéder à son expulsion, extradition ou éloignement légal du Kenya, ou pour pouvoir surveiller l'intéressé pendant qu'il traverse le Kenya, en tant que personne condamnée, au cours de son transfert d'un pays à un autre pays à la suite d'une mesure d'extradition ou d'éloignement prise à son égard ; ou

j) dans la mesure où cela peut être nécessaire pour l'exécution d'une décision légale ordonnant à l'intéressé de ne pas quitter une zone déterminée du Kenya ou, au contraire, lui interdisant de s'y trouver, ou dans la mesure où cela serait raisonnablement justifié aux fins d'une procédure visant à obtenir une telle décision contre l'intéressé, ou

<sup>1</sup> Texte paru dans l'annexe 2 au *Kenya Order in Council, 1963*, et publié sous le titre *Legal Notice No. 245* dans le numéro spécial de la *Kenya Gazette* du 18 avril 1963, supplément n° 30, supplément législatif n° 20. Le Kenya est devenu un Etat indépendant le 12 décembre 1963.



dans la mesure où cela serait raisonnablement justifié pour surveiller l'intéressé au cours d'une visite qu'il est autorisé à faire dans une zone du Kenya où, en raison d'une telle décision, sa présence serait autrement illégale.

2) Toute personne arrêtée ou détenue sera informée, dès que faire se pourra et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation ou de sa détention.

3) Toute personne qui aura été arrêtée ou détenue :

a) aux fins de comparution devant un tribunal conformément à une décision d'un tribunal; ou

b) parce qu'il existe des motifs raisonnables de penser qu'elle a commis ou qu'elle est sur le point de commettre une infraction,

et qui n'aura pas été relâchée, sera traduite devant un tribunal dès que faire se pourra; si l'intéressé n'a pas été traduit devant un tribunal dans les vingt-quatre heures qui suivent son arrestation ou le commencement de sa détention, il appartiendra à quiconque alléguera que les dispositions du présent paragraphe ont été respectées d'apporter la preuve que l'intéressé a été traduit devant un tribunal dans les plus brefs délais possibles.

4) Toute personne traduite devant un tribunal en exécution d'une décision rendue par un tribunal au cours d'un procès ou parce qu'il existe des motifs de penser qu'elle a commis ou qu'elle est sur le point de commettre une infraction, ne pourra, par la suite, être mise en état de détention au titre dudit procès ou de ladite infraction, si ce n'est en vertu d'une décision d'un tribunal.

5) Toute personne qui aura été arrêtée ou détenue en application de l'alinéa b du paragraphe 3) ci-dessus et qui n'aura pas été jugée dans un délai raisonnable sera, sans préjudice de toutes nouvelles poursuites qui pourraient être ultérieurement engagées contre elle, remise en liberté, soit sans conditions, soit à des conditions raisonnables, notamment celles qui peuvent raisonnablement se justifier pour assurer qu'elle comparaitra, à une date ultérieure, pour être jugée ou aux fins d'une procédure d'instruction.

6) Toute personne illégalement arrêtée ou détenue par une autre personne a droit à réparation de la part de cette autre personne.

4. 1) Nul ne sera tenu en esclavage ou en servitude.

2) Nul ne sera astreint à un travail forcé.

3) Aux fins du présent article, n'est pas considéré comme « travail forcé » :

a) le travail requis en vertu d'une sentence ou d'une décision judiciaire;

b) le travail exigé d'une personne légalement détenue si ce travail, bien que n'étant pas requis en vertu de la sentence ou de la décision judiciaire, peut raisonnablement se justifier dans l'intérêt de l'hygiène ou aux fins de l'entretien des lieux où l'intéressé est détenu;

c) le travail requis d'un membre d'une force militaire ou paramilitaire dans le cadre de ses fonctions ou, dans le cas d'une personne qui a des objections de conscience au service dans des forces navales, terrestres ou aériennes, le travail exigé, en vertu de la loi, à la place de ce service;

d) le travail exigé pendant une période au cours de laquelle Sa Majesté est en guerre ou au cours de laquelle est en vigueur une déclaration d'état d'urgence publiée conformément à l'article 17 de la présente Constitution, ou en cas de crise ou de calamité menaçant la vie ou le bien-être de la collectivité, si ce travail peut raisonnablement se justifier, eu égard aux circonstances de la situation créée ou existant au cours de ladite période ou découlant de ladite crise ou calamité, pour faire face à cette situation;

e) le travail raisonnablement requis dans le cadre des obligations communales ou autres obligations civiles raisonnables et normales.

5. 1) Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question autorise l'application d'une peine qui était légale au Kenya immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

6. 1) Aucun bien ne sera exproprié et aucun intérêt ou droit sur un bien ne sera acquis contre le gré de son titulaire, à moins que les conditions ci-après ne soient remplies, savoir :

a) l'expropriation ou l'acquisition est nécessaire dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs, de la santé publique, de l'urbanisme ou de l'aménagement des campagnes, ou pour la mise en valeur ou l'utilisation d'un bien quelconque à des fins d'intérêt public; et

b) la nécessité de l'expropriation ou de l'acquisition est telle qu'elle peut raisonnablement justifier la privation qui pourrait en résulter pour tout titulaire d'un intérêt ou d'un droit sur le bien dont il s'agit; et

c) la loi applicable en l'espèce prévoit le prompt versement d'une indemnité pleine et entière.

7. 1) Sauf si l'intéressé y consent, il ne peut être procédé à aucune fouille de personne ou de biens, et nul ne peut pénétrer dans les locaux d'autrui.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question :

a) prévoit des mesures qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs, de la santé publique, de l'urbanisme ou de l'aménagement des campagnes, ou pour la mise en valeur ou l'utilisation de ressources minérales ou de tout autre bien à des fins d'intérêt public;

b) prévoit des mesures qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la protection des droits ou des libertés d'autrui;

c) autorise tout fonctionnaire ou mandataire du Gouvernement du Kenya, d'une administration régionale, de l'Organisation des services communs de l'Afrique orientale, d'une autorité administrative locale ou d'un organisme établi par la loi à des fins d'intérêt public, à pénétrer dans les



locaux de toute personne pour inspecter ces locaux ou leur contenu, à l'occasion de tous impôts, redevances ou droits pouvant être dus ou afin d'exécuter des travaux intéressant tout bien qui se trouve légalement dans ces locaux et qui appartient à ce gouvernement, à cette administration régionale, à cette organisation, à cette autorité ou à cet organisme ;

d) autorise, aux fins de l'exécution d'un jugement ou d'une ordonnance rendue par un tribunal dans un litige civil quel qu'il soit, l'entrée dans des locaux en vertu d'une décision d'un tribunal, excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, ledit acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

8. 1) Si une personne est accusée d'une infraction pénale, elle a droit, à moins que l'accusation ne soit retirée, à ce que sa cause soit entendue équitablement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi.

2) Quiconque est accusé d'une infraction pénale :

a) sera présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie, à moins qu'il n'ait plaidé coupable ;

b) sera informé dès que faire se pourra, dans une langue qu'il comprend et de façon détaillée, de la nature de l'infraction dont il est accusé ;

c) disposera du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;

d) sera autorisé à se défendre lui-même devant le tribunal ou à faire assurer sa défense par un représentant légal de son choix ;

e) se verra accorder les moyens d'interroger, en personne ou par l'intermédiaire de son représentant légal, les témoins à charge et de faire comparaître et d'interroger devant le tribunal les témoins à décharge dans les mêmes conditions que celles applicables aux témoins à charge ;

f) pourra disposer gratuitement de l'assistance d'un interprète, s'il ne comprend pas la langue utilisée au cours du procès,

et, à moins qu'il n'y consente, le procès n'aura pas lieu en son absence, sauf s'il adopte un comportement tel que le procès ne peut continuer à se dérouler en sa présence et si le tribunal ordonne qu'il quitte la salle et que le procès se poursuive en son absence.

3) Lorsqu'une personne est poursuivie du chef d'une infraction pénale, ladite personne ou toute autre personne autorisée par elle à cet effet pourra, sur sa demande et moyennant paiement de tous droits que la loi pourra fixer dans des limites raisonnables, se faire délivrer, dans un délai raisonnable à compter du jugement, une copie, destinée à l'accusé, du procès-verbal des poursuites établi par le tribunal ou pour le compte de celui-ci.

4) Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas une infraction pénale et nul ne se verra infliger, pour une infraction quelle qu'elle soit, une peine plus grave, quantitativement ou qualitativement, que la peine maximum qui était applicable à cette infraction au moment où elle a été commise.

5) Quiconque établit qu'il a été jugé pour une infraction pénale par un tribunal compétent qui l'a condamné ou acquitté de ce chef ne pourra être jugé de nouveau pour cette même infraction ni pour toute autre infraction dont il aurait pu être déclaré coupable lors du procès, sauf s'il en est décidé autrement par une juridiction supérieure au cours de l'examen de l'appel interjeté contre la condamnation ou l'acquiescement.

6) Quiconque établit qu'il a été amnistié pour une infraction ne pourra être jugé de nouveau pour la même infraction.

7) Quiconque est poursuivi du chef d'une infraction ne pourra être forcé de témoigner au cours du procès.

8) Nul ne sera reconnu coupable d'une infraction pénale si cette infraction n'est pas définie par une loi qui prescrit la peine à lui appliquer :

Il est entendu, toutefois, qu'aucune disposition du présent paragraphe ne fera obstacle à ce qu'un tribunal punisse une personne pour outrage à la magistrature, même si l'action ou l'omission qui constitue l'outrage n'est pas définie par une loi et si la peine à lui appliquer n'est pas prévue.

9) Tout tribunal ou toute autorité qui a compétence aux termes de la loi pour statuer sur l'existence ou l'étendue d'un droit ou d'une obligation de caractère civil sera établi par la loi et devra être indépendant et impartial ; lorsqu'une procédure sera engagée par une personne devant un tel tribunal ou une telle autorité pour faire ainsi statuer, la clause devra être entendue équitablement et dans un délai raisonnable.

10) A moins que toutes les parties intéressées n'en conviennent autrement, les audiences de tout tribunal ou de toute autre autorité appelée à statuer sur l'existence ou l'étendue d'un droit ou d'une obligation de caractère civil, y compris le prononcé de la décision dudit tribunal ou de ladite autorité, seront publiques.

11) Aucune disposition du paragraphe précédent ne fera obstacle à ce que le tribunal ou l'autorité compétente décide d'exclure des débats des personnes autres que les parties au litige et leurs représentants légaux si ledit tribunal ou ladite autorité :

a) est habilité par la loi à le faire et juge nécessaire ou opportun de le faire, soit parce que la publicité nuirait aux intérêts de la justice, soit parce qu'il s'agit d'une procédure interlocutoire, soit encore dans l'intérêt des bonnes mœurs, du bien-être de personnes âgées de moins de 18 ans ou de la protection de la vie privée de personnes impliquées dans les débats ;

b) est habilité par la loi à le faire ou tenu par la loi de le faire dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique ou de l'ordre public.

9. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer de restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté de conscience ; aux fins du présent article, ladite liberté comprend la liberté de pensée et de religion, la liberté de changer de religion ou de conviction, et la liberté de manifester et de propager sa religion ou sa conviction, seul ou

en commun, tant en public qu'en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

2) Toute communauté religieuse a le droit de créer et de faire fonctionner des établissements d'enseignement et de diriger tout établissement d'enseignement dont l'entretien est entièrement à sa charge ; aucune communauté religieuse ne sera empêchée de donner à ses membres une instruction religieuse dans le cadre de l'enseignement dispensé dans tout établissement d'enseignement dont l'entretien est entièrement à sa charge ou dans le cadre de tout enseignement qu'elle dispense de toute autre manière.

3) Sauf avec son propre consentement (ou, dans le cas d'un mineur, celui de son tuteur), aucune personne fréquentant un établissement d'enseignement ne sera tenue de recevoir une instruction religieuse ou de participer ou assister à des cérémonies ou rites religieux si cette instruction, ces cérémonies ou ces rites sont d'une religion autre que la sienne.

4) Nul ne sera tenu de prêter un serment contraire à sa religion ou à sa conviction ou de prêter serment d'une manière contraire à sa religion ou à sa conviction.

5) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures qui peuvent raisonnablement se justifier :

a) dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ; ou

b) pour protéger les droits et les libertés d'autrui, notamment le droit d'observer et de pratiquer toute religion sans aucune ingérence de la part d'adeptes d'une autre religion,

et excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

6) Dans le présent article, le mot « religion » doit être interprété comme s'appliquant également aux sectes religieuses et les expressions apparentées doivent être interprétées en conséquence.

10. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer de restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté d'expression, c'est-à-dire du droit de ne pas être inquiété pour ses opinions, de recevoir et de répandre librement des idées et des informations (en les communiquant soit au public en général soit à toutes personnes ou catégories de personnes) et de n'être l'objet d'aucune immixtion dans sa correspondance.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures :

a) qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ; ou

b) qui peuvent raisonnablement se justifier pour protéger la réputation, les droits et les libertés d'autrui ou la vie privée de personnes impliquées

dans des débats judiciaires, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles, pour préserver l'autorité et l'indépendance des tribunaux ou réglementer, sur le plan administratif ou technique, le fonctionnement des services téléphoniques, télégraphiques ou postaux, la radiodiffusion ou la télévision ; ou

c) qui imposent des restrictions aux agents de l'Etat,

excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

11. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer de restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté de réunion et d'association, c'est-à-dire du droit de se réunir et de s'associer librement avec d'autres personnes et, en particulier, du droit de constituer des syndicats ou autres associations ou d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures :

a) qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ; ou

b) qui peuvent raisonnablement se justifier pour protéger les droits ou les libertés d'autrui ; ou

c) qui imposent des restrictions aux agents de l'Etat,

excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

12. 1) Nul ne sera privé de son droit à la liberté de déplacement, c'est-à-dire du droit de circuler librement sur tout le territoire du Kenya, d'établir sa résidence en n'importe quel point dudit territoire, d'entrer au Kenya, de quitter le Kenya et de ne pas en être expulsé.

2) Toute restriction apportée à la liberté de déplacement d'une personne du fait qu'elle se trouve légalement détenue ne sera pas considérée comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant.

13. 1) Sous réserve des dispositions des paragraphes 4), 5) et 8) du présent article, aucune loi ne contiendra de dispositions qui soient discriminatoires par elles-mêmes ou par leurs effets.

2) Sous réserve des dispositions des paragraphes 6), 8) et 9) du présent article, nul ne sera l'objet d'un traitement discriminatoire de la part d'une personne agissant en vertu d'un texte de loi ou dans l'exercice de ses fonctions d'agent de l'Etat ou d'une autorité publique.

3) Au sens du présent article, est « discriminatoire » tout traitement différent réservé à différentes catégories de personnes uniquement ou principalement parce que les intéressés appartiennent à une catégorie déterminée en raison de leur race, de leur tribu, de leur lieu d'origine ou de résidence ou

de tout autre facteur de caractère local, de leurs opinions politiques, de leur couleur ou de leurs croyances, et dans le cadre duquel les personnes appartenant à l'une de ces catégories sont frappées d'incapacités ou de restrictions dont sont exemptes les personnes appartenant à une autre catégorie, ou bénéficient de privilèges ou d'avantages qui sont refusés aux personnes appartenant à une autre catégorie.

14. 1) Aucune loi promulguée par un organe législatif du Kenya ni aucun acte accompli en vertu d'une telle loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions des articles 3 ou 13 de la présente Constitution, ou y contrevenant, si ladite loi autorise l'adoption, pendant une période au cours de laquelle Sa Majesté est en guerre ou au cours de laquelle est en vigueur une déclaration d'état d'urgence publiée conformément à l'article 17 de la présente Constitution, de mesures qui peuvent raisonnablement se justifier pour faire face à la situation existant au Kenya pendant cette période.

15. 1) Lorsqu'une personne sera détenue en vertu d'une loi telle que celles visées à l'article 14 de la présente Constitution, les dispositions suivantes seront appliquées :

a) dès que faire se pourra et, en tout cas, dans un délai maximum de cinq jours à compter du commencement de la détention de l'intéressé, il sera remis à celui-ci une pièce indiquant de façon détaillée, dans une langue qu'il comprend, les motifs de sa détention ;

b) dans un délai maximum de quatorze jours à compter du commencement de la détention de l'intéressé, il sera publié dans la *Kenya Gazette*, ainsi que dans la *Regional Gazette* de la région dans laquelle celui-ci se trouve détenu, un avis annonçant sa détention et indiquant de façon précise la disposition légale qui autorise cette détention ;

c) dans un délai maximum d'un mois à compter du commencement de la détention de l'intéressé et, ensuite, à intervalles de six mois au plus pendant toute la durée de ladite détention, son cas sera soumis à un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi et dont le président, désigné par le *Chief Justice*, sera choisi parmi les personnes ayant les qualifications requises pour être nommées juge à la *Supreme Court* ;

d) dans des limites raisonnables, il sera donné au détenu la possibilité de consulter un représentant légal de son choix, qui pourra faire des représentations auprès du tribunal désigné pour examiner son cas ;

e) à l'audience à laquelle le tribunal examinera son cas, le détenu pourra comparaître en personne ou se faire représenter par un représentant légal de son choix.

2) A l'occasion de tout examen, en application du présent article, du cas d'un détenu, le tribunal pourra faire, à l'autorité qui a ordonné la détention, des recommandations touchant la nécessité ou l'opportunité de maintenir celle-ci, mais, à moins que la loi n'en dispose autrement, ladite autorité ne sera pas tenue de se conformer à ces recommandations.

3) Aucune disposition des alinéas *d* ou *e* du paragraphe 1) ci-dessus ne sera interprétée comme donnant à quiconque le droit de se faire représenter aux frais de l'Etat par un représentant légal.

16. 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 6 du présent article, si une personne estime que l'une quelconque des dispositions des articles 1 à 15 inclusivement de la présente Constitution a été, est ou risque d'être enfreinte en ce qui la concerne (ou, dans le cas d'un détenu, si une autre personne estime qu'une telle infraction a été, est ou risque d'être commise en ce qui concerne le détenu), cette personne (ou cette autre personne) peut, sans préjudice de toute autre action qu'elle peut légitimement exercer en la matière, introduire un recours devant la *Supreme Court* pour obtenir réparation.

2) La *Supreme Court* a compétence en première instance :

a) pour connaître de toute requête présentée en application du paragraphe 1) du présent article ; et

b) pour statuer sur toute question qui lui est renvoyée en application du paragraphe 3) ci-après, et peut ordonner telles mesures, rendre telles ordonnances et donner telles instructions qu'elle juge appropriées pour assurer ou faire assurer le respect de l'une quelconque des dispositions des articles 1 à 15 inclusivement de la présente Constitution.

17. 1) Le Gouverneur peut, par une proclamation publiée dans la *Kenya Gazette*, déclarer l'existence d'un état d'urgence aux fins des dispositions du présent titre.

2) Sous réserve des dispositions des paragraphes 3) et 4) du présent article, aucune déclaration d'état d'urgence ne sera publiée en vertu du présent article si elle n'a été autorisée au préalable par l'une quelconque des deux Chambres de l'Assemblée nationale aux termes d'une résolution adoptée à la majorité de 65 pour cent des voix de tous ses membres, et toute déclaration d'état d'urgence cessera d'avoir effet à l'expiration d'un délai de sept jours à compter de sa date, à moins d'avoir été, dans l'intervalle, approuvée par l'autre Chambre aux termes d'une résolution adoptée à la majorité de 65 pour cent des voix de tous ses membres.

3) Une déclaration d'état d'urgence pourra être publiée en vertu du présent article sans l'autorisation préalable d'une Chambre de l'Assemblée nationale en cas de prorogation de la Législature centrale ou d'ajournement des deux Chambres de l'Assemblée nationale, mais toute déclaration d'état d'urgence publiée dans de telles circonstances cessera d'avoir effet à l'expiration d'un délai de sept jours à compter de sa date, à moins d'avoir été, dans l'intervalle, approuvée par chacune des deux Chambres de l'Assemblée nationale aux termes d'une résolution adoptée à la majorité de 65 pour cent des voix de tous leurs membres.

4) Une déclaration d'état d'urgence pourra être publiée en vertu du présent article sans l'autorisation préalable d'une Chambre de l'Assemblée nationale en cas de dissolution de la Législature centrale, mais toute déclaration d'état d'urgence publiée dans de telles circonstances cessera d'avoir

effet à l'expiration d'un délai de sept jours à compter de sa date, à moins d'avoir été, dans l'intervalle, approuvée par le Sénat aux termes d'une résolution adoptée à la majorité de 65 pour cent des voix de tous les sénateurs.

5) Le Gouverneur peut, à tout moment, par un avis publié dans la *Kenya Gazette*, rapporter une déclaration d'état d'urgence publiée avec l'autorisation préalable, aux termes d'une résolution d'une Chambre de l'Assemblée nationale et ultérieurement approuvée par une résolution de l'autre Chambre conformément aux dispositions du paragraphe 2) du présent article, de même qu'une déclaration d'état d'urgence approuvée par une résolution de chacune des deux Chambres conformément aux dispositions du paragraphe 3) du présent article ; s'il ne le fait pas, ces déclarations produiront leurs effets jusqu'au jour où lesdites résolutions cesseront d'être en vigueur.

### TITRE III

#### DE LA LÉGISLATURE CENTRALE

##### *Première partie*

##### *Composition de la législature centrale*

25. 1) Le pouvoir législatif central est exercé par Sa Majesté et une Assemblée nationale.

2) L'Assemblée nationale se compose de deux Chambres, un Sénat et une Chambre des représentants.

31. 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et de l'article 32 de la présente Constitution, sont éligibles à l'une ou l'autre des deux Chambres de l'Assemblée nationale, les personnes, et elles seules, qui, à la date de la présentation de leur candidature, remplissent les conditions suivantes :

a) être sujet ou protégé britannique et avoir 21 ans révolus ; et

b) être capable de parler et, à moins d'être atteint de cécité ou d'une autre infirmité, de lire l'anglais suffisamment bien pour participer activement aux débats de l'Assemblée nationale.

2) Est inéligible aux fonctions de sénateur dans la zone de Nairobi ou dans toute autre circonscription quiconque, à la date de la présentation de sa candidature, n'est inscrit dans cette zone ou dans cette autre circonscription, selon le cas, sur la liste électorale établie pour les élections sénatoriales ; de même, est inéligible aux fonctions de membre de la Chambre des représentants quiconque, à ladite date, n'est inscrit dans une circonscription quelconque, sur la liste électorale établie pour l'élection des membres élus de la Chambre des représentants.

32. 1) N'est pas éligible aux fonctions de membre de l'une ou l'autre des Chambres de l'Assemblée nationale quiconque, à la date de la présentation de sa candidature :

a) de sa propre initiative, doit allégeance ou obéissance à une puissance ou un Etat étranger ou s'y est rallié ;

b) est sous le coup d'une condamnation à mort prononcée par tout tribunal siégeant au Kenya ;

c) est reconnu, par une décision judiciaire ou autrement, comme n'ayant pas la pleine possession de ses facultés mentales, en application de toute loi en vigueur au Kenya ;

d) est déclaré, par jugement ou autrement, en état de faillite en vertu d'une loi en vigueur au Kenya et n'a pas été réhabilité ;

e) sous réserve de telles exceptions et limitations que pourront prescrire les organes législatifs centraux, a, dans tout contrat passé avec le gouvernement, la part pouvant être ainsi prévue ;

f) est un agent de l'Etat ;

g) exerce, à un titre quelconque, des fonctions rémunérées au service d'une autorité administrative locale.

### L'ORDONNANCE DE FIXATION (GÉNÉRALE) DES SALAIRES, 1963<sup>2</sup>

2. Aucune personne n'emploiera, sans la permission écrite d'un fonctionnaire de la main-d'œuvre, une personne de sexe masculin de 21 ans ou plus, dans l'une des zones indiquées à la première colonne de l'annexe au présent décret :

a) au mois, ou sur la base d'une autre période, à un salaire minimum de base inférieur à celui indiqué dans la deuxième colonne de ladite annexe se rapportant à la zone en question ;

b) avec un contrat conclu selon le système de rémunération basé sur la fiche de compte à un salaire minimum de base inférieur à celui indiqué dans la troisième colonne de ladite annexe se rapportant à la zone en question.

3. Aucune personne n'emploiera, sans la permission écrite d'un fonctionnaire de la main-d'œuvre, une personne de sexe masculin de moins de 21 ans, ou une femme, dans l'une des zones indiquées à la première colonne de l'annexe au présent décret :

a) au mois, ou sur la base d'une autre période, à un salaire minimum de base inférieur à celui indiqué dans la quatrième colonne de ladite annexe se rapportant à la zone en question ;

b) avec un contrat conclu selon le système de rémunération basé sur la fiche de compte à un salaire minimum de base inférieur à celui indiqué dans la cinquième colonne de ladite annexe se rapportant à la zone en question.

4. Tout employeur qui ne procure pas un logement à ses employés devra payer en plus des salaires minima de base figurant aux paragraphes 2 et 3 de ce décret, une allocation minimum de logement :

<sup>2</sup> Texte publié en tant que notice juridique n° 31, dans la *Kenya Gazette* du 15 janvier 1963, supplément n° 6, supplément législatif n° 3.

a) aux salariés de sexe masculin de 21 ans ou plus, d'un montant qui ne soit pas inférieur à ceux indiqués à la sixième colonne de l'annexe au présent décret ;

b) aux salariés de sexe masculin de moins de 21 ans et aux femmes, d'un montant qui ne soit pas inférieur à ceux indiqués à la septième colonne de l'annexe au présent décret.

5. Un employeur fixera le salaire minimum de base et l'allocation minimum de base auxquels a droit toute personne employée par lui aux termes des dispositions de ce décret, en se basant soit sur la date de naissance ou sur l'âge apparent, soit sur la date d'immatriculation, portée sur la carte

d'identité délivrée au salarié en question, en vertu des dispositions de l'ordonnance sur l'immatriculation des personnes :

Sous réserve qu'en cas de doute ou de contestation concernant les droits du salarié, l'affaire soit soumise au fonctionnaire de la main-d'œuvre qui délivrera un certificat écrit faisant autorité en ce qui concerne lesdits droits.

6. Aux fins de la présente ordonnance, l'expression « contrat conclu selon le système de rémunération basé sur la fiche de compte » a la signification précisée à l'article 6 de l'ordonnance sur l'emploi.

## RÈGLEMENT DES PRISONS, 1963<sup>3</sup>

### TITRE I — DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

3. Le présent règlement s'applique, compte dûment tenu du caractère et de l'attitude envers la discipline des diverses catégories de détenus, conformément aux principes ci-après :

a) l'ordre et la discipline doivent être maintenus avec modération mais fermeté et sans imposer aux intéressés plus de restrictions qu'il n'est nécessaire pour maintenir la sécurité et assurer une vie communautaire bien organisée ;

b) en exerçant leur autorité sur les détenus, les membres du personnel pénitentiaire doivent s'efforcer d'influer sur eux par leur exemple et leurs qualités de chef, de manière à obtenir leur coopération volontaire ;

c) le traitement des détenus condamnés devra toujours être de nature à encourager leur sens de la dignité et de la responsabilité de manière à leur rendre confiance dans la vie, à leur inculquer des habitudes de civisme et de travail, à les encourager à mener une vie honnête et utile après leur libération et à les y préparer.

### TITRE V — TRAITEMENT DES DÉTENU

45. 1) Aucun membre du personnel pénitentiaire ne punira un détenu sans y avoir été autorisé par l'ordonnance ou le présent règlement.

2) Il est interdit aux membres du personnel d'agir délibérément dans un but de provocation à l'égard d'un détenu.

3) Si un membre du personnel pénitentiaire frappe un détenu ou recourt à la force contre lui, il devra le faire examiner le plus tôt possible par le médecin et faire rapport immédiatement sur l'incident à l'autorité responsable.

55. 1) Le droit d'écrire et de recevoir des lettres et le droit de recevoir des visites peuvent être suspendus à tout moment en cas de mauvaise conduite, par une décision de l'autorité responsable, mais ne pourront être retirés définitivement.

2) Lorsqu'un détenu appelé à recevoir une lettre ou une visite fait à ce moment l'objet d'une sanction disciplinaire, l'autorité responsable doit différer l'exercice de ce droit jusqu'au moment approprié.

58. 1) Toute la correspondance adressée à un détenu ou rédigée par lui doit être lue par l'autorité responsable ou par un adjoint compétent auquel elle délègue cette fonction ; ladite autorité ou son adjoint aura toute latitude pour arrêter une lettre dont le contenu est répréhensible ou qui est d'une longueur excessive ; s'il s'agit d'une lettre écrite par le détenu, ce dernier sera dûment informé et aura la possibilité de la recommencer.

2) Un détenu ne peut correspondre avec un autre détenu ou un ancien détenu sans l'autorisation écrite de l'autorité responsable.

59. 1) Un détenu qui, après sa condamnation, a notifié qu'il faisait appel, doit disposer de facilités raisonnables pour voir son avocat au sujet de l'appel, et ce, de manière à pouvoir être vu, mais non entendu, par un membre du personnel pénitentiaire.

2) Un détenu qui a fait l'objet d'une décision de rapatriement en un point situé hors du Kenya doit disposer de toutes les facilités raisonnables pour voir son avocat et un représentant de son pays au sujet de la décision de rapatriement, et ce, de manière à pouvoir être vu, mais non entendu, par un membre du personnel pénitentiaire.

6) Aux fins du présent règlement, l'expression « avocat d'un détenu » désigne soit l'avocat du détenu, soit son secrétaire.

62. 1) Lors de son admission, chaque détenu devra indiquer sa religion et sa confession religieuse ; il sera considéré comme appartenant à cette religion ou à cette confession tant qu'un ministre du culte n'aura pas certifié par écrit, à la demande du détenu, qu'il appartient à une autre confession religieuse.

63. 1) L'autorité responsable doit prendre toutes les mesures qu'elle juge possibles pour organiser des cours du soir à l'intention des détenus dont elle a la charge et leur permettre de s'instruire

<sup>3</sup> Texte publié en tant que notice juridique n° 60, dans la *Kenya Gazette* du 29 janvier 1963, supplément n° 8, supplément législatif n° 5.

pendant leurs loisirs grâce à des cours approuvés et organisés par elle et de se livrer à des travaux manuels; l'instruction des analphabètes recevra une attention particulière.

64. Sur la recommandation de l'autorité responsable, le commissaire peut désigner un nombre suffisant de visiteurs des prisons de l'un et l'autre sexes qui pourront rendre régulièrement visite aux détenus au cours de leur période d'incarcération et faire les cours autorisés.

65. 1) Tout détenu peut adresser au gouverneur une pétition par l'intermédiaire du commissaire; cette pétition sera rédigée conformément aux directives du commissaire.

2) Tout détenu peut saisir d'une plainte un magistrat inspecteur, le commissaire, l'autorité responsable ou toute autre catégorie de personnel pénitentiaire que le commissaire peut charger de recevoir les plaintes.

## TITRE VI — DISCIPLINE

81. Aucune disposition du présent règlement ne peut être interprétée comme empêchant de poursuivre un détenu du chef d'un délit quelconque conformément à la procédure normale, mais un détenu ne peut être puni deux fois pour le même délit.

# RÈGLEMENT ÉLECTORAL AU KENYA, 1963<sup>4</sup>

## PREMIÈRE PARTIE — INTRODUCTION

2. 1) Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'implique un sens différent :

le terme d'«*élection*» désigne l'élection d'un ou de plusieurs membres du Sénat, ou celle d'un ou de plusieurs membres élus (par opposition à ceux qui font l'objet d'une élection spéciale) de la Chambre des représentants, ou celle d'un ou de plusieurs membres élus (par opposition à ceux qui font l'objet d'une élection spéciale) d'une Assemblée régionale;

le terme de «*Chambre des représentants*» désigne la future Chambre basse;

le terme d'«*officier de police*» désigne également un officier de police tribale;

le terme de «*local de vote*» désigne tout local, endroit, véhicule ou embarcation réservé et équipé à des fins de scrutin;

le terme d'«*Assemblée régionale*» désigne l'une des futures Assemblées régionales;

le terme de «*Sénat*» désigne la future Chambre haute;

le terme de «*Contrôleur des élections*» désigne le Contrôleur des élections ou un suppléant désigné en vertu de la règle 4 des règlements d'inscription.

## DEUXIÈME PARTIE — DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

3. Les attributions du Contrôleur des élections sont les suivantes :

a) exercer une direction et une surveillance générales sur la conduite administrative des élections;

b) s'assurer que tous les scrutateurs agissent avec équité et impartialité et se conforment au présent règlement;

<sup>4</sup> Publié en tant que notice juridique n° 206, numéro spécial, du 2 avril 1963, supplément n° 25, supplément législatif n° 17.

c) donner périodiquement aux scrutateurs les instructions qu'il estime nécessaires pour assurer l'exécution effective du présent règlement; et

d) exécuter et accomplir tous autres devoirs et attributions qui lui sont conférés ou imposés en vertu du présent règlement.

## TROISIÈME PARTIE

### DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉLECTIONS

7. 1) Les conditions d'éligibilité au Sénat ou à la Chambre des représentants sont indiquées dans la première partie de la première annexe au présent règlement, et les conditions d'éligibilité à une Assemblée régionale sont indiquées dans la deuxième partie de la même annexe.

2) Les faits rendant un candidat inéligible au Sénat, à la Chambre des représentants ou à une Assemblée régionale sont indiqués dans la deuxième annexe au présent règlement.

## QUATRIÈME PARTIE — SCRUTIN

18. 1) Chaque élection sera faite au scrutin secret et sera organisée selon les dispositions du présent règlement.

29. Nul autre qu'un scrutateur, officier de police, fonctionnaire public de service ou une personne accompagnant un électeur aveugle ou infirme ne peut communiquer de quelque manière que ce soit avec un électeur pendant que celui-ci se trouve dans l'enceinte électorale pour voter, sauf avec l'autorisation du fonctionnaire présidant à l'élection.

## PREMIÈRE ANNEXE

### PREMIÈRE PARTIE

#### CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ AU SÉNAT OU À LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

1. Sous réserve du paragraphe 2 de la présente annexe et de la deuxième annexe au présent règlement, seul peut être élu au Sénat ou à la Chambre des représentants une personne qui, à la date de sa désignation en vue de l'élection,

a) est sujet ou protégé britannique et âgé de 21 ans révolus ; et

b) est capable de parler et, à moins d'être atteint de cécité ou empêché pour une autre cause physique, de lire l'anglais avec une aisance suffisante pour prendre une part active aux délibérations du Sénat ou de la Chambre des représentants, selon le cas.

2. Nul n'est éligible au Sénat dans une circonscription à moins qu'à la date de sa désignation en vue de l'élection il ne soit inscrit dans cette circonscription comme électeur des membres du Sénat ; et nul n'est éligible à la Chambre des représentants à moins qu'à la date voulue, il ne soit inscrit dans une circonscription électorale comme électeur des membres élus de la Chambre des représentants.

## DEUXIÈME PARTIE

### QUALITÉS REQUISES

#### POUR L'ÉLECTION À UNE ASSEMBLÉE RÉGIONALE

Sous réserve des dispositions contenues dans la deuxième annexe au présent règlement, seul peut être élue à une Assemblée régionale une personne qui, à la date de sa désignation en vue de cette élection,

a) est sujet ou protégé britannique et âgé de 21 ans révolus ; et

b) est capable

i) de parler, et

ii) dans le cas de toutes les Assemblées régionales autres que celle pour la région du nord-est, de lire, à moins d'être atteint de cécité ou empêché pour une autre cause physique, l'anglais ou le kiswahili avec une aisance suffisante pour prendre une part active aux délibérations de l'Assemblée régionale ; et

c) est inscrite dans cette région comme électeur à l'Assemblée régionale.

## DEUXIÈME ANNEXE

### INÉLIGIBILITÉ D'UN CANDIDAT AU SÉNAT, À LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS OU À UNE ASSEMBLÉE RÉGIONALE

1. Ne peut être élu au Sénat, à la Chambre des représentants ou à une Assemblée régionale quiconque, à la date de sa désignation en vue de l'élection :

a) se trouve, de son propre chef, dans une situation d'allégeance, de soumission ou de dépendance

à l'égard d'une puissance ou d'un Etat étranger ; ou

b) est déclaré, par jugement ou autrement, en état d'aliénation mentale en vertu d'une loi en vigueur au Kenya ; ou

c) a été déclaré, par jugement ou autrement, en faillite en vertu d'une loi en vigueur au Kenya ;

d) ou

i) soit occupe ou soit exerce des fonctions ou une charge publiques ou est au service de la Couronne, ou est employé ou au service du gouvernement, que ce soit à titre permanent ou non, et pour tout ou partie de son temps ; ou

ii) appartient aux forces armées régulières de la Couronne ; ou

iii) est fonctionnaire électoral.

A condition qu'une personne ne soit pas frappée d'incapacité pour la seule raison qu'elle est :

i) ministre, secrétaire parlementaire ou suppléant du *Speaker* ; ou

ii) titulaire d'une pension ou d'une autre allocation afférente aux fonctions, emploi ou service précités ; ou

iii) officier de police spécial ou officier de police de réserve au sens de l'ordonnance de police ; ou

iv) officier de réserve au sens de toute ordonnance actuellement en vigueur au Kenya concernant le recrutement des forces de l'armée de terre, de la marine ou des forces aériennes (qu'il soit rappelé ou non pour le service qui peut être requis de lui aux termes de ladite ordonnance) ; ou

v) officier en retraite ou figurant sur la liste d'urgence de toute unité des forces armées de la Couronne ou occupant une fonction d'urgence dans toute unité de ces forces ou appartenant à toute réserve d'officiers de l'une de ces forces ; ou

vi) pensionné de la marine, de l'armée ou des forces aériennes rappelé pour un service qu'il peut être appelé à accomplir.

2. Nul n'est éligible au Sénat si, au jour de la désignation des candidatures à cette assemblée, il est membre, ou désigné comme candidat à la Chambre des représentants ; et nul n'est éligible à la Chambre des représentants si, au jour de la désignation des candidatures à ladite assemblée, il est membre, ou désigné comme candidat au Sénat.

## **LAOS**

### **NOTE**

Le Ministre des affaires étrangères du Royaume du Laos a porté à la connaissance du Secrétaire général des Nations Unies que, durant l'année 1963, aucun texte n'a été promulgué dans le Royaume du Laos en ce qui concerne les droits de l'homme.



# LIBAN

## NOTE<sup>1</sup>

### I. DROITS ÉCONOMIQUES

1. La loi relative à la propriété commerciale fut approuvée par la Chambre des députés le 23 décembre 1963. Elle distinguait la propriété commerciale et la nue-propriété et rendait ainsi possibles les hypothèques et cessions opérées par le propriétaire d'un fonds de commerce, sans le consentement du propriétaire des locaux. Toutefois celui-ci pourra demander à la justice de reconsidérer le montant du bail jadis consenti au cédant, dans l'hypothèse où la cession, totale ou partielle, du fonds de commerce aura entraîné le changement de la nature du commerce.

Des erreurs d'ordre matériel auraient exigé le renvoi de la loi à la Chambre pour une deuxième lecture, conformément à l'article 57 de la Constitution.

2. Le 27 mars 1963, un décret n° 12362 pris en vertu de l'article 58 de la Constitution<sup>2</sup>, rendit exécutoire la loi protégeant les vendeurs de biens meubles à tempérament<sup>3</sup>. En voici une traduction :

« *Article premier.* Tout vendeur de biens mobiliers impayés, corporels ou incorporels, est bénéficiaire du privilège institué par la présente loi.

« *Art. 2.* Le privilège porte sur tout bien mobilier vendu aussi longtemps qu'il garde son individualité sur toute indemnité représentative de la chose vendue lorsque celle-ci est disparue ou détruite.

« *Art. 3.* Le privilège n'est acquis que si le vendeur dispose d'un acte authentique ou ayant date certaine indiquant les choses vendues et le prix à terme.

« *Art. 4.* Ce privilège garantit le prix de la vente et ses accessoires.

<sup>1</sup> Note rédigée par M. Hassan-Tabet Rifaat, docteur en droit, Conseiller d'Etat adjoint, délégué au Contentieux de l'Etat, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement du Liban.

<sup>2</sup> *Art. 58.* Le Président de la République peut rendre exécutoire, par décret déjà pris sur l'avis conforme du Conseil des ministres, tout projet qui aura été déclaré, préalablement, urgent par le Gouvernement par le décret de transmission pris sur l'avis conforme du Conseil des ministres, et sur lequel la Chambre n'aura pas statué dans les quarante jours qui suivront sa communication à l'Assemblée.

<sup>3</sup> Texte publié dans le *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> avril 1963, p. 1006.

« *Art. 5.* Il permet au vendeur de se faire payer par préférence sur le prix de la chose vendue. A cet effet le vendeur pourra avoir recours à la saisie-exécution.

« *Art. 6.* Ce privilège s'éteint si la propriété de la chose vendue est passée à un tiers de bonne foi.

« *Art. 7.* Dans toute distribution de deniers issus d'une réalisation mobilière où des privilèges généraux viendraient en concours avec le privilège institué par la présente loi, celui-ci bénéficiera de la priorité.

« Si le bénéficiaire du privilège constitué par la présente loi venait à se trouver en concours avec un créancier dont la créance a pour cause la contribution à la conservation de l'objet, ce dernier exercera le premier ses droits sur l'objet.

« *Art. 8.* Tout vendeur d'un mobilier dont le prix est payable à terme peut demander à l'acheteur, si celui-ci n'est pas commerçant, de s'engager par écrit à ne pas transférer à un tiers la propriété ou la possession de ce bien avant l'entier paiement du prix.

« La validité de cet engagement est subordonnée à son énonciation dans l'acte de vente, à ce que le bien vendu ne soit pas consommable et à ce que son prix dont le versement est différé ne soit pas inférieur à 300 livres libanaises.

« Nonobstant toute clause contraire, cet engagement s'éteint par l'expiration de deux années courant de sa date.

« Aucun renouvellement ou prorogation n'est possible.

« *Art. 9.* Sera puni des peines de l'escroquerie tout acheteur à crédit d'un bien mobilier qui contrairement à l'engagement visé à l'article 8 (premier alinéa) l'aura violé dans le délai de deux années visé au deuxième alinéa de l'article 8 de la présente loi.

« *Art. 10.* Sont exceptés des dispositions de la présente loi les fonds de commerce, les auto-véhicules et les machines agricoles et industrielles régies par la loi du 20 mai 1935.

« *Art. 11.* Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi ou incompatibles avec sa teneur. »

3. La jurisprudence administrative a rappelé dans deux arrêts encore inédits le principe de la liberté du commerce et de l'industrie.

a) Le Conseil d'Etat libanais<sup>4</sup> consacra, encore une fois, un principe juridique certain : les textes législatifs portant atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie doivent être interprétés restrictivement et dans le sens le plus favorable au maintien de cette liberté.

b) Dans un autre arrêt récent<sup>5</sup>, la haute juridiction administrative, ayant à connaître d'un recours en appréciation de validité relatif à des arrêtés homologués par le Ministre des finances et restreignant la liberté d'exporter le tabac en feuilles<sup>6</sup>, les déclara contraires au principe de la liberté du commerce.

## II. DROITS SOCIAUX

### 1. Le Code de sécurité sociale du 26 septembre 1963

Promulgué un an après la loi sur les habitations populaires, le Code de sécurité sociale (qui comprend 87 articles) constitue « l'épine dorsale » de la législation libanaise dans le domaine social et est appelé à parfaire la « révolution blanche » dans laquelle s'est engagé le Liban.

Voici un condensé de ses principales dispositions, tel qu'il ressort d'un communiqué publié par l'Agence nationale d'information :

Le Code de sécurité sociale comportera les quatre chapitres suivants :

#### a) Assurance « maladie » et « maternité »

Ce chapitre comporte :

(1) l'assistance médicale en cas de maladie ou de maternité ;

(2) le remboursement des frais de maladie et de maternité ; et

(3) le remboursement des frais d'enterrement.

L'assistance médicale englobe les soins, les analyses, les radiographies, les examens de laboratoires, les visites à domicile, les frais de spécialistes, l'assistance dentaire, les médicaments et l'hospitalisation.

En cas de maternité, l'assistance médicale englobe les examens et l'assistance prénatale et postnatale, de même que, durant l'accouchement, les médicaments et l'hospitalisation.

L'assistance médicale fournie à partir du quatrième jour, se prolonge durant 26 semaines. Elle peut être étendue à 39 et à 52 semaines.

L'allocation maladie court à partir du quatrième jour et est maintenue, au besoin, durant 26 semaines. Dans les cas graves, elle est versée jusqu'à la 52<sup>e</sup> semaine. Pour une première période ininterrompue de 30 jours de maladie, l'allocation représente les 50 pour cent du traitement journalier et 30 pour cent en cas d'hospitalisation. A partir du 31<sup>e</sup> jour, l'allocation est portée respectivement à 75 et 50 pour cent.

L'allocation maternité, valable pour 10 semaines, représente les deux tiers du traitement journalier.

En cas de décès, une somme forfaitaire de 200 livres libanaises est versée pour frais d'enterrement.

#### b) Assurance « accidents du travail » et « maladies professionnelles »

Ce chapitre comporte :

(1) l'assistance médicale en cas de maladie ;

(2) l'indemnisation en cas d'invalidité ;

(3) le salaire d'invalidité ou l'indemnité prévue en cas d'invalidité totale ou partielle ; et

(4) en cas de décès, les versements des traitements aux ayants droit et le remboursement des frais d'enterrement.

L'assistance médicale est la même que celle prévue en cas de maladie. En cas d'invalidité par suite d'accident du travail ou de maladie professionnelle, l'assuré perçoit une indemnité équivalente à 75 pour cent de son traitement journalier ; cette indemnité est ramenée à 50 pour cent en cas d'hospitalisation. Elle est payée, soit jusqu'à la guérison, soit jusqu'au début du versement du traitement d'invalidité, soit jusqu'au décès si celui-ci survient avant.

En cas d'invalidité totale, par suite d'accident du travail ou de maladie professionnelle, l'assuré perçoit pour le restant de sa vie un salaire annuel équivalent aux deux tiers de son traitement annuel, sous réserve que ce traitement ne dépasse pas 7 200 livres par an.

En cas de décès, les ayants droit perçoivent un salaire équivalent aux deux tiers du traitement annuel perçu par l'assuré. Une somme forfaitaire de 200 livres est versée pour frais d'enterrement.

#### c) Allocations familiales

Y ont droit : l'épouse sans profession, les enfants infirmes jusqu'à concurrence de cinq, les garçons jusqu'à l'âge de 16 ans ou de 20 ans au cas où ils poursuivent leurs études, et les jeunes filles sans profession jusqu'à l'âge de 25 ans.

#### d) Indemnités de fin de service

En ce qui concerne ce chapitre, le projet de loi a dissocié le cas des salariés embauchés avant et après la date de la mise en application de la sécurité sociale.

Les premiers, soumis à la loi actuelle, ont le choix entre les indemnités de licenciement ou les indemnités de fin de service prévues par le projet de sécurité sociale. Quant aux seconds, ils sont obligatoirement soumis à cette dernière stipulation.

A droit aux indemnités de fin de service tout salarié ayant vingt ans de service, ou tout salarié invalide à 50 pour cent, ou tout salarié âgé de 60 ans.

A droit également à cette indemnité toute salariée se mariant et quittant son service dans les douze mois qui suivent.

Tout salarié âgé de 60 ans peut enfin réclamer le changement de cette indemnité en retraite à vie.

L'exécution du Code de sécurité sociale se fera en trois étapes, la première devant être inaugurée dix-huit mois après la publication de la loi<sup>7</sup> ; la

<sup>4</sup> C.E. Lib. 18 juillet 1963, Ordre des pharmaciens, arrêt n° 1166 (encore inédit).

<sup>5</sup> C.E. Lib. 19 mars 1963, Hoirs Youssef Zein, arrêt n° 526 (encore inédit).

<sup>6</sup> Le principe de cette liberté est posé par l'arrêté du Haut Commissaire n° 16/L.R. (art. 1<sup>er</sup>, al. 2), du 30 janvier 1935.

<sup>7</sup> La loi fut publiée dans le *Journal officiel*, addendum n° 78, du 30 septembre 1963.

seconde étape débutera dans un délai maximum de deux ans après la première, et la troisième, deux années au plus après la seconde. La deuxième étape s'appliquera aux salariés agricoles et la dernière à tous les travailleurs.

Quant à la première étape, n'en bénéficieront que les salariés non agricoles et les salariés libanais non fonctionnaires travaillant pour l'Etat, les municipalités ou les offices autonomes. A signaler qu'au cours de la première étape, les accidents du travail seront couverts, en ce qui concerne les salariés agricoles, dans la seule hypothèse d'un accident imputable à une machine actionnée par une force autre que celle de l'homme ou de l'animal.

La loi prévoit son application aux salariés étrangers travaillant au Liban, à charge de réciprocité et à condition que les salariés étrangers détiennent un permis de travail.

Toutefois, sont exclus des bénéfices de la loi, sauf pour les indemnités de fin de service, les membres de la famille du salarié étranger qui ne résident pas au Liban d'une façon permanente.

## 2. *L'Office de développement social*

Sur le terrain des faits, les activités de l'Office de développement social (ODS) ont été résumées comme suit par un porte-parole autorisé dudit Office :

a) L'ODS a passé des contrats avec 66 institutions totalisant 7 116 asiles divers. Quant aux institutions spécialisées dans l'enseignement professionnel et technique, elles reçoivent actuellement

2 120 élèves. Une somme de 4 500 000 livres a été affectée, au début de cette année, par l'ODS pour la création et l'équipement de vingt-sept institutions similaires réparties dans tout le pays. Dans ce domaine, l'Office collabore étroitement avec la direction de l'enseignement professionnel au Ministère de l'éducation.

b) Services sociaux. — L'Office a conclu des accords avec trente associations de bienfaisance qui prodiguent des services sociaux et sanitaires, des services médicaux dans des centres créés à cet effet, l'enseignement ménager, l'assistance aux familles nécessiteuses, etc.

c) Développement rural. — L'Office s'est donné pour principe de faire participer la population aux projets qu'il entreprend. A cet effet, des camps de jeunes volontaires ont été institués. Vingt-sept travailleurs sociaux ont été formés en 1962 et répartis dans les différentes unités de développement rural. Le rôle de ces travailleurs est de recenser les besoins de la population, de recommander les projets propres à les combler et d'en orienter l'exécution avec la collaboration effective de la population.

d) Le camp d'Aramta. — Le porte-parole de l'ODS a enfin souligné l'importance du camp d'Aramta qui a groupé 500 élèves de différentes écoles et universités qui ont aidé la population à percer des routes. Rappelons que ce camp vit la participation de volontaires des pays arabes et de France, ce qui est particulièrement encourageant pour l'échange, dans l'avenir, de volontaires entre le Liban et les autres pays.

# LIBYE

## AMENDEMENT À LA CONSTITUTION

Le 26 avril 1963, l'article 102 de la Constitution du Royaume-Uni de Libye, en date du 7 octobre 1951, a été modifié<sup>1</sup>. La modification se lit comme suit :

« Article 102. Tout Libyen adulte jouit du droit de vote conformément aux conditions prévues par la loi. Les femmes peuvent exercer ce droit sous réserve desdites conditions. »  
[Conformément aux renseignements que la Mission permanente de Libye auprès de l'Organisation des Nations Unies a fournis au Secrétaire général, les conditions visées à l'article 102, mentionné ci-dessus, n'établissent aucune distinction fondée sur le sexe. De plus, l'amendement constitutionnel confère implicitement aux femmes le droit d'être élues à toutes les charges publiques.]

<sup>1</sup> Le texte de la modification figure dans *Constitutions, lois électorales et autres textes législatifs relatifs aux droits politiques de la femme*, Mémoire du Secrétaire général (A/5456/Add.1). Pour des extraits de la Constitution de la Libye de 1951, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 276 à 280, et l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 208 et 209.

## DÉCRET ROYAL DU 22 NOVEMBRE 1962 PORTANT PROMULGATION DE LA LOI SUR LE TRAVAIL

### RÉSUMÉ

Le texte de ce décret royal a été publié dans *Al-Jarida al-Rasmiya*, n° 17, du 24 novembre 1962.

L'article 2 de la loi sur le travail dispose qu'en dehors de certaines exceptions mentionnées dans cet article, la présente loi est applicable aux personnes au service du gouvernement fédéral, des administrations provinciales ou des établissements publics, à moins que leur statut n'ait été défini par règlement de l'autorité compétente.

D'autres dispositions de la loi traitent de la responsabilité des directeurs et des inspecteurs du travail pour l'application de la présente loi dans la province ; de la compétence des bureaux de placement ; de la formation professionnelle ; des contrats individuels de travail ; des conventions collectives ; des salaires minima ; de la protection des salaires ; de la protection de la santé, de la sécurité et du bien-être ; de la durée du travail ; du congé annuel et du repos hebdomadaire ; des syndicats ; des différends du travail ; et des grèves.

Des traductions du texte de la loi sur le travail en anglais et en français ont été publiées par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1962 — Libye 1.

# LIECHTENSTEIN

## ORDONNANCE SUR LES MALADIES PROFESSIONNELLES DU 14 OCTOBRE 1963 <sup>1</sup>

### RÉSUMÉ

Cette ordonnance abroge l'ordonnance gouvernementale sur l'assurance-accident obligatoire (maladies professionnelles) du 19 avril 1956. L'article premier énumère les substances dont la fabrication ou l'emploi peut provoquer certaines affections graves. L'article 2 dispose que les compagnies d'assurance, après avoir donné le préavis prévu à l'article 22 de la loi du 16 janvier 1931 relative aux assurances-accidents, ont le droit de réduire ou de supprimer le service des prestations lorsque l'assuré, du fait de la manipulation de calcium hydroxide ou de ciment, est tombé malade à plusieurs reprises et a perçu en conséquence, au cours de cinq années consécutives, des indemnités de maladie pour une durée de 150 jours. L'article 3 énumère les maladies considérées comme professionnelles.

---

<sup>1</sup> Texte publié dans le *Liechtensteinisches Landes-Gesetzblatt*, n° 36, du 6 novembre 1963.

## LUXEMBOURG

### ARRÊTÉ GRAND-DUCAL DU 22 AVRIL 1963 PORTANT NOUVELLE FIXATION ET RÉGLEMENTATION DU SALAIRE SOCIAL MINIMUM<sup>1</sup>

*Article premier.* Les taux des salaires minima fixés aux articles 2 et 3 sont obligatoires pour les employeurs et les travailleurs et ne pourront être abaissés ni par accord individuel, ni par contrat collectif.

Ils sont applicables aux établissements industriels, commerciaux et artisanaux, aux établissements publics et d'utilité publique, aux professions libérales, aux sociétés et associations de quelque nature que ce soit, ainsi qu'en général à toutes les branches d'activité privées ou publiques à l'exception cependant des gens de maison ainsi que de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture.

Ils sont adaptés au nombre-indice du coût de la vie suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat.

*Art. 2.* Le taux horaire minimum des salaires est fixé à vingt-cinq francs, nombre indice 130, pour les salariés masculins et féminins d'aptitude physique normale et âgés de vingt et un ans au moins.

Pour les jeunes salariés âgés de moins de vingt et un ans, les taux sont fixés comme suit en pourcentage des salaires prévus pour les salariés adultes :

- de vingt à vingt et un ans : quatre-vingt-dix pour cent,

- de dix-neuf à vingt ans : quatre-vingts pour cent,
- de dix-huit à dix-neuf ans : soixante-dix pour cent,

- de dix-sept à dix-huit ans : soixante pour cent,
- de seize à dix-sept ans : cinquante pour cent.

*Art. 3.* Les appointements des employés et ouvriers masculins et féminins payés au mois ne pourront être inférieurs à cinq mille francs, nombre indice 130, pour les salariés d'aptitude physique normale et âgés de vingt et un ans au moins.

Pour les salariés âgés de moins de vingt et un ans, les appointements sont à fixer en appliquant les pourcentages prévus à l'article 2.

*Art. 4.* Les salaires et appointements minima sont basés sur la durée légale maximum de la journée ou de la semaine de travail.

*Art. 5.* Les travailleurs qui, en raison d'infériorité physique ou intellectuelle, sont hors d'état de fournir dans leur occupation un rendement normal, pourront être employés avec une rémunération inférieure au salaire minimum sur autorisation écrite de l'inspection du travail, indiquant le montant et la durée de la réduction, et la délégation s'il en existe, entendue en son avis.

*Art. 6.* Les employeurs qui estiment que la situation économique et financière de leur entreprise ne permet pas d'appliquer immédiatement et intégralement les taux de rémunération minima fixés par le présent arrêté, pourront présenter une demande de dispense provisoire, sur laquelle il sera statué par décision commune du Ministre du travail et de la sécurité sociale et du Ministre des affaires économiques après enquête par les services compétents des deux départements ministériels.

Toute demande de dispense est à adresser au Ministre du travail et de la sécurité sociale et devra obligatoirement comprendre un exposé détaillé de la situation économique et financière de l'entreprise requérante.

<sup>1</sup> Texte publié dans le *Mémorial du Grand-Duché* du 17 avril 1963, n° 19, p. 263 et 264.

# MADAGASCAR

## NOTE<sup>1</sup>

### LOI N° 62-033 DU 27 DÉCEMBRE 1962 MODIFIANT LE PARAGRAPHE DU PRÉAMBULE DE LA CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE MALGACHE RELATIF AU DROIT DE PROPRIÉTÉ<sup>2</sup>

*Article premier.* Le paragraphe du préambule de la Constitution de la République malgache qui traite du droit de propriété reçoit la rédaction suivante :

« La propriété est un droit inviolable pour tous, Malgaches et étrangers ; nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque l'exige la nécessité publique constatée dans les formes légales et sous la condition d'une juste et préalable indemnité, sauf lorsqu'il s'agit de propriétés non exploitées ou abandonnées que l'Etat récupère dans les conditions déterminées par la loi. L'Etat reconnaît le droit de propriété ancestrale dûment établi. »

<sup>1</sup> Texte des lois et décrets, à l'exception de ceux des lois n° 62-033 et 62-036, communiqués par le Gouvernement malgache.

<sup>2</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République malgache*, n° 268, du 18 janvier 1963. Pour des extraits de la Constitution, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1959*, p. 192 et 193.

### LOI N° 62-036 DU 27 DÉCEMBRE 1962 TENDANT À MODIFIER LE PARAGRAPHE I DE L'ARTICLE 32 DE LA CONSTITUTION CONCERNANT LE DROIT DE PROPRIÉTÉ<sup>3</sup>

*Article premier.* L'article 32, paragraphe I, alinéa b, de la Constitution de la République malgache est modifié comme suit :

« Le régime juridique de la propriété et des droits réels et les conditions dans lesquelles les biens peuvent faire l'objet de l'expropriation ou de réquisition pour cause de nécessité publique ou de récupération pour cause d'abandon ou de non-exploitation. »

<sup>3</sup> *Journal officiel de la République malgache*, n° 268, du 18 janvier 1964.

### LOI N° 63-008 DU 15 JUILLET 1963 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI ORGANIQUE N° 6 FIXANT LA COMPOSITION DU SÉNAT, LES RÈGLES RELATIVES À L'ÉLECTION ET À LA DÉSIGNATION DE SES MEMBRES AINSI QU'AU FONCTIONNEMENT DE CETTE ASSEMBLÉE<sup>4</sup>

*Article premier.* Les articles 1 et 27 de la loi organique n° 6 fixant la composition du Sénat<sup>5</sup>, les règles relatives à l'élection et à la désignation de ses membres ainsi qu'au fonctionnement de cette assemblée sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« *Article premier* (nouveau). Nul ne peut être élu ou nommé sénateur s'il ne réunit les conditions suivantes :

1° être citoyen malgache ;

2° avoir 35 ans révolus au jour du dépôt de la candidature ou de la désignation ;

3° se trouver dans une situation régulière au regard des lois sur le recrutement du service national ;

<sup>4</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République malgache* du 20 juillet 1963.

<sup>5</sup> Pour des extraits de la loi organique, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1959*, p. 197.

4° être en règle avec la législation fiscale applicable sur le territoire de la République malgache et notamment avoir acquitté les impositions exigibles de l'année précédente. »

« Article 27 (nouveau). La durée du mandat sénatorial est de six ans. Le Sénat se renouvelle par moitié tous les trois ans dans chacune des catégories de ses membres.

« Article 3. Les citoyens français et les citoyens de l'U.A.M. qui font actuellement partie du Sénat, conserveront leur mandat jusqu'à l'expiration de ce mandat. »

## LOI N° 63-016 DU 15 JUILLET 1963 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI ORGANIQUE N° 3 DU 6 JUIN 1959 PORTANT RÉGLEMENTATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE \*

*Article premier.* Les articles premier et 4, le titre IV et les articles 95, 96, 97, 98 et 102 de la loi organique n° 3 du 6 juin 1959<sup>7</sup> sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Article premier (nouveau). Sont électeurs et éligibles sans distinction de sexe tous les citoyens malgaches âgés de vingt et un ans accomplis jouissant de leurs droits civils et politiques.

Les citoyens français et les citoyens de l'U.A.M. remplissant les conditions générales prescrites au premier alinéa, sont électeurs et éligibles au même titre que les citoyens malgaches pour les élections municipales, mais pour celles-ci seulement. Cette réserve ne s'applique pas aux citoyens français et aux citoyens de l'U.A.M. résidant à Madagascar ayant rendu d'éminents services à la République malgache et membres de l'Ordre national malgache qui restent électeurs et éligibles pour toutes les élections au même titre que les citoyens malgaches.

Ces privilèges seront constatés individuellement par décret pris en Conseil des ministres.

Toutefois, les fonctions de maire et de premier adjoint au maire ne peuvent être exercées que par des nationaux malgaches.

Les militaires des armées de terre, de mer et de l'air, sont électeurs dans les mêmes conditions que les autres citoyens. Il en est de même des citoyens qui servent dans le service civique.

Les conditions d'électorat des femmes ayant acquis la nationalité malgache par mariage sont fixées par le Code de la nationalité malgache<sup>8</sup>.

Les conditions d'électorat des étrangers naturalisés sont fixées par les articles 37, 38 et 39 dudit Code. »

« Art. 4 (nouveau). La liste électorale comprend :

1° Tous les électeurs au sens des articles premier et 2 ci-dessus qui ont leur résidence principale dans la commune — celle-ci s'appréciera conformément aux règles en vigueur ;

2° Tous ceux qui, sans avoir leur résidence principale dans la commune, y résident depuis plus de six mois. L'absence résultant du service national n'empêche pas l'inscription sur la liste électorale de la commune de la résidence principale. »

[Le titre IV (nouveau) et les nouveaux articles 95, 96, 97, 98 et 102 contiennent des dispositions concernant les communes rurales.]

\* Texte publié dans le *Journal officiel de la République malgache* du 20 juillet 1963.

<sup>7</sup> Pour des extraits de cette loi organique, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1959*, p. 193 et 194.

<sup>8</sup> Pour des extraits de ce Code, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1960*, p. 211 à 216.

## LOI N° 63-020 DU 15 JUILLET 1963 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI ORGANIQUE N° 5 RELATIVE À L'ÉLECTION DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, À SON ORGANISATION ET À SON FONCTIONNEMENT \*

*Article premier.* Les articles 2, 5, 9, 10 et 24 de la loi organique n° 5 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, à son organisation et à son fonctionnement<sup>10</sup> sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 2 (nouveau). Pour faire acte de candidature à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, il faut :

1° Être citoyen malgache et inscrit sur les listes électorales d'une circonscription du territoire de la République malgache ;

2° Avoir 25 ans révolus au moment du dépôt de candidature ;

3° Être en règle avec les lois sur le recrutement du service national ;

4° Être en règle avec la législation fiscale applicable sur le territoire de la République malgache et notamment avoir acquitté les impositions exigibles de l'année précédente. »

« Art. 4 (nouveau). Les citoyens français et les

\* Texte publié dans le *Journal officiel de la République malgache* du 20 juillet 1963.

<sup>10</sup> Pour des extraits de la loi organique, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1959*, p. 195 et 196.



citoyens de l'U.A.M. qui font partie de l'actuelle Assemblée nationale conserveront leur mandat jusqu'à l'expiration des pouvoirs de cette Assemblée.»

« Art. 5 (nouveau). Les étrangers naturalisés ne sont éligibles qu'à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date du décret de naturalisation.

Toutefois, la disposition de l'alinéa précédent ne sera pas applicable :

Au naturalisé qui a accompli effectivement dans le service national le temps de service actif correspondant aux obligations de sa classe d'âge ;

Au naturalisé qui remplit les conditions prévues à l'article 39 du Code de la nationalité malgache. »

« Art. 9 (nouveau). [Traite des personnes inéligibles pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les trois années qui suivent la cessation de leurs fonctions.] »

« Art. 10 (nouveau). [Traite des personnes inéligibles dans toutes les circonscriptions où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions depuis moins d'un an.] »

« Art. 24 (nouveau). La durée normale du mandat de député est de cinq ans sauf dissolution prévue à l'article 45 de la Constitution. »

## DÉCRET N° 63-124 DU 22 FÉVRIER 1963 INSTITUANT UN CODE DES ALLOCATIONS FAMILIALES ET DES ACCIDENTS DU TRAVAIL <sup>11</sup>

### LIVRE PREMIER

#### ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA CAISSE NATIONALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES ET D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Article premier.* Les employeurs et assimilés définis par les différents régimes de compensation gérés par la caisse, qui occupent à Madagascar une ou plusieurs personnes visées à l'article 3 de l'ordonnance n° 62-078 du 29 septembre 1962, quels que soient l'âge, le sexe, la situation de famille et la nationalité de ces dernières, que celles-ci bénéficient ou non des prestations servies par la caisse, sont tenus, sous peine de sanctions judiciaires, de :

1° S'affilier à la caisse nationale, dans les quinze jours qui suivent soit l'ouverture ou l'acquisition de l'entreprise, soit l'embauchage d'un premier travailleur salarié ;

2° Déclarer à la caisse, dans le premier mois du trimestre civil, soit les rémunérations acquises par les personnes visées ci-dessus, soit l'emploi dans le cas de cotisations forfaitaires, au cours du trimestre précédent ;

3° Verser à la caisse, en même temps que cette déclaration, le montant des cotisations correspondantes ;

4° Verser aux allocataires les prestations fixées aux bordereaux de la caisse ;

5° Aviser immédiatement la caisse de tout embauchage ou débauchage de travailleurs allocataires.

##### Titre premier

#### DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA CAISSE

##### Chapitre premier

##### Du conseil d'administration

*Art. 3.* Le conseil d'administration est un organisme paritaire qui règle les affaires de la caisse

par ses délibérations ou par celles de ses commissions.

### LIVRE II

#### DU RÉGIME DES PRESTATIONS FAMILIALES

##### Titre III

#### DES PRESTATIONS FAMILIALES

*Art. 139.* Les prestations familiales comprennent :  
Des allocations prénatales ;  
Des allocations de maternité ;  
Des allocations familiales ;

L'indemnité représentative de salaire prévue à l'article 77 du code du travail ;

Le remboursement des frais d'accouchement prévu à l'article 77 du code du travail.

Elles sont incessibles et insaisissables, sauf pour le paiement des dettes alimentaires prévues par le code civil.

##### Chapitre premier

##### De l'allocation prénatale

*Art. 141.* L'allocation prénatale, d'un montant égal à neuf mensualités d'allocations familiales, est due, à l'occasion de chaque grossesse médicalement constatée, aux personnes ou à la conjointe des personnes qui remplissent les conditions définies au titre II du présent livre.

##### Chapitre II

##### De l'allocation de maternité

*Art. 145.* L'allocation de maternité, égale à douze mensualités d'allocation familiale, est due aux personnes qui remplissent les conditions définies au chapitre premier du présent livre, à l'occasion de la naissance, sous contrôle médical sauf le cas d'impossibilité reconnue, d'un enfant né viable et régulièrement inscrit à l'état civil.

<sup>11</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République malgache* du 15 mars 1963.

En cas de naissance multiple, l'allocation de maternité est due autant de fois qu'il y a d'enfants.

### Chapitre III

#### *De l'allocation familiale*

**Art. 149.** L'allocation familiale est attribuée aux personnes remplissant les conditions du titre II du présent livre, pour chaque enfant vivant, depuis le premier jour du mois suivant la naissance jusqu'à l'âge de quatorze ans révolus.

Cette limite d'âge est portée à :

1° Dix-huit ans lorsqu'il est justifié d'un contrat d'apprentissage régulier ;

2° Vingt et un ans, en cas de poursuite d'études sur présentation de certificats de scolarité, ou en cas d'infirmité ou de maladie incurable justifiées par certificat médical et rendant impossible tout travail salarié ; ce certificat médical est exigible chaque année ;

3° Vingt et un ans pour la fille non mariée de l'allocataire ou de son conjoint qui, vivant sous le toit de l'allocataire, se consacre exclusivement aux travaux ménagers et à l'éducation d'au moins deux enfants âgés de moins de dix ans à la charge de l'allocataire et bénéficiaire des allocations familiales, dans le cas où la mère est décédée, ou bien a quitté le domicile familial, ou bien se trouve dans l'impossibilité physique, soit de se livrer aux soins du ménage soit de les assumer totalement par suite de maladie prolongée ou de la présence au foyer d'au moins quatre enfants bénéficiaires des allocations familiales.

### Chapitre IV

#### *De l'indemnité de demi-salaire*

**Art. 157.** L'indemnité journalière de demi-salaire prévue à l'article 77 du Code du travail est due, à l'occasion de ses couches et pendant la durée de l'arrêt du travail, à la femme salariée remplissant les conditions exigées par le titre II du présent livre.

L'indemnité est payée dans la limite de huit semaines avant et de six semaines après l'accouchement ; elle peut être maintenue pendant un période supplémentaire de trois semaines, en cas de maladie dûment constatée et résultant de la grossesse ou des couches.

## LIVRE III

### DU RÉGIME

#### DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

##### *Titre premier*

##### ORGANISATION FINANCIÈRE DU RÉGIME DE COMPENSATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

##### *Titre II*

##### CHAMP D'APPLICATION

##### 1. De l'accident du travail. Définition

**Art. 167.** Est considéré comme accident du travail qu'elle qu'en soit la cause, l'accident survenu à un travailleur :

1° Par le fait ou à l'occasion du travail ;

2° Pendant le trajet de sa résidence au lieu du travail et *vice versa*, dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel ou indépendant de l'emploi ;

3° Pendant les voyages dont les frais sont mis à la charge de l'employeur en vertu de l'article 87 du code du travail.

### Titre V

#### DE LA RÉPARATION

##### 1. Etendue de la réparation

**Art. 191.** La réparation accordée à la victime d'un accident du travail ou à ses ayants droit comprend :

1° Des indemnités :

a) L'indemnité journalière versée au travailleur pendant la période d'incapacité temporaire ;

b) La rente servie à la victime en cas d'incapacité permanente, ou à ses ayants droit en cas d'accident mortel ;

2° La prise en charge ou le remboursement des frais nécessités par le traitement, la réadaptation fonctionnelle, la rééducation professionnelle et le reclassement.

### Chapitre II

#### *Soins et prestations, réadaptation fonctionnelle, rééducation professionnelle et reclassement*

**Art. 222.** La caisse prend en charge ou rembourse les frais nécessités par le traitement, la réadaptation fonctionnelle, la rééducation professionnelle et le reclassement de la victime, et en particulier :

1° Les frais entraînés par les soins médicaux et chirurgicaux, les frais pharmaceutiques et accessoires ;

2° Les frais d'hospitalisation ;

3° La fourniture, la réparation et le renouvellement des appareils de prothèse et d'orthopédie ;

4° La couverture des frais de déplacement.

### Titre V

#### PRÉVENTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

**Art. 252.** La caisse doit en collaboration avec l'inspection du travail :

1° Recueillir pour les diverses catégories d'établissements tous renseignements permettant d'établir les statistiques des accidents du travail et des maladies professionnelles en tenant compte de leurs causes et des circonstances dans lesquelles ils sont survenus, de leur fréquence et de leurs effets, notamment de la durée et de l'importance des incapacités qui en résultent ;

2° Procéder ou faire procéder à toutes enquêtes jugées utiles en ce qui concerne l'état sanitaire et social, les conditions d'hygiène et de sécurité des travailleurs ;

3° Vérifier si les employeurs observent les mesures d'hygiène et de prévention prévues par la réglementation en vigueur ;

4° Recourir à tous les procédés de publicité et de propagande pour faire connaître, tant dans les

entreprises que parmi la population, les méthodes de prévention ;

5° Favoriser, par des subventions ou avances, l'enseignement de la prévention.

## DÉCRET N° 63-206 DU 11 AVRIL 1963 PORTANT RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE DES BOURSES NATIONALES POUR ÉTUDES DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE LONG, SECONDAIRE COURT DE MADAGASCAR <sup>12</sup>

*Article premier.* Les bourses nationales sont destinées à contribuer à l'entretien des élèves qui ont été reconnus aptes à entreprendre ou à poursuivre des études classiques, modernes ou techniques.

*Art. 2.* Les bourses nationales sont attribuées aux élèves de nationalité malgache.

Elles peuvent également être attribuées, à titre exceptionnel, à des élèves étrangers dont les parents sont établis à Madagascar et justifient des services rendus à la République malgache, sous réserve toutefois des dispositions des articles 3 et 4 du présent décret.

*Art. 3.* Les bourses nationales ne peuvent être accordées qu'à des élèves dont les ressources familiales ou personnelles ont été reconnues insuffisantes compte tenu des charges qui incombent à la famille.

L'insuffisance des ressources et les charges de la famille sont constatées sur le vu d'une déclaration dûment certifiée exacte par l'autorité administrative de la localité où résident les parents ou tuteur qui ont formulé la demande.

*Art. 4.* Les bourses nationales sont attribuées par arrêté du Ministre de l'éducation nationale dans la limite des crédits budgétaires ouverts à cet effet, sur propositions d'une commission instituée dans chaque chef-lieu de province.

*Art. 5.* Les établissements d'enseignement habilités à recevoir des boursiers nationaux sont :

1° Les lycées et cours complémentaires ;

2° Les établissements publics d'enseignement technique à l'exclusion des établissements d'enseignement médico-social ;

3° Les établissements privés d'enseignement secondaire long, secondaire court et technique préparant au moins aux certificats d'aptitude professionnelle.

<sup>12</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République malgache* du 20 avril 1963.

## DÉCRET N° 63-485 DU 30 JUILLET 1963 PORTANT RÉGLEMENTATION DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITÉ <sup>13</sup>

*Article premier. Principe du droit à pension.* En application des dispositions du décret n° 62-144 du 21 mars 1962, il est institué un règlement des pensions militaires d'invalidité déterminé par le présent décret.

Ce règlement est applicable :

1° Aux militaires, marins ou gendarmes des forces armées malgaches ;

2° A leurs veuves, orphelins et ayants cause.

### *Titre premier*

#### DROIT À PENSION

#### Chapitre premier. *Champ d'application*

*Art. 2. Ayants droit.* Bénéficient du régime prévu par le présent décret :

Les militaires, marins et gendarmes de carrière des forces armées ;

Les militaires, marins et gendarmes appelés à faire leur service légal, soit dans l'armée de terre, de mer et de l'air, soit dans la gendarmerie nationale ;

Les militaires des réserves dans leurs foyers, à la condition que l'infirmité ait été contractée ou aggravée pendant la durée du service actif ;

Les militaires des réserves mobilisés.

<sup>13</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République malgache*, du 10 août 1963.

## MALI

### RÉSUMÉ DU CODE DU TRAVAIL DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI<sup>1</sup>

A sa séance du 9 août 1962, l'Assemblée nationale de la République du Mali a adopté à l'unanimité la loi n° 62-67/AN-RM instituant un Code du travail.

Cet important texte était accompagné le même jour d'une loi n° 62-68/AN-RM instituant un Code de prévoyance sociale, qui comporte le Code du travail et protège les travailleurs contre les principaux risques sociaux.

Le Code du travail proprement dit comporte 400 articles divisés en huit titres. Ces principes fondamentaux correspondent à ceux inscrits dans la Constitution du 22 septembre 1960, qui donne à toutes les catégories de travailleurs une place de premier ordre dans la construction nationale du Mali.

Dans son *titre premier*, le Code définit très largement la notion de travailleurs à la seule exclusion des fonctionnaires et prévoit des mesures pour l'élimination totale du travail forcé.

Le *titre 2* règle de façon plus particulière les différentes formes de contrat : apprentissage, contrat de travail, convention collective.

Les apprentis sont particulièrement protégés physiquement et moralement. Un minimum d'allocations leur est accordé et leur formation professionnelle est suivie de près.

Pour les travailleurs, des mesures spéciales sont prises pour protéger la durée de leur engagement. Une mesure particulièrement intéressante est prévue à l'article 38, qui exige l'autorisation de l'inspecteur du travail pour tout licenciement. Cette mesure, qui n'existe que dans un petit nombre de pays, est particulièrement efficace pour assurer la stabilité de l'emploi.

Le *titre 3* règle les conditions générales du travail : salaires et primes diverses ; durée du travail, qui est de 40 heures par semaine ; repos hebdo-

madaire ; congés et transports ; le congé annuel est de trois semaines.

Le *titre 4*, qui compte plus de 50 articles, prévoit toutes les mesures nécessaires en matière d'hygiène et de sécurité en retenant les méthodes les plus modernes qui ont été dégagées ces dernières années en ce qui concerne l'aération, l'éclairage, la propreté, la prévention des incendies et des accidents dus aux machines dangereuses. Une protection spéciale est accordée aux femmes et aux enfants.

Dans le *titre 5* sont prévues les procédures pour régler les différends du travailleur ; les différends individuels devant le tribunal du travail où la procédure est gratuite et accélérée, les différends collectifs par la voie de la conciliation et de l'arbitrage, qui, pour les affaires les plus graves, peuvent être portés en Conseil des ministres.

Le *titre 6* traite des institutions professionnelles, à savoir les syndicats qui sont dotés des plus larges capacités et des délégués du personnel. La liberté syndicale est expressément critiquée.

Le *titre 7* institue les organismes publics chargés des problèmes du travail : Conseil supérieur du travail ; Direction et inspection du travail ; Office national de la main-d'œuvre. Il contient les pénalités pour infractions au Code.

Le *titre 8*, le dernier, contient les dispositions transitoires et finales.

Ainsi, le Code du travail de la République du Mali constitue un instrument de travail, complet, souple et dynamique. Il a été voulu par toutes les forces vives du Parti de l'Union soudanaise R.D.A. et des organisations du travail et il s'intègre dans notre organisation économique et sociale fondée sur la planification socialiste et le développement des coopératives.

Il est d'ailleurs susceptible encore de réforme et d'amélioration.

Le Code du travail de la République du Mali a été publié dans la *Série législative*, n° 3, mai-juin 1964, du Bureau international du Travail.

<sup>1</sup> Texte du résumé communiqué par le Gouvernement de la République du Mali.

## MAROC

### NOTE<sup>1</sup>

Au premier chef s'inscrit dans le cadre de la Déclaration des droits de l'homme la Constitution du Royaume du Maroc, soumise au référendum, approuvée par le peuple marocain et promulguée le 17 Rejeb 1382 (14 décembre 1962).

Les principes fondamentaux inscrits dans la Constitution se retrouvent dans ceux proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>2</sup>.

Dans le cadre de l'œuvre législative s'impose particulièrement à l'attention, comme contenant le reflet des principes fondamentaux proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Dahir de Sa Majesté le roi du Maroc du 28 Joumada II 1382 (26 novembre 1962) promulguant le Code pénal applicable dans toute l'étendue du Royaume à dater du 17 juin 1963.

Cette œuvre parachève celle entreprise, dans le domaine du droit pénal, par la promulgation du code de procédure pénale en février 1959, dont une analyse a été donnée précédemment à l'occasion de la publication de l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1959*<sup>3</sup>.

Le nouveau Code pénal marocain pose pour principe, dans ses dispositions préliminaires (art. 1<sup>er</sup> à 12), que « nul ne peut être condamné pour un fait qui n'est pas expressément prévu comme infraction par la loi, ni puni de peines que la loi n'a pas édictées » ; que « nul ne peut être condamné pour un fait qui, selon la loi en vigueur au temps où il a été commis, ne constituait pas une infraction, et que nul ne peut être condamné pour un fait qui, par l'effet d'une loi postérieure à sa commission, ne constitue plus une infraction ; si une condamnation a été prononcée, il est mis fin à l'exécution des peines tant principales qu'accessoire » ; que « lorsque plusieurs lois ont été en vigueur entre le moment où l'infraction a été commise et le jugement définitif, la loi dont les dispositions sont les moins rigoureuses doit recevoir application ».

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également en ce qui concerne les mesures de sûreté.

Toutes ces règles s'inspirent du principe posé en l'article II de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Parmi les dispositions les plus caractéristiques de ce Code pénal sur le plan humain figurent, outre des mesures relatives au redressement de l'enfance délinquante, inspirées des conceptions législatives les plus modernes, celles destinées à favoriser la réadaptation sociale des condamnés, telles les dispositions qui reconnaissent aux juges la faculté de placer dans une colonie agricole après exécution de la peine.

<sup>1</sup> Renseignements communiqués par le Gouvernement du Maroc.

<sup>2</sup> Pour des extraits de la Constitution, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 192.

<sup>3</sup> Pour l'analyse du Code, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1959*, p. 199 et 200.

## MAURITANIE

### LOI N° 62-023 DU 23 JANVIER 1963 PORTANT INSTITUTION D'UN CODE DU TRAVAIL

#### RÉSUMÉ

Le texte de cette loi a été publié dans le *Journal officiel de la République islamique de Mauritanie*, n° 106, du 10 février 1963.

Aux termes de l'article premier, les dispositions du Code « sont applicables aux relations entre employeurs et travailleurs ».

L'article 3 se lit comme suit :

« Le travail forcé ou obligatoire est interdit. Le terme « travail forcé ou obligatoire » désigne tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré. »

Le Code traite, en outre, des contrats de travail ; de l'apprentissage ; de la convention et des accords du travail ; du salaire et des accessoires du salaire ; des conditions du travail ; de l'hygiène et de la sécurité ; des groupements professionnels ; et du règlement des différends du travail.

Le texte du Code en français et une traduction de ce Code en anglais ont été publiés par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1963 — Mau. 1.

## MONACO

### LES DÉVELOPPEMENTS DES DROITS DE L'HOMME EN 1963<sup>1</sup>

#### I. INSTRUMENT DIPLOMATIQUE

Le 11 octobre 1961 avait été signé à Rome un protocole entre la République italienne et la Principauté de Monaco réglant temporairement le régime des pensions de vieillesse et de réversion, des travailleurs des deux pays.

Ce protocole prévoit que « pour les travailleurs soumis successivement ou alternativement à un ou plusieurs régimes italiens et au régime monégasque des pensions de vieillesse et des pensions de réversion, les périodes d'assurance accomplies sous le ou les régimes italiens d'une part, les périodes d'assurance accomplies sous le régime monégasque, d'autre part, peuvent être totalisées, à la condition qu'elles ne se superposent pas, en vue de l'ouverture du droit aux prestations, lorsque la période accomplie dans l'un des deux pays est inférieure à celle qui est exigée par la législation de ce pays pour l'ouverture du droit aux prestations ».

Une ordonnance souveraine n° 3032 du 12 août 1963 (*Journal de Monaco*, n° 5524, du 16 du même mois) a rendu exécutoires à Monaco les dispositions de ce protocole.

#### II. LÉGISLATION SOCIALE

1. *Loi n° 729 du 16 mars 1963 concernant le contrat de travail* (*Journal de Monaco*, n° 5504, du 29 mars 1963).

Cette loi a eu pour objectif d'accroître la sécurité de l'emploi en assurant dans une large mesure sa stabilité et sa permanence. Elle procède du souci de faire observer le respect de la dignité humaine, dans un domaine contractuel où, en fait, le plus souvent, l'une des parties subit le contrat, écrit ou verbal, plus qu'elle n'y participe.

Lorsque la durée n'est pas établie par le contrat ou par une convention collective, la période d'essai est fixée par la loi à six jours ouvrables pour le personnel rémunéré à l'heure, à un mois pour le personnel rémunéré au mois.

En cours de contrat, la rupture unilatérale implique, de la part de l'employeur, l'observation d'un préavis d'un mois, lorsque l'ancienneté de l'intéressé dans l'établissement est supérieure à six

mois de service continu ; de la part de l'employé, le délai de préavis est de quinze jours seulement.

En vue de la recherche d'un autre emploi, le travailleur bénéficie pendant la durée du préavis de douze heures de liberté par semaine, rémunérées.

La permanence de l'emploi est assurée dans le cas où l'entreprise changerait de mains.

Cette nouvelle loi complète une législation sociale qui s'est largement développée au cours des vingt dernières années, souvent sous l'impulsion de l'assemblée législative, et qui est digne aujourd'hui de figurer parmi les plus généreuses.

2. *Loi n° 732 du 16 mars 1963 majorant les rentes allouées aux victimes des accidents du travail ou à leurs ayants droit* (*Journal de Monaco*, n° 5504, du 29 mars 1963).

La législation antérieure relative aux accidents du travail (en dernier lieu, la loi du 6 août 1947) prévoyait la majoration éventuelle des rentes initialement allouées, laquelle était subordonnée à la fixation du taux d'incapacité, intervenue après la consolidation de la blessure. La majoration n'avait d'effet rétroactif à la date d'entrée en vigueur de la loi précitée que si la demande était faite dans l'année de cette date.

La nouvelle loi, désireuse de mieux sauvegarder les intérêts de l'accidenté, fait partir la majoration de la date d'entrée en possession de la rente principale, à condition que la demande ait été présentée dans le délai de six mois à compter de la décision qui a fixé la rente antérieure.

En outre, la nouvelle loi base également la majoration de la rente sur la réévaluation du salaire ayant servi à fixer le montant de la rente primitive.

3. *Loi n° 752 du 2 juillet 1963 portant accroissement de la durée des congés payés annuels, fixés par la loi n° 619 du 26 juillet 1956* (*Journal de Monaco*, n° 5518, du 5 juillet 1963).

La durée des congés payés fixée par la loi du 26 juillet 1956 était déjà supérieure à celle de la législation française : 21 jours ouvrables au lieu de 18. La loi du 2 juillet 1963 est venue encore accroître cette durée.

Elle est actuellement portée à deux jours ouvrables par mois de travail, avec un plafond de 24 jours ouvrables.

Pour les jeunes travailleurs et apprentis de moins de 18 ans, le droit au congé annuel est

<sup>1</sup> Note communiquée par M. Louis Aureglia, docteur en droit, conseiller national à Monte-Carlo, correspondant de l'*Annuaire des droits de l'homme* désigné par le Gouvernement monégasque.

de 2 ¼ jours ouvrables par mois de travail. En dehors du congé payé ainsi calculé, ils ont droit, s'ils le désirent, quelle que soit leur ancienneté, à un congé supplémentaire non payé portant la durée du congé à 27 jours.

### III. LÉGISLATION ORDINAIRE

*Loi n° 747 du 2 avril 1963 portant modification du Code de procédure pénale (Journal de Monaco, n° 5505, du 5 avril 1963).*

Le Code de procédure pénale promulgué le 25 octobre 1904 avait remplacé l'ancien Code d'instruction criminelle en vigueur depuis le 31 décembre 1873. Il constituait, pour l'époque, une œuvre législative d'inspiration très moderne. Sa mise à jour, par la loi n° 747, qui remplit cent neuf pages du *Journal officiel*, est l'un des événements marquants de l'année 1963.

Les principales caractéristiques de la réforme, clairement dégagées par le rapporteur de la Commission de législation du Conseil national, M. Jean-Charles Rey, sont les suivantes :

a) Nul ne peut être arrêté qu'en vertu d'une ordonnance motivée du juge, laquelle doit être signifiée au moment de l'arrestation, ou au plus tard dans les vingt-quatre heures ;

b) La détention préventive ne peut excéder deux mois, sauf prorogation exceptionnelle de deux mois, décidée par ordonnance motivée du juge, sur conclusions également motivées du procureur général ;

c) Toute détention doit être précédée d'un interrogatoire ;

d) La liberté provisoire peut être demandée à tout moment de la procédure ;

e) Tout prévenu a droit à l'assistance d'un avocat. Il peut refuser de s'expliquer hors la présence de ce dernier ;

f) L'assistance d'un avocat est obligatoire pour tout détenu mineur et pour tout accusé renvoyé devant le tribunal criminel ;

g) Les documents saisis au cours de l'instruction ne doivent pas être communiqués à une personne non qualifiée sans l'autorisation du prévenu ;

h) Le respect du secret professionnel des ministres du culte est absolu. En ce qui concerne les autres dépositaires du secret, ils ne peuvent témoigner que s'ils ont été délivrés du secret par le prévenu et s'ils estiment y être autorisés par leur conscience ;

i) La contrainte par corps ne peut être exercée à l'encontre d'un mineur ;

j) L'avocat du prévenu doit être convoqué l'avant-veille de l'interrogatoire et la procédure doit être mise à sa disposition la veille ;

k) L'information terminée, l'avocat a le droit de prendre connaissance du dossier, mis à sa disposition au greffe pendant vingt-quatre heures ;

l) Avis de toute ordonnance juridictionnelle doit être donné au conseil de l'inculpé et à celui de toute partie civile ;

m) En cas d'appel d'une de ces ordonnances, l'inculpé doit être assisté de son avocat ;

n) L'exposé par le Président des faits et des chefs d'accusation au début de l'audience est supprimé ;

o) L'acquittement libère l'accusé de toute poursuite nouvelle, par disqualification du délit ou du crime, pour les mêmes faits ;

p) L'usage, au cours d'un débat criminel, d'un appareil d'enregistrement ou de diffusion sonore ou visuelle est interdit ;

q) La peine de mort est supprimée.

Cette dernière mesure comme certaines autres qui viennent d'être résumées sont l'application de la Constitution du 17 décembre 1962.

Le nouveau Code de procédure pénale reflète, à chaque page, la volonté de renforcer les garanties offertes au prévenu comme aussi les droits de la défense et, plus généralement, le souci de respecter la personne humaine, en conformité des principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme.



# NICARAGUA

## LOI DE RÉFORME AGRAIRE<sup>1</sup>

### Chapitre premier

#### OBJECTIFS DE LA LOI. PROGRAMMES AGRAIRES

*Article premier.* La présente loi a pour objet de réaliser la réforme socio-économique de l'agriculture nicaraguayenne, en procédant à un remaniement fondamental du régime foncier, ainsi que des structures juridiques et des modes de faire-valoir de la terre, en vue d'aboutir, en même temps qu'à la répartition équitable des aires cultivables et des revenus qui en découlent et à l'augmentation de la production, à une élévation du niveau de vie des masses paysannes, à leur intégration au processus de transformation de l'économie du pays, et au développement intégral de la nation.

*Art. 2.* Pour atteindre l'objectif énoncé à l'article qui précède, l'Etat, en application des principes de la présente loi, mettra en œuvre des plans agraires de colonisation, de propagation et maintien de la moyenne et petite propriété, de distribution et redistribution de la terre en vue de son exploitation technique et rationnelle, par les moyens suivants :

- a) mise en exploitation de terres nouvelles ;
- b) expropriation et morcellement des latifundia incultes, ainsi que des terres dont le rendement est faible pour cause d'exploitation insuffisante ;
- c) diversification de la production ;
- d) traitement industriel des produits agricoles ;
- e) organisation de coopératives agricoles ;
- f) regroupement et redistribution de la population rurale ;
- g) constitution de biens de famille ;
- h) abolition progressive du fermage et du métayage ;
- i) transformation des communautés indigènes en coopératives de production ;
- j) aide technique et crédit agricole contrôlé ;
- k) constitution de dépôts centraux de machines agricoles, pour location aux agriculteurs ;
- l) accroissement du nombre des écoles rurales ;
- m) développement de l'artisanat rural ;

- n) amélioration de l'habitat rural ;
- ñ) organisation du marché des produits agricoles ; et
- o) développement de la sylviculture et des techniques d'exploitation forestière.

### Chapitre II

#### INSTITUT AGRAIRE

*Art. 3.* Il est créé, pour la mise en application de la présente loi, un Institut agraire, organisme autonome de durée indéterminée dont le siège est dans la capitale de la République et dont la juridiction s'étend à tout le territoire national. C'est à la fois un organisme de droit public et de droit privé, doté de personnalité juridique et ayant son patrimoine propre.

La liaison entre l'Institut agraire et le Pouvoir exécutif est assurée par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage.

*Art. 4.* Pour réaliser les buts de la présente loi, l'Institut a les attributions suivantes :

- a) acquérir des biens de toutes catégories et en disposer ;
- b) convenir avec les organismes publics de soumettre au régime de la présente loi les biens-fonds leur appartenant, aux conditions qui seront stipulées ;
- c) administrer les biens constituant son patrimoine et contracter des obligations de toutes catégories ;
- d) élaborer des plans de mise en valeur agricole, fondés soit sur des systèmes de colonisation agricole, soit sur tout autre moyen qu'il estimera adéquat ;
- e) demander aux banques ou aux institutions d'Etat leur coopération en vue de planifier le crédit agricole et de le mettre en pratique, ou bien exercer lui-même ces fonctions quand ses moyens le lui permettent ;
- f) octroyer des prêts pour l'installation et la construction de bâtiments d'habitation rurale, ainsi que pour la réalisation des améliorations nécessaires sur le plan économique, et pour la commercialisation et le traitement industriel des produits ; ou bien, accorder sa garantie aux attributaires qui obtiennent des prêts d'autres sources à des conditions semblables à celles pratiquées par lui ;
- g) contracter des emprunts destinés au financement de ses programmes ;

<sup>1</sup> Promulguée par le décret n° 797 du 3 avril 1963 et publiée dans *La Gaceta*, n° 85, du 19 avril 1963. Cette rubrique est constituée par des extraits de la traduction française de la loi de réforme agraire, publiée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le *Recueil de législation*, 1963, vol. XIII, n° 1, V/b.

h) en accord avec le Ministère de l'éducation publique, planifier la construction de nouvelles écoles rurales et le meilleur aménagement de celles qui existent déjà ; collaborer à l'élaboration de plans d'enseignement spéciaux à ces écoles, afin que l'instruction qui y est dispensée assure aux paysans une formation professionnelle appropriée à leurs occupations agricoles ;

i) créer soit directement, soit au moyen d'accords avec les organismes officiels intéressés, des centres de recherches, d'expérimentation et de vulgarisation en matière d'agriculture et d'élevage, des pépinières, des usines pilotes de traitement des produits ainsi que des ateliers de réparation de machines agricoles ;

j) prendre les mesures de sa compétence en vue d'utiliser les eaux, tant souterraines que de surface, pour l'irrigation convenable des sols et l'électrification des campagnes, afin de satisfaire aux besoins que comportent le développement des activités économiques et le bien-être des producteurs ;

k) importer, vendre ou louer aux agriculteurs l'outillage et les machines agricoles ou l'équipement nécessaire à l'industrialisation de l'agriculture, afin d'en réduire le coût et d'en encourager l'utilisation ;

l) établir des relations avec les organisations internationales, avec des groupes de familles étrangères ou avec des entreprises privées et proposer au Pouvoir exécutif la conclusion des accords nécessaires en vue d'implanter dans des zones de colonisation des immigrants agriculteurs, avec l'intervention des autorités nationales respectives ;

m) organiser par voie de convention entre la Banque nationale du Nicaragua, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, l'Institut pour le développement national, l'Institut nicaraguayen de l'habitat et d'autres institutions étatiques, municipales et privées, la coordination des services à fournir aux paysans ;

n) stimuler la participation des coopératives et des groupements représentatifs de producteurs au processus de mise en valeur agricole ;

ñ) en coopération avec l'Institut nicaraguayen de l'habitat, planifier l'aménagement des maisons des campagnards sur les bases suivantes : procurer à ces derniers des plans adéquats d'habitation rurale, leur fournir l'aide technique nécessaire, leur apprendre à utiliser les matériaux de construction et à tirer parti des matériaux disponibles dans la région, les renseigner au sujet des facilités et commodités hygiéniques, des locaux nécessaires, des meubles et des ustensiles ménagers, sur la construction de silos, étables, porcheries, poulaillers et de toutes sortes d'installations agricoles, jardins et vergers ;

o) déterminer les zones d'économie agricole du pays qui constitueront le fondement des plans agricoles, et les porter à la connaissance du public ;

p) conseiller le Pouvoir exécutif dans l'adoption des programmes d'immigration rurale qu'il désirera réaliser, ainsi qu'en tout ce qui concerne l'agriculture et les terres ;

q) en coopération avec l'Office d'urbanisme, l'Institut nicaraguayen de l'habitat, le Ministère de

la santé et les autres organismes compétents, planifier la création de nouvelles agglomérations rurales et l'amélioration de celles qui existent déjà ;

r) se charger de la réalisation ou de l'exécution de tout projet ou de toute activité qui aurait un rapport quelconque avec les objectifs précédemment énoncés ou avec la fonction sociale de la propriété.

#### Chapitre IV

#### TERRES SOUMISES À LA RÉFORME. EXPROPRIATION

##### Première section. Terres soumises à la réforme

Art. 18. En vue de la mise en œuvre des plans agraires, les terres suivantes tombent sous le coup de la réforme :

a) les terres nationales, qu'elles soient en friche ou relèvent du domaine privé de la nation, si elles sont propres à servir les objectifs de la présente loi. Sont propriété de la nation les terres en friche, en entendant par là celles qui sont situées sur le continent ou sur des îles et qui, comprises dans les frontières de la République, ne sont pas destinées à l'usage public, et n'appartiennent pas non plus à des particuliers, à des communautés ou à des corporations à un titre ou à un autre ;

b) les terres « ejidales », celles du domaine privé du District national ou des municipalités et celles des entités autonomes de l'Etat ;

c) celles qui sont acquises par l'Institut par voie d'accords avec leurs propriétaires, ou qui lui sont offertes aux fins de colonisation ou pour d'autres buts visés par la présente loi ; et

d) celles, appartenant à des personnes privées, qui ne satisfont pas à la fonction sociale de la propriété.

Art. 19. Aux effets de la présente loi, on considère que les terres appartenant à des personnes privées ne satisfont pas à leur fonction sociale dans l'un quelconque des cas suivants :

a) si elles demeurent incultes ou oisives ; par incultes, il faut entendre les terres qui, tout en étant par nature propres à la culture, n'ont pas été cultivées, sans raison valable, pendant deux années culturelles consécutives ; par oisives, il faut entendre les terres qui, n'ayant pas de vocation culturelle mais étant susceptibles de faire l'objet d'un autre mode d'exploitation économique, demeurent inexploitées pendant la même durée ;

b) si elles sont exploitées d'une manière inefficace, c'est-à-dire lorsque les facteurs de production n'y sont pas utilisés convenablement, en fonction de la région et des caractéristiques qui lui sont propres, conformément aux indications concrètes qui auront été préalablement fournies par l'Institut ;

c) si, pendant deux années consécutives, leur propriétaire ne les exploite pas en faire-valoir direct en assumant les risques économiques de l'exploitation, sauf le cas d'une exploitation en faire-valoir indirect pour des raisons justifiées ; ou sauf pour cause de force majeure ou de cas fortuit ;

d) quand, dans une zone déterminée, la concentration excessive de la propriété, sur une superficie de plus de 500 hectares par propriétaire, porte pré-

judice aux groupements de paysans, en les privant de terres ou d'autres moyens de subsistance et de développement économique; et

e) inobservation par le propriétaire des dispositions sur la conservation des ressources naturelles renouvelables, après qu'il a été requis de s'y conformer.

L'Institut réglera l'application des dispositions de cet article.

*Art. 23.* Est déclarée d'intérêt social l'acquisition par l'Institut, en vue de l'exécution de ses programmes, des terres visées aux paragraphes *b* et *d* de l'article 18, aux fins des expropriations

nécessaires, conformément aux formalités spéciales indiquées dans la présente loi.

*Deuxième section. Procédure d'expropriation*

*Art. 31.* Avant de procéder à l'expropriation des biens-fonds, l'Institut agraire recherchera directement la conclusion d'un accord avec leurs propriétaires. Faute d'y parvenir dans un délai maximum de trente jours, il déclarera la réforme applicable aux biens-fonds en question et en demandera l'expropriation; celle-ci n'aura pas besoin d'être préalablement déclarée d'utilité publique, sous réserve des dispositions de l'article 23 de la présente loi.

# NIGER

## NOTE<sup>1</sup>

### I. INCLUSION DES DÉCLARATIONS DES DROITS DANS LA CONSTITUTION

Le préambule de la Constitution de la République du Niger est ainsi conçu :

« Le peuple du Niger proclame son attachement aux principes de la démocratie et des droits de l'homme, tels qu'ils ont été définis par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, par la Déclaration universelle de 1948 et tels qu'ils sont garantis par la présente Constitution. »

Un certain nombre de principes inclus dans la Constitution<sup>2</sup> illustrent ce préambule :

*Art. 2, par. 2.* Son principe (à la République du Niger) est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple.

*Art. 3.* La souveraineté appartient au peuple.

*Art. 5.* Le suffrage (au référendum) est universel, égal et secret.

*Art. 6.* La République assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, ou de religion.

Elle respecte toutes les croyances.

Toute propagande particulariste de caractère racial ou ethnique, toute manifestation de discrimination raciale sont punies par la loi.

*Art. 7.* Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement sous la condition de respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie, et les lois de la République.

*Art. 59.* Les juges ne sont soumis dans l'exercice de leurs fonctions qu'à l'autorité de la loi.

*Art. 62.* Nul ne peut être arbitrairement détenu.

Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie à la suite d'une

procédure lui offrant les garanties indispensables à sa défense. L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi.

### II. GARANTIES JUDICIAIRES DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Le texte de l'article 62 de la Constitution est illustré par la promulgation et la publication de la loi du 14 août 1961 portant institution du Code de procédure pénale.

Cette loi détermine et organise les autorités et les juridictions pénales, règle leur compétence et la procédure à suivre devant elles.

A la procédure longue et compliquée de l'ancien Code d'instruction criminelle sont substituées des dispositions simples, destinées à promouvoir une justice rapide et efficace, qui reste cependant soucieuse des intérêts légitimes des justiciables.

Le Code garantit, comme le passé, les droits essentiels de la défense ainsi que ceux de l'individu. Quelques innovations de caractère restrictif y ont été apportées, mais ce fut pour obvier à certains inconvénients que la pratique avait révélés. Mais les plus importantes innovations renforcèrent et étendirent ces garanties dans les procédures particulières telles que l'enquête préliminaire (art. 69 à 71), le flagrant délit (art. 48 à 68), la chambre d'accusation (art. 183 à 211), ou pour les citations et significations (546 à 562), sur la détention préventive (art. 131 à 143), et d'une façon générale dans les moyens mis à la disposition du magistrat instructeur tels que les perquisitions et saisies (art. 87 à 95), les interrogatoires et confrontations (art. 108 à 115), les mandats et leur exécution (art. 116 à 130), l'expertise (art. 149 à 160), les commissions rogatoires (art. 144 à 148).

Il faut ajouter que la défense des libertés individuelles est aussi assurée par la loi n° 61-27 du 15 juillet 1961 portant institution du Code pénal.

Les articles 265 à 271 répriment les attentats à la liberté individuelle en général. Plus particulièrement les articles 265 à 268 répriment les actes de ceux qui, sans ordre des autorités constituées, et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques (un à dix ans de prison). La peine est de dix à vingt ans de prison si l'arrestation a eu lieu en vertu d'un faux ordre de l'autorité publique, ou avec un faux costume, avec menace de mort.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement de la République du Niger.

<sup>2</sup> Pour des extraits de la Constitution du 8 novembre 1960, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1960*, p. 249 et 250.

L'article 269 punit de deux mois à deux ans de prison celui qui a mis ou reçu une personne en gage ; l'article 270 de dix à trente ans celui qui aura aliéné la liberté de toute autre personne ; et l'article 271 de trois mois à deux ans la violation de domicile à l'aide de menaces et de violences.

### III. PROCÉDURES D'EXERCICE DU DROIT DE PÉTITION OU DE PLAINTÉ

En matière législative, les députés ont le droit d'amendement (art. 49) et en matière constitutionnelle l'initiative de la révision de la Constitution (art. 71 à 76).

Compte tenu de tous les articles précités, il n'est pas douteux que des interpellations peuvent avoir lieu sur des cas particuliers par les députés, puisque « chaque député est le représentant de la nation entière ». En fait, d'ailleurs, ils ont accès auprès de tous les départements et même de la Présidence.

En matière administrative, les recours des particuliers marquent un très net progrès par rapport à l'ancien droit français. Alors qu'il y avait une seule juridiction administrative pour l'A.-O.F. — le Conseil du contentieux administratif — la loi 62-11 du 16 mars 1962 fixant l'organisation et la compétence des juridictions de la République du Niger étend la compétence des tribunaux ordinaires à la matière administrative. En effet, aux termes de l'article 58, paragraphe 2, ils « connaissent de l'ensemble du contentieux administratif à l'exception des recours pour excès de pouvoir », sous réserve d'appel devant la cour d'appel. En outre, la Chambre administrative de la Cour suprême connaît des pourvois en cassation dirigés « contre les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions statuant en matière administrative », et en outre « en premier et dernier ressort, des recours pour excès de pouvoir formés contre les

décisions émanant des autorités administratives » pour violation des formes légales, violation ou fausse application de la loi, incompétence ou excès de pouvoir, omission de statuer, contrariété de jugements, défaut, insuffisance ou obscurité des motifs.

### IV. MESURES VISANT À PRÉVENIR LA DISCRIMINATION DANS L'EXERCICE DES DROITS

Le principe s'en trouve déjà dégagé dans l'article 6 de la Constitution, qui assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe ou de religion, respecte toutes les croyances. Toute propagande particulariste de caractère racial ou ethnique ou toute manifestation de discrimination raciale sont punies par la loi.

Effectivement, l'article 102 du Code pénal (loi 61-27 du 15 juillet 1961) punit de un à cinq ans de prison et de l'interdiction de séjour tout acte de discrimination raciale ou ethnique, de même que toute propagande régionaliste, toute manifestation contraire à la liberté de conscience et à la liberté du culte, susceptible de dresser les uns contre les autres les citoyens.

Enfin, il n'est pas inutile de souligner les articles 30 et 31 de l'ordonnance n° 59-135 du 21 juillet 1959 portant loi sur la liberté de la presse qui répriment la diffamation et l'injure commises envers des personnes qui appartiennent par leur origine à une race ou à une religion déterminée.

### CONCLUSION

Il résulte à suffire de l'exposé ci-dessus que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales marque au Niger un net progrès sur les mêmes institutions y relatives de la plupart des pays de l'Occident.

# NIGÉRIA

## NOTE<sup>1</sup>

### I. LÉGISLATION

#### FÉDÉRATION DE LA NIGÉRIA LOI CONSTITUTIONNELLE N° 20 DE 1963

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1963<sup>2</sup>

Pour ce qui est des dispositions relatives aux droits de l'homme, la Constitution de 1960<sup>3</sup> est ainsi modifiée :

1. Au chapitre II relatif à la citoyenneté :

a) Un nouvel article 10 a été inséré qui est ainsi conçu :

« 10. 1) Afin de déterminer le statut des personnes rattachées à la partie de la Nigéria septentrionale qui n'était pas comprise dans la Fédération au 31 mai 1961, les dispositions ci-dessus du présent chapitre et le paragraphe 3 de l'article 17 de la présente Constitution seront applicables dans les conditions suivantes :

« a) Lorsqu'une date est indiquée, on lui substituera la date correspondant au dernier jour de la période de huit mois qui commence le lendemain de la date indiquée, et

« b) Lorsqu'il sera fait mention de l'ancienne colonie ou de l'ancien protectorat de la Nigéria (à l'exception de la seconde mention faite à l'article 7), on considérera que cette mention vise la partie du territoire indiquée ci-dessus, et

« c) La mention qui fait l'objet de l'exception ci-dessus vise également la partie du territoire indiquée ci-dessus.

« 2) Les dispositions du paragraphe 1) du présent article ne préjugent en rien le statut de toute personne qui est ou pourrait devenir citoyen de la Nigéria en vertu d'autres dispositions. » et

b) Le texte du paragraphe 1 de l'article 17 remplace celui du paragraphe 1 de l'article 16 de la Constitution de 1960 ; il est ainsi rédigé :

« 17. 1) Sans préjudice des dispositions générales de l'article 165 de la présente Constitution, dans le présent chapitre :

« Le terme « étranger » désigne une personne n'ayant pas la qualité de citoyen de la Nigéria, de citoyen d'un pays du Commonwealth autre que la Nigéria, de protégé britannique ou de citoyen de la République d'Irlande ;

« La « loi britannique sur la nationalité » (*British Nationality Act*) désigne la loi adoptée en 1948 par le Parlement du Royaume-Uni et intitulée *British Nationality Act* ; et

« Les termes « protégé britannique » désignent une personne ayant la qualité de protégé britannique aux fins de la loi britannique sur la nationalité.

2. Dans le chapitre III, qui traite des droits fondamentaux :

a) On a ajouté, à la fin du paragraphe 1 de l'article 22, les mots « ou b) les questions de statut de chef de clan ».

b) Le texte de l'alinéa c) du paragraphe 5 de l'article 22, ainsi rédigé : « D'assurer sa propre défense ou se faire représenter par des personnes ayant la qualité d'hommes de loi » remplace celui de l'alinéa c) du paragraphe 5 de l'article 21 de la Constitution de 1960.

c) Le terme « Couronne » qui figure à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 24, à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 25, à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 26, à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 27, au paragraphe 4 de l'article 30, à l'article 32 et à l'alinéa e) de l'article 40 et au paragraphe 1 de l'article 154 de la Constitution de 1960 est remplacé par le terme « Etat » à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 25, à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 26, de l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 28 et au paragraphe 4 de l'article 31 ; par le terme « Fédération » à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 25, à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 26, à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 27, à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 28, à l'article 33 et à l'alinéa e) du paragraphe 1 de l'article 45 ; et par le terme « République » au paragraphe 1 de l'article 165.

3. Au chapitre V, concernant le Parlement :

a) Les termes « représentant un territoire » qui figuraient à l'alinéa a) de l'article 39 de la Constitution de 1960 ne figurent plus à l'alinéa a) de l'article 44 ; et

b) Les mots « sauf aux fins d'être désigné comme sénateur par le Gouverneur général » qui

<sup>1</sup> Note établie d'après la documentation fournie par le Gouvernement de la Nigéria.

<sup>2</sup> Le texte de la Constitution a été publié par les services d'imprimerie du Ministère de l'information, Lagos, 1963.

<sup>3</sup> Des extraits de la Constitution de 1960 figurent dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1960*, p. 229 à 236.

figuraient au paragraphe 1 de l'article 40 de la Constitution de 1960 ne figurent plus au paragraphe 1 de l'article 45.

## II. DÉCISIONS JUDICIAIRES

1. Dans l'affaire *Chief Obafemi Awolowo c. 1) l'honorable Usman Sarbei et 2) le Procureur général de la Fédération* (1962), le demandeur qui était le vingt-septième accusé dans un procès intenté pour crimes de trahison et de conspiration, a constitué avocat en la personne de G., homme de loi britannique qu'il s'était choisi pour conseil, et avocat inscrit au barreau de la Cour suprême fédérale. G. est arrivé à l'aéroport de Lagos le 8 novembre 1962 afin d'assurer la défense du plaignant, mais il s'est vu refuser l'entrée du territoire de la Nigéria par le premier des défenseurs sus-nommés, qui est également le Ministre de l'intérieur du Gouvernement fédéral. Le demandeur a attaqué la décision du premier défenseur pour la raison qu'elle constituait une violation des droits fondamentaux garantis à l'alinéa c) du paragraphe 5 de l'article 21 de la deuxième annexe à l'ordre en conseil de 1960 relatif à la Constitution de la Nigéria<sup>4</sup> et procédait d'une intention de nuire. Il a donc demandé à la Cour de déclarer qu'il était fondé à se faire représenter par G. ou par tout autre avocat de son choix, de nationalité britannique ou nigérienne, pour répondre de l'accusation de crime portée contre lui, et que la décision du défenseur interdisant à G. l'entrée du territoire de la Nigéria constituait un abus de pouvoir et était en conséquence nulle et non avenue. Le demandeur a également prié la Cour d'adresser une injonction aux défenseurs afin qu'ils s'abstiennent désormais d'empêcher G., ou tout autre avocat britannique de son choix, de pénétrer sur le territoire de la Nigéria pour assurer sa défense.

La Cour de Lagos a jugé que le refus opposé par le premier défenseur à l'entrée de G. sur le territoire de la Nigéria était légal, et que celui-ci avait ce faisant exercé les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 13 de la loi sur l'immigration, chapitre 84 ; que l'exercice par le premier défenseur des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 13 de la loi sur l'immigration ne constituait pas une violation de l'alinéa c) du paragraphe 5 de l'article 21 de l'ordre en conseil de 1960 relatif à la Constitution de la Nigéria, pour la raison que le terme « représentants » désigne dans ce paragraphe « les représentants autochtones » ; et que le demandeur n'avait pas apporté la preuve de l'intention de nuire attribuée par lui au défenseur et que, même s'il en avait apporté la preuve, le refus opposé par le premier défenseur à l'entrée de G. n'en eût pas été pour autant illégal, car celui-ci avait agi dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi.

2. Dans l'affaire *Benjamin Shemfe c. le Commissioner of Police* (1962) NNLR 87, l'appelant, employé à Mokwa comme caissier par le Ministère de l'agriculture, était poursuivi devant le tribunal du district judiciaire de Kano siégeant à

Minna sous quatre chefs d'accusation, dont deux pour falsification d'écritures comptables et deux pour détournement des fonds qui lui avaient été confiés dans l'exercice de ses fonctions. L'appelant a été convoqué pour la première fois devant le tribunal le 14 décembre 1960, accompagné de son avocat, M<sup>e</sup> S. L'appelant a opté pour la procédure sommaire et plaidé non coupable sur tous les points. Le procès a été ajourné et a repris le 8 février 1961, M<sup>e</sup> S. représentant l'appelant. Le procès a été de nouveau ajourné et a repris le 27 juin 1961. A cette date, l'appelant a comparu en personne et demandé que le procès soit de nouveau ajourné pour pouvoir se faire accompagner de son avocat. Cette requête a été rejetée et le procès s'est poursuivi. Au cours de l'audience, le tribunal a entendu trois témoins de l'accusation. L'appelant a soumis l'un d'eux à un contre-interrogatoire et a témoigné pour sa propre défense. Il a été reconnu coupable sur tous les points et condamné à une peine de prison. L'appelant a interjeté appel contre cette décision pour la raison que son procès n'avait pas été équitable étant donné l'absence de son représentant légal.

La Cour de la région septentrionale de la Nigéria a jugé que dans les circonstances de l'affaire, le procès de l'appelant ne pouvait être déclaré inéquitable en raison de l'absence du défenseur de l'accusé, et a rejeté l'appel. Bien que l'appelant ait dû se charger de sa propre défense, il n'avait pas été empêché par la Cour de se faire représenter, l'avocat lui-même étant responsable du défaut d'assistance. Le juge avait donc été fondé à ordonner la poursuite du procès, étant donné que l'absence de l'avocat était inexplicable et injustifiée.

3. Dans l'affaire *Dahiru Cheranci c. Alkali Cheranci* (1960) NNLR 24, le demandeur a demandé au tribunal, par voie d'exception, de déclarer que, en vertu de l'article 245 de l'ordre en conseil de 1954 relatif à la Constitution de la Nigéria, les articles 33, 34 et 35 de la loi de 1958 sur les enfants et les adolescents (*Children and Young Persons Law*) étaient nuls et nonavenus, pour la raison que lesdits articles étaient incompatibles avec les paragraphes 7, 8 et 9 de la sixième annexe à l'ordre en conseil. Le demandeur cherchait à faire remettre la peine de prison qui lui avait été infligée à la suite d'une condamnation pour avoir incité un jeune garçon à exercer une activité politique, acte qui tombe sous le coup du paragraphe 3 de l'article 36 de la loi de 1958 sur les enfants et les adolescents, le délit étant défini à l'article 35 de la loi, disposition qu'il prétendait nulle et non avenue.

La Cour de la région septentrionale de la Nigéria a jugé que : 1) le titre VIII de la loi de 1958 sur les enfants et les adolescents n'était pas contraire au paragraphe 7 de la sixième annexe à l'ordre en conseil relatif à la Constitution de la Nigéria sur la liberté de conscience ; 2) il existe une présomption que la législation a respecté la constitution et que les lois qu'elle a votées sont nécessaires et raisonnablement justifiables ; 3) pour qu'une restriction apportée à un principe fondamental des droits de l'homme soit considérée comme raisonnablement justifiable, elle doit : a) être nécessaire dans l'intérêt (comme dans le présent cas d'espèce) de la morale et de l'ordre publics, et b) ne pas

<sup>4</sup> Le texte de l'alinéa c) du paragraphe 5 de l'article 21 figure dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1960*, p. 232.

être excessive ou hors de proportion avec le but que l'on cherche à atteindre ; 4) la charge de la preuve incombe à la personne qui prétend que la législature a violé un droit de l'homme fondamental ; et 5) la surveillance de l'activité politique des jeunes constitue un domaine dans lequel la législature a le droit d'intervenir pour protéger le public, et les restrictions contenues dans le

titre VIII de la loi de 1958 sur les enfants et les adolescents étaient raisonnablement justifiables dans l'intérêt de la moralité et de l'ordre publics, et conformes à l'alinéa *a*) du paragraphe 2 de l'article 8 et à l'alinéa *a*) du paragraphe 2 de l'article 9 de la sixième annexe à l'ordre en conseil de 1954 relatif à la Constitution de la Nigéria, et, en conséquence, la demande était rejetée.



# NORVÈGE

## NOTE<sup>1</sup>

### A. LÉGISLATION

#### 1. *Loi du 8 février 1963 apportant certains amendements aux clauses suivant lesquelles un suspect ou un inculpé peut être arrêté ou détenu*

Le droit de procéder à une arrestation ou à une incarcération, en vertu des dispositions générales de la loi sur la procédure pénale (par. 228 et 229, cf. par. 240) a été élargi et complété — bien que ces amendements n'entraînent aucune modification importante de l'usage actuel. De plus, une nouvelle disposition a été insérée dans la loi sur la procédure pénale (par. 228 a), qui autorise l'arrestation et l'incarcération conformément à des règles spéciales dans les cas de crimes particulièrement graves, même si les conditions habituelles prévues par la loi ne sont pas toutes remplies.

La position de l'inculpé est renforcée par une disposition (2<sup>e</sup> alinéa du par. 100) qui lui donne le droit d'avoir un avocat dans tous les cas de détention. De plus, comme c'était le cas jusqu'à présent, la durée de la détention doit toujours être déterminée. Autrefois, la durée de la détention pouvait être prolongée sans aucune ordonnance supplémentaire du tribunal, s'il y avait quelque sujet d'accusation, mais à l'avenir la détention ne pourra plus être prolongée de plus de quatre semaines.

#### 2. *Loi du 22 mars 1963 (n° 2) apportant des amendements à la loi du 26 avril 1957 relative au versement anticipé des pensions alimentaires*

La loi relative au versement anticipé des pensions alimentaires est amendée, de sorte que les « paiements anticipés » peuvent maintenant être exigés dans leur totalité (75 couronnes par mois) même si la personne qui devrait payer cette pension n'a été condamnée qu'à payer une pension plus modeste ou même nulle.

#### 3. *Loi du 26 avril 1963 (n° 2) relative à l'assurance-entretien pour les enfants*

Cette loi remplace une loi de 1957. En plusieurs domaines, le système d'assurance pour les enfants est complété par de nouvelles clauses. Le système d'assurance est élargi de telle sorte que désormais l'assurance-entretien est la même pour l'enfant dont la mère est morte et pour celui dont le père est mort. Si le père et la mère sont décédés tous les

deux, l'assurance est doublée; de même, si l'un des parents est décédé et si l'autre n'est pas tenu de verser une pension alimentaire en vertu d'un arrêt exécutoire. L'assurance-entretien est accordée également aux enfants nés en dehors du mariage à l'étranger, dans le cas où la loi du pays étranger impose l'obligation de payer une pension alimentaire mais où celle-ci n'est pas payée. Les communes (municipalités) ont le droit officiel d'ajouter des suppléments municipaux à l'assurance-entretien pour enfants, tout comme à l'assurance-vieillesse et invalidité. Au nombre des autres amendements, nous mentionnerons que l'on a abrogé l'ancienne clause selon laquelle la demande d'une assurance-entretien pouvait être rejetée si la mère de l'enfant refusait de donner le nom du père. Les amendements instituent encore un droit officiel de recourir contre toute personne dont la négligence cause une perte à l'organisation de l'assurance-entretien.

#### 4. *Loi du 31 mai 1963 (n° 3) relative aux conditions de travail pour employées de maison*

Cette loi, qui remplace une loi provisoire de 1948, concerne les bonnes, les femmes de ménage, les gouvernantes, infirmières et autres personnes embauchées par un particulier pour effectuer les travaux du ménage, ou pour donner des soins dans une famille ou un ménage privé.

La loi dispose qu'un contrat de travail écrit doit être exigé, contrat spécifiant la nature du travail, les heures où il commence et où il se termine, les salaires, etc. La journée de travail habituelle ne doit pas dépasser neuf heures. Toutefois, l'employée peut travailler jusqu'à dix heures, sous réserve que les heures supplémentaires lui valent un nombre correspondant d'heures de congé. La journée de travail doit normalement s'achever à 19 heures.

La loi contient également des dispositions relatives aux heures supplémentaires, à la garde des enfants, etc., aux risques professionnels, aux jours de congé, à l'invalidité et à la maternité, à la cessation d'emploi ainsi qu'aux indemnités et autres compensations à verser au cas où le contrat ou la loi ne seraient pas respectés.

#### 5. *Loi du 15 novembre 1963 relative à l'exécution des jugements rendus dans les pays scandinaves, etc.*

Les jugements prononcés au Danemark, en Finlande, en Islande ou en Suède peuvent, sur

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement de la Norvège.

demande, être appliqués en Norvège. Outre les condamnations impliquant la privation de liberté, la loi concerne les amendes et les confiscations (que ces confiscations soient des peines ou non). La loi prévoit également la surveillance des personnes mises en liberté surveillée, ou celle des personnes bénéficiant d'un sursis.

L'application de cette loi doit s'effectuer conformément au droit norvégien, mais il n'est pas exigé que le délit soit punissable en Norvège, et le jugement ne peut être révisé par les tribunaux norvégiens.

## B. ACCORDS INTERNATIONAUX

*Convention scandinave  
relative au versement des pensions alimentaires,  
signée à Oslo, le 23 mars 1962*

Aux termes de cette convention, les pensions alimentaires décrétées au Danemark, en Finlande, en Islande, en Norvège et en Suède peuvent être exigibles dans les autres Etats aux mêmes conditions que celles qui ont été imposées dans l'Etat du jugement. La convention remplace et développe une convention datée du 10 février 1931 (amendée le 1<sup>er</sup> avril 1953). Elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1963.

# NOUVELLE-ZÉLANDE

## NOTE<sup>1</sup>

### I. LÉGISLATION

1. *Loi n° 21 de 1963 portant amendement à la loi sur les « trusts » de bienfaisance* (Charitable Trusts)

Cette loi élargit la législation relative aux « trusts » de bienfaisance, en précisant que ce terme couvre les possibilités de distractions et autres occupations des heures de loisir.

2. *Loi n° 22 de 1963 sur les publications indécentes*

La loi porte création d'un tribunal des publications indécentes, chargé de décider sur la demande du contrôleur des douanes, du secrétaire à la justice, ou de toute autre personne autorisée par le secrétaire à la justice ou par le président du tribunal, si oui ou non un livre ou un enregistrement sonore est indécent, et si oui ou non sa distribution doit être interdite ou limitée. Deux des cinq membres du tribunal doivent avoir des qualifications spéciales dans le domaine de la littérature ou de l'éducation.

3. *Loi n° 36 de 1963 portant amendement à la loi sur les institutions pénitentiaires*

Cet amendement étend aux personnes en état de détention préventive les dispositions autorisant les détenus à travailler à l'extérieur à temps partiel.

4. *Loi n° 63 de 1963 portant amendement à la loi sur les indigents*

Cette loi est une révision de la législation déjà existante visant à faciliter en Nouvelle-Zélande l'exécution des condamnations à pension alimentaire prononcées dans d'autres pays du Commonwealth britannique et dans certains pays étrangers, ainsi que l'exécution outre-mer des condamnations prononcées en Nouvelle-Zélande.

5. *Loi n° 71 de 1963 sur le mariage et ses modalités*

Cette loi renforce la législation existante sur les modalités du mariage en y apportant quelques modifications importantes. Ces modifications portent surtout sur trois points : elles accordent au mari et à la femme des droits égaux sous tous les rapports ; elles facilitent la réconciliation en donnant à la cour l'autorité d'ajourner à tout moment les audiences à cette fin ; elles refusent d'admettre

comme preuve en cours d'audience tout ce qui a pu être dit pendant les tentatives de réconciliation ; elles disposent que la reprise de la cohabitation pour un maximum de deux mois peut avoir valeur négligeable dans les cas où elle aurait eu pour effet d'empêcher un divorce ; elles persuadent les parties de prendre dans la mesure du possible des dispositions satisfaisantes pour le bien des enfants et pour leur entretien avant que le divorce ne devienne définitif. Le droit moral de la femme à une part dans le foyer familial par suite de sa contribution non pécuniaire est également reconnu dans les dispositions afférentes à un acte de propriété relatif au logement, ou à un ordre de vente et de répartition du montant de cette vente entre les deux parties. Un autre amendement important autorise le tribunal à accorder le divorce lorsque les deux conjoints vivent séparés depuis sept ans, même si la séparation résulte de la faute du plaignant.

6. *Loi n° 72 de 1963 sur la propriété dans le mariage*

Cette loi améliore le règlement des conflits de propriété entre mari et femme, en autorisant le tribunal à tenir compte des apports de l'une et l'autre des parties, non seulement sous forme de versements en argent liquide, mais aussi en services, en gestion domestique avisée, etc. La loi autorise également le mari et la femme à porter plainte de dommages l'un contre l'autre.

7. *Loi n° 75 de 1963 portant amendement à la loi sur les lettres de change*

Cette loi abroge les dispositions spéciales prises à l'égard des Maoris vivant dans l'île septentrionale de la Nouvelle-Zélande, et selon lesquelles ceux-ci ne pouvaient être considérés comme responsables que des billets ou lettres de change rédigés en langue maori. Tous les Maoris sont désormais sur le même pied que les Européens en ce qui concerne les lettres de change.

8. *Loi n° 134 de 1963 sur la compensation due pour blessures résultant d'actes criminels*

La loi dispose que l'Etat versera une compensation aux personnes qui ont été blessées par suite d'actes criminels et aux personnes à charge des personnes tuées par de tels actes. L'objectif de cette loi est de dédommager les victimes innocentes d'un crime pour perte financière non couverte par d'autres services sociaux, et qui, pour le moment du moins, ne peut pas être récupérée sur

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande.

les biens du coupable. Ce dédommagement porte uniquement sur les dommages corporels et ne concerne pas les pertes ou dommages affectant la propriété de la victime. Toute réclamation doit être examinée par un tribunal, qui dans certaines limites peut décider à son gré du maximum de la somme à verser en dédommagement.

9. *Loi n° 141 de 1963 modifiant la loi sur les jurys.*

Ce texte modifie les dispositions relatives au rôle des femmes dans les jurys en instituant l'inscription automatique des femmes sur la liste des jurés (au lieu de leur demander de s'offrir volontairement, comme c'est le cas actuellement); mais la loi permet de les exempter complètement si elles en font la demande.

10. *Loi n° 132 de 1963 portant amendement à la loi sur les îles Cook*

La loi abolit la condamnation à l'exil dans les îles Cook. Elle émet également de nouvelles dispositions relatives à l'adoption des enfants dans l'archipel Cook. Auparavant, seule la *Native Land Court* était habilitée à prononcer des jugements d'adoption, et les enfants européens ne pouvaient être adoptés par des non-Européens.

Le système séparé d'élection des Européens dans les îles Cook est aboli par la loi. Il est créé un Comité exécutif de Nioue, et des dispositions prévoient que les fonctions du commissaire résident lui seront déléguées sous la direction du Ministre des territoires insulaires (*Minister of Island Territories*).

La loi dispose que les membres de l'Assemblée de l'île Nioue (*Niue Island Assembly*) doivent être élus au suffrage universel, au lieu d'être nommés par le gouverneur général.

## II. RÈGLEMENTS

1. *Règlement de 1963 (1963/84) sur le « Copyright » (Droits d'auteur sur les disques)*

Le règlement définit la procédure à suivre pour le versement des droits d'auteur sur les disques à tout auteur d'une œuvre musicale, avant que ses disques ne soient mis sur le marché.

2. *Règlement de 1963 (1963/85) sur le « Copyright » (Douanes)*

Le règlement prescrit les moyens d'empêcher l'importation d'exemplaires d'ouvrages littéraires, dramatiques, musicaux ou artistiques qui enfreignent la loi.

3. *Règlement de 1963 (1963/151) sur la vente des spiritueux*

Le règlement régit le contrôle à exercer sur le commerce des spiritueux, conformément à la loi n° 139 de 1962 sur la vente des liqueurs<sup>2</sup>.

## III. ORDONNANCES PROMULGUÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DES ÎLES COOK

*Ordonnance de 1963 sur la navigation aux îles Cook*

Certaines dispositions de cette ordonnance concernent les droits de l'homme. Les paragraphes 15 et 16 traitent de l'emploi des jeunes gens comme marins et comme mousses, et du renvoi des marins. Les paragraphes 78 et 79 concernent la punition des crimes et délits.

<sup>2</sup> Voir *Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 212.

# OUGANDA

## LOI DE 1963 RELATIVE AUX POUVOIRS D'EXCEPTION

Loi n° 8 de 1963, approuvée le 25 février 1963 <sup>1</sup>

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'impose une interprétation différente,

L'expression « proclamation d'urgence » s'entend de toute proclamation faite en vertu de l'article 30 de la Constitution, par laquelle l'état d'urgence est déclaré ;

L'expression « mesures d'exception » s'entend des mesures prises en vertu de l'article 3 de la présente loi.

3. 1) Lorsqu'une proclamation d'urgence est en vigueur, le Gouverneur général peut édicter tous règlements qui lui paraîtraient nécessaires ou utiles pour garantir la sécurité publique, pour assurer la défense de l'Ouganda et le maintien de l'ordre public, pour réprimer toute révolte, tout soulèvement et toute émeute, pour ravitailler la population et faire fonctionner les services indispensables à la vie de la collectivité.

2) Sans préjudice du caractère général des pouvoirs visés au paragraphe 1 du présent article, les règlements d'exception peuvent, dans la mesure où le Gouverneur général le juge nécessaire ou utile pour l'une des fins mentionnées dans ledit paragraphe,

a) Prévoir la mise en détention, ou des restrictions à la liberté de mouvement de toute personne, ainsi que le bannissement ou l'expulsion hors de l'Ouganda de toute personne non-citoyenne de l'Ouganda ;

b) Autoriser

i) la saisie ou le contrôle au profit du gouvernement de tout bien ou entreprise ;

ii) l'acquisition au profit du gouvernement de tous biens autres que des biens fonciers ;

c) Habilitier les autorités compétentes à pénétrer dans tout local et à y opérer des perquisitions ;

d) Autoriser à modifier toute loi, ou à suspendre l'application de toute loi, avec ou sans modification ;

e) Prévoir la perception, à l'occasion de l'octroi ou de la délivrance de toute licence, de tout permis, certificat ou autre document aux fins des règlements, de tout droit prévu par lesdits règlements ;

f) Prévoir le versement d'une indemnité et d'une rémunération aux personnes touchées par les règlements ;

g) Prévoir l'arrestation, la mise en jugement et la condamnation de toute personne qui enfreindrait les règlements ;

Toutefois aucune disposition du présent article n'autorise l'adoption de dispositions permettant de traduire des personnes devant des tribunaux militaires.

3) Les règlements d'urgence peuvent conférer aux autorités ou aux personnes qu'ils désignent le pouvoir d'édicter des arrêtés et ordonnances pour chacune des fins auxquelles la présente loi autorise à prendre de tels règlements et peuvent contenir toutes dispositions provisoires ou complémentaires que le Gouverneur général jugera nécessaire ou utile de prendre aux fins de l'application desdits règlements.

4) Les règlements d'urgence doivent définir la région dans laquelle ils s'appliquent et peuvent contenir des dispositions permettant d'expulser certaines personnes de cette région s'il s'agit d'une partie seulement du territoire de l'Ouganda.

<sup>1</sup> Texte publié dans *Supplement to the Uganda Gazette, Extraordinary*, vol. LVI, 26 février 1963, *Legal Supplement (Acts of Parliament)*, n° 2.

## LOI DE 1963 PORTANT AMENDEMENT DU CODE PÉNAL

Loi n° 13 de 1963, approuvée le 4 mars 1963 <sup>2</sup>

2. La présente loi modifie le Code en ajoutant, immédiatement après l'article 50A, l'article suivant :

50B. 1) Quiconque,

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. LVI, 5 mars 1963, *Legal Supplement (Acts of Parliament)*, n° 4.

a) Dans ses paroles ou dans une publication de la catégorie visée au paragraphe 7) de l'article 49A du Code, incite une autre personne, ou une catégorie ou un groupe de personnes

i) à refuser, ou à menacer de refuser le paiement d'un impôt autorisé par la loi (quelle qu'en soit la dénomination) ; ou

ii) à retarder, empêcher ou entraver ou à menacer de retarder, d'empêcher ou d'entraver l'établissement de l'assiette ou le recouvrement d'un impôt prévu par la loi (quelle qu'en soit la dénomination) ; ou

b) Conspire avec une autre personne pour commettre un des actes mentionnés au sous-alinéa i) ou ii) de l'alinéa a) du présent paragraphe, se rend coupable d'un délit et est passible d'un emprisonnement de trois ans au maximum.

2) Nul ne peut être poursuivi pour un des délits visés au présent article sans l'autorisation écrite du Ministère public.

## LOI DE 1963 SUR LA CONSTITUTION DE L'OUGANDA (PREMIER AMENDEMENT)

Loi n° 61 de 1963, approuvée le 30 septembre 1963<sup>3</sup>

### DEUXIÈME PARTIE

#### MODIFICATIONS CONSTITUTIONNELLES

3. A compter du 9 octobre 1963, l'Etat souverain indépendant de l'Ouganda cessera d'être partie des dominions de Sa Majesté et Sa Majesté cessera d'exercer toute souveraineté sur l'Ouganda.

4. La fonction de Gouverneur général est supprimée.

8. Le présent amendement modifie la Constitution et supprime le chapitre IV (à savoir les articles 34, 35 et 36). Il est remplacé par le chapitre suivant :

#### « CHAPITRE IV

#### « LE PRÉSIDENT DE L'OUGANDA

« 34. 1) L'Ouganda se donne un chef suprême et commandant en chef, appelé le Président de l'Ouganda et désigné dans cette Constitution sous le nom de Président.

« 2) Sous réserve des dispositions de l'article 123 de la Constitution, le Président a la présence sur toutes les personnes de l'Ouganda et ne peut faire l'objet d'aucune poursuite devant aucune cour de justice.

« 35. 1) L'Ouganda se donne un Vice-Président (désigné dans cette Constitution sous le nom de Vice-Président), qui exerce toutes les fonctions et jouit de tous les privilèges du Président pendant les périodes où

« a) le Président est absent de l'Ouganda, ou se trouve pour une raison quelconque dans l'incapacité d'accomplir les fonctions de sa charge ; ou

« b) la charge du Président est vacante.

« 36. 1) Sous réserve des dispositions de la présente section, le Président et le Vice-Président sont élus suivant la procédure ordonnée par le Parlement, parmi les souverains des Etats fédéraux et les chefs constitutionnels des districts, par les membres de l'Assemblée nationale, pour un mandat de cinq ans.»

9. Sous réserve des dispositions de cette loi, le terme « Président » remplace le terme « Gouverneur général » . . . partout où il figure dans la Constitution.

10. Le présent amendement modifie l'article 37 de la Constitution et remplace le terme « Sa Majesté » par le terme « le Président ».

11. Le présent amendement modifie la section 40 de la Constitution et remplace le terme « de la Couronne » par le terme « de l'Ouganda ».

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. LVI, 1<sup>er</sup> octobre 1963. *Legal Supplement (Acts of Parliament)*, n° 13.

## PAKISTAN

### NOTE DE BASE CONCERNANT L'ORDONNANCE SUR LES PARTIS POLITIQUES (AMENDEMENT) 1963<sup>1</sup>

La loi sur les partis politiques de 1962, qui traite du problème de la formation des partis politiques, a été adoptée par l'Assemblée nationale du Pakistan conformément à l'article 173 de la Constitution. En même temps, la loi vise à empêcher d'être membre d'un parti politique ou à y assumer des fonctions, toute personne qui s'est volontairement retirée de la vie publique conformément à l'option prévue dans l'arrêté sur les organes élus (incapacités) de 1959, ou qui a eu à répondre des accusations de prévarication — par exemple, de subornation, de corruption, de népotisme, de favoritisme, de mauvaise gestion intentionnelle ou d'abus d'autorité — portées contre elle en vertu de cette ordonnance, et qui a été reconnue coupable par des tribunaux de droit commun et frappée d'incapacité à être membre d'un organe élu ou candidat jusqu'au 31 décembre 1966.

L'ordonnance sur les partis politiques (amendement) de 1963 (ordonnance 1 de 1963) tend à mettre les personnes frappées d'incapacité dans l'impossibilité de se livrer à des activités politiques en devenant membres ou en maintenant, d'une autre façon, des rapports avec un parti politique. L'effet de cette ordonnance a été que les personnes frappées d'incapacité, qui participaient à des activités politiques et qui maintenaient des rapports avec des partis politiques sans en être membres ou y assumer des fonctions, se voient refuser le droit de se livrer à des activités politiques jusqu'au 31 décembre 1966.

On doit noter que ces dispositions de la loi ne sont pas permanentes et ne font pas obstacle à des activités politiques régulières dans le pays. Elles ne font qu'exclure de la vie politique les personnes qui se sont retirées volontairement de la politique par crainte de comparaître devant les tribunaux de droit commun ou qui ont été frappées d'incapacité par les tribunaux.

#### ORDONNANCE N° I DE 1963 MODIFIANT LA LOI DE 1962 SUR LES PARTIS POLITIQUES<sup>2</sup>

2. Amendement à l'article 2 de la loi n° III de 1962. Dans la loi de 1962 sur les partis poli-

tiques, ci-après dénommée ladite loi, remplacer l'alinéa c de l'article 2 par le texte suivant :

« c) L'expression « parti politique » désigne un groupe ou une association de personnes qui agissent en vue de propager des opinions politiques ou de se livrer à toute autre activité politique. »

3. Amendement à l'article 5 de la loi n° III de 1962. Remplacer le paragraphe 1) de l'article 5 de ladite loi par le texte suivant :

« 1. Nul ne peut être membre d'un parti politique, y assumer des fonctions, ou s'y associer de quelque façon que ce soit, s'il a été frappé d'une incapacité à ce sujet en vertu des dispositions du paragraphe 2) ci-dessous. »

4. Amendement à l'article 7 de la loi n° III de 1962. Après le paragraphe 2) de l'article 7 de ladite loi ajouter le nouveau paragraphe 3 ci-après :

« 3. Toute personne à laquelle s'appliquent les incapacités visées à l'article 5 encourt, si elle participe aux activités politiques d'un parti politique ou d'une autre personne frappée des mêmes incapacités ou s'y associe de quelque autre façon, une peine de prison d'une durée maximum de deux ans, ou une amende, ou les deux peines à la fois. »

5. Addition d'un nouvel article 8 A à la loi n° III de 1962. Après l'article 8 de ladite loi, ajouter le nouvel article 8 A ci-après :

« 8 A 1) Nonobstant les dispositions précédentes de la présente loi, lorsque le gouvernement central estime qu'une personne à laquelle s'appliquent les incapacités visées au paragraphe 2) de l'article 5 se livre, ou est susceptible de se livrer, à des activités politiques, il peut, par écrit, enjoindre à cette personne de s'abstenir pendant une période maximum de six mois :

« a) De prendre la parole à toute réunion doublée d'une conférence de presse ; ou

« b) De faire toute déclaration de nature politique à la presse.

« 2) Toute injonction décernée en application des dispositions du paragraphe 1) doit, avant l'expiration de la période pour laquelle elle a été décernée, être examinée par le pouvoir central qui peut, si, à la suite de cet examen, il le juge nécessaire, proroger cette période de six mois au maximum.

« 3. Quiconque contrevient à une injonction décernée en application des dispositions de l'alinéa 1) encourt une peine de prison d'une durée maximum de deux ans ou une amende, ou les deux peines à la fois.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement du Pakistan.

<sup>2</sup> Publiée dans *The Gazette of Pakistan*, n° spécial 1033, du 17 avril 1963. On trouvera des extraits de la loi de 1962 sur les partis politiques dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 236 et 237.

« 4. Aucune injonction décernée en application des dispositions du présent article ne modifie en quoi que ce soit la responsabilité que l'individu, à l'encontre duquel elle a été décernée, encourt en cas de contravention à toute autre disposition de la présente loi. »



## PANAMA

### LOI N° 29 DU 29 JANVIER 1963 AMENDANT LE CODE DU TRAVAIL<sup>1</sup>

#### RÉSUMÉ

Le texte du Code du travail a été publié dans la *Gaceta oficial* n° 14459 du 26 novembre 1947. Des traductions anglaise et française du Code et des amendements de 1950 ont été publiées, respectivement, dans les *Séries législatives* 1947-Pan. 1 et 1950 Pan. 1, du Bureau international du Travail.

Le Code se compose de deux livres : le premier est intitulé « Dispositions normatives » et le second « Dispositions de procédure ». Le premier livre contient des dispositions sur les contrats individuels de travail, les contrats collectifs, les travailleurs, les employeurs, le règlement intérieur de travail, la suspension des contrats de travail, la résolution du contrat de travail, le travail des femmes et des enfants, les travailleurs domestiques, les travailleurs à domicile, le travail des apprentis, le travail en mer et sur les voies navigables, la durée

du travail, le repos obligatoire, le salaire, le salaire minimum, l'hygiène et la sécurité, les risques professionnels. Le second livre traite de l'organisation et de la compétence des tribunaux du travail, du Ministère du travail, de la prévoyance sociale et de la santé publique.

La loi n° 7 du 26 janvier 1950 amende et remplace certaines dispositions du Code du travail relatives à la marine marchande de Panama et énonce d'autres mesures liées à ce problème.

La présente loi (n° 29 du 29 janvier 1963) amende les articles 236, 621, 622 et 623 du Code. L'article 236 amendé traite des droits et actions relatifs aux accidents et aux maladies professionnels ; les articles 621 et 622 contiennent des dispositions relatives aux cas de renvoi justifié, de sanction disciplinaire ou d'annulation de contrat ; l'article 623 contient des dispositions relatives aux cas de renvoi injustifié.

<sup>1</sup> Texte de la loi publié dans la *Gaceta oficial* n° 14806 du 30 janvier 1963.

## PARAGUAY

### LOI N° 854 DU 9 MARS 1963 PORTANT LE STATUT AGRAIRE

#### RÉSUMÉ

Le texte de cette loi a été publié dans la *Gaceta oficial* n° 32 du 29 mars 1963.

La section 1 stipule ce qui suit :

« La présente loi a pour objet de stimuler et de garantir la propriété privée rurale immobilière qui satisfait, comme facteur du bien-être rural et du développement de l'économie nationale, à une fonction de caractère socio-économique. Son application est confiée à l'Institut du bien-être rural. »

Selon les termes de la section 2, le bien-être social consiste dans la transformation de la structure agraire du pays obtenue par l'intégration effective de la population paysanne au développement économique et social de la nation, et ce, moyennant un régime de distribution de la terre qui soit juste, ainsi qu'une aide technique et sociale, une organisation appropriée du crédit, de la production et de l'écoulement des produits, de manière à permettre au producteur rural de parvenir à la stabilité économique à titre de garantie de sa liberté et de sa dignité en tant que fondement de la prospérité sociale.

Selon les termes de la section 3, la propriété privée rurale immobilière doit, pour satisfaire à sa fonction socio-économique, répondre aux nécessités d'une exploitation efficace et l'utilisation de la terre y être conforme aux dispositions qui régissent la conservation et la reconstitution des ressources naturelles renouvelables.

D'autres dispositions de la loi régissent le latifundium et le minifundium, les bénéficiaires du Statut agraire, les terrains affectés au bien-être rural, l'habitat rural, l'aide technique, économique et sociale, l'organisation du marché intérieur des produits agricoles, la colonisation, la vente de terrains à des personnes non bénéficiaires du Statut agraire ainsi que les lots autres que ceux de colonisation et de vastes fonds de terre, la colonisation privée, le fermage, le métayage et l'exploitation en société, le régime applicable aux biens immeubles ruraux, l'expropriation, la récupération des terrains domaniaux excédentaires et le régime successoral.

Les traductions anglaise et française de cette loi ont été publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en tant que *Recueil de législation*, vol. XII, n° 4, V/2.

# PAYS-BAS

## NOTE<sup>1</sup>

### A. LÉGISLATION

#### 1. DROIT À UN RECOURS EFFECTIF

La loi sur le recours contre les dispositions administratives (*Bulletin des lois et des décrets royaux* 1963, 268) est le fruit d'efforts qui ont déjà été déployés au cours du siècle dernier pour créer une procédure administrative couvrant le domaine de toutes les activités gouvernementales dans la vie sociale. Aux Pays-Bas il y a depuis des années déjà une procédure administrative régissant quelques secteurs importants de l'administration publique tels que celui de la perception des impôts et celui des assurances sociales. De plus il y a de nombreuses lois qui permettent d'introduire un recours administratif. La loi sur le recours contre les dispositions administratives complète ces lois en ce sens que — quelques exceptions mises à part — il est possible d'introduire un recours auprès de la Couronne contre des mesures de l'autorité centrale contre lesquelles la procédure administrative ne présente pas ou n'a pas présenté pour le plaignant d'autres possibilités d'opposition. Ce recours peut être motivé de quatre façons : s'il y a contradiction avec une prescription légale, détournement de pouvoir, traitement arbitraire et contradiction avec les principes généraux du droit qui doivent inspirer une administration convenable. Pendant le recours, la mesure contestée peut être suspendue à la demande du plaignant. La loi sur le recours contre les dispositions administratives ne s'applique pas aux décisions ayant une portée générale. La loi a été votée le 20 juin 1963 et elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1964.

#### 2. PROCÉDURE PÉNALE MILITAIRE

La loi du 4 juillet 1963 a apporté des modifications dans le droit de la procédure pénale militaire. Ces modifications ont renforcé la position judiciaire du prévenu et elles ont donné au conseiller un rôle plus important dans la procédure pénale militaire.

#### 3. NATIONALITÉ

La loi du 14 novembre 1963 portant modification de la loi sur la qualité de Néerlandais et de résident (*Bulletin des lois et des décrets royaux* 1882, 268) lors du mariage (*Bulletin des lois et des décrets royaux* 1963, 467) règle de façon toute nouvelle la

qualité de Néerlandais pour la femme qui se marie ou qui est mariée, en tenant également compte de la Convention des Nations Unies sur la nationalité de la femme mariée. En adoptant cette loi, les Pays-Bas ont abandonné le principe qui veut que la femme mariée prenne la nationalité de son mari, système qui avait été choisi pour qu'il y ait unité de nationalité dans la famille. Désormais la femme néerlandaise peut, au moment de son mariage ou pendant son mariage avec un non-Néerlandais, décider elle-même si elle veut garder la qualité de Néerlandais. D'autre part, une femme non néerlandaise peut au moment de son mariage ou pendant son mariage décider volontairement si elle veut acquérir la qualité de Néerlandais.

#### 4. STATUT DES ÉTRANGERS

Le 19 avril 1963, le projet d'une nouvelle loi sur les étrangers a été présenté à la Seconde Chambre des États généraux. Ce projet vise à donner une base légale et formelle à la politique gouvernementale concernant l'admission et l'expulsion des étrangers ainsi que la surveillance à exercer sur eux pendant leur séjour aux Pays-Bas ; ce projet vise aussi à assurer aux étrangers des garanties juridiques aussi étendues que possible. Le projet accorde aux étrangers plusieurs recours légaux contre des mesures prises par des autorités publiques néerlandaises en matière de régime des étrangers qui leur seraient défavorables ; par exemple les décisions qui leur refuseraient ou leur retireraient un permis de séjour ou bien qui les expulseraient. L'étranger atteint par une telle mesure peut en demander la révision au Ministre de la justice et dans un certain nombre de cas il peut encore avoir recours à la Couronne. Le Ministre de la justice peut soumettre la demande de révision à l'avis d'une commission à constituer à cet effet ; dans les cas énumérés dans le projet de loi, le Ministre est même obligé d'agir ainsi.

#### 5. INDEMNITÉ ACCORDÉE

##### AUX LOCATAIRES D'IMMEUBLES COMMERCIAUX EN CAS D'EXPROPRIATION

En attendant une nouvelle loi sur l'indemnité d'expropriation pour les locataires d'immeubles commerciaux, le règlement provisoire mentionné dans la contribution néerlandaise à l'*Annuaire pour 1961*<sup>2</sup> a été prorogé par loi du 13 décembre 1963 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1966.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement néerlandais.

<sup>2</sup> *Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 270.

## 6. DROIT DE PRENDRE PART À LA DIRECTION DES AFFAIRES PUBLIQUES DE SON PAYS

Depuis novembre 1963, quelques modifications de la Constitution néerlandaise sont entrées en vigueur. En vertu de ces modifications (*Bulletin des lois et des décrets royaux* 1963, 464 et 465) :

a) L'âge minimum légal pour les électeurs des membres de la Seconde Chambre des Etats généraux, des Etats provinciaux et des conseils municipaux, a été ramené de 23 ans à 21 ans (articles 90, 137 et 152 de la Constitution) ;

b) L'âge qu'il faut avoir atteint pour devenir membre d'une des deux Chambres des Etats généraux, a été ramené de 30 ans à 25 ans (articles 94 et 100 de la Constitution).

## 7. DROIT À UNE ÉDUCATION

a) La loi du 27 juin 1963 (*Bulletin des lois et des décrets royaux* 1963, 288) porte une nouvelle réglementation des facultés de théologie dans les universités libres. Aux Pays-Bas, l'enseignement libre — c'est-à-dire l'enseignement dispensé par d'autres établissements que les établissements publics — est financé par le Trésor public pourvu que les conditions de qualité posées par la loi soient remplies. L'enseignement primaire, le postprimaire et le préparatoire sont entièrement à la charge du Trésor public. L'enseignement universitaire libre est pour 95 pour cent à la charge du budget national. Les facultés de théologie des universités libres ne bénéficiaient pas de ce règlement. La loi susdite permet maintenant de faire supporter par le Trésor public 95 pour cent des frais de ces facultés.

b) La loi sur l'enseignement postprimaire du 14 février 1963 (*Bulletin des lois et des décrets royaux* 1963, 40) modifie entièrement cet enseignement. Cette loi ne s'étend pas seulement à des domaines qui jusqu'à présent avaient été régis par plusieurs lois (loi sur l'enseignement secondaire, loi sur l'enseignement technique et ménager, loi sur les écoles normales et une partie de la loi sur l'enseignement supérieur, loi sur les écoles maternelles et la loi sur l'enseignement primaire), mais elle apporte encore une plus grande différenciation dans le cadre de l'enseignement postprimaire. Cette différenciation se traduit notamment par quelques nouvelles formes. La nouvelle loi permet encore aux associations de parents ou de professeurs, aux municipalités ou aux directions d'écoles de donner des avis au Ministre de l'enseignement. Les écoles qui ne dépendent pas de l'Etat ni des communes sont financées par le Trésor public, pourvu qu'elles satisfassent aux conditions de qualité imposées par la loi ; ces conditions ne portent d'ailleurs pas atteinte au caractère libre de l'enseignement.

## B. MESURES ADMINISTRATIVES

### 1. DROIT DE SE FAIRE ENTENDRE

Par sa lettre du 25 octobre 1963 (documents de la Chambre, session 1963-1964, n° 7472), la Commission des requêtes de la Seconde Chambre a fait connaître une modification de la procédure à suivre pour l'examen des requêtes reçues. D'après cette

lettre, la Commission crée expressément la possibilité pour les requérants d'être, à leur demande ou non, écoutés par la Commission — soit seuls, soit accompagnés d'un conseiller — pour donner de plus amples informations sur leur requête.

## 2. DROIT À DES CONDITIONS ÉQUITABLES ET SATISFAISANTES DE TRAVAIL

a) Par le décret royal du 18 mars 1963 (*Bulletin des lois et des décrets royaux* 1963, 98) — dénommé décret de sûreté contre les radiations ionisantes — l'ancien décret de sûreté contre les radiations ionisantes a été adapté aux directives fixées par l'Euratom en vue de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes.

b) Le décret royal du 29 mars 1963 (*Bulletin des lois et des décrets royaux* 1963, 170) — dénommé décret de sûreté pour la navigation intérieure — réglemente la sûreté du travail à bord des navires de la navigation intérieure, en particulier la sûreté lors du chargement et du déchargement.

c) Le décret royal du 19 août 1963 (*Bulletin des lois et des décrets royaux* 1963, 366) — dénommé décret pour les transporteurs mobiles — assure la plus grande sûreté possible aux travailleurs utilisant des engins à rubans qui déplacent des matières ou des objets dans un autre sens que le vertical.

d) Le décret royal du 27 septembre 1963 (*Bulletin des lois et des décrets royaux* 1963, 409) modifie le décret royal de 1946 sur le travail des mineurs à bord des navires de la navigation maritime. Ce décret stipule qu'il n'est possible d'octroyer un permis de travail à une personne de 14 ans employée à bord d'un navire de pêche marine qu'à la condition que le travail profite à l'intéressé.

## C. INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

1. a) Deuxième protocole à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales attribuant à la Cour européenne des droits de l'homme la compétence de donner des avis consultatifs (Strasbourg, 6 mai 1963). Le protocole a été signé par les Pays-Bas le 6 mai 1963.

b) Troisième protocole à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales modifiant les articles 29, 30 et 34 de la Convention (Strasbourg, 6 mai 1963). Ce protocole a été signé par les Pays-Bas le 6 mai 1963.

c) Quatrième protocole à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales garantissant certains droits et libertés ne figurant pas dans la Convention et dans le premier protocole à la Convention (Strasbourg, 16 septembre 1963). Ce protocole a été signé par les Pays-Bas le 15 novembre 1963.

2. Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités (Strasbourg, 6 mai 1963). Ce protocole a été signé par les Pays-Bas le 6 mai 1963.

## SURINAM

*Droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays*

a) Le décret du 15 janvier 1963 (*Journal des publications officielles 1963*, 4) a porté à trente-six le nombre des membres du Parlement et a modifié le système électoral; une partie des membres sont élus comme députés des circonscriptions électorales et une autre partie comme députés des partis poli-

tiques selon le système de la représentation proportionnelle globale.

b) Le décret du 15 janvier 1963 (*Journal des publications officielles 1963*, 5) a modifié le règlement électoral de 1948 pour l'élection partielle des membres du Parlement comme députés des partis politiques selon un système de représentation proportionnelle globale.

c) Le décret du 15 janvier 1963 (*Journal des publications officielles 1963*, 6) a établi douze circonscriptions électorales.

## PÉROU

### DÉCRET-LOI N° 14491 DU 24 MAI 1963

(Tendant à rendre obligatoire pour les analphabètes la fréquentation des Centres d'alphabétisation)<sup>1</sup>

*Article premier.* Tous les analphabètes âgés de plus de 16 ans et de moins de 40 ans doivent, sans exception, fréquenter les centres d'alphabétisation créés à leur intention.

*Art. 2.* Les pères de famille, les parents, les employeurs et, d'une manière générale, toutes les personnes physiques ou morales qui empêcheront directement ou indirectement un analphabète de fréquenter un centre d'alphabétisation, alors que la loi impose à celui-ci l'obligation de le faire, seront punis des peines prévues à l'article 6 du présent décret-loi.

*Art. 3.* Les analphabètes qui manqueront au devoir civique qui leur incombe d'apprendre à lire et à écrire pourront être conduits par la force publique aux centres d'alphabétisation les plus proches de leur domicile ou de leur lieu de travail.

Si les circonstances l'exigent, les enseignants joindront leurs efforts à ceux des autorités politiques et de la police pour organiser des centres spéciaux pour ceux qui seront demeurés analphabètes.

*Art. 4.* Les propriétaires ou directeurs d'entreprise qui ont à leur service vingt analphabètes au moins, âgés de plus de 16 ans, quelle que soit la nature des tâches qui leur sont confiées et quel que

soit le lieu où se trouve situé le centre de leur travail, sont tenus d'établir des centres d'alphabétisation et d'éducation des adultes.

Dans le cas d'un nombre inférieur d'analphabètes et s'il s'agit de gens de maison, les intéressés auront droit à un horaire de travail spécial qui leur permette de fréquenter les centres d'alphabétisation les plus proches.

*Art. 5.* Le public est autorisé à signaler aux autorités du Ministère de l'éducation publique les infractions au présent décret-loi.

*Art. 6.* Les peines ci-après seront appliquées en cas d'inobservation des dispositions du présent décret-loi :

a) Les propriétaires ou directeurs d'entreprise qui, ayant à leur service vingt analphabètes au moins, âgés de plus de 16 ans, n'auront pas créé de centre d'alphabétisation seront passibles d'une amende dont le montant devra être suffisant pour permettre d'assurer le fonctionnement d'un tel centre, y compris le paiement du traitement du ou des enseignants dont les services seront nécessaires ;

b) Les personnes qui ne permettront pas aux domestiques à leur service de fréquenter les centres d'alphabétisation seront punies d'une amende de deux cents (200) à deux mille (2 000) sols-or, selon la gravité du cas. En cas de récidive, le montant de ces amendes sera doublé.

<sup>1</sup> Texte publié dans *El Peruano*, n° 6619, du 27 mai 1963.

## PHILIPPINES

### FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME DE 1961 À 1963<sup>1</sup>

Le développement des droits de l'homme aux Philippines, qui est assuré sans équivoque par les dispositions de la Constitution adoptée en 1935, a fait un grand pas en avant en 1963 avec l'adoption par le Congrès philippin de la loi n° 3844 de la République, connue sous le titre de « Code de réforme agraire ». Cette loi a été promulguée par le Congrès en application de la section 4 de l'article XIII de la Constitution en vue de créer, conformément à l'intention exprimée à la section 6 de l'article XIV de ladite Constitution, les conditions propres à favoriser la sécurité économique et sociale de la population.

Les objectifs fondamentaux de la loi susmentionnée sont énoncés à l'article 2, cité ci-après :

« Article 2. Proclamation d'une politique. — L'Etat a pour politique déclarée :

« 1) De fonder l'agriculture des Philippines sur le double principe de la propriété de la terre au cultivateur et de l'exploitation agricole familiale, avec pour conséquence d'orienter vers le développement industriel les capitaux présentement investis dans l'agriculture par les propriétaires terriens ;

« 2) De donner aux petits agriculteurs une vie digne, libérée d'entraves et pratiques institutionnelles nuisibles ;

« 3) De créer des structures agricoles véritablement viables sur le plan social et économique, et génératrices d'une plus grande productivité ainsi que de revenus agricoles plus élevés ;

« 4) D'appliquer toute la législation du travail également et sans discrimination aux salariés de l'industrie et de l'agriculture ;

« 5) De donner plus de vigueur et de coordination au programme de réinstallation des colons et agriculteurs et au programme de distribution des terres domaniales ; et

« 6) De faire, des petits agriculteurs, des citoyens plus indépendants, conscients et responsables, et une source de force authentique dans notre société démocratique. »

Ce code révolutionnaire, qui se compose de onze chapitres et 173 articles, prévoit :

« 1) Un système de bail à ferme destiné à remplacer tous les systèmes de baux à métayage dans l'agriculture ;

« 2) Une déclaration des droits des travailleurs agricoles ;

« 3) Un organisme chargé de l'acquisition et de la distribution équitable des terres agricoles ;

« 4) Une institution chargée de financer l'acquisition et la distribution des terres agricoles ;

« 5) Des services administratifs chargés d'octroyer à l'agriculture des crédits et une assistance similaire ;

« 6) Des services administratifs chargés de la commercialisation, de l'organisation et autres aides techniques en faveur de l'agriculture ;

« 7) Une administration unifiée pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets de réforme agraire ;

« 8) Un programme étendu de recherches sur la fertilité des terres, leur classement et leur immatriculation ; et

« 9) Une organisation judiciaire pour connaître du contentieux survenu dans le cadre du présent Code et des autres lois et règlements connexes. » (Article 3.)

De 1961 à 1963, la Cour suprême des Philippines a rendu des décisions qui ont encore renforcé et confirmé les droits proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et garantis par la Constitution des Philippines. Au cours de la même période, plusieurs proclamations présidentielles et décrets ont témoigné de la ferme volonté du Gouvernement philippin de protéger davantage encore ces droits et de leur donner un sens et une valeur concrète.

#### A. DÉCISIONS JUDICIAIRES

(Cour suprême et Cour d'appel)

1. Article 7. Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

#### Droit à la protection contre toute discrimination

a) Dans une affaire de contrefaçon de marque ou de concurrence déloyale, il a été jugé que « la vente du fil en bobines de carton cylindriques d'un calibre et d'un type analogues à ceux qu'utilisent le requérant et le défendeur est la conséquence des impératifs commerciaux auxquels doivent se plier tous les fournisseurs de l'article en question, et que le requérant n'a pas le droit de s'approprier

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement philippin.

l'exclusivité d'un mode aussi courant d'étiquetage et de présentation des fils destinés à la vente». (*Continental Manufacturing Corporation c. José Qui*, CA-G.R. n° 28607-R, 17 avril 1962 ; 59 O.G. n° 7, p. 1093.)

b) « En matière de garde des enfants, lorsque le père a obtenu le droit de visite à la suite d'un accord de compromis, ce n'est, dans certains cas, commettre ni erreur ni abus de pouvoir que d'accorder le même droit à la mère malade bien qu'elle se trouve à l'étranger, et qu'elle se soit remariée une fois le divorce obtenu. » (*Bigay c. Juge Arguelles*, CA-G.R. n° 30922-R, 19 juillet 1962 ; 59 O.G. n° 13, p. 2115.)

c) « Il a été dit, et fort justement, que si un différend surgit entre des époux divorcés ou séparés au sujet de l'attribution de la garde des enfants mineurs, les deux époux doivent être à égalité devant le tribunal, lequel doit faire son choix en tenant compte exclusivement de l'intérêt supérieur de l'enfant. » (*Perkins c. Perkins*, 57 Phil. 217.) Puisque telle est la jurisprudence en matière de garde des enfants, le principe de l'égalité doit à fortiori jouer dans le cas du droit de visite, dont l'importance est moindre. Dans la mesure donc où le père a obtenu un droit de visite, la Cour estime que le tribunal de première instance n'a commis ni erreur ni abus de pouvoir en accordant le même droit à la mère. » (*Bigay c. Juge Arguelles*, supra.)

2. Article 8. Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

*Droit à un recours effectif en cas de violation des droits reconnus par la loi*

a) Le droit de recours ne doit pas être refusé sans motifs sérieux. Aucune partie ne doit être privée de son droit de faire réexaminer son affaire par un tribunal supérieur, à moins qu'il ne soit manifeste qu'elle a renoncé à ce droit. (*Pacific Star, Inc., c. Juge José Mendoza et consorts*, CA-G.R. n° 29658-R, 22 mai 1962 ; 59 O.G. n° 8, p. 1239.)

b) Le requérant a le droit d'user des recours prévus par la loi lorsqu'il est dépossédé de son bien par une personne prétendant en être propriétaire par occupation légitime. Cette dernière, en sa qualité de possesseur de mauvaise foi, est tenue de débarrasser le terrain de la maison et des autres constructions qu'elle y a édifiées, de vider les lieux, et de verser des dommages-intérêts au requérant. (*Castillo c. Centenera*, CA-G.R., n° 28102-R, 9 juillet 1962 ; 59 O.G. n° 9, p. 1420-1427.)

c) Compte tenu des considérations dont s'inspire la règle qui permet d'apporter des modifications aux conclusions, le tribunal de première instance a commis une erreur en refusant de déclarer recevables les conclusions additionnelles du requérant. Ce dernier est fondé à se pourvoir contre la décision du tribunal qui lui a refusé le droit d'appel. (*Monte c. Orteguia* G.R. n° L-15417, 29 août 1961 ; 59 O.G. n° 10, p. 1562-1564.)

d) « Si le juge défendeur a commis une erreur en déclarant l'appel irrecevable, les requérants ne doivent pas en faire les frais. En fait, la voie de recours à utiliser en cas de rejet erroné d'un appel

est le *mandamus*, et le *mandamus* présuppose de la part de l'autorité intéressée un manquement aux obligations qui lui incombent. » (*Ouano c. Juge Gomez*, CA-G.R. n° 30770-R, 17 juillet 1962 ; 59 O.G. n° 12, p. 1929.)

e) « Abandonnés par l'homme qui les a engendrés et qui ensuite les a délaissés, eux et leur mère, (les requérants) se trouvent porter toujours son nom. Et, comble d'infortune, alors que les requérants et leur sœur aînée... sont censés avoir le même père, leur nom patronymique diffère de celui qu'elle porte. C'est là une situation regrettable qu'il leur faudra sans doute continuer à supporter à moins qu'il n'y soit porté remède, et pour des cas de ce genre la loi a prévu une voie de droit : la requête en changement de nom.

« Nous estimons qu'il n'est que « juste et raisonnable » que le nom patronymique des (requérants) soit modifié comme ils le demandent, dans leur intérêt et conformément à la loi. De surcroît cette modification apportera une consolation et un réconfort (à la mère) qui, face à l'épreuve, s'est courageusement mise en devoir de s'acquitter — sans l'aide de personne — de ses obligations parentales. Et si à la longue ceci devait avoir pour conséquence d'estomper dans l'esprit de ces enfants le souvenir de leur père présumé, peu importe selon nous, car dans les circonstances, dûment établies, de l'espèce, nous estimons qu'il serait moins regrettable de voir sombrer dans l'oubli la mémoire de ce dernier que de la voir survivre dans l'amertume et l'humiliation. » (*Antig c. République*, CA-G.R. n° 28453-R, 31 juillet 1962 ; 59 O.G. n° 14, p. 2335.)

3. Article 9. Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

a) La requérante avait été condamnée, sous neuf chefs d'accusation différents, à une peine de prison totale de dix ans, onze mois et cinq jours, ainsi qu'au versement de certaines amendes qui, faute d'être acquittées, entraîneraient une peine de prison subsidiaire de trois ans et sept mois. Bien qu'elle eût entièrement purgé sa peine de prison de dix ans, onze mois et cinq jours, le défendeur-demandeur en appel ne l'en a pas moins gardée en prison pour lui faire subir le complément de peine prévu en cas de non-paiement des amendes. Elle a formé la présente requête d'*habeas corpus* pour obtenir sa mise en liberté. La Cour a rendu la décision suivante : la loi semble disposer qu'aucun prisonnier ne sera maintenu en prison après six ans d'emprisonnement pour y purger une peine subsidiaire pour insolvabilité. En conséquence, les diverses peines doivent être prises en bloc et non séparément. Ce cumul de peines cadre, on le notera, avec le principe dont s'inspire la règle selon laquelle la peine maximum à purger ne peut être d'une durée supérieure à trois fois la peine la plus forte qui a été prononcée, règle qui est consacrée par l'article 70 du Code pénal révisé. (*Pura Toledo c. le Directeur de la Maison centrale de correction pour femmes*, G.R. n° L. 16377, 29 janvier 1961.)

4. Article 10. Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.



*Droit de toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement (procédure régulière)*

a) Une requête en annulation de la décision, au motif que ladite décision n'est pas étayée par les preuves produites, n'est pas une demande de pure forme et suspend le délai d'appel. L'appel sera recevable si ladite décision a violé le droit constitutionnel du défendeur d'être entendu avant d'être privé de son droit de propriété. (*Fonacier c. Surtida et consorts*, G.R. n° L. 15944, 28 septembre 1961 ; 59 O.G. n° 5, p. 692-693.)

b) « Lorsque le défendeur n'a pas eu la possibilité de se faire entendre aux fins de répondre à la requête, après que sa demande tendant à faire déclarer irrecevable ladite requête par le tribunal d'appel a été rejetée, et lorsqu'il n'a été informé, ni de la demande de donner défaut, ni de l'ordonnance donnant défaut et fixant la date de l'audition des témoins du requérant, ni du jugement lui-même, le tribunal saisi n'est pas libre d'admettre ou de rejeter son recours. Le recours est ouvert de plein droit à l'intéressé, et les décisions rendues par le tribunal, depuis l'ordonnance prononçant le défaut jusqu'au jugement lui-même peuvent être considérées comme nulles et non avenues et comme inopposables à l'auteur du recours. » (*Insurance Company of North America c. Philippines Ports Terminal Inc.*, G.R.-n° L-14133, 18 avril 1960 ; 59 O.G. n° 13, p. 2096.)

c) « Une analyse des conclusions montre clairement que les points suivants, qui sont surtout des points de fait, ne peuvent être tranchés sans un examen de l'affaire au fond... Le requérant a le droit d'obtenir un jugement sur les points de fait exposés ci-dessus. En ne lui accordant pas ce droit, le tribunal porterait manifestement atteinte à son droit à une procédure régulière. » (*De Leon c. Henson*, G.R. n° L-11639, 29 avril 1961 ; 59 O.G. n° 13, p. 2101-2103.)

d) Appel contre une décision du tribunal de première instance de Manille déclarant le défendeur coupable d'avoir causé des dommages à certains biens par son imprudence et lui ordonnant de payer une amende et de rembourser la contre-valeur des articles appartenant au passager transporté dans une jeep.

« La décision attaquée est entachée d'un vice dirimant : elle déclare l'appelant coupable d'un délit dont il n'est pas question dans l'acte d'accusation. Aux termes de l'acte d'accusation, l'intéressé est censé avoir, par son imprudence, causé des dommages matériels à une jeep appartenant à Librada Manalo, alors qu'aux termes du jugement attaqué, il est déclaré coupable d'avoir, par son imprudence, causé des dommages matériels non pas à la jeep, mais à des articles appartenant au passager. Ce dernier délit n'a pas été imputé à l'intéressé au cours de l'instruction : il ne représente ni la synthèse ni l'un des aspects des faits allégués contre lui. En conséquence, ladite décision condamne l'appelant sur des charges dont il n'a pas été légalement averti et a donc été rendue en violation du droit à une procédure régulière. » *Ministère public c. Federico Despavellador y Dulot*, G.R. n° L. 13814, 28 juillet 1961. Jugement infirmé.)

5. *Article 11.* 1) Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2) Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

*Droit d'être présumé innocent jusqu'à ce que la culpabilité ait été légalement établie.*

a) Un témoin qui modifie ses dires aussi facilement et aussi capricieusement qu'un caméléon change de couleur, qui se contredit sans vergogne pour un oui ou pour un non et dont la déposition est truffée d'absurdités, n'est certainement pas le genre de personne dont on devrait faire dépendre le sort d'un individu accusé d'un délit aussi grave que le vol qualifié. Les preuves rapportées par l'accusation n'étant pas suffisamment convaincantes, la Cour a décidé d'acquitter les défendeurs. (*Ministère public c. Buenaventura et Dimalanta*, CA-G.R. n° 00557, 21 mai 1962, 50 O.G. n° 7, p. 1086 à 1088.)

6. *Article 12.* Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

*Droit à la protection de la loi contre les atteintes à l'honneur et à la réputation*

a) « La partie adverse avait traité la plaignante de prostituée et de voleuse. Le fait que la présente plainte ait été déposée par la plaignante tout de suite après l'incident aux fins d'obtenir réparation du préjudice causé à son honneur et à sa réputation atteste que l'intéressée a dit la vérité et qu'elle est bel et bien l'offensée. La partie adverse a été déclarée coupable de diffamation verbale légère. » (*Ministère public c. Tejero*, CA-G.R. n° 02140-G.R. 9 août 1962 ; 59 O.G. n° 5, p. 740 à 742.)

7. *Article 17.* 1) Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

2) Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

*Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété*

a) « Exiger du requérant qu'il débarrasse la parcelle de terrain en question de sa maison serait lui causer un tort irréparable dans le cas où il obtiendrait gain de cause. Dans leurs décisions, les tribunaux ne doivent jamais perdre de vue les considérations primordiales de justice et d'équité ; ils doivent longuement peser le pour et le contre avant d'user de leur autorité pour rendre des ordonnances dont l'exécution peut causer un dommage incalculable aux parties lorsque l'inexistence de leurs droits n'a pas encore été établie de manière décisive et définitive. Les tribunaux ne doivent pas porter préjudice à des parties dont les droits de propriété font l'objet d'un procès pendant devant un autre

tribunal. » (*Vecino c. Geronimo et consorts*, CA-G.R. n° 28407, 31 août 1962 ; 59 O.G. n° 4, p. 578.)

*Refus illicite d'un tiers créancier de se dessaisir d'un bien, pour empêcher l'exécution d'un jugement ; dommages-intérêts*

b) « Au nombre des droits attachés à la propriété figure celui de jouir de la chose et d'en recueillir les fruits. Après que la propriété d'une exploitation rurale a été transférée légalement et effectivement à un acheteur par voie de vente publique, le concessionnaire de l'exploitation et les tiers qui invoquent une créance à son encontre dans le but manifeste d'empêcher l'exécution du jugement rendu contre lui n'ont plus le droit d'avoir la possession de l'exploitation, et s'ils refusent, surtout après sommation, de se dessaisir de celle-ci, sans raison valable ni légitime, et s'approprient les fruits dudit terrain contre la volonté de son propriétaire, ils sont tenus de réparer le préjudice causé au propriétaire légitime. » (*Soria c. Consolacion et consorts*, CA-G.R. n° 21060, 13 juillet 1962 ; 59 O.G. n° 10, p. 1588.)

c) « Une personne qui possède sur un terrain un titre de propriété transcrit selon le système Torrens ne peut perdre son droit de propriété du fait de la possession exercée à son détriment par un tiers, parce que le système Torrens repose sur le principe que le titre de propriété est imprescriptible, et elle peut, par ailleurs, agir au pétitoire sans égard au délai de prescription. » (*Pasion c. Pasion*, G.R. n° L-15757, 31 mai 1961 ; 59 O.G. n° 12, p. 1907.)

8. *Article 17.* 2) Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

a) « Ainsi que le tribunal saisi l'a établi, Quines a eu la possession continue et paisible du lot en question de 1918 à 1953, époque à laquelle il en a été expulsé de force par Arturo Nieto. En tant que candidat à une concession de terres, il s'est scrupuleusement conformé à toutes les conditions requises par la loi relative aux terres domaniales et un titre de concession lui a été délivré. Bien que la délivrance du titre en question ait pris un certain temps au service administratif compétent et qu'en fait la concession n'ait été octroyée qu'après adjudication judiciaire de la terre à Florentino, il n'en reste pas moins que, s'étant conformé à toutes les clauses et conditions requises pour avoir droit à une concession, Quines, même en l'absence de titre effectivement délivré, possède incontestablement un droit acquis sur les biens-fonds et doit en être considéré comme le propriétaire légitime. » (*Arturo Nieto c. Bartolome Quines et consorts*, G.R. n° L-14643, 28 janvier 1961.)

9. *Article 22.* Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

*Article 25.* 1) Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux, ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de

chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2) La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.

a) Appel interjeté contre les résolutions de la Commission de la sécurité sociale stipulant que les dispositions de la loi sur la sécurité sociale s'étendent aux institutions charitables et religieuses.

« La loi sur la sécurité sociale est une loi de caractère social conforme à la politique officielle qui est d'assurer une protection aux travailleurs contre les risques d'invalidité, de maladie, de vieillesse et de décès. La promulgation d'une telle loi ressortit à l'exercice légitime du pouvoir de police de l'Etat. » (*Archevêque catholique de Manille c. Commission de la sécurité sociale*, G.R. n° L-15045, 20 janvier 1961.)

b) « Faire entrer des organisations religieuses dans le champ d'application de la loi n'est pas contraire à la disposition de la Constitution qui interdit d'affecter des fonds publics à l'entretien de tout prêtre pouvant être employé par l'appelant. Les cotisations versées au Système ne sont pas des fonds publics, elles appartiennent aux assurés et sont simplement gardées en dépôt par le gouvernement. En tout état de cause, à supposer que ces sommes puissent d'une manière ou d'une autre être assimilées à des fonds publics, leur décaissement aux fins du paiement de prestations de retraite, de décès ou d'invalidité, ne constituerait pas une violation de la disposition citée, du fait qu'il serait effectué en faveur du prêtre non point en sa qualité de prêtre mais en sa qualité d'employé. » (*Idem.*) Résolution confirmée.

10. *Article 23.* 1) Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2) Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

a) Revision d'une résolution du Tribunal des relations industrielles déclarant le requérant coupable d'abus en matière d'emploi et ordonnant la réintégration de l'employé Celestino Blas, avec rappel de salaire.

« Il pourrait sembler que la cause directe du renvoi soit le fait que Blas s'est absenté de son travail sans avoir obtenu au préalable la permission de la direction. Toutefois, il a été établi qu'à plusieurs occasions le directeur de la société s'est mis en rapport avec Blas et l'a invité à ne pas s'affilier au syndicat requérant ; que, pour le dissuader plus encore de le faire, la direction a promis à Blas que, s'il se conformait à sa demande, il serait augmenté ; et que lorsque la direction a appris qu'il s'était affilié au syndicat requérant, et parce qu'il avait témoigné contre la société dans une autre affaire d'abus en matière d'emploi, Blas a été averti sans détour qu'à la moindre incartade il serait immédiatement renvoyé. En conséquence, en l'état actuel des choses, la décision du tribunal inférieur repose sur des preuves convaincantes ;

quant à la question de l'octroi d'un rappel de salaire, elle doit être laissée à l'appréciation du Tribunal des relations industrielles. » (*National Fastener Corporation of the Philippines c. Tribunal des relations industrielles et consorts*, G.R. n° L-15834, 20 janvier 1961.) Résolution confirmée.

b) « La clause interdisant l'emploi de travailleurs non syndiqués (clause de l'atelier fermé), qui est autorisée par l'article 4 a), 4, de la loi sur les saines relations industrielles (*Industrial Peace Act*) ne doit s'appliquer qu'aux travailleurs non encore embauchés ou à ceux qui ne sont pas encore affiliés à une organisation syndicale. Elle ne s'applique pas aux travailleurs déjà embauchés qui sont affiliés à un autre syndicat. Soutenir le contraire, ce serait réduire à néant le droit qu'ont tous les travailleurs de s'organiser et de fonder des organisations syndicales de leur choix, de s'affilier à de telles organisations syndicales et de leur prêter assistance, droit qui est garanti par la loi sur les saines relations industrielles ainsi que par la Constitution. En conséquence, le renvoi des dix travailleurs intéressés est injustifié. » (*Freeman Shirt Manufacturing Co., Inc. et consorts c. Tribunal des relations industrielles*, G.R. n° L-16561, 28 janvier 1961.)

11. Article 23. 1) Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2) Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3) Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4) Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

#### Protection contre le chômage

« Le décret n° 506 (compression de personnel) définit une politique générale assez judicieuse dont l'objet est d'assurer la stabilité de l'emploi tant aux employés et ouvriers du gouvernement qu'à ceux des établissements contrôlés par le gouvernement. Ces derniers peuvent être victimes de discrimination, autant, sinon plus, que les premiers ; c'est une chose qu'il faut éviter ou éliminer dans toute la mesure possible. » (*Velasco c. Conseil d'administration du Philippine Sugar Institute*, CA-G.R. n° 19442-R, 29 juin 1962 ; O.G., n° 3, p. 420.)

#### B. PROCLAMATIONS

1) Proclamation n° 69, du 27 décembre 1962, déclarant le 21 janvier de chaque année « Jour des libertés civiques ». (Article 2. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés pro-

clamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.)

2) Proclamation n° 75 du 30 janvier 1963, déclarant la période du 3 au 9 février 1963 « Semaine de l'aide aux aveugles et aux invalides ».

3) Proclamation n° 77 du 6 février 1963, déclarant la période du 5 au 11 mai 1963 « Semaine nationale du Club des 4-H ». Le Club des 4-H (*heads, hearts, hands, health*), organisation de jeunes garçons et de fillettes des régions rurales qui prennent l'engagement de se consacrer corps et âme au service de leur club, de leur communauté et de leur pays, s'est révélé contribuer efficacement à l'amélioration du niveau de vie dans les régions rurales.

4) Proclamation n° 79 du 11 février 1963, autorisant le *Children's Museum and Library, Inc.*, à mener une campagne nationale en vue de favoriser l'éducation, de recruter de nouveaux membres et de collecter des fonds pendant la période allant du 1<sup>er</sup> mars au 15 avril 1963. La proclamation dispose que les fonds recueillis serviront à donner les facilités et les moyens de transformer les enfants en citoyens valables et en chefs.

5) Proclamation n° 86 du 26 février 1963, déclarant la période du 17 au 23 mars 1963 « Semaine mondiale de lutte contre la faim ». Cette proclamation fait suite au décret administratif n° 26 du 3 octobre 1962, qui vise à aider l'Organisation des Nations Unies à faire disparaître de la surface du globe le double fléau de la faim et de la malnutrition.

6) Décret n° 37 du 20 mars 1963, fixant les horaires de travail dans les bureaux pendant la saison chaude. Edicté comme suite à l'article 564 du Code administratif révisé, tel qu'il a été modifié par la loi n° 1880 de la République (aux termes de laquelle les employés des administrations ne peuvent travailler plus de cinq heures d'affilée) en vue de protéger la santé et le bien-être du personnel des administrations sans toutefois nuire à l'intérêt du public.

7) Proclamation n° 100 du 3 avril 1963, déclarant le 30 avril 1963 « Journée des droits de la femme ». Le but de cette manifestation est de rendre la population consciente du rôle important que jouent les femmes dans le progrès économique, social et politique de la nation.

## POLOGNE

### NOTE<sup>1</sup>

#### I. LÉGISLATION

1. La loi du 19 décembre 1963 relative à la constitution de l'Ordre des avocats (*Journal des lois*, n° 57, par. 309) règle l'organisation de l'Ordre des avocats sur la base de principes d'administration autonome, définit les pouvoirs des organes exécutifs de l'ordre, la pratique suivie dans les cabinets d'avocats et les bureaux officiels d'assistance juridique, et la répartition des revenus des cabinets d'avocats ; elle établit le droit des membres du barreau et de leur famille (au même titre que les personnes employées par nomination ou contrat) au bénéfice des assurances sociales pour ce qui est de l'assurance maladie et maternité, des allocations familiales et des pensions de retraite, les cotisations étant prélevées sur les recettes des cabinets. En outre, la loi prescrit les qualifications requises pour l'inscription au tableau de l'ordre, les causes de radiation, le régime de la préparation aux professions juridiques (stage auprès des tribunaux puis chez un homme de loi, suivi par des examens professionnels) et définit la responsabilité des avocats et des stagiaires devant les organes disciplinaires de l'ordre, prescrit les sanctions applicables et la procédure à suivre dans les cas de manquement aux devoirs professionnels ou de conduite contraire à la loi, aux intérêts des citoyens ou à l'honneur de la profession. La loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1964. Son intérêt tient à ce qu'elle assure à la collectivité une assistance juridique du niveau moral et professionnel requis.

2. L'ordonnance du Ministre de la justice en date du 18 juin 1963 (*Journal des lois*, n° 30, par. 175) réglemente le fonctionnement des tribunaux d'assurances sociales de district et la Cour des assurances sociales ; cette ordonnance constitue le règlement d'application de la loi de 1961 sur les tribunaux d'assurances sociales (*Journal des lois*, 1961, n° 41, par. 215). Elle définit d'abord les fonctions du président du tribunal, les attributions des différentes chambres et de leur président, la procédure d'audience et les fonctions du greffe et de son personnel. Dans une deuxième section, elle traite des fonctions du président de la Cour, des attributions des différentes chambres et des particularités de la procédure d'audience suivie devant la Cour. En définissant la pratique de cette catégorie de tribunaux, l'ordonnance contribue beaucoup à

assurer leur bon fonctionnement, conformément à la loi et aux intérêts des citoyens.

3. La loi du 19 décembre 1963 porte amendement de la loi sur l'organisation des tribunaux de première instance (*Journal des lois*, n° 57, par. 308).

D'après la loi du 15 février 1962 relative à la Cour suprême, le Ministre de la justice n'est l'autorité administrative suprême qu'à l'égard des tribunaux de voïvodie et de district. Les décisions de ces tribunaux sont sujettes à révision par la Cour suprême. La nouvelle loi sur les tribunaux de première instance précise certains détails d'organisation des tribunaux de voïvodie et de district, tels que la nomination et le renvoi des juges par le Conseil d'Etat sur la recommandation du Ministre de la justice, la démission volontaire des juges, leur mise à la retraite pour raison de santé ou à l'âge prévu (65 ans). En outre, en vue de renforcer l'indépendance de l'ordre judiciaire, la loi prévoit le cas où un juge est marié à un avocat qui exerce. Dans ce cas, un magistrat dont le conjoint exerçait la profession d'avocat à la date d'entrée en vigueur de la loi et n'a pas cessé de l'exercer un an après la promulgation de cette loi sera relevé de ses fonctions. La loi prévoit en outre que tout juge qui épouse, après l'entrée en vigueur de la loi, un avocat qui exerce et ne cesse pas d'exercer dans les trois mois qui suivent le mariage sera relevé de ses fonctions. La loi modifie également certains aspects de la responsabilité des juges devant les instances disciplinaires. La loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1964. Son but essentiel est de renforcer l'indépendance des tribunaux et de garantir aux citoyens une procédure régulière.

4. L'ordonnance du 28 juin 1963 des Ministres de la justice et de l'intérieur (*Moniteur polonais*, n° 58, par. 300) contient des directives sur la manière dont, à la suite d'un jugement exécutoire, la milice civique et les huissiers doivent collaborer pour rechercher le lieu d'emploi des débiteurs défaillants. Cette ordonnance, prise en application de l'article 517 du Code de procédure civile, a pour but principal d'aider les créanciers d'aliments à rechercher le lieu d'emploi ou de résidence de la personne contre laquelle un exploit a été délivré. La milice civique peut sur la demande de l'huissier obtenir un mandat d'arrêt valable pour une partie du territoire ou le cas échéant pour l'ensemble du territoire polonais. Cette ordonnance protégera les titulaires de créances alimentaires, y compris les mineurs.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement polonais.

5. La résolution 103 du Conseil des ministres en date du 16 mars 1963 concernant les hausses de salaires pour les employés les moins payés des entreprises, des institutions et des administrations et la réduction des barèmes fiscaux (*Moniteur polonais*, n° 25, par. 124), a porté le salaire mensuel minimum à 750 zlotys et l'abattement à la base minimum à 1 000 zlotys par mois. Cette résolution est une manifestation de plus de la politique constante de relèvement du niveau de vie des salariés.

6. L'ordonnance du Président du Conseil des assurances sociales en date du 11 mai 1963 confère aux ouvriers à domicile qui travaillent aux pièces pour certaines entreprises commerciales la qualité d'employés au sens où l'entend le décret sur les pensions de retraite pour les employés et leur famille (*Moniteur polonais*, n° 44, par. 218). Cette ordonnance donnera aux ouvriers à domicile le droit à une pension.

7. La résolution 396 du Conseil des ministres en date du 13 décembre 1962 (*Moniteur polonais*, n° 43, par. 5) porte modification de la réglementation concernant l'assistance de l'Etat à la construction d'habitations financée par les particuliers.

Cette résolution accorde une remise de 20 pour cent des sommes dues en remboursement des crédits accordés pour la construction de maisons dans des régions rurales aux employés des entreprises socialisées qui travaillent dans ces régions et possèdent moins d'un hectare de terre; il s'agit notamment des ingénieurs et techniciens agricoles, des zootechniciens, des vétérinaires, des ingénieurs de la mécanisation, des ingénieurs et des techniciens de la mise en valeur des terres, des enseignants, des médecins, des infirmières et des sages-femmes.

Au titre de cette résolution, l'Etat fournit une assistance substantielle aux ayants droit: elle aide également les habitants des villages à obtenir les services des spécialistes dont ils ont besoin en encourageant davantage ces derniers à s'installer dans les régions rurales.

8. L'ordonnance du Ministre de la culture et des beaux-arts en date du 11 décembre 1962 porte modification des barèmes de rémunération pour les œuvres littéraires, scientifiques et techniques (*Moniteur polonais*, n° 6, par. 32). Elle augmente la rémunération des auteurs.

9. L'ordonnance du Conseil des ministres du 29 janvier 1963 a trait à la protection des œuvres décoratives (*Journal des lois*, n° 8, par. 45).

Cette ordonnance précise le sens des mots « œuvres décoratives » et indique comment obtenir la reconnaissance de droits d'auteur sur ces œuvres et la durée de ces droits.

10. L'ordonnance du Conseil des ministres du 30 septembre 1963 concerne les traitements des membres du corps enseignant (*Journal des lois*, n° 44, par. 248).

11. La circulaire n° 25 du Ministre de l'éducation en date du 3 juillet 1963 porte amélioration de la situation des enseignants en matière de protection sociale (*Journal officiel du Ministère de l'éducation*, n° 9, par. 95).

12. L'ordonnance du Ministre de l'éducation en date du 28 juin 1963 a trait à l'organisation, à l'intention des salariés, de centres d'instruction professionnelle qui suivront les programmes des écoles

professionnelles du premier cycle (*Journal officiel du Ministère de l'éducation*, n° 9, par. 89).

13. La circulaire n° 13 du Ministre de l'éducation en date du 19 juillet 1963 (*Journal officiel du Ministère de l'éducation*, n° 4, par. 32) a trait à la diffusion de renseignements sur les pays d'Afrique et le développement des relations amicales avec les peuples d'Afrique.

14. L'ordonnance du Ministre de la santé publique et de la protection sociale en date du 26 juin 1963 (*Journal des lois*, n° 30, par. 174) prévoit le traitement dans les institutions du service de santé des anciens combattants de la libération nationale, des prisonniers politiques et de leur famille. En accordant la gratuité des traitements médicaux aux anciens combattants de la libération nationale et aux prisonniers politiques, l'Etat marque sa sollicitude à l'égard de ceux qui ont combattu pour la liberté et pour ceux qui ont été persécutés et emprisonnés par les occupants nazis.

15. L'ordonnance du Ministère de la santé publique et de la protection sociale en date du 11 juillet 1963 (*Journal des lois*, n° 38, par. 215) prévoit le traitement dans les institutions du service de santé des membres de l'Association des journalistes polonais et de leur famille. De nombreux membres de l'Association des journalistes polonais sont des journalistes indépendants qui, n'étant pas employés à titre permanent, n'ont pas droit aux assurances sociales ni par conséquent à la gratuité des soins médicaux. Le journalisme étant une profession extrêmement utile à la société, les journalistes méritent de se voir accorder les mêmes privilèges que les assurés sociaux en ce qui concerne les soins médicaux.

16. L'instruction 23/63 du Ministre de la santé publique et de la protection sociale en date du 20 mai 1963 (*Journal officiel du Ministère de la santé publique et de la protection sociale*, n° 10, par. 65) prévoit le traitement dans les institutions du service de santé des étrangers fréquentant les écoles professionnelles polonaises du second cycle. Cette instruction accorde la gratuité des soins médicaux aux étrangers qui fréquentent en Pologne des établissements professionnels du second cycle.

17. L'instruction n° 26/63 du Ministre de la santé publique et de la protection sociale en date du 1<sup>er</sup> juin 1963 (*Journal officiel du Ministère de la santé et de la protection sociale*, n° 11, par. 68) porte modification de l'instruction n° 9951 sur les principes régissant l'assistance donnée par les postes de secours.

Cette instruction élargit la définition des accidents et par conséquent étend la catégorie des soins médicaux gratuits. Au titre de la section 2, par. 4, de l'ordonnance du Ministre de la santé publique et de la protection sociale en date du 18 août 1962 concernant la gratuité de certains services fournis par les institutions du service de santé (*Journal des lois*, n° 55, par. 277), les postes de secours sont obligés de donner gratuitement les premiers secours à toute victime d'un accident.

18. L'instruction n° 12/63 du Ministre de la santé publique et de la protection sociale en date du 9 mars 1964 (*Journal officiel du Ministère de la santé publique et de la protection sociale*, n° 6, par. 45) prévoit le traitement dans les institutions

du service de santé des étrangers qui reçoivent en Pologne une formation professionnelle en cours d'emploi. Cette instruction accorde la gratuité des soins médicaux aux étrangers qui suivent en Pologne des stages de formation.

## II. ACCORDS INTERNATIONAUX

1. La déclaration officielle du 18 juin 1963 (*Journal des lois*, n° 33, par. 186) sur la ratification par la Pologne de la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, signée à Genève le 7 septembre 1956. L'instrument de ratification a été présenté au Secrétaire général le 10 janvier 1963. Le numéro en question du *Journal des lois* contient en annexe le texte complet de la convention.

2. Le Traité entre la République populaire de Pologne et la République populaire de Bulgarie relatif à l'entraide judiciaire et aux relations juridiques en matière civile, familiale et pénale (*Jour-*

*nal des lois*, n° 17, par. 88). Ce traité régleme les cas de conflits de droit international privé dans le domaine du droit civil et familial, définit la juridiction des tribunaux et tranche les principales questions de procédure civile internationale : protection et entraide judiciaire, exécution et reconnaissance mutuelle des décisions des tribunaux en matière civile ; il régleme également les problèmes liés à l'extradition des criminels et à l'entraide judiciaire en matière pénale. Le traité a été signé le 4 décembre 1961 et est entré en vigueur le 19 avril 1963.

3. Le Traité entre la République populaire de Pologne et la République fédérative socialiste de Yougoslavie relatif à la protection judiciaire en matière civile et pénale. Ce traité porte sur des problèmes semblables à ceux qui sont mentionnés ci-dessus au paragraphe 2 à propos de l'accord entre la Pologne et la Bulgarie et est fondé sur le même principe de collaboration étendue pour la protection des droits des citoyens des deux pays. Le traité a été signé le 6 février 1960 et est entré en vigueur le 5 juin 1963.

## PORTUGAL

### NOTE<sup>1</sup>

Pendant l'année 1963, il n'a été promulgué aucun texte de caractère constitutionnel présentant un rapport quelconque avec le problème considéré. Toutefois, des lois, décrets-lois, décrets et avis contenant des dispositions se rapportant à des problèmes liés plus ou moins étroitement à la question des droits de l'homme ont été publiés.

En ce qui concerne les décisions judiciaires, il est bien entendu impossible, du fait qu'il n'existe pas de registres, de connaître exactement toutes les décisions qui ont pu être rendues par les divers tribunaux du pays et qui pourraient se rapporter au problème considéré. Les cas de décisions mentionnés ci-dessous ont été rendus par l'instance judiciaire la plus élevée du Portugal.

#### I. TEXTES

1. *Loi n° 2 118, du 3 avril*, arrêtant les dispositions fondamentales en vue de la protection de la santé mentale, afin d'assurer ou de rétablir l'équilibre psychique de la personne humaine, notamment par une action prophylactique, thérapeutique et régénératrice. Dans ce contexte, la loi considérée énumère les établissements, services et institutions privées s'occupant de la santé mentale, et elle arrête les dispositions concernant le traitement et l'internement des malades mentaux. Les articles XXXVII, XXXVIII, XXXIX, XL et XLI présentent un intérêt particulier.

2. *Loi n° 2 119, du 24 juin*, portant amendement de la loi organique relative au Portugal d'outre-mer. Les amendements aux articles XXIV, XXV, XXX, XXXII, XLVIII, LXVIII et LXXXI méritent une attention particulière.

3. *Loi n° 2 120, du 19 juillet*, arrêtant les dispositions fondamentales concernant la politique en matière de santé publique et d'assistance.

4. *Décret-loi n° 44 862, du 23 janvier*, approuvant, aux fins de ratification, la Convention n° 89 de l'Organisation internationale du Travail, concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie, révisée en 1948.

5. *Décret-loi n° 44 911, du 7 mars*, portant création de la Colonie agricole d'Arnes, qui est destinée au traitement des maladies mentales et des troubles mentaux de longue durée et doit servir à d'autres fins d'assistance de caractère psychiatrique.

6. *Avis n° 19 756, du 12 mars*, étendant aux provinces d'outre-mer l'application du décret-loi n° 44 427 et du décret-loi n° 44 428, concernant le régime juridique de l'émigration.

7. *Décret n° 44 916, du 14 mars*, disposant que la durée des services rendus à l'Etat et aux organes administratifs moyennant salaire par les personnes qui ont perdu le statut de *indigena* lors de la promulgation du décret-loi n° 43 893 sera prise en compte dans la constitution du droit à pension.

8. *Décret-loi n° 44 923, du 18 mars*, modifiant le texte du paragraphe 4 de l'article 3 du décret-loi n° 31 913 de façon à permettre aux femmes mariées et aux veuves avec enfants de travailler comme apprenties ou comme infirmières dans les hôpitaux et prévoyant, à cette fin, que les horaires auxquels elles seront astreintes seront adaptés aux exigences familiales particulières à chaque intéressée.

9. *Décret n° 44 994, du 23 avril*, portant ajustement du Plan de construction d'écoles primaires, approuvé par le décret n° 43 674.

10. *Décret-loi n° 44 999, du 24 avril*, expliquant les divers principes incorporés dans le décret-loi n° 44 308 concernant la prévention médicale de la silicose.

11. *Décret-loi n° 45 002, du 27 avril*, portant création du service d'assistance aux employés civils de l'Etat en cas de maladie, service destiné à permettre d'étendre graduellement l'assistance pour toutes les formes de maladie au personnel subalterne travaillant dans les services civils de l'Etat, y compris dans les services jouissant de l'autonomie administrative et financière.

12. *Avis n° 19 870, du 24 mai*, fixant les priorités dont bénéficient en matière d'affectation les instituteurs en poste dans les provinces d'outre-mer.

13. *Avis n° 19 892, du 12 juin*, approuvant les programmes de formation professionnelle à suivre dans les centres d'apprentissage agricole.

14. *Décret n° 45 177, du 3 août*, portant réorganisation tant des services de lutte contre la maladie du sommeil, que de la brigade de pentamisation de la province de l'Angola, qui constituent à l'heure actuelle la mission de lutte contre les tripanosomias.

15. *Décret-loi n° 45 180, du 5 août*, arrêtant les règles du fonctionnement de l'Université d'études générales de l'Angola et du Mozambique.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement portugais.

16. Décret n° 45 240, du 11 septembre, énonçant les dispositions régissant l'octroi de bourses et la création de foyers d'étudiants dans les provinces d'outre-mer.

17. Décret n° 45 348, du 12 novembre, portant création de la Mission d'éradication du paludisme au Cap-Vert.

## II. DÉCISIONS JUDICIAIRES

1. Arrêt de la Cour suprême de justice, du 20 novembre 1963, publié dans le *Buletim do Ministério da Justiça*, n° 131, p. 301.

Statuant que toute indication d'absence d'équilibre mental ayant pu entraîner l'irresponsabilité

d'un accusé constitue un motif d'annulation d'une condamnation prononcée contre un accusé en train de purger sa peine.

2. Arrêt de la Cour suprême de justice, du 5 novembre 1963, publié dans le *Buletim susmencionné*, p. 310.

Reconnaissant que si un accusé, acquitté à l'issue d'un procès pénal, n'a pas demandé, peu après l'acquiescement, la condamnation du plaignant au paiement de dommages et intérêts, conformément à l'article 453 du Code de procédure pénale, il est en droit de le faire devant les tribunaux civils en vertu des dispositions du paragraphe 2 dudit article.

## DÉCRET N° 45 408 DU 6 DÉCEMBRE 1963 RÉGISSANT LES ÉLECTIONS DES MEMBRES DES CONSEILS LÉGISLATIFS DES PROVINCES D'OUTRE-MER<sup>2</sup>

### ÉLECTORAT

Art. 2. I. L'élection des membres des conseils législatifs par les associations d'employeurs et de travailleurs, les groupements culturels et de défense de la morale, les associations à caractère économique, les organismes administratifs et autres organismes légalement reconnus qui remplissent des fonctions administratives d'intérêt public est régie par des règlements pris par les autorités des provinces.

II. Au plus tard soixante jours avant la date fixée pour le scrutin, les autorités provinciales publient au *Boletim Oficial* de leur province la liste des organismes et associations remplissant les conditions requises pour voter.

III. Tout organisme ou association dont le nom est omis sur la liste peut, dans un délai de quinze jours à partir de la publication de celle-ci, former une réclamation auprès du Ministre du Portugal d'outre-mer dont la décision est sans recours.

Art. 3. I. L'élection des membres des conseils législatifs par les autorités des *regedorias* est régie par les dispositions suivantes :

1. Dans les provinces qui relèvent d'un Gouverneur général, le gouverneur de chaque district établit, suffisamment de temps avant la date du scrutin, une liste de ces autorités ; cette liste doit être affichée dans les bureaux des *regedorias* et autres lieux habituels, et publiée dans le *Boletim Oficial* de la province.

2. Toute autorité dont le nom a été omis sur la liste peut former une réclamation dans un délai de dix jours à partir de la publication de celle-ci.

3. Le Gouverneur de la province, après consultation avec le procureur de la République (*Procurador da Republica*), statue sur ces réclamations dans les quinze jours. Sa décision est sans recours.

II. Le dimanche précédant celui qui est fixé pour le scrutin, les autorités des *regedorias* de chaque district dûment inscrites sur la liste, désignent deux membres pour les représenter aux élections.

III. Le jour du scrutin, les représentants des autorités des *regedorias* de chaque district élisent

les membres des conseils législatifs qui, aux termes de la loi, doivent être élus par elles.

Art. 4. Dans les provinces qui relèvent de Gouverneurs, les listes des autorités des *regedorias* sont établies dans chaque *concelho* ou dans chaque *circumscrição* par l'administrateur local et publiées au *Boletim Oficial* de la province conformément à la procédure prévue à l'article 3 du présent décret dans la mesure où elle est applicable au cas considéré ; toutefois, au lieu de consulter le procureur de la République, comme le prévoit le paragraphe I de l'article 3, l'administrateur local consulte le représentant du procureur de la République auprès du tribunal de la capitale de la province.

Art. 5. I. L'élection des membres des conseils législatifs par les contribuables est régie par des règlements pris par les autorités des provinces.

II. Dans les soixante jours qui précèdent la date fixée pour le scrutin, les autorités provinciales publient au *Boletim Oficial* de leur province la liste des contribuables remplissant les conditions requises pour voter qui aura été établie par les services du Ministère des finances dans chaque province.

III. Les contribuables dont le nom a été omis sur la liste peuvent, dans un délai de quinze jours à partir de la publication de celle-ci, former une réclamation auprès du Ministre du Portugal d'outre-mer dont la décision est sans recours.

Art. 6. I. Les personnes ayant le droit d'élire les membres des conseils législatifs au suffrage direct sont les suivantes :

1. Les citoyens portugais majeurs ou mineurs émancipés (*emancipados*) sachant lire et écrire le portugais ;

2. Les citoyennes portugaises majeures ou mineures émancipées (*emancipadas*) ayant terminé des études secondaires du premier cycle ou d'autres études équivalentes ;

3. Les citoyens et citoyennes portugais majeurs ou mineurs émancipés (*emancipados*) qui, bien que ne sachant ni lire ni écrire, sont chefs de famille ;

4. Les citoyennes portugaises mariées, sachant lire et écrire le portugais, et payant, soit sur leurs biens propres, soit sur les biens de la communauté, des impôts d'un montant au moins égal au minimum fixé par les autorités des provinces.

<sup>2</sup> Texte publié dans le *Diário do Governo*, n° 286, du 6 décembre 1963.



II. Aux fins du présent décret, est « chef de famille » :

1. Tout citoyen portugais ayant une famille légitimement constituée vivant sous son autorité et partageant son gîte et son couvert, qui paie des impôts d'un montant au moins égal au minimum fixé par les autorités des provinces ;

2. Toute citoyenne portugaise, veuve, divorcée, séparée de corps ou célibataire, majeure ou mineure émancipée (*emancipada*) qui, jouissant d'une bonne réputation, subvient entièrement à ses besoins, a à sa charge des ascendants ou descendants, et paie des impôts sur ses biens propres d'un montant au moins égal au minimum fixé par les autorités des provinces ;

3. Tout citoyen portugais majeur, ou mineur émancipé (*emancipado*), propriétaire d'une maison dont il est l'occupant, et qui paie des impôts sur ses biens propres d'un montant au moins égal au minimum fixé par les autorités des provinces.

III. L'état matrimonial d'une personne sera déterminé conformément à la loi ou aux coutumes et usages locaux, sans cependant que puissent être inscrites sur les listes électorales, en tant qu'épouse ou ancienne épouse d'un même homme, plus d'une femme mariée, veuve, divorcée ou séparée de corps. Des règles relatives à l'administration de la preuve de l'état matrimonial seront établies par les autorités des provinces en tenant compte de la législation relative à l'état civil.

IV. Aux fins du présent article, le montant minimum d'impôt requis sera déterminé compte tenu des conditions sociales de la province ainsi que du système fiscal qui y est en vigueur.

Art. 7. N'est pas autorisée à voter :

1. Toute personne déchue de ses droits civiques ou politiques ;

2. Toute personne dont un tribunal a prononcé l'interdiction, et toute personne qui, sans avoir été frappée d'interdiction, est, de notoriété publique, atteinte d'aliénation mentale ;

3. Toute personne tombée en déconfiture ou déclarée en faillite, à moins qu'elle n'ait été réhabilitée ;

4. Toute personne faisant l'objet de poursuites judiciaires et toute personne reconnue coupable d'un crime, à moins qu'elle n'ait purgé sa peine, même si la libération conditionnelle lui a été accordée ;

5. Toute personne indigente et, en particulier, tout pensionnaire d'un établissement de bienfaisance ;

6. Toute personne qui a acquis la nationalité portugaise par la naturalisation ou par le mariage moins de cinq ans avant la date des élections ;

7. Toute personne qui déclare être opposée à l'existence du Portugal en tant qu'Etat indépendant et à l'ordre social établi ;

8. Toute personne non domiciliée dans la province et y ayant résidé moins de trois ans ;

9. Toute personne d'une conduite notoire.

Art. 8. Les dispositions régissant tant l'éligibilité aux fonctions de membres des conseils législatifs que la démission et la déchéance desdits membres sont celles qui sont spécifiées dans les statuts administratifs et politiques des provinces d'outre-mer.

# RÉPUBLIQUE ARABE UNIE<sup>1</sup>

## DÉCRET N° 2580 DE 1963 DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE PORTANT ADHÉSION AU TRAITÉ INTERDISANT LES ESSAIS D'ARMES NUCLÉAIRES SIGNÉ À MOSCOU LE 5 AOÛT 1963

*Article unique.* Le Président de la République a approuvé le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires signé à Moscou le 5 août 1963, et il a autorisé le D<sup>r</sup> Mostefa Kamel, Ambassadeur de la République arabe unie à Washington, M. Mohammad Awad el-Koni, Ambassadeur de la République arabe unie à Londres, et M. Yahye Hassan Mohammad Abdel Kader, Ministre plénipotentiaire, Chargé d'affaires de l'Ambassade de la République arabe unie à Moscou, à signer ledit traité, sous réserve de ratification, au nom du Gouvernement de la République arabe unie.

Cabinet du Président de la République, le 19 Jumada II 1383 (5 novembre 1963).

<sup>1</sup> Textes communiqués par le Gouvernement de la République arabe unie.

## DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE CONCERNANT LA LOI N° 8 DE 1963 MODIFIANT LA LOI N° 124 DE 1949 SUR LES MINEURS VAGABONDS

*Article premier.* L'article 12 de la loi n° 124 de 1949 sur les mineurs vagabonds est remplacé par le texte suivant :

« 1. Sans préjudice de toute peine plus grave prévue par toute autre loi, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an :

« a) Celui qui aura caché un jeune vagabond dont la consignation à une personne de confiance ou à un institut de réforme aura été ordonnée en application de la présente loi, et celui qui l'aura incité ou aidé par n'importe quel moyen à prendre la fuite ;

« b) Celui qui aura incité un jeune vagabond à commettre l'un des actes prévus à l'article premier, en le préparant ou l'entraînant à l'état de vagabondage, en l'encourageant dans cette voie par tout moyen, même si l'état de vagabondage ne s'est pas réalisé ;

« c) Celui qui aura incité un jeune vagabond à commettre un crime ou un délit, en lui préparant ou facilitant les moyens de l'exécuter, en l'entraînant ou le provoquant à commettre l'un de ces actes, même si le jeune vagabond s'en est abstenu effectivement.

« 2. Dans les cas prévus aux alinéas b et c ci-dessus, si l'inculpé exerce son autorité sur le vagabond ou est chargé de son éducation, ou si celui-ci lui a été confié en vertu de la loi, ou si l'inculpé a usé de contrainte ou de menace envers le vagabond, la peine ne sera pas inférieure à un an d'emprisonnement. »

### MÉMOIRE EXPLICATIF ANNEXÉ À LA LOI N° 8 DE 1963

A l'époque actuelle, l'Etat a pour politique de protéger les mineurs, les jeunes enfants et, d'une façon générale, la famille, et des crédits ont été dûment ouverts pour que cet objectif soit réalisé dans tous les domaines, notamment celui de la construction de foyers et de maisons de correction. Toutefois, ces mesures curatives doivent être précédées par l'adoption de mesures préventives, notamment de mesures destinées à protéger les mineurs contre les personnes qui les corrompent pour les exploiter.

Le Code pénal et la loi n° 124 de 1949 sur les mineurs vagabonds ne frappent d'aucune peine les individus qui préparent à des mineurs les moyens d'exécuter un délit ou les entraînent ou les incitent à commettre un délit ou les exposent au vagabondage en leur apprenant à mendier, à ramasser des mégots ou autres déchets, etc. Tant le fait de préparer à quelqu'un les moyens d'exécuter un délit que celui de les entraîner ou de les inciter à commettre un délit, ou toute activité analogue, sont considérés par le Code pénal comme des actes préparatoires qui ne sont pas punissables tant que le délit en question n'a pas effectivement été commis. En conséquence, les individus ou les bandes pris en flagrant délit d'entraîner des mineurs à commettre des infractions ne peuvent être condamnés.

Etant donné que les activités de ces bandes constituent une menace pour la jeunesse, sans tomber pour autant sous le coup de la loi, il a paru nécessaire d'ajouter un nouvel article à la loi n° 124 de

1949 susmentionnée, pour incriminer tant le fait de pousser un mineur au vagabondage ou de l'aider à cette fin, même si l'état de vagabondage ne s'est pas réalisé, que le fait de préparer à un mineur les

moyens d'exécuter un délit ou celui de l'entraîner ou de l'inciter à commettre un délit, même si le mineur s'en est abstenu effectivement.

**DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE CONCERNANT LA LOI  
N° 50 DE 1963 PROMULGUANT LA LOI RELATIVE AUX ASSURANCES ET  
PENSIONS DES FONCTIONNAIRES, EMPLOYÉS ET TRAVAILLEURS CIVILS DE  
L'ÉTAT**

**Art. 11.** Les prestations d'assurance payables par le Fonds sont versées aux personnes assurées en vertu de la présente loi ou à leurs ayants droit dans les deux cas suivants :

1. Décès de l'assuré survenu en cours d'emploi : dans ce cas, la prestation est versée à ses héritiers légitimes, à moins qu'il n'ait désigné d'autres bénéficiaires avant son décès, auquel cas la prestation est versée à ceux-ci ;

2. Cessation de service de l'assuré avant l'âge de la retraite, pour cause d'incapacité physique de travailler, si celle-ci est imputable à une invalidité totale ; si l'invalidité n'est que partielle, l'assuré touche la moitié du montant de la prestation.

Dans ce cas, la prestation n'est versée qu'à condition que la cessation de service pour cause d'incapacité physique de travailler soit fondée sur une décision de l'autorité médicale compétente antérieure à la décision concernant la cessation de service.

**Art. 23.** Si les fonctions de l'assuré prennent fin avant que la durée de ses services soit suffisante pour lui donner droit à une pension en vertu de la présente loi, il a droit au versement d'une somme en capital représentant 15 pour cent de sa rémunération annuelle pour chaque année de service, mais il n'a droit à aucun versement si la durée de ses services est inférieure à trois ans.

**Art. 29.** Si l'assuré ou le pensionné décède, ses ayants droit bénéficient des pensions selon les quotes-parts et les dispositions prévues au tableau 3 ci-joint, à partir du premier du mois où le décès a eu lieu.

Par « ayants droit » on entend :

1. La veuve de l'assuré ou du pensionné ;

2. Ses enfants et ses frères à charge, âgés de moins de 21 ans au moment du décès. S'ils ont dépassé cet âge et sont inscrits dans un cours d'enseignement universitaire ou supérieur, ils sont considérés provisoirement comme ayant droit à la pension jusqu'à l'âge de 26 ans, ou la fin de leurs

études, la date la plus rapprochée l'emportant, et dans le dernier cas, la pension continue à leur être versée jusqu'à la fin du mois d'octobre de l'année où leurs études prennent fin ; dans le cas d'étudiants atteignant l'âge de 26 ans pendant l'année scolaire, le versement de la pension continue jusqu'à la fin du mois de juillet de ladite année ; lorsqu'une pension cesse d'être servie à des étudiants, dans les cas susmentionnés, leur part est rétablie au profit des autres ayants droit qui existaient lors du décès ;

3. Ses enfants et ses frères à charge âgés de plus de 21 ans au moment du décès mais atteints d'une invalidité totale les empêchant de gagner leur vie ; le constat de leur invalidité est effectué à l'époque à laquelle ils commencent à avoir droit à la pension par l'autorité médicale compétente, sous réserve des dispositions du dernier paragraphe de l'article 31.

4. Ses filles et sœurs veuves, divorcées et non mariées ;

5. Ses parents.

Pour avoir droit à la pension, la mère ne doit être mariée qu'au père du défunt. Les frères, sœurs et parents du défunt ne doivent pas, à l'époque de son décès, avoir de revenu égal ou supérieur à la pension à laquelle ils ont droit. Si leur revenu est inférieur à la pension, la différence leur est versée. Le montant de leur revenu ou l'absence de tout revenu sont certifiés par une déclaration de l'ayant droit accompagnée d'un certificat administratif confirmant sa déclaration.

**Art. 36.** Nonobstant les dispositions législatives et réglementaires promulguées au sujet des principes régissant la déchéance du droit à pension ou à prestation, le pensionné ou assuré ne peut être privé de ses prestations de retraite que par une décision d'un organe disciplinaire et ce jusqu'à concurrence d'un quart seulement.

Le pensionné ne peut être déchu de son droit à pension en vertu du paragraphe ci-dessus que pour des actes commis par lui avant qu'il ne quitte le service.

**DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE CONCERNANT LA LOI  
N° 112 DE 1963 RELATIVE AUX SOINS À APPORTER AUX FONCTIONNAIRES  
ET AUX TRAVAILLEURS ATTEINTS DE TUBERCULOSE, DE LÈPRE, DE  
MALADIE MENTALE OU DE MALADIES CHRONIQUES ET AU PAIEMENT DE  
LEUR TRAITEMENT**

**Art. 1.** Par dérogation aux règles des congés de maladie des fonctionnaires et travailleurs de l'Etat, des institutions et organismes publics, il est accordé à celui qui est atteint de tuberculose, de lèpre, de maladie mentale ou de l'une des maladies chroniques à déterminer par arrêté du Ministre de l'hygiène, sur approbation de la Direction générale des commissions médicales, un congé exceptionnel de maladie à traitement entier jusqu'à sa guérison, ou la stabilisation satisfaisante de son état de santé lui permettant de reprendre ses fonctions. Tous les trois mois au moins, ou toutes les fois que ce sera nécessaire, la commission médicale procédera au réexamen médical de l'intéressé.

**LOI N° 15 INTERDISANT AUX ÉTRANGERS  
D'ÊTRE PROPRIÉTAIRES DE TERRAINS AGRICOLES**

**RÉSUMÉ**

Le texte de cette loi a été publié dans *La Gazette fiscale, commerciale et industrielle*, n° 151-153, mars-avril-mai 1963.

L'article 1 spécifie qu'il est interdit aux étrangers, personnes physiques ou morales, d'être propriétaires de terrains agricoles ou de terrains similaires, bours (incultes) ou désertiques dans la République arabe unie et que cette interdiction s'applique à la pleine propriété, à la nue-propriété et au droit d'usufruit. L'article 1 spécifie de plus que les Palestiniens sont exemptés provisoirement de l'application des dispositions de la loi.

En vertu de l'article 2, la propriété des terrains agricoles et des terrains similaires cultivables, incultes et terrains désertiques appartenant aux étrangers au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, sera transférée à l'Etat.

L'article 3 dispose que l'Organisme général de la réforme agraire prendra consignment des terrains visés à l'article 2. Les propriétaires de ces terrains, en vertu de l'article 4, recevront une

indemnité qui, comme stipulé dans l'article 5, sera réglée en titres d'Etat remboursables en quinze ans.

D'autres dispositions traitent de l'obligation des propriétaires mentionnés ci-dessus de présenter, dans le courant d'un mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'Organisme général de la réforme agraire, une déclaration sur une formule spéciale indiquant ce dont ils sont propriétaires ou possesseurs comme terrains agricoles, ou terrains similaires cultivables, « bours » ou désertiques, quel que soit leur titre de propriété ou de possession ; et aussi de l'obligation des autorités gouvernementales d'aviser l'Organisme général de la réforme agraire de tout cas où la propriété de terrains agricoles ou de terrains similaires aura été dévolue à un étranger, par succession, testament ou par un autre mode non contractuel d'acquisition de la propriété.

Des traductions de la loi en anglais et en français ont été publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le *Recueil de législation, alimentation et agriculture*, 1963, vol. XII-n° V/1C.

# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

## NOTE

### LOI CONSTITUTIONNELLE

DU 28 DÉCEMBRE 1962

#### PORTANT

#### RÉFORME CONSTITUTIONNELLE<sup>1</sup>

*Article premier.* L'alinéa dernier de l'article 2 de la Constitution est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Le peuple exerce librement et démocratiquement la souveraineté au sein d'un mouvement politique national unique : le Mouvement d'évolution sociale de l'Afrique noire MESAN. »

### LOI ORGANIQUE N° 63/424

DU 19 NOVEMBRE 1963

#### RELATIVE

#### À L'ÉLECTION DES DÉPUTÉS

#### À L'ASSEMBLÉE NATIONALE<sup>2</sup>

#### Chapitre premier

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Article premier.* Les députés sont élus au suffrage universel et direct à un seul tour de scrutin sur une liste nationale unique complète sans panachage ni vote préférentiel.

Ils sont au nombre de cinquante.

#### Chapitre II

##### DES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ ET DES INCOMPATIBILITÉS

*Art. 7.* Tout citoyen centrafricain qui a la qualité d'électeur peut être élu à l'Assemblée nationale dans les conditions et sous les seules réserves énoncées aux articles suivants.

*Art. 8.* Nul ne peut être élu à l'Assemblée nationale s'il n'est âgé de 23 ans révolus.

*Art. 9.* Sont inéligibles les personnes condamnées lorsque la condamnation empêche d'une manière définitive ou temporaire leur inscription sur la liste électorale.

Sont, en outre, inéligibles les personnes privées par décision de justice de leur droit d'éligibilité.

*Art. 10.* Les agents de l'Etat et des collectivités publiques, qu'il aient ou non la qualité de fonctionnaires, ne peuvent faire acte de candidature qu'après avoir démissionné de leurs fonctions.

Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux fonctionnaires anciens membres du Gouvernement et de l'Assemblée nationale de la République centrafricaine.

*Art. 11.* Est interdit l'enregistrement d'une liste nationale établie en violation des dispositions des articles précédents.

*Art. 12.* Sera déchu de la qualité de membre de l'Assemblée nationale celui dont l'inéligibilité se révélera après la proclamation de l'élection et l'expiration du délai pendant lequel elle peut être contestée ou qui, pendant la durée de son mandat, se trouvera dans l'un des cas d'inéligibilité prévus par la présente loi.

Sera également déchu de la qualité de membre de l'Assemblée nationale tout député qui, au cours de son mandat, aura été condamné pour atteinte à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

La déchéance est constatée par le Conseil constitutionnel à la requête du Président de la République ou du Président de l'Assemblée nationale.

*Art. 13.* Le mandat de député est incompatible avec les fonctions suivantes :

1. Président de la République.

2. - Ministre.

3. Toute fonction publique civile ou militaire non élective, et enfin, toute fonction rétribuée par un Etat étranger ou une organisation internationale ; les députés, chargés par le Gouvernement ou l'Assemblée nationale d'une mission n'excédant pas six mois peuvent cumuler l'exercice de cette mission avec leur mandat parlementaire.

4. Président, directeur, directeur adjoint, membre du Conseil d'administration ou Conseil permanent dans un établissement public national sauf si le député est désigné en cette qualité comme membre de conseil d'administration d'établissements publics nationaux en vertu des textes organisant ces établissements.

5. Chef d'entreprise, président du Conseil d'administration, administrateur délégué, directeur ou directeur adjoint gérant, conseil permanent dans les

<sup>1</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République centrafricaine*, n° 1, du 1<sup>er</sup> janvier 1963.

<sup>2</sup> *Ibid.*, n° 23, du 1<sup>er</sup> décembre 1963.

sociétés privées lorsqu'elles sont subventionnées par l'Etat ou les collectivités publiques.

*Art. 14.* Il est interdit à tout avocat inscrit au barreau, lorsqu'il est investi d'un mandat de député, d'accomplir, directement ou indirectement, aucun acte de sa profession dans les affaires à l'occasion desquelles des poursuites pénales sont engagées devant les juridictions répressives pour crimes ou délits contre la chose publique ou en matière de presse ou d'atteinte au crédit et à l'épargne; il lui est interdit dans les mêmes conditions de plaider ou de consulter pour le compte de l'une des sociétés, entreprises ou établissements visés à l'article 13 dont il n'était pas habituellement le conseil avant son élection.

*Art. 15.* Il est interdit à tout député de faire suivre ou de laisser son nom suivi de l'indication de sa qualité dans toute publicité relative à une entreprise financière, industrielle ou commerciale.

Les infractions au présent article seront punies d'un emprisonnement d'un mois et un jour à six mois et d'une amende de 50 001 à 500 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

*Art. 16.* Le député qui, lors de son élection, se trouve dans l'un des cas d'incompatibilité visés au présent chapitre est tenu d'établir, dans les huit jours qui suivent son entrée en fonction, qu'il s'est

démis de ses fonctions incompatibles avec son mandat ou, s'il est titulaire d'un emploi public, qu'il a demandé à être placé dans la position spéciale prévue par son statut. A défaut il est déclaré démissionnaire d'office de son mandat.

Le député qui a accepté, en cours de mandat, une fonction incompatible avec celui-ci, ou qui, a méconnu les dispositions de l'article 13 ci-dessus, est également déclaré démissionnaire d'office, à moins qu'il ne se démette volontairement de son mandat.

La démission d'office est prononcée dans tous les cas par le Conseil constitutionnel à la requête du Président de la République ou du Président de l'Assemblée nationale.

#### *Chapitre IV.*

#### DISPOSITIONS DIVERSES

*Art. 20.* Le Code électoral<sup>3</sup> s'applique en tout ce qui n'est pas prévu à la présente loi.

<sup>3</sup> Pour des extraits de ce Code, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 290 et 291.

# RÉPUBLIQUE DE CORÉE

## NOTE<sup>1</sup>

1. Le 13 décembre 1963, le Code de procédure pénale a été révisé pour qu'il devienne conforme à la nouvelle Constitution de la République de Corée du 26 décembre 1962<sup>2</sup>.

Selon l'article 33 du Code ainsi révisé, le tribunal a d'office l'obligation de fournir à tout inculpé un avocat, si l'inculpé, n'ayant pas encore d'avocat, est soit mineur, soit âgé de plus de 70 ans, soit sourd-muet, ou retardé sur le plan mental ou physique.

En vertu de l'article 34, l'avocat a le droit d'avoir des entretiens avec l'inculpé ou le suspect et de lui faire consulter un médecin.

Aux termes de l'article 72, un inculpé ne doit pas être arrêté sans que lui soit expliquée la raison de son arrestation, et que lui soit donnée la possibilité de choisir un avocat et de se défendre.

Les articles 87 et 93 traitent l'un du droit pour l'avocat d'être informé de l'arrestation d'un inculpé, l'autre de son droit de demander le relâchement de l'inculpé sous caution. L'article 94 autorise aussi l'inculpé lui-même à faire une demande de caution. Une demande de caution ne peut être rejetée, à l'exception de certains cas énumérés à l'article 95. L'article 96 donne au tribunal le droit de s'écarter des règles régissant les cas énumérés à l'article 95 et d'accorder la demande de caution.

L'article 101 contient une disposition selon laquelle le tribunal a le droit de confier l'inculpé qui a été arrêté à sa famille ou à d'autres personnes, lorsque cela lui semble souhaitable et de le soumettre aux arrêts à domicile. Le même article dispose également que l'Assemblée nationale, se fondant sur l'article 41 de la Constitution, peut demander la relaxation d'un membre du Congrès arrêté. Lorsqu'il a été informé de cette demande d'élargissement, l'*Attorney general* doit immédiatement prendre des mesures à ce sujet et communiquer au tribunal compétent les raisons de l'élargissement.

L'article 113 interdit toute saisie et toute perquisition en l'absence d'un mandat. Aux termes de l'article 116, l'exécution d'un mandat de perquisition et de saisie ne doit pas violer le droit de l'accusé au secret et à l'honneur. L'article 124

dispose qu'une femme ne peut être fouillée qu'en présence d'une femme adulte. A moins de mention explicite dans le mandat, aucune saisie ou perquisition ne doit être exécutée avant le lever du soleil et après son coucher (article 125). Les règles qui régissent l'exécution de la perquisition figurent à l'article 141.

Aux termes de l'article 198, le procureur public, l'officier de police judiciaire chargé de l'enquête et toute autre personne autorisée par la loi sont tenus de ne pas porter atteinte aux droits de l'inculpé. Aux termes du même article, le procureur public doit une fois par mois ordonner l'inspection des maisons de détention. Lorsque cette inspection révèle des cas de détention illégale, ceux-ci doivent être immédiatement référés au procureur public.

L'article 208 garantit que nulle personne, après acquittement, ne doit être arrêtée pour le même délit.

En vertu de l'article 242, le procureur public et l'officier de police chargés de l'instruction, doivent interroger le suspect sur les circonstances et le détail du délit commis; ils doivent lui donner la possibilité d'appeler des témoins à décharge. Aux termes de l'article 289, un accusé a le droit de refuser de faire des déclarations lorsqu'il est interrogé. Après avoir écouté le réquisitoire, le juge qui préside doit donner à l'accusé et à l'avocat la possibilité de faire une déclaration finale (art. 303).

L'article 307 dispose que les faits seront considérés comme preuve. Même si la confession de l'accusé ne lui a pas été arrachée par la pression ou la violence, l'article 309 prescrit que cet aveu, en cas de doute, ne doit pas être considéré comme une preuve de culpabilité. Lorsque les aveux de l'accusé constituent la seule preuve contre lui, ces aveux ne seront pas considérés comme une preuve de culpabilité (article 310). Aux termes de l'article 317, une déclaration de l'accusé ne doit pas être considérée comme une preuve, à moins qu'il ne l'ait formulée de son plein gré.

Après l'acquittement d'un accusé, il est permis, en vertu de l'article 329, d'ouvrir de nouvelles poursuites en vue de trouver d'autres preuves relatives à l'affaire.

Aux termes de l'article 369, une cour d'appel ne doit pas infliger à l'accusé une peine plus sévère que ne l'a fait le tribunal de première instance.

2. La loi n° 1283 du 26 février 1963 (*Petition Act*) régit l'exercice du droit de pétition reconnu au peuple par la Constitution. En vertu de

<sup>1</sup> Note fondée sur les informations reçues du Gouvernement de la République de Corée.

<sup>2</sup> Des extraits de la Constitution de 1962 figurent dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 263 à 266.

l'article 4 de cette loi, la pétition est admissible lorsqu'elle vise à prévenir un dommage ; à faire châtier des fonctionnaires gouvernementaux fautifs ; à faire adopter, réviser ou abroger des lois, des ordonnances ou des règlements ; à améliorer le fonctionnement des institutions publiques ; et lorsqu'elles touchent au domaine des organisations publiques.

En vertu de l'article 5, sont considérées comme inadmissibles les pétitions qui portent atteinte à l'administration de la justice et qui discréditent la souveraineté nationale.

L'article 10 interdit les pétitions trompeuses qui ont pour but de causer du tort à autrui.

L'article 11 dispose que personne ne doit faire l'objet d'une discrimination parce qu'il a participé à une pétition.

3. Du règlement de 1963 concernant les prisonniers, nous pouvons citer les dispositions ci-après :

a) Un prisonnier peut adresser une pétition au Ministre de la justice ou au fonctionnaire gouvernemental chargé de l'inspection des prisons,

lorsqu'il estime qu'il a été jugé injustement (article 6).

b) En exécutant les programmes éducatifs destinés aux prisonniers, le directeur de la prison doit tenir compte de la religion des intéressés (article 31).

c) Un prisonnier blessé ou estropié par un accident doit, au moment de sa libération, recevoir en compensation une certaine somme d'argent. Lorsque l'accident s'est terminé par le décès du prisonnier, son héritier ou ses héritiers doivent recevoir cette somme (article 40).

d) Un prisonnier peut se voir décerner une récompense par le directeur de la prison en témoignage de sa bonne conduite. Le Ministre de la justice décide du genre de prix ou de récompense qui lui sera décerné (article 44).

e) Un prisonnier qui a subi la moitié de sa peine et qui s'est bien conduit pendant cette période, peut bénéficier d'une réduction de trois semaines sur la durée de la peine de prison qui lui reste à subir (article 48).

## LOI N° 1246 SUR LES PARTIS POLITIQUES PROMULGUÉE LE 31 DÉCEMBRE 1962 ET ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1963<sup>3</sup>

### Article premier (Objet)

La présente loi a pour objet d'assurer l'organisation nécessaire des partis politiques qui participent à la formation de l'opinion publique dans le domaine politique et de garantir que l'organisation et les activités des partis politiques s'inspirent de principes démocratiques, afin qu'ils puissent contribuer à l'établissement effectif d'une forme démocratique de gouvernement.

### Article 2 (Définition)

On entend par parti politique, aux termes de la présente loi, toute association volontaire de personnes qui participe à la formation de l'opinion politique de la population en préconisant une doctrine ou une politique responsable et en nommant ou appuyant des candidats à des fonctions publiques électives, dans l'intérêt de la population.

### Article 4 (Formation)

1) Est considéré comme officiellement constitué tout parti politique inscrit par son comité central à la Commission électorale centrale.

2) L'inscription mentionnée au paragraphe précédent ne peut se faire que si les conditions prescrites aux articles 25 à 27 sont remplies.

### Article 5 (Organisateurs)

L'initiative de la création d'un parti politique doit être prise par 30 organisateurs au moins.

Article 6 (Conditions à remplir par les organisateurs).

<sup>3</sup> Texte français établi à partir d'une traduction anglaise non officielle de l'original coréen et publié comme Annexe B dans le *Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, Assemblée générale, Documents officiels : Supplément n° 12 (A/5512)*.

Quiconque a le droit de voter pour l'élection de membres de l'Assemblée nationale peut devenir organisateur.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux fonctionnaires publics, aux directeurs d'entreprises d'Etat ou d'entreprises dont la majorité des actions est détenue par le gouvernement et dont la désignation a fait l'objet d'un décret du Cabinet, non plus qu'aux personnes auxquelles une loi ou décret interdit d'exercer une activité politique.

### Article 17 (Conditions à remplir par les adhérents d'un parti)

Quiconque a le droit de vote pour l'élection de membres de l'Assemblée nationale peut devenir adhérent à un parti.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux fonctionnaires publics, aux directeurs d'entreprises d'Etat ou d'entreprises dont la majorité des actions est détenue par le gouvernement et dont la désignation a fait l'objet d'un décret du cabinet, non plus qu'aux personnes auxquelles une loi ou décret interdit d'exercer une activité politique.

Article 18 (Disposition relative aux étrangers)  
Seuls les ressortissants de la République de Corée peuvent devenir membres d'un parti politique.

Article 19 (Interdiction de l'adhésion sous la contrainte, etc.)

1) Nul ne peut être contraint d'adhérer à un parti politique ou d'en démissionner (sauf les cas d'expulsion) sans son libre assentiment.

2) Nul ne peut être en même temps membre de plus d'un parti politique.

3) Nul ne peut être admis à un parti sans que son nom soit inscrit sur la liste des membres du parti.



*Article 30 (Liberté d'activité)*

Tout parti politique jouira de la liberté d'activité conformément à la Constitution et aux lois (de la République de Corée).

*Article 35 (Interdiction de recevoir des dons)*

Les partis politiques (y compris leurs commissions d'organisation) ne seront pas autorisés à recevoir de dons, de subventions ou autres contributions en nature ou en espèces provenant :

1) D'un étranger, d'une personne morale étrangère et d'une organisation de pays étrangers ;

Toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas à une personne morale étrangère ou à une organisation de pays étranger placée sous la direction d'un ressortissant de la République de Corée ;

2) D'une organisation publique ou d'Etat ;

3) D'une entreprise d'Etat, d'une entreprise placée sous le contrôle direct ou la surveillance du gouvernement, ou d'une entreprise dont la majorité des actions est détenue par le gouvernement ;

4) D'une institution ou organisation financière ;

5) D'une organisation ouvrière ;

6) D'une fondation scolaire ;

7) D'une organisation religieuse.

*Article 36 (Demande de présentation ou de production de rapports et de renseignements, etc.)*

La Commission électorale centrale ou toute autre commission électorale compétente peut, à des fins de contrôle, exiger d'un parti politique qu'il présente ou produise des rapports, écritures, documents ou tous autres renseignements pertinents. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas à la liste des membres du parti politique.

LOI N° 1255 RELATIVE AUX COMMISSIONS ÉLECTORALES <sup>4</sup>*Article premier (Objet)*

La présente loi a pour objet de fixer l'organisation et les fonctions des commissions électorales chargées d'assurer le déroulement impartial des élections et d'expédier les affaires relatives aux partis politiques.

*Article 3 (Fonctions des commissions)*

1) La Commission électorale centrale contrôle et administre, conformément aux dispositions des lois et arrêtés, les affaires électorales et les affaires relatives aux partis politiques, et elle dirige et supervise l'activité des commissions électorales placées sous son autorité.

2) Les commissions électorales des autres niveaux administrent, conformément aux dispositions des lois et arrêtés, les affaires qui sont de leur compétence et dirigent et supervisent les commissions électorales placées sous leur autorité.

*Article 4 (Désignation des membres)*

1) Les membres de la Commission électorale centrale sont élus ou nommés conformément aux dispositions de la Constitution.

2) Les membres de la commission électorale de la ville de Séoul, de la commission électorale de la ville de Pusan et des commissions électorales de province sont désignés par la Commission électorale centrale et chacune de ces commissions se compose de quatre personnes, dont deux juges, qui sont recommandées par le tribunal de district dans le ressort duquel se trouve la ville ou la province, de trois personnes, dont un professeur, un journaliste et une personne connue pour son savoir et son

intégrité, qui sont recommandées par le maire de la ville de Séoul, le maire de la ville de Pusan ou le gouverneur de province, et de deux personnes recommandées par les partis politiques.

3) Les membres des commissions électorales de circonscription sont désignés par le maire de la ville de Séoul, celui de la ville de Pusan ou le gouverneur de province, et chacune de ces commissions se compose de sept personnes choisies parmi des juges, des professeurs ou des hommes connus pour leur savoir et leur intégrité, et de deux personnes recommandées par les partis politiques ; tous ces membres doivent avoir leur lieu de résidence dans la circonscription électorale.

4) Les membres des commissions électorales d'arrondissement urbain, de ville et de département sont désignés par le maire de la ville de Séoul, celui de la ville de Pusan ou les commissions électorales de province et chacune de ces commissions est composée de cinq personnes, choisies parmi des juges, des professeurs ou des hommes connus pour leur savoir et leur intégrité, qui résident dans l'arrondissement urbain, la ville ou le département, et de deux personnes recommandées par les partis politiques.

5) Les commissions électorales de section de vote se composent de cinq personnes choisies parmi les électeurs connus pour leur savoir et leur intégrité, et résidant dans la zone correspondant à la section de vote s'il s'agit d'un arrondissement urbain ou d'une ville, ou autrement dans la commune ou le département dont relève la section de vote, et de deux personnes recommandées par les partis politiques. Les membres de ces commissions sont nommés par la commission électorale d'arrondissement urbain, de ville ou de département s'il en existe une, ou autrement par la commission électorale de la circonscription dont relève la section de vote. Toutefois, dans les communes ou départements où les seuls électeurs sont des militaires, les membres des commissions électorales de section de vote peuvent être choisis parmi des électeurs ayant leur lieu de résidence dans l'arrondissement urbain,

<sup>4</sup> Cette loi a été promulguée le 16 janvier 1963 et modifiée par la loi n° 1385, promulguée le 6 août 1963. Texte français établi à partir d'une traduction anglaise non officielle de l'original coréen et publié comme Annexe IV C dans le *Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, Assemblée générale, Documents officiels : Supplément n° 12 (A/5512)*.

la ville, le département ou la circonscription électorale dont relève la section de vote.

6) Les juges, les fonctionnaires de tribunaux et les fonctionnaires de l'enseignement public peuvent être membres des commissions électorales de circonscription, des commissions électorales d'arrondissement urbain, de ville ou de département, ou des commissions électorales de section de vote, sans être soumis aux conditions de résidence.

7) Les fonctionnaires publics autres que des juges, des fonctionnaires de tribunaux ou des fonctionnaires de l'enseignement public ne peuvent être membres d'aucune commission électorale.

8) Les membres qui doivent être recommandés par les partis politiques aux termes des paragraphes 2 à 5 du présent article sont recommandés par le parti auquel le Président est affilié (ci-après dénommé le parti progouvernemental) et par le parti auquel le Président n'est pas affilié et qui, parmi les partis de l'opposition, a le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée nationale (ci-après dénommé le parti principal de l'opposition).

#### Article 8 (Retrait du mandat)

Les membres des commissions électorales ne peuvent se voir retirer leur mandat ou en être déchus, sauf dans les cas suivants :

1) S'ils s'inscrivent à un parti politique ou se livrent à des activités politiques ;

2) S'ils sont déchus en vertu d'une décision disciplinaire ;

3) S'ils sont condamnés à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave.

#### Article 11 (Garantie du statut de membres)

Les membres des commissions électorales ne peuvent être arrêtés et détenus, sauf en cas de flagrant délit, pendant la période courant de la date de l'annonce de l'élection à la clôture du dépouillement. Ces dispositions ne s'appliquent pas toutefois dans les cas où ils se rendraient coupables d'une infraction telle que rébellion, atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, relations illicites avec une puissance étrangère, détention d'explosifs, incendie volontaire, trafic d'opium, de devises ou de valeurs, délit postal, bris de scellés, homicide, coups et blessures, arrestation ou emprisonnement arbitraire, vol simple ou qualifié, et violation de la loi sur la sécurité nationale ou de la loi anticommuniste. Ils bénéficient d'un sursis d'incorporation pendant ladite période.

#### Article 12 (Information des électeurs, etc.)

Les commissions électorales doivent à tout moment s'efforcer de faire prendre conscience aux électeurs de leur souveraineté et, en temps d'élection, les assister dans les opérations de vote et toutes autres opérations touchant au scrutin, et les éclairer et les guider dans toutes les questions d'ordre électoral.

## LOI N° 1256 SUR L'ÉLECTION DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE<sup>5</sup>

### Chapitre premier

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

##### Article premier (Objet)

La présente loi a pour objet de favoriser l'application de principes politiques démocratiques grâce à l'élection impartiale, exprimant la libre volonté du peuple, des membres de l'Assemblée nationale (ci-après dénommés les députés).

### Chapitre II

#### DROIT DE VOTE ET ÉLIGIBILITÉ

##### Article 8 (Droit de vote)

Tout citoyen âgé de 20 ans au moins a le droit de vote.

##### Article 9 (Éligibilité)

Tout citoyen âgé de 25 ans au moins est éligible.

##### Article 10 (Calcul de l'âge)

L'âge des électeurs et des personnes éligibles est calculé à la date des élections.

##### Article 11 (Incapacités électorales)

N'a pas le droit de vote quiconque :

1) A été déclaré incapable ou quasi incapable ;

2) A été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave et purge cette peine, ou est sous le coup d'une condamnation sans que la nature de la peine ait encore été fixée ;

3) A été condamné à une amende de plus de 5 000 wons pour violation de la loi électorale, s'il ne s'est pas écoulé deux ans depuis que cette condamnation a été prononcée, ou a été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave, s'il ne s'est pas écoulé quatre ans depuis que la peine a été suspendue, accomplie ou remise ; ou

4) A été frappé d'une incapacité temporaire ou permanente par décision judiciaire.

##### Article 12 (Inéligibilité)

Est inéligible quiconque :

1) Entre dans la première, la deuxième ou la quatrième des catégories visées à l'article précédent ; ou

2) A été condamné à une amende de plus de 5 000 wons pour violations de la loi électorale, s'il ne s'est pas écoulé quatre ans depuis que cette condamnation a été prononcée ; ou a été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave, s'il ne s'est pas écoulé sept ans depuis que

<sup>5</sup> Cette loi a été promulguée le 16 janvier 1963 et modifiée par la loi n° 1383, promulguée le 6 août 1963. Texte français établi à partir d'une traduction anglaise non officielle de l'original coréen et publié comme Annexe IVD dans le *Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, Assemblée générale, Documents officiels : Supplément n° 12 (A/5512)*.

la peine a été suspendue, accomplie ou remise (ou si, en cas de sursis, il ne s'est pas écoulé trois ans depuis l'expiration de la période probatoire);

3) A été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave pour s'être soustrait au service militaire, s'il ne s'est pas écoulé sept ans depuis que la peine a été suspendue, accomplie ou remise (ou si, en cas de sursis, il ne s'est pas écoulé quatre ans depuis l'expiration de la période probatoire); toutefois, quiconque a fait son service militaire après que la peine a été accomplie, suspendue ou remise échappe à cette disposition; ou

4) A été frappé d'une incapacité temporaire ou permanente par décision judiciaire.

## Chapitre VI

### CAMPAGNE ÉLECTORALE

#### Article 31 (Définition)

1) Aux fins de la présente loi, on entend par campagne électorale les initiatives prises en vue de faire élire un candidat ou de l'empêcher d'être élu.

2) Quiconque ne fait qu'exprimer son opinion et ses idées à propos de l'élection, ou préparer sa candidature, n'est pas considéré comme participant à une campagne électorale.

#### Article 32 (Période électorale)

La campagne électorale se déroule entre la clôture de la liste des candidats et la veille des élections.

#### Article 33 (Limites de la campagne électorale)

Une campagne électorale ne peut être menée d'aucune autre façon que celle prescrite dans la présente loi.

#### Article 40 (Affiches)

1) Les affiches de propagande électorale sont préparées par les soins de la commission électorale centrale pour la circonscription nationale et par les soins des commissions électorales pour les circonscriptions locales, à raison d'une affiche pour 100 habitants; elles sont apposées par les soins des commissions électorales de circonscription locale.

2) Les dimensions, la présentation, la teneur et l'emplacement des affiches visées au paragraphe précédent ainsi que toutes autres questions pertinentes seront réglés par décret.

3) Les affiches destinées à annoncer des réunions électorales conformément aux articles 52 et 53 sont préparées par la commission électorale de la circonscription locale intéressée et publiées sur la demande des partis politiques ou des candidats de ladite circonscription.

4) Le nombre d'affiches visées au paragraphe précédent est fixé à 30; leurs dimensions et leur teneur sont déterminées par décret.

#### Article 41 (Texte des affiches)

1) Le texte des affiches visées au paragraphe 1 de l'article précédent doit être soumis avant la date de clôture de l'inscription des candidats; toutefois, il peut être soumis à la même date que la candidature s'il s'agit de l'inscription de candidats supplémentaires.

2) Le texte soumis, comme il est dit au paragraphe précédent, ne peut être ni retiré ni modifié.

*Article 46 (Interdiction d'utiliser des ouvrages et autres moyens de propagande échappant à la loi)*

1) Nul ne peut, pendant la période électorale, distribuer, faire représenter ou afficher — par des voies autres que celles énoncées dans la présente loi — des avis, ouvrages, pièces de théâtre, films, annonces ou autres moyens d'expression analogues tendant à appuyer, à recommander ou à combattre un candidat, un parti politique ou une autre organisation politique.

2) Lorsque la commission électorale compétente constate que de tels moyens d'expression sont utilisés en violation des dispositions du paragraphe précédent, elle ordonne immédiatement la suspension de leur utilisation ou leur retrait et prend toutes mesures nécessaires à cet effet.

*Article 47 (Annonces dans les journaux; bannières de propagande électorale)*

1) Les partis politiques ne peuvent faire paraître qu'une seule fois, dans tous les journaux quotidiens, des annonces touchant l'élection des candidats qui les représentent dans la circonscription nationale. Les annonces concernant le programme, la politique ou les mots d'ordre des partis politiques peuvent être publiées cinq fois dans tous les journaux.

2) Les partis politiques ne peuvent faire paraître qu'une seule fois, dans deux journaux quotidiens, une annonce en faveur des candidats qui les représentent dans une circonscription locale.

3) Les partis politiques peuvent disposer au maximum de 50 bannières par circonscription électorale dans les villes, et d'une bannière par commune en dehors des villes. Les bannières doivent être visées par la commission électorale compétente.

4) Les normes à suivre pour les annonces dans les journaux, les bannières et autres articles de propagande sont définies par décret.

*Article 48 (Réunions publiques et contradictoires)*

1) Les commissions électorales de circonscription locale organisent des réunions publiques et contradictoires.

2) Ces réunions contradictoires se tiennent après l'expiration du délai fixé pour l'inscription des candidats. Leur nombre est de cinq au moins dans les villes et arrondissements urbains et d'une au moins dans les chefs-lieux et communes des départements. Le lieu et la date des réunions sont fixés à l'avance; il est alloué à chacun des candidats participants le même temps de parole, qui doit être d'au moins 20 minutes.

3) Seuls les candidats de la circonscription peuvent participer aux réunions électorales en vue d'exposer leurs opinions politiques.

*Article 49 (Annonce des réunions publiques et contradictoires)*

Conformément aux termes de l'article qui précède, la commission électorale de la circonscription affiche le lieu et la date de la réunion au moins deux jours d'avance dans au moins 50 endroits de la circonscription. Elle communique ces renseigne-

ments aux candidats et aux agents électoraux principaux de la circonscription.

**Article 50** (Tour de parole dans les réunions publiques et contradictoires)

Le tour de parole des orateurs qui interviennent au cours d'une réunion contradictoire est déterminé par tirage au sort. Lorsqu'un orateur ne se présente pas à l'heure prévue, il perd son tour de parole.

**Article 51** (Maintien de l'ordre pendant les réunions publiques et contradictoires)

Lorsqu'une personne agit, au cours d'une réunion contradictoire, de manière à troubler l'ordre ou à gêner l'orateur, le président de la commission électorale de la circonscription ou un membre de la commission désigné par lui la rappelle à l'ordre. Si la personne n'obtempère pas, elle peut être expulsée.

**Article 52** (Réunion électorale organisée par un seul candidat)

1) Tout candidat qui se présente dans une circonscription électorale peut organiser une réunion électorale.

2) La réunion visée au paragraphe précédent s'entend d'une réunion tenue par un candidat au cours d'une campagne électorale, soit en vue d'exposer ses opinions politiques personnelles, soit aux fins de discussion ou de délibération. Le lieu et la date de la réunion en question sont fixés à l'avance afin que le public puisse y assister en nombre.

**Article 53** (Réunions électorales organisées par les partis politiques)

1) Un parti politique peut organiser, durant la période électorale, des réunions électorales en faveur des candidats qui lui sont affiliés.

2) Le nombre des réunions électorales au sens du paragraphe précédent ne peut dépasser le nombre des sections de vote comprises dans la circonscription.

3) Au cours d'une réunion électorale au sens du paragraphe 1, outre les candidats de la circonscription nationale ou de la circonscription locale intéressée, trois personnes au maximum sont autorisées à faire des discours.

4) Les dispositions des paragraphes 2 à 5 inclusivement et 8 de l'article précédent s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux réunions électorales visées au présent article.

**Article 54** (Interdiction de tenir des réunions électorales en même temps que les réunions publiques et contradictoires)

Il est interdit de tenir, dans une circonscription électorale, une réunion électorale quelconque — en même temps qu'une réunion contradictoire — dans un rayon de 300 mètres du lieu prévu pour la réunion contradictoire, s'agissant des villes et des arrondissements urbains, et de 500 mètres s'agissant des circonscriptions rurales. Cette interdiction commence deux heures avant l'ouverture de la réunion contradictoire (visée à l'article 48 ci-dessus) et se termine deux heures après sa clôture.

**Article 55** (Utilisation des installations publiques)

1) Pour leurs réunions, les partis politiques et les candidats peuvent utiliser gratuitement les installations publiques ci-après, dans les conditions fixées par décret :

1. Ecoles, salles de réunions, parcs, stades, marchés ;

2. Autres bâtiments ou installations désignés par décret.

2) Lorsqu'ils sont saisis d'une demande en ce sens, les directeurs des écoles ou les gérants des autres installations publiques autorisent l'utilisation de leurs locaux, sauf s'ils ont des raisons valables de ne pas le faire.

**Article 56** (Interdiction de prononcer des discours dans certains lieux)

Nul ne peut prononcer de discours électoraux dans un des lieux énumérés ci-après :

1) Bâtiments et installations gérés par l'Etat, par des organismes autonomes locaux ou par des entreprises nationalisées, ou leur appartenant ;

2) Gares de chemin de fer, aéroports, gares maritimes et gares routières ;

3) Hôpitaux, cliniques, bibliothèques, centres de recherche, stations d'essais et autres établissements de recherche médicale ou agricole.

**Article 57** (Restrictions concernant l'emploi de haut-parleurs et d'automobiles)

1) Il est interdit d'utiliser des haut-parleurs sauf pour les réunions électorales, contradictoires ou autres, organisées par les candidats ou les partis politiques.

2) Chaque candidat ne peut utiliser plus d'une automobile, d'un bateau et d'un haut-parleur.

3) Chaque parti politique ne peut utiliser qu'une automobile, un bateau et un haut-parleur par circonscription électorale.

4) Il est interdit d'utiliser des haut-parleurs à moins de 8 000 mètres de la ligne d'armistice.

5) Pendant la période électorale, les haut-parleurs, automobiles et bateaux visés aux paragraphes 2 et 3 doivent porter un signe distinctif, qui est fixé par décret ; automobiles et bateaux ne sont soumis à aucune restriction en ce qui concerne la distance parcourue.

6) Lors d'une réunion électorale, nul ne peut utiliser un haut-parleur à moins de 300 mètres du lieu de la réunion, si elle se tient dans un arrondissement urbain ou une ville, ou à moins de 500 mètres, si elle se tient dans une circonscription rurale.

7) Il est interdit d'utiliser des magnétophones au cours des campagnes électorales.

**Article 58** (Interdiction de radiodiffuser des informations fausses)

Il est interdit aux exploitants des stations radio-phoniques de compromettre l'impartialité des élections en diffusant des informations fausses ou tendancieuses au sujet des candidats ou des élections.

**Article 59** (Impartialité des émissions concernant les antécédents des candidats)

1) Les responsables des stations de radiodiffusion de l'Etat doivent, conformément aux dispositions

d'un décret, diffuser les nom, prénoms et âge des candidats inscrits dans les circonscriptions deservies par leur station, le parti politique auquel ces candidats appartiennent, et les faits saillants de leur carrière, afin de permettre aux électeurs de bien connaître les candidats.

2) Les émissions visées au paragraphe précédent ont lieu au moins trois fois entre la clôture des inscriptions et la veille du scrutin ; le nombre et la teneur des émissions doivent être déterminés avec impartialité pour tous les partis politiques et tous les candidats.

3) Si l'exploitant d'une station radiophonique privée désire diffuser les antécédents des candidats, visés au paragraphe 1, il est tenu de le faire gratuitement ; le nombre et la teneur de ces émissions doivent être déterminés avec impartialité pour tous les partis politiques et tous les candidats.

#### *Article 60 (Utilisation de la radiodiffusion)*

1) La commission électorale centrale assure aux partis politiques certains moyens de radiodiffusion pour la campagne électorale de leurs candidats.

2) Nul ne peut utiliser les services de radiodiffusion aux fins d'une campagne électorale, si ce n'est conformément à la présente loi.

#### *Article 61 (Restriction concernant l'emploi illégitime de journaux, revues, etc.)*

Nul ne peut, en vue de faire élire certains candidats ou de les empêcher d'être élus, inciter les directeurs, rédacteurs en chef, reporters ou chroniqueurs de journaux, revues ou autres publications à faire paraître des informations ou commentaires au sujet des élections en leur promettant des libéralités, des faveurs ou d'autres avantages. Le présent article et les articles suivants s'appliquent de même aux agences de presse.

#### *Article 62 (Interdiction de publier de fausses nouvelles ou des commentaires tendancieux)*

Il est interdit à tout directeur ou rédacteur en chef d'un journal, d'une revue ou de toute autre publication, d'imprimer, en vue d'influencer les résultats des élections, de fausses nouvelles ou des informations tendancieuses.

#### *Article 63 (Interdiction de distribuer des journaux et des revues en recourant à des méthodes inhabituelles)*

Nul ne peut distribuer, en recourant à des méthodes inhabituelles, des journaux ou des revues contenant des articles relatifs aux élections.

#### *Article 64 (Interdiction de mener une campagne électorale en tirant avantage de l'autorité que l'on pourrait avoir sur des tiers)*

1) Nul ne peut mener une campagne électorale en tirant avantage de l'autorité qu'il pourrait avoir sur des étudiants ou des mineurs.

2) Nul ne peut mener une campagne électorale en tirant avantage des rapports qu'il pourrait avoir avec des établissements d'enseignement ou des organisations culturelles et commerciales.

#### *Article 65 (Interdiction de faire des tournées électorales au domicile des électeurs)*

1) Nul ne peut, aux fins d'une campagne électorale, faire des tournées au domicile des électeurs.

2) Nul ne peut faire une tournée au domicile des électeurs pour leur annoncer une réunion électorale.

#### *Article 66 (Interdiction d'organiser des campagnes en vue de recueillir des signatures)*

Nul n'est autorisé à recueillir des signatures à des fins quelles qu'elles soient durant une campagne électorale.

#### *Article 67 (Interdiction d'organiser un simulacre d'élection)*

Il est interdit d'organiser un simulacre d'élection pour en présager le succès ou l'échec d'un candidat donné.

#### *Article 68 (Interdiction de fournir des aliments ou des boissons)*

Il est interdit de distribuer des aliments ou des boissons à l'occasion d'une élection, quels que soient le lieu de la distribution et les motifs invoqués.

#### *Article 69 (Interdiction de se livrer à des manifestations bruyantes)*

Nul ne peut, aux fins d'une campagne électorale, prendre part à un défilé sur la voie publique ni scander le nom d'un candidat quel qu'il soit.

#### *Article 70 (Interdiction de tenir des réunions électorales la nuit)*

Nul ne peut organiser des réunions électorales entre 22 heures et 6 heures.

#### *Article 71 (Diffamation)*

1) Nul ne peut, en vue d'influencer les élections, donner ou répandre de fausses indications au sujet de la personne d'un candidat, de sa condition ou de ses antécédents, ou au sujet du parti auquel le candidat est affilié, ni attaquer personnellement le candidat en le mettant en cause publiquement au sujet d'un fait quelconque.

2) Si, au cours d'une réunion contradictoire ou d'une réunion organisée par un candidat ou un parti politique, une personne fait une déclaration publique en violation des dispositions du paragraphe précédent, la commission électorale est tenue, d'office ou sur la demande d'un candidat ou d'un de ses représentants, de rappeler cette personne à l'ordre et peut lui retirer la parole si elle refuse d'obtempérer.

## *Chapitre XII*

### CONTENTIEUX ÉLECTORAL

#### *Article 136 (Contentieux électoral)*

1) Tout électeur, parti politique ou candidat qui conteste la validité des opérations électorales peut intenter une action devant la Cour suprême contre le Président de la Commission électorale de la circonscription locale en cause dans les 30 jours du scrutin.

2) Le vice-président est cité comme défendeur lorsque le président est décédé ou a démissionné ; tous les membres de la Commission électorale sont cités comme codéfendeurs lorsque le vice-président est décédé ou a démissionné.

*Article 138* (Arrêt d'annulation des élections)

La Cour suprême rend un arrêt annulant tout ou partie des opérations électorales, ou l'élection d'un candidat, uniquement lorsqu'elle estime que la

violation de la loi électorale a influencé le résultat des élections ; le seul fait que la violation, invoquée dans l'action en justice visée aux deux articles précédents, est établie ne suffit pas :

LOI N° 1262 SUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES <sup>6</sup>*Chapitre premier*

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Article premier* (Objet)

La présente loi a pour objet de favoriser l'application de principes politiques démocratiques grâce à l'élection impartiale, exprimant la libre volonté populaire, du Président de la République de Corée.

*Chapitre II*

## DROIT DE VOTE ET ÉLIGIBILITÉ

*Article 8* (Droit de vote)

Tout citoyen âgé de 20 ans au moins a le droit de vote.

*Article 9* (Éligibilité)

Tout citoyen qui compte cinq ans ou plus de résidence ininterrompue sur le territoire de la République de Corée à la date de l'élection et est âgé de 40 ans révolus, peut être élu Président. Toute période passée à l'étranger en service officiel est considérée comme période de résidence en République de Corée.

*Article 10* (Calcul de l'âge)

L'âge des électeurs et des personnes éligibles est calculé à la date des élections.

*Article 11* (Incapacités électorales)

N'a pas le droit de vote quiconque :

- 1) A été déclaré incapable ou quasi incapable ;

- 2) A été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave et purge cette peine, ou est sous le coup d'une condamnation ;

- 3) A été condamné à une amende de 5 000 wons au moins pour violation de la loi électorale, s'il ne s'est pas écoulé deux ans depuis que cette condamnation a été prononcée ; ou a été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave, s'il ne s'est pas écoulé quatre ans depuis que la peine a été suspendue, accomplie ou remise ; ou

- 4) A été frappé d'une incapacité temporaire ou permanente par décision judiciaire.

*Article 12* (Inéligibilité)

Est inéligible quiconque :

- 1) Rentre dans la première, la deuxième ou la quatrième des catégories visées à l'article précédent ; ou

- 2) A été condamné à une amende de 5 000 wons au moins pour violation de la loi électorale, s'il ne s'est pas écoulé quatre ans depuis que cette condamnation a été prononcée ; ou a été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave, s'il ne s'est pas écoulé sept ans depuis que la peine a été suspendue, accomplie ou remise (ou si, en cas de sursis, il ne s'est pas écoulé trois ans depuis l'expiration de la période probatoire) ;

- 3) A été condamné à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave pour s'être soustrait au service militaire, s'il ne s'est pas écoulé sept ans depuis que la peine a été suspendue, accomplie ou remise (ou si, en cas de sursis, il ne s'est pas écoulé quatre ans depuis l'expiration de la période probatoire) ; toutefois, quiconque a fait son service militaire après que la peine a été accomplie, suspendue ou remise échappe à cette disposition ; ou

- 4) A été frappé d'une incapacité temporaire ou permanente par décision judiciaire.

<sup>6</sup> Cette loi a été promulguée le 1<sup>er</sup> février 1963 et modifiée par la loi n° 1384, promulguée le 6 août 1963. Texte français établi à partir d'une traduction anglaise non officielle de l'original coréen et publié comme Annexe IVE dans le *Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, Assemblée générale, Documents officiels : Supplément n° 12* (A/5512).

LOI N° 1307 INSTITUANT DES MESURES EN VUE DE METTRE FIN  
À LA CRISE NATIONALE <sup>7</sup>*Article premier* (Objet)

La présente loi a pour objet de restreindre temporairement les activités politiques pour mettre

fin à la situation critique créée par les activités politiques dont la reprise a été autorisée le 1<sup>er</sup> janvier 1963, et permettre à la situation politique de se stabiliser.

*Article 2* (Suspension des activités politiques)

Sont interdites toutes activités politiques visant à organiser, développer et promouvoir un parti, et ayant pour objet d'obtenir que des élections aient lieu.

*Article 3* (Restrictions apportées à la liberté de parole et de publication)

<sup>7</sup> Cette loi a été promulguée le 16 mars 1963 et abrogée le 8 avril 1963 par la loi n° 1315. Texte français établi à partir d'une traduction anglaise non officielle de l'original coréen et publié comme Annexe IV F dans le *Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, Assemblée générale, Documents officiels : Supplément n° 12* (A/5512).

1) Sont interdits les discours et publications politiques se recommandant d'un parti, d'un groupe ou d'une organisation politique.

2) Il en est de même des discours et publications politiques incitant à agir ou à ne pas agir.

*Article 4* (Restrictions apportées aux rassemblements et aux manifestations)

Les rassemblements en plein air ne sont autorisés que s'ils sont placés sous le patronage du gouvernement ou d'un organe autonome local ou si le

chef du poste de police compétent donne son accord ; aucune manifestation n'est autorisée, que ce soit en plein air ou non.

*Article 5* (Dispositions pénales)

Quiconque viole la présente loi est passible d'une peine de prison ou de réclusion d'une durée d'un an à cinq ans.

*Article 6* (Juridiction compétente)

Les infractions à la présente loi sont portées devant les tribunaux militaires.

# RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

## CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE EN DATE DU 29 AVRIL 1963<sup>1</sup>

### PRINCIPES FONDAMENTAUX

*Article premier.* Les pouvoirs publics ont pour objectifs essentiels :

a) De protéger la dignité humaine, d'en promouvoir et d'en garantir le respect ;

b) De tendre à la suppression des obstacles d'ordre économique et social qui limitent l'égalité et la liberté des Dominicains et s'opposent au développement de la personnalité humaine et à la participation effective de tous à l'organisation politique, économique et sociale du pays ;

c) De favoriser le développement harmonieux de la société dans le respect des principes de la morale sociale.

*Art. 2.* L'existence de la nation dominicaine se fonde principalement sur le travail ; celui-ci est la base essentielle de l'organisation sociale, politique et économique et il est érigé en obligation imprescriptible pour tous les Dominicains capables de travailler. En conséquence :

a) Sont reconnus le droit de tous les individus au travail, ainsi que l'obligation qu'a l'Etat de créer et de garantir les conditions nécessaires à l'exercice effectif de ce droit ;

b) Tout citoyen a le devoir d'exercer, selon son choix et conformément à ses possibilités, une activité ou une fonction qui contribue au progrès social ou spirituel de la société ;

c) Sont déclarés calamités publiques le vagabondage, la mendicité et toute autre tare sociale attentatoire à la consécration du travail en tant que fondement principal de l'existence de la nation.

*Art. 3.* L'initiative économique privée est libre. Toutefois, elle ne pourra s'exercer au détriment de la sécurité, de la liberté ou de la dignité humaine.

*Art. 4.* Il est posé en règle générale que la propriété doit servir au progrès et au bien-être de la collectivité.

*Art. 5.* Constituent des crimes contre le peuple les actes de ceux qui détournent des fonds publics à leur profit personnel ou qui, se prévalant de leur situation dans les organes de l'Etat, dans les organismes relevant de l'administration ou dans les institutions publiques autonomes, obtiennent des avantages économiques illicites.

Seront inculpés des mêmes crimes ceux qui, profitant d'une telle situation, auront procuré délibérément des avantages à leurs associés, parents, alliés, amis ou relations.

Les personnes reconnues coupables de tels crimes seront frappées, sans préjudice d'autres sanctions prévues par la loi, de la peine de dégradation civique, laquelle sera définie par la loi ; elles seront en outre tenues de restituer ce qu'elles se seront approprié de manière illicite.

*Art. 6.* Nul ne peut être contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle n'interdit pas.

*Art. 7.* Toute loi et tout décret, règlement ou acte contraires à la présente Constitution seront nuls de plein droit.

*Art. 8.* Toute autorité usurpée est inopérante et les actes correspondants sont nuls. Toute décision prise sur l'injonction des forces armées est nulle.

*Art. 9.* Les lois n'ont pas d'effet rétroactif sauf lorsqu'elles sont favorables à un justiciable dans une affaire pendante ou à un condamné purgeant sa peine.

*Art. 12.* Aucune réforme constitutionnelle ne pourra porter sur la forme de gouvernement, lequel devra toujours être civil, républicain, démocratique et représentatif.

### Première partie

#### TITRE PREMIER

#### RELATIONS ÉCONOMIQUES, ÉTHIQUES ET SOCIALES

##### Chapitre premier

##### TRAVAIL

*Art. 13.* Le travail sous toutes ses formes et dans toutes ses applications est sous la surveillance et la protection de l'Etat. Celui-ci a le devoir primordial de s'occuper de la formation et du perfectionnement professionnels des travailleurs, ainsi

<sup>1</sup> Texte publié dans la *Gaceta oficial*, n° 8758, du 30 avril 1963. Des extraits de la Constitution en anglais et en français ont été publiés par le Bureau international du Travail (*Série législative* 1963 — Dom. 1). On trouvera des extraits de la Constitution du 1<sup>er</sup> décembre 1955 et des Constitutions révisées du 2 décembre 1960, du 29 décembre 1961 et du 16 septembre 1962, dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 76 à 81 ; pour 1960, p. 267 ; pour 1961, p. 294 ; et pour 1962, p. 267, respectivement.



que de promouvoir et de favoriser la mise en œuvre des conventions conclues sous l'égide des organisations internationales et visant à renforcer et réglementer les droits dans le domaine du travail.

*Art. 14.* Les invalides et les personnes inaptes au travail ont droit à l'instruction, à la formation ou à la réadaptation professionnelles et techniques.

L'Etat contribuera à assurer l'entretien et l'assistance sociale de toutes les personnes inaptes au travail qui ne disposent pas des moyens ou de l'aide nécessaires à leur subsistance.

*Art. 15.* L'organisation syndicale est libre, à la condition que les statuts des syndicats attestent une structure démocratique, obligation étant faite en outre à ceux-ci d'être enregistrés auprès des services locaux et centraux du Ministère du travail, conformément à la loi.

Dans les relations contractuelles entre patrons et travailleurs d'une même entreprise, lorsqu'on se trouve en présence de syndicats de même nature ou s'adressant à une même profession, l'Etat ne reconnaîtra que celui auquel est affiliée la majorité des travailleurs.

*Art. 16.* La liberté du travail est consacrée. La loi établira conformément à l'intérêt général la durée maximum de la journée de travail, les jours fériés et les congés, les traitements et salaires minima et les modalités de leur paiement, les assurances sociales, les garanties de prépondérance de la main-d'œuvre nationale dans l'exécution de tout travail et, de façon générale, toutes les mesures de protection et d'assistance, du ressort de l'Etat, qu'il apparaîtra nécessaire ou utile de prendre en faveur des travailleurs.

*Art. 17.* A travail égal revient salaire égal, sans distinction de sexe, d'âge ou de condition.

*Art. 18.* L'Etat reconnaît aux travailleurs le droit et le devoir de collaborer avec les entreprises, dans les formes et dans les limites établies par la loi, en vue d'élever leur condition sociale et économique et pour répondre aux besoins de la production.

*Art. 19.* Dans toute entreprise agricole, industrielle, commerciale ou minière, les travailleurs auront le droit de participer aux bénéfices de l'exploitation, sans préjudice de l'intérêt légitime de l'entrepreneur et des autres facteurs de la production.

La loi fixera l'étendue et la forme de cette participation.

*Art. 20.* Le droit des travailleurs à la grève, et des patrons au *lock-out* est reconnu, sauf dans les services publics.

Les règles applicables aux grèves et aux *lock-out* seront définies par la loi conformément aux intérêts des travailleurs et des employeurs, aux nécessités sociales et aux exigences de la sécurité nationale.

*Art. 21.* Les droits et avantages établis en faveur des travailleurs par les dispositions du présent chapitre, de même que ceux qui viendront à être consacrés par la loi, sont imprescriptibles.

## Chapitre II

### PROPRIÉTÉ

*Art. 22.* L'Etat reconnaît et garantit le droit de propriété : la propriété devant servir au progrès et

au bien-être de la collectivité, il pourra y avoir expropriation pour raison d'intérêt social, selon la procédure qui sera définie par la loi.

Dans le calcul des indemnités d'expropriation, il sera tenu compte, d'une part et principalement, de l'intérêt de la collectivité, d'autre part, de l'intérêt des propriétaires en cause.

Les litiges qui surgiraient concernant le montant de l'indemnité seront tranchés par les tribunaux conformément à la loi, laquelle s'inspirera du principe énoncé au paragraphe précédent. En pareils cas, l'Etat pourra entrer en possession de la propriété sans attendre la décision des tribunaux ;

En cas d'adjudication et de vente forcée, l'Etat pourra acquérir les immeubles ou les valeurs figuratives de biens immobiliers au prix de l'adjudication, dans le délai et en conformité des règles fixés par la loi, tout en prenant les mesures voulues pour assurer le retour de la propriété des biens immeubles aux personnes expropriées par voie de saisie.

*Art. 23.* La propriété ou la possession d'une quantité excessive de terres par des personnes ou des sociétés privées est déclarée contraire à l'intérêt collectif. En conséquence, l'existence des *latifundia* privés est interdite, sous quelque forme qu'ils se soient constitués.

La loi fixera la superficie maximum de terre que peut posséder ou détenir un individu ou une société, compte tenu des conditions agronomiques, sociales et économiques.

Les personnes morales privées ne pourront acquérir la propriété du sol que pour autant qu'il s'agit de terrains qui doivent être affectés à l'extension et au développement de sites d'habitation ou à l'installation d'établissements industriels ou commerciaux, en conformité des lois et règlements applicables en la matière. Les personnes morales privées pourront de même acquérir dans les régions rurales les terrains nécessaires à l'établissement de leurs fabriques et installations annexes.

L'interdiction susmentionnée ne s'applique pas non plus aux institutions de crédit établies dans le pays, qui peuvent acquérir la propriété de biens-fonds quand ces biens leur ont été donnés en gage de leur créance, ni aux sociétés coopératives dans la mesure de l'accomplissement des fins supérieures qu'elles poursuivent et compte tenu des règlements en vigueur. La loi pourra prévoir d'autres exceptions pour des raisons dignes de considération.

*Art. 24.* Les très petites propriétés foncières sont déclarées antiéconomiques et antisociales. La loi déterminera ce qu'il convient d'entendre par « très petite propriété » et dictera les mesures voulues pour assurer le regroupement des propriétés considérées en unités économiquement et socialement viables.

*Art. 25.* Seules les personnes physiques de nationalité dominicaine ont le droit d'acquérir la propriété du sol. Toutefois, lorsque cela est conforme à l'intérêt national, le Congrès pourra prendre des dispositions législatives autorisant des ressortissants étrangers à acquérir des terrains dans les zones urbaines.

La loi pourra réglementer la cession à bail de terrains par leurs propriétaires dominicains à des

personnes physiques ou morales de nationalité étrangère.

Les richesses du sous-sol et de la plate-forme continentale sous-marine appartiennent à l'Etat, qui pourra accorder des concessions en vue de leur exploitation à des ressortissants dominicains ou étrangers. La propriété de l'Etat sur les gisements miniers est inaliénable et imprescriptible.

*Art. 26.* Il est déclaré d'intérêt social supérieur que chaque foyer dominicain soit établi sur son propre terrain et dans ses propres biens.

Chaque famille dominicaine devra posséder en propre une habitation commode et salubre ; si les ressources des membres du foyer sont insuffisantes, cette habitation sera fournie par l'Etat avec le concours des bénéficiaires, dans la mesure de leurs revenus et de leurs moyens, et cela en conformité des plans dressés par les autorités compétentes.

*Art. 27.* Le fonds et la demeure qui servent de résidence à la famille sont inaliénables et insaisissables. La loi déterminera l'importance, la composition et la valeur du patrimoine familial insaisissable et inaliénable.

*Art. 28.* Toute famille paysanne dépourvue ou insuffisamment pourvue de terre aura droit à l'attribution de parcelles d'une superficie proportionnée aux conditions du sol, ainsi qu'à ses besoins et à sa capacité de travail, et il lui sera fourni les moyens voulus pour contribuer au progrès économique et social de la collectivité.

L'Etat collaborera avec les institutions, associations ou syndicats agricoles afin d'assurer à ceux qui cultivent la terre le niveau de vie le plus élevé possible.

En vertu de ce principe et aux fins énoncées dans le présent article, il est déclaré d'intérêt social supérieur que les domaines de l'Etat soient compris dans la réalisation des plans de réforme agraire et soumis aux mesures prévoyant le fractionnement, dans un délai que fixera la loi, des propriétés foncières dont la superficie excède le maximum que soit en droit de posséder une personne physique ou morale, les lopins ainsi créés étant vendus aux paysans, dans les formes et aux conditions établies par la loi. A défaut d'acheteurs, l'Etat acquerra les parcelles restées sans preneur en vue de les attribuer, en temps opportun, à des paysans.

*Art. 29.* L'Etat favorisera la création de coopératives rurales et urbaines ayant pour objet d'élever, par un effort en commun, le niveau social et économique de la collectivité ; il pourra de même, quand cette forme d'exploitation se révélera la plus adéquate, convertir les entreprises publiques en propriétés coopératives ou les mettre en gestion coopérative.

### Chapitre III

#### ECONOMIE SOCIALE

*Art. 30.* Les monopoles en faveur de particuliers sont interdits.

### Chapitre IV

#### EDUCATION ET CULTURE

*Art. 35.* Le droit de tous les Dominicains à l'éducation est reconnu et l'Etat est tenu de prendre les

mesures nécessaires pour garantir son plein exercice.

*Art. 36.* L'éradication définitive de l'analphabétisme est déclarée d'intérêt social.

La loi établira les institutions et organismes chargés de mettre en œuvre, dans le pays, une campagne publique et privée efficace tendant à diffuser la culture sur tout le territoire national et à enseigner à lire et à écrire à tous les habitants analphabètes.

Aux fins de ce plan d'alphabétisation, le gouvernement allouera les fonds nécessaires et fera appel au concours intellectuel et financier des particuliers.

*Art. 37.* La liberté de l'enseignement est garantie et la science est proclamée fondement essentiel de l'éducation. L'Etat aura la charge d'organiser, d'inspecter et de surveiller les institutions scolaires afin d'assurer la réalisation des fins sociales de la culture et une meilleure formation intellectuelle, morale et physique de ceux auxquels s'adresse l'instruction.

*Art. 38.* En raison de son importance sociale, l'enseignement est érigé en fonction publique.

En conséquence, il incombe aux pouvoirs publics d'élever le niveau de vie de chaque membre du corps enseignant, de fournir aux maîtres les moyens voulus pour perfectionner leurs connaissances, ainsi que de protéger et de sauvegarder leur dignité, de façon qu'ils puissent se consacrer à l'accomplissement de leur haute mission sans être exposés à aucune pression économique, morale, religieuse ou politique.

*Art. 39.* L'Etat assurera gratuitement à tous les habitants du territoire national l'enseignement primaire et secondaire. L'enseignement primaire est obligatoire pour toutes les personnes d'âge scolaire qui résident dans le pays.

*Art. 40.* L'Etat favorisera l'extension et le développement de l'enseignement universitaire, professionnel et technique pour les ouvriers et les paysans.

### Chapitre V

#### LA FAMILLE

*Art. 41.* Les pouvoirs publics favoriseront, par des mesures économiques et des dispositions adéquates, la formation et la stabilisation de la famille et le plein accomplissement de ses buts.

*Art. 42.* L'Etat offrira une protection spéciale au mariage et à la famille, aux femmes enceintes, aux mères et aux enfants depuis leur naissance jusqu'à l'âge de leur plein développement.

*Art. 43.* Tous les enfants, sans distinction, jouiront des mêmes possibilités de développement social, spirituel et physique.

*Art. 44.* Le père et la mère sont tenus de nourrir, d'assister, d'éduquer et d'instruire leurs enfants et ceux-ci ont le devoir de nourrir, de respecter et d'assister leurs parents. La loi établira les garanties et les peines propres à assurer l'accomplissement de ces devoirs.

*Art. 45.* L'Etat prendra des mesures spéciales pour préserver l'enfance et l'adolescence de l'exploitation et de l'abandon moral ou matériel.

*Art. 46.* Le mariage est la base légale de la famille et il suppose une égalité absolue des droits des époux, y compris sur le plan économique.

*Art. 47.* La femme mariée jouira de tous les droits civils.

Le consentement des deux époux sera requis pour l'aliénation des biens immeubles de la communauté.

*Art. 48.* Quels que soient sa nature, son régime juridique ou ses conditions, le mariage est dissous par accord des deux époux ou à la demande de l'un ou l'autre, selon les formes et pour les motifs déterminés par la loi.

La loi définira les conditions dans lesquelles les unions de fait entre personnes ayant capacité pour contracter mariage pourront, pour des raisons de justice et d'intérêt social, produire des effets purement économiques analogues à ceux du mariage.

*Art. 49.* Il est interdit aux fonctionnaires ou officiers publics de délivrer des certificats d'état civil faisant état de la condition d'enfant issu d'un mariage ou né hors mariage et, d'une façon générale, comportant une quelconque qualification relative à la nature et au caractère de la filiation, sauf dans les cas exceptionnels prévus par la loi.

### Chapitre VI

#### SANTÉ

*Art. 50.* L'Etat doit veiller à la conservation et à la protection de la santé de l'individu et de la société, considérée comme l'un de leurs droits fondamentaux.

Les indigents et les personnes dépourvues de ressources suffisantes recevront un traitement médical gratuit dans les établissements sanitaires de l'Etat.

*Art. 51.* L'Etat est responsable de tout ce qui intéresse la santé ; il veillera à ce que les lois prises en la matière tendent à assurer l'amélioration de la condition physique et mentale des habitants de la République.

La mise en place de dispositifs d'assainissement dans les campagnes est déclarée d'intérêt social supérieur.

*Art. 52.* L'Etat a pour devoir fondamental de veiller à ce que le peuple jouisse d'une alimentation nutritive et abondante, à un coût modique. A cette fin, l'Etat mettra tout en œuvre pour que les denrées de première nécessité puissent, à tout moment, être acquises à des prix équitables.

*Art. 53.* Dans certains cas déterminés, quand l'intérêt du fisc fait obstacle à la baisse des prix d'articles nécessaires à la bonne nutrition et au bien-être du peuple, l'Etat renoncera, à l'avantage de la santé de la collectivité, à ses taxes et bénéfices.

Les prix des articles considérés seront réduits proportionnellement aux sacrifices consentis par l'Etat sur ses taxes et bénéfices.

Dans l'élaboration et l'application des lois fiscales et des tarifs douaniers, il sera tenu compte spécialement du principe énoncé plus haut.

*Art. 54.* L'Etat combattra les maux sociaux par des mesures appropriées et en s'appuyant sur les conventions et organisations internationales.

Des organismes spécialisés seront créés en vue de corriger et d'extirper les maux en question.

### TITRE II

#### DROITS DE L'HOMME

*Art. 55.* La vie est inviolable.

Ni la peine de mort ni aucune peine impliquant la perte de l'intégrité physique de l'individu ne pourront être prononcées. La loi pourra toutefois établir la peine de mort pour ceux qui, en cas de légitime défense contre un Etat étranger, se seraient rendus coupables de fautes contraires au succès des armes nationales, ou de trahison ou d'espionnage en faveur de l'ennemi.

*Art. 56.* La liberté individuelle est inviolable. Toute détention, inspection ou fouille qui ne sont pas ordonnées par l'autorité compétente agissant uniquement dans les cas et dans les formes établis par la loi est jugée arbitraire et illégale.

*Art. 57.* La liberté de croyance et de conscience et la liberté de professer une religion ou une idéologie sont inviolables. Le droit de professer toutes les religions et de pratiquer tous les cultes ne sera limité que par le respect de la morale, de l'ordre public et des bonnes mœurs.

*Art. 58.* Tous les habitants du territoire de la République Dominicaine peuvent ester en justice pour préserver et défendre leurs droits et leurs intérêts légitimes.

L'administration de la justice est gratuite.

*Art. 59.* Il ne pourra y avoir contrainte par corps pour dette à moins que la dette n'ait son objet dans une infraction aux lois pénales.

*Art. 60.* Sauf en cas de flagrant délit, nul ne pourra être emprisonné ni restreint dans sa liberté si ce n'est sur décision écrite et motivée d'un fonctionnaire compétent de l'ordre judiciaire.

*Art. 61.* Toute personne qui aurait été privée de sa liberté sans motif ou sans que les formalités légales aient été observées, ou en dehors des cas prévus par les lois, sera mise immédiatement en liberté sur sa propre demande ou à la demande de toute autre personne. La loi d'*habeas corpus* déterminera la procédure sommaire applicable dans ces cas.

*Art. 62.* Toute personne privée de sa liberté sera traduite devant l'autorité judiciaire compétente dans les quarante-huit heures qui suivront la détention, ou mise en liberté.

*Art. 63.* Toute arrestation demeurera sans effet ou conduira à l'emprisonnement dans les quarante-huit heures qui suivront la comparaison de la personne arrêtée devant l'autorité judiciaire compétente ; dans le même délai, la décision prise devra être notifiée à l'intéressé.

*Art. 64.* Nul ne pourra être jugé s'il n'a été entendu ou dûment cité et si les formes établies par la loi en vue de garantir l'impartialité du jugement et l'exercice du droit de défense n'ont pas été observées. Les audiences seront publiques, sous réserve des exceptions prévues par la loi, dans les cas où la publicité porterait atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

*Art. 65.* Nul ne pourra être jugé deux fois pour une même cause ni tenu de témoigner contre lui-même.

*Art. 66.* Aucun Dominicain ne pourra être expulsé du pays.

La déportation ou l'expulsion d'un étranger se trouvant en territoire dominicain ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une sentence prononcée par un tribunal compétent, après qu'ont été accomplies les formalités et les démarches légales.

*Art. 67.* Tous les citoyens ont le droit de se grouper pour former des partis politiques, lesquels peuvent se constituer librement à la seule condition d'être organisés à des fins pacifiques et démocratiques.

*Art. 68.* Tous les habitants du territoire national ont le droit de constituer des associations et des sociétés.

Sont interdites les associations ou sociétés dont les objectifs ou les activités sont contraires aux lois ou qui portent atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs, aux systèmes institutionnels mis en place par la Constitution, ainsi que celles qui seraient organisées sur la base de privilèges et de discriminations de classe, de race ou de position sociale.

*Art. 69.* Le domicile est inviolable. Nul ne peut y perquisitionner ou s'y introduire contre le gré de l'occupant légitime si ce n'est sur ordre de l'autorité judiciaire compétente.

Lorsque le retard impliquerait un danger certain ou imminent, les organismes ou fonctionnaires désignés par les lois peuvent également perquisitionner ou s'introduire au domicile en s'en tenant strictement aux dispositions desdites lois.

Toute procédure affectant ou limitant l'inviolabilité du domicile ne pourra être justifiée que par la preuve qu'il existe un danger collectif ou un risque pour la vie humaine. En règle générale, nul ne pourra pénétrer la nuit dans le domicile d'autrui sans l'autorisation de l'occupant légitime, sauf lorsqu'il s'agit de porter secours aux victimes d'un délit ou d'un sinistre. Pendant la nuit, le domicile est inviolable, sauf dans les cas et selon les formalités prévues par la loi.

La loi pourra également disposer que l'application de toute procédure de cette nature a pour objet de prévenir des dangers imminents pour la sécurité et l'ordre publics, notamment de combattre une menace d'épidémie ou de protéger des mineurs en péril.

*Art. 70.* Toute personne pourra, sans être soumise à la censure préalable, faire connaître librement sa pensée par la parole, par écrit ou par tout autre moyen d'expression graphique ou orale dès lors qu'elle ne porte pas atteinte à la morale, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, auquel cas elle est passible des sanctions prévues par la loi.

Sont interdites toute déclaration anonyme et toute propagande de guerre ou ayant pour objet de provoquer la non-observance des lois, l'interdiction dans ce dernier cas ne limitant toutefois pas le droit d'analyse et de critique des dispositions légales.

*Art. 71.* La presse ne peut être soumise à aucune pression ou censure, de quelque type que ce soit.

La liberté d'impression n'est limitée que par les exigences du respect de la vie privée, de la morale, de l'ordre public et des bonnes mœurs.

*Art. 72.* La correspondance et les autres documents privés sont inviolables. Ils ne pourront être saisis ou inspectés que par voie de procédure légale au cours de l'instruction d'affaires portées en justice. Le secret des communications par télégraphe, téléphone et câble est également inviolable.

*Art. 73.* La liberté de circuler est garantie. En conséquence, tout habitant de la République a le droit de sortir du territoire et d'y entrer, de voyager et de changer de résidence sans avoir besoin d'une autorisation, d'un sauf-conduit, d'un passeport ou d'autres papiers, pourvu qu'il ait sur lui ses pièces d'identité.

L'exercice de ce droit pourra être limité par les autorités judiciaires compétentes lorsqu'il s'agit de personnes traduites devant les juridictions pénale, civile et commerciale ou en cause dans des affaires instruites auprès des autorités administratives. Il pourra l'être également par les dispositions des lois sur l'immigration relatives à la santé publique ou aux étrangers indésirables dans le pays.

*Art. 74.* Les habitants de la République ont le droit de se réunir pacifiquement à toutes fins licites, ce droit n'étant limité que dans la mesure nécessaire pour assurer le maintien de l'ordre public.

*Art. 75.* Toute personne a accès aux registres des détenus et prisonniers.

*Art. 76.* La responsabilité de tout fait qui porterait atteinte à l'intégrité personnelle, la sécurité ou l'honneur d'une personne détenue ou condamnée sera imputée à ceux qui ont appréhendé ladite personne ou en assurent la garde, les intéressés pouvant fournir la preuve contraire.

Les subordonnés ont le droit de refuser d'exécuter les ordres ou instructions de leurs supérieurs allant à l'encontre des garanties dont traite le présent article.

*Art. 77.* Les détenus ou prisonniers politiques seront incarcérés dans des sections séparées de celles réservées aux délinquants de droit commun ; ils ne seront astreints à aucun travail et ne tomberont pas sous le coup de la réglementation applicable auxdits délinquants.

*Art. 78.* Les détenus ou prisonniers ne peuvent être mis au secret ni être l'objet d'une publicité vexatoire.

*Art. 79.* Il est absolument interdit d'user de violences, de tortures ou de pressions de quelque sorte que ce soit à l'endroit d'une personne pour l'obliger à faire une déclaration. Toute infraction à cette disposition entraîne la nullité de la déclaration ainsi obtenue et les responsables sont passibles des peines prévues en l'espèce.

*Art. 80.* L'Etat veillera à ce que les prisons soient transformées en établissements pénitentiaires modernes destinés à assurer la rééducation des délinquants et la prévention des infractions.

Le but principal de tout établissement pénitentiaire doit être de développer chez le condamné l'aptitude au travail, les bonnes habitudes et le sens de la vie en société. En aucun cas les prisons ne serviront à la mortification ou au redressement brutal du délinquant.

*Art. 81.* Est légitime la résistance en vue de protéger les droits de l'homme reconnus plus haut,

lesquels n'excluent pas les autres droits prévus par la présente constitution ni les autres droits de même nature ou découlant de la souveraineté du peuple et du régime démocratique.

*Art. 82.* Les infractions aux articles précédents sont de la compétence exclusive des tribunaux ordinaires, quels que soient le lieu, les circonstances et les personnes qui interviennent dans la détention ou l'incarcération. La loi déterminera les peines applicables.

*Art. 83.* Les citoyens et les personnes morales ont le droit d'adresser des pétitions aux pouvoirs publics pour demander des mesures d'intérêt public ou privé.

Les pouvoirs publics sont tenus de répondre à ces pétitions par l'intermédiaire de leurs agents ou représentants dans un délai raisonnable qui ne devra pas dépasser trente jours.

*Art. 84.* Les poursuites du fait d'infractions aux dispositions du présent titre sont d'ordre public. Elles peuvent être engagées d'office ou sur simple dénonciation de toute personne physique ou morale.

## Deuxième partie

### TITRE PREMIER

#### ORGANISATION DE LA RÉPUBLIQUE

##### Chapitre premier

##### LA NATION ET SON GOUVERNEMENT

*Art. 85.* Le peuple dominicain constitue une nation organisée en Etat libre et indépendant, portant le nom de République Dominicaine.

*Art. 86.* Son gouvernement est essentiellement civil, républicain, démocratique et représentatif.

Il se divise en pouvoir législatif, pouvoir exécutif et pouvoir judiciaire. Ces trois pouvoirs sont indépendants dans l'exercice de leurs fonctions respectives. Leurs représentants sont responsables et ne peuvent déléguer leurs attributions, lesquelles sont uniquement celles déterminées par la présente Constitution et par les lois.

## TITRE II

### DROITS POLITIQUES

#### Chapitre premier

##### NATIONALITÉ

*Art. 89.* Sont Dominicains :

1) Les personnes qui ont actuellement cette qualité en vertu des constitutions et des lois antérieures ;

2) Toutes les personnes qui sont nées sur le territoire de la République, sauf les enfants légitimes des étrangers résidant dans la République en représentation diplomatique ou de passage dans le pays ;

3) Toutes les personnes nées à l'étranger, de père ou de mère dominicaine, qui, conformément à la législation du pays de leur naissance, n'ont pas acquis une nationalité étrangère, ou qui, ayant

acquis une telle nationalité, indiquent, par déclaration faite devant un officier public et transmise au pouvoir exécutif, après avoir atteint la majorité civile selon la législation dominicaine, leur intention d'avoir la nationalité dominicaine ;

4) Les naturalisés. La loi déterminera les conditions et les formalités requises pour la naturalisation.

## Chapitre II

### CITOYENNETÉ

*Art. 90.* Sont citoyens tous les Dominicains de l'un ou l'autre sexe âgés de 18 ans révolus, et ceux qui, sans avoir atteint cet âge, sont mariés ou ont été mariés.

*Art. 91.* Les droits des citoyens sont :

1) Le droit de vote ;

2) Le droit d'être élu aux fonctions électives, sous réserve des restrictions stipulées dans la présente Constitution.

*Art. 92.* Entraînent la perte des droits de citoyenneté :

1) Le fait de prendre les armes ou de favoriser un attentat quelconque contre la République ;

2) La condamnation à une peine criminelle, jusqu'à réhabilitation ;

3) L'interdiction judiciaire pendant la période correspondante ;

4) Le fait d'accepter en territoire dominicain une fonction ou un emploi d'un gouvernement étranger, sans autorisation préalable du pouvoir exécutif ;

5) L'acquisition d'une autre nationalité.

Dans les deux derniers cas, la citoyenneté pourra être recouvrée si la loi en décide ainsi et dans la forme qu'elle établit à cet effet.

## Chapitre III

### SOUVERAINETÉ

*Art. 93.* La souveraineté réside de façon inamovible dans le peuple et s'exerce par l'intermédiaire des pouvoirs reconnus par la présente Constitution.

L'ingérence étrangère dans les affaires politiques du pays porte préjudice à la souveraineté de l'Etat. De même, les Dominicains qui feraient appel à des gouvernements étrangers ou à des forces militaires étrangères pour le règlement de différends intérieurs seront coupables de violations de la souveraineté nationale et se verront infliger les peines prévues par la loi.

## TITRE III

### Chapitre premier

#### POUVOIR LÉGISLATIF

*Art. 94.* Tous les pouvoirs législatifs conférés par la présente Constitution sont dévolus au Congrès de la République composé d'un Sénat et d'une Chambre des députés.

*Art. 95.* Les sénateurs et députés sont élus au suffrage direct, secret et populaire.

*Art. 96.* Les fonctions de sénateur et de député sont incompatibles avec toute autre charge publique rémunérée par l'Etat ou les municipalités, à l'exception de celles de ministre, vice-ministre, chef d'un service relevant d'un ministère ou agent diplomatique ou consulaire ; l'indemnité parlementaire du sénateur ou député qui occuperait une telle charge sera perçue par son suppléant jusqu'à ce qu'il reprenne ses fonctions parlementaires.

Dès qu'un sénateur ou député aura accepté une des charges indiquées au présent article, il devra en faire part à l'organe législatif auquel il appartient pour que celui-ci en prenne acte et fasse appel au suppléant de l'intéressé.

## Chapitre II

### SÉNAT

*Art. 99.* Le Sénat se compose de membres élus à raison d'un par province et d'un pour le district national, pour une période de quatre ans. Chaque sénateur a un suppléant élu dans les mêmes conditions et en même temps que lui.

*Art. 100.* Pour être sénateur ou sénateur suppléant, il faut être Dominicain, jouir du plein exercice des droits civils et politiques, avoir 25 ans révolus et être né dans la province ou dans le district national, selon le cas, ou avoir résidé de façon ininterrompue dans ladite province ou dans le district durant les cinq années antérieures à l'élection.

Les naturalisés ne peuvent être élus sénateur ou sénateur suppléant que dix ans après avoir acquis la nationalité et à condition d'avoir résidé dans la circonscription où ils se présentent durant les cinq années antérieures à l'élection.

## Chapitre III

### CHAMBRE DES DÉPUTÉS

*Art. 102.* La Chambre des députés se compose de membres élus tous les quatre ans par le peuple des provinces et du District national, à raison d'un pour 50 000 habitants ou par groupe de plus de 25 000 habitants.

Chaque député a un suppléant élu dans les mêmes conditions et en même temps que lui. Aucune province n'a moins de deux députés.

*Art. 103.* Pour être député ou député suppléant, il faut être Dominicain, jouir du plein exercice des droits civils et politiques, avoir 25 ans révolus et être né dans la province ou dans le district national, selon le cas, ou avoir résidé de façon ininterrompue dans ladite province ou le district durant les cinq années antérieures à l'élection.

Les naturalisés ne peuvent être élus député ou député suppléant que dix ans après avoir acquis la nationalité et à condition d'avoir résidé dans la circonscription où ils se présentent durant les cinq années antérieures à l'élection.

## Chapitre IV

### DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX CHAMBRES

*Art. 105.* Les Chambres se réuniront en Assemblée nationale dans les cas indiqués par la Cons-

titution et devront être présents, à cet effet, plus de la moitié des membres de chacune d'elles.

Les décisions seront prises à la majorité absolue des voix.

## TITRE VI

### Chapitre II

#### MINISTÈRES

*Art. 134.* Les affaires de l'administration publique relèveront des ministères institués par la loi.

Pour être ministre ou vice-ministre, il faut être Dominicain, jouir du plein exercice des droits civils et politiques et avoir 25 ans révolus.

Les naturalisés ne peuvent être élus ministre ou vice-ministre que cinq ans après avoir acquis la nationalité.

Le pouvoir exécutif réglementera le fonctionnement des ministères.

## TITRE VII

### Chapitre II

#### COUR SUPRÊME DE JUSTICE

*Art. 137.* Pour être juge à la Cour suprême de justice, il faut :

1) Etre Dominicain de naissance ou d'origine et avoir 35 ans révolus ;

2) Jouir du plein exercice des droits civils et politiques ;

3) Etre licencié ou docteur en droit ;

4) Avoir exercé pendant huit ans la profession d'avocat ou, pendant la même durée, la fonction de juge à une cour d'appel, une cour de première instance ou un tribunal foncier, ou de représentant du ministère public devant ces tribunaux. Les périodes pendant lesquelles la profession d'avocat et les fonctions judiciaires auront été exercées pourront s'ajouter.

*Art. 138.*

Pour être procureur général de la République, il faut être Dominicain et satisfaire aux autres conditions requises pour être juge à la Cour suprême de justice.

### Chapitre III

#### COURS D'APPEL

*Art. 141.* Pour être juge dans une cour d'appel, il faut :

1) Etre Dominicain ;

2) Jouir du plein exercice des droits civils et politiques ;

3) Etre licencié ou docteur en droit ;

4) Avoir exercé pendant trois années la profession d'avocat ou, pendant la même durée, les fonctions de juge d'un tribunal de première instance ou de juge à la première juridiction du Tribunal foncier, ou de représentant du ministère public devant les tribunaux de première instance. Les périodes pendant lesquelles la profession d'avocat et les fonctions judiciaires auront été exercées pourront s'ajouter.

*Art. 142.* Le ministère public est représenté dans chacune des cours d'appel par un procureur général ou par les substituts que la loi pourra lui adjoindre, lesquels devront satisfaire aux mêmes conditions que les juges desdites cours.

#### TITRE XIV

##### RÉFORMES CONSTITUTIONNELLES

*Art. 173.* La présente Constitution pourra être réformée sur proposition présentée au Congrès national, avec l'appui du tiers des membres de l'une ou de l'autre Chambre, ou soumise par le pouvoir exécutif.

*Art. 174.* La nécessité de la réforme sera proclamée par une loi qui devra être votée à la majorité des deux tiers des membres de l'une ou l'autre Chambre. Cette loi, qui ne pourra faire l'objet d'observations de la part du pouvoir exécutif

ordonnera la réunion de l'Assemblée nationale, déterminera l'objet de la réforme et indiquera les articles de la constitution qu'elle affecte.

*Art. 175.* L'Assemblée nationale se réunira dans les quinze jours qui suivront la publication de la loi proclamant la nécessité de la réforme pour se prononcer sur les réformes proposées, la présence de plus de la moitié des membres de chacune des deux Chambres étant requise; nonobstant les dispositions de l'article 105, les décisions se prendront dans ce cas à la majorité des deux tiers des voix. Une fois les réformes votées et proclamées par l'Assemblée nationale, le texte intégral de la Constitution sera publié avec les modifications apportées.

*Art. 176.* La réforme de la Constitution ne pourra intervenir que dans les formes prescrites par ladite Constitution elle-même; ses effets ne pourront être suspendus ou annulés par un pouvoir ou une autorité quelconques, non plus que par acclamation populaire.

# RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

## LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME EN 1963

### APERÇU DE LA LÉGISLATION, DE LA JURISPRUDENCE ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX<sup>1</sup>

#### SOMMAIRE

1. Protection de la dignité humaine
2. Principe de l'égalité de traitement
3. Protection contre les privations arbitraires de liberté
4. Protection des droits devant les instances judiciaires et administratives
5. Protection des droits devant les instances pénales
6. Protection contre les immixtions dans la vie privée
7. Droit à la liberté d'établissement et d'émigration
8. Droit d'asile, expulsion, extradition
9. Droit à une nationalité
10. Protection de la famille
11. Protection de la propriété et des biens
12. Liberté de conscience et d'opinion, liberté du culte
13. Interdiction des partis et des associations politiques
14. Droit de suffrage et droit d'autodétermination du peuple
15. Droit de choisir et d'exercer librement une profession
16. Protection des droits dans la législation du travail
17. Assistance de l'Etat aux nécessiteux
18. Droit à l'instruction et à l'éducation
19. Instruments internationaux relatifs à la protection des droits de l'homme

#### ABRÉVIATIONS

<i>Bayer. Verw. Bl.</i>	<i>Bayerische Verwaltungsblätter</i> (Bulletin administratif bavarois)
<i>BGBI</i>	<i>Bundesgesetzblatt</i> (Teil I et Teil II) (Journal officiel de la République fédérale, parties I et II)
<i>BVerfGE</i>	<i>Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts</i> (Arrêts de la Cour constitutionnelle fédérale)
<i>DÖV</i>	<i>Die Öffentliche Verwaltung</i> (L'Administration publique)
<i>DVBl</i>	<i>Deutsches Verwaltungsblatt</i> (Bulletin administratif allemand)
<i>GBI</i>	<i>Gesetzblatt (der Länder)</i> (Journal officiel des Länder)
<i>MDR</i>	<i>Monatsschrift für deutsches Recht</i> (Revue mensuelle de droit allemand)

<sup>1</sup> Note rédigée par M. Alfred Maier, rapporteur à l'Institut Max-Planck de droit public étranger et de droit international (Heidelberg).

NJW

*Neue Juristische Wochenschrift*  
(Nouvelle Revue hebdomadaire de droit)

#### REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Ce rapport annuel reprend le mode de présentation de ses prédécesseurs. Les décisions des tribunaux suprêmes sont mises en évidence comme jusqu'ici. En les choisissant on s'est particulièrement efforcé de ne communiquer que des espèces offrant des situations qui ne se sont pas encore présentées dans les rapports antérieurs. Ce système de sélection a permis de réduire légèrement la longueur du rapport.

#### 1. PROTECTION DE LA DIGNITÉ HUMAINE

(Préambule et article premier  
de la Déclaration universelle des droits de l'homme)

Les tribunaux se sont en 1963 à nouveau occupés d'une manière approfondie de l'obligation de respecter la dignité humaine, qui constitue un fondement de l'ordre juridique allemand. Bien que durant les quinze ans d'existence de la loi fondamentale une jurisprudence solide se soit déjà développée en ce domaine, la vie suscite toujours à nouveau des espèces qui fournissent l'occasion de mesurer la conformité de l'activité de la puissance publique avec cette norme. C'est ainsi que la Cour constitutionnelle fédérale a examiné le point de savoir si un chef d'entreprise, qui était accusé d'un détournement de 1 000 DM et qui manifestait des symptômes de maladie du système nerveux central, pouvait être soumis à une ponction en vue d'établir son état de santé physique, et par là même mentale. La Cour constitutionnelle fédérale, auprès de laquelle l'accusé avait intenté recours contre l'exécution forcée de l'examen ordonné d'abord par le tribunal de première instance et confirmé ensuite par la cour d'appel du *Land*, donna suite à la plainte constitutionnelle par décision du 10 juin 1963 (NJW 1963, p. 1597). Le tribunal fonda sa décision sur le droit fondamental à l'intégrité corporelle, qui est consacré par l'article 2, alinéa 2, de la loi fondamentale et qui constitue un prolongement de la protection de la dignité humaine.

Certes, la Cour constitutionnelle considéra la disposition du code de procédure pénale, sur



laquelle le tribunal de première instance et la cour d'appel avaient fondé l'obligation de procéder à l'examen, comme compatible avec la Constitution ; mais elle n'en précisa pas moins que cela n'excluait pas que certains modes d'intervention, fondés sur ladite disposition, devaient être considérés comme contraires à la Constitution. Parmi ceux-ci, il faut ranger la prise de liquide céphalo-rachidien qui n'est possible que par une ponction lombaire ou occipitale. A cet égard, le tribunal souligna fortement que, lorsqu'un examen forcé était ordonné, il convenait de respecter toujours le principe de la proportionnalité entre le but et les moyens. Pour apprécier cette proportionnalité, il importe de considérer avant tout, au dire du tribunal, l'importance du fait répréhensible. Or, les conséquences qu'entraîne l'élucidation de ce fait ne doivent pas peser plus lourdement sur l'inculpé que la peine éventuelle.

La Cour constitutionnelle fédérale reprit le même principe dans son arrêt du 25 juillet 1963 (*NJW* 1963, p. 2368). Ici aussi le tribunal de première instance avait ordonné que la responsabilité diminuée, avancée par le prévenu, fût contrôlée non pas seulement par un examen encéphalique (électro-encéphalogramme), mais encore par une pneumo-encéphalographie. A la différence de l'électro-encéphalographie, qui ne blesse pas la peau de la tête ni n'entraîne l'amenée de courants électriques dans le crâne, la Cour constitutionnelle fédérale considéra que l'ordre de procéder à une pneumo-encéphalographie était contraire à la Constitution, car cet examen entraîne une ponction du canal rachidien. En revanche, le recours à des expertises psychologiques est autorisé en République fédérale, ainsi que le montre l'arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale du 20 décembre 1963 (*DVBl* 1964, p. 438). Toutefois, la Cour constitutionnelle fédérale distingue entre d'une part la simple analyse du caractère par des observations et des questions appropriées et d'autre part l'utilisation de procédés psychotechniques, et notamment du « détecteur de mensonges », en vue de découvrir la vérité. La jurisprudence allemande considère donc l'utilisation de ces moyens techniques comme une intrusion illicite dans la sphère intime de la personne, intrusion qui blesse la dignité humaine.

Toujours dans la perspective du respect de la dignité humaine, la Cour constitutionnelle fédérale a eu à examiner en 1963 la validité de la disposition qui menace d'une peine quiconque, mêlé à un accident de circulation, s'éloigne avant que les circonstances de l'accident n'aient été établies. Les doutes sur la validité de ladite disposition tiennent au fait que celui qui est impliqué dans l'accident et qui, aux termes de ce texte, doit rester sur les lieux, risque par là même de s'exposer à une poursuite pénale pour avoir causé l'accident. Dans son arrêt du 29 mai 1963 (*MDR* 1963, p. 736), la Cour constitutionnelle fédérale déclara à ce sujet que le fait de se protéger soi-même, qui en principe n'est certes pas punissable en droit allemand, ne constituait pas un corollaire du principe de la liberté personnelle, prévu dans la loi fondamentale, et ne devait donc pas rester dans tous les cas impuni. C'est ainsi qu'en facilitant la découverte des circonstances de l'accident et la détermination de la

culpabilité, l'interdiction de quitter le lieu de l'accident ne porte nullement atteinte à l'intangibilité de la dignité humaine. Aux yeux du tribunal, le citoyen n'est pas blessé dans sa dignité lorsque l'ordre juridique exige de lui qu'il réponde des conséquences de ses défaillances humaines et qu'à tout le moins il ne rende pas plus difficile, en s'enfuyant, l'élucidation des causes de l'accident.

## 2. PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

(Articles 2 et 7

*de la Déclaration universelle des droits de l'homme*)

A l'instar du principe de la protection de la dignité humaine, le principe de l'égalité de traitement place toujours les tribunaux devant des questions nouvelles. Dans un arrêt très discuté, et parfois aussi très contesté, en date du 20 mars 1963 (*NJW* 1963, p. 947), la Cour constitutionnelle fédérale avait examiné le point de savoir si le principe de la succession masculine dans les exploitations agricoles, telle qu'elle est prévue par la législation rurale édictée dans l'ancienne zone d'occupation britannique, était compatible avec le principe de l'égalité de traitement. Selon cette législation, et contrairement aux dispositions successorales ordinaires, une exploitation agricole ne peut jamais être dévolue qu'à un seul héritier, et à un héritier mâle. Outre le désir de maintenir l'exploitation agricole comme une unité économiquement rentable, cette réglementation part de l'idée que la rentabilité ne peut être assurée que par un homme. Le privilège ainsi accordé par la loi au sexe mâle fournit au tribunal l'occasion d'examiner si cette réglementation n'était pas en contradiction avec le principe de l'égalité de traitement de l'homme et de la femme. Se fondant sur sa jurisprudence antérieure, la Cour constitutionnelle fédérale déclara à ce propos que, certes, les différences biologiques et fonctionnelles des sexes n'excluaient pas l'existence de règles différenciées, mais cela seulement dans la mesure où ces différences influeraient à ce point sur les rapports humains à établir que, sexuellement parlant, il n'existât plus d'éléments communs, ou que les éléments comparables encore existants dussent passer complètement au second plan. Etant donné que l'exploitation d'un domaine, qui tend de plus en plus aujourd'hui à devenir une entreprise commerciale, suppose une interpénétration de l'activité de tous les membres du domaine, et notamment des deux époux, la répartition habituelle des tâches entre l'homme et la femme dans l'agriculture ne permet plus de justifier la distinction opérée selon le sexe des héritiers dans la dévolution successorale.

La Cour administrative fédérale s'est à nouveau occupée, en 1963, du principe de l'égalité de traitement. Dans son arrêt du 22 mars 1963 (*DVBl* 1964, p. 318), qui a trait à la validité de l'annulation — ordonnée par le tribunal administratif de Berlin — d'une décision de la commission d'examen concernant un échec au baccalauréat, le tribunal se demande dans quelle mesure il était possible de tenir compte d'une atteinte à la santé du candidat sans aller à l'encontre du principe de l'égalité de traitement. A cette occasion, le tribunal

posa le principe selon lequel on ne pouvait tenir compte d'une telle atteinte qu'exceptionnellement et seulement en faveur du candidat, à condition que ce dernier ne se soit pas exposé à la situation résultant de l'examen par sa propre faute. Il ne peut être tenu compte des effets nuisibles dus par exemple à l'absorption de drogues, ou à la psychose d'examen fort répandue. De même celui qui, bien que sérieusement malade, et malgré la possibilité de se retirer, se soumet néanmoins à l'examen ne peut exiger d'être traité différemment des autres candidats, en raison du principe de l'égalité de traitement.

Dans un autre cas du même genre, la Cour administrative fédérale a considéré comme incompatible avec le principe de l'égalité de traitement et de l'Etat de droit une modification essentielle des conditions d'examen durant les épreuves elles-mêmes. Dans son arrêt du 14 juin 1963 (*DVBl* 1964, p. 321), le tribunal déclara à ce sujet que la confiance du candidat dans le déroulement prévu de la procédure d'examen serait considérablement ébranlée si on l'informait subitement durant l'examen que les conditions, sur lesquelles il avait compté et sur lesquelles seules il pouvait compter, avaient été modifiées d'une manière essentielle. Le principe de l'égalité de traitement a été enfin à l'origine du point de savoir si un prédicateur des Témoins de Jéhovah était dispensé légalement du service militaire, à l'instar des prêtres catholiques ou des pasteurs protestants. Dans son arrêt du 8 février 1963 (*Verw. R. Spr. Bd.* 15 (1963), n° 281), la Cour administrative fédérale a précisé à ce sujet que la communauté religieuse des Témoins de Jéhovah constituait certes une confession dont les fidèles pouvaient refuser le service militaire pour des motifs de conscience, à l'instar de toute autre personne astreinte au service militaire, mais qu'un prédicateur des Témoins de Jéhovah n'exerçait pas de ce fait une fonction comparable à celle d'un clerc catholique-romain consacré par le sous-diaconat ou d'un pasteur ordonné de confession évangélique. Ceux-ci sont hissés au-dessus de la communauté des croyants à la suite d'une longue période de formation, tandis que les prédicateurs des Témoins de Jéhovah n'assument qu'un service qu'ils peuvent abandonner en tout temps. Cette différence justifie aussi un traitement particulier en ce qui concerne l'obligation du service militaire.

### 3. PROTECTION CONTRE LES PRIVATIONS ARBITRAIRES DE LIBERTÉ

(Articles 3, 4 et 9

de la Déclaration universelle des droits de l'homme)

Pénétré de l'esprit du respect de la liberté de la personne, le droit de la République fédérale allemande interdit les privations de liberté, sauf dans les cas de condamnation pénale et, dans une mesure limitée, en cas de soupçon de certains délits ou en cas de danger de fuite ou d'obscurcissement des faits. En 1963, aucun cas de privation arbitraire de liberté n'a été porté devant les tribunaux. Comme on peut dire que par ailleurs les lois existantes n'ont pas de lacunes, le besoin ne s'est pas fait sentir d'édicter de nouvelles mesures de protection en ce domaine.

### 4. PROTECTION DES DROITS DEVANT LES INSTANCES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES

(Articles 8 et 10

de la Déclaration universelle des droits de l'homme)

En 1963, comme durant les années précédentes, les tribunaux ont eu à connaître de nombreuses espèces dans lesquelles la protection contre les actes de la puissance publique constituait le problème central. Bien qu'en cette matière il existe une jurisprudence tout aussi ferme que dans le domaine de la protection de la dignité humaine, des questions litigieuses nouvelles surgissent toujours à nouveau. A cet égard, la question de l'octroi du droit d'être entendu reste d'une importance capitale. Dans son arrêt du 26 novembre 1963 (*DVBl* 1964, p. 231), la Cour constitutionnelle fédérale considère que ce principe est aussi violé lorsque, dans une procédure pénale, on ne communique au défendeur que le fait du dépôt de la plainte, mais non pas sa motivation. Au dire du tribunal, il est indispensable de communiquer cette motivation, même lorsqu'elle ne contient pas de nouveaux faits ou de nouvelles preuves. Dans un autre cas analogue, la Cour constitutionnelle fédérale a déclaré le 10 décembre 1963 (*DVBl* 1964, p. 114) qu'un tribunal ne pouvait fonder sa décision sur des faits ou des témoignages sur lesquels les parties n'avaient pas eu auparavant l'occasion de se prononcer. En l'espèce, le tribunal a encore examiné si l'on pouvait attendre d'une partie au procès qu'elle se persuadât elle-même, en lisant les actes, que le tribunal avait vraiment été mis en possession de la totalité des allégations de l'autre partie. A cet égard, la Cour constitutionnelle fédérale a déclaré que les parties au procès n'étaient pas tenues de rechercher elles-mêmes quelles pièces avaient été remises par la partie adverse et quelles demandes celle-ci avait présentées. Si le tribunal omet de communiquer ces renseignements, cela constitue toujours un refus du droit d'être entendu.

Le principe exprimé ici en ce qui concerne les allégations des parties s'applique aussi aux expertises ainsi que la Cour constitutionnelle fédérale le précisa dans son arrêt du 24 juillet 1963 (*DVBl* 1963, p. 671). En l'espèce, le demandeur se plaignait qu'on ne lui eût pas communiqué l'expertise médicale qui avait été exigée durant la procédure administrative et sur laquelle les instances inférieures avaient fondé leur jugement. La Cour sociale fédérale rejeta cette plainte, arguant que la disposition sur le droit d'être entendu ne visait que la procédure judiciaire. Aux yeux de cette cour, ledit principe ne serait pas violé lorsque le tribunal fonde son jugement, en tout ou en partie, sur une expertise présentée déjà durant la procédure administrative, même au cas où cette expertise n'aurait pas été communiquée à l'une des parties. Dans sa décision relative à la plainte constitutionnelle déposée contre ce jugement, la Cour constitutionnelle fédérale a rappelé sa jurisprudence constante, selon laquelle les tribunaux ne doivent pas fonder leurs décisions sur des faits ou des allégations sur lesquelles les parties n'auraient pas eu auparavant l'occasion de prendre position. Selon la Cour constitutionnelle fédérale, cette interdiction englobe

naturellement tous les faits et toutes les allégations, quelle que soit leur source.

Dans sa décision du 26 novembre 1963 (*DVBl* 1964, p. 230), la Cour constitutionnelle fédérale a considéré que le droit d'être entendu est aussi violé lorsque le tribunal s'est prononcé sur une plainte sans avoir laissé au demandeur, qui s'était réservé expressément de la motiver, le temps suffisant à cet effet. En l'espèce, une plainte disciplinaire présentée par un membre de la *Bundeswehr* fut aussitôt transmise par l'instance militaire inférieure au tribunal militaire compétent, qui la reçut le lendemain. Un jour plus tard la plainte était déjà rejetée. Comme l'instance inférieure, qui n'avait fixé aucun délai pour la motivation de la plainte, n'attendait aucune motivation même sérieuse, la Cour constitutionnelle fédérale admit la violation du droit d'être entendu, d'autant qu'il n'était pas exclu que l'examen de la motivation de la plainte eût entraîné une décision plus favorable au demandeur.

En 1963, la Cour administrative fédérale a eu également l'occasion de s'occuper du droit d'être entendu et de compléter ainsi sa jurisprudence. En l'espèce jugée le 22 novembre 1963 (*DVBl* 1964, p. 194), le tribunal administratif avait, peu de temps avant le prononcé du jugement, annulé une décision ordonnant le recours à une expertise pour déterminer la culpabilité du demandeur; il arguait que le tribunal pouvait éclairer la question figurant dans la demande de renseignement en se fondant sur une autre expertise médicale faite pour le tribunal de première instance. La Cour administrative fédérale cassa le jugement attaqué et renvoya l'affaire pour nouvel examen en déclarant qu'après l'annulation de ladite décision le demandeur n'avait pas eu la possibilité de se retourner pour faire face à la situation ainsi modifiée. La Cour administrative fédérale précisa en outre qu'une demande de preuve ne pouvait être rejetée qu'à la condition qu'il restât encore possible d'en produire d'autres. En l'espèce, ce point était d'importance car, dans la procédure dont il s'agissait ici (*Lastenausgleichsverfahren*), il n'existait qu'une seule instance compétente pour établir les faits.

En revanche, selon la décision de la Cour administrative fédérale du 8 avril 1963 (*DVBl* 1963, p. 673), il n'y a pas de refus du droit d'être entendu, lorsque le tribunal, après avoir ordonné la comparution personnelle des parties, ne donne pas suite à la requête de l'une d'elles qui, à la suite d'un empêchement, demande que le délai soit prolongé, mais délibère et juge en son absence. Dans sa décision du 28 janvier 1963 (*NJW* 1963, p. 707), le tribunal administratif bavarois a considéré que le fait, pour le tribunal, de retarder le procès ne constituait pas un refus du droit d'être entendu. Bien qu'un tel retard puisse avoir pour conséquence que l'écoulement du temps estompe la mémoire et qu'ainsi l'exercice d'un droit en soit rendu plus difficile, ce simple fait ne représente cependant pas une violation du droit d'être entendu. Aux yeux du tribunal, ce droit constitutionnel protège seulement contre le refus d'entendre une partie, mais non pas contre la non-observation de dispositions procédurales, dans la mesure où celle-ci ne fait que rendre plus dif-

ficile la mise en œuvre du procès sans toutefois la rendre impossible.

L'année 1963 a aussi fourni aux tribunaux l'occasion de délimiter les contours du droit d'être entendu. La Cour d'appel de Neustadt a eu à s'occuper de cette question dans le cadre d'une procédure de révision introduite contre un jugement d'acquiescement du tribunal de première instance dans un procès en diffamation. Dans ses motifs de révision, le demandeur prétendait que, quelques semaines avant les débats, le défendeur s'était rendu auprès du juge qui devait les conduire et avait, avec une vraisemblance proche de la certitude, discuté avec lui de la procédure à suivre. Comme le demandeur n'avait pas été admis à cet entretien, l'occasion ne lui avait pas été donnée d'exprimer son avis sur les explications fournies. Ainsi son droit d'être entendu aurait été violé. Dans son jugement du 11 septembre 1963 (*NJW* 1963, p. 2087), la Cour d'appel, qui devait rejeter la demande de révision déjà pour vices de forme, déclara que le droit d'être entendu ne concerne que les événements faisant l'objet d'un jugement. Or, selon une disposition de procédure expresse, ne peuvent faire l'objet d'un jugement que les événements qui font l'objet des débats. Comme le jugement n'était fondé que sur les résultats de ces débats, auxquels le demandeur avait assisté, le tribunal considéra que, même formellement acceptable, une révision n'aurait eu aucune chance de succès.

Dans son jugement du 27 juin 1963 (*Bayer. Verw. Bl.* 1964, p. 24), le tribunal administratif bavarois s'est occupé d'un autre cas de prétendue violation du droit d'être entendu. Les faits qui ont donné lieu à cette décision sont particulièrement dignes d'intérêt parce qu'ici ce n'est pas à un tribunal, mais à une autorité administrative qu'on reprochait d'avoir violé ce principe. Le demandeur vit cette violation dans le fait que le fonctionnaire qui s'occupait de son cas avait obtenu de son supérieur une ordonnance interdisant au demandeur de se présenter constamment en personne auprès de lui en cette affaire. Dans sa décision, le tribunal administratif examina soigneusement le point de savoir si le citoyen a le droit d'être entendu oralement par les autorités. A cet égard, le tribunal arriva à la conclusion que la pratique aujourd'hui répandue des autorités de régler certaines affaires par un contact direct avec les citoyens ne constituait pas encore un droit coutumier d'être entendu oralement par les autorités. Aussi bien, aux yeux du tribunal, la défense faite à une personne de se présenter continuellement auprès des autorités n'enfreint le droit que si elle apparaît comme un abus du pouvoir d'appréciation. En l'espèce, le tribunal ne considéra pas que tel fût le cas, car le demandeur avait manifestement mauvais caractère.

La décision de la chambre pénale de la Cour d'appel de Cologne, du 20 janvier 1963 (*NJW* 1963, p. 875) a trait à une espèce semblable. Le tribunal y affirma que le principe du droit d'être entendu n'emporte que l'obligation de donner à l'intéressé la possibilité de s'exprimer. Ce dernier reste libre d'en faire usage. S'il ne s'exprime pas dans le délai convenable qui lui est imparti, le tribunal peut décider sans qu'il y ait de réplique. Aux yeux du

tribunal, même lorsque l'intéressé n'est pas expressément sommé de s'expliquer, il peut perdre son droit d'être entendu s'il ne profite pas d'une occasion qui se présente pour ce faire.

Outre le droit d'être entendu, qui a une importance cardinale dans la protection juridique de l'individu, le droit d'être jugé par le juge figurant sur le plan de répartition des affaires a fait l'objet d'une décision de la Cour suprême. En l'espèce soumise à la Cour fédérale de justice et jugée par elle le 7 octobre 1963 (*NJW* 1963, p. 2071), il s'agissait de savoir si ce droit était violé par une répartition des litiges, qui n'avait lieu que d'après leur date d'enregistrement exprimée sous forme de numéros d'ordre et qui était ainsi laissée au hasard. La Cour fédérale de justice déclara à ce sujet que la répartition selon les numéros d'ordre n'était déplacée et contraire à la Constitution que si le fonctionnaire chargé de ce travail avait en vue une certaine répartition des juges. Lorsqu'on applique ce système des numéros d'ordre, il convient donc de faire en sorte que la répartition ait lieu de façon à exclure l'arbitraire pouvant résulter de la numérotation.

Enfin, la garantie de la protection des droits, telle que la prévoit l'article 19, alinéa 4, de la loi fondamentale, a donné lieu à nouveau à un procès devant la Cour constitutionnelle fédérale. Dans sa décision du 5 février 1963 (*DVBl* 1963, p. 362), qui avait trait à l'annulation d'une amende prononcée contre une banque par la direction des finances, la Cour constitutionnelle fédérale déclara que la voie de droit prévue par l'article 19, alinéa 4, devait permettre la vérification complète des actes de l'administration tant du point de vue du droit que de celui des faits. A cet égard, le tribunal n'est pas lié par les faits tels que les ont établis les autorités administratives.

## 5. PROTECTION DES DROITS DEVANT LES INSTANCES PÉNALES

(Articles 10 et 11

de la Déclaration universelle des droits de l'homme)

Au nombre des garanties juridiques en cas de privation de liberté, il faut ranger aussi la disposition de l'article 104, alinéa 2, de la loi fondamentale prévoyant qu'en cas de prononcé d'une telle peine un membre de la famille ou une autre personne de confiance doit être avertie. Ainsi que la Cour constitutionnelle fédérale l'a maintenant décidé dans son arrêt du 14 mai 1963 (*NJW* 1963, p. 1820), le prévenu a même un droit propre, susceptible d'être mis en œuvre par des moyens juridiques. L'obligation figurant dans ledit article n'impose donc pas seulement au juge d'avertir la famille, mais il donne à l'intéressé lui-même le droit de poursuivre le respect de cette disposition.

En ce qui concerne la protection juridique dans la procédure pénale, la Cour constitutionnelle fédérale a déclaré, dans l'arrêt du 10 juin 1963 (*NJW* 1963, p. 1597) dans un autre contexte sous chiffre 1 supramentionné, que le juge était tenu de par la Constitution de confronter toujours une mesure légale, en soi justifiée, avec la défense de dépasser les bornes. C'est pourquoi, dans des affaires mineures, l'accusé ne peut être soumis qu'à

des examens médicaux qui ne lui soient pas plus désagréables que la peine éventuelle.

En 1963, le Tribunal constitutionnel bavarois s'est occupé à nouveau de la protection des droits dans la procédure pénale. En l'espèce qui a donné lieu à la décision du 30 mai 1963 (*Bayer. Verw. Bl.* 1963, p. 281), le demandeur, qui, accusé d'une peccadille, n'avait pas donné suite à l'assignation et qui, de ce fait, avait été dûment amené devant le juge, se plaignait d'avoir été traité comme un criminel. Bien que le Tribunal constitutionnel bavarois ne fût pas compétent pour examiner la disposition sur laquelle se fondait le mandat d'amener, il dut néanmoins examiner cette disposition de droit fédéral pour s'assurer si elle était conforme à la loi fondamentale; en effet, si tel n'était pas le cas, cette disposition constituerait un pur abus de pouvoir qui violerait aussi la Constitution du *Land* et donnerait ainsi compétence aussi au Tribunal constitutionnel bavarois. Certes, celui-ci nie le caractère anticonstitutionnel de la disposition sur laquelle se fondait le mandat d'amener, mais n'en remarque pas moins dans les motifs de sa décision qu'il aurait été indiqué de faire usage du moyen moins radical de la peine disciplinaire de préférence au mandat d'amener. D'une manière qui ne laisse pas de doute sur sa propre façon de voir, le tribunal précise dans son arrêt qu'un exercice anticonstitutionnel de la puissance publique peut être attaqué devant la Cour constitutionnelle fédérale par la voie de la plainte constitutionnelle.

Au nombre des garanties juridiques entourant la privation de liberté, la Cour constitutionnelle fédérale range aussi la liberté d'information du prévenu. En l'espèce qui donna lieu à la décision du 19 février 1963 (*DVBl* 1963, p. 363), un prévenu détenu en cellule sous l'inculpation de meurtre demanda l'autorisation d'utiliser un poste de radio personnel, audible seulement avec des écouteurs. Contrairement à toutes les décisions antérieures des tribunaux fédéraux, la Cour constitutionnelle fédérale a admis la demande. Elle motiva sa décision en déclarant que la radio compte parmi les sources d'information qui sont accessibles à tous et où chacun peut sans entraves puiser son information, conformément à l'article 5, alinéa 1, de la loi fondamentale. Ce principe reste valable même pour les prévenus. Il ne peut souffrir que des limitations. En raison de l'existence d'un droit constitutionnel à la liberté de l'information, l'octroi d'une autorisation d'écouter la radio ne constitue ni un privilège ni un adoucissement de la détention. Des considérations tirées de la manière dont la détention préventive doit être exécutée et présentant un caractère essentiellement administratif et technique ne peuvent donc justifier une limitation de ce droit fondamental que dans la mesure où cela est indispensable pour sauvegarder le but de la détention préventive.

## 6. PROTECTION CONTRE LES IMMIXTIONS DANS LA VIE PRIVÉE

(Articles 6 et 12

de la Déclaration universelle des droits de l'homme)

En 1963 la protection de la vie privée de la personne a fait l'objet de quelques décisions judi-

ciales importantes. Comme les atteintes à ce droit résultent le plus souvent de publications dans la presse, les tribunaux ont eu l'occasion de préciser les barrières que ce droit oppose à la presse à sensation. En l'espèce jugée par la Cour fédérale de justice le 15 janvier 1963 (NJW 1963, p. 665), un journal avait publié un article qui avait trait à une affaire de *call-girl* et qui mettait en cause, non pas nommément, mais d'une manière permettant à chacun de l'identifier, un ministre d'un Land. En réalité il s'agissait d'une confusion de personnes. Durant la procédure pénale intentée contre le rédacteur responsable, celui-ci en appela, pour sa défense, au droit de la presse de donner des informations sur les événements de la vie publique et de les critiquer. A cet égard, la Cour fédérale de justice, à laquelle l'affaire fut déférée par voie hiérarchique, déclara que les faits de la vie privée ne se transformaient pas en événements de la vie publique pour la seule raison qu'ils concernaient une personne ayant des fonctions officielles. Ces faits n'ont pas, par eux-mêmes, un intérêt public. Pour qu'il en aille ainsi, il faut des circonstances spéciales qui motivent l'existence d'un intérêt public digne d'être reconnu. Aux yeux de la Cour fédérale de justice, tel aurait été le cas par exemple si le rédacteur responsable avait été mû par le souci de voir les postes officiels occupés par des personnes d'une moralité irréprochable. La forme et le contenu de l'article incriminé ne permettaient toutefois pas de tirer cette conclusion. Les nouvelles et les commentaires destinés à la sensation et au scandale sont d'entrée de cause hors du champ des tâches publiques justifiant la protection spéciale dont la constitution entoure la presse en tant qu'institution.

Dans deux autres décisions du 5 mars 1963 (NJW 1963, p. 902 et 904) concernant la protection de la vie privée de la personne, la Cour fédérale de justice a confirmé à nouveau sa jurisprudence relative à la compensation du tort moral en cas d'atteintes graves à la personnalité. En accordant une compensation pour les immixtions dans la sphère intime, la Cour fédérale de justice a même été au-delà de la lettre de la loi qui ne répond plus aux conceptions actuelles, afin de traduire dans les faits l'option de la loi fondamentale en faveur de la protection de la personnalité. Si l'on prend au sérieux la protection de la dignité humaine, qui constitue la tâche essentielle de l'autorité publique, ainsi que l'obligation pour le juge de respecter l'option de la loi fondamentale, il appert, aux yeux de la Cour fédérale de justice, que le juge n'est plus lié par la décision du législateur de 1900, qui limitait la réparation du dommage moral au point de ne même pas l'accorder en cas de violations graves de la personnalité. Dans les circonstances actuelles, cette exclusion équivaudrait à un étiolement de la protection juridique de la personnalité, dans la mesure où la jurisprudence se résignerait à renoncer à réaliser cette protection d'une manière appropriée. Ainsi non seulement on enlèverait à l'intéressé le sentiment d'être protégé juridiquement contre les atteintes illicites, mais encore on mettrait sérieusement en danger le respect des barrières légales que le droit de la personne introduit dans la vie sociale.

Dans son arrêt du 17 décembre 1963 (DVBl 1964, p. 363), le Tribunal administratif supérieur de Münster s'est aussi occupé d'un cas concernant le droit de la personnalité. En l'espèce, le demandeur exigeait la destruction de pièces vieilles de plus de vingt ans et relatant son hospitalisation dans une maison de santé. Il y voyait une violation de sa dignité d'homme, en raison du danger que le contenu de ces pièces parvînt à la connaissance du public, d'autorités ou de personnes non autorisées. Le tribunal nia toutefois l'existence de ce danger, en raison du secret que doivent garder les personnes chargées de la conservation des actes, tout en soulignant l'obligation du secret et le fait que les pièces ont pour seul but de permettre aux autorités et aux tribunaux d'apprécier justement l'état de santé du demandeur et d'en tenir compte à son profit.

## 7. DROIT À LA LIBERTÉ D'ÉTABLISSEMENT ET D'ÉMIGRATION

### (Article 13)

*de la Déclaration universelle des droits de l'homme*

En 1963, le droit — garanti à tout Allemand par l'article 11 de la loi fondamentale — de travailler et d'habiter n'importe où sur le territoire de la République fédérale n'a donné lieu ni à des mesures législatives ni à des litiges. De même, la liberté d'émigration n'a pas fait l'objet de nouvelles règles.

## 8. DROIT D'ASILE, EXPULSION, EXTRADITION

### (Article 14)

*de la Déclaration universelle des droits de l'homme*

Le droit d'asile, dont la signification est souvent mal comprise, a été précisé en 1963, à la lumière d'une série de cas. Ainsi, dans son arrêt du 16 janvier 1963 (NJW 1963, p. 823), la Cour fédérale de justice a eu à s'occuper du point de savoir si, d'un traité d'extradition, l'individu peut déduire des droits à son profit. En l'espèce jugée par la Cour fédérale de justice, une personne condamnée à quinze ans de prison pour meurtre et tentative de meurtre sur deux membres du FLN avait invoqué l'existence d'un tel droit, après avoir réussi à s'enfuir d'Allemagne, où elle avait commis ses crimes, en Belgique. De ce pays, elle fut extradée en Allemagne. Devant le tribunal, l'inculpé se référa à la nature politique de son crime. Il prétendit pour sa défense qu'il avait un droit d'asile en Belgique aussi bien d'après les règles générales du droit des gens que d'après les dispositions du traité d'extradition germano-belge. Comme la Belgique n'avait pas été complètement informée du caractère politique du délit, l'inculpé en concluait que l'extradition n'avait eu lieu que pour un crime non politique. La Cour fédérale de justice déclara à ce propos que le droit des gens ne connaissait pas le droit d'asile au bénéfice de personnes poursuivies pour un délit politique. En outre, le droit d'asile ne connotait pas un droit du particulier de bénéficier de l'asile conformément du droit des gens, mais le droit de l'Etat d'accorder l'asile. Aussi bien seul l'Etat requis, en l'espèce la Belgique, était habi-

lité à décider s'il convenait d'accorder l'extradition. A la suite de l'octroi de l'extradition et de son exécution, la juridiction allemande a vu simplement se réaliser les conditions matérielles lui permettant de s'exercer. Aussi bien il n'y a pas de raison pour les tribunaux allemands de faire dépendre leur droit et leur obligation de poursuite pénale du point de savoir si l'octroi et la procédure d'extradition étaient conformes au Traité. Les traités d'extradition n'ont pas pour but de reconnaître au coupable une position juridique entravant la poursuite pénale, simplement parce qu'il a pu s'enfuir à l'étranger. En outre, la Cour fédérale de justice précisa qu'en principe les traités d'extradition ne font naître des droits et des obligations qu'à la charge des Etats contractants. C'est pourquoi l'extradé ne peut s'en prévaloir personnellement.

En une autre espèce jugée par elle le 29 octobre 1963 (NJW 1964, p. 212), la Cour fédérale de justice a étudié le principe de spécialité qui figure dans la plupart des traités d'extradition. Selon ce principe l'extradé ne doit faire l'objet d'une instruction ou être puni ni pour un acte commis avant l'extradition et ne fondant pas cette dernière, ni pour tout autre motif juridique se fondant sur des faits antérieurs à l'extradition. La Cour fédérale de justice cassa ainsi le jugement de condamnation porté contre un prévenu qui avait été extradé d'Autriche et qui fut ensuite condamné en Allemagne pour vol par concours d'infraction avec une atteinte corporelle grave, dans la mesure où ledit jugement portait sur ce dernier délit, vu qu'aux termes du Traité germano-autrichien d'extradition l'extradé n'avait pas été livré pour blessure corporelle et qu'à elle seule celle-ci n'aurait pas pu justifier l'extradition.

De même, l'expulsion de nationaux des Etats membres de la Communauté économique européenne a fait l'objet en 1963 d'une décision du Tribunal administratif supérieur de Münster. En l'espèce jugée, le 10 septembre 1953 (DVBl 1963, p. 593), il s'agissait de l'expulsion d'un Italien qui exerçait une activité indépendante en Allemagne et qui s'était rendu coupable de fraude fiscale, sans compter encore un autre délit. Comme le traité instituant la CEE ne limite pas le droit d'expulser les nationaux des Etats membres qui ont commis des délits, le tribunal dut examiner si l'expulsion était contraire au Traité germano-italien d'amitié, de commerce et de navigation du 21 novembre 1957 ; ce dernier, en effet, n'autorise l'expulsion après un séjour de plus de cinq ans que si l'ordre public ou la sécurité sont violés au point qu'il en résulte un danger concret ou général au sens des lois de police et de sûreté. A cet égard, le tribunal affirma que, en raison du grand nombre d'étrangers séjournant en Allemagne fédérale, il y avait un intérêt considérable à les mettre en garde contre la commission de délits en procédant à des interdictions de séjour, et à les rendre attentifs au fait que les exigences de l'ordre juridique allemand s'appliquent aussi à eux. Comparé à l'intérêt public d'une expulsion, l'intérêt privé de l'expulsé désireux de demeurer en République fédérale ne saurait être reconnu, poursuivit le tribunal. Les inconvénients liés à l'interdiction de séjour ne procèdent pas d'une rigueur injuste et ne représentent pas un traitement inhumain au sens de l'article 3 de

la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 5 novembre 1950.

Le Tribunal administratif supérieur de Münster a exprimé le même point de vue dans son arrêt du 29 octobre 1963 (DVBl, p. 595), dans lequel il s'agissait de l'expulsion d'un Hollandais. Dans cet arrêt, le tribunal affirma aussi que l'interdiction de séjour d'un étranger ne constituait pas une peine inhumaine ou humiliante au sens de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

## 9. DROIT À UNE NATIONALITÉ

(Article 15)

de la Déclaration universelle des droits de l'homme)

En vue de supprimer plus efficacement l'apatridie, le législateur fédéral a édicté le 19 décembre 1963 une loi (BGBl I, p. 982) qui complète la loi actuellement en vigueur sur la nationalité du 22 juillet 1913 et en comble une lacune. Contrairement au droit en vigueur jusqu'ici, qui rattache la nationalité de l'enfant légitime exclusivement à celle de son père, l'enfant légitime acquiert désormais la nationalité allemande lorsqu'il est né d'un mariage entre une mère allemande et un apatride ou un père dont le droit national n'accorde pas automatiquement sa nationalité à l'enfant, tandis que jusqu'ici il serait né apatride. Ladite loi s'applique même rétroactivement aux enfants légitimes de mères allemandes et de pères apatrides ou étrangers, qui sont nés après le 1<sup>er</sup> avril 1953. Ceux-ci peuvent toutefois répudier la nationalité allemande dans le délai d'une année à compter de l'entrée en vigueur de cette loi.

## 10. PROTECTION DE LA FAMILLE

(Article 16)

de la Déclaration universelle des droits de l'homme)

La protection du mariage et de la famille, que le législateur garantit à l'article 6 de la loi fondamentale et que de nombreuses lois ont déjà traduite dans les faits durant les années passées, n'a fourni en 1963 l'occasion d'aucune mesure législative particulière. De même, les tribunaux, qui ont déjà élaboré une jurisprudence solide en cette matière, n'ont pas eu à examiner de questions de fond en 1963.

Il convient de noter toutefois un jugement de la Cour administrative fédérale concernant la légalité de la mutation d'une institutrice. Celle-ci enseignait dans une école catholique en Basse-Bavière. Lorsqu'elle épousa un divorcé, on la considéra comme inapte à enseigner dans une école confessionnelle et elle fut transférée dans l'école communale d'un autre endroit. Ses supérieurs se crurent obligés de procéder de la sorte, car l'évêché avait élevé des objections contre l'activité de cette institutrice dans une école confessionnelle. La Cour administrative fédérale cassa les décisions des tribunaux inférieurs en se fondant sur l'article 6 de la loi fondamentale et motiva son jugement en affirmant que l'Etat a l'obligation de protéger le droit au mariage précisément lorsque celui-ci permet de légitimer un enfant à naître. Ce droit ne serait pas satisfait si un comportement coupable du seul point de vue religieux devait constituer une



inaptitude à enseigner dans une école confessionnelle. Comme l'institutrice n'avait pas abandonné sa foi pour autant, ses supérieurs n'avaient nullement l'obligation de l'éloigner de l'école où elle enseignait.

## 11. PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES BIENS

### (Article 17

*de la Déclaration universelle des droits de l'homme)*

Hambourg, qui, du point de vue constitutionnel, forme un *Land* de la République fédérale, a édicté le 14 juin 1963 (*Hamb. GVBl* n° 26, du 25 juin 1963, p. 577) une loi d'expropriation que l'on peut qualifier de modèle du genre. La loi, qui comprend vingt-quatre paragraphes, dispose en substance que les expropriations ne sont permises que si elles servent le bien de la collectivité et qui si le but de l'expropriation ne peut être atteint par aucun autre moyen approprié. La procédure d'indemnisation est réglée d'une manière particulièrement détaillée. Celle-ci se fonde du reste largement sur les principes énoncés par la loi fédérale sur la construction (*Bundesbaugesetz*) de 1960. Une autre partie de la loi règle la procédure de recours que l'intéressé peut mettre en branle contre l'expropriation projetée.

Malgré la jurisprudence ferme qui a été développée en ce qui concerne l'indemnisation pour expropriations, les tribunaux sont toujours à nouveau saisis de questions douteuses. C'est ainsi que la Cour constitutionnelle fédérale a eu à juger de la constitutionnalité d'une disposition figurant dans la loi sur l'assistance aux anciens fonctionnaires et membres de la *Wehrmacht*. Conformément à cette loi, les anciens fonctionnaires de la *Wehrmacht* mis à la retraite avant la fin de la guerre pour invalidité, mais qui n'étaient devenus soldats de métier qu'après le 8 mai 1935, n'ont pas droit à des prestations d'assistance. Par décision du 7 mai 1963 (*DVBl* 1963, p. 590), la Cour constitutionnelle fédérale annula cette disposition et affirma dans les motifs de son jugement que les prestations d'assistance reconnues à un fonctionnaire de la *Wehrmacht* représentaient un droit résultant des services rendus et que l'on ne pouvait supprimer sans dédommagement.

En une autre espèce jugée par la Cour fédérale de justice le 14 octobre 1963 (*DVBl* 1963, p. 481), il s'agissait de préciser si certains dommages résultant des manœuvres et ne figurant pas dans la loi fédérale sur les prestations (*Bundesleistungsgesetz*), qui règle la réparation de ces dommages, n'en fondent pas moins un droit à la réparation. La Cour fédérale de justice répondit par l'affirmative. Elle motiva son point de vue en déclarant que, lorsque certaines formes de dommage ne sont pas mentionnées dans la loi, cela ne signifie pas que celles-ci ne puissent pas être réparées sur d'autres bases juridiques. Aux yeux de la Cour fédérale de justice, une exclusion complète de la réparation violerait la garantie de la propriété figurant à l'article 14 de la loi fondamentale. Suivant le même raisonnement, la Cour fédérale de justice décida également, dans son arrêt du 27 juin 1963 (*NJW* 1963, p. 1925), que le propriétaire habitant dans sa maison peut, en cas d'expropriation, exiger

le remboursement des frais de déménagement et des frais occasionnés par l'obtention d'un nouveau logement. En revanche, la Cour fédérale de justice ne considéra pas comme une expropriation la confiscation des biens d'un parti dissous. Aussi bien dans son arrêt du 11 juin 1963 (*MDR* 1963, p. 917), il rejeta l'action d'un employé du parti communiste dissous en réparation de la perte de gain ainsi occasionnée.

## 12. LIBERTÉ DE CONSCIENCE ET D'OPINION, LIBERTÉ DU CULTE

### (Articles 18 et 19

*de la Déclaration universelle des droits de l'homme)*

Dans son arrêt du 8 février 1963 (*NJW* 1963, p. 1169), la Cour administrative fédérale s'est occupée de la question de savoir si des prédicateurs des Témoins de Jéhovah, qui servent leur communauté à plein temps, étaient exemptés du service militaire ou de son remplacement, à l'instar des ecclésiastiques des deux grandes confessions chrétiennes. Nonobstant la liberté des Témoins de Jéhovah de former une communauté religieuse capable de régler et d'administrer ses affaires elle-même, le tribunal refusa d'en comparer les membres à des ecclésiastiques. Ceux-ci, contrairement aux prédicateurs des Témoins de Jéhovah, exercent un ministère qui se caractérise par une longue période de formation et qui de ce fait les hisse au-dessus de la communauté des croyants ordinaires. Le législateur n'a eu en vue l'exemption du service militaire qu'au bénéfice des personnes investies d'un tel sacerdoce. Aussi bien l'obligation d'un prédicateur des témoins de Jéhovah de remplacer par un autre service le service militaire qu'il peut en principe refuser, ne constitue ni une violation du principe d'égalité ni une disposition désavantageant cette confession religieuse. De même la Cour d'appel de Stuttgart décida le 8 février 1963 (*NJW* 1963, p. 776), en une espèce semblable, qu'un prédicateur des Témoins de Jéhovah ne pouvait pas refuser d'accomplir le remplacement du service militaire. A ce sujet le tribunal déclara que la garantie de la liberté de conscience figurant dans la loi fondamentale obligeait de respecter le refus du service militaire pour des motifs de conscience, mais qu'elle ne libérait pas des obligations incombant d'une manière générale aux citoyens, telles que le service civil. L'exemption de ce service civil, qui ne concerne que les ecclésiastiques, ne peut être étendue, selon cet arrêt, à d'autres personnes précisément en raison du principe d'égalité de traitement.

En 1963, le problème des limites de la liberté d'opinion a aussi fait l'objet d'une décision. En l'espèce jugée le 10 juillet 1963 (*NJW* 1964, p. 89), la Cour fédérale de justice a examiné le point de savoir si la circulaire d'un éditeur de journaux, que celui-ci avait envoyée aux marchands et aux kiosques et dans laquelle il les menaçait de ne plus les approvisionner s'ils mettaient en vente à leurs étalages un certain hebdomadaire contenant le programme des émissions en Allemagne orientale, bénéficiait du principe de la liberté d'opinion et pouvait ainsi être autorisée, ou bien si elle violait la loi sur la concurrence déloyale et ne pouvait donc être protégée par aucun droit fondamental.

Aux yeux de la Cour fédérale de justice, si l'expression d'une opinion et ses conséquences nuisent à l'activité commerciale d'autrui, il faut examiner dans chaque cas d'espèce, à la lumière de ce droit fondamental, si les intérêts dignes de protection de l'entreprise ont une importance telle qu'elle fasse passer au second plan le droit à la liberté d'opinion. Contrairement au point de vue des instances inférieures, la Cour fédérale de justice fut d'avis que le choix des moyens dont s'était servi l'éditeur était conditionné par l'ampleur de la provocation à l'origine de la circulaire. En raison des incidents qui se déroulent à la frontière des deux Allemagnes, et notamment à Berlin, on ne pouvait reprocher à l'éditeur, qui voyait dans l'impression et la diffusion des programmes des émissions de la zone soviétique un soutien accordé à ce régime, d'utiliser, pour faire triompher ses vues, des moyens inadmissibles dans une affaire qui aurait touché de moins près les intérêts du peuple. Comme l'éditeur avait ainsi un intérêt digne de protection à la réalisation de son objectif, on ne pouvait considérer comme contraire au droit et à la liberté de concurrence le préjudice que constituait pour la profession en question la prise en considération de cet intérêt.

Aucune disposition législative nouvelle concernant la liberté de conscience et d'opinion n'a été édictée en 1963. Seul le statut révisé des fonctionnaires (*Beamtenengesetz*) de Basse-Saxe, du 1<sup>er</sup> mars 1963 (*Nds GVB*, n° 9, du 15 mars 1963, p. 95) a consacré à nouveau explicitement, dans une disposition sur la liberté d'association, ce droit déjà affirmé dans la Constitution.

### 13. INTERDICTION DES PARTIS ET DES ASSOCIATIONS POLITIQUES

(Articles 20 et 30

*de la Déclaration universelle des droits de l'homme*)

Les lois électorales (*Landeswahlgesetze*) de Brême et de Bade-Wurtemberg édictées en 1963 contiennent aussi des dispositions sur les conséquences juridiques de l'interdiction d'un parti. Les législateurs de ces deux *Länder* ont, dans la mesure du possible, essayé de répondre par des dispositions législatives aux questions délicates qu'avait fait surgir l'interdiction du parti communiste et qui pouvaient se répéter dans l'avenir. C'est ainsi que la loi électorale pour l'assemblée législative provinciale (*Landtag*) du *Land* de Brême, du 8 juin 1963 (*Brem. GVBl*, n° 1, du 22 janvier 1963, p. 1) dispose à son paragraphe 35 que, en cas de dissolution d'un parti, ses députés perdent leur siège à l'assemblée. Ces sièges restent alors inoccupés jusqu'à la fin de la période législative. Le nombre légal des députés à l'Assemblée est ainsi réduit. La loi électorale du *Land* de Bade-Wurtemberg, du 20 septembre 1963 (*GVBl*, n° 17, du 30 octobre 1963, p. 153), contient, à son paragraphe 48, une disposition analogue.

En outre, la question de l'interdiction des partis politiques a de nouveau fait l'objet d'une décision de la Cour constitutionnelle fédérale, en date du 2 avril 1963 (*DOV* 1963, p. 618). En l'espèce, le tribunal devait juger si l'interdiction du parti communiste s'étendait aussi à une « communauté électorale communiste » fondée dans une ville alle-

mande. La Cour constitutionnelle fédérale répondit par l'affirmative et ajouta à ce propos que l'interdiction d'un parti englobait aussi les organisations qui remplacent le parti interdit dans ses buts politiques et ses forces politiques actives.

### 14. DROIT DE SUFFRAGE ET DROIT D'AUTODÉTERMINATION DU PEUPLE

(Article 21

*de la Déclaration universelle des droits de l'homme*)

En 1963, le principe de l'égalité dans la procédure de vote a fait l'objet d'une décision importante de la Cour constitutionnelle fédérale. L'occasion lui en a été fournie par une contestation de la validité de l'élection au quatrième parlement fédéral (*Bundestag*). La réclamation s'en prenait à la répartition des circonscriptions électorales dans le Schleswig-Holstein, qui était divisé en un trop grand nombre de circonscriptions par rapport à sa population. L'Union démocratique chrétienne a ainsi bénéficié de trois mandats supplémentaires. Dans sa décision du 22 mai 1963 (*NJW* 1963, p. 1600), la Cour constitutionnelle fédérale a d'abord examiné le principe de l'égalité dans la procédure de vote. Ce principe signifie que chacun doit pouvoir exercer son droit de vote d'une manière formellement aussi égale que possible. Ce principe exige aussi que quiconque, d'après les dispositions générales en vigueur, a le droit de vote, doit pouvoir déposer son bulletin comme n'importe qui et que le bulletin valablement déposé doit avoir la même valeur que les autres. Tous les électeurs doivent par leur voix peser du même poids sur le résultat de l'élection. Le tribunal analysa ensuite à fond le système électoral en cause et arriva à la conclusion que la superficie des circonscriptions électorales doit être proportionnée au nombre des personnes qui y habitent. C'est pourquoi, aux yeux du tribunal, une modification de la densité de la population qui ne se répercuterait pas dans la répartition des circonscriptions électorales peut conduire à un déséquilibre contraire à la Constitution. Le tribunal ne précisa pas quelle ampleur devait avoir la modification de la densité de la population, car à son avis on ne pouvait manifestement pas en l'espèce fournir la preuve d'un tel déséquilibre. Cet arrêt oblige toutefois le législateur à être particulièrement attentif à la densité de la population lorsqu'il détermine les circonscriptions électorales, car le danger de voir les élections annulées en raison d'une densité différente de la population dans les diverses circonscriptions électorales peut devenir une réalité.

### 15. DROIT DE CHOISIR ET D'EXERCER LIBREMENT UNE PROFESSION

(Article 23

*de la Déclaration universelle des droits de l'homme*)

Comme les années précédentes, 1963 a de nouveau vu de nombreux litiges concernant le libre choix d'une profession. C'est ainsi que la Cour administrative fédérale a, dans son arrêt du 23 juillet 1963 (*NJW* 1963, p. 1994), tranché le point de savoir si la limitation — connue en



Bavière — de l'accès au stage préparatoire à l'administration supérieure des eaux et forêts violait le droit au libre choix de l'établissement d'enseignement, prévu à l'article 12, alinéa 1, première phrase, de la loi fondamentale. Cette limitation consiste dans l'admission annuelle au stage d'un nombre de candidats égal au nombre probable de places à repourvoir. Le choix des candidats admissibles a lieu d'après les notes d'examen. Comme l'institution du stage est destinée à promouvoir la formation, il n'est pas permis au *Land* d'en limiter l'accès même s'il est établi d'entrée de cause que tous les participants au stage ne pourront pas trouver un emploi dans l'administration.

Dans sa décision du 16 avril 1963 (*DVBl* 1964, p. 484), le Tribunal constitutionnel bavarois a aussi eu à connaître d'un cas analogue. Il s'agissait en l'espèce d'examiner la constitutionnalité de la disposition figurant dans le statut édicté par le Ministère bavarois de l'enseignement et de la culture à l'adresse des étudiants dans les universités bava- roises ; conformément à cette disposition, les per- sonnes qui ont terminé leurs études et exercent déjà un métier ne peuvent en principe plus être immatriculées comme étudiants. Le Tribunal con- stitutionnel bavarois admit certes la validité de cette disposition, vu que celui qui exerce déjà un métier ne peut plus se consacrer de toutes ses forces à l'étude et en conséquence ne peut plus exiger non plus de l'Etat qu'il consente pour lui les sacrifices financiers entraînés par la construction et l'entretien d'une université. Toutefois, au dire du tribunal, il con- vient d'éviter les mesures d'une rigueur injuste que ce principe pourrait entraîner dans des cas parti- culiers.

La Cour administrative fédérale s'est occupée de la même question dans son arrêt du 8 février 1963 (*Bayer. Verw. Bl.* 1963, p. 251). En l'espèce, le demandeur, qui avait déjà achevé ses études de médecine et qui possédait en outre un diplôme de psychologue, avait demandé à être de nouveau immatriculé comme étudiant ordinaire pour pré- parer un doctorat de philosophie. Sa requête ne fut pas admise. Le recours formé contre cette décision fut rejeté par toutes les instances infé- rieures. A l'instar du Tribunal constitutionnel bavarois dans sa décision précitée, la Cour admi- nistrative fédérale fonda le rejet du recours sur le nombre restreint de places disponibles qui doivent être réservées en priorité aux étudiants se préparant à une carrière.

Le principe du libre choix d'une profession, consacré à l'article 12 de la loi fondamentale, con- stitue implicitement l'idée maîtresse de la décision du tribunal d'honneur des avocats près la Cour fédérale de justice. Il s'agissait de trancher si un juge ou un procureur mis à la retraite pour avoir contribué à une condamnation à mort durant la période nazie pouvait être admis à exercer la pro- fession d'avocat. Dans son arrêt du 21 octobre 1963 (*NJW* 1964, p. 250), le tribunal d'honneur affirma que le fait d'avoir été mis à la retraite ne suffisait pas à lui seul pour que soit refusée l'admission au barreau, mais qu'il convenait bien plutôt d'exa- miner, à la lumière du cas concret qui avait donné lieu à la mise à la retraite, si le demandeur s'était comporté d'une manière si indigne de sa fonction qu'on ne saurait l'admettre non plus au barreau.

La Cour constitutionnelle fédérale a aussi connu d'un autre cas relatif à l'exercice de la profession d'avocat. En l'espèce qui a donné lieu à sa déci- sion du 11 juin 1963 (*MDR* 1963, p. 738), il s'agissait de savoir si le fait pour un avocat d'être privé du droit de défendre son client pour avoir été cité comme témoin à charge par le procureur pouvait influencer sur son droit d'exercer sa profes- sion. La Cour constitutionnelle fédérale répondit par l'affirmative, précisant que la simple possibilité d'être cité comme témoin à charge ne justifiait pas la privation du droit de défendre un client. Même si l'avocat est entendu comme témoin par le tri- bunal durant le procès, il reste possible de faire appel à un deuxième défenseur et d'organiser la procédure de telle manière que le défenseur qui comparait comme témoin puisse participer à tout le déroulement des débats. Ce n'est que si, en l'espèce et compte tenu de toutes les circonstances de la cause, un conflit d'intérêts devait s'élever pour l'avocat qu'on pourrait le priver du droit de défendre son client.

Le 30 novembre 1963 (*DVBl* 1964, p. 226), la Cour constitutionnelle fédérale a jugé d'un autre cas concernant l'exercice de la profession de phar- macien. Il s'agissait de décider si la disposition de la loi fédérale sur les pharmacies (*Bundesapotheken- gesetz*), qui ne permet à un pharmacien l'exploita- tion que d'une seule pharmacie, limitait le droit au libre exercice d'une profession et violait ainsi la Constitution. La Cour constitutionnelle fédérale répondit par la négative, arguant que le phar- macien remplira au mieux sa fonction si importante pour la santé publique si la responsabilité de l'exploitation d'une pharmacie appartient à une seule personne, c'est-à-dire si le pharmacien diplômé qui l'exploite en est aussi le propriétaire. En outre, le tribunal affirma que la limitation légale à l'exercice d'une seule pharmacie ne portait pas atteinte au droit d'exercer librement une pro- fession, puisque le pharmacien qui désire exploiter une seconde pharmacie a déjà opté pour la pro- fession de pharmacien indépendant en ouvrant et en exploitant une première pharmacie.

## 16. PROTECTION DES DROITS DANS LA LÉGISLATION DU TRAVAIL

(Articles 23, 24 et 25  
de la Déclaration universelle des droits de l'homme)

Dans une loi du 15 juin 1963 (*BGBI* II, p. 678), le Parlement fédéral (*Bundestag*) a approuvé la convention sur la sécurité sociale conclue entre la République fédérale allemande et la Grèce. Cette convention accorde aux ressortissants des deux Etats le droit de prétendre, dans l'autre, aux mêmes prestations sociales que ses propres nationaux. Cette convention tient compte avant tout des intérêts des nombreux travailleurs grecs qui séjournent en République fédérale allemande. Comme ceux-ci retournent généralement dans leur pays après un certain temps, la convention con- tient une réglementation détaillée concernant la compensation des sommes payées dans chacun des deux Etats. Un protocole additionnel, approuvé par la loi du 5 septembre 1963 (*BGBI* II, p. 1190), règle la procédure d'octroi des prestations.

Le Parlement fédéral a approuvé également la convention germano-belge sur la sécurité sociale — conclue déjà en 1957 (*BGBI* II, p. 404) — ainsi que la convention germano-luxembourgeoise du 14 juillet 1960 sur la sécurité sociale des frontaliers, de même que la convention germano-danoise du 12 septembre 1961 sur les travailleurs saisonniers (*BGBI* II, p. 435).

#### 17. ASSISTANCE DE L'ÉTAT AUX NÉCESSITEUX

(Articles 22 et 23

*de la Déclaration universelle des droits de l'homme*)

En 1963 de nouvelles dispositions sur la prévoyance sociale n'ont pas été édictées. De même, aucun arrêt important des instances supérieures n'a été publié.

#### 18. DROIT À L'INSTRUCTION ET À L'ÉDUCATION

(Article 26

*de la Déclaration universelle des droits de l'homme*)

A l'exception de quelques décisions concernant la nature juridique des notes d'examen et la possibilité de les contester, le droit à l'instruction et à

l'éducation n'a pas donné lieu en 1963 à des décisions jurisprudentielles. En outre, la nécessité ne s'est pas fait sentir d'édicter de nouvelles dispositions légales en cette matière déjà largement réglementée.

#### 19. INSTRUMENTS INTERNATIONAUX RELATIFS À LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

(Article 28

*de la Déclaration universelle des droits de l'homme*)

Dans le Journal officiel de la République fédérale, n° 14, du 11 mai 1963, ont été publiées la teneur — modifiée au cours des sessions plénières du 1<sup>er</sup> au 5 août 1960 — du règlement intérieur de la Commission européenne des droits de l'homme, de même que la nouvelle teneur — approuvée le 24 octobre 1961 — du règlement intérieur de la Cour européenne des droits de l'homme.

En outre, le Parlement fédéral, dans une loi du 28 juin 1963 (*BGBI* II, p. 791), a approuvé la convention germano-italienne du 2 juin 1960, dans laquelle la République fédérale s'engage vis-à-vis de l'Italie à verser un montant de 40 millions de marks aux victimes italiennes du national-socialisme.

# RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE<sup>1</sup>

## COMMUNICATION DE LA DIRECTION CENTRALE DE STATISTIQUE AUPRÈS DU CONSEIL DES MINISTRES DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE SUR LES RÉSULTATS DE L'EXÉCUTION DU PLAN D'ÉTAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCO- NOMIE NATIONALE DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE EN 1963 (EXTRAITS)

En 1963, la population a bénéficié, au titre des fonds sociaux de consommation, de prestations et avantages divers : pensions, allocations, bourses d'études, congés payés, enseignement et soins médicaux gratuits, représentant quelque 980 millions de roubles, soit 6 pour cent de plus qu'en 1962. Les fonds sociaux ont également permis de rémunérer plus de 127 000 travailleurs des services de santé et environ 217 000 travailleurs de l'éducation et de la culture. Dans la RSS de Biélorussie, plus de 750 000 pensionnés étaient à la charge de l'Etat ou des kolkhozes.

Plus de 176 000 élèves d'établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisé, d'établissements d'enseignement professionnel et technique et d'autres écoles ont reçu des bourses d'études ou ont été logés dans des foyers. Les jardins d'enfants, crèches et garderies ont accueilli plus de 190 000 enfants.

Plus de 200 000 travailleurs ou enfants de travailleurs se sont reposés ou ont été soignés dans des établissements de cure, maisons de repos et camps de pionniers, en totalité ou en partie aux frais de la sécurité sociale et des kolkhozes.

L'effectif moyen annuel des ouvriers et employés occupés dans l'économie nationale de la RSS de Biélorussie s'est élevé en 1963 à environ 2 170 000 personnes, ce qui représente un accroissement de 77 000 personnes en un an.

L'épargne des particuliers a continué à s'accroître sous forme de dépôts dans les caisses d'épargne et dépassait, à la fin de 1963, 344 millions de roubles, soit une augmentation de 42 millions de roubles, ou 14 pour cent, par rapport à l'année précédente ; le nombre des déposants a atteint 1 328 000, ce qui représente une augmentation de 57 000 en 1963. Au cours des cinq dernières années, les dépôts des particuliers dans les caisses d'épargne se sont accrus de 145 millions de roubles, c'est-à-dire de 73 pour cent.

Le volume du commerce de détail de l'Etat et des coopératives s'est élevé en 1963 à 2 652 millions de roubles, soit une augmentation de 8 pour cent, en prix constants, par rapport à 1962 ; au cours de la même période, le volume du commerce de détail des coopératives de consommation, dans les régions rurales, s'est accru de 9 pour cent.

Au cours des cinq premières années du plan septennal, le commerce de détail de l'Etat et des coopératives s'est accru, en prix constants, de 48 pour cent.

Le plan de 1963 relatif au commerce de détail de l'Etat et des coopératives a été réalisé à 101 pour cent (101 pour cent en ce qui concerne le Ministère du commerce et 100,8 pour cent en ce qui concerne l'Union des coopératives).

En 1963, le nombre des établissements de commerce de détail et d'alimentation collective de la République a également augmenté.

Plus de 2 millions de personnes, soit près du tiers de la population totale (non compris les enfants d'âge préscolaire), ont reçu un enseignement sous une forme ou une autre. C'est ainsi que dans les seules écoles d'enseignement général on compte 1 649 000 étudiants, soit 31 pour cent de plus qu'au début de l'année scolaire 1958-1959 et 71 000 étudiants de plus que l'année écoulée.

L'instauration de l'enseignement obligatoire de huit ans a été réalisée dans toute la République. Pendant l'année écoulée, 142 700 élèves ont achevé huit ans d'études et 40 700 élèves ont achevé dix ou onze ans d'études. Au début de l'année scolaire en cours, le nombre d'élèves des internats et des écoles et classes à journée d'études prolongée dépassait 88 000, soit 15 600 de plus que pendant l'année scolaire précédente.

L'effectif des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisé est de 180 300 personnes, dont 86 300 dans les établissements d'enseignement supérieur. Parmi les étudiants inscrits aux cours du jour des établissements d'enseignement supérieur, 5 200 (soit 48 pour cent) avaient accompli un stage de travaux pratiques d'au moins deux ans.

Cent quatre-vingt-dix-neuf mille personnes font leurs études sans quitter leur emploi : 110 000 dans les écoles destinées à la jeunesse ouvrière et rurale et 89 000 environ dans des établissements d'enseignement supérieur ou secondaire spécialisé. Le nombre des personnes poursuivant des études sans quitter leur emploi a presque doublé par rapport à celui de l'année scolaire 1958-1959.

En 1963, 8 400 spécialistes, dont 2 600 ingénieurs, sont sortis des établissements d'enseignement supérieur ; 17 500 spécialistes sont sortis des collèges techniques et autres établissements d'enseignement secondaire spécialisé.

<sup>1</sup> Textes communiqués par le Gouvernement de la RSS de Biélorussie.

Au cours de l'année écoulée, les instituts et écoles d'enseignement professionnel et technique ont formé plus de 27 000 jeunes ouvriers, qui ont été embauchés par des entreprises et des organisations.

A la fin de 1963, le nombre des travailleurs scientifiques occupés dans les instituts scientifiques, les établissements d'enseignement supérieur et d'autres organismes dépassait 11 000 personnes.

Le nombre des salles de cinéma s'est accru et la fréquentation a atteint quelque 117 millions en 1963. Plus de 5 millions de personnes ont assisté à des représentations théâtrales ou à des concerts.

La construction de logements et d'installations collectives s'est faite sur une vaste échelle. Pendant l'année écoulée, la superficie totale des logements mis en service dans les villes et dans des cités ouvrières aux frais de l'Etat et aux frais de la population aidée par des prêts de l'Etat a été de 2 210 000 m<sup>2</sup>; la part des entreprises et organisations d'Etat et des entreprises et organisations coopératives était de 1 430 000 m<sup>2</sup>. De plus, 103 000 m<sup>2</sup> ont été bâtis par des coopératives de construction de logements.

En outre, dans les régions rurales, les kolkhoziens et les travailleurs intellectuels ont bâti 18 000 maisons d'habitation.

Au cours de la seule année écoulée, 343 000 personnes se sont installées dans des appartements neufs ou ont apporté des améliorations à des logements existants.

Au cours des dix dernières années, 468 000 appartements ont été construits dans les villes et les cités ouvrières, ainsi que 215 000 nouvelles maisons dans les régions rurales. Durant cette même décennie, plus de 3 millions de personnes ont

emménagé dans de nouveaux bâtiments ou ont apporté des améliorations à des logements existants.

Les investissements consacrés à la construction d'établissements scolaires, culturels et médicaux ont été importants. Grâce aux crédits ouverts au titre du plan d'Etat, le nombre d'établissements d'enseignement général mis en service en 1963 a dépassé de 12 pour cent celui de 1962. Pour les établissements destinés aux enfants d'âge préscolaire, l'accroissement a été de 5 pour cent.

De grands travaux ont été exécutés en vue de l'installation du gaz dans les maisons d'habitation. Au cours de l'année, le nombre d'appartements pourvus d'installations de gaz s'est accru de 55 600, ce qui représente une augmentation de 45 pour cent. Par rapport à 1962, les quantités de gaz fournies à la population et aux entreprises et institutions pour des usages non industriels ont augmenté de 70 pour cent.

Le volume du trafic voyageurs des transports urbains de tous types a augmenté de 13 pour cent. Le matériel roulant des transports urbains s'est accru de nouveaux autobus, trolleybus et voitures de tramway.

En 1963, l'amélioration des services médicaux s'est poursuivie dans la RSS de Biélorussie. Le réseau des hôpitaux s'est étendu et le nombre de lits d'hôpital a augmenté de 4 000.

Au cours de la même année, le taux de mortalité de la population a diminué.

La population de la RSS de Biélorussie a augmenté pendant l'année de plus de 70 000 personnes et s'élevait au 1<sup>er</sup> janvier 1964 à quelque 8 500 000 habitants (*Sovietskaya Beloroussiya*, n° 21, 26 janvier 1964).

## LOI SUR LE BUDGET D'ÉTAT DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE POUR 1963, ADOPTÉE LE 20 DÉCEMBRE 1962 PAR LE SOVIET SUPRÊME DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE, À SA HUITIÈME SESSION (CINQUIÈME LÉGISLATURE) (EXTRAITS)

Le Soviet suprême de la République socialiste soviétique de Biélorussie décide :

*Article premier.* D'approuver le budget d'Etat de la RSS de Biélorussie pour 1963 présenté par le Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie et modifié sur l'avis de la Commission du budget du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie, qui prévoit des recettes et des dépenses d'un montant total de 1 476 561 000 roubles.

*Art. 2.* De fixer à un total de 1 369 646 000 roubles, dans le budget d'Etat de la RSS de Biélorussie pour 1963, les recettes provenant des entreprises et organisations d'Etat et des coopératives : impôt sur le chiffre d'affaires, prélèvements sur les profits, impôt sur le revenu et autres recettes provenant de l'économie socialiste.

*Art. 3.* De fixer à un total de 686 212 000 roubles, dans le budget d'Etat de la RSS de Biélorussie pour 1963, les dépenses de financement de l'économie nationale : développement de l'industrie lourde, de la construction, de l'industrie légère et de l'industrie alimentaire, de l'agriculture, des

transports, du logement et des services publics, ainsi que des autres branches de l'économie nationale.

*Art. 4.* De fixer à un total de 704 399 000 roubles, dans le budget d'Etat de la RSS de Biélorussie pour 1963, les crédits affectés aux services sociaux et culturels : écoles d'enseignement général, collèges d'enseignement technique, établissements d'enseignement supérieur, instituts de recherche scientifique, établissements d'enseignement professionnel et technique, bibliothèques, clubs, théâtres, presse, radiodiffusion et autres services éducatifs et culturels, hôpitaux, crèches, établissements de cure et autres établissements de santé publique et d'éducation physique, pensions et allocations; sur cette somme, les crédits affectés aux assurances sociales dans le budget d'Etat représentent 120 761 000 roubles.

[*Recueil des lois et décrets du Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie et des arrêtés et ordonnances du Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie*, n° 40 (999), 24 décembre 1962.]

DÉCISION SUR L'AMÉLIORATION DES SERVICES D'UTILITÉ COURANTE DE LA RÉPUBLIQUE, ADOPTÉE LE 29 MARS 1963 PAR LE SOVIET SUPRÊME DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE, À SA PREMIÈRE SESSION (SIXIÈME LÉGISLATURE) (EXTRAITS)

Le programme du Parti communiste de l'Union soviétique envisage comme l'une des tâches essentielles de l'édification du communisme l'amélioration profonde des conditions de vie des citoyens soviétiques, en vue de satisfaire pleinement, dans les prochaines années, les besoins de la population dans le domaine des services d'utilité courante.

Le Soviet suprême de la RSS de Biélorussie note que, grâce aux progrès de la production industrielle et agricole, la situation matérielle et les conditions de vie des travailleurs de la République s'améliorent constamment.

Au cours des quatre dernières années, le volume des travaux effectués dans le secteur des services d'utilité courante s'est accru de près de 90 pour cent. Plus de 4 000 usines spécialisées, ateliers, centres artisanaux, studios et points de distribution ont été ouverts.

La construction d'habitations et d'installations culturelles et collectives s'est faite sur une vaste échelle. Rien qu'au cours des six dernières années, 7 millions de mètres carrés de logements, construits aux frais de l'Etat, ont été mis à la disposition des travailleurs de la République. En outre, la population rurale et les ouvriers et employés des villes et des cités ont construit, à leurs frais et à l'aide de prêts consentis par l'Etat, 262 500 maisons. Le réseau des établissements de bains, des blanchisseries, des conduites d'eau et des égouts s'est étendu en même temps que se sont améliorés les services de transports en commun.

De 1958 à 1962, les ventes à la population réalisées par les magasins d'Etat et les coopératives ont augmenté de 42 pour cent pour la viande et les produits de boucherie, de 51 pour cent pour le lait et les laitages, de 53 pour cent pour le sucre, de 50 pour cent pour la confection, de 40 pour cent pour les chaussures de cuir, de 250 pour cent pour les téléviseurs et les machines à laver, de 120 pour cent pour les motocyclettes et les cyclomoteurs, et de 140 pour cent pour les réfrigérateurs.

Au cours de la même période, on a construit dans la République 2 160 magasins où travaillent 11 000 personnes; ce total comprend 1 641 magasins (avec 7 000 postes de travail) des coopératives de consommation. De plus, 1 607 établissements d'alimentation collective comportant 59 900 places ont été mis en service.

Tous les types de transport et de communication se sont considérablement développés en Biélorussie. Les villes et les chefs-lieux de district, ainsi que 68 pour cent des soviets de village et 3 400 lieux habités sont maintenant reliés par des services d'autobus. La population utilise de plus en plus les voitures de location, et les services publics de transport et d'expédition prennent plus d'extension.

Le nombre d'appareils de radio et de télévision utilisés par la population s'accroît à une cadence

accélérée, tandis que s'améliorent les liaisons postales, télégraphiques et téléphoniques.

Le Soviet suprême de la RSS de Biélorussie estime toutefois que les ministères et les services, les soviets locaux des députés des travailleurs et leurs comités exécutifs n'accordent encore qu'une attention insuffisante à la question des services d'utilité courante.

Afin d'améliorer encore les services d'utilité courante, le Soviet suprême de la RSS de Biélorussie décide ce qui suit :

1. Le Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie, le Conseil de l'économie nationale de la RSS de Biélorussie, la Commission du Plan d'Etat de la RSS de Biélorussie, les ministères et services de la RSS de Biélorussie, ainsi que les soviets des députés des travailleurs et leurs comités exécutifs, devront prendre des mesures énergiques pour remédier aux insuffisances des services d'utilité courante et assurer la réalisation complète des objectifs fixés en ce domaine.

2. Les comités exécutifs des soviets des députés des travailleurs de région, de ville et de district, et les ministères et services de la République devront assurer l'application des mesures prévues par le plan concernant l'extension du réseau des entreprises de services d'utilité courante, la dotation de ces entreprises d'un équipement moderne et des matériaux nécessaires, le développement de formes d'utilisation publique des machines et appareils d'usage courant, ainsi que des articles présentant un intérêt culturel ou ménager. Dans le cadre des services d'utilité courante, ils devront introduire et généraliser le prêt au public de machines et d'autres articles d'usage courant, la mise en service de laveries automatiques et l'extension des activités des bureaux de services collectifs et d'autres moyens de satisfaire les besoins et les demandes de la population dans le domaine de la vie quotidienne.

Ils devront étudier et mettre en œuvre les possibilités d'agrandir les petits ateliers et de créer des entreprises mécanisées de services d'utilité courante d'un haut niveau technique, dotées d'un vaste réseau d'établissements équipés pour exécuter les petites réparations de vêtements, chaussures et autres objets d'usage courant ou ménager en présence du client; créer dans les villes et les grandes localités des complexes d'entreprises utilitaires où les travailleurs trouveraient, à proximité de leur domicile, les principaux types de services courants; prendre des mesures en vue d'abaisser le coût desdits services et d'accroître la rentabilité des entreprises qui les fournissent.

3. Les soviets des députés des travailleurs de région, de ville et de district devront accorder plus d'attention à l'organisation d'un contrôle du travail dans les entreprises de services d'utilité courante, en y faisant largement participer les commissions permanentes, les députés des soviets

locaux et les organisations sociales bénévoles. Ils devront veiller à ce que les directeurs des entreprises de services d'utilité courante rendent régulièrement compte de leur activité lors de réunions des travailleurs organisées dans les entreprises, les institutions, les kolkhozes, les sovkhozes et les centres résidentiels. Ils devront inculquer aux travailleurs des entreprises de services d'utilité courante l'esprit de la conception communiste du travail et développer parmi eux l'émulation socialiste en vue de mériter le titre de travailleurs de choc et de membres d'une équipe de travail communiste, d'assurer la haute qualité des tâches exécutées et d'acquérir une grande compétence professionnelle.

4. Le Ministère du commerce de la RSS de Biélorussie, l'Union des coopératives biélorussiennes et les comités exécutifs des soviets des députés des travailleurs de région, de ville et de district devront introduire largement de nouvelles méthodes progressistes dans le commerce et l'alimentation collective et élever le niveau des services destinés à la population.

5. Le Ministère des communications de la RSS de Biélorussie, la Direction générale des transports automobiles auprès du Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie et les comités exécutifs des soviets des travailleurs de région, de ville et de dis-

trict devront prendre des mesures propres à améliorer l'activité des entreprises de transports et de communications et veiller à ce qu'elles fonctionnent efficacement et régulièrement.

6. Les comités exécutifs des soviets des députés des travailleurs de région et de district devront redoubler d'attention à l'égard des questions touchant les services d'utilité courante destinés à la population rurale, l'aménagement et l'approvisionnement en eau des agglomérations rurales, la construction et la réparation des maisons d'habitation destinées aux kolkhoziens et aux travailleurs des sovkhozes, et l'extension du réseau des services collectifs, en particulier les établissements de bains.

Le Soviet suprême de la RSS de Biélorussie se déclare convaincu que les soviets locaux des députés des travailleurs et leurs comités exécutifs, le Conseil de l'économie nationale de la RSS de Biélorussie, les ministères et les services, et toute la population de la République s'appliqueront à élever dans le plus bref délai les services d'utilité courante au niveau que réclament les décisions historiques du XXII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et son programme.

[Recueil des lois et décrets du Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie et des arrêtés et ordonnances du Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie, n° 11 (1011), 2 avril 1963.]

## RAPPORT DE LA COMMISSION ÉLECTORALE CENTRALE POUR LES ÉLECTIONS AU SOVIET SUPRÊME DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE SUR LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS AU SOVIET SUPRÊME DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE DU 3 MARS 1963 (EXTRAITS)

Le dimanche 3 mars 1963 se sont déroulées dans la République socialiste soviétique de Biélorussie les élections au Soviet suprême de la République.

Le même jour ont lieu également les élections aux soviets des députés des travailleurs de région, de district, de ville, de village et de communauté.

Le scrutin, ouvert à 6 heures du matin et clos à minuit, s'est déroulé partout en stricte conformité de la loi électorale.

Les élections se sont déroulées dans l'ordre avec une forte participation des électeurs, sous le signe du travail et dans un climat d'enthousiasme politique provoqué par les décisions historiques prises au XXII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et à la séance plénière de novembre du Comité central du PCUS. Les élections ont pris l'aspect d'une véritable fête nationale, démonstration éclatante de l'union qui existe entre le Parti communiste et le Gouvernement et le peuple soviétiques.

Les 4 et 5 mars, la Commission électorale centrale a reçu des commissions électorales des diverses circonscriptions les résultats complets des élections au Soviet suprême de la RSS de Biélorussie. Le total des électeurs inscrits était pour la République de 5 335 853 personnes. Sur ce chiffre 5 333 954 personnes ont participé aux élections des députés au Soviet suprême de la RSS de Biélorussie, ce qui représente 99,96 pour cent du total des inscrits.

Sur l'ensemble des circonscriptions électorales, 5 324 954 personnes ont voté pour les candidats du bloc national des communistes et des sans-parti, ce qui constitue 99,83 pour cent du total des électeurs qui ont pris part au vote ; 8 984 personnes ont voté contre les candidats. Seize bulletins ont été déclarés nuls en vertu de l'article 79 du Règlement des élections au Soviet suprême de la RSS de Biélorussie.

Après avoir examiné les pièces relatives à chaque circonscription électorale, la Commission électorale centrale a, conformément à l'article 38 du Règlement des élections au Soviet suprême de la RSS de Biélorussie, enregistré les personnes élues au Soviet suprême de la République pour l'ensemble des circonscriptions.

Au Soviet suprême de la RSS de Biélorussie ont été élus 421 députés, dont 151 femmes, soit 35,87 pour cent ; 292 membres et membres stagiaires du Parti communiste de l'Union soviétique, soit 69,36 pour cent ; 129 sans-parti, soit 30,64 pour cent ; et 195 ouvriers et kolkhoziens, soit 46,32 pour cent. Sur le total des élus, 343 députés, soit 81,47 pour cent, n'avaient pas fait partie de la précédente législature.

[Recueil des lois et décrets du Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie et des arrêtés et ordonnances du Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie, n° 8 (1008), 9 mars 1963.]

## RAPPORT DU PRÉSIDIUM DU SOVIET SUPRÊME DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE SUR LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS AUX SOVIETS DES DÉPUTÉS DES TRAVAIL- LEURS DE RÉGION, DE DISTRICT, DE VILLE, DE VILLAGE ET DE COMMUNAUTÉ

Le dimanche 3 mars 1963 se sont déroulées dans la République socialiste soviétique de Biélorussie les élections aux soviets des députés des travailleurs de région, de district, de ville, de village et de communauté (neuvième législature).

Le scrutin, ouvert à 6 heures du matin et clos à minuit, s'est déroulé partout en stricte conformité de la loi électorale.

Les élections ont eu lieu dans l'ordre, avec une forte participation des électeurs et dans un climat d'enthousiasme patriotique provoqué par les décisions historiques prises au XXII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et à la séance plénière de novembre du Comité central du PCUS.

A la suite des élections, ont été élus les députés à 6 soviets (industriels) de région, 6 soviets (ruraux) de région, 77 soviets de district, 71 soviets de ville, 13 soviets d'arrondissement urbain, 1 541 soviets de village et 126 soviets de communauté.

Dans les élections aux soviets des députés des travailleurs de région, de district, de ville, de village et de communauté, les électeurs inscrits ont participé au vote dans les proportions suivantes :

	Pourcentage
Soviets (industriels) de région . . . . .	99,94
Soviets (ruraux) de région . . . . .	99,93
Soviets de district . . . . .	99,98
Soviets de ville . . . . .	99,90
Soviets d'arrondissement urbain . . . . .	99,85
Soviets de village . . . . .	99,99
Soviets de communauté . . . . .	99,98

Sur le total des électeurs ayant pris part au scrutin, la proportion de ceux qui ont voté pour les candidats du bloc des communistes et des sans-parti est la suivante :

	Pourcentage
Soviets (industriels) de région . . . . .	99,73
Soviets (ruraux) de région . . . . .	99,91
Soviets de district . . . . .	99,85
Soviets de ville . . . . .	99,73
Soviets d'arrondissement urbain . . . . .	99,66
Soviets de village . . . . .	99,77
Soviets de communauté . . . . .	99,69

Quarante-deux bulletins ont été déclarés nuls en vertu de l'article 99 du Règlement relatif aux élections aux soviets des députés des travailleurs de région, de district, de ville, de village et de communauté.

Les résultats des élections aux soviets locaux des députés des travailleurs de la RSS de Biélorussie constituent un témoignage éloquent du triomphe de la démocratie socialiste, de l'unité et de la cohésion des travailleurs de la République autour du Parti communiste de l'Union soviétique et de son Comité central léniniste.

Pour l'ensemble des soviets locaux des députés des travailleurs de la RSS de Biélorussie ont été élus 80 783 députés, tous étant candidats du bloc national des communistes et des sans-parti.

Au nombre des députés figurent 33 818 femmes, soit 41,86 pour cent ; 34 437 membres ou membres stagiaires du PCUS, soit 42,63 pour cent ; 46 346 sans-parti, soit 57,37 pour cent ; et 51 641 ouvriers et kolkhoziens, soit 63,93 pour cent. Sur le total des élus, 46 556 députés, soit 57,63 pour cent, n'avaient pas fait partie de la précédente législature.

Dans sept circonscriptions électorales, les candidats aux soviets de village n'ont pas obtenu la majorité absolue des suffrages et n'ont pas été élus. Dans une circonscription électorale, les élections au soviet de région n'ont pas eu lieu ; il en a été de même dans deux circonscriptions électorales pour les élections aux soviets de district. Conformément au Règlement relatif aux élections aux soviets des députés des travailleurs de région, de district, de ville, de village et de communauté, un nouveau tour de scrutin aura lieu dans toutes ces circonscriptions.

[Recueil des lois et décrets du Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie et des arrêtés et ordonnances du Conseil des ministres de la RSS de Biélorussie, n° 8 (1008), 9 mars 1963.]

## DÉCRET DU PRÉSIDIUM DU SOVIET SUPRÊME DE LA RSS DE BIÉLORUSSIE EN DATE DU 4 DÉCEMBRE 1963, COMPLÉTANT ET MODIFIANT LE RÈGLEMENT DES TRIBUNAUX D'HONNEUR (EXTRAITS)

Le Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie décide :

De compléter ou de modifier comme suit le Règlement des tribunaux d'honneur :

1. L'article 2 du règlement est complété par un cinquième alinéa ainsi conçu :

« Dans des cas particuliers, avec l'assentiment de l'organe syndical supérieur ou du comité exécutif du soviet local compétent des députés des travailleurs, un tribunal d'honneur peut être créé

dans un collectif comptant moins de cinquante personnes. »

2. Les tribunaux d'honneur seront désormais élus pour deux ans.

En conséquence, au premier alinéa de l'article 3 du Règlement, les mots « pour un an » sont remplacés par les mots « pour deux ans ».

3. Le premier alinéa de l'article 4 du Règlement devient :

« Le tribunal d'honneur rend compte de ses activités à la réunion générale du collectif des travailleurs au moins une fois par an. »

4. L'article 5 du Règlement est complété par des paragraphes 1 a), 1 b) et 8 a) ainsi conçus :

« 1 a) Utilisation non autorisée, à des fins personnelles, de moyens de transport, d'outillage agricole, de machines-outils, d'instruments, de matières premières et d'autres biens appartenant à une entreprise, une institution ou une organisation d'Etat, à un kolkhoze ou à une autre organisation coopérative ou publique, si ces actes n'ont pas causé de dommages tangibles à l'entreprise, à l'institution ou à l'organisation intéressée.

« 1 b) Cas mineurs de voyoutisme, de spéculation et de détournement de biens de l'Etat ou de la collectivité, ainsi que de vol d'articles de faible valeur destinés à la consommation ou à l'usage courant qui sont la propriété personnelle d'un citoyen, dans le cas où le coupable et la partie lésée font partie du même collectif, si de tels actes sont commis pour la première fois.

« Note : Les affaires visées au présent paragraphe sont déferées aux tribunaux d'honneur par la milice, le parquet ou les tribunaux. S'il n'existe pas de tribunal d'honneur au lieu du travail ou du domicile de l'auteur de l'infraction, de même que si la personnalité de ce dernier et les circonstances de l'affaire font apparaître inopportune l'intervention d'un tribunal d'honneur, l'affaire est examinée par le tribunal populaire de district (de ville) selon la procédure prévue par la loi ;

« 8 a) Différends relatifs aux conditions d'utilisation de bâtiments qui sont la propriété commune de deux ou plusieurs citoyens, au partage et à l'affectation des biens de l'habitation kolkhozienne et à la répartition des biens entre conjoints, si les parties au différend acceptent que l'affaire soit examinée par le tribunal d'honneur ;

Les paragraphes 1, 2, 4, 6, 7 et 8 de l'article 5 du Règlement sont modifiés comme suit :

Au paragraphe 1, les mots « détérioration, par négligence, de l'outillage, des instruments ou des matériaux » sont remplacés par les mots « destruction, perte ou détérioration de l'outillage, des instruments, des matériaux ou d'autres biens de l'Etat ou de la collectivité, dues au manque de conscience professionnelle du travailleur, si ces actes n'ont pas causé de dégâts considérables » ;

Au paragraphe 2, après les mots « ou au travail » sont ajoutés les mots suivants : « fabrication, détention ou acquisition d'eau de vie distillée illicitement, si de tels actes sont commis pour la première fois, s'il n'y a pas intention de vente et si la quantité en cause est peu importante » ;

Au paragraphe 4, après les mots « calomnies à l'égard d'un membre du collectif » sont ajoutés les mots suivants : « voies de fait, légères lésions corporelles n'ayant pas de répercussions sur la santé » ;

Au paragraphe 6, après les mots « si elle n'a pas causé de dégâts considérables » sont ajoutés les mots suivants : « inobservation des règles de protection contre l'incendie » ;

Au paragraphe 7, après les mots « du paiement des services publics » sont ajoutés les mots « et

des frais de réparations courantes des locaux utilisés en commun » ;

Au paragraphe 8, les mots « entre membres du même collectif » sont supprimés ;

Le paragraphe 10 de l'article 5 du Règlement devient :

« Infractions administratives, si les organes et les fonctionnaires habilités à infliger une amende sur le plan administratif jugent nécessaire de déferer l'affaire au tribunal d'honneur ;

« Abus de pouvoir, déni d'assistance à un malade, exercice illégal de la médecine, acquisition de biens dont la provenance est notoirement délictueuse et autres actes délictueux, s'ils ne présentent pas un grave danger pour la collectivité et si la milice, le parquet ou les tribunaux jugent nécessaire de déferer l'affaire au tribunal d'honneur ».

En conséquence, l'article 5 du Règlement est désormais conçu comme suit :

« Art. 5. Le Tribunal d'honneur examine les affaires suivantes :

« 1. Manquements à la discipline du travail, notamment : absences injustifiées, retards, départs avant l'heure, mauvais travail ou arrêts de travail dus au manque de conscience professionnelle du travailleur, inobservation des règles de sécurité du travail ou autres règles relatives à la protection du travail, à l'exception des actes engageant la responsabilité pénale de leur auteur, destruction, perte ou détérioration de l'outillage, des instruments, des matériaux ou d'autres biens de l'Etat ou de la collectivité, dues au manque de conscience professionnelle du travailleur, si ces actes n'ont pas causé de dégâts considérables ;

« 1 a) Utilisation non autorisée, à des fins personnelles, de moyens de transport, d'outillage agricole, de machines-outils, d'instruments, de matières premières et d'autres biens appartenant à une entreprise, une institution ou une organisation d'Etat, à un kolkhoze ou à une autre organisation coopérative ou publique, si ces actes n'ont pas causé de dommages tangibles à l'entreprise, à l'institution ou à l'organisation intéressée ;

« 1 b) Cas mineurs de voyoutisme, de spéculation et de détournement de biens de l'Etat ou de la collectivité, ainsi que de vol d'articles de faible valeur destinés à la consommation ou à l'usage courant, qui sont la propriété personnelle d'un citoyen, dans le cas où le coupable et la partie lésée font partie du même collectif, si de tels actes sont commis pour la première fois.

« Note : Les affaires visées au présent paragraphe sont déferées aux tribunaux d'honneur par la milice, le parquet ou les tribunaux. S'il n'existe pas de tribunal d'honneur au lieu du travail ou du domicile de l'auteur de l'infraction, de même que si la personnalité de ce dernier et les circonstances de l'affaire font apparaître inopportune l'intervention d'un tribunal d'honneur, l'affaire est examinée par le tribunal populaire de district (de ville) selon la procédure prévue par la loi.

« 2. Arrivée au travail en état d'ivresse, conduite indigne dans un lieu public ou au travail, fabrication, détention ou acquisition d'eau de vie distillée illicitement, si de tels actes sont commis pour la première fois, s'il n'y a pas intention de



vente et si la quantité en cause est peu importante ;

« 3. Comportement indigne envers une femme, manquement aux obligations touchant l'éducation des enfants, attitude indigne envers les parents ;

« 4. Injures, diffusion de calomnies à l'égard d'un membre du collectif, voies de fait, légères lésions corporelles n'ayant pas de répercussions sur la santé, si de tels actes sont commis pour la première fois, propos obscènes ;

« 5. Infractions légères au code forestier, dégâts causés aux cultures, détérioration d'arbres et de zones vertes ;

« 6. Dégradation de locaux d'habitation, d'autres locaux ou d'installations collectives, si elle n'a pas causé de dégâts considérables, inobservation des règles de protection contre l'incendie ;

« 7. Infractions au règlement de l'immeuble ou de l'habitation collective ; différends entre locataires au sujet de l'utilisation des dépendances ou des installations de service, ou au sujet du paiement des services publics et des frais de réparations courantes des locaux utilisés en commun, et établissement des conditions d'utilisation, par les copropriétaires, des terrains attenants à leur maison ;

« 8. Différends pécuniaires, jusqu'à concurrence de 50 roubles, si les parties au différend acceptent que l'affaire soit examinée par le tribunal d'honneur ;

« 8. a) Différends relatifs aux conditions d'utilisation de bâtiments qui sont la propriété commune de deux ou plusieurs citoyens, au partage et à l'affectation des biens de l'habitation kolkhozienne et à la répartition des biens entre conjoints, si les parties au différend acceptent que l'affaire soit examinée par le tribunal d'honneur ;

« 9. Autres actes antisociaux qui n'engagent pas la responsabilité pénale de leur auteur ;

« 10. Infractions administratives, si les organes et les fonctionnaires habilités à infliger une amende sur le plan administratif jugent nécessaire de déférer l'affaire au tribunal d'honneur ;

« Abus de pouvoir, déni d'assistance à un malade, exercice illégal de la médecine, acquisition de biens dont la provenance est notoirement délictueuse et autres actes délictueux, s'ils ne présentent pas un grave danger pour la collectivité et

si la milice, le parquet ou les tribunaux jugent nécessaire de déférer l'affaire au tribunal d'honneur ».

5. A l'article 9 du Règlement, après les mots « dans les quinze jours », sont ajoutés les mots suivants : « s'agissant de cas mineurs de voyouisme et de spéculation, il examine l'affaire dans les sept jours ».

6. A l'article 10 du Règlement, après les mots « la convocation de témoins », est ajouté un alinéa ainsi conçu :

« Lorsqu'il examine l'affaire au lieu du domicile de l'auteur de l'infraction, le tribunal d'honneur prend, si cela est indiqué, les mesures nécessaires pour permettre à des représentants du collectif auquel appartient l'auteur de l'infraction d'assister à l'audience. »

7. Le deuxième alinéa de l'article 11 du Règlement devient :

« La personne traduite devant le tribunal d'honneur, la personne lésée ou les parties à un différend civil peuvent récuser le président ou des membres du tribunal d'honneur si elles ont des raisons de croire que le président ou des membres du tribunal peuvent être intéressés à l'issue de l'affaire. Le tribunal d'honneur qui est saisi de l'affaire statue sur la demande de récusation en séance plénière. »

8. L'article 13 du Règlement est complété par les mots suivants : « si le tribunal d'honneur examine l'affaire au lieu du domicile de l'auteur de l'infraction, il peut en outre faire connaître sa décision aux organisations sociales du lieu de travail de l'intéressé. »

Au paragraphe 7 de l'article 15 du Règlement, les mots « ou de non-paiement frauduleux du loyer » sont supprimés.

Le paragraphe 8 de l'article 15 du Règlement est complété par un deuxième alinéa ainsi conçu :

« Dans les cas mineurs de spéculation, le tribunal d'honneur décide si l'objet du délit sera acquis à l'Etat ».

[Recueil des lois et décrets du Présidium du Soviet suprême de la RSS de Biélorussie et des arrêtés et ordonnances du Conseil des Ministres de la RSS de Biélorussie, n° 36 (1036), 4 décembre 1963.]

# RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE<sup>1</sup>

## NOTE SUR LE BUDGET D'ÉTAT POUR 1963

Le Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a adopté le 26 décembre 1962 la loi sur le budget d'Etat de la RSS d'Ukraine pour 1963, dont les extraits reproduits ci-après témoignent de l'accroissement continu des crédits affectés à la satisfaction des besoins sociaux et culturels des citoyens.

*Article premier.* Le budget d'Etat de la RSS d'Ukraine pour 1963, présenté par le Conseil des ministres de la RSS d'Ukraine et modifié sur l'avis de la Commission du budget, est approuvé, savoir : total des recettes : 7 958 711 500 roubles ; total des dépenses : 7 958 711 500 roubles ; plus un solde disponible de 154 950 000 roubles.

*Art. 3.* Dans le budget d'Etat de la RSS d'Ukraine pour 1963, le montant total des dépenses prévues pour le financement de l'économie

nationale — développement de l'industrie lourde, de la construction, de l'industrie légère et de l'industrie alimentaire, de l'agriculture, des transports, du logement et des services publics, ainsi que des autres branches d'économie nationale — est fixé à 3 649 603 500 roubles.

*Art. 4.* Dans le budget d'Etat de la RSS d'Ukraine pour 1963, le montant total des crédits affectés aux services sociaux et culturels — écoles d'enseignement général, collèges d'enseignement technique, établissements d'enseignement supérieur, instituts de recherche scientifique, établissements d'enseignement professionnel et technique, bibliothèques, clubs, théâtres, presse et autres services éducatifs et culturels, hôpitaux, crèches, établissements de cure et autres établissements de santé publique et d'éducation physique, pensions et allocations — est fixé à 3 875 321 000 roubles.

(*Vedomosti Verkhovnoho Soveta Oukraïnskoï SSR*, n° 1, 4 janvier 1963, Loi n° 14, p. 10.)

<sup>1</sup> Textes communiqués par le Gouvernement de la RSS d'Ukraine.

## EXTRAITS DU RAPPORT DE LA DIRECTION CENTRALE DE STATISTIQUE AUPRÈS DU CONSEIL DES MINISTRES DE LA RSS D'UKRAINE SUR LES RÉSULTATS DE L'EXÉCUTION DU PLAN D'ÉTAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCO- NOMIE NATIONALE DE LA RSS D'UKRAINE EN 1963

Les travailleurs de la RSS d'Ukraine ont réalisé en 1963 de nouveaux progrès dans le développement de l'économie nationale ainsi que dans l'amélioration du bien-être et du niveau culturel de la population.

Le produit social brut, c'est-à-dire la production globale de toutes les branches de la production matérielle, a augmenté de 4 pour cent par rapport à 1962. Les objectifs du plan d'accroissement de la production et du revenu national ont été dépassés dans l'industrie, mais ils n'ont pas été atteints dans l'agriculture.

Au cours de la période quinquennale, le produit social brut a augmenté de 36 pour cent.

Comme les années précédentes, les fonds sociaux de consommation ont permis d'assurer la gratuité de l'instruction publique et des soins médicaux, la rémunération des travailleurs en congé de maladie, en congé de maternité et en congé annuel, le versement de pensions et d'allocations aux mères de famille nombreuse et aux mères célibataires. Les sommes affectées à ces usages

ainsi qu'à d'autres prestations et avantages dont a bénéficié la population se sont élevés en 1963 à 6,1 milliards de roubles, contre 5,7 milliards de roubles en 1962. Les fonds sociaux ont également permis de rémunérer quelque 800 000 travailleurs des services de santé publique et environ un million de travailleurs des services éducatifs et culturels. Cinq millions de pensionnés étaient à la charge de l'Etat et en partie des kolkhozes. Plus d'un million d'élèves d'établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisé, d'établissements d'enseignement professionnel et technique et d'autres écoles ont bénéficié de bourses d'études et ont été logés dans des foyers. Les crèches et les garderies ont accueilli environ deux millions d'enfants. Plus d'un million et demi de travailleurs et leurs enfants ont séjourné, aux fins de repos et de traitement, dans des établissements de cure, des maisons de repos et des camps de pionniers, en totalité ou en partie aux frais de la sécurité sociale et des kolkhozes. Plus de 700 000 mères de famille nombreuse et de mères célibataires ont bénéficié d'allocations de l'Etat.

En 1963, l'effectif moyen des ouvriers et employés travaillant dans l'économie nationale de l'Ukraine a dépassé 12 100 000 personnes, soit un accroissement de 425 000 par rapport à 1962. Dans les secteurs productifs de l'économie, le nombre d'ouvriers, d'ingénieurs, de techniciens et d'autres spécialistes a augmenté, au cours de cette période, de 235 000 personnes. Le personnel des écoles, des établissements d'enseignement, des instituts de recherche scientifique et des établissements médicaux s'est accru de près de 100 000 personnes, tandis que les secteurs du commerce, du logement et des services publics occupent 75 000 travailleurs de plus.

De nouveaux progrès ont été accomplis dans la République dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture.

Près de 12 millions de personnes, soit le tiers de la population de la République (sans compter les enfants d'âge préscolaire), ont reçu un enseignement sous une forme ou une autre. A elles seules, les écoles d'enseignement général comptaient 8,3 millions d'étudiants, soit 350 000 de plus qu'au cours de l'année précédente.

En 1962, plus de 603 000 élèves ont achevé huit années d'études et plus de 140 000 élèves ont achevé onze années d'études. Les internats et les écoles et classes à journée d'études prolongée comptaient environ 600 000 élèves, soit 100 000 de plus que l'année scolaire précédente.

La formation de spécialistes qualifiés de tous types s'est étendue. L'effectif des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisé de la République est d'environ 1,2 million de personnes, dont 577 000 dans les établissements d'enseignement supérieur. Parmi les étudiants inscrits aux cours du jour des établissements d'enseignement supérieur, 37 800, soit 69 pour cent, avaient accompli un stage de travaux pratiques d'au moins deux ans.

Plus de 1,4 million de personnes font des études sans quitter leur emploi, dont quelque 800 000 dans les écoles destinées à la jeunesse ouvrière et rurale et plus de 600 000 dans des établissements d'enseignement supérieur ou secondaire spécialisé.

Au cours de l'année écoulée, plus de 59 000 spécialistes, dont 24 400 ingénieurs, sont sortis des établissements d'enseignement supérieur ; 112 000 spécialistes sont sortis des collèges techniques et autres établissements d'enseignement secondaire spécialisé. Plus de 170 000 spécialistes qui avaient fait des études supérieures ou secondaires spécialisées ont été absorbés par l'économie nationale.

Au cours de l'année écoulée, 135 000 jeunes travailleurs ont été formés dans les écoles et les établissements d'enseignement professionnel et technique. Plus de 2 millions de personnes ont amélioré leur qualification et appris de nouveaux métiers grâce à la formation et à l'apprentissage individuel ou en groupe assurés directement dans les entreprises et dans les kolkhozes.

Alors qu'au début de la période septennale, 44 pour cent des travailleurs avaient fait des études supérieures ou secondaires, ce pourcentage atteignait 50 pour cent à la fin de 1963. Ainsi, la moitié des travailleurs de la République ont

fait des études secondaires ou supérieures : 49 pour cent des ouvriers, 27 pour cent des kolkhoziens et 93 pour cent des spécialistes et des employés.

Le nombre des travailleurs scientifiques occupés dans les institutions scientifiques, les établissements d'enseignement supérieur et autres organismes s'élevait à la fin de 1963 à environ 75 000 personnes.

Le nombre des salles de cinéma s'est accru et a dépassé 24 000 et, au cours de l'année écoulée, la fréquentation a atteint quelque 742 millions, dont 295 millions dans les localités rurales. Le nombre des entrées aux théâtres et aux concerts a été de 28 millions. Quelque 2,3 millions de personnes ont participé aux activités de cercles et de groupements artistiques d'amateurs.

La construction de logements s'est fortement développée. En 1963, la superficie totale des logements mis en service dans les villes et dans des cités ouvrières aux frais de l'Etat et aux frais de la population aidée par des prêts de l'Etat a été de 13,9 millions de mètres carrés, soit environ 380 000 nouveaux appartements, dont 6 000 dans des immeubles construits par des coopératives de construction de logements.

En outre, dans les régions rurales, les kolkhoziens et les travailleurs intellectuels ont construit 114 000 maisons d'habitation à l'aide de prêts de l'Etat.

En 1963 seulement, plus de 1,5 million de personnes ont emménagé dans de nouveaux appartements ou ont apporté des améliorations à leurs logements dans les villes et les villages de la République.

Au cours des dix dernières années, on a construit dans les villes et dans les cités ouvrières de la République des maisons d'habitation contenant près de 4 millions d'appartements, ainsi que 1,3 million de maisons d'habitation dans les régions rurales. Pendant la même décennie, plus de 18 millions de personnes ont emménagé dans de nouvelles maisons ou ont apporté des améliorations à leurs logements dans les villes et les villages de la République.

Il a été construit un grand nombre d'écoles, d'écoles maternelles, d'hôpitaux et de polycliniques, d'établissements de cure et de maisons de repos, et d'autres établissements sociaux et culturels.

En 1963, les services médicaux se sont encore améliorés. Le réseau des hôpitaux, des maternités, des dispensaires, des centres de consultation pour femmes et pour enfants, des centres prophylactiques et des autres établissements de santé publique s'est étendu. Le nombre de lits d'hôpital a augmenté de plus de 15 000 et le nombre de médecins de près de 5 000. Au cours de l'année écoulée, le taux de mortalité, notamment de mortalité infantile, a diminué dans la République. En 1963, le taux de mortalité infantile (24 pour mille) a été le plus faible de toute l'histoire de l'Ukraine.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1964, la population de la RSS d'Ukraine était de 44,8 millions de personnes.

Les résultats de l'exécution du plan annuel montrent qu'en 1963 la RSS d'Ukraine a accompli de nouveaux progrès dans les domaines économique

et culturel et que les objectifs les plus importants du plan septennal de développement de l'économie nationale de la République ont été atteints pendant les cinq premières années et même dépassés

en ce qui concerne un certain nombre d'indicateurs de base.

(Journal *Pravda Oukraïny*, n° 22, 26 janvier 1964.)

## DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME ADOPTÉES DANS LA RSS D'UKRAÏNE EN 1963

Par décret en date du 21 mars 1963, le Présidium du Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a supprimé le Ministère de la justice de la RSS d'Ukraine, les fonctions de l'administration judiciaire et la direction des organes du notariat d'Etat étant confiées à la Cour suprême de la République (*Vedomosti Verkhovnoho Soveta Oukraïnskoï Sovetskoï Sotsialistitcheskoï Respoubliki*, 1963, n° 13, p. 242).

A sa séance du 28 mars 1963, le Présidium du Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a examiné la question du travail d'organisation des masses des soviets locaux des députés des travailleurs de la RSS d'Ukraine. La décision adoptée prenait notamment acte de ce qui suit :

« Les soviets locaux ont commencé à appliquer plus largement le principe de la participation de la collectivité à leurs travaux, à inciter davantage les travailleurs à prendre une part active aux affaires publiques, à l'édification économique et culturelle et au contrôle populaire du fonctionnement de l'appareil de l'Etat.

« Les comités exécutifs et les commissions permanentes des soviets s'appuient toujours davantage, dans leurs travaux, sur les organisations sociales bénévoles, dont le nombre a augmenté considérablement ces derniers temps... » (*Vedomosti*, 1963, n° 14, p. 254).

Par décret en date du 9 décembre 1963 (*Vedomosti*, 1963, n° 51, p. 732), le Présidium du Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a modifié et complété le Règlement des tribunaux d'honneur de la RSS d'Ukraine.

Le Règlement des tribunaux d'honneur avait été adopté le 15 août 1961. Les attributions des tribunaux d'honneur sont définies à l'article premier du Règlement :

« *Article premier.* Le tribunal d'honneur est un organisme social élu qui a pour mission d'aider activement à inculquer aux citoyens le comportement communiste envers le travail et la propriété socialiste, le respect des règles de la société socialiste, un sens accru de collectivisme et de l'entraide fraternelle, ainsi que le respect de la dignité et de l'honneur des citoyens. La tâche principale du tribunal d'honneur est de prévenir les infractions ou fautes nuisibles à la société, d'éduquer les gens par la persuasion et les mesures d'action sociale et de créer un climat d'intolérance envers tout acte antisocial. Le tribunal d'honneur est investi de la confiance du collectif, exprime la volonté de celui-ci et est responsable devant lui ».

Parmi les modifications et additions introduites dans le Règlement par le décret du 9 décembre 1963, l'une des plus importantes prévoit un élargissement considérable de la compétence des tribunaux d'honneur, qui connaissent désormais d'affaires

qui étaient antérieurement du ressort des organes judiciaires de la République. De ce fait, dans le cas de certaines infractions, au lieu d'encourir des sanctions administratives ou pénales, le contrevenant fait maintenant l'objet de mesures de pression sociale appliquées par un organisme social élu, le tribunal d'honneur.

Le 18 juillet 1963, le Soviet suprême de la RSS d'Ukraine a adopté à sa deuxième session (sixième législature) la Loi portant approbation du Code civil de la RSS d'Ukraine (*Vedomosti*, 1963, n° 30, p. 463) et la Loi portant approbation du Code de procédure civile de la RSS d'Ukraine (*Vedomosti*, 1963, n° 30, p. 464).

L'ancien Code civil de la RSS d'Ukraine avait été adopté en 1922 et le Code de procédure civile en 1929. Depuis, des transformations radicales se sont produites dans l'économie, la structure sociale et l'organisation politique de la RSS d'Ukraine. Les classes exploitantes ont été liquidées, le socialisme a remporté une victoire complète et définitive, et l'Etat de la dictature du prolétariat s'est transformé en un Etat socialiste national. Aujourd'hui, le peuple ukrainien mène à bien l'édification de la société communiste.

De ce fait, les rapports juridiques en matière civile et en matière de procédure civile se sont modifiés eux aussi. Toute une série de normes juridiques étaient devenues périmées et n'étaient plus appliquées en pratique. En même temps sont apparus de nouveaux rapports juridiques qu'il a fallu réglementer.

Les nouveaux codes de la RSS d'Ukraine tiennent compte de toutes les profondes transformations survenues dans l'économie, dans les relations sociales, dans la vie politique et intellectuelle de la société, ainsi que de leurs résultats : développement plus poussé de la démocratie socialiste, élargissement des droits des citoyens et renforcement des garanties dont s'assortissent ces droits.

Les dispositions ci-après des nouveaux codes de la RSS d'Ukraine sont les plus caractéristiques du point de vue des droits de l'homme.

### CODE CIVIL DE LA RSS D'UKRAÏNE

Les buts du Code civil de la RSS d'Ukraine sont définis comme suit à l'article premier : « Le Code civil de la RSS d'Ukraine régit les droits réels et les droits personnels qui ne tirent pas leur origine d'un droit réel mais qui s'y rattachent en vue de créer la base matérielle et technique du communisme et de satisfaire toujours plus pleinement les besoins matériels et spirituels des citoyens. Dans les cas prévus par la loi, le présent Code régit également d'autres droits personnels. Dans la société soviétique, le régime des droits réels est fondé sur le système socialiste de l'économie et

la propriété socialiste de l'équipement et des moyens de production. La vie économique de la RSS d'Ukraine est déterminée et dirigée par le plan d'économie nationale de l'Etat ».

Parmi les caractéristiques essentielles du nouveau Code civil en matière de développement des droits de l'homme, il y a lieu de signaler les dispositions de l'article 7 du Code qui ne figuraient pas dans l'ancien Code civil de la République. L'ancienne législation de la RSS d'Ukraine ne garantissait la protection de l'honneur et de la dignité des citoyens que sur le plan pénal, en imposant aux personnes ayant attenté à l'honneur et à la dignité d'autrui une sanction pénale. On a introduit dans le nouveau code un nouveau type de responsabilité en cas d'atteinte à l'honneur et à la dignité de la personne humaine — la responsabilité en matière de droits civils :

*« Article 7.*

*Protection de l'honneur et de la dignité*

« Tout citoyen, toute organisation a le droit de réclamer en justice le démenti d'informations qui dénigrent son honneur ou sa réputation, si celui qui les a diffusées ne peut faire la preuve qu'elles correspondent à la réalité.

« Lorsque lesdites informations ont été diffusées dans la presse, elles doivent également être démenties dans la presse dans le cas où elles ne correspondent pas à la réalité. Dans les autres cas, le mode de démenti est fixé par le tribunal.

« Si sa décision n'a pas été exécutée, le tribunal est en droit d'imposer au contrevenant une amende recouvrée au profit de l'Etat. Le paiement de l'amende ne libère pas le contrevenant de l'obligation d'exécuter l'acte prescrit par le tribunal ».

Le chapitre II du Code énonce les normes relatives à la capacité juridique des citoyens, qui est définie à l'article 9 comme suit : « La capacité d'avoir des droits et des obligations civils (capacité juridique) est reconnue dans une mesure égale à tous les citoyens de la RSS d'Ukraine et des autres républiques fédérées. La capacité juridique du citoyen commence à sa naissance et prend fin à sa mort ».

Il convient de noter que l'article 10 du nouveau Code, où est défini le contenu de la capacité juridique des citoyens, diffère sensiblement de l'article 5 de l'ancien Code civil. On y trouve toute une série de dispositions nouvelles qui élargissent la portée de la capacité juridique, par exemple en ce qui concerne le droit d'hériter et de léguer des biens, les droits de l'auteur sur son œuvre scientifique, littéraire et artistique, ceux de l'inventeur sur son invention ou découverte. Par ailleurs, on a supprimé dans cet article la mention du droit des citoyens d'organiser des entreprises industrielles et commerciales étant donné que, par suite de l'édification du socialisme dans la RSS d'Ukraine, la propriété d'entreprises industrielles et commerciales est la prérogative exclusive de l'Etat, des organisations coopératives et des organisations sociales.

L'article 12 stipule notamment que « nul ne peut être limité dans sa capacité de jouissance ou dans sa capacité d'exercice si ce n'est dans les cas et selon les formes prévues par la loi ».

La teneur de l'article 16, en vertu duquel un citoyen ne peut être frappé d'une incapacité d'exercice que par une décision du tribunal, est entièrement nouvelle. Selon l'ancienne législation, l'incapacité d'exercice d'un citoyen était reconnue par les comités exécutifs des soviets locaux des députés des travailleurs sur la base des résultats d'un examen médical. Les nouvelles modalités de la reconnaissance de l'incapacité d'exercice garantissent mieux la légalité et la justesse de la décision rendue, du fait que le tribunal ne se limite pas aux conclusions d'un psychiatre mais exige aussi d'autres preuves. Les affaires sont examinées avec la participation obligatoire du procureur et des représentants des organismes de tutelle et de curatelle.

Les dispositions énoncées au chapitre X du Code, qui réglementent la propriété individuelle, sont particulièrement importantes. La propriété individuelle des citoyens découle de la propriété socialiste et constitue l'un des moyens de satisfaire leurs besoins matériels et culturels. Parmi les articles concernant la propriété individuelle, on peut citer, par exemple, l'article 100.

*« Article 100.*

*Buts du droit de propriété individuelle des citoyens*

« Les citoyens peuvent jouir de la propriété individuelle de biens destinés à satisfaire leurs besoins matériels et culturels.

« Tout citoyen peut posséder à titre individuel les revenus et les économies provenant de son travail, une maison d'habitation (ou une partie de maison) et une exploitation auxiliaire y attachée, des objets domestiques et d'usage courant, et des articles destinés à son usage personnel et à son confort.

« Les biens que les citoyens possèdent à titre individuel ne peuvent être utilisés comme source de revenus ne provenant pas du travail ».

Le chapitre XXVI du Code est consacré aux questions de location de logements. La tendance à renforcer la protection des droits et des intérêts des particuliers s'y affirme également. C'est ainsi par exemple que l'article 296 stipule que la modification des clauses d'un bail exige notamment l'assentiment du locataire. La loi limite en outre les cas d'expulsion des citoyens de leur logement par des organes administratifs. Il convient de noter tout particulièrement qu'à la différence de l'ancienne législation, l'article 316 du nouveau Code civil de la RSS d'Ukraine ne reconnaît pas le défaut systématique de paiement du loyer par des locataires occupant des immeubles gérés par des soviets locaux des députés des travailleurs, ou par des organisations d'Etat, des organisations coopératives ou des organisations sociales, comme un motif d'expulsion.

Outre le chapitre XXVI qui régit la location de biens (moyennant paiement), le Code civil prévoit une nouvelle mesure caractéristique des relations mutuelles qui se développent dans une société socialiste édifiant le communisme, à savoir l'utilisation gratuite de biens (chapitre XXVII du Code civil).

De nouvelles dispositions figurent également au chapitre XL intitulé « Responsabilité civile ». Il convient de signaler notamment les articles 440, 441 et 442 du Code civil :

« Article 440.

*Fondements généraux de la responsabilité civile*

« Le dommage causé à la personne ou aux biens d'un citoyen ainsi que le dommage causé à une organisation doit être réparé intégralement par celui qui l'a causé.

« L'auteur du dommage n'est pas tenu de le réparer s'il prouve que le dommage n'est pas arrivé par sa faute.

« Le dommage causé par un acte accompli en vertu d'une loi ne donne lieu à réparation que dans les cas prévus par la loi. »

« Article 441.

*Responsabilité des organisations  
en cas de dommages causés*

*à raison de la faute de leurs travailleurs*

« Une organisation est tenue de réparer un dommage causé à raison de la faute de ses travailleurs dans l'accomplissement de leurs obligations professionnelles. »

« Article 442.

*Responsabilité en cas de dommages  
causés à raison d'actes de fonctionnaires  
dans le cadre d'une activité administrative*

« Les administrations publiques répondent des dommages causés à des citoyens à raison de fautes de service commises par leurs fonctionnaires dans le cadre d'une activité administrative, en application des dispositions générales (articles 440 et 480 du présent Code), à moins qu'une loi spéciale n'en dispose autrement.

« Dans le cas de dommages causés à des organisations par de telles fautes de leurs fonctionnaires, les administrations publiques sont responsables dans les conditions fixées par la loi. »

Le nouveau Code civil assure au testateur la libre disposition de ses biens, comme l'indique l'article 534 :

« Article 534. *Succession testamentaire*

« Tout citoyen peut léguer par testament tous ou partie de ses biens (y compris les objets d'usage domestique et d'ameublement) à une ou à plusieurs personnes, prises ou non parmi les héritiers *ab intestat*, ainsi qu'à l'Etat ou à des organisations d'Etat, des organisations coopératives ou des organisations sociales. Le testateur peut, dans le testament, priver du droit de succession un, plusieurs ou tous les héritiers *ab intestat*. »

En même temps, la loi garantit les droits des héritiers mineurs ou frappés d'une incapacité de travail, qui ne peuvent être totalement déshérités. Dans tous les cas, ils héritent des deux tiers de la part qui leur reviendrait s'il s'agissait d'une succession *ab intestat* (art. 535).

La section 8 du Code civil, intitulée « Capacité juridique des étrangers et des apatrides. Application de la législation civile des Etats étrangers ainsi que des traités et accords internationaux » est entièrement nouvelle. Ses dispositions illustrent clairement la position de notre législation envers

les étrangers et les apatrides, auxquels elle reconnaît la capacité juridique au même titre qu'aux citoyens soviétiques, ainsi que le respect dont elle témoigne envers les traités et accords internationaux. On trouvera ci-après le texte de plusieurs articles de cette section :

« Article 565.

*Capacité juridique des étrangers*

« Les étrangers jouissent dans la RSS d'Ukraine de la capacité juridique au même titre que les citoyens soviétiques. Certaines exceptions peuvent être établies par la loi de l'URSS.

« Le Conseil des ministres de l'URSS (article 122 des Principes de la législation civile de l'URSS et des Républiques fédérées) peut édicter des restrictions correspondantes à l'égard des ressortissants des Etats qui soumettent la capacité civile des citoyens soviétiques à des restrictions spéciales. »

« Article 566.

*Capacité juridique des apatrides*

« Les apatrides résidant en URSS jouissent dans la RSS d'Ukraine de la capacité juridique au même titre que les citoyens soviétiques. Certaines exceptions peuvent être établies par la loi de l'URSS. »

« Article 567.

*Transactions de commerce extérieur  
d'organisations étrangères*

« Les entreprises et organisations étrangères peuvent, sans autorisation spéciale, conclure dans la RSS d'Ukraine des transactions de commerce extérieur et effectuer à ce titre des règlements, des opérations d'assurances et d'autres opérations avec des organisations soviétiques de commerce extérieur et d'autres organisations soviétiques habilitées à effectuer de telles transactions. »

« Article 572.

*Traités et accords internationaux*

« Lorsqu'un traité ou accord international auquel l'URSS est partie a établi d'autres règles que celles qui sont contenues dans la législation civile soviétique, les règles du traité ou de l'accord international s'appliquent.

« Cette disposition est applicable sur le territoire de la RSS d'Ukraine si le traité ou l'accord international auquel la RSS d'Ukraine est partie a établi d'autres règles que celles qui sont contenues dans la législation civile de la RSS d'Ukraine. »

Il convient de noter que l'on a inclus dans le nouveau Code une série de sections nouvelles réglementant les droits d'auteur des citoyens ainsi que les droits de l'inventeur sur sa découverte ou son invention. Auparavant ces questions de droit étaient régies par des dispositions législatives distinctes, des décrets gouvernementaux et des arrêtés pris par les administrations.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE  
DE LA RSS D'UKRAINE

Le Code de procédure civile de la RSS d'Ukraine détermine la procédure à suivre pour intenter une action civile devant les tribunaux de la RSS d'Ukraine et les modalités d'examen des

litiges nés des rapports juridiques civils, familiaux, de travail et des kolkhozes, des affaires nées de rapports juridico-administratifs et des affaires relevant de la procédure gracieuse, et régleme la procédure relative à la défense en justice des droits et des intérêts des citoyens.

Les buts du Code de procédure civile de la RSS d'Ukraine sont définis à l'article 2 :

*« Article 2. But de la procédure civile »*

« Le but de la procédure civile soviétique est d'assurer que les affaires civiles soient examinées et jugées justement et promptement, afin de sauvegarder le régime social et politique de l'URSS, le système socialiste de l'économie et de la propriété socialiste, de protéger les droits politiques, les droits en matière de travail et de logement et les autres droits personnels et réels des citoyens, ainsi que leurs intérêts garantis par la loi, ainsi que les droits et les intérêts garantis par la loi des institutions et des entreprises d'Etat, des kolkhozes et des autres organisations coopératives et sociales.

« La procédure civile doit contribuer à renforcer la légalité socialiste, à prévenir les infractions, à éduquer les citoyens dans un esprit de stricte obéissance aux lois soviétiques et le respect des règles de comportement dans la société socialiste. »

Il y a lieu de noter en outre les articles 4, 6, 8 et 100 du Code de procédure civile qui visent à protéger les droits des citoyens :

*« Article 4. »*

*Droit de recourir en justice*

« Toute personne intéressée a le droit de demander aux tribunaux, dans les formes fixées par la loi, la protection d'un droit violé ou contesté, ou d'un intérêt garanti par la loi.

« Toute renonciation au droit de recours en justice est nulle. »

*« Article 6. »*

*Compétence exclusive des tribunaux pour rendre justice*

*sur la base de l'égalité des citoyens devant la loi et les tribunaux*

« La justice, en matière civile, ne peut être rendue que par les tribunaux, sur la base de l'égalité devant la loi et devant les tribunaux de tous les citoyens, indépendamment de leur situation sociale ou matérielle, de leurs fonctions, de leur sexe, de leur appartenance nationale ou raciale ou de leur religion. »

*« Article 7. Indépendance des juges, qui n'obéissent qu'à la loi »*

« Lorsqu'ils rendent la justice en matière civile, les juges et les assesseurs populaires sont indépendants et n'obéissent qu'à la loi. Ils jugent les affaires civiles en se fondant sur la loi, conformément au sens de la justice socialiste et dans des conditions qui excluent toute influence extérieure sur le tribunal. »

*« Article 9. »*

*Langue employée devant les tribunaux*

« La langue employée devant les tribunaux est l'ukrainien. Le droit de faire des déclarations, de

donner des explications et de témoigner, de s'adresser oralement au tribunal et de déposer des requêtes dans leur langue maternelle, ainsi que d'utiliser les services d'un interprète dans les conditions fixées par le présent Code, est garanti aux personnes qui ne connaissent pas la langue ukrainienne.

« Les pièces judiciaires sont, dans les formes fixées par la loi, communiquées aux personnes participant à l'affaire après avoir été traduites dans leur langue maternelle ou dans une autre langue qu'elles connaissent. »

*« Article 100. »*

*Capacité d'ester en matière civile*

« La capacité d'ester en matière civile est reconnue à tous les citoyens de l'URSS, indépendamment de leur situation sociale ou matérielle, de leurs fonctions, de leur sexe, de leur appartenance nationale ou raciale ou de leur religion, ainsi qu'aux organisations reconnues comme personnes morales. »

De nombreux articles du Code de procédure civile confèrent un rôle accru aux organisations sociales, ainsi qu'aux organes de l'administration, aux syndicats, à diverses organisations qui se consacrent à la défense des droits des citoyens aux différents stades et selon les différentes formes de la procédure. Nous citerons à cet égard plusieurs articles et chapitres du Code qui contiennent un grand nombre de principes nouveaux.

*« Article 25. Affaires civiles »*

*ressortissant des tribunaux d'honneur et des tribunaux d'arbitrage*

« Dans les cas prévus par la loi, les affaires civiles peuvent être examinées par les tribunaux d'honneur et les tribunaux d'arbitrage selon les formes fixées par le Règlement des tribunaux d'honneur et le Règlement des tribunaux d'arbitrage de la RSS d'Ukraine.

« Dans les cas prévus par la loi ou par un accord international, les litiges nés de rapports juridiques civils peuvent, avec l'assentiment des parties, être soumis à un tribunal d'arbitrage de la Commission d'arbitrage maritime ou de la Commission d'arbitrage du commerce extérieur auprès de la Chambre de commerce de l'URSS. »

*« Chapitre 14. »*

« INTERVENTION EN JUSTICE DES ORGANES DE L'ADMINISTRATION, DES SYNDICATS, DES INSTITUTIONS, DES ENTREPRISES, DES ORGANISATIONS ET DES PARTICULIERS DÉFENDANT LES DROITS D'AUTRES PERSONNES »

*« Article 121. Buts et formes de l'intervention »*

« Dans les cas prévus par la loi, les organes de l'administration, les syndicats, les institutions d'Etat, les entreprises, les kolkhozes et les autres organisations coopératives et sociales ou des particuliers peuvent intenter une action pour la défense des droits et des intérêts garantis par la loi d'autres personnes.

« Les organes de l'administration peuvent, dans les cas prévus par la loi, être mis en cause par le tribunal, ou intervenir de leur propre chef, pour présenter des conclusions sur une affaire afin de

remplir des obligations qui leur incombent et de défendre les droits de citoyens et les intérêts de l'Etat.

« L'intervention en justice desdits organes en vue de la présentation de conclusions sur une affaire est obligatoire si le tribunal l'estime nécessaire. »

« Article 122.

*Droits des organes de l'administration, des syndicats, des institutions, des entreprises, des organisations et des particuliers défendant les droits d'autres personnes en matière de procédure*

« En matière de procédure, les organes de l'administration, les syndicats, les institutions, les entreprises, les organisations et les particuliers qui intentent une action devant un tribunal au nom d'autres personnes ont les mêmes droits et obligations que les parties, sauf en ce qui concerne le droit de mettre fin au procès par un règlement à l'amiable.

« Le désistement d'action desdits organismes ou particuliers ou la modification de leurs demandes ne prive pas la personne au nom de laquelle l'action est intentée du droit de demander au tribunal qu'il examine l'affaire quant au fond. En pareil cas, les dépens sont répartis selon les règles habituelles. »

« Article 161.

*Participation d'organisations sociales aux débats*

« Les représentants d'organisations sociales et de collectifs des travailleurs qui ne sont pas partie à une affaire peuvent, sur décision du tribunal, être autorisés à prendre part aux débats pour exposer au tribunal l'opinion des organisations ou des collectifs qui les ont délégués sur l'affaire examinée par le tribunal.

« Les représentants des organisations sociales et des collectifs des travailleurs peuvent prendre connaissance du dossier, assister à toutes les audiences du tribunal, fournir des preuves et prendre part à leur examen, poser des questions aux personnes participant au procès, aux témoins et aux experts, exposer leurs arguments et leurs observations sur toutes les questions qui se présentent au cours des débats et participer à la présentation des conclusions.

« Les pouvoirs des représentants d'organisations sociales et de collectifs des travailleurs sont confirmés par des extraits des décisions prises par l'assemblée générale ou un organe élu de l'organisation sociale ou du collectif au sujet de l'affaire examinée par le tribunal. »

« Article 192.

*Avis d'une organisation sociale ou d'un collectif des travailleurs*

« Après avoir examiné les circonstances de l'affaire et vérifié les preuves, le tribunal entend le représentant de l'organisation sociale ou du collectif des travailleurs (article 161 du Code actuel) afin de connaître l'avis de l'organisation ou du collectif qui l'ont délégué sur l'affaire examinée. Ensuite, le tribunal et les personnes participant au procès peuvent lui poser des questions en vue

d'obtenir des précisions sur l'avis de l'organisation sociale. »

« Article 308.

*Intervention d'organisations sociales devant un tribunal de deuxième instance*

« Un tribunal de deuxième instance peut autoriser les représentants d'organisations sociales et de collectifs des travailleurs à intervenir à l'audience dans les cas et selon les formes prévus à l'article 161 du présent Code. »

« Article 351.

*Intervention d'organisations sociales au stade de l'exécution des décisions judiciaires*

« Les représentants d'organisations sociales et de collectifs des travailleurs peuvent être invités par le juge et par les auxiliaires de justice à intervenir au stade de l'exécution des décisions judiciaires, si les intérêts de l'Etat ou de la société l'exigent et s'ils peuvent ainsi contribuer à une exécution plus rapide et plus juste de la décision judiciaire.

« Les représentants d'organisations sociales sont admis à participer à l'exécution des décisions judiciaires s'ils y sont dûment habilités.

« Les représentants des organisations sociales peuvent prendre connaissance du dossier de la procédure d'exécution et assister à l'exécution de la décision par les auxiliaires de justice. »

En outre, les droits des citoyens sont dûment protégés par les dispositions du Code de procédure civile en vertu desquelles les décisions judiciaires doivent être conformes à la loi et motivées, ainsi que par les dispositions relatives au droit d'interjeter appel contre les décisions judiciaires, aux pouvoirs et aux obligations des juridictions de cassation et de contrôle, etc. (articles 11, 202, 289, 310, 311, 336 et 357 du Code de procédure civile de la RSS d'Ukraine).

Indépendamment de leur compétence en matière contentieuse et gracieuse, les tribunaux connaissent également d'affaires nées des rapports juridico-administratifs. Ces questions sont traitées notamment à l'article 236 du Code.

« Article 236.

*Affaires nées de rapports juridico-administratifs examinées par les tribunaux*

« Le tribunal connaît :

« 1) Des affaires nées de plaintes relatives à des irrégularités dans les listes électorales ;

« 2) Des recours contre des actes des organes de l'administration ;

« 3) Des affaires concernant le recouvrement, auprès de particuliers, d'arriérés d'impôts et de taxes d'Etat ou locaux, de cotisations obligatoires aux assurances et de versements d'autotaxation. »

De même que la section 8 du Code civil, la section 6 du Code de procédure civile est entièrement nouvelle ; elle est intitulée : « Droits des étrangers et des apatrides en matière de procédure civile. Actions intentées contre des Etats étrangers, commissions rogatoires et décisions de tribunaux étrangers. Traités et accords internationaux. » On trouvera ci-après le texte de quelques articles de cette section :



*« Article 423. Droits des étrangers  
et des entreprises et organisations étrangères  
en matière de procédure civile.*

« Les étrangers ont accès aux tribunaux de la RSS d'Ukraine et jouissent, en matière de procédure civile, des mêmes droits que les citoyens soviétiques.

« Les entreprises et les organisations étrangères ont accès aux tribunaux de la RSS d'Ukraine et jouissent des droits de procédure civile pour la défense de leurs intérêts.

« Conformément à l'article 59 des Principes de procédure civile de l'URSS et des Républiques fédérées, le Conseil des ministres peut fixer des restrictions, par mesure de rétorsion, à l'égard des citoyens, des entreprises et des organisations des Etats qui soumettent à des restrictions spéciales les droits des citoyens, des entreprises ou des organisations soviétiques en matière de procédure civile. »

*« Article 424. Droit des apatrides  
en matière de procédure civile*

« Les apatrides résidant en URSS ont accès aux tribunaux et jouissent, en matière de procédure

civile, des mêmes droits que les citoyens soviétiques. »

*« Article 428. Traités et accords internationaux*

« Conformément à l'article 64 des Principes de procédure civile de l'URSS et des Républiques fédérées, dans les cas où un traité ou accord international auquel l'URSS est partie établit d'autres règles que celles qui figurent dans lesdits Principes et dans le présent Code, les règles du traité ou accord international prévaudront.

« Ces mêmes dispositions sont applicables sur le territoire de la RSS d'Ukraine dans les cas où un traité ou accord international auquel la RSS d'Ukraine est partie établit d'autres règles que celles qu'énonce la législation de la RSS d'Ukraine en matière de procédure civile. »

Telles sont les dispositions les plus caractéristiques du Code civil et du Code de procédure civile de la RSS d'Ukraine, qui garantissent la défense des droits et des intérêts légitimes des citoyens.

## ROUMANIE

### NOTE<sup>1</sup>

#### I. LÉGISLATION

A. Le budget d'Etat de la République populaire roumaine pour l'année 1963 (loi n° 2/1962 publiée au *Bulletin officiel de la Grande Assemblée nationale de la République populaire roumaine* n° 28 du 30 décembre 1962) a prévu des recettes de 82 462,6 millions de lei et des dépenses de 81 462,6 millions de lei, soit un excédent budgétaire de 1 milliard de lei; le budget de l'année précédente prévoyait 66 629,7 millions de lei de recettes et 65 629,7 millions de lei de dépenses. Le budget de recettes de la République populaire roumaine se caractérise par une réduction annuelle du taux des impôts et des taxes individuels, tandis que l'effort financier des entreprises et des organisations économiques d'Etat et des coopératives augmente.

Les revenus provenant des entreprises d'Etat et des coopératives en 1963 représentent 94,4 pour cent du budget, tandis que ceux provenant des impôts et des taxes individuels représentent seulement 5,6 pour cent.

Le budget de dépenses se répartit ainsi : 51 794,1 millions de lei (soit plus de 63,6 pour cent) sont affectés au financement de l'économie nationale; 19 122 millions de lei (soit plus de 23,5 pour cent) sont destinés au financement des activités sociales et culturelles (assurances sociales d'Etat, enseignement, science et culture, santé, culture physique et sport, prévoyance sociale, allocations familiales); 1 968,8 millions de lei sont affectés au fonctionnement des organes de l'Etat (pouvoir exécutif), administration, organes judiciaires et parquet; 4 120 millions de lei sont affectés enfin aux besoins de la défense nationale.

Les sommes allouées en 1963 à des fins sociales et culturelles représentent une augmentation de 1 365,1 millions de lei par rapport à l'année précédente.

B. Les infractions prévues et sanctionnées par le Code civique ont été amnistiées par le décret n° 5 publié au *Bulletin officiel de la Grande Assemblée nationale de la République populaire roumaine*, n° 1, du 3 janvier 1963. En outre, compte tenu du fait que la totalité du fonds forestier de la République populaire roumaine appartient à l'Etat, les droits relatifs à la valeur du matériel ligneux et les dédommagements pécu-

niers dus en raison des infractions amnistiées ont été supprimés.

Le même décret abolit les peines privatives de liberté applicables jusqu'à la date de sa publication, pour les infractions commises non intentionnellement, ainsi que les peines privatives de liberté d'une durée maximum de deux ans applicables pour des infractions commises intentionnellement. Les peines privatives de liberté de deux à vingt-cinq ans (durée maximum de peine privative de liberté pour un temps limité) ont été réduites du quart à la moitié et les peines des personnes condamnées aux travaux forcés à perpétuité ont été transformées en vingt-cinq ans de travaux forcés. Les amendes à caractère pénal ont été également entièrement abolies.

L'article 10 du décret a prévu des mesures de grâce totale ou partielle en faveur des personnes condamnées pour atteintes à la sûreté de l'Etat ou pour d'autres infractions lorsque durant l'exécution de leur peine elles ont fait preuve de bonne conduite, montrant ainsi qu'elles se sont réhabilitées.

Par le décret n° 13, publié au *Bulletin officiel de la Grande Assemblée nationale de la République populaire roumaine*, n° 5, du 25 janvier 1963, ont été annulées les dettes des paysans collectivistes, contractées dans la période antérieure à leur entrée dans des exploitations agricoles collectives, provenant des impôts et des taxes ainsi que des prêts reçus des institutions bancaires ou d'autres organisations socialistes.

On a également annulé les dettes envers l'Etat provenant des impôts et taxes, ainsi que celles dues aux organisations socialistes provenant des emprunts, des anciens artisans, voituriers, libres professionnels et d'autres catégories de citoyens ayant exercé pour leur propre compte des activités lucratives et qui, entre-temps sont devenus salariés, retraités ou coopérateurs, ainsi que les amendes civiles (de contraventions ou d'autre nature) appliquées à toute personne physique.

Par arrêté du Conseil des ministres (*Arrêté n° 875, Collection de décisions et dispositions du Conseil des ministres de la République populaire roumaine*, n° 37, 27 octobre 1963), le Comité national des anciens combattants antifascistes a été fondé.

L'objectif de ce Comité est de mettre en évidence la contribution apportée par la Roumanie à la lutte d'anéantissement du fascisme et de repré-

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement de la République populaire roumaine.

senter la République populaire roumaine auprès des organisations d'autres pays formées par des anciens combattants de la guerre antifasciste. Les fonds nécessaires au fonctionnement du Comité sont fournis par l'Etat.

Par décision du Conseil des ministres (*Arrêté n° 753, Collection de décisions et dispositions du Conseil des ministres de la République populaire roumaine*, n° 29 du 28 septembre 1963), décision prise en raison de l'extension de sept à huit ans de la durée de l'enseignement général obligatoire, il a été décidé de fournir gratuitement aux élèves et au corps enseignant des manuels scolaires pour la huitième classe. Jusqu'à présent les manuels scolaires n'étaient seulement donnés gratuitement qu'à ceux des classes de première à la septième.

## II. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

### 1. La production industrielle

Les prévisions du plan de production globale industrielle pour l'année 1963 ont été réalisées dans la proportion de 101,7 pour cent. Les prévisions du plan de six ans (années 1960-1965) sont en train d'être réalisées avec succès. Au cours des quatre premières années, la production globale industrielle a augmenté de 74 pour cent, soit un taux d'augmentation annuel de 15 pour cent au lieu du taux de 13 pour cent prévu pour toute la période 1960-1965.

### 2. La production agricole

Bien que les conditions climatiques n'aient pas été favorables dans toutes les régions du pays, l'application, à une plus large échelle, des mesures agro-techniques — tout spécialement pour l'entretien des cultures — en 1963 a permis d'atteindre une production totale de céréales d'environ 10,4 millions de tonnes, soit 750 000 tonnes de plus qu'en 1962.

### 3. Circulation des marchandises

En 1963, le commerce socialiste des marchandises a atteint une valeur de 57,5 milliards de lei, soit 7,7 pour cent de plus qu'au cours de l'année précédente; la vente des denrées alimentaires, y compris les ventes du secteur public, a augmenté de 100, pour cent et celles des denrées non alimentaires de 5,8 pour cent. Pendant la période 1960-1963, on a enregistré d'année en année d'importantes augmentations du volume des ventes, le rythme moyen annuel étant de 12,7 pour cent tandis que celui prévu dans le plan est de 12,2 pour cent.

### 4. Amélioration du niveau de vie

Selon les calculs préliminaires, le revenu national s'est accru en 1963 d'environ 9,7 pour cent par rapport à l'année 1962.

Le nombre des salariés de l'économie nationale a été de 3 930 000, soit 190 000 de plus qu'en 1962 et 870 000 de plus qu'en 1959.

Le salaire réel s'est accru de 4,6 pour cent par rapport à 1962.

Pour les activités sociales et culturelles, les dépenses budgétaires ont atteint la somme de

18,9 milliards de lei, soit 7,8 pour cent de plus qu'en 1962, dont :

5,5 milliards de lei, soit 10,1 pour cent de plus qu'en 1962, pour l'enseignement;

1,5 milliard de lei, soit 18,2 pour cent de plus qu'en 1962, pour la culture et la science;

4,1 milliards de lei, soit 7,6 pour cent de plus qu'en 1962, pour la santé;

4,5 milliards de lei, soit 6 pour cent de plus qu'en 1962, pour la sécurité sociale;

2,4 milliards de lei, soit 12,1 pour cent de plus qu'en 1962, pour les allocations d'Etat aux enfants.

En vue de la réalisation d'objectifs sociaux et culturels la somme de 1 013 millions de lei a été allouée : 537 millions de lei pour l'enseignement et 365 millions de lei pour la protection de la santé.

Au cours des quatre premières années du plan de six ans, plus de 162 000 appartements conventionnels ont été construits avec des fonds de l'Etat.

Pendant la même période les secteurs privés de la population, ceux du milieu rural en particulier, ont construit 383 000 logements avec leurs propres fonds.

La base matérielle de l'enseignement a continué de se développer. En 1963, environ 4 200 salles de classe ont été construites pour l'enseignement de culture générale; l'enseignement professionnel et technique a été aussi doté de nouvelles salles de cours, laboratoires, ateliers. De nouveaux foyers étudiants de 2 300 lits ont été construits, ainsi que des réfectoires de 1 860 places chacun.

Pendant l'année scolaire 1963/1964, 3 443 000 élèves et étudiants ont été inscrits aux divers degrés d'enseignement.

Le nombre des élèves des cours moyens de culture générale a été de 13 pour cent plus élevé et le nombre total des étudiants de 14 pour cent par rapport à l'année précédente.

La base matérielle de la culture et de l'art a continué de se développer.

Au cours de l'année 1963, les villes ont été pourvues de salles de cinémas de 3 600 places et le nombre des installations cinématographiques à la campagne s'est accru.

Le nombre des postes de radio s'élève à 2 549 000, soit 7,5 pour cent de plus que l'année précédente. Le réseau de télévision a continué de se développer. En 1963, quatre stations de télévision ont été installées à Iassy, Oradea, Cluj et Timisoara.

Le nombre des téléspectateurs a augmenté de 64 pour cent par rapport à l'année 1962.

Au cours de l'année 1963, 3 268 livres et brochures, tirés à 57,2 millions d'exemplaires ont été imprimés. Le tirage annuel des journaux a été de 1 044 millions d'exemplaires et celui des revues de 89 millions d'exemplaires.

Les services de santé et d'hygiène publique sont constamment améliorés. Le nombre des centres de santé et d'hygiène publique a atteint le chiffre de 3 841 (dont 2 853 dans les communautés rurales) et celui des maternités, 2 043. En 1963, il y avait un médecin par 700 habitants.

Plus de 740 000 personnes ont bénéficié, au cours de l'année dernière, de repos et de soins dans les stations balnéaires, camps et colonies d'enfants.

L'activité des administrations communales s'est développée par rapport à l'année 1962. Le réseau de distribution d'eau a augmenté de plus de 470 km et celui du gaz de plus de 360 km. Durant la période 1960-1963, 2 500 villages ont été électrifiés.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1964, la population du pays était de 18 877 000 habitants.

### III. PRATIQUE JUDICIAIRE

#### 1. La garantie du droit au travail

Conformément aux dispositions de l'article 25 du Code pénal de la République populaire roumaine le juge de première instance peut prononcer, en cas de délit, en sus de la peine pénale principale, une peine correctionnelle complémentaire d'interdiction de un à six ans.

Aux termes des articles 58 et 59 du Code pénal, l'interdiction consiste dans la suppression de l'exercice de certains droits, dont celui d'occuper une fonction publique.

L'application de ces dispositions — compte tenu des prescriptions de l'article 183, point 4, du Code pénal, selon lequel peut être fonctionnaire toute personne capable d'exercer une activité quelconque au service d'un service ou organisme de l'Etat — ne permettrait pas aux personnes frappées de la peine complémentaire d'occuper un poste dans ces services ou organismes durant le temps prévu pour l'exécution de ladite peine.

Cependant une telle interprétation serait en contradiction avec le principe inscrit à l'article 78 de la Constitution de la République populaire roumaine, principe qui prévoit le droit au travail de chaque citoyen. C'est pourquoi, les dispositions de l'article 58, point 1, du Code pénal concernant l'interdiction de remplir — durant la période d'interdiction susmentionnée — toute fonction ou tâche quelconque au service d'un service ou organisme étatique sont interprétées dans le sens qu'elles ne se réfèrent qu'à l'interdiction de remplir des fonctions d'autorité, ou des fonctions exécutives dans une organisation socialiste quelconque.

Ceux qui sont condamnés par suite de l'interdiction correctionnelle à la perte du droit d'exercer une fonction publique peuvent, par conséquent, exercer toutes autres fonctions que celles prévues ci-dessus (Tribunal suprême de la République populaire roumaine, le Collège pénal, décision 1344/12 d'octobre 1963).

#### 2. Droit à la réhabilitation

L'article 175 du Code pénal de la République populaire roumaine, en établissant les conditions dans lesquelles une personne, condamnée pénalement, peut obtenir la réhabilitation, ne prend pas

en considération la gravité des faits qui ont motivé la condamnation.

Par conséquent, si celui qui exige la réhabilitation remplit les conditions de fond et de forme prévues par la loi, le fait qu'il a été condamné à une peine criminelle ne constitue pas un obstacle à sa réhabilitation (Tribunal suprême de la République populaire roumaine, le Collège pénal, décision 855 du 19 juillet 1963).

### IV. ACCORDS INTERNATIONAUX

1. La République populaire roumaine a ratifié (décret n° 686, publié dans le *Bulletin officiel de la Grande Assemblée nationale de la République populaire roumaine*, n° 20, du 31 octobre 1963) le Traité conclu à Moscou le 5 août 1963 et concernant l'arrêt des essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace cosmique et sous l'eau.

2. La République populaire roumaine a adhéré (décret n° 427, publié dans le *Bulletin officiel de la Grande Assemblée nationale de la République populaire roumaine*, n° 19, du 19 octobre 1963) à la Convention de l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle de 1883, telle que révisée à La Haye en 1925, à Londres en 1934 et à Lisbonne en 1958, ainsi qu'à l'Arrangement de Madrid de 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce tel que révisé à La Haye en 1925 et à Londres en 1934.

3. La République populaire roumaine a ratifié (décret n° 1062/1962, publié dans le *Bulletin officiel de la Grande Assemblée nationale de la République populaire roumaine*, n° 4, du 19 janvier 1963) la Convention consulaire entre la République populaire roumaine et la République populaire fédérative de Yougoslavie, conclue à Bucarest le 8 novembre 1962.

Les principales dispositions de cette convention, relatives aux droits des consuls, sont les suivantes :

a) Les consuls n'ayant pas de pleins pouvoirs spéciaux ont le droit de représenter devant les organes de l'Etat de résidence les nationaux de leur Etat lorsque, pour absence ou pour toute autre raison, ceux-ci n'ont pas la possibilité de défendre personnellement en temps utile ou par mandataires leurs droits et leurs intérêts.

b) Les consuls peuvent rédiger des actes notariés ayant trait aux rapports qui s'établissent entre les nationaux de leur Etat et même entre les nationaux de leur Etat et ceux de l'Etat de résidence ou ceux d'un Etat tiers, lorsque les actes rédigés devront avoir exclusivement des effets juridiques sur le territoire de l'Etat qu'ils représentent. La compétence des consuls de remplir la fonction de notaire ne comprend pas cependant le droit de rédiger et d'authentifier des actes concernant les immeubles situés dans l'Etat de résidence. Les actes notariés rédigés par les consuls ont — dans l'Etat de résidence — la même valeur juridique et force probante que les actes notariés rédigés par les autorités compétentes de ce dernier Etat.

# ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

## NOTE<sup>1</sup>

### 1. Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

En Irlande du Nord, les *Civil Authorities (Special Powers) Acts (Northern Ireland)*, 1943-1952, et les règlements d'application de ces lois donnent aux autorités le droit de prendre des mesures d'exception pour préserver la paix et maintenir l'ordre, à la condition que le cours normal de la justice et de la vie, et la jouissance de la propriété en soient affectés le moins possible.

Ces pouvoirs exceptionnels autorisent notamment à arrêter sans mandat les personnes soupçonnées de s'adonner à des activités subversives, de les détenir aux fins d'enquête et, dans certains cas, de les interner. Toutefois, ces pouvoirs n'ont pas été invoqués depuis février 1962.

### 2. Article 10 de la Déclaration universelle

L'affaire *Ridge c. Baldwin and others* (1963) All E. R. 66<sup>2</sup> a donné lieu à un arrêt important sur le droit d'être entendu.

### 3. Article 22 et article 25 (1) de la Déclaration universelle

a) En avril 1963, le Ministre de la santé a publié le second plan de modernisation des services de la santé et du bien-être pour les dix années à venir. Ce plan, qui constitue la contrepartie du plan pour les hôpitaux publié en janvier 1962, présentait et analysait pour la première fois les divers projets de toutes les autorités locales relatifs au développement à long terme de leurs services de santé et de bien-être. En donnant une vue d'ensemble, le plan cherchait à stimuler la discussion et l'étude d'un nouveau modèle pour les services de prévention et de protection de la société.

b) Le *National Insurance Act* de 1963 — entré en vigueur en mars 1963 pour les allocations à court terme et en mai 1963 pour les allocations à long terme — a élevé les taux fixes des prestations de l'assurance nationale et des allocations pour accidents du travail (y compris les prestations accordées aux membres de la famille soutenus). Cette loi a aussi augmenté le montant et l'étendue des allocations supplémentaires versées par l'*Indus-*

*trial Injuries Fund* à certains travailleurs dont l'incapacité résulte d'un emploi antérieur à juillet 1948, époque à laquelle l'actuel système d'assurance est entré en vigueur. Les cotisations uniformes ont été augmentées en proportion. Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1963, la loi a également porté de 15 à 18 livres sterling par semaine le salaire minimum sur la base duquel sont versées les cotisations progressives qui donnent droit, pour la pension de retraite, à la partie progressive de l'assurance nationale, fondée sur le salaire, et au sujet de laquelle on trouvera des détails dans l'*Annuaire* de 1961<sup>3</sup>. Ce changement reflète l'augmentation du salaire moyen dans l'industrie depuis avril 1961, date à laquelle, lors de l'introduction de la pension de retraite supplémentaire progressive, la limite de 15 livres avait été fixée.

c) Les *National Insurance (Contributions) Amendment Regulations* de 1963, entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril, ont exempté des cotisations uniformes de l'assurance nationale les personnes qui travaillent après avoir atteint l'âge minimum pour la retraite (65 ans pour les hommes, 60 ans pour les femmes), mais qui ne remplissent pas les conditions de cotisation pour recevoir une pension de retraite. Exceptionnellement, si ces personnes ont encore droit à une pension de retraite uniforme, conformément à un accord réciproque conclu avec un autre pays, elles peuvent cotiser selon les règles habituelles, si elles le désirent. De toute façon, elles doivent continuer à verser les cotisations pour les accidents du travail et, si besoin est, les cotisations progressives ; l'employeur doit payer toute sa part de la cotisation totale. Sont soumises à ce règlement d'application les personnes qui ont adhéré à l'assurance à temps pour remplir les conditions de cotisation pour une pension de retraite uniforme, mais qui n'y ont pas droit, par exemple les personnes dont les revenus modestes les ont obligées à demander d'être dispensées de payer leurs cotisations.

d) Depuis le 27 mai, les *National Insurance (Earnings) Regulations* de 1963 ont prévu un nouvel assouplissement de la règle sur les salaires afin de permettre aux retraités ayant un emploi lucratif, aux veuves pensionnées et aux mères veuves recevant une allocation, de gagner davantage, sans déduction de leur pension ou de leur allocation.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement du Royaume-Uni.

<sup>2</sup> On trouvera des extraits du jugement de la Chambre des lords à la page 320.

<sup>3</sup> Voir *Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 335-336.

e) A dater du 29 juillet, les *National Insurance (Non-Participation-Assurance of Equivalent Pension Benefits) Amendment Regulations* de 1963 ont modifié les règles considérant un emploi à l'étranger comme une « interruption temporaire » d'un emploi non soumis dans notre pays à l'assurance nationale. Ainsi qu'il est expliqué dans l'*Annuaire* de 1961<sup>4</sup>, les salariés peuvent être exclus de la partie progressive du système d'assurance nationale si leur emploi est soumis à un système de pension professionnelle financièrement satisfaisant et qui leur donne des droits à une pension au moins équivalente à ceux qu'ils auraient selon le système de l'assurance nationale. D'après l'ancien règlement, lorsqu'une personne était envoyée à l'étranger afin d'y travailler pour un employeur de notre pays, on considérait que, si elle était affiliée à une assurance privée, son emploi prenait fin après une période de trois ans et demi au maximum; son employeur devait ensuite entreprendre certaines démarches pour préserver les droits statutaires que lui conférait son assurance professionnelle, ou pour les transférer au système d'assurance de l'Etat, au moyen d'un « *payment in lieu* » à la Caisse de l'assurance nationale. L'effet général du règlement de 1963 a été de permettre de considérer de plus longues périodes de travail à l'étranger comme étant, dans certains cas, des interruptions temporaires d'emploi non soumis à l'assurance nationale.

f) Des dispositions semblables dans le domaine de la sécurité sociale ont été étendues à l'Irlande du Nord au moyen d'une législation semblable.

#### 4. Article 23 (1) de la Déclaration universelle<sup>5</sup>

a) Un projet de loi régissant la santé, la sécurité et la protection des personnes travaillant dans les bureaux, magasins et certaines installations ferroviaires a été publié en novembre 1962; il a été promulgué le 31 juillet 1963 sous le titre de « *The Offices, Shops and Railways Premises Act, 1963* ». Les principales dispositions de la loi sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1964. On trouvera ci-dessous un résumé de cette loi.

#### *Locaux auxquels la loi s'applique*

La loi impose des obligations aux propriétaires et aux locataires d'une grande variété de locaux qui sont utilisés totalement ou partiellement comme bureaux ou pour le commerce de gros ou de détail. La section I de la loi définit les locaux auxquels elle s'applique. Elle s'étend aux bureaux ou magasins qui font partie d'un bâtiment, même s'ils ne constituent qu'une petite partie de locaux principalement affectés à un autre but. Ainsi, un bureau ou un magasin dans un cinéma, un club ou un immeuble agricole sera soumis à la loi, quand bien même le reste du bâtiment ne l'est pas. De même, elle fait aussi entrer dans cette notion les bureaux et les magasins des fabriques, mines, carrières et autres entreprises industrielles.

<sup>4</sup> Voir *Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 335-336.

<sup>5</sup> Le texte reproduit sous lettre a de ce titre est une note du Ministère du travail.

En outre, la partie d'un bâtiment que le locataire d'un bureau occupe en plus de ce bureau et qu'il affecte à des travaux de secrétariat est considérée comme faisant partie de ce bureau (par exemple, un entrepôt). Ne sont cependant pas compris dans cette notion les locaux qui ne sont pas uniquement ou principalement utilisés comme bureaux ou pour des travaux de bureau; donc, un travail de secrétariat tout à fait accessoire à un autre travail, comme les travaux de secrétariat effectués par une infirmière dans un établissement hospitalier, ne permet pas d'appliquer la loi aux locaux utilisés.

Les mêmes principes s'appliquent aux magasins, si bien que, par exemple, l'espace couvert situé devant une station d'essence est considéré comme faisant partie du bâtiment utilisé pour la vente de l'essence, etc., mais la vente de programmes dans une salle de concert ne transforme pas celle-ci en un magasin.

#### *Notion de bureau*

Par « bureau », on entend le bâtiment — ou la partie d'un bâtiment — utilisé exclusivement ou principalement comme bureau ou pour des travaux de bureau. Parmi les « travaux de bureau », on comprend l'administration, le travail de secrétariat, les opérations financières, l'utilisation du téléphone et du télégraphe; parmi les travaux de secrétariat, on range les écritures, la comptabilité, le dépouillement, le classement, la dactylographie, la reproduction mécanique, le calcul à la machine, le dessin et les travaux préparatoires de rédaction en vue d'une publication.

#### *Notion de magasin*

Par « magasin », on entend non seulement les lieux où se fait un commerce de gros ou de détail, mais également les locaux tels que les blanchisseries automatiques, les salons de coiffure, les magasins de nettoyage à sec, ainsi que les dépôts de charbon. Entrent aussi dans cette définition tous les locaux où des repas et des rafraîchissements sont vendus *au public* pour être consommés sur place (par exemple, les établissements publics, cafés, restaurants, salles à manger d'hôtels), de même que les locaux occupés pour la préparation de ces repas.

Toutefois, on en exclut les petits hôtels et pensions de famille, sauf s'ils disposent de bureaux ou de bars et restaurants ouverts au public. Il en est de même d'un restaurant appartenant à un club privé. Mais on fait entrer dans la notion de magasin les cantines destinées au personnel travaillant dans les locaux auxquels la loi s'applique.

#### *Notion d'installations ferroviaires*

On entend par « installations ferroviaires » les constructions situées dans la proximité immédiate d'une voie ferrée, comme les gares, les voies de triage, les bâtiments et cabines d'aiguillage. Ne sont pas compris dans cette notion les bureaux et magasins (qui entrent dans les autres notions), les installations auxquelles s'applique le *Factory Act*, les foyers pour le personnel des chemins de fer et les hôtels ferroviaires. Un certain nombre de travailleurs qui ne travaillent pas en fait dans

des bâtiments des chemins de fer sont protégés par la loi, grâce à sa section 90 (3) (a) ; il s'agit, par exemple, des aiguilleurs, des porteurs et du personnel chargé de l'entretien des voies ferrées.

#### *Locaux auxquels la loi ne s'applique pas*

La loi s'applique aux locaux dans lesquels des employés travaillent. Ne sont pas soumis à la loi des locaux dans lesquels seules des personnes indépendantes travaillent. En outre, la section 2 exclut les entreprises dans lesquelles tous les employés sont de proches parents de l'employeur. Elle exclut aussi les ouvriers à domicile travaillant chez eux.

La section 3 dispose que la loi ne s'applique pas aux locaux dans lesquels ceux qui y sont employés travaillent normalement pendant un nombre d'heures inférieur à vingt et une heures par semaine. Ainsi, un petit magasin que ses propriétaires exploitent avec l'aide, pendant les fins de semaine, d'un employé peu rétribué, échappe à l'application de la loi.

#### *Conditions posées par la loi*

Les sections 4 à 27 contiennent des dispositions générales concernant notamment la propreté, l'encombrement, la température, la ventilation, l'éclairage, les installations sanitaires, l'eau potable, les vestiaires, les sièges, les services de premier secours, le grillage de protection contre les parties dangereuses de machines ainsi que la formation et la surveillance des jeunes gens travaillant sur des machines dangereuses.

La section 5, qui traite de l'encombrement, dispose que le nombre d'employés travaillant dans un local auquel le public n'a pas accès ne doit pas dépasser la proportion d'une personne pour 40 pieds carrés (3,7 m<sup>2</sup>) ou pour 400 pieds cubes (11,32 m<sup>3</sup>) lorsque les plafonds ont moins de 10 pieds (3,1 m.) de hauteur. Dans les locaux déjà existants, ces normes ne seront appliquées qu'après une période de trois ans à partir de la date d'entrée en vigueur de cette clause, cela afin de permettre aux propriétaires et aux locataires de procéder à toutes les modifications nécessaires dans la construction.

La section 6 spécifie, avec quelques exceptions, une température minimale de 16 °C.

Les sections 28 à 41 traitent des précautions à prendre contre le feu, en particulier des issues de secours, des moyens d'alarme, de la prévention et de la lutte contre le feu. Certaines de ces prescriptions ne s'appliquent qu'aux locaux présentant des risques spéciaux.

#### *Partage des responsabilités entre propriétaires et locataires*

Les sections 42 à 44 traitent des bâtiments qui ne sont pas entièrement occupés par un seul locataire et elles contiennent des dispositions spéciales pour le partage légal des responsabilités entre propriétaire et locataire. Elles traitent principalement des installations sanitaires utilisables, ainsi que de la responsabilité en matière de « parties communes » telles que passages, escaliers et ascenseurs. La section 47 interdit de prélever des taxes

auprès des employés pour les activités qu'ils déploient en accord avec la loi.

#### *Conditions d'exemption*

La section 45 autorise le Ministre, après consultation des organisations représentatives des employeurs, travailleurs et autres intéressés, à dispenser n'importe quelle sorte de locaux de l'application de n'importe quelle prescription relative à l'encombrement, à la température et aux installations sanitaires (sections 5 (2), 6, 9 et 10). Aux termes de la section 46, les locaux ou chambres indépendantes se trouvant à l'intérieur des locaux précités peuvent être dispensés de l'application de ces quatre sections par l'autorité responsable de leur exécution. La personne qui demande l'exemption doit en informer les ouvriers intéressés lorsqu'elle présente sa demande et la décision ne doit être prise qu'après un délai de quatorze jours à partir de la date de la demande, afin de permettre aux ouvriers en cause d'exposer leur point de vue à l'autorité exécutive.

#### *Déclaration des accidents*

La section 48 oblige les locataires à annoncer à l'autorité exécutive les accidents survenus à des ouvriers dans leurs locaux.

#### *Enregistrement des locaux*

Un registre des locaux déclarés par les employeurs conformément à la section 49 doit servir de base de contrôle.

#### *Information des employés*

La section 50 est destinée à assurer que les employés aient connaissance du contenu de la loi et de tous les règlements concernant les locaux dans lesquels ils travaillent. A cette fin, elle exige l'affichage d'extraits de la loi ou l'impression d'opuscules ou feuilles explicatives.

#### *Autorités exécutives*

La section 52 constitue des autorités exécutives pour les différentes sortes de locaux et de dispositions de la loi. Le contrôle de la plupart des bureaux et magasins doit être effectué par les autorités locales (à savoir les *Councils of boroughs and county districts* et, en Ecosse, les *Councils of counties and burghs*), sauf en ce qui concerne les mesures préventives contre le feu qui incombent aux pompiers. Les installations ferroviaires, les bureaux et magasins situés dans les fabriques, ainsi que les locaux occupés par les pompiers et la police locale doivent être, en général, inspectés par l'inspecteur du travail dans les fabriques.

#### *Application uniforme*

La section 57 donne au Ministre le pouvoir d'assurer une application uniforme de la loi par les autorités locales en édictant des règlements et en nommant des inspecteurs centraux, pour coordonner leurs activités et les conseiller.

#### *Rapports annuels*

En vertu de la section 60, chaque autorité locale et chaque autorité de lutte contre l'incendie

doit présenter un rapport annuel au Ministre, en donnant des renseignements sur l'exécution de la loi. La section 79 invite le Ministre à présenter un rapport annuel au Parlement.

#### *Application aux immeubles de la Couronne*

La section 83 étend l'application de certaines dispositions de la loi aux immeubles de la Couronne ou aux immeubles occupés par elle dans la mesure où ces dispositions imposent des obligations dont la violation peut entraîner une responsabilité *in tort*. Cette section écarte aussi les forces armées du champ d'application de la loi.

#### *Entrée en vigueur*

En vertu de la section 91, le Ministre peut fixer certains jours pour l'entrée en vigueur de diverses clauses de la loi, ainsi que pour leur application à certaines catégories de locaux.

b) Le *Contracts of Employment Act*, 1963, est entré en vigueur le lundi 6 juillet 1964. Il s'applique de deux manières aux employeurs et aux employés :

1) il donne aux employeurs et aux employés un droit à un délai minimum de préavis pour mettre fin au contrat de travail ; et

2) il impose aux employeurs l'obligation de donner à leurs employés des détails écrits sur les conditions principales de leur engagement.

D'une manière générale, la loi ne s'applique que si l'employé est normalement employé par l'employeur vingt et une heures ou plus par semaine. La loi s'applique à la Grande-Bretagne (mais non pas à l'Irlande du Nord) et elle s'étend aussi aux employés qui travaillent à l'étranger, à condition qu'ils travaillent normalement pour un employeur de Grande-Bretagne. Dans certains métiers, les employés ne sont pas soumis à la loi (débardeurs enregistrés, marins du commerce, pêcheurs et fonctionnaires de la Couronne). En outre, il n'est pas nécessaire de donner des détails écrits à l'employé qui est le père, la mère, le mari, l'épouse, le fils ou la fille de l'employeur.

#### *Délais de congé*

Depuis le 6 juillet 1964, le tableau suivant est applicable en matière de délais minima pour la dénonciation d'un contrat de travail :

<i>Période pendant laquelle l'employé a été continuellement au service de l'employeur</i>	<i>Délai minimal que l'employeur doit respecter</i>	<i>Délai minimal que l'employé doit respecter</i>
Moins de 26 semaines	La loi ne stipule rien	
Au moins 26 semaines, mais moins de 2 ans	Une semaine	Une semaine
Au moins 2 ans, mais moins de 5 ans	Deux semaines	Une semaine
5 ans ou davantage	Quatre semaines	Une semaine

Pour le calcul de ces délais, il est tenu compte des emplois antérieurs au 6 juillet.

Tout employé ou employeur qui est déjà au bénéfice d'un délai de congé plus long n'en est pas privé par la loi. La loi n'empêche pas non

plus de renoncer au droit de se prévaloir du délai de congé, à une certaine occasion, ou d'accepter une compensation pécuniaire en lieu et place de préavis.

La loi contient aussi des dispositions détaillées sur le salaire minimal pendant le délai de préavis. Ces dispositions ne s'appliquent pas si le contrat met l'employé au bénéfice d'un délai supérieur d'au moins une semaine au délai accordé par la loi. Elles ne s'appliquent pas non plus à l'employé qui, pendant le délai de préavis, travaille le nombre d'heures habituel. Toutefois, elles sont applicables si, pendant le délai de préavis, un employé ne travaille pas le nombre d'heures habituel, ou ne travaille pas du tout, parce qu'on ne lui donne pas de travail, parce qu'il est malade ou blessé, ou parce qu'il est en vacances. Ces dispositions s'appliquent aussi si l'employé n'a pas d'horaire fixe. Le principe général qui régit les clauses sur le salaire minimal est que, pendant le délai de préavis, un employé ne doit pas recevoir un salaire inférieur à celui auquel il a droit en vertu de son contrat pour une semaine de travail normal.

#### *Détails écrits des conditions principales de l'engagement*

Depuis le 6 juillet, les employeurs ont l'obligation de donner à leurs employés une notice écrite sur les conditions principales de leur engagement. L'employeur peut choisir soit d'inclure dans la notice les détails de ces conditions — à savoir le salaire, les heures de travail, les vacances et le salaire pendant les vacances, la maladie et les arrangements relatifs au salaire pendant la maladie, les pensions et la caisse de pensions, ainsi que les délais de préavis — soit de renvoyer l'employé, pour tout ou partie des détails, aux documents qui les contiennent et qu'il tient facilement à la disposition de l'employé. Le but en est de donner aux employés une bonne connaissance de leurs droits et devoirs résultant de leur contrat de travail.

Parmi les documents de référence auxquels l'employeur peut juger utile de recourir, on peut citer les copies de contrats collectifs, les traités sur le droit du travail, les ordonnances réglementant les salaires et les opuscules traitant du salaire en cas de maladie ou des caisses de pension.

Cette notice doit être donnée au cours des treize semaines suivant le début de l'emploi. Les employés qui sont déjà engagés le 6 juillet doivent aussi recevoir une telle notice, mais leurs employeurs ont jusqu'au 15 octobre au plus tard pour la leur remettre.

Si les conditions de l'engagement changent, en raison par exemple d'une augmentation de salaire ou d'une promotion, l'employeur doit informer l'employé du changement, moins d'un mois après, et par écrit ; toutefois, si l'employeur renvoie à des documents de référence, il suffit qu'il vérifie que ces documents sont mis à jour au cours du mois suivant le changement, à condition qu'il s'engage par écrit à le faire.

#### *Guide de la loi*

Le Ministre du travail a rédigé sur la loi une notice qui doit servir de guide aux employeurs et



employés. Elle explique d'une part le mécanisme de la loi et donne d'autre part un exemple de formule pouvant servir de notification écrite et deux exemples de notifications dûment remplies. Cette notice est distribuée gratuitement. Quiconque en désire une copie doit s'adresser au bureau de travail le plus proche.

5. Article 25 (2)  
de la Déclaration universelle

a) Le *Children and Young Persons Act* de 1963 a imposé aux autorités locales l'obligation de donner tous avis, conseils et assistance qui peuvent promouvoir la protection des enfants âgés de moins de 18 ans, et diminuer ainsi les risques de devoir les mettre à la charge de l'assistance publique ou les faire comparaître devant un tribunal pour mineurs. Il a amélioré la législation permettant, dans l'intérêt même des enfants, de les faire comparaître devant un tribunal, lorsqu'ils ont besoin de soins, de protection ou de surveillance; il a aussi amélioré les mesures que la cour peut prendre dans ces cas.

La loi contient aussi des dispositions (qui ne sont pas encore en vigueur) étendant et améliorant la protection des enfants travaillant à temps partiel, notamment ceux qui travaillent dans le monde du spectacle.

b) La section 1 du *Criminal Justice (Scotland) Act* de 1963 contient des restrictions sur l'emprisonnement des personnes âgées de moins de 21 ans. Cette section reprend, avec quelques modifications, les dispositions de la section 18 du *Criminal Justice (Scotland) Act* de 1949. La principale modification consiste à étendre les restrictions applicables à la peine d'emprisonnement à toutes les formes de détention et à exiger de tous les tribunaux jugeant en procédure sommaire et condamnant à la détention un délinquant de moins de 21 ans, qu'ils indiquent et enregistrent la raison pour laquelle, à leur avis, aucune autre méthode de traitement ne convient.

Cette section introduit aussi une nouvelle forme de détention, la détention dans un établissement de jeunes délinquants, pour personnes âgées de plus de 17 et de moins de 21 ans. Cette nouvelle forme de détention remplace, dans une large mesure, l'emprisonnement, mais la cour doit (dans la mesure où ces décisions sont de sa compétence) envisager d'abord l'envoi dans une maison de correction (*Borstal*) ou la détention dans un centre de détention et elle ne peut prononcer une peine de détention dans un établissement pour jeunes délinquants que si elle est convaincue qu'aucune de ces autres peines ne peut être prononcée.

Toujours selon cette loi, tous les garçons et filles libérés, à cette date ou après cette date, des écoles reconnues par l'Etat, sont soumis à une unique période de deux ans de surveillance obligatoire. Elle peut être suivie d'une période de surveillance volontaire. D'après les anciennes prescriptions, la plupart des élèves libérés étaient soumis à surveillance pendant trois ans au moins, et souvent davantage. Le consentement du Secrétaire d'Etat à la libération des élèves n'est maintenant exigé que lorsque la libération est proposée durant les six premiers mois de la détention, et

non plus durant la première année comme précédemment.

La loi confère au Secrétaire d'Etat le pouvoir de donner des directives aux directeurs lorsque l'organisation de l'école paraît inadéquate ou laisse à désirer, de réglementer la nomination et les méthodes des moniteurs volontaires et de nommer, si besoin est, des moniteurs supplémentaires.

## RIDGE CONTRE BALDWIN ET CONSORTS

[CHAMBRE DES LORDS (lord Reid, lord Evershed, lord Morris of Borth-y-Gest, lord Hodson et lord Devlin), 5, 6, 7, 8, 12, 13, 14 et 15 novembre 1962 et 14 mars 1963.]

*Police — Police du comté — Commissaire de police — Renvoi sans préavis par le Comité de surveillance — Les principes de la justice naturelle sont-ils applicables en matière de licenciement? — Commissaire de police précédemment inculpé de diverses infractions criminelles — Acquitté, non sans que sa conduite ait été sévèrement critiquée par le juge de l'instance — Recours contre la décision du comité de surveillance rejeté par le Ministre de l'intérieur — Action introduite par le commissaire de police non recevable de ce fait — Municipal Corporations Act, 1882 (loi de 1882 sur les municipalités) (45 et 46 Vict. c. 50), art. 191 (4) — Police Act, 1919 (loi de 1919 sur la police) (9 et 10 Geo. 5 c. 46), art. 4 (1) — Police (Appeals) Act, 1927 (loi de 1927 sur la police (recours)) (17 et 18 Geo. 5 c. 19), art. 2 (3) — Police (discipline) (Deputy Chief Constables, Assistant Chief Constables and Chief Constables) Regulations, 1952 (Règlements de 1952 relatifs à la discipline de la police) (Commissaires de police adjoints, inspecteurs de police et commissaires de police) (S.I. 1952, n° 1706) reg. 1 et reg. 18.*

L'appelant, qui, en mars 1958, était âgé de près de 59 ans, est entré au service de la police du comté de Brighton en 1925; par la suite il a obtenu de l'avancement et a été nommé commissaire de police en 1956, la nomination s'entendant sous réserve « des lois et règlements en matière de police ». En octobre 1957, il a été suspendu de ses fonctions après avoir été arrêté, en même temps que deux autres officiers du même corps, sous divers chefs d'inculpation qui, plus tard, ont abouti à deux inculpations, l'une pour complot visant à fausser le cours de la justice et l'autre pour corruption. En février 1958, à la fin du procès relatif à la première incrimination, auquel l'appelant avait lui-même déposé mais n'avait fait citer aucun témoin, il a été acquitté, mais les deux autres officiers de police, en revanche, ont été condamnés. En prononçant la sentence condamnant ces derniers, le juge de l'instance a donné à entendre que sur le plan professionnel et moral l'appelant avait été loin de constituer pour eux, comme il l'aurait dû, un exemple. Au procès relatif à la deuxième incrimination, le 6 mars 1958, l'accusation n'a rapporté aucune preuve contre le demandeur, et le juge a ordonné au jury d'acquitter celui-ci, non sans s'être toutefois de nouveau livré à certains commentaires à son sujet. Le 7 mars 1958, le comité de surveillance a tenu une séance au cours de laquelle, après avoir examiné diverses questions relatives à l'appelant, il l'a démis, à l'unanimité, de ses fonctions de commissaire de police en application de l'article 191 (4) de la loi de 1882 relative aux municipalités. L'appelant n'était pas présent à cette séance,

il n'y a pas été formellement accusé de quoi que ce soit, le comité de surveillance ne lui a pas notifié son intention de le démettre de ses fonctions, ne lui a donné aucun détail sur les raisons ayant motivé cette décision, non plus qu'il ne lui a donné la possibilité de se défendre. Par citation en date du 12 mars 1958, l'appelant a formé un recours devant le Ministre de l'intérieur, en application de la loi de 1927 sur les recours en matière de police. Il précisait dans la citation que celle-ci s'entendait sans préjudice de la validité de la décision du comité de surveillance, et il se réservait le droit de plaider l'irrégularité de la procédure. Le 18 mars 1958, le comité de surveillance a tenu une réunion extraordinaire au cours de laquelle l'avoué de l'appelant a demandé au comité de reconsidérer sa décision, compte tenu notamment des conséquences qu'elle pourrait avoir pour la retraite de l'appelant, mais le comité a décidé, à la majorité, de s'en tenir à sa décision antérieure. Le 5 juillet, le Ministre de l'intérieur a rejeté le recours de l'appelant. En octobre 1958, l'appelant a introduit une requête contre le comité de surveillance, dans laquelle il alléguait que son renvoi était nul, et réclamait le versement de son traitement et de sa retraite ou à défaut, de dommages intérêts. La requête a été rejetée. En appel, il a été soutenu (opinion dissidente de lord Evershed) que :

i) la décision de renvoyer l'appelant, prise par le comité de surveillance le 7 mars 1958, était nulle et non avenue pour les raisons suivantes :

a) En exerçant le pouvoir de licenciement que lui confère l'article 191 (4) de la loi de 1882 sur les municipalités (à tout le moins lorsque le motif est la négligence, laquelle doit être prouvée), le comité de surveillance était tenu de respecter les principes de la justice naturelle, mais en l'espèce il ne les a pas respectés, car l'appelant n'a pas été formellement accusé de quoi que ce soit, il n'a pas non plus été informé des raisons pour lesquelles le comité se proposait d'agir et on ne lui a pas donné la possibilité de se défendre ;

et b) (selon lord Morris of Borth-y-Gest, lord Reid et lord Hodson, dont les opinions concordaient) une fois qu'un rapport ou une allégation ont fait ressortir qu'un commissaire de police a peut-être commis une infraction au code de discipline établi par les règlements pris en vertu de la loi de 1919 sur la police, l'application des dispositions essentielles desdits règlements devient la condition préalable de tout renvoi motivé par le fait que l'intéressé a été reconnu coupable d'une telle infraction ; or, le comité de surveillance ne s'est pas conformé à ces dispositions, car il n'a porté aucune accusation contre l'appelant, ne lui a donné aucun préavis et ne lui a pas laissé la possibilité de se défendre ;

ou c) (selon lord Devlin) le respect de la disposition 11 (1) des règlements de 1952 relatifs à la discipline en matière de police (commissaires de police adjoints, etc.) mais non des autres, était une condition préalable du renvoi de l'appelant. Or, en l'espèce, il n'y a eu ni rapport ni enquête répondant aux conditions requises par la disposition 11 (1) ;

et d) La procédure suivie à la réunion du 18 mars 1958 ne constituait pas un nouveau débat contradictoire et ne remédiait pas au fait que le 7 mars les règles de la justice naturelle n'avaient pas été respectées ;

e) (lord Devlin dans son opinion dissidente) le fait que les règles de la justice naturelle n'ont pas été observées a pour conséquence que la décision du 7 mars 1958 était nulle et non pas simplement annulable ;

f) Le fait que les règlements n'ont pas été respectés emporte la même conséquence.

ii) La décision du 7 mars 1958 était nulle, et la décision du Ministre de l'intérieur, bien qu'elle fût définitive et obligatoire en vertu de l'article 2 (3) de la loi de 1927 sur la police (recours), ne pouvait rendre valide ce qui était entaché de nullité. Décision de la Cour d'appel ([1962] 1 *All England Reports* 834) infirmée.

#### Recours

Il s'agissait d'un recours formé par Charles Field-Williams Ridge (« l'appelant ») contre un arrêt de la Cour d'appel (Holroyd Pearce, Harman et Davies, juges), daté du 30 janvier 1962 et publié dans les *All England Reports* 1, 834 [1962], confirmant le jugement rendu par le juge Streatfeild le 19 avril 1962 et publié dans les *All England Reports* 2, 523 [1961], qui rejetait la requête que l'appelant avait formée contre le comité de surveillance défendeur — autorité chargée d'exercer les pouvoirs de police dans le comté de Brighton — requête selon laquelle le licenciement de l'appelant par ledit comité de surveillance en vertu de l'article 191 (4) de la loi de 1882 sur les municipalités était entaché de nullité.

La Cour d'appel a jugé que le Comité de surveillance, en licenciant l'appelant en vertu de l'article 191 (4) de la loi de 1882, n'était pas tenu d'appliquer les règlements de 1952 sur la discipline en matière de police, du fait que ces règlements exigeaient, comme condition préalable à toute action s'en réclamant, la production d'un rapport ou d'une allégation. En l'espèce, toutefois, l'appelant avait été renvoyé après avoir été acquitté d'une inculpation criminelle, acquittement à la suite duquel le juge de l'instance avait fait certaines observations donnant à entendre que l'appelant n'était pas digne d'exercer les fonctions de commissaire de police. Ces observations, selon la Cour d'appel, ne constituaient ni un rapport ni une allégation. En outre, la Cour d'appel a jugé que le comité de surveillance, exerçant les pouvoirs que lui conférait l'article 191 (4) de la loi de 1882, agissait dans l'exercice de ses fonctions exécutives ou administratives et non en tant qu'organe judiciaire ou quasi-judiciaire, si bien que les règles de la justice naturelle ne s'appliquaient pas à la procédure du renvoi. La Cour d'appel a également jugé qu'en formant un recours devant le Ministre de l'intérieur en application de la loi de 1927 sur la police (recours), l'appelant avait renoncé à son droit de se pourvoir devant les tribunaux, nonobstant le fait que l'appelant avait entendu se réserver le droit d'arguer de la nullité de la décision du comité de vigilance.

Il n'a pas été soutenu devant la Chambre des lords que le pouvoir de renvoi conféré par l'article 191 (4) de la loi de 1882 était implicitement annulé par le jeu cumulatif de la loi de 1919 sur la police, article 4, et des règlements pris en vertu de celle-ci ; en conséquence, l'arrêt rendu par la Cour d'appel sur ce point est confirmé.

## SAMOA-OCIDENTAL

### NOTE<sup>1</sup>

Les dispositions pertinentes promulguées en 1963 sont contenues dans la loi portant amendement de la législation pénale, la loi n° 2 portant amendement de la Constitution, la loi modifiant la législation sur le divorce et le mariage ainsi que dans la loi sur le statut de Samoan.

La teneur de ces dispositions est la suivante :

#### 1. *Loi portant amendement de la législation pénale*

L'ordonnance pénale de 1961 prévoit la peine de mort pour les crimes de trahison et de meurtre. Elle ne précise toutefois pas les modalités d'exécution de la sentence de mort et la loi de 1963 comble cette lacune en disposant que la peine de mort est exécutée par pendaison. La nouvelle loi exempte de la peine de mort les personnes âgées de moins de 18 ans et les femmes enceintes.

#### 2. *Loi n° 2 portant amendement de la Constitution*

Cette loi modifie une disposition de la Constitution relative à la liberté individuelle. Aux termes du paragraphe 4 de l'article 6 de la Constitution, tout individu arrêté *ou* détenu doit comparaître devant un juge ou toute autre personne exerçant des fonctions judiciaires dans un délai de vingt-quatre heures, et la détention ne peut être prolongée au-delà de cette période sans une décision d'une personne exerçant des fonctions judiciaires. La loi n° 2 remplace le mot « ou » par

le mot « et » à la première ligne dudit paragraphe qui est désormais libellé comme suit : « Tout individu arrêté *et* détenu, etc. »

#### 3. *Loi modifiant la législation sur le divorce et le mariage*

Cette loi, qui a trait dans une certaine mesure aux droits de l'homme, apporte deux modifications à la loi antérieure. L'article 2 donne à chacune des parties à une action en divorce le droit de soumettre l'autre partie à un contre-interrogatoire en audience publique. L'article 4 limite le droit d'appel des décisions du tribunal dans une action en divorce en disposant qu'il ne peut en être appelé d'un arrêt de présomption de décès, de dissolution du mariage, de divorce, ou de nullité rendu par le tribunal. Auparavant, toute décision du tribunal était susceptible d'appel.

#### 4. *Loi portant sur le statut de Samoan*

Cette loi définit le terme « Samoan » et dispose que le tribunal peut à tout moment conférer à quiconque la qualité de Samoan. Elle dispose également que, seuls, les Samoans jouissent de certains droits, notamment du droit de détenir un titre matai, d'exercer le *pule* (contrôle) sur une terre, d'utiliser une terre de plein droit, sauf disposition contraire d'une loi, de recevoir une part des loyers ou bénéfices retirés d'une terre, sauf disposition contraire d'une loi, et d'acquérir un bien foncier ou un intérêt sur une terre, sauf disposition contraire d'une loi.

La loi sur le statut de Samoan maintient également tous les droits sur les terres antérieurement acquises légalement, que ce soit ou non en conformité de la coutume et de l'usage samoans.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement néo-zélandais.

# SÉNÉGAL

## CONSTITUTION RÉVISÉE DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL<sup>1</sup>

Promulguée par la loi n° 63-22 du 7 mars 1963<sup>2</sup>

### PRÉAMBULE

Le peuple du Sénégal proclame solennellement son indépendance et son attachement aux droits fondamentaux tels qu'ils sont définis dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et dans la Déclaration universelle du 10 décembre 1948.

Il proclame le respect et la garantie intangibles :

- des libertés politiques ;
- des libertés syndicales ;
- des droits et des libertés de la personne humaine, de la famille et des collectivités locales ;
- des libertés philosophiques et religieuses ;
- du droit de propriété individuelle et collective ;
- des droits économiques et sociaux.

Le peuple sénégalais,

soucieux de préparer la voie de l'unité des Etats de l'Afrique et d'assurer les perspectives que comporte cette unité ;

conscient de la nécessité d'une unité politique, culturelle, économique et sociale, indispensable à l'affirmation de la personnalité africaine ;

conscient des impératifs historiques, moraux et matériels qui unissent les Etats de l'Ouest-Africain ;

décide que la République du Sénégal ne ménagera aucun effort pour la réalisation de l'unité africaine.

### TITRE II

#### DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA PERSONNE HUMAINE

**Art. 6.** La personne humaine est sacrée. L'Etat a l'obligation de la respecter et de la protéger.

<sup>1</sup> Extraits de la Constitution révisée communiqués par le Gouvernement de la République du Sénégal.

<sup>2</sup> Publiée dans le *Journal officiel de la République du Sénégal*, numéro spécial, 3587, du 11 mars 1963. Pour des extraits de la Constitution du 24 janvier 1959, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1959*, p. 306-307, et pour ceux de la Constitution révisée du 26 août 1960, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1960*, p. 331-333.

Le peuple sénégalais reconnaît l'existence des droits de l'homme inviolables et inaliénables comme base de toute communauté humaine, de la paix et de la justice dans le monde.

Chacun a droit au libre développement de sa personnalité, pourvu qu'il ne viole pas le droit d'autrui, ni n'enfreigne l'ordre de la loi. Chacun a droit à la vie et à l'intégrité physique dans les conditions définies par la loi.

La liberté de la personne humaine est inviolable. Nul ne peut être condamné si ce n'est en vertu d'une loi entrée en vigueur avant l'acte commis. La défense est un droit absolu dans tous les Etats et à tous les degrés de la procédure.

**Art. 7.** Tous les êtres humains sont égaux devant la loi. Les hommes et les femmes sont égaux en droit.

Il n'y a au Sénégal ni sujet, ni privilège de lieu de naissance, de personne ou de famille.

**Art. 8.** Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement ses opinions par la parole, la plume et l'image. Chacun a le droit de s'instruire sans entrave aux sources accessibles à tous. Ces droits trouvent leur limite dans les prescriptions des lois et règlements ainsi que dans le respect de l'honneur d'autrui.

**Art. 9.** Tous les citoyens ont le droit de constituer librement des associations et des sociétés, sous réserve de se conformer aux formalités édictées par les lois et règlements.

Les groupements dont le but ou l'activité seraient contraires aux lois pénales ou dirigés contre l'ordre public sont prohibés.

**Art. 10.** Le secret de la correspondance, des communications postales et téléphoniques est inviolable. Il ne peut être ordonné de restriction à cette inviolabilité qu'en application de la loi.

**Art. 11.** Tous les citoyens de la République ont le droit de se déplacer et de se fixer librement sur toute l'étendue de la République du Sénégal. Ce droit ne peut être limité que par la loi. Nul ne peut être soumis à des mesures de sûreté, sauf dans les cas prévus par la loi.

**Art. 12.** Le droit de propriété est garanti par la présente Constitution. Il ne peut y être porté atteinte que dans le cas de nécessité publique légalement constatée, sous réserve d'une juste et préalable indemnité.

**Art. 13.** Le domicile est inviolable.

Il ne peut être ordonné de perquisition que par le juge ou par les autres autorités désignées par la loi. Les perquisitions ne peuvent être exécutées que dans les formes prescrites par celle-ci. Des mesures portant atteinte à l'inviolabilité du domicile ou la restreignant ne peuvent être prises que pour parer à un danger collectif ou protéger des personnes en péril de mort.

Ces mesures peuvent être également prises, en application de la loi, pour protéger l'ordre public contre des menaces imminentes, singulièrement pour lutter contre les risques d'épidémie ou pour protéger la jeunesse en danger.

#### *Mariage et famille*

**Art. 14.** Le mariage et la famille constituent la base naturelle et morale de la communauté humaine. Ils sont placés sous la protection de l'Etat.

L'Etat et les collectivités publiques ont le devoir social de veiller à la santé physique et morale de la famille.

**Art. 15.** Les parents ont le droit naturel et le devoir d'élever leurs enfants. Ils sont soutenus, dans cette tâche, par l'Etat et les collectivités publiques.

La jeunesse est protégée par l'Etat et les collectivités publiques contre l'exploitation et l'abandon moral.

#### *Education*

**Art. 16.** L'Etat et les collectivités publiques créent les conditions préalables et les institutions

publiques qui garantissent l'éducation des enfants.

**Art. 17.** Il est pourvu à l'éducation de la jeunesse par des écoles publiques. Les institutions et les communautés religieuses sont également reconnues comme moyen d'éducation.

**Art. 18.** Des écoles privées peuvent être ouvertes avec l'autorisation et sous le contrôle de l'Etat.

#### *Religions et communautés religieuses*

**Art. 19.** La liberté de conscience, la profession et la pratique libre de la religion, sous réserve de l'ordre public, sont garanties à tous.

Les institutions et les communautés religieuses ont le droit de se développer sans entrave. Elles sont dégagées de la tutelle de l'Etat. Elles règlent et administrent leurs affaires d'une manière autonome.

#### *Travail*

**Art. 20.** Chacun a le droit de travailler et le droit de prétendre à un emploi. Nul ne peut être lésé dans son travail en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.

Le travailleur peut adhérer à un syndicat et défendre ses droits par l'action syndicale.

Le droit de grève est reconnu. Il s'exerce dans le cadre des lois qui le régissent. Il ne peut en aucun cas porter atteinte à la liberté du travail.

Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination des conditions de travail.

Des lois particulières fixent les conditions d'assistance et de protection que la société accorde aux travailleurs.

### LOI N° 63-14 DU 5 FÉVRIER 1963 COMPLÉTANT L'ORDONNANCE N° 60-54 DU 14 NOVEMBRE 1960 PORTANT ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA DÉFENSE<sup>3</sup>

**Article unique.** Il est ajouté à l'ordonnance n° 60-54 du 14 novembre 1960 portant organisation générale de la défense un article 26 *bis* ainsi conçu :

« Les militaires de tous grades, en activité de service, ainsi que les assujettis au service civique, pendant la durée de leur service, sont soumis, en permanence, aux règles suivantes :

- « 1. Ils ne sont ni électeurs, ni éligibles ;
- « 2. Ils ne jouissent ni du droit de grève, ni du droit syndical ;
- « 3. Leurs libertés d'expression, d'aller et venir, de réunion, d'association sont limitées par décret en fonction des nécessités de la défense ;
- « 4. Ils ne peuvent contracter mariage sans une autorisation hiérarchique donnée dans des conditions fixées par décret ».

<sup>3</sup> Publiée dans le *Journal officiel de la République du Sénégal*, n° 3584, numéro spécial, du 28 février 1963.

LOI N° 63-32 DU 8 JUIN 1963 <sup>4</sup>

Cette loi autorise le Président de la République à ratifier la Charte de l'Organisation de l'Unité africaine signée à Addis-Abéba le 25 mai 1963 par les gouvernements de la République démocratique et populaire d'Algérie ; le Royaume de Burundi ; la République centrafricaine ; la République du Tchad ; la République du Congo (Brazzaville) ; la République du Congo (Léopoldville) ; la République du Dahomey ; l'Empire d'Ethiopie ; la République gabonaise ; la République du Ghana ; la République de Guinée ; la République de Côte-d'Ivoire ; la République du Libéria ; la République de Libye ; la République malgache ; la République du Mali ; la République islamique de Mauritanie ; le Royaume du Maroc ; la République du Niger ; la République fédérale de Nigéria ; la République rwandaise ; la République du Sénégal ; le Sierra Leone ; la République somalie ; la République du Soudan ; la République du Tanganyika ; la République togolaise ; la République tunisienne ; l'Ouganda ; la République arabe unie ; et la République de Haute-Volta.

---

<sup>4</sup> Publiée dans le *Journal officiel de la République du Sénégal*, n° 3609, du 20 juin 1963.

# SOMALIE

## NOTE<sup>1</sup>

La République somalie reconnaît les principes de la dignité et de l'égalité de tous les hommes. Entrée provisoirement en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1960<sup>2</sup> lorsque la République somalie naquit et eut été confirmée par référendum populaire le 20 juin 1961, la Constitution somalie consacre dans les articles 8 à 46 la plupart des droits de l'homme et des libertés fondamentales incorporés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle dispose dans son article 7 que les lois de la République « seront dans toute la mesure possible conformes aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme ». Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1960, divers lois et règlements ont été adoptés pour donner effet à la disposition de la Constitution relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Des extraits de la Constitution, des lois et règlements relatifs aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales dans la République somalie figurent ci-dessous dans l'ordre où ils sont traités dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

### *Dignité des êtres humains*

*Constitution*, art. 23 (Egalité sociale) :

Tous les citoyens sont égaux en dignité sociale.

### *Egalité des citoyens*

*Constitution*, art. 3 (Egalité des citoyens) :

Tous les citoyens, sans distinction de race, d'origine nationale, de naissance, de langue, de religion, de sexe, de condition sociale et économique ou d'opinion, sont égaux en droits et en devoirs devant la loi.

### *Droit à la vie, à la liberté et à l'intégrité de la personne*

*Constitution*, art. 16 (1) (Droit à la vie et à l'intégrité de la personne) :

Chacun a le droit à la vie et à l'intégrité de sa personne.

*Constitution*, article 17 (1) (Liberté individuelle) :

Tous ont droit à la liberté individuelle.

### *Prohibition de l'esclavage et de la servitude*

*Constitution*, art. 17 (2) (Liberté individuelle) :

L'assujettissement à toute forme d'esclavage ou de servitude est poursuivi pénalement.

### *Prohibition de la torture ou des châtiments inhumains, etc.*

*Constitution*, art. 18 (Garanties dans les cas de restriction de la liberté individuelle) :

Toute violence physique ou morale exercée sur les personnes soumises à des mesures restrictives de liberté est poursuivie pénalement.

*Constitution*, art. 44 (Fonction sociale de la peine) :

Les peines restrictives de la liberté personnelle ne peuvent consister en traitements contraires aux sentiments d'humanité ni être de nature à empêcher la rééducation morale du condamné.

### *Egalité devant la loi*

*Constitution*, art. 3 (Egalité des citoyens) :

Tous les citoyens, sans distinction de race, d'origine nationale, de naissance, de langue, de religion, de sexe, de condition sociale et économique ou d'opinion sont égaux en droits et en devoirs devant la loi.

*Constitution*, art. 38 (Droit d'ester en justice) :

Il est reconnu à tous le droit d'ester en justice dans des conditions de pleine égalité, devant le juge désigné par la loi.

### *Protection efficace contre les violations des droits fondamentaux*

*Constitution*, art. 38 (Droit d'ester en justice) :

Il est reconnu à tous le droit d'ester en justice, dans des conditions de pleine égalité devant le juge désigné par la loi.

*Constitution*, art. 5 (3) (Primauté de la loi) :

Les actes administratifs contraires aux lois et les actes législatifs contraires à la Constitution peuvent être invalidés sur l'initiative des intéressés, selon les règles de la Constitution.

*Constitution*, art. 39 (Protection contre les actes de l'administration publique) :

Contre les actes de l'administration publique est admise dans tous les cas la protection juridiction-

<sup>1</sup> Analyse fournie par le Gouvernement de la Somalie.

<sup>2</sup> On trouvera des extraits de la Constitution de 1960 dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1960*, p. 334-342.

nelle dans les formes et avec les effets fixés par la loi.

*Prohibition de l'arrestation,  
de la détention ou du bannissement arbitraires*

*Arrestation arbitraire*

*Constitution*, art. 17 (3) (Liberté individuelle) :

3. Nul ne peut être détenu, ni soumis à quelque autre restriction de la liberté individuelle si ce n'est en cas de flagrant délit ou à la suite d'une procédure motivée des organes judiciaires compétents, dans les cas et selon les modalités établis par la loi.

4. Dans les cas de nécessité urgente expressément prévus par la loi, les organes administratifs compétents peuvent prendre des mesures provisoires qui doivent être notifiées sans retard aux autorités judiciaires compétentes et être validées par celles-ci, dans les délais et les formes établis par la loi, faute de quoi elles sont réputées abrogées et restent sans effet.

5. Dans tout cas de détention ou autre restriction de la liberté individuelle, les motifs de la mesure doivent être immédiatement portés à la connaissance de la personne intéressée.

6. Nul ne peut être soumis à des mesures de sûreté si ce n'est dans des cas et selon les modalités prévus par la loi, et à la suite d'une procédure motivée des organes compétents.

*Code de procédure criminelle*<sup>3</sup>, art. 29 (Exécution des arrestations) :

1. Lors de l'arrestation, la personne arrêtée doit en être informée ainsi que des motifs de son arrestation.

2. Si la personne qui doit être arrêtée :

a) s'oppose à l'arrestation par la force ou

b) tente de s'échapper,

la personne opérant l'arrestation peut utiliser tous les moyens licites nécessaires pour l'arrêter.

3. La personne arrêtée ne sera pas soumise à plus de contraintes qu'il n'est nécessaire pour l'empêcher de s'échapper.

4. S'il est absolument certain que l'arrestation a été opérée par erreur, la personne arrêtée sera immédiatement relâchée, même par la personne qui a opéré l'arrestation.

*Code de procédure criminelle*, art. 35 (Arrestation obligatoire des personnes surprises en flagrant délit) :

Toute personne surprise en flagrant délit sera arrêtée sans mandat si elle était en train de commettre :

a) un délit, tenté ou accompli, contre la personne de l'Etat qui entraîne une peine de prison ou une peine plus grave ;

b) un des délits suivants, tenté ou accompli :

i) évasion alors que cette personne est légalement détenue ;

ii) dévastation et pillage ;

iii) massacre ;

<sup>3</sup> Promulgué par le Président de la République le 1<sup>er</sup> juin 1963.

iv) fait de répandre sciemment une épidémie : empoisonnement de l'eau ou des denrées alimentaires ;

v) violence sexuelle, actes contraires aux bonnes mœurs commis avec violence, délit contre nature commis avec violence, rapt à des fins libidineuses ;

vi) avortement sans consentement ;

vii) meurtre, infanticide, meurtre commis avec l'assentiment de la victime, avec circonstances aggravantes, blessures graves ou très graves, homicide, rixe avec circonstances aggravantes ;

viii) insultes avec circonstances aggravantes, entraînant une action de l'Etat ;

ix) réduction en esclavage, traite des esclaves, assujettissement forcé ;

x) enlèvement ;

xi) vol entraînant une procédure ouverte par l'Etat, vol à main armée, extorsion de fonds, fait de tuer ou de blesser des animaux qui appartiennent à un tiers au cas où des poursuites sont engagées par l'Etat ;

c) tout autre délit pour lequel la loi prévoit un mandat d'arrêt contre une personne surprise en flagrant délit.

*Code de procédure criminelle*, art. 36 (Arrestation discrétionnaire de personnes surprises en flagrant délit) :

1. Toute personne peut être arrêtée sans mandat si elle est surprise en flagrant délit à l'occasion d'une infraction :

a) punissable au maximum d'un emprisonnement de plus d'un an ou d'une peine plus grave ;

b) punissable d'emprisonnement si l'infraction se rattache :

i) à l'ivresse ;

ii) aux armes à feu, munitions et explosifs ;

iii) aux jeux de hasard ;

iv) à la détention illicite d'objets précieux, d'animaux, de clés contrefaites ou d'appareils à crocheter les serrures ;

v) à des substances nocives ou à des stupéfiants ;

c) punissable d'emprisonnement lorsque l'infraction est commise :

i) par une personne en liberté provisoire sous caution ;

ii) par un récidiviste aux termes de l'article 61 du Code pénal ;

d) pour laquelle la loi autorise l'arrestation sans mandat.

2. Dans les cas visés au paragraphe précédent, lorsque l'infraction ne peut donner lieu à poursuite que sur la plainte de la victime, l'arrestation en flagrant délit peut être opérée lorsque la victime signale au juge le plus proche, au parquet du procureur général ou à un fonctionnaire de police qu'il a l'intention de déposer une plainte en raison de cette infraction.



*Code de procédure criminelle*, art. 38 (Arrestation de personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction) :

Un fonctionnaire de police peut arrêter une personne sans mandat :

a) en cas de nécessité urgente lorsqu'il a des raisons de croire

i) que la personne qui doit être arrêtée a commis une infraction punissable au maximum d'un emprisonnement de plus de deux ans ou réprimée par une peine plus grave ;

ii) qu'un mandat d'arrêt ne peut pas être obtenu assez tôt ;

iii) qu'il est probable que la personne qui doit être arrêtée ne pourra être retrouvée si elle n'est pas arrêtée immédiatement ;

b) en vertu des dispositions du deuxième paragraphe de l'article 50.

*Code de procédure criminelle*, art. 40 (Condition requise pour la délivrance d'un mandat d'arrêt et autorités qualifiées pour le délivrer) :

1. Un mandat d'arrêt peut être délivré lorsqu'il existe des raisons de croire :

a) qu'une infraction a été commise ;

b) qu'elle a été commise par l'accusé.

2. Un mandat d'arrêt peut être délivré seulement par

a) le juge compétent jusqu'à l'ouverture du procès devant le tribunal de première instance ;

b) le président du tribunal compétent à tout autre échelon de la procédure.

*Code de procédure criminelle*, art. 39 (Obligation de présenter à un juge toute personne arrêtée sans mandat) :

1. Toute personne arrêtée sans mandat sera immédiatement ou, en tout cas, quarante-huit heures au maximum après son arrestation, présentée au tribunal compétent ou au tribunal le plus proche du lieu de l'arrestation ; étant entendu que le temps nécessaire pour se rendre du lieu d'arrestation au tribunal ne sera pas compris dans les quarante-huit heures.

2. Le fonctionnaire de police qui présente à un juge une personne arrêtée doit en même temps rédiger et soumettre au juge un rapport sommaire donnant :

a) les faits de l'espèce et les motifs de l'arrestation ;

b) le détail des dépositions ou preuves réunies ;

c) si possible les détails personnels concernant

i) la personne arrêtée,

ii) la victime,

iii) toute personne renseignée sur les circonstances de l'infraction.

3. Après examen du rapport sommaire,

a) si l'espèce relève des dispositions du 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 70, le juge ordonnera qu'aucune action ne soit exercée contre la personne arrêtée, conformément aux dispositions de l'article 77, et que la personne arrêtée soit immédiatement relâchée ;

b) il ordonnera que la personne arrêtée soit libérée sous caution :

i) si l'infraction commise est une infraction pour laquelle les dispositions des articles 42 et 43 ne permettent pas de délivrer un mandat d'arrêt ; ou

ii) si l'arrestation n'a pas été opérée conformément aux dispositions des articles 35, 36, 38 ou 50 ;

c) dans les autres cas, le juge confirmera l'arrestation et ordonnera la détention de la personne arrêtée conformément aux dispositions de l'article 46, à moins qu'il ne la mette en liberté sous caution conformément aux articles 59 et 60.

*Code de procédure criminelle*, art. 45 (Obligation de conduire devant un juge toute personne arrêtée en vertu d'un mandat d'arrêt) :

1. Si elle n'est pas mise en liberté sous caution selon les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 62, une personne arrêtée en vertu d'un mandat d'arrêt sera conduite sans retard devant :

a) un juge compétent,

b) un juge du tribunal le plus proche du lieu de l'arrestation si le juge compétent se trouve à plus de cinquante kilomètres de ce lieu.

2. Dans la mesure où elles sont applicables, les dispositions de l'alinéa c) du troisième paragraphe et des paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 39 seront observées : sous cette réserve que, si la liberté sous caution est accordée par un tribunal autre que le tribunal compétent, cette décision pourra être modifiée ou révoquée par le tribunal compétent.

*Code de procédure criminelle*, art. 32 (Nécessité d'observer strictement les dispositions relatives aux arrestations) :

1. Le juge devant lequel est conduite une personne arrêtée conformément aux articles 39 et 45 demandera :

a) si les dispositions des sections 2 et 3 du présent chapitre ont été strictement observées au cours de l'arrestation ;

b) si la présentation de la personne arrêtée audit magistrat a été retardée de façon injustifiée.

2. Si le juge constate une violation des dispositions susmentionnées ou un retard injustifié,

a) il provoquera l'ouverture d'une procédure pénale contre la personne responsable, si cette violation ou ce retard constitue une infraction ;

b) dans le cas contraire, il ordonnera que des mesures disciplinaires soient prises par l'autorité compétente contre la personne responsable.

#### Détention préventive

*Loi sur l'ordre public* (loi n° 21 du 26 août 1963), art. 71 (Pouvoir de promulguer des ordonnances) :

1. Pendant la durée de l'état d'urgence, le Ministre de l'intérieur, ou le gouverneur compétent sur le territoire avec l'autorisation du Ministre de l'intérieur, peut par voie d'ordonnance, mais provisoirement, prévoir :

b) l'arrestation de personnes soupçonnées d'un crime ou d'activités contraires à l'ordre public et à la sécurité ;

2. Les autorités de police, ou, s'il s'agit d'une crise plus grave, les autorités militaires peuvent avoir qualité pour mettre en œuvre les mesures visées au paragraphe précédent.

*Loi sur l'ordre public*, art. 72 (Confirmation des mesures restrictives) :

1. Toute mesure concernant l'arrestation... de personnes... prise au cours d'une période d'urgence en vertu d'une ordonnance visée à l'article 71, paragraphe 1 b), sera notifiée sans délai au tribunal compétent pour confirmation dans le délai de trente jours à compter de cette notification.

2. Sauf dans le cas de poursuites pénales, l'arrestation de personnes soupçonnées d'activités contraires à l'ordre public et à la sécurité publique peut être confirmée durant la période nécessaire pour écarter le danger de désordre ; cette période ne devant en aucun cas excéder quatre-vingt-dix jours. Le tribunal régional dans la circonscription duquel l'arrestation a été opérée sera seul compétent.

3. Un recours exercé contre la décision de confirmation visée au paragraphe précédent pourra être adressé à la Cour suprême et sera enregistré conformément à la loi.

#### Exil

*Constitution*, art. 11 (1) (Droit de résidence) :

Tous les citoyens ont le droit de résider et de circuler librement en tous lieux du territoire national et ne peuvent faire l'objet d'une mesure de déportation.

#### Procès libre et équitable

*Constitution*, art. 38 (Droit d'ester en justice) :

Il est reconnu à tous le droit d'ester en justice dans des conditions de pleine égalité, devant le juge désigné par la loi.

*Constitution*, art. 97 (2) (Procédure judiciaire) :

Aucune décision judiciaire ne peut être prise sans que toutes les parties aient eu la possibilité d'exposer leurs moyens de défense.

#### Présomption d'innocence dans les procès criminels

*Constitution*, art. 43 (2) (Responsabilité pénale) :

L'accusé est présumé innocent jusqu'à sa condamnation définitive.

*Code de procédure criminelle*, art. 13 (2)

(L'accusé) :

L'accusé est présumé innocent jusqu'à ce que sa condamnation soit devenue définitive.

#### Non-rétroactivité de la loi pénale

*Constitution*, art. 42 (Caractère non rétroactif de la loi pénale) :

Nul ne peut être condamné pour un fait qui, au moment où il a été commis, ne constituait pas un délit punissable en vertu des lois qui étaient alors en vigueur ; ni être frappé de peines supérieures à celles qui y étaient prévues.

*Code pénal*<sup>4</sup>, art. 2 (Date d'application des lois pénales) :

2. Nul ne peut être puni pour un acte qui, suivant une loi postérieure, ne constitue plus une infraction ; s'il y a eu déjà déclaration de culpabilité et condamnation, l'exécution et les effets pénaux de ces décisions cessent.

3. Si la loi en vigueur au moment où l'infraction a été commise et les lois postérieures sont différentes, on applique la loi dont les dispositions sont les plus favorables au coupable, à moins qu'une décision ayant acquis force de chose jugée n'ait été rendue.

4. S'il s'agit de loi exceptionnelle ou temporaire, les dispositions des deux paragraphes précédents ne s'appliquent pas.

#### Protection de la vie privée, de la famille, du domicile et de la correspondance contre des interventions arbitraires et protection contre toute attaque visant l'honneur et la réputation

##### Vie privée et domicile.

*Constitution*, art. 21 (Liberté de domicile) :

1. Tous ont droit à l'inviolabilité du domicile.

2. Nulle inspection, nulle perquisition, nulle saisie ne peut être exécutée au domicile ou dans quelque autre lieu mis à la disposition d'une personne si ce n'est dans les cas et selon les règles prévus aux paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 17, et dans les autres cas selon les modalités établies par la loi à des fins judiciaires.

3. Les inspections à des fins sanitaires, de sécurité publique ou fiscales ne peuvent être effectuées que dans les cas et selon les modalités établies par la loi.

*Code de procédure criminelle*, art. 56 (Exécution des mandats de perquisition et de saisie) :

1. Un mandat de perquisition ou de saisie ne peut être exécuté dans une maison particulière entre 18 heures et 7 heures, sauf :

a) si son exécution présente une nécessité urgente ; ou

b) si l'autorité qui a délivré le mandat en a autorisé l'exécution à toute heure.

2. Une expédition du mandat sera remise à la personne chez qui la perquisition est effectuée ou à la personne qui s'occupe du local ou des objets qui doivent être visités ou saisis.

*Code de procédure criminelle*, art. 57 (Autres règles à observer au cours des fouilles et saisies) :

3. Si une personne doit être fouillée :

a) la décence sera intégralement observée,

b) une femme ne pourra être fouillée que par une femme.

<sup>4</sup> Décret législatif n° 5 du 16 décembre 1962.

4. Si une femme est responsable du local à visiter ou de l'objet à examiner ou à saisir, et si cette femme ne peut paraître en public en vertu d'une coutume, on lui donnera toutes possibilités raisonnables de se retirer dans un lieu convenable ou de se couvrir convenablement.

*Code pénal*, art. 470 (Violation de domicile) :

1. Quiconque s'introduit dans l'habitation d'autrui, dans tout autre lieu de séjour privé, ou dans leurs dépendances, contre la volonté de celui qui a le droit de l'en exclure, ou clandestinement ou par tromperie, sera puni d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans.

2. Encourt la même peine celui qui se maintient dans lesdits lieux contre l'expresse volonté de celui qui a le droit de l'en exclure, ou bien y reste clandestinement ou par tromperie.

3. Le délit est punissable sur plainte de la personne lésée.

4. La peine sera un emprisonnement d'un à cinq ans et les poursuites auront lieu d'office si l'acte est commis avec effraction ou violences, ou bien si le coupable est visiblement armé.

*Code pénal*, art. 471 (Violation de domicile commise par un fonctionnaire public) :

1. Le fonctionnaire public qui, abusant des pouvoirs inhérents à ses fonctions, s'introduit ou se maintient dans les lieux indiqués à l'article précédent sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans.

2. Si l'abus consiste dans le fait de s'introduire dans lesdits lieux sans observer les formalités prescrites par la loi, la peine est un emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an.

#### Correspondance

*Constitution*, art. 22 (Liberté de correspondance) :

1. Tous ont droit à la liberté et au secret de la correspondance épistolaire et de tout autre moyen de communication.

2. Nulle mesure limitative de ce droit ne peut être prise si ce n'est dans les cas et selon les règles prévus aux paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 17 et dans les cas et selon les modalités établis par la loi à des fins judiciaires.

*Code pénal*, art. 472 (Violation, soustraction et suppression de correspondance) :

1. Quiconque prend connaissance du contenu d'une correspondance fermée qui ne lui est pas adressée, ou bien soustrait ou distrait dans le but d'en prendre ou d'en faire prendre connaissance par d'autres, une correspondance fermée ou ouverte qui ne lui est pas adressée, ou bien la détruit ou la supprime en tout ou en partie, sera puni, si l'acte ne constitue pas une infraction au regard d'une autre disposition de la loi, d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an ou d'une amende allant de 300 à 5 000 shillings somalis.

2. Lorsque, sans juste motif, le coupable révèle en tout ou en partie le contenu de la correspondance, il est puni, si le dommage découle de l'acte, et si ledit acte ne constitue pas une infraction plus grave, d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans.

3. Le délit est punissable sur plainte de la personne lésée.

4. Pour l'application des dispositions de la présente section, on entend par « correspondance » la correspondance épistolaire, télégraphique ou téléphonique.

*Code pénal*, art. 473 (Fait de prendre connaissance en fraude de conversations téléphoniques ou de communications télégraphiques, de les interrompre ou de les empêcher) :

1. Quiconque, par des moyens frauduleux, prend connaissance d'une communication télégraphique qui ne lui est pas adressée, ou d'une conversation téléphonique entre des tiers, ou interrompt ou empêche cette communication ou cette conversation, sera frappé d'une amende de 100 à 3 000 shillings somalis.

2. Si, sans justification, le délinquant révèle entièrement ou en partie, le contenu de la communication ou de la conversation, il sera puni, si son acte a des conséquences dommageables, d'un emprisonnement de trois ans au maximum.

3. L'infraction sera réprimée sur la plainte de la victime.

*Code pénal*, art. 474 (Révélation du contenu d'une correspondance) :

1. Quiconque, en dehors des cas mentionnés à l'article 472, ayant illicitement connu le contenu d'une correspondance qui ne lui était pas adressée, la révèle en tout ou en partie, sans justification, sera frappé, lorsque son acte a des conséquences dommageables, de six mois de prison au maximum ou d'une amende de 1 000 à 5 000 shillings somalis.

2. L'infraction sera réprimée sur plainte de la victime.

*Code pénal*, art. 475 (Interception, enlèvement et suppression de correspondance commis par une personne employée dans le service postal, télégraphique ou téléphonique) :

1. Toute personne employée dans le service postal, télégraphique ou téléphonique qui, abusant de sa situation, commet l'un des actes visés au paragraphe 1 de l'article 472 sera punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

2. Si, sans justification, le délinquant révèle entièrement ou en partie le contenu de la correspondance, il sera puni, si l'acte ne constitue pas une infraction plus grave, d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 300 à 5 000 shillings somalis.

*Code pénal*, art. 476 (Révélation du contenu d'une correspondance par une personne employée dans les services postaux, télégraphiques ou téléphoniques) :

Toute personne employée dans les services postaux, télégraphiques ou téléphoniques qui, en cette qualité, a connaissance du contenu d'une correspondance ouverte ou d'une communication télégraphique ou d'une conversation téléphonique et qui les révèle sans justification à des personnes autres que le destinataire, ou à une personne autre que celles entre lesquelles est intervenue la communication ou la conversation, sera punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

## Délits contre l'honneur

*Code pénal*, art. 451 (Insulte) :

1. Quiconque offense l'honneur ou la dignité d'une personne par des paroles prononcées ou des actes commis en sa présence, ou par des écrits, des dessins, ou des communications télégraphiques ou téléphoniques adressées à cette personne, sera, sur plainte de la personne offensée, puni d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an, ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 1 000 shillings somalis.

2. Le maximum de la peine est doublé :

a) si l'offense est commise en présence de plus d'une personne, ou de manière à venir directement à la connaissance de plus d'une personne ;

b) si l'offense consiste en l'imputation d'un fait déterminé ;

c) si l'offense est également dirigée contre la nationalité, la communauté ethnique ou la famille à laquelle appartient la personne offensée ;

d) si l'offense est commise au moyen de paroles, actes, écrits, dessins ou communications, qui, au regard des coutumes sociales, constituent une provocation directe, ou qui, même s'il n'y a pas provocation, sont de nature particulièrement grave.

3. Les poursuites ont lieu d'office dans les cas visés aux alinéas c) ou d) du paragraphe précédent.

4. Si les insultes sont réciproques, le tribunal peut déclarer non punissable l'un des auteurs ou tous les deux, même si l'une des parties seulement a porté plainte.

*Code pénal*, art. 452 (Diffamation) :

1. Quiconque, hors les cas indiqués à l'article précédent, porte, par une communication à plusieurs personnes, atteinte à la réputation d'un tiers, sera, sur plainte de la personne lésée, puni d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 2 000 shillings somalis.

2. Le maximum de la peine est doublé dans les cas visés aux alinéas b), c) et d) du paragraphe 2 de l'article précédent.

3. Si l'offense est commise par voie de presse ou par tout autre moyen de publicité, la peine est un emprisonnement de six mois à trois ans ou une amende d'au moins 4 000 shillings somalis.

*Code pénal*, art. 453 (Preuve de la véracité) :

1. Dans les cas visés aux articles 451 et 452, si l'offense consiste en l'imputation d'un fait déterminé, la preuve de la véracité du fait est admise au procès pénal, à condition que la partie lésée le demande formellement avant le début de l'instance.

2. L'offenseur a toujours le droit de faire la preuve de la véracité du fait :

a) si la personne offensée est un fonctionnaire public et que le fait qui lui est imputé se rapporte à l'exercice de ses fonctions ;

b) si, pour le fait imputé à la personne offensée, une action pénale ou disciplinaire est déjà intentée, ou est sur le point d'être intentée contre elle.

3. Si la véracité du fait est prouvée, l'auteur de l'imputation n'est pas punissable.

*Code pénal*, art. 454 (Provocation) :

N'est pas punissable quiconque commet l'un des actes visés aux articles 451 et 452 dans un état de colère provoqué par un acte illicite d'autrui et immédiatement après cet acte.

*Liberté de circulation et de résidence à l'intérieur de l'Etat**Constitution*, art. 11 (1) (Liberté de domicile) :

Tout citoyen a le droit de résider et de voyager librement dans toute partie du territoire de l'Etat et aucun citoyen ne peut être déporté.

*Droit de quitter un pays quelconque et d'y revenir**Constitution*, art. 11 (2) (Liberté de domicile) :

Tout citoyen a le droit de quitter le territoire de l'Etat et d'y revenir.

*Droit d'asile**Constitution*, art. 19 (3) (Extradition et droit d'asile politique) :

Tout étranger persécuté dans son propre pays pour crime ou délit politique a le droit d'asile sur le territoire de l'Etat, dans les cas et sous les conditions établis par la loi.

*Nationalité**Constitution*, art. 2 (Le peuple) :

1. Le peuple est constitué par tous les citoyens.

2. La loi établit les modes d'acquisition et de perte de la citoyenneté.

3. Le refus et le retrait de la citoyenneté ne peuvent être déterminés par des motifs politiques.

*Loi sur la citoyenneté* (loi n° 28 du 22 décembre 1962), art. 1 (Acquisition de la citoyenneté) :

La citoyenneté somalie peut être acquise de droit ou par concession.

*Loi sur la citoyenneté*, art. 2 (Acquisition de la citoyenneté de droit) :

Toute personne :

a) née de père citoyen, ou

b) qui est un Somali résidant sur le territoire de la République somalie ou à l'étranger et qui se déclare prêt à renoncer à la condition de citoyen ou de sujet d'un pays étranger est de droit citoyen somali.

*Loi sur la citoyenneté*, art. 3 (Définition du terme « Somali ») :

Aux fins de la présente loi, quiconque — en raison de son origine, de sa langue, ou par tradition — appartient à la nation somalie est considéré comme « Somali ».

*Loi sur la citoyenneté*, art. 4 (Acquisition de la citoyenneté par concession) :

La citoyenneté somalie peut être accordée à toute personne majeure qui en fait la demande à condition :

a) qu'elle réside sur le territoire de la République somalie depuis sept ans au moins ;

b) qu'elle soit de bonne conduite morale et civique ;

c) qu'elle se déclare prête à renoncer à la condition de citoyen ou de sujet d'un pays étranger.

*Loi sur la citoyenneté*, art. 5 (Réduction de la durée de stage) :

Le stage mentionné à l'alinéa a) de l'article précédent est ramené à deux ans lorsque l'intéressé est né de mère somalie, même non citoyenne.

*Loi sur la citoyenneté*, art. 7 (Concession de la citoyenneté) :

1. La citoyenneté par concession prévue à l'article 4 de la présente loi est conférée par décret du Président de la République sur proposition du Ministre de l'intérieur, le Conseil des ministres entendu.

2. La concession de la citoyenneté est subordonnée à l'avis préalable d'une commission spéciale composée d'un président et de huit membres nommés pour deux ans par décret du Président de la République sur proposition du Premier Ministre, le Conseil des ministres entendu.

3. Le Président et les membres de la commission sont choisis parmi des citoyens somalis qualifiés représentant les différentes sections de la communauté nationale.

*Loi sur la citoyenneté*, art. 10 (Renonciation à la citoyenneté) :

Tout citoyen somali qui :

a) ayant établi sa résidence à l'étranger acquiert volontairement une citoyenneté étrangère ou la condition de sujet d'un pays étranger ; ou

b) ayant établi sa résidence à l'étranger et ayant acquis pour des raisons indépendantes de sa volonté une citoyenneté étrangère ou la condition de sujet d'un pays étranger, déclare renoncer à la citoyenneté somalie ; ou

c) étant à l'étranger et ayant accepté un emploi auprès d'un gouvernement étranger, ou servant volontairement dans les forces armées d'un pays étranger, conserve son poste en dépit de l'avertissement, qui lui est donné par le Gouvernement somali, qu'il perdra la citoyenneté somalie s'il ne résilie cet emploi ou quitte le service dans un délai déterminé perd la citoyenneté somalie.

*Loi sur la citoyenneté*, art. 11 (Perte, pour cause d'indignité, de la citoyenneté acquise par concession) :

1. Quiconque a acquis la citoyenneté somalie par concession peut en être déchu pour cause d'indignité :

a) si la promulgation du décret conférant la citoyenneté a été obtenue par fraude, en déguisant la vérité ou en dissimulant des faits ;

b) si l'intéressé a été condamné à une peine de prison de cinq ans au moins pour atteinte à la personnalité de l'Etat somali.

2. Le décret portant déchéance de la citoyenneté somalie est pris dans les mêmes conditions que le décret conférant cette citoyenneté.

3. La perte de la citoyenneté acquise par concession ne s'étend ni à la femme, ni aux enfants mineurs de l'intéressé.

*Loi sur la citoyenneté*, art. 12 (Recouvrement de la citoyenneté) :

1. Quiconque remplit les conditions énumérées à l'article 2 de la présente loi et a perdu la citoyenneté somalie peut la retrouver sur demande si, postérieurement à la perte de la citoyenneté, il établit sa résidence sur le territoire de la République somalie et se déclare prêt à renoncer à la condition de citoyen ou de sujet d'un pays étranger.

2. Dans tous autres cas, quiconque a perdu la citoyenneté somalie peut la recouvrer sur demande si, postérieurement à la perte de la citoyenneté, il réside sur le territoire de la République somalie pendant trois ans au moins et prouve qu'il remplit les conditions prescrites par la présente loi pour l'acquisition de la citoyenneté.

*Loi sur la citoyenneté*, art. 13 (Femme mariée) :

1. La femme non citoyenne qui épouse un citoyen acquiert la citoyenneté somalie. Elle la conserve même après dissolution du mariage, à moins qu'elle n'y renonce conformément à l'article 10.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 9, la femme non citoyenne qui est mariée à un étranger ou à un apatride qui devient citoyen somali acquiert la citoyenneté somalie.

3. La femme citoyenne qui épouse un étranger perd la citoyenneté somalie si, du fait du mariage, elle acquiert la citoyenneté de son mari.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'article 11, la femme citoyenne épouse d'un citoyen qui perd sa citoyenneté, la perd elle aussi, à moins que le mari ne devienne apatride ou que la nouvelle citoyenneté du mari ne puisse être acquise par la femme.

5. La femme qui était citoyenne et a perdu la citoyenneté du fait du mariage peut la recouvrer à la dissolution du mariage si elle établit sa résidence sur le territoire de la République somalie et renonce à toute citoyenneté étrangère ou à la condition de sujet d'un pays étranger selon les formes prescrites à l'article 6.

*Loi sur la citoyenneté*, art. 14 (Mineurs) :

1. Sous réserve des dispositions des articles 9 et 11, la citoyenneté d'un enfant mineur dont le père acquiert, perd ou recouvre la citoyenneté somalie, suit la citoyenneté de son père. Si le père est apatride, la citoyenneté de l'enfant mineur suit celle de sa mère.

2. Il peut toutefois, lorsqu'il atteint sa majorité, déclarer qu'il opte pour la citoyenneté qu'il possédait au moment de sa naissance. Cette déclaration doit être faite selon les formes prescrites à l'article 6.

*Loi sur la citoyenneté*, art. 15 (Cas particuliers de certains mineurs) :

1. L'enfant mineur qui naît de parents inconnus sur le territoire de la République somalie est considéré comme citoyen somali s'il n'a pas acquis une citoyenneté étrangère ou la condition de ressortissant d'un Etat étranger.

2. L'enfant né de parents inconnus, qui a été trouvé sur le territoire de la République somalie,

est, jusqu'à preuve du contraire, présumé né sur ce territoire.

*Loi sur la citoyenneté, art. 16 (Minorité) :*

1. Aux fins de la présente loi, quiconque a moins de 15 ans révolus est considéré comme mineur.

2. Toutefois, aux fins des articles 4 et 14, l'âge de la majorité est déterminé d'après la législation de l'Etat à la citoyenneté duquel l'intéressé renonce.

*Règlement d'application de la loi sur la citoyenneté (D.P.R. n° 129 du 19 février 1963), art. 17 (Garanties judiciaires) :*

Les recours contre les décisions administratives relatives à l'acquisition, à la perte, à la déchéance ou au recouvrement de la citoyenneté peuvent être exercés par les intéressés ou par le procureur général de la Cour suprême selon la procédure établie par la loi sur l'organisation des juridictions.

*Droit de se marier  
et de fonder une famille*

*Constitution, art. 30 (Statut personnel) :*

1. Chacun a droit à son statut personnel, selon les règles de la loi ou de la coutume.

2. Le statut personnel des musulmans est régi par les principes généraux du droit islamique (*chari'a*).

*Constitution, art. 31 (Protection de la famille) :*

1. L'Etat protège la famille fondée sur le mariage comme élément de base de la société.

2. L'entretien, l'éducation et l'instruction des enfants incombent aux parents en vertu de la loi.

3. L'accomplissement des obligations visées au paragraphe précédent est assuré par la loi en cas de décès des parents et dans tous les cas où ceux-ci omettent d'y pourvoir par incapacité ou pour tout autre motif.

4. Les enfants majeurs sont tenus d'assurer l'entretien de leurs parents lorsque ceux-ci ne sont pas en mesure d'y pourvoir eux-mêmes.

5. L'Etat protège la maternité et l'enfance et favorise les institutions nécessaires à cet effet.

6. L'Etat prend à sa charge la protection des enfants de parents inconnus.

*Droit de propriété*

*Constitution, art. 24 (Propriété) :*

1. La propriété est garantie par la loi, qui en fixe les modes d'acquisition et les limites afin d'en assurer la fonction sociale.

2. Les expropriations ne peuvent avoir lieu que pour cause d'utilité publique, dans les formes prévues par la loi et moyennant une juste indemnité versée en temps voulu.

*Liberté de pensée et liberté de conscience*

*Constitution, art. 28 (Liberté d'opinion) :*

1. Chacun a le droit de manifester librement son opinion de quelque manière que ce soit, sous réserve des limitations qui peuvent être établies

par la loi à seule fin de protéger les bonnes mœurs et la sûreté publique.

2. Les manifestations d'opinion ne peuvent être soumises à un régime d'autorisation préalable ou de censure préventive.

*Liberté de religion*

*Constitution, art. 29 (Liberté de religion) :*

Chacun a droit à la liberté de conscience et peut professer librement sa religion, et en exercer le culte sous réserve des limitations qui peuvent être établies par la loi à seule fin de protéger les bonnes mœurs, l'hygiène et l'ordre public. Cependant, il est interdit de répandre ou de diffuser une autre religion que l'Islam.

*Liberté de réunion*

*Constitution, art. 25 (Liberté de réunion) :*

1. Tous ont le droit de se réunir paisiblement et à des fins pacifiques.

2. La loi peut prescrire que les réunions publiques doivent faire l'objet d'une déclaration préalable aux autorités, qui ne peuvent les interdire que pour des motifs publics d'hygiène, de sécurité, de bonnes mœurs, d'ordre ou de sûreté.

*Loi sur l'ordre public, art. 13*

*(Réunions publiques) :*

1. Les organisateurs d'une réunion qui doit se tenir dans un lieu public ou ouvert au public doivent en faire la déclaration au commissaire du district au moins trois jours d'avance.

2. Une réunion est considérée comme publique lorsque, même si elle est organisée comme réunion privée, elle prend le caractère d'une réunion qui n'est pas privée, à cause du lieu où elle est tenue, du nombre des assistants ou de son objectif.

3. Les réunions généralement tenues dans leurs bureaux par des associations, y compris les associations politiques, sont considérées comme privées, sauf lorsqu'elles ont le caractère de réunions ou congrès régionaux ou nationaux.

4. Pour des motifs d'hygiène publique, de sécurité, de bonnes mœurs, d'ordre ou de sûreté, le commissaire de district peut interdire ou suspendre une réunion publique ou la subordonner à des conditions particulières de temps et de lieu, par ordre écrit et motivé, et il en fera notification immédiate au gouverneur.

*Loi sur l'ordre public, art. 14 (Cérémonies religieuses et funérailles) :*

Les dispositions de l'article précédent relatives à la notification ne s'appliquent pas aux cérémonies religieuses tenues dans des locaux ouverts au public et aux funérailles.

*Loi sur l'ordre public, art. 15 (Interdiction d'être porteur d'armes au cours d'une réunion publique) :*

1. Nul n'est autorisé à être porteur d'armes au cours d'une réunion publique, même s'il est titulaire d'un permis.

2. Le commissaire de district peut toutefois accorder des autorisations spéciales à cette fin, pourvu qu'elles soient conformes à la coutume.

*Loi sur l'ordre public*, art. 16 (Dispersion des réunions publiques) :

Une réunion publique peut être dispersée si les organisateurs ne donnent pas de préavis ; ou

si les conditions visées à l'alinéa 4 de l'article 13 ne sont pas remplies ; ou,

si, au cours d'une réunion tenue en un lieu public, ou ouvert au public, des manifestations séditieuses se produisent, ou des cris séditieux sont lancés qui puissent, de façon quelconque, troubler la sécurité ou l'ordre publics ; ou

si une infraction est commise au cours de la réunion.

*Loi sur l'ordre public*, art. 17 (Procédure de dispersion des réunions publiques) :

1. Lorsque, dans les cas prévus par l'article précédent, il est nécessaire de disperser une réunion publique, une des autorités chargées de maintenir l'ordre ordonne aux personnes présentes à la réunion de se disperser.

2. Si cet ordre n'est pas exécuté, l'autorité susmentionnée ordonne la dispersion de la réunion, par voie de trois sommations distinctes, formulées aussi nettement que possible.

3. Si ces sommations n'ont pas d'effet, la réunion est dispersée de force et quiconque refuse d'obéir peut être arrêté.

*Loi sur l'ordre public*, art. 18 (Processions) :

Les dispositions applicables aux réunions publiques s'appliquent également aux processions se déroulant sur la voie publique.

*Loi sur l'ordre public*, art. 19 (Uniformes, insignes et emblèmes) :

1. Aucune personne autre que les membres du personnel militaire ou paramilitaire ne peut porter d'uniforme, à moins qu'il ne soit visiblement différent de ceux portés par le personnel militaire ou paramilitaire mentionné ci-dessus.

2. Le commissaire de district peut, par décision motivée, prohiber le port de vêtements ou d'insignes, ou l'exhibition de drapeaux ou d'emblèmes en un lieu public, s'il estime que ces vêtements, insignes, drapeaux ou emblèmes peuvent troubler l'ordre public.

*Loi sur l'ordre public*, art. 20 (Violation des dispositions applicables aux réunions publiques et processions) :

1. Quiconque enfreint les dispositions du présent chapitre sera puni, si l'acte ne constitue pas une infraction plus grave, d'un emprisonnement pour contravention de trois mois au maximum, ou d'une amende pour contravention de 750 shillings somalis au maximum.

2. Toutes les armes portées sans l'autorisation prescrite, au cours de réunion ou de procession, seront confisquées.

### *Liberté d'association*

*Constitution*, art. 26 (Liberté d'association) :

1. Tous ont le droit de s'associer librement et sans autorisation.

2. Nul ne peut être contraint d'adhérer à une association quelle qu'elle soit, ou d'y demeurer affilié.

3. Sont interdites les associations secrètes ou ayant une organisation de caractère militaire.

*Loi sur l'ordre public*, art. 58 (Renseignements à fournir par les associations de toute espèce, nature et objet) :

1. Les associations de toute espèce, nature et objet soumettent par écrit au gouverneur régional territorialement compétent :

l'acte constitutif de l'association ;

les statuts ;

la liste des membres du bureau ;

les noms des fondateurs ;

le lieu du siège et des sections locales.

2. Les renseignements ci-dessus sont communiqués dans le mois qui suit la date de constitution *de facto* des associations.

3. Les fondateurs, dirigeants ou représentants des associations intéressées sont tenus de fournir ces renseignements.

4. Chaque fois que les statuts sont modifiés, que les membres du bureau sont remplacés ou que le siège ou les sections locales sont transférés en un autre lieu, notification en sera donnée dans le même délai.

5. Les dispositions des paragraphes précédents ne s'appliquent pas aux associations jouissant de la personnalité civile.

*Loi sur l'ordre public*, art. 59 (Suspension des activités d'associations de toute espèce, nature et objet) :

1. Les associations de toute espèce, nature et objet dont les activités troublent gravement l'ordre public ou blessent gravement les bonnes mœurs, peuvent être suspendues pour une période de trois mois au maximum, par ordre écrit et motivé du gouverneur territorialement compétent.

2. Sauf nécessité urgente, le gouverneur, avant de prononcer l'ordre, notifiera à l'association intéressée les griefs retenus et entendra ses explications le cas échéant.

*Loi sur l'ordre public*, art. 60 (Dissolution des associations contraires à l'article 12 de la Constitution) :

Les associations de toute espèce, nature et objet créées ou fonctionnant en violation des dispositions de l'article 12 de la Constitution seront dissoutes par décret de la Cour suprême, à la suite d'une procédure introduite à cette fin par l'autorité chargée de l'ordre public.

*Loi sur l'ordre public*, art. 61 (Dissolution des autres associations) :

Les associations autres que celles visées à l'article 12 de la Constitution, créées ou fonctionnant en violation de la loi, ou exerçant des activités contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, seront dissoutes par décret du Ministre de l'intérieur, le Conseil des ministres entendu.

*Loi sur l'ordre public*, art. 62 (Dispositions pénales et garanties judiciaires) :

1. Quiconque viole les dispositions de la présente partie sera puni, lorsque l'acte ne constitue pas une infraction plus grave, d'un emprisonnement pour contravention de six mois au maximum, ou d'une amende pour contravention de 1 000 shillings somalis au maximum.

*Droit de participer au gouvernement*

*Constitution*, art. 8 (Droit de vote) :

1. Tous les citoyens qui réunissent les conditions établies par la loi ont le droit de vote.

2. Le suffrage est personnel, égal, libre et secret.

*Constitution*, art. 51 (Assemblée nationale) :

1. L'Assemblée nationale se compose de députés élus par le peuple au suffrage universel, libre, direct et secret, et de députés de droit.

2. La loi fixe le nombre de députés et le régime électoral.

3. Sont éligibles aux fonctions de député tous les citoyens qui ont le droit de vote et qui, dans l'année des élections, ont 25 ans révolus. La loi détermine les cas d'inéligibilité et les cas d'incompatibilité avec les fonctions de député.

4. Est député de droit, à vie, en dehors du nombre des députés élus, quiconque a été Président de la République, sauf s'il a été condamné pour les délits prévus au premier paragraphe de l'article 76.

*Constitution*, art. 52. (Durée du mandat et élections) :

1. Chaque législature est élue pour une période de cinq ans à compter de la proclamation des résultats électoraux. Aucune modification de la durée de ce mandat n'aura d'effet sur la durée de la législature au cours de laquelle cette modification est décidée.

2. La date des élections à la nouvelle assemblée est fixée par le Président de la République et se situera au cours des trente derniers jours de la législature existante.

3. La nouvelle assemblée se réunira pour la première fois dans les trente jours suivant la proclamation des résultats électoraux.

*Constitution*, art. 53 (Dissolution de l'Assemblée) :

1. L'Assemblée peut être dissoute avant le terme de son mandat par le Président de la République, le Président de l'Assemblée entendu, toutes les fois que l'Assemblée ne peut pas exercer ses fonctions ou les exerce d'une manière incompatible avec l'activité législative normale.

2. Dans le même décret dissolvant l'Assemblée, le Président de la République fixe la date des nouvelles élections et les élections ont lieu dans les soixante jours qui suivent la dissolution.

3. Aucune dissolution n'est possible pendant la première année du mandat de l'Assemblée ni pendant la dernière année du mandat du Président de la République.

4. Dans tous les cas, l'Assemblée sortante conserve ses pouvoirs jusqu'à la proclamation des résultats électoraux pour la nouvelle Assemblée.

*Loi électorale* (loi n° 4 du 22 janvier 1964), art. 1 (Députés élus à l'Assemblée nationale) :

1. Le nombre des députés élus à l'Assemblée nationale est de 123.

2. Le régime et le mode d'élection des députés sont réglés par la présente loi.

*Loi électorale*, art. 2 (Qualifications requises des électeurs) :

1. Ont le droit de vote aux élections des députés, les citoyens somalis

a) qui ont 18 ans révolus l'année où interviennent les élections ;

b) qui n'ont pas fait l'objet d'un jugement d'interdiction pour insanité d'esprit ;

c) qui n'ont pas été privés de leurs droits civiques ou électoraux à la suite d'une condamnation pénale ;

d) qui ne sont pas en train de purger une peine d'emprisonnement.

2. Le Ministre de l'intérieur est autorisé à prendre des dispositions et des mesures assurant que le droit de voter dans une circonscription électorale sera, dans la limite du possible, limité aux personnes qui résident normalement dans la circonscription.

3. Chaque électeur dispose d'une voix.

4. Le suffrage est personnel, égal, libre, direct et secret.

*Loi électorale*, art. 3 (Qualifications requises des candidats) :

1. Sont éligibles aux fonctions de députés les électeurs qui ont vingt-cinq ans révolus durant l'année des élections et qui prouvent qu'ils savent lire et écrire.

2. Les membres du corps judiciaire, les membres des forces armées ou des organisations paramilitaires, les gouverneurs régionaux, les commissaires de district et les chefs de sous-district sont inéligibles, sous la réserve que ces motifs d'inéligibilité seront écartés si les services des personnes intéressées ont pris fin avant la présentation des listes des candidats prévue à l'article 12.

*Loi électorale*, art. 4 (Incompatibilité) :

Pendant la durée de leur mandat, les députés n'exerceront aucune des fonctions visées au paragraphe 2 de l'article précédent et ne seront ni présidents de conseils locaux, ni membres de conseils de district ou locaux, ni fonctionnaires de l'Etat ou agents d'autres collectivités publiques. Si un député ne choisit pas sa nouvelle fonction dans les quinze jours qui suivent sa nomination ou son élection à cette fonction, il en est automatiquement privé.

*Loi électorale*, art. 5 (Date des élections) :

1. Les élections des députés sont décidées par décret du Président de la République contresigné par le Premier Ministre et par le Ministre de l'intérieur dans les limites de temps visées aux articles 52 ou 53 de la Constitution.

2. Ledit décret indique la date du scrutin.



*Loi électorale*, art. 6 (Subdivisions territoriales en vue des élections) :

1. En vue des élections, le territoire de la République est divisé en districts électoraux.

2. Chaque district électoral est subdivisé en sections électorales. Le Ministre de l'intérieur veille à ce que le district électoral soit subdivisé en sections électorales quarante jours au moins avant la date des élections, sur la proposition des commissions de district territorialement compétentes, les conseils de district et les conseils locaux intéressés ayant été entendus.

*Loi électorale*, art. 7 (Régime électoral) :

1. Le nombre des députés à élire dans chaque district électoral est fixé dans l'annexe à la présente loi.

2. Chaque parti politique régulièrement constitué peut présenter une liste de candidats dans chaque district électoral. Le nombre de candidats de chaque liste ne sera pas inférieur au double, ni supérieur au triple du nombre de députés à élire dans chaque district électoral.

3. Le nombre de sièges attribués à chaque liste de candidats est proportionnel aux voix obtenues par la liste dans le district électoral et calculé sur la base du quotient et du reste le plus élevé.

4. Si une seule liste est présentée dans un district électoral, aucun scrutin n'intervient et des candidats en nombre égal au nombre de députés à élire dans ce district électoral sont proclamés élus dans l'ordre où leurs noms figurent sur la liste.

#### *Droit d'accès aux fonctions publiques*

*Constitution*, art. 9 (Droit d'accès aux fonctions publiques) :

Tous les citoyens qui réunissent les conditions établies par la loi ont le droit d'accéder dans des conditions d'égalité aux fonctions publiques.

*Administration* (loi n° 7 du 15 mars 1962), art. 6 (Conditions exigées pour l'admission) :

1. Ne peuvent être nommés fonctionnaires que les citoyens âgés d'au moins seize ans, physiquement aptes à exercer les fonctions, de bonnes vie et mœurs et possédant les qualifications suivantes quant à leur instruction :

a) un diplôme universitaire ou l'équivalent pour la catégorie A ;

b) un diplôme d'école secondaire supérieure ou son équivalent pour la catégorie B ;

c) un diplôme d'école secondaire élémentaire ou son équivalent pour la catégorie C ;

d) un diplôme d'école primaire ou son équivalent pour la catégorie D.

2. Le candidat à une fonction publique doit posséder les qualifications prescrites à la date de sa candidature.

#### *Sécurité sociale*

*Constitution*, art. 37 (Assistance et prévoyance sociales) :

1. L'Etat pourvoit par voie législative à l'assistance et à la prévoyance sociales.

2. L'Etat garantit à ses fonctionnaires civils et militaires le droit de pension, il leur garantit en outre l'assistance en cas d'accident, de maladie, ou d'incapacité de travail, conformément à la loi.

*Constitution*, art. 32 (Institutions de bienfaisance) :

L'Etat favorise et encourage la création d'institutions de bienfaisance pour les personnes physiquement diminuées et pour les enfants abandonnés.

#### *Droit au travail*

*Constitution*, art. 38 (Protection du travail) :

1. L'Etat protège et encourage le travail sous toutes ses formes et dans toutes ses applications.

2. Est interdit le travail forcé ou obligatoire sous quelque forme que ce soit. La loi réglemente les cas où le travail peut être imposé pour des nécessités militaires ou civiles ou en exécution d'une condamnation pénale.

3. Tous les travailleurs ont droit, sans aucune discrimination, à une rémunération égale pour un travail égal et telle qu'elle leur assure des conditions d'existence conformes à la dignité humaine.

4. Tous les travailleurs ont droit au repos hebdomadaire et à des congés annuels payés ; ils ne peuvent être contraints d'y renoncer.

5. La loi établit la durée maximale de la journée de travail et l'âge minimal d'accès aux divers genres de travaux ; elle assure aux mineurs et aux femmes des conditions de travail appropriées.

6. L'Etat protège l'intégrité physique et morale des travailleurs.

#### *Droit d'association syndicale*

*Constitution*, art. 13 (Droit d'association syndicale) :

Tous les citoyens ont le droit de former des associations syndicales ou d'y adhérer pour la protection de leurs intérêts économiques.

2. Les syndicats organisés selon les principes démocratiques jouissent de la personnalité civile conformément à la loi.

3. Les syndicats dotés de la personnalité civile peuvent conclure des conventions collectives de travail qui obligeront leurs adhérents.

*Code du travail* (Décret législatif n° 25 du 15 novembre 1958), art. 6 (Objets poursuivis par les syndicats) :

L'organisation syndicale est libre. Les objectifs d'un syndicat sont d'étudier et de protéger les intérêts juridiques, économiques et moraux de la branche d'activité intéressée.

*Code du travail*, art. 7

(Organisation des syndicats) :

Toutes les personnes exerçant le même métier ou la même industrie, ou des métiers ou industries connexes, peuvent constituer un syndicat. Chacun est libre d'adhérer à un seul syndicat, de son choix, dans le cadre de son métier.

*Code du travail*, art. 8 (Autonomie syndicale) :

Chaque syndicat a le droit de rédiger ses statuts et règlements, d'élire ses représentants en

pleine liberté, d'organiser sa gestion et ses activités et de formuler son programme.

*Code du travail*, art. 9 (Liberté d'association) :

La loi interdit de procéder à aucune discrimination, ou restriction du droit de liberté d'association, et plus spécialement :

1) de subordonner l'emploi d'un ouvrier à la condition qu'il n'adhère pas à un syndicat ou qu'il cesse d'être membre d'un syndicat ;

2) de provoquer le congédiement d'un ouvrier (ou de lui porter un autre préjudice) parce qu'il est membre d'un syndicat ou parce qu'il prend part aux activités syndicales.

La loi interdit de même aux organisations patronales d'intervenir, par exemple financièrement, dans la création ou le fonctionnement d'une organisation ouvrière, et vice-versa.

*Code du travail*, art. 10 (Création de syndicats) :

Les syndicats sont créés par acte notarié. Ils comptent un minimum de cinquante membres s'il s'agit d'ouvriers, et de cinq membres s'il s'agit de patrons.

Les fondateurs d'un syndicat sont tenus de déposer les statuts et règlements auprès du Service du travail du Ministère des affaires sociales dans la quinzaine suivant la rédaction des statuts.

Le Ministère des affaires sociales, après vérification de la régularité formelle des statuts, rend un décret autorisant l'inscription du syndicat sur le registre approprié et fait paraître une insertion dans le *Journal officiel* de Somalie.

La même procédure est suivie au cas d'amendement des statuts.

Tout document ultérieur impliquant des modifications de l'effectif, de la représentation ou de la gestion du syndicat, ou l'approbation de sa comptabilité sera déposé auprès du Service du travail du Ministère des affaires sociales dans la quinzaine suivant sa rédaction.

*Code du travail*, art. 11 (Représentants et membres du bureau) :

Les représentants et membres du bureau d'un syndicat doivent être domiciliés en Somalie, être en possession de leurs droits civils, et ne pas avoir été déchus du droit d'exercer des fonctions publiques.

*Code du travail*, art. 12 (Affiliation à un syndicat) :

Toute personne âgée de 18 ans peut librement adhérer à un syndicat.

Toute personne âgée de moins de 18 ans, mais de plus de quinze ans peut adhérer à un syndicat si son père ou la personne qui lui est légalement substituée ne s'y oppose pas.

*Code du travail*, art. 13 (Droit de quitter le syndicat) :

Tout membre d'un syndicat peut se retirer du syndicat à tout moment, nonobstant toute stipulation contraire.

*Code du travail*, art. 14 (Statut légal des syndicats) :

L'organisation, la gestion, l'extinction et la dissolution des syndicats sont régies par les dispo-

sitions générales relatives aux associations dotées de la personnalité civile dont le siège est en Somalie.

*Code du travail*, art. 15 (Personnalité civile des syndicats) :

Les syndicats enregistrés sont dotés de la personnalité civile. Ils peuvent ester en justice comme demandeurs ou défendeurs, acquérir des biens, meubles et immeubles, par acte à titre gratuit ou onéreux, conformément à la législation en vigueur.

#### *Droit au repos et aux loisirs*

*Constitution*, art. 36 (4) (Protection du travail) :

Tous les travailleurs ont droit au repos hebdomadaire et à des congés annuels payés ; ils ne peuvent être contraints d'y renoncer.

*Code du travail*, art. 82 (Repos hebdomadaire) :

Le repos hebdomadaire est obligatoire. Sous réserve des exceptions visées au quatrième paragraphe de la présente section, ce repos comporte au moins vingt-quatre heures par semaine.

Dans la mesure du possible, il sera accordé simultanément à tous les ouvriers travaillant dans un même établissement.

Les travailleurs ont également le droit à un jour de repos les jours fériés reconnus comme tels par l'Etat.

Le Ministre des affaires sociales, après consultation du Conseil des ministres et de la Commission centrale du travail, établit le règlement d'application des paragraphes précédents et spécifie particulièrement les métiers dans lesquels le jour de repos est attribué par roulement, ou remplacé par d'autres congés traditionnels, ou accordé en fonction de périodes plus longues qu'une semaine.

*Code du travail*, art. 83 (Congé annuel) :

Les travailleurs ont droit à une période de congé annuel payé. Ce congé est accordé par l'employeur à raison de quinze jours par année de service pour les employés salariés, et de dix jours par année de service pour les autres travailleurs.

*Code du travail*, art. 84 (Restrictions au droit au congé) :

Le droit au congé payé est normalement acquis après une année entière de service continu, sous cette réserve que des périodes de service accumulées pourront être comptées également jusqu'à un maximum de deux ans.

Les congés peuvent s'accumuler jusqu'à un maximum de trois ans lorsqu'il s'agit d'ouvriers qui ne sont pas originaires de Somalie.

Lorsque le contrat de travail expire avant que le travailleur ait pris le congé auquel il a droit en vertu de la section précédente, il reçoit une compensation pécuniaire pour le congé non pris.

#### *Droit à un niveau de vie suffisant*

*Constitution*, art. 31 (Protection de la famille) :

2. L'entretien, l'éducation et l'instruction des enfants incombent aux parents en vertu de la loi.

3. L'accomplissement des obligations visées au paragraphe précédent est assuré par la loi en cas de décès des parents et dans tous les cas où ceux-ci omettent d'y pourvoir, par incapacité ou par tout autre motif.

4. Les enfants majeurs sont tenus d'assurer l'entretien de leurs parents lorsque ceux-ci ne sont pas en mesure d'y pourvoir eux-mêmes.

*Constitution*, art. 32

(Institutions de bienfaisance) :

L'Etat favorise et encourage la création d'institutions de bienfaisance pour les personnes physiquement diminuées et pour les enfants abandonnés.

*Constitution*, art. 33

(Protection de la santé publique) :

L'Etat protège la santé publique et favorise l'assistance médicale gratuite pour les indigents.

#### *Maternité et enfance*

*Constitution*, art. 31 (Protection de la famille) :

5. L'Etat protège la maternité et l'enfance et favorise les institutions nécessaires à cet effet.

6. L'Etat prend à sa charge la protection des enfants de parents inconnus.

*Code du travail*, art. 76 (Travaux prohibés) :

Le Ministre des affaires sociales, après consultation du Conseil des ministres et de la Commission centrale du travail, établit des règlements mentionnant les catégories de travail interdites aux femmes, aux femmes enceintes et aux mères allaitant leurs enfants, aux enfants et aux adolescents.

Aux fins du présent chapitre, le terme « enfants » désigne les personnes des deux sexes qui n'ont pas encore atteint l'âge de 15 ans et le terme « adolescents » désigne les personnes qui ont atteint l'âge de 15 ans, mais n'ont pas atteint l'âge de 18 ans.

Si l'âge est incertain, on prendra l'opinion d'un médecin expert sur l'enfant ou l'adolescent.

Le Ministre des affaires sociales, après consultation du Conseil des ministres et de la Commission centrale du travail, détermine les catégories de travail qui sont dangereuses ou malsaines ou qui exigent beaucoup de force ou de concentration, rendant ainsi nécessaires des modifications de l'âge minimum prévu pour les adolescents dans le présent chapitre. Les poids maximum que les adolescents ou les femmes pourront porter, tirer ou pousser seront déterminés de la même façon.

*Code du travail*, art. 77 (Femmes enceintes et femmes allaitant leurs enfants) :

Aucune ouvrière ne sera congédiée pendant une grossesse régulièrement établie par certificat médical, jusqu'à la fin de la période de congé mentionnée au troisième paragraphe de la présente section, ou jusqu'à ce que l'enfant soit âgé d'un an.

Cette règle ne s'applique pas dans les cas suivants :

1) mauvaise conduite de la part de l'ouvrière justifiant raisonnablement la cessation de son contrat de travail ;

2) cessation d'activité de l'entreprise où elle est employée ;

3) achèvement du travail pour lequel l'ouvrière était embauchée, ou achèvement du contrat de travail à l'expiration de la durée stipulée.

Sur présentation d'un certificat médical indiquant la date prévue pour son accouchement, l'ouvrière a droit à un congé de maternité de quatorze semaines, dont six semaines au moins seront prises après l'accouchement.

Si l'accouchement intervient après la date prévue, le congé prénatal sera étendu jusqu'à sa date effective, sans réduction de la période de congé de six semaines après l'accouchement.

*Code du travail*, art. 78 (Pauses dans le travail en cas d'allaitement) :

L'ouvrière qui allaite son enfant a droit, durant une année au maximum après la date de naissance, à deux interruptions quotidiennes d'une heure chacune. »

*Code du travail*, art. 79 (Mineurs de 14 ans) :

Sauf dans les cas où une autre limite d'âge est prescrite par le présent code ou par une loi spéciale, il est interdit d'employer des enfants de moins de 14 ans.

Cette restriction quant à l'âge ne s'applique pas :

1) aux élèves fréquentant des écoles professionnelles publiques et contrôlées par l'Etat ou des ateliers de formation sans but lucratif, publiques et contrôlés par l'Etat ;

2) aux membres de la famille de l'employeur, ni à ses parents par le sang ou par alliance s'ils habitent avec lui, sont entretenus par lui et travaillent sous ses ordres dans une entreprise n'employant aucune autre personne.

Nonobstant le premier paragraphe de la présente section, le Ministre des affaires sociales, après avoir consulté la Commission centrale du travail, a qualité pour autoriser l'emploi d'enfants de 12 ans au moins, à condition que le travail soit compatible avec leur protection, leur santé et leur moralité, et dans les cas où cette autorisation est rendue nécessaire par des conditions de travail ou des conditions locales spéciales et par les exigences techniques spéciales du travail, ou lorsqu'elle est essentielle à l'enseignement de la profession.

*Code du travail*, art. 80 (Age minimum pour certaines catégories de travail) :

L'âge minimum pour être employé comme soutier ou aide-soutier à bord d'un navire, ou pour effectuer un travail souterrain dans les mines ou carrières, est de 18 ans.

Les mineurs de 16 ans ne pourront travailler sur des échafaudages mobiles, ni sur des échelles portatives, à la construction, à la démolition, à l'entretien ou à la réparation d'immeubles.

*Code du travail*, art. 81 (Examen médical de l'aptitude au travail) :

Sur la proposition de l'inspection du travail ou sur leur propre demande, les femmes, les adolescents et les enfants peuvent subir une visite médicale qui permettra de juger de leur aptitude à assurer intégralement ou en partie le travail auquel ils sont ou doivent être employés.

Des fonctionnaires des services de l'hygiène procéderont à ces examens médicaux et délivreront gratuitement les certificats appropriés.

Si une personne est déclarée incapable d'assurer son emploi, son contrat de travail est automatiquement dissous.

#### *Droit à l'enseignement*

*Constitution*, art. 35 (Instruction publique) :

1. L'Etat favorise l'instruction en tant qu'intérêt fondamental de la collectivité et pourvoit à la création d'écoles publiques ouvertes à tous.

2. L'instruction primaire dans les écoles publiques est gratuite.

3. La liberté de l'enseignement est garantie par la loi.

4. Les personnes morales et les individus ont le droit de créer, sans charge pour l'Etat et conformément à la loi, des écoles et des établissements d'enseignement.

5. Les écoles et les établissements d'enseignement privés peuvent être assimilés aux écoles et établissements de l'Etat dans les conditions fixées par la loi.

6. L'enseignement de la religion islamique est obligatoire pour les élèves de confession islamique des écoles primaires et secondaires de l'Etat et des écoles assimilées. L'enseignement du Saint Coran est matière fondamentale pour les musulmans dans les écoles primaires et secondaires publiques.

7. Les établissements d'enseignement supérieur ont une organisation autonome dans les limites de la loi.

## **S O U D A N**

### **N O T E**

Le Ministre des Affaires étrangères de la République du Soudan a porté à la connaissance du Secrétaire général des Nations Unies que le Gouvernement de la République du Soudan n'était pas à même de contribuer à l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1963*.

## SUÈDE

### NOTE<sup>1</sup>

#### I. LÉGISLATION

1. Afin de réprimer les activités illégales des individus âgés de moins de 18 ans, les officiers de police ont reçu le droit de détenir ces jeunes jusqu'à vérification des renseignements relatifs à leurs âge, nom et adresse. Cette réglementation s'applique même quand l'ordre et la sécurité publique ne sont pas en jeu.

2. Un amendement à la loi sur la répression antialcoolique reconnaît aux officiers de police le droit de détenir temporairement les alcooliques dangereux. Des règlements nouveaux et définis avec plus de précision ont été introduits en ce qui concerne la durée de la détention préventive des alcooliques en question, avant que ne soit faite une demande de prise en charge par un établissement public. La responsabilité des bureaux de répression antialcoolique en ce qui concerne la surveillance des individus sortant d'un établissement public — sous le régime probatoire ou à titre définitif — a été confirmée par décret. L'amendement en question comporte également des règlements relatifs aux consultations qui doivent avoir lieu entre le directeur de l'établissement d'où va être libéré l'individu en question et le bureau qui sera responsable de ce dernier, pour lui prêter aide et assistance, si nécessaire.

3. Le Parlement suédois a voté une nouvelle législation relative aux vacances, qui vient remplacer l'ancienne législation de 1945. Fixée par décret, la durée des vacances annuelles a été portée de trois à quatre semaines à compter de 1965, date à laquelle quatre semaines complètes

de vacances seront accordées. La période de référence donnant droit aux vacances a été assouplie, au bénéfice en particulier des salariés à mi-temps et des salariés temporaires. Comme par le passé, l'employeur décide à quel moment de l'année les vacances peuvent être prises, elles ne sont accordées qu'en une seule fois chaque année. Cependant, subsiste encore la possibilité de faire des arrangements — sur le plan individuel et sur le plan collectif — en ce qui concerne la division des vacances en plusieurs périodes. Dans la nouvelle législation, le droit à six semaines de vacances a été maintenu pour certaines catégories de personnel exposé par son travail à la radio-activité.

Le texte de cette loi (n° 114, du 17 mai 1963) a été publié en français et en traduction anglaise par le Bureau international du Travail, sous la cote *Série législative* 1963 — Suè. 1.

4. Un amendement à la loi sur l'avortement a été adopté, en vertu duquel, si le fœtus a contracté une maladie ou est devenu infirme, la mère peut — à la discrétion du Bureau royal de médecine — se faire avorter légalement.

#### II. ACCORDS INTERNATIONAUX

La Suède a ratifié en 1963 la Convention (n° 118) adoptée par la Conférence générale de 1962 du Bureau international du Travail, concernant l'égalité du traitement entre ressortissants et non-ressortissants, dans le domaine de la sécurité sociale, et plus spécialement en ce qui concerne a) les soins médicaux, b) les prestations maladie, c) les prestations maternité, g) les prestations accidents du travail, et h) les prestations chômage.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement suédois.

# SUISSE

## NOTE<sup>1</sup>

### I. CONFÉDÉRATION

#### A. LÉGISLATION

##### 1. *Prévoyance et assurances sociales*

Un arrêté fédéral du 4 octobre 1962 a traité du statut des réfugiés dans l'assurance vieillesse et survivants et dans l'assurance invalidité, prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 1963 (*Recueil officiel*, 1963, p. 37), et un arrêté du Conseil fédéral du 10 juin 1963 a modifié le règlement d'exécution du 17 janvier 1961<sup>2</sup> de la loi fédérale sur l'assurance invalidité (*Recueil officiel*, 1963, p. 418).

##### 2. *Protection de la vie et de la santé*

###### a) *Protection contre les radiations*

Les ordonnances suivantes ont été promulguées :

Ordonnance du Conseil fédéral du 19 avril 1963 concernant la protection contre les radiations (*Recueil officiel*, 1963, p. 275) ;

Ordonnance du Département fédéral de l'intérieur du 7 octobre 1963 concernant la radio-protection applicable aux installations médicales à rayons X jusqu'à 300 kV (*Recueil officiel*, 1963, p. 895) ;

Ordonnance du Département fédéral de l'intérieur du 7 octobre 1963 concernant la radio-protection applicable aux pédosopes (*Recueil officiel* 1963, p. 917) ;

Ordonnance du Département fédéral de l'intérieur du 7 octobre 1963 concernant la radio-activité des cadrans lumineux (*Recueil officiel*, 1963, p. 914).

###### b) *Prévention des accidents et des maladies professionnelles*

La législation suivante a été adoptée :

Ordonnance du Conseil fédéral du 27 août 1963 relative aux maladies professionnelles (*Recueil officiel*, 1963, p. 753) ;

Ordonnance du Conseil fédéral du 13 septembre 1963 concernant la prévention des accidents dans les travaux de fouilles et de puits ainsi que dans les travaux similaires (*Recueil officiel*, 1963, p. 787) ;

Ordonnance du Conseil fédéral du 18 octobre 1963 concernant la prévention des accidents et des maladies professionnelles dans les travaux de ramonage ainsi que les mesures de protection lors des travaux aux cheminées d'usine et aux installations de chauffage (*Recueil officiel*, 1963, p. 851) ;

Loi fédérale du 29 novembre 1963 sur la protection des eaux contre la pollution (*Recueil officiel*, 1963, p. 1077) ;

Ordonnance d'exécution du Conseil fédéral du 20 décembre 1963 de la loi fédérale concernant l'allocation de subventions pour la lutte contre les maladies rhumatismales (*Recueil officiel*, 1963, p. 1147).

##### 3. *Protection sociale*

Les arrêtés du Conseil fédéral du 18 mars 1963 et du 7 mai 1963 ont établi, respectivement, un contrat type de travail pour les médecins assistants (*Recueil officiel*, 1963, p. 257) et un contrat type de travail pour le personnel sanitaire diplômé (*Recueil officiel*, 1963, p. 387).

#### B. CONVENTIONS INTERNATIONALES

##### 1. *Droits politiques*

Un arrêté du Conseil fédéral du 19 mars 1963 concernait l'adhésion de la Suisse au statut du Conseil de l'Europe du 5 mai 1949 (*Recueil officiel*, 1963, p. 769).

##### 2. *Assurances sociales*

Un arrêté fédéral du 18 septembre 1963 a approuvé la convention complémentaire relative aux assurances sociales entre la Confédération suisse et la République fédérale d'Allemagne (*Recueil officiel*, 1963, p. 939).

##### 3. *Protection sociale*

Un arrêté fédéral du 16 septembre 1963 a approuvé l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail (*Recueil officiel*, 1963, p. 647).

##### 4. *Promotion sociale*

Un arrêté fédéral du 20 décembre 1962 concernait la conclusion d'accords de coopération technique et scientifique avec les pays en voie de développement : entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1963 (*Recueil officiel*, 1963, p. 368).

<sup>1</sup> Note communiquée par l'Observateur permanent de la Suisse auprès des Nations Unies.

<sup>2</sup> Pour un résumé du règlement d'exécution, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 358.

## II. CANTONS

### 1. *Protection de la vie et de la santé*

Le canton de Neuchâtel a promulgué ce qui suit :

Arrêté du 22 octobre 1963 fixant, pour les candidats à l'apprentissage de mécanicien en automobiles, l'obligation de subir un examen d'aptitudes ;

Règlement du 8 mars 1963 concernant le contrôle des viandes.

La législation suivante a été adoptée dans le canton de Vaud :

Règlement du 8 janvier 1963 sur l'exercice de la profession d'aide-soignante pour établissements médicaux sociaux ;

Règlement du 8 janvier 1963 sur l'exercice de la profession d'aide-hospitalière ;

Arrêté d'application dans le canton de Vaud du 12 juillet 1963 de l'ordonnance fédérale du 19 avril 1963 concernant la protection contre les radiations ;

Loi du 20 novembre 1963 modifiant celle du 9 décembre 1952 sur l'organisation sanitaire.

### 2. *Protection économique et sociale*

Dans le canton de Neuchâtel, un arrêté du 15 octobre 1963 a abrogé l'article 4 du règlement d'exécution du 6 juillet 1962 de la loi sur les vacances payées obligatoires.

Les arrêtés suivants ont été promulgués dans le canton de Vaud :

Arrêté du 4 janvier 1963 étendant le champ d'application de la convention collective de travail de l'horticulture vaudoise ;

Arrêté du 22 janvier 1963 prorogeant et modifiant celui qui étend le champ d'application de la convention collective de travail des entreprises de marbrerie du canton de Vaud ;

Arrêté du 22 janvier 1963 étendant le champ d'application de la convention collective de travail de la fourrure dans le canton de Vaud ;

Arrêté du 27 février 1963 étendant le champ d'application de la convention collective de travail des contremaîtres du bâtiment et du génie civil dans le canton de Vaud.

Arrêté du 12 juillet 1963 étendant le champ d'application de la convention collective de travail pour le commerce de la chaussure à Lausanne.

Arrêté du 30 septembre 1963 étendant le champ d'application de la convention collective de travail et de la convention d'assurance maladie des entreprises du commerce des vins et liqueurs et des entreprises de tonnellerie du canton de Vaud.

### 3. *Enseignement et formation professionnelle*

Dans le canton de Neuchâtel, un règlement a été adopté le 31 mai 1963 concernant l'apprentissage, la surveillance et les examens de fin d'apprentissage des apprenties aides en pharmacie.

Les règlements suivants ont été promulgués dans le canton de Vaud :

Règlements du 15 mars 1963 pour la formation pédagogique des maîtres secondaires ;

Règlements du 5 juillet 1963 sur l'apprentissage de la profession d'agriculteur et sur l'examen de fin d'apprentissage de la profession d'agriculteur ;

Règlements du 5 juillet 1963 sur l'apprentissage des professions d'agriculteur-maraîcher et de maraîcher et sur l'examen de fin d'apprentissage dans ces professions ;

Règlements du 5 juillet 1963 sur l'apprentissage dans les professions de fromager et laitier et sur l'examen de fin d'apprentissage dans ces professions.

### 4. *Liberté de l'information*

Le canton de Vaud a adopté la loi du 27 novembre 1963 sur le cinéma et règlement d'exécution.

### 5. *Convention intercantonale*

Une convention administrative relative aux assistés ressortissants de plusieurs cantons a été approuvée par le Conseil fédéral le 6 décembre 1963 (*Recueil officiel*, 1963, p. 1223).



## SYRIE

### DÉCRET LÉGISLATIF N° 218 DU 20 OCTOBRE 1963 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE L'ARRÊTÉ-LOI N° 134 DU 4 SEPTEMBRE 1958 PORTANT LOI ORGANISANT LES RELATIONS AGRICOLES, DITES CODE DU TRAVAIL AGRICOLE

Le texte du décret législatif a été publié dans *Al-Jarida al-Rasmiya*, n° 48, du 31 octobre 1963.

L'article premier du décret législatif abroge les articles 89, 173, 175 à 178, 189, 191, 192, 199 à 201, 204, 206, 207, 232 et 242 de la loi n° 134 du 4 septembre 1958 et les remplace par un groupe de 269 nouveaux articles numérotés consécutivement, l'article premier de ce groupe se lisant comme suit :

« Sont organisés conformément aux dispositions de la présente loi les relations agricoles entre les propriétaires de la terre, les cultivateurs et les ouvriers agricoles.

« Cette organisation a pour but d'assurer une bonne exploitation des terres de la patrie et l'établissement de relations équitables entre les citoyens ».

Les autres nouveaux articles traitent notamment des syndicats agricoles ; des contrats collectifs ; des salaires ; de la durée du travail et des congés ; des soins médicaux et du logement ; du licenciement ; des bureaux de placement ; et des grèves.

Des traductions du décret législatif en anglais et en français ont été publiées par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1963 — Syr. 1.

## TANGANYIKA

### NOTE<sup>1</sup>

1. Le code de procédure pénale (chap. 20 des lois du Tanganyika) contient des dispositions qui garantissent le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté.

Un officier de police peut arrêter une personne pour un certain nombre d'infractions déterminées et en certaines circonstances précises. Par exemple, un officier de police peut arrêter sans mandat et sans injonction d'un magistrat toute personne qu'il a des motifs raisonnables de soupçonner d'avoir commis un *délit qui tombe sous le coup de la loi* [s. art. 27 a)].

2. L'article 22 du Code de procédure pénale dispose :

« La personne arrêtée ne sera pas soumise à un régime de détention plus strict qu'il n'est nécessaire pour l'empêcher de s'évader. »

3. L'arrestation préventive est prévue. Le respect de la liberté individuelle est toutefois garanti par le fait que toute personne arrêtée doit être traduite devant un tribunal dans les 48 heures, si elle n'est pas relâchée dans l'intervalle. C'est une mesure de nature préventive plutôt que punitive (ss. 2,3 du décret n° 49 de 1963).

---

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement du Tanganyika.

# TCHÉCOSLOVAQUIE

## NOTE<sup>1</sup>

### 1. LOI N° 94/1963 DU RECUEIL DES LOIS SUR LE CODE DE LA FAMILLE

Ce Code reflète les changements qui se sont produits dans le système social. Le règlement relatif au mariage et au droit familial part d'une nouvelle conception et d'une nouvelle fonction qui revêtent le mariage et la famille dans la société socialiste. Le Code de la famille met en application d'importants principes de la protection des droits des citoyens, ancrés dans la Constitution. Il stipule expressément que le mariage, la maternité et les rapports de famille sont placés sous la protection de l'Etat. La société prête à la mère et aux enfants — sans égard au fait si ces derniers sont issus du mariage ou non — tous les soins, l'aide matérielle ainsi que l'assistance lors de leur éducation. La famille, basée sur le mariage, est considérée comme la forme la plus propice à l'arrangement des rapports familiaux et personnels des gens, non pas sur la base de propriété, mais sur celle des sentiments de sympathie, afin de créer une base saine pour une bonne éducation des enfants en vue d'en élever des citoyens loyaux. L'Etat s'efforce de créer du mariage une communauté permanente pour toute la vie. Les organes d'Etat et les organisations sociales ont, ensemble avec tous les citoyens, l'obligation d'aider à consolider le mariage et à prévenir que ne se produisent pas des causes pouvant entraîner le divorce.

La protection des intérêts des enfants mineurs constitue le principe fondamental du Code. Le rôle décisif des parents lors de l'éducation des enfants est mis en relief, et le Code stipule les principes de l'éducation des enfants. Aussi bien les parents que l'Etat et les organisations sociales prennent soin de l'éducation des enfants. Les enfants doivent acquérir une éducation large et profonde et s'approprier une attitude responsable envers le travail. Leur conscience et leurs actes doivent être empreints de tels principes comme l'amour de la patrie, l'amitié entre les nations, la protection de la propriété sociale, l'observation des règles de la coexistence socialiste, le respect des concitoyens, la modestie, l'honnêteté et l'esprit de sacrifice.

Les parents sont responsables du développement de leurs enfants sous tous les rapports, aussi bien du côté physique que moral, ils les représentent et se chargent de leurs affaires.

A l'éducation des enfants doit assister également l'époux, qui lui-même n'est pas le parent de l'enfant, mais qui vit avec ce dernier dans un ménage commun.

L'intérêt à ce que les enfants soient bien éduqués autorise tous les citoyens ainsi que les organisations sociales à attirer l'attention des parents et, le cas échéant, des organes ou des organisations d'Etat, sur la mauvaise conduite des enfants afin que l'on puisse remédier à la situation.

Les parents ont la possibilité d'avoir recours à l'aide de l'école ou des organes de l'Etat, si cela est nécessaire à l'exercice des droits des parents.

Les tribunaux ont l'obligation de veiller à ce que les enfants soient proprement éduqués et à ce que leur propriété soit dûment administrée.

Si les parents du mineur sont morts ou s'ils ne sont pas en mesure pour n'importe quelle raison d'exercer leurs droits et leurs devoirs envers l'enfant, c'est l'obligation du tribunal de désigner pour l'enfant un curateur qui exercerait ces droits sous la surveillance régulière du tribunal. Toute décision concernant l'enfant faite par le curateur exige, s'il s'agit d'une question essentielle, une approbation préalable.

Le tribunal désigne aussi, si le besoin s'en fait sentir, un curateur pour la protection des intérêts de l'enfant, même si ce dernier vit chez ses parents.

Les parents ont l'obligation alimentaire envers leurs enfants aussi longtemps que ces derniers ne sont pas capables de gagner eux-mêmes leur vie. Ce devoir n'est pas limité par le temps. L'obligation alimentaire incombe à tous les deux époux, même si l'enfant est né hors le mariage.

A l'obligation alimentaire des parents correspond l'obligation alimentaire des enfants vis-à-vis leurs parents, et il existe l'obligation alimentaire réciproque des ascendants et des descendants, ainsi que des époux, l'un envers l'autre.

La mère non mariée est autorisée à demander du père de l'enfant de contribuer à sa subsistance pendant le délai de vingt-six semaines; elle a également droit à ce que le père de l'enfant contribue aux frais occasionnés par la grossesse et l'accouchement.

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque.

bution alimentaire mensuelle. Si l'enfant se prépare pour sa profession future ou pour d'autres raisons sérieuses, l'allocation de la contribution peut être prolongée jusqu'à l'âge de 25 ans de l'enfant.

## 2. LOI N° 97/1963 DU RECUEIL DES LOIS SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Cette loi s'applique aux affaires juridiques du droit civil et familial qui contiennent un soi-disant élément étranger, ce qui signifie qu'il s'agit des rapports juridiques dans lesquels un ou plusieurs sujets sont des étrangers, ou l'objet du rapport juridique se trouve à l'étranger, ou un fait déterminé pouvant entraîner des conséquences juridiques s'est produit à l'étranger.

Pour ce qui est de la situation des étrangers dans la République socialiste tchécoslovaque, la loi stipule que les étrangers jouissent dans le domaine de leurs droits personnels et de propriété des mêmes droits et des mêmes obligations que les ressortissants tchécoslovaques.

En dépit du principe de l'égalité en droit, la protection des droits et intérêts des ressortissants étrangers exige dans certains cas de leur accorder une position spéciale résultant du fait que dans les prescriptions de collision de la loi est stipulée l'application du droit matériel étranger ou la compétence exclusive ou facultative de l'organe de justice étranger. La réglementation de collision ne doit pas aboutir à des traitements rudes dans le domaine des rapports personnels, familiaux et de propriété des étrangers ainsi que des ressortissants tchécoslovaques, tant qu'ils participent aux rapports juridiques avec un élément étranger.

Ainsi en ce qui concerne la capacité de jouissance des droits civils et celle d'accomplir les actes juridiques, il est appliqué à l'égard des étrangers le droit de l'Etat dont ils sont ressortissants ; si toutefois, l'acte juridique a été accompli sur le territoire de la République socialiste tchécoslovaque il suffit si l'étranger possède la capacité juridique et est capable d'accomplir des actes juridiques d'après le droit tchécoslovaque. Aussi bien en ce qui concerne la forme de l'acte juridique il suffit si cette forme correspond au droit de l'endroit où la volonté a été exprimée.

Quant aux droits à titre de dommages-intérêts causés pour d'autres raisons que pour celle de l'atteinte à l'obligation découlant des contrats ou d'autres actes juridiques, il sera toujours appliqué le droit de l'endroit où le dommage a été occasionné, afin que celui qui a subi les dommages soit dédommagé, sans aucune difficulté et le plus rapidement possible.

Dans le domaine des droits découlant des rapports de travail il sera appliqué, tant qu'il n'y a pas d'autres arrangements entre l'employé et l'employeur, le droit de l'endroit où l'employé accomplit son travail. Si, toutefois, il travaillait dans un autre pays que dans celui où l'employeur a son domicile, il sera appliqué le droit de l'endroit où l'employeur a son domicile. Une réglementation spéciale est valable pour les rapports de travail dans les entreprises de transports à portée internationale. Toutes ces réglementations ont pour but de parvenir à la solution la plus rapide

des questions litigieuses des travailleurs sans égard à leur nationalité, vu le fait que les rapports de travail constituent pour la plupart des gens une base d'existence d'eux-mêmes et de leurs familles.

Dans le domaine du droit de succession, la législation de l'Etat dont le *de cuius* a été ressortissant au moment de son décès est appliquée, ce qui garantit que la succession de l'étranger qui a laissé sa propriété sur le territoire de la République socialiste tchécoslovaque revient à ses héritiers *ab intestat* ou testamentaires d'après le droit d'indigénat du *de cuius*, même si la succession avait été dans certains cas réglementée par le Notariat d'Etat tchécoslovaque. Le droit testamentaire est régi également par le droit de l'Etat dont le ressortissant a été le testateur au moment de l'établissement du testament. En ce qui concerne la forme du testament, il suffit si elle convient au droit de l'Etat sur le territoire duquel le testament a été établi.

Dans le domaine des relations entre les époux la loi part des efforts déployés en vue de faciliter au maximum la réglementation des rapports où un ou les deux conjoints sont étrangers. Tandis que la capacité d'une personne de contracter le mariage, ainsi que les conditions valables pour le mariage, sont réservés au droit d'indigénat de la personne en question la capacité juridique de l'endroit où le mariage a eu lieu.

Les relations personnelles et de propriété des conjoints pendant leur vie conjugale sont régies par leur droit d'indigénat ; ce n'est que dans le cas où les conjoints sont ressortissants des différents Etats que la loi stipule que ces relations sont régies par le droit tchécoslovaque. Ce n'est que dans le cas d'un règlement contractuel du droit de propriété des conjoints qu'il est appliqué, sans égard aux changements ultérieurs de la nationalité des époux, la législation qui a été décisive au moment de la réalisation de cette réglementation contractuelle.

Quant aux divorces des mariages la loi impose l'application du droit de l'Etat dont les époux sont ressortissants au moment de l'ouverture de la procédure. Si les conjoints sont ressortissants des différents Etats le divorce du mariage est régi par la législation tchécoslovaque. La possibilité d'appliquer le droit tchécoslovaque en cas de divorce est donnée même si la législation étrangère ne le permettait pas ou ne le permettait que dans des circonstances extraordinairement difficiles, à savoir à condition que les deux conjoints ou au moins l'un d'eux vive assez longtemps en Tchécoslovaquie. Dans de tels cas, il est possible que de tels divorces du mariage ne seront pas reconnus dans les Etats d'indigénat des époux — étrangers — et qu'en conséquence, ni leurs mariages nouvellement contractés n'y seront pas valables. Toutefois l'intérêt porté à ce que la vie des personnes vivant sur le territoire tchécoslovaque soit arrangée d'une manière harmonieuse emporte sur les difficultés mentionnées qui ne revêtaient une importance pratique que dans le cas où ces personnes regagneraient les pays dont elles sont ressortissants. Pour être en mesure de réaliser la possibilité du divorce d'après le droit tchécoslovaque, la compétence des tribunaux tché-

coslovaques s'étend également aux cas où les deux conjoints sont étrangers, à la condition que l'un des époux réside assez longtemps en Tchécoslovaquie. Si le séjour de l'un des conjoints en Tchécoslovaquie n'est que d'une courte durée, le tribunal tchécoslovaque ne pourrait procéder au divorce de son mariage qu'à dans le cas où sa décision a été reconnue dans les Etats dont les deux époux sont ressortissants.

Les rapports entre les enfants mineurs et les parents sont régis uniquement par la législation de l'Etat dont l'enfant a acquis la nationalité par sa naissance. En dépit de cela, dans le cas des étrangers mineurs vivant en Tchécoslovaquie, ces rapports peuvent être réglementés d'après le droit tchécoslovaque, si cela est dans l'intérêt de l'enfant. Ici aussi s'étend, en vue de la réalisation de cette réglementation exceptionnelle, la compétence des tribunaux tchécoslovaques, également aux soins apportés aux étrangers mineurs avec la restriction que le tribunal tchécoslovaque ne prendra que des mesures nécessaires à la protection de leurs personnes et de leur propriété et en informera l'organe de l'Etat dont ils sont ressortissants. Ce n'est que dans le cas où l'organe de l'Etat dont l'enfant est ressortissant ne réglerait pas sa situation au cours d'un laps de temps convenable que le tribunal tchécoslovaque se chargerait de cette tâche.

La loi apporte une réglementation semblable également dans le domaine de l'adoption. Quoique l'adoption soit régie en principe par le droit de l'Etat dont l'adoptant est ressortissant, le droit tchécoslovaque peut être appliqué dans les cas où l'adoptant est étranger et où sa législation nationale ne permet pas l'adoption ou bien ne la permet que dans les circonstances extraordinairement difficiles, à la condition, toutefois, que l'adoptant vive assez longtemps en Tchécoslovaquie.

La loi réglemente également la situation des étrangers dans le procès où ces derniers réclament ou défendent leurs droits devant le tribunal. Elle leur garantit à condition de réciprocité la même situation et la possibilité d'exonération des frais judiciaires et des avances financières ainsi que la désignation gratuite d'un avocat.

Cette loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1964.

### 3. LOI N° 99/1963 DU RECUEIL DES LOIS SUR LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE

Ce Code règle la manière de procéder des tribunaux et des participants à la procédure civile dans le cadre de laquelle il assure une protection juste des droits et des intérêts justifiés des citoyens et des organisations. La loi veille à ce que les citoyens soient éduqués à observer les lois et les règles de la coexistence socialiste, à remplir honnêtement leurs devoirs et à respecter les droits des concitoyens.

Chacun a le droit de réclamer auprès du tribunal la protection du droit qui a été menacé ou auquel a été portée atteinte. Aucune distinction n'est faite entre le ressortissant tchécoslovaque et l'étranger ni aucune différence entre la race, le sexe, la langue, la nationalité ethnique, l'opinion politique ou autre, l'origine sociale ou la situation occupée dans la société.

Les tribunaux prêtent assistance aux participants et font valoir leurs droits. Ils sont tenus de les renseigner au sujet de leurs droits et devoirs et de veiller de toutes façons à ce que personne ne subisse un préjudice faute de ne pas posséder des connaissances juridiques suffisantes.

Dans la procédure civile les participants occupent une situation égale. Ils ont droit d'employer devant le tribunal leur langue maternelle. Le tribunal est tenu de leur assurer les mêmes possibilités pour faire valoir leurs droits. Si quelqu'un n'est pas à même de se présenter tout seul devant le tribunal, par exemple à cause de l'âge mineur ou pour d'autres raisons, le tribunal lui désigne un curateur.

C'est le procureur qui prend également soin des droits des citoyens. Il peut lui-même présenter une proposition pour l'ouverture de la procédure ou bien il peut prendre part à la procédure si l'intérêt de la société ou la protection des droits des citoyens l'exigent.

La possibilité de faire valoir par les participants le droit menacé ou le droit auquel a été portée atteinte est facilitée à ces derniers par le fait que l'affaire peut être discutée aussi par un autre tribunal que le tribunal public de l'adversaire — tribunal dans la circonscription duquel l'accusé a son domicile. D'après la nature du droit qu'il fait valoir, le participant peut s'adresser, par exemple, au tribunal dans la circonscription duquel l'accusé a son lieu de travail ou où s'est déroulé l'événement donnant droit aux dommages-intérêts et où se trouve le lieu de paiement.

Les tribunaux ont été chargés de l'obligation d'exercer leur influence afin qu'aucun différend ne se produise.

Le tribunal exerce sur les participants avant tout une influence éducatrice. Il invite les participants à une discussion, il leur explique leurs devoirs, il leur signale les conséquences découlant du non-accomplissement de leurs devoirs du point de vue des intérêts de la société et des concitoyens et invite celui qui ne remplit pas ses devoirs à les remplir et à réparer ce qui a été négligé. Le tribunal s'efforcera en tout cas de mettre toujours en ordre, d'une manière conciliante, les rapports juridiques auxquels a été portée atteinte. Sur la proposition des participants, il y procédera encore avant l'ouverture du procès.

Si l'affaire doit être traitée devant le tribunal, la citation à comparaître doit être remise aux participants de manière à ce que ces derniers aient assez de temps pour s'y préparer. Les débats sont, exception faite des cas exceptionnels stipulés dans la loi, publics. Il faut veiller à ce que les citoyens aient la plus large possibilité d'y participer.

Les participants ont droit d'être présents à la production des preuves. Ils ont droit d'exprimer leur opinion au sujet de toutes les propositions pour présenter des preuves ainsi qu'au sujet de toutes les preuves qui ont été présentées.

Il est facilité aux participants de réclamer leurs droits également par le fait qu'ils peuvent être exemptés des taxes, si cette exemption est justifiée par leurs conditions de propriété ou leur situation financière. Dans de tels cas ils ne sont même pas

obligés de déposer une avance pour couvrir les frais relatifs à la présentation des preuves.

Le participant peut formuler recours contre la décision du tribunal à un tribunal d'un grade supérieur. Le recours n'est exclu que contre les décisions énumérées dans la loi, qui n'ont aucune importance pour la décision dans l'affaire proprement dite.

Les participants peuvent réclamer dans la demande de reprise de la procédure que le tribunal annule la décision et prenne une nouvelle décision, même après l'expiration du délai pour interjeter appel, si surgissent plus tard de tels faits — expressément stipulés dans la loi — à la lumière desquels la décision paraîtrait comme injuste.

Si par la décision du tribunal la loi a été violée, le président du Tribunal suprême ou le procureur général ont la possibilité de porter plainte pour la violation de la loi contre une telle décision. Dans certains cas une telle plainte peut être présentée même par le président du tribunal de district ou de région. L'impulsion à la présentation d'une telle plainte peut être donnée par n'importe quel citoyen ou par n'importe quelle organisation.

Le code de procédure civile régleme également la procédure lors de l'examen des décisions prises par d'autres organes ; ceci est notamment

important lors des décisions portant sur des prestations découlant de l'assurance sociale prescrites par la loi, où le tribunal, sur la proposition du participant, examine la décision de l'Office d'Etat de l'assurance sociale et du Comité national concernant la prestation, annule la décision injuste et renvoie l'affaire à l'organe compétent pour prendre une nouvelle décision.

La possibilité d'exécuter des décisions du tribunal ou d'autres est assurée par la procédure lors de l'exercice de la décision. La loi protège le citoyen par le fait que l'exercice de la décision ne peut être ordonné que de façon stipulée dans la loi et que l'exercice de la décision ne peut être ordonné que dans la mesure nécessaire pour donner satisfaction à celui qui est en droit. Avant l'exécution de la décision le tribunal peut toutefois essayer d'influencer la partie pour qu'elle remplisse volontairement ses obligations. Il emploie à cet effet des moyens d'éducation convenables, notamment des exhortations et l'explication des conséquences découlant du non-accomplissement des devoirs stipulés dans la décision.

C'est également dans la procédure ayant trait à l'exercice de la décision que le citoyen a le droit de faire appel contre la décision du tribunal et peut aussi, sous certaines conditions énumérées dans la loi, proposer l'arrêt de l'exercice de la décision.

# THAÏLANDE

## NOTE<sup>1</sup>

### I. LÉGISLATION

#### 1. ARRESTATION, DÉTENTION ET INTERNEMENT

a) *Loi sur la procédure d'internement prévue par le Code pénal, de l'an 2506 de l'ère bouddhiste (1963)*. Le code pénal stipule que quiconque est condamné à une peine d'internement doit être détenu dans un établissement spécial qui ne soit pas une prison et doit travailler en se conformant aux statuts et règlements, ainsi qu'aux règles de discipline de cet établissement; de là l'adoption de la loi susmentionnée qui précise les modalités de l'internement. Selon cette loi, c'est le Ministre de l'intérieur qui doit déterminer les établissements d'internement et les classer par catégories. Le Directeur général des corrections est compétent pour élaborer les statuts, règlements et règles de discipline des établissements d'internement, ainsi que pour préciser les méthodes de traitement des détenus (section 5). Dans certaines conditions, les surveillants peuvent user d'armes. L'usage du fusil est strictement interdit, si ce n'est lorsqu'un détenu refuse de se laisser désarmer ou lorsque plus de trois détenus armés cherchent à s'évader, pour autant qu'il n'y ait aucun moyen de les arrêter, ou lorsqu'un détenu attaque ou tente d'attaquer avec une arme un gardien, ou toute autre personne (section 7). Ce n'est qu'en cas d'évasion, de désordres ou de violences causés par un détenu que les gardiens peuvent faire usage d'armes autres que des fusils. Dans ces circonstances, l'usage de telles armes est réputé raisonnable (section 6). En outre, la loi stipule que les détenus peuvent être temporairement ou conditionnellement libérés du lieu de détention si leur vie et leur sécurité sont en danger (section 9).

b) *Loi modifiant la proclamation n° 12 du Parti révolutionnaire, de l'an 2506 (1963)*. Selon cette loi, les officiers de grade supérieur mentionnés dans la loi sur l'organisation des tribunaux militaires doivent être compétents, comme les juges instructeurs, pour mettre en détention les personnes accusées d'une violation de la loi sur la prévention des activités communistes, aussi longtemps que cela semblera nécessaire aux besoins de l'enquête, sans tenir compte du délai prescrit par la loi en matière de détention.

c) *Loi sur le contrôle du paiement des impôts et autres revenus de l'Etat (n° 2), de l'an 2506 (1963)*.

Le but de cette loi est d'élargir les pouvoirs du Bureau de contrôle fiscal, conformément à la loi de l'an 2503 (1960). Selon la section 6 modifiée, un membre du Bureau est compétent 1) pour pénétrer dans toute maison, tout lieu ou tout véhicule d'habitation entre le lever et le coucher du soleil, ou au moment même où est commis un acte en rapport avec la question donnant lieu à l'inspection ou à l'enquête, ou au moment où un délit est commis, en vue de procéder à tout interrogatoire, d'examiner et de faire des recherches dans les livres de comptes, documents ou articles, ainsi que de saisir ou séquestrer ces livres de comptes, documents ou articles; 2) de sommer quiconque de témoigner ou de produire des livres de comptes, des documents ou des articles à l'appui de ses dires, de demander ou d'ordonner à des personnes se trouvant à l'endroit ou dans le véhicule inspecté d'accomplir certains actes jugés nécessaires aux besoins de l'enquête; et 3) en cas de nécessité ou d'urgence, et dans l'intérêt de l'exécution des fonctions du Bureau de contrôle fiscal, d'arrêter quelqu'un pour le juste motif qu'il est soupçonné d'avoir enfreint la loi sur les impôts et les devoirs des contribuables. La section 6 (2) définit aussi les diverses manières de remettre les citations. La remise de citations de la main à la main ou par lettre recommandée est autorisée. Lorsqu'il est impossible de remettre une citation à son destinataire ou à toute personne majeure vivant dans sa maison ou travaillant dans son bureau, la citation peut être placée en vue sur la porte de sa maison ou de son bureau, ou publiée dans un journal local.

d) *Décret royal sur l'organisation du Département des corrections, de l'an 2506 (1963) et ordonnance du Ministère de l'intérieur n° 232/2506 (1963)*. Ces textes légaux créent dans la province de Bangkok un établissement pénitentiaire pour femmes qui est une division du Département des corrections. Ses statuts et règlements ont été rédigés conformément aux règles exigées pour le traitement des détenus, ainsi que les ont proclamées les Nations Unies en 1955<sup>2</sup>.

#### 2. PROTECTION DE L'ENFANCE

a) *Loi sur la création de tribunaux pour mineurs (n° 2), de l'an 2506 (1963)*. Cette loi revise la loi de l'an 2494 (1951) sur la juridiction et la procé-

<sup>1</sup> Note présentée par le Gouvernement de la Thaïlande.

<sup>2</sup> Voir A/CONF/6/1, annexe I, A, publication des Nations Unies, n° de vente : 1956.IV.4.

dure régissant les tribunaux pour mineurs en matière civile, qui nécessitait certains ajustements et certaines améliorations pour être en accord et harmonie avec les nouvelles méthodes adoptées par le Code pénal (1957) remplaçant le Code pénal R.S. 127 (1908). Aux termes de la nouvelle loi, un tribunal pour mineurs doit avoir les mêmes compétences qu'un tribunal de district pour : 1) les causes pénales dans lesquelles un mineur est accusé d'avoir commis un délit et dans lesquelles le tribunal de district a transféré sa compétence ordinaire au tribunal pour mineurs en raison du fait que le délinquant, étant mineur et n'étant pas devenu *sui juris* par mariage, présente l'état mental et physique d'un mineur ; 2) les causes civiles résultant d'une plainte, d'une demande ou de toute action judiciaire mettant en cause un mineur, qui requièrent l'application des sections 27, 28, 1520, 1523, 1528, etc.<sup>3</sup>, du Code civil et commercial ; et 3) les causes dans lesquelles le tribunal doit rendre un jugement ou une ordonnance concernant un mineur soumis aux lois sur l'enseignement primaire, sur la surveillance des enfants et des étudiants et à toutes autres lois donnant compétence aux tribunaux pour mineurs (sections 8 et 9 amendées). Le président du Tribunal central pour mineurs est responsable du bon fonctionnement des tribunaux pour mineurs et des centres de probation dans tout le royaume. Il peut, à discrétion, déléguer ces pouvoirs à un président de tribunal régional, mais il doit en informer le Ministre de la justice (section 16). Si le président du tribunal pour mineurs n'en dispose autrement, le tribunal doit être composé, selon la section 19, de deux juges ordinaires et de deux juges associés au moins, dont l'un au moins doit être une femme (section 18). Les tribunaux compétents en matière de mineurs, conformément à cette loi, pourront appliquer aux mineurs les mesures suivantes, en lieu et place des sanctions pénales ou des mesures de sûreté : 1) changer une peine d'emprisonnement ou une peine d'internement, considérée comme mesure de sûreté, en détention ou rééducation dans un établissement autre qu'une prison, pour la durée fixée par le tribunal, cette durée ne devant pas s'étendre au-delà du moment où le mineur atteindra l'âge de 24 ans ; 2) changer une peine d'emprisonnement en envoi dans une école ou un centre de rééducation pour la durée fixée par le tribunal, cette durée ne devant pas s'étendre au-delà du moment où le mineur en question atteindra l'âge de 24 ans ; 3) changer une amende en une peine de fouet ne dépassant pas douze coups donnés en présence de la Cour, à condition que, au cas où le tribunal juge bon de maintenir le mineur en détention après qu'il a atteint sa vingt-quatrième année, ce tribunal déclare dans son jugement qu'il sera ensuite transféré dans une prison pour le temps fixé par le tribunal (section 31). Pour fixer la durée de la détention et de la rééducation, ou pour envoyer un mineur dans une école ou un centre de rééducation, le tribunal peut simplement déterminer les limites

minimales et maximales pendant lesquelles il peut être libéré soit inconditionnellement, soit sous certaines conditions, comme l'interdiction d'entrer dans certains lieux ou endroits qui favoriseraient son inconduite ; l'interdiction de fréquenter certaines personnes ou catégories de personnes que le tribunal juge de mauvaise influence ; et l'obligation d'étudier ou de faire un travail constructif (section 32). Lorsqu'un mineur ne paie pas une amende, le tribunal ne doit pas prononcer une peine de détention en lieu et place de cette amende, mais il doit le placer sous la surveillance d'un centre de probation, d'un office du Bureau de probation et de protection de l'enfance, d'une école ou d'un centre de rééducation, pour le temps jugé nécessaire par le tribunal, mais pour un maximum d'une année (section 34).

b) *Loi sur la procédure en matière de mineurs* (n° 2), de l'an 2506 (1963). Cet amendement à la loi de l'an 2494 (1951) est destiné à assurer une meilleure protection des mineurs en améliorant les méthodes d'enquête et d'investigation, ainsi que les méthodes de détention et de rééducation des mineurs. En outre, il a été rendu nécessaire par la révision de la loi sur la création des tribunaux pour mineurs (voir ci-dessus).

*Centres de probation.* — Les centres de probation doivent être sous le contrôle de leur directeur et être rattachés au Ministère de la justice. Des décrets royaux doivent en préciser l'emplacement, ainsi que les attributions. Dans l'intérêt de l'enquête destinée à réunir des renseignements sur les antécédents et la conduite d'un mineur accusé d'un délit, ou de ses parents, et afin de permettre de vérifier les faits, selon l'ordre du tribunal, le directeur d'un centre de probation et l'agent de probation peuvent exercer leurs fonctions en dehors du centre de probation (section 7). Les centres de probation doivent avoir les droits et obligations stipulés par cette loi et d'autres lois. Selon cette loi, leurs droits et obligations sont par exemple 1) d'enquêter et de présenter un rapport au tribunal sur les antécédents, la conduite, l'intelligence, l'éducation, la santé, l'état mental, les habitudes, les activités et la situation du mineur accusé d'un délit contre la loi, ou de ses parents, de son tuteur ou de toute autre personne vivant avec lui, ainsi que sur les circonstances et les causes relatives au délit ; 2) d'assumer la garde du mineur accusé d'une violation de la loi pendant l'enquête ou le procès ; 3) de surveiller, d'éduquer et d'instruire le mineur conformément au jugement ou à l'ordonnance du tribunal ; 4) de rechercher les faits en rapport avec le mineur, avec ses parents, son tuteur ou une personne vivant avec lui ; 5) de laisser la surveillance aux agents de probation au cas où le tribunal ordonne un sursis à la condamnation ou un sursis à l'exécution de la peine du mineur ; 6) de faire rapport au tribunal sur les informations concernant les mineurs quant à l'application des dispositions du Code civil et commercial relatives aux mineurs ; 7) d'étudier et de rechercher les causes générales des délits commis par les mineurs, de réunir des statistiques sur les délits pénaux commis par des

<sup>3</sup> Toutes les dispositions du Code civil et commercial relatives aux mineurs.



mineurs et de publier les méthodes de prévention et de réduction des délits commis par les mineurs ; 8) de continuer à prendre soin des mineurs libérés d'un centre de probation ou d'un office du Bureau de probation et de protection de l'enfance, d'une école ou d'un centre de rééducation, en améliorant leurs conditions de vie, en leur offrant par exemple leur assistance dans des questions de logement, de moyens d'existence et d'enseignement ; et 9) d'exercer toutes activités semblables à celles qui sont mentionnées ci-dessus, selon les précisions que peuvent apporter les décrets royaux (section 9). Un comité pour la protection des mineurs peut être constitué à côté d'un centre de probation ou d'un office du Bureau de probation et de protection de l'enfance par le Ministre de la justice, avec obligation d'en informer le directeur du centre de probation ou l'office du Bureau de probation et de protection de l'enfance, et d'aider le centre de probation ou l'office du Bureau de probation et de protection de l'enfance dans leurs activités. Un membre de ce comité doit remplir ses fonctions pendant une durée de deux ans, mais il peut être maintenu dans son emploi (section 10). Lorsque les mineurs sont sous la garde d'un centre de probation ou d'un office du Bureau de probation et de protection de l'enfance, le directeur ou l'administration doivent être compétents pour : 1) donner aux mineurs un enseignement ordinaire, afin qu'ils puissent au moins lire et écrire, ou une formation professionnelle, ou leur confier d'autres sortes d'occupations pouvant convenir à leur tempérament ou à leur santé, de manière qu'ils ne passent pas leurs loisirs dans l'oisiveté ; 2) élaborer des règles disciplinaires pour les mineurs sous surveillance ; 3) infliger des peines de fouet, de travaux forcés ou priver d'avantages un mineur qui viole la loi, se conduit mal ou ne se soumet pas aux règles de discipline et aux directives contenues dans les règlements ministériels ; 4) mettre en détention dans un endroit spécialement prévu à cet effet, ou dans une prison, un mineur dont la conduite incorrigible présente un danger pour les autres mineurs ; 5) accorder de temps à autre aux mineurs une permission de quitter le centre de probation ou l'office du Bureau de probation et de protection de l'enfance, conformément aux règles et directives prescrites par les règlements ministériels, et 6) permettre, avec l'approbation du président du tribunal central pour mineurs ou de tout autre tribunal pour mineurs selon les cas, aux mineurs pour lesquels le tribunal a rendu un jugement final ou une ordonnance, de suivre un enseignement dans des externats situés en dehors du centre de probation ou de l'office du Bureau de probation et de protection de l'enfance (section 16).

*Enquête pénale.* — Lorsqu'un mineur a été arrêté sous l'inculpation d'avoir commis un délit contre la loi et que son cas doit être jugé par un tribunal pour mineurs, l'agent qui a arrêté ce mineur et l'a enfermé doit en informer sans délai le directeur du centre de probation ou l'office du Bureau de probation et de protection de l'enfance compétent, ainsi que ses parents, son tuteur ou toute personne vivant avec lui. Dans un cas pareil, le juge instructeur doit recueillir la déposition

du mineur dans les vingt-quatre heures qui suivent le moment où le mineur est arrivé dans son bureau. Après qu'on aura recueilli sa déposition, on devra transférer le mineur dans un centre de probation ou dans un office du Bureau de probation et de protection de l'enfance. Le directeur du centre de probation ou l'office du Bureau de probation et de protection de l'enfance peut soit enfermer le mineur, soit le relâcher provisoirement et le confier aux soins de ses parents, de son tuteur ou d'une personne vivant avec lui, avec ou sans caution, ou avec caution et garantie, ou le confier à toute personne ou organisation adéquate (section 24). Le juge instructeur doit procéder ensuite à l'enquête conformément au Code de procédure pénale et remettre le dossier au Ministère public qui ouvrira action devant le tribunal pour mineurs dans les trente jours qui suivent la date de l'arrestation (si le mineur a échappé à la surveillance pendant une certaine durée, on n'en tiendra pas compte). S'il s'avère impossible d'ouvrir action pendant cette période, le juge instructeur ou le ministère public peut demander à la Cour une prorogation de délai ne dépassant pas quinze jours, mais cette prorogation ne peut pas être accordée plus de deux fois. Au cas où le juge instructeur ou le ministère public est encore dans l'impossibilité, après deux prorogations de délai, d'ouvrir action devant le tribunal, celui-ci peut accorder deux prorogations supplémentaires, mais seulement après que l'urgence en a été établie, preuves à l'appui, et à la satisfaction du tribunal ; toutefois, dans les causes pénales entraînant des peines d'emprisonnement de cinq ans au moins ou des peines plus sévères, le tribunal peut accorder plusieurs prorogations supplémentaires (sections 24 et 24 *bis*). Le mineur inculpé doit avoir le droit de nommer un conseil légal qui puisse apporter des réfutations et examiner les preuves (section 24 *bis*). Le ministère public ne doit pas porter l'accusation devant le tribunal après l'expiration des délais susmentionnés, sauf permission du procureur général (section 24 *quater*). S'il s'avère nécessaire de mettre un mineur inculpé sous la surveillance du juge instructeur, ou d'un agent de l'administration ou de la police, avant de le transférer dans un centre de probation ou dans un office du Bureau de probation et de protection de l'enfance, ce mineur ne doit pas être détenu avec des adultes, ou dans une cellule destinée à des prévenus adultes (section 25).

*Procès pénaux.* — Les tribunaux compétents pour juger les mineurs doivent toujours considérer comme des points essentiels de l'affaire les questions d'âge, d'antécédents, de conduite, d'intelligence, d'éducation et d'instruction, de santé, d'état mental, les mœurs et les activités d'un mineur accusé et de ses parents, de son tuteur ou de toute personne vivant avec lui, ainsi que toutes les personnes et circonstances relatives à ce mineur, et dans les causes pénales entraînant une peine d'emprisonnement de trois ans au plus ou une amende de 6 000 bath au plus, ou les deux peines simultanément, la cour peut ordonner au directeur du centre de probation ou à l'office du Bureau de probation et de protection de l'enfance de réunir des renseignements et de donner son

avis sur tout aspect de la question que la cour juge bon d'éclaircir (section 45). Un mineur accusé d'avoir commis un délit contre la loi ne peut pas se faire représenter par un avocat devant le tribunal compétent pour juger les mineurs, mais il peut se faire représenter par un conseil légal qui remplira des fonctions analogues à celles d'un avocat. Au cas où le mineur n'a pas de conseil légal, la cour doit en nommer un pour lui; à moins que celui-ci n'en désire pas et que la cour estime qu'un conseil légal n'est pas nécessaire (section 47).

*Jugements pénaux.* — Si le tribunal libère un mineur parce qu'il n'a pas été reconnu coupable et qu'il estime qu'il est dans l'intérêt immédiat et futur du mineur de poser certaines conditions à cette libération, ce tribunal doit pouvoir : 1) lui interdire l'accès de tous endroits et lieux qui favoriseraient son inconduite; 2) lui interdire de quitter sa résidence de nuit, sauf nécessité; 3) lui interdire de fréquenter certaines personnes ou catégories de personnes de mauvaise influence; 4) lui interdire tout acte qui favoriserait son inconduite; 5) exiger de lui qu'il se présente périodiquement en personne, devant le tribunal ou devant l'agent de probation; et 6) lui ordonner d'étudier ou de faire un travail constructif, pour autant que la durée pendant laquelle ces conditions sont applicables ne dépasse pas le moment où le mineur en question atteindra l'âge de 24 ans (section 65).

*Peines.* — La section 78 a été ajoutée afin de punir de l'emprisonnement pour six mois au plus ou d'une amende de 1 000 bath au plus, ou de ces deux peines simultanément, toute personne qui facilite ou accomplit un acte en vue de soustraire un mineur à la surveillance des agents désignés par jugement ou par ordonnance du tribunal; si un agent compétent chargé de la surveillance du mineur s'en est rendu coupable, il sera puni d'emprisonnement pour une année au plus ou d'une amende de 2 000 bath au plus, ou des deux peines cumulativement.

### 3. EDUCATION ET RECHERCHE

a) *Proclamation du Ministère de l'éducation, du 25 janvier de l'an 2506 (1963).* En vue d'élever le niveau de l'éducation, le Ministère de l'éducation a proclamé, conformément à la loi sur l'enseignement primaire de l'an 2478 (1935), modifiée par la loi de l'an 2505 (1962)<sup>4</sup>, que l'enseignement primaire du second degré doit être obligatoire dans six autres provinces : Chiang-Mai, Chiang-Rai, Nakorn-Rajasima, Nakorn-Sridhammaraj, Prachinburi et Srisaket. L'enseignement obligatoire a ainsi été étendu de quatre à sept ans dans ces provinces.

b) *Décret royal instaurant de nouveaux cours à l'université médicale, de l'an 2506 (1963).* Des services de microbiologie, d'orthopédie et de thérapie ont été créés à l'université médicale (Bangkok).

<sup>4</sup> Voir *Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 339.

c) *Loi sur l'Institut thaïlandais de la recherche en sciences appliquées, de l'an 2506 (1963).* Avant que cette loi n'entre en vigueur, la recherche en sciences appliquées se faisait dans un certain nombre de secteurs. En vertu de cette loi, un Institut de recherche en sciences appliquées est créé, en vue d'unifier les activités éparses. La recherche sera par conséquent plus fructueuse et elle pourra être maintenue en harmonie avec la politique gouvernementale de développement national. L'institut a notamment pour objectifs : 1) de mettre en train, de diriger, de promouvoir et d'appuyer des recherches et des études en matière de sciences appliquées, au profit du développement national, des ressources nationales, de l'industrie et de l'administration publique, y compris la salubrité publique et la sécurité sociale, et de favoriser l'utilisation des résultats de ces recherches; 2) de donner une formation aux chercheurs scientifiques; 3) de mettre à disposition un service central pour les expériences et les évaluations scientifiques (section 5). L'institut est une personne morale placée sous la surveillance du Premier Ministre (sections 6 et 11). Ses travaux sont dirigés et administrés par le Bureau de l'Institut thaïlandais de la recherche en sciences appliquées, composé de trois directeurs et de quatre conseillers techniques au plus; si besoin est, deux directeurs spéciaux supplémentaires peuvent être nommés. Les directeurs, les directeurs spéciaux et les conseillers techniques sont nommés par le Conseil des ministres, sur proposition du Conseil national de la recherche (section 13). Un rapport sommaire sur les résultats des recherches, des études et autres activités doit être présenté au Premier Ministre chaque année, de même qu'un aperçu des projets pour l'année à venir (section 26). Les découvertes, inventions et améliorations des méthodes, des installations et du matériel, faites par le personnel de l'institut dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les droits y relatifs, sont la propriété de l'institut; mais il ne doit en résulter aucun préjudice pour tout tiers dont le droit dériverait d'un acte juridique entre lui-même et l'institut (section 24).

### 4. STATUT DES FONCTIONNAIRES

a) *Décret royal sur l'organisation des fonctionnaires municipaux, de l'an 2506 (1963).* Cette loi remplace le décret royal de l'an 2486 (1953) et ses amendements; elle est destinée à apporter plus de simplicité et d'efficacité à l'administration locale. Selon le décret royal actuel, les bases de calcul des salaires des fonctionnaires municipaux, ainsi que leur taux, doivent être les mêmes que ceux des fonctionnaires publics, découlant des lois sur l'organisation des fonctionnaires publics. Les fonctionnaires municipaux sont soumis à l'administration du Bureau des fonctionnaires municipaux comprenant le Ministre de l'intérieur, en qualité de président, le vice-ministre, le ministre par intérim (s'il y en a un), le secrétaire général, le directeur général et les chefs des bureaux correspondants aux départements du Ministère de l'intérieur, en qualité de membres, ainsi que la direction de la section de l'administration locale du Département de l'administration locale, en qualité de membre et de secrétaire du Bureau. Le Bureau des fonctionnaires municipaux doit être

assisté par des comités provinciaux, pour les municipalités dirigées par des gouverneurs provinciaux, et par des comités municipaux dirigés par des maires. Les fonctionnaires municipaux se répartissent en deux catégories : les fonctionnaires permanents et les fonctionnaires temporaires. Le recrutement, le barème des salaires, les augmentations de salaires, les nominations, les transfèrements, la discipline et la retraite des fonctionnaires municipaux permanents sont réglementés par décret royal ; ces mêmes questions sont régies, pour les fonctionnaires municipaux temporaires, par les règlements du Bureau des fonctionnaires municipaux.

b) *Loi sur l'université des beaux-arts (n° 2), de l'an 2506 (1963)*. En vertu de cette loi, les employés qualifiés de cette université doivent devenir fonctionnaires publics, conformément à la loi sur l'organisation des fonctionnaires publics. Son but est d'améliorer le statut des enseignants, ce qui est considéré comme faisant partie de la politique générale du gouvernement en matière de plans de développement de l'enseignement.

## 5. QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

a) *Décret royal sur le recensement industriel, de l'an 2506 (1963)*. Ce décret royal, promulgué en vertu de la section 9 de la loi sur les statistiques, de l'an 2495 (1952), a pour but de recueillir des données concernant la structure fondamentale de l'industrie, en vue des plans de développement national.

b) *Loi sur la Société industrielle de financement de Thaïlande (n° 3), de l'an 2506 (1963)*. Cet amendement à la loi de l'an 2502 (1959) a permis à la Société de recevoir des prêts de sources étrangères autres que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, prêts pour lesquels le gouvernement peut conclure un contrat avec la Société pour assurer la valeur du bath (unité monétaire de la Thaïlande). En outre, le nombre des directeurs a été élevé pour correspondre à l'augmentation du capital actions.

c) *Loi sur le contrôle du fourrage, de l'an 2506 (1963)*. Comme l'élevage des animaux se développe, grâce à la politique de soutien du gouvernement, le commerce du fourrage a pris l'aspect d'une activité qui s'étend sans cesse et qui requiert un contrôle légal. En vertu de cette loi, la production de fourrage — par quoi il faut entendre le mélange, la transformation, le séchage ou la préparation par n'importe quel moyen du fourrage — ainsi que le commerce du fourrage, ne peuvent être entrepris qu'avec une autorisation délivrée par le fonctionnaire compétent pour la durée d'une année (sections 3, 4 et 5). Les autorisations doivent satisfaire aux règlements ministériels en ce qui concerne l'enregistrement, la qualité, le mélange, les procédés employés, l'emballage, la marque de fabrique, la désignation commerciale et autres questions jugées importantes

par le Ministre de l'agriculture (section 6). La production et le commerce de fourrage avarié ou frelaté entraînent une peine d'emprisonnement d'une année au plus ou une amende de 2 000 bath au plus, ou les deux peines cumulativement (section 16). Le rapport officiel sur l'analyse du fourrage, établi conformément à la loi ne peut pas être publié pour servir des intérêts commerciaux (section 8). Afin qu'ils puissent remplir leurs devoirs, les fonctionnaires compétents doivent pouvoir pénétrer, entre le lever et le coucher du soleil, dans les bâtiments appartenant à tout bénéficiaire d'une autorisation, en vue d'examiner le fourrage, la production, les installations, les livres de comptes et autres documents, ainsi que de prélever une quantité appropriée de fourrage comme échantillon pour une analyse technique (section 9). Il faut considérer que toute violation de cette loi par un mandataire ou un employé dans l'exercice des fonctions qu'il exerce pour son mandant ou employeur, a été commise par le mandant ou l'employeur, si celui-ci connaissait ou aurait dû connaître l'existence de cette infraction (section 12).

## II. JURISPRUDENCE

1. *Loi sur l'immigration* [Arrêt de la Cour suprême n° 150/2506 (1963)]. Le requérant étant entré pour affaires en Thaïlande, en qualité d'étranger, il déposa une demande d'autorisation de résidence permanente auprès de l'autorité d'immigration, mais cette demande fut rejetée. La Cour suprême jugea que la loi n'interdisait pas au requérant de se déclarer par la suite citoyen thaïlandais.

2. *Détention en vertu de la proclamation du Parti révolutionnaire n° 43* [Arrêt de la Cour suprême n° 105/2506 (1963)]. Le défendeur était accusé de banditisme et le gouverneur provincial le fit interner dans un centre de rééducation et de réhabilitation dont l'administration était exercée par un comité. Selon ladite proclamation (n° 43), ce comité devait examiner et décider tous les trois mois si un détenu devait être libéré ou maintenu en détention. Le comité ayant négligé de le faire, la Cour suprême jugea que le défendeur, qui avait échappé à la détention après trois mois, était innocent, en raison du fait qu'en l'absence d'une telle décision du comité, sa détention était illégale.

3. *Droit de propriété* [Arrêt de la Cour suprême n° 169/2506 (1963)]. Le défendeur avait introduit un certain nombre de buffles dans le pays par des routes autres que celles qui sont admises par les lois douanières, et cela afin d'éviter de payer les taxes de douane. La Cour suprême jugea que ces buffles devaient être confisqués, que le détenteur actuel qui les avait achetés par la suite ait été de connivence ou non. En effet, le détenteur n'était pas propriétaire des buffles avant qu'ils aient été introduits illégalement dans le royaume. Ce cas ne tombait donc pas sous le coup des sections 33 et 34 du Code pénal.

# TOGO

## CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE DU 5 MAI 1963<sup>1</sup>

### PRÉAMBULE

Le peuple togolais, indépendant et souverain, se plaçant sous la protection de Dieu, proclame solennellement son attachement aux principes de la démocratie et des droits de l'homme, tels qu'ils ont été définis par la Déclaration universelle du 10 décembre 1948.

Soucieux d'instaurer un régime politique excluant toute idée de pouvoir personnel, il proclame sa volonté de veiller au respect et à la garantie :

- des libertés politiques,
- des libertés syndicales,
- des droits et des libertés de la personne humaine, de la famille et des collectivités locales,
- des libertés philosophiques et religieuses,
- du droit de propriété, individuel et collectif,
- des droits économiques et sociaux.

*Le peuple togolais,*

Conscient de l'intime solidarité qui le lie aux autres peuples d'Afrique et désireux de préparer la voie de l'unité africaine,

Décide qu'il ne ménagera aucun effort pour atteindre ce but.

Il affirme par ailleurs sa volonté de coopérer dans la paix et l'amitié avec tous les peuples qui partagent son idéal de justice, de liberté, d'égalité, de fraternité et de solidarité humaine.

### TITRE PREMIER

#### DE L'ÉTAT ET DE LA SOUVERAINETÉ

##### *Article premier*

La République togolaise est indivisible, laïque, démocratique et sociale.

Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race, de sexe ou de religion.

Elle respecte toutes les croyances.

##### *Article 3*

Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement, dans le cadre des lois et règlements. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.

##### *Article 4*

Tout acte de discrimination raciale, ethnique ou religieux, toute propagande régionaliste pouvant porter atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat, à l'unité nationale ou à l'intégrité du territoire sont punis par la loi.

### TITRE II

#### DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA PERSONNE HUMAINE

##### *Article 5*

La personne humaine est sacrée. L'Etat a l'obligation de la respecter et de la protéger.

##### *Article 6*

Tous les Togolais sont égaux en droit, sans distinction de sexe, d'ascendance, de race, de langue, de croyance ou d'opinion.

##### *Article 7*

La République togolaise reconnaît et garantit les droits inviolables et imprescriptibles de l'homme aussi bien en tant qu'individu que dans les formations sociales où s'exerce sa personnalité.

Chacun a droit au libre développement de sa personnalité dans le respect des droits d'autrui et de l'ordre public.

La liberté de la personne humaine est inviolable. Nul ne peut être arrêté et détenu si ce n'est sur l'ordre d'une autorité compétente, sauf en cas de violation flagrante et grave de la loi en vigueur.

Nul ne peut être arrêté ni condamné si ce n'est en vertu d'une loi entrée en vigueur avant l'acte commis. La défense est un droit absolu dans tous les Etats et à tous les degrés de la procédure.

##### *Article 8*

Le domicile est inviolable.

Il ne peut être ordonné de perquisition que par le juge ou par les autorités désignées par la loi.

<sup>1</sup> Texte publié dans le *Journal officiel*, 12 mai 1963, n° 220, spécial. Extraits de la Constitution communiqués par le Gouvernement togolais. Pour des extraits de la Constitution du 14 avril 1961, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 369-370.

Les perquisitions ne peuvent être exécutées que dans les temps et les formes prescrits par celle-ci. Des mesures portant atteinte à l'inviolabilité du domicile ou la restreignant ne peuvent être prises que pour parer à un danger collectif ou protéger des personnes en péril de mort.

Ces mesures peuvent être également prises en application de la loi pour protéger l'ordre public, lutter contre les risques d'épidémie ou protéger la jeunesse en danger.

#### Article 9

Le secret de la correspondance, des communications postales, téléphoniques et télégraphiques est inviolable. Il ne peut être ordonné de restriction à cette inviolabilité qu'en application de la loi.

#### Article 10

Tous les citoyens de la République ont le droit de se déplacer et de se fixer librement sur toute l'étendue de la République togolaise. Ce droit ne peut être limité que par la loi. Nul ne peut être soumis à des mesures de sûreté sauf dans les cas prévus par la loi.

#### Article 11

Le droit de propriété est garanti par la Constitution.

Il ne peut y être porté atteinte que dans le cas d'utilité publique, constatée dans les formes légales et sous réserve d'une juste et préalable indemnité.

#### Article 12

Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement ses opinions par la parole, la plume et l'image dans le respect des lois et règlements.

#### Article 13

La liberté d'association est garantie à tous, dans les conditions fixées par la loi.

Les rassemblements et groupements dont le but ou l'activité seraient illicites ou contraires à l'ordre public sont prohibés.

#### Article 14

Le mariage et la famille forment la base naturelle de la société. Ils sont placés sous la protection de l'Etat.

La nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.

#### Article 15

Les parents ont le droit naturel et le devoir d'élever leurs enfants. Ils sont soutenus dans cette tâche par l'Etat et les collectivités publiques. La protection de la jeunesse contre l'exploitation et contre l'abandon moral, intellectuel et physique

est une obligation pour l'Etat et les collectivités publiques.

#### Article 16

Tout enfant a droit à l'instruction et à l'éducation.

L'Etat et les collectivités publiques créent les conditions préalables et les institutions publiques qui garantissent l'éducation des enfants.

Il est pourvu à l'éducation de la jeunesse par des écoles publiques, confessionnelles et privées. Les institutions et les communautés religieuses sont également reconnues comme moyen d'éducation.

Les écoles confessionnelles et privées peuvent être ouvertes avec l'autorisation et sous le contrôle de l'Etat.

#### Article 17

La liberté de conscience, la profession et la pratique libre de la religion sont garanties à tous, sous réserve de l'ordre public. Les institutions et les communautés religieuses ont le droit de se développer sans entrave dans le respect des lois et règlements en vigueur.

#### Article 18

Le travail est pour chacun un droit et un devoir. Nul ne peut être lésé dans son travail en raison de ses origines, de ses croyances ou de ses opinions.

Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable, lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine.

Le droit de grève est reconnu aux travailleurs ; il s'exerce dans le cadre des lois qui le régissent. Il ne peut en aucun cas porter atteinte à la liberté de travail.

Le travailleur peut adhérer à un syndicat et défendre ses droits par l'action syndicale.

Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination des conditions de travail.

Des lois particulières fixent les conditions d'assistance et de protection que la société accorde aux travailleurs.

#### Article 19

Les citoyens ont des devoirs auxquels nul ne peut se soustraire. Ces devoirs procèdent essentiellement de la solidarité nationale et du respect de la loi.

La défense de la patrie et de l'intégrité du territoire de la République est un devoir pour chaque citoyen.

Le paiement de l'impôt et la contribution aux charges publiques constituent un devoir pour tous.

## TRINITÉ ET TOBAGO

### NOTE

Le Gouvernement de la Trinité et Tobago a porté à la connaissance du Secrétaire général des Nations Unies qu'aucun texte n'a été promulgué en ce qui concerne les droits de l'homme pendant l'année 1963, mais a référé aux articles 1, 2, 3 (paragraphe 1), 14, 15, 17, 18, 22, 24, 25, 29 (paragraphe 1), 30, 31, 34 et 38 de la Constitution de la Trinité et Tobago de 1962<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Les articles référés ont été publiés dans l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 343-348.

# TUNISIE

## CODE DE LA NATIONALITÉ TUNISIENNE

Promulgué par le décret-loi du 28 février 1963 (4 chaoual 1382)<sup>1</sup>

### TITRE PRÉLIMINAIRE

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Article premier.* Le présent Code détermine quels individus ont, à leur naissance, la nationalité tunisienne, à titre de nationalité d'origine.

La nationalité tunisienne s'acquiert ou se perd après la naissance, par l'effet de la loi ou par une décision de l'autorité publique prise dans les conditions fixées par la loi.

*Art. 4.* Est considérée comme majeure, au regard du présent Code, toute personne âgée de vingt ans accomplis.

### TITRE PREMIER

#### DE LA NATIONALITÉ TUNISIENNE

##### Chapitre premier

##### DE LA NATIONALITÉ TUNISIENNE D'ORIGINE

##### Section I. Attribution en raison de la filiation

*Art. 6.* Est Tunisien :

- 1°) l'enfant né d'un père tunisien ;
- 2°) l'enfant né d'une mère tunisienne et d'un père inconnu ou qui n'a pas de nationalité ou dont la nationalité est inconnue ;
- 3°) l'enfant né en Tunisie, d'une mère tunisienne et d'un père étranger.

##### Section II. Attribution en raison de la naissance en Tunisie

*Art. 7.* Est Tunisien l'enfant né en Tunisie et dont le père et le grand-père paternel y sont eux-mêmes nés.

L'intéressé peut, sauf s'il est né après l'entrée en vigueur du présent Code, répudier la nationalité tunisienne dans l'année précédant sa majorité. Il est libéré de son allégeance à l'égard de la Tunisie à la date à laquelle il a souscrit une déclaration de répudiation conformément à l'article 39 du présent Code.

Perd la faculté de répudiation le Tunisien mineur qui contracte un engagement dans l'armée ou celui qui, sans opposer son extranéité, participe aux opérations de recrutement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux enfants des agents du corps diplomatique ou consulaire.

*Art. 8.* Est Tunisien l'enfant né en Tunisie de parents apatrides résidant en Tunisie depuis cinq ans au moins.

*Art. 9.* Est Tunisien l'enfant né en Tunisie de parents inconnus.

Toutefois, il sera réputé n'avoir jamais été Tunisien si, au cours de sa minorité, sa filiation est établie à l'égard d'un étranger et s'il a, conformément à la loi nationale de cet étranger, la nationalité de celui-ci.

*Art. 10.* L'enfant nouveau-né trouvé en Tunisie est présumé, jusqu'à preuve du contraire, être né en Tunisie.

##### Section III. Dispositions communes

*Art. 11.* L'enfant qui est Tunisien en vertu des dispositions du présent chapitre est réputé avoir été Tunisien dès sa naissance, même si l'existence des conditions requises par la loi pour l'attribution de la nationalité tunisienne n'est établie que postérieurement à la naissance.

Toutefois, dans ce dernier cas, l'attribution de la qualité de Tunisien dès la naissance ne porte pas atteinte à la validité des actes passés par l'intéressé ni aux droits acquis par des tiers sur le fondement de la nationalité apparente possédée par l'enfant.

### Chapitre II

#### DE L'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ TUNISIENNE

##### Section I. Acquisition par le bienfait de la loi

*Art. 12.* Devient Tunisien, sous réserve de réclamer cette qualité par déclaration dans les conditions prévues à l'article 39 du présent Code et dans le délai d'un an précédant sa majorité, l'enfant né à l'étranger d'une mère tunisienne et d'un père étranger.

L'intéressé acquiert la nationalité tunisienne à la date à laquelle la déclaration est enregistrée, sous réserve des dispositions prévues aux articles 15 et 41 du présent Code.

<sup>1</sup> Texte publié dans le *Journal officiel de la République tunisienne*, n° 11, du 5 mars 1963 (9 chaoual 1382). Pour des extraits du Code de la nationalité tunisienne du 26 janvier 1956, abrogé par le décret-loi du 28 février 1963, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 239-242.

**Art. 13.** La femme étrangère qui épouse un Tunisien acquiert la nationalité tunisienne au moment de la célébration du mariage, lorsque, en vertu de sa loi nationale, elle perd sa nationalité d'origine par le mariage avec un étranger.

**Art. 14.** La femme étrangère qui épouse un Tunisien et qui, en vertu de sa loi nationale, conserve sa nationalité d'origine par le mariage avec un étranger, peut réclamer la nationalité tunisienne par déclaration dans les conditions prévues à l'article 39 du présent Code, si le ménage réside en Tunisie depuis au moins deux ans.

L'intéressée acquiert la nationalité tunisienne à la date à laquelle la déclaration a été enregistrée, sous réserve des dispositions prévues aux articles 15 et 41 du présent Code.

**Art. 15.** Dans les cas prévus aux articles 12 et 14 ci-dessus, le Président de la République peut s'opposer, par décret, à l'acquisition de la nationalité tunisienne.

Le décret doit intervenir deux ans au plus tard, à partir de la déclaration prévue aux articles 12 et 14, ou si cette déclaration a fait l'objet d'un refus d'enregistrement dans les conditions prévues à l'article 41 du présent Code, deux ans au plus à partir du jour où la décision judiciaire qui en a admis la validité est passée en force de chose jugée.

En cas d'opposition du Président de la République dans le délai prévu à l'alinéa précédent, l'intéressé est réputé n'avoir pas acquis la nationalité tunisienne.

**Art. 16.** Dans les cas prévus aux articles 13 et 14 ci-dessus, l'intéressée est réputée n'avoir pas acquis la nationalité tunisienne si son mariage est déclaré nul par une décision passée en force de chose jugée émanant d'une juridiction tunisienne ou rendue exécutoire en Tunisie.

**Art. 17.** Lorsque la validité des actes passés antérieurement à la décision judiciaire constatant la nullité du mariage ou au décret d'opposition était subordonnée à l'acquisition par l'intéressée de la nationalité tunisienne, cette validité ne peut être contestée pour le motif que celui-ci n'a pu acquiescer cette qualité.

**Art. 18.** L'étranger mineur, adopté par une personne de nationalité tunisienne, acquiert cette nationalité à la date du jugement d'adoption, à condition de ne pas être marié.

## *Section II. Acquisition par voie de naturalisation*

**Art. 19.** La naturalisation tunisienne est accordée par décret.

**Art. 20.** Sous réserve des exceptions prévues à l'article 21 ci-après, la naturalisation ne peut être accordée qu'à l'étranger justifiant d'une résidence habituelle en Tunisie pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de sa demande.

**Art. 21.** Peut être naturalisé sans la condition de résidence fixée à l'article précédent :

1°) l'individu qui justifie que sa nationalité d'origine était la nationalité tunisienne ;

2°) l'étranger marié à une Tunisienne, si le ménage réside en Tunisie lors du dépôt de la demande ;

3°) l'étranger qui a rendu des services exceptionnels à la Tunisie ou celui dont la naturalisation présente pour la Tunisie un intérêt exceptionnel. Dans ce cas, la naturalisation est accordée sur rapport motivé du Secrétaire d'Etat à la justice.

**Art. 22.** L'étranger qui a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'un arrêté d'assignation à résidence n'est susceptible d'être naturalisé que si cet arrêté a été régulièrement rapporté ou annulé.

La résidence en Tunisie pendant la durée de la mesure administrative susvisée n'est pas prise en considération pour déterminer la durée de la résidence prévue à l'article 20 ci-dessus.

**Art. 23.** Nul ne peut être naturalisé :

1°) s'il n'est majeur ;

2°) s'il ne justifie d'une connaissance suffisante, selon sa condition, de la langue arabe ;

3°) s'il n'est reconnu être sain d'esprit ;

4°) s'il n'est reconnu, d'après son état de santé physique, ne devoir être ni une charge, ni un danger pour la collectivité ;

5°) s'il n'est pas de bonnes vie et mœurs ou s'il a fait l'objet d'une condamnation supérieure à une année d'emprisonnement, non effacée par la réhabilitation, pour une infraction de droit commun. Les condamnations prononcées à l'étranger pourront toutefois ne pas être prises en considération.

## *Section III. Des effets de l'acquisition de la nationalité tunisienne*

**Art. 24.** L'individu qui a acquis la nationalité tunisienne jouit, à compter du jour de cette acquisition, de tous les droits attachés à la qualité de Tunisien sous réserve des incapacités spéciales aux naturalisés.

**Art. 25.** Devient de plein droit Tunisien, au même titre que ses parents, l'enfant mineur non marié dont le père, ou la mère si elle est veuve, acquiert la nationalité tunisienne, sauf dispositions contraires du décret de naturalisation.

**Art. 26.** L'étranger naturalisé est soumis aux incapacités suivantes, pendant un délai de cinq ans à partir du décret de naturalisation :

1°) il ne peut être investi de fonctions ou de mandats électifs pour l'exercice desquels la qualité de Tunisien est nécessaire ;

2°) il ne peut être électeur lorsque la qualité de Tunisien est nécessaire pour permettre l'inscription sur les listes électorales ;

3°) il ne peut occuper un emploi vacant des cadres tunisiens.

**Art. 27.** L'étranger naturalisé peut être relevé, en tout ou en partie, des incapacités prévues à l'article précédent, par décret pris sur le rapport motivé du Secrétaire d'Etat à la justice. La levée des incapacités peut être faite par le décret de naturalisation ou par un décret ultérieur.

## *Section IV. Dispositions communes*

**Art. 28.** La résidence prévue aux articles 8, 14, 20 et 21 ci-dessus doit être conforme à la loi.

**Art. 29.** Le mariage ne produit effet, quant à la nationalité, que s'il est célébré en l'une des formes admises, soit par la loi tunisienne, soit par la loi du pays où il a été célébré.



### Chapitre III

#### DE LA PERTE, DE LA DÉCHÉANCE ET DU RETRAIT DE LA NATIONALITÉ TUNISIENNE

##### Section I. Perte de la nationalité tunisienne

*Art. 30.* Perd la nationalité tunisienne le Tunisien qui acquiert volontairement une nationalité étrangère.

L'intéressé est libéré de son allégeance à l'égard de la Tunisie, à la date du décret portant perte de la nationalité tunisienne.

Le Tunisien qui acquiert volontairement une nationalité étrangère, ou qui répudie la nationalité tunisienne, devra quitter le territoire tunisien.

*Art. 31.* La perte de la nationalité tunisienne, par application de l'article précédent, peut être étendue par décret à la femme et aux enfants mineurs non mariés de l'intéressé, s'ils ont eux-mêmes une autre nationalité. Elle ne pourra toutefois être étendue aux enfants mineurs si elle ne l'est également à la femme.

*Art. 32.* Perd la nationalité tunisienne le Tunisien qui, remplissant un emploi dans un service public d'un Etat étranger ou dans une armée étrangère, le conserve, passé le délai de six mois après l'injonction de le résigner qui lui aura été faite par le Gouvernement tunisien, à moins qu'il ne soit établi qu'il a été dans l'impossibilité de le faire. Dans ce dernier cas, le délai de six mois court seulement du jour où la cause de l'impossibilité a disparu.

L'intéressé est libéré de son allégeance à l'égard de la Tunisie, à la date du décret qui prononcera la perte de la nationalité tunisienne.

##### Section II. Déchéance de la nationalité tunisienne

*Art. 33.* L'individu qui a acquis la qualité de Tunisien peut, par décret, être déchu de la nationalité tunisienne :

1°) s'il est condamné pour un acte qualifié crime ou délit contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ;

2°) s'il se livre au profit d'un Etat étranger à des actes incompatibles avec la qualité de Tunisien et préjudiciables aux intérêts de la Tunisie ;

3°) s'il est condamné en Tunisie ou à l'étranger pour un acte qualifié crime par la loi tunisienne et ayant entraîné une condamnation à une peine d'au moins cinq années d'emprisonnement ;

4°) s'il est condamné pour s'être soustrait aux obligations résultant pour lui de la loi sur le recrutement de l'armée.

*Art. 34.* La déchéance n'est encourue que si les faits reprochés à l'intéressé et visés à l'article 33 ci-dessus se sont produits dans le délai de dix ans à compter de la date de l'acquisition de la nationalité tunisienne.

Elle ne peut être prononcée que dans le délai de cinq ans à compter de la perpétration desdits faits.

*Art. 35.* La déchéance peut être étendue, par décret, à la femme et aux enfants mineurs non mariés de l'intéressé, à condition qu'ils aient

conservé une autre nationalité étrangère. Elle ne pourra toutefois être étendue aux enfants mineurs si elle ne l'est également à la femme.

##### Section III. Retrait de la nationalité tunisienne

*Art. 36.* Lorsqu'il apparaît, postérieurement au décret de naturalisation, que l'intéressé ne remplissait pas les conditions requises par la loi pour pouvoir être naturalisé, le décret peut être rapporté dans le délai de deux ans à partir du jour de sa publication.

*Art. 37.* Lorsque l'étranger a fait une fausse déclaration, employé des manœuvres frauduleuses ou sciemment présenté une pièce contenant une assertion mensongère ou erronée, à l'effet d'obtenir la naturalisation, celle-ci peut être rapportée par décret, dans le délai de deux ans à partir de la découverte de la fraude.

*Art. 38.* Lorsque la validité des actes passés antérieurement au décret de retrait était subordonnée à l'acquisition par l'intéressé de la qualité de Tunisien, cette validité ne peut être contestée pour le motif que l'intéressé n'a pas acquis cette nationalité.

### TITRE III

#### DU CONTENTIEUX DE LA NATIONALITÉ

##### Chapitre premier

#### DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

*Art. 48.* Le Tribunal de première instance, statuant en matière civile est seul compétent pour connaître des contestations sur la nationalité et ce, à charge d'appel.

L'action est portée devant le tribunal du lieu de la résidence de celui dont la nationalité est en cause ou, s'il n'a pas de résidence en Tunisie, devant le tribunal du lieu de la résidence du demandeur.

*Art. 49.* L'exception de nationalité tunisienne et l'exception d'extranéité sont d'ordre public ; elles doivent être soulevées d'office par le juge.

Elles constituent, devant toute autre juridiction que le Tribunal de première instance ou la Cour d'appel statuant en matière civile, une question préjudicielle qui oblige le juge à surseoir à statuer jusqu'à ce que la question ait été tranchée selon la procédure réglée par les articles 52 et suivants du présent Code.

*Art. 50.* Si l'exception de nationalité tunisienne ou d'extranéité est soulevée devant une juridiction répressive, celle-ci doit renvoyer à se pourvoir dans les trente jours devant le tribunal compétent, soit la partie qui soulève l'exception, soit le ministère public, dans le cas où la partie qui invoque la nationalité tunisienne est titulaire d'un certificat de nationalité délivré conformément aux articles 63 et suivants du présent Code.

La juridiction répressive surseoit à statuer jusqu'à ce que la question de nationalité ait été tranchée ou jusqu'à ce que soit expiré le délai ci-dessus imparti dans le cas où le tribunal compétent n'a pas été saisi.

## Chapitre II

### DE LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

**Art. 51.** Tout individu peut intenter devant le Tribunal de première instance une action dont l'objet principal et direct est de faire juger qu'il a ou n'a pas la nationalité tunisienne.

Le Procureur de la République près ledit tribunal est obligatoirement partie au procès, sans préjudice du droit d'intervention de toute personne intéressée.

## Chapitre III

### DE LA PREUVE DE LA NATIONALITÉ

**Art. 59.** La charge de la preuve, en matière de nationalité, incombe à celui qui, par voie d'action ou par voie d'exception, prétend avoir ou non la nationalité tunisienne.

Toutefois cette charge incombe à celui qui, par les mêmes voies, conteste la qualité de Tunisien à

un individu titulaire d'un certificat de nationalité tunisienne délivré conformément aux articles 63 et suivants du présent Code.

## Chapitre IV

### DES CERTIFICATS DE NATIONALITÉ TUNISIENNE

**Art. 63.** Le Secrétaire d'Etat à la justice et les agents diplomatiques et consulaires représentant la Tunisie à l'étranger ont seuls qualité pour délivrer un certificat de nationalité tunisienne à toute personne justifiant qu'elle a cette nationalité.

**Art. 65.** Lorsque le Secrétaire d'Etat à la justice ou les agents diplomatiques et consulaires représentant la Tunisie à l'étranger refusent de délivrer un certificat de nationalité, l'intéressé peut se pourvoir devant le Tribunal de première instance compétent, conformément aux articles 48 et suivants ci-dessus.

Le silence gardé par les autorités visées à l'alinéa précédent, pendant le délai d'un mois à compter de la demande, équivaut à un refus.

## LOI N° 63-17 DU 17 MAI 1963 PORTANT ENCOURAGEMENT DE L'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

### RÉSUMÉ

Le texte de cette loi a été publié dans le *Journal officiel de la République tunisienne*, n° 26, des 24, 28 et 31 mai 1963.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi, il pourra être procédé à la constitution de zones d'exécution de travaux pour la conservation des eaux et du sol et l'intensification agricole, lorsque les terres agricoles ou collectives, les agglomérations ou les ouvrages publics sont menacés par le ruissellement, les inondations ou l'érosion, ou lorsque les potentialités d'un territoire agricole ne sont pas entièrement exploitées faute d'aménagements fonciers.

L'article 2 dispose que les associations d'intérêt collectif, les associations syndicales de propriétaires et les propriétaires intéressés aux travaux visés à l'article précédent, peuvent être réunis en association de développement agricole, soit à la demande d'un ou de plusieurs d'entre eux, soit à l'initiative du Secrétaire d'Etat à l'agriculture.

Les associations de développement agricole, comme expliqué dans l'article 3, ont pour objet d'exécuter ou de promouvoir l'exécution conjointe ou séparée des travaux de conservation des eaux et du sol, d'assainissement, d'aménagement de périmètres irrigués, et de création de plantations arbustives, prairies, pâturages au nord et parcours au centre et au sud. Elles ont, en outre, le rôle de promouvoir la modernisation de l'agriculture et d'améliorer le niveau de vie sur leur territoire.

D'autres dispositions de la loi traitent de l'encouragement de l'Etat au développement de la productivité des terres cultivées et à l'habitat rural et aux constructions rurales.

Le texte de la loi en français et une traduction de ce texte en anglais ont été publiés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le *Recueil de législation, alimentation et agriculture*. Vol XIII - n° 3, I/1.

## LOI N° 63-19 RELATIVE À LA COOPÉRATION DANS LE SECTEUR AGRICOLE

### RÉSUMÉ

Le texte de cette loi a été publié dans le *Journal officiel de la République tunisienne*, n° 26, des 24, 28 et 31 mai 1963.

L'article premier de la loi se lit comme suit :

« La coopération agricole a pour fonction l'utilisation en commun par des agriculteurs de tous les moyens techniques et économiques en vue de faciliter leur production agricole et de valoriser les produits de leurs exploitations. »

En vertu de l'article 2, à l'exception des dispositions relatives à la faillite, les coopératives agricoles sont régies par les dispositions du code de commerce.

Les articles 3-8 spécifient les genres et fonctions des coopératives.

D'autres dispositions de la loi traitent des règlements régissant la création, l'administration et le fonctionnement des coopératives agricoles.

Le texte de la loi en français et une traduction de ce texte en anglais ont été publiés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le *Recueil de législation*, Vol. XIII, n° 3/VIII 1.

# TURQUIE

## NOTE<sup>1</sup>

### I. LÉGISLATION

#### A. Protection de la personne humaine

##### 1. Loi concernant la liberté de rassemblement, réunions et marches de démonstration

La loi n° 171 adoptée le 10 février 1963 et promulguée le 18 février 1963<sup>2</sup>, régit en sept chapitres la liberté de rassemblement, réunions et marches de démonstration.

D'après l'article premier de cette loi, chacun a le droit d'organiser pour des fins déterminées, sans un permis préalable, des rassemblements, réunions et marches de démonstration, sous réserve des dispositions de la présente loi.

D'autre part, selon la loi, les rassemblements, réunions et marches de démonstration ne peuvent être organisés avant le lever du soleil ; en outre, il est interdit d'organiser des rassemblements, réunions et marches de démonstration sur la voie publique, dans les parcs, lieux sacrés, bâtiments publics et enfin aux alentours de l'Assemblée nationale.

La même loi dispose dans son article 7 de l'obligation des organisateurs de prévenir l'autorité compétente quarante-huit heures au moins avant le début des rassemblements, réunions et marches.

D'après l'article 18 qui se trouve dans le cinquième chapitre intitulé « Dispositions pénales », seront punis de six mois à un an de prison et d'une amende de 500 à 1 000 livres turques ceux qui organiseront, dirigeront des rassemblements, réunions ou marches de démonstration contrairement aux dispositions de la loi ainsi que ceux qui y participeront, à condition que leurs actes n'encourent pas une peine plus grave, prévue dans des lois spéciales.

La même loi a abrogé la loi n° 6761 sur les rassemblements, réunions et marches de protestations du 27 juin 1956<sup>3</sup> ainsi que l'article 4 de

la loi n° 6187 sur la protection de la liberté de conscience et de réunion du 24 juin 1953.

##### 2. Loi sur l'indemnité des aviateurs militaires

La loi n° 144 adoptée le 17 janvier 1963, promulguée le 19 janvier 1963 et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1963<sup>4</sup>, prévoit une indemnité pour les pilotes, les candidats pilotes, les membres de l'équipage du vol et les parachutistes militaires pendant la durée de leur service dans l'armée turque et conformément aux conditions prévues dans ses différents articles.

D'autre part selon la même loi, les veuves et les orphelins ou les héritiers légaux de ceux qui sont morts pour la patrie recevront une indemnité égale à une somme de 20 000 livres turques. A cette loi est joint un appendice relatif à la somme des indemnités prévues.

##### 3. Loi d'amnistie et de grâce

La loi n° 218 adoptée le 23 février 1963 et promulguée et entrée en vigueur à la même date<sup>5</sup>, suspend les poursuites pénales pour certains crimes et prononce l'amnistie pour certains autres commis antérieurement au 15 février 1963.

En outre il existe un règlement<sup>6</sup> sur la protection de la personne humaine conformément à l'article 4 de la loi n° 7269 concernant les mesures à prendre et les secours à rendre pendant les catastrophes susceptibles de perturber la vie de la nation.

Le règlement en question contient dans ses différents articles des dispositions générales sur les programmes d'assistance et de leur application en cas d'événements, tels que précisés par la loi n° 7269.

#### B. Droit à la santé

##### 1. Loi portant modification de la loi sur l'organisation et le fonctionnement du Ministère de la santé et de l'assistance sociale et des tableaux (1) et (2) annexés à la loi n° 4862

Dans le but d'améliorer les services de santé dans le pays, la loi n° 225, adoptée le 25 avril 1963, promulguée et entrée en vigueur le 30 avril 1963<sup>7</sup> crée, dans un but d'amélioration, à côté

<sup>4</sup> Resmi Gazete, n° 11312, du 19 janvier 1963.

<sup>5</sup> Ibid., n° 11342, du 23 février 1963.

<sup>6</sup> Ibid., n° 11377, du 9 avril 1963.

<sup>7</sup> Ibid., n° 11394, du 30 avril 1963.

<sup>1</sup> Note préparée par M. Aydoğan Özman, membre de la Faculté de droit de l'Université d'Ankara, au nom du Groupe turc des Nations Unies pour la défense et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, groupe désigné par le Gouvernement turc pour apporter la contribution de la Turquie à l'Annuaire des droits de l'homme.

<sup>2</sup> Texte dans Resmi Gazete, n° 11337, du 18 février 1963.

<sup>3</sup> Voir l'Annuaire des droits de l'homme pour 1956, p. 251.

des organisations qui ont été citées à l'article 3 de la loi n° 3017 sur l'organisation et le fonctionnement du Ministère de la santé et de l'assistance sociale, les organismes suivants :

a) La Direction générale pour la lutte contre la tuberculose chargée de centraliser toutes les activités destinées à combattre la tuberculose ;

b) La Direction générale des services sociaux chargée de coordonner les activités concernant l'assistance et la sécurité sociales ;

c) La Direction générale de l'éducation chargée d'assurer le développement et les progrès professionnels des personnes ayant achevé leurs études ;

d) La Direction générale des centres de santé chargée de créer de nouveaux établissements de santé aux endroits nécessaires ;

e) Le Bureau de la socialisation chargé de coordonner et de contrôler la socialisation des services de santé ;

f) Le Bureau des relations extérieures chargé de coordonner les relations internationales du Ministère et de ses services.

### C. Droit à l'éducation

#### 1. Loi concernant l'établissement d'une école technique à la ville de Zonguldak en plus des deux écoles techniques qui seront fondées par le Ministère de l'éducation

La loi n° 165, adoptée le 21 décembre 1962, promulguée et entrée en vigueur le 9 février 1963<sup>8</sup>, autorise le Ministre de l'éducation à fonder une école technique comprenant diverses sections : électricité, mine, machines et construction.

#### 2. Loi concernant la fondation de l'Institut turc de recherches techniques et scientifiques

La loi n° 278, adoptée le 17 juillet 1963<sup>9</sup>, a créé l'Institut turc de recherches techniques et scientifiques. L'Institut aura pour but de développer, de promouvoir et de coordonner les recherches dans le domaine des sciences positives.

A côté de ces deux lois, on peut signaler quelques règlements concernant le droit à l'éducation qui ont été publiés pendant l'année 1963 en Turquie :

a) Le règlement concernant les centres d'éducation populaire publié dans *Resmî Gazete*, n° 11417, du 1<sup>er</sup> juin 1963. D'après ce règlement, les centres d'éducation populaire auront pour but de promouvoir par l'éducation le développement social, culturel et économique de la nation.

b) Le règlement concernant les organisations chargées de l'éducation des masses publié dans *Resmî Gazete*, n° 11419, du 4 juin 1963. Ce règlement précise que ce sont des organisations fondées dans le but de promouvoir le développement de l'éducation des masses urbaines.

c) Enfin le règlement concernant l'instruction aux frais de l'Etat des enfants qui ont un talent marqué pour les beaux-arts, publié dans *Resmî Gazete*, n° 11472, du 5 août 1963.

### D. Droit au voyage

En 1963, le Gouvernement turc a signé un accord avec le Royaume-Uni<sup>10</sup> afin de faciliter l'entrée des citoyens turcs à Trinidad et Tobago. Cet accord demeurera en vigueur jusqu'à la conclusion d'un autre directement avec ce pays.

### E. Protection des droits

#### 1. Loi concernant le droit syndical

La loi n° 274 adoptée le 15 juillet 1963, promulguée et entrée en vigueur le 24 juillet 1963<sup>11</sup>, préconise la liberté syndicale ; d'après la loi, les syndicats et autres groupements professionnels peuvent se constituer librement.

Après avoir défini les termes « salarié » et « employeur », la loi reconnaît au premier le droit de syndicalisme ouvrier et au second le droit de syndicalisme patronal.

La loi interdit toute discrimination basée sur la race, la famille, la langue, la religion, les croyances religieuses et les convictions politiques contre les dirigeants et adhérents de tels groupements ou contre ceux qui exercent une fonction quelconque à l'intérieur de tels groupements.

Après avoir précisé ceux qui n'ont pas le droit d'appartenir à un syndicat (parmi lesquels on peut citer les militaires et les religieux), la loi interdit sous réserves de dispositions contraires, la dissolution ou la suspension des activités syndicales par décision judiciaire, des groupements professionnels constitués conformément à la présente loi.

#### 2. Loi sur la grève, le lock-out et la convention collective de travail

L'article 47 de la Constitution de 1961 dispose : « Les salariés ont le droit de grève et le droit au contrat de travail collectif. Les droits des employeurs et le droit de grève des employés seront organisés par la loi. Conformément à cette disposition la loi n° 275 sur la grève, le lock-out et la convention collective de travail, adoptée le 15 juillet 1963, promulguée et entrée en vigueur le 24 juillet 1963<sup>12</sup>, a pour but d'organiser les relations entre les ouvriers et leurs employeurs.

D'après l'article premier de la loi, la convention collective de travail est une convention conclue entre les organisations ouvrières et les organisations patronales. Elle détermine les personnes qu'elle régit, fixe les obligations qui en découlent, et les modalités de dissolution ; la convention collective de travail peut aussi contenir des dispositions concernant les droits et les obligations des salariés et des employeurs.

Le quatrième chapitre intitulé « La grève et le lock-out » contient les conditions dans lesquelles la grève et le lock-out peuvent être organisés. D'après l'article 17, sera légale toute grève dont le but est de défendre ou d'améliorer les conditions sociales et économiques des salariés et qui se fait conformément aux dispositions de la présente loi.

<sup>10</sup> *Ibid.*, n° 11517, du 28 septembre 1963.

<sup>11</sup> *Ibid.*, n° 11462, du 24 juillet 1963.

<sup>12</sup> *Ibid.*, n° 11462, du 24 juillet 1963.

<sup>8</sup> *Ibid.*, n° 11330, du 9 février 1963.

<sup>9</sup> *Ibid.*, n° 11462, du 24 juillet 1963.

De la même manière, tout lock-out qui se fait conformément aux dispositions de la présente loi et qui a pour but soit de changer les conditions de travail ou leur mode d'application, soit de faire accepter de nouvelles conditions de travail ou de protéger celles qui existent, doit être accepté comme légal.

Les interdictions à l'exercice du droit de grève ou de lock-out sont prévues à l'article 20 de la même loi.

Ainsi les deux lois susmentionnées garantissent la protection des droits respectifs des salariés et des employeurs en Turquie.

3. *Loi sur le droit de recours des citoyens turcs à l'Assemblée nationale, sur l'examen du recours et l'obligation de statuer sur le même recours*

La loi n° 140 adoptée le 26 décembre 1962, promulguée et entrée en vigueur le 5 janvier 1963<sup>13</sup>, prévoit la procédure concernant les demandes écrites émises par les citoyens turcs d'après l'article 62 de la Constitution qui dit : « Les citoyens ont le droit de recourir par groupes ou personnellement aux autorités compétentes ou à l'Assemblée nationale pour faire connaître leurs vœux ou leurs plaintes concernant leurs propres droits ou ceux du public ».

4. *Loi sur la création et la procédure des tribunaux militaires*

La loi n° 353 adoptée le 21 octobre 1963, promulguée et entrée en vigueur le 26 octobre 1963<sup>14</sup>, dispose, dans son article 9, que les tribunaux militaires connaîtront des affaires relatives au personnel militaire et aux délits commis dans les établissements militaires.

## II. DÉCRETS

### A. *Décision de l'Assemblée nationale*

Après les événements de la nuit du 20 au 21 mai, lesquels ont eu pour but le renversement de l'ordre constitutionnel, l'Assemblée nationale a décrété l'état de siège dans les villes d'Ankara, d'Istanbul et d'Izmir à partir du 21 mai 1963 pour une durée d'un mois<sup>15</sup>; cette durée a été prolongée de 2 mois en trois fois : le 21 juin 1963<sup>16</sup>, le 21 août 1963<sup>17</sup> et enfin le 21 octobre 1963<sup>18</sup>. Cette dernière prolongation se limitait aux villes d'Ankara et d'Istanbul.

### B. *Arrêt de la Cour constitutionnelle*

1. S'appuyant sur les articles 31 et 114 de la Constitution, qui prévoient le recours devant les autorités judiciaires compétentes pour ceux dont les droits ou les intérêts ont été violés, la Cour constitutionnelle a déclaré contraires à la Constitution et par suite inopérants l'article 39, paragraphe b), de la loi n° 5434 sur la caisse des retraites de la République turque, et l'article 114, paragraphe 2), de la loi n° 3499 sur l'exercice de la profession d'avocat<sup>19</sup>. L'article 39 b) de la loi n° 5434 interdisait tout recours judiciaire contre les arrêts relatifs à retraite émis selon ce paragraphe; l'article 114, 2), de la loi n° 3499 disposait que les arrêts du conseil de discipline étaient définitifs.

2. Le paragraphe c) de l'article 32 de la loi n° 6830 sur l'expropriation a été abrogé par l'arrêt n° 1962/286-1963/53 du 7 mars 1963 de la Cour constitutionnelle. La Cour a basé son arrêt sur le fait que l'article incriminé viole le principe de la liberté contractuelle et est, par conséquent, contraire à la Constitution.

<sup>15</sup> *Ibid.*, n° 11413, du 28 mai 1963.

<sup>16</sup> *Ibid.*, n° 11434, du 21 juin 1963.

<sup>17</sup> *Ibid.*, n° 11486, du 21 août 1963.

<sup>18</sup> *Ibid.*, n° 11536, du 21 octobre 1963.

<sup>19</sup> *Ibid.*, n° 11352, du 11 mars 1963, et n° 11466, du 29 juillet 1963.

<sup>13</sup> *Ibid.*, n° 11462, du 24 juillet 1963.

<sup>14</sup> *Ibid.*, n° 11541, du 26 octobre 1963.

## UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES<sup>1</sup>

### DÉCRET DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'URSS ET DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'URSS DU 9 MAI 1963 RELATIF AUX MESURES DESTINÉES À DÉVELOPPER ENCORE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SECONDAIRE SPÉCIAL ET À AMÉLIORER LA FORMATION ET L'UTILISA- TION DES SPÉCIALISTES

Le Comité central du PCUS et le Conseil des ministres de l'URSS constatent que ces dernières années, l'enseignement supérieur et secondaire spécial s'est fortement développé. Au cours des dix dernières années, le nombre des spécialistes formés dans des établissements supérieurs a augmenté de 50 pour cent, celui des ingénieurs de 150 pour cent.

La loi sur une meilleure adaptation de l'école à la vie et sur le développement ultérieur du système d'instruction publique en URSS a été appliquée avec succès par les établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial. On a relevé le niveau de formation théorique et pratique des jeunes spécialistes en combinant enseignement et travail socialement utile et en tenant mieux compte des réalités de la vie et de la production dans l'enseignement des universités et collèges techniques. Le nombre des jeunes gens admis dans des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial après avoir travaillé dans divers secteurs économiques et culturels a augmenté. Les cours du soir et les cours par correspondance se sont multipliés. Ceux qui étudient sans quitter leur travail représentent plus de la moitié de l'effectif total des étudiants.

On relève cependant des insuffisances notables dans le développement de l'enseignement supérieur et secondaire spécial et dans l'utilisation des spécialistes.

La répartition des établissements d'enseignement supérieur entre les diverses régions économiques ne correspond pas dans un certain nombre de cas au niveau de développement des secteurs économiques et culturels.

On forme peu de spécialistes des techniques nouvelles — fabrication d'instruments, électronique, chimie, mécanisation et automatisation de la production — ainsi que d'économistes et de professeurs pour les écoles d'enseignement général. En même temps, dans le domaine artistique, la formation des cadres ne tient pas compte de la demande ni des besoins du développement économique et culturel.

La formation de spécialistes du niveau secondaire marque un certain retard. Il arrive souvent que des personnes ayant fait des études supérieures soient nommées à des postes qui pourraient être

confiés à des spécialistes n'ayant reçu qu'une formation secondaire.

Les élèves et étudiants des établissements d'enseignement supérieur et des collèges techniques ont trop de cours obligatoires, et l'on constate des chevauchements dans les sujets enseignés. Pour certaines matières, on manque de manuels et de matériel d'enseignement.

On relève de graves insuffisances dans l'utilisation des jeunes spécialistes. Nombreux sont les diplômés des établissements supérieurs qui ne rejoignent pas le lieu d'affectation assigné par le ministère ou le département ministériel compétent et qui trouvent à se faire embaucher surtout dans les grandes villes, occupant même des postes qui ne correspondent pas à leur spécialité. Il arrive souvent aussi que les entreprises et les organisations où sont envoyés les jeunes spécialistes ne tirent pas le meilleur parti de leurs compétences et ne se préoccupent pas suffisamment de leurs conditions matérielles de vie.

Le Comité central du PCUS et le Conseil des ministres de l'URSS décrètent :

1. Le Gosplan de l'URSS, le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS, les conseils de ministres des républiques fédérées, les ministères et départements ministériels de l'URSS dont dépendent des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial amélioreront méthodiquement la formation des spécialistes aux niveaux supérieur et secondaire, conformément aux besoins en cadres des différents secteurs économiques et culturels.

Lors de l'établissement des plans de formation de spécialistes, il sera prévu un développement plus rapide de l'enseignement secondaire spécial que de l'enseignement supérieur, afin qu'il y ait d'ici 1970 dans l'industrie, la construction, les transports, les communications et l'agriculture trois à quatre spécialistes de formation secondaire pour un spécialiste de formation supérieure.

Les objectifs de contrôle fixés pour la formation de spécialistes dans les établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial pour 1965, tels qu'ils figurent dans l'annexe 1 au présent arrêté, sont approuvés.

2. L'accroissement des effectifs scolaires (élèves et étudiants) sera surtout assuré grâce à l'expansion des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial existants et à la création de filiales ainsi que de facultés (départements) tech-

<sup>1</sup> Textes communiqués par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

niques et scientifiques des établissements d'enseignement supérieur et collèges techniques auprès des entreprises industrielles, des chantiers de construction, des grands sovkhozes et des établissements de recherche scientifique et autres organisations.

De nouveaux établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial, notamment des usines-écoles, seront créés dans les régions où l'industrie et l'agriculture sont en plein essor.

Les propositions des conseils des ministres de la RSFSR, de la RSS d'Ukraine, de la RSS de Biélorussie, de la RSS de Kazakstan, de la RSS d'Ouzbékistan, de la RSS de Turkménie, du Ministère des communications et du Ministère de la marine sur l'organisation des établissements d'enseignement supérieur au cours de la période 1963-1970, telles qu'elles figurent dans l'annexe 2, sont approuvées.

3. Les conseils des ministres des républiques fédérées et les ministères et départements ministériels de l'URSS dont dépendent des établissements d'enseignement supérieur :

a) Feront construire, pour les établissements d'enseignement supérieur qui seront créés en application du présent décret, les bâtiments scolaires et d'internat et les autres installations nécessaires, l'ampleur et la durée des travaux étant précisées à l'annexe 2.

b) Feront construire, au cours de la période 1964-1968, des bâtiments scolaires pour les établissements d'enseignement supérieur par correspondance et cours du soir existants. La liste des établissements d'enseignement par correspondance et de cours du soir et l'ampleur des travaux à entreprendre seront fixées en accord avec le Gosplan de l'URSS et le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS.

Les conseils des ministres de la RSFSR et de la RSS du Kazakstan sont autorisés à titre exceptionnel à faire construire, au cours de la période 1964-1966, un bâtiment scolaire de 40 000 mètres carrés pour chaque usine-école d'enseignement technique supérieur mentionnée à l'annexe 2 au présent arrêté et un pour l'usine-école d'enseignement technique supérieur rattachée à l'usine de construction automobile I. A. Likhatchev de Moscou grâce aux crédits qui seront fournis par les branches d'industries intéressées.

4. Afin de mettre de l'ordre dans le réseau d'établissements d'enseignement supérieur et de l'élargir, ces établissements seront unifiés et réorganisés en 1963-1964 conformément à l'annexe 3.

5. Le Gosplan de l'URSS, les conseils des ministres des républiques fédérées et le Ministère de la culture de l'URSS feront en sorte que la formation de spécialistes dans les écoles supérieures des beaux-arts réponde aux besoins des secteurs économiques et culturels.

A partir de 1963, le nombre total des étudiants admis chaque année dans les écoles supérieures des beaux-arts (cours du jour) sera diminué de 200 à 250 élèves.

6. La proposition de l'Union des écrivains de l'URSS tendant à transformer l'Institut de littérature A. M. Gorky en Institut A. M. Gorky

d'enseignement de la littérature par correspondance est adoptée.

Les élèves admis à l'Institut seront recrutés parmi les travailleurs des secteurs économiques et culturels qui auront montré des dons littéraires.

7. Pour améliorer le programme de formation des spécialistes aux niveaux supérieur et secondaire spécial, le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS, en accord avec le Gosplan de l'URSS, les conseils des ministres des républiques fédérées et les ministères et départements ministériels de l'URSS intéressés, apportera dans un délai de six mois les modifications nécessaires à la liste des spécialisations de façon :

a) A donner une large spécialisation aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur et à réduire le nombre des spécialités ;

b) A donner une spécialisation étroite aux étudiants des établissements d'enseignement secondaire spécial.

8. Les Comités d'Etat des secteurs industriels et de la production et les ministères et départements ministériels de l'URSS élaboreront dans un délai de six mois et approuveront, en accord avec le Comité d'Etat chargé des questions du travail et des salaires auprès du Conseil des ministres de l'URSS, le Gosplan de l'URSS, le Conseil de l'économie nationale de l'URSS, le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS et le Ministère des finances de l'URSS, des nomenclatures types des postes à pourvoir par des spécialistes de formation supérieure ou secondaire spéciale dans les différents secteurs économiques et culturels. Ils prévoiront, au moment où ils établiront les nomenclatures types des postes, une plus large utilisation des spécialistes de formation secondaire spéciale.

Les conseils des ministres des républiques fédérées et les ministères et départements ministériels de l'URSS seront invités à faire circuler, dans les entreprises, établissements et organisations qui dépendent d'eux, des tableaux d'effectifs correspondant aux nomenclatures types approuvées.

9. Pour améliorer encore la planification à long terme de la formation de spécialistes de formation supérieure et secondaire spéciale, compte tenu du développement des divers secteurs économiques, les Comités d'Etat des secteurs industriels et de la production élaboreront et présenteront au Gosplan de l'URSS et au Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS des plans relatifs aux besoins à long terme des secteurs économiques intéressés en spécialistes de formation supérieure ou secondaire spéciale, des projets de plans de formation à long terme, ainsi que des propositions sur les modifications à apporter à cette formation compte tenu du progrès technique, des découvertes de la science et de la technique et des besoins de production.

10. Le Gosplan de l'URSS, le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS, les conseils des ministres des républiques fédérées et les ministères et départements ministériels de l'URSS dont dépendent les établissements d'enseignement supérieur prévoiront, dans les plans annuels et à long terme, une coopération



en vue de la formation de spécialistes dans ces établissements, dans les domaines où les besoins de certaines républiques fédérées et de certains ministères ou départements ministériels de l'URSS sont peu importants.

11. Les conseils des ministres des républiques fédérées réorganiseront et accéléreront la formation par les instituts pédagogiques de professeurs se destinant à l'enseignement général; ceux-ci se limiteront ordinairement à une matière (mathématiques, physique, chimie, russe et littérature russe, langue maternelle et littérature autochtone, etc.), et la durée des études sera de quatre ans.

Les conseils des ministres des républiques fédérées, en accord avec le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS, sont autorisés à former dans les instituts pédagogiques, pour les écoles dont les effectifs scolaires sont peu nombreux, des professeurs spécialisés dans deux matières, la durée des études étant alors de cinq ans.

12. Le Ministère de la culture de l'URSS, le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS et les conseils des ministres des républiques fédérées sont chargés :

a) D'apporter les modifications nécessaires à la formation des spécialistes dans les écoles supérieures des beaux-arts en vue de former des artistes capables d'être employés dans les différents secteurs de l'industrie et de la culture, et de réorganiser à cette fin les écoles supérieures des beaux-arts de façon qu'elles forment des artistes spécialisés dans les arts décoratifs et la décoration des monuments, ainsi que des spécialistes de l'esthétique industrielle;

b) De faire assurer la formation des artistes peintres par l'Institut V. I. Sourikov de Moscou et l'Institut de peinture, de sculpture et d'architecture I. E. Répine de Leningrad et de prévoir pour les élèves de ces instituts étudiant la peinture, les arts graphiques ou la sculpture, l'obligation de se spécialiser également en pédagogie ou dans la réalisation artistique de spectacles et de films;

c) D'affecter les facultés d'art et d'art industriel (cours du soir) des écoles supérieures des beaux-arts exclusivement à la formation de spécialistes des arts décoratifs et de l'esthétique industrielle;

d) De ramener de six à cinq ans la durée des études dans les écoles supérieures des beaux-arts en ce qui concerne toutes les branches des arts décoratifs;

e) D'admettre, dans l'ordre de classement aux concours organisés par les écoles des beaux-arts, les sujets qui ont manifesté des dons artistiques, qui ont participé à des activités artistiques et qui ont été recommandés par leurs employeurs ou par leurs professeurs;

f) D'affecter, au cours de la période 1963-1966, les écoles secondaires de beaux-arts à la formation de spécialistes des arts décoratifs et d'art industriel;

g) De faire appliquer, dans les écoles secondaires de musique et de chorégraphie, des plans d'études qui renforceront le programme d'études générales en diminuant le nombre d'heures consac-

crées aux matières ne donnant pas lieu à des points pour l'obtention du diplôme.

13. Afin d'améliorer la formation des spécialistes, de ne pas surcharger les étudiants de matières obligatoires, d'encourager chez eux l'initiative et de les associer plus activement à la recherche scientifique, on adoptera, dans les établissements d'enseignement supérieur à plein temps, les horaires suivants pour l'ensemble des études, y compris les cours facultatifs : lorsque la durée des études est de six ans, 36 heures par semaine les quatre premières années et 30 heures par semaine les deux dernières années; lorsque la durée des études est de quatre ans, 36 heures par semaine les trois premières années et 30 heures par semaine la quatrième année.

Dans les écoles secondaires spéciales à plein temps, il est interdit d'imposer aux élèves des horaires supérieurs à 36 heures par semaine pour l'ensemble des cours obligatoires.

14. Les conseils des ministres des républiques fédérées, les ministères et départements ministériels de l'URSS, les comités économiques, les organes de direction des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial et les directeurs d'entreprises, d'établissements et d'organisations intéressés prendront les mesures nécessaires pour mieux organiser le travail productif des élèves des classes de début des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que le travail productif et les travaux pratiques des élèves des classes terminales des établissements d'enseignement supérieur et écoles secondaires spéciales, leur trouver des emplois correspondant à leur spécialité et s'assurer qu'ils acquièrent les connaissances nécessaires dans les domaines de la technique, de l'organisation de la production et de ses aspects économiques.

15. Le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS approuvera, en accord avec les organes de direction des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial, les plans annuels et à long terme de publication de manuels scolaires et de production de matériel d'enseignement pour les établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial, quels que soient les départements ministériels dont relèvent les services d'édition et établissements scolaires. Ces plans seront obligatoires pour tous les ministères, départements ministériels, services d'édition et établissements scolaires.

16. Comme la formation du jeune spécialiste qui étudie à plein temps n'est vraiment complète que lorsqu'il a fait un stage pratique dans des entreprises, établissements ou organisations, le diplôme de fin d'études supérieures ne lui sera délivré que lorsqu'il aura occupé pendant un an le poste auquel il aura été nommé par le ministère (ou le département ministériel), après avoir soutenu la thèse ou présenté le projet demandé pour l'obtention du diplôme ou passé les examens d'Etat.

Ceux qui auront terminé leurs études dans un établissement d'enseignement supérieur en y étudiant à temps complet et qui auront soutenu la thèse ou présenté le projet demandé pour l'obtention du diplôme, ou passé les examens d'Etat, recevront une attestation provisoire selon le

modèle établi par le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS.

Le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS arrêtera, en accord avec les conseils des ministres des républiques fédérées et les ministères et départements ministériels de l'URSS dont dépendent les établissements d'enseignement supérieur les conditions dans lesquelles les attestations provisoires et les diplômes de fin d'études supérieures seront délivrés.

17. Les comités centraux du parti communiste des républiques fédérées, les comités territoriaux et régionaux du parti, les conseils des ministres des républiques fédérées, les ministères et départements ministériels de l'URSS, les conseils économiques, les organes de direction de la production des kolkhozes et des sovkhozes, et les dirigeants d'entreprises, d'établissements et d'organisations à la disposition desquels on met des étudiants sortant des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial veilleront à la bonne utilisation des jeunes spécialistes selon leurs compétences, leur fourniront un logement et des soins médicaux et assureront les autres services collectifs et culturels nécessaires.

18. Le Gosplan de l'URSS, les conseils des ministres des républiques fédérées, les ministères et départements ministériels de l'URSS :

a) Prévoiront à partir de 1964, dans les plans économiques, les investissements nécessaires à la construction et à l'équipement des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial et fixeront les tâches en ce qui concerne les bâtiments scolaires et d'internat à construire, de façon à assurer le développement de l'enseignement supérieur et secondaire spécial en URSS ;

b) Prévoiront dans les plans annuels la livraison aux établissements d'enseignement supérieur et aux collèges techniques des nouveaux modèles de machines, d'instruments et d'appareils, ainsi que de matériel agricole et de machines-outils qui seront prélevés sur les premières séries fabriquées.

19. Le Gosplan de l'URSS, le Conseil économique de l'URSS, ainsi que les Comités d'Etat des secteurs industriels et de la production et le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS présenteront au Conseil des ministres de l'URSS, dans un délai de trois mois, des propositions sur l'organisation, à partir de 1964, dans des entreprises spécialement choisies à cet effet, de la fabrication d'équipement standardisé, d'instruments et d'appareils scientifiques, de matériel d'enseignement et d'autres moyens techniques modernes destinés aux établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial.

20. Les directeurs d'entreprises, d'établissements, d'organisations et d'expositions sont autorisés à donner aux établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial des modèles de machines, machines-outils, instruments et autre matériel ou des objets provenant de l'Exposition des réalisations de l'économie soviétique et d'autres expositions, qui peuvent servir à des fins éducatives.

21. Le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS mettra au point et organisera, par l'intermédiaire des organes de direction des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial, un système visant à relever le niveau des professeurs des établissements d'enseignement supérieur et des collèges techniques, en se servant à cet effet des grands établissements d'enseignement supérieur et des instituts scientifiques et en recrutant les spécialistes et les professeurs de sciences les plus qualifiés.

L'Académie des sciences de l'URSS, les académies des sciences des républiques fédérées, les comités d'Etat des secteurs industriels et de la production et les ministères de l'URSS apporteront aux organes de direction des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial l'aide nécessaire pour relever le niveau du personnel enseignant.

22. La Direction centrale de statistique de l'URSS :

a) Dressera la liste des spécialistes ayant fait des études supérieures ou secondaires spéciales au 1<sup>er</sup> décembre 1963, selon les formulaires qui auront été établis en accord avec le Gosplan de l'URSS, et des mesures seront prises pour retrouver les spécialistes qui occupent des fonctions autres que celles auxquelles leurs études les ont préparés.

Le Gosplan de l'URSS, ainsi que le Ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécial de l'URSS et les comités d'Etat des secteurs industriels et de la production, analyseront la liste des spécialistes employés dans l'économie nationale et présenteront au Conseil des ministres de l'URSS des propositions en vue de mieux les utiliser.

b) Etudiera les résultats de l'exécution du plan d'investissements et de mise en service des bâtiments scolaires concernant les établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial.

23. La Commission juridique auprès du Conseil des ministres de l'URSS établira avec l'aide des organisations intéressées et présentera au Conseil des ministres la liste des décrets et décisions qui seront abrogés à la suite de l'entrée en vigueur du présent décret.

## DÉCRET DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'URSS DU 22 MAI 1963 RELATIF AUX FONDS D'ENTREPRISE (D'ORGANISATION) DES DIVERS SECTEURS ÉCONOMIQUES DESTINÉS À AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE CULTURELLES ET MATÉRIELLES DES TRAVAILLEURS ET À DÉVELOPPER LA PRODUCTION

Le Conseil des ministres de l'URSS décrète :

1. Le Règlement des fonds d'entreprise (d'organisation) des divers secteurs économiques destinés à améliorer les conditions de vie culturelles et matérielles des travailleurs et à développer la production, règlement annexé au présent arrêté, est

approuvé, et sera appliqué à compter de la publication des résultats de l'activité économique pour le premier trimestre de 1963.

2. Dans les cas où, après établissement du bilan de l'entreprise (de l'organisation) pour l'année, le montant total du fonds d'entreprise (d'organisa-

tion) destiné à améliorer les conditions de vie culturelles et matérielles des travailleurs et à développer la production ne dépasse pas 500 roubles, les ressources du fonds peuvent être affectées en totalité à la réalisation d'une ou de plusieurs des mesures prévues par le Règlement des fonds.

3. Les ressources affectées aux secours exceptionnels destinés au personnel de direction, aux ingénieurs et techniciens et aux employés et à la prise en charge des frais de séjour dans une maison de repos ou dans un établissement de cure au titre des « fonds d'encouragement » (si, conformément à la législation en vigueur, les ressources disponibles peuvent être affectées à de telles fins) ne doivent pas dépasser pour l'année la rémunération mensuelle du travailleur, sauf dans les cas où les frais de séjour dans une maison de repos ou dans un établissement de cure sont supérieurs à ladite rémunération.

4. Le Comité de production d'Etat de l'industrie du gaz de l'URSS est autorisé à consacrer, en accord avec le Comité central du syndicat des travailleurs de l'industrie pétrolière et chimique, jusqu'à 30 pour cent des ressources du fonds de la direction des gazoducs pour l'amélioration des conditions de vie culturelles et matérielles des

travailleurs et pour le développement de la production à la construction d'habitations et d'installations collectives et à la réparation des locaux d'habitation.

5. Le Ministère des finances de l'URSS publiera, dans un délai de deux mois, en accord avec le Conseil économique de l'URSS et le Conseil central des syndicats de l'URSS, des instructions relatives à la mise en œuvre du Règlement des fonds d'entreprise (d'organisation) des divers secteurs économiques, approuvé par le présent décret.

L'Union centrale publiera, dans un délai de deux mois, en accord avec le Conseil central des syndicats de l'URSS, des instructions relatives à la mise en œuvre du règlement précité dans les entreprises commerciales et les entrepôts des coopératives de consommation.

6. La Commission juridique auprès du Conseil des ministres de l'URSS, en accord avec le Ministère des finances de l'URSS, le Conseil économique de l'URSS et le Conseil central des syndicats de l'URSS, présentera au Conseil des ministres la liste des décisions du Gouvernement de l'URSS qui seront abrogées à la suite de l'entrée en vigueur du présent décret.

#### DÉCRET DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'URSS DU 11 SEPTEMBRE 1963 RELATIF À LA DISTRIBUTION GRATUITE DE MÉDICAMENTS AUX DYSENTÉRIQUES NON HOSPITALISÉS

Le Conseil des ministres de l'URSS décrète :

1. La proposition du Ministère de la santé publique de l'URSS, faite en accord avec le Ministère des finances de l'URSS, relative à la distribution gratuite aux dysentériques non hospitalisés de médicaments inscrits au codex établi par le Ministère de la santé publique de l'URSS, est approuvée ; les dépenses correspondantes seront inscrites au budget ordinaire de la santé publique de l'URSS.

2. L'ordonnance n° 2287 du Conseil des ministres l'URSS en date du 10 août 1961 est abrogée.

#### DÉCRET DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'URSS DU 14 SEPTEMBRE 1963 RELATIF À LA DISTRIBUTION GRATUITE DE MÉDICAMENTS AUX RHUMATISANTS POUR PRÉVENIR LES RECHUTES GRÂCE À UN TRAITEMENT À DOMICILE

Le Conseil des ministres de l'URSS décrète :

La proposition du Ministère de la santé publique de l'URSS relative à la distribution gratuite de médicaments (bicelline) aux rhumatisants pour prévenir les rechutes grâce à un traitement à domicile est approuvée ; les dépenses correspondantes seront inscrites au budget ordinaire de la santé publique de l'URSS.

#### RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉLEVATION DU NIVEAU DE VIE ET DU NIVEAU CULTUREL DU PEUPLE SOVIÉTIQUE EN 1963

Le revenu réel des ouvriers et des employés et le revenu des kolkhoziens se sont accrus en 1963. Au cours des cinq premières années du plan septennal, le revenu réel des travailleurs a augmenté en moyenne de 20 pour cent.

Comme les années précédentes, les services suivants ont été assurés au titre des fonds sociaux de consommation : enseignement gratuit, soins médicaux gratuits, assurance maladie, congés de maternité (grossesse et accouchement), congés payés, pensions diverses, allocations familiales et

allocations aux mères soutien de famille. Les dépenses faites à ce titre, ainsi que les autres prestations et avantages dont a bénéficié la population, ont représenté 34,5 milliards de roubles, contre 31,9 milliards en 1962. Près de 4 millions de travailleurs de la santé publique et 6 millions de travailleurs des services culturels ont élargé aux fonds sociaux. Vingt-six millions de personnes ont touché des pensions de l'Etat et, pour une plus faible part, des kolkhozes. Plus de 5 millions d'élèves et d'étudiants des établissements d'ensei-

nement supérieur, secondaire spécial, professionnel et technique ont reçu des bourses d'études et ont été logés et nourris gratuitement. Près de 10 millions d'enfants ont fréquenté les jardins d'enfants, crèches et terrains de jeu. Plus de 9 millions de travailleurs et leurs enfants se sont reposés ou ont été soignés dans des établissements de cure, maisons de repos et camps de pionniers, les frais de séjour étant pris en charge, entièrement ou en partie, par la sécurité sociale et les kolkhozes. En outre, plus de 6 millions de mères de famille nombreuse ou soutien de famille ont touché des allocations de l'Etat.

L'effectif moyen des ouvriers et des employés a été de 70 500 000, soit une augmentation de 2 200 000 par rapport à 1962. Dans l'industrie, le nombre des ouvriers, ingénieurs, techniciens et autres spécialistes a augmenté de 1 300 000 au cours de la même période. Le nombre des travailleurs a augmenté de 600 000 dans les écoles, établissements scolaires, établissements de recherche scientifique et établissements médicaux, et de 300 000 dans le commerce et les services collectifs.

En 1963, comme les années précédentes, le pays n'a pas connu de chômage.

De nouveaux progrès ont été accomplis dans les domaines de l'instruction publique, de la science et de la culture.

Plus de 64 millions de personnes, soit le tiers de la population (non compris les enfants d'âge préscolaire), faisaient des études. A elles seules, les écoles d'enseignement général comptaient plus de 44 millions d'élèves, soit 2 millions de plus qu'au cours de l'année scolaire précédente.

Au cours de l'année écoulée, l'enseignement obligatoire de huit ans s'est généralisé. Plus de 3 millions d'élèves ont achevé l'école de huit ans et près de 900 000 l'école de dix et de onze ans. Deux millions quatre cent mille élèves étaient inscrits dans les internats, écoles et groupes à journée d'étude prolongée, soit 360 000 de plus que pendant l'année scolaire précédente.

La formation de spécialistes qualifiés de tout type s'est étendue. L'effectif des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécial a été de 6,2 millions (dont 3,3 millions pour les établissements d'enseignement supérieur). Parmi les étudiants inscrits aux cours du jour des établissements d'enseignement supérieur, 177 000, soit 52 pour cent, avaient accompli au moins deux années de stage pratique.

Sept millions cinq cent mille personnes faisaient des études sans quitter leur emploi, dont plus de 4 millions dans les écoles destinées à la jeunesse ouvrière et rurale et 3,4 millions dans les établissements d'enseignement supérieur ou secondaire spécial.

Au cours de l'année écoulée, 330 000 spécialistes sont sortis des établissements d'enseignement supérieur, dont 125 000 ingénieurs, et 510 000 spécialistes des collèges techniques et autres établissements d'enseignement secondaire spécial. Plus de 840 000 spécialistes ayant fait des études supérieures ou secondaires spéciales ont été versés dans l'économie nationale.

Au cours de l'année écoulée, près de 900 000 jeunes ouvriers sont sortis des écoles professionnelles

et techniques. Plus de 11 millions de personnes ont amélioré leurs qualifications ou appris un nouveau métier grâce à l'apprentissage, individuel ou en équipe, ou en suivant des cours.

Au début du plan septennal, le pourcentage de la population active qui avait fait des études supérieures ou secondaires était de 43 pour cent ; il atteignait 50 pour cent à la fin de 1963. Ainsi, la moitié de la population active (près de 44 pour cent des ouvriers, 26 pour cent des kolkhoziens et 92 pour cent des spécialistes et employés) du pays a fait des études supérieures ou secondaires.

Le nombre des travailleurs scientifiques occupés dans les institutions scientifiques, les établissements d'enseignement supérieur et dans d'autres institutions était d'environ 580 000 personnes à la fin de 1963.

Le nombre des salles de cinéma a atteint 129 000. Au cours de l'année écoulée, le nombre des entrées au cinéma a été d'environ 4 milliards, dont 1,5 milliard dans les campagnes. Pour les théâtres et les concerts, ce chiffre était de 240 millions. Près de 10 millions de personnes faisaient partie de cercles et de groupes artistiques.

La construction de logements a fortement augmenté. En 1963, la superficie totale des logements mis en service dans les villes et les campagnes aux frais de l'Etat ou aux frais de la population avec l'aide de prêts de l'Etat a dépassé 77 millions de mètres carrés, ce qui représente près de 2 millions de nouveaux logements confortables. La part des coopératives de construction de logements a été de 1,8 million de mètres carrés environ.

En outre, dans les campagnes, les kolkhoziens et les travailleurs intellectuels ont construit près de 400 000 maisons avec l'aide de prêts de l'Etat.

Pour la seule année écoulée, quelque 11 millions de personnes ont emménagé dans de nouveaux logements ou ont amélioré leurs conditions de logement.

Au cours des dix dernières années, on a construit plus de 17 millions de logements dans les villes et les cités ouvrières, et 6 millions de maisons d'habitation dans les campagnes. Pendant cette même période, 108 millions de personnes se sont installées dans de nouveaux logements ou ont amélioré leurs conditions de logement. Les investissements de l'Etat dans la construction d'établissements scolaires, culturels et scientifiques ont augmenté.

Les soins médicaux se sont encore améliorés. Le réseau des hôpitaux, des maternités, des dispensaires, des centres de consultation pour femmes et pour enfants, des centres prophylactiques et des autres établissements de santé publique n'a cessé de s'étendre. Le nombre de lits d'hôpital a augmenté de 100 000 pendant l'année.

L'Union soviétique demeure le pays du monde où le taux de mortalité général est le plus bas. Il a encore baissé au cours de l'année écoulée dans la plupart des groupes d'âge. La mortalité infantile a diminué tout particulièrement. Le taux de mortalité postnatale (30 pour mille) a été le plus bas de l'histoire du pays.

La population de l'Union a augmenté de plus de 3 millions au cours de l'année, et elle dépassait 226 millions de personnes au 1<sup>er</sup> janvier 1964.

## VENEZUELA

### NOTE<sup>1</sup>

1. La loi sur le droit d'auteur, dont le texte a paru dans le *Journal officiel*, numéro spécial 823, du 3 janvier 1963<sup>2</sup>, a été promulguée en 1963.

2. Dans le cadre des mesures adoptées en vue d'étendre les droits de l'accusé dans les instances judiciaires et pénales, on cite la création de nouveaux tribunaux fiscaux du ministère public et défenseurs publics des prisonniers, en vertu du décret n° 976, du 29 janvier 1963, paru dans le *Journal officiel* n° 27 062, de même date.

Le décret n° 1016 en date du 18 avril 1963, publié au *Journal officiel* n° 27 123 le même jour, a institué un deuxième conseil de guerre permanent.

3. En ce qui concerne les services d'enseignement primaire, secondaire, technique, professionnel ou supérieur, il convient de faire observer qu'en conformité des dispositions constitutionnelles et légales, l'Etat vénézuélien dispense un enseignement gratuit à tous les degrés. De nombreuses écoles primaires, secondaires et techniques (artisanales, industrielles, etc.) ont été créées en 1963 et on a adopté des dispositions visant à améliorer et à compléter l'enseignement qui y est assuré.

4. Il convient notamment de signaler qu'a eu lieu l'an passé, conformément aux dispositions de la Constitution nationale de 1961 et à la loi électorale de 1958, le processus, en vue de l'élection d'un nouveau président de la République<sup>3</sup>, ainsi que des sénateurs et des députés au Congrès national, aux assemblées législatives et des membres des conseils municipaux<sup>4</sup>.

5. Par décision conjointe des Ministères de l'intérieur, des relations extérieures et de l'éducation<sup>5</sup>, on commémorera le 10 décembre de chaque année l'anniversaire de l'entrée en vigueur de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette journée portera le nom de « Journée des droits de l'homme ».

6. L'article 94 de la Constitution nationale en vigueur, promulguée en 1961 et dont le texte a été déposé en une précédente occasion, stipule que sera développé progressivement un régime de sécurité sociale visant à protéger tous les habitants de la République contre les accidents du travail, la maladie, l'invalidité, la vieillesse, la mort, le chômage et tous autres risques pouvant faire l'objet de la prévoyance sociale; ainsi que contre les charges de famille.

Les personnes sans ressources et hors d'état de s'en procurer auront droit à l'assistance sociale, en attendant d'être incorporées au régime de sécurité sociale.

A cet effet, et pour mettre en pratique les principes susvisés touchant la sécurité sociale, le Congrès national a été chargé d'examiner et d'étudier un projet de loi sur l'assurance sociale obligatoire tendant à tirer profit des expériences acquises et des tentatives, couronnées de succès, faites dans certains pays pour parvenir à une gestion la plus simple possible et se rapprocher davantage des buts de la sécurité sociale, à savoir son universalité. Quant au champ d'application, le projet s'étendra progressivement à l'ensemble du territoire national, et aux mêmes catégories de travailleurs déjà assurés, mais une disposition obligera l'Exécutif national à édicter, dans des délais déterminés un règlement visant à appliquer aux fonctionnaires publics le régime des pensions et retraites, sans pour autant exclure la possibilité de les faire bénéficier par la suite de l'assurance maladie. On prévoit également d'étendre l'assurance obligatoire au personnel domestique, moyennant la promulgation — dans des délais qui n'ont toutefois pas été fixés — d'un règlement spécial. Des mesures sont prises pour que ne bénéficient de l'assurance vieillesse que les personnes qui, en raison de leur âge avancé, ne pourraient continuer à travailler, l'âge de la retraite étant fixé à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes. Dans le cas où, pour cause d'accident ou de maladie en cours d'emploi couverts par l'assurance sociale, l'assuré serait dans l'incapacité de gagner sa vie, le projet lui donne le droit de bénéficier d'une pension d'invalidité. Le projet prévoit également que le décès d'un assuré ouvre droit à une pension au survivant, lorsque celui-ci remplit les mêmes conditions qui sont requises pour obtenir une pension d'invalidité ou de vieillesse; le texte prévoit en outre le versement d'une pension aux membres de la famille titulaires d'une pension

<sup>1</sup> Note communiquée par le Gouvernement du Venezuela.

<sup>2</sup> Pour les extraits de la loi, voir p. 374.

<sup>3</sup> Acte de proclamation du candidat élu à la Présidence de la République à l'issue des élections générales qui ont eu lieu le 1<sup>er</sup> décembre 1963; paru au *Journal officiel* n° 27 322, du 16 décembre 1963.

<sup>4</sup> Pour les résultats des élections, voir *Journal officiel* n° 27 325, du 19 décembre 1963.

<sup>5</sup> Pour texte de la résolution, voir *Journal officiel* n° 27.312, du 4 décembre 1963.

d'invalidité ou de vieillesse. On a jugé indispensable de faire bénéficier les fonctionnaires du régime général d'assurance sociale, étant donné que cette catégorie de travailleurs constitue un groupe très important par le nombre et que l'on s'efforce de réaliser le plus largement possible la solidarité sociale et la répartition du revenu national. Ledit projet vise à établir les fondements de l'assurance sociale sur les principes de la sécurité sociale, de façon à les dégager d'une série d'idées et de normes occasionnelles qui est le fruit d'intérêts de groupes ou de droits acquis.

En ce qui concerne la sécurité sociale, les conclusions qui ont été dégagées sont reproduites dans le compte rendu de la vingt-sixième réunion de l'Organisation internationale du Travail, tenue à Philadelphie en 1944 (recommandations 67, 68, 69, qui développent les principes contenus dans les articles 2, 22, 23, 24, 25 et 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme). Le projet poursuit ainsi la mise en place d'un régime d'assurance sociale qui se rapproche davantage du régime de la sécurité sociale que le système actuel et répond aux conditions approuvées par la Convention n° 102 du Bureau international du Travail sur des bases minimales.

## LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR

### *Titre I*

### DES DROITS PROTÉGÉS

#### *Chapitre I. Dispositions générales*

#### SECTION I

#### *Des œuvres de l'esprit*

*Art. 1.* Les dispositions de la présente loi protègent les droits des auteurs sur toutes les œuvres de l'esprit, de nature créatrice et à caractère littéraire, scientifique ou artistique, quels qu'en soient le genre, la forme d'expression, la valeur ou la destination. Dans les cas d'expropriation de l'un de ces droits pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, on appliquera les règles spéciales régissant la matière.

*Art. 2.* Sont notamment considérés comme œuvres de l'esprit au sens de l'article précédent les livres, brochures et autres écrits littéraires, artistiques et scientifiques, les conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature, les œuvres dramatiques ou dramatiques et musicales, les œuvres chorégraphiques et pantomime, dont le mouvement scénique a été fixé par écrit ou de toute autre façon, les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres cinématographiques et celles qui s'expriment selon un procédé analogue à la cinématographie, les travaux de dessin, de peinture, d'architecture, de gravure et de lithographie, les ouvrages d'art appliqué qui ne sont pas de simples modèles ou dessins industriels; les illustrations et les cartes géographiques; les plans, œuvres plastiques et croquis relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

*Art. 3.* Sont des œuvres de l'esprit distinctes de l'œuvre originale les traductions, adaptations, transformations ou arrangements d'autres œuvres, ainsi que les anthologies ou compilations d'œuvres diverses qui, en raison du choix ou de la disposition des matières, constituent des créations personnelles.

*Art. 4.* Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux textes des lois, décrets, règlements officiels, écrits publics, décisions judiciaires et autres actes officiels, sauf ce que dispose l'article 115 de la présente loi.

#### SECTION II

#### *Des auteurs*

*Art. 5.* L'auteur d'une œuvre de l'esprit a, par le seul fait de sa création, un droit sur l'œuvre qui couvre à la fois les droits moraux et pécuniaires définis par la présente loi.

Le droit d'auteur, en ce qui concerne les traductions et autres travaux visés à l'article 3, peut subsister même lorsque les œuvres originales ne sont plus protégées par la présente loi, ou lorsqu'il s'agit de textes visés par l'article 4; mais il n'entraîne aucun droit exclusif sur lesdits textes et travaux originaux.

Les droits dont il est question dans le présent article sont distincts de la propriété de l'objet matériel auquel l'œuvre est incorporée.

*Art. 6.* L'œuvre est considérée comme créée, indépendamment de sa diffusion ou de sa publication, par le seul fait de la réalisation de la pensée de l'auteur, même si ladite œuvre est inachevée. L'œuvre est considérée comme publiée lorsqu'elle a été rendue accessible au public. L'œuvre écrite est considérée publiée lorsqu'elle a été matériellement reproduite, et mise à la disposition du public dans un nombre d'exemplaires suffisants pour qu'il puisse la lire ou en prendre visuellement connaissance.

#### SECTION III

#### *Des œuvres cinématographiques*

*Art. 12.* La qualité d'auteur d'une œuvre cinématographique est attribuée à la ou aux personnes physiques qui en assurent la création intellectuelle.

Sauf preuve contraire, sont présumés coauteurs de l'œuvre cinématographique les collaborateurs suivants :

- 1) le metteur en scène;
- 2) l'auteur de l'adaptation;
- 3) l'auteur du scénario;
- 4) l'auteur de la musique spécialement composée pour l'œuvre;
- 5) le réalisateur ou producteur.

Lorsque l'œuvre cinématographique a été tirée d'une œuvre ou d'une mise en scène préexistante

encore protégée, les droits des auteurs de l'œuvre originale sont équivalents à ceux des auteurs de l'œuvre nouvelle.

#### SECTION IV

##### *Des œuvres créées pour la radiodiffusion et la télévision*

Art. 17. Possèdent la qualité d'auteur d'une œuvre créée pour la radiodiffusion et la télévision, la ou les personnes physiques qui réalisent la création intellectuelle de ladite œuvre.

#### *Chapitre II. De la nature du droit d'auteur*

#### SECTION II

##### *De la durée du droit d'auteur*

Art. 25. Le droit d'auteur dure pendant toute la vie de l'intéressé ; il se prolonge pendant cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant le décès, y compris pour les œuvres non publiées pendant la vie de l'auteur.

#### *Titre VIII*

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

##### *Chapitre II. Dispositions finales*

Art. 115. Pour publier un recueil des lois du Venezuela, ou des traités publics conclus par la République, ou de sentences judiciaires rendues dans le pays, on doit obtenir l'autorisation du Ministère des relations internationales, des relations extérieures ou du tribunal pertinent, suivant les cas.

La permission sera accordée après révision et confrontation de l'œuvre avec les originaux desdits lois, traités ou sentences en question, et ce aux frais de l'intéressé.

Faute d'un tel permis, l'autorité chargée de le délivrer déclarera que l'œuvre n'est pas autorisée et n'a aucune valeur officielle.

## YUGOSLAVIE

### PROGRÈS ACCOMPLIS EN 1963 DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME<sup>1</sup>

L'année 1963 revêt une importance particulière en ce qui concerne les progrès des droits de l'homme en Yougoslavie. C'est cette année-là qu'a été adoptée une nouvelle Constitution, véritable charte des droits de l'homme. Ce document très détaillé a une grande portée ; il réunit non seulement les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais également de nouveaux droits que la coutume yougoslave a vus naître et grandir. C'est pourquoi, dans cette étude, outre d'autres réglementations régissant les droits de l'homme, on a cité nombre de dispositions de la nouvelle Constitution.

#### I. CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DE YUGOSLAVIE<sup>2</sup>

Le 7 avril 1963, après plus de deux ans de travaux, a été adoptée la nouvelle Constitution yougoslave qui a changé le nom du pays en République socialiste fédérative de Yougoslavie (RSFY).

La nouvelle Constitution régleme les rapports existant aujourd'hui en Yougoslavie. Elle est le reflet de la réalité et exprime les aspirations des forces socialistes progressistes.

La nouvelle Constitution octroie à l'individu des droits extrêmement libéraux, lui offrant la possibilité d'être le maître de sa destinée. Elle assure la coordination des activités humaines nécessaires à l'intégration des intérêts des individus.

La Constitution s'étend à toutes les catégories principales des droits de l'homme et les réunit en un tout. Outre les droits politiques et civiques, les droits économiques, sociaux et culturels ont été élaborés en détail. Leur application constitue un processus dynamique qui appelle la participation constante des citoyens responsables des décisions concernant la vie publique à chaque échelon (local à fédéral) et dans tous les domaines de la vie sociale, et animés du désir de voir ces

droits s'affirmer jusqu'à l'épanouissement complet, en harmonie avec le développement social général et avec l'amélioration de la vie sur le plan matériel. C'est pourquoi les droits de l'homme sont appliqués grâce à l'autogestion. Appliquée dans tous les domaines de la vie sociale, celle-ci constitue la base essentielle du système socio-économique et politique de la RSF de Yougoslavie. La Constitution garantit les intérêts des individus, surtout en assurant les droits, devoirs et besoins du travailleur dans le cadre de son travail et grâce à l'autogestion. La Constitution s'efforce de refléter plus directement les intérêts des travailleurs à tous les niveaux grâce à des organismes responsables fonctionnant sur le principe de l'autogestion et grâce à l'autorité de l'Etat. Qu'il s'agisse d'une assemblée communale ou de l'Assemblée fédérale, la nouvelle structure des assemblées reflète parfaitement ces efforts. L'Assemblée n'est pas seulement un organe législatif, elle est aussi le lieu où sont débattus à fond et en détail tous les éléments intéressant la vie sociale contemporaine.

Les statuts des communes et des organisations où les travailleurs sont employés prévoient l'exercice des droits de chaque citoyen ainsi que les possibilités d'accéder à ces droits. Ils sont particulièrement importants en ce qui concerne l'exercice des droits de l'homme.

Cependant, pour mieux comprendre la physiologie et le système social et politique de la communauté socialiste yougoslave, outre la Constitution fédérale, il ne faut pas manquer de consulter les nouvelles constitutions des Républiques, adoptées en 1963<sup>3</sup>.

Ci-dessous figurent les dispositions de la nouvelle Constitution qui se rapportent plus directement aux droits de l'homme. Les dispositions de la Cour constitutionnelle, contenues dans la nouvelle Constitution, figurent dans un chapitre séparé intitulé « La loi sur la Cour constitutionnelle en Yougoslavie ».

<sup>1</sup> Note préparée par M. Boško Jakovljević, agrégé de recherches à l'Institut des sciences politiques et économiques internationales de Belgrade, correspondant de l'Annuaire des droits de l'homme désigné par le gouvernement.

<sup>2</sup> Texte publié dans le *Journal officiel* de la RSFY, n° 14, 1963.

<sup>3</sup> Voir le *Journal officiel* de la RS de Serbie, n° 14/63 ; le *Journal officiel* de la RS de Croatie, n° 15/63 ; le *Journal officiel* de la RS de Bosnie-Herzégovine, n° 14/63 ; le *Journal officiel* de la RS de Slovinie, n° 10/63 ; le *Journal officiel* de la RS de Macédoine, n° 15/63 ; et le *Journal officiel* de la RS du Monténégro, n° 14/63.



## II. LÉGISLATION SUR L'ASSURANCE SANITAIRE DES AGRICULTEURS<sup>4</sup>

Ce régime d'assurance a été adopté par la législation fédérale en 1959, et complété par des lois des Républiques populaires en 1959 et en 1960<sup>5</sup>. L'expérience acquise au cours de sa mise en œuvre, et l'adoption de la loi sur l'organisation et le financement des assurances sociales promulguée en 1962<sup>6</sup>, dont les principes s'appliquent aux agriculteurs, ont rendu nécessaire l'adoption d'une loi nouvelle.

Cette dernière harmonise l'assurance des agriculteurs avec un nouveau régime d'assurances sociales qui souligne et élabore dans le détail les principes d'autofinancement et d'autogestion par les assurés en ce qui concerne les fonds et les services d'assurances.

L'assurance maladie est complétée par la législation des diverses Républiques. Ces lois précisent la portée de l'assurance maladie, qu'elles maintiennent en harmonie avec le régime national de base. L'assurance maladie prévue par les diverses Républiques ne peut comporter des prestations moindres que celles prescrites par la loi sur l'assurance maladie des agriculteurs. En outre, les lois des diverses Républiques précisent les conditions et les modalités de l'assurance maladie élargie, les cotisations, les moyens de financement, etc.

En 1963 ont été mises en vigueur les réglementations suivantes qui déterminent dans le détail certains droits en matière d'assurance maladie :

1. Règlement sur l'exercice, à l'étranger, des droits relatifs à l'assurance maladie, publié dans le *Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 24 ;

2. Règlement relatif à l'envoi à l'étranger d'assurés sociaux en vue d'un traitement médical, publié dans le *Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 14.

### CONTRATS D'ASSURANCES SOCIALES

En 1963 ont été conclus des contrats prévoyant l'assurance sociale des travailleurs du film (*Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 27), des prêtres des Eglises orthodoxes de Serbie et de Macédoine (*Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 27), et des vendeurs de journaux (*Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 31).

L'assurance sociale de ces catégories de personnes prévue par des contrats antérieurs a été modifiée conformément aux changements introduits par le régime d'assurances sociales de 1962.

<sup>4</sup> Texte publié dans le *Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 13.

<sup>5</sup> Voir *Annuaire des droits de l'homme pour 1959*, p. 344 et pour 1960, p. 399.

<sup>6</sup> Voir *Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 355-359.

## III. LÉGISLATION SUR LES INVALIDES DE GUERRE<sup>7</sup>

Les amendements apportés à la législation applicable aux invalides de guerre promulgués sous la forme d'un texte révisé qui constitue une loi nouvelle représentent un nouveau progrès dans la voie de l'amélioration des conditions d'assurance de cette catégorie d'anciens combattants. Ces amendements développent plus complètement le principe en vertu duquel l'assurance sociale doit répondre plus largement aux besoins des victimes de la guerre atteintes d'invalidités graves, des personnes à la charge des anciens combattants et de celles qui ne sont couvertes par aucune disposition.

L'amélioration de la situation faite aux victimes de la guerre souffrant d'invalidités graves a été réalisée de deux manières : d'abord on a augmenté l'allocation d'invalidité sur une base progressive (allant de 16,7 à 41,4 pour cent par rapport à l'allocation de 1963) ; ensuite, on a institué une nouvelle catégorie d'allocation d'invalidité au profit de certains invalides, à savoir la catégorie qui comprend surtout les invalides amputés et souffrant de lésions corporelles graves, devant avoir recours à des appareils orthopédiques. Cette allocation doit couvrir les dépenses personnelles auxquelles ces invalides doivent faire face, allant de 4 000 à 8 000 dinars mensuellement. Le droit de ces invalides à la fourniture gratuite d'appareils de prothèse et autres demeure en vigueur. Grâce à la majoration de cette allocation d'invalidité, et de l'allocation pour appareils orthopédiques que les invalides obtiennent d'après leur genre d'invalidité, les sommes reçues par certaines catégories d'invalides ont été augmentées de 175 pour cent (par rapport à 1962).

La situation des épouses qui sont constamment au service des victimes de la guerre frappées des invalidités les plus graves a été améliorée, et les conditions d'obtention de leur allocation familiale d'invalidité ont été assouplies.

La même loi prévoit d'autres avantages de moindre importance, par exemple : a) le remboursement de frais de voyage déterminés ; b) le remboursement des frais de scolarité encourus par les invalides et par les enfants des personnes mortes à la guerre ; c) le remboursement des frais d'assurance des personnes qui sont constamment au service des invalides de guerre les plus gravement atteints ; d) le droit à une réduction de 50 pour cent sur le prix de deux voyages par avion ; e) l'exemption de certaines taxes administratives ; f) le remboursement plus complet des frais funéraires en cas de mort des bénéficiaires de l'allocation familiale d'invalidité.

En dehors de cette loi, ont été mis en vigueur d'autres règlements applicables à des droits déterminés prévus par la loi sur les invalides de guerre, par exemple :

1) Le règlement sur le traitement des invalides de guerre dans les stations thermales, publié dans le *Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 3 ;

<sup>7</sup> Texte publié dans le *Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 13.

2) Le règlement sur le traitement à l'étranger de personnes assurées au titre de la loi sur les invalides de guerre, publié dans le *Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 24 ;

3) Le règlement sur les fonctions des commissions médicales en ce qui concerne la procédure applicable aux droits des invalides en vertu de la loi sur les invalides de guerre, publié dans le *Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 24 ;

4) Le règlement sur la fourniture aux invalides de guerre de membres artificiels, d'appareils orthopédiques et autres et d'appareils chirurgicaux, publié dans le *Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 24.

Ces droits étaient antérieurement visés par des règlements correspondants. Les règlements nouveaux les ont harmonisés avec les transformations introduites depuis, élargissant ainsi les droits des invalides.

#### IV. LOI SUR LA COUR CONSTITUTIONNELLE DE YUGOSLAVIE \*

Les cours constitutionnelles, parmi lesquelles la Cour constitutionnelle fédérale et les cours des Républiques socialistes, représentent une institution nouvelle du régime constitutionnel de la RSFY. On les a introduites dans le régime yougoslave, ainsi que le prévoyait la nouvelle Constitution, afin d'assurer une protection plus efficace et des progrès plus rapides dans le domaine des rapports sociaux, et aussi de résoudre les questions et les difficultés qui pourraient surgir en matière constitutionnelle.

Les règles organiques relatives aux cours constitutionnelles sont posées dans les articles 145-159 de la Constitution de la RSFY de 1963, qui contiennent les dispositions relatives à la constitutionnalité et à la légalité. D'autres dispositions sur les cours constitutionnelles figurent dans le règlement de la Cour constitutionnelle de Yougoslavie (articles 241-251). La loi sur la Cour constitutionnelle de Yougoslavie définit de façon plus précise la compétence et la procédure de la Cour.

La Cour est un organe indépendant au sein de la Fédération. Ses décisions, qui sont exécutoires, assurent le maintien de la constitutionnalité et de la légalité. La Cour se tient au courant des événements qui ont une incidence directe sur la constitutionnalité et la légalité et elle soumet à l'Assemblée fédérale ses avis et ses propositions relatives à la promulgation des lois, à leurs amendements et à d'autres initiatives législatives.

La Cour se compose d'un président et de dix conseillers élus pour huit ans par l'Assemblée fédérale. Les juges bénéficient de la même immunité que les membres de l'Assemblée fédérale.

La Cour dit si les lois sont conformes à la Constitution ; si les lois des Républiques sont conformes à la législation fédérale et si les autres règlements et décisions générales d'organismes ou d'organisations sont conformes à la Constitution et à la législation fédérale. La Cour tranche également les conflits de prérogatives et de fonctions entre la Fédération et telle ou telle République, entre les Républiques elles-mêmes et entre les Républiques et d'autres communautés politico-sociales (provinces autonomes, districts, municipalités) se trouvant sur le territoire de deux ou plusieurs Républiques — à moins qu'ils ne relèvent de la compétence d'une autre cour — ainsi que les conflits de compétence entre les tribunaux et les organes fédéraux. D'autre part, la Cour assure la protection des droits d'autogestion et des autres libertés et droits fondamentaux prévus par la Constitution au cas où ces libertés et ces droits ont été violés par une décision ou mesure individuelle d'organismes fédéraux, ou par des organismes exécutifs de telle ou telle organisation, ainsi que dans d'autres cas déterminés par la législation fédérale et pour lesquels aucun autre recours juridictionnel n'est prévu.

Toute personne peut demander à la Cour l'ouverture d'une procédure. La Cour est tenue d'ouvrir cette procédure à la requête des assemblées de la Fédération et des Républiques, des conseils exécutifs de la Fédération et des Républiques, des cours suprêmes de la Fédération et des Républiques, du Procureur général de la Fédération, des cours constitutionnelles des Républiques, des assemblées des provinces autonomes, des districts et des municipalités, des organes des communautés, des organisations où les travailleurs sont employés ainsi que des autres organisations jouissant de l'autogestion et, dans des cas particuliers, des secrétaires de la République fédérale et des Républiques. La Cour elle-même peut aussi prendre l'initiative d'une procédure.

Toutes les fois que la Cour établit qu'une loi n'est pas conforme à la Constitution ou à une loi fédérale, elle en informe l'assemblée intéressée. Si, dans le délai de six mois, cette assemblée n'harmonise pas cette loi avec la Constitution ou la loi fédérale, la Cour la déclare non applicable. En outre, la Cour annule ou abroge tout autre règlement relatif à ladite loi. Toute personne dont les droits ont été violés à la suite d'une action introduite contre elle par tel ou tel organisme en vertu de règlements ou de dispositions générales qui ont cessé d'être applicables ou ont été annulés, peut exiger de l'organisme intéressé qu'il se désiste.

La procédure de la Cour est en principe publique. Ses décisions sont rendues publiques.

Les tribunaux et autres organismes d'Etat sont tenus d'appliquer les décisions de la Cour. En cas de nécessité, le Conseil exécutif fédéral assure l'exécution de ses décisions.

La Cour entrera en fonction le 15 février 1964.

\* Texte publié dans le *Journal officiel* de la RSFY, 1963, n° 52.

# CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DE YUGOSLAVIE EN DATE DU 7 AVRIL 1963<sup>9</sup>

## EXTRAITS

### PARTIE INTRODUCTIVE

#### PRINCIPES FONDAMENTAUX

##### II

Le régime socialiste en Yougoslavie est fondé sur les rapports entre les hommes considérés comme producteurs et créateurs libres et égaux, dont le travail sert exclusivement à la satisfaction de leurs besoins individuels et collectifs.

En conséquence, la base inviolable de la condition et du rôle de l'homme est constituée par :

La propriété sociale des moyens de production qui exclut la restauration de tout système d'exploitation de l'homme par l'homme, et qui, abolissant le divorce entre l'homme et les moyens de production et les autres conditions de travail, assure les conditions de l'autogestion des travailleurs dans la production et la répartition du produit du travail, ainsi que celles de l'orientation sociale du développement économique ;

La libération du travail, résultant du dépassement des inégalités socio-économiques historiquement conditionnées et de la dépendance des hommes dans le travail, qui est assurée par l'abolition des rapports de salariat, l'autogestion des travailleurs, le développement général des forces productives, la réduction du temps de travail socialement nécessaire, l'essor de la science, de la culture et de la technique, et l'extension permanente de l'éducation ;

Le droit de l'homme, comme individu et membre de la communauté de travail, de jouir des fruits de son travail et du progrès matériel de la communauté sociale, suivant le principe « de chacun selon ses capacités — à chacun selon son travail », avec obligation d'assurer le développement de la base matérielle de son propre travail et de celui de la société et de contribuer à la satisfaction des autres besoins sociaux ;

L'autogestion des travailleurs au sein de l'unité de travail ; la liberté des travailleurs des unités de travail et autres organismes ainsi que des communautés socio-politiques, de s'associer pour satisfaire des besoins et intérêts communs ; l'autogestion au sein de la commune et des autres communautés socio-politiques, en vue d'assurer la participation la plus directe possible des citoyens à l'orientation du développement social, à l'exercice du pouvoir et à l'adoption des décisions concernant les autres affaires sociales ;

Les rapports politiques démocratiques qui permettent à l'homme de réaliser ses intérêts, son droit d'autogestion et ses autres droits, et d'établir des relations mutuelles et de développer sa personnalité par une activité directe dans la vie sociale, et notamment dans les organes de l'autogestion, les organismes socio-politiques et les asso-

ciations qu'il crée lui-même et par l'entremise desquelles il agit sur le développement de la conscience sociale et l'extension des conditions nécessaires à son activité, à la réalisation de ses intérêts et à l'exercice de ses droits ;

L'égalité des droits, devoirs et responsabilités des hommes conformément à une constitutionnalité et une légalité uniques ;

La solidarité et la coopération des travailleurs et des unités de travail, leur intérêt et leur liberté d'initiative quant au développement de la production et des autres activités sociales et individuelles au bénéfice de l'homme et de sa communauté sociale ;

La sécurité économique et sociale de l'homme.

Le régime socio-économique et politique découle de ce statut de l'homme et il est au service de celui-ci ainsi que de l'accomplissement de son rôle dans la société.

Sont contraires aux intérêts individuels et généraux de l'homme et au régime socio-économique et politique établi par la présente Constitution toute forme de gestion de la production et des autres activités sociales ainsi que toute forme de répartition qui — qu'il s'agisse d'arbitraire bureaucratique, de privilèges dus à une position de monopole ou de l'égoïsme et du particularisme caractéristiques des propriétaires privés — dénaturent les rapports sociaux fondés sur un tel statut.

##### IV

Toute forme de gouvernement, y compris le pouvoir politique, est créée par la classe ouvrière et par l'ensemble des travailleurs pour eux-mêmes, afin d'organiser la société en libres communautés de producteurs ; ce résultat est assuré :

Par la création de l'autogestion sociale comme base du régime socio-politique ;

Par le pouvoir de décision des citoyens sur tous les problèmes sociaux, exercé soit directement, soit par l'entremise de délégués élus par eux pour siéger dans les organismes représentatifs des communautés socio-politiques et dans les autres organismes d'autogestion sociale ;

Par la création et le développement entre les citoyens de relations égalitaires et démocratiques et par l'institution de libertés et de droits humains et civils compatibles avec l'accroissement de la solidarité, l'accomplissement par les citoyens de leurs devoirs sociaux et le développement matériel et social de la communauté socialiste ; par la responsabilité personnelle de tous les titulaires de fonctions publiques, particulièrement de ceux qui exercent des fonctions d'autorité et par la règle en vertu de laquelle les organismes politiques exécutifs et administratifs relèvent de l'organisme représentatif de la collectivité socio-politique et du public et sont responsables envers eux ;

Par le contrôle judiciaire des problèmes de constitutionnalité et de légalité ; et par le contrôle

<sup>9</sup> Des extraits de la Constitution, en anglais et en français, ont été publiés par le Bureau international du Travail dans la *Série législative*, 1963 — Youg. 3.

social du fonctionnement des organismes d'Etat, des organismes d'autogestion sociale et des organisations qui traitent de questions d'intérêt public ; et

Par l'activité sociale et politique des forces socialistes constituées en organismes socio-politiques.

Les fonctions d'autorité déterminées par la Constitution sont confiées aux organes représentatifs des collectivités socio-politiques en tant qu'organes territoriaux de l'autogestion sociale. Dans les communes, ces organes représentatifs sont constitués et élus par tous les citoyens et, dans les communautés de travailleurs, par les ouvriers.

A l'exception des fonctions d'autorité et des fonctions générales d'autogestion sociale qu'ils exercent par l'entremise des organismes représentatifs et des organismes qui relèvent de ces derniers, les citoyens expédient les affaires sociales dans le cadre des organisations où ils sont employés et d'autres organisations autonomes par voie de décisions directes. Ils servent également d'autres intérêts collectifs au sein des organisations et associations socio-politiques qu'ils créent eux-mêmes.

Les travailleurs se groupent volontairement en syndicats afin de collaborer aussi directement que possible au développement des rapports sociaux socialistes et de l'autogestion sociale, en vue d'harmoniser leurs intérêts individuels et collectifs avec l'intérêt général, de mettre en œuvre les principes d'une répartition fondée sur le travail, de s'adapter au travail et à la gestion, de prendre des initiatives et des mesures pour protéger leurs droits et leurs intérêts, d'améliorer leurs conditions de vie et de travail, de développer la solidarité, de coordonner les opinions et les rapports mutuels et de résoudre d'autres questions d'intérêt collectif.

Les citoyens constituent la source d'initiative des activités sociales directes, des activités exercées par l'intermédiaire de leurs organisations et associations socio-politiques ; ils contrôlent le fonctionnement des organismes de gouvernement et les activités d'autres titulaires d'emplois publics ; ils déterminent les normes des rapports sociaux et ils assurent leur appui aux organismes d'Etat, aux organismes d'autogestion sociale ainsi qu'aux organisations dont l'activité est d'intérêt public.

Afin que puissent être mis en œuvre l'autogestion et les autres droits des citoyens, la publicité du fonctionnement des organismes d'Etat, des organismes d'autogestion sociale et des administrations sera garantie, et l'on fera en sorte que les citoyens soient entièrement informés de la gestion des affaires publiques.

Le principe en vertu duquel la réélection et la nomination nouvelle à tel ou tel emploi sont limitées garantit la possibilité de révoquer les titulaires de fonctions gouvernementales et d'emplois publics ; cela permet de faire participer au maximum les citoyens à l'exercice des fonctions publiques et consolide et développe les relations démocratiques dans le cadre de la société.

## Première partie. ORGANISATION SOCIALE ET POLITIQUE

### Chapitre II

#### ORGANISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE

##### Article 6

La base de l'organisation socio-économique est constituée par le travail librement associé aux moyens de production appartenant à la société et par l'autogestion des travailleurs dans la production et la répartition du produit social au sein de l'unité de travail et de la communauté sociale.

##### Article 9

L'autogestion au sein de l'unité de travail implique pour les travailleurs notamment le droit et le devoir :

1) de gérer l'unité de travail directement ou par l'entremise des organes de gestion qu'ils élisent eux-mêmes ;

2) d'organiser la production ou les autres activités, de veiller au développement de l'unité de travail et d'élaborer les plans et programmes de travail et de développement ;

3) de statuer sur les échanges de produits et de services ainsi que sur les autres questions intéressant l'exploitation de l'unité de travail ;

4) de décider de l'usage et de la répartition des éléments d'actif collectifs et de les utiliser de façon économique et rationnelle afin de faire atteindre le maximum de rendement à l'unité de travail et à la communauté sociale ;

5) de répartir le revenu de l'unité de travail, de développer les bases matérielles du travail, de distribuer ce revenu parmi les travailleurs et de s'acquitter des obligations de l'unité de travail envers la communauté sociale ;

6) de statuer sur l'admission des travailleurs à l'unité de travail, la cessation de leur emploi et les autres relations mutuelles de travail ; de fixer la durée du travail au sein de l'unité de travail, conformément aux conditions générales de travail ; de régler les autres questions d'intérêt commun ; de se charger du contrôle interne et de la publicité des travaux ;

7) de réglementer et d'améliorer les conditions de leur travail ; de veiller à la sécurité du travail et aux congés ; de prévoir leur éducation et leur promotion personnelle et sociale ;

8) de statuer sur la séparation d'une partie de l'unité de travail en vue de la création d'une unité distincte, ainsi que sur la fusion et l'association de l'unité avec d'autres unités de travail.

Dans l'exercice de l'autogestion, les travailleurs des communautés socio-politiques se prononcent sur l'orientation du développement économique et social, la répartition du produit social et les autres questions d'intérêt commun.

Les citoyens intéressés et les représentants des organismes intéressés et de la communauté sociale peuvent participer à la gestion de l'unité de travail lorsque ses affaires présentent un intérêt social particulier.

Afin d'assurer aux travailleurs un statut socio-économique unique, la loi et les statuts définissent les droits d'autogestion des travailleurs qui sont employés dans les organes d'Etat et les organismes ou associations socio-politiques, selon la nature de l'activité exercée.

Les travailleurs exercent l'autogestion au sein d'un régime socio-économique unique, conformément à la Constitution, aux lois et aux statuts et sont responsables de leur travail.

Est inconstitutionnel tout acte qui porte atteinte au droit d'autogestion des travailleurs.

#### *Article 10*

Les travailleurs employés dans une unité de travail établissent entre eux, en leur qualité de membres de la communauté de travail, des relations de travail et sont égaux dans l'autogestion.

L'organisation du travail et la direction de l'unité de travail doivent permettre aux travailleurs de statuer le plus directement possible, à chaque stade et à toutes les phases du processus de travail qui constituent un tout, sur les questions de travail, la réglementation des rapports mutuels, la répartition du revenu et les autres questions concernant leur condition économique, en assurant au surplus les conditions de travail et d'activité les plus avantageuses à l'unité dans son ensemble.

#### *Article 12*

Conformément au principe de la répartition du produit selon le travail fourni, chaque travailleur d'une unité de travail a droit à un revenu proportionnel aux résultats de son travail et du travail accompli par son secteur et par l'unité de travail dans son ensemble.

#### *Article 14*

Les travailleurs qui exercent personnellement une activité culturelle, une profession libérale ou toute autre activité analogue indépendante ont en principe le même statut socio-économique et essentiellement les mêmes droits et obligations que les travailleurs des unités de travail.

Les travailleurs qui exercent de telles activités peuvent s'associer et former des communautés de travail temporaires ou durables qui ont essentiellement le même statut que les unités de travail et dans lesquelles les travailleurs ont essentiellement les mêmes droits et obligations.

La loi détermine les conditions dans lesquelles ces travailleurs et leurs communautés exercent leurs droits et s'acquittent de leurs obligations, ainsi que les conditions dans lesquelles ils peuvent être autorisés à utiliser et à administrer les éléments d'actif collectifs dans l'exercice de leurs activités.

#### *Article 23*

Est garanti aux citoyens le droit de propriété sur les objets destinés à la consommation et à l'usage individuels ou servant à satisfaire les besoins culturels et autres besoins individuels.

Le droit de propriété peut être accordé aux citoyens en ce qui concerne les maisons d'habitation et les locaux nécessaires à la satisfaction de leurs besoins individuels et familiaux ainsi qu'au travail qu'ils effectuent personnellement, sous la garantie de la Constitution et dans les conditions déterminées par la loi.

Les limites du droit de propriété sur les maisons d'habitation et les locaux sont fixées par la législation fédérale.

### *Chapitre III*

#### LIBERTÉS, DROITS ET DEVOIRS DU CITOYEN

#### *Article 32*

Les libertés et les droits de l'homme et du citoyen sont partie intégrante et inaliénable des relations socialistes et démocratiques qui sont protégées par la Constitution et ils les expriment. Grâce à ces libertés, l'individu incarne le principe de l'élimination de toute exploitation et de tout arbitraire, et, grâce à son travail personnel et socialement organisé, il crée les conditions permettant un progrès d'ensemble qui conduit à l'expression et à la protection totales de sa personnalité ainsi qu'à l'affirmation de sa dignité humaine.

Les hommes s'assurent ces droits et ces libertés grâce à la solidarité et en s'acquittant de leurs obligations mutuelles.

#### *Article 33*

Les citoyens sont égaux en droits et en devoirs sans distinction de nationalité, de race, de religion, de sexe, de langue, d'instruction et de condition sociale. Tous les hommes sont égaux devant la loi.

#### *Article 34*

Le droit du citoyen à l'autogestion sociale est inviolable.

Afin de l'exercer, le citoyen est assuré des garanties suivantes :

1) Droit de statuer directement sur les affaires sociales aux assemblées d'électeurs, aux assemblées des travailleurs des communautés, par voie de référendum et moyennant d'autres formes de décision directe ;

2) Droit de statuer sur les affaires sociales en sa qualité de membre d'un organe d'autogestion sociale, de juré ou de titulaire d'un autre mandat public ;

3) Droit d'être électeur et éligible aux organes de gestion des unités de travail, aux corps représentatifs des communautés socio-politiques et aux autres organes d'autogestion, de désigner les candidats aux élections à ces corps et organes, de proposer et de décider leur destitution ;

4) Droit de prendre l'initiative de faire convoquer les assemblées d'électeurs et les assemblées de travailleurs des communautés de travail ; droit de demander l'organisation d'un référendum ainsi que celui de prendre l'initiative d'un contrôle social ;

5) Droit d'être informé des travaux des corps représentatifs et de leurs organes, des organes de l'autogestion sociale, et des organismes exerçant

une activité d'intérêt public, et notamment le droit d'être au courant, au sein de l'unité de travail où il est employé et de tout autre organisme où il poursuit son intérêt, de la situation matérielle et financière, de l'exécution des plans et de l'activité exercée, à charge pour lui de garder les secrets professionnels et autres secrets ;

6) Droit de discuter l'activité des organes de l'Etat, des organes d'autogestion sociale et des organismes exerçant une activité d'intérêt public, en faisant connaître son opinion à cet égard ;

7) Droit de soumettre des pétitions et propositions aux corps représentatifs et autres organes, et d'obtenir une réponse ainsi que de prendre des initiatives politiques et d'autres initiatives d'intérêt général.

#### Article 35

Tout citoyen âgé de 18 ans est électeur. Dans l'exercice de ce droit, le citoyen présente des candidats et élit des délégués aux corps représentatifs et aux organes d'autogestion sociale. Il peut être lui-même candidat à ces corps et organes.

Les membres d'une unité de travail élisent les organes de gestion de leur unité de travail et peuvent y être candidats.

#### Article 36

Le droit au travail et la liberté du travail sont garantis.

La communauté sociale crée des conditions toujours plus favorables à l'exercice du droit au travail, notamment en développant les forces productives et en renforçant la base matérielle des autres activités sociales ainsi qu'en veillant aux intérêts professionnels de l'homme au travail.

Chacun est libre de choisir sa profession et son emploi.

Le travail forcé est interdit.

Tous les emplois et toutes les fonctions dans la société sont accessibles à tous citoyens à des conditions égales.

La relation de travail ne peut cesser sans l'accord du travailleur que dans les conditions et selon les modalités établies par la loi fédérale.

Aux conditions prescrites par la loi, le droit à l'assistance matérielle est garanti aux travailleurs pendant la durée de leur chômage temporaire.

Les droits acquis en vertu du travail sont inaliénables.

La communauté sociale crée les conditions nécessaires à la réadaptation des citoyens qui ne sont pas entièrement aptes au travail, ainsi que les conditions leur permettant d'occuper un emploi en conséquence.

La communauté sociale accorde une aide aux citoyens incapables de travailler et qui n'ont pas les moyens nécessaires à leur subsistance.

Celui qui, étant capable de travailler, s'y refuse ne jouit ni des droits ni de la protection sociale que l'homme tire de son travail.

#### Article 37

Tout travailleur a droit à une durée du travail limitée.

La durée maximum de quarante-deux heures de travail par semaine est garantie. La loi peut définir les conditions de réduction de la durée de travail et, à titre exceptionnel, prescrire que, dans certaines activités et dans les autres cas fixés par la loi, la durée du travail excédera, pendant une période limitée, quarante-deux heures par semaine, si la nature spéciale du travail le requiert.

Le travailleur a droit au repos quotidien et hebdomadaire et, dans les conditions fixées par la loi, à des congés payés annuels d'une durée d'au moins quatorze jours ouvrables. Le droit à la sécurité personnelle, à la protection sanitaire et aux autres formes de protection dans le travail est garanti au travailleur.

Les jeunes, les femmes et les invalides jouissent d'une protection spéciale dans le travail.

Le revenu individuel minimum fixé par la loi fédérale est garanti aux travailleurs.

#### Article 38

Selon les principes de mutualité et de solidarité, les travailleurs sont obligatoirement assurés dans le cadre du régime unique de sécurité sociale institué par la loi fédérale.

En vertu de la sécurité sociale obligatoire, les ouvriers jouissent de la protection sanitaire et d'autres droits en cas de maladie, de réduction ou de perte de leur capacité de travail, ainsi qu'en cas de vieillesse.

Aux conditions déterminées par la loi, les membres de la famille du travailleur bénéficient également de la protection sanitaire, de même que des droits ouverts par le décès de l'assuré et des autres droits découlant de la sécurité sociale.

La loi institue aussi pour les autres citoyens la protection sanitaire et les autres droits de la sécurité sociale.

Les services de la sécurité sociale sont gérés par les assurés, directement ou par l'entremise des organes qu'ils élisent et révoquent eux-mêmes.

#### Article 39

Est garantie la liberté d'opinion et de décision.

#### Article 40

Sont garanties la liberté de la presse et des autres moyens d'information, la liberté d'association, la liberté de parole et la liberté de s'exprimer en public, la liberté d'assemblée et celle de tenir d'autres réunions publiques.

Tout citoyen a le droit d'exprimer et de publier ses opinions par les voies de l'information, de se renseigner par les mêmes voies, de diffuser des journaux et autres publications et de répandre l'information par d'autres moyens de communication.

Ces libertés et ces droits ne doivent pas être utilisés pour saper les fondements de l'ordre démocratique et socialiste, tel qu'il est établi par la Constitution, pour compromettre la paix, la coopération internationale sur un pied d'égalité ou l'indépendance du pays, pour répandre la haine nationale, raciale ou religieuse, ou l'intolérance, ou pour encourager au crime, ni d'aucune façon contraire à l'ordre public.

La loi fédérale détermine les cas et les conditions où l'utilisation de ces libertés et de ces droits d'une manière contraire à la Constitution entraîne leur restriction ou leur suppression.

La presse, la radio ou la télévision doivent informer le public de façon sincère et objective, et publier et diffuser les opinions et les informations fournies par les organes, les organisations ou les citoyens, et qui présentent un intérêt du point de vue de l'information publique.

Est garanti le droit de rectification des informations qui ont violé les droits ou intérêts d'un individu ou d'une organisation.

La société crée les conditions nécessaires au développement d'activités assurant au public l'information la plus complète possible.

#### Article 41

Est garantie la liberté pour chaque citoyen d'exprimer sa nationalité et sa culture, ainsi que de parler sa langue.

Nul n'a à faire de déclarations sur sa nationalité ni à opter pour une des nationalités.

Est contraire à la Constitution et puni le fait d'encourager ou de promouvoir l'inégalité nationale, de même que toute excitation à la haine ou à l'intolérance nationale, raciale et religieuse.

#### Article 42

Les langues des peuples de Yougoslavie et leurs alphabets ont une égale valeur.

Les membres des populations de Yougoslavie qui habitent en dehors des territoires de leur propre République ont droit à l'instruction scolaire donnée dans leur propre langue, conformément à la loi de la République.

A titre exceptionnel, les commandements, les ordres de manœuvre et les ordres relatifs à l'administration de l'armée populaire yougoslave sont donnés dans la langue serbo-croate.

#### Article 43

Afin de mettre en œuvre le droit pour chaque citoyen d'exprimer sa nationalité et sa culture, chaque nationalité et chaque minorité nationale ont le droit d'utiliser leur langue librement, de développer leur culture, de créer des organisations à cette fin et de jouir des autres prérogatives accordées par la Constitution.

Les écoles des membres des diverses nationalités donnent l'enseignement dans les langues de ces nationalités.

Les autres droits des membres des diverses nationalités vivant en dehors de leur propre territoire sont fixés par les Constitutions et les lois des diverses Républiques.

#### Article 44

Chaque citoyen a le droit, sous un régime égalitaire déterminé par la loi, d'acquérir des connaissances et une formation dans toutes les catégories d'écoles et dans tous les autres établissements d'enseignement.

L'enseignement élémentaire est obligatoire pendant huit ans. Une obligation scolaire plus longue peut être déterminée par la loi.

La société assure les conditions matérielles et autres nécessaires à la création et à l'entretien des écoles et autres établissements d'enseignement et à la poursuite de leurs travaux.

#### Article 45

La création scientifique et artistique n'est soumise à aucune restriction.

Les auteurs d'œuvres scientifiques et artistiques, de découvertes scientifiques et d'inventions techniques ont sur elles des droits moraux et matériels. L'étendue, la durée et la protection de ces droits sont déterminées par la loi fédérale.

La société assure les conditions permettant le développement des activités culturelles, scientifiques, artistiques et autres.

#### Article 46

Les confessions religieuses sont libres et relèvent personnellement de chaque individu.

Les communautés religieuses sont séparées de l'Etat et libres d'exercer leurs activités religieuses et leurs cultes.

Les communautés religieuses peuvent fonder des séminaires pour assurer la formation de leur clergé.

Tout abus de la religion et de l'activité religieuse à des fins politiques est contraire à la Constitution.

La société peut accorder aux communautés religieuses une assistance matérielle.

Les communautés religieuses peuvent être propriétaires d'immeubles dans les limites déterminées par la loi fédérale.

#### Article 47

La vie et la liberté de l'individu sont inviolables.

A titre exceptionnel, la loi fédérale peut prévoir la peine capitale pour les crimes les plus graves, mais elle ne peut être prononcée que pour sanctionner les formes les plus graves de ces crimes.

Les arrestations doivent reposer sur la loi. Toute arrestation illicite est punissable.

L'inviolabilité de la vie et des autres prérogatives personnelles du citoyen est garantie.

#### Article 48

Au cours d'une procédure criminelle, l'accusé ne peut être arrêté et détenu que dans les cas prévus par la loi et si c'est indispensable à la procédure ou à la sécurité publique.

La détention préventive est réduite au délai le plus bref possible.

Cette détention est ordonnée par un tribunal; c'est seulement dans des cas exceptionnels prévus par la loi que la détention peut être ordonnée par une autre autorité habilitée par la loi à le faire; dans ce cas, la détention est au maximum de trois jours.

La détention ordonnée par décision d'un tribunal de première instance ne peut durer plus de trois mois, mais dans des cas exceptionnels prévus par la loi, l'instance supérieure peut décider de prolonger la détention six mois de plus. Si, à

l'expiration de ces délais, aucune accusation n'a été formulée, le prisonnier est libéré.

Un mandat écrit pleinement documenté est délivré dans les cas de détention et signifié aux intéressés au moment de l'arrestation, ou en tout cas, dans les vingt-quatre heures suivant l'arrestation.

En cas de plainte formulée contre un mandat d'arrêt, le tribunal rend sa décision sur-le-champ, ou au plus tard dans les quarante-huit heures.

#### Article 49

Nul n'est punissable en raison d'un acte qui, avant d'être accompli, n'était pas défini par la loi ou par un règlement fondé sur la loi comme infraction punissable, ou pour lequel aucune pénalité n'était prévue.

La loi seule définit les infractions et institue les sanctions.

Les délits économiques et les peines qui les sanctionnent sont déterminés par la loi ou par un décret rendu conformément à la loi.

Les peines sanctionnant des infractions criminelles ou des délits économiques ne peuvent être prononcées que par un tribunal compétent agissant conformément à la procédure prévue par la loi.

Les autorités administratives ne peuvent imposer de sanctions que pour les infractions mineures, et cela seulement dans les limites de la loi et en observant la procédure qu'elle prévoit.

#### Article 50

Personne ne peut être déclaré coupable d'une infraction en dehors d'une condamnation prononcée régulièrement.

Au cours de la procédure criminelle ou autre et durant l'exécution de la peine, le respect de la personne et de la dignité humaines est garanti.

Nulle personne dont le tribunal ou une autre autorité compétente pour conduire une procédure peut assurer la comparution ne peut être condamnée sans avoir été entendue conformément à la loi, ou sans avoir eu la possibilité de se défendre.

Sont garantis les droits de la défense.

Au cours d'une procédure criminelle, l'accusé a droit à l'assistance d'un avocat qui, conformément à la loi, a qualité pour le défendre et protéger ses droits. La loi détermine les cas où l'accusé poursuivi pénalement doit disposer de l'assistance d'un avocat.

Quiconque a été injustement condamné pour une infraction ou qui a été arrêté sans motifs valables a droit à compensation sociale du préjudice qui lui a été causé.

#### Article 51

Chaque citoyen jouit de la liberté de se déplacer et de choisir son domicile.

La loi ne peut limiter la liberté du citoyen de se déplacer et de fixer son domicile que pour assurer l'exécution de procédures criminelles, prévenir la propagation de maladies infectieuses, maintenir l'ordre public, ou sauvegarder les intérêts de la défense nationale.

#### Article 52

Le domicile est inviolable.

Nul ne peut pénétrer dans une maison d'habitation ou autre immeuble et y effectuer une perquisition contre le gré du propriétaire sans un mandat régulièrement délivré.

La personne dont le domicile ou tel autre immeuble fait l'objet d'une perquisition, ou les membres de sa famille, ou son représentant ont le droit d'assister à la perquisition.

Une perquisition ne peut être opérée qu'en présence de deux témoins.

Dans les conditions prévues par la loi, une personne officiellement qualifiée peut pénétrer dans une maison d'habitation ou autre immeuble sans mandat délivré par l'autorité compétente, et y opérer une perquisition en l'absence de témoins, si la chose est indispensable pour appréhender directement un criminel ou pour préserver une vie humaine et des biens, ou s'il est certain que l'on ne peut autrement obtenir des preuves au cours d'une procédure criminelle.

Est interdit et puni le fait de pénétrer illégalement dans une maison d'habitation ou autre immeuble et d'y opérer une perquisition illégale.

#### Article 53

Le secret des lettres et autres moyens de communication est inviolable.

Seule la loi fédérale peut, sous réserve d'une décision rendue par l'autorité compétente, écarter le principe de l'inviolabilité du secret des lettres et autres moyens de communication, si cela est indispensable à la poursuite d'une procédure pénale ou à la sécurité du pays.

#### Article 54

Tout citoyen yougoslave jouit à l'étranger de la protection de la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

Aucun citoyen yougoslave ne peut être privé de sa citoyenneté, exilé ou extradé.

Le citoyen qui est absent du pays ne peut être, à titre exceptionnel, et conformément à la loi, déchu de sa citoyenneté yougoslave que si son activité est préjudiciable aux intérêts yougoslaves internationaux ou aux autres intérêts généraux du pays, ou s'il refuse de s'acquitter de ses devoirs civiques fondamentaux et a acquis la citoyenneté d'un autre pays.

#### Article 55

Est garanti le droit à l'héritage.

Personne ne peut, à titre d'héritage, acquérir des immeubles et des instruments de travail au-delà des limites fixées par la Constitution ou par la loi.

#### Article 56

Tout citoyen a droit à la protection sanitaire.

La loi détermine les cas où les citoyens non assurés ont droit à la protection sanitaire sociale.

La société assure les conditions permettant la création d'institutions médicales et l'amélioration de la protection sanitaire des citoyens.



La société, et en particulier la commune et l'unité de travail à laquelle appartient l'ouvrier, assurent les conditions permettant le développement de la culture physique ainsi que du loisir et du divertissement des citoyens, et encouragent dans ces domaines les initiatives des citoyens et de leurs associations.

#### Article 57

La société assure une protection spéciale à la mère et à l'enfant.

Les mineurs privés de la protection de leurs parents et les autres personnes incapables de subvenir à leurs besoins et de protéger leurs propres droits et intérêts jouissent de la protection spéciale de la société.

Les invalides de guerre bénéficient de la rééducation professionnelle, des droits attachés à l'invalidité et des autres formes de protection.

#### Article 58

La famille jouit de la protection de la société. Le mariage et les rapports juridiques entre conjoints et membres de la famille sont réglés par la loi.

Le mariage est valablement contracté entre les personnes qui adoptent cet état de leur libre consentement en présence d'une autorité compétente.

Les parents ont le droit et le devoir d'élever leurs enfants et d'assurer leur éducation.

Les enfants nés hors mariage ont envers leurs parents les mêmes droits et devoirs que les enfants légitimes.

#### Article 59

Les rapports entre citoyens se fondent sur la collaboration mutuelle, le respect de la personne humaine, de ses libertés et de ses droits.

Chacun est tenu d'accorder aide et assistance à une personne en danger et de contribuer à écarter un danger collectif.

#### Article 60

La défense du pays est pour chaque citoyen un droit ainsi qu'un devoir et un honneur suprêmes.

#### Article 61

Tout citoyen doit exercer en conscience toute fonction sociale, publique ou autre dont il est investi et il est personnellement responsable de cet exercice.

#### Article 62

Tout citoyen contribue, en vertu d'un régime égalitaire déterminé par la loi, à couvrir les besoins matériels de la société.

#### Article 63

Tout citoyen doit respecter la Constitution et la loi.

La loi prévoit les conditions dans lesquelles est punissable le fait de ne pas accomplir les devoirs fixés par la Constitution.

#### Article 64

Les étrangers jouissent en Yougoslavie des libertés et des droits fondamentaux de l'homme ; leurs autres droits et devoirs sont déterminés par la loi et les accords internationaux.

#### Article 65

Bénéficient du droit d'asile, les citoyens d'autres pays et les apatrides persécutés pour avoir défendu les principes démocratiques et les mouvements politiques, l'émancipation sociale et la libération nationale, les libertés et les droits de la personne humaine ou la liberté de création scientifique ou artistique.

#### Article 66

Tout acte arbitraire, quel qu'en soit l'auteur, qui viole ou restreint les droits de l'individu est contraire à la Constitution et punissable.

Nul ne peut contraindre une autre personne ou restreindre ses droits sauf dans les cas et suivant les procédures prévus par la loi et conformément à la Constitution.

#### Article 67

Toute personne a droit à une égale protection de ses droits au cours de procédures introduites devant un tribunal judiciaire, une instance administrative ou un autre organe ou organisme d'Etat qui statue sur ses droits et obligations.

La société assure l'assistance judiciaire par l'intermédiaire de la profession légale en tant que service autonome socialement organisé, et grâce à d'autres formes d'assistance judiciaire.

#### Article 68

Toute personne bénéficie du droit d'appel ou autre recours légal contre les décisions judiciaires et celles d'autres organes et organismes d'Etat qui statuent sur ses droits ou intérêts légitimes.

#### Article 69

Toute personne a droit à des dommages et intérêts pour l'exécution illégale ou vicieuse d'une fonction ou d'un acte par une personne ou un fonctionnaire d'un organe ou d'une organisation d'Etat qui traitent des affaires d'intérêt public.

Des dommages et intérêts seront versés par la communauté ou l'organisation socio-politique dans le cadre desquelles le service ou l'acte ont été accomplis. Dans les conditions déterminées par la loi, le demandeur peut également réclamer des dommages et intérêts directement à la personne responsable.

#### Article 70

Les libertés et les droits garantis par la Constitution sont inaliénables. Ils ne sont restreints par aucun acte.

Ces libertés et ces droits sont acquis en vertu de la Constitution elle-même. Les procédés d'acquisition de telle liberté ou de tel droit ne peuvent être établis que par la loi, et seulement lorsque cette acquisition est envisagée par la Constitution ou lorsque cette loi est indispensable pour que ces libertés et droits soient respectés.

Les libertés et les droits garantis par la Constitution sont protégés judiciairement.

*Chapitre IV*

RÉGIME SOCIO-POLITIQUE

*Article 71*

Le peuple travailleur est l'unique titulaire du pouvoir et de la gestion des affaires sociales.

Les citoyens exercent l'autogestion directement aux assemblées d'électeurs, par voie de référendum ou d'autres formes de décision directe au sein de l'unité de travail, de la commune et des autres communautés socio-politiques, ainsi que par l'entremise des délégués qu'ils élisent aux organes de gestion des unités de travail et autres organismes d'autogestion, de même qu'aux corps représentatifs des communautés socio-politiques.

*Article 72*

Nul ne peut exercer une fonction publique si elle ne lui a été confiée, conformément à la Constitution, par les citoyens ou les organes qu'ils élisent.

*Article 73*

L'autogestion exercée par les citoyens dans la commune est le fondement politique du régime socio-politique unique.

Les modalités d'autogestion sociale qui sont à l'origine des organismes d'autorité sont instituées et appliquées dans la commune.

L'unité du système socio-politique est assurée par l'exercice des droits et devoirs de toutes les communautés socio-politiques et par leurs rapports mutuels tels que les déterminent la Constitution et la loi.

*Article 75*

L'Assemblée est le corps représentatif de la communauté socio-politique ; elle se compose de délégués des citoyens et des travailleurs dans les communautés ouvrières.

*Article 77*

L'élection directe des membres des organes représentatifs des communautés socio-politiques est organisée sur la base du suffrage universel et égal.

Les membres de tous les organismes représentatifs sont élus et destitués au scrutin secret.

*Article 88*

Lorsque les électeurs sont réunis, les citoyens examinent les questions intéressant la vie et l'activité de la localité et de la commune et les autres questions d'intérêt social ; ils formulent et soumettent des propositions en vue de les résoudre, tranchent directement les problèmes déterminés

par la loi et par le statut des communes et présentent des candidats en vue de leur élection aux organismes représentatifs.

Lors des réunions des unités de travail, les ouvriers désignent des candidats en vue de leur élection aux organismes représentatifs et règlent les autres problèmes de gestion prévus par la loi et par les statuts.

*Chapitre V*

COMMUNAUTÉS SOCIO-POLITQUES

*Article 118*

Les citoyens de Yougoslavie ont la citoyenneté commune yougoslave.

Le citoyen d'une République est également citoyen yougoslave.

Le citoyen d'une République jouit, sur le territoire d'une autre République, des mêmes droits et devoirs qu'un citoyen de cette République.

*Chapitre VI*

CONSTITUTIONNALITÉ ET LÉGALITÉ

*Article 145*

Les principes de constitutionnalité et de légalité sont sauvegardés afin de maintenir les relations socio-économiques et politiques constitutionnellement et légalement établies, ainsi que l'unité de l'ordre légal, et de façon à protéger les libertés et les droits de l'individu et du citoyen, les droits d'autogestion et les autres droits des organisations et des communautés socio-politiques.

*Article 146*

Le maintien des principes de constitutionnalité et de légalité relève des tribunaux et autres organismes d'Etat, des organismes d'autogestion et de tous ceux qui exercent des fonctions publiques ou d'autres fonctions sociales.

Chargés du maintien de la constitutionnalité, les tribunaux constitutionnels maintiennent la légalité conformément à la Constitution.

*Article 158*

Un recours peut être exercé auprès des autorités compétentes contre les arrêts et autres décisions rendus en première instance par les organismes d'Etat judiciaires, administratifs et autres, et contre les mêmes décisions rendues par des organisations qui exercent une autorité publique.

Ce recours peut être éliminé dans certains cas, conformément à la loi, si la protection des droits et de la légalité est assurée par d'autres voies.

# ZANZIBAR

## CONSTITUTION DE L'ÉTAT DE ZANZIBAR

Adoptée par l'Assemblée constituante le 27 novembre 1963

et entrée en vigueur le 10 décembre 1963<sup>1</sup>

### TITRE PREMIER

#### DE LA CITOYENNETÉ

1. Quiconque est né dans les possessions du Sultan (soit avant, soit après l'entrée en vigueur de la présente Constitution) est citoyen de naissance de Zanzibar :

Il est entendu, toutefois, que nul ne peut avoir la qualité de citoyen de Zanzibar en vertu du présent article si au moment de sa naissance,

a) Ni l'un ni l'autre de ses parents n'était citoyen de Zanzibar et son père jouissait de l'immunité de juridiction accordée à tout envoyé d'une Puissance souveraine étrangère accréditée auprès de Zanzibar ; ou

b) Son père était un étranger ennemi et l'endroit où il est né se trouvait en territoire occupé par l'ennemi.

2. Quiconque est né hors des possessions du Sultan (soit avant, soit après l'entrée en vigueur de la présente Constitution) est citoyen de Zanzibar par filiation si, au moment de sa naissance, son père avait la qualité de citoyen de Zanzibar.

Il est entendu, toutefois, que si le père de l'intéressé n'était citoyen de Zanzibar que par filiation, l'intéressé ne pourra pas avoir la qualité de citoyen de Zanzibar en vertu du présent article, à moins que sa naissance n'ait été enregistrée, conformément aux dispositions du *Births and Deaths Registration Decree* ou de telle autre manière pouvant être prescrite par la loi, dans les douze mois suivant la date à laquelle elle a eu lieu ou la date de l'entrée en vigueur de la présente Constitution, si cette dernière date est postérieure à celle de sa naissance.

3. Le Ministre peut accorder un certificat de naturalisation à tout étranger majeur et capable qui présente une demande à cet effet dans les formes prescrites et qui établit, à la satisfaction du Ministre, qu'il remplit les conditions prévues dans la première partie de la première annexe

à la présente Constitution, et le titulaire dudit certificat deviendra citoyen de Zanzibar par naturalisation à compter de la date à laquelle le certificat lui aura été accordé, à condition d'avoir prêté serment d'allégeance dans les formes indiquées dans la deuxième partie de ladite première annexe.

4. 1) Le Ministre peut faire immatriculer comme citoyen de Zanzibar l'enfant mineur de tout citoyen de Zanzibar, si l'un des parents ou le tuteur dudit enfant présente une demande à cet effet dans les formes prescrites.

2) Le Ministre peut, dans des circonstances spéciales dont il sera lui-même juge, faire immatriculer comme citoyen de Zanzibar toute personne qui n'a pas encore atteint l'âge de la majorité.

3) Toute femme immatriculée en vertu du présent article devient citoyenne de Zanzibar à compter de la date de son immatriculation.

5. 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2) du présent article, l'épouse d'un citoyen de Zanzibar a le droit de se faire immatriculer comme citoyenne de Zanzibar, qu'elle soit ou non majeure et capable, à condition d'avoir présenté au Ministre une demande à cet effet, dans les formes prescrites et d'avoir prêté serment d'allégeance dans les formes indiquées dans la deuxième partie de la première annexe.

2) La femme qui a renoncé à sa qualité de citoyenne de Zanzibar ou qui a été privée de cette qualité conformément aux dispositions d'une loi alors en vigueur dans l'Etat n'a pas le droit de se faire immatriculer comme citoyenne de Zanzibar en vertu des dispositions du paragraphe 1) du présent article, sauf si le Ministre donne son assentiment à cet effet.

3) Toute femme immatriculée en vertu du présent article devient citoyenne de Zanzibar à compter de la date de son immatriculation.

6. La femme qui, s'étant mariée avant la date de l'entrée en vigueur du *Nationality Decree*, a cessé d'être citoyenne de Zanzibar du fait de son mariage, ou pendant la durée de celui-ci, sera réputée citoyenne de Zanzibar à compter de la date de l'entrée en vigueur dudit décret.

7. 1) Quiconque est citoyen de Zanzibar par immatriculation ou naturalisation cesse d'être citoyen de Zanzibar s'il est privé de cette qualité par un arrêté du Ministre.

<sup>1</sup> Texte publié comme Supplément juridique (première partie) à la *Official Gazette* du Gouvernement de Zanzibar, Vol. LXXII, n° 4320, du 5 décembre 1963. Zanzibar est devenu un Etat indépendant le 10 décembre 1963 et a signé avec le Tanganyika, le 23 avril suivant, un accord prévoyant l'union des deux pays sous le nom de République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar, devenue République-Unie de Tanzanie le 2 novembre 1964.

2) Sous réserve des dispositions du présent article, le Ministre peut, par arrêté, priver de sa qualité de citoyen de Zanzibar quiconque est citoyen de Zanzibar par immatriculation ou naturalisation s'il est établi que l'intéressé a obtenu ladite immatriculation ou naturalisation, selon le cas, par des moyens frauduleux, des déclarations mensongères ou la dissimulation d'un fait matériel et qu'il a été reconnu coupable d'une infraction de ce chef.

3) Sous réserve des dispositions du présent article, le Ministre peut, par arrêté, priver de sa qualité de citoyen de Zanzibar quiconque est citoyen de Zanzibar par naturalisation si l'intéressé :

a) A été reconnu coupable d'une infraction du chef de manque de loyalisme ou d'attachement à l'égard de l'Etat ; ou

b) A, dans les cinq années qui ont suivi sa naturalisation, été condamné dans quelque pays que ce soit, à une peine d'emprisonnement de douze mois au moins.

4) Le Ministre ne privera personne, en vertu du présent article, de sa qualité de citoyen de Zanzibar, à moins qu'il ne soit établi, à sa satisfaction, qu'il est contraire à l'intérêt public que l'intéressé continue d'être citoyen de Zanzibar.

5) Avant de prendre contre une personne un arrêté en vertu du présent article, le Ministre informera par écrit l'intéressé du motif pour lequel la mesure le frappant est envisagée et, s'il s'agit de l'un quelconque des motifs énoncés aux paragraphes 2) et 3) du présent article, de son droit de demander l'enquête prévue dans le présent article.

6) Si le Ministre envisage de prendre contre une personne un arrêté pour l'un quelconque des motifs énoncés aux paragraphes 2) et 3) du présent article et si l'intéressé lui demande, dans les formes prescrites, l'ouverture d'une enquête, le Ministre devra, et dans tout autre cas pourra, renvoyer l'affaire devant une commission d'enquête composée d'un président désigné par le Sultan sur l'avis du Premier Ministre parmi les personnes possédant l'expérience judiciaire voulue et de tous autres membres que le Sultan, agissant sur l'avis du Premier Ministre, jugera opportun de nommer.

## TITRE II

### PROTECTION DES DROITS FONDAMENTAUX

#### ET DES LIBERTÉS DE L'INDIVIDU

14. Considérant que chacun dans l'Etat peut se prévaloir des droits fondamentaux et libertés de l'individu, c'est-à-dire du droit, quels que soient sa race, sa tribu, son lieu d'origine, ses opinions politiques, sa couleur, ses croyances ou son sexe, mais sous réserve des droits et libertés d'autrui et de l'intérêt public,

a) A la vie, à la liberté, à la sûreté de sa personne et à la protection de la loi ;

b) A la liberté de conscience, d'expression, de réunion et d'association, et

c) Au respect de sa vie privée et familiale, les dispositions du présent titre seront appliquées pour assurer la protection desdits droits et libertés, sous réserve des limitations prévues dans ces dispositions et qui visent à assurer que la jouissance de ces droits et libertés par un individu ne porte pas atteinte aux droits et libertés d'autrui ou à l'intérêt public.

15. 1) Nul ne sera intentionnellement privé de la vie, si ce n'est en exécution d'une sentence d'un tribunal qui l'a jugé coupable d'un crime.

2) Sans préjudice des responsabilités encourues pour contravention à toute autre loi à l'occasion de l'emploi de la force dans les cas énoncés ci-après, nul ne sera considéré comme ayant été privé de la vie en violation du présent article si sa mort résulte de l'usage de la force dans la mesure où les circonstances le justifiaient raisonnablement :

a) Pour défendre une personne contre un acte de violence ou pour défendre un bien ;

b) Pour effectuer une arrestation légale ou empêcher l'évasion d'une personne légalement détenue ;

c) Pour réprimer une émeute, une insurrection ou une mutinerie ; ou

d) Pour éviter que l'intéressé ne commette un crime,

ou si sa mort est imputable à des actes licites de guerre.

16. 1) Nul ne sera privé de sa liberté personnelle sauf dans les conditions où la loi peut l'autoriser dans l'un quelconque des cas suivants :

a) En exécution d'une sentence ou d'une ordonnance rendue par un tribunal établi pour Zanzibar ou tout autre pays, du chef d'une infraction dont l'intéressé a été jugé coupable ;

b) En exécution d'une ordonnance de la Haute Cour ou de la Cour d'appel le punissant du chef d'outrage à l'un de ces tribunaux ou à tout autre tribunal ;

c) En exécution d'une ordonnance rendue par un tribunal pour assurer l'exécution d'une obligation que la loi impose à l'intéressé ;

d) Aux fins de comparution devant un tribunal en exécution d'une décision d'un tribunal ;

e) S'il existe des motifs raisonnables de penser que l'intéressé a commis ou est sur le point de commettre une infraction au regard des lois de Zanzibar ;

f) Dans le cas d'une personne qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans, aux fins de son éducation ou de son bien-être ;

g) Pour prévenir la propagation d'une maladie infectieuse ou contagieuse ;

h) Dans le cas d'une personne qui est ou dont on a des motifs raisonnables de penser qu'elle est aliénée, toxicomane, alcoolique ou en état de vagabondage, pour lui assurer les soins ou le traitement nécessaires ou pour assurer la protection de la société ;

i) Pour empêcher l'entrée illégale de l'intéressé dans l'Etat ou pour procéder à son expulsion, extradition ou éloignement légal de l'Etat, ou pour pouvoir surveiller l'intéressé pendant qu'il traverse

l'Etat, en tant que personne condamnée, au cours de son transfert d'un pays à un autre pays à la suite d'une mesure d'extradition ou d'éloignement prise à son égard ; ou

j) Dans la mesure où cela peut être nécessaire pour l'exécution d'une décision légale ordonnant à l'intéressé de ne pas quitter une zone déterminée de l'Etat ou, au contraire, lui interdisant de s'y trouver, ou dans la mesure où cela serait raisonnablement justifié aux fins d'une procédure visant à obtenir une telle décision contre l'intéressé, ou dans la mesure où cela serait raisonnablement justifié pour surveiller l'intéressé au cours d'une visite qu'il est autorisé à faire dans une zone de l'Etat où, en raison d'une telle décision, sa présence serait autrement illégale.

2) Toute personne arrêtée ou détenue sera informée, dès que faire se pourra et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation ou de sa détention.

3) Toute personne qui aura été arrêtée ou détenue :

a) Aux fins de comparution devant un tribunal conformément à une décision d'un tribunal ; ou

b) Parce qu'il existe des motifs raisonnables de penser qu'elle a commis ou qu'elle est sur le point de commettre une infraction, et qui n'aura pas été relâchée sera traduite devant un Tribunal dès que faire se pourra ; si l'intéressé n'a pas été traduit devant un tribunal dans les vingt-quatre heures qui suivent son arrestation ou le commencement de sa détention, il appartiendra à quiconque alléguera que les dispositions du présent paragraphe ont été respectées d'apporter la preuve que l'intéressé a été traduit devant un tribunal dans les plus brefs délais possibles.

4) Toute personne traduite devant un tribunal en exécution d'une décision rendue par un tribunal au cours d'un procès ou parce qu'il existe des motifs de penser qu'elle a commis ou qu'elle est sur le point de commettre une infraction, ne pourra, par la suite, être mise en état de détention au titre dudit procès ou de ladite infraction, si ce n'est en vertu d'une décision d'un tribunal.

5) Toute personne qui aura été arrêtée ou détenue en application de l'alinéa b) du paragraphe 3 ci-dessus et qui n'aura pas été jugée dans un délai raisonnable sera, sans préjudice de toutes nouvelles poursuites qui pourraient être ultérieurement engagées contre elle, remise en liberté soit sans conditions, soit à des conditions raisonnables, notamment celles qui peuvent raisonnablement se justifier pour assurer qu'elle comparaitra, à une date ultérieure, pour être jugée ou aux fins d'une procédure d'instruction.

6) Toute personne illégalement arrêtée ou détenue par une autre personne a droit à réparation de la part de cette autre personne.

17. 1) Nul ne sera privé de son droit à la liberté de déplacement ; aux fins du présent article, ladite liberté doit s'entendre du droit de circuler librement sur tout le territoire de l'Etat, d'établir sa résidence en n'importe quel point dudit territoire, d'entrer dans l'Etat, de quitter l'Etat et de ne pas en être expulsé.

2) Toute restriction apportée à la liberté de déplacement d'une personne du fait qu'elle se

trouve légalement détenue ne sera pas considérée comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant.

3) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit la possibilité :

a) D'imposer, en ce qui concerne les déplacements ou la résidence de toute personne à l'intérieur de l'Etat ou son droit de quitter l'Etat, des restrictions qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique ou de l'ordre public ;

b) D'imposer, en ce qui concerne les déplacements ou la résidence à l'intérieur de l'Etat de toutes personnes en général ou d'une catégorie quelconque de personnes, ou leur droit de quitter l'Etat, des restrictions qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique, excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci, ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique ;

c) D'imposer, par une décision judiciaire, des restrictions en ce qui concerne les déplacements ou la résidence d'une personne à l'intérieur de l'Etat ou son droit de quitter l'Etat, soit comme suite à un verdict de culpabilité rendu contre elle du chef d'une infraction pénale au regard des lois de l'Etat, soit pour assurer qu'elle comparaitra à une date ultérieure devant un tribunal pour être jugée pour ladite infraction ou aux fins d'une procédure d'instruction ou d'une procédure relative à son extradition ou à son transfert légal hors de l'Etat ;

d) D'imposer des restrictions à la liberté de déplacement de toute personne qui n'est pas citoyenne de Zanzibar ;

e) D'imposer des restrictions à l'acquisition ou à l'utilisation par toute personne de terres ou d'autres biens dans l'Etat ;

f) D'imposer des restrictions ordonnées par le gouvernement en ce qui concerne les déplacements ou la résidence à l'intérieur de l'Etat de toute personne qui exerce, à un titre quelconque, des fonctions au service du gouvernement, ou le droit d'une telle personne de quitter l'Etat ;

g) De transférer hors du territoire de l'Etat toute personne devant être jugée ou punie dans un autre pays pour une infraction pénale au regard des lois de cet autre pays ou devant purger, dans un autre pays, une peine d'emprisonnement en exécution d'une sentence d'un tribunal qui a déclaré cette personne coupable d'une infraction au regard des lois de l'Etat ; ou

h) D'imposer, en ce qui concerne le droit de toute personne de quitter l'Etat, des restrictions qui peuvent raisonnablement se justifier pour assurer l'exécution de toutes obligations que la loi impose à cette personne, excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci, ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

4) Lorsque des restrictions auront été apportées à la liberté de déplacement d'une personne, en vertu d'une mesure telle que celles visées à l'alinéa a) du paragraphe 3) du présent article, si l'intéressé le demande à tout moment de la période où ces restrictions sont en vigueur, mais au plus tôt trois mois après l'adoption de la mesure imposant lesdites restrictions ou, selon le cas, après la dernière demande présentée par lui à la même fin, sa cause sera entendue par un tribunal indépendant dont le président, désigné par le *Chief Justice*, sera choisi parmi les personnes ayant les qualifications requises pour être nommées juge à la *High Court*.

5) A l'occasion de l'examen, en application des dispositions du paragraphe 4 du présent article, de la cause d'une personne dont la liberté de déplacement a fait l'objet de restrictions, le tribunal pourra faire à l'autorité qui a ordonné lesdites restrictions des recommandations touchant la nécessité ou l'opportunité de maintenir celles-ci et, à moins que la loi n'en dispose autrement, ladite autorité sera tenue de se conformer à ces recommandations.

18. 1) Nul ne sera tenu en esclavage ou en servitude, ni ne sera astreint à un travail forcé.

2) Aux fins du présent article, n'est pas considéré comme « travail forcé » :

a) Le travail requis en vertu d'une sentence ou d'une décision judiciaire ;

b) Le travail exigé d'une personne légalement détenue si ce travail, bien que n'étant pas requis en vertu de la sentence ou de la décision judiciaire, peut raisonnablement se justifier dans l'intérêt de l'hygiène ou aux fins de l'entretien des lieux où l'intéressé est détenu ;

c) Le travail requis d'un membre d'une force militaire ou paramilitaire dans le cadre de ses fonctions ou, dans le cas d'une personne qui a des objections de conscience au service dans une telle force, le travail exigé, en vertu de la loi, à la place de ce service ;

d) Le travail exigé au cours d'une période d'état d'urgence ou en cas de crise ou de calamité menaçant la vie ou le bien-être de la collectivité ;

e) Le travail requis dans le cadre des obligations communales ou autres obligations civiles normales.

19. 1) Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question autorise l'application d'une peine qui était légale dans l'Etat immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

20. 1) Aucun bien, quel qu'il soit, ne sera exproprié et aucun droit ou intérêt sur un bien quelconque ne sera acquis contre le gré de son titulaire, à moins que les conditions ci-après ne soient remplies, savoir :

a) L'expropriation ou l'acquisition est nécessaire dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs, de la santé publique, de l'urbanisme ou

de l'aménagement des campagnes, ou pour la mise en valeur ou l'utilisation d'un bien quelconque à des fins d'intérêt public ; et

b) La nécessité de l'expropriation ou de l'acquisition est telle qu'elle peut raisonnablement justifier la privation qui pourrait en résulter pour tout titulaire d'un droit ou d'un intérêt sur le bien dont il s'agit ; et

c) La loi applicable, en l'espèce prévoit le versement d'une indemnité adéquate.

2) Toute personne ayant un intérêt ou un droit sur un bien qui est exproprié ou tout titulaire d'un intérêt ou d'un droit sur un bien, qui est acquis contre son gré, a un recours direct devant la *High Court* pour demander à celle-ci :

a) De statuer sur l'existence de son intérêt ou de son droit, sur la légalité de l'expropriation dudit bien ou de l'acquisition dudit intérêt ou droit, et sur le montant de l'indemnité pouvant lui être due ; et

b) D'ordonner le versement de cette indemnité ; étant entendu, toutefois, que si la loi le prévoit dans l'un quelconque des cas visés à l'alinéa a) ci-dessus, le recours devant la *High Court* sera exercé par voie d'appel recevable de plein droit à la requête de la personne ayant un intérêt ou un droit sur le bien dont il s'agit de la décision d'un tribunal ou d'une autorité autre que la *High Court*, ayant compétence, en vertu de la loi, pour connaître dudit cas.

3) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions des paragraphes 1 ou 2 du présent article, ou y contrevenant :

a) Si la loi en question prévoit l'expropriation ou l'acquisition d'un bien, quel qu'il soit :

i) En recouvrement de tous impôts, droits, redevances, ou toute autre imposition ;

ii) A titre de sanction pour violation de la loi, que cette sanction ait été prononcée à l'occasion d'un litige civil ou à la suite d'une condamnation du chef d'une infraction pénale au regard des lois de l'Etat ;

iii) A l'occasion d'un bail, d'une location, d'une hypothèque, d'une servitude, d'une vente, d'un engagement ou d'un contrat ;

iv) En exécution de jugements ou d'ordonnances rendus par un tribunal à l'occasion de toute procédure engagée pour faire établir des droits ou obligations de caractère civil ;

v) Lorsque l'expropriation ou l'acquisition peut raisonnablement se justifier du fait que le bien dont il s'agit est dans un état dangereux ou risque de nuire à la santé d'êtres humains, d'animaux ou de plantes ;

vi) A la suite de toute loi relative à la prescription ; ou

vii) Pour la période nécessaire pour effectuer un examen, procéder à des recherches, instruire un procès ou mener une enquête ou, dans le cas de terres, pour exécuter des travaux de conservation du sol ou de conservation d'autres ressources naturelles, ou des travaux liés au développement agricole ou à l'amélioration de l'apiculture (s'il s'agit, dans ce dernier cas, de travaux que le propriétaire

ou l'occupant des terres a été requis de faire mais qu'il a refusé ou omis d'effectuer sans motif raisonnable), excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, ledit acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique ; ou

b) Si la loi en question prévoit l'expropriation ou l'acquisition :

- i) De biens ennemis ;
- ii) De biens appartenant à des personnes décédées, à des aliénés ou à des mineurs de moins de 18 ans, aux fins de leur administration dans l'intérêt des bénéficiaires de ces biens ;
- iii) De biens appartenant à des personnes déclarées en faillite ou à des sociétés en liquidation, aux fins de leur administration dans l'intérêt des créanciers du failli ou de la société et, sous réserve des droits de ceux-ci, dans l'intérêt des bénéficiaires de ces biens ; ou
- iv) De biens constitués en *trust*, afin de les remettre aux administrateurs désignés par l'instrument instituant le *trust* ou par un tribunal, ou une ordonnance rendue par un tribunal, dans le but de donner effet au *trust*.

4) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit l'expropriation d'un bien ou l'acquisition d'un intérêt ou d'un droit sur un bien, contre le gré de son titulaire, lorsque ledit bien, ou ledit intérêt ou droit sur un bien est détenu par un organisme établi par la loi dans l'intérêt public et entièrement financé par des fonds alloués par le Parlement.

21. 1) Sauf si l'intéressé y consent, il ne peut être procédé à aucune fouille de personne ou de biens, et nul ne peut pénétrer dans les locaux d'autrui.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question :

a) Prévoit des mesures qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs, de la santé publique, de l'urbanisme, de l'aménagement des campagnes, ou pour la mise en valeur ou l'utilisation de ressources minérales ou de tout autre bien à des fins d'intérêt public ;

b) Prévoit des mesures qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la protection des droits ou des libertés d'autrui ;

c) Autorise tout fonctionnaire ou mandataire du Gouvernement, de l'Organisation des services communs de l'Afrique orientale, d'une autorité administrative locale ou d'un organisme établi par la loi à des fins d'intérêt public, à pénétrer dans les locaux de toute personne pour inspecter ces locaux ou leur contenu, à l'occasion de tous impôts, redevances ou droits pouvant être dus ou afin d'exécuter des travaux intéressant tout bien qui se trouve légalement dans ces locaux et qui

appartient à ce gouvernement, à cette organisation, à cette autorité ou à cet organisme ;

d) Autorise, aux fins de l'exécution d'un jugement ou d'une ordonnance rendue par un tribunal dans un litige civil, quel qu'il soit, l'entrée dans des locaux en vertu d'une décision d'un tribunal, excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, ledit acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

22. 1) Si une personne est accusée d'une infraction pénale, elle a droit, à moins que l'accusation ne soit retirée, à ce que sa cause soit entendue équitablement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi.

2) Quiconque est accusé d'une infraction pénale :

a) Sera présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie, à moins qu'il n'ait plaidé coupable ;

b) Sera informé dès que faire se pourra, dans une langue qu'il comprend et de façon détaillée, de la nature de l'infraction dont il est accusé ;

c) Disposera du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;

d) Sera autorisé à se défendre lui-même devant le tribunal ou à faire assurer sa défense par un représentant légal de son choix ;

e) Se verra accorder les moyens d'interroger, en personne ou par l'intermédiaire de son représentant légal, les témoins à charge et de faire comparaître et d'interroger devant le tribunal les témoins à décharge dans les mêmes conditions que celles applicables aux témoins à charge ;

f) Pourra disposer gratuitement de l'assistance d'un interprète, s'il ne comprend pas la langue utilisée au cours du procès ;

et, à moins qu'il n'y consente, le procès n'aura pas lieu en son absence, sauf s'il adopte un comportement tel que le procès ne peut continuer à se dérouler en sa présence et si le tribunal ordonne qu'il quitte la salle et que le procès se poursuive en son absence.

3) Lorsqu'une personne est poursuivie du chef d'une infraction pénale, ladite personne ou toute autre personne autorisée par elle à cet effet pourra, sur sa demande et moyennant paiement de tous droits que la loi pourra fixer dans des limites raisonnables, se faire délivrer dans un délai raisonnable à compter du jugement une copie, destinée à l'accusé, du procès-verbal des poursuites établi par le tribunal ou pour le compte de celui-ci.

4) Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas une infraction pénale et nul ne se verra infliger, pour une infraction, quelle qu'elle soit, une peine plus grave, quantitativement ou qualitativement, que la peine maximum qui était applicable à cette infraction au moment où elle a été commise.

5) Quiconque établit qu'il a été jugé pour une infraction pénale par un tribunal compétent qui l'a condamné ou acquitté de ce chef ne pourra être jugé de nouveau pour cette même infraction ni pour toute autre infraction dont il aurait pu

être déclaré coupable lors du procès, sauf s'il en est décidé autrement par une juridiction supérieure au cours de l'examen de l'appel interjeté contre la condamnation ou l'acquiescement.

6) Quiconque établit qu'il a été amnistié pour une infraction pénale ne pourra être jugé de nouveau pour la même infraction.

7) Quiconque est poursuivi du chef d'une infraction pénale, ne pourra être forcé de témoigner au cours du procès.

8) Nul ne sera reconnu coupable d'une infraction pénale si cette infraction n'est pas définie par une loi qui prescrit la peine à lui appliquer :

Il est entendu, toutefois, qu'aucune disposition du présent paragraphe ne fera obstacle à ce qu'un tribunal punisse une personne pour outrage à la magistrature, même si l'action ou l'omission qui constitue l'outrage n'est pas définie par une loi et si la peine à lui appliquer n'est pas prévue.

9) Tout tribunal ou autre autorité qui a compétence aux termes de la loi pour statuer sur l'existence ou l'étendue d'un droit ou d'une obligation de caractère civil sera établi par la loi et devra être indépendant et impartial ; lorsqu'une procédure sera engagée par une personne devant un tel tribunal ou une telle autorité pour faire ainsi statuer, la cause devra être entendue équitablement et dans un délai raisonnable.

10) A moins que toutes les parties intéressées en conviennent autrement, les audiences de tout tribunal ou de toute autre autorité appelée à statuer sur l'existence ou l'étendue d'un droit ou d'une obligation de caractère civil, y compris le prononcé de la décision dudit tribunal ou de ladite autorité, seront publiques.

11) Aucune disposition du paragraphe précédent ne fera obstacle à ce que le tribunal ou l'autorité compétente décide d'exclure des débats les personnes autres que les parties au litige et leurs représentants légaux, si ledit tribunal ou ladite autorité :

a) Est habilité par la loi à le faire et juge nécessaire ou opportun de le faire, soit parce que la publicité nuirait aux intérêts de la justice, soit parce qu'il s'agit d'une procédure interlocutoire, soit encore dans l'intérêt des bonnes mœurs, du bien-être de personnes âgées de moins de 18 ans ou de la protection de la vie privée de personnes impliquées dans les débats ;

b) Est habilité par la loi à le faire ou tenu par la loi de le faire dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique ou de l'ordre public.

12) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant :

a) Incompatible avec les dispositions du paragraphe 2 a) du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question impose à l'accusé la charge de la preuve de certains faits ;

b) Incompatible avec les dispositions du paragraphe 2 e) du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question subordonne à certaines conditions le remboursement par le Trésor des dépenses des témoins à décharge ;

c) Incompatible avec les dispositions du paragraphe 5 du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question autorise un tribunal à juger

un membre d'une force militaire ou paramilitaire pour une infraction qu'il aurait commise, nonobstant toutes poursuites et toute condamnation ou tout acquiescement dont il aurait fait l'objet conformément au règlement disciplinaire de cette force, étant entendu, toutefois, que tout tribunal ainsi appelé à juger un membre d'une telle force, devra, s'il le reconnaît coupable, tenir compte, dans la condamnation qu'il prononcera, de toute peine infligée à celui-ci en vertu dudit règlement disciplinaire.

13) Dans le cas de personnes légalement détenues, les dispositions du paragraphe 1, des alinéas d) et e) du paragraphe 2, et du paragraphe 3 du présent article ne s'appliqueront pas aux poursuites dont elles feraient l'objet de chef de toute infraction pénale au regard de la loi régissant la discipline des personnes ainsi détenues.

14) Aucune disposition du paragraphe 2 d) du présent article ne sera interprétée comme donnant à quiconque le droit de se faire représenter aux frais de l'Etat par un représentant légal.

15) Aux fins du présent article, l'expression « infraction pénale » doit s'entendre de toute infraction pénale au regard des lois de l'Etat.

16) Les dispositions du paragraphe 8 du présent article prendront effet à l'expiration d'une période de trois ans à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

23. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer des restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté de conscience ; aux fins du présent article, ladite liberté comprend la liberté de pensée et de religion, la liberté de changer de religion ou de conviction et la liberté de manifester et de propager sa religion ou sa conviction, seul ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

2) Sauf si l'intéressé ou, dans le cas d'un mineur, si son tuteur y consent, aucune personne fréquentant un établissement d'enseignement ne sera tenue de recevoir une instruction religieuse ou de participer ou d'assister à des cérémonies ou rites religieux si cette instruction, ces cérémonies ou ces rites sont ceux d'une religion autre que la sienne.

3) Aucune communauté ou secte religieuse ne sera empêchée de donner à ses membres une instruction religieuse dans le cadre de l'enseignement qu'elle dispense.

4) Nul ne sera tenu de prêter un serment contraire à sa religion ou à sa conviction ou de prêter serment d'une manière contraire à sa religion ou à sa conviction.

5) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures qui peuvent raisonnablement se justifier :

a) Dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ; ou

b) Pour protéger les droits et les libertés d'autrui, notamment le droit d'observer et de pratiquer toute religion sans aucune ingérence de la part d'adeptes d'une autre religion,



et excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci, ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

24. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer de restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté de réunion et d'association, c'est-à-dire du droit de se réunir et de s'associer librement avec d'autres personnes et, en particulier, du droit de constituer des syndicats ou autres associations ou d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures :

a) Qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ;

b) Qui peuvent raisonnablement se justifier pour protéger les droits ou les libertés d'autrui ; ou

c) Qui imposent des restrictions aux agents de l'Etat,

excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

25. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer de restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté d'expression, c'est-à-dire du droit de ne pas être inquiété pour ses opinions, de recevoir et de répandre librement des idées et des informations (en les communiquant soit au public en général, soit à toutes personnes ou catégories de personnes) et de n'être l'objet d'aucune immixtion dans sa correspondance.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures :

a) Qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ; ou

b) Qui peuvent raisonnablement se justifier pour protéger la réputation, les droits et les libertés d'autrui ou la vie privée de personnes impliquées dans des débats judiciaires, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles, pour préserver l'autorité et l'indépendance des tribunaux ou pour réglementer, sur le plan administratif ou technique, le fonctionnement des services téléphoniques, télégraphiques et postaux, la radio-diffusion ou la télévision ; ou

c) Qui imposent des restrictions aux agents de l'Etat,

excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci, ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

26. 1) Sous réserve des dispositions des paragraphes 4), 5) et 7) du présent article, aucune loi ne contiendra de dispositions qui soient discriminatoires par elles-mêmes ou par leurs effets.

2) Sous réserve des dispositions des paragraphes 6), 7) et 8) du présent article, nul ne sera l'objet d'un traitement discriminatoire de la part d'une personne agissant en vertu d'un texte de loi ou dans l'exercice de ses fonctions d'agent de l'Etat ou d'une autorité publique.

3) Au sens du présent article, est « discriminatoire » tout traitement différent réservé à différentes catégories de personnes uniquement ou principalement parce que les intéressés appartiennent à une catégorie déterminée en raison de leur race, de leur tribu, de leur lieu d'origine, de leurs opinions politiques, de leur couleur ou de leurs croyances, et dans le cadre duquel les personnes appartenant à l'une de ces catégories sont frappées d'incapacités ou de restrictions dont sont exemptes les personnes appartenant à une autre catégorie ou bénéficient de privilèges ou d'avantages qui sont refusés aux personnes appartenant à une autre catégorie.

4) L'interdiction énoncée au paragraphe 1) du présent article ne s'appliquera pas à toute loi tenant des dispositions :

a) Concernant des personnes qui ne sont pas citoyennes de l'Etat de Zanzibar ;

b) Intéressant les domaines de l'adoption, du mariage, du divorce, de l'inhumation, de la dévolution successorale ou tout autre domaine du droit des personnes ; ou

c) Prévoyant que les personnes appartenant à l'une quelconque des catégories visées au paragraphe 3) du présent article pourront être frappées de toute incapacité ou restriction, ou bénéficier de tout privilège ou avantage qui, eu égard à sa nature et aux circonstances particulières à ces personnes ou aux personnes appartenant à toute autre catégorie, peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

5) Aucune disposition d'une loi ne sera considérée comme étant incompatible avec les dispositions du paragraphe 1) du présent article, ou y contrevenant, si ladite loi fixe les qualifications requises et les conditions exigées pour remplir des fonctions au service de l'Etat ou être membre d'une force militaire ou paramilitaire, ou pour travailler au service d'une autorité administrative locale ou d'un organisme établi directement par une loi.

6) Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne s'appliqueront pas à toute mesure expressément ou implicitement autorisée par une loi telle que celles visées aux paragraphes 4) ou 5) ci-dessus.

7) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit que les personnes appartenant à l'une quelconque des catégories visées au paragraphe 3) du présent article pourront être soumises, en ce qui concerne les droits et libertés garantis par les articles 17, 21, 23, 24 et 25 de la présente Constitution, à toutes restrictions autorisées par l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 17, le paragraphe 2) de l'article 21, le paragraphe 5) de l'article 23, le paragraphe 2) de l'article 24 ou le paragraphe 2) de l'article 25, selon le cas.

8) Aucune disposition du paragraphe 2) du présent article ne portera atteinte à la faculté qu'a toute personne, aux termes ou en vertu de la présente Constitution ou de toute autre loi, d'introduire, de poursuivre ou d'abandonner une instance, en matière civile ou pénale, devant tout tribunal.

27. Aucune loi du Parlement ni aucun acte accompli en vertu d'une telle loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions des articles 16 ou 26 de la présente Constitution ou y contrevenant, si ladite loi autorise l'adoption pendant une période au cours de laquelle l'Etat est en guerre ou au cours de laquelle est en vigueur une déclaration d'état d'urgence publiée conformément à l'article 30 de la présente Constitution, de mesures qui peuvent raisonnablement se justifier pour faire face à la situation existant dans l'Etat pendant cette période.

28. 1) Lorsqu'une personne sera détenue en vertu d'une loi telle que celles visées à l'article 27 de la présente Constitution, les dispositions suivantes seront appliquées :

a) Dès que faire se pourra et, en tout cas, dans un délai maximum de cinq jours à compter du commencement de la détention de l'intéressé, il sera remis à celui-ci une pièce indiquant de façon détaillée, dans une langue qu'il comprend, les motifs de sa détention ;

b) Dans un délai maximum de quatorze jours à compter du commencement de la détention de l'intéressé et, ensuite, à intervalles de six mois au plus, pendant toute la durée de ladite détention, son cas sera soumis à un tribunal indépendant et impartial établi par la loi et composé d'au moins trois membres désignés par le *Chief Justice*, qui seront choisis sur une liste possédant les qualifications requises pour être nommées juge à la *High Court*, ladite liste devant être arrêtée, de temps à autre, d'un commun accord du Président de la Cour d'appel et du *Chief Justice* ;

c) Dans des limites raisonnables, il sera donné au détenu la possibilité de consulter un représentant légal de son choix, qui pourra faire des représentations auprès du tribunal désigné pour examiner son cas ;

d) A l'audience à laquelle le tribunal examinera son cas, le détenu pourra comparaître en personne ou se faire représenter par un représentant légal de son choix.

2) A l'occasion de tout examen du cas d'un détenu, en application du présent article, le tribunal pourra faire à l'autorité qui a ordonné la détention des recommandations touchant la nécessité ou l'opportunité de prolonger celle-ci et, à moins que l'Etat ne soit alors en guerre ou qu'une déclaration d'état d'urgence ne soit alors en vigueur en vertu d'une résolution adoptée par l'Assemblée nationale à la majorité des deux tiers au moins des voix de tous ses membres, ladite autorité sera tenue de se conformer à ces recommandations.

29. 1) Si une personne estime que l'une quelconque des dispositions des articles 15 à 28 inclusivement de la présente Constitution a été, est ou risque d'être enfreinte en ce qui la concerne, elle peut, sans préjudice de toute autre action

qu'elle peut légitimement exercer en la matière, introduire un recours devant la *High Court* pour obtenir réparation.

2) La *High Court* a compétence en première instance :

a) Pour connaître de toute requête présentée en application du paragraphe 1) du présent article ; et

b) Pour statuer sur toute question qui lui est renvoyée en application du paragraphe 3) ci-après, et peut ordonner telles mesures, rendre telles ordonnances et donner telles instructions qu'elle juge appropriées pour assurer ou faire assurer le respect de toute disposition desdits articles 15 à 28 inclusivement de la présente Constitution dont l'intéressé peut revendiquer le bénéfice.

Il est entendu, toutefois, que la *High Court* n'exercera pas les pouvoirs que lui confère le présent paragraphe si elle estime que des voies de recours suffisantes contre l'infraction alléguée sont ou étaient ouvertes à l'intéressé en vertu d'une autre loi.

3) Si, au cours d'une procédure devant tout tribunal autre que la *High Court* ou la Cour d'appel, la question se pose de savoir si l'une quelconque des dispositions desdits articles 15 à 28 inclusivement de la présente Constitution a été enfreinte, le Président de ce tribunal pourra et, si l'une quelconque des parties le demande, devra renvoyer la question à la *High Court*, à moins qu'il n'estime que la question a été posée pour des motifs futiles ou dans un but vexatoire.

4) Toute personne lésée par une décision rendue par la *High Court* en application du présent article peut faire appel de cette décision devant la Cour d'appel.

5) Lorsqu'un tribunal aura décidé, en application du présent article, qu'une requête a été présentée ou qu'une question a été soulevée pour des motifs futiles ou dans un but vexatoire, sa décision ne pourra faire l'objet d'aucun recours.

30. 1) Le Sultan peut, par un décret publié dans la *Gazette*, déclarer l'existence d'un état d'urgence aux fins des dispositions du présent titre.

2) Toute déclaration d'état d'urgence publiée en vertu du présent article qui n'a pas été antérieurement rapportée cessera d'avoir effet à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date de sa publication, à moins qu'avant l'expiration de ce délai elle n'ait été approuvée par une résolution ayant obtenu au moins la moitié des voix de tous les membres de l'Assemblée nationale.

3) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4) du présent article, toute déclaration d'état d'urgence approuvée par une résolution de l'Assemblée nationale conformément au paragraphe 2) du présent article restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de son approbation ou jusqu'à telle date plus rapprochée indiquée dans ladite résolution :

Il est entendu, toutefois, que l'Assemblée nationale peut, par une résolution ayant obtenu au moins la moitié des voix de tous ses membres,

proroger la validité de son approbation de l'état d'urgence pour des périodes qui ne dépasseront pas six mois chacune.

4) L'Assemblée nationale peut à tout moment, par une résolution ayant obtenu au moins la moitié des voix de ses membres, rapporter une déclaration d'état d'urgence qu'elle a approuvée en vertu du présent article.

31. 1) Dans le présent titre, sauf indication contraire du contexte :

Le terme « infraction », appliqué à une obligation, doit s'entendre également du manquement à cette obligation et les expressions apparentées doivent être interprétées en conséquence ;

Le terme « tribunal » désigne tout tribunal, autre qu'un tribunal établi par un règlement disciplinaire, ayant juridiction dans l'Etat, mais dans les articles 15 et 18 de la présente Constitution, il désigne également tout tribunal établi par un règlement disciplinaire ;

L'expression « règlement disciplinaire » désigne tout règlement régissant la discipline d'une force militaire ou paramilitaire ;

## TITRE IV

### DU PARLEMENT

#### *Première partie. — Composition du Parlement*

39. Il est créé un Parlement, composé du Sultan et d'une Assemblée nationale.

40. L'Assemblée nationale se compose :

a) D'un *Speaker* ; et

b) De membres élus conformément aux dispositions de l'article 41 de la présente Constitution.

41. 1) Tant que le Parlement n'en aura pas disposé autrement, l'Assemblée nationale se composera de trente et un membres.

2) Sous réserve des dispositions de la présente Constitution, les membres de l'Assemblée nationale seront élus de la manière prescrite par la loi.

42. Sous réserve des dispositions de l'article 43 de la présente Constitution, sont éligibles aux fonctions de membres de l'Assemblée nationale les personnes, et elles seules, qui, à la date de la présentation de leur candidature, remplissent les conditions suivantes :

a) Etre citoyen de Zanzibar et avoir 25 ans révolus ;

b) Avoir résidé dans l'Etat pendant les douze mois précédant immédiatement ladite date ; et

c) Savoir lire et écrire l'anglais, l'arabe ou le swahili.

43. N'est pas éligible aux fonctions de membre de l'Assemblée nationale quiconque, à la date de la présentation de sa candidature :

a) De sa propre initiative, doit allégeance ou obéissance à une puissance ou un Etat étranger ou s'y est rallié ;

b) Est déclaré en état d'aliénation mentale en application de toute loi en vigueur dans l'Etat ;

c) A été condamné par un tribunal siégeant dans l'Etat ou dans une partie quelconque du

Commonwealth, soit à mort, soit à une peine d'emprisonnement (quelle que soit la qualification de cette peine) d'une durée supérieure à six mois et n'a ni purgé la peine à laquelle il a été condamné ou toute autre peine l'ayant remplacée en vertu d'une décision d'une autorité compétente, ni été gracié ;

d) Est mis ou déclaré en état de faillite en application de toute loi en vigueur dans l'Etat ou dans une partie quelconque du Commonwealth, et n'a pas été réhabilité ;

e) Est personnellement partie ou est associé d'une entreprise ou administrateur ou gérant d'une société qui est partie à tout contrat passé avec le gouvernement en vue ou à l'occasion d'un service public et a manqué de révéler au *Speaker* la nature dudit contrat ainsi que sa propre part dans ce contrat ou celle de l'entreprise ou de la société qui y est partie ;

étant entendu, toutefois, qu'aux fins du présent paragraphe, une personne ne sera pas considérée comme étant partie à un contrat passé avec le gouvernement du fait qu'elle exerce, à un titre quelconque, des fonctions publiques ;

f) Sous réserve de telles exceptions et limitations que le Parlement pourra prescrire, est titulaire d'un poste permanent de fonctionnaire.

58. 1) Sous réserve des dispositions du présent article, le Parlement peut modifier toute disposition de la présente Constitution.

2) Si un projet de loi du Parlement, déposé en vertu du présent article, modifie :

a) Le présent article ; ou

b) Toute disposition de la présente Constitution qui se trouve énoncée dans la quatrième annexe à la présente Constitution ; ou

c) L'article 136 de la présente Constitution, dans la mesure où il s'applique à toute disposition énoncée dans la quatrième annexe ;

ce projet de loi :

i) Ne sera pas adopté par l'Assemblée nationale, à quelque session que ce soit, à moins d'avoir obtenu, lors du vote final, les deux tiers au moins des voix de tous les membres de l'Assemblée ; et

ii) Ne sera pas soumis au Sultan, pour assentiment, à moins d'avoir été adopté au cours de deux sessions successives, par l'Assemblée nationale, une dissolution du Parlement étant intervenue entre la première et la seconde de ces sessions.

## ANNEXE I

### (Article 3)

#### *Première Partie*

##### *Conditions requises pour la naturalisation*

Sous réserve des dispositions du paragraphe suivant, tout étranger qui demande sa naturalisation doit remplir les conditions suivantes :

a) Avoir résidé dans les possessions du Sultan pendant les douze mois précédant immédiatement la date de sa demande ;

b) Avoir, au cours des sept années qui ont précédé immédiatement les douze mois mentionnés à l'alinéa a), résidé dans les possessions du Sultan pendant des périodes représentant au total quatre ans au moins ;

c) Jouir d'une bonne réputation ;

d) Avoir une connaissance suffisante de l'une au moins des langues suivantes :

- i) L'anglais ;
- ii) L'arabe ;
- iii) Le swahili ; et

e) Avoir l'intention, si un certificat de naturalisation lui est accordé, de continuer à résider dans les possessions du Sultan.

2) Le Ministre peut, s'il juge opportun de le faire dans des circonstances spéciales, permettre à l'intéressé de faire état, aux fins de l'alinéa a) du paragraphe précédent, d'une période ininterrompue de douze mois se terminant au plus tard six mois avant la date de la demande, comme si ladite période avait immédiatement précédé cette date.

. . .

DEUXIÈME PARTIE

TERRITOIRES SOUS TUTELLE  
ET TERRITOIRES NON AUTONOMES

## A. Territoires sous tutelle

### AUSTRALIE

#### NOTE<sup>1</sup>

#### TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU

*Nauru Local Government Council Ordinance, 1963* (Ordonnance relative au Conseil de gouvernement local de Nauru)

Cette ordonnance modifie la *Nauru Local Government Council Ordinance* (Ordonnance relative au Conseil de gouvernement local de Nauru), 1951-1959.

L'ordonnance de 1963 confère au Conseil de gouvernement local de Nauru le pouvoir, jusque-là dévolu à l'Administrateur, de fixer la date des élections au Conseil, de nommer le secrétaire chargé de tenir la liste des électeurs nauruans, d'autoriser des poursuites contre les abstentionnistes, de fixer le lieu du scrutin et de décider s'il y a lieu, dans certaines circonstances, de pourvoir un siège vacant au Conseil. L'ordonnance modifie également les fonctions consultatives du Conseil qui peut désormais donner des avis à l'Administrateur sur toute question concernant la tranquillité, le maintien de l'ordre et la bonne administration de l'île de Nauru.

Le Conseil peut désormais remplir les fonctions ci-après sans avoir à obtenir l'approbation préalable de l'Administrateur :

a) Organiser, financer et créer des affaires ou entreprises dans l'intérêt de la communauté nauruane,

b) Etablir des services publics ou sociaux à l'intention des Nauruans.

Le Conseil est également habilité à s'assurer des recettes en instituant des impôts et des taxes ou encore en percevant des droits ou redevances pour les services qu'il fournit.

#### *Mentally-Disordered Persons Ordinance, 1963*

(Ordonnance relative aux personnes atteintes de troubles mentaux)

Les principales dispositions de l'ordonnance sont énumérées ci-après :

6. 1) Si l'Administrateur a des raisons de considérer comme atteinte de troubles mentaux une personne :

a) Qui a été trouvée en état de vagabondage ou dans une situation qui, de l'avis de l'Administrateur, dénote une intention délictueuse,

b) Qui est, de l'avis de l'Administrateur, dépourvue de moyens d'existence suffisants,

c) Qui ne fait pas l'objet, de l'avis de l'Administrateur, des soins ou de la surveillance voulus ou,

d) Qui est, de l'avis de l'Administrateur, traitée avec cruauté ou laissée sans soins par la personne qui en a ou en assume la garde ou la responsabilité,

il peut requérir un membre des forces de police de se saisir de la personne de l'intéressé et de l'amener devant un magistrat.

2) Si un membre des forces de police a des raisons de considérer comme atteinte de troubles mentaux une personne qui :

a) A été trouvée en état de vagabondage ou dans une situation qui, de l'avis dudit membre de la police, dénote une intention délictueuse,

b) Ne fait pas l'objet, de l'avis dudit membre de la police, des soins ou de la surveillance voulus,

il peut se saisir de la personne de l'intéressé et l'amener devant un magistrat.

3) Si l'Administrateur a des raisons de penser qu'une personne qui est détenue dans une prison, une maison d'arrêt ou dans tout autre lieu de détention est atteinte de troubles mentaux, il peut enjoindre au responsable de la prison, de la maison d'arrêt ou de tout autre lieu de détention, d'amener ladite personne devant un magistrat.

7. 1) Le magistrat devant lequel la personne aura été amenée, conformément aux dispositions de l'article précédent, procédera avec l'aide de deux médecins, dont l'un sera le chef des services médicaux de l'administration, à l'interrogatoire de l'intéressé et entreprendra à son sujet toute enquête qu'il jugera utile.

4) Si chacun des deux médecins qui assistent le magistrat dans la conduite de l'enquête visée au présent article délivre au sujet de l'intéressé un certificat établi conformément au formulaire n° 1 joint en annexe à la présente ordonnance et si, après avoir interrogé l'intéressé et les deux médecins, et après avoir examiné tous autres éléments de preuve, le magistrat estime établi que la personne en cause :

a) Est atteinte de troubles mentaux ;

b) i) A été trouvée en état de vagabondage ou dans une situation qui dénote une intention délictueuse,

<sup>1</sup> Note obligeamment communiquée par M. Patrick Brazil, Département de l'Attorney-General, Canberra, correspondant de l'Annuaire des droits de l'homme désigné par le gouvernement.

- ii) Est dépourvue de moyens d'existence suffisants,
- iii) Ne fait pas l'objet des soins ou de la surveillance voulus,
- iv) Est traitée avec cruauté ou laissée sans soins par la personne qui en a ou qui en assume la garde ou la responsabilité,
- v) Est détenue dans une prison, une maison d'arrêt ou tout autre lieu de détention, et

c) Doit être prise en charge et internée de manière à recevoir des soins ou à subir un traitement,

le magistrat délivrera un certificat établi conformément au formulaire n° 2 joint en annexe à la présente ordonnance et (sauf dans le cas d'une personne déjà détenue) placera l'intéressé sous la garde de l'Administrateur.

5) Lorsqu'une personne traduite devant un tribunal pénal est déclarée non coupable parce que non saine d'esprit et que le tribunal devant lequel elle a comparu ordonne qu'elle fasse l'objet d'une mesure de placement jusqu'à ce que soit connue la décision du représentant de la Couronne, l'Administrateur peut délivrer un certificat attestant que l'intéressé est atteint de troubles mentaux; ce certificat a la même valeur, aux fins de la présente ordonnance, qu'un certificat délivré par un magistrat en vertu des dispositions du paragraphe précédent.

8. 1) Si un certificat a été délivré conformément aux dispositions de l'article précédent, l'Administrateur prendra les dispositions voulues

concernant les soins, la surveillance et la prise en charge de l'intéressé, et pourra

a) Assurer son transfert aux fins de soins, traitement et prise en charge dans un Etat avec lequel un accord aura été conclu conformément à l'article 5 de la présente ordonnance, ou

b) Si l'intéressé

i) Est venu à Nauru en vertu d'un contrat de travail avec un employeur, ou

ii) N'a pas sa résidence habituelle à Nauru, le fera rapatrier ainsi que, le cas échéant, les personnes à sa charge qui désirent l'accompagner, au lieu où il se trouvait avant de venir à Nauru, ou à son lieu de résidence habituelle.

2) L'employeur de toute personne qui aura été rapatriée en un lieu situé hors de Nauru en vertu de l'alinéa b) du paragraphe précédent, sera tenu de rembourser à l'administration les dépenses effectuées par l'Administrateur pour

a) Subvenir aux besoins de l'intéressé pendant la période précédant son départ,

b) Financer le voyage de retour de l'intéressé et des personnes à sa charge,

et l'Administrateur pourra obtenir le remboursement en intentant devant le tribunal compétent une action en recouvrement de dette envers l'administration.

9. Si l'intéressé a été placé et se trouve sous la garde de l'Administrateur en vertu de la présente ordonnance, celui-ci pourra, s'il est convaincu qu'il est inutile, voire inopportun, que l'intéressé continue de faire l'objet d'une mesure de placement, rapporter ladite mesure.

## TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINÉE<sup>1</sup>

La loi de 1963 sur le Papua et la Nouvelle-Guinée (Commonwealth). (*Papua and New Guinea Act*) (Commonwealth) porte création d'une Chambre d'assemblée pour le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée :

35. Il est institué une Chambre d'assemblée du Territoire.

36. 1) La Chambre d'assemblée comprend soixante-quatre membres, à savoir :

a) Dix personnes, désignées sous le nom de membres fonctionnaires, nommées par le Gouverneur général sur proposition de l'Administrateur ;

b) Quarante-quatre personnes élues par les électeurs du Territoire ;

c) Dix personnes, n'ayant pas la qualité d'habitant autochtone du Territoire, élues par les électeurs du Territoire.

2) Les membres élus de la Chambre d'assemblée sont élus dans les conditions définies par voie d'ordonnance ou en application d'une ordonnance et tout candidat aux élections sera soumis, en ce qui concerne les conditions à remplir et

les incapacités, au régime défini par la présente loi ou établi par voie d'ordonnance.

3) Nul ne sera, pour des raisons de race, déclaré incapable en vertu d'une ordonnance :

a) De s'inscrire en tant qu'électeur du Territoire ;

b) De participer en qualité d'électeur à l'élection d'un membre de la Chambre d'assemblée ; ou

c) D'être élu au nombre des membres élus de la Chambre d'assemblée visés à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article.

4) Sous réserve des dispositions de la présente loi, tout membre élu reste en fonction pendant la période commençant :

a) Dans le cas d'un membre élu à la suite d'élections générales, le jour du scrutin fixé pour ces élections générales ; ou

b) Dans tous les autres cas, le jour de l'élection, et prenant fin la veille du jour de scrutin fixé pour les élections générales suivantes.

5) Sous réserve des dispositions de la présente loi, tout membre fonctionnaire conserve son siège aussi longtemps que le gouvernement général le juge bon.

6) Tout membre de la Chambre d'assemblée doit, avant d'entrer en fonctions, faire et signer

<sup>1</sup> Le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et le Territoire du Papua constituent une union administrative désignée sous le nom de Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

devant l'Administrateur ou une personne habilitée par l'Administrateur une prestation de serment ou une déclaration dans les termes prévus à l'annexe 6 de la présente loi.

40. 1) L'Administrateur peut à tout moment, par voie d'annonce dans la *Government Gazette*, ordonner l'organisation d'élections générales.

2) Des élections générales auront lieu, à la date et dans les conditions prévues par voie d'ordonnance ou en application d'une ordonnance, chaque fois que l'Administrateur ordonnera d'organiser de telles élections.

3) L'Administrateur veillera à ce que des élections générales aient lieu au moins tous les quatre ans.

41. 1) L'Administrateur peut, par voie d'annonce dans la *Government Gazette*, réunir la Chambre d'assemblée en session aux dates qu'il juge appropriées et peut également, le cas échéant, proroger de la même façon la Chambre d'assemblée.

2) Après des élections générales, la Chambre d'assemblée sera convoquée au plus tard six mois après le jour du scrutin fixé pour lesdites élections.

3) La Chambre d'assemblée tiendra une session au moins une fois par an de façon qu'il y ait moins de douze mois d'intervalle entre la dernière séance d'une session de la Chambre et la première séance de la session suivante.

52. Sous réserve des dispositions de la présente loi, la Chambre d'assemblée peut prendre des ordonnances en vue d'assurer l'ordre public et la bonne administration du Territoire.

53. Les ordonnances adoptées par la Chambre d'assemblée ne prendront effet que lorsqu'elles auront été approuvées dans les conditions prévues par la présente section.

L'article 54 prévoit que toute ordonnance doit être soumise à l'Administrateur pour approbation et l'article 55 que l'Administrateur laissera au Gouverneur général le soin de se prononcer sur certaines ordonnances.

L'*Electoral Ordinance* de 1963, l'*Electoral (Open Electorates) Ordinance* de 1963 et l'*Electoral (Special Electorates) Ordinance* de 1963 disposent que les élections à la Chambre d'assemblée auront lieu au suffrage universel des adultes, tous les électeurs étant inscrits sur une liste commune.

*Discriminatory Practices Ordinance* de 1963 (Papua et Nouvelle-Guinée)

Cette ordonnance interdit certaines pratiques discriminatoires. Ses principales dispositions figurent aux articles 3 à 7 dont voici le texte :

3. Dans la présente ordonnance, et sauf si le texte impose une autre interprétation, le mot « tribunal » s'entend, en ce qui concerne le Territoire de Papua, de tout tribunal de *Petty Sessions*, et, en ce qui concerne le Territoire de la Nouvelle-Guinée, de tout tribunal de district ; l'expression « pratiques discriminatoires » s'entend de tout traitement défavorable ou préférentiel appliqué par une personne ou un groupe de personnes au profit ou à l'encontre d'une autre personne ou d'un autre groupe de personnes pour des raisons tenant

uniquement à la race ou à la couleur ; est notamment réputé se livrer à des pratiques discriminatoires quiconque :

a) Réserve à l'usage exclusif de personnes, ou d'une catégorie de personnes d'une certaine race ou couleur, une partie des locaux, vaisseaux, aéronefs ou véhicules soumis à un régime de licence ;

b) Omet de s'occuper des usagers des locaux, vaisseaux, aéronefs ou véhicules soumis à un régime de licence dans l'ordre où lesdits usagers se présentent ;

c) Fixe les prix ou conditions d'achat ou de vente de marchandises en fonction des personnes ou catégories de personnes ;

d) Adopte une conduite qui établit une différenciation selon la couleur ou la race entre les personnes ou catégories de personnes et qui risque normalement d'infliger aux intéressés une souffrance morale ;

Par « licence » il faut entendre :

a) Les licences visées par la *Liquor (Licensing) Ordinance* de 1963 ;

b) Les licences visées par la *Restaurants (Licensing) Ordinance* de 1951-1962 ;

c) Les licences de commerce sédentaire ou ambulant visées par la *Licenses Ordinance* 1923-1952 du Territoire de la Nouvelle-Guinée ;

d) Les licences visées par les *Agents for Native Regulations* du Territoire de la Nouvelle-Guinée ;

e) Les licences permettant d'exploiter des lieux de divertissements visées par les *Places of Entertainment Regulations* du Territoire de la Nouvelle-Guinée ;

f) Les licences permettant d'exploiter des lieux de divertissements publics visées par la *Places of Public Entertainment Ordinance* 1915-1955 du Territoire du Papua ;

g) Les licences visées par la *Trading with Natives Ordinance* 1946-1953 du Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée ;

h) Les licences visées par la *Sale of Meat Ordinance* 1951-1962 ;

i) Les permis spéciaux visés par la *Copra Ordinance* 1952 ;

j) Les immatriculations visées par l'article 12 ou 13 de la *Cocoa Industry Ordinance* 1958-1961 ;

k) Les exemptions visées par l'article 6 de la *Transactions with Natives Ordinance* 1958 ; ou

l) Toutes autres licences, permis ou autorisations nécessaires pour vendre, acheter ou céder des marchandises.

4. 1) Le détenteur d'une licence ne devra pas (sans excuse valable, la charge de la preuve lui incombant) se livrer à des pratiques discriminatoires ni encourager ou tolérer des pratiques discriminatoires dans le cadre ou à l'occasion des activités qui font l'objet de la licence.

Sanction : cent livres d'amende.

2) Quiconque contrevient aux dispositions du paragraphe précédent ne sera pas réputé avoir commis une infraction s'il a dû agir ainsi pour se conformer à la loi en vigueur dans le Territoire ou dans une partie du Territoire.



5. Dans des locaux où des lieux faisant l'objet d'une licence, il est interdit :

a) D'agir de façon insultante, provocatrice ou hostile à l'égard d'une personne du fait de sa race ou de sa couleur ;

b) D'inciter ou de tenter d'inciter une autre personne à agir de la sorte ;

Sanction : deux mois de prison.

6. Les infractions à l'un ou l'autre des deux articles précédents ne pourront faire l'objet de poursuites sans l'assentiment du *Secretary for Law*.

7. 1) Lorsqu'une personne est reconnue coupable d'une infraction aux articles 4 ou 5 de la présente ordonnance, le tribunal saisi peut :

a) Suspendre, pour la période qu'il juge appropriée, ou supprimer toutes les licences octroyées à l'intéressé ou certaines d'entre elles ;

b) Retirer à l'intéressé le bénéfice de toutes les licences ou de certaines d'entre elles pendant la période qu'il juge appropriée.

2) Toute condamnation pour infraction aux dispositions de l'article 4 ou 5 de la présente ordonnance peut servir de base à l'adoption d'une ordonnance en vertu de l'article 21 de la *Native Employment Ordinance 1958-1959*.

3) Les dispositions précédentes du présent article s'appliquent nonobstant toutes dispositions de la législation en vigueur dans les territoires ou dans une partie du territoire, avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

*Liquor (Licensing) Ordinance* de 1963, (Papua et Nouvelle-Guinée)

Cette ordonnance complète les mesures prises pour mettre fin aux restrictions spéciales concernant la consommation de boissons alcoolisées par la population autochtone. Désormais, tous les membres de la collectivité sont soumis à une loi unique.

*Native Customs (Recognition) Ordinance* de 1963 (Papua et Nouvelle-Guinée)

Cette ordonnance concerne la détermination et la reconnaissance des coutumes de la population autochtone du Territoire. Les articles 6, 7 et 8 sont conçus comme suit :

6. 1) Sous réserve des dispositions de la présente ordonnance, les coutumes indigènes seront reconnues et appliquées par tous les tribunaux devant lesquels elles pourront être invoquées, sauf dans certains cas ou situations :

a) Si elles paraissent contraires aux principes humanitaires généralement admis ;

b) Si elles sont incompatibles avec une loi, une ordonnance ou un arrêté en vigueur dans le Territoire ou une partie du Territoire ;

c) Si leur reconnaissance ou leur application risque, de l'avis du tribunal, d'aboutir à une injustice ou d'être contraire à l'intérêt public ;

d) Si, dans l'hypothèse où le bien-être d'un mineur de moins de seize ans est en jeu, leur reconnaissance ou leur application risque, de l'avis du tribunal, ne pas être conforme à l'intérêt véritable de l'enfant.

2) Aucune disposition du paragraphe précédent ne sera interprétée comme autorisant le Conseil

de gouvernement local indigène à prendre un arrêté concernant les coutumes indigènes, mais le présent paragraphe ne sera pas davantage interprété comme limitant en quoi que ce soit les pouvoirs conférés au Conseil de gouvernement local par une autre loi en vigueur dans le Territoire ou dans une partie du Territoire.

7. Sous réserve des dispositions de la présente ordonnance il ne sera tenu aucun compte des coutumes indigènes en matière pénale sauf pour :

a) Etablir, le cas échéant, l'existence d'un certain état psychologique chez une personne ;

b) Décider si une action, abstention ou omission est ou non admissible ;

c) Décider si une excuse est ou non admissible ;

d) Décider, conformément à une autre loi en vigueur dans le Territoire ou dans une partie du Territoire, s'il y a lieu de déclarer coupable le responsable de l'infraction.

e) Déterminer, le cas échéant, la sanction pénale à prononcer contre l'auteur de l'infraction,

ou encore si le tribunal estime que, s'il n'est pas tenu compte de la coutume, une injustice sera ou risquera d'être commise.

8. Sous réserve des dispositions de la présente ordonnance, il ne sera tenu aucun compte des coutumes indigènes dans les affaires n'ayant pas un caractère pénal sauf en ce qui concerne :

a) S'agissant des terres indigènes, ainsi que des éléments qui s'y trouvent sis ou incorporés, ou du produit desdites terres — les droits de propriété qui découlent de la coutume indigène ainsi que les droits qui y sont inhérents, afférents ou accessoires, y compris le droit de chasse ou de cueillette ;

b) S'agissant de la mer ou de récifs ou du fond de la mer, des fleuves ou des lacs — les droits de propriété découlant de la coutume indigène, ainsi que les droits qui y sont inhérents, afférents ou accessoires, y compris le droit de pêche ;

c) S'agissant des eaux — les droits de propriété découlant de la coutume indigène ainsi que les droits qui y sont inhérents, afférents ou accessoires ;

d) La dévolution des terres indigènes, ainsi que des droits qui y sont inhérents, afférents ou accessoires, soit à cause de mort, soit en raison de la naissance d'une personne ou de certains événements ;

e) La divagation des animaux ;

f) Le mariage, le divorce ou le droit de garde ou de tutelle des mineurs dans les cas où le mariage a été contracté selon la coutume indigène ;

g) Les transactions qui doivent, compte tenu de l'intention des parties ou des exigences de la justice, être régies en totalité ou en partie par la coutume indigène et non par le droit écrit ;

h) L'appréciation du caractère admissible ou non d'une action, abstention ou omission ;

i) La preuve de l'existence d'un état psychologique déterminé chez une personne, ou encore si le tribunal estime que, s'il n'est pas tenu compte de la coutume, une injustice sera ou risque d'être commise.

# ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

## TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE

### RECOMMANDATION 3-1963 DU CONSEIL DE LA MICRONÉSIE<sup>1</sup>

Le Conseil de la Micronésie recommande au Haut Commissaire que le corps législatif envisagé soit établi selon les principes suivants :

#### 1. Nom : *Congrès de la Micronésie*

a) La région est connue sous le nom de Micronésie. A l'origine, le terme « Micronésie » était employé en anthropologie, mais il a pris depuis un sens politique.

b) Le terme « Micronésie » est appelé à durer, alors que les termes « Territoires sous tutelle » ou « Territoire » risquent de ne plus être employés par suite d'un changement du statut politique de la région. Quels que soient les changements que l'on pourra apporter, la région sera toujours la Micronésie.

c) *Congrès, de préférence à Corps législatif*. On prévoit que les congrès de district porteront par la suite le nom de « corps législatif de district » et que l'organe territorial pourra ainsi être appelé « Congrès » ; cette terminologie serait conforme à celle qui est employée dans une fédération comme les Etats-Unis d'Amérique, où il existe un Congrès fédéral et, dans les Etats, des corps législatifs.

d) L'expression « Congrès » est d'autant plus appropriée qu'il y aura deux chambres.

#### 2. Type : *Bicaméral*

a) Les intérêts des districts seront mieux protégés s'il existe deux chambres ; la procédure législative en sera ralentie, de sorte que les lois seront examinées d'une manière plus approfondie.

b) Les aspects positifs des cultures micronésiennes seront mieux protégés.

c) On pense que le bicaméralisme devrait créer, dès cette première phase, une atmosphère favorable à une croissance et à un développement continus, et faciliter le passage au type d'organe politique qui est considéré comme supérieur par les spécialistes modernes des sciences politiques.

3. Le Congrès de la Micronésie comprendra deux chambres : la Chambre des députés, où chaque district aura deux représentants, et l'Assemblée, où la représentation sera proportionnelle au chiffre de la population.

#### 5. *Durée du mandat*

a) *Chambre des députés*. La durée du mandat sera de quatre ans. 1) Un mandat de quatre ans permettra au député de se familiariser avec ses responsabilités. 2) Il lui donnera un sentiment de sécurité et lui permettra de mieux s'acquitter de ses fonctions.

b) *Assemblée*. La durée du mandat sera de deux ans. 1) Un mandat de deux ans permettra une plus large participation. 2) Il aura aussi pour effet de rendre le représentant toujours conscient de ses responsabilités, d'autant qu'il saura que sa réélection dépend dans une large mesure de la façon dont il se sera acquitté de ses fonctions.

c) En fixant le mandat à deux ans, durée relativement courte, et en le faisant dépendre des habitants, on a voulu écarter les candidatures indésirables et ne laisser se présenter que des personnes sincères et dévouées, témoignant un intérêt authentique pour le bien-être de la population.

d) *Choix des candidats*. Il sera institué un régime électoral assez souple pour s'adapter aux besoins de chaque district.

#### 6. *Redistribution des sièges*

Il sera procédé à une redistribution des sièges de l'Assemblée en 1970, puis tous les 10 ans. Quel que soit le mouvement de la population, aucun district n'aura moins de deux sièges.

#### 7. *Conditions d'éligibilité*

a) A la Chambre des députés : être âgé de 30 ans révolus ; être ressortissant du Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique depuis sept ans au moins et être résident authentique de son district depuis un an au moins, avant les élections.

b) A l'Assemblée : être âgé de 25 ans révolus ; être ressortissant du Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique depuis cinq ans au moins, et être résident authentique de son district, à l'époque des élections.

#### 8. *Cumul des fonctions*

Quiconque exerce des fonctions auprès de l'Autorité administrante, à l'échelon du Territoire ou du district, ou fait partie de l'organisation judiciaire, ne peut être élu au Congrès.

#### 9. *Vacance de siège*

Les sièges vacants sont pourvus par l'administrateur du district.

<sup>1</sup> Texte publié à l'Annexe III du *Rapport de la Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle des Îles du Pacifique, 1964* (T/1628).

10. *Mise en accusation pour crime d'Etat*

Prérogative du Congrès.

21. *Immunité des membres du Congrès*

L'immunité est nécessaire. Elle doit permettre aux membres du Congrès de discuter des questions sans qu'ils soient menacés d'être poursuivis en justice à raison des déclarations qu'ils auront faites en séance, et de ne pas courir le risque d'être arrêtés lorsqu'ils se rendent à des séances ou qu'ils en reviennent.

22. *Droit de lever l'impôt*

Le Congrès a le droit de lever des impôts en vertu de la loi.

23. *Pouvoir d'ouvrir des crédits*

Le Congrès a le droit d'ouvrir des crédits.

24. *Amendements*

Si le Congrès est créé en vertu d'une charte, celle-ci pourra être modifiée par le Secrétaire à l'intérieur de son propre chef ou par un vote à la majorité des deux tiers de chaque chambre du Congrès avec l'approbation du Haut Commissaire.

25. *Pouvoir de mener des enquêtes, d'organiser des auditions et de citer des témoins*

Prérogatives traditionnelles du pouvoir législatif, essentielles à son fonctionnement.

26. *Sessions*

Elles seront publiques.

27. *Pouvoirs des membres*

Le Congrès vérifiera les pouvoirs de ses membres.

30. *Droit de veto applicable à un seul article à la fois*

Il serait établi pour empêcher que le droit de veto ne s'applique au texte intégral d'une loi à cause d'un ou deux articles inacceptables. Le Haut Commissaire disposera du droit de veto applicable à un seul article à la fois pour les ouvertures de crédits.

33. *Langue officielle*

L'anglais aura la préférence.

34. *Lois*

Les lois adoptées par le Congrès feront partie du Code du Territoire sous tutelle. Le Congrès aura le pouvoir de modifier ou d'annuler des dispositions du Code du Territoire sous tutelle.

35. A la fin de sa première année d'existence et, au besoin, à chacune des sessions ordinaires, l'Assemblée examinera si le Congrès doit garder son caractère bicaméral ou devenir unicaméral; sur sa recommandation et avec l'approbation du Haut Commissaire, le Congrès pourra, le cas échéant, être transformé en un organe unicaméral.

## CHARTRE DE LA LÉGISLATURE DU DISTRICT DE TRUK

du 25 septembre 1963<sup>1</sup>

## PRÉAMBULE

*Attendu* que le Congrès du district de Truk a été constitué en vertu des dispositions de la Charte que le Haut Commissaire du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique a octroyée le 9 août 1957 en vue de doter la population du district de Truk d'un organe législatif représentatif.

*Attendu* que les représentants élus de la population du district de Truk, réunis en Congrès du district de Truk conformément aux dispositions de ladite Charte, ont demandé le 7 août 1963, par un vote à la majorité des deux tiers, que la Charte actuelle soit remplacée par une charte révisée recommandée par eux,

Nous, M. W. Goding, haut commissaire du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, abrogeons par les présentes la Charte du 9 août 1957 et octroyons à la population du district de Truk la présente Charte, qui leur confère le droit, conformément à ses dispositions, de participer par l'intermédiaire de la législature du district de Truk au gouvernement de ce district. La législature du district de Truk est à tous égards et à toutes fins, conformément aux dispositions de la présente Charte, le successeur du Congrès du district de Truk.

## ARTICLE PREMIER

*Section 1.* Dans le district de Truk, les pouvoirs législatifs accordés par le Haut Commissaire du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique en vertu de la présente Charte sont conférés à une chambre unique dénommée la Législature du district de Truk.

*Section 2.* La Législature du district de Truk, — ci-après dénommée « la Législature » — se compose de 27 membres, élus tous les deux ans par les électeurs du district de Truk.

## ARTICLE II

*Section 2.* Une nouvelle répartition des sièges en fonction du chiffre de la population aura lieu tous les 10 ans à partir de 1970. Quels que soient les changements démographiques, chaque circonscription aura droit à un siège au moins.

*Section 3.* Est éligible ou peut être nommé membre de la Législature tout ressortissant du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique qui a résidé dans le district de Truk pendant les trois ans précédant immédiatement son élection, a résidé dans sa circonscription électorale pendant une période d'un an au moins avant son élection, est âgé de 23 ans accomplis et n'a jamais été reconnu coupable d'une infraction grave.

*Section 4.* Si un membre de la Législature est empêché de remplir ses fonctions en raison d'une

<sup>1</sup> Texte publié à l'Annexe IV du *Rapport de la Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, 1964 (T/1628)*.

incapacité physique ou mentale, décède, démissionne ou est déchu de ses fonctions par décision de la Législature, l'administrateur du district nomme une autre personne pour la durée du mandat restant à courir. Si un membre de la Législature se trouve dans l'incapacité d'assumer ses fonctions, il est procédé, dans sa circonscription électorale, à une élection spéciale en vue de pourvoir le siège en question.

### ARTICLE III

*Section 1.* Nul ne peut siéger à la Législature s'il exerce, à la suite d'une élection, des fonctions publiques dans l'administration d'une municipalité, s'il exerce des fonctions judiciaires ou s'il est membre du personnel administratif du district.

*Section 2.* La Législature fixe seule les conditions d'éligibilité de ses membres. La Législature peut, s'il y a lieu, prononcer, par un vote à la majorité des trois quarts, la déchéance d'un de ses membres.

*Section 3.* Est électeur quiconque est âgé de 18 ans accomplis, est ressortissant du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, a résidé dans le district de Truk pendant un an au moins avant les élections, est inscrit sur la liste électorale de sa circonscription lors des élections, et ne purge pas une peine criminelle au moment des élections.

### ARTICLE IV

*Section 3.* Les membres de la Législature, lorsqu'ils siègent, ou se rendent à une session ou en

reviennent, ne peuvent être assignés en justice et ne peuvent, sauf en cas d'infraction grave ou d'atteinte à l'ordre public, être arrêtés. Aucun membre de la Législature n'est tenu de répondre de ses discours ou de la part qu'il a prise aux débats de la Législature devant un tribunal autre que la Législature elle-même.

*Section 4.* Le droit de procéder à des enquêtes, de tenir des réunions à l'occasion desquelles le public puisse exposer ses vues et de faire prêter serment fait partie des prérogatives de la Législature.

### ARTICLE VII

*Section 1.* La législature est habilitée à instituer et à recouvrer des impôts ainsi qu'à ouvrir des crédits.

### ARTICLE VIII

*Section 1.* Les projets de revision de la présente Charte doivent être adoptés à la majorité des trois quarts des membres de la Législature et être approuvés par l'Administrateur du district et le Haut Commissaire, ou par le Haut Commissaire agissant de sa propre initiative.

*Section 2.* Le Congrès du district de Truk sera automatiquement dissous dès la convocation de la première session de la Législature. Les élections à la Législature auront lieu le 31 décembre 1963 au plus tard.

## B. Territoires non autonomes

### AUSTRALIE

#### TERRITOIRE DU PAPUA <sup>1</sup>

Loi de 1963 sur le Papua et la Nouvelle-Guinée (Commonwealth) [*Papua and New Guinea Act 1963 (Commonwealth)*]

Ordonnance de 1963 sur les pratiques discriminatoires (Papua et Nouvelle-Guinée) [*Discriminatory Practices Ordinance 1963 (Papua and New Guinea)*]

Ordonnance de 1963 sur les licences pour la vente de boissons alcoolisées (Papua et Nouvelle-Guinée) [*Liquor (Licensing) Ordinance 1963 (Papua and New Guinea)*]

Ordonnance de 1963 sur la reconnaissance des coutumes indigènes (Papua et Nouvelle-Guinée) [*Native Customs (Recognition) Ordinance 1963 (Papua and New Guinea)*]

Ces textes législatifs sont analysés dans la note concernant le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

---

<sup>1</sup> Ce territoire et le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée constituent une union administrative désignée sous le nom de Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

# ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

## BAHAMAS

### CONSTITUTION DES ÎLES BAHAMAS<sup>1</sup>

#### TITRE PREMIER

#### PROTECTION DES DROITS FONDAMENTAUX ET LIBERTÉS DE L'INDIVIDU

1. Considérant que chacun aux îles Bahamas peut se prévaloir des droits fondamentaux et des libertés de l'individu, en d'autres termes a droit, quels que soient sa race, son lieu d'origine, ses opinions politiques, sa couleur, ses croyances ou son sexe, mais sous réserve des droits et libertés d'autrui et de l'intérêt public,

a) A la vie, à la liberté, à la sûreté de sa personne, à la jouissance de ses biens et à la protection de la loi ;

b) A la liberté de conscience, d'expression, de réunion et d'association ; et

c) Au respect de sa vie privée et familiale.

Les dispositions ci-après du présent titre seront appliquées pour assurer la protection desdits droits et libertés, sous réserve des limitations prévues dans ces dispositions, qui visent à assurer que la jouissance de ces droits et libertés par un individu ne porte pas atteinte aux droits et libertés d'autrui ou à l'intérêt public.

2. 1) Nul ne sera intentionnellement privé de la vie, si ce n'est en exécution d'une sentence d'un tribunal qui l'a jugé coupable d'un crime.

2) Sans préjudice des responsabilités encourues pour contravention à toute autre loi à l'occasion de l'emploi de la force dans les cas énoncés ci-après, nul ne sera considéré comme ayant été privé de la vie en violation du présent article si sa mort résulte de l'usage de la force dans la mesure où les circonstances le justifiaient raisonnablement :

a) Pour défendre une personne contre un acte de violence ou pour défendre un bien ;

b) Pour effectuer une arrestation légale ou empêcher l'évasion d'une personne légalement détenue ;

c) Pour réprimer une émeute, une insurrection ou une mutinerie ; ou

d) Pour éviter que l'intéressé ne commette un crime, ou si sa mort est imputable à des actes licites de guerre.

3. 1) Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question autorise l'application d'une peine qui était légale aux îles Bahamas immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

4. 1) Nul ne sera tenu en esclavage ou en servitude.

2) Nul ne sera astreint à un travail forcé.

3) Aux fins du présent article, n'est pas considéré comme « travail forcé » :

a) Le travail requis en vertu d'une sentence ou d'une décision judiciaire ;

b) Le travail requis d'un membre d'une force militaire ou paramilitaire dans le cadre de ses fonctions ou, dans le cas d'une personne qui a des objections de conscience au service dans des forces navales, terrestres ou aériennes, le travail exigé, en vertu de la loi, à la place de ce service ;

c) Le travail exigé d'une personne légalement détenue si ce travail, bien que n'étant pas requis en vertu de la sentence ou de la décision judiciaire, peut raisonnablement se justifier dans l'intérêt de l'hygiène ou aux fins de l'entretien des lieux où l'intéressé est détenu ; ou

d) Le travail exigé en période d'urgence, ou en cas de crise ou de calamité menaçant la vie ou le bien-être de la collectivité.

5. 1) Nul ne sera privé de sa liberté personnelle, sauf dans les conditions où la loi peut l'autoriser dans l'un quelconque des cas suivants :

a) En exécution d'une sentence ou d'une décision judiciaire condamnant l'intéressé du chef d'une infraction pénale dont il a été jugé coupable ou par suite de l'incapacité de l'intéressé de se défendre d'avoir commis une infraction pénale dont il est accusé ou en exécution d'une décision d'un tribunal punissant l'intéressé du chef d'outrage à ce tribunal ou à tout autre tribunal ;

b) En exécution d'une décision rendue par un tribunal pour assurer l'exécution d'une obligation que la loi impose à l'intéressé ;

<sup>1</sup> Texte paru dans l'annexe au *Bahama Islands (Constitution) Order in Council, 1963*, et publié dans *Statutory Instruments, 1963*, n° 2084, par *Her Majesty's Stationery Office*, Londres.

c) Aux fins de comparution devant un tribunal en exécution d'une décision judiciaire ;

d) S'il existe des motifs raisonnables de penser que l'intéressé a commis ou est sur le point de commettre une infraction pénale ;

e) Dans le cas d'une personne qui n'a pas atteint l'âge de vingt et un ans, aux fins de son éducation ou de sa protection ;

f) Pour prévenir la propagation d'une maladie infectieuse ou contagieuse, ou, dans le cas d'une personne qui est ou dont on a des motifs raisonnables de penser qu'elle est aliénée, toxicomane, alcoolique ou en état de vagabondage, pour lui assurer les soins ou le traitement nécessaires ou pour assurer la protection de la société ;

g) Pour empêcher l'entrée illégale de l'intéressé aux îles Bahamas ou pour procéder à son expulsion, extradition ou éloignement légal des îles Bahamas, ou pour engager une procédure à une telle fin.

2) Toute personne arrêtée ou détenue sera informée, dès que faire se pourra et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation ou de sa détention.

3) Toute personne qui aura été arrêtée ou détenue dans un cas tel que ceux visés aux alinéas c) ou d) du paragraphe 1) du présent article et qui n'aura pas été relâchée, sera traduite devant un tribunal sans retard indu ; si une personne qui a été arrêtée ou détenue dans un cas tel que celui visé à l'alinéa d) dudit paragraphe n'est pas jugée dans un délai raisonnable, elle sera, sans préjudice de toutes nouvelles poursuites qui pourraient être ultérieurement engagées contre elle, remise en liberté, soit sans conditions, soit à des conditions raisonnables, notamment celles qui peuvent raisonnablement se justifier pour assurer qu'elle comparaitra, à une date ultérieure, pour être jugée ou aux fins d'une procédure d'instruction.

4) Toute personne illégalement arrêtée ou détenue par une autre personne a droit à réparation de la part de cette autre personne.

6. 1) Si une personne est accusée d'une infraction pénale, elle a droit, à moins que l'accusation ne soit retirée, à ce que sa cause soit entendue équitablement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi.

2) Quiconque est accusé d'une infraction pénale

a) Sera présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie, à moins qu'il n'ait plaidé coupable ;

b) Sera informé dès que faire se pourra, dans une langue qu'il comprend et de façon détaillée, de la nature de l'infraction dont il est accusé ;

c) Disposera du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;

d) Sera autorisé à se défendre lui-même devant le tribunal ou à faire assurer sa défense soit à ses propres frais par un représentant légal de son choix, soit par un représentant légal aux frais du Trésor dans les cas où une loi en vigueur aux îles Bahamas le prévoit expressément ou implicitement ;

e) Se verra accorder les moyens d'interroger, en personne ou par l'intermédiaire de son repré-

sentant légal, les témoins à charge et de faire comparaître et d'interroger devant le tribunal les témoins à décharge dans les mêmes conditions que celles applicables aux témoins à charge ;

f) Pourra disposer gratuitement de l'assistance d'un interprète, s'il ne comprend pas la langue utilisée au cours du procès ;

g) Aura le droit, s'il est mis en accusation devant la Cour suprême, d'être jugé par un jury ; et, à moins qu'il n'y consente, le procès n'aura pas lieu en son absence, sauf s'il adopte un comportement tel que le procès ne peut continuer à se dérouler en sa présence et si le tribunal ordonne qu'il quitte la salle et que le procès se poursuive en son absence.

3) Lorsqu'une personne est poursuivie du chef d'une infraction pénale, ladite personne ou toute autre personne autorisée par elle à cet effet pourra, sur sa demande et moyennant paiement de tous droits que la loi pourra fixer dans des limites raisonnables, se faire délivrer, dans un délai raisonnable à compter du jugement, une copie, destinée à l'accusé, du procès-verbal des poursuites établi par le tribunal ou pour le compte de celui-ci.

4) Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas une infraction pénale et nul ne se verra infliger, pour une infraction pénale, quelle qu'elle soit, une peine plus grave, quantitativement ou qualitativement, que la peine maximum qui était applicable à cette infraction au moment où elle a été commise.

5) Quiconque établit qu'il a été jugé pour une infraction pénale par un tribunal compétent qui l'a condamné ou acquitté de ce chef ne pourra être jugé de nouveau pour cette même infraction ni pour toute autre infraction dont il aurait pu être déclaré coupable lors du procès, sauf s'il en est décidé autrement par une juridiction supérieure au cours de l'examen de l'appel interjeté ou du recours formé contre la condamnation ou l'acquiescement.

6) Quiconque établit qu'il a été amnistié pour une infraction pénale ne pourra être jugé de nouveau pour la même infraction.

7) Quiconque est poursuivi du chef d'une infraction pénale ne pourra être forcé de témoigner au cours du procès.

8) Tout tribunal ou toute autorité qui a compétence aux termes de la loi pour statuer sur l'existence ou l'étendue d'un droit ou d'une obligation de caractère civil sera établi par la loi et devra être indépendant et impartial ; lorsqu'une procédure sera engagée par une personne devant un tel tribunal ou une telle autorité pour faire ainsi statuer, la cause devra être entendue équitablement et dans un délai raisonnable.

9) Les audiences de tout tribunal appelé à statuer sur l'existence ou l'étendue d'un droit ou d'une obligation de caractère civil, y compris le prononcé de la décision dudit tribunal, seront publiques.

10) Aucune disposition du paragraphe 9) du présent article ne fera obstacle à ce que le tribunal décide d'exclure des débats des personnes

autres que les parties au litige et leurs représentants légaux, si ledit tribunal :

a) Juge nécessaire ou opportun de le faire, soit parce que la publicité nuirait aux intérêts de la justice, soit parce qu'il s'agit d'une procédure interlocutoire ;

b) Est habilité par la loi à le faire dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs, du bien-être de personnes âgées de moins de dix-huit ans ou de la protection de la vie privée de personnes impliquées dans les débats ; ou

c) Est habilité à le faire en vertu des *Rules of Court and Practice* applicables immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

11) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré :

a) Comme étant incompatible avec les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 2) du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question impose à toute personne accusée d'une infraction pénale la charge de prouver certains faits déterminés ;

b) Comme étant incompatible avec les dispositions de l'alinéa e) du paragraphe 2) du présent article si, aux termes de la loi en question, certaines conditions doivent être remplies pour que les témoins à décharge puissent exiger le remboursement de leurs frais par le Trésor ;

c) Comme étant incompatible avec les dispositions du paragraphe 5) du présent article si la loi en question autorise un tribunal à juger un membre d'une force militaire ou paramilitaire, du chef d'une infraction pénale, nonobstant toutes poursuites dont il aurait fait l'objet et la condamnation ou l'acquittement prononcé à cette occasion en vertu du règlement disciplinaire de cette force, étant entendu toutefois que tout tribunal qui serait ainsi appelé à juger un membre d'une telle force, devra, s'il le reconnaît coupable, tenir compte en le condamnant de toute peine qui lui aurait été déjà infligée en vertu dudit règlement.

12) Dans le présent article, l'expression « représentant légal » désigne toute personne autorisée à exercer aux îles Bahamas la profession d'avocat près la *Supreme Court*.

7. 1) Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale et de son foyer.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures :

a) Qui peuvent raisonnablement se justifier :

i) Dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs, de la santé publique ou du bien-être économique de la collectivité ; ou

ii) Pour protéger les droits et les libertés d'autrui ; ou

b) Qui permettent à un fonctionnaire ou à un agent du Gouvernement des îles Bahamas, d'une autorité administrative locale ou d'un organisme établi par la loi à des fins d'intérêt public, de

pénétrer dans les locaux d'une personne pour inspecter ces locaux ou leur contenu aux fins de tous impôts, redevances ou droits ou afin d'exécuter des travaux sur des biens qui se trouvent légalement dans ces locaux et qui appartiennent à ce Gouvernement, à cette autorité ou à cet organisme, selon le cas,

excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi, ou selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci, ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

8. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer de restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté de conscience ; aux fins du présent article, ladite liberté comprend la liberté de pensée et de religion, la liberté de changer de religion ou de conviction, et la liberté de manifester et de propager sa religion ou sa conviction, seul ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

2) Sauf avec son propre consentement (ou, dans le cas d'une personne âgée de moins de vingt et un ans, celui de son tuteur), aucune personne fréquentant un établissement d'enseignement ne sera tenue de recevoir une instruction religieuse ou de participer ou assister à des cérémonies ou rites religieux si cette instruction, ces cérémonies ou ces rites sont d'une religion autre que la sienne.

3) Aucune association ou secte religieuse ne sera empêchée de donner à ses membres une instruction religieuse dans le cadre de tout enseignement dispensé par elle, ni ne se verra imposer de restrictions dans cette activité, que ladite association ou secte bénéficie ou non d'allocations, de subventions ou d'autres formes d'assistance financière de l'Etat, destinées à couvrir, en tout ou en partie, le coût de cet enseignement.

4) Nul ne sera tenu de prêter un serment contraire à sa religion ou à sa conviction ou de prêter serment d'une manière contraire à sa religion ou à sa conviction.

5) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures qui peuvent raisonnablement se justifier :

a) Dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ; ou

b) Pour protéger les droits et les libertés d'autrui, notamment le droit d'observer et de pratiquer toute religion sans aucune ingérence de la part d'adeptes d'une autre religion,

et excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

9. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer de restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté d'expression ; aux fins du présent article, cette liberté implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions, d'appartenir à des partis politiques, de recevoir et de répandre librement des idées et des informations



et de n'être l'objet d'aucune immixtion dans sa correspondance.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures :

a) Qui peuvent raisonnablement se justifier :

i) Dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ; ou

ii) Pour protéger les droits, la réputation et les libertés d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles, pour préserver l'autorité et l'indépendance des tribunaux ou réglementer les communications téléphoniques ou télégraphiques, les services postaux, les émissions radio, diffusées ou télévisées, les expositions ou les spectacles publics ; ou

b) Qui imposent des restrictions aux personnes exerçant des fonctions au service de la Couronne ou aux membres d'une force militaire ou paramilitaire, excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

10. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer de restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté de réunion et d'association, c'est-à-dire du droit de se réunir et de s'associer librement avec d'autres personnes et, en particulier, du droit de constituer des syndicats ou autres associations ou d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures :

a) Qui peuvent raisonnablement se justifier :

i) Dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ; ou

ii) Pour protéger les droits et les libertés d'autrui ; ou

b) Qui imposent des restrictions aux personnes exerçant des fonctions au service de la Couronne ou aux membres d'une force militaire ou paramilitaire, excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

11. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne sera privé de son droit à la liberté de déplacement ; aux fins du présent article cette liberté doit s'entendre du droit de circuler librement sur tout le territoire des îles Bahamas, d'établir sa résidence en n'importe quel point dudit territoire, d'entrer aux îles Bahamas et de ne pas en être expulsé.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article,

ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures :

a) Qui peuvent raisonnablement se justifier :

i) Dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs, de la santé publique ou de l'urbanisme et de l'aménagement des campagnes ; ou

ii) Pour protéger les droits et les libertés d'autrui,

excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique ;

b) Qui permettent d'éloigner des îles Bahamas une personne devant être jugée, du chef d'une infraction pénale, hors desdites îles ou devant purger, dans un autre pays, une peine d'emprisonnement du chef d'une infraction pénale dont elle a été déclarée coupable ;

c) Qui permettent d'imposer des restrictions en ce qui concerne les déplacements ou la résidence, à l'intérieur du territoire des îles Bahamas, d'agents de l'Etat ou de membres d'une force militaire ou paramilitaire ;

d) Qui permettent d'imposer des restrictions en ce qui concerne les déplacements ou la résidence, à l'intérieur du territoire des îles Bahamas, de toute personne qui n'est pas un ressortissant desdites îles, ou de refuser d'admettre une telle personne aux îles Bahamas ou de l'en expulser.

3) Toute restriction apportée à la liberté de déplacement d'une personne du fait qu'elle se trouve légalement détenue ne sera pas considérée comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant.

4) Aux fins du présent article, une personne sera considérée comme étant un ressortissant des îles Bahamas, si cette personne :

a) A la qualité de sujet britannique et est née aux îles Bahamas ; ou

b) A la qualité de sujet britannique et est née hors des îles Bahamas d'un père ou d'une mère né aux îles Bahamas ; ou

c) Est réputée être un ressortissant des îles Bahamas en vertu de toute loi en vigueur aux îles Bahamas au moment considéré ; ou

d) A acquis la qualité de sujet britannique en vertu d'un certificat de naturalisation délivré par le Gouverneur de la *British Nationality and Status of Aliens Act 1914* (a) ou de la *British Nationality Act 1948* (b) ; ou

e) Est l'épouse d'une personne à laquelle s'applique l'un quelconque des alinéas précédents du présent paragraphe et ne vit pas séparée de cette personne en vertu d'une décision judiciaire ou d'un acte de séparation ; ou

f) Est l'enfant d'une personne à laquelle s'applique l'un quelconque des alinéas précédents du présent paragraphe, l'enfant issu d'un mariage antérieur du conjoint de cette personne ou l'enfant légalement adopté par cette personne, et n'a pas atteint l'âge de 18 ans.

12. 1) Sous réserve des dispositions des paragraphes 4), 5) et 8) du présent article, aucune loi

ne contiendra de dispositions qui soient discriminatoires par elles-mêmes ou par leurs effets.

2) Sous réserve des dispositions des paragraphes 6), 8) et 9) du présent article, nul ne sera l'objet d'un traitement discriminatoire de la part d'une personne agissant en vertu d'un texte de loi ou dans l'exercice de ses fonctions d'agent de l'Etat ou d'une autorité publique.

3) Au sens du présent article, est « discriminatoire » tout traitement différent réservé à différentes catégories de personnes uniquement ou principalement parce que les intéressés appartiennent à une catégorie déterminée en raison de leur race, de leur lieu d'origine, de leurs opinions politiques, de leur couleur ou de leurs croyances, et dans le cadre duquel les personnes appartenant à l'une de ces catégories sont frappées d'incapacités ou de restrictions dont sont exemptes les personnes appartenant à une autre catégorie, ou bénéficient de privilèges ou d'avantages qui sont refusés aux personnes appartenant à une autre catégorie.

4) L'interdiction énoncée au paragraphe 1) du présent article ne s'appliquera pas à toute loi contenant des dispositions :

a) Touchant l'affectation des recettes des îles Bahamas ou d'autres fonds publics ou l'institution d'impôts (y compris l'imposition de droits pour l'octroi de licences) ; ou

b) Concernant l'entrée aux îles Bahamas ou le refus d'admission aux îles Bahamas de personnes qui ne sont pas des ressortissants desdites îles aux fins de l'article 11 de la présente Constitution, l'emploi de ces personnes aux îles Bahamas, leur activité commerciale ou professionnelle, leurs déplacements ou leur résidence à l'intérieur du territoire des îles Bahamas ; ou

c) Intéressant les domaines de l'adoption, du mariage, du divorce, de l'inhumation, de la dévolution successorale ou tout autre domaine du droit des personnes ; ou

d) Permettant l'adoption, au cours d'une période d'état d'urgence, de mesures qui peuvent raisonnablement se justifier pour faire face à la situation existant pendant ladite période ;

e) Prévoyant que les personnes appartenant à l'une quelconque des catégories mentionnées au paragraphe 3) ci-dessus pourront être frappées de toute incapacité ou restriction, ou bénéficier de tout privilège ou avantage qui, eu égard à sa nature et aux circonstances particulières à ces personnes ou aux personnes appartenant à toute autre catégorie, peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique ;

f) Autorisant l'octroi de licences ou de certificats permettant l'organisation d'une loterie, l'exploitation d'une maison de jeux de hasard ou la tenue, sous quelque forme que ce soit, de paris ou de jeux de hasard, à des conditions imposant aux ressortissants des îles Bahamas des incapacités ou restrictions dont sont exemptes les autres personnes.

5) Aucune disposition d'une loi ne sera considérée comme étant incompatible avec les dispositions du paragraphe 1) du présent article si cette loi prévoit les conditions requises pour être agent de l'Etat, membre d'une force militaire ou para-

militaire, employé d'une autorité administrative locale ou d'un organisme établi directement par une loi.

6) Les dispositions du paragraphe 2) du présent article ne s'appliqueront pas à toute mesure explicitement ou implicitement autorisée par une loi telle que celles visées aux paragraphes 4) ou 5) du présent article.

7) Sauf réserve des dispositions de l'alinéa f) du paragraphe 4) et du paragraphe 8) du présent article, nul ne sera l'objet d'un traitement discriminatoire en ce qui concerne l'accès à l'un quelconque des lieux ci-après qui sont ouverts au public : magasins, hôtels, restaurants, cafés, débits de boissons, salles de spectacles ou lieux d'amusement.

8) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit que les personnes appartenant à l'une quelconque des catégories visées au paragraphe 3) du présent article pourront être soumises, en ce qui concerne les droits et libertés garantis par les articles 7, 8, 9, 10 et 11 de la présente Constitution, à toutes restrictions autorisées par l'alinéa a) du paragraphe 2) de l'article 7, le paragraphe 5) de l'article 8, le paragraphe 2) de l'article 9, le paragraphe 2) de l'article 10 ou l'alinéa a) du paragraphe 2) de l'article 11, selon le cas.

9) Aucune disposition du paragraphe 2) du présent article ne portera atteinte à la faculté qu'a toute personne, aux termes ou en vertu de la présente Constitution ou de toute autre loi, d'introduire, de poursuivre ou d'abandonner une instance, en matière civile ou pénale, devant tout tribunal.

13. 1) Aucun bien, quel qu'il soit, ne sera exproprié et aucun intérêt ou droit sur un bien quelconque ne sera acquis contre le gré de son titulaire, à moins que les conditions ci-après ne soient remplies, savoir :

a) L'expropriation ou l'acquisition est nécessaire dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs, de la santé publique, de l'urbanisme ou de l'aménagement des campagnes, ou pour la mise en valeur ou l'utilisation d'un bien quelconque à des fins d'intérêt public ou aux fins du bien-être économique de la collectivité ; et

b) La nécessité de l'expropriation ou de l'acquisition est telle qu'elle peut raisonnablement justifier la privation qui pourrait en résulter pour tout titulaire d'un intérêt ou d'un droit sur le bien dont il s'agit ; et

c) La loi applicable en l'espèce :

i) Prévoit le prompt versement d'une juste indemnité ; et

ii) Donne à toute personne ayant un intérêt ou un droit sur le bien en question la faculté de recourir à la *Supreme Court*, soit directement, soit par voie d'appel d'une décision d'une autre autorité, pour qu'il soit statué sur l'existence de son droit ou intérêt, sur la légalité de l'expropriation dudit bien ou de l'acquisition dudit droit ou intérêt et sur le montant de

l'indemnité pouvant lui être due, et pour obtenir le prompt versement de cette indemnité; et

d) Toute partie au litige ainsi porté devant la *Supreme Court* dispose des mêmes recours que ceux généralement accordés aux parties à un différend civil dont ladite *Supreme Court* connaît en première instance.

2) Aucune disposition du présent article ne sera interprétée comme faisant obstacle à l'adoption ou à l'application d'une loi prévoyant l'expropriation ou l'acquisition d'un bien :

a) En recouvrement de tous impôts, redevances ou droits ;

b) A titre de sanction pour violation de la loi, que cette sanction ait été prononcée à l'occasion d'un litige civil ou à la suite d'une condamnation du chef d'une infraction pénale au regard des lois des îles Bahamas ;

c) A l'occasion d'un bail, d'une location, d'une hypothèque, d'une servitude, d'une vente, d'un engagement ou d'un contrat ;

d) A la suite d'une tentative, effectuée en contravention d'une loi quelle qu'elle soit, de transférer le bien en question hors des îles Bahamas ou au contraire, de l'y faire entrer ;

e) Aux fins de prélèvement d'un échantillon en application d'une loi quelle qu'elle soit ;

f) Dans le cas où le bien consiste en un animal trouvé sur la propriété d'autrui ou égaré ;

g) Aux fins de la remise ou de l'administration de biens constitués en *trust*, de biens ennemis ou de biens appartenant à des personnes déclarées en faillite ou insolvables, par jugement ou autrement, à des aliénés, à des personnes décédées, à des personnes morales, constituées ou non en société, qui sont en voie de liquidation, ou à des sociétés dissoutes qui ont été rayées du Registre des sociétés ;

h) En exécution de jugements ou d'ordonnances de tribunaux ;

i) En raison du fait que le bien dont il s'agit est en état de délabrement, présente un danger ou risque de nuire à la santé d'êtres humains, d'animaux ou de plantes ;

j) A la suite de toute loi prévoyant des mesures concernant la validation de titres de propriété ou (sans préjudice du caractère général de la disposition qui précède) la confirmation de tels titres, ou l'extinction des créances grevant les biens ou à la suite de toute loi contenant des dispositions relatives à la prescription ; ou

k) Pendant la période nécessaire pour effectuer un examen, procéder à des recherches, instruire un procès ou mener une enquête ou, dans le cas de terres, pour exécuter sur le bien en question

i) Des travaux de mise en valeur, de drainage, de conservation du sol ou de conservation d'autres ressources naturelles ; ou

ii) Des travaux de développement ou d'aménagement agricole que le propriétaire ou l'occupant des terres a été requis de faire mais qu'il a refusé ou omis d'effectuer sans motif raisonnable et légitime.

3) Aucune disposition du présent article ne sera interprétée comme faisant obstacle à l'adoption ou à l'application d'une loi prévoyant l'expropriation d'un bien dans l'intérêt public ou l'acquisition, aux mêmes fins, d'un intérêt ou d'un droit sur un bien contre le gré de son titulaire, lorsque ledit bien, ou ledit intérêt ou droit sur un bien, est détenu par un organisme établi par la loi dans l'intérêt public et entièrement financé par des fonds alloués par la législature des îles Bahamas.

14. 1) Si une personne estime que l'une quelconque des dispositions des articles 2 à 13 inclusivement de la présente Constitution a été, est ou risque d'être enfreinte en ce qui la concerne, elle peut, sans préjudice de toute autre action qu'elle peut légitimement exercer en la matière, introduire une recours devant la *Supreme Court* pour obtenir réparation.

2) La *Supreme Court* a compétence en première instance :

a) Pour connaître de toute requête présentée en application du paragraphe 1) du présent article ; et

b) Pour statuer sur toute question qui lui est renvoyée en application du paragraphe 3) ci-après, et peut ordonner telles mesures, rendre telles ordonnances et donner telles instructions qu'elle juge appropriées pour assurer ou faire assurer le respect de l'une quelconque des dispositions des articles 2 à 13 inclusivement de la présente Constitution dont l'intéressé peut revendiquer le bénéfice ;

Il est entendu toutefois que la *Supreme Court* n'exercera pas les pouvoirs que lui confère le présent paragraphe si elle estime que des voies de recours suffisantes contre l'infraction alléguée sont ou étaient ouvertes à l'intéressé en vertu d'une autre loi.

3) Si, au cours d'une procédure devant tout tribunal établi pour les îles Bahamas, autre que la *Supreme Court* ou la *Court of Appeal*, la question se pose de savoir si l'une quelconque des dispositions desdits articles 2 à 13 inclusivement de la présente Constitution a été enfreinte, le tribunal devant lequel la question s'est posée devra renvoyer la question à la *Supreme Court*.

4) Aucune loi de la Législature ne prévoira, en ce qui concerne les voies de recours contre les décisions rendues par la *Supreme Court* en application du présent article, un régime moins favorable pour l'une quelconque des parties en cause que celui dont jouissent généralement, à l'égard des décisions de la *Supreme Court*, les parties à un différend civil dont celle-ci connaît en première instance.

5) Une loi de la Législature pourra investir la *Supreme Court* de tous pouvoirs additionnels ou complémentaires qui pourraient paraître nécessaires ou souhaitables pour lui permettre d'exercer plus efficacement la juridiction qui lui est conférée par le paragraphe 2) du présent article, et pourra contenir des dispositions concernant la pratique et la procédure de la *Supreme Court* lorsqu'elle est appelée à exercer cette juridiction.

15. 1) Le présent article s'applique à toute période pendant laquelle :

a) Sa Majesté est en état de guerre ; ou

b) Est en vigueur une proclamation (ci-après dénommée dans le présent article « proclamation d'état d'urgence ») du Gouverneur, publiée dans la *Gazette*, et déclarant qu'il existe un état d'urgence aux fins du présent article.

2) Aucune loi ou aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du paragraphe 2) de l'article 4, de l'article 5, de toute disposition de l'article 6 autre que le paragraphe 4) de celui-ci, ou de toute disposition des articles 7 à 12 inclusivement de la présente Constitution, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit, pour toute période à laquelle s'applique le présent article, ou permet de prendre pendant une telle période, des mesures qui peuvent raisonnablement se justifier, eu égard à la situation qui existe ou qui risque de se produire pendant cette période, pour y faire face.

3) En cas de proclamation d'état d'urgence, des copies en seront déposées aussitôt que faire se pourra auprès des deux chambres de la Législature et si, pour quelque cause que ce soit, ces chambres ne doivent pas se réunir dans les cinq jours qui suivent, le Gouverneur les convoquera, par voie de proclamation publiée dans la *Gazette*, pour qu'elles se réunissent dans les cinq jours et elles devront alors se réunir et siéger au jour fixé par la proclamation, la session et les travaux se déroulant comme si le jour fixé était celui auquel les chambres avaient été ajournées ou celui prévu pour l'ouverture de la session.

Il est entendu toutefois que si la proclamation d'état d'urgence est faite dans l'intervalle qui sépare une dissolution de la Chambre d'assemblée des élections générales suivantes destinées à désigner les membres de cette Chambre, les chambres qui devront être convoquées, ainsi qu'il est dit ci-dessus, seront le Sénat et la Chambre d'assemblée visés à l'article 58 de la présente Constitution.

4) Toute proclamation d'état d'urgence, à moins d'avoir été antérieurement rapportée par le Gouverneur, cessera d'être en vigueur à l'expiration d'une période de quatorze jours à compter de la date à laquelle elle a été faite ou de toute autre période plus longue résultant du jeu des dispositions du paragraphe 5) du présent article, mais sans préjudice du droit de faire une nouvelle proclamation d'état d'urgence à la fin ou avant la fin de ladite période.

5) Si, au cours de toute période pendant laquelle une proclamation d'état d'urgence est en vigueur (y compris toute période pendant laquelle elle demeure en vigueur en vertu des dispositions du présent paragraphe), chacune des chambres de la Législature adopte une résolution approuvant le maintien en vigueur de cette proclamation pour une nouvelle période ne dépassant pas trois mois à compter de la date à laquelle elle aurait autrement cessé d'avoir effet, ladite proclamation, à moins d'avoir été antérieurement rapportée, demeurera en vigueur pendant cette nouvelle période.

6) Lorsqu'une personne se trouve légalement détenue en vertu d'une loi telle que celles visées

au paragraphe 2) du présent article, et de cette loi seulement, si l'intéressé le demande à tout moment de la période de sa détention, mais au plus tôt six mois après la dernière demande présentée par lui à la même fin au cours de cette période, sa cause sera entendue par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi et dont le président sera nommé par le *Chief Justice*.

7) A l'occasion de l'examen, en application des dispositions du présent article, de la cause d'un détenu, le tribunal pourra faire à l'autorité qui a ordonné cette détention des recommandations touchant la nécessité ou l'opportunité de maintenir l'intéressé en état de détention mais, à moins que la loi n'en dispose autrement, ladite autorité ne sera pas tenue de se conformer à ces recommandations.

8) Le Gouverneur exercera les pouvoirs qui lui sont conférés par le présent article après avoir consulté le Premier Ministre.

Il est entendu toutefois que si le Gouverneur estime qu'il ne lui est pas possible de consulter le Premier Ministre, il pourra exercer lesdits pouvoirs à sa discrétion.

16. 1) Dans le présent titre de la présente Constitution, sauf dispositions expresses à l'effet du contraire ou indication contraire du contexte :

Le terme « infraction », s'agissant d'une obligation, doit s'entendre également du manquement à cette obligation et les expressions apparentées doivent être interprétées en conséquence ;

Le terme « tribunal » désigne tout tribunal des îles Bahamas, autre qu'un tribunal établi par un règlement disciplinaire ou en vertu d'un tel règlement ;

Il est entendu toutefois que :

a) Dans les articles 2, 4, 5, les paragraphes 2), 3), 5), 9) et 10) de l'article 6, l'article 12 et le paragraphe 3) de l'article 14, le terme « tribunal » désigne également, pour ce qui est de toute infraction à un règlement disciplinaire, tout tribunal établi par un règlement disciplinaire ou en vertu d'un tel règlement ; et

b) Dans les articles 5 et 6, le terme « tribunal » désigne, pour ce qui est de toute infraction à un règlement disciplinaire, tout officier d'une force militaire ou paramilitaire ;

L'expression « règlement disciplinaire » désigne tout règlement régissant la discipline d'une force militaire ou paramilitaire ;

L'expression « force militaire ou paramilitaire » désigne :

a) Toute force navale, terrestre ou aérienne ;

b) Les forces de police des îles Bahamas ;

c) Le service pénitentiaire des îles Bahamas.

Le terme « membre » s'agissant d'une force militaire ou paramilitaire, doit s'entendre de toute personne qui, en vertu du règlement régissant la discipline de cette force, est soumise à cette discipline ;

L'expression « période d'état d'urgence » désigne toute période pendant laquelle :

a) Sa Majesté est en état de guerre ; ou

b) Est en vigueur une proclamation du Gouverneur telle que celles visées à l'article 15.

2) Dans les articles 2, 5, 11 et 13 de la présente Constitution, l'expression « infraction pénale » doit être interprétée comme s'appliquant également à toute infraction contre un règlement disciplinaire et, dans les paragraphes 2) à 7) inclusivement de l'article 6 de la présente Constitution, cette expression, s'agissant des poursuites devant un tribunal établi par un règlement disciplinaire ou en vertu d'un tel règlement, doit être interprétée de la même manière.

3) S'agissant de toute personne qui est membre d'une force militaire ou paramilitaire constituée en vertu d'une loi de tout pays autre que les îles Bahamas et se trouvant légitimement aux îles Bahamas, aucune disposition du règlement disciplinaire de cette force ni aucun acte accompli en vertu de celui-ci ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent Titre, ou y contrevenant.

### TITRE III

## DE LA LÉGISLATURE

### *Dispositions générales*

28. Il est créé pour les îles Bahamas une législature composée du Gouverneur, d'un Sénat et d'une Chambre d'assemblée.

### *Du Sénat*

29. 1) Le Sénat se compose de quinze membres (dénommés dans la présente Constitution « sénateurs ») que le Gouverneur nommera par un acte revêtu du sceau officiel conformément aux dispositions du présent article.

2) Sur les quinze sénateurs :

a) Huit seront nommés par le Gouverneur après consultation du Premier Ministre et de telles autres personnes que le Gouverneur pourra, à sa discrétion, décider de consulter ;

b) Cinq seront nommés par le Gouverneur conformément à l'avis du Premier Ministre ; et

c) Deux seront nommés par le Gouverneur conformément à l'avis du chef de l'opposition.

30. Sous réserve des dispositions de l'article 31 de la présente Constitution, peuvent être nommées sénateurs les personnes, et elles seules, qui remplissent les conditions suivantes :

a) Être sujet britannique âgé de 30 ans révolus ; et

b) Avoir ordinairement résidé aux îles Bahamas pendant au moins les cinq années qui précèdent immédiatement la nomination.

31. 1) Ne peut être nommé sénateur, quiconque :

a) De sa propre initiative, doit allégeance ou obéissance à une Puissance ou à un Etat étranger ou s'y est rallié ;

b) Est inhabile à faire partie du Sénat aux termes d'une loi de la Législature promulguée en application du paragraphe 2) du présent article ;

c) Est membre de la Chambre d'assemblée ;

d) Est déclaré en état de faillite par jugement ou autrement, en vertu d'une loi en vigueur aux îles Bahamas et n'a pas été réhabilité ;

e) Est déclaré en état d'aliénation mentale ou autrement reconnu comme n'ayant pas la pleine possession de ses facultés mentales, en application d'une loi en vigueur aux îles Bahamas ;

f) Est sous le coup d'une condamnation à mort prononcée par un tribunal de toute partie du Commonwealth, ou purge une peine d'emprisonnement (quelle que soit la qualification de cette peine) d'une durée supérieure à douze mois, qui lui a été infligée par un tel tribunal ou qui a remplacé, par une décision d'une autorité compétente, une autre peine qui lui avait été infligée par un tel tribunal, ou fait l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement avec sursis ; ou

g) Est inhabile à faire partie de la Chambre d'assemblée aux termes d'une loi de la Législature, ayant été déclaré coupable d'une infraction en matière électorale.

2) La Législature peut, par une loi, disposer que, sous réserve de toutes exceptions et limitations qu'elle pourra, le cas échéant, prescrire dans ladite loi, ne peut être sénateur quiconque :

a) Occupe à un titre quelconque toutes fonctions ou tout poste spécifiés (soit individuellement, soit par référence à une catégorie de fonctions ou de postes) dans ladite loi ;

b) Appartient à l'une quelconque des forces armées de la Couronne spécifiées dans ladite loi ou à toute catégorie de personnes, également spécifiée dans la même loi, qui est comprise dans l'une de ces forces ; ou

c) Appartient à toute force de police spécifiée dans ladite loi ou à toute catégorie de personnes, également spécifiée dans la même loi, qui est comprise dans une telle force.

3) Aux fins de l'alinéa f) du paragraphe 1) du présent article :

a) Deux ou plusieurs peines d'emprisonnement devant être purgées consécutivement seront considérées comme des condamnations distinctes si la durée de chacune d'elles ne dépasse pas douze mois mais, si la durée de l'une d'elles est supérieure à douze mois, elles seront considérées comme une condamnation unique ; et

b) Il ne sera pas tenu compte d'une peine d'emprisonnement infligée au lieu et place d'une amende ou pour défaut de paiement d'une amende.

...

## SOUAZILAND

ORDRE EN CONSEIL DU SOUAZILAND DE 1963<sup>1</sup>

## TITRE II

## PROTECTION DES DROITS

## FONDAMENTAUX

## ET DES LIBERTÉS DE L'INDIVIDU

4. Considérant que chacun dans le Souaziland peut se prévaloir des droits fondamentaux et des libertés de l'individu, c'est-à-dire du droit, quels que soient sa race, sa tribu, son lieu d'origine, ses opinions politiques, sa couleur, ses croyances ou son sexe, mais sous réserve des droits et libertés d'autrui et de l'intérêt public :

a) A la vie, à la liberté, à la sûreté de sa personne et à la protection de la loi ;

b) A la liberté de conscience, d'expression, de réunion et d'association ; et

c) Au respect de son domicile et de ses biens et à la protection contre toute privation de ses biens sans indemnité.

Les dispositions du présent titre seront appliquées pour assurer la protection desdits droits et libertés, sous réserve des limitations prévues dans ces dispositions, qui visent à assurer que la jouissance de ces droits et libertés par un individu ne porte pas atteinte aux droits et libertés d'autrui ou à l'intérêt public.

5. 1) Nul ne sera intentionnellement privé de la vie, si ce n'est en exécution d'une sentence d'un tribunal qui l'a jugé coupable d'un crime en vertu des lois du Souaziland.

2) Sans préjudice des responsabilités encourues pour contravention à toute autre loi à l'occasion de l'emploi de la force dans les cas énoncés ci-après, nul ne sera considéré comme ayant été privé de la vie en violation du présent article si sa mort résulte de l'usage de la force dans la mesure où les circonstances le justifiaient raisonnablement :

a) Pour défendre une personne contre un acte de violence ou pour défendre un bien ;

b) Pour effectuer une arrestation légale ou empêcher l'évasion d'une personne légalement détenue ;

c) Pour réprimer une émeute, une insurrection ou une mutinerie ; ou

d) Pour éviter que l'intéressé ne commette un crime, ou si sa mort est imputable à des actes licites de guerre.

6. 1) Nul ne sera privé de sa liberté personnelle, sauf dans les conditions où la loi peut l'autoriser dans l'un quelconque des cas suivants à une procédure permise par la loi :

a) En exécution d'une sentence ou d'une ordonnance rendue par un tribunal établi pour le Souaziland ou tout autre pays, du chef d'une infraction, dont l'intéressé a été jugé coupable ;

b) En exécution d'une ordonnance d'un tribunal le punissant du chef d'outrage à ce tribunal ou à tout autre tribunal ;

c) En exécution d'une ordonnance rendue par un tribunal pour assurer l'exécution d'une obligation que la loi impose à l'intéressé ;

d) Aux fins de comparution devant un tribunal en exécution d'une ordonnance d'un tribunal ;

e) S'il existe des motifs raisonnables de penser que l'intéressé a commis ou est sur le point de commettre une infraction au regard des lois du Souaziland ;

f) Dans le cas d'une personne qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans, aux fins de son éducation ou de son bien-être ;

g) Pour prévenir la propagation d'une maladie infectieuse ou contagieuse ;

h) Dans le cas d'une personne qui est, ou dont on a des motifs raisonnables de penser qu'elle est aliénée, toxicomane, alcoolique ou en état de vagabondage, pour lui assurer les soins ou le traitement nécessaires ou pour assurer la protection de la société ;

i) Pour empêcher l'entrée illégale de l'intéressé au Souaziland ou pour procéder à son expulsion, extradition ou transfert légal hors du Souaziland, ou pour pouvoir surveiller l'intéressé pendant qu'il traverse le Souaziland, en tant que personne condamnée, au cours de son transfert d'un pays à un autre pays à la suite d'une mesure d'extradition ou d'éloignement prise à son égard ; ou

j) Dans la mesure où cela peut être nécessaire pour l'exécution d'une décision légale ordonnant à l'intéressé de ne pas quitter une zone déterminée du Souaziland, ou, au contraire, lui interdisant de s'y trouver, ou dans la mesure où cela serait raisonnablement justifié aux fins d'une procédure visant à obtenir une telle décision contre l'intéressé, ou dans la mesure où cela serait raisonnablement justifié pour surveiller l'intéressé au cours d'une visite qu'il est autorisé à faire dans une zone du Souaziland où, en raison d'une telle décision, sa présence serait autrement illégale.

2) Toute personne arrêtée ou détenue sera informée, dès que faire se pourra et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation ou de sa détention.

3) Toute personne qui aura été arrêtée ou détenue :

a) Aux fins de comparution devant un tribunal conformément à une décision d'un tribunal ; ou

b) Parce qu'il existe des motifs raisonnables de penser qu'elle a commis ou qu'elle est sur le point de commettre une infraction,

et qui n'aura pas été relâchée, sera traduite devant un tribunal dès que faire se pourra ; si l'intéressé n'a pas été traduit devant un tribunal dans les vingt-quatre heures qui suivent son arrestation ou le commencement de sa détention, il appartiendra à quiconque alléguera que les dispositions du présent paragraphe ont été respectées d'apporter la

<sup>1</sup> Publié dans *Statutory Instruments*, 1963, n° 2094, par *Her Majesty's Stationery Office*, Londres.

preuve que l'intéressé a été traduit devant un tribunal dans les plus brefs délais possibles.

4) Toute personne traduite devant un tribunal en exécution d'une décision rendue par un tribunal au cours d'un procès ou parce qu'il existe des motifs de penser qu'elle a commis ou qu'elle est sur le point de commettre une infraction, ne pourra, par la suite, être mise en état de détention au titre dudit procès ou de ladite infraction, si ce n'est en vertu d'une décision d'un tribunal.

5) Toute personne qui aura été arrêtée ou détenue en application de l'alinéa b) du paragraphe 3 ci-dessus et qui n'aura pas été jugée dans un délai raisonnable sera, sans préjudice de toutes nouvelles poursuites qui pourraient être ultérieurement engagées contre elle, remise en liberté soit sans conditions, soit à des conditions raisonnables, notamment celles qui peuvent raisonnablement se justifier pour assurer qu'elle comparaitra, à une date ultérieure, pour être jugée ou aux fins d'une procédure d'instruction.

6) Toute personne illégalement arrêtée ou détenue par une autre personne a droit à réparation de la part de cette autre personne.

7) Aucune loi ni aucun acte accompli en application d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article ou y contrevenant, si la loi en question autorise l'adoption, au cours d'une période d'état d'urgence, de mesures qui peuvent raisonnablement se justifier pour faire face à la situation existant au Souaziland pendant ladite période.

7. 1) Nul ne sera tenu en esclavage ou en servitude.

2) Nul ne sera astreint à un travail forcé.

3) Aux fins du présent article, n'est pas considéré comme « travail forcé » :

a) Le travail requis en vertu d'une sentence ou d'une décision judiciaire ;

b) Le travail exigé d'une personne légalement détenue si ce travail, bien que n'étant pas requis en vertu de la sentence ou de la décision judiciaire, peut raisonnablement se justifier dans l'intérêt de l'hygiène ou aux fins de l'entretien des lieux où l'intéressé est détenu ;

c) Le travail requis d'un membre d'une force militaire ou paramilitaire, dans le cadre de ses fonctions, ou, dans le cas d'une personne qui a des objections de conscience au service dans des forces navales, terrestres ou aériennes, le travail exigé, en vertu de la loi, à la place de ce service ;

d) Le travail exigé au cours d'une période d'état d'urgence ou en cas de crise ou de calamité menaçant la vie ou le bien-être de la collectivité, si ce travail peut raisonnablement se justifier, eu égard aux circonstances de la situation créée ou existant au cours de ladite période ou découlant de ladite crise ou calamité, pour faire face à cette situation ;

e) Le travail raisonnablement requis dans le cadre des obligations communales ou autres obligations civiles raisonnables et normales.

8. 1) Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incom-

patible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question autorise l'application d'une peine qui était légale au Souaziland immédiatement avant la date de l'entrée en vigueur du présent ordre en conseil.

9. 1) Aucun bien ne sera exproprié et aucun intérêt ou droit sur un bien ne sera acquis contre le gré de son titulaire, à moins que les conditions ci-après ne soient remplies, savoir :

a) L'expropriation ou l'acquisition est nécessaire dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs, de la santé publique, de l'urbanisme ou de l'aménagement des campagnes, ou pour la mise en valeur ou l'utilisation d'un bien quelconque à des fins d'intérêt public ;

b) La nécessité de l'expropriation ou de l'acquisition est telle qu'elle peut raisonnablement justifier la privation qui pourrait en résulter pour tout titulaire d'un intérêt ou d'un droit sur le bien dont il s'agit ; et

c) La loi applicable en l'espèce prévoit le prompt versement d'une indemnité pleine et entière.

2) Toute personne ayant un intérêt ou un droit sur un bien qui est exproprié ou tout titulaire d'un intérêt ou d'un droit sur un bien, qui est acquis contre son gré, a un recours direct devant la *High Court* pour demander à celle-ci :

a) De statuer sur l'existence de son intérêt ou de son droit, sur la légalité de l'expropriation dudit bien ou de l'acquisition dudit intérêt ou droit et sur le montant de l'indemnité pouvant lui être due ; et

b) D'ordonner le prompt versement de cette indemnité,

étant entendu, toutefois, que si une loi alors en vigueur au Souaziland le prévoit dans l'un quelconque des cas visés à l'alinéa a) ci-dessus, le recours devant la *High Court* sera exercé par voie d'appel (recevable de plein droit à la requête de la personne ayant un intérêt ou un droit sur le bien dont il s'agit) de la décision d'un tribunal ou d'une autorité autre que la *High Court*, ayant compétence, en vertu de la loi, pour connaître dudit cas.

3) Nulle personne ayant droit à une indemnité en vertu du présent article ne se verra empêchée de transférer dans tout pays de son choix hors du Souaziland, dans un délai raisonnable à compter du moment où elle aura reçu tout montant à valoir sur cette indemnité, la totalité de ce montant, libre de toute déduction et de tous impôts ou droits prélevés à l'occasion de ce transfert.

4) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions de l'alinéa qui précède, ou y contrevenant, si la loi en question autorise :

a) La saisie, en vertu d'une ordonnance d'un tribunal, de tout montant auquel une personne a droit à titre d'indemnité, en recouvrement de condamnations prononcées par un tribunal ou en attendant l'issue d'un litige civil auquel cette personne est partie ; ou

b) L'application de restrictions raisonnables aux modalités de transfert de tout montant reçu à titre d'indemnité.

5) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions des paragraphes 1 ou 2 du présent article, ou y contrevenant,

a) Si la loi en question prévoit l'expropriation ou l'acquisition d'un bien, quel qu'il soit :

- i) En recouvrement de tous impôts, droits, redevances, taxes ou toute autre imposition ;
- ii) A titre de sanction pour violation de la loi, que cette sanction ait été prononcée à l'occasion d'un litige civil ou à la suite d'une condamnation du chef d'une infraction pénale au regard des lois du Souaziland ;
- iii) A l'occasion d'un bail, d'une location, d'une hypothèque, d'une servitude, d'une vente, d'un engagement ou d'un contrat ;
- iv) En exécution de jugements ou d'ordonnances rendus par un tribunal à l'occasion de toute procédure engagée pour faire établir des droits ou obligations de caractère civil ;
- v) Lorsque l'expropriation ou l'acquisition peut raisonnablement se justifier du fait que le bien dont il s'agit est dans un état dangereux ou risque de nuire à la santé d'êtres humains, d'animaux ou de plantes ;
- vi) A la suite de toute loi relative à la prescription ; ou
- vii) Pendant la période nécessaire pour effectuer un examen, procéder à des recherches, instruire un procès ou mener une enquête ou, dans le cas de terres, pour exécuter des travaux de conservation du sol ou de conservation d'autres ressources naturelles, ou des travaux liés au développement ou à l'amélioration de l'agriculture (s'il s'agit, dans ce dernier cas, de travaux que le propriétaire ou l'occupant des terres a été requis de faire mais qu'il a refusé ou omis d'effectuer sans motif raisonnable),

excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, ledit acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique ; ou

b) Si la loi en question prévoit l'expropriation ou l'acquisition :

- i) De biens ennemis ;
- ii) De biens appartenant à des personnes décédées, à des aliénés ou à des mineurs de moins de vingt et un ans, aux fins de leur administration dans l'intérêt des bénéficiaires de ces biens ;
- iii) De biens appartenant à des personnes déclarées en faillite ou à des sociétés en liquidation, aux fins de leur administration dans l'intérêt des créanciers du failli ou de la société et, sous réserve des droits de ceux-ci, dans l'intérêt des bénéficiaires desdits biens ; ou
- iv) De biens constitués en *trust* afin de les remettre aux administrateurs désignés par

l'instrument instituant le *trust* ou par un tribunal ou une ordonnance rendue par un tribunal, dans le but de donner effet au *trust*.

6) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit l'expropriation d'un bien ou l'acquisition d'un intérêt ou d'un droit sur un bien, contre le gré de son titulaire, lorsque ledit bien, ou ledit intérêt ou droit sur un bien, est détenu par un organisme établi par la loi dans l'intérêt public et entièrement financé par des fonds alloués par les organes législatifs du Souaziland.

10. 1) Sauf si l'intéressé y consent, il ne peut être procédé à aucune fouille de personne ou de biens, et nul ne peut pénétrer dans les locaux d'autrui.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question :

a) Prévoit des mesures qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs, de la santé publique, de l'urbanisme ou de l'aménagement des campagnes, ou pour la mise en valeur ou l'utilisation de ressources minérales ou de tout autre bien à des fins d'intérêt public ;

b) Prévoit des mesures qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la protection des droits ou des libertés d'autrui ;

c) Autorise tout fonctionnaire ou mandataire du Gouvernement du Souaziland, d'une autorité administrative locale ou d'un organisme établi par la loi à des fins d'intérêt public, à pénétrer dans les locaux de toute personne pour inspecter ces locaux ou leur contenu, à l'occasion de tous impôts, redevances ou droits pouvant être dus ou afin d'exécuter des travaux intéressant tout bien qui se trouve légalement dans ces locaux et qui appartient à ce gouvernement, à cette autorité ou à cet organisme ;

d) Autorise, aux fins de l'exécution d'un jugement ou d'une ordonnance rendue par un tribunal dans un litige civil, quel qu'il soit, l'entrée dans des locaux en vertu d'une décision d'un tribunal, excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, ledit acte accompli en vertu de celle-ci ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

11. 1) Si une personne est accusée d'une infraction pénale, elle a droit, à moins que l'accusation ne soit retirée, à ce que sa cause soit entendue équitablement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi.

2) Quiconque est accusé d'une infraction pénale :

a) Sera présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie, à moins qu'il n'ait plaidé coupable ;

b) Sera informé dès que faire se pourra, dans une langue qu'il comprend et de façon détaillée, de la nature de l'infraction dont il est accusé ;



c) Disposera du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;

d) Sera autorisé à se défendre lui-même devant le tribunal ou à faire assurer sa défense par un représentant légal de son choix ;

e) Se verra accorder les moyens d'interroger, en personne ou par l'intermédiaire de son représentant légal, les témoins à charge et de faire comparaître et d'interroger devant le tribunal les témoins à décharge dans les mêmes conditions que celles applicables aux témoins à charge ;

f) Pourra disposer gratuitement de l'assistance d'un interprète, s'il ne comprend pas la langue utilisée au cours du procès,

et, à moins qu'il n'y consente, le procès n'aura pas lieu en son absence, sauf s'il adopte un comportement tel que le procès ne peut continuer à se dérouler en sa présence et si le tribunal ordonne qu'il quitte la salle et que le procès se poursuive en son absence.

3) Lorsqu'une personne est poursuivie du chef d'une infraction pénale, ladite personne ou toute autre personne autorisée par elle à cet effet pourra, sur sa demande et moyennant paiement de tous droits que la loi pourra fixer dans des limites raisonnables, se faire délivrer, dans un délai raisonnable à compter du jugement, une copie, destinée à l'accusé, du procès-verbal des poursuites établi par le tribunal ou pour le compte de celui-ci.

4) Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas une infraction pénale et nul ne se verra infliger, pour une infraction, quelle qu'elle soit, une peine plus grave, quantitativement ou qualitativement, que la peine maximale qui était applicable à cette infraction au moment où elle a été commise.

5) Quiconque établit qu'il a été jugé pour une infraction pénale par un tribunal compétent qui l'a condamné ou acquitté de ce chef ne pourra être jugé de nouveau pour cette même infraction ni pour toute autre infraction dont il aurait pu être déclaré coupable lors du procès, sauf s'il en est décidé autrement par une juridiction supérieure au cours de l'examen de l'appel interjeté contre la condamnation ou l'acquittement.

6) Quiconque établit qu'il a été amnistié pour une infraction pénale ne pourra être jugé de nouveau pour la même infraction.

7) Quiconque est poursuivi du chef d'une infraction pénale ne pourra être forcé de témoigner au cours du procès.

8) Tout tribunal ou autre autorité qui a compétence aux termes de la loi pour statuer sur l'existence ou l'étendue d'un droit ou d'une obligation de caractère civil sera établi par la loi et devra être indépendant et impartial ; lorsqu'une procédure sera engagée par une personne devant un tel tribunal ou une telle autorité pour faire ainsi statuer, la cause devra être entendue équitablement et dans un délai raisonnable.

9) A moins que toutes les parties intéressées n'en conviennent autrement, les audiences de tout tribunal ou de toute autre autorité appelée à statuer sur l'existence ou l'étendue d'un droit ou d'une

obligation de caractère civil, y compris le prononcé de la décision dudit tribunal ou de ladite autorité, seront publiques.

10) Aucune disposition du paragraphe précédent ne fera obstacle à ce que le tribunal ou l'autorité compétente décide d'exclure des débats des personnes autres que les parties au litige et leurs représentants légaux, si ledit tribunal ou ladite autorité :

a) Est habilité par la loi à le faire et juge nécessaire ou opportun de le faire, soit parce que la publicité nuirait aux intérêts de la justice, soit parce qu'il s'agit d'une procédure interlocutoire, soit encore dans l'intérêt des bonnes mœurs, du bien-être de personnes âgées de moins de dix-huit ans ou de la protection de la vie privée de personnes impliquées dans les débats ; ou

b) Est habilité par la loi à le faire ou tenu par la loi de le faire dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique ou de l'ordre public.

11) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant :

a) Incompatible avec les dispositions du paragraphe 2 a) du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question impose à l'accusé la charge de la preuve de certains faits ;

b) Incompatible avec les dispositions du paragraphe 2 d) du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question interdit la représentation légale devant un tribunal souazi ou devant tout tribunal ou autorité saisi d'appels d'un tel tribunal ;

c) Incompatible avec les dispositions du paragraphe 2 e) du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question subordonne à certaines conditions le remboursement par le Trésor des dépenses des témoins à décharge ;

d) Incompatible avec les dispositions du paragraphe 5 du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question autorise un tribunal à juger un membre d'une force militaire ou paramilitaire pour une infraction qu'il aurait commise, nonobstant toutes poursuites et toute condamnation ou tout acquittement dont il aurait fait l'objet conformément au règlement disciplinaire de cette force, étant entendu, toutefois, que tout tribunal ainsi appelé à juger un membre d'une telle force devra, s'il le reconnaît coupable, tenir compte, dans la condamnation qu'il prononcera, de toute peine infligée à celui-ci en vertu dudit règlement disciplinaire.

12) Dans le cas de personnes légalement détenues, les dispositions du paragraphe 1, des alinéas d) et e) du paragraphe 2, et du paragraphe 3 du présent article ne s'appliqueront pas aux poursuites dont elles feraient l'objet du chef de toute infraction pénale au regard de la loi régissant la discipline des personnes ainsi détenues.

13) Aucune disposition du paragraphe 2 d) du présent article ne sera interprétée comme donnant à quiconque le droit de se faire représenter aux frais de l'Etat par un représentant légal.

14) Aux fins du présent article :

L'expression « infraction pénale » doit s'entendre de toute infraction pénale au regard des lois du Souaziland ;

L'expression « représentant légal » doit s'entendre de tout avocat autorisé à exercer sa profession au Souaziland.

12. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer de restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté de conscience ; aux fins du présent article, ladite liberté comprend la liberté de pensée et de religion, la liberté de changer de religion ou de conviction, et la liberté de manifester et de propager sa religion ou sa conviction, seul ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

2) Toute communauté religieuse a le droit de créer et de faire fonctionner des établissements d'enseignement et de diriger tout établissement d'enseignement dont l'entretien est entièrement à sa charge ; aucune communauté religieuse ne sera empêchée de donner à ses membres une instruction religieuse dans le cadre de l'enseignement dispensé dans tout établissement d'enseignement dont l'entretien est entièrement à sa charge ou dans le cadre de tout enseignement qu'elle dispense de toute autre manière.

3) Sauf si l'intéressé ou, dans le cas d'un mineur, si son tuteur y consent, aucune personne fréquentant un établissement d'enseignement ne sera tenue de recevoir une instruction religieuse ou de participer ou d'assister à des cérémonies ou rites religieux, si cette instruction, ces cérémonies ou ces rites sont ceux d'une religion autre que la sienne.

4) Nul ne sera tenu de prêter un serment contraire à sa religion ou à sa conviction ou de prêter serment d'une manière contraire à sa religion ou à sa conviction.

5) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures qui peuvent raisonnablement se justifier :

a) Dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ;

b) Pour protéger les droits et les libertés d'autrui notamment le droit d'observer et de pratiquer toute religion sans aucune ingérence de la part d'adeptes d'une autre religion, et excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi, ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci, ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

6) Dans le présent article, le mot « religion » doit être interprété comme s'appliquant également aux sectes religieuses et les expressions apparentées doivent être interprétées en conséquence.

13. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer de restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté d'expression, c'est-à-dire du droit de ne pas être inquiété pour ses opinions, de recevoir et de répandre librement des idées et des informations (en les communiquant soit au public en général, soit à toutes personnes ou

catégories de personnes) et de n'être l'objet d'aucune immixtion dans sa correspondance.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures :

a) Qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ; ou

b) Qui peuvent raisonnablement se justifier pour protéger la réputation, les droits et les libertés d'autrui ou la vie privée de personnes impliquées dans des débats judiciaires, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles, pour préserver l'autorité et l'indépendance des tribunaux ou pour réglementer, sur le plan administratif ou technique, le fonctionnement des services téléphoniques, télégraphiques et postaux, la radiodiffusion ou la télévision ;

c) Qui imposent des restrictions aux agents de l'Etat,

excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci, ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

14. 1) Sauf si l'intéressé y consent, nul ne se verra imposer de restrictions dans l'exercice de son droit à la liberté de réunion et d'association, c'est-à-dire du droit de se réunir et de s'associer librement avec d'autres personnes et, en particulier, du droit de constituer des syndicats ou autres associations ou d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.

2) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit des mesures :

a) Qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique ; ou

b) Qui peuvent raisonnablement se justifier pour protéger les droits ou les libertés d'autrui ; ou

c) Qui imposent des restrictions aux agents de l'Etat,

excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci, ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique.

15. 1) Nul ne sera privé de son droit à la liberté de déplacement, c'est-à-dire du droit de circuler librement sur tout le territoire du Souaziland, d'établir sa résidence en n'importe quel point dudit territoire, d'entrer au Souaziland et de ne pas en être expulsé.

2) Toute restriction apportée à la liberté de déplacement d'une personne du fait qu'elle se trouve légalement détenue ne sera pas considérée comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant.

3) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article,

ou y contrevenant, si la loi en question prévoit la possibilité :

a) D'imposer, en ce qui concerne les déplacements ou la résidence de toute personne à l'intérieur du Souaziland, des restrictions qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique ou de l'ordre public ;

b) D'imposer, en ce qui concerne les déplacements ou la résidence à l'intérieur du Souaziland de toutes personnes en général ou d'une catégorie quelconque de personnes, des restrictions qui peuvent raisonnablement se justifier dans l'intérêt de la défense du territoire, de la sécurité publique, de l'ordre public, des bonnes mœurs ou de la santé publique, excepté dans la mesure où il est établi que ladite loi ou, selon le cas, l'acte accompli en vertu de celle-ci, ne peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique ;

c) D'imposer, par une décision judiciaire, des restrictions en ce qui concerne les déplacements ou la résidence d'une personne à l'intérieur du Souaziland, soit comme suite à un verdict de culpabilité rendu contre elle du chef d'une infraction pénale au regard des lois du Souaziland, soit pour assurer qu'elle comparaitra à une date ultérieure devant un tribunal pour être jugée pour ladite infraction ou aux fins d'une procédure d'instruction ou d'une procédure relative à son extradition, ou à son transfert légal hors du Souaziland ;

d) D'imposer des restrictions à la liberté de déplacement de toute personne qui n'est pas ressortissante du Souaziland ;

e) D'imposer des restrictions à l'acquisition ou l'utilisation par toute personne d'un bien, quel qu'il soit, au Souaziland ;

f) D'imposer des restrictions en ce qui concerne les déplacements ou la résidence à l'intérieur du Souaziland de toute personne qui exerce, à un titre quelconque, des fonctions publiques ;

g) De transférer hors du Souaziland toute personne devant être jugée ou punie dans un autre pays pour une infraction pénale au regard des lois de cet autre pays ou devant purger, dans un autre pays, une peine d'emprisonnement en exécution d'une sentence d'un tribunal qui a déclaré cette personne coupable d'une infraction pénale au regard des lois du Souaziland.

4) Lorsque des restrictions auront été apportées à la liberté de déplacement d'une personne en vertu d'une mesure telle que celles visées à l'alinéa a) du paragraphe précédent, si l'intéressé le demande, à tout moment de la période où ces restrictions sont en vigueur, mais au plus tôt trois mois après l'adoption de la mesure imposant lesdites restrictions ou, selon le cas, après la dernière demande présentée par lui à la même fin, sa cause sera entendue par un tribunal indépendant et impartial dont le président, nommé par le *Chief Justice*, sera choisi parmi les personnes autorisées à exercer au Souaziland la profession d'avocat.

5) A l'occasion de l'examen, en application des dispositions du paragraphe précédent, de la cause d'une personne dont la liberté de déplacement a fait l'objet de restrictions, le tribunal pourra faire à l'autorité qui a ordonné lesdites restrictions des recommandations touchant la nécessité ou l'oppor-

tunité de maintenir celles-ci, et, à moins que la loi n'en dispose autrement, ladite autorité sera tenue de se conformer à ces recommandations.

16. 1) Sous réserve des dispositions des paragraphes 4), 5) et 8) du présent article, aucune loi ne contiendra de dispositions qui soient discriminatoires par elles-mêmes ou par leurs effets.

2) Sous réserve des dispositions des paragraphes 6), 8) et 9) du présent article, nul ne sera l'objet d'un traitement discriminatoire de la part d'une personne agissant en vertu d'un texte de loi ou dans l'exercice de ses fonctions d'agent de l'Etat ou d'une autorité publique.

3) Au sens du présent article, est « discriminatoire » tout traitement différent réservé à différentes catégories de personnes, uniquement ou principalement parce que les intéressés appartiennent à une catégorie déterminée en raison de leur race, de leur tribu, de leur lieu d'origine, de leurs opinions politiques, de leur couleur ou de leurs croyances, et dans le cadre duquel les personnes appartenant à l'une de ces catégories sont frappées d'incapacités ou de restrictions dont sont exemptes les personnes appartenant à une autre catégorie ou bénéficient de privilèges ou d'avantages qui sont refusés aux personnes appartenant à une autre catégorie.

4) L'interdiction énoncée au paragraphe 1) du présent article ne s'appliquera pas à toute loi contenant des dispositions :

a) Touchant l'affectation des recettes du Souaziland ou autres fonds publics, ou l'institution d'impôts ;

b) Concernant des personnes qui ne sont pas ressortissantes du Souaziland ;

c) Intéressant les domaines de l'adoption, du mariage, du divorce, de l'inhumation, de la dévolution successorale, ou tout autre domaine du droit des personnes ;

d) Prévoyant, dans le cas des membres d'une race ou d'une tribu particulière, l'application, à l'égard de toute question, du droit coutumier à l'exclusion de toute loi applicable en la matière à d'autres personnes ;

e) Prévoyant que les personnes appartenant à l'une quelconque des catégories visées au paragraphe précédent pourront être frappées de toute incapacité ou restriction, ou bénéficier de tout privilège ou avantage qui, eu égard à sa nature et aux circonstances particulières à ces personnes ou aux personnes appartenant à toute autre catégorie, peut raisonnablement se justifier dans une société démocratique ; ou

f) Autorisant l'adoption, au cours d'une période d'état d'urgence, de mesures qui peuvent raisonnablement se justifier pour faire face à la situation existant au Souaziland pendant cette période.

5) Aucune disposition d'une loi ne sera considérée comme étant incompatible avec les dispositions du paragraphe 1) du présent article, ou y contrevenant, si ladite loi fixe les normes ou conditions (pourvu qu'il ne s'agisse pas de normes ou de conditions liées expressément à la race, à la tribu, au lieu d'origine, aux opinions politiques, à la couleur ou aux croyances) requises de toute personne pour remplir des fonctions au service de l'Etat, d'une force militaire ou para-

militaire, d'une autorité administrative locale ou d'un organisme établi par la loi dans l'intérêt public.

6) Les dispositions du paragraphe 2) du présent article ne s'appliqueront pas à toute mesure expressément ou implicitement autorisée par une loi telle que celles visées au paragraphe 4) ci-dessus.

7) Sous réserve des dispositions du paragraphe suivant, nul ne sera l'objet d'un traitement discriminatoire en ce qui concerne l'accès aux magasins, hôtels, auberges, restaurants, cafés, brasseries ou lieux d'amusement publics ou en ce qui concerne l'accès à des lieux ouverts au public financés, en tout ou en partie, par des fonds publics ou consacrés à l'usage du public.

8) Aucune loi ni aucun acte accompli en vertu d'une loi ne sera considéré comme étant incompatible avec les dispositions du présent article, ou y contrevenant, si la loi en question prévoit que les personnes appartenant à l'une quelconque des catégories visées au paragraphe 3) du présent article pourront être soumises, en ce qui concerne les droits et libertés garantis par les articles 10, 12, 13, 14 et 15 du présent ordre en conseil, à toutes restrictions autorisées par le paragraphe 2) de l'article 10, le paragraphe 5) de l'article 12, le paragraphe 2) de l'article 13, le paragraphe 2) de l'article 14 ou les alinéas a) et b) du paragraphe 3) de l'article 15, selon le cas.

9) Aucune disposition du paragraphe 2) du présent article ne portera atteinte à la faculté qu'a toute personne, aux termes ou en vertu de toute loi actuellement en vigueur au Souaziland, d'introduire, de poursuivre ou d'abandonner une instance, en matière civile ou pénale, devant tout tribunal.

17. 1) Lorsqu'une personne sera détenue en vertu d'une loi qui autorise l'adoption, au cours d'une période d'état d'urgence, de mesures qui peuvent raisonnablement se justifier pour faire face à la situation existant au Souaziland pendant cette période, les dispositions suivantes seront appliquées :

a) Dès que faire se pourra, et, en tout cas, dans un délai maximum de cinq jours à compter du commencement de la détention de l'intéressé, il sera remis à celui-ci une pièce indiquant de façon détaillée, dans une langue qu'il comprend, les motifs de sa détention ;

b) Dans un délai maximum de quatorze jours à compter du commencement de la détention de l'intéressé, il sera publié dans la *Gazette* un avis annonçant la détention de celui-ci et indiquant de façon précise la disposition légale qui autorise cette détention ;

c) Dans un délai maximum d'un mois à compter du commencement de la détention de l'intéressé et, ensuite, à intervalles de six mois au plus pendant toute la durée de ladite détention, son cas sera soumis à un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi et dont le président, désigné par le *Chief Justice*, sera choisi parmi les personnes autorisées à exercer au Souaziland la profession d'avocat.

d) Dans des limites raisonnables, il sera donné au détenu la possibilité de consulter un représen-

tant légal de son choix, qui pourra faire des représentations auprès du tribunal ;

e) A l'audience à laquelle le tribunal examinera son cas, le détenu pourra comparaître en personne ou se faire représenter par un représentant légal de son choix.

2) A l'occasion de tout examen, en application du présent article, du cas d'un détenu, le tribunal pourra faire à l'autorité qui a ordonné la détention des recommandations touchant la nécessité ou l'opportunité de prolonger celle-ci, mais, à moins que la loi n'en dispose autrement, ladite autorité ne sera pas tenue de se conformer à ces recommandations.

3) Aucune disposition des alinéas d) et e) du paragraphe 1) du présent article ne sera interprétée comme donnant à quiconque le droit de se faire représenter aux frais de l'Etat par un représentant légal.

18. 1) Si une personne estime que l'une quelconque des dispositions du Titre II du présent ordre en conseil a été, est ou risque d'être enfreinte en ce qui la concerne (ou, dans le cas d'un détenu, si une autre personne estime qu'une telle infraction a été, est ou risque d'être commise en ce qui concerne le détenu), cette personne (ou cette autre personne) peut, sans préjudice de toute autre action qu'elle peut légitimement exercer en la matière, introduire un recours devant la *High Court* pour obtenir réparation.

2) La *High Court* a compétence en première instance,

a) Pour connaître de toute enquête présentée en application du paragraphe précédent ;

b) Pour statuer sur toute question qui lui est renvoyée en application du paragraphe suivant, et peut ordonner telles mesures, rendre telles ordonnances et donner telles instructions qu'elle juge appropriées pour assurer ou faire assurer le respect de toute disposition du Titre II du présent ordre en conseil.

3) Si, au cours d'une procédure devant tout tribunal inférieur à la *High Court*, la question se pose de savoir si l'une quelconque des dispositions du Titre II du présent ordre en conseil a été enfreinte, le président de ce tribunal pourra et, si l'une quelconque des parties le demande, devra renvoyer la question à la *High Court*, à moins qu'il ne juge — et sa décision à cet égard sera définitive — que la question a été posée pour des motifs futiles ou dans un but vexatoire.

4) Chaque fois que la *High Court* est saisie d'une question en application du paragraphe précédent, elle se prononce à son égard et le tribunal devant lequel la question s'était posée statue ensuite en se conformant à la décision de la *High Court* ou, si cette décision fait l'objet d'un recours porté devant la Cour d'appel pour le Basoutoland, le protectorat du Betchouanaland et le Souaziland ou (soit directement soit indirectement) devant le Conseil privé de Sa Majesté, en se conformant à la décision de la Cour d'appel ou du Conseil privé de Sa Majesté, selon le cas.

## TITRE V

## CONSEIL LÉGISLATIF

39. Il est créé un Conseil législatif du Souaziland qui, sous réserve des dispositions du présent ordre en conseil, sera composé d'un *Speaker*, de quatre membres fonctionnaires, de vingt-quatre membres élus et de tous autres membres désignés que le Commissaire pourra nommer conformément à l'article 44 du présent ordre en conseil.

42. Les membres fonctionnaires du Conseil législatif seront :

a) Le Secrétaire principal, l'*Attorney-General* et le Secrétaire aux finances et au développement ;

b) Le membre désigné du Conseil exécutif qui est un fonctionnaire.

43. 1) Les membres élus du Conseil législatif doivent être des personnes éligibles aux termes des dispositions du présent ordre en conseil et ils seront élus selon les modalités prévues par celui-ci et par toute autre loi alors en vigueur au Souaziland.

2) Sous réserve des dispositions du présent ordre en conseil, parmi les membres élus du Conseil législatif :

a) Huit seront des Souazis ou Eurafricains qui seront élus conformément au mode traditionnel d'élection souazi et dont l'élection selon ledit mode sera certifiée par le Conseil du Ngwenyama ;

b) Huit seront des Européens ou Eurafricains, dont quatre seront élus par les électeurs de la liste dénommée « liste électorale européenne » dans le présent ordre en conseil et quatre par les électeurs de la liste dénommée « liste électorale nationale » ; et,

c) Huit seront des personnes de quelque race que ce soit qui seront élues par les électeurs de la liste électorale nationale.

44. 1) Sous réserve des dispositions de l'article 46 du présent ordre en conseil, les membres désignés du Conseil législatif seront des sujets ou protégés britanniques âgés de vingt et un ans révolus, qui seront nommés par le Commissaire, dans l'exercice de ses pouvoirs discrétionnaires, par un acte revêtu du sceau de l'Etat ; il est entendu, toutefois, que le Commissaire ne nommera des membres désignés du Conseil que si, à son avis, une telle nomination est nécessaire :

a) Pour assurer la représentation au Conseil d'intérêts ou de communautés qui, selon lui, devraient être représentés au Conseil mais ne le sont pas ou le sont insuffisamment (et à cette fin le Commissaire ne peut nommer plus de trois membres désignés) ; ou

b) Pour assurer la continuité de l'administration du Gouvernement du Souaziland.

2) Le Commissaire ne procédera à aucune nomination au titre du présent article sans avoir obtenu au préalable l'approbation d'un Secrétaire d'Etat.

45. Sous réserve des dispositions de l'article suivant, sont éligibles aux fonctions de membre élu du Conseil législatif les personnes, et elles seules, qui remplissent les conditions suivantes :

a) S'agissant des membres devant être élus selon le mode d'élection traditionnel souazi :

i) Etre sujet ou protégé britannique ;

ii) Avoir 21 ans révolus ;

iii) Avoir ordinairement résidé au Souaziland, en une ou plusieurs périodes, pendant trois ans au moins au cours des cinq années précédant immédiatement la date de l'élection ; et

iv) S'agissant d'un Eurafricain, n'être pas inscrit sur la liste électorale européenne ;

b) S'agissant des membres devant être élus par les électeurs de la liste électorale européenne, remplir les conditions énoncées au paragraphe 1) de l'article 52 du présent ordre en conseil et être inscrit sur ladite liste électorale ; et

c) S'agissant des membres devant être élus par les électeurs de la liste électorale nationale, remplir les conditions énoncées au paragraphe 2) de l'article 52 du présent ordre en conseil et être inscrit sur ladite liste électorale et, dans le cas d'un candidat à un siège réservé à un Européen ou Eurafricain aux termes du paragraphe 2) de l'article 51 du présent ordre en conseil, avoir sa candidature appuyée par au moins vingt-cinq Européens ou Eurafricains inscrits sur cette liste.

46. 1) N'est pas éligible aux fonctions de membre élu du Conseil législatif ni ne peut être nommé membre désigné de ce Conseil, quiconque :

a) De sa propre initiative, doit allégeance ou obéissance à une puissance ou un Etat étranger ou s'y est rallié ;

b) Exerce, à un titre quelconque, des fonctions officielles ;

c) Est personnellement partie ou est associé d'une entreprise ou administrateur ou gérant d'une société qui est partie à un contrat en cours de validité (dont l'objet représente un montant ou une valeur de plus de 200 rands, ou qui est un élément d'une transaction ou d'une série de transactions plus importantes dont l'objet ou les objets représentent au total un montant ou une valeur de plus de 200 rands) passé avec le Gouvernement du Souaziland en vue ou à l'occasion d'un service public ; et

i) Dans le cas d'un membre élu, a omis, dans le mois ayant précédé l'élection, de faire paraître dans la *Gazette* et dans un journal mis en vente au Souaziland un avis en langue anglaise indiquant la nature dudit contrat, ainsi que sa propre part dans ce contrat ou celle de l'entreprise ou de la société qui y est partie ;

ii) Dans le cas d'un membre désigné, a manqué de révéler au Commissaire la nature dudit contrat ainsi que sa propre part dans ce contrat ou celle de l'entreprise ou de la société qui y est partie ;

d) Est failli ou insolvable non réhabilité, ayant été mis ou déclaré en état de faillite ou de déconfiture en application de toute loi alors en vigueur dans une partie quelconque du Commonwealth ;

e) Est déclaré en état d'aliénation mentale ou autrement reconnu comme n'ayant pas la pleine

possession de ses facultés mentales en application de toute loi alors en vigueur au Souaziland ;

f) Est, du chef d'une infraction pénale au regard des lois du Souaziland, sous le coup d'une condamnation à mort prononcée par un tribunal d'une partie quelconque du Commonwealth ou fait l'objet, pour une telle infraction, d'une condamnation à une peine d'emprisonnement (quelle que soit la qualification de cette peine) d'une durée non inférieure à six mois, autre qu'une peine d'emprisonnement infligée au lieu d'une amende, mais y compris une peine avec sursis, qui a été prononcée par un tel tribunal ou qui a remplacé, par décision d'une autorité compétente, une autre peine prononcée par un tel tribunal ;

g) Est inéligible aux fonctions de membre du Conseil aux termes de toute loi sur les infractions en matière électorale alors en vigueur au Souaziland ;

h) Dans le cas d'un membre élu, exerce, à un titre quelconque, des fonctions qui comportent une participation directe ou indirecte à la conduite d'une élection ou à l'établissement ou à la révision d'une liste électorale.

2) Aux fins de l'alinéa f) du paragraphe précédent, deux ou plusieurs peines d'emprisonnement devant être purgées consécutivement seront considérées comme une condamnation unique dont la durée sera égale à la somme desdites peines.

. . .

TROISIÈME PARTIE

ACCORDS INTERNATIONAUX

## NATIONS UNIES

### DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

Résolution 1904 (XVIII) adoptée par l'Assemblée générale le 20 novembre 1963

*L'Assemblée générale,*

*Considérant* que la Charte des Nations Unies est fondée sur les principes de la dignité et de l'égalité de tous les êtres humains et tend, entre autres objectifs fondamentaux, à réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

*Considérant* que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés qui sont énoncés dans cette déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur ou d'origine nationale,

*Considérant* que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclamé, en outre, que tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi, et que tous ont droit à une égale protection contre toute discrimination et contre toute incitation à la discrimination.

*Considérant* que les Nations Unies ont condamné le colonialisme et toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination dont il s'accompagne et que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux proclame notamment la nécessité d'y mettre rapidement et inconditionnellement fin,

*Considérant* que toute doctrine fondée sur la différenciation entre les races ou sur la supériorité raciale est scientifiquement fautive, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse et que rien ne saurait justifier la discrimination raciale, ni en théorie ni en pratique,

*Tenant compte* des autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale et des instruments internationaux adoptés par les institutions spécialisées, notamment l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, dans le domaine de la discrimination,

*Tenant compte* de ce que, si l'action internationale et les efforts déployés dans de nombreux pays ont permis de réaliser des progrès dans ce domaine, la discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique dans certaines régions du monde continue néanmoins à être une cause de très sérieuses préoccupations,

*Alarmée* par les manifestations de discrimination raciale qui se constatent encore dans le monde, dont quelques-unes sont imposées par certains gouvernements au moyen de mesures législatives, administratives ou autres, notamment sous forme d'*apartheid*, de ségrégation et de séparation, et par le développement et la diffusion, dans certaines régions, de doctrines de supériorité raciale et d'expansionnisme,

*Convaincue* que toutes les formes de discrimination raciale et surtout les politiques gouvernementales fondées sur le préjugé de supériorité raciale ou sur la haine raciale, outre qu'elles constituent une violation des droits fondamentaux de l'homme, sont de nature à compromettre les relations amicales entre les peuples, la coopération entre les nations et la paix et la sécurité internationales,

*Convaincue également* que la discrimination raciale nuit non seulement à ceux qui en sont l'objet, mais encore à ceux qui la pratiquent,

*Convaincue en outre* que l'édification d'une société universelle affranchie de toutes les formes de ségrégation et de discrimination raciale, facteurs de haine et de division entre les hommes, s'inscrit parmi les objectifs fondamentaux des Nations Unies,

1. *Affirme solennellement* la nécessité d'éliminer rapidement toutes les formes et toutes les manifestations de discrimination raciale dans toutes les parties du monde et d'assurer la compréhension et le respect de la dignité de la personne humaine ;

2. *Affirme solennellement* la nécessité d'adopter à cette fin des mesures d'ordre national et international, y compris des mesures dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation et de l'information, afin d'assurer la reconnaissance et l'application universelles et effectives des principes énoncés ci-après ;

3. *Proclame* la présente Déclaration :

#### *Article premier*

La discrimination entre les êtres humains pour les motifs de race, de couleur ou d'origine ethnique est une offense à la dignité humaine et doit être condamnée comme un désaveu des principes de la Charte des Nations Unies, comme une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme un obstacle aux



relations amicales et pacifiques entre les nations et comme un fait susceptible de troubler la paix et la sécurité entre les peuples.

#### Article 2

1. Aucun Etat, institution, groupe ni individu ne doit faire de discrimination sous quelque forme que ce soit en matière de droits de l'homme et de libertés fondamentales à l'égard de personnes, de groupes de personnes ou d'institutions pour des raisons fondées sur la race, la couleur ou l'origine ethnique.

2. Aucun Etat ne doit encourager, préconiser ou appuyer, par des mesures de police ou de toute autre manière, la discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique pratiquée par des groupes, des institutions ou des individus.

3. Des mesures spéciales et concrètes devront être prises dans des circonstances appropriées pour assurer le développement ou la protection adéquate des personnes appartenant à certains groupes raciaux en vue de garantir à ces personnes la pleine jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ces mesures ne devront en aucun cas avoir pour conséquence le maintien de droits inégaux ou distincts pour différents groupes raciaux.

#### Article 3

1. Des efforts particuliers seront faits pour empêcher toute discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique, notamment en matière de droits civils, d'accès à la citoyenneté, d'éducation, de religion, d'emploi, d'occupation et de logement.

2. Toute personne aura accès dans des conditions d'égalité à tous lieux et services destinés à l'usage du public, sans distinction de race, de couleur ou d'origine ethnique.

#### Article 4

Tous les Etats doivent prendre des mesures efficaces pour reviser les politiques des gouvernements et des autres pouvoirs publics et pour abroger les lois et règlements de nature à faire naître ou à perpétuer la discrimination raciale là où elle existe encore. Ils devraient adopter toutes dispositions législatives en vue d'interdire cette discrimination et prendre toutes mesures appropriées pour lutter contre les préjugés qui engendrent la discrimination raciale.

#### Article 5

Il doit être mis fin sans retard aux politiques de ségrégation raciale des gouvernements et des autres pouvoirs publics et notamment aux politiques d'*apartheid*, ainsi qu'à toutes les formes de discrimination et de séparation raciales impliquées par lesdites politiques.

#### Article 6

Aucune discrimination due à la race, à la couleur ou à l'origine ethnique ne doit être admise en ce qui concerne la jouissance par toute personne dans son pays des droits politiques et de

citoyenneté, notamment du droit de participer aux élections par le moyen du suffrage universel et égal et de prendre part au gouvernement. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

#### Article 7

1. Toute personne a droit à l'égalité devant la loi et à une justice égale en vertu de la loi. Tout individu, sans distinction de race, de couleur ou d'origine ethnique, a droit à la sûreté de sa personne et à la protection de l'Etat contre les voies de fait ou les sévices dont il pourrait être l'objet de la part, soit de fonctionnaires du gouvernement, soit de tout individu, groupe ou institution.

2. Toute personne dispose d'une voie de recours et d'une protection effectives devant des tribunaux nationaux indépendants, compétents en la matière, contre toute discrimination concernant ses droits et ses libertés fondamentales dont elle viendrait à être l'objet du fait de sa race, de sa couleur ou de son origine ethnique.

#### Article 8

Toutes mesures effectives seront prises, immédiatement, dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation et de l'information, en vue d'éliminer la discrimination et les préjugés raciaux et de favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre les nations et les groupes raciaux, et de diffuser les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

#### Article 9

1. Toute propagande et toutes organisations fondées sur l'idée ou la théorie de la supériorité d'une race ou d'un groupe de personnes d'une même couleur ou d'une même origine ethnique, faite ou agissant en vue de justifier ou d'encourager une forme quelconque de discrimination raciale, seront sévèrement condamnées.

2. Toute incitation à la violence ou tous actes de violence, que ce soit par des particuliers ou par des organisations, contre une race ou contre un groupe de personnes d'une autre couleur ou d'une autre origine ethnique seront considérés comme outrage à la société et tombant sous le coup de la loi.

3. En vue de donner effet aux buts et aux principes de la présente Déclaration, tous les Etats prendront immédiatement des mesures positives, y compris des mesures législatives et autres, pour poursuivre et, le cas échéant, déclarer illégales les organisations qui encouragent la discrimination raciale ou qui y incitent, qui incitent à la violence ou qui usent de violence à des fins de discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique.

#### Article 10

L'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, les Etats et les organisations non

gouvernementales doivent mettre tout en œuvre pour favoriser une action énergique qui, combinant les mesures juridiques et autres mesures de caractère pratique, permettent l'abolition de toutes les formes de discrimination raciale. Ils doivent, en particulier, étudier les causes de ces discriminations en vue de recommander des mesures appropriées et efficaces pour les combattre et les éliminer.

*Article 11*

Tous les Etats encourageront le respect et l'application des droits de l'homme et des libertés fondamentales conformément à la Charte des Nations Unies et observeront pleinement et fidèlement les dispositions de la présente Déclaration, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

# ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

## CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DES MACHINES

Convention n° 119, adoptée le 25 juin 1963 par la Conférence internationale du Travail à sa quarante-septième session<sup>1</sup>

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 5 juin 1963, en sa quarante-septième session ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'interdiction de la vente, de la location et de l'utilisation des machines dépourvues de dispositifs de protection appropriés, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent soixante-trois, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la protection des machines, 1963 :

### PARTIE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 1

1. Toutes les machines, neuves ou d'occasion, mues par une force autre que la force humaine sont considérées comme des machines aux fins de l'application de la présente convention.

2. L'autorité compétente dans chaque pays déterminera si et dans quelle mesure des machines, neuves ou d'occasion, mues par la force humaine présentent des dangers pour l'intégrité physique des travailleurs et doivent être considérées comme des machines aux fins d'application de la présente convention. Ces décisions seront prises après consultation des organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressés. L'initiative de la consultation peut être prise par l'une quelconque de ces organisations.

3. Les dispositions de la présente convention :

a) ne s'appliquent aux véhicules routiers ou se déplaçant sur rails, lorsqu'ils sont en mouvement, que dans la mesure où la sécurité du personnel de conduite est en cause ;

b) ne s'appliquent aux machines agricoles mobiles que dans la mesure où la sécurité des

travailleurs dont l'emploi est en rapport avec ces machines est en cause.

### PARTIE II. VENTE, LOCATION, CESSION A TOUT AUTRE TITRE ET EXPOSITION

#### Article 2

1. La vente et la location de machines dont les éléments dangereux spécifiés aux paragraphes 3 et 4 du présent article, sont dépourvus de dispositifs de protection appropriés, doivent être interdites par la législation nationale ou empêchées par d'autres mesures tout aussi efficaces.

2. La cession à tout autre titre et l'exposition de machines dont les éléments dangereux, spécifiés aux paragraphes 3 et 4 du présent article sont dépourvus de dispositifs de protection appropriés, doivent, dans la mesure déterminée par l'autorité compétente, être interdites par la législation nationale ou empêchées par d'autres mesures tout aussi efficaces. Toutefois, l'enlèvement provisoire, pendant l'exposition d'une machine, des dispositifs de protection, aux fins de démonstration, ne sera pas considéré comme une infraction à la présente disposition, à condition que les précautions appropriées soient prises pour protéger les personnes contre tout risque.

3. Tous les boulons, vis d'arrêt et clavettes, ainsi que telles autres pièces, formant saillie sur les parties mobiles des machines, qui seraient susceptibles également de présenter des dangers pour les personnes entrant en contact avec ces pièces — lorsque celles-ci sont en mouvement — et qui seraient désignées par l'autorité compétente, doivent être conçus, noyés ou protégés de façon à prévenir ces dangers.

4. Tous les volants, engrenages, cônes ou cylindres de friction, cames, poulies, courroies, chaînes, pignons, vis sans fin, bielles et coulis-seaux, ainsi que les arbres (y compris leurs extrémités) et autres organes de transmission qui seraient susceptibles également de présenter des dangers pour les personnes entrant en contact avec ces éléments — lorsque ceux-ci sont en mouvement — et qui seraient désignés par l'autorité compétente, doivent être conçus ou protégés de façon à prévenir ces dangers. Les commandes des machines doivent être conçues ou protégées de façon à prévenir tout danger.

<sup>1</sup> Publiée dans le *Bulletin officiel*, du Bureau international du Travail, Vol. XLVI, n° 3, Supplément 1, juillet 1963.

*Article 3*

1. Les dispositions de l'article 2 ne s'appliquent pas aux machines ou à leurs éléments dangereux spécifiés audit article qui :

a) offrent, du fait de leur construction, une sécurité identique à celle que présenteraient des dispositifs de protection appropriés ;

b) sont destinés à être installés ou placés de manière que, du fait de leur installation ou de leur emplacement, ils offrent une sécurité identique à celle que présenteraient des dispositifs de protection appropriés.

2. Des machines construites de telle façon que les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 de l'article 2 ne seraient pas pleinement remplies pendant les opérations d'entretien, de graissage, de changement des parties travaillantes et de réglage — à condition toutefois que ces opérations puissent être effectuées conformément aux normes usuelles de sécurité — ne seront pas, de ce simple fait, visées par l'interdiction de vente, de location, de cession à tout autre titre ou d'exposition, prévue aux paragraphes 1 et 2 dudit article.

3. Les dispositions de l'article 2 ne font pas obstacle à la vente ni à la cession à tout autre titre de machines pour les entreposer, les mettre au rebut ou les remettre en état. Toutefois, ces machines ne doivent pas être vendues, louées, cédées à tout autre titre ou exposées, après leur entreposage ou leur remise en état, à moins qu'elles ne remplissent les conditions prévues à l'article 2.

*Article 4*

L'obligation d'appliquer les dispositions de l'article 2 doit incomber au vendeur, au loueur, à la personne qui cède la machine à tout autre titre ou à l'exposant ainsi que, dans les cas appropriés, conformément à la législation nationale, à leurs mandataires respectifs. Le fabricant qui vend, loue, cède à tout autre titre ou expose des machines aura la même obligation.

*Article 5*

1. Tout Membre peut prévoir une dérogation temporaire aux dispositions de l'article 2.

2. Les conditions et la durée de cette dérogation temporaire, qui ne peut dépasser trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention pour le Membre intéressé, doivent être déterminées par la législation nationale ou par d'autres mesures tout aussi efficaces.

3. Aux fins de l'application du présent article, l'autorité compétente devra consulter les organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressées, ainsi que, le cas échéant, les organisations de fabricants.

## PARTIE III. UTILISATION

*Article 6*

1. L'utilisation de machines dont l'un quelconque des éléments dangereux, y compris les parties travaillantes (zone d'opération), est dépourvu de dispositifs de protection appropriés, doit être interdite par la législation nationale ou empêchée

par d'autres mesures tout aussi efficaces. Toutefois, lorsque cette interdiction ne peut être pleinement respectée sans empêcher l'utilisation de la machine, elle doit néanmoins s'appliquer dans toute la mesure où cette utilisation le permet.

2. Les machines doivent être protégées de façon que la réglementation et les normes nationales de sécurité et d'hygiène du travail soient respectées.

*Article 7*

L'obligation d'appliquer les dispositions de l'article 6 doit incomber à l'employeur.

*Article 8*

1. Les dispositions de l'article 6 ne s'appliquent pas aux machines ou aux éléments de machines qui, du fait de leur construction, de leur installation ou de leur emplacement, offrent une sécurité identique à celle que présenteraient des dispositifs de protection appropriés.

2. Les dispositions de l'article 6 et de l'article 11 ne font pas obstacle aux opérations d'entretien, de graissage, de changement des parties travaillantes ou de réglage des machines ou éléments de machines, effectuées conformément aux normes usuelles de sécurité.

*Article 9*

1. Tout Membre peut prévoir une dérogation temporaire aux dispositions de l'article 6.

2. Les conditions et la durée de cette dérogation temporaire, qui ne peut dépasser trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention pour le Membre intéressé, doivent être déterminées par la législation nationale ou par d'autres mesures tout aussi efficaces.

3. Aux fins de l'application du présent article, l'autorité compétente doit consulter les organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressées.

*Article 10*

1. L'employeur doit prendre des mesures pour mettre les travailleurs au courant de la législation nationale concernant la protection des machines et doit les informer, de manière appropriée, des dangers résultant de l'utilisation des machines, ainsi que des précautions à prendre.

2. L'employeur doit établir et maintenir des conditions d'ambiance telles que les travailleurs affectés aux machines visées par la présente convention ne courent aucun danger.

*Article 11*

1. Aucun travailleur ne doit utiliser une machine sans que les dispositifs de protection dont elle est pourvue soient en place. Il ne pourra être demandé à aucun travailleur d'utiliser une machine sans que les dispositifs de protection dont elle est pourvue soient en place.

2. Aucun travailleur ne doit rendre inopérants les dispositifs de protection dont est pourvue la machine qu'il utilise. Les dispositifs de protection dont est pourvue une machine destinée à être utilisée par un travailleur ne doivent pas être rendus inopérants.

*Article 12*

La ratification de la présente convention n'affectera pas les droits qui découlent pour les travailleurs des législations nationales de sécurité sociale ou d'assurances sociales.

*Article 13*

Les dispositions de la présente partie de la convention qui ont trait aux obligations des employeurs et des travailleurs s'appliquent, si l'autorité compétente en décide ainsi et dans la mesure fixée par elle, aux travailleurs indépendants.

*Article 14*

Aux fins de l'application de la présente partie de la convention, le terme « employeur » désigne également, le cas échéant, le mandataire de l'employeur au sens où l'entend la législation nationale.

## PARTIE IV. MESURES D'APPLICATION

*Article 15*

1. Toutes mesures nécessaires, y compris des mesures prévoyant des sanctions appropriées, doivent être prises en vue d'assurer l'application effective des dispositions de la présente convention.

2. Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à charger les services d'inspection appropriés du contrôle de l'application de ses dispositions, ou à vérifier qu'une inspection adéquate est assurée.

*Article 16*

Toute législation nationale donnant effet aux dispositions de la présente convention doit être élaborée par l'autorité compétente après consultation des organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressés, ainsi que, le cas échéant, des organisations de fabricants.

## PARTIE V. CHAMP D'APPLICATION

*Article 17*

1. Les dispositions de la présente convention s'appliquent à tous les secteurs d'activité économique, à moins que le Membre ratifiant la convention n'en restreigne l'application par une déclaration annexée à sa ratification.

2. Dans le cas d'une déclaration restreignant ainsi l'application des dispositions de la présente convention :

a) les dispositions de la convention doivent s'appliquer au moins aux entreprises ou aux secteurs d'activité économique que l'autorité compétente, après consultation des services de l'inspection du travail et des organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressés, considère comme utilisant des machines dans une mesure importante ; l'initiative de la consultation peut être prise par une quelconque desdites organisations ;

b) le Membre doit indiquer, dans ses rapports à soumettre en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail,

quels ont été les progrès réalisés en vue d'une plus large application des dispositions de la convention.

3. Tout Membre qui a fait une déclaration conformément au paragraphe 1 ci-dessus peut, en tout temps, l'annuler totalement ou partiellement par une déclaration ultérieure.

## PARTIE VI. DISPOSITIONS FINALES

*Article 18*

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

*Article 19*

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

*Article 20*

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

*Article 21*

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

*Article 22*

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des

Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

#### *Article 23*

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

#### *Article 24*

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 20 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

#### *Article 25*

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

# ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE

## CHARTRE DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE

Fait à Addis-Abéba, le 25 mai 1963

Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement africains<sup>1</sup> réunis à Addis-Abéba, Ethiopie ;

*Convaincus* que les peuples ont le droit inaliénable de déterminer leur propre destin ;

*Conscients* du fait que la liberté, l'égalité, la justice et la dignité sont des objectifs essentiels à la réalisation des aspirations légitimes des peuples africains ;

*Sachant* que notre devoir est de mettre les ressources naturelles et humaines de notre continent au service du progrès général de nos peuples dans tous les domaines de l'activité humaine ;

*Guidés* par une commune volonté de renforcer la compréhension entre nos peuples et la coopération entre nos Etats, afin de répondre aux aspirations de nos populations vers la consolidation d'une fraternité et d'une solidarité intégrées au sein d'une unité plus vaste qui transcende les divergences ethniques et nationales ;

*Convaincus* qu'afin de mettre cette ferme détermination au service du progrès humain, il importe de créer et de maintenir des conditions de paix et de sécurité ;

*Fermement résolus* à sauvegarder et à consolider l'indépendance et la souveraineté durement conquises, ainsi que l'intégrité territoriale de nos Etats, et à combattre le néo-colonialisme sous toutes ses formes ;

*Voués* au progrès général de l'Afrique ;

<sup>1</sup> Les Chefs d'Etat et de Gouvernement africains comprennent ceux de la République démocratique et populaire d'Algérie ; du Royaume du Burundi ; de la République centrafricaine ; de la République du Tchad ; de la République du Congo (Brazzaville) ; de la République du Congo (Léopoldville) ; de la République du Dahomey ; de l'Empire d'Ethiopie ; de la République gabonaise ; de la République du Ghana ; de la République de Guinée ; de la République de Côte-d'Ivoire ; de la République du Libéria ; du Royaume de Libye ; de la République malgache ; de la République du Mali ; de la République islamique de Mauritanie ; du Royaume du Maroc ; de la République du Niger ; de la République fédérale de Nigéria ; de la République rwandaise ; de la République du Sénégal ; du Sierra Leone ; de la République somalienne ; de la République du Soudan ; de la République du Tanganyika ; de la République togolaise ; de la République tunisienne ; de l'Ouganda ; de la République arabe unie ; et de la République de Haute-Volta.

*Persuadés* que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux principes desquelles nous réaffirmons notre adhésion, offrent une base solide pour une coopération pacifique et fructueuse entre nos Etats ;

*Désireux* de voir tous les Etats africains s'unir, désormais, pour assurer le bien-être de leurs peuples ;

*Résolus* à raffermir les liens entre nos Etats, en créant des institutions communes et en les renforçant ;

*Sommes convenus* de créer :

### L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE

#### Article premier

1. Les hautes parties contractantes constituent, par la présente Charte, une organisation dénommée Organisation de l'unité africaine.

2. Cette organisation comprend les Etats africains continentaux, Madagascar et les autres îles voisines de l'Afrique.

### OBJECTIFS

#### Article 2

1. Les objectifs de l'organisation sont les suivants :

a) Renforcer l'unité et la solidarité des Etats africains ;

b) Coordonner et intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique ;

c) Défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance ;

d) Eliminer sous toutes ses formes le colonialisme de l'Afrique ;

e) Favoriser la coopération internationale, en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

2. A ces fins, les Etats membres coordonneront et harmoniseront leurs politiques générales, en particulier dans les domaines suivants :

a) Politique et diplomatie ;

b) Economie, transports et communications ;

c) Education et culture ;

- d) Santé, hygiène et nutrition ;
- e) Science et technique ;
- f) Défense et sécurité.

## PRINCIPES

### Article 3

Les Etats membres, pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 2, affirment solennellement les principes suivants :

- 1) Egalité souveraine de tous les Etats membres ;
- 2) Non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats ;
- 3) Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque Etat et de son droit inaliénable à une existence indépendante ;
- 4) Règlement pacifique des différends, par voie de négociation, de médiation, de conciliation ou d'arbitrage ;
- 5) Condamnation sans réserve de l'assassinat politique ainsi que des activités subversives exercées par des Etats voisins, ou tous autres Etats ;
- 6) Dévouement sans réserve à la cause de l'émancipation totale des territoires africains non encore indépendants ;
- 7) Affirmation d'une politique de non-alignement à l'égard de tous les blocs.

## MEMBRES

### Article 4

Tout Etat africain indépendant et souverain peut devenir membre de l'organisation.

## DROITS ET DEVOIRS DES ETATS MEMBRES

### Article 5

Tous les Etats membres jouissent des mêmes droits et ont les mêmes devoirs.

### Article 6

Les Etats membres s'engagent à respecter scrupuleusement les principes énoncés à l'article 3 de la présente Charte.

## INSTITUTIONS

### Article 7

L'organisation poursuit les objectifs qu'elle s'est assignés, principalement par l'intermédiaire des institutions ci-après :

- 1) La conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ;
- 2) Le conseil des ministres ;
- 3) Le secrétariat général ;
- 4) La commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage.

## LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT

### Article 8

La conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement est l'organe suprême de l'organisation ; elle doit, conformément aux dispositions de la

présente Charte, étudier les questions d'intérêt commun pour l'Afrique afin de coordonner et d'harmoniser la politique générale de l'organisation. Elle peut, en outre, procéder à la révision de la structure, des fonctions et des activités de tous les organes et de toutes les institutions spécialisées qui pourraient être créés conformément à la présente Charte.

## LE CONSEIL DES MINISTRES

### Article 12

1. Le conseil des ministres est composé de ministres des affaires étrangères, ou de tous autres ministres désignés par les Gouvernements des Etats membres.

### Article 13

1. Le conseil des ministres est responsable envers la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Il est chargé de la présentation de cette conférence.

2. Il connaît de toute question que la conférence lui renvoie ; il exécute ses décisions.

Il met en œuvre la coopération interafricaine selon les directives des Chefs d'Etat et de Gouvernement, conformément à l'article 2, paragraphe 2, de la présente Charte.

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

### Article 16

Un secrétaire général administratif de l'organisation est désigné par la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Il dirige les services du secrétariat.

## COMMISSION DE MÉDIATION, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE

### Article 19

Les Etats membres s'engagent à régler leurs différends par des voies pacifiques. A cette fin, ils créent une commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage, dont la composition et les conditions de fonctionnement sont définies par un protocole distinct, approuvé par la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Ce protocole est considéré comme faisant partie intégrante de la présente Charte.

## COMMISSIONS SPÉCIALISÉES

### Article 20

Sont créées, outre les commissions spécialisées que la conférence peut juger nécessaires, les commissions suivantes :

- 1) La commission économique et sociale ;
- 2) La commission de l'éducation et de la culture ;
- 3) La commission de la santé, de l'hygiène et de la nutrition ;
- 4) La commission de la défense ;



5) La commission scientifique, technique et de la recherche.

des deux tiers des Chefs d'Etat et de Gouvernement des membres de l'organisation.

#### SIGNATURE ET RATIFICATION DE LA CHARTE

##### *Article 24*

1. La présente Charte est ouverte à la signature de tous les Etats africains, indépendants et souverains. Elle est ratifiée par les Etats signataires conformément à leur procédure constitutionnelle.

2. L'instrument original, rédigé, si possible, dans des langues africaines, ainsi qu'en français et en anglais, tous les textes faisant également foi, est déposé auprès du Gouvernement de l'Ethiopie qui transmet les copies certifiées de ce document à tous les Etats africains indépendants et souverains.

3. Les instruments de ratification sont déposés auprès du Gouvernement de l'Ethiopie, qui notifie le dépôt à tous les Etats signataires.

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

##### *Article 25*

La présente Charte entre en vigueur dès réception par le Gouvernement de l'Ethiopie des instruments de ratification des deux tiers des Etats signataires.

#### ENREGISTREMENT DE LA CHARTE

##### *Article 26*

La présente Charte, dûment ratifiée, sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies, par les soins du Gouvernement de l'Ethiopie, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

#### INTERPRÉTATION DE LA CHARTE

##### *Article 27*

Toute décision relative à l'interprétation de la présente Charte devra être acquise à la majorité

#### ADHÉSION ET ADMISSION

##### *Article 28*

1. Tout Etat africain indépendant et souverain peut, en tout temps, notifier au secrétaire général administratif son intention d'adhérer à la présente Charte.

2. Le secrétaire général administratif, saisi de cette notification, en communique copie à tous les membres. L'admission est décidée à la majorité simple des Etats membres. La décision de chaque Etat membre est transmise au secrétaire général administratif qui communique la décision à l'Etat intéressé, après avoir reçu le nombre de voix requis.

#### RENONCIATION À LA QUALITÉ DE MEMBRE

##### *Article 32*

Tout Etat qui désire se retirer de l'organisation en fait notification au secrétaire général administratif. Une année après ladite notification, si elle n'est pas retirée, la Charte cesse de s'appliquer à cet Etat, qui, de ce fait, n'appartient plus à l'organisation.

#### AMENDEMENT ET RÉVISION

##### *Article 33*

La présente Charte peut être amendée ou révisée si un Etat membre envoie à cet effet une demande écrite au secrétaire général administratif. La Conférence n'est saisie du projet d'amendement que lorsque tous les Etats membres en ont été dûment avisés, et après un délai d'un an. L'amendement ne prend effet que lorsqu'il est approuvé par les deux tiers au moins des Etats membres.

## CONSEIL DE L'EUROPE

### PROTOCOLE N° 2 À LA CONVENTION DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES ATTRIBUANT À LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME LA COMPÉTENCE DE DONNER DES AVIS CONSULTATIFS

Fait à Strasbourg, le 6 mai 1963<sup>1</sup>

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole,

Vu les dispositions de la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention »), notamment l'article 19 instituant entre autres organes une Cour européenne des Droits de l'homme (ci-après dénommée « la Cour »);

Considérant qu'il est opportun d'attribuer à la Cour la compétence de donner, sous certaines conditions, des avis consultatifs,

Sont convenus de ce qui suit :

#### Article premier

1. La Cour peut, à la demande du Comité des Ministres, donner des avis consultatifs sur des questions juridiques concernant l'interprétation de la Convention et de ses Protocoles.

2. Ces avis ne peuvent porter sur les questions ayant trait au contenu ou à l'étendue des droits et libertés définis au titre 1<sup>er</sup> de la Convention et dans ses Protocoles, ni sur les autres questions dont la Commission, la Cour ou le Comité des Ministres pourraient avoir à connaître par suite de l'introduction d'un recours prévu par la Convention.

3. La décision du Comité des Ministres de demander un avis à la Cour est prise par un vote à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

#### Article 2

La Cour décide si la demande d'avis présentée par le Comité des Ministres relève de sa compétence consultative telle que celle-ci est définie par l'article 1<sup>er</sup> du présent Protocole.

#### Article 3

1. Pour l'examen des demandes d'avis consultatifs, la Cour siège en séance plénière.

2. L'avis de la Cour est motivé.

3. Si l'avis n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion individuelle.

4. L'avis de la Cour est transmis au Comité des Ministres.

#### Article 4

Par extension du pouvoir que lui attribue l'article 55 de la Convention et aux fins du présent Protocole, la Cour peut, si elle l'estime nécessaire, établir son règlement et fixer sa procédure.

#### Article 5

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention, qui peuvent y devenir Parties par :

a) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation ;

b) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation, suivie de ratification ou d'acceptation.

Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur dès que tous les Etats Parties à la Convention seront devenus Parties au Protocole, conformément aux dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article.

3. A dater de l'entrée en vigueur du présent Protocole, les articles 1<sup>er</sup> à 4 seront considérés comme faisant partie intégrante de la Convention.

4. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil :

a) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation ;

b) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation ;

c) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'acceptation ;

d) la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément au paragraphe 2 de cet article.

<sup>1</sup> Publié par le Conseil de l'Europe comme *Série des Traités et Conventions européens*, n° 44.

# PROTOCOLE N° 3 À LA CONVENTION DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES, MODIFIANT LES ARTICLES 29, 30 ET 34 DE LA CONVENTION

Fait à Strasbourg, le 6 mai 1963<sup>2</sup>

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole,

Considérant qu'il convient d'amender certaines dispositions de la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention ») relatives à la procédure de la Commission européenne des Droits de l'homme,

Sont convenus de ce qui suit :

## Article premier

1. L'article 29 de la Convention est supprimé.
2. La disposition suivante est insérée dans la Convention :

### « Article 29

« Après avoir retenu une requête introduite par application de l'article 25, la Commission peut néanmoins décider à l'unanimité de la rejeter si, en cours d'examen, elle constate l'existence d'un des motifs de non-recevabilité prévus à l'article 27.

« En pareil cas, la décision est communiquée aux parties ».

## Article 2

A l'article 30 de la Convention, le mot « sous-commission » est remplacé par le mot « Commission ».

## Article 3

1. Au début de l'article 34 de la Convention, le membre de phrase suivant est inséré :

<sup>2</sup> Publié par le Conseil de l'Europe comme *Série des Traités et Conventions européens*, n° 45.

# PROTOCOLE N° 4 À LA CONVENTION DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES, RECONNAISSANT CERTAINS DROITS ET LIBERTÉS AUTRES QUE CEUX FIGURANT DÉJÀ DANS LA CONVENTION ET DANS LE PREMIER PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONVENTION

Fait à Strasbourg, le 16 septembre 1963<sup>3</sup>

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Résolus à prendre des mesures propres à assurer la garantie collective de droits et libertés autres que ceux qui figurent déjà dans le titre I de la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention ») et dans les articles 1<sup>er</sup> à 3 du premier Protocole additionnel à la Convention, signé à Paris le 20 mars 1952,

« Sous réserve des dispositions de l'article 29, ... »

2. A la fin du même article, la phrase « les décisions de la sous-commission sont prises à la majorité de ses membres » est supprimée.

## Article 4

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention qui peuvent y devenir Parties par :

- a) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation ;
- b) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation suivie de ratification ou d'acceptation.

Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur dès que tous les Etats Parties à la Convention seront devenus Parties au Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article.

3. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil :

- a) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation ;
- b) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation ;
- c) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'acceptation ;
- d) la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément au paragraphe 2 de cet article.

Sont convenus de ce qui suit :

## Article premier

Nul ne peut être privé de sa liberté pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle.

## Article 2

1. Quiconque se trouve régulièrement sur le territoire d'un Etat a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence.

2. Toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien.

<sup>3</sup> Publié par le Conseil de l'Europe comme *Série des Traités et Conventions européens*, n° 46.

3. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au maintien de l'ordre public, à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

4. Les droits reconnus au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent également, dans certaines zones déterminées, faire l'objet de restrictions qui, prévues par la loi, sont justifiées par l'intérêt public dans une société démocratique.

#### Article 3

1. Nul ne peut être expulsé, par voie de mesure individuelle ou collective, du territoire de l'Etat dont il est le ressortissant.

2. Nul ne peut être privé du droit d'entrer sur le territoire de l'Etat dont il est le ressortissant.

#### Article 4

Les expulsions collectives d'étrangers sont interdites.

#### Article 5

1. Toute Haute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou de la ratification du présent Protocole ou à tout moment par la suite, communiquer au Secrétaire général du Conseil de l'Europe une déclaration indiquant la mesure dans laquelle elle s'engage à ce que les dispositions du présent Protocole s'appliquent à tels territoires qui sont désignés dans ladite déclaration et dont elle assure les relations internationales.

2. Toute Haute Partie Contractante qui a communiqué une déclaration en vertu du paragraphe précédent peut, de temps à autre, communiquer une nouvelle déclaration modifiant les termes de toute déclaration antérieure ou mettant fin à l'application des dispositions du présent Protocole sur un territoire quelconque.

3. Une déclaration faite conformément au présent article sera considérée comme ayant été faite

conformément au paragraphe 1 de l'article 63 de la Convention.

4. Le territoire de tout Etat auquel le présent Protocole s'applique en vertu de sa ratification ou de son acceptation par ledit Etat, et chacun des territoires auxquels le Protocole s'applique en vertu d'une déclaration souscrite par ledit Etat conformément au présent article, seront considérés comme des territoires distincts aux fins des références au territoire d'un Etat faites par les articles 2 et 3.

#### Article 6

1. Les Hautes Parties Contractantes considéreront les articles 1<sup>er</sup> à 5 de ce Protocole comme des articles additionnels à la Convention et toutes les dispositions de la Convention s'appliqueront en conséquence.

2. Toutefois, le droit de recours individuel reconnu par une déclaration faite en vertu de l'article 25 de la Convention ou la reconnaissance de la juridiction obligatoire de la Cour faite par une déclaration en vertu de l'article 46 de la Convention ne s'exercera en ce qui concerne le présent Protocole que dans la mesure où la Haute Partie Contractante intéressée aura déclaré reconnaître ledit droit ou accepter ladite juridiction pour les articles 1<sup>er</sup> à 4 du Protocole ou pour certains de ces articles.

#### Article 7

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Membres du Conseil de l'Europe, signataires de la Convention; il sera ratifié en même temps que la Convention ou après la ratification de celle-ci. Il entrera en vigueur après le dépôt de cinq instruments de ratification. Pour tout signataire qui le ratifiera ultérieurement, le Protocole entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification.

2. Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe qui notifiera à tous les Membres les noms de ceux qui l'auront ratifié.

## AUTRES ACCORDS INTERNATIONAUX

### ACCORD RELATIF À LA CRÉATION D'UN OFFICE AFRICAIN ET MALGACHE DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Fait à Libreville, le 13 septembre 1962

Le Gouvernement de la République fédérale du Cameroun ;

Le Gouvernement de la République centrafricaine ;

Le Gouvernement de la République du Congo ;

Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ;

Le Gouvernement de la République du Dahomey ;

Le Gouvernement de la République gabonaise ;

Le Gouvernement de la République de Haute-Volta ;

Le Gouvernement de la République malgache ;

Le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie ;

Le Gouvernement de la République du Niger ;

Le Gouvernement de la République du Sénégal ;

Le Gouvernement de la République du Tchad,

Animés du désir de protéger sur leurs territoires, d'une manière aussi efficace et uniforme que possible, les droits de propriété industrielle ;

S'engageant, à cet effet, à donner leur adhésion à la convention pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris le 20 mars 1883 et révisée en dernier lieu à Lisbonne le 31 octobre 1958 ;

Vu l'article 15 de ladite convention disposant « que les pays de l'Union se réservent le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la convention » ;

Vu l'article 4 - A (2) de ladite convention, stipulant « qu'est reconnu comme donnant naissance au droit de priorité tout dépôt ayant la valeur d'un dépôt national régulier en vertu de la législation nationale de chaque pays de l'Union ou de traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre des pays de l'Union » ;

Considérant l'intérêt que présente l'institution d'un régime de dépôt unique des demandes de brevet d'invention, des marques de fabrique ou de commerce et des dessins ou modèles industriels pour l'obtention des droits prévus par les législations uniformes de leurs pays et la création d'un organisme chargé d'appliquer les procédures admi-

nistratives communes prescrites par lesdites législations ;

Ont résolu de conclure un accord relatif à la création d'un Office africain et malgache de la Propriété industrielle et ont désigné à cette fin des plénipotentiaires, lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

#### *Article premier*

Il est créé un Office africain et malgache de la Propriété industrielle chargé, dans les conditions fixées ci-après, d'appliquer les procédures administratives communes prévues par les législations nationales des Etats membres en matière de brevets d'invention, de marques de fabrique ou de commerce et de dessins ou modèles industriels.

L'Office tient lieu, pour chacun des Etats membres, de service national de la propriété industrielle au sens de l'article 12 de la convention susvisée.

Les droits attachés aux brevets, aux marques et aux dessins ou modèles industriels faisant l'objet des procédures communes sont des droits nationaux indépendants soumis à la législation de chacun des Etats membres dans lesquels ils ont effet.

#### *Article 3*

1. Les dépôts de demandes de brevets d'invention, de marques de fabrique ou de commerce et de dessins ou modèles industriels sont effectués, lorsque les déposants sont domiciliés sur le territoire de l'un de Etats membres, soit auprès de l'administration nationale, soit auprès de l'Office, selon les prescriptions légales en vigueur dans cet Etat.

2. Les déposants domiciliés hors des territoires des Etats membres font directement les dépôts visés ci-dessus auprès de l'Office. Ils doivent constituer un mandataire dans l'un des Etats membres.

3. Les dépôts effectués auprès de l'Office peuvent être transmis par la voie postale.

4. Toutes les communications adressées à l'Office doivent être écrites en langue française.

#### *Article 4*

Tout dépôt effectué auprès de l'administration de l'un des Etats membres conformément à la législation de cet Etat ou auprès de l'Office à la valeur d'un dépôt national dans chaque Etat membre.

*Article 5*

1. L'Office procède à l'enregistrement et à l'examen administratif des demandes de brevet d'invention selon la procédure commune prévue par les législations des Etats membres.

Il délivre les brevets et en assure la publication.

2. Tout brevet délivré produit ses effets selon la loi nationale de chaque Etat dans chacun des Etats membres.

*Article 6*

1. L'Office procède à l'examen administratif, à l'enregistrement et à la publication des marques de fabrique ou de commerce selon la procédure commune prévue par les législations des Etats membres.

2. Les marques enregistrées et publiées produisent leurs effets selon la loi nationale de chaque Etat dans chacun des Etats membres.

3. L'Office assure les procédures relatives à l'enregistrement international des marques au titre de l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891.

*Article 7*

L'Office assure l'enregistrement, le maintien et la publicité des dépôts de dessins ou modèles industriels selon la procédure commune prévue par les législations des Etats membres.

Les dépôts de dessins ou modèles industriels produisent leurs effets selon la loi nationale de chaque Etat dans chacun des Etats membres.

*Article 8*

Toute publication de l'Office est adressée à l'administration de chacun des Etats membres.

*Article 9*

L'Office tient pour l'ensemble des Etats membres un registre spécial des brevets, un registre spécial des marques et un registre spécial des dessins ou modèles industriels où sont faites les inscriptions prescrites par les législations nationales.

*Article 16*

L'Office a la personnalité juridique. Dans chacun des Etats membres, il jouit de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par la législation nationale.

*Article 21*

Le siège de l'Office est fixé à Yaoundé (République fédérale du Cameroun). L'Office est placé sous la protection du Gouvernement de la République fédérale du Cameroun.

*Article 23*

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République fédérale du Cameroun.

*Article 24*

Le présent accord entrera en vigueur deux mois après le dépôt des instruments de ratification par deux tiers au moins des Etats signataires.

La date d'entrée en vigueur des annexes au présent accord sera déterminée par l'Office.

*Article 25*

1. Tout Etat africain non signataire qui est partie à la convention pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris le 20 mars 1883 et révisée en dernier lieu à Lisbonne le 31 octobre 1958, peut demander à adhérer au présent accord. La demande est adressée au conseil d'administration qui statue à la majorité. Le partage des voix vaut rejet.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement de la République fédérale du Cameroun.

3. L'adhésion produit ses effets deux mois après ce dépôt, à moins qu'une date ultérieure n'ait été indiquée dans l'instrument d'adhésion.

*Article 26*

Tout Etat partie au présent accord peut le dénoncer par notification écrite adressée au Gouvernement de la République fédérale du Cameroun.

La dénonciation prendra effet au 31 décembre de la deuxième année qui suit celle au cours de laquelle le Gouvernement de la République fédérale du Cameroun a reçu cette notification.

*Article 27*

Le présent accord peut être soumis à des révisions périodiques, notamment en vue d'y introduire des modifications de nature à améliorer les services rendus par l'Office.

# ÉTAT DE CERTAINS ACCORDS INTERNATIONAUX<sup>1</sup>

## I. NATIONS UNIES

1. *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* (Paris, 1948); entrée en vigueur le 12 janvier 1951 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 555-557).

Au cours de l'année 1963, l'Algérie est devenue partie à la convention, en déposant un instrument d'adhésion le 31 octobre.

2. *Convention relative au statut des réfugiés* (Genève, 1951); entrée en vigueur le 22 avril 1954 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 678-689).

Au cours de l'année 1963, les Etats suivants sont devenus parties à la convention en déposant aux dates indiquées des instruments d'adhésion : Algérie (21 février)<sup>2</sup>, Burundi (19 juillet), Chypre (16 mai) et Sénégal (2 mai)<sup>2</sup>.

Par une communication reçue le 18 février 1963, le Gouvernement suisse a notifié le retrait de la réserve qu'il avait formulée, au moment de la ratification, à l'égard du paragraphe 1 a) et b) et du paragraphe 3 de l'article 24 de la convention, dans la mesure où cette réserve a trait aux assurances vieillesse et survivants.

<sup>1</sup> En ce qui concerne l'état de ces accords à la fin de l'année 1962, voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 421-425. Les renseignements contenus dans le présent exposé au sujet des conventions internationales du travail et des accords conclus sous les auspices de l'Organisation des Etats américains et du Conseil de l'Europe ont été fournis respectivement par le Bureau international du Travail, l'Union panaméricaine et le secrétariat général du Conseil de l'Europe. Les renseignements concernant les conventions de Genève du 12 août 1949 sont tirés du Rapport d'activité 1963 du Comité international de la Croix-Rouge. A l'exception de l'Accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel, de l'Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel et du Protocole additionnel (pour lesquels le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies exerce les fonctions de dépositaire), les renseignements concernant les accords conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ont été fournis par le secrétariat de l'UNESCO.

<sup>2</sup> Cet Etat s'est reconnu lié par la convention, dont l'application avait été étendue à son territoire par l'Etat qui assumait antérieurement la responsabilité de ses relations étrangères.

3. *Convention sur les droits politiques de la femme* (New York, 1952); entrée en vigueur le 7 juillet 1954 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 422-423).

Au cours de l'année 1963, le Brésil et le Sénégal<sup>3</sup> sont devenus parties à la convention, en déposant des instruments de ratification ou d'adhésion les 13 août et 2 mai respectivement.

4. *Convention relative au droit international de rectification* (New York, 1952); entrée en vigueur le 24 août 1962 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 419-421).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1963.

5. *Convention de 1926 relative à l'esclavage*, amendée par le Protocole du 7 décembre 1953 (signée à New York); entrée en vigueur sous sa forme modifiée le 7 juillet 1955 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 353-354).

Au cours de l'année 1963, l'Algérie, le Koweït et le Népal sont devenus parties à la convention, en déposant des instruments d'adhésion les 20 novembre, 28 mai et 7 janvier respectivement.

6. *Convention relative au statut des apatrides* (New York, 1954); entrée en vigueur le 6 juin 1960 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, p. 383-389).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1963.

7. *Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage* (Genève 1956); entrée en vigueur le 30 avril 1957 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 301-304).

Au cours de l'année 1963, les Etats suivants sont devenus parties à la convention en déposant aux dates indiquées des instruments de ratification ou d'adhésion : Algérie (31 octobre), Autriche (7 octobre), Canada (10 janvier), Cuba (21 août), Irak (30 septembre), Koweït (18 janvier), Népal

<sup>3</sup> Cet Etat s'est reconnu lié par la convention, dont l'application avait été étendue à son territoire par l'Etat qui assumait antérieurement la responsabilité de ses relations étrangères.

(7 janvier), Niger (22 juillet) et Pologne (10 janvier).

8. *Convention sur la nationalité de la femme mariée* (New York, 1957); entrée en vigueur le 11 août 1958 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 309-310).

Au cours de l'année 1963, l'Argentine est devenue partie à la convention en déposant un instrument d'adhésion le 10 octobre.

9. *Convention sur la réduction des cas d'apatridie* (New York, 1961); pas encore en vigueur (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 439-442).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1963.

10. *Convention sur l'âge du mariage, le consentement au mariage et l'enregistrement des mariages* (New York, 1962); pas encore en vigueur (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 405-406).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1963.

## II. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

1. *Convention sur la politique sociale (territoires non métropolitains)*, 1947 (entrée en vigueur en 1955) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 483-488).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1963.

2. *Convention sur le droit d'association (territoires non métropolitains)*, 1947 (entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1953) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 489-491).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1963.

3. *Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical*, 1948 (entrée en vigueur le 4 juillet 1950) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 491-494).

Au cours de l'année 1963, les ratifications de l'Ethiopie et de la Trinité et Tobago<sup>4</sup> ont été enregistrées les 23 juin et 24 mai respectivement.

Le Royaume-Uni a enregistré aux dates indiquées des déclarations d'application de la convention aux territoires non métropolitains suivants : Antigua (15 janvier), Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla (4 février), Betchouanaland et Honduras britannique (20 novembre) (application sans modification); Bahamas (3 avril) et Hong-kong (15 octobre) (application avec modification).

4. *Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective*, 1949 (entrée en vigueur le 18 juillet 1951) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1949*, p. 335-337).

Au cours de l'année 1963, les ratifications du Cameroun (étendant l'application de la Conven-

tion également au Cameroun oriental), de l'Ethiopie, de l'Ouganda<sup>5</sup> et de la Trinité et Tobago<sup>6</sup> ont été enregistrées les 29 janvier, 4 juin et 24 mai respectivement.

Le Royaume-Uni a enregistré, aux dates indiquées, des déclarations d'application de la convention, sans modification, aux territoires non métropolitains suivants : Antigua, Bermudes (15 janvier), Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla (4 février), îles Falkland (18 février) et Souaziland (20 novembre).

5. *Convention sur l'égalité de rémunération*, 1951 (entrée en vigueur le 23 mai 1953) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1951*, p. 549-551).

Au cours de l'année 1963, les ratifications des Etats suivants ont été enregistrées aux dates indiquées : Colombie (7 juin), Finlande (14 janvier) et Irak (28 août).

6. *Convention concernant la norme minimum de la sécurité sociale*, 1952 (entrée en vigueur le 27 avril 1955) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 424-438).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1963.

7. *Convention sur la protection de la maternité (révisée)*, 1952 (entrée en vigueur le 7 septembre 1955) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 439-442).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1963.

8. *Convention sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes)*, 1955 (entrée en vigueur le 7 juin 1958) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 331-333).

La ratification du Maroc a été enregistrée le 27 mars 1963.

9. *Convention concernant l'abolition du travail forcé*, 1957 (entrée en vigueur le 17 janvier 1959) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1957*, p. 311-312).

Au cours de l'année 1963, les ratifications des Etats suivants ont été enregistrées aux dates indiquées : Afghanistan (16 mai), Burundi (11 mars)<sup>6</sup>, Colombie (7 juin), Ouganda (4 juin)<sup>6</sup> et Trinité et Tobago (24 mai)<sup>6</sup>.

10. *Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession*, 1958, (entrée en vigueur le 15 juin 1960) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1958*, p. 315-316).

Au cours de l'année 1963, les ratifications des Etats suivants ont été enregistrées aux dates indi-

<sup>5</sup> Confirmant les obligations au titre de la convention, à laquelle avait adhéré en son nom l'Etat qui assumait antérieurement la responsabilité de ses relations étrangères.

<sup>6</sup> Confirmant les obligations au titre de la convention, à laquelle avait adhéré en son nom l'Etat qui assumait antérieurement la responsabilité de ses relations étrangères.

<sup>4</sup> Confirmant les obligations au titre de la convention, à laquelle avait adhéré en son nom l'Etat qui assumait antérieurement la responsabilité de ses relations étrangères.



quées : Islande (29 juillet), Italie (12 août), Jordanie (4 juillet), Maroc (27 mars) et Mauritanie (8 novembre).

11. *Convention concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale, 1962* (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 407-410).

Au cours de l'année 1963, les ratifications de la Jordanie et du Koweït ont été enregistrées les 7 mars et 23 avril respectivement. Cette convention n'était pas encore entrée en vigueur à la fin de l'année 1963.

12. *Convention concernant l'égalité de traitement des nationaux et des non-nationaux en matière de sécurité sociale, 1962* (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 411-414).

Au cours de l'année 1963, les ratifications des Etats suivants ont été enregistrées aux dates et pour les branches indiquées : Guatemala [4 novembre, branche c)], Jordanie [7 mars, branches c), d), f) et g)], Norvège [28 août, branches f) et i)], République arabe syrienne [18 novembre, branches d), e), f) et g)] et Suède [25 avril, branches a), b), c), g) et h)]. La convention n'était pas encore entrée en vigueur à la fin de l'année 1963.

### III. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

1. *Accord visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel (Beyrouth, 1948)*; entré en vigueur le 12 août 1954 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 495-498).

Aucun Etat n'est devenu partie à l'accord en 1963.

2. *Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel (Lake Success, 1950)*; entré en vigueur le 21 mai 1952 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1950*, p. 474-478).

Aucun Etat n'est devenu partie à l'accord en 1963.

3. *Convention universelle sur le droit d'auteur et Protocoles additionnels (Genève, 1952)*; entrés en vigueur le 16 septembre 1955 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 449-455).

Au cours de l'année 1963, la Finlande est devenue partie à la convention et aux protocoles 2 et 3 en déposant, le 16 janvier, un instrument de ratification, et au protocole 1, en déposant, à la même date, un instrument d'acceptation; la Grèce est devenue partie à la convention et aux protocoles 1 à 3 en déposant, le 24 mai, un instrument d'acceptation; le Pérou est devenu partie à la convention en déposant, le 16 juillet, un instrument de ratification.

4. *Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, et Protocole additionnel (La Haye, 1954)*; entrés en vigueur le 7 août 1956 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1954*, 394-403).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention en 1963.

5. *Convention concernant les échanges internationaux de publications (Paris, 1958)*; entrée en vigueur le 23 novembre 1961 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1960*, p. 448).

Au cours de l'année 1963, les Etats suivants sont devenus parties à la convention, en déposant aux dates indiquées des instruments de ratification : Espagne (1<sup>er</sup> février), Nouvelle-Zélande (5 février), Bulgarie (4 mars), Cuba (1<sup>er</sup> août) et Ghana (6 décembre); la Tchécoslovaquie est devenue partie à la convention en déposant, le 29 novembre, un instrument d'acceptation.

6. *Convention concernant les échanges entre Etats de publications officielles et documents gouvernementaux (Paris, 1958)*; entrée en vigueur le 30 mai 1961 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1960*, p. 448).

Au cours de l'année 1963, les Etats suivants sont devenus parties à la convention en déposant aux dates indiquées des instruments de ratification : Espagne (1<sup>er</sup> février), Nouvelle-Zélande (5 février), Bulgarie (4 mars), Cuba (1<sup>er</sup> août) et Ghana (6 décembre); la Tchécoslovaquie est devenue partie à la convention en déposant, le 29 novembre, un instrument d'acceptation.

7. *Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (Paris, 1960)*; entrée en vigueur le 22 mai 1962 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 450-453).

Au cours de l'année 1963, les Etats suivants sont devenus parties à la convention, en déposant aux dates indiquées des instruments de ratification : Norvège (8 janvier), Nouvelle-Zélande (12 février), Tchécoslovaquie (14 mars), Costa Rica (10 septembre), Danemark (4 octobre), Argentine (30 octobre) et Albanie (21 novembre); le Koweït et le Dahomey sont devenus parties à la convention en déposant des instruments d'acceptation les 15 janvier et 9 juillet respectivement.

8. *Protocole instituant une Commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (Paris, 1962)*; pas encore en vigueur (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1962*, p. 415-418).

Au cours de l'année 1963, le Danemark est devenu partie au protocole, en déposant, le 4 octobre, un instrument de ratification.

### IV. ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

1. *Convention interaméricaine sur les droits d'auteur pour les œuvres littéraires, scientifiques et artistiques (Washington, D.C., 1946)*; entrée en vigueur le 14 avril 1947 (voir *Union Panaméricaine : Law and Treaty Series*, No. 19).

Aucun Etat n'est devenu partie à la Convention en 1963.

2. *Convention interaméricaine sur la concession des droits politiques à la femme* (Bogota, 1948); entrée en vigueur le 22 avril 1949 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 503-504).

Le Paraguay est devenu partie à la Convention en déposant, le 5 août, un instrument de ratification.

3. *Convention interaméricaine sur la concession des droits civils à la femme* (Bogota, 1948); entrée en vigueur le 22 avril 1949 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1948*, p. 505).

Aucun Etat n'est devenu partie à la Convention en 1963.

4. *Convention sur l'asile diplomatique* (Caracas, 1954); entrée en vigueur le 29 décembre 1954 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 337-338).

Aucun Etat n'est devenu partie à la Convention en 1963.

5. *Convention sur l'asile territorial* (Caracas, 1954); entrée en vigueur le 29 décembre 1954 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1955*, p. 335-336).

Aucun Etat n'est devenu partie à la Convention en 1963.

## V. CONSEIL DE L'EUROPE

1. *Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* (Rome, 1950); entrée en vigueur le 3 septembre 1953 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1950*, p. 484-491).

Aucun Etat n'est devenu partie à la Convention en 1963.

2. *Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* (Paris, 1952); entré en vigueur le 18 mai 1954 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1952*, p. 463-464).

Aucun Etat n'est devenu partie au protocole en 1963.

3. *Protocole n° 2 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, attribuant à la Cour européenne des droits de l'homme la compétence de donner des avis consultatifs* (Strasbourg, 1963) (voir plus haut, p. 439).

Le protocole a été signé par l'Autriche, la Belgique, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, la Suède et la Turquie le 6 mai. Il a été ratifié par l'Irlande le 12 septembre. Ce protocole n'était pas encore entré en vigueur à la fin de l'année 1963.

4. *Protocole n° 3 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, modifiant les articles 29, 30 et 34 de la Convention* (Strasbourg, 1963) (voir plus haut, p. 440).

Le protocole a été signé sans réserve concernant sa ratification par le Danemark et le Royaume-Uni, et sous réserve de ratification par l'Autriche, la Belgique, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, la Suède et la Turquie le 6 mai. Il a été ratifié par l'Irlande le 12 septembre. Ce protocole n'était pas encore entré en vigueur à la fin de l'année 1963.

5. *Protocole n° 4 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier Protocole additionnel à la Convention* (Strasbourg, 1963) (voir ci-dessus p. 440).

Le protocole a été signé sous réserve de ratification par l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et la Suède le 16 septembre. Aucun Etat n'a ratifié le protocole et n'y a adhéré au cours de la période allant du 16 septembre au 31 décembre. Le protocole n'était par conséquent pas encore entré en vigueur à la fin de l'année 1963.

6. *Accord intérimaire européen concernant les régimes de sécurité sociale relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants, et Protocole additionnel* (Paris, 1953); l'Accord est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1954 et le Protocole le 1<sup>er</sup> octobre 1954 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 363-365).

Aucun Etat n'est devenu partie à l'accord en 1963.

7. *Accord intérimaire européen concernant la sécurité sociale à l'exclusion des régimes relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants, et Protocole additionnel* (Paris, 1953); l'Accord est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1954 et le Protocole le 1<sup>er</sup> octobre 1954 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 366-367).

Aucun Etat n'est devenu partie à l'accord ou au protocole en 1963.

8. *Convention européenne d'assistance sociale et médicale, et Protocole additionnel* (Paris, 1953); la Convention et le Protocole sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1954 (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1953*, p. 367-369).

Aucun Etat n'est devenu partie à la convention ou au protocole en 1963.

9. *Convention européenne d'établissement* (Paris, 1955) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1956*, p. 305-310).

Au cours de l'année 1963, l'Italie est devenue partie à la convention en déposant, le 31 octobre, un instrument de ratification. Cette convention

n'était pas encore entrée en vigueur à la fin de l'année 1963.

10. *Charte sociale européenne (Turin, 1961)* (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 455-464).

L'Autriche a signé la Charte le 22 juillet, mais aucun Etat n'y est devenu partie en 1963. La Charte n'était pas encore entrée en vigueur à la fin de l'année 1963.

## VI. AUTRES INSTRUMENTS

1. *Conventions de Genève du 12 août 1949* (entrées en vigueur le 21 octobre 1950) (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1949*, p. 344-356).

Au cours de l'année 1963, les Etats suivants sont devenus parties aux conventions : Sénégal

(déclaration de continuation déposée le 23 avril), Trinité et Tobago (instrument d'adhésion déposé le 17 mai), Arabie Saoudite (instrument d'adhésion déposé le 18 mai), Somalie (instrument d'adhésion déposé le 12 juillet), Madagascar (déclaration de continuation déposée le 19 juillet) et Cameroun (déclaration de continuation déposée le 21 septembre).

2. *Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome, 1961)* (voir l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1961*, p. 466-468).

Au cours de l'année 1963, l'Equateur est devenu partie à la convention en déposant, le 19 décembre, un instrument de ratification. La Convention n'était pas encore entrée en vigueur à la fin de l'année 1963.

## INDEX

Lorsque les points dont il est question à telle ou telle page, et auxquels se réfère l'index, ne peuvent aisément être identifiés, ils font l'objet d'indications supplémentaires entre parenthèses, après renvoi aux pages.

### A

APATRIDES : RSS d'Ukraine 310 (art. 534, 566), 312 (art. 424); Etat d'accords internationaux 442 (rubrique I.6), 443 (rubrique I.9).

APPLICATION RÉTROACTIVE DU DROIT, Interdiction de l' : Ceylan 44 (rubrique II.B); Gabon 141 (art. 5); Kenya 209 (art. 8.4)); Maroc 229; Rép. dominicaine 280 (art. 9); Somalie 329 (art. 42); Togo 356 (art. 7); Yougoslavie 384 (art. 49); Zanzibar 391 (art. 22); Bahamas 408 (art. 6).

ARRESTATION (voir LIBERTÉ INDIVIDUELLE, Droit à la; et SÛRETÉ DE LA PERSONNE, Droit à la).

ASILE, Droit de chercher et de bénéficier de l' : Algérie 17 (art. 21); Etats-Unis d'Amérique 109; Rép. féd. d'Allemagne 293; Somalie 331 (art. 19 (3)); Yougoslavie 385 (art. 65); Etat d'accords internationaux 445 (rubrique IV.4, 5).

ASSISTANCE PUBLIQUE (voir SÉCURITÉ SOCIALE).

ASSOCIATION, Liberté d' : Algérie 17 (art. 19, 20, 23); Brésil 35; Costa Rica 81 (rubrique III.a)); El Salvador 87 (décret n° 241); Espagne 96; Etats-Unis d'Amérique 110; France 137 (rubrique II.2); Gabon 142; Guatemala 155 (art. 22), 156 (10 avril 1963); Haïti 158 (par. 1-2); Inde 179 (rubrique I), 181 (rubrique III.2); Kenya 207 (art. 1), 210 (art. 11); Libye 220 (22 novembre 1962); Mali 228; Mauritanie 230; Niger 236 (art. 7); Pakistan 247 (ordonnance n° I); Philippines 259; Rép. centrafricaine 269 (28 décembre 1962); Rép. de Corée 272 (31 décembre 1962), 278 (loi n° 1307); Rép. dominicaine 281 (art. 15), 284 (art. 67, 68); Sénégal 323 (art. 9), 324 (loi n° 63-14 et art. 20); Somalie 334 (art. 26), 336; Syrie 344; Togo 356 (art. 3), 357 (art. 13, 18); Turquie 365 (rubrique E.1); Yougoslavie 382 (art. 40); Zanzibar 388 (art. 14), 393 (art. 24); Bahamas 407 (art. 1), 410 (art. 10); Souaziland 415 (art. 4), 419 (art. 14); Etat d'accords internationaux 443 (rubrique II.2-4).

ASSURANCES SOCIALES (voir SÉCURITÉ SOCIALE).

### C

CENSURE (voir OPINION ET EXPRESSION, Liberté d').

CITOYENNETÉ (voir NATIONALITÉ, Droit à la).

CONGÉS PAYÉS, Droit aux : Belgique 28 (28 août 1963); Brésil 35; France 137 (rubrique II.3); Inde 180 (loi n° 24); Italie 203 (décision n° 66); Libye 220 (22 novembre 1962); Monaco 231 (rubrique II.1, 3); Somalie 337 (art. 83); Suisse 343 (rubrique II.2); Yougoslavie 382 (art. 37).

CONSCIENCE (voir PENSÉE, CONSCIENCE ET RELIGION, Liberté de).

CONVENTION DE GENÈVE : Etat d'accords internationaux 446 (rubrique VI.1).

CORRESPONDANCE, Secret de la : Algérie 17 (art. 14); Guatemala 155 (art. 22); Philippines 257; Rép. dominicaine 284 (art. 72); Sénégal 323 (art. 10); Somalie 330 (art. 22); Togo 357 (art. 9); Yougoslavie 384 (art. 53).

### D

DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME : Afghanistan 9; Algérie 17 (art. 11); Congo (Brazzaville) 68; Equateur 88; Etats-Unis d'Amérique 106; Italie 198 (loi n° 66); 200 (décision n° 7); Jamaïque 204; Maroc 229; Monaco 232; Niger 236 (préambule); Sénégal 323 (préambule); Somalie 326; Togo 356 (préambule); Venezuela 373 (par. 5); Yougoslavie 376; Organisation de l'unité africaine 434 (préambule et art. 2).

DÉTENTION (voir LIBERTÉ INDIVIDUELLE, Droit à la).

DÉTENUS, Traitement des (voir TRAITEMENT DES DÉLINQUANTS OU DÉTENUS).

DEVOIRS ENVERS LA COMMUNAUTÉ (voir aussi MORALITÉ, Protection de la; SANTÉ PUBLIQUE, Protection de la; et ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS, Maintien ou protection de l') : Gabon 142 (art. 18); Irlande 188 (loi de 1963 sur les finances); Togo 357 (art. 19); Yougoslavie 385 (art. 60-63).

DOMICILE, Inviolabilité du : Algérie 17 (art. 14); Congo (Brazzaville) 71 (art. 62, 80, 81); Guatemala 155 (art. 22); Kenya 207 (art. 1), 208 (art. 7); Ouganda 245; Philippines 257; Rép. dominicaine 284 (art. 69); Sénégal 323 (art. 13); Somalie 329 (art. 21); Togo 356 (art. 8); Yougoslavie 384 (art. 52); Zanzibar 391 (art. 21); Bahamas 409 (art. 7); Souaziland 415 (art. 4), 417 (art. 10).

**DROIT D'AUTEUR** (voir **DROITS SUR LES ŒUVRES LITTÉRAIRES, SCIENTIFIQUES ET ARTISTIQUES**, Protection des).

**DROITS DE L'HOMME** (Généralités) (voir aussi **DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME**) : Congo (Brazzaville) 68 ; Guatemala 153 (art. 6), 155 (art. 24) ; Inde 180 (rubrique B) ; Israël 191 (rubrique I.7) ; Japon 206 (rubrique III. 1-2) ; Kenya 207 (art. 1) ; Niger 237 (conclusion) ; Pays-Bas 252 (rubrique C.1) ; Philippines 259 (rubrique B) ; Rép. arabe unie 266 (décret n° 2580) ; Rép. dominicaine 284 (art. 81), 285 (art. 82, 84), 287 (art. 173, 174) ; RSS d'Ukraine 310 (art. 572), 312 (art. 428) ; Roumanie 315 (rubrique IV.1) ; Togo 356 (préambule) ; Conseil de l'Europe 438 (6 mai 1963) ; Etat d'accords internationaux 445 (rubriques V.1 et V.4, 5).

**DROITS ÉLECTORAUX** (voir **GOUVERNEMENT**, Droit de participer au ; et **VOTE**, Droit de)

**DROITS SUR LES ŒUVRES LITTÉRAIRES, SCIENTIFIQUES ET ARTISTIQUES**, Protection des : Congo (Brazzaville) 68 (15 juin 1963) ; Finlande 134 (décret n° 254) ; France 138 (rubrique III.a) ; Gabon 146 (chapitre 14) ; Irlande 189 (loi sur les droits d'auteur) ; Nouvelle-Zélande 244 (rubrique II.1, 2) ; Pologne 261 (rubrique I.8, 9) ; Roumanie 315 (rubrique IV.2) ; Venezuela 373 (par. 1), 374 (droit d'auteur) ; Autres accords internationaux 440 (13 septembre 1962) ; Etat d'accords internationaux 444 (rubriques III.3, 4 et IV.1), 446 (rubrique VI.2).

## E

**EDUCATION**, Droit à l' : Algérie 17 (art. 10, 18) ; Canada 41 (rubrique II.11) ; Chili 47 (décret suprême n°s 116 et 249) ; Costa Rica 81 (rubrique III.b) ; Espagne 95, 100 (rubrique A) ; Etats-Unis d'Amérique 115 ; Féd. de Malaisie 119 (26 août 1963) ; Guatemala 156 (9 mai 1963) ; Haïti 158 (par. 3) ; Hongrie 174 (rubrique IV), 175 (rubrique V) ; Inde 180 (loi n° XXVIII) ; Liban 219 (rubrique II.2) ; Madagascar 227 (décret n° 63-206) ; Nicaragua 233 (art. 2.1) ; Pays-Bas 252 (rubrique A.7) ; Pérou 254 (24 mai 1963) ; Pologne 261 (rubrique I.12) ; Portugal 263 (rubrique I.9, 13, 15), 264 (rubrique I.16) ; Rép. dominicaine 282 (art. 35) ; Rép. féd. d'Allemagne 298 ; RSS de Biélorussie 299 ; Roumanie 314 (arrêté n° 753 et rubrique II.4) ; Sénégal 323 (art. 8), 324 (art. 16-18) ; Somalie 339 (art. 35) ; Suisse 343 (rubrique II.3) ; Thaïlande 353 (rubrique I.3), 354 (rubrique I.4 (b)) ; Togo 357 (art. 16) ; Turquie 365 (rubrique C) ; URSS 367 (9 mai 1963) ; Venezuela 373 (par. 3) ; Yougoslavie 383 (art. 42, 44), 385 (art. 58) ; Organisation de l'unité africaine 434 (art. 2.2.c) ; Etat d'accords internationaux 444 (rubrique III.2, 7, 8).

**ÉGALITÉ DEVANT LA LOI** (voir aussi **MESURES DISCRIMINATOIRES**, Lutte contre les) : Algérie 17 (art. 12) ; Canada 39 (rubrique II.3) ; Equateur 88 ; Espagne 91 ; Etats-Unis d'Amérique 107, 113 ; Inde 181 (rubrique III.1) ; Iran 187 ; Italie 198 (loi n° 66), 200 (décision n° 7), 202 (décision n° 155) ; Libye 220 (26 avril 1963) ; Niger 236 (art. 6), 237 (rubrique IV) ; Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.7), 244 (rubrique I.10) ; Philippines 255 (rubrique A.1) ; Rép. dominicaine 282

(art. 46) ; Rép. féd. d'Allemagne 289 ; RSS d'Ukraine 310 (art. 6), 311 (art. 100) ; Sénégal 323 (art. 7) ; Somalie 326 ; Togo 356 (art. premier, 6) ; Yougoslavie 381 (art. 33), 383 (art. 41), 385 (art. 67) ; Organisation de l'unité africaine 435 (art. 5) ; Etat d'accords internationaux 444 (rubrique II.12).

**ENFANCE** (voir **FAMILLE**, Droit de la ; et **JEUNESSE**, Protection de la)

**ESCLAVAGE ET SERVITUDE** : Etats-Unis d'Amérique 109 ; France 138 (6 août 1963) ; Kenya 208 (art. 4) ; Pologne 262 (rubrique II.1) ; Somalie 326 ; Zanzibar 390 (art. 18) ; Bahamas 407 (art. 4) ; Souaziland 416 (art. 7) ; Etat d'accords internationaux 442 (rubrique I.5, 7).

**ETRANGERS** : Algérie 19 (art. 11, 12, 13), 20 (art. 19) ; Chine 55 (chapitre VIII) ; Féd. de Malaisie 120 (art. 27) ; Finlande 130 (loi n° 320), 131 (loi n° 326) ; Guatemala 153 (art. 7), 154 (art. 9) ; Pays-Bas 251 (rubrique A.4) ; Pologne 261 (rubrique I.16, 18) ; Rép. arabe unie 268 (loi n° 15) ; Rép. de Corée 273 (art. 35) ; Rép. dominicaine 281 (art. 25), 284 (art. 66) ; RSS d'Ukraine 310 (art. 534, 565, 567) ; Tchécoslovaquie 347 (loi n° 97/1963) ; Tunisie 360 (art. 13, 14, 16, 18, 21, 22, 26), 361 (art. 37) ; Yougoslavie 385 (art. 64) ; Zanzibar 395 (première partie).

**EXPRESSION** (voir **OPINION ET EXPRESSION**, Liberté d').

**EXPROPRIATION** (voir **PROPRIÉTÉ**, Droit à la).

## F

**FAMILLE**, Droit de la : Algérie 17 (art. 17) ; Espagne 91 (rubrique B), 92 ; Etats-Unis d'Amérique 114 ; France 138 (rubrique II.8) ; Gabon 142 (art. 18), 144 (chapitre 8) ; Inde 180 (rubrique C) ; Israël 197 (15 mai 1963) ; Liban 218 (rubrique II.1.c) ; Madagascar 225 (décret n° 63-124) ; Nicaragua 233 (art. 2.g) ; Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.5-6) ; Philippines 257 ; Pologne 260 (rubrique I.1) ; Rép. dominicaine 282 (art. 26, 41) ; Rép. féd. d'Allemagne 294 ; Sénégal 324 (art. 14) ; Somalie 333 (art. 30) ; Tchécoslovaquie 346 (loi n° 94/1963) ; Togo 357 (art. 14) ; Yougoslavie 382 (art. 38), 384 (art. 55), 385 (art. 58) ; Bahamas 407 (art. 1), 409 (art. 7).

**FEMME**, Condition de la (voir aussi **SALAIRE ÉGAL POUR UN TRAVAIL ÉGAL**, Droit à un) : Algérie 21 (art. 26) ; Canada 40 (rubrique II.6) ; El Salvador 87 (décret n° 241) ; Espagne 90, 95 ; Etats-Unis d'Amérique 111 ; Gabon 141 (art. 10), 144 (art. 267), 145 (art. 268-269) ; Guatemala 154 (art. 9) ; Iran 187 ; Italie 198 (loi n° 66) ; Liban 218 (rubrique II.1.c) ; Libye 220 (26 avril 1963) ; Madagascar 225 (décret n° 63-124) ; Mali 228 ; Norvège 241 (rubrique A.4) ; Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.5-6), 244 (rubrique I.9) ; Panama 249 ; Philippines 258 (art. 25), 259 (rubrique B.7) ; Pologne 260 (rubrique I.1, 4) ; Portugal 263 (rubrique I.4, 8) ; Rép. de Corée 271 (art. 124) ; Rép. dominicaine 283 (art. 47) ; Samoa-Occidental 322 (rubrique 1) ; Sénégal 323 (art. 7) ; Somalie 332 (art. 13), 338 (art. 31, 77, 78) ; Suède 341 (rubrique I.4) ; Tchécoslovaquie 346 (loi n° 94/1963) ; Thaïlande 350 (rubrique I.1 (d)) ; Togo 356 (art. 6) ;

Tunisie 360 (art. 13, 14, 16), 361 (art. 35); Yougoslavie 382 (art. 37), 385 (art. 57); Zanzibar 387 (art. 5); Bahamas 410 (art. 11); Etat d'accords internationaux 442 (rubrique I.3), 443 (rubriques I.8 et II.7), 445 (rubrique IV.2, 3).

## G

GÉNOCIDE : Etat d'accords internationaux 442 (rubrique I.1).

GOUVERNEMENT, Droit de participer au (*voir aussi* PÉTITION OU PLAINTÉ, Droit de; et VOTE, Droit de) : Algérie 17 (Art. 1, 10, 13), 18 (Art. 27-29); Autriche 26 (rubrique A.I.3); Congo (Brazzaville) 68 (art. 1); Equateur 88; Espagne 90; Etats-Unis d'Amérique 111; Féd. de Malaisie 120 (art. 9); Guatemala 153 (art. 6); Niger 236 (préambule et art. 2, 3); Pays-Bas 252 (rubrique A.6), 253 (Surinam); Rép. dominicaine 280 (art. 12), 285 (art. 86, 93); Rép. féd. d'Allemagne 296; Somalie 335 (art. 8); Togo 356 (art. premier, 3); Nauru 399; Nouvelle-Guinée 400; Iles du Pacifique (la Micronésie) 403 (recommandation 3-1963), (Truk) 404 (25 septembre 1963); Bahamas 414 (titre III); Souaziland 422 (titre V); Conseil de l'Europe 439 (art. 2.3).

GRÈVE OU LOCK-OUT, Droit de : Algérie 17 (art. 20); Etats-Unis d'Amérique 112; Israël 191 (rubrique I.3); Libye 220 (22 novembre 1962); Rép. dominicaine 281 (art. 20); Sénégal 324 (loi n° 63-14 et art. 20); Syrie 344; Togo 357 (art. 18); Turquie 365 (rubrique E.2).

## H

HONNEUR ET RÉPUTATION, Droit à l' : Algérie 17 (art. 10); Gabon 143 (art. 157-158), 144 (art. 159-162), 146 (chapitre 11); Philippines 257; Rép. de Corée 271 (art. 113), 277 (art. 71); Rép. dominicaine 284 (art. 76); Rép. féd. d'Allemagne 288; RSS d'Ukraine 309 (art. 7); Sénégal 323 (art. 8); Somalie 331 (art. 451).

## I

INDUSTRIE ET COMMERCE, Liberté d'accès à l' : Ceylan 43 (rubrique I.C) 1-3; Espagne 93; France 138 (rubrique II.8); Irlande 188 (loi de 1963 du gouvernement local); Rép. dominicaine 280 (art. 3); RSS de Biélorussie 301.

INFORMATION, Liberté de l' (*voir* OPINION ET EXPRESSION, Liberté d').

INNOCENCE, Présomption d' : Kenya 209 (art. 8); Niger 236 (art. 62); Philippines 257; Somalie 329 (art. 43); Yougoslavie 384 (art. 50); Zanzibar 391 (art. 22); Bahamas 408 (art. 6); Souaziland 417 (art. 11).

## J

JEUNESSE, Protection de la (*voir aussi* FAMILLE, Droit de la) : Afrique du Sud 14 (art. 2); Algérie 18

(art. 5), 19 (art. 6, 7, 11), 20 (art. 20), 21 (art. 26); Belgique 28 (1<sup>er</sup> juillet 1963); Brésil 35; Canada 40 (rubrique II.7); Chili 47 (décret suprême n° 382); Chine 50 (rubrique III); Congo (Brazzaville) 71 (art. 91), 74 (art. 337), 75 (titre IX); Costa Rica 80 (rubrique II); El Salvador 87 (décret 241); Espagne 92; Etats-Unis d'Amérique 112, 114; Finlande 132 (loi n° 281); France 135 (3 août 1962 et 1<sup>er</sup> mars 1963), 138 (rubrique III.b); Gabon 140 (12 janvier 1963), 142 (art. 40 et chapitre 13), 145 (chapitre 9); Ghana 147 (loi n° 177); Guatemala 153 (art. 7); Hongrie 176 (rubrique VI); Israël 195 (30 avril 1963), 196 (11 juillet 1963); Italie 200 (loi n° 558), 200 (décision n° 7); Kenya 207 (art. 3), 212 (art. 3); Liban 218 (rubrique II.1.c); Mali 228; Maroc 229; Monaco 232; Nigéria 239 (rubrique II.3), 240 (rubrique II.3.5); Norvège 241 (rubrique A.3-4), 242 (rubrique B); Nouvelle-Zélande 244 (rubrique I.10 et III); Panama 249; Philippines 258 (art. 25), 259 (rubrique B.4); Pologne 260 (rubrique I.4); Rép. arabe unie 266 (art. premier); Rép. dominicaine 282 (art. 42, 43, 45), 283 (art. 49); Roumanie 314 (rubrique II.4); Royaume-Uni 320 (rubrique 5); Samoa-Occidental 322 (rubrique 1); Sénégal 324 (art. 13, 15); Somalie 332 (art. 14), 338 (art. 31, 77, 79, 80); Suède 341 (rubrique I.1); Tchécoslovaquie 346 (loi n° 94/1963), 348 (loi n° 97/1963); Thaïlande 350 (rubrique I.2); Togo 357 (art. 15); Tunisie 359 (chapitre premier et art. 12), 360 (art. 18, 25), 361 (art. 35); Yougoslavie 382 (art. 37), 385 (art. 57 et 58); Zanzibar 387 (art. 4); Nouvelle-Guinée 402; Bahamas 410 (art. 11); Etat d'accords internationaux 443 (rubrique I.10).

JUGEMENT ÉQUITABLE, Droit à un (*voir aussi* TRIBUNAUX, Recours effectifs devant les) : Algérie 17 (art. 15), 18 (art. 60-62); Australie 23 (rubrique II.1); Autriche 26 (rubrique A.I.1), 27 (rubrique B.3); Canada 42 (janvier 1963); Ceylan 44 (rubrique II.C); Chili 47 (décret suprême n° 92); Colombie 58 (réforme judiciaire); Congo (Brazzaville) 70 (13 janvier 1963), 73 (art. 258), 74 (art. 335, 362, 363); Congo (Rép. dém. du) 78 (18 juillet 1963); Costa Rica 80 (rubrique I); Côte-d'Ivoire 82 (loi n° 63-1 et 63-2); Cuba 84 (loi n° 1022); Dahomey 86 (loi n° 63-3); Etats-Unis d'Amérique 108; Finlande 130 (loi n° 320), 131 (loi n° 326); France 135 (22 mars 1962); Gabon 141 (31 mai 1963); Ghana 148 (loi n° 191); Inde 179 (rubrique I); Israël 190 (rubrique I.2), 191 (rubrique I.6), 192 (rubrique I.10), 194 (11 juillet 1963); Japon 206 (rubrique III.3); Kenya 209 (art. 8); Maroc 229; Niger 236 (art. 59); Nigéria 239 (rubrique II.2); Pays-Bas 252 (rubrique B.1); Philippines 256 (rubrique A.4); Pologne 260 (rubrique I.3); Rép. dominicaine 283 (art. 64); Rép. féd. d'Allemagne 290, 292, 298; RSS de Biélorussie 303 (4 décembre 1963); RSS d'Ukraine 308 (15 août 1961), 311 (art. 7); Royaume-Uni 316 (rubrique 2), 320 (Ridge contre Baldwin); Somalie 329 (art. 38); Tchécoslovaquie 348 (loi n° 99/1963); Turquie 366 (rubrique E.4); Yougoslavie 378 (rubrique IV); Zanzibar 391 (art. 22); Bahamas 408 (art. 6); Souaziland 417 (art. 11); Conseil de l'Europe 437 (6 mai 1963).

## L

LIBERTÉ INDIVIDUELLE, Droit à la (*voir aussi* ESCLAVAGE ET SERVITUDE; MOUVEMENT ET RÉSIDENCE,

Liberté de ; et TRAVAIL FORCÉ) : Algérie 17 (art. 10) ; Kenya 207 (art. 1-2) ; Rép. de Corée 271 (art. 113) ; Rép. dominicaine 280 (art. 6), 283 (art. 56, 60) ; Rép. féd. d'Allemagne 290 ; Roumanie 313 (décret n° 5) ; Somalie 326 ; Tanganyika 345 ; Togo 356 (art. 7) ; Yougoslavie 383 (art. 47) ; Zanzibar 388 (art. 14-16) ; Bahamas 407 (art. 1-5) ; Souaziland 415 (art. 4) ; Conseil de l'Europe 438 (16 septembre 1963).

LIEUX ET FACILITÉS ACCESSIBLES AU PUBLIC, Usage des : Rép. de Corée 276 (art. 55, 56) ; Nouvelle-Guinée 401 ; Bahamas 411 (art. 12.7)).

LOGEMENT CONVENABLE, Droit à un : Etats-Unis d'Amérique 113 ; Kenya 212 (art. 4), 213 (art. 5) ; Nicaragua 233 (art. 2.n)) ; Pologne 261 (rubrique 1.7) ; RSS de Biélorussie 300, 301 ; Syrie 344.

## M

MARIAGE, Droits concernant le (*voir aussi* MARIER, Droit de se) : Canada 37 (rubrique I.1) ; Finlande 133 (décret n° 117) ; Gabon 140 (31 mai 1963), 144 (chapitre 8) ; Hongrie 178 (rubrique VIII) ; Israël 197 (15 mai 1963) ; Italie 198 (loi n° 7) ; Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.5-6) ; Rép. dominicaine 282 (art. 42, 46), 283 (art. 48) ; Samoa-Occidentale 322 (rubrique 3) ; Sénégal 324 (art. 14) ; Tchécoslovaquie 346 (loi n° 94/1963) ; Togo 357 (art. 14) ; Tunisie 360 (art. 29) ; Nouvelle-Guinée 402 ; Etat d'accords internationaux 443 (rubrique I.10).

MARIER, Droit de se : Rép. dominicaine 282 (art. 42) ; Sénégal 324 (loi n° 63-14) ; Somalie 333 (art. 30) ; Tchécoslovaquie 347 (loi n° 97/1963) ; Etat d'accords internationaux 443 (rubrique I.10).

MATERNITÉ (*voir* FAMILLE, Droit de la).

MESURES DISCRIMINATOIRES, Lutte contre les (*voir aussi* SALAIRE ÉGAL POUR UN TRAVAIL ÉGAL, Droit à un ; ÉGALITÉ DEVANT LA LOI ; et FEMME, Condition de la) : Algérie 17 (art. 10, 12) ; Brésil 35 ; Canada 38 (rubrique II.1) ; Costa Rica 81 (rubrique III.b)) ; Etats-Unis d'Amérique 107, 113 ; Inde 181 (rubrique III.1) ; Iran 187 ; Israël 195 (18 mars 1963) ; Italie 198 (loi n° 66), 200 (loi n° 405), 200 (décision n° 7), 202 (décision n° 155) ; Kenya 207 (art. 1), 210 (art. 13) ; Libye 220 (26 avril 1963) ; Niger 236 (art. 6), 237 (rubrique IV) ; Norvège 241 (rubrique A.3) ; Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.7), 244 (rubrique I.10) ; Philippines 255 (rubrique A.1) ; Rép. dominicaine 281 (art. 25), 284 (art. 68) ; RSS d'Ukraine 310 (art. 6), 311 (art. 100) ; Sénégal 323 (art. 7), 324 (art. 20) ; Togo 356 (art. premier, 4, 6), 357 (art. 18) ; Yougoslavie 383 (art. 41) ; Zanzibar 388 (art. 14), 393 (art. 26) ; Nouvelle-Guinée 401, 402 ; Papua 406 ; Bahamas 411 (art. 12.3 et 12.7)) ; Souaziland 415 (art. 4), 20 (art. 16) ; Nations Unies 427 (20 novembre 1963) ; Etat d'accords internationaux 443 (rubrique II.10), 444 (rubrique III.7, 8).

MINEURS (*voir* FAMILLE, Droit de la ; et JEUNESSE, Protection de la).

MINORITÉS, Protection des : Australie 23 (rubrique I.2) ; Etats-Unis d'Amérique 113 ; Inde 181 (rubrique III.5) ; Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.7) ; Yougoslavie 383 (art. 43).

MORALITÉ, Protection de la : Afrique du Sud 10 ; Espagne 92 ; Gabon 144 (art. 212, 213 et 255) ; Irak 184 (art. 24.6) ; Kenya 208 (art. 7), 210 (art. 10) ; Nigéria 239 (rubrique II.3) ; Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.2) ; Rép. dominicaine 283 (art. 54), 284 (art. 70) ; Sénégal 324 (art. 14, 15) ; Suède 341 (rubrique I.4) ; Togo 357 (art. 15) ; Zanzibar 393 (art. 24 et 25) ; Bahamas 409 (art. 6-7), 410 (art. 10) ; Souaziland 417 (art. 10), 419 (art. 12-13) ; Conseil de l'Europe 439 (art. 2.3).

MOUVEMENT ET RÉSIDENCE, Liberté de : Chili 47 (rubrique II) ; Chine 55 (chapitre VIII) ; Espagne 89 (rubrique A) ; Etats-Unis d'Amérique 112 ; Féd. de Malaisie 126 (loi n° 27) ; France 138 (rubrique II.8) ; Gabon 142 (chapitres 5 et 8) ; Ghana 150 (loi n° 212) ; Guatemala 155 (art. 22) ; Inde 181 (rubrique III.3) ; Israël 195 (30 avril 1963) ; Italie 200 (loi n° 300) ; Kenya 207 (art. 3), 210 (art. 12) ; Nigéria 239 (rubrique II.1) ; Nouvelle-Zélande 244 (rubrique I.10) ; Ouganda 245 ; Philippines 256 (rubrique A.3) ; Portugal 263 (rubrique I.6) ; Rép. dominicaine 284 (art. 66, 73) ; Sénégal 323 (art. 11), 324 (loi n° 63-14) ; Somalie 329 (art. 11), 331 (art. 11(1)) ; Thaïlande 354 (rubrique II.1) ; Togo 357 (art. 10) ; Turquie 365 (rubrique D) ; Yougoslavie 384 (art. 51) ; Zanzibar 388 (art. 16.i)), 389 (art. 17) ; Bahamas 410 (art. 11) ; Souaziland 419 (art. 15) ; Conseil de l'Europe 438 (16 septembre 1963) ; Etat d'accords internationaux 445 (rubrique V.9).

## N

NATIONALITÉ, Droit à la : Algérie 18 (loi n° 63-96) ; Etats-Unis d'Amérique 109 ; Féd. de Malaisie 120 (titre II) ; France 135 (21 juillet 1962), 139 (21 juillet 1962) ; Guatemala 154 (chapitre III) ; Nigéria 238 (n° 20 de 1963) ; Pays-Bas 251 (rubrique A.3), 252 (rubrique C.2) ; Rép. dominicaine 285 (art. 89, 90) ; Rép. féd. d'Allemagne 294 ; Samoa-Occidentale 322 (rubrique 4) ; Somalie 331 (art. 2) ; Tunisie 359 (28 février 1963) ; Yougoslavie 383 (art. 41), 384 (art. 54), 386 (art. 118) ; Zanzibar 387 (titre premier), 395 (première partie) ; Etat d'accords internationaux 443 (rubrique I.8).

NIVEAU DE VIE SUFFISANT, Droit à un : Algérie 17 (art. 16) ; Canada 37 (rubrique I.4) ; Chili 47 (loi n° 15177) ; Etats-Unis d'Amérique 117 ; Irlande 188 (loi de 1963 du gouvernement local) ; Philippines 258 (art. 25) ; Rép. dominicaine 282 (art. 29) ; RSS de Biélorussie 299, 300 ; RSS d'Ukraine 306 ; Roumanie 313 (rubrique I.A), 314 (rubrique II) ; Somalie 337 (art. 31) ; Thaïlande 354 (rubrique I.5) ; Tunisie 362 (27 mai 1963) ; URSS 370 (22 mai 1963), 371 ; Organisation de l'unité africaine 434 (art. 2.1.b)) ; Etat d'accords internationaux 444 (rubrique II.11).

NON BIS IN IDEM, Application de la règle : Jamaïque 204 ; Kenya 209 (art. 8.5)) ; Rép. de Corée 271 (art. 208) ; Rép. dominicaine 283 (art. 65) ; Zanzibar 391 (art. 22) ; Bahamas 408 (art. 6).

## O

OPINION ET EXPRESSION, Liberté d' : Afrique du Sud 10 (loi n° 26) ; Algérie 17 (art. 19) ; Belgique 29

(rubrique II.2); Brésil 30 (23 juillet 1963), 31 (31 octobre 1963); Espagne 90; Etats-Unis d'Amérique 110; Finlande 134 (décret n° 254); Gabon 143 (art. 86-93), 144 (art. 212-213), 146 (chapitre 14); Ghana 148 (loi n° 189); Guatemala 155 (art. 22), 156 (art. 4, 5); Inde 179 (rubrique I); Irak 182 (4 avril 1963); Israël 192 (rubrique II.1); Kenya 207 (art. 1), 210 (art. 10); Niger 236 (art. 6), 237 (rubrique IV); Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.2), 244 (rubrique II.1, 2); Ouganda 245 (loi n° 13); Rép. de Corée 275 (art. 40, 41, 46, 47), 277 (art. 60-64), 278 (art. 3); Rép. dominicaine 283 (art. 64), 284 (art. 70, 71, 78); RSS d'Ukraine 306 (art. 4); Sénégal 323 (art. 8), 324 (loi n° 63-14); Suisse 343 (rubrique II.4); Togo 356 (art. 4), 357 (art. 12); Venezuela 373 (par. 1), 374 (droit d'auteur); Yougoslavie 382 (art. 40); Zanzibar 388 (art. 14), 393 (art. 25); Bahamas 407 (art. 1), 409 (art. 6.a) et 9); Souaziland 415 (art. 4), 419 (art. 13); Etat d'accords internationaux 442 (rubrique I.4), 444 (rubrique III.1, 5, 6), 446 (rubrique VI.2).

ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS, Maintien et protection de l' : Ghana 150 (loi n° 202); Israël 197 (15 mai 1963); Kenya 208 (art. 7), 210 (art. 10); Ouganda 245 (loi n° 8); Royaume-Uni 316 (rubrique I); Sénégal 324 (art. 13); Turquie 366 (rubrique II.A); Zanzibar 393 (art. 24 et 25); Bahamas 409 (art. 6-7), 410 (art. 10); Souaziland 417 (art. 10), 419 (art. 12-13); Conseil de l'Europe (art. 2.3).

## P

PAROLE, Liberté de la (*voir* OPINION ET EXPRESSION, Liberté d').

PEINE (*voir* TRAITEMENT DES DÉLINQUANTS OU DÉTENU).

PENSÉE, CONSCIENCE ET RELIGION, Liberté de : Algérie 17 (art. 4); Canada 41 (rubrique III, octobre 1963); Etats-Unis d'Amérique 109; Guatemala 155 (art. 22); Kenya 207 (art. 1), 209 (art. 9); Niger 236 (art. 6), 237 (rubrique IV); Rép. dominicaine 283 (art. 57); Rép. féd. d'Allemagne 295; Sénégal 324 (art. 19); Somalie 333 (art. 28, 29); Togo 356 (art. premier), 357 (art. 17); Yougoslavie 382 (art. 39), 383 (art. 46); Zanzibar 388 (art. 14), 392 (art. 23); Bahamas 407 (art. 1), 409 (art. 8); Souaziland 415 (art. 4), 419 (art. 12).

PÉTITION OU PLAINTÉ, Droit de : Niger 237 (rubrique III); Rép. de Corée 271 (loi n° 1283); Rép. dominicaine 285 (art. 83); RSS d'Ukraine 311 (art. 9); Turquie 366 (rubrique E.3); Yougoslavie 382 (art. 34.7)).

PRESSE, Liberté de la (*voir* OPINION ET EXPRESSION, Liberté d').

PROPRIÉTÉ, Droit à la : Autriche 27 (rubrique B.1); Canada 39 (rubrique II.4); Chili 48 (1<sup>er</sup> octobre 1963), 49 (loi n° 15295); Cuba 84 (3 octobre 1963); Etats-Unis d'Amérique 114; Guatemala 155 (art. 22); Honduras 169 (14 juin 1963); Irlande 188, 189 (loi de 1963 sur les propriétaires d'hôtels); Israël 190 (rubrique I.1), 192 (rubrique I.9); Japon 205 (rubrique I.2); Kenya 207 (art. 1), 208 (art. 7); Liban 217 (rubrique I.1); Madagascar 223 (lois n°s 62-033 et 62-036); Nicaragua 233 (art. premier); Ouganda 245;

Paraguay 250 (loi n° 854); Pays-Bas 251 (rubrique A.5); Philippines 255 (art. 12), 257 (rubrique A.7), 258 (art. 17); Rép. arabe unie 268 (loi n° 15); Rép. dominicaine 280 (art. 4), 281 (art. 22); Rép. féd. d'Allemagne 295; RSS d'Ukraine 308 (code civil), 309 (art. 100), 310 (art. 2); Samoa-Occidental 322 (rubrique 4); Sénégal 323 (art. 12); Somalie 333 (art. 24); Syrie 344 (20 octobre 1963); Tchécoslovaquie 347 (loi n° 97/1963); Thaïlande 354 (rubrique II.3); Togo 357 (art. 11); Turquie 366 (rubrique II.B.2); Yougoslavie 381 (art. 23), 383 (art. 46); Zanzibar 388 (art. 14), 390 (art. 20); Bahamas 411 (art. 13); Souaziland 415 (art. 4), 416 (art. 9).

## R

RÉFUGIÉS (*voir aussi* ASILE, Droit de chercher et de bénéficier de l') : Etats-Unis d'Amérique 109; Israël 195 (18 mars 1963); Etat d'accords internationaux 442 (rubrique I.2).

RELIGION (*voir* PENSÉE, CONSCIENCE ET RELIGION, Liberté de).

RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE ET SATISFAISANTE, Droit à une (*voir aussi* SALAIRE ÉGAL POUR UN TRAVAIL ÉGAL, Droit à un) : Belgique 28 (28 août 1963); Brésil 35; Canada 40 (rubrique II.9); El Salvador 87 (décret n° 241); Etats-Unis d'Amérique 112; Finlande 133 (décret n° 128); France 137 (rubrique II.6); Hongrie 173 (art. 7); Inde 180 (loi n° XIII); Israël 192 (rubrique I.11); Kenya 212 (art. 2); Libye 220 (22 novembre 1962); Luxembourg 222 (22 avril 1963); Mali 228; Mauritanie 230; Monaco 231 (rubrique II.1); Panama 249; Pologne 261 (rubrique I.5, 10); Rép. dominicaine 281 (art. 16); Syrie 344; Thaïlande 353 (rubrique I.4); Togo 357 (art. 18); Yougoslavie 328 (art. 37).

REPOS ET LOISIR, Droit au (*voir aussi* CONGÉS PAYÉS, Droit aux) : Chypre 56 (rubrique I); El Salvador 87 (décret n° 241); Inde 180 (loi n° XIII); Italie 203 (décision n° 66); Libye 220 (22 novembre 1962); Mali 228; Monaco 231 (rubrique II.1); Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.1); Panama 249; Rép. dominicaine 281 (art. 16); Somalie 337 (art. 36 (4)); Suède 341 (rubrique I.3); Syrie 344; Yougoslavie 382 (art. 37).

RÉSIDENCE, Liberté de (*voir* MOUVEMENT ET RÉSIDENCE, Liberté de).

RÉUNION, Liberté de : Gabon 143 (art. 84 et 85); Inde 179 (rubrique I); Kenya 210 (art. 11); Rép. de Corée 275 (art. 48-54), 278 (art. 4); Rép. dominicaine 284 (art. 74); Sénégal 324 (loi n° 63-14); Somalie 333 (art. 25); Togo 357 (art. 13); Turquie 364 (rubrique I.A.1); Yougoslavie 381 (art. 34), 382 (art. 40); Zanzibar 388 (art. 14), 393 (art. 24); Bahamas 407 (art. 1), 410 (art. 10); Souaziland 415 (art. 4), 419 (art. 14).

## S

SALAIRE ÉGAL POUR UN TRAVAIL ÉGAL, Droit à un : Etats-Unis d'Amérique 112; Rép. dominicaine 281



(art. 17); Etat d'accords internationaux 443 (rubrique II.5).

**SALAIRES** (voir RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE ET SATISFAISANTE, Droit à une).

**SANTÉ** (voir SOINS MÉDICAUX, Droit aux; et SANTÉ PUBLIQUE, Protection de la).

**SANTÉ PUBLIQUE, Protection de la** (voir aussi SOINS MÉDICAUX, Droit aux) : Etats-Unis d'Amérique 114; Hongrie 172 (rubrique II); Inde 181 (loi n° 13); Irlande 189 (rubrique II); Kenya 207 (art. 3), 208 (art. 7), 210 (art. 10); Mali 228; Mauritanie 230; Panama 249; Philippines 259 (rubrique B.6); Portugal 263 (rubrique I.1, 5, 10, 14), 264 (rubrique I.17); Rép. dominicaine 283 (art. 50); RSS d'Ukraine 306 (art. 4); Roumanie 314 (rubrique II.4); Royaume-Uni 316 (rubrique 3 (a)); Sénégal 324 (art. 13); Somalie 338 (art. 33); Suisse 343 (rubrique II.1); Turquie 364 (rubrique I.B.1); Yougoslavie 384 (art. 56); Zanzibar 393 (art. 24); Nauru 399; Bahamas 410 (art. 10); Souaziland 417 (art. 10), 419 (art. 12-13); Organisation de l'unité africaine 435 (art. 2.2.d); Conseil de l'Europe 439 (art. 2.3).

**SÉCURITÉ SOCIALE** : Australie 23 (rubrique I.1-2); Belgique 28 (16 avril 1963, 25 avril 1963, 10 juin 1963); Brésil 35; Canada 37 (rubrique I.2), 38 (rubrique I.5-7), 39 (rubrique II.5), 40 (rubrique II.6 et II.8); Chili 47 (décret suprême n° 158); Chypre 56 (rubrique 2), 57 (rubrique 3); El Salvador 87 (décrets n°s 241 et 455); Espagne 90, 92, 96, 97; Etats-Unis d'Amérique 112, 114; Finlande 132 (loi n° 364); France 136 (rubrique II.1), 137 (rubrique II.4, 5), 138 (rubrique II.8); Gabon 140 (7 janvier 1963); Guatemala 153 (2 avril 1963); Hongrie 170 (rubrique I), 172 (rubrique III), 178 (rubrique VII); Inde 180 (rubrique D); Irak 184 (15 juin 1963); Iran 185 (7 janvier 1963); Irlande 188 (loi de 1963 sur la prévoyance sociale); Israël 192 (rubrique I.8); Italie 199 (loi n° 389), 200 (lois n°s 404 et 627); Japon 205 (rubrique I.1); Liban 218 (rubrique II); Libye 220 (22 novembre 1962); Liechtenstein 221 (14 octobre 1963); Madagascar 225 (décret n° 63-124), 227 (décret n° 63-485); Mali 228; Monaco 231 (rubriques I-II); Norvège 241 (rubrique A.2-3); Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.8); Philippines 258 (art. 22), 259; Pologne 260 (rubrique I.1, 2, 4), 261 (rubrique I.6, 11, 15); Portugal 263 (rubrique I.7); Rép. arabe unie 267; Rép. dominicaine 281 (art. 14, 16); Rép. féd. d'Allemagne 297, 298; RSS d'Ukraine 306 (art. 4); Roumanie 313 (décret n° 13), 314 (rubrique II.4); Royaume-Uni 316 (rubrique 3 (b)); Somalie 336 (art. 37); Suède 341 (rubrique II); Suisse 342 (rubrique I.A.1, 3 et I.B.2-4), 343 (rubrique II.2); Turquie 364 (rubrique I.A.2), 366 (rubrique II.B.1); Venezuela 373 (par. 6); Yougoslavie 377 (rubriques II, III), 382 (art. 38); Etat d'accords internationaux 443 (rubriques II.1 et II.6), 445 (rubriques V.2, V.3 et V.6, 8, 10).

**SERVICES PUBLICS, Droits d'accès aux** (voir aussi GOUVERNEMENT, Droit de participer au) : Etats-Unis d'Amérique 111; Gabon 142 (art. 18); Somalie 336 (art. 9); Tunisie 360 (art. 26); Zanzibar 393 (art. 25).

**SOINS MÉDICAUX, Droit aux** : Etats-Unis d'Amérique 114; Finlande 132 (loi n° 364); Pologne 261 (rubrique I.14, 15, 16, 17); Portugal 263 (rubrique I.11); Rép. dominicaine 283 (art. 50); Syrie 344;

URSS 371 (11 et 14 septembre 1963); Yougoslavie 382 (art. 37).

**SÛRETÉ DE LA PERSONNE, Droit à la** : Espagne 91; Hongrie 172 (rubrique II); Inde 181 (rubrique III.4); Italie 200 (loi n° 38); Kenya 207 (art. 1); Rép. dominicaine 284 (art. 76); Sénégal 323 (art. 6); Somalie 326; Yougoslavie 382 (art. 37); Zanzibar 388 (art. 14); Bahamas 407 (art. 1); Souaziland 415 (art. 4); Organisation internationale du Travail 430 (convention n° 119).

## T

**TRAITEMENT DES DÉLINQUANTS OU DÉTENUS** (voir aussi TRAITEMENTS DÉGRADANTS, Interdiction des) : Afrique du Sud 14 (loi n° 86); Australie 24 (rubrique II.2); Belgique 29 (rubrique II.1, 3); Ceylan 43 (rubrique I.B)), 44 (rubrique II.A) 1); Chine 50 (rubriques II et IV), 51 (30 octobre 1963 et 19 août 1963), 52 (3 juillet 1963); Congo (Brazzaville) 72 (sections 5 et 6 et chapitre IV), 73 (art. 268-272, 295, 296, 308, 309 et 316), 74 (art. 367), 75 (art. 625, 628, 629), 75 (chapitre III, titres III, IV); Côte-d'Ivoire 82 (art. 16-17); Finlande 131 (loi n° 326); Gabon 141 (art. 13), 142 (art. 14-17); Ghana 147 (loi n° 157), 149 (loi n° 192), 150 (loi n° 199), 151 (loi n° 221); Guatemala 155 (art. 22, 23); Haute-Volta 159 (note); Irak 184 (5 août 1963); Israël 191 (rubrique I.4-5), 194 (23 avril 1963); Kenya 208 (art. 3.2), 209 (art. 8), 211 (art. 15), 213 (règlement des prisons); Monaco 232 (rubrique III); Niger 236 (art. 62 et rubrique II); Norvège 241 (rubrique A.1, 5); Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.3); Pays-Bas 251 (rubrique A.2); Philippines 256 (rubrique A.3); Pologne 262 (rubrique II.2, 3); Portugal 264 (rubrique II.1, 2), 271 (13 décembre 1962); Rép. dominicaine 283 (art. 60-64), 284 (art. 75, 77, 78, 80); RSS d'Ukraine 311 (art. 9); Roumanie 315 (rubrique III.2); Samoa-Occidentale 322 (rubrique 1 et 2); Sénégal 323 (art. 6); Somalie 327; Suède 341 (rubrique I.2); Tanganyika 345; Thaïlande 350 (rubrique I.1), 354 (rubrique II.2); Togo 356 (art. 7); Turquie 364 (rubrique I.A.3); Venezuela 373 (par. 2); Yougoslavie 383 (art. 48); Zanzibar 391 (art. 22), 394 (art. 28); Souaziland 415 (art. 6.2), 416 (art. 6.5), 417 (art. 11), 421 (art. 17).

**TRAITEMENTS DÉGRADANTS, Interdiction des** : Algérie 17 (art. 10); Rép. dominicaine 282 (art. 46), 283 (art. 59), 284 (art. 79); Somalie 326; Zanzibar 390 (art. 19); Bahamas 407 (art. 3); Souaziland 416 (art. 8).

**TRAVAIL, Conditions de** (voir aussi RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE ET SATISFAISANTE, Droit à une; et REPOS ET LOISIR, Droit au) : Argentine 22 (décret-loi n° 667); Belgique 28 (28 janvier 1963); Brésil 35 (2 mars 1963); Canada 41 (rubrique II.10); Ceylan 46 (rubrique II.D)); Chypre 57 (rubrique 4); Congo (Rép. dém. du) 78 (25 octobre 1963); Etats-Unis d'Amérique 112; Hongrie 170 (rubrique I); Libye 220 (22 novembre 1962); Mali 228; Mauritanie 230; Norvège 241 (rubrique A.4); Panama 249 (loi n° 29); Pays-Bas 252 (rubrique A.2); Philippines 259 (art. 23); Royaume-Uni 317 (rubrique 4); Sénégal 324 (art. 20); Togo 357 (art. 18); Etat d'accords internationaux 443 (rubrique II.8).

TRAVAIL, Droit au, et libre choix du : Algérie 17 (art. 10); Autriche 26 (rubrique A.I.2), 27 (rubrique B.2, 4); Canada 37 (rubrique I.3); Espagne 94 (rubrique C); Finlande 133 (loi n° 331); France 137 (rubrique II.7); Philippines 258 (art. 23); Rép. dominicaine 280 (art. 2), 281 (art. 16); Rép. féd. d'Allemagne 296; Roumanie 315 (rubrique III.1); Sénégal 324 (art. 20); Somalie 336 (art. 38); Togo 357 (art. 18); Yougoslavie 382 (art. 36); Nouvelle-Guinée 402.

TRAVAIL FORCÉ : Kenya 208 (art. 4); Mali 228; Mauritanie 230; Zanzibar 390 (art. 18); Bahamas 407 (art. 4); Souaziland 416 (art. 7); Etat d'accords internationaux 443 (rubrique II.9).

TRIBUNAUX, Liberté d'accès aux, et recours effectifs devant les : Israël 195 (18 mars 1963); Mali 228; Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.2); Pays-Bas 251 (rubrique A.1); Philippines 256 (rubrique A.2); Rép. dominicaine 283 (art. 58); RSS d'Ukraine 310 (art. 4), 312 (art. 424); Somalie 326; Yougoslavie 385 (art. 68), 386 (art. 158); Zanzibar 394 (art. 28 et 29).

## V

VIE, Droit à la : Guatemala 155 (art. 22); Kenya 207 (art. 1-2); Monaco 232; Rép. dominicaine 283 (art. 55); Sénégal 323 (art. 6); Somalie 326; Suisse 342 (rubrique I.A.2), 343 (rubrique II.1); Togo 356 (art. 5); Yougoslavie 383 (art. 47); Zanzibar 388 (art. 14-15); Bahamas 407 (art. 1-2); Souaziland 415 (art. 4-5).

VIE CULTURELLE, Droit de prendre part à la (*voir aussi* EDUCATION, Droit à l') : Algérie 17 (art. 18); Chili 47 (décret suprême n° 91); Etats-Unis d'Amé-

rique 116; Inde 179 (rubrique A); Japon 205 (rubrique II); Nouvelle-Zélande 243 (rubrique I.7); Rép. dominicaine 282 (art. 36); RSS de Biélorussie 300; RSS d'Ukraine 306; Roumanie 314 (rubrique II.4); Thaïlande 353 (rubrique I.3); URSS 370 (22 mai 1963), 371; Yougoslavie 381 (art. 14), 383 (art. 41, 45); Nouvelle-Guinée 402; Papua 406; Organisation de l'unité africaine 434 (art. 2.2.c)).

VIE PRIVÉE, Droit à la (*voir aussi* CORRESPONDANCE, Secret de la; DOMICILE, Inviolabilité du) : Gabon 146 (chapitre 12); Philippines 257 (rubrique A.6); Rép. de Corée 271 (art. 113); Rép. féd. d'Allemagne 292; Zanzibar 388 (art. 14); Bahamas 407 (art. 1), 409 (art. 7); Souaziland 415 (art. 4), 417 (art. 10).

VOTE, Droit de : Algérie 17 (art. 13), 18 (art. 29, 39); Canada 38 (rubrique II.2); Ceylan 43 (rubrique I.A.); Congo (Brazzaville) 69 (16 octobre 1963); Congo (Rép. dém. du) 78 (29 septembre 1963); Espagne 90; Féd. de Malaisie 120 (art. 9); France 136 (8 avril 1962); Gabon 142 (art. 18); Iran 185 (loi électorale), 186 (loi électorale); Kenya 212 (art. 31-32), 214 (règlement électoral); Madagascar 223 (loi n° 63-008), 224 (lois n°s 63-016 et 63-020); Niger 236 (art. 5); Nouvelle-Zélande 244 (rubrique I.10); Ouganda 246 (loi n° 61); Portugal 264 (décret n° 45408); Rép. centrafricaine 269 (19 novembre 1963); Rép. de Corée 273 (loi n° 1255), 274 (loi n° 1256), 278 (loi n° 1262); Rép. dominicaine 285 (art. 91, 95), 286 (chapitres II, III); Rép. féd. d'Allemagne 296; RSS de Biélorussie 302 (3 mars 1963); RSS d'Ukraine 308 (art. premier); Sénégal 324 (loi n° 63-14); Somalie 335 (art. 51 et loi n° 4); Tunisie 360 (art. 26); Venezuela 373 (par. 4); Yougoslavie 381 (art. 34), 382 (art. 35), 386 (art. 71, 72, 73, 75, 77 et 88); Zanzibar 395 (art. 40-43); Nauru 399; Nouvelle-Guinée 400, 401; Iles du Pacifique (Truk) 404 (25 septembre 1963); Bahamas 414 (titre III); Souaziland 422 (titre V).

### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o dirijase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.